RÉPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI







LOI DE FINANCES 2021







MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Janvier 2021

SOMMAIRE

I. NOTE DE PRESENTATION DU BUDGET D'ETAT 2021 1-37

II. ORDONNANCE PORTANT LOI DE FINANCES 2021 38-122

III. BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021 123-285

IV. DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE 2021-2023 286-355

V. AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES 356-1100

- **Etat A :** Stratégie d'Endettement Public du Mali à Moyen Terme 2021-2023 357-379
- **Etat B :** Plafond des Effectifs par Programme 380-387
- **Etat C :** Répartition des Crédits du Budget Général par Dotation et Programme 388-396
- **Etat D :** Répartition des Crédits des Budgets Annexes par Programme 397-399
- **Etat E :** Répartition des Crédits des Comptes Spéciaux du Trésor par Programme 400-401
- **Etat F :** Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics et aux Collectivités Territoriales 402-526
- **Etat G :** Tableau de Classifications Fonctionnelle et Economique des Dépenses 527-536
- **Etat H :** Tableau de Classifications Administrative et Fonctionnelle des Dépenses 537-550
- **Etat I :** Tableau de Classifications Administrative et Economique des Dépenses 551-562
- **Etat J :** Tableau Récapitulatif des Programmes par Ministère et Institution 563-571
- **Etat K :** Programme Triennal d'Investissement 572-724
- **Etat L :** Restes à Payer 725-813
- **Etat M :** Plan de Trésorerie Prévisionnel Mensualisé 814-816
- **Etat N :** Echéances courantes de la Dette 817-829
- **Etat O :** Estimation des Subventions à la Consommation sur les Produits Pétroliers 830-839
- **Etat P :** Statistiques sur les Emplois créés 840-851
- **Etat Q :** Subvention à l'Energie du Mali (EDM-SA) 852-856
- **Etat R :** Liste des Taxes Parafiscales et leur Evaluation 857-858
- **Etat S :** Annexe sur les Dépenses Fiscales 859-909
- **Etat T :** Restes à Recouvrer 910-913
- **Etat V :** Annexe sur le Genre 914-1050
- **Etat W :** Annexe sur les Risques Budgétaires 1051-1052
- **Etat X :** Annexe sur le Plan de Mesure d'Urgence Budgétaire 1053-1055
- **Etat Y :** Etats Financiers des Organismes de Gestion de Sécurité Sociale 1056-1100

VI. SITUATION D'EXECUTION AU 30 JUIN 2020 1101-1104

- Introduction 1105-1107
- Situation d'exécution des recettes et des dépenses budgétaires 1108-1149
- Situation d'exécution des ressources et des charges de trésorerie 1150-1157
- Conclusion 1158-1159
- Annexes 1160-1206

NOTE DE PRESENTATION

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

NOTE DE PRESENTATION DU BUDGET D'ETAT 2021

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

A. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL[1]

La préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2021 intervient dans un contexte particulièrement complexe, au regard de la persistance de la crise sanitaire liée à la maladie à coronavirus (COVID-19), qui continue de générer de graves répercussions sur l'activité économique mondiale.

De nombreux pays font face à une crise multidimensionnelle : choc sanitaire, perturbations économiques internes, chute de la demande extérieure, retournement des flux de capitaux et effondrement des cours des produits de base.

Les estimationsindiquent une contraction de la croissance mondiale de 4,4% en 2020, un chiffre en deçà des prévisions antérieures. Cette révision s'explique par les chiffres du PIB au deuxième trimestre, qui sont meilleurs que prévus, surtout dans les pays avancés, où l'activité a commencé à reprendre de la vigueur plus tôt qu'escomptée, après l'assouplissement en mai et juin des mesures de confinement. Elle s'explique aussi par les indicateurs d'une reprise plus forte au troisième trimestre.

Un rebond est prévu en 2021, avec un taux de croissance du PIB mondial projeté à 5,2%. Cette prévision s'appuie sur un recul plus modéré attendu pour 2020 et l'hypothèse du maintien des mesures de distanciation physique. Aussi, le niveau du PIB mondial en 2021 devrait dépasser celui de 2019 de 0,6 point de pourcentage. Les projections de croissance sous-entendent de larges écarts de production négatifs et des taux de chômage élevés en 2020 et en 2021, dans les pays avancés comme dans les pays émergents.

Par ailleurs, il convient de signaler qu'il existe toujours un degré d'incertitude plus élevé que d'habitude autour des prévisions macroéconomiques, en raison des difficultés d'anticipation de l'évolution du contexte.

[1] **Source : FMI, Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM) d'octobre 2020.**

Dans les pays avancés, l'activité économique devrait connaître une reprise en 2021 avec une augmentation de la production de 3,9%, alors qu'il est attendu au titre de 2020 une contraction d'environ 5,8%. La reprise de 2021 serait plus vigoureuse dans la zone euro et au Royaume-Uni. Le taux d'inflation en 2021 devrait s'établir à 1,6%, en légère hausse par rapport à 2020, sous l'effet de la relance de la demande.

Aux États-Unis, la croissance du PIB se situerait en dessous du niveau mondial en 2021 avec un taux de 3,1%. Le taux d'inflation devrait enregistrer une hausse pour s'établir à 2,8%.

Dans la zone euro, l'activité économique, après avoir connu un recul exceptionnel de 8,3% en 2020, devrait renouer avec la croissance en 2021, avec un taux de 5,2%. La reprise serait particulièrement plus accentuée en France, en Italie et en Espagne. L'inflation restera faible (0,9%) quoiqu'en légère hausse par rapport à 2020.

Les économies des pays émergents et pays en développement verront également leur production augmentée en 2021. Dans cette zone, la reprise serait liée davantage à une meilleure gestion de la crise de la COVID-19 en Chine, où la production devrait connaître une forte croissance en 2021.

En effet, bien quela Chine ait été le premier pays frappé par la crise, celui-ci devrait pouvoir sortir dès la fin de 2020 avec une croissance de 1,9%. Ce taux se situerait autour de 8,2% en 2021.

L'Afrique subsaharienne[2], après avoir enregistré une contraction de 3,0% en 2020, devrait connaître une reprise en 2021 avec un taux de croissance de 3,1%. Toutefois, l'ampleur du ralentissement en 2020 et la rapidité de la reprise en 2021 dépendront de plusieurs facteurs, notamment l'interaction de la pandémie avec les fragiles systèmes de santé locaux, l'efficacité des mesures nationales d'endiguement et la vigueur du soutien apporté par la communauté internationale.

L'inflation dans la région devrait augmenter et atteindre 10,6% en 2020 avant d'enregistrer une baisse en 2021 pour se situer autour de 7,9%.

Dans la zone UEMOA[2]**,** la croissance économique devrait se redresser en 2021 en se situant à 5,3%, après avoir enregistré son plus bas niveau en 2020, soit 0,3%. Outre les conséquences négatives liées à la crise du coronavirus, la croissance dans la zone UEMOA reste soumise aux aléas de la crise sécuritaire qui perdure et se répand tout en pesant sur les budgets de ses Etats et nuisant aux investissements. Le taux d'inflation, mesuré par le niveau général des prix à la consommation, devrait demeurer faible et se contenir dans la norme communautaire de 3%.

---

[2]Source : FMI, Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, d'octobre 2020.

Tableau 1 : Croissance et inflation dans certaines régions.

Zones	Taux de croissance du PIB (%)			Inflation en %		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021
Monde	2,8	-4,4	5,2			
Pays avancés	1,7	-5,8	3,9	1,4	0,8	1,6
Pays émergents et en développement	3,7	-3,3	6,0	5,1	5,0	4,7
Afrique subsaharienne	3,2	-3,0	3,1	8,5	10,6	7,9
UEMOA	6,0	0,3	5,3	-0,6	1,7	1,7

***Source** : FMI, Perspectives économiques mondiale,octobre 2020.*

B. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL[3]

Au Mali, les perspectives macroéconomiques pour 2021 sont aussi influencées par les effets de la crise sanitaire liée à la COVID-19, en plus de ceux de la situation sécuritaire toujours instable. Ainsi, le taux de croissance réelle du PIB devrait s'établir à 4,0% en 2021, après une contraction, plus sévère qu'initialement projetée, de -2,0% en 2020. Cette prévision repose essentiellement sur les hypothèses suivantes : (i) de meilleures performances de l'agriculture vivrière grâce à la poursuite des politiques et réformes agricoles, (ii) une bonne pluviométrie, (iii) la mise en œuvre des programmes d'investissement publics, (iv) le dynamisme des branches des « transports et télécommunications », des « activités d'administration publique » et du « Commerce ».

L'inflation devrait demeurer en dessous de la norme communautaire de 3% pour s'afficher à 1,5% en 2021, dans l'hypothèse d'une bonne campagne agricole, d'une évolution toujours favorable des cours du pétrole, des métaux précieux, notamment l'or et du coton ainsi que, dans une certaine mesure, grâce aux mesures prises par le Gouvernement dans le sens de la réduction des taxes sur certains produits de première nécessité.

Par ailleurs, la politique monétaire devrait demeurer accommodante et la masse monétaire, définie au sens large, devrait se stabiliser à son niveau de 2020.

En ce qui concerne le secteur extérieur, les termes de l'échange devraient s'améliorer en 2021, en raison de la hausse du cours de l'or. Le déficit de la balance courante, exprimé en pourcentage du PIB, devrait se creuser, passant de -1,7% en 2020 à -1,9% en 2021, en raison d'une augmentation plus rapide des importations par rapport aux exportations. Quant au solde global de la balance des paiement, il devrait rester positif en 2021.

A l'instar des prévisions internationales, celles-ci sont également empreintes d'incertitudes.

[3] **Source : Autorités maliennes, FMI, 2020.**

II. CADRAGE BUDGETAIRE 2021

Les objectifs et les orientations de la politique budgétaire pour 2021 sont définis sur la base des perspectives macroéconomiques, des engagements pris par le Gouvernement de Transition ainsi que des priorités de politiques publiques définies dans le CREDD 2019-2023.

A. HYPOTHESES DE PREVISION DU BUDGET 2021

Les prévisions budgétaires de 2021 sont établies sur la base d'une prévision de croissance économique de 4,0%. L'inflation, mesurée par la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation, est projetée à 1,5% en 2021contre 0,7% en 2020.

Tableau 2 : Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2020-2023

Libellés	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2021-2023
PIB nominal (Mds FCFA)	10 148,0	10 722,0	11 727,8	12 560,5	11 670,1
Taux croissance PIB réel	-2,0%	4,0%	5,7%	5,0%	4,9%
Variation du déflateur du PIB	2,0%	1,6%	0,0%	0,3%	0,6%
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	0,7%	1,5%	2,0%	2,0%	1,8%

***Source** : INSTAT-Mali, FMI, 2020.*

Les hypothèses indiquées dans le tableau 2 ont été utilisées pour déterminer les objectifs de la politique budgétaire en 2021.

B. OBJECTIFS ET ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2021

1 OBJECTIFS DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE

Pour l'exercice 2021, la politique budgétaire vise à remettre les finances publiques sur une trajectoire viable, en vue de revenir progressivement aux objectifs fixés dans le cadre du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du Fonds Monétaire International (FMI) et aux cibles des critères de convergence de l'UEMOA,

Les recettes fiscales nettes augmenteront de 1,2 point de pourcentage du PIB par rapport à 2020 pour s'établir à 15,2%, soit un accroissement de 13,87%.

Les dons, quant à eux, devraient diminuer de 2,2 points de pourcentage du PIB, pour s'établir à 1,9% du PIB.

En ce qui concerne les dépenses totales et prêts nets, ils diminueront de 1,2 point de pourcentage de PIB pour s'établir à 27,8% du PIB. Les dépenses courantes perdront 0,7 point et les dépenses en capital 0,4 point, pour s'établir respectivement à 15,7% et 8,3% du PIB.

Ainsi, le déficit budgétaire (dons inclus) diminuerait de 0,7 point de pourcentage pour s'établir à 5,5% en 2021 contre 6,2% en 2020.

Pour concrétiser cet effort de consolidation sans remettre en cause l'augmentation des capacités des services sanitaires et le financement des dépenses prioritaires, il sera procédé à une réallocation stratégique des dépenses en fonction des priorités.

Le tableau 3 présente les cibles des principaux agrégats budgétaires.

Tableau 3 : Agrégats budgétaires pour 2020-2021.

Agrégat	2020	2021
Recettes fiscales nettes (% PIB)	14,0%	15,2%
Dons (% PIB)	4,1%	1,9%
Dépenses totales et prêts nets (% PIB)	29,0%	27,8%
Masse salariale (% PIB)	6,7%	7,1%
Solde primaire (% PIB)	-5,0%	-4,2%
Solde global dons inclus (% PIB)	-6,2%	-5,5%
Solde budgétaire de base (% PIB)	-7,4%	-4,2%
Assistance budgétaire (% PIB)	3,6%	0,5%
Dette publique (% PIB)	47,6%	47,4%

***Source** : Autorités maliennes, FMI, 2020.*

La réalisation de ces objectifs sera sous-tendue par les mesures ci-dessous présentées.

2 ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE

Parmi les actions phares dont la mise en œuvre concourra à l'atteinte des objectifs susmentionnés figure la poursuite des réformes engagées en matière de gestion des finances publiques. Conformément aux priorités édictées par le Gouvernement de la Transition, il s'agira, en priorité, de maitriser le train de vie de l'Etat et de poursuivre les efforts d'amélioration de la gestion des finances publiques, en remédiant aux faiblesses mises en lumière par les évaluations PEFA 2016 ainsi que par les missions d'assistance technique du FMI (évaluation de la gestion des investissements publics - PIMA, risques budgétaires, mise en œuvre des AE-CP). La mise en œuvre du Plan de Réforme de la Gestion des Finances Publiques au Mali (PREM 2017-2021) et l'application du nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA, resteront également inscrites dans l'agenda des réformes.

En outre, le Gouvernement continuera à mettre en œuvre les réformes relatives à (i) la rationalisation des exonérations et l'amélioration du cadre institutionnel, législatif et règlementaire et (ii) la relecture des différents textes (investissements, impôts, douanes, pétrolier, etc.).

En matière de recettes, les mesures envisagées pour soutenir la mobilisation des ressources concernent, entre autres (*voir page 13 à 16 pour plus de détails*) :

- l'exploration de nouvelles niches fiscales ;
- l'amélioration du fonctionnement et du rendement de la TVA ;

- l'opérationnalisation du télépaiement des impôts ;
- l'opérationnalisation de la circulaire relative à la retenue IBIC à la source sur les non-résidents ;
- l'opérationnalisation de deux centres de moyennes entreprises à Bamako ,
- le renforcement du contrôle multidisciplinaire à travers le recoupement d'informations entre les administrations ;
- l'amélioration du recouvrement des recettes domaniales ;
- la cession d'une quatrième licence de télécommunication ;
- le renforcement de la sécurisation des frontières et de la coopération internationale dans le cadre de la mobilisation de recettes douanières.

En matière de dépenses, le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2019-2023, demeure la référence du Gouvernement en matière de stratégie de développement. Il est complété par les orientations édictées par le Président de la Transition dans sa lettre de mission adressée au Premier ministre, ainsi que les mesures inscrites dans la feuille de route de la Transition. Ainsi, les allocations budgétaires cibleront principalement :

- le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national ;
- l'organisation des élections générales ;
- la redynamisation de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger ;
- l'opérationnalisation des mécanismes de suivi de la mise en œuvre des recommandations du Dialogue national inclusif ;
- le renforcement de la fourniture de services sociaux de base ;
- la refonte du système éducatif ;
- la lutte contre l'impunité et la corruption ;
- la promotion d'une saine gouvernance des ressources financières ;
- la réduction du train de vie de l'Etat ;
- la poursuite de la mise en œuvre des réformes politiques et institutionnelles notamment : (i) le parachèvement du processus de réorganisation territoriale, (ii) la réforme du système électoral, (iii) l'adoption d'une nouvelle constitution et (iv) la poursuite du chantier de la régionalisation ;
- l'adoption d'un pacte de stabilité sociale qui permettra, entre autres d'engager le débat sur les grands enjeux sociétaux, le dialogue intercommunautaire, et créer les conditions favorisant le retour des déplacés et réfugiés.

III. SITUATION DES CRITERES DE CONVERGENCE DE L'UEMOA ET DE LA CEDEAO

Dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19, l'UEMOA et la CDEAO ont suspendus pour deux (2) ans les critères de convergence communautaire. Malgré cela, le suivi des cibles et le retour progressif aux niveaux d'avant crise demeurent une priorité.

A. ETAT DE LA CONVERGENCE DE L'UEMOA

En 2020 et 2021, le Mali respectera deux (02) critères sur cinq (05), contre quatre (4) en 2019. Les critères non respectés s'expliquent par les effets cumulés des crises sanitaire, sociale et sécuritaire qui occasionnent des augmentations de dépenses budgétaires pendant que les services d'assiettes ont des difficultés à atteindre leurs objectifs de recettes.

Cet état est illustré dans le tableau 4.

Tableau 4 : Position du Mali face aux critères de convergence de l'UEMOA

Critères de convergence	Norme UEMOA	2019 *Estimation*	2020 *Prévision*	2021 *Prévision*
Critères de premier rang				
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en %PIB	≥ -3%	**-1,7%**	-6,2%	-5,5%
Taux d'inflation	≤ 3%	**-0,6%**	**0,7%**	**1,5%**
Encours de la dette publique rapporté au PIB	≤ 70%	**40,4%**	**47,6%**	**47,4%**
Critères de second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales	≤ 35%	**34,5%**	48,0%	46,5%
Taux de pression fiscale	≥ 20%	**14,7%**	14,0%	15,2%
Nombre de critères respectés		**4/5**	**2/5**	**2/5**

***Source** : MEF, FMI 2020.*

B. ETAT DE LA CONVERGENCE DE LA CEDEAO

Concernant la surveillance multilatérale de la CEDEAO, le Mali respectera en 2021 trois (03) critères de convergence :

- un (01) critère de premier rang : le taux d'inflation en fin de période ;
- deux (02) critères de second rang : (i) non accumulation des arriérés intérieurs et élimination de tous les anciens arriérés, (ii) le ratio des investissements publics financés sur les ressources intérieures rapportés aux recettes fiscales.

Le tableau 5 en est une illustration.

Tableau 5 : Position du Mali face aux critères de convergence de la CEDEAO

Critères de convergence	Norme CEDEAO	2019 *Estimation*	2020 *Prévision*	2021 *Prévision*
Critères de premier rang				
Ratio du déficit budgétaire global hors dons sur le PIB nominal	**≤ 3%**	3,5%	10,2%	7,4%
Taux d'inflation en fin de période	**≤ 5%**	**-1,3%**	**0,7%**	**1,5%**
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale ≤ 10% des recettes fiscales de l'année antérieure*	**≤ 10%**			
Réserves de change en mois d'importations*	**≥ 6**			
Critères de second rang				
Non accumulation des arriérés intérieurs et élimination de tous les anciens arriérés	**0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Ratio recettes fiscales /PIB	**≥ 20%**	14,7%	14,0%	15,2%
Masse salariale/recettes fiscales ≤ 35%	**≤ 35%**	**34,5%**	48,0%	46,5%
Ratio investissements publics financés sur les ressources intérieurs/Recettes fiscales	**≥ 20%**	**31,1%**	**42,2%**	**33,1%**
Stabilité du taux de change réel *				
Taux d'intérêt réel positif *				
Nombre de critères respectés		**4**	**3**	**3**

*** Non applicable aux pays de l'UEMOA**

IV. DONNEES CHIFFREES DE LA LOI DE FINANCES

A. OPERATIONS BUDGETAIRES

Les opérations budgétaires portent sur les recettes et les dépenses.

A.1. RECETTES BUDGETAIRES

1 RECETTES BUDGETAIRES PAR NATURE

Les prévisions de recettes budgétaires pour l'exercice 2021 s'élèveront à 2 155,161 milliards de FCFA contre 2 145,627 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée2020, soit une augmentation de 9,535 milliards de FCFA correspondant à un taux d'accroissement de 0,44%, imputable à la hausse prévisionnelle des recettes du budget général.

Le détail des prévisions des recettes budgétaires pour 2021 est donné dans le tableau 6.

Tableau 6 : Détail des prévisions des recettes budgétaires de l'Etat pour 2021.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF rectifiée 2020 (1)	LF 2021 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
Budget général	**1 934,136**	**1 975,592**	**41,456**	**2,14**
Dons projets et legs	163,400	155,600	-7,800	-4,77
Recettes fiscales nettes	1 439,221	1 637,776	198,555	13,80
Recettes non fiscales	9,768	59,346	49,578	507,56
Dons programmes et legs	250,167	45,911	-204,256	-81,65
dont ABS	*11,328*	*3,609*	*-7,719*	*-68,15*
dont ABG	*223,338*	*42,302*	*-181,036*	*-81,06*
Recettes exceptionnelles	14,500	8,959	-5,541	-38,21
Produits financiers	57,080	68,000	10,920	19,13
Budgets annexes	**9,105**	**8,113**	**-0,992**	**-10,89**
Recettes non fiscales	9,105	8,113	-0,992	-10,89
Comptes spéciaux du Trésor	**202,386**	**171,457**	**-30,929**	**-15,28**
Recettes fiscales	171,825	139,563	-32,262	-18,78
Recettes non fiscales	3,565	3,380	-0,185	-5,19
Transferts reçus d'autres budgets	26,996	27,202	0,205	0,76
Dons programmes et legs	0,000	1,312	1,312	-
Total recettes budgétaires	**2 145,627**	**2 155,161**	**8,212**	**0,44**

Source : DGB, 2020.

1.1. Recettes du budget général

Les recettes du budget général s'élèveront à 1 975,592 milliards de FCFA en 2021 contre un montant rectifié de 1 934,136 milliards de FCFA en 2020, soit une variation à la hausse de 41,456 milliards de FCFA ou un taux de 2,14%, imputable essentiellement à l'augmentation des prévisions des recettes fiscales.

1.1.1. Recettes fiscales nettes[4]

Les recettes fiscales nettes, constituées d'impôts directs et indirects, s'élèveront à 1 637,776 milliards de FCFA en 2021 contre 1 439,221 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, soit un accroissement de 198,555 milliards de FCFA, ou un taux d'augmentation de 13,80%. Cette prévision de 2021, représentant 15,2% du PIB contre 14,0% du PIB en 2020, est basée sur une reprise attendue de l'activité économique après une baisse en 2020 liée à la pandémie de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19).

1.1.2. Recettes non fiscales

Elles s'élèveront à 59,346 milliards de FCFA pour 2021 contre 9,768 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, soit une hausse de 49,578 milliards de FCFA ou un taux de d'augmentation de 507,56%, liée essentiellement à la vente de la licence téléphonique à un 4ème opérateur.

1.1.3. Dons projets et dons programmes et legs

Ces dons proviennent principalement des institutions internationales et des gouvernements étrangers et s'élèveront en 2021 à 201,511 milliards de FCFA contre 413,567 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, soit une baisse de 212,056 milliards de FCFA ou un taux de diminutionde 51,27%. Ils se décomposent en dons projets qui sont estimés à 155,600 milliards de FCFA en 2021 contre un montant rectifié en 2020 de 163,400 milliards de FCFA, et en dons programmes qui sont estimés à 45,911 milliards de FCFA en 2021 contre un montant révisé de 250,167 milliards de FCFA en 2020. La baisse des dons projets s'explique par la non reconduction du programme d'urgence de la Banque mondiale en faveur du secteur de la santé.

Les dons programmes sont constitués de l'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) et de l'Appui Budgétaire Général (ABG) en dons.

S'agissant de l'ABS, il passe de 11,328 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectificatif de 2020 à 3,609 milliards de FCFA dans le budget pour 2021, soit une diminution de 7,719 milliards de FCFA ou un taux de baisse de 68,15%. Cette diminution s'explique essentiellement, d'une part, par la fin du programme d'appui du Canada en faveur du secteur de la santé, et d'autre part, par la non reconduction des ressources décaissées et non consommées de 2019, reportées sur le budget d'Etat 2020.

[4] Elles correspondent aux recettes brutes desquelles sont déduits les crédits de TVA qui sont inscrits au niveau des Comptes spéciaux du Trésor.

Les prévisions de l'ABS par partenaire technique et financier pour l'exercice 2021 sont données dans le tableau 7.

Tableau 7 : Evolution de l'Appui budgétaire sectoriel.

(Montant en milliards de FCFA)

Partenaires techniques et financiers	LF rectifiée 2020 (1)	LF 2021 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
Suisse	3,186	2,270	-0,917	-28,77
Canada (Santé)	4,214	0,000	-4,214	-100,00
Agence Française pour le Développement (AFD)	1,436	1,339	-0,097	-6,75
Report ABS Suisse	0,000	0,000	0,000	-
Report ABS Santé Canada	1,378	0,000	-1,378	-100,00
Report ABS Education Canada	0,148	0,000	-0,148	-100,00
Reports ABS AFD	0,966	0,000	-0,966	-100,00
Total	**11,328**	**3,609**	**-7,719**	**-68,15**

Source : DGB, 2020.

En ce qui concerne l'ABG inscrit dans les recettes budgétaires, il est constitué de dons exclusivement, les prêts ayant été déclassés des recettes budgétaires vers les ressources de trésorerie.

Pour l'exercice budgétaire 2021, les dons au titre de l'ABG sont estimés à 42,302 milliards de FCFA contre 223,338 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, soit une diminution de 181,036 milliards de FCFA ou un taux de régression de 81,06%. Cette diminution s'explique essentiellement par l'absence d'annonces d'appuis budgétaires pour 2021 de la part de la Banque mondiale.

La répartition de l'ABG par partenaire technique et financier est donnée dans le tableau 8.

Tableau 8 : Evolution de l'Appui budgétaire général en dons.

(Montant en milliards de FCFA)

Partenaires techniques et financiers	LF rectifiée 2020 (1)	LF 2021 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
Union Européenne	60,019	39,357	-20,662	-34,43
Banque Africaine de Développement (BAD)	42,000	2,945	-39,055	-92,99
Banque Mondiale (appui traditionnel)	73,625	0,000	-73,625	-100,00
Banque Mondiale (appui énergie)	17,670	0,000	-17,670	-100,00
Banque Mondiale (appui inclusion financière)	11,780	0,000	-11,780	-100,00
Agence Française de Développement (AFD)	18,244	0,000	-18,244	-100,00
TOTAL ABG en dons	**223,338**	**42,302**	**-181,036**	**-81,06**

Source : DGB, 2020.

1.1.4. Recettes exceptionnelles

En 2021, elles seront constituées uniquement des annulations de dettes et s'élèveront à 8,959 milliards de FCFA contre 14,500 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, soit une baisse de 5,541 milliards de FCFA ou un taux de régression de 38,21%.

1.1.5. Produits financiers

ils s'élèveront à 68,000 milliards de FCFA EN 2021 contre 57,080 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, soit une augmentation de 10,920 milliards de FCFA en lien avec la reprise attendue de l'activité économique après une baisse en 2020 liée à la pandémie de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19).

1.2. Recettes des budgets annexes

Les budgets annexes comprennent : les Entrepôts Maliens au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Togo, en Guinée, au Ghana, en Mauritanie et au Bénin.

Les recettes des budgets annexes sont estimées à 8,113 milliards de FCFA en 2021 contre une prévision rectifiée de 9,105 milliards de FCFA en 2020, soit une diminution de 0,992 milliard de FCFA ou un taux de régression de 10,89%. Ce taux s'explique par le fait que la majoration effectuée dans les budgets 2020 desEntrepôts Maliens en Côte d'Ivoire et au Sénégal n'est pas reconduite en 2021.

1.3. Recettes des comptes spéciaux du trésor

Les recettes des Comptes Spéciaux du Trésor sont estimées à 171,457 milliards de FCFA en 2021 contre une prévision rectifiée de 202,386 milliards de FCFA en 2020, soit une diminution de 30,929 milliards de FCFA ou un taux de régression de 15,28%. Cette diminution est due au fait que le Fonds de Remboursement des Crédits de TVA a enregistré en 2020 un montant important en report et en majoration[5].

Les Comptes spéciaux du Trésor sont constitués du :

- Fonds pour l'Aménagement et la Protection des Forêts ;
- Fonds pour l'Aménagement et la Protection de la Faune ;
- Fonds National d'Appui à l'Agriculture ;
- Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique ;
- Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant ;
- Fonds de Remboursement des Crédits de TVA ;

[5]Evolution des Crédits de TVA en 2020 : Loi de Finances initiale (69,900 milliards de FCFA) ; Loi de Finances rectifiée par Ordonnance n°2020-001/P-CNSP du 04 septembre 2020 (87,900 milliards de FCFA) ; Loi de Finances rectifiée de nouveau par Décret n°2020-0278/PT-RM du 08 décembre 2020 (125,900 milliards de FCFA).
Prévision des Crédits de TVA pour 2021 : 95,300 milliards de FCFA.

- Fonds National de Développement de la Statistique ;
- Fonds pour le Développement Durable ;
- Programme de Développement des Ressources Minérales ;
- Fonds de Financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des Activités minières ;
- Fonds d'Etude d'Impact Environnemental et Social.

2 RECETTES BUDGETAIRES PAR SERVICE D'ASSIETTE ET DE RECOUVREMENT

Les prévisions de recettes par service d'assiette et de recouvrement, au titre de l'exercice budgétaire 2021, et leur évolution entre 2020 et 2021 sont données dans le tableau 9.

Tableau 9 : Répartition des recettes par service.

(Montant en milliards de FCFA)

Services	Recettes budgétaires		
	LFR2020 (1)	LF 2021 (2)	Ecart (3) = (2) - (1)
Direction Générale des Douanes	582,200	656,200	74,000
Direction Générale des Impôts	914,125	987,122	72,997
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	20,853	32,000	11,147
Direction Nationale des Domaines	114,791	185,100	70,309
TOTAL	**1 631,969**	**1 860,422**	**228,453**

***Source** : DGB, sur la base des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, 2020.*

L'évolution des prévisions de recouvrement des recettes brutes et nettes entre 2020 et 2021, est présentée dans le tableau 10.

Tableau 10 : Evolution des recettes par service en brutes et nettes.

(Montants en milliards de FCFA)

SERVICES	Recettes 2020		Recettes 2021		Evolution entre 2020 et 2021	
	Brutes	Nettes (1)	Brutes	Nettes (2)	En montant (2-1)	En % (2-1)/(1)*100
Direction Générale des Douanes	582,200	527,985	656,200	614,996	87,011	16,48
Direction Générale des Impôts	914,125	834,730	987,122	925,316	90,586	10,85
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	20,853	20,853	32,000	32,000	11,147	53,46
Direction Nationale des Domaines	114,791	114,791	185,100	185,100	70,309	61,25
TOTAL	**1 631,969**	**1 498,360**	**1 860,422**	**1 757,413**	**259,053**	**17,29**
Crédit de TVA	**125,900**		**95,300**		**-30,600**	**-24,30%**
Remboursement des exonérations	**7,709**		**7,709**		**0,000**	**0,00%**

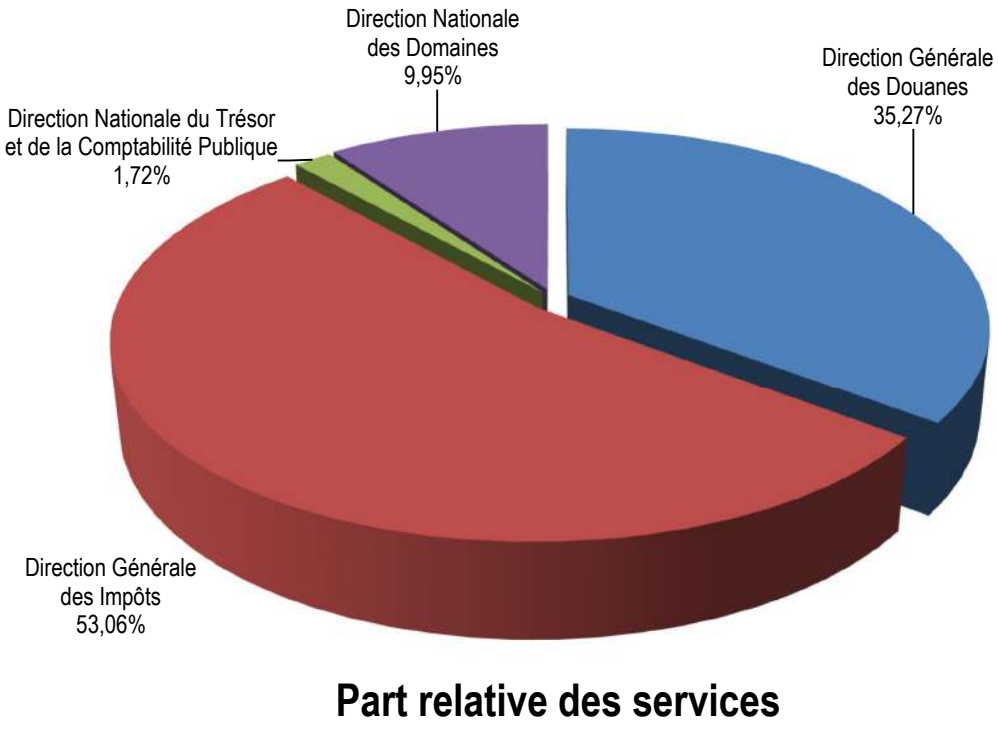
***Source** : DGB, sur la base des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, 2020.*

La comparaison des prévisions de recettes pour l'exercice 2021 par service d'assiette et de recouvrement à celles du budget d'Etat rectificatif 2020, sans crédits de TVA et exonérations fiscales, fait ressortir une augmentation de 259,053 milliards de FCFA ou un taux de progression de 17,29%.

Quant aux crédits de TVA, ils passeront de 125,900 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée de 2020 à 95,300 milliards de FCFA dans celui de 2021, soit une baisse de 24,30%.

La part relative de chaque service dans les prévisions de recouvrement des recettes budgétaires est retracée, pour 2021, dans le graphique 1.

Graphique 1 : Part relative des services d'assiette et de recouvrement dans les prévisions des recettes budgétaires pour 2021.



***Source** : DGB, sur la base des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, 2020.*

L'amélioration des recettes des services d'assiette et de recouvrement pour l'exercice budgétaire 2021 sera sous-tendue par les mesures ci-après :

Au titre de la Direction Générale des Impôts

Pour l'atteinte de ses objectifs de recettes pour l'exercice 2021, la DGI entend mettre en œuvre les mesures suivantes :

- mise en œuvre de la réforme organisationnelle de la DGI ;
- opérationnalisation des Centres des Impôts des Moyennes Entreprises (CIMES) ;
- mise en œuvre du contrôle à distance des opérations d'assiettes et de recouvrement dans SIGTAS ;
- déploiement des télés services ;
- opérationnalisation de la circulaire relative à la retenue IBIC à la source sur les non-résidents ;
- mise en œuvre des réformes concernant la gestion des crédits de TVA ;
- amélioration de la gestion de l'IRF (assiette et recouvrement) ;
- mise en œuvre de programmes de contrôle intégrant les renseignements issus des travaux du Comité Mixte de Renseignements et d'Investigations Economiques et Financières (CMRIEF) et de la Direction Générale des Marchés Publics et des Délégations de Service Public (DGMP-DSP).

Par ailleurs, la résolution des litiges fiscaux, notamment ceux entre l'Etat et certaines sociétés minières relatifs aux différents redressements opérés par l'administration fiscale, pourrait être de nature à contribuer à la réalisation de l'objectif de recettes, avec l'application de la retenue à la source de l'IBIC.

Enfin, la mise en œuvre des reformes ainsi que le renforcement des activités de gestion courante, notamment : le contrôle ponctuel de la TVA et de l'ITS, le suivi de l'exploitation de l'annexe 1.1 relatif à la TVA, l'intensification des activités de communication et de sensibilisation et le renforcement des contrôles internes issues des différents rapports d'assistance technique seront de nature à contribuer à la réalisation des objectifs de recettes.

Au titre de la Direction Générale des Douanes (DGD)

L'atteinte des objectifs bruts de recettes impose à la Direction Générale des Douanes des réalisations mensuelles moyennes de 54,684 milliards F CFA, soit 14,583 milliards F CFA sur les produits pétroliers et 40,101 milliards sur les marchandises solides. Pour ce faire, les mesures suivantes ont été identifiées :

- interconnexion des systèmes informatiques douaniers, en vue de recueillir des informations fiables sur la nature, la quantité, la valeur et l'origine des importations ;
- application effective de la valeur transactionnelle comme base d'évaluation en douane ;
- prise en charge correcte des marchandises dans les bureaux frontaliers ;
- mobilisation des restes à recouvrer ;

- suivi correct des marchandises dans les entrepôts ;
- suivi rigoureux de la mise en œuvre de l'arrêté régissant les D24.

Au titre de la Direction Nationale des Domaines

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- la maîtrise des transactions foncières ;
- la constitution et l'immatriculation des réserves foncières ;
- la mise en place du Système d'Information des Titres Fonciers et Immobiliers (SITFI) ;
- le renforcement des capacités matérielles et financières des structures de recouvrement ;
- la communication et la sensibilisation ;
- l'organisation des missions de contrôle et de vérification ;
- les appuis dans le cadre du recouvrement ;
- le renforcement du suivi des sociétés minières ;
- l'animation du cadre de concertation entre les services d'assiette et de recouvrement ;
- l'application du droit de péremption ;
- la réalisation de contre-expertises.

Au titre de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- la vulgarisation et le meilleur suivi du « loto sportif » par la Société PMU Mali ;
- l'application du taux de prélèvement de 2% à l'ensemble des jeux organisés par le PMU-Mali ;
- le renforcement du contrôle des différentes régies et le suivi des postes comptables à l'étranger.

A.2. DEPENSES BUDGETAIRES

1 DEPENSES BUDGETAIRES PAR NATURE

Les prévisions de dépenses budgétaires au titre de l'exercice 2021 s'élèveront à 2 808,088 milliards de FCFA contre 2 864,976 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée2020, soit une baisse de 56,888milliards de FCFA, correspondant à un taux de diminution de 2,99%.

La répartition des prévisions de dépenses budgétaires par budget et par nature économique est présentée dans le tableau 11.

Tableau 11 : Répartition des dépenses par budget et par nature économique.

(Montant en milliards de FCFA)

Natures Economiques	LF rectifiée 2020		LF 2021		Ecart		Variation en %	
	AE (1)	CP (2)	AE (3)	CP (4)	AE (3) - (1)	CP (4) - (2)	AE	CP
Budget Général (1)	**884,965**	**2 653,485**	**943,560**	**2 628,518**	**58,595**	**-24,967**	**6,62**	**-0,94**
Dépenses ordinaires		**1 741,894**		**1 726,686**		**-15,208**	-	**-0,87**
Personnel		687,368		758,025		70,657	-	10,28
dont Collectivités Territoriales		*224,611*		*216,450*		*-8,161*	-	-3,63
Acquisitions de biens et services, dont		436,437		429,101		-7,336	-	**-1,68**
Matériel et Fonctionnement		*182,397*		*159,506*		*-22,891*	-	-12,55
Communication et Energie		*50,575*		*48,740*		*-1,835*	-	-3,63
Autres Dépenses		*104,922*		*145,813*		*40,891*	-	38,97
Elections		*30,750*		*30,750*		*0,000*	-	0,00
Charges financières		120,423		141,200		20,777	-	**17,25**
Transferts et subventions, dont		484,657		385,351		-99,306	-	**-20,49**
Bourses		*17,796*		*17,906*		*0,110*	-	0,62
Subvention Intrants		*43,000*		*21,100*		*-21,900*	-	-50,93
Subvention EDM-SA		*30,000*		*30,000*		*0,000*	-	0,00
Filet social		*146,000*		*10,000*		*-136,000*	-	-93,15
Dépenses en atténuation des recettes		13,009		13,009		0,000	-	**0,00**
Dépenses en capital	**884,965**	**911,590**	**943,560**	**901,832**	**58,595**	**-9,758**	**6,62**	**-1,07**
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	884,965	911,590	943,560	901,832	58,595	-9,758	6,62	**-1,07**
Dépenses de transferts en capital	0	0	0	0			-	**-**
Budgets annexes (2)	**2,648**	**9,105**	**2,151**	**8,113**	**-0,497**	**-0,992**	**-18,78**	**-10,89**
Comptes spéciaux du Trésor (3)	**74,194**	**202,386**	**73,927**	**171,457**	**-0,267**	**-30,929**	**-0,36**	**-15,28**
TOTAL GENERAL (1+2+3)	**961,807**	**2 864,976**	**1 019,637**	**2 808,088**	**57,830**	**-56,888**	**6,01**	**-1,99**

***Source* : DGB, 2020.**

1.1 Dépenses du Budget général

Les dépenses du budget général pour 2021 sont évaluées à 2 628,518 milliards de FCFA dont 1 726,686 milliards de FCFA au titre des dépenses ordinaires et 901,832 milliards de FCFA au titre des dépenses en capital. Elles sont en régression de 0,94% par rapport à celles rectifiées de 2020.

A titre de rappel, dans le budget d'Etat, les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) tandis que les dépenses en capital le sont en Autorisations d'Engagement (AE) et en Crédits de Paiement (CP). Les AE constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la Loi de Finances. Les CP constituent quant à eux, la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.

1.1.1. Dépenses ordinaires

Les crédits de paiement des dépenses ordinaires pour 2021 sont évalués à 1 726,686 milliards de FCFA contre 1 741,894 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, soit une diminution de 15,208 milliards de FCFA ou un taux de régression de 0,87%. Les dépenses ordinaires se déclinent en dépenses de personnel, d'acquisitions de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions et des dépenses en atténuation des recettes.

1.1.1.1. Personnel :

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des Collectivités Territoriales sont évalués en 2021 à 758,025 milliards de FCFA contre 687,368 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, soit une augmentation de 10,28%. Cette augmentation s'explique par l'octroi des avantages salariaux, l'augmentation de l'âge de départ à la retraite, les recrutements, et les avancements statutaires du personnel civil et militaire.

1.1.1.2. Acquisitions de biens et services :

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « Acquisitions de biens et services » passent de 436,437 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020 à 429,101 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2021, soit une diminution de 1,68%. Cette diminution découle essentiellement de la diminution de l'enveloppe de dépenses sur financement intérieur pour la lutte contre le COVID-19. Malgré cette diminution, le budget 2021 prend en compte l'opérationnalisation des nouveaux services publics, notamment les Directions d'Académie d'Enseignement, les Centres d'Animation Pédagogique, des lycées publics et des centres de santé, à la prise en charge des trois (03) Lois de programmation pour les secteurs de la défense, de la sécurité intérieure et de la justice et au reclassement des dépenses liées aux opérations militaires.

1.1.1.3. Charges financières :

Les crédits de paiement des charges financières pour l'exercice 2021 s'élèveront à 141,200 milliards de FCFA contre 120,423 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2020, soit une augmentation de 17,25%. Ils servent au paiement des intérêts sur la dette intérieure (107,515 milliards de FCFA) et extérieure (33,685 milliards de FCFA).

1.1.1.4. Transferts et subventions :

Les crédits de paiement des dépenses de transferts et subventions sont évalués à 385,351 milliards de FCFA en 2021 contre 484,657 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, soit une diminution de 20,49%. Cette diminution est imputable essentiellement au fait que les dépenses au titre des mesures d'appuis à l'économie et aux ménages dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 effectuées en 2020, ne sont pas reconduites en 2021.

1.1.1.5. Dépenses en atténuation des recettes :

Les crédits de paiement des dépenses en atténuation des recettes s'élèvent à 13,009 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2021 et correspondent au même montant qu'en 2020. Ils se décomposent en dépenses de remboursement des exonérations sur les investissements pour 7,709 milliards de FCFA et de remboursement des droits indument perçus pour 5,300 milliards de FCFA.

1.1.2. Dépenses en capital

Les dépenses en capital sont constituées de dépenses d'investissements exécutés par l'Etat et de dépenses de transferts en capital. Les dépenses d'investissements exécutés par l'Etat comprennent les dépenses en équipement des administrations publiques, celles liées aux études et recherches, le Budget Spécial d'Investissement (BSI), financement intérieur et extérieur et l'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS).

En 2021, les autorisations d'engagement pour les dépenses en capital sont évaluées à 943,560 milliards de FCFA contre 884,965 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, soit une augmentation de 6,62%. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 901,832 milliards de FCFA dans le budget 2021 contre 911,590 milliards de FCFA dans celui rectifié de 2020, soit une baisse de 1,07%. Dans le détail, ces dépenses se présentent ainsi qu'il suit.

1.1.2.1. Equipement - investissement :

Les autorisations d'engagement pour les dépenses de la rubrique « Equipement-investissement » se chiffreront à 262,628 milliards de FCFA dans le budget 2021 contre 292,645 milliards de FCFA en 2020, soit une baisse de 30,016 milliards de FCFA.

En ce qui concerne les crédits de paiement pour les dépenses de la même rubrique, ils s'élèveront à 262,628 milliards de FCFA dans le budget 2021 contre 347,267 milliards de FCFA dans le budget d'Etat de 2020, soit une diminution de 84,638 milliards de FCFA. La diminution découle du déclassement de certaines dépenses vers la rubrique « Acquisitions de biens et services », notamment pour les opérations militaires.

1.1.2.2. Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur) :

Les autorisations d'engagement pour les dépenses du BSI financement intérieur se chiffreront à 677,323 milliards de FCFA dans le budget 2021 contre 565,392 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, soit une augmentation de 111,931 milliards de FCFA. S'agissant des crédits de paiement pour les dépenses de la même rubrique, ils augmenteront de 14,000 milliards de FCFA en passant de 285,104 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020 à 299,104 milliards de FCFA dans le budget 2021.

Ces inscriptions sont destinées, essentiellement, à la prise en charge des infrastructures dans les domaines routiers, du développement rural et des services sociaux de base.

Ci-dessous sont présentés, à titre d'illustration, quelques projets phares du budget d'Etat financés sur ressources intérieures en 2021 :

Tableau 12 : Projets saillants dans le BSI intérieur

Projets sur BSI financement intérieur	Montant en milliards de FCFA
Aménagement en 2x2 voies du 3ème pont à la route nationale n°6, construction d'échangeur et réhabilitation de la Section Tour d'Afrique	15,000
Réhabilitation de la route Bamako-Kayes-Kidira	15,000
Construction et Equipement hôpitaux	10,500
Programme d'urgence AEP milieu rural	7,500
Construction et bitumage de la bretelle Katelé-Kadiolo-Zegoua et Aménagement de 10 Km de voiries	7,350
Réhabilitation de la route Sevaré-Gao (phase 1)	7,000
Construction de la route Kayes-Kenieba	6,900
Programme de construction de 50 000 logements sociaux	5,000
Contrat Plan Etat Office du Niger	5,000
Construction/ Bitumage route Sandaré	5,000
Amélioration du plateau technique des hôpitaux	4,500
Contrat Plan Etat Régions	4,100
Construction de la voie ceinture ouest à Koulikoro	4,000
Projet de Construction d'un Centre national de Conduite et Dédoublement de la Capacité en énergie	4,000

1.1.2.3. Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur) :

En 2021, aucune autorisation d'engagement n'est prévue au titre des dépenses du BSI financement extérieur, en raison du fait que l'exécution des crédits de paiement y afférents, s'effectue par les procédures des bailleurs et non par les procédures budgétaires et comptables nationales.

Les crédits de paiement pour les dépenses de la même rubrique « BSI financement extérieur », se chiffreront à344,200 milliards de FCFA dans le budget 2021 contre 275,600 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, soit une augmentation de 68,600 milliards de FCFA. Cette augmentation est liée au volume des projets d'investissement, notamment dans les domaines des infrastructures hydrauliques, énergétiques, routières et du développement rural.

Ci-dessous sont présentés, à titre d'illustration, quelques projets phares du budget d'Etat financés sur ressources extérieures en 2021 :

Tableau 13 : Projets saillants dans le BSI extérieur :

Projets sur BSI financement extérieur	Montant en milliards de FCFA
Construction et Bitumage de la route de Kolondieba-Zantiebougou-frontiere RCI	29,770
Projet AEP Ville de Bamako par Kabala	29,450
Production hybride et accès rural à l'électricité (PHARE)	15,870
Projet Filets Sociaux JIGISEMEJIRI/IDA	15,680
Projet de construction liaison double Sikasso-Bougouni-Bamako	13,125
Etude et Aménagement du Barrage de Taoussa	13,000
Projet de développement de l'Agriculture dans les zones arides du Mali	12,647
Programme de développement intégré des ressources animales et aquacoles au Mali (PDIRAAM)	11,520
Projet d'interconnexion électrique Guinée-Mali (PIEGM)	10,714
Projet d'amélioration du secteur d'électricité au Mali (PASEM)	9,969
Projet de Renforcement de la Résilience au sahel	8,630

1.1.2.4. Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) :

Les autorisations d'engagement pour les dépenses d'ABS se chiffreront à 3,609 milliards de FCFA dans le budget 2021 contre 11,328 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, soit une diminution de 7,720 milliards de FCFA. Concernant les crédits de paiement au titre de l'ABS, ils sont égaux aux AE pour les exercices 2020 et 2021. Ladiminution du montant prévisionnel se justifie par la baisse des dépenses qui est consécutive à la baisse des annonces au titre de l'ABS.

1.2 Dépenses des Budgets annexes

Les autorisations d'engagement des budgets annexes se chiffrent à 2,151 milliards de FCFA dans le budget 2021 contre 2,648 milliards de FCFA dans celui de 2020, soit une diminution de 0,497 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils se chiffrent à 8,113 milliards de FCFA en 2021 contre 9,105 milliards de FCFA en 2020, soit une diminution de 0,992 milliard de FCFA. La baisse est consécutive à la diminution des prévisions des recettes au niveau de certains entrepôts, au regard du principe de l'équilibre des dépenses et des recettes des budgets annexes.

1.3 Comptes spéciaux du Trésor

Les autorisations d'engagement pour les Comptes spéciaux du Trésor se chiffrent à 73,927 milliards de FCFA dans le budget 2021 contre 74,194 milliards de FCFA dans celui de 2020, soit une diminution de 0,267 milliards de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont fixés à 171,457 milliards de FCFA contre 202,386 milliards de FCFA en 2020, soit une diminution de 30,929 milliards de FCFA. La diminution est consécutive à la baisse des recettes de certains comptes d'affectation, au regard du principe de l'équilibre des dépenses et des recettes des CST.

2 DEPENSES BUDGETAIRES PAR TYPE DE PROGRAMMES

La cartographie des programmes pour 2021 enregistre, d'une part, au niveau du budget général la suppression de dix (10) programmes d'administration générale, et d'autre part, au niveau des Comptes Spéciaux du Trésor (CST) la création d'un programme et la suppression d'un autre. Les dix (10) programmes d'administration générale supprimés au niveau du budget général concernent les ex-Ministères ci-après :

- ex-Ministère de l'Intégration Africaine,
- ex-Ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté,
- ex-Ministère des Mines et du Pétrole,
- ex-Ministère de l'Economie Numérique et de la Prospective,
- ex-Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Logement Social,
- ex-Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population,
- ex-Ministère des Transports et de la Mobilité Urbaine,
- ex-Ministère de la Promotion de l'Investissement Privé, des PME et de l'Entreprenariat National,
- ex-Ministère de l'Elevage et de la Pêche,
- ex-Ministère de l'Artisanat et du Tourisme.

La création et la suppression au niveau des CST concernent respectivement le « Fonds d'Etude d'Impact Environnemental et Social » et le « Fonds d'Appui pour la promotion de la Recherche pétrolière ».

Ainsi, le budget d'Etat de 2021 s'articulera autour de :

- 138 programmes dont 29 programmes de pilotage, 97 programmes opérationnels,1 programme des budgets annexes et 11 programmes de Comptes spéciaux du Trésor (CST) ;
- 323 actions dont 118 pour les programmes de pilotage, 187 pour les programmes opérationnels, 7 pour le programme des budgets annexes et 11 pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor ;
- 449 objectifs dont 110 pour les programmes de pilotage, 316 pour les programmes opérationnels, 2 pour le programme des budgets annexes et 21 pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor ;
- 1 112 indicateurs dont 249 pour les programmes de pilotage, 801 pour les programmes opérationnels, 14 pour le programme des budgets annexes et 48pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor.

La répartition des dépenses budgétaires par type de programme est consignée dans le tableau 14.

Tableau 14 : Répartition des dépenses par type de programme.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF rectifiée 2020		LF 2021						Ecart	
			Nombre							
	AE (1)	CP (2)	Prg	Actions	Objectifs	Indicateurs	AE (3)	CP (4)	AE (3) - (1)	CP (4) - (2)
Programmes de Pilotage (1)	**145,750**	**722,243**	**29**	**118**	**110**	**249**	**128,349**	**582,555**	**-17,401**	**-139,688**
Personnel		240,308						201,717		-38,591
Biens et services		156,215						138,274		-17,941
Transferts et subventions		96,715						62,156		-34,559
Investissement	145,750	229,005					128,349	180,409	-17,401	-48,596
Programmes opérationnels (2)	**547,327**	**1 217,899**	**97**	**187**	**316**	**801**	**555,044**	**1 433,926**	**7,717**	**216,026**
Personnel		329,841						426,816		96,975
Biens et services		126,732						164,559		37,827
Transferts et subventions		184,863						217,668		32,805
Investissement	547,327	576,463					555,044	624,883	7,717	48,419
Programmes des Budgets annexe(3)	**2,648**	**9,105**	**1**	**7**	**2**	**14**	**2,151**	**8,113**	**-0,497**	**-0,992**
Personnel		2,215						2,477		0,263
Biens et services		3,583						2,875		-0,707
Transferts et subventions		0,660						0,610		-0,050
Investissement	2,648	2,648					2,151	2,151	-0,497	-0,497
Programmes des CST(4)	**74,194**	**202,386**	**11**	**11**	**21**	**48**	**73,927**	**171,457**	**-0,267**	**-30,929**
Personnel		0,290						0,170		-0,120
Biens et services		1,312						1,320		0,008
Transferts et subventions		0,690						0,740		0,050
Dépenses en atténuation de recettes		125,900						95,300		-30,600
Investissement	74,194	74,194					73,927	73,927	-0,267	-0,267
Dotations(5)	**191,888**	**713,343**	**0**	**0**	**0**	**0**	**260,168**	**612,038**	**68,280**	**-101,305**
Personnel		117,219						129,492		12,273
Charges financières de la dette		120,423						141,200		20,777
Biens et services		153,489						126,269		-27,220
Transferts et subventions		203,080						105,527		-97,553
Dépenses en atténuation de recettes		13,009						13,009		0,000
Investissement	191,888	106,123					260,168	96,541	68,280	-9,582
TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)	**961,807**	**2 864,976**	**138**	**323**	**449**	**1 112**	**1 019,637**	**2 808,088**	**57,830**	**-56,888**

***Source** : DGB, 2020.*

2.1 Programmes de pilotage

Les programmes de pilotage (ou administration générale) sont des programmes qui permettent d'assurer la coordination des actions menées par les programmes opérationnels et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières mises à leur disposition.

En 2021, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes de pilotage s'élèveront à 128,349 milliards de FCFA contre 145,750 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, soit une diminution de 17,401 milliards de FCFA. Quant à leurs crédits depaiement, ils sont évalués à 582,555 milliards de FCFA en 2021 contre 722,243 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, soit une diminution de 139,688 milliards de FCFA.

2.2 Programmes opérationnels

Les programmes opérationnels sont des programmes regroupant des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des Départements ministériels et des Institutions et assimilées.

En 2021, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes opérationnels s'élèveront à 555,044 milliards de FCFA contre 547,327 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, correspondant à une augmentation de 7,717 milliards de FCFA. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 1 433,926 milliards de FCFA contre 1 217,899 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, soit une augmentation de 216,026 milliards de FCFA.

2.3 Programme des budgets annexes

En 2021, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour le programme des budgets annexes s'élèveront à 2,151 milliards de FCFA contre 2,648 milliards de FCFA en 2020, soit une diminution de 0,497 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 8,113 milliards de FCFA en 2021 contre 9,105 milliards de FCFA en 2020, soit une diminution de 0,992 milliard de FCFA.

2.4 Programmes des Comptes Spéciaux du Trésor

En 2021, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes des comptes spéciaux du trésor s'élèveront à 73,927 milliards de FCFA contre 74,194 milliards de FCFA en 2020, soit une diminution de 0,267 milliards de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 171,457 milliards de FCFA en 2021 contre 202,386 milliards de FCFA en 2020, soit une diminution de 30,929 milliards de FCFA.

2.5 Dotations

En 2021, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les dotations s'élèveront à 260,168 milliards de FCFA contre 191,888 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, soit une augmentation de 68,280 milliards de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 612,038 milliards de FCFA en 2021 contre 713,343 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, soit une baisse de 101,305 milliards de FCFA.

A titre de rappel, les crédits budgétaires non repartis en programmes sont ventilés en dotation. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance. Il convient de souligner qu'il y a trois (03) sections budgétaires qui sont érigées en dotations, à savoir : l'Assemblée Nationale, les Charges communes et la Direction Générale de la Sécurité d'Etat.

3 DEPENSES BUDGETAIRES PAR FONCTION

Pour 2021, les allocations budgétaires par secteurs d'intervention de l'Etat (ou fonctions) sont présentées dans le tableau 15.

Tableau 15 : Classification fonctionnelle des dépenses.

(Montant en milliers de FCFA)

FONCTION	LF rectifiée 2020		LF 2021	
	En Montant	Poids en %	En Montant	Poids en %
Services généraux des administrations publiques	712 308 203	24,86	740 262 815	26,36
Défense	341 789 815	11,93	309 733 529	11,03
Ordre et sécurité publics	168 071 321	5,87	164 216 134	5,85
Affaires économiques	614 794 445	21,46	716 473 367	25,51
dont Agriculture	*368 088 898*	*12,85*	*421 452522*	*15,01*
Protection de l'environnement	45 340 237	1,58	57 907 822	2,06
Logement et équipements collectifs	78 455 450	2,74	79 629 178	2,84
Santé	192 482 289	6,72	150 519 196	5,36
Loisirs, culture et culte	21 051 042	0,73	20 926 325	0,75
Enseignement	441 902 487	15,42	469 416 567	16,72
Protection sociale	248 780 627	8,68	99 003 298	3,53
TOTAL	**2 864 975 916**	**100,00**	**2 808088231**	**100,00**

***Source** : DGB, 2020.*

4 POINTS SAILLANTS DES DEPENSES BUDGETAIRES

4.1 Prise en charge de la feuille de route de la transition

Les allocations budgétaires des départements ministériels seront réorientées vers la prise en charge des actions de la feuille de route de la transition. Toutefois, à ces allocations s'ajoutent le financement de certaines actions spécifiques, à savoir :

- les dépenses électorales ……..…. 30,750 milliards de FCFA ;
- le plan d'actions pour la mise en œuvre des axes 2 ; 4 et 5 de la feuille de route relatifs à la refondation de l'Etat …….. 1,985 milliard de FCFA ;
- la prise en charge du fonctionnement du Conseil Consultatif de la Refondation de l'Etat ……..…… 0,500 milliard de FCFA ;
- la prise en charge de la Mission d'Appui à la Refondation de l'Etat …… 0,700 milliard de FCFA.

4.2 Financement de la lutte contre la COVID-19

Le budget d'Etat enregistre un volume important de financements intérieur et extérieur dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. Les financements acquis au titre des appuis-projets se présentent ci-dessous :

- **Financement intérieur :**

- Etat ……...25,000 milliards de FCFA ;

- **Financement extérieur :**

- Banque mondiale (déjà mobilisé) ……..15,539 milliards de FCFA ;
- Banque Islamique de Développement (BID) (déjà mobilisé) ……..13,166 milliards de FCFA ;
- Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) (en cours de préparation) ……..... 5,852 milliards de FCFA.

4.3 Amélioration des conditions de vie des travailleurs

Le budget d'Etat 2021 permettra de consolider et de poursuivre l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, entamée notamment dans le budget d'Etat 2019, à travers l'octroi des avantages de 112,649 milliards de FCFA dont :

- 47,316 milliards de FCFA pour la revalorisation de la grille salariale du personnel enseignant de l'Enseignement secondaire, fondamental et de l'Education préscolaire et spéciale, comprenant 11,510 milliards de FCFA pour le paiement du rappel pour le 2ème semestre de 2019 ;
- 21,605 milliards de FCFA liés à l'harmonisation des grilles ;
- 9,352 milliards de FCFA liés à l'augmentation de l'âge de départ à la retraite ;
- 7,857 milliards de FCFA pour l'indemnité de résidence des enseignants ;

- 7,576 milliards de FCFA pour la majoration de la grille du statut général de la fonction publique ;
- 4,329 milliards de FCFA liés à la majoration de la grille sur la pension ;
- 3,803 milliards de FCFA pour les avantages en faveur du personnel diplomatique et consulaire ;
- 3,189 milliards de FCFA pour la majoration de la grille des contractuels de la fonction publique.

4.4 Opérationnalisation des nouveaux services publics

La Loi de Finances 2021 prend en compte l'opérationnalisation des nouveaux services publics pour une incidence globale de 3,443 milliards de FCFA, à savoir :

- six (06) nouvelles Académies d'Enseignement pour 1,913 milliard de FCFA ;
- vingt-huit (28) nouveaux Centres d'Animation Pédagogique pour 0,852 milliard de FCFA ;
- huit (08) nouveaux lycées pour 0,244 milliard de FCFA ;
- un (1) Institut de Formation professionnelle pour 0,042 milliard de FCFA ;
- dix (10) centres de santé de référence et deux (02) centres de santé communautaire, pour 0,292 milliard de FCFA ;
- l'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte, pour 0,100 milliard de FCFA.

4.5 Renforcement de la défense et de la sécurité

Malgré l'arrivée à termes de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) pour la période 2015-2019, le renforcement des moyens budgétaires pour les dépenses militaires se poursuit.

Dans ce cadre, le budget d'Etat pour 2021 prévoit une inscription globale de 310,923 milliards de FCFA en faveur du Ministère en charge de la défense contre un montant initial de 290,923 milliards de FCFA et révisé à 341,464 milliards de FCFA en 2020.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi n°2017-029 du 14 juillet 2017 portant Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI) pour les années 2017 à 2021, les crédits budgétaires alloués au Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile passeront de 103,882 milliards de FCFA en 2020 à 106,277 milliards de FCFA en 2021, hors financement extérieur, soit une augmentation de l'ordre de 2,395 milliards de FCFA et un taux d'accroissement de 2,31%.

Aussi, sur la période 2017-2021, le cumul des inscriptions en faveur dudit ministère s'élèvera à 444,158 milliards de FCFA contre 438,380 milliards de FCFA prévus par la Loi n°2017-029 du 14 juillet 2017 portant Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI) pour les années 2017 à 2021, soit un effort supplémentaire de 5,777 milliards de FCFA.

4.6 Renforcement du système judiciaire

En vue d'améliorer l'appareil judicaire, le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme a initié une loi de programmation pour le secteur de la justice et qui va couvrir la période 2020-2024. Dans ce cadre, l'allocation budgétaire en faveur du Ministère en charge de la Justicepour 2021 est fixée à 32,582 milliards de FCFA contre 30,362 milliards de FCFA en 2020.

4.7 Contribution budgétaire à la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger

Les inscriptions budgétaires au titre de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger s'élèveront en 2021 à 141,906 milliards de FCFA comprenant :

- le Fonds pour le Développement Durable pour 61,627 milliards de FCFA ;
- la provision pour les élections de 30,750 milliards de FCFA ;
- l'opérationnalisation des nouvelles régions pour 22,747 milliards de FCFA ;
- le fonctionnement des organes chargés de la mise en œuvre et du suivi de l'Accord, pour 15,420 milliards de FCFA ;
- les contrat-plans Etat/Région pour 4,100 milliards de FCFA ;
- les inscriptions pour le Ministère en charge de la réconciliation pour 3,313 milliards de FCFA ;
- l'étude et l'aménagement du barrage de Taoussa sur financement intérieur pour 2,000 milliards de FCFA ;
- les inscriptions pour les Agences de Développement Régional pour 1,949 milliard de FCFA.

4.8 Amélioration de la déconcentration et de la décentralisation budgétaire

Dans le cadre de la déconcentration budgétaire, les crédits inscrits dans les budgets des Régions s'élèveront à 473,573 milliards de FCFA en 2021 contre 388,227 milliards de FCFA dans celui rectifié de 2020, soit une augmentation de 85,346 milliards de FCFA. Toutefois, en incluant les allocations budgétaires des organismes personnalisés intervenant dans les Régions, les crédits déconcentrés s'élèveront à 510,603 milliards de FCFA contre 422,245 milliards de FCFA en 2020.

Au titre de la décentralisation budgétaire, les crédits transférés aux Collectivités Territoriales s'élèveront à 457,671 milliards de FCFA dans le budget d'Etat de 2021 contre un montant initial de 400,104 milliards de FCFA en 2020. Ce montant correspond à 26,04% des recettes budgétaires[6] contre 23,01% en 2020. Aussi, avec l'hypothèse du transfert des services déconcentrés de l'Etat aux Collectivités Territoriales, le ratio « Crédits décentralisés/ Recettes budgétaires », s'élèverait à 30,18% en 2021.

[6] Recettes fiscales nettes et non fiscales (y compris les produits financiers) sans les recettes en capital et les recettes de privatisation.

4.9 Maintien des efforts budgétaires en faveur de l'agriculture et de l'investissement

La réalisation d'investissements dans les secteurs sociaux, de l'Agriculture et des infrastructures demeure une priorité pour le Gouvernement dans le cadre de la consolidation des acquis du CREDD afin de stimuler la croissance. Le ratio de 15% des dépenses budgétaires allouées au secteur de l'Agriculture a été maintenu.

Aussi, malgré une diminution des dépenses en capital, qui passent de 988,432 milliards de FCFA en 2020 à 977,909 milliards de FCFA en 2021, leur ratio par rapport au total des dépenses budgétaires connait une légère amélioration, passant de 34,50% à 34,82%.

4.10 Dépenses sociales et de développement prioritaires

Dans le budget d'Etat, les dépenses sociales et de développement prioritaires sont constituées d'une proportion des inscriptions en faveur des secteurs sociaux, des infrastructures routières et de la décentralisation,hors financement extérieur. Elles concernent les dépenses de l'éducation, de la santé, de la protection sociale, des routes et la subvention de l'Etat au titre du Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales (FNACT).

Pour 2021, les crédits affectés aux dépenses prioritaires s'élèvent à 610 milliards de FCFA contre 561 milliards de FCFA dans la Loi de Finances initiale 2020 et révisé à 677 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020. Le Gouvernement s'engage à maintenir ces crédits affectés afin d'assurer la fourniture régulière des services dans lesdits secteurs.

4.11 Constitution d'une Réserve

Dans le cadre de la gestion budgétaire, la constitution de la réserve de gestion introduite en 2017 sera poursuivie au cours de l'exercice budgétaire 2021. Il s'agira de conserver un certain pourcentage des crédits budgétaires permettant d'atténuer les effets d'une éventuelle dégradation des hypothèses macroéconomiques, ayant servi de base à la prévision des recettes.

Sur la base d'une simulation de rétention variant de 5% à 20% sur les crédits de paiement des dépenses d'acquisition de biens et services, de transferts courants et d'investissements, le montant de cette réserve se chiffrera en 2021 à 20,268 milliards de FCFA contre un montant de 16,637 milliards FCFA en 2020.

A.3. EQUILIBRE BUDGETAIRE

Arrêté en recettes à la somme de 2 155,161 milliards de FCFA et en dépenses à 2 808,088 milliards de FCFA, le budget d'Etat 2021 présente un déficit budgétaire global de 652,927 milliards de FCFA contre 719,349 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, soit une diminution de 9,23%, suivant le tableau 16.

Tableau 16 : Equilibre budgétaire

(Montant en milliers de FCFA)

Libellés	Recettes budgétaires 2020	Recettes budgétaires 2021	Libellé	Dépenses budgétaires 2020	Dépenses budgétaires 2021	Solde 2020	Solde 2021
BUDGET GÉNÉRAL							
Dons projets et legs	163 400 000	155 600 000	Personnel	687 367 967	758 024 546		
Recettes fiscales nettes	1 439 221 000	1 637 776 000	Charges financières de la dette	120 423 000	141 200 000		
Recettes non fiscales	9 768 000	59 346 000	Biens et services	436 437 013	429 101 084		
Dons programmes et legs	250 166 703	45 910 500	Transferts et subventions	484 657 154	385 351 279		
Recettes exceptionnelles	14 500 000	8 959 000	Dépenses en atténuation des recettes	13 009 308	13 009 308		
Produits financiers	57 080 000	68 000 000	Investissement	911 590 407	901 832 057		
Total recettes du budget général	**1 934 135 703**	**1 975 591 500**	**Total dépenses du budget général**	**2 653 484 849**	**2 628 518 274**	**-719 349 146**	**-652 926 774**
BUDGETS ANNEXES							
Recettes non fiscales	9 104 950	8 113 164	Personnel	2 214 500	2 477 000		
			Biens et services	3 582 561	2 875 473		
			Transferts et subventions	660 000	610 000		
			Investissement	2 647 889	2 150 691		
Total recettes des budgets annexes	**9 104 950**	**8 113 164**	**Total dépenses des budgets annexes**	**9 104 950**	**8 113 164**	**0**	**0**
COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (CST)							
Recettes fiscales	171 824 969	139 563 251	Personnel	290 000	170 000		
Recettes non fiscales	3 565 000	3 380 080	Biens et services	1 312 000	1 320 080		
Transferts reçus d'autres budgets	26 996 148	27 201 548	Transferts et subventions	690 000	740 000		
Dons programmes et legs		1 311 914	Dépenses en atténuation de recettes	125 900 000	95 300 000		
			Investissement	74 194 117	73 926 713		
Total recettes des CST	**202 386 117**	**171 456 793**	**Total dépenses des CST**	**202 386 117**	**171 456 793**	**0**	**0**
TOTAL DES RECETTES	**2 145 626 770**	**2 155 161 457**	**TOTAL DES DEPENSES**	**2 864 975 916**	**2 808 088 231**	**-719 349 146**	**-652 926 774**
Solde budgétaire						**-719 349 146**	**-652 926 774**

B. OPERATIONS DE TRESORERIE

Les opérations de trésorerie de l'Etat sont composées des ressources et des charges de trésorerie.

1 RESSOURCES DE TRESORERIE

1.1 Ressources de trésorerie par nature

Pour 2021, les ressources de trésorerie de l'Etat sont évaluées à 302,801 milliards de FCFA contre 409,278milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, soit une diminution de 106,477 milliards de FCFA correspondant à un taux de régression de 26,02%. La baisse découle de la diminution de la prévision des produits des emprunts à court, moyen et long termes.

La répartition prévisionnelle des ressources de trésorerie est fournie dans le tableau 17.

Tableau 17: Evolution des ressources de trésorerie.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF rectifiée 2020 (1)	LF 2021 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
Produits provenant de la cession des actifs	21,385	90,350	68,965	322,49
Aliénations de meubles	*0,385*	*0,450*	*0,065*	*16,88*
Aliénations d'immeubles	*18,000*	*9,900*	*-8,100*	*-45,00*
Recettes de Privatisation	*3,000*	*80,000*	*77,000*	*2566,67*
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	366,141	191,545	-174,596	-47,69
Produits des emprunts projets	*112,200*	*188,600*	*76,400*	*68,09*
Produits des emprunts programmes	*253,941*	*2,945*	*-250,996*	*-98,84*
Dépôts sur les comptes des correspondants	15,792	15,792	0,000	0,00
Remboursement des prêts et avances	5,960	5,114	-0,846	-14,19
Total ressources de trésorerie	**409,278**	**302,801**	**-106,477**	**-26,02**

***Source** : DGB, sur la base des données fournies par la DND, la DGABE, la DGDP et la DNTCP, 2020.*

1.1.1 Produits provenant de la cession d'actifs

Les produits provenant de la cession d'actifs sont évalués à 90,350 milliards de FCFA en 2021 contre 21,385 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, soit une augmentation de 68,965 milliards de FCFA correspondant à un taux de progression de 322,49%. Cette augmentation est liée à la cession d'une partie des parts de l'Etat dans les actions de la SOTELMA.

1.1.2 Produits des emprunts à court, moyen et long termes

Prévus pour 191,545 milliards de FCFA en 2021 contre 366,141 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, les produits des emprunts à court, moyen et long termes connaîtront une baisse de 174,596 milliards de FCFA en 2021, correspondant à un taux de réduction de 47,69%.

Lesdits produits sont constitués des tirages sur les prêts accordés au Gouvernement dans le cadre (i) du financement de projets inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI), financement extérieur et (ii) de l'Appui Budgétaire Général (ABG).

Le détail des prêts ABG par partenaire technique et financier est indiqué dans le tableau 18.

Tableau 18 : Appuis budgétaires généraux (Prêts).

(Montant en milliards de FCFA)

Partenaires Techniques et Financiers	LF rectifiée 2020 (1)	LF 2021 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
Banque Africaine de Développement (BAD)	15,000	2,945	-12,055	-80,37
Banque Mondiale (appui traditionnel)	73,625	0,000	-73,625	-100,00
Banque Mondiale (appui énergie)	17,670	0,000	-17,670	-100,00
Banque Mondiale (appui inclusion financière)	11,780	0,000	-11,780	-100,00
Fonds Monétaire International (FMI)	120,866	0,000	-120,866	-100,00
Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)	15,000	0,000	-15,000	-100,00
TOTAL ABG (Prêts)	**253,941**	**2,945**	**-250,996**	**-98,84**

***Source** : DGB, 2020.*

1.1.3 Dépôts sur les comptes des correspondants

Les correspondants du Trésor sont constitués des organismes et des particuliers disposant d'un compte dans les écritures du Trésor. Pour 2021, leurs dépôts sont prévus pour 15,792 milliards de FCFA contre le même montant en 2020.

1.1.4 Remboursement des prêts et avances

En 2021, les remboursements de prêts et avances sont évalués à 5,114 milliards de FCFA contre 5,960 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020, soit une diminution de 0,846 milliard de FCFA, conformément à l'échéancier de remboursement de la dette rétrocédée.

1.2 Ressources de trésorerie par service

Les prévisions de ressources de trésorerie par service, au titre de l'exercice budgétaire 2021, et leur évolution entre 2020 et 2021 sont fournies dans le tableau 19.

Tableau 19 : Répartition des ressources par service.

(Montant en milliards de FCFA)

Services	Ressources de trésorerie		
	LFR 2020 (4)	LF 2021 (5)	Ecart (6) = (5) - (4)
Direction Nationale du Trésor & Comptabilité Publique	15,792	15,792	0,000
Direction Nationale des Domaines	18,385	10,350	-8,035
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat	3,000	80,000	77,000
Direction Générale de la Dette Publique	5,960	5,114	-0,846
TOTAL	**43,137**	**111,256**	**68,119**

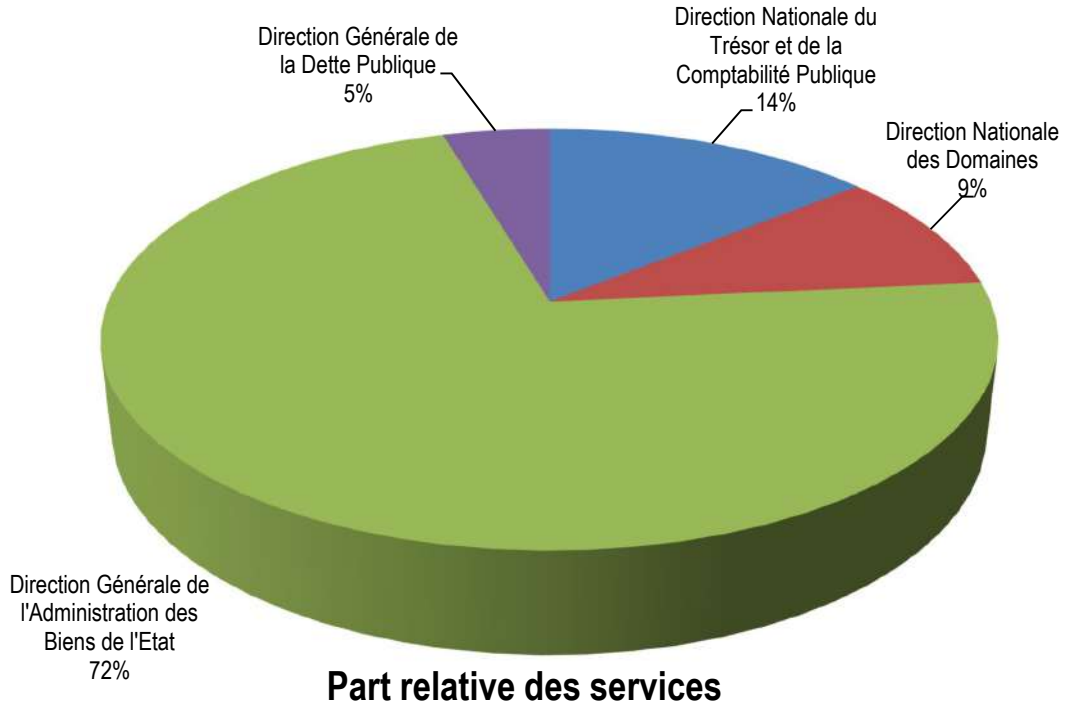
***Source** : DGB, sur la base des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, 2020.*

La comparaison des prévisions de ressources de trésorerie pour l'exercice 2021 par service à celles du budget d'Etat rectificatif 2020 fait ressortir une augmentation de 68,119 milliards de FCFA ou un taux de progression de 157,91%.

Cette augmentation s'explique par la cession prévue d'une quatrième licence de télécommunication.

La part relative de chaque service dans les prévisions de recouvrement des ressources de trésorerie est retracée pour 2021 dans le graphique 2.

Graphique 2 : Part relative des services d'assiette et de recouvrement dans les prévisions des ressources pour 2021.



***Source** : DGB, sur la base des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, 2020.*

2 CHARGES DE TRESORERIE

Pour l'exercice 2021, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à 556,683 milliards de FCFA contre 381,178milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée2020, soit une augmentation de 175,505 milliards de FCFA.

La répartition des prévisions de charges de trésorerie est fournie dans le tableau 20.

Tableau 20 : Evolution des charges de trésorerie.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF rectifiée 2020 (1)	LF 2021 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	365,386	540,891	175,505	48,03
Principal dette intérieure	*251,540*	*392,788*	*141,248*	*56,15*
Principal dette extérieure	*113,846*	*148,103*	*34,257*	*30,09*
Retraits sur les comptes des correspondants	15,792	15,792	0,000	0,00
prêts et avances	0,000	0,000	0,000	-
TOTAL CHARGES DE TRESORERIE	**381,178**	**556,683**	**175,505**	**46,04**

***Source** : DGB, sur la base des données fournies par la DGDP et la DNTCP, 2020.*

1.4 Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes

En 2021, les charges au titre du remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes sont prévues pour 540,891 milliards de FCFA contre 365,386 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée2020, soit une hausse de 175,505 milliards de FCFA ou un taux de progression de 48,03%.

Lesdites charges concernent le remboursement du principal de la dette intérieure pour 392,788 milliards de FCFA et de celui de la dette extérieure pour 148,103 milliards de FCFA.

1.5 Retraits sur les comptes des correspondants

En 2021, les retraits sur les comptes des correspondants sont prévus pour 15,792 milliards de FCFA contre le même montant en 2020.

1.6 Prêts et avances

Aucun montant n'est prévu au titre des prêts et avances en 2021.

3 EQUILIBRE FINANCIER

En sus du déficit budgétaire (*Cf page 25*), les besoins de financement incluent l'amortissement de la dette à court, moyen et long termes (44,72%) et les retraits sur les comptes des correspondants (1,31%).

Ces besoins seront financés par les ressources provenant des emprunts projets et programmes (15,84%), de la mobilisation de l'épargne à travers les titres d'emprunts émis par le Trésor (74,97%), de la cession des actifs (7,47%), des remboursements des prêts et avances (0,42%) et des dépôts sur les comptes des correspondants (1,31%).

Ainsi, les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre budgétaire et financier sont indiquées dans le tableau 21.

Tableau 21 : Besoins et ressources de financement

(Montant en FCFA)

LIBELLES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2020	INITIALES 2021
Besoins de financement	**1 100 527 123 100**	**1 209 609 751 100**
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	365 386 000 000	540 891 000 000
dont principal dette intérieure	*251 540 000 000*	*392 788 000 000*
dont principal dette extérieure	*113 846 000 000*	*148 103 000 000*
Déficit budgétaire à financer	719 349 146 000	652 926 774 000
Prêts et avances	0	0
Retraits sur les comptes des correspondants	15 791 977 100	15 791 977 100
Ressources de financement	**1 100 527 123 100**	**1 209 609 751 100**
Tirages sur des emprunts projets	112 200 000 000	188 600 000 000
Emission de dette à court, moyen et long termes	691 249 146 000	906 808 774 000
Tirages sur des emprunts programmes	253 941 000 000	2 945 000 000
Produits provenant de la cession des actifs	21 385 000 000	90 350 000 000
Remboursements de prêts et avances	5 960 000 000	5 114 000 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	15 791 977 100	15 791 977 100

Source : DGB, sur la base des données fournies par la DNTCP, 2020.

C. RECAPITULATIF DES RESSOURCES GLOBALES DES SERVICES D'ASSIETTE ET DE RECOUVREMENT

En 2021, les prévisions de ressources globales par les services d'assiette et de recouvrement s'élèveront à 1 971,678 milliards de FCFA dont 1 860,422 milliards de FCFA de recettes budgétaires et 111,256 milliards de FCFA de ressources de trésorerie.

Les prévisions de ressources par service d'assiette et de recouvrement, au titre de l'exercice budgétaire 2021, et leur évolution entre 2020 et 2021 sont fournies dans le tableau 22.

Tableau 22 : Répartition des ressources par service.

(Montant en milliards de FCFA)

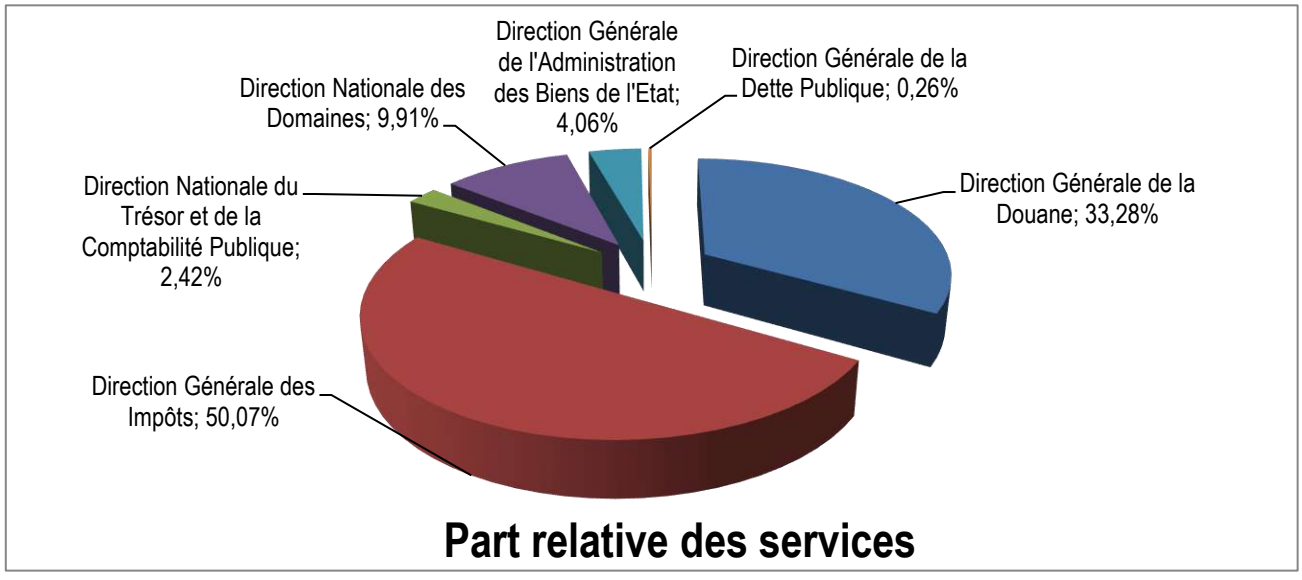
Services	Recettes budgétaires			Ressources de trésorerie			Total des ressources par service	
	LFR 2020 (1)	PLF 2021 (2)	Ecart (3) = (2) - (1)	LFR 2020 (4)	PLF 2021 (5)	Ecart (6) = (5) - (4)	LFR 2020 (1) + (4)	PLF 2021 (2) + (5)
Direction Générale des Douanes	582,200	656,200	74,000	0,000	0,000	0,000	**582,200**	**656,200**
Direction Générale des Impôts	914,125	987,122	72,997	0,000	0,000	0,000	**914,125**	**987,122**
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	20,853	32,000	11,147	15,792	15,792	0,000	**36,645**	**47,792**
Direction Nationale des Domaines	114,791	185,100	70,309	18,385	10,350	-8,035	**133,176**	**195,450**
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat	0,000	0,000	0,000	3,000	80,000	77,000	**3,000**	**80,000**
Direction Générale de la Dette Publique	0,000	0,000	0,000	5,960	5,114	-0,846	**5,960**	**5,114**
TOTAL	**1 631,969**	**1 860,422**	**228,453**	**43,137**	**111,256**	**68,119**	**1 675,106**	**1 971,678**

***Source** : DGB, sur la base des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, 2020.*

La comparaison des prévisions de ressources globales pour l'exercice 2021 par service d'assiette et de recouvrement à celles du budget d'Etat rectificatif 2020 fait ressortir une augmentation de 296,572 milliards de FCFA ou un taux de progression de 17,70%.

La part relative de chaque service dans les prévisions de recouvrement des ressources est retracée pour 2021 dans le graphique 3.

Graphique 3 : Part relative des services d'assiette et de recouvrement dans les prévisions des ressources globales pour 2021.



***Source** : DGB, sur la base des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, 2020.*

Bamako le 11 décembre 2020
Le ministre de l'Economie et des Finances

Alousséni SANOU

ORDONNANCE PORTANT LOI DE FINANCES

Mme DIARRA
PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

ORDONNANCE N°2020 - 013 /PT-RM DU 21 DEC. 2020

PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2021

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;
Vu la Charte de la Transition ;
Vu la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances ;
Vu le Décret n°2020-0068/PT-RM du 27 septembre 2020 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n°2020-0074/PT-RM du 05 octobre 2020 portant nomination des membres du Gouvernement,

La Cour Suprême entendue,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

ORDONNE :

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

TITRE I : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

CHAPITRE I : AUTORISATION DE PERCEPTION DES IMPOTS ET PRODUITS

Article 1er : La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux Collectivités Territoriales et aux Etablissements Publics est effectuée pendant l'année 2021 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente ordonnance.

Article 2 : Les affectations, résultant des budgets annexes créés et des comptes spéciaux du Trésor ouverts à la date de dépôt de la présente ordonnance, sont confirmées pour l'année 2021.

CHAPITRE II : DESCRIPTION DES RESSOURCES

Article 3 : Les ressources de l'Etat sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie.

Section 1 : Evaluation des recettes budgétaires

Article 4 : Pour 2021, les recettes budgétaires de l'Etat sont évaluées à **2 155 161 457 000 FCFA** et réparties comme suit :

Montant en FCFA

NATURE DES RECETTES BUDGETAIRES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2020	INITIALES 2021
Budget général	**1 934 135 703 000**	**1 975 591 500 000**
Dons projets et legs	163 400 000 000	155 600 000 000
Recettes fiscales nettes	1 439 221 000 000	1 637 776 000 000
Recettes non fiscales	9 768 000 000	59 346 000 000
Dons programmes et legs	250 166 703 000	45 910 500 000
Recettes exceptionnelles	14 500 000 000	8 959 000 000
Produits financiers	57 080 000 000	68 000 000 000
Budgets annexes	**9 104 950 000**	**8 113 164 000**
Recettes non fiscales	9 104 950 000	8 113 164 000
Comptes spéciaux du Trésor	**202 386 117 000**	**171 456 793 000**
Recettes fiscales	171 824 969 000	139 563 251 000
Recettes non fiscales	3 565 000 000	3 380 080 000
Transferts reçus d'autres budgets	26 996 148 000	27 201 548 000
Dons programmes et legs	0	1 311 914 000
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	**2 145 626 770 000**	**2 155 161 457 000**

Le détail des recettes budgétaires par budget, article et paragraphe se présente comme suit :

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2021

Détail des ressources

Edition du 10/12/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Collectif 2020	Prévisions 2021
1	**BUDGET GENERAL**		
12	**DONS PROJETS ET LEGS**		
12.1	**Dons projets des institutions internationales**	**163 400 000**	**155 600 000**
12.1.1	**Dons projets des institutions internationales**	**163 400 000**	**155 600 000**
12.1.1.10	Subventions	163 400 000	155 600 000
TOTAL	**DONS PROJETS ET LEGS**	**163 400 000**	**155 600 000**
71	**RECETTES FISCALES**		
71.1	**Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital**	**404 207 000**	**412 533 000**
71.1.5	**Impôt sur les revenus des valeurs immobilières**	**52 000**	**54 000**
71.1.5.10	Taxe spéciale de reévaluation d'immobilisation	52 000	54 000
71.1.1	**Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC)**	**5 392 000**	**5 537 000**
71.1.1.10	BIC Secteur Privé	4 122 000	4 233 000
71.1.1.12	Vignette synthétique (54,37%)	1 270 000	1 304 000
71.1.4	**Impôts sur les revenus**	**131 995 000**	**116 341 000**
71.1.4.10	Impôt sur les revenus / créances et dépôts (IRCD)	4 955 000	5 089 000
71.1.4.11	ITS Retenue Secteur privé	104 702 000	91 194 000
71.1.4.12	ITS Retenue Secteur public	18 554 000	16 172 000
71.1.4.13	Impôts sur les Revenus fonciers (IRF)	3 784 000	3 886 000
71.1.2	**Impôts sur les sociétés (IS)**	**239 427 000**	**262 522 000**
71.1.2.10	Impôts sur les Sociétés (IS privé)	213 900 000	234 305 000
71.1.2.11	Retenue Art 94 à 98 CGI	334 000	343 000
71.1.2.12	Retenue Art 43 CGI et Art 440 LPF	25 165 000	27 845 000
71.1.2.20	Impôts sur les Sociétés (IS Etat)	28 000	29 000
71.1.7	**Impôts sur revenus des valeurs mobilières (IRVM)**	**27 341 000**	**28 079 000**
71.1.7.10	Impôts sur les Revenus des Valeurs Mobilières	27 341 000	28 079 000
71.1.9	**Pénalités sur impôts directs**	**0**	
71.1.9.10	Pénalités sur Impôts Directs	0	
71.2	**Impôts sur les salaires versés et autres rémunerations**	**3 963 000**	**4 070 000**
71.2.1	**Impôt sur les traitements et salaires**	**3 963 000**	**4 070 000**
71.2.1.10	I.T.S. Retenue Secteur Privé	0	
71.2.1.20	I.T.S. Retenue Secteur Public	0	
71.2.1.30	Contribution Forfaitaire	3 963 000	4 070 000
71.3	**Impôts sur le Patrimoine**	**3 000 000**	**4 000 000**
71.3.2	**Autres impôts sur le patrimoine**	**3 000 000**	**4 000 000**
71.3.2.10	Taxe sur la Plus Value de Cession	2 600 000	3 600 000
71.3.2.11	Taxe sur les Frais d'Edilité	400 000	400 000
71.3.1	**Impôts sur les revenus fonciers**	**0**	
71.3.1.10	Impôts sur les Revenus Fonciers (IRF)	0	
71.4	**Autres impôts directs**	**82 237 000**	**101 100 000**
71.4.4	**Pénalités**	**4 733 000**	**4 860 000**
71.4.4.10	C.P.S. sur l'Or	0	
71.4.4.11	Pénalités sur les impôts directs	3 551 000	3 646 000
71.4.4.12	Intérêts de retards / Impôts directs	1 182 000	1 214 000
71.4.9	**Recettes sur exercices antérieurs**	**31 757 000**	**45 829 000**
71.4.9.10	Recettes sur exercices antérieurs / Ex. précédents / Impôts directs	5 238 000	10 004 000

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2021

Détail des ressources

Edition du 10/12/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Collectif 2020	Prévisions 2021
1	**BUDGET GENERAL**		
71	**RECETTES FISCALES**		
71.4	**Autres impôts directs**		
71.4.9	**Recettes sur exercices antérieurs**		
71.4.9.11	Recettes sur impôts directs / exercices antérieurs	26 519 000	35 825 000
71.4.3	**Taxe sur les activités financières (TAF)**	**0**	
71.4.3.10	Taxes sur les Activités Financières	0	
71.4.1	**Taxe sur les contrats d'assurance**	**0**	
71.4.1.10	Taxes sur les Contrats d'Assurances	0	
71.4.2	**Taxes ad valorem (entreprises minières) DNDC**	**38 921 000**	**43 400 000**
71.4.2.10	Taxe Ad Valorem / Entreprises Minières	38 815 000	43 100 000
71.4.2.70	Taxes d'Extration	106 000	300 000
71.4.5	**Taxes sur transports**	**2 994 000**	**3 075 000**
71.4.5.10	Taxes sur transports routiers	2 994 000	3 075 000
71.4.6	**Taxes sur véhicules**	**3 832 000**	**3 936 000**
71.4.6.10	Taxes sur véhicules Auto	3 832 000	3 936 000
71.5	**Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services**	**722 828 000**	**873 372 000**
71.5.2	**Autres taxes sur les biens**	**133 050 000**	**148 877 000**
71.5.2.10	Taxes sur les Véhicules Automobiles	0	
71.5.2.11	CPS - I.S.C.P / Or	50 137 000	58 145 000
71.5.2.30	Taxes sur les Boissons Alcoolisés	6 200 000	6 572 000
71.5.2.31	Impôt Spécial sur Boissons Gazeux	3 852 000	4 083 000
71.5.2.32	Impôt Spécial sur les Boissons	1 197 000	1 262 000
71.5.2.40	Taxes Locales sur les Tabacs	20 232 000	21 320 000
71.5.2.60	Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP)	47 554 000	52 514 000
71.5.2.80	Taxes sur les Colas	66 000	70 000
71.5.2.90	Taxe sur autres Produits	0	870 000
71.5.2.91	ISCP sur Autres Produits	3 812 000	4 041 000
71.5.3	**Autres taxes sur les services**	**103 531 000**	**123 131 000**
71.5.3.10	Taxes sur les Transporteurs Routiers	0	
71.5.3.11	Taxe sur contrat d'assurance	4 983 000	5 282 000
71.5.3.12	Taxe sur activités financières	61 413 000	65 140 000
71.5.3.20	Taxes Visites Techniques des Véhicules	725 000	761 000
71.5.3.21	PMU Mali	7 200 000	16 000 000
71.5.3.22	Casino	61 000	64 000
71.5.3.23	Autorisation de Conduire	83 000	87 000
71.5.3.24	Taxes sur la Délivrance des Cartes de Transport	365 000	383 000
71.5.3.25	Taxes sur la Délivrance des Cartes Grises	551 000	579 000
71.5.3.26	Taxes sur la Délivrance des Permis de Conduire	472 000	496 000
71.5.3.30	TARTOP(Taxe sur Accès au Reseau de Telecom Ouvert au Public)	27 678 000	34 339 000
71.5.1	**Impôts et taxes intérieurs, TVA, TPS, IAS**	**457 150 000**	**570 521 000**
71.5.1.10	T.V.A Etat	973 000	1 031 000
71.5.1.20	T.V.A. Privé	164 991 000	210 162 000
71.5.1.21	T.V.A. dans Vignettes synthétiques (33%)	0	
71.5.1.30	T.V.A. Importations	291 186 000	359 328 000

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2021

Détail des ressources

Edition du 10/12/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Collectif 2020	Prévisions 2021
1	**BUDGET GENERAL**		
71	**RECETTES FISCALES**		
71.5	**Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services**		
71.5.7	**Impôts synthétiques**	**0**	
71.5.7.10	Taxe Synthétique	0	
71.5.9	**Pénalités sur impôts indirects**	**5 338 000**	**5 658 000**
71.5.9.10	Pénalités sur Impôts Indirects	3 958 000	4 195 000
71.5.9.11	Pénalités sur les Doits de Timbres et d'Enregistremements	0	
71.5.9.12	Intérêts de retard / impôts indirects	1 380 000	1 463 000
71.5.4	**Recettes sur exercices antérieurs / Impôts indirects**	**23 759 000**	**25 185 000**
71.5.4.10	Recettes sur exercices antérieurs / Ex. précédents / Impôts indirects	8 666 000	9 186 000
71.5.4.11	Recettes sur Impôts indirects / exercices antérieurs	15 093 000	15 999 000
71.6	**Droits de timbre et d'enregistrement**	**46 542 000**	**52 601 000**
71.6.9	**Autres droits d'enregistrement**	**389 000**	**412 000**
71.6.9.10	Droit d'enregistrement et de timbre / Exercices antérieurs	389 000	412 000
71.6.2	**Droit de conservation de la propriété (DNDC)**	**1 629 000**	**2 000 000**
71.6.2.10	Droits de Concervation de la Propriété	1 629 000	2 000 000
71.6.1	**Droits d'enregistrement**	**23 684 000**	**28 187 000**
71.6.1.10	Prélèvements Honoraires Greffiers	105 000	25 000
71.6.1.11	Droits d'Enregistrements	23 479 000	28 102 000
71.6.1.12	Taxes sur les Locations des Particuliers	100 000	60 000
71.6.3	**Droits de timbre**	**20 828 000**	**21 989 000**
71.6.3.10	Droits de Timbres	20 828 000	21 989 000
71.6.4	**Pénalités / Droits d'enregistrements et timbres**	**12 000**	**13 000**
71.6.4.10	Pénalités sur les droits d'enregistrements et timbres	9 000	10 000
71.6.4.11	Intérêts de retard sur les droits d'enregistrements et timbres	3 000	3 000
71.7	**Droits et taxes à l'importation**	**171 605 000**	**182 716 000**
71.7.9	**Autres droits et taxes à l'importation**	**3 095 000**	**3 391 000**
71.7.9.10	Amendes et Confiscations	1 732 000	1 893 000
71.7.9.11	Ventes en Douanes	19 000	19 000
71.7.9.12	Plombs et Imprimés	7 000	7 000
71.7.9.13	Droits de Maganisage et de Dépôts	19 000	22 000
71.7.9.15	Recettes sur Exercices Antérieurs	1 318 000	1 450 000
71.7.1	**Droits et taxes à l'importation**	**168 510 000**	**179 325 000**
71.7.1.10	Taxe Conjoncturelle à l'Importation	100 000	105 000
71.7.1.11	Redevances Statistiques	19 475 000	20 692 000
71.7.1.12	Droits de Douanes	148 935 000	158 528 000
71.9	**Autres recettes fiscales**	**4 839 000**	**7 384 000**
71.9.6	**Autres recettes en douane**	**0**	
71.9.6.1	Autres recettes en douane	0	
71.9.2	**Droits de chancellerie**	**2 064 000**	**2 167 000**
71.9.2.10	Droits de Chancellerie	2 064 000	2 167 000
71.9.4	**Passeport, carte d'identité, visas**	**2 762 000**	**5 203 000**
71.9.4.10	Passeports et Cartes d'Identités	2 762 000	5 203 000
71.9.5	**Pénalités / Impôts indirects**	**0**	

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2021

Détail des ressources

Edition du 10/12/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Collectif 2020	Prévisions 2021
1	**BUDGET GENERAL**		
71	**RECETTES FISCALES**		
71.9	**Autres recettes fiscales**		
71.9.5	**Pénalités / Impôts indirects**		
71.9.5.10	Pénalités sur les impôts indirects	0	
71.9.5.11	Intérêts de retard / impôts indirects	0	
71.9.9	**Recettes sur exercices antérieurs**	**0**	
71.9.9.10	Recettes sur Excercices Antérieurs (impôts indirects)	0	
71.9.9.11	Recettes sur Exercices Antérieurs (impôts directs)	0	
71.9.3	**Taxe sur les établissements classés insalubres et incommodes**	**13 000**	**14 000**
71.9.3.10	Taxes sur les Etablissements classés insalubres & incommodes	13 000	14 000
TOTAL	**RECETTES FISCALES**	**1 439 221 000**	**1 637 776 000**
72	**RECETTES NON FISCALES**		
72.1	**Revenus de l'entreprise et du domaine**	**3 111 000**	**53 040 000**
72.1.1	**Revenus de l'entreprise et du domaine**	**3 111 000**	**53 040 000**
72.1.1.10	Redevances Superficiaires	400 000	400 000
72.1.1.11	Concessions Ordinaires	2 611 000	52 600 000
72.1.1.13	Location des Immeubles de l'Etat	100 000	40 000
72.2	**Droits et frais administratifs**	**40 000**	**42 000**
72.2.1	**Droits et frais administratifs**	**40 000**	**42 000**
72.2.1.15	Recettes sur les Lettres de Voitures	40 000	42 000
72.3	**Amendes et condamnations pécuniaires**	**1 277 000**	**702 000**
72.3.1	**Amendes et condamnations pécuniaires**	**1 277 000**	**702 000**
72.3.1.10	Frais et Amendes Judiciaires	1 162 000	581 000
72.3.1.11	Amendes Arbitrées	115 000	121 000
72.9	**Autres recettes non fiscales**	**5 340 000**	**5 562 000**
72.9.1	**Autres recettes non fiscales**	**5 340 000**	**5 562 000**
72.9.1.11	Recettes sur Ordre de Recettes	119 000	125 000
72.9.1.13	Recettes sur Prestations Artistiques	119 000	125 000
72.9.1.14	Produits Divers	946 000	993 000
72.9.1.15	Pénalités sur les Produits Domaniaux	100 000	60 000
72.9.1.16	Recettes sur Prestations Sportives	108 000	113 000
72.9.1.17	Recettes Diverses (Budget National)	1 679 000	1 763 000
72.9.1.18	Autres Produits Divers	2 269 000	2 383 000
TOTAL	**RECETTES NON FISCALES**	**9 768 000**	**59 346 000**
74	**DONS PROGRAMMES ET LEGS**		
74.1	**Dons des institutions internationales**	**205 094 140**	**42 302 000**
74.1.1	**Dons des institutions internationales**	**205 094 140**	**42 302 000**
74.1.1.10	Appui Programmes Union Européenne	13 119 140	
74.1.1.12	Appui programmes BAD	42 000 000	2 945 000
74.1.1.13	Appui Programmes Banque Mondiale	73 625 000	0
74.1.1.14	Appui Programmes Union Européenne (SBC III)	37 389 000	
74.1.1.15	Appui Programmes Union Européenne (SANAD)	9 511 000	39 357 000
74.1.1.16	Appui Programme Banque Mondiale - Energie	17 670 000	
74.1.1.17	Appui Programme Banque Mondiale - Inclusion financière	11 780 000	

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2021

Détail des ressources

Edition du 10/12/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Collectif 2020	Prévisions 2021
1 BUDGET GENERAL			
74 DONS PROGRAMMES ET LEGS			
74.2 Dons des gouvernements étrangers		**29 572 563**	**3 608 500**
74.2.1 Dons des gouvernements étrangers		**29 572 563**	**3 608 500**
74.2.1.12	Appui Programme Suisse Agro Pastoral Sikasso(PAFA)	1 360 000	600 000
74.2.1.13	Appui Programme Partenariat Gouvernance (PEGA / Suisse)	1 100 000	1 305 000
74.2.1.16	Appui Programmes Suisse (PENF)	0	256 500
74.2.1.17	Appui Programmes Canada (Santé)	4 214 438	
74.2.1.19	Appui Programmes Suisse (PADE)	406 000	108 000
74.2.1.20	Appui Programmes Suisse (PACUM)	320 000	
74.2.1.23	Appui Programmes France (AFD) / PAAMEFIP	1 436 000	1 339 000
74.2.1.24	Report Appui Programmes Canada (Santé)	1 378 330	
74.2.1.26	Appui Programmes France (ABG)	18 244 140	
74.2.1.27	Report Appui Programmes Canada (Education)	147 676	
74.2.1.28	Report Appui Programmes France (AFD) / PAAMEFIP	965 979	
74.5 Fonds de concours		**15 500 000**	
74.5.1 Fonds de concours		**15 500 000**	
74.5.1.1	Fonds de concours - Covid-19	15 500 000	
TOTAL	**DONS PROGRAMMES ET LEGS**	**250 166 703**	**45 910 500**
75 RECETTES EXCEPTIONNELLES			
75.1 Remises et annulations de dette		**14 500 000**	**8 959 000**
75.1.1 Remises et annulations de dettes		**14 500 000**	**8 959 000**
75.1.1.10	Ressources PPTE	14 500 000	8 959 000
TOTAL	**RECETTES EXCEPTIONNELLES**	**14 500 000**	**8 959 000**
77 PRODUITS FINANCIERS			
77.4 Revenus des titres de placements		**57 080 000**	**68 000 000**
77.4.1 Revenus des titres de placements		**57 080 000**	**68 000 000**
77.4.1.10	Dividendes autres Sociétés	28 185 000	28 000 000
77.4.1.11	Revenue des Valeurs Mobilières, des Titres et des Dividendes	28 895 000	40 000 000
TOTAL	**PRODUITS FINANCIERS**	**57 080 000**	**68 000 000**
TOTAL	**BUDGET GENERAL**	**1 934 135 703**	**1 975 591 500**

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2021

Détail des ressources

Edition du 10/12/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Collectif 2020	Prévisions 2021
2 BUDGETS ANNEXES			
72 RECETTES NON FISCALES			
72.1 Revenus de l'entreprise et du domaine		**977 017**	**1 107 667**
72.1.1 Revenus de l'entreprise et du domaine		**977 017**	**1 107 667**
72.1.1.14	Location Bureaux et Bel Air	31 000	111 000
72.1.1.15	Droits de Magasinage - Location et Manutention	533 385	564 035
72.1.1.16	Location Magasins et Bel Air	412 632	432 632
72.2 Droits et frais administratifs		**5 490 775**	**5 106 394**
72.2.1 Droits et frais administratifs		**5 490 775**	**5 106 394**
72.2.1.16	Prestations. Evacuations. Importations	4 490 123	4 376 154
72.2.1.17	Prestations. Entreposage. Importations	60 000	83 000
72.2.1.18	Redevance Evacuation des Véhicules d'Occasion	47 000	75 040
72.2.1.19	Prestations. Evacuations. Exportations	574 500	292 500
72.2.1.20	Droits de Passage	120 616	174 700
72.2.1.21	Redevances maritimes	42 150	
72.2.1.22	Droits sur les Hydrocarbures	156 386	105 000
72.9 Autres recettes non fiscales		**2 637 158**	**1 899 103**
72.9.1 Autres recettes non fiscales		**2 637 158**	**1 899 103**
72.9.1.10	Subventions (Entrepôts)	905 000	1 457 400
72.9.1.12	Remboursements des Prêts et Avances Accordés aux Agents	100 000	100 600
72.9.1.19	Recettes Diverses	304 859	308 903
72.9.1.21	Produits Financiers	2 177	2 200
72.9.1.22	Recettes sur les Exercices Antérieurs	30 000	30 000
72.9.1.23	Reports de recettes non fiscales	1 295 122	
TOTAL	**RECETTES NON FISCALES**	**9 104 950**	**8 113 164**
TOTAL	**BUDGETS ANNEXES**	**9 104 950**	**8 113 164**

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2021

Détail des ressources

Edition du 10/12/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Collectif 2020	Prévisions 2021
3	**COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**		
71	**RECETTES FISCALES**		
71.1	**Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital**	**20 859 372**	**10 429 686**
71.1.1	**Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC)**	**20 859 372**	**10 429 686**
71.1.1.11	Contribution Générale de Solidarité (FDD)	20 859 372	10 429 686
71.5	**Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services**	**126 667 127**	**95 683 564**
71.5.2	**Autres taxes sur les biens**	**767 127**	**383 564**
71.5.2.41	Taxe de Solidarité et Lutte contre le Tabagisme (FDD)	567 127	283 564
71.5.2.92	Contribution de Solidarité sur les billets d'avion (FDD)	200 000	100 000
71.5.1	**Impôts et taxes intérieurs, TVA, TPS, IAS**	**125 900 000**	**95 300 000**
71.5.1.40	Crédits TVA (DGD)	50 360 000	38 120 000
71.5.1.41	Crédits TVA (DGI)	75 540 000	57 180 000
71.7	**Droits et taxes à l'importation**	**676 000**	**338 000**
71.7.9	**Autres droits et taxes à l'importation**	**676 000**	**338 000**
71.7.9.14	ISCP sur les Vehicules de Tourisme (FDD)	676 000	338 000
71.8	**Droit et taxes à l'exportation**	**1 645 953**	**822 976**
71.8.1	**Droits et taxes à l'exportation**	**1 645 953**	**822 976**
71.8.1.10	Droit de Sortie du Coton (FDD)	1 645 953	822 976
71.9	**Autres recettes fiscales**	**21 976 517**	**32 289 025**
71.9.9	**Recettes sur exercices antérieurs**	**21 976 517**	**32 289 025**
71.9.9.12	Report des recettes fiscales/ FDD	21 976 517	32 289 025
TOTAL	**RECETTES FISCALES**	**171 824 969**	**139 563 251**
72	**RECETTES NON FISCALES**		
72.2	**Droits et frais administratifs**	**3 321 667**	**3 136 747**
72.2.1	**Droits et frais administratifs**	**3 321 667**	**3 136 747**
72.2.1.10	Vente des explosifs	10 000	10 000
72.2.1.23	Travaux Prospection Géophysique	40 000	40 000
72.2.1.24	Travaux Prospection Géochimique	80 000	80 000
72.2.1.25	Analyses des Echantillons	30 000	30 000
72.2.1.26	Primes pour Conventions d'Etablissement	325 000	325 000
72.2.1.27	Contibution à la Formation et à la Promotion de la Recherche Petrolière	685 000	
72.2.1.28	Travaux de Sondage	50 000	50 000
72.2.1.30	Permis d'exploitation de la Forêt	1 581 667	1 581 667
72.2.1.31	Permis d'exploitation de la Faune	500 000	500 000
72.2.1.32	Transfert Titres Miniers de Prospection et de Recherche	20 000	20 000
72.2.1.33	Droit d'obtention du permis environnemental	0	500 080
72.3	**Amendes et condamnations pécuniaires**	**223 333**	**223 333**
72.3.1	**Amendes et condamnations pécuniaires**	**223 333**	**223 333**
72.3.1.12	Amendes	218 333	218 333
72.3.1.13	Pénalités	5 000	5 000
72.9	**Autres recettes non fiscales**	**20 000**	**20 000**
72.9.1	**Autres recettes non fiscales**	**20 000**	**20 000**
72.9.1.20	Recettes Annexes	20 000	20 000
TOTAL	**RECETTES NON FISCALES**	**3 565 000**	**3 380 080**
73	**TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS**		

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2021

Détail des ressources

Edition du 10/12/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Collectif 2020	Prévisions 2021
3	**COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**		
73	**TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS**		
73.1	**Transferts reçus du budget général**	**26 996 148**	**27 201 548**
73.1.1	**Transferts reçus du budget général**	**26 996 148**	**27 201 548**
73.1.1.10	Transfert Réçu du Budget Général	10 944 600	11 150 000
73.1.1.11	Reports	16 051 548	16 051 548
TOTAL	**TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS**	**26 996 148**	**27 201 548**
74	**DONS PROGRAMMES ET LEGS**		
74.2	**Dons des gouvernements étrangers**	**0**	**1 311 914**
74.2.1	**Dons des gouvernements étrangers**	**0**	**1 311 914**
74.2.1.29	Report Appui Programmes France (AFD)/ FDD	0	1 311 914
TOTAL	**DONS PROGRAMMES ET LEGS**	**0**	**1 311 914**
TOTAL	**COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**	**202 386 117**	**171 456 793**
TOTAL ENSEMBLE DES RECETTES		**2 145 626 770**	**2 155 161 457**

Article 5 : Pour 2021, les recettes des budgets annexes, évaluées à **8 113 164 000 FCFA**, sont réparties comme suit :

Montant en FCFA

BUDGETS ANNEXES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2020	INITIALES 2021
Entrepôts Maliens au Sénégal	4 330 263 000	3 531 691 000
Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire	1 879 376 000	1 271 000 000
Entrepôts Maliens au Togo	642 838 000	789 500 000
Entrepôts Maliens en Guinée	700 150 000	796 150 000
Entrepôts Maliens en Mauritanie	600 323 000	645 323 000
Entrepôts Maliens au Ghana	643 500 000	740 500 000
Entrepôts Maliens au Bénin	308 500 000	339 000 000
TOTAL DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES	**9 104 950 000**	**8 113 164 000**

Article 6 : Pour 2021, les recettes des Comptes spéciaux du Trésor, évaluées à **171 456 793 000 FCFA**, sont réparties comme suit :

Montant en FCFA

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2020	INITIALES 2021
Fonds de remboursement des crédits TVA	125 900 000 000	95 300 000 000
Fonds national d'Appui à l'Agriculture	5 000 000 000	5 000 000 000
Fonds pour l'Aménagement et la Protection des Forêts	1 800 000 000	1 800 000 000
Fonds l'Aménagement et de la Protection de la Faune	500 000 000	500 000 000
Fonds de Financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des Activités minières	350 000 000	350 000 000
Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	600 000 000	650 000 000
Fonds de Développement durable	61 976 517 000	61 626 713 000
Fonds national de Développement de la Statistique	2 981 400 000	3 000 000 000
Fonds compétitif pour la Recherche et l'Innovation technologique	2 363 200 000	2 500 000 000
Programme de Développement des Ressources minérales	230 000 000	230 000 000
Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche pétrolière	685 000 000	0
Fonds d'Etude d'Impact environnemental et social	0	500 080 000
TOTAL DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**202 386 117 000**	**171 456 793 000**

Section 2 : Evaluation des ressources de trésorerie

Article 7 : Pour 2021, les ressources de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **302 800 977 100 FCFA** et réparties comme suit :

Montant en FCFA

RESSOURCES DE TRESORERIE	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2020	INITIALES 2021
Produits provenant de la cession des actifs	**21 385 000 000**	**90 350 000 000**
Aliénations du domaine mobilier	*385 000 000*	*450 000 000*
Aliénations d'immeubles	*18 000 000 000*	*9 900 000 000*
Recettes de privatisation	*3 000 000 000*	*80 000 000 000*
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	**366 141 000 000**	**191 545 000 000**
Produits des emprunts projets	*112 200 000 000*	*188 600 000 000*
Produits des emprunts programmes	*253 941 000 000*	*2 945 000 000*
Dépôts sur les comptes des correspondants	**15 791 977 100**	**15 791 977 100**
Remboursements de prêts et avances	**5 960 000 000**	**5 114 000 000**
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	**409 277 977 100**	**302 800 977 100**

TITRE II :DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

CHAPITRE I :DESCRIPTION DES CHARGES

Article 8 : Les charges de l'Etat sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie.

Section 1 : Evaluation des dépenses budgétaires

Article 9 : Pour 2021, le plafond des dépenses budgétaires de l'Etat est de **2 808 088 231 000 FCFA** et réparti par nature de dépenses comme suit :

Montant en FCFA

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2020	INITIALES 2021
Dépenses ordinaires	**1 876 543 503 000**	**1 830 178 770 000**
Dépenses de personnel	689 872 467 000	760 671 546 000
Charges financières de la dette	120 423 000 000	141 200 000 000
Dépenses d'acquisition de biens et services	441 331 574 000	433 296 637 000
Dépenses de transfert courant	486 007 154 000	386 701 279 000
Dépenses en atténuation de recettes	138 909 308 000	108 309 308 000
Dépenses en capital	**988 432 413 000**	**977 909 461 000**
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	988 432 413 000	977 909 461 000
Dépenses de transfert en capital	0	0
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	**2 864 975 916 000**	**2 808 088 231 000**

Article 10 : Pour 2021, le plafond des dépenses du budget général est fixé à **2 628 518 274 000 FCFA** et réparti comme suit :

Montant en FCFA

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2020	INITIALES 2021
Personnel	687 367 967 000	758 024 546 000
Charges financières de la dette	120 423 000 000	141 200 000 000
Biens et services	436 437 013 000	429 101 084 000
Transferts et subventions	484 657 154 000	385 351 279 000
Dépenses en atténuation de recettes	13 009 308 000	13 009 308 000
Investissement	919 299 715 000	901 832 057 000
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	**2 653 484 849 000**	**2 628 518 274 000**

Article 11 : Pour 2021, le plafond des dépenses des budgets annexes est fixé à **8 113 164 000 FCFA** et réparti comme suit :

Montant en FCFA

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2020	INITIALES 2021
Personnel	2 214 500 000	2 477 000 000
Biens et services	3 582 561 000	2 875 473 000
Transferts et subventions	660 000 000	610 000 000
Investissement	2 647 889 000	2 150 691 000
TOTAL DES DEPENSES DES BUDGETS ANNEXES	**9 104 950 000**	**8 113 164 000**

Article 12 : Pour 2021, le plafond des dépenses des comptes spéciaux du Trésor (CST) est fixé à **171 456 793 000 FCFA** et réparticomme suit :

Montant en FCFA

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2020	INITIALES 2021
Personnel	290 000 000	170 000 000
Biens et services	1 312 000 000	1 320 080 000
Transferts et subventions	690 000 000	740 000 000
Dépenses en atténuation de recettes	125 900 000 000	95 300 000 000
Investissement	74 194 117 000	73 926 713 000
TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**202 386 117 000**	**171 456 793 000**

Article 13 : Pour 2021, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'Etat est fixé au nombre de **113 352 agents.**

Section 2 : Evaluation des charges de trésorerie

Article 14 : Pour 2021, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **556 682 977 100 FCFA** et réparties comme suit :

Montant en FCFA

CHARGES DE TRESORERIE	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2020	INITIALES 2021
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	**365 386 000 000**	**540 891 000 000**
dont principal dette intérieure	*251 540 000 000*	*392 788 000 000*
dont principal dette extérieure	*113 846 000 000*	*148 103 000 000*
Retraits sur les comptes des correspondants	**15 791 977 100**	**15 791 977 100**
Prêts et avances	**0**	**0**
TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	**381 177 977 100**	**556 682 977 100**

TITRE III :DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

Article 15 : Pour 2021, les recettes budgétaires évaluées, les plafonds des dépenses fixés et l'équilibre budgétaire qui en résulte, sont arrêtés comme suit :

Montant en milliers de FCFA

Libellé	Prévisions des recettes		Libellé	Prévisions des dépenses		Solde prévisionnel	
	Initiales	Rectifiées		Initiales	Rectifiées	Initial	Rectifié
Budget général							
Dons projets et legs	163 400 000	155 600 000	Personnel	687 367 967	758 024 546		
Recettes fiscales nettes	1 439 221 000	1 637 776 000	Charges financières de la dette	120 423 000	141 200 000		
Recettes non fiscales	9 768 000	59 346 000	Biens et services	436 437 013	429 101 084		
Dons programmes et legs	250 166 703	45 910 500	Transferts et subventions	484 657 154	385 351 279		
Recettes exceptionnelles	14 500 000	8 959 000	Dépenses en atténuation des recettes	13 009 308	13 009 308		
Produits financiers	57 080 000	68 000 000	Investissement	911 590 407	901 832 057		
Total recettes du budget général	**1 934 135 703**	**1 975 591 500**	**Total dépenses du budget général**	**2 653 484 849**	**2 628 518 274**	**-719 349 146**	**-652 926 774**

Budgets annexes							
Recettes non fiscales	9 104 950	8 113 164	Personnel	2 214 500	2 477 000		
			Biens et services	3 582 561	2 875 473		
			Transferts et subventions	660 000	610 000		
			Investissement	2 647 889	2 150 691		
Total recettes des budgets annexes	**9 104 950**	**8 113 164**	**Total dépenses des budgets annexes**	**9 104 950**	**8 113 164**	**0**	**0**
Comptes spéciaux du Trésor (CST)							
Recettes fiscales	171 824 969	139 563 251	Personnel	290 000	170 000		
Recettes non fiscales	3 565 000	3 380 080	Biens et services	1 312 000	1 320 080		
Transferts reçus d'autres budgets	26 996 148	27 201 548	Transferts et subventions	690 000	740 000		
Dons programmes et legs		1 311 914	Dépenses en atténuation des recettes	125 900 000	95 300 000		
			Investissement	74 194 117	73 926 713		
Total recettes des CST	**202 386 117**	**171 456 793**	**Total dépenses des CST**	**202 386 117**	**171 456 793**	**0**	**0**
TOTAL DES RECETTES	**2 145 626 770**	**2 155 161 457**	**TOTAL DES DEPENSES**	**2 864 975 916**	**2 808 088 231**	**-719 349 146**	**-652 926 774**
Solde budgétaire global						**-719 349 146**	**-652 926 774**

Article 16 : Les recettes et les dépenses budgétaires, pour 2021, étant respectivement arrêtées à **2 155 161 457 000 FCFA** et **2 808 088 231 000 FCFA,** il en résulte un solde budgétaire global négatif de **652 926 774 000 FCFA** et un solde budgétaire de base négatif de **445 792 578 000 FCFA.**

Article 17 : Pour 2021, les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont approuvées comme suit :

Montant en FCFA

LIBELLES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2020	INITIALES 2021
Besoins de financement	**1 100 527 123 100**	**1 209 609 751 100**
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	365 386 000 000	540 891 000 000
dont principal dette intérieure	*251 540 000 000*	*392 788 000 000*
dont principal dette extérieure	*113 846 000 000*	*148 103 000 000*
Déficit budgétaire à financer	719 349 146 000	652 926 774 000
Prêts et avances	0	0
Retraits sur les comptes des correspondants	15 791 977 100	15 791 977 100
Ressources de financement	**1 100 527 123 100**	**1 209 609 751 100**
Tirages sur des emprunts projets	112 200 000 000	188 600 000 000
Emission de dette à court, moyen et long termes	691 249 146 000	906 808 774 000
Tirages sur des emprunts programmes	253 941 000 000	2 945 000 000
Produits provenant de la cession des actifs	21 385 000 000	90 350 000 000
Remboursements de prêts et avances	5 960 000 000	5 114 000 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	15 791 977 100	15 791 977 100

Article 18 : Au coursde l'exercice 2021, le ministre chargé des Finances est autorisé à recourir à des emprunts à court, moyen et long termes pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.

Pour 2021, la variation nette de l'encours des emprunts à moyen et long termes qui peuvent être émis est plafonnée à **557 462 774 000 FCFA.**

Article 19 : Les emprunts et conventions de prêts sont mobilisés conformément à la stratégie d'endettement public 2021-2023. Le ministre chargé des Finances est toutefois autorisé à procéder aux ajustements conjoncturels nécessaires, tout en respectant les limites des ratios d'endettement arrêtées dans cette stratégie.

Le ministre chargé des Finances est autorisé à négocier et seul habilité à conclure au cours de l'exercice 2021 et à signer au nom et pour le compte de l'Etat les emprunts et conventions de prêts, à des conditions sauvegardant les intérêts financiers de l'Etat, dans le cadre du financement des programmes/ projets de développement.

Le document de stratégie d'endettement public du Mali à moyen terme 2021-2023, figure à **l'état A** annexé à la présente ordonnance.

Article 20: Tout appel de fonds extérieurs dans le cadre du financement des projets s'effectue suivant des modalités particulières définies par le ministre en charge des Finances.

Article 21 : Des garanties et des avals peuvent être accordés par l'Etat conformément aux dispositions de l'article 42 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Pour 2021, la variation nette de l'encours des prêts garantis et avalisés par l'Etat est plafonnée à **16 500 000 000 FCFA.**

SECONDE PARTIE :MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES

TITRE I :AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Article 22 : Dans la limite du plafond fixé à l'article 9 ci-dessus, les crédits sont inscrits, en autorisations d'engagement et crédits de paiement, par budget, section, programme, dotation et nature de dépenses comme suit :

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
0.001 Assemblée Nationale	**2 099 530**	**14 434 728**	**10 337 863**
Personnel	0	2 448 000	2 448 000
66 Charges de personnel	0	2 448 000	2 448 000
Biens et services	0	8 917 132	5 283 343
60 Achats de biens	0	2 867 476	1 427 890
61 Acquisitions de services	0	5 349 655	3 250 391
62 Autres services	0	700 001	605 062
Transferts et subventions	0	1 775 940	506 990
64 Transferts	0	1 775 940	506 990
Investissement	2 099 530	1 293 656	2 099 530
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 968 202	459 304	1 968 202
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	0	723 708	0
26 Prises de participations et cautionnements	131 328	110 644	131 328
Total	**2 099 530**	**14 434 728**	**10 337 863**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	**600 000**	**6 659 184**	**7 428 601**
Personnel	0	1 102 256	1 274 856
66 Charges de personnel	0	1 102 256	1 274 856
Biens et services	0	4 671 328	4 526 484
60 Achats de biens	0	1 858 701	1 888 529
61 Acquisitions de services	0	2 812 627	2 637 955
Transferts et subventions	0	268 100	1 027 261
63 Subventions	0	85 500	90 000
64 Transferts	0	182 600	937 261
Investissement	600 000	617 500	600 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	600 000	617 500	600 000
1.002 Administration générale	**0**	**7 847 891**	**6 666 187**
Personnel	0	440 285	622 232
66 Charges de personnel	0	440 285	622 232
Biens et services	0	6 572 597	5 658 447
60 Achats de biens	0	2 866 775	3 306 043
61 Acquisitions de services	0	2 886 539	1 537 633
62 Autres services	0	819 283	814 771
Transferts et subventions	0	835 009	385 508
64 Transferts	0	835 009	385 508
2.001 Sécurité et défense	**0**	**2 118 750**	**1 904 717**
Biens et services	0	1 160 131	1 037 969
60 Achats de biens	0	695 077	678 309
61 Acquisitions de services	0	428 953	316 533
62 Autres services	0	36 101	43 127
Transferts et subventions	0	953 748	866 748
64 Transferts	0	953 748	866 748
Investissement		4 871	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		4 871	
Total	**600 000**	**16 625 825**	**15 999 505**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
130 PRIMATURE			
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	**150 000**	**5 819 864**	**7 000 140**
Personnel	0	1 010 994	1 362 204
66 Charges de personnel	0	1 010 994	1 362 204
Biens et services	0	3 613 052	4 248 901
60 Achats de biens	0	2 006 121	2 131 569
61 Acquisitions de services	0	835 607	1 167 332
62 Autres services	0	771 324	950 000
Transferts et subventions	0	1 195 818	1 239 035
64 Transferts	0	1 195 818	1 239 035
Investissement	150 000	0	150 000
21 Immobilisations incorporelles	50 000	0	50 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	100 000	0	100 000
1.004 Administration générale et contrôle	**650 000**	**6 388 822**	**4 735 383**
Personnel	0	624 700	551 953
66 Charges de personnel	0	624 700	551 953
Biens et services	0	2 682 716	2 387 455
60 Achats de biens	0	952 177	623 844
61 Acquisitions de services	0	1 529 027	1 498 488
62 Autres services	0	201 512	265 123
Transferts et subventions	0	1 748 462	1 145 975
64 Transferts	0	1 748 462	1 145 975
Investissement	650 000	1 332 944	650 000
21 Immobilisations incorporelles		11 282	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	650 000	1 321 662	650 000
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	**150 000**	**441 413**	**607 157**
Personnel	0	119 000	172 157
66 Charges de personnel	0	119 000	172 157
Biens et services	0	197 413	255 000
60 Achats de biens	0	73 150	100 000
61 Acquisitions de services	0	104 263	125 000
62 Autres services	0	20 000	30 000
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
64 Transferts	0	30 000	30 000
Investissement	150 000	95 000	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	150 000	95 000	150 000
Total	**950 000**	**12 650 099**	**12 342 680**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS			
2.003 Participation à la gestion des élections	**10 363**	**511 672**	**534 263**
Personnel	0	80 816	80 816
66 Charges de personnel	0	80 816	80 816
Biens et services	0	417 211	443 084
60 Achats de biens	0	82 619	95 500
61 Acquisitions de services	0	82 358	87 083
62 Autres services	0	252 234	260 501
Investissement	10 363	13 645	10 363
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	10 363	13 645	10 363
Total	**10 363**	**511 672**	**534 263**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	**130 000**	**948 017**	**1 195 994**
Personnel	0	230 149	383 793
66 Charges de personnel	0	230 149	383 793
Biens et services	0	602 789	632 748
60 Achats de biens	0	271 983	306 853
61 Acquisitions de services	0	213 715	204 176
62 Autres services	0	117 091	121 719
Transferts et subventions	0	42 049	49 453
64 Transferts	0	42 049	49 453
Investissement	130 000	73 030	130 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	130 000	73 030	130 000
Total	**130 000**	**948 017**	**1 195 994**
150 COUR SUPREME			
2.005 Cour Suprême	**269 500**	**2 640 166**	**2 783 474**
Personnel	0	1 331 786	1 331 786
66 Charges de personnel	0	1 331 786	1 331 786
Biens et services	0	1 191 598	1 032 188
60 Achats de biens	0	645 507	449 726
61 Acquisitions de services	0	124 360	140 462
62 Autres services	0	421 731	442 000
Transferts et subventions	0	100 000	150 000
64 Transferts	0	100 000	150 000
Investissement	269 500	16 782	269 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	265 000	12 754	265 000
26 Prises de participations et cautionnements	4 500	4 028	4 500
Total	**269 500**	**2 640 166**	**2 783 474**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	**0**	**826 611**	**905 167**
Personnel	0	242 497	242 497
66 Charges de personnel	0	242 497	242 497
Biens et services	0	113 470	108 250
60 Achats de biens	0	31 250	31 250
61 Acquisitions de services	0	82 220	77 000
Transferts et subventions	0	470 644	554 420
64 Transferts	0	470 644	554 420
Total	**0**	**826 611**	**905 167**
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL			
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	**260 436**	**1 096 262**	**1 318 172**
Personnel	0	311 383	311 383
66 Charges de personnel	0	311 383	311 383
Biens et services	0	614 133	713 598
60 Achats de biens	0	244 392	279 683
61 Acquisitions de services	0	361 662	424 129
62 Autres services	0	8 079	9 786
Transferts et subventions	0	27 039	32 755
64 Transferts	0	27 039	32 755
Investissement	260 436	143 707	260 436
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	253 614	137 779	253 614
26 Prises de participations et cautionnements	6 822	5 928	6 822
Total	**260 436**	**1 096 262**	**1 318 172**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	**75 899**	**1 521 749**	**1 613 568**
Personnel	0	757 101	757 101
66 Charges de personnel	0	757 101	757 101
Biens et services	0	623 627	701 412
60 Achats de biens	0	231 454	260 395
61 Acquisitions de services	0	354 612	393 843
62 Autres services	0	37 561	47 174
Transferts et subventions	0	68 153	79 156
64 Transferts	0	68 153	79 156
Investissement	75 899	72 868	75 899
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	75 899	72 868	75 899
Total	**75 899**	**1 521 749**	**1 613 568**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
1.006 Administration Générale	**8 879 300**	**45 222 913**	**43 309 746**
Personnel	0	14 835 266	14 835 266
66 Charges de personnel	0	14 835 266	14 835 266
Biens et services	0	15 185 875	14 936 133
60 Achats de biens	0	3 676 954	3 662 174
61 Acquisitions de services	0	10 557 203	10 216 505
62 Autres services	0	951 718	1 057 454
Transferts et subventions	0	4 691 047	4 659 047
64 Transferts	0	4 691 047	4 659 047
Investissement	8 879 300	10 510 725	8 879 300
21 Immobilisations incorporelles	1 552 200	1 429 940	1 552 200
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 980 000	2 260 000	2 980 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	347 100	329 745	347 100
26 Prises de participations et cautionnements	4 000 000	6 491 040	4 000 000
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale	**0**	**621 287**	**641 883**
Personnel	0	436 777	436 777
66 Charges de personnel	0	436 777	436 777
Biens et services	0	124 945	145 541
60 Achats de biens	0	97 052	116 190
61 Acquisitions de services	0	27 893	29 351
Transferts et subventions	0	59 565	59 565
64 Transferts	0	59 565	59 565
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	**0**	**130 140**	**133 535**
Personnel	0	82 277	82 277
66 Charges de personnel	0	82 277	82 277
Biens et services	0	20 788	24 183
60 Achats de biens	0	15 966	19 109
61 Acquisitions de services	0	4 822	5 074
Transferts et subventions	0	27 075	27 075
64 Transferts	0	27 075	27 075
Total	**8 879 300**	**45 974 340**	**44 085 164**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
1.007 Administration Générale	**50 000**	**827 255**	**1 073 217**
Personnel	0	161 382	251 363
66 Charges de personnel	0	161 382	251 363
Biens et services	0	608 350	751 854
60 Achats de biens	0	203 653	262 578
61 Acquisitions de services	0	342 172	404 276
62 Autres services	0	62 525	85 000
Transferts et subventions	0	17 005	20 000
64 Transferts	0	17 005	20 000
Investissement	50 000	40 518	50 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	50 000	40 518	50 000
2.010 Intégration Africaine	**0**	**0**	**413 008**
Personnel	0	0	66 007
66 Charges de personnel	0	0	66 007
Biens et services	0	0	186 734
60 Achats de biens	0	0	123 711
61 Acquisitions de services	0	0	3 023
62 Autres services	0	0	60 000
Transferts et subventions	0	0	160 267
64 Transferts	0	0	160 267
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	**700 000**	**798 216**	**1 248 293**
Personnel	0	105 490	154 504
66 Charges de personnel	0	105 490	154 504
Biens et services	0	198 927	133 393
60 Achats de biens	0	112 092	85 000
61 Acquisitions de services	0	36 835	23 393
62 Autres services	0	50 000	25 000
Transferts et subventions	0	92 299	260 396
64 Transferts	0	92 299	260 396
Investissement	700 000	401 500	700 000
21 Immobilisations incorporelles	150 000	211 500	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	550 000	190 000	550 000
Total	**750 000**	**1 625 471**	**2 734 518**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
186 MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
1.045 Administration Générale		**261 089**	
Personnel		30 000	
66 Charges de personnel		30 000	
Biens et services		198 675	
60 Achats de biens		130 654	
61 Acquisitions de services		68 021	
Investissement		32 414	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		32 414	
2.010 Intégration Africaine		**357 724**	
Personnel		91 007	
66 Charges de personnel		91 007	
Biens et services		130 449	
60 Achats de biens		94 685	
61 Acquisitions de services		2 552	
62 Autres services		33 212	
Transferts et subventions		136 268	
64 Transferts		136 268	
Total		**618 813**	
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
2.012 Bureau du Vérificateur Général	**150 000**	**3 728 696**	**3 836 843**
Personnel	0	2 611 288	2 611 288
66 Charges de personnel	0	2 611 288	2 611 288
Biens et services	0	905 908	1 025 555
60 Achats de biens	0	361 691	386 461
61 Acquisitions de services	0	445 925	485 629
62 Autres services	0	98 292	153 465
Transferts et subventions	0	50 000	50 000
64 Transferts	0	50 000	50 000
Investissement	150 000	161 500	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	30 000	47 500	30 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	120 000	114 000	120 000
Total	**150 000**	**3 728 696**	**3 836 843**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	**178 500**	**968 830**	**1 198 868**
Personnel	0	409 799	413 524
66 Charges de personnel	0	409 799	413 524
Biens et services	0	104 576	104 576
60 Achats de biens	0	65 989	65 989
61 Acquisitions de services	0	38 587	38 587
Transferts et subventions	0	430 222	502 268
64 Transferts	0	430 222	502 268
Investissement	178 500	24 233	178 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	178 500	24 233	178 500
Total	**178 500**	**968 830**	**1 198 868**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	**5 630**	**128 734**	**145 983**
Personnel	0	12 980	17 280
66 Charges de personnel	0	12 980	17 280
Biens et services	0	101 504	123 073
60 Achats de biens	0	43 669	50 559
61 Acquisitions de services	0	43 702	47 514
62 Autres services	0	14 133	25 000
Investissement	5 630	14 250	5 630
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 630	14 250	5 630
Total	**5 630**	**128 734**	**145 983**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
1.008 Administration Générale	**56 173 743**	**302 607 686**	**265 332 648**
Personnel	0	124 508 006	136 670 000
66 Charges de personnel	0	124 508 006	136 670 000
Biens et services	0	70 317 158	51 739 720
60 Achats de biens	0	53 872 675	41 190 237
61 Acquisitions de services	0	14 205 118	8 705 118
62 Autres services	0	2 239 365	1 844 365
Transferts et subventions	0	799 185	749 185
64 Transferts	0	799 185	749 185
Investissement	56 173 743	106 983 337	76 173 743
21 Immobilisations incorporelles	71 271	71 271	71 271
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	8 147 202	8 956 796	8 147 202
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	203 783	203 783	203 783
25 Équipements militaires	47 691 156	97 691 156	67 691 156
26 Prises de participations et cautionnements	60 331	60 331	60 331
2.015 Gestion des Opérations Militaires	**7 390 446**	**37 394 878**	**44 189 229**
Biens et services	0	8 078 263	36 710 986
60 Achats de biens	0	6 004 754	34 590 426
61 Acquisitions de services	0	1 933 198	1 885 643
62 Autres services	0	140 311	234 917
Transferts et subventions	0	87 797	87 797
64 Transferts	0	87 797	87 797
Investissement	7 390 446	29 228 818	7 390 446
21 Immobilisations incorporelles	101 474	101 474	101 474
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	163 033	239 639	163 033
25 Équipements militaires	7 087 537	28 849 303	7 087 537
26 Prises de participations et cautionnements	38 402	38 402	38 402
2.016 Inspection des Armées	**20 000**	**324 407**	**294 406**
Biens et services	0	303 407	274 406
60 Achats de biens	0	114 778	114 778
61 Acquisitions de services	0	188 628	158 628
62 Autres services	0	1	1 000
Investissement	20 000	21 000	20 000
21 Immobilisations incorporelles	15 000	15 000	15 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 000	6 000	5 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
2.017 Formation	**30 013**	**770 677**	**770 677**
Biens et services	0	740 664	740 664
60 Achats de biens	0	447 586	463 586
61 Acquisitions de services	0	226 470	200 470
62 Autres services	0	66 608	76 608
Investissement	30 013	30 013	30 013
21 Immobilisations incorporelles	13 489	13 489	13 489
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	16 524	16 524	16 524
2.018 Gestion des Transmissions	**60 402**	**366 276**	**336 276**
Biens et services	0	290 374	275 874
60 Achats de biens	0	189 915	159 915
61 Acquisitions de services	0	95 950	95 950
62 Autres services	0	4 509	20 009
Investissement	60 402	75 902	60 402
21 Immobilisations incorporelles	10 000	10 000	10 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	30 402	45 902	30 402
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	20 000	20 000	20 000
Total	**63 674 604**	**341 463 924**	**310 923 236**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	**1 421 540**	**6 976 638**	**6 865 088**
Personnel	0	3 207 652	2 945 048
66 Charges de personnel	0	3 207 652	2 945 048
Biens et services	0	2 129 125	1 942 404
60 Achats de biens	0	1 427 866	1 070 466
61 Acquisitions de services	0	521 627	590 858
62 Autres services	0	179 632	281 080
Transferts et subventions	0	482 221	556 096
64 Transferts	0	482 221	556 096
Investissement	1 421 540	1 157 640	1 421 540
21 Immobilisations incorporelles	157 500	227 500	157 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	814 040	930 140	814 040
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	450 000	0	450 000
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	**1 261 111**	**15 563 016**	**19 448 399**
Personnel	0	8 141 741	14 452 405
66 Charges de personnel	0	8 141 741	14 452 405
Biens et services	0	2 373 462	3 153 959
60 Achats de biens	0	1 056 038	1 795 220
61 Acquisitions de services	0	121 554	138 556
62 Autres services	0	1 195 870	1 220 183
Transferts et subventions	0	550 101	580 924
64 Transferts	0	550 101	580 924
Investissement	1 261 111	4 497 712	1 261 111
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 261 111	4 497 712	1 261 111
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	**250 476**	**7 822 708**	**6 268 513**
Personnel	0	2 049 091	2 178 496
66 Charges de personnel	0	2 049 091	2 178 496
Biens et services	0	3 449 807	3 290 626
60 Achats de biens	0	3 403 882	3 236 376
61 Acquisitions de services	0	36 209	36 210
62 Autres services	0	9 716	18 040
Investissement	250 476	2 323 810	799 391
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	250 476	2 323 810	799 391
Total	**2 933 127**	**30 362 362**	**32 582 000**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	**190 000**	**1 778 609**	**2 323 300**
Personnel	0	1 064 300	1 464 300
66 Charges de personnel	0	1 064 300	1 464 300
Biens et services	0	552 239	669 000
60 Achats de biens	0	420 909	532 000
61 Acquisitions de services	0	113 330	119 000
62 Autres services	0	18 000	18 000
Investissement	190 000	162 070	190 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	190 000	162 070	190 000
Total	**190 000**	**1 778 609**	**2 323 300**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	**47 500**	**659 288**	**786 550**
Personnel	0	250 000	266 800
66 Charges de personnel	0	250 000	266 800
Biens et services	0	368 901	472 250
60 Achats de biens	0	229 177	298 200
61 Acquisitions de services	0	99 337	126 550
62 Autres services	0	40 387	47 500
Investissement	47 500	40 387	47 500
21 Immobilisations incorporelles	47 500	40 387	47 500
Total	**47 500**	**659 288**	**786 550**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
1.010 Administration Générale	**5 922 500**	**17 668 437**	**15 030 810**
Personnel	0	300 711	300 786
66 Charges de personnel	0	300 711	300 786
Biens et services	0	7 362 361	7 463 814
60 Achats de biens	0	3 928 255	3 920 206
61 Acquisitions de services	0	1 334 103	1 365 674
62 Autres services	0	2 100 003	2 177 934
Transferts et subventions	0	1 132 773	1 343 710
64 Transferts	0	1 132 773	1 343 710
Investissement	5 922 500	8 872 592	5 922 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 817 500	2 234 134	1 817 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	4 105 000	6 638 458	4 105 000
2.021 Ordre et Sécurité	**4 859 659**	**69 536 195**	**73 065 344**
Personnel	0	44 740 257	52 022 920
66 Charges de personnel	0	44 740 257	52 022 920
Biens et services	0	5 553 298	5 887 306
60 Achats de biens	0	3 955 003	4 205 052
61 Acquisitions de services	0	1 551 514	1 529 934
62 Autres services	0	46 781	152 320
Transferts et subventions	0	301 902	295 459
64 Transferts	0	301 902	295 459
Investissement	4 859 659	18 940 738	14 859 659
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 745 643	18 826 722	14 745 643
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	114 016	114 016	114 016
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	**5 051 037**	**19 247 651**	**19 080 568**
Personnel	0	9 191 321	11 356 798
66 Charges de personnel	0	9 191 321	11 356 798
Biens et services	0	1 643 832	1 732 733
60 Achats de biens	0	1 330 113	1 366 568
61 Acquisitions de services	0	310 647	330 647
62 Autres services	0	3 072	35 518
Transferts et subventions	0	73 084	40 000
64 Transferts	0	73 084	40 000
Investissement	5 051 037	8 339 414	5 951 037
21 Immobilisations incorporelles	30 000	57 068	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 000 001	8 264 346	5 900 001
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	21 036	18 000	21 036
Total	**15 833 196**	**106 452 283**	**107 176 722**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2021	2020	2021
1 BUDGET GENERAL			
235 SECURITE D'ETAT			
0.002 Securite d'Etat	**11 000 000**	**10 685 612**	**13 286 737**
Biens et services	0	8 185 612	9 786 737
60 Achats de biens	0	7 816 615	9 417 740
61 Acquisitions de services	0	368 997	368 997
Investissement	11 000 000	2 500 000	3 500 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	11 000 000	2 500 000	3 500 000
Total	**11 000 000**	**10 685 612**	**13 286 737**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
1.011 Administration Générale	**18 274 781**	**45 170 669**	**42 795 575**
Personnel	0	913 980	1 172 989
66 Charges de personnel	0	913 980	1 172 989
Biens et services	0	4 472 187	5 350 102
60 Achats de biens	0	2 511 175	2 887 012
61 Acquisitions de services	0	1 646 670	2 059 432
62 Autres services	0	314 342	403 658
Transferts et subventions	0	4 549 038	7 797 703
63 Subventions	0	84 665	54 571
64 Transferts	0	4 464 373	7 743 132
Investissement	18 274 781	35 235 464	28 474 781
21 Immobilisations incorporelles	1 765 000	2 592 729	1 715 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	16 319 781	32 541 751	26 569 781
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	190 000	100 984	190 000
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	**9 702 000**	**10 442 915**	**12 280 580**
Personnel	0	1 741 505	2 199 823
66 Charges de personnel	0	1 741 505	2 199 823
Biens et services	0	2 473 212	3 353 377
60 Achats de biens	0	1 394 708	1 839 027
61 Acquisitions de services	0	787 572	977 154
62 Autres services	0	290 932	537 196
Transferts et subventions	0	1 079 324	1 025 380
64 Transferts	0	1 079 324	1 025 380
Investissement	9 702 000	5 148 874	5 702 000
21 Immobilisations incorporelles	773 000	972 607	773 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	8 673 000	4 060 791	4 673 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	256 000	115 476	256 000
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	**2 470 807**	**16 813 166**	**15 853 622**
Personnel	0	8 696 867	10 165 648
66 Charges de personnel	0	8 696 867	10 165 648
Biens et services	0	1 028 380	1 270 917
60 Achats de biens	0	655 976	766 010
61 Acquisitions de services	0	231 950	286 161
62 Autres services	0	140 454	218 746
Transferts et subventions	0	1 831 006	1 946 250
64 Transferts	0	1 831 006	1 946 250
Investissement	2 470 807	5 256 913	2 470 807
21 Immobilisations incorporelles	466 000	485 000	466 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 004 807	4 771 913	2 004 807

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	**587 631**	**6 913 685**	**7 771 504**
Personnel	0	2 983 559	3 758 416
66 Charges de personnel	0	2 983 559	3 758 416
Biens et services	0	2 204 850	2 754 707
60 Achats de biens	0	1 034 658	1 259 877
61 Acquisitions de services	0	924 105	1 091 091
62 Autres services	0	246 087	403 739
Transferts et subventions	0	607 450	670 750
64 Transferts	0	607 450	670 750
Investissement	587 631	1 117 826	587 631
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	587 631	1 117 826	587 631
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	**698 787**	**6 958 907**	**6 234 208**
Personnel	0	2 541 606	3 127 821
66 Charges de personnel	0	2 541 606	3 127 821
Biens et services	0	1 490 243	1 028 750
60 Achats de biens	0	1 125 130	572 970
61 Acquisitions de services	0	302 466	358 116
62 Autres services	0	62 647	97 664
Transferts et subventions	0	400 038	428 850
64 Transferts	0	400 038	428 850
Investissement	698 787	2 527 020	1 648 787
21 Immobilisations incorporelles	288 000	203 950	288 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	410 787	2 323 070	1 360 787
2.027 Gestion de la Dette Publique	**495 000**	**851 244**	**1 012 062**
Personnel	0	139 890	196 478
66 Charges de personnel	0	139 890	196 478
Biens et services	0	90 987	108 744
60 Achats de biens	0	57 436	69 172
61 Acquisitions de services	0	33 551	39 572
Transferts et subventions	0	207 117	211 840
64 Transferts	0	207 117	211 840
Investissement	495 000	413 250	495 000
21 Immobilisations incorporelles	295 000	232 750	295 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	200 000	180 500	200 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	**5 216 900**	**3 815 020**	**7 239 192**
Personnel	0	857 173	1 176 845
66 Charges de personnel	0	857 173	1 176 845
Biens et services	0	301 292	358 911
60 Achats de biens	0	161 316	194 205
61 Acquisitions de services	0	129 475	134 158
62 Autres services	0	10 501	30 548
Transferts et subventions	0	439 850	486 536
64 Transferts	0	439 850	486 536
Investissement	5 216 900	2 216 705	5 216 900
21 Immobilisations incorporelles	4 275 000	1 540 625	4 275 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	941 900	676 080	941 900
2.029 Gestion des Biens de l'Etat		**3 947 191**	
Personnel		141 527	
66 Charges de personnel		141 527	
Biens et services		93 999	
60 Achats de biens		49 316	
61 Acquisitions de services		34 130	
62 Autres services		10 553	
Transferts et subventions		111 667	
64 Transferts		111 667	
Investissement		3 599 998	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 206 500	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		2 393 498	
2.080 Population	**720 000**	**0**	**1 035 545**
Personnel	0	0	128 945
66 Charges de personnel	0	0	128 945
Biens et services	0	0	76 600
60 Achats de biens	0	0	15 200
61 Acquisitions de services	0	0	41 400
62 Autres services	0	0	20 000
Transferts et subventions	0	0	110 000
64 Transferts	0	0	110 000
Investissement	720 000	0	720 000
21 Immobilisations incorporelles	410 000	0	410 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	310 000	0	310 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	**1 075 000**	**0**	**4 035 302**
Transferts et subventions	0	0	615 302
64 Transferts	0	0	615 302
Investissement	1 075 000	0	3 420 000
21 Immobilisations incorporelles	970 000	0	970 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	105 000	0	2 450 000
Total	**39 240 906**	**94 912 797**	**98 257 590**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	**100 000**	**1 132 347**	**1 186 925**
Personnel	0	400 000	400 000
66 Charges de personnel	0	400 000	400 000
Biens et services	0	9 282	10 620
61 Acquisitions de services	0	9 282	10 620
Transferts et subventions	0	642 029	676 305
64 Transferts	0	642 029	676 305
Investissement	100 000	81 036	100 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	100 000	81 036	100 000
Total	**100 000**	**1 132 347**	**1 186 925**
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)			
2.068 Régulation de la commande publique	**0**	**324 854**	**377 875**
Biens et services	0	20 976	24 000
61 Acquisitions de services	0	20 976	24 000
Transferts et subventions	0	303 878	353 875
64 Transferts	0	303 878	353 875
Total	**0**	**324 854**	**377 875**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE			
1.012 Administration Générale	**1 221 334**	**2 306 472**	**2 660 910**
Personnel	0	354 571	354 571
66 Charges de personnel	0	354 571	354 571
Biens et services	0	971 653	1 051 755
60 Achats de biens	0	349 717	382 402
61 Acquisitions de services	0	407 806	422 443
62 Autres services	0	214 130	246 910
Transferts et subventions	0	35 000	33 250
64 Transferts	0	35 000	33 250
Investissement	1 221 334	945 248	1 221 334
21 Immobilisations incorporelles	640 000	602 414	640 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	581 334	342 834	581 334
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	**176 200**	**819 356**	**920 864**
Personnel	0	315 475	315 475
66 Charges de personnel	0	315 475	315 475
Biens et services	0	352 993	429 189
60 Achats de biens	0	154 769	185 887
61 Acquisitions de services	0	47 094	55 385
62 Autres services	0	151 130	187 917
Investissement	176 200	150 888	176 200
21 Immobilisations incorporelles	176 200	150 888	176 200
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	**5 650**	**845 426**	**1 007 766**
Personnel	0	628 126	747 297
66 Charges de personnel	0	628 126	747 297
Biens et services	0	161 370	212 019
60 Achats de biens	0	102 043	127 884
61 Acquisitions de services	0	31 107	36 569
62 Autres services	0	28 220	47 566
Transferts et subventions	0	36 391	42 800
64 Transferts	0	36 391	42 800
Investissement	5 650	19 539	5 650
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 650	19 539	5 650
Total	**1 403 184**	**3 971 254**	**4 589 540**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
1.013 Administration Générale	**3 038 492**	**2 657 009**	**3 835 616**
Personnel	0	675 523	682 798
66 Charges de personnel	0	675 523	682 798
Biens et services	0	1 144 283	1 303 527
60 Achats de biens	0	614 834	790 007
61 Acquisitions de services	0	476 395	457 641
62 Autres services	0	53 054	55 879
Transferts et subventions	0	483 915	710 799
64 Transferts	0	483 915	710 799
Investissement	3 038 492	353 288	1 138 492
21 Immobilisations incorporelles	61 000	44 945	61 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 930 000	263 218	1 030 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	47 492	45 125	47 492
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	**329 500**	**14 336 516**	**10 127 013**
Personnel	0	130 238	163 524
66 Charges de personnel	0	130 238	163 524
Biens et services	0	210 811	295 989
60 Achats de biens	0	170 436	247 850
61 Acquisitions de services	0	33 293	26 924
62 Autres services	0	7 082	21 215
Transferts et subventions	0	5 258 177	5 397 000
64 Transferts	0	5 258 177	5 397 000
Investissement	329 500	8 737 290	4 270 500
21 Immobilisations incorporelles	145 000	195 700	145 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	184 500	8 541 590	4 125 500
2.034 Formation Professionnelle	**1 253 325**	**8 515 456**	**7 343 995**
Personnel	0	250 427	267 797
66 Charges de personnel	0	250 427	267 797
Biens et services	0	59 605	60 821
60 Achats de biens	0	36 644	42 271
61 Acquisitions de services	0	2 960	3 050
62 Autres services	0	20 001	15 500
Transferts et subventions	0	5 697 607	5 652 052
64 Transferts	0	5 697 607	5 652 052
Investissement	1 253 325	2 507 817	1 363 325
21 Immobilisations incorporelles	150 000	13 538	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 103 325	2 494 279	1 213 325
Total	**4 621 317**	**25 508 981**	**21 306 624**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS			
1.044 Administration Générale et Contrôle	**10 000**	**510 025**	**611 522**
Personnel	0	104 995	155 072
66 Charges de personnel	0	104 995	155 072
Biens et services	0	398 030	446 450
60 Achats de biens	0	276 233	305 700
61 Acquisitions de services	0	99 567	116 000
62 Autres services	0	22 230	24 750
Investissement	10 000	7 000	10 000
21 Immobilisations incorporelles	10 000	7 000	10 000
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	**250 000**	**535 961**	**529 229**
Personnel	0	117 740	117 740
66 Charges de personnel	0	117 740	117 740
Biens et services	0	97 471	131 489
60 Achats de biens	0	61 936	74 125
61 Acquisitions de services	0	18 910	40 739
62 Autres services	0	16 625	16 625
Transferts et subventions	0	50 000	30 000
64 Transferts	0	50 000	30 000
Investissement	250 000	270 750	250 000
21 Immobilisations incorporelles	45 000	42 750	45 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	205 000	228 000	205 000
Total	**260 000**	**1 045 986**	**1 140 751**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
1.014 Administration Générale et Contrôle	**100 000**	**3 650 961**	**4 653 676**
Personnel	0	570 304	832 188
66 Charges de personnel	0	570 304	832 188
Biens et services	0	2 166 980	2 861 042
60 Achats de biens	0	1 084 619	1 497 765
61 Acquisitions de services	0	869 548	1 137 689
62 Autres services	0	212 813	225 588
Transferts et subventions	0	842 427	860 446
64 Transferts	0	842 427	860 446
Investissement	100 000	71 250	100 000
21 Immobilisations incorporelles	100 000	71 250	100 000
2.036 Administration du Territoire	**23 507 016**	**44 926 527**	**48 306 449**
Personnel	0	5 058 916	5 933 172
66 Charges de personnel	0	5 058 916	5 933 172
Biens et services	0	21 037 989	22 687 209
60 Achats de biens	0	11 339 782	12 256 465
61 Acquisitions de services	0	8 863 525	9 252 459
62 Autres services	0	834 682	1 178 285
Transferts et subventions	0	1 633 328	1 894 052
64 Transferts	0	1 633 328	1 894 052
Investissement	23 507 016	17 196 294	17 792 016
21 Immobilisations incorporelles	30 000	28 500	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	23 477 016	17 167 794	17 762 016
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	**300 000**	**482 452**	**538 300**
Personnel	0	26 967	41 700
66 Charges de personnel	0	26 967	41 700
Biens et services	0	121 414	144 947
60 Achats de biens	0	107 333	129 269
61 Acquisitions de services	0	9 081	10 678
62 Autres services	0	5 000	5 000
Transferts et subventions	0	49 071	51 653
64 Transferts	0	49 071	51 653
Investissement	300 000	285 000	300 000
21 Immobilisations incorporelles	95 000	90 250	95 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	205 000	194 750	205 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	**19 347 986**	**30 745 684**	**33 138 372**
Personnel	0	189 408	205 520
66 Charges de personnel	0	189 408	205 520
Biens et services	0	455 285	543 846
60 Achats de biens	0	401 301	483 208
61 Acquisitions de services	0	37 803	44 457
62 Autres services	0	16 181	16 181
Transferts et subventions	0	7 990 708	9 658 020
64 Transferts	0	7 990 708	9 658 020
Investissement	19 347 986	22 110 283	22 730 986
21 Immobilisations incorporelles	194 000	168 000	194 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	18 613 986	21 543 283	21 996 986
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	540 000	399 000	540 000
2.064 Développement Régional et Local	**209 000**	**1 657 860**	**1 948 609**
Transferts et subventions	0	1 503 079	1 739 609
64 Transferts	0	1 503 079	1 739 609
Investissement	209 000	154 781	209 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	209 000	154 781	209 000
2.081 Aménagement du Territoire	**400 000**	**0**	**602 921**
Personnel	0	0	143 921
66 Charges de personnel	0	0	143 921
Biens et services	0	0	59 000
60 Achats de biens	0	0	15 000
61 Acquisitions de services	0	0	35 000
62 Autres services	0	0	9 000
Investissement	400 000	0	400 000
21 Immobilisations incorporelles	305 000	0	305 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	95 000	0	95 000
Total	**43 864 002**	**81 463 484**	**89 188 327**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	**192 505**	**903 101**	**1 090 562**
Personnel	0	193 342	195 765
66 Charges de personnel	0	193 342	195 765
Biens et services	0	415 819	500 486
60 Achats de biens	0	118 908	139 122
61 Acquisitions de services	0	296 910	341 363
62 Autres services	0	1	20 001
Transferts et subventions	0	69 556	201 806
64 Transferts	0	69 556	201 806
Investissement	192 505	224 384	192 505
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	192 505	224 384	192 505
Total	**192 505**	**903 101**	**1 090 562**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE			
1.015 Administration Générale	**48 106**	**842 233**	**958 868**
Personnel	0	118 323	156 064
66 Charges de personnel	0	118 323	156 064
Biens et services	0	385 317	481 577
60 Achats de biens	0	220 133	302 296
61 Acquisitions de services	0	139 350	165 171
62 Autres services	0	25 834	14 110
Transferts et subventions	0	298 784	273 121
64 Transferts	0	298 784	273 121
Investissement	48 106	39 809	48 106
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	48 106	39 809	48 106
2.039 Religion et Culte	**47 500**	**135 529**	**408 769**
Personnel	0	5 000	52 892
66 Charges de personnel	0	5 000	52 892
Biens et services	0	73 935	234 856
60 Achats de biens	0	61 011	149 206
61 Acquisitions de services	0	12 924	77 650
62 Autres services	0	0	8 000
Transferts et subventions	0	18 102	73 521
64 Transferts	0	18 102	73 521
Investissement	47 500	38 492	47 500
21 Immobilisations incorporelles	30 500	24 716	30 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	17 000	13 776	17 000
Total	**95 606**	**977 762**	**1 367 637**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE			
1.016 Administration Générale	**10 000**	**938 592**	**1 064 363**
Personnel	0	117 351	117 351
66 Charges de personnel	0	117 351	117 351
Biens et services	0	687 491	779 706
60 Achats de biens	0	424 038	485 049
61 Acquisitions de services	0	215 294	243 660
62 Autres services	0	48 159	50 997
Transferts et subventions	0	133 750	157 306
64 Transferts	0	133 750	157 306
Investissement	10 000	0	10 000
21 Immobilisations incorporelles	10 000	0	10 000
2.040 Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	**0**	**1 920 554**	**2 258 809**
Transferts et subventions	0	1 920 554	2 258 809
64 Transferts	0	1 920 554	2 258 809
Total	**10 000**	**2 859 146**	**3 323 172**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS			
1.032 Administration Générale	**1 895 000**	**1 489 023**	**2 682 528**
Personnel	0	469 024	566 133
66 Charges de personnel	0	469 024	566 133
Biens et services	0	819 988	1 490 801
60 Achats de biens	0	298 828	496 740
61 Acquisitions de services	0	353 637	663 729
62 Autres services	0	167 523	330 332
Transferts et subventions	0	36 217	30 594
64 Transferts	0	36 217	30 594
Investissement	1 895 000	163 794	595 000
21 Immobilisations incorporelles	140 000	133 000	140 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 755 000	30 794	455 000
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	**1 625 650**	**5 617 482**	**4 296 102**
Personnel	0	818 979	992 148
66 Charges de personnel	0	818 979	992 148
Biens et services	0	297 154	369 502
60 Achats de biens	0	229 389	276 239
61 Acquisitions de services	0	60 684	71 360
62 Autres services	0	7 081	21 903
Transferts et subventions	0	339 592	429 802
64 Transferts	0	339 592	429 802
Investissement	1 625 650	4 161 757	2 504 650
21 Immobilisations incorporelles	583 750	551 247	583 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 041 900	3 610 510	1 920 900
2.084 Développement du secteur industriel	**876 977**	**2 706 737**	**2 843 164**
Personnel	0	546 755	516 722
66 Charges de personnel	0	546 755	516 722
Biens et services	0	190 113	246 169
60 Achats de biens	0	130 512	161 547
61 Acquisitions de services	0	52 520	61 769
62 Autres services	0	7 081	22 853
Transferts et subventions	0	1 094 420	1 203 296
64 Transferts	0	1 094 420	1 203 296
Investissement	876 977	875 449	876 977
21 Immobilisations incorporelles	136 077	121 444	136 077
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	740 900	754 005	740 900

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS			
2.085 Appui au développement du secteur privé	**761 875**	**0**	**2 046 272**
Personnel	0	0	30 000
66 Charges de personnel	0	0	30 000
Biens et services	0	0	312 046
60 Achats de biens	0	0	213 516
61 Acquisitions de services	0	0	22 530
62 Autres services	0	0	76 000
Transferts et subventions	0	0	942 351
64 Transferts	0	0	942 351
Investissement	761 875	0	761 875
21 Immobilisations incorporelles	391 875	0	391 875
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	320 000	0	320 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	0	50 000
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	**52 500**	**0**	**186 659**
Personnel	0	0	43 406
66 Charges de personnel	0	0	43 406
Biens et services	0	0	90 753
60 Achats de biens	0	0	15 788
61 Acquisitions de services	0	0	7 931
62 Autres services	0	0	67 034
Investissement	52 500	0	52 500
21 Immobilisations incorporelles	52 500	0	52 500
Total	**5 212 002**	**9 813 242**	**12 054 725**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
1.017 Administration Générale	**2 853 575**	**83 409 448**	**30 767 493**
Personnel	0	69 634 272	16 887 315
66 Charges de personnel	0	69 634 272	16 887 315
Biens et services	0	9 360 372	9 495 374
60 Achats de biens	0	2 658 543	2 698 545
61 Acquisitions de services	0	1 613 977	1 808 977
62 Autres services	0	5 087 852	4 987 852
Transferts et subventions	0	3 241 229	3 231 229
63 Subventions	0	2 583 471	2 583 471
64 Transferts	0	657 758	647 758
Investissement	2 853 575	1 173 575	1 153 575
21 Immobilisations incorporelles	75 000	75 000	75 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 778 575	1 078 575	1 078 575
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		20 000	
2.041 Développement de l'Education de Base	**7 709 473**	**185 561 380**	**253 830 326**
Personnel	0	158 329 483	222 076 175
66 Charges de personnel	0	158 329 483	222 076 175
Biens et services	0	21 735 535	22 667 536
60 Achats de biens	0	14 871 864	15 419 992
61 Acquisitions de services	0	1 158 152	1 290 704
62 Autres services	0	5 705 519	5 956 840
Transferts et subventions	0	1 549 728	1 377 142
64 Transferts	0	1 549 728	1 377 142
Investissement	7 709 473	3 946 634	7 709 473
21 Immobilisations incorporelles	1 932 336	1 816 996	1 932 336
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 550 000	1 690 675	4 550 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	1 227 137	438 963	1 227 137
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	**14 860 071**	**28 749 746**	**35 013 057**
Personnel	0	9 201 456	11 479 515
66 Charges de personnel	0	9 201 456	11 479 515
Biens et services	0	8 147 991	8 673 471
60 Achats de biens	0	7 304 827	7 773 047
61 Acquisitions de services	0	229 753	255 753
62 Autres services	0	613 411	644 671
Investissement	14 860 071	11 400 299	14 860 071
21 Immobilisations incorporelles	12 149 884	8 257 340	12 149 884
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 200 000	2 442 343	1 200 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	1 510 187	700 616	1 510 187

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	**22 394 704**	**58 005 042**	**53 218 633**
Personnel	0	17 198 170	14 645 938
66 Charges de personnel	0	17 198 170	14 645 938
Biens et services	0	9 697 664	9 131 764
60 Achats de biens	0	9 083 342	8 509 522
61 Acquisitions de services	0	169 770	173 770
62 Autres services	0	444 552	448 472
Transferts et subventions	0	6 866 960	7 046 227
64 Transferts	0	6 866 960	7 046 227
Investissement	22 394 704	24 242 248	22 394 704
21 Immobilisations incorporelles	22 131 689	24 024 233	22 131 689
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		0	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	263 015	218 015	263 015
Total	**47 817 823**	**355 725 616**	**372 829 509**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
1.018 Administration Générale	**0**	**7 525 658**	**7 544 053**
Personnel	0	3 069 024	3 047 024
66 Charges de personnel	0	3 069 024	3 047 024
Biens et services	0	1 643 189	1 643 189
60 Achats de biens	0	653 810	532 878
61 Acquisitions de services	0	596 836	717 768
62 Autres services	0	392 543	392 543
Transferts et subventions	0	2 784 945	2 853 840
64 Transferts	0	2 784 945	2 853 840
Investissement		28 500	
21 Immobilisations incorporelles		28 500	
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	**18 269 652**	**65 965 120**	**75 278 901**
Personnel	0	4 228 033	4 250 033
66 Charges de personnel	0	4 228 033	4 250 033
Biens et services	0	641 549	741 549
60 Achats de biens	0	536 313	586 313
61 Acquisitions de services	0	67 080	67 080
62 Autres services	0	38 156	88 156
Transferts et subventions	0	57 212 161	60 552 667
64 Transferts	0	57 212 161	60 552 667
Investissement	18 269 652	3 883 377	9 734 652
21 Immobilisations incorporelles	599 525	460 750	599 525
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	17 670 127	3 422 627	9 135 127
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	**249 850**	**743 102**	**1 767 095**
Biens et services	0	22 563	22 563
62 Autres services	0	22 563	22 563
Transferts et subventions	0	540 039	1 494 682
64 Transferts	0	540 039	1 494 682
Investissement	249 850	180 500	249 850
21 Immobilisations incorporelles	59 850	57 000	59 850
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	190 000	123 500	190 000
Total	**18 519 502**	**74 233 880**	**84 590 049**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
510 MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME			
1.019 Administration Générale	**159 500**	**2 492 820**	**3 334 821**
Personnel	0	604 507	738 235
66 Charges de personnel	0	604 507	738 235
Biens et services	0	1 552 175	2 149 686
60 Achats de biens	0	732 475	1 019 468
61 Acquisitions de services	0	375 499	563 554
62 Autres services	0	444 201	566 664
Transferts et subventions	0	255 863	287 400
64 Transferts	0	255 863	287 400
Investissement	159 500	80 275	159 500
21 Immobilisations incorporelles	100 000	71 250	100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	59 500	9 025	59 500
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	**1 009 500**	**2 645 883**	**1 790 230**
Personnel	0	171 306	226 564
66 Charges de personnel	0	171 306	226 564
Biens et services	0	92 733	116 750
60 Achats de biens	0	78 474	94 283
61 Acquisitions de services	0	14 256	16 764
62 Autres services	0	3	5 703
Transferts et subventions	0	415 682	437 416
64 Transferts	0	415 682	437 416
Investissement	1 009 500	1 966 162	1 009 500
21 Immobilisations incorporelles	9 500	7 699	9 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 000 000	1 958 463	1 000 000
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	**0**	**579 319**	**539 410**
Transferts et subventions	0	536 819	539 410
64 Transferts	0	536 819	539 410
Investissement		42 500	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		42 500	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
510 MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME			
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	**707 150**	**3 690 879**	**3 232 236**
Personnel	0	465 379	490 568
66 Charges de personnel	0	465 379	490 568
Biens et services	0	202 493	255 711
60 Achats de biens	0	130 284	156 600
61 Acquisitions de services	0	34 435	40 498
62 Autres services	0	37 774	58 613
Transferts et subventions	0	1 633 134	1 778 807
64 Transferts	0	1 633 134	1 778 807
Investissement	707 150	1 389 873	707 150
21 Immobilisations incorporelles	19 000	15 397	19 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	663 150	1 374 476	663 150
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	25 000	0	25 000
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	**1 302 000**	**0**	**2 240 429**
Personnel	0	0	357 145
66 Charges de personnel	0	0	357 145
Biens et services	0	0	142 965
60 Achats de biens	0	0	66 442
61 Acquisitions de services	0	0	53 968
62 Autres services	0	0	22 555
Transferts et subventions	0	0	438 319
63 Subventions	0	0	57 848
64 Transferts	0	0	380 471
Investissement	1 302 000	0	1 302 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 302 000	0	1 302 000
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	**1 425**	**0**	**472 531**
Personnel	0	0	13 995
66 Charges de personnel	0	0	13 995
Biens et services	0	0	263 264
60 Achats de biens	0	0	160 523
61 Acquisitions de services	0	0	86 143
62 Autres services	0	0	16 598
Transferts et subventions	0	0	193 847
64 Transferts	0	0	193 847
Investissement	1 425	0	1 425
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 425	0	1 425
Total	**3 179 575**	**9 408 901**	**11 609 657**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
1.020 Administration Générale	**408 987**	**3 772 313**	**4 278 089**
Personnel	0	320 535	329 545
66 Charges de personnel	0	320 535	329 545
Biens et services	0	2 564 306	2 904 972
60 Achats de biens	0	801 216	815 522
61 Acquisitions de services	0	782 549	881 362
62 Autres services	0	477 478	582 878
65 Charges exceptionnelles	0	503 063	625 210
Transferts et subventions	0	117 984	134 585
64 Transferts	0	117 984	134 585
Investissement	408 987	769 488	908 987
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	408 987	769 488	908 987
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	**909 350**	**2 060 924**	**2 373 513**
Personnel	0	801 490	801 032
66 Charges de personnel	0	801 490	801 032
Biens et services	0	260 344	344 891
60 Achats de biens	0	104 607	125 887
61 Acquisitions de services	0	63 862	75 049
62 Autres services	0	91 875	143 955
Transferts et subventions	0	15 509	18 240
64 Transferts	0	15 509	18 240
Investissement	909 350	983 581	1 209 350
21 Immobilisations incorporelles	0	38 000	40 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	909 350	945 581	1 169 350
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	**2 785 471**	**3 232 492**	**3 170 360**
Personnel	0	317 242	423 713
66 Charges de personnel	0	317 242	423 713
Biens et services	0	126 541	204 779
60 Achats de biens	0	42 441	52 149
61 Acquisitions de services	0	39 559	46 511
62 Autres services	0	44 541	106 119
Transferts et subventions	0	683 813	856 397
64 Transferts	0	683 813	856 397
Investissement	2 785 471	2 104 896	1 685 471
21 Immobilisations incorporelles	13 000	10 535	13 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 772 471	2 094 361	1 672 471

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	**11 307**	**1 209 931**	**748 493**
Personnel	0	238 995	180 700
66 Charges de personnel	0	238 995	180 700
Biens et services	0	366 195	510 606
60 Achats de biens	0	268 047	426 249
61 Acquisitions de services	0	98 147	62 357
62 Autres services	0	1	22 000
Transferts et subventions	0	593 049	45 880
64 Transferts	0	593 049	45 880
Investissement	11 307	11 692	11 307
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	11 307	11 692	11 307
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté	**0**	**8 676 611**	**1 980 976**
Personnel		452 088	
66 Charges de personnel		452 088	
Biens et services		1 068 255	
60 Achats de biens		1 013 838	
61 Acquisitions de services		54 416	
62 Autres services		1	
Transferts et subventions	0	7 046 068	1 980 976
64 Transferts	0	7 046 068	1 980 976
Investissement		110 200	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		110 200	
Total	**4 115 115**	**18 952 271**	**12 551 431**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	**4 652 196**	**38 193 264**	**22 502 729**
Personnel	0	10 687 566	11 681 905
66 Charges de personnel	0	10 687 566	11 681 905
Biens et services	0	4 553 722	4 922 264
60 Achats de biens	0	3 250 908	3 098 279
61 Acquisitions de services	0	886 770	1 289 683
62 Autres services	0	416 044	534 302
Transferts et subventions	0	2 309 147	2 636 364
63 Subventions	0	45 171	45 171
64 Transferts	0	2 263 976	2 591 193
Investissement	4 652 196	20 642 829	3 262 196
21 Immobilisations incorporelles	238 675	192 250	238 675
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 413 521	20 450 579	3 023 521
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	**3 018 850**	**34 901 292**	**43 974 564**
Personnel	0	19 914 077	29 506 720
66 Charges de personnel	0	19 914 077	29 506 720
Biens et services	0	3 580 963	5 073 501
60 Achats de biens	0	1 367 557	1 760 079
61 Acquisitions de services	0	1 397 749	1 476 465
62 Autres services	0	22 228	1 003 861
65 Charges exceptionnelles	0	793 429	833 096
Transferts et subventions	0	5 595 483	6 375 493
64 Transferts	0	5 595 483	6 375 493
Investissement	3 018 850	5 810 769	3 018 850
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 018 850	5 810 769	3 018 850
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommableset Accessibilité financière aux soins de santé	**6 732**	**7 843 605**	**7 858 606**
Personnel	0	60 139	60 139
66 Charges de personnel	0	60 139	60 139
Biens et services	0	7 777 054	7 791 735
60 Achats de biens	0	7 760 258	7 764 940
61 Acquisitions de services	0	16 795	16 795
62 Autres services	0	1	10 000
Investissement	6 732	6 412	6 732
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	6 732	6 412	6 732

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	**19 560 286**	**47 071 276**	**47 325 584**
Personnel	0	262 391	343 031
66 Charges de personnel	0	262 391	343 031
Biens et services	0	63 352	99 790
60 Achats de biens	0	50 842	53 078
61 Acquisitions de services	0	4 833	4 833
62 Autres services	0	7 677	41 879
Transferts et subventions	0	23 364 118	24 652 477
64 Transferts	0	23 364 118	24 652 477
Investissement	19 560 286	23 381 415	22 230 286
21 Immobilisations incorporelles	579 286	554 559	579 286
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	18 981 000	22 826 856	21 651 000
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	**3 349 182**	**2 384 726**	**4 000 401**
Personnel	0	410 706	410 706
66 Charges de personnel	0	410 706	410 706
Biens et services	0	98 955	424 082
60 Achats de biens	0	53 224	54 810
61 Acquisitions de services	0	45 731	45 731
65 Charges exceptionnelles	0	0	323 541
Transferts et subventions	0	1 799 065	1 816 431
64 Transferts	0	1 799 065	1 816 431
Investissement	3 349 182	76 000	1 349 182
21 Immobilisations incorporelles	66 832	63 650	66 832
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 282 350	12 350	1 282 350
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	**21 000**	**12 748 096**	**14 101 242**
Personnel	0	1 592 850	1 901 123
66 Charges de personnel	0	1 592 850	1 901 123
Biens et services	0	247 168	363 287
60 Achats de biens	0	155 936	161 355
61 Acquisitions de services	0	83 897	83 897
62 Autres services	0	7 335	118 035
Transferts et subventions	0	10 602 377	11 815 832
64 Transferts	0	10 602 377	11 815 832
Investissement	21 000	305 701	21 000
21 Immobilisations incorporelles	21 000	20 000	21 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		285 701	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	**722 750**	**0**	**1 630 975**
Transferts et subventions	0	0	908 225
64 Transferts	0	0	908 225
Investissement	722 750	0	722 750
21 Immobilisations incorporelles	397 750	0	397 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	325 000	0	325 000
Total	**31 330 996**	**143 142 259**	**141 394 101**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	**0**	**2 098 468**	**2 464 718**
Personnel	0	115 570	135 949
66 Charges de personnel	0	115 570	135 949
Biens et services	0	78 145	88 560
61 Acquisitions de services	0	78 145	88 560
Transferts et subventions	0	1 904 753	2 240 209
64 Transferts	0	1 904 753	2 240 209
Total	**0**	**2 098 468**	**2 464 718**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	**1 309 076**	**2 160 953**	**2 471 133**
Personnel	0	700 575	596 131
66 Charges de personnel	0	700 575	596 131
Biens et services	0	755 986	833 788
60 Achats de biens	0	446 818	506 588
61 Acquisitions de services	0	293 032	288 872
62 Autres services	0	16 136	38 328
Transferts et subventions	0	657 571	707 138
64 Transferts	0	657 571	707 138
Investissement	1 309 076	46 821	334 076
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 309 076	46 821	334 076
2.059 Promotion de la Femme	**806 490**	**2 216 893**	**3 023 040**
Personnel	0	542 697	726 166
66 Charges de personnel	0	542 697	726 166
Biens et services	0	205 799	278 864
60 Achats de biens	0	114 729	142 321
61 Acquisitions de services	0	81 043	82 060
62 Autres services	0	10 027	54 483
Transferts et subventions	0	18 247	21 459
64 Transferts	0	18 247	21 459
Investissement	806 490	1 450 150	1 996 551
21 Immobilisations incorporelles	170 000	218 500	170 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	636 490	1 231 650	1 826 551
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	**526 599**	**1 176 338**	**1 389 529**
Personnel	0	156 966	216 759
66 Charges de personnel	0	156 966	216 759
Biens et services	0	277 217	338 512
60 Achats de biens	0	169 182	223 880
61 Acquisitions de services	0	20 634	9 632
62 Autres services	0	87 401	105 000
Transferts et subventions	0	242 867	307 659
64 Transferts	0	242 867	307 659
Investissement	526 599	499 288	526 599
21 Immobilisations incorporelles	83 500	79 325	83 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	443 099	419 963	443 099
Total	**2 642 165**	**5 554 184**	**6 883 702**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE			
1.023 Administration Générale		**3 995 788**	
Personnel		1 068 556	
66 Charges de personnel		1 068 556	
Biens et services		1 131 268	
60 Achats de biens		546 706	
61 Acquisitions de services		417 831	
62 Autres services		22 639	
65 Charges exceptionnelles		144 092	
Transferts et subventions		1 720 003	
64 Transferts		1 720 003	
Investissement		75 961	
21 Immobilisations incorporelles		24 311	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		51 650	
2.063 Lutte Contre la Pauvreté		**4 349 290**	
Transferts et subventions		848 440	
64 Transferts		848 440	
Investissement		3 500 850	
21 Immobilisations incorporelles		316 850	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		3 184 000	
Total		**8 345 078**	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
1.024 Administration Générale	**295 500**	**2 061 315**	**2 323 506**
Personnel	0	441 507	606 175
66 Charges de personnel	0	441 507	606 175
Biens et services	0	844 215	1 213 078
60 Achats de biens	0	433 549	648 231
61 Acquisitions de services	0	361 176	482 297
62 Autres services	0	49 490	82 550
Transferts et subventions	0	141 341	208 753
64 Transferts	0	141 341	208 753
Investissement	295 500	634 252	295 500
21 Immobilisations incorporelles	100 000	71 250	100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	195 500	563 002	195 500
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	**251 127 515**	**97 508 209**	**136 274 631**
Personnel	0	730 749	810 328
66 Charges de personnel	0	730 749	810 328
Biens et services	0	210 558	271 713
60 Achats de biens	0	134 828	166 008
61 Acquisitions de services	0	67 521	81 150
62 Autres services	0	8 209	24 555
Transferts et subventions	0	559 910	602 269
64 Transferts	0	559 910	602 269
Investissement	251 127 515	96 006 992	134 590 321
21 Immobilisations incorporelles	38 000	30 794	38 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	250 611 720	95 762 071	134 074 526
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	400 000	142 500	400 000
26 Prises de participations et cautionnements	77 795	71 627	77 795
2.066 Développement et sécurisation des transports	**5 460 251**	**0**	**6 338 207**
Personnel	0	0	855 383
66 Charges de personnel	0	0	855 383
Biens et services	0	0	299 052
60 Achats de biens	0	0	198 570
61 Acquisitions de services	0	0	61 828
62 Autres services	0	0	38 654
Transferts et subventions	0	0	1 023 521
64 Transferts	0	0	1 023 521
Investissement	5 460 251	0	4 160 251
21 Immobilisations incorporelles	500 000	0	500 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 924 164	0	3 624 164
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	30 787	0	30 787
26 Prises de participations et cautionnements	5 300	0	5 300
Total	**256 883 266**	**99 569 524**	**144 936 344**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
1.025 Administration Générale	**270 000**	**1 420 721**	**1 747 487**
Personnel	0	354 967	625 881
66 Charges de personnel	0	354 967	625 881
Biens et services	0	747 940	821 606
60 Achats de biens	0	258 878	282 241
61 Acquisitions de services	0	386 307	428 550
62 Autres services	0	102 755	110 815
Transferts et subventions	0	61 314	30 000
64 Transferts	0	61 314	30 000
Investissement	270 000	256 500	270 000
21 Immobilisations incorporelles	70 000	66 500	70 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	200 000	190 000	200 000
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	**16 003 040**	**4 025 696**	**6 114 931**
Personnel	0	691 806	786 890
66 Charges de personnel	0	691 806	786 890
Biens et services	0	331 028	417 193
60 Achats de biens	0	196 932	238 339
61 Acquisitions de services	0	105 687	125 448
62 Autres services	0	28 409	53 406
Transferts et subventions	0	363 872	407 808
64 Transferts	0	363 872	407 808
Investissement	16 003 040	2 638 990	4 503 040
21 Immobilisations incorporelles	400 000	427 500	400 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	15 603 040	2 211 490	4 103 040
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	**2 700 000**	**3 869 999**	**6 215 902**
Transferts et subventions	0	256 499	273 902
64 Transferts	0	256 499	273 902
Investissement	2 700 000	3 613 500	5 942 000
21 Immobilisations incorporelles	345 000	527 750	345 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 355 000	3 085 750	5 597 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

17/12/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
2.071 Protection et Conservation de la Nature	**2 521 900**	**12 027 794**	**10 125 091**
Personnel	0	2 133 169	2 784 441
66 Charges de personnel	0	2 133 169	2 784 441
Biens et services	0	492 087	563 969
60 Achats de biens	0	270 217	302 591
61 Acquisitions de services	0	114 985	128 786
62 Autres services	0	106 885	132 592
Transferts et subventions	0	49 006	147 535
64 Transferts	0	49 006	147 535
Investissement	2 521 900	9 353 532	6 629 146
21 Immobilisations incorporelles	1 030 000	850 250	1 030 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 491 900	8 503 282	5 599 146
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	**870 000**	**1 124 459**	**1 999 284**
Transferts et subventions	0	354 959	394 284
64 Transferts	0	354 959	394 284
Investissement	870 000	769 500	1 605 000
21 Immobilisations incorporelles	470 000	389 500	470 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	400 000	380 000	1 135 000
Total	**22 364 940**	**22 468 669**	**26 202 695**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
720 MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
1.026 Administration Générale	**3 388 000**	**31 387 283**	**37 711 808**
Personnel	0	318 851	568 589
66 Charges de personnel	0	318 851	568 589
Biens et services	0	820 102	1 744 319
60 Achats de biens	0	381 009	856 890
61 Acquisitions de services	0	313 356	653 119
62 Autres services	0	125 737	234 310
Transferts et subventions	0	30 010 830	30 414 900
63 Subventions	0	30 000 000	30 000 000
64 Transferts	0	10 830	414 900
Investissement	3 388 000	237 500	4 984 000
21 Immobilisations incorporelles	375 000	237 500	375 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 000 000	0	4 596 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	13 000	0	13 000
2.073 Développement des Ressources Energétiques	**26 870 509**	**60 042 749**	**91 094 387**
Personnel	0	299 829	293 513
66 Charges de personnel	0	299 829	293 513
Biens et services	0	241 959	256 496
60 Achats de biens	0	174 659	135 329
61 Acquisitions de services	0	59 459	87 364
62 Autres services	0	7 841	33 803
Transferts et subventions	0	5 987 974	6 090 721
64 Transferts	0	5 987 974	6 090 721
Investissement	26 870 509	53 512 987	84 453 657
21 Immobilisations incorporelles	1 148 609	1 062 679	1 148 609
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	25 721 900	52 450 308	83 305 048
2.074 Développement des Ressources en Eau	**11 481 992**	**67 063 938**	**74 263 154**
Personnel	0	828 303	867 969
66 Charges de personnel	0	828 303	867 969
Biens et services	0	368 441	487 463
60 Achats de biens	0	168 705	247 850
61 Acquisitions de services	0	163 665	187 341
62 Autres services	0	36 071	52 272
Transferts et subventions	0	751 726	534 814
64 Transferts	0	751 726	534 814
Investissement	11 481 992	65 115 468	72 372 908
21 Immobilisations incorporelles	1 825 000	1 978 644	2 625 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	9 656 992	63 136 824	69 747 908

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
720 MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
2.075 Développement des ressources minérales	**2 770 925**	**0**	**2 901 090**
Personnel	0	0	577 271
66 Charges de personnel	0	0	577 271
Biens et services	0	0	231 894
60 Achats de biens	0	0	99 633
61 Acquisitions de services	0	0	118 961
62 Autres services	0	0	13 300
Transferts et subventions	0	0	221 000
64 Transferts	0	0	221 000
Investissement	2 770 925	0	1 870 925
21 Immobilisations incorporelles	489 725	0	489 725
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 281 200	0	1 381 200
Total	**44 511 426**	**158 493 970**	**205 970 439**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE			
1.027 Administration Générale		**1 562 989**	
Personnel		274 631	
66 Charges de personnel		274 631	
Biens et services		790 449	
60 Achats de biens		494 552	
61 Acquisitions de services		200 093	
62 Autres services		95 804	
Transferts et subventions		416 124	
64 Transferts		416 124	
Investissement		81 785	
21 Immobilisations incorporelles		71 250	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		10 535	
2.075 Développement des ressources minérales		**3 969 078**	
Personnel		550 510	
66 Charges de personnel		550 510	
Biens et services		148 698	
60 Achats de biens		83 235	
61 Acquisitions de services		63 938	
62 Autres services		1 525	
Investissement		3 269 870	
21 Immobilisations incorporelles		468 768	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		2 801 102	
Total		**5 532 067**	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE			
1.028 Administration Générale	**157 500**	**874 402**	**1 107 053**
Personnel	0	207 785	207 785
66 Charges de personnel	0	207 785	207 785
Biens et services	0	593 680	664 674
60 Achats de biens	0	258 594	305 569
61 Acquisitions de services	0	286 060	281 615
62 Autres services	0	49 026	77 490
Transferts et subventions	0	65 812	77 094
63 Subventions	0	60 581	71 250
64 Transferts	0	5 231	5 844
Investissement	157 500	7 125	157 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	157 500	7 125	157 500
2.076 Medias et Communication Publics	**4 303 500**	**7 264 990**	**7 614 372**
Transferts et subventions	0	5 224 545	5 730 872
64 Transferts	0	5 224 545	5 730 872
Investissement	4 303 500	2 040 445	1 883 500
21 Immobilisations incorporelles	225 000	118 750	125 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 078 500	1 921 695	1 758 500
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	**530 000**	**0**	**2 797 873**
Personnel	0	0	34 000
66 Charges de personnel	0	0	34 000
Biens et services	0	0	152 000
60 Achats de biens	0	0	116 000
61 Acquisitions de services	0	0	33 000
62 Autres services	0	0	3 000
Transferts et subventions	0	0	2 081 873
64 Transferts	0	0	2 081 873
Investissement	530 000	0	530 000
21 Immobilisations incorporelles	30 000	0	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	500 000	0	500 000
Total	**4 991 000**	**8 139 392**	**11 519 298**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
731 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE			
1.046 Administration Générale		**283 449**	
Personnel		78 274	
66 Charges de personnel		78 274	
Biens et services		172 761	
60 Achats de biens		130 248	
61 Acquisitions de services		42 513	
Investissement		32 414	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		32 414	
2.077 Poste et Nouvelles Technologies		**2 305 284**	
Personnel		34 000	
66 Charges de personnel		34 000	
Biens et services		75 127	
60 Achats de biens		58 121	
61 Acquisitions de services		17 006	
Transferts et subventions		1 981 846	
64 Transferts		1 981 846	
Investissement		214 311	
21 Immobilisations incorporelles		24 311	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		190 000	
Total		**2 588 733**	
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
2.096 Régulation de la Communication	**250 000**	**1 447 551**	**1 588 771**
Personnel	0	694 710	694 710
66 Charges de personnel	0	694 710	694 710
Biens et services	0	20 976	28 320
61 Acquisitions de services	0	20 976	28 320
Transferts et subventions	0	529 277	615 741
64 Transferts	0	529 277	615 741
Investissement	250 000	202 588	250 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	250 000	202 588	250 000
Total	**250 000**	**1 447 551**	**1 588 771**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
740 MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT			
1.029 Administration Générale	**4 627 300**	**4 339 799**	**5 368 880**
Personnel	0	773 254	855 307
66 Charges de personnel	0	773 254	855 307
Biens et services	0	946 985	1 221 074
60 Achats de biens	0	376 038	492 824
61 Acquisitions de services	0	447 371	566 841
62 Autres services	0	123 576	161 409
Transferts et subventions	0	53 260	165 199
64 Transferts	0	53 260	165 199
Investissement	4 627 300	2 566 300	3 127 300
21 Immobilisations incorporelles	457 000	434 150	457 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 170 300	2 132 150	2 670 300
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	**4 450 000**	**0**	**4 903 943**
Personnel	0	0	226 360
66 Charges de personnel	0	0	226 360
Biens et services	0	0	110 083
60 Achats de biens	0	0	59 392
61 Acquisitions de services	0	0	40 138
62 Autres services	0	0	10 553
Transferts et subventions	0	0	117 500
64 Transferts	0	0	117 500
Investissement	4 450 000	0	4 450 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 600 000	0	1 600 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	2 850 000	0	2 850 000
2.078 Gestion Cadastrale et Foncière	**1 426 000**	**3 775 388**	**4 581 284**
Personnel	0	1 252 021	1 494 738
66 Charges de personnel	0	1 252 021	1 494 738
Biens et services	0	408 867	622 046
60 Achats de biens	0	262 729	373 534
61 Acquisitions de services	0	77 026	122 072
62 Autres services	0	69 112	126 440
Transferts et subventions	0	378 500	338 500
64 Transferts	0	378 500	338 500
Investissement	1 426 000	1 736 000	2 126 000
21 Immobilisations incorporelles	76 000	26 000	76 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 350 000	1 710 000	2 050 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
740 MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT			
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	**5 301 900**	**0**	**7 096 542**
Personnel	0	0	1 284 791
66 Charges de personnel	0	0	1 284 791
Biens et services	0	0	395 101
60 Achats de biens	0	0	258 238
61 Acquisitions de services	0	0	84 295
62 Autres services	0	0	52 568
Transferts et subventions	0	0	114 750
64 Transferts	0	0	114 750
Investissement	5 301 900	0	5 301 900
21 Immobilisations incorporelles	300 000	0	300 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 001 900	0	5 001 900
Total	**15 805 200**	**8 115 187**	**21 950 649**
745 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL			
1.030 Administration Générale		**433 904**	
Personnel		30 000	
66 Charges de personnel		30 000	
Biens et services		199 474	
60 Achats de biens		145 551	
61 Acquisitions de services		53 923	
Transferts et subventions		172 016	
64 Transferts		172 016	
Investissement		32 414	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		32 414	
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires		**7 710 538**	
Personnel		1 044 227	
66 Charges de personnel		1 044 227	
Biens et services		294 251	
60 Achats de biens		209 846	
61 Acquisitions de services		61 478	
62 Autres services		22 927	
Investissement		6 372 060	
21 Immobilisations incorporelles		605 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		5 767 060	
Total		**8 144 442**	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
1.031 Administration Générale et Contrôle		**3 683 016**	
Personnel		108 748	
66 Charges de personnel		108 748	
Biens et services		508 365	
60 Achats de biens		143 933	
61 Acquisitions de services		247 932	
62 Autres services		116 500	
Transferts et subventions		2 989 903	
64 Transferts		2 989 903	
Investissement		76 000	
21 Immobilisations incorporelles		19 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		57 000	
2.080 Population		**1 602 926**	
Personnel		111 945	
66 Charges de personnel		111 945	
Biens et services		50 718	
60 Achats de biens		12 621	
61 Acquisitions de services		18 097	
62 Autres services		20 000	
Transferts et subventions		92 513	
64 Transferts		92 513	
Investissement		1 347 750	
21 Immobilisations incorporelles		83 125	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 264 625	
2.081 Aménagement du Territoire		**529 283**	
Personnel		91 921	
66 Charges de personnel		91 921	
Biens et services		38 362	
60 Achats de biens		12 455	
61 Acquisitions de services		16 907	
62 Autres services		9 000	
Investissement		399 000	
21 Immobilisations incorporelles		308 750	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		90 250	
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National		**3 553 140**	
Transferts et subventions		631 647	
64 Transferts		631 647	
Investissement		2 921 493	
21 Immobilisations incorporelles		1 058 993	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 862 500	
Total		**9 368 365**	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE			
1.042 Administration Générale		**494 942**	
Personnel		82 500	
66 Charges de personnel		82 500	
Biens et services		388 277	
60 Achats de biens		302 061	
61 Acquisitions de services		86 216	
Transferts et subventions		24 165	
64 Transferts		24 165	
2.066 Développement et sécurisation des transports		**4 425 936**	
Personnel		840 395	
66 Charges de personnel		840 395	
Biens et services		217 808	
60 Achats de biens		165 121	
61 Acquisitions de services		43 602	
62 Autres services		9 085	
Transferts et subventions		1 191 103	
64 Transferts		1 191 103	
Investissement		2 176 630	
21 Immobilisations incorporelles		427 500	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 726 143	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		18 466	
26 Prises de participations et cautionnements		4 521	
Total		**4 920 878**	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL			
1.033 Administration Générale		**860 955**	
Personnel		209 971	
66 Charges de personnel		209 971	
Biens et services		650 984	
60 Achats de biens		196 047	
61 Acquisitions de services		280 314	
62 Autres services		174 623	
2.085 Appui au développement du secteur privé		**874 261**	
Personnel		30 000	
66 Charges de personnel		30 000	
Biens et services		249 669	
60 Achats de biens		183 392	
61 Acquisitions de services		21 152	
62 Autres services		45 125	
Transferts et subventions		167 092	
64 Transferts		167 092	
Investissement		427 500	
21 Immobilisations incorporelles		380 000	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		47 500	
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance		**158 738**	
Personnel		38 406	
66 Charges de personnel		38 406	
Biens et services		77 788	
60 Achats de biens		13 110	
61 Acquisitions de services		6 744	
62 Autres services		57 934	
Investissement		42 544	
21 Immobilisations incorporelles		42 544	
Total		**1 893 954**	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
1.034 Administration Générale	**11 782 145**	**48 227 447**	**46 692 881**
Personnel	0	1 491 326	2 721 755
66 Charges de personnel	0	1 491 326	2 721 755
Biens et services	0	2 347 809	3 239 377
60 Achats de biens	0	1 222 699	1 645 855
61 Acquisitions de services	0	681 106	907 079
62 Autres services	0	444 004	686 443
Transferts et subventions	0	30 875 849	420 258
64 Transferts	0	30 875 849	420 258
Investissement	11 782 145	13 512 463	40 311 491
21 Immobilisations incorporelles	975 000	522 500	975 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	10 332 145	12 588 839	38 861 491
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	475 000	401 124	475 000
2.087 Appui au Monde Rural	**3 543 900**	**32 627 707**	**44 280 273**
Personnel	0	3 624 457	3 895 106
66 Charges de personnel	0	3 624 457	3 895 106
Biens et services	0	368 361	463 274
60 Achats de biens	0	292 383	352 275
61 Acquisitions de services	0	70 630	85 651
62 Autres services	0	5 348	25 348
Transferts et subventions	0	1 324 749	22 085 441
64 Transferts	0	1 324 749	22 085 441
Investissement	3 543 900	27 310 140	17 836 452
21 Immobilisations incorporelles	1 069 500	492 199	1 069 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 474 400	25 982 941	16 766 952
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		835 000	
2.088 Aménagement et Equipement Rural	**19 443 400**	**53 087 197**	**63 753 012**
Personnel	0	622 245	678 093
66 Charges de personnel	0	622 245	678 093
Biens et services	0	170 065	228 052
60 Achats de biens	0	114 987	137 802
61 Acquisitions de services	0	48 851	61 227
62 Autres services	0	6 227	29 023
Transferts et subventions	0	2 709 076	2 955 305
64 Transferts	0	2 709 076	2 955 305
Investissement	19 443 400	49 585 811	59 891 562
21 Immobilisations incorporelles	4 246 750	4 652 590	5 137 750
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	475 000	384 917	475 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	14 721 650	44 548 304	54 278 812

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
2.089 Recherche et Formation	**593 500**	**11 524 954**	**9 985 816**
Personnel	0	8 113	8 174
66 Charges de personnel	0	8 113	8 174
Biens et services	0	26 026	39 974
60 Achats de biens	0	21 421	32 860
61 Acquisitions de services	0	4 605	7 114
Transferts et subventions	0	3 881 881	3 943 697
64 Transferts	0	3 881 881	3 943 697
Investissement	593 500	7 608 934	5 993 971
21 Immobilisations incorporelles	215 000	5 182 750	3 758 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	378 500	2 426 184	2 235 971
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	**2 151 900**	**0**	**9 258 310**
Personnel	0	0	1 229 487
66 Charges de personnel	0	0	1 229 487
Biens et services	0	0	329 918
60 Achats de biens	0	0	187 071
61 Acquisitions de services	0	0	82 057
62 Autres services	0	0	60 790
Transferts et subventions	0	0	3 257 005
64 Transferts	0	0	3 257 005
Investissement	2 151 900	0	4 441 900
21 Immobilisations incorporelles	235 000	0	235 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	500 000	0	500 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	616 900	0	2 906 900
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	800 000	0	800 000
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	**801 900**	**0**	**3 129 233**
Personnel	0	0	791 506
66 Charges de personnel	0	0	791 506
Biens et services	0	0	255 455
60 Achats de biens	0	0	138 894
61 Acquisitions de services	0	0	73 354
62 Autres services	0	0	43 207
Transferts et subventions	0	0	307 372
64 Transferts	0	0	307 372
Investissement	801 900	0	1 774 900
21 Immobilisations incorporelles	180 000	0	180 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	300 000	0	300 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	321 900	0	1 294 900

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	**826 900**	**0**	**3 227 081**
Personnel	0	0	1 311 202
66 Charges de personnel	0	0	1 311 202
Biens et services	0	0	329 986
60 Achats de biens	0	0	209 729
61 Acquisitions de services	0	0	87 713
62 Autres services	0	0	32 544
Transferts et subventions	0	0	758 993
64 Transferts	0	0	758 993
Investissement	826 900	0	826 900
21 Immobilisations incorporelles	150 000	0	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	201 900	0	201 900
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	475 000	0	475 000
Total	**39 143 645**	**145 467 305**	**180 326 606**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
1.037 Administration Générale		**26 608 098**	
Personnel		152 048	
66 Charges de personnel		152 048	
Biens et services		785 705	
60 Achats de biens		372 691	
61 Acquisitions de services		228 377	
62 Autres services		184 637	
Transferts et subventions		3 240 245	
64 Transferts		3 240 245	
Investissement		22 430 100	
21 Immobilisations incorporelles		316 250	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		22 113 850	
2.090 Développement des Productions et Industries Animales		**6 357 416**	
Personnel		1 067 709	
66 Charges de personnel		1 067 709	
Biens et services		228 932	
60 Achats de biens		132 296	
61 Acquisitions de services		63 563	
62 Autres services		33 073	
Transferts et subventions		106 517	
64 Transferts		106 517	
Investissement		4 954 258	
21 Immobilisations incorporelles		261 250	
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols		750 500	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		3 220 151	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		722 357	
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles		**3 339 010**	
Personnel		738 682	
66 Charges de personnel		738 682	
Biens et services		188 308	
60 Achats de biens		106 170	
61 Acquisitions de services		60 675	
62 Autres services		21 463	
Transferts et subventions		205 780	
64 Transferts		205 780	
Investissement		2 206 240	
21 Immobilisations incorporelles		104 500	
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols		499 083	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 602 657	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire		**3 070 314**	
Personnel		1 377 600	
66 Charges de personnel		1 377 600	
Biens et services		290 941	
60 Achats de biens		194 973	
61 Acquisitions de services		77 721	
62 Autres services		18 247	
Transferts et subventions		743 225	
64 Transferts		743 225	
Investissement		658 548	
21 Immobilisations incorporelles		95 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		207 060	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		356 488	
Total		**39 374 838**	
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
2.093 Sécurité Alimentaire	**1 900 000**	**10 385 003**	**15 292 783**
Personnel	0	221 798	221 798
66 Charges de personnel	0	221 798	221 798
Biens et services	0	6 170 200	6 362 737
60 Achats de biens	0	5 158 936	5 075 389
61 Acquisitions de services	0	492 924	673 847
62 Autres services	0	518 340	613 501
Transferts et subventions	0	630 503	841 601
64 Transferts	0	630 503	841 601
Investissement	1 900 000	3 362 502	7 866 647
21 Immobilisations incorporelles	500 000	145 863	500 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	2 022 439	5 966 647
26 Prises de participations et cautionnements	1 400 000	1 194 200	1 400 000
Total	**1 900 000**	**10 385 003**	**15 292 783**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME			
1.040 Administration Générale		**694 347**	
Personnel		153 849	
66 Charges de personnel		153 849	
Biens et services		470 270	
60 Achats de biens		263 020	
61 Acquisitions de services		189 362	
62 Autres services		17 888	
Transferts et subventions		28 314	
64 Transferts		28 314	
Investissement		41 914	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		41 914	
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat		**2 254 389**	
Personnel		288 626	
66 Charges de personnel		288 626	
Biens et services		109 330	
60 Achats de biens		55 180	
61 Acquisitions de services		45 897	
62 Autres services		8 253	
Transferts et subventions		321 137	
63 Subventions		49 186	
64 Transferts		271 951	
Investissement		1 535 296	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 535 296	
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme		**413 351**	
Personnel		18 488	
66 Charges de personnel		18 488	
Biens et services		214 578	
60 Achats de biens		136 468	
61 Acquisitions de services		73 115	
62 Autres services		4 995	
Transferts et subventions		168 040	
64 Transferts		168 040	
Investissement		12 245	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		12 245	
Total		**3 362 087**	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
990 CHARGES COMMUNES			
0.003 Provisions pour imprévus	**247 068 133**	**567 714 182**	**447 213 187**
Personnel	0	114 770 591	127 044 330
66 Charges de personnel	0	114 770 591	127 044 330
Biens et services	0	141 686 579	116 498 470
60 Achats de biens	0	79 281 184	69 771 122
61 Acquisitions de services	0	11 936 335	13 868 412
62 Autres services	0	177 657	312 988
65 Charges exceptionnelles	0	49 055 455	31 310 000
67 Intérêts et frais financiers	0	1 235 948	1 235 948
Transferts et subventions	0	201 303 969	105 020 052
63 Subventions	0	0	40 000 000
64 Transferts	0	201 303 969	65 020 052
Investissement	247 068 133	109 953 043	98 650 335
21 Immobilisations incorporelles	7 000 000	6 500 250	7 000 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	4 500 000	4 500 000	4 500 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	204 158 825	56 034 525	55 741 027
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	11 409 308	20 409 308	11 409 308
26 Prises de participations et cautionnements	20 000 000	22 508 960	20 000 000
0.004 Dette	**0**	**120 423 000**	**141 200 000**
Biens et services	0	120 423 000	141 200 000
67 Intérêts et frais financiers	0	120 423 000	141 200 000
Total	**247 068 133**	**688 137 182**	**588 413 187**
Total BUDGET GENERAL	**943 559 893**	**2 653 484 849**	**2 628 518 274**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
2 BUDGETS ANNEXES			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports	**2 150 691**	**0**	**8 113 164**
Personnel	0	0	2 477 000
66 Charges de personnel	0	0	2 477 000
Biens et services	0	0	2 875 473
60 Achats de biens	0	0	1 190 450
61 Acquisitions de services	0	0	1 209 100
62 Autres services	0	0	443 000
67 Intérêts et frais financiers	0	0	32 923
Transferts et subventions	0	0	610 000
64 Transferts	0	0	610 000
Investissement	2 150 691	0	2 150 691
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 229 191	0	1 229 191
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	411 500	0	411 500
26 Prises de participations et cautionnements	510 000	0	510 000
Total	**2 150 691**	**0**	**8 113 164**
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE			
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports		**9 104 950**	
Personnel		2 214 500	
66 Charges de personnel		2 214 500	
Biens et services		3 582 561	
60 Achats de biens		1 923 538	
61 Acquisitions de services		1 167 100	
62 Autres services		468 000	
67 Intérêts et frais financiers		23 923	
Transferts et subventions		660 000	
64 Transferts		660 000	
Investissement		2 647 889	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 840 051	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		297 838	
26 Prises de participations et cautionnements		510 000	
Total		**9 104 950**	
Total BUDGETS ANNEXES	**2 150 691**	**9 104 950**	**8 113 164**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

17/12/2020 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
3.001 Remboursement des Crédits TVA	**0**	**125 900 000**	**95 300 000**
Biens et services	0	125 900 000	95 300 000
65 Charges exceptionnelles	0	125 900 000	95 300 000
3.008 Appui au développement de la statistique	**3 000 000**	**0**	**3 000 000**
Investissement	3 000 000	0	3 000 000
21 Immobilisations incorporelles	3 000 000	0	3 000 000
3.009 Fonds pour le Développement Durable	**61 626 713**	**61 976 517**	**61 626 713**
Investissement	61 626 713	61 976 517	61 626 713
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	61 626 713	61 976 517	61 626 713
Total	**64 626 713**	**187 876 517**	**159 926 713**
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	**2 500 000**	**2 363 200**	**2 500 000**
Investissement	2 500 000	2 363 200	2 500 000
21 Immobilisations incorporelles	2 500 000	2 363 200	2 500 000
Total	**2 500 000**	**2 363 200**	**2 500 000**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	**0**	**600 000**	**650 000**
Transferts et subventions	0	600 000	650 000
64 Transferts	0	600 000	650 000
Total	**0**	**600 000**	**650 000**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

17/12/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	**475 000**	**500 000**	**500 000**
Biens et services	0	25 000	25 000
60 Achats de biens	0	25 000	25 000
Investissement	475 000	475 000	475 000
21 Immobilisations incorporelles	50 000	50 000	50 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	425 000	425 000	425 000
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	**1 260 000**	**1 800 000**	**1 800 000**
Biens et services	0	450 000	450 000
60 Achats de biens	0	450 000	450 000
Transferts et subventions	0	90 000	90 000
64 Transferts	0	90 000	90 000
Investissement	1 260 000	1 260 000	1 260 000
21 Immobilisations incorporelles	90 000	90 000	90 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	720 000	720 000	720 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	450 000	450 000	450 000
3.013 Fonds d'étude d'impact environnemental et social	**60 000**	**0**	**500 080**
Biens et services	0	0	440 080
60 Achats de biens	0	0	293 900
61 Acquisitions de services	0	0	30 000
62 Autres services	0	0	116 180
Investissement	60 000	0	60 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	60 000	0	60 000
Total	**1 795 000**	**2 300 000**	**2 800 080**
720 MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	**0**	**0**	**350 000**
Biens et services	0	0	350 000
60 Achats de biens	0	0	350 000
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	**5 000**	**0**	**230 000**
Personnel	0	0	170 000
66 Charges de personnel	0	0	170 000
Biens et services	0	0	55 000
60 Achats de biens	0	0	20 000
61 Acquisitions de services	0	0	35 000
Investissement	5 000	0	5 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	5 000	0	5 000
Total	**5 000**	**0**	**580 000**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

17/12/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE			
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières		**350 000**	
Biens et services		350 000	
60 Achats de biens		350 000	
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)		**230 000**	
Personnel		170 000	
66 Charges de personnel		170 000	
Biens et services		55 000	
60 Achats de biens		20 000	
61 Acquisitions de services		35 000	
Investissement		5 000	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		5 000	
3.011 Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)		**685 000**	
Personnel		120 000	
66 Charges de personnel		120 000	
Biens et services		432 000	
60 Achats de biens		184 500	
61 Acquisitions de services		172 500	
62 Autres services		75 000	
Investissement		133 000	
21 Immobilisations incorporelles		90 000	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		43 000	
Total		**1 265 000**	
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
3.008 Appui au développement de la statistique		**2 981 400**	
Investissement		2 981 400	
21 Immobilisations incorporelles		2 981 400	
Total		**2 981 400**	
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
Investissement	5 000 000	5 000 000	5 000 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
Total COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**73 926 713**	**202 386 117**	**171 456 793**
TOTAL GENERAL	**1 019 637 297**	**2 864 975 916**	**2 808 088 231**

Article 23 : Pour 2021, la répartition du plafond des autorisations d'emploi de l'Etat, exprimé en effectif et en montant, figure à **l'état B,** annexé à la présente ordonnance.

Article 24 : Pour 2021, la répartition des crédits du budget général par dotation et par programme figure à **l'état C,** annexé à la présente ordonnance.

Article 25 : Pour 2021, la répartition des crédits des budgets annexes par programme figure à **l'état D,** annexé à la présente ordonnance.

Article 26 : Pour 2021, la répartition des crédits des comptes spéciaux du trésor par programme figure à **l'état E,** annexé à la présente ordonnance.

Article 27 : Pour 2021, la répartition des concours financiers de l'Etat aux autres administrations publiques, à savoir les établissements publics et les collectivités territoriales, figure à **l'état F,** annexé à la présente ordonnance.

TITRE II :DISPOSITIONS SPECIALES

Article 28 : Sous réserve des présentes, les dispositions relatives aux charges de l'Etat continuent d'être exécutées conformément aux textes en vigueur.

Les ordonnateurs peuvent déléguer tout ou partie de leur pouvoir à des agents publics, conformément aux dispositions de l'article 64 de la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Article 29 : Le ministre chargé des Finances est responsable de l'exécution de la présente ordonnance et du respect des équilibres budgétaire et financier définis par celle-ci. A ce titre, il dispose d'un pouvoir de régulation budgétaire qui lui permet, au cours de l'exécution du budget 2021 :

- d'annuler un crédit devenu sans objet;
- d'annuler un crédit pour prévenir une détérioration des équilibres budgétaire et financier.

En outre, le ministre chargé des Finances peut geler ou mettre en réserve les crédits pour subordonner leur utilisation par les ordonnateurs aux disponibilités de trésorerie de l'Etat.

Article 30 : En cours d'exécution de la présente ordonnance, le ministre chargé des Finances peut procéder à des reports des crédits sur le budget d'Etat 2021, conformément aux dispositions de l'article 23 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Article 31 : Toute personne appartenant au Cabinet d'un membre du Gouvernement ou tout fonctionnaire ou agent d'un organisme public, qui engage les dépenses en dépassement des crédits ouverts, qui exécute une dépense sans engagement préalable visé par le Contrôleur financier, ou qui est auteur des fautes de gestion définies à l'article 79 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances, est personnellement et pécuniairement responsable de son acte sans préjudice des sanctions administratives et judiciaires, conformément aux dispositions des articles 80, 81, 82 et 83 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Article 32 : L'Etat n'est pas redevable du paiement des dépenses exécutées avant engagement préalable, visé par le Contrôleur financier ou l'ordonnateur des dépenses dans le cadre du contrôle sélectif des dépenses.

Les dépenses exclues par le contrôle sélectif sont déterminées par un arrêté du ministre chargé des Finances.

TITRE III :AUTRES DISPOSITIONS

Article 33 : Pour 2021, le tableau de classifications fonctionnelle et économique des dépenses figure à **l'état G,** annexé à la présente ordonnance.

Article 34 : Pour 2021, le tableau de classifications administrative et fonctionnelle des dépenses figure à **l'état H,** annexé à la présente ordonnance.

Article 35: Pour 2021, le tableau de classifications administrative et économique des dépenses figure à **l'état I,** annexé à la présente ordonnance.

Article 36 : Pour 2021, le tableau récapitulatif des programmes par ministère et institution figure à **l'état J,** annexé à la présente ordonnance.

Article 37 : Pour 2021, le détail du Programme triennal d'Investissement 2021-2023 figure à **l'état K,** annexé à la présente ordonnance.

Article 38 : Un état développé, **état L,** des restes à payer de l'Etat est joint à la présente ordonnance.

Article 39 : Pour 2021, le Plan de Trésorerie prévisionnel mensualisé est établi conformément à **l'état M,** annexé à la présente ordonnance.

Article 40 : Pour 2021, le tableau retraçant les échéances courantes de la dette du Mali est joint en annexe, à **l'état N.**

Article 41: Pour 2021, l'estimation des subventions à la consommation sur les Produits pétroliers figure à **l'état O,** annexé à la présente ordonnance.

Article 42 : Pour 2021, les statistiques sur les emplois créés figurent à **l'état P,** annexé à la présente ordonnance.

Article 43 : Pour 2021, la situation des subventions à l'Energie du Mali figure à **l'état Q,** annexé à la présente ordonnance.

Article 44 : Pour 2021, la liste des Taxes parafiscales et leur évaluation figure à **l'état R,** annexé à la présente ordonnance.

Article 45 : Pour 2021, l'annexe relative aux Dépenses fiscales figure à **l'état S,** annexé à la présente ordonnance.

Article 46 : Un état des restes à recouvrer des recettes budgétaires figure à **l'état T,** annexé à la présente ordonnance.

Article 46 : Un état des restes à recouvrer des recettes budgétaires figure à **l'état T,** annexé à la présente ordonnance.

Article 47 : Pour 2021, l'annexe relative au genre figure à **l'état V,** annexé à la présente ordonnance.

Article 48 : Pour 2021, l'annexe relative aux risques budgétaires figure à **l'état W,** annexé à la présente ordonnance.

Article 49 : Pour 2021, l'annexe relative au plan de mesure d'urgence budgétaire figure à **l'état X,** annexé à la présente ordonnance.

Article 50 : Les états financiers des organismes de gestion de sécurité sociale figure à **l'état Y,** annexé à la présente ordonnance.

Article 51 : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

Bamako, le 21 DEC. 2020

Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,

Bah N'DAW

Le Premier ministre,

Moctar OUANE

Le ministre l'Economie
et des Finances,

Alousséni SANOU

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT (BSI) 2021



Novembre 2020

INTRODUCTION

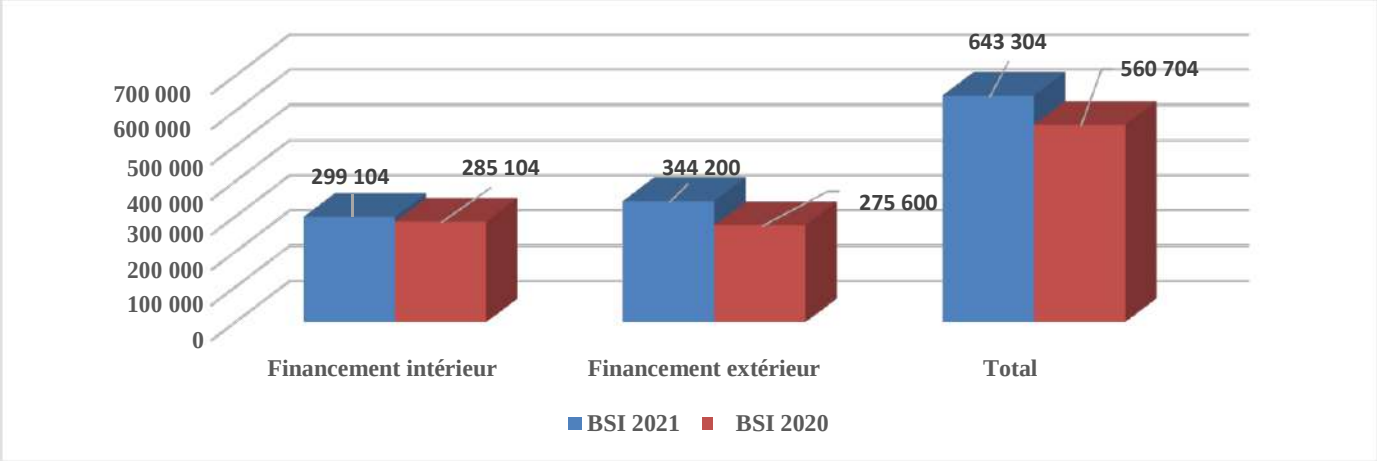
Le Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2021 constitue la première tranche annuelle du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2021-2023 et observe par conséquent les mêmes procédures d'élaboration que celui-ci. Il regroupe tous les projets en exécution en 2020 et se poursuivant en 2021 ainsi que les nouveaux projets devant démarrer au cours de l'année 2021.

I. PRESENTATION GENERALE

1. Evolution du BSI 2021 par rapport au BSI 2020

Le BSI 2021 qui s'équilibre en ressources et en emplois à la somme de **643,304 milliards** de FCFA contre **560,704 milliards** de FCFA rectifié en 2020, connait une augmentation de **82,600 milliards** de FCFA correspondant ainsi à **14,73%.** Il finance la mise en œuvre de 422 projets/programmes.

Graphique 1 : Evolution du BSI de 2020 à 2021 (en millions de FCFA)



Le graphique montre que le financement extérieur du BSI 2021 a enregistré une hausse de **68,600 milliards** de FCFA par rapport au BSI 2020 de même que les ressources intérieures qui ont enregistré une augmentation de **14 milliards** de FCFA.

2. Ventilation du BSI 2021 par source et nature de financement (voir détails en Annexes 2 et 3)

La ventilation du BSI 2021 se présente comme suit :

Tableau 1 : Ventilation du BSI 2021 par source et nature de financement (millions de FCFA)

Sources de Financement	Montant (Millions FCFA)	% Source	% Total
Financement Intérieur (F.I.)	**299 104**	**100**	
- Budget de l'Etat dont:	299 104	100	
- Equipement- Investissement:	299 104	100	**46,49**
- Autofinancement	0	0	
- Divers Autres	0	0	
Financement Extérieur (F.E.)	**344 200**	**100**	
- Subventions	155 600	45,21	**53,51**
- Prêts	188 600	54,79	
TOTAL GENERAL (FI+FE)	**643 304**	**100**	**100**

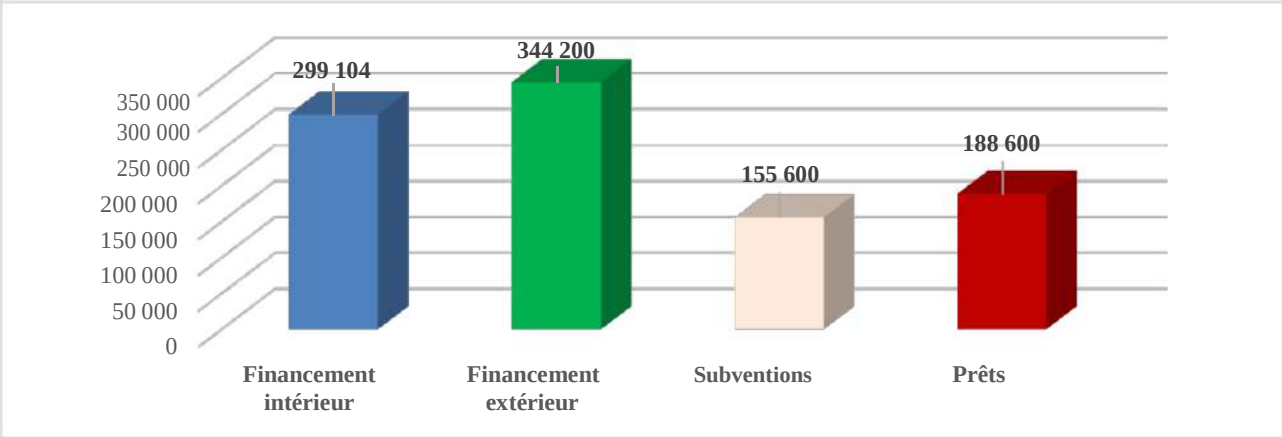
Source : DNPD/ données SIGIP

Les ressources financières prévues pour couvrir les dépenses du BSI 2021, soit **643,304 milliards** de FCFA, proviennent respectivement de l'Intérieur pour **299,104 milliards** de FCFA (**46,49%)** et de l'Extérieur pour **344,200 milliards** de FCFA (**53,51%).**

Le financement intérieur est entièrement assuré par le Budget National. Quant au financement extérieur, il se décompose en **Prêts** pour un montant de **188,600 milliards** de FCFA, soit **54,79%** et en **Subventions** pour un montant de **155,600 milliards** de FCFA**,** soit **45,21%.**

Le graphique 2 ci-dessous montre que la part des prêts dominent légèrement celle des subventions dans le financement extérieur.

Graphique 2 : Ventilation du BSI 2021 par nature de financement (en millions de FCFA)



II. PRESENTATION SECTORIELLE

1. Ventilation du BSI 2021 (voir détails à l'Annexe 5)

1.1.Ventilation par secteurs de planification

L'enveloppe du BSI 2021 est répartie entre les différents secteurs comme suit :

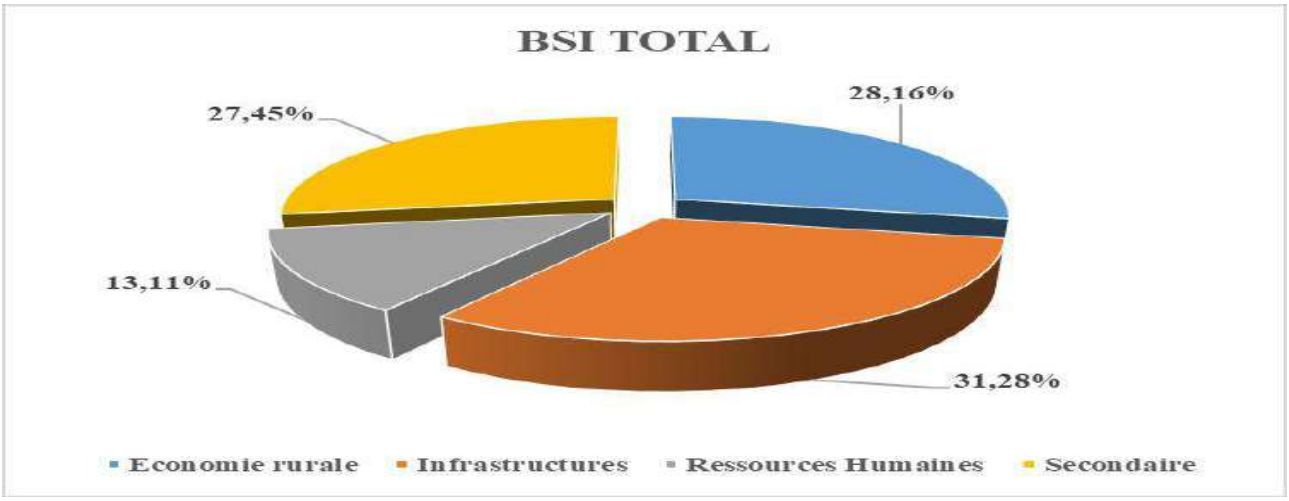
Tableau 2 : Ventilation du BSI par secteur (million de FCFA)

SECTEURS	NBRE DE PROJETS	FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR	TOTAL	EN %
Economie rurale	88	62 695	118 441	181 136	**28,16**
Secondaire	54	28 384	148 175	176 559	**27,45**
Infrastructures	147	145 930	55 313	201 243	**31,28**
Ressources Humaines	133	62 095	22 271	84 366	**13,11**
TOTAUX	**422**	**299 104**	**344 200**	**643 304**	**100,00**

Source : DNPD/ données SIGIP

Le BSI 2021 est composé par les secteurs **Infrastructures (31,28%)** et **Economie rurale (28,16%)** contre respectivement **34,43%** et **31,95%** en 2020**.** Ensuite viennent les secteurs **Secondaire** avec **27,45%** contre **20,36%** en 2020 et **Ressources humaines** avec **13,11%** contre **13,26%** contre en 2020.

Graphique 3 : Répartition du BSI 2021 par secteurs de planification



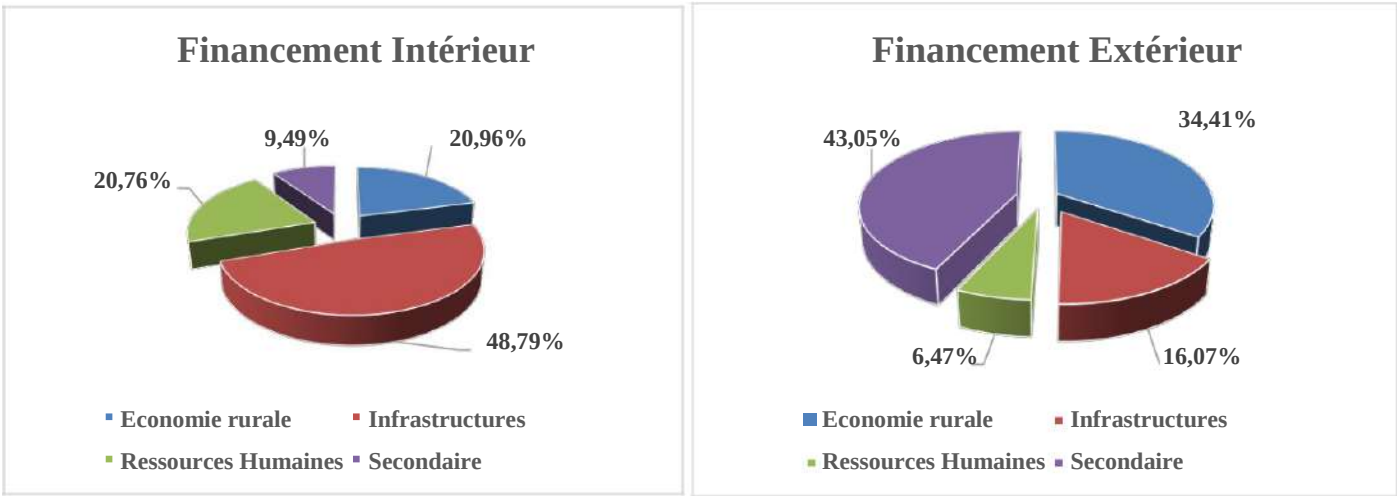
1.2. Ventilation par sources et natures de financement

Par rapport au financement extérieur, les secteurs **Secondaire** (**43,05%**) et **Economie Rurale** (**34,41%**) viennent en priorité en 2021 contre respectivement **31,19%** et **35,47%** en 2020. Ils sont suivis respectivement des secteurs **Infrastructures** avec **16,07%** contre **20,91**% en 2020 et **Ressources humaines** avec **6,47%** contre **13,26%** en 2020.

Le financement extérieur est composé par les Prêts, soit 54,79% contre 45,21% pour les Subventions. Les Prêts sont composés par le secteur **Economie rurale** avec **39,96%** contre **39,25%** pour le secteur **Secondaire** et **19,75%** pour celui des **Infrastructures.** Quant aux Subventions, elles sont composées par le secteur **Secondaire** avec **47,66%**. Il est suivi respectivement des secteurs **Economie Rurale** (**27,68%**) et **Ressources Humaines** (**13,05%**).

Concernant le financement intérieur, la priorité est accordée au secteur **Infrastructures** avec **48,79%.** Il est suivi respectivement des secteurs **Economie rurale** avec **20,96 % ; Ressources humaines** (**20,76%)** et **Secondaire 9,49%.**

Graphique 4 : Répartition des financements intérieur et extérieur par secteur de planification



1.3. Ventilation par sous-secteurs de planification (voir détails à l'Annexe 2)

1.3.1. Secteur et sous-secteurs Economie Rurale

Dans la répartition sectorielle du BSI 2021, l**e Secteur Economie rurale** occupe la deuxième place avec un financement de **181,136 milliards** de FCFA dont **62,695 milliards** de FCFA au titre du financement intérieur, soit **34,61%**. La part du financement extérieur représente **65,39%** du financement total du secteur et est

largement composée des Prêts, soit **63,63%** contre **36,37%** pour les subventions (Cf. Tableau 3). Le financement du secteur concerne la mise en œuvre de 88 projets/programmes.

Le sous-secteur **Agriculture** avec **75,95%** du secteur regroupe d'importants projets dans le domaine des aménagements hydro agricoles avec un financement intérieur considérable de l'ordre de **56,539 milliards** de FCFA, soit **90,18%**. La part des ressources extérieures dans le financement du sous-secteur est également considérable avec **81,034 milliards** de FCFA, soit **68,42%**.

Le financement du secteur permet la mise en œuvre :

- des contrats plans Etat-Offices de développement rural (Office du Niger (ON), Office Riz Mopti (ORM), Office de Développement Rural de Sélingué (ODRS), Office du Périmètre Irrigué de Baguinéda (OPIB), Office Riz Ségou (ORS), Office du Moyen Bani (OMB), le Projet d'Appui au Développement du Périmètre (PAD) de Baguinéda ;
- des projets et programmes de développement rural (le Projet de Développement Rural Intégré du District de Kita et de ses environs, phase 2 (PDRIK II), le Projet d'Amélioration de la Productivité agricole des petits Exploitants pour l'Afrique subsaharienne (SAPEP), le Projet d'Appui Régional à I 'Initiative pour l'Irrigation au Sahel pour le Mali (PARIIS), l'Irrigation de Proximité dans le Delta Intérieur/IPRODI, IPRO dans les zones de Ménaka et Gao, le Projet d'Appui à la Compétitivité Agro-industrielle au Mali (PACAM), le Projet de Développement de l'Agriculture dans les zones Arides du Mali (PDAZAM) ; des Projets d'Irrigation (IPRO-IRRIGAR III Composantes Sikasso et Koulikoro), le Projet d'Appui Initiative Irrigation Sahel Mali (PAIS-Mali) et le projet d'Appui à la Transformation Agro-Ecologique en zone cotonnière du Mali (AgrEco) ;
- du Projet de Financement Inclusif des Filières Agricoles (INCLUSIF), le projet de développement des filières horticoles, le Projet N'Debougou (Phase IV), le Projet d'Appui au Développement de l'Office du Niger (PADON) Phase II, le Projet d'extension des aménagements de la plaine de San ouest de 510 ha/Développement rural et Sécurité alimentaire (MLI 021), le Projet de Développement Intégré et de Résilience climatique dans les Plaines du delta 2 (PDIR-PD2), le Projet de Productivité de l'Eau à l'Office du Niger (PRODEAU), les Travaux d'aménagement de 250 ha de la plaine de Togobéré et les Programmes de Développement Durable (Région de Kidal et de Gao) ;
- des programmes d'infrastructures économiques dans le District de Bamako et dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti.

Le sous-secteur **Elevage** occupe la seconde place avec **18,69%** du secteur. Il est largement composé par les ressources extérieures, **soit 90,65%** du financement total du sous-secteur contre **9,35%** pour les ressources intérieures.

Les principaux Projets/Programmes portent, entre autres, sur :

- le Développement Intégré des Ressources Animales et Aquacoles au Mali (PDIRAAM), l'Appui au Développement de l'Elevage au Mali (PADEL-M), au Pastoralisme au Sahel (PRAPS-Mali) et le Développement Durable des Exploitations Pastorales au Sahel Mali (PDDEPS - Mali);
- l'appui au Centre National d'Insémination Artificielle et Appui au Renforcement de l'Elevage et de l'économie Pastorale dans la région de Koulikoro (AREPK).

Quant au sous-secteur **Forêts** avec **4,55%** du secteur, il permettra la mise en œuvre des actions de gestion des ressources naturelles à travers les Projets/Programmes (parc de Tienfala, le Programme de Développement Durable dans le Delta Intérieur du Niger/PDD -DIN II, le Programme de Gestion et de Décentralisation des Forêts (GEDEFOR 3)/Promotion des chaines de valeurs agricoles) ; de changements climatiques, des travaux d'aménagement, de conservation des massifs parcs nationaux (Projet de renforcement de la résilience climatique au Mali (Hydromet) ainsi qu'à la reconstitution des écosystèmes forestiers et les Projets de gestion des risques climatiques et d'inondation en vue de préserver des vies et des biens (PGRCI), de gestion communautaire ressources naturelles restauration écosystème aire répartition éléphants et l'Alliance Globale pour le Changement Climatique (AGCC).

Enfin, le sous-secteur **Pêche** avec **0,81%** du secteur se caractérise par la mise en œuvre du Projet d'Appui au Développement de la filière Halieutique (PAfHA), du Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacole (PQAA), de l'appui à l'Agence de Gestion du Marché Central à Poissons de Bamako et le projet d'appui à

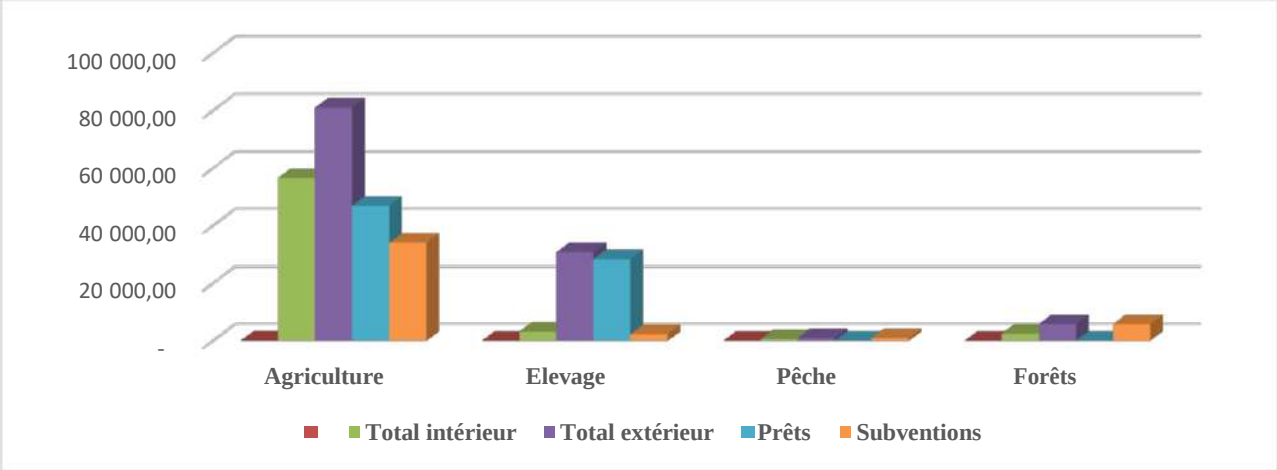
l'Office de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture dans le Delta Intérieur Niger (ODPADIN).

Tableau 3 : Financement par sous-secteur du Secteur Economie Rurale (millions de FCFA)

SOUS-SECTEUR	FINANCEMENT		FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Agriculture	137 573	75,95	56 539	81 034	46 965	34 069
Elevage	33 857	18,69	3 166	30 691	28 401	2 290
Pêche	1 473	0,81	500	973	0	973
Forêts	8 233	4,55	2 490	5 743	0	5 743
TOTAL	**181 136**	100,00	**62 695**	**118 441**	**75 366**	**43 075**

Source : DNPD/ données SIGIP

Graphique 5: Ventilation du financement du secteur Economie rurale par sous-secteur (millions de FCFA)



1.3.2. Secteur et sous-secteurs Infrastructures

Le secteur **Infrastructures** occupe la première place avec un financement de **201,243 milliards** de FCFA, dont **145,930 milliards** de FCFA au titre du financement intérieur **(72,51%).** Ce montant représente **48,79%** du montant total du BSI intérieur 2021. Le financement extérieur représente **27,49%** et est entièrement orienté au sous-secteur Moyens routiers (Cf. Tableau 4). Le financement prend en compte la mise en œuvre de 147 projets/programmes.

Le sous-secteur **Moyens routiers** avec **66,42%** du secteur est composé par les ressources intérieures avec **58,62%**. Il regroupe d'importants projets relatifs au désenclavement extérieur et intérieur du pays, à savoir :

- la Réhabilitation de la route Sévaré -Gao (Phase I);
- la construction d'un échangeur, d'un viaduc et aménagement de 10 km de voiries dans la ville de Sikasso;
- la construction et le bitumage de la route Kayes-Sandaré;
- la construction/réhabilitation de la Route Transsaharienne (RTS)-Phase I;
- la construction de la route Goumbou-Nara-Frontière Mauritanie;
- les travaux de réhabilitation de la route Bamako-Kati-Kolokani-Didiéni-Diéma-Sandare-Kayes-Diboli;
- la construction du 4ème Pont de Bamako;
- les travaux de construction de la voie ceinture Ouest Koulikoro (13,8km);
- les travaux de construction de la bretelle Katélé -Kadiolo-Zégoua et aménagement de 10 km voirie localité de Kadiolo ;
- les travaux de construction/bitumage de la route Zantiebougou-Kolondieba-Frontière RCI;

- les travaux de construction/bitumage de la route Kayes-Kéniéba (250 km) ;
- les travaux d'aménagement en 2X2 voies de la voie reliant le 3ème pont de Bamako à la RN6 (3,26 km) y compris la construction d'un échangeur au croisement avec la RN6 et réhabilitation de la section de la Tour de l'Afrique ;
- les travaux de construction/bitumage de la route Banconi-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nonsombougou ;
- les travaux d'aménagement de la section Sévaré-Mopti de la RN 6, aménagement de 10 km de voirie dont 5 km dans la ville de Mopti et 5 km dans la ville de Sévaré et la construction de la voie de contournement de l'aéroport de Mopti Ambodedjo.

Le sous-secteur **Bâtiments et Equipements** avec **27,42%** du secteur est entièrement financé par les ressources intérieures, les principaux projets/programmes sont entre autres :

- les Programmes de construction de 50 000 logements sociaux et d'acquisition/construction résidences/logements diplomates ;
- les travaux de construction et d'équipement des bâtiments pour administration, notamment les sièges de certains services centraux (DNA/DNGR, CPS/DNI, DNTTMF, DNPD/DGB, Direction Emploi/Formation Professionnelle, Immeuble Promotion de la Femme, ONAPUMA, CPS/SANTE/CEPRIS/DRH, DNDC, DGABE, DGCC, Archives DFM/CADD des Domaines, ANTIM, Hôtel Elevage/Pêche, Hôtel des Finances, la Direction Générale des Douanes, siège INSTAT, DGSE, Hôtel des Sports, la DFM/DRH du Ministère de l'Agriculture, l'ABFN, l'ONEF, la DNACPN, l'Institut du Sahel, le Bureau des Domaines de Kati) ;
- les travaux de construction de la nouvelle ENSUP et d'extension de l'Hôpital du Mali ;
- le Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des régions du Nord (PURD), les travaux de réhabilitation/équipement des nouvelles régions.

Le sous-secteur **Urbanisme et Habitat** avec **2,78%** du secteur est entièrement financé sur les ressources intérieures. Il est constitué notamment par les travaux de construction de la décharge compactée de Noumoubougou, la mise en œuvre de la réforme foncière sécurisée, les projets d'assainissement et la prise en charge des ouvrages de l'ANGESEM.

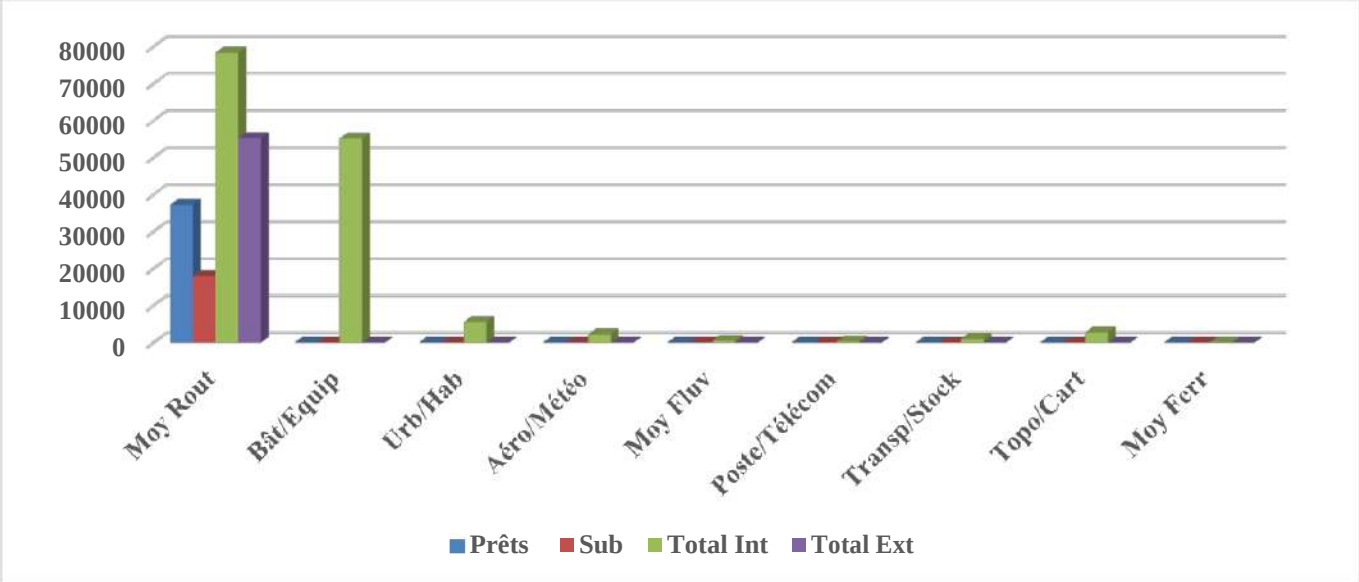
Les autres sous-secteurs occupent au total **3,38%** du secteur.

Tableau 4 : Financement par sous-secteur du Secteur Infrastructures (millions de FCFA)

SOUS-SECTEURS	FIN TOTAL		FIN INTERIEUR	FIN EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Moyens Routiers	133 663	66,42	78 350	55 313	37 241	18 072
Moyens Ferroviaires	0	0	0	0	0	0
Moyens Fluviaux	500	0,25	500	0	0	0
Aéronautique/Météo	2 250	1,12	2 250	0	0	0
Poste/Télécom	300	0,15	300	0	0	0
Topo et Cartographie	2 700	1,34	2 700	0	0	0
Bâtiments et Equipement	55 180	27,42	55 180	0	0	0
Urbanisme et Habitat	5 600	2,78	5 600	0	0	0
Transport/Stockage	1 050	0,52	1 050	0	0	0
TOTAL	201 243	100,00	145 930	55 313	37 241	18 072

Source : DNPD/ données SIGIP

Graphique 6 : Ventilation du financement du Secteur Infrastructures par sous-secteurs (millions de FCFA)



Cette ventilation montre que le volume du financement intérieur est orienté essentiellement sur les sous-secteurs **Moyens routiers** et **Bâtiments/équipement** qui représentent respectivement **53,69%** et **37,81%** du volume du financement total intérieur du secteur.

La part du financement extérieur est entièrement orientée vers le sous -secteur **Moyens routiers** et répartie comme suit : les prêts **67,33%** contre **32,67%** pour les subventions.

1.3.3. Secteur et sous-secteurs Secondaire

Dans la répartition sectorielle du BSI 2021, le Secteur **Secondaire** vient en troisième position avec un financement de **176,559 milliards** de FCFA dont **148,175 milliards** de FCFA au titre du financement extérieur, soit **83,92%** du montant total du financement qui est réparti entre les Prêts pour **49,96%** contre **50,04%** pour les Subventions (Cf Tableau 5). Le secteur couvre 54 projets/programmes.

Le sous-secteur **Energie** avec **47,88%** des ressources du secteur est financé par l'Extérieur à hauteur de **76,284 milliards** de FCFA, soit **90,23%.** Il est réparti entre les prêts pour **58,45**% contre **41,55%** pour les subventions. Les principales interventions financées sont, entre autres :

- le Programme d'Urgences Sociales d'Accès à l'Energie/Construction Centrales Solaires ;
- l'appui au secteur de l'énergie et les travaux de construction du centre national de conduite de dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba, la mise en œuvre des projets d'électrification rurale et villageoise ;
- le démarrage des Projets de Construction Centrale hydroélectrique de Djenné, Régional d'accès à l'électricité (PRAE), d'Interconnexion électrique Guinée -Mali (PIEGM) et d'Amélioration du secteur de l'électricité au Mali (PASEM).

Le sous-secteur **Eaux** avec **46,14%** du secteur est largement financé par les ressources extérieures, soit **83,24%** du financement total du sous-secteur. On note, entre autres, les projets et programmes suivants :

- les Programmes d'Alimentation en Eau Potable (AEP) et de mobilisation des ressources en eau en milieu rural (Programme d'urgence) et dans la ville de Bamako ;
- le Programme Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN) ;
- le projet d'aménagement du barrage de Taoussa ;
- les travaux de protection des berges du fleuve Niger (le Projet de Réhabilitation Economique et Environnementale du Fleuve Niger/ PREFEN et Diafarabé).

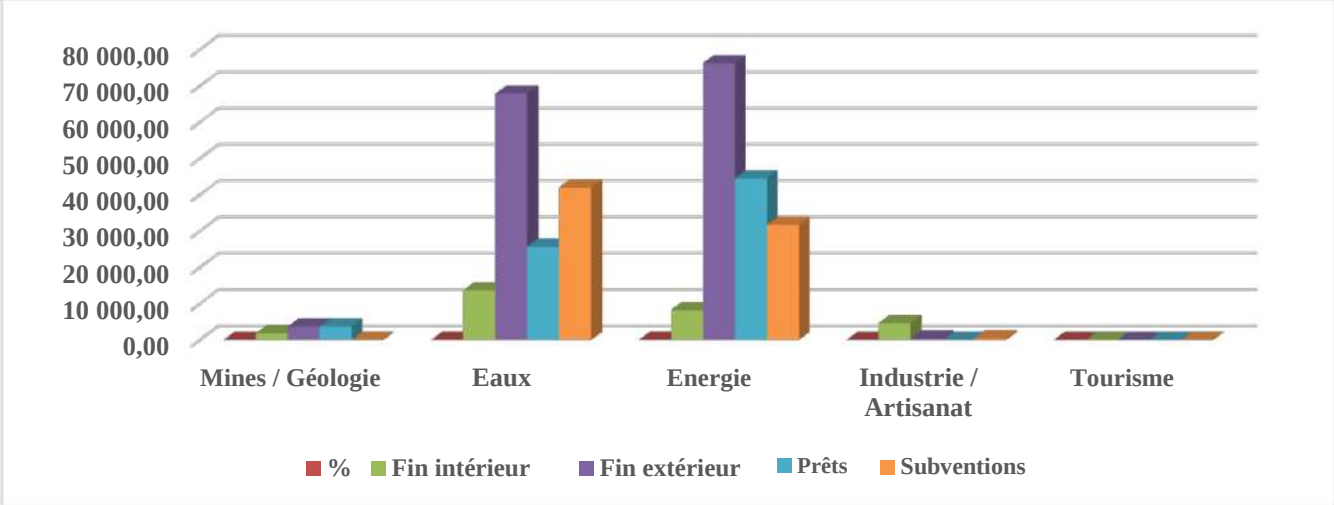
Les autres sous-secteurs, à savoir (**Mines/Géologie, Industries/Artisanat et Tourisme**) occupent au total **5,98%** du secteur. Les investissements au niveau de ces sous-secteurs portent sur la mise en œuvre du Projet de gouvernance du secteur des mines, la promotion de nouvelles zones minières et pétrolières, la cartographie géologique, le développement de l'Artisanat (Construction de villages artisanaux et du CDAT), la promotion des investissements et du commerce intérieur et extérieur et le renforcement des capacités des acteurs du commerce.

Tableau 5 : Financement par sous-secteurs du Secteur Secondaire (millions de FCFA)

SOUS-SECTEURS	FIN. TOTAL		FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Mines / Géologie	5 496	3,11	1 800	3 696	3 696	0
Eaux	81 468	46,14	13 652	67 816	25 741	42 075
Energie	84 544	47,88	8 260	76 284	44 586	31 698
Industrie / Artisanat	5 051	2,86	4 672	379	0	379
Tourisme	0	0,00	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	**176 559**	**100,00**	**28 384**	**148 175**	**74 023**	**74 152**

Source : DNPD/ données SIGIP

Graphique 7 : Ventilation du financement du secteur Secondaire par sous-secteur (millions de FCFA)



Ce graphique montre que le financement extérieur dans ce secteur est important au niveau des deux (2) sous-secteurs (Eaux et Energie) et dépasse largement le financement intérieur. Les subventions sont en tête dans le financement desdits sous-secteurs.

1.3.4. Secteur et sous-secteurs Ressources humaines

Dans la répartition sectorielle du BSI 2021, le Secteur **Ressources humaines** vient en dernière position avec un financement de **84,366 milliards** de FCFA dont **62,095 milliards** de FCFA au titre du financement intérieur, soit **73,60%** du montant total du financement du secteur (Cf. Tableau 6). Le secteur comprend 133 projets/programmes.

Le sous-secteur **Santé/Affaires Sociales** représente **50,61%** (**42,700 milliards** de FCFA dont **27,020** milliards de FCFA pour les ressources intérieures). Il regroupe d'importants travaux de rénovation/extension des Centres Hospitaliers Universitaires et des Hôpitaux régionaux/Centres de Santé à travers les actions de renforcement et l'amélioration du plateau technique des structures sanitaires, de promotion et d'autonomisation des femmes. Il comprend également la mise en œuvre du Programme filets sociaux.

Concernant le sous-secteur **Education et Formation** avec **18,65%** du secteur, il est entièrement financé par les ressources intérieures et assure la mise en œuvre des projets/programmes de construction et d'équipement d'infrastructures scolaires, secondaires et universitaires (salles de classes, Lycées, IFM, Universités, Facultés,

Bibliothèque Universitaire Centrale, Ecole Africaine des Mines) et le renforcement des capacités par la formation.

Le sous-secteur **Administration, Plan, Finances** avec **17,22%** du secteur est largement financé par les ressources intérieures, soit **82,52% (11,990 milliards** de FCFA). Il couvre les projets/programmes de renforcement de capacités des structures (PACEM, ONDD, CDI, DGI, appui à l'ODHD, INSTAT), les projets d'appui aux Directions/Cellules, l'interconnexion des bases de données du MEF, le fonds d'études et de préparation des projets d'investissements.

Quant au sous-secteur **Emploi/travail** avec **6,82%** du secteur, son financement est composé par les ressources extérieures, soit **70,44%** dont **48,63%** de prêts et **51,37%** de subvention. Ces ressources financent les projets de formation, d'apprentissage et d'insertion des jeunes, notamment le développement des compétences et emploi des jeunes (PROCEJ), l'Appui à la Formation Professionnelle et l'Insertion à l'Entreprenariat des Jeunes Ruraux (FIER), le Projet de Formation Insertion Professionnelle (PFIP) et les projets de construction des Centres de Formation Professionnelle.

Les autres sous-secteurs **Culture/arts/sport** et **Information** représentent au total **5,39%** du financement du secteur et sont entièrement financés par les ressources intérieures. Les investissements au niveau de ces sous-secteurs portent sur des actions de promotion culturelle (Mémorial Modibo Keïta, Parcs publics et Monuments, Maison Africaine de la Photographie, Musée National) et des travaux de construction/réhabilitation des infrastructures sportives, de la jeunesse et de la communication, notamment (le renforcement des infrastructures de l'ORTM, de l'ANCD et le programme national de la promotion de la jeunesse).

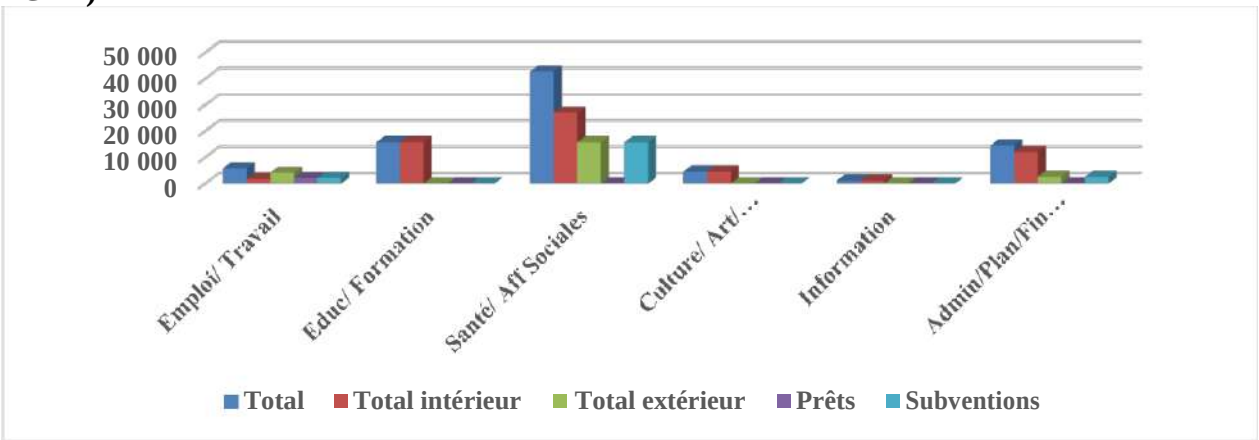
Tableau 6 : Financement par sous-secteur du Secteur Ressources humaines (millions de FCFA)

SOUS-SECTEUR	FIN. TOTAL		FIN. INT.	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Emploi/ Travail	5 751	6,82	1 700	4 051	1 970	2 081
Educ/ Formation	15 735	18,65	15 735	0	0	0
Santé/ Aff Sociales	42 700	50,61	27 020	15 680	0	15 680
Culture/ Art/ Sport	4 550	5,39	4 550	0	0	0
Information	1 100	1,30	1 100	0	0	0
Admin/Plan/Finances	14 530	17,22	11 990	2 540	0	2 540
TOTAL	**84 366**	**100,00**	**62 095**	**22 271**	**1 970**	**20 301**

Source : DNPD/ données SIGIP

Le tableau 6 montre que les ressources extérieures contribuent au financement de trois (03) sous-secteurs (Emploi/Travail, Santé/Affaires Sociales et Administration/Plan/Finances).

Graphique 8 : Ventilation du financement du secteur Ressources humaines par sous-secteur (millions de FCFA)



Ce graphique indique que le financement Extérieur est considérable au niveau de deux (02) principaux sous-secteurs (Santé/Affaires sociales et Emploi/Travail) avec une part importante pour les subventions.

III. PRESENTATION DU BSI 2021 PAR MINISTERES/INSTITUTIONS (Voir détails à l'Annexe 6)

L'analyse de l'enveloppe du BSI 2021 montre une disparité entre les Départements ministériels /Institutions. Le Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau enregistre la plus importante enveloppe, soit **163,386 milliards** FCFA tandis que le Conseil Économique Social et Culturel et la Cour Constitutionnelle bénéficient chacun d'une enveloppe de **100 millions** FCFA.

Le nombre de projets varie également d'un Ministère/Institution à un autre avec 59 pour le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche contre 01 pour les Institutions et le Ministère de la Refondation de l'Etat.

La situation de certains Départements se présente comme suit :

- Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau : 163,386 milliards FCFA pour 37 projets ;
- Ministère des Transports et des Infrastructures : 138,763 milliards FCFA pour 45 projets ;
- Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche : 126,813 milliards FCFA pour 59 projets ;
- Ministère de l'Economie et des Finances : 43,200 milliards FCFA avec 52 projets ;
- Ministère de la Santé et du Développement Social : 26,440 milliards FCFA pour 34 projets ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation : 25,238 milliards FCFA pour 37 projets ;
- Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement du Durable : 18,945 milliards FCFA avec 29 projets ;
- Ministre des Affaires foncières, de l'Urbanisme et de l'Habitat : 12,000 milliards FCFA pour 11 projets ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique : 9,020 milliards FCFA pour 13 projets ;
- Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle : 6,471 milliards FCFA pour 08 projets ;
- Commissariat à la Sécurité Alimentaire : 6,165 milliards FCFA avec 03 projets ;
- Ministère de l'Education Nationale : 5 625 milliards FCFA avec 18 projets.

La synthèse des dotations et du nombre de projet par Ministères /Institutions est consignée dans le tableau ci-après.

Tableau 7 : situation récapitulative du BSI 2021 par Ministères /Institutions

Ministères/Institutions	Financement intérieur	Financement extérieur			Financement total	Nombre de projets
	Budget Nat.	Total	Prêts	Subvention		
Présidence de la République	4 100	0	0	0	4 100	3
Primature	780	0	0	0	780	5
Ministère de la Refondation de l'Etat	250	0	0	0	250	1
Cour Suprême	250	0	0	0	250	1
Ministère des Transports et des Infrastructures	83 450	55 313	37 241	18 072	138 763	45
Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement du Durable	9 760	9 185	2 171	7 014	18 945	29
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	3 130	0	0	0	3 130	4
Ministère de l'Education Nationale	5 625	0	0	0	5 625	18

Ministères/Institutions	Financement intérieur	Financement extérieur			Financement total	Nombre de projets
	Budget Nat.	Total	Prêts	Subvention		
Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique	9 020	0	0	0	9 020	13
Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	1 560	1 190	1 190	0	2 750	10
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion des Investissements	4 140	379	0	379	4 519	15
Ministère de la Justice	824	0	0	0	824	3
Ministère de la Santé et du Développement Social	26 440	0	0	0	26 440	34
Ministère de l'Economie et des Finances	24 980	18 220	-	18 220	43 200	52
Ministre des Affaires foncières, de l'Urbanisme et de l'Habitat	12 000	0	0	0	12 000	11
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	21 855	3 383	0	3 383	25 238	37
Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau	23 315	140 071	71 852	68 219	163 386	37
Ministère du Travail et de la Fonction Publique	1 100	0	0	0	1 100	2
Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme	3 050	0	0	0	3 050	11
Ministère de la Communication et de Economie Numérique	1 850	0	0	0	1 850	6
Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine	700	0	0	0	700	3
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	2 420	4 051	1 970	2 081	6 471	8
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	200	5 965	3 670	2 295	6 165	3
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	21 270	105 543	70 506	35 037	126 813	59
Ministère de la Jeunesse et des Sports	3 700	0	0	0	3 700	7
Conseil Economique, Social et Culturel	100	0	0	0	100	1
Médiateur de la République	150	0	0	0	150	1
Cour Constitutionnelle	100	0	0	0	100	1
Projets en attente de financement	32 985	0	0	0	32 985	1
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	0	900	-	900	900	1
Total Général	**299 104**	**344 200**	**188 600**	**155 600**	**643 304**	**422**

Source : DNPD/ données SIGIP

CONCLUSION

Au Mali, des financements importants sont consentis chaque année par l'Etat et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) à travers le Budget Spécial d'Investissement (BSI) pour la mise en œuvre des politiques publiques de développement par le biais des Projets/Programmes en vue de stimuler la croissance économique et d'améliorer les conditions de vie des populations.

Le BSI 2021 s'inscrit dans la mise en œuvre du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2019-2023 ainsi que de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger.

Il est nécessaire de rappeler que le BSI 2021 a été élaboré avec un certain nombre de contraintes dont :

- la crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID 19 ;
- les crises sociopolitique et sécuritaire ;
- le niveau limité des ressources financières de l'Etat ;
- le niveau élevé des engagements de l'Etat consignés dans les conventions de financement ;
- le nombre élevé d'avenants, dus le plus souvent, aux insuffisances constatées dans la préparation des projets (études insuffisantes, retard dans la finalisation des travaux, coûts supplémentaires non prévus et non anticipés dans le BSI) ;
- le vieillissement du portefeuille (caractère récurrent) de certains Projets/Programmes.

Pour une meilleure efficacité des dépenses d'investissement en vue de stimuler la croissance économique et d'améliorer les conditions de vie des populations, il est nécessaire d'améliorer la qualité des Projets/Programmes à l'entrée, de veiller à leur soutenabilité budgétaire et d'assurer le suivi régulier de leur mise en œuvre.

ANNEXES

Annexe 1 : Structure sectorielle et sous-sectorielle des dépenses et leur financement selon la nature

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET LEUR FINANCEMENT SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEURS	Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021		
SOUS-SECTEURS	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.
Economie rurale	170 556	135 010	-1	336 421	181 128	181 128	0	62 695	62 695	0	0	118 441	75 366	43 075
Agriculture	129 457	98 030	-0	245 629	137 565	137 565	0	56 539	56 539	0	0	81 034	46 965	34 069
Elevage	27 297	27 107	-0	66 789	33 857	33 857	0	3 166	3 166	0	0	30 691	28 401	2 290
Pêche	1 691	1 189	-0	3 878	1 473	1 473	0	500	500	0	0	973	0	973
Forêts	12 111	8 684	-0	20 125	8 233	8 233	0	2 490	2 490	0	0	5 743	0	5 743
Secondaire	130 803	97 759	-1	430 971	176 559	176 459	100	28 384	28 384	0	0	148 175	74 023	74 152
Mines et Géologie	3 185	3 185	0	18 484	5 496	5 496	0	1 800	1 800	0	0	3 696	3 696	0
Eaux	68 563	46 706	-0	221 965	81 468	81 468	0	13 652	13 652	0	0	67 816	25 741	42 075
Energie	53 534	42 347	-0	178 033	84 544	84 544	0	8 260	8 260	0	0	76 284	44 586	31 698
Industrie / Artisanat	5 521	5 521	0	12 489	5 051	4 951	100	4 672	4 672	0	0	379	0	379
Tourisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Infrastructures	153 939	121 053	-0	669 523	201 242	201 242	0	145 930	145 930	0	0	55 313	37 241	18 072
Moyens routiers	94 975	64 703	-0	470 117	133 662	133 662	0	78 350	78 350	0	0	55 313	37 241	18 072
Moyens ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux	427	427	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0
Aéronautique / Météo	1 568	1 568	0	6 650	2 250	2 250	0	2 250	2 250	0	0	0	0	0
Poste / Télécommunication	285	285	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0
Topo et Cartographie	2 565	2 565	0	8 100	2 700	2 700	0	2 700	2 700	0	0	0	0	0
Bâtiments et Equipement	50 356	48 169	-0	155 235	55 180	55 180	0	55 180	55 180	0	0	0	0	0
Urbanisme et Habitat	3 513	3 086	-0	23 300	5 600	5 600	0	5 600	5 600	0	0	0	0	0
Transport / Stockage	250	250	0	3 721	1 050	1 050	0	1 050	1 050	0	0	0	0	0
Ressources Humaines	105 406	99 243	-0	235 728	84 366	81 576	2 790	62 095	62 095	0	0	22 271	1 970	20 301
Emploi / Travail	14 443	11 354	-0	8 151	5 751	5 751	0	1 700	1 700	0	0	4 051	1 970	2 081
Education / Formation	8 513	8 050	-0	42 864	15 735	15 735	0	15 735	15 735	0	0	0	0	0

Santé / Affaires sociales	50 157	48 412	-0	131 750	42 700	42 700	0	27 020	27 020	0	0	15 680	0	15 680
Culture / Art / Sport	5 334	4 973	-0	10 100	4 550	4 550	0	4 550	4 550	0	0	0	0	0
Information	903	903	0	3 670	1 100	1 100	0	1 100	1 100	0	0	0	0	0
Administration / Plan et Finances	26 056	25 551	-0	39 193	14 530	11 740	2 790	11 990	11 990	0	0	2 540	0	2 540
Total	560 704	453 065	-2	1 672 643	643 295	640 405	2 890	299 104	299 104	0	0	344 200	188 600	155 600

Annexe 2 : Etat récapitulatif des dépenses et leur financement selon le secteur et le sous -secteur

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
STRUCTURE SECTORIELLE ET SOUS-SECTORIELLE DES DEPENSES ET DE LEUR FINANCEMENT
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEURS	Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE 2021 - 2023			DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021			FINANCEMENT EXTERIEUR 2021		
SOUS-SECTEURS	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.
Economie rurale	170 556	100	-20,84	336 421	100,00	20,11	181 128	100,00	28,16	62 695	100,00	20,96	118 441	100,00	34,41
Agriculture	129 457	98 030	-0,24	245 629	73,01	14,69	137 565	75,95	21,38	56 539	90,18	18,90	81 034	68,42	23,54
Elevage	27 297	27 107	-0,01	66 789	19,85	3,99	33 857	18,69	5,26	3 166	5,05	1,06	30 691	25,91	8,92
Pêche	1 691	1 189	-0,30	3 878	1,15	0,23	1 473	0,81	0,23	500	0,80	0,17	973	0,82	0,28
Forêts	12 111	8 684	-0,28	20 125	5,98	1,20	8 233	4,55	1,28	2 490	3,97	0,83	5 743	4,85	1,67
Secondaire	130 803	100	-25,26	430 971	100,00	25,77	176 559	100,00	27,45	28 384	100,00	9,49	148 175	100,00	43,05
Mines et Géologie	3 185	3 185	0,00	18 484	4,29	1,11	5 496	3,11	0,85	1 800	6,34	0,60	3 696	2,49	1,07
Eaux	68 563	46 706	-0,32	221 965	51,50	13,27	81 468	46,14	12,66	13 652	48,10	4,56	67 816	45,77	19,70
Energie	53 534	42 347	-0,21	178 033	41,31	10,64	84 544	47,88	13,14	8 260	29,10	2,76	76 284	51,48	22,16
Industrie / Artisanat	5 521	5 521	0,00	12 489	2,90	0,75	5 051	2,86	0,79	4 672	16,46	1,56	379	0,26	0,11
Tourisme	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
Infrastructures	153 939	100	-21,36	669 523	100,00	40,03	201 242	100,00	31,28	145 930	100,00	48,79	55 313	100,00	16,07
Moyens routiers	94 975	64 703	-0,32	470 117	70,22	28,11	133 662	66,42	20,78	78 350	53,69	26,19	55 313	100,00	16,07
Moyens ferroviaires	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
Moyens fluviaux	427	427	0,00	1 500	0,22	0,09	500	0,25	0,08	500	0,34	0,17	0	0,00	0,00
Aéronautique / Météo	1 568	1 568	0,00	6 650	0,99	0,40	2 250	1,12	0,35	2 250	1,54	0,75	0	0,00	0,00
Poste / Télécommunication	285	285	0,00	900	0,13	0,05	300	0,15	0,05	300	0,21	0,10	0	0,00	0,00
Topo et Cartographie	2 565	2 565	0,00	8 100	1,21	0,48	2 700	1,34	0,42	2 700	1,85	0,90	0	0,00	0,00
Bâtiments et Equipement	50 356	48 169	-0,04	155 235	23,19	9,28	55 180	27,42	8,58	55 180	37,81	18,45	0	0,00	0,00
Urbanisme et Habitat	3 513	3 086	-0,12	23 300	3,48	1,39	5 600	2,78	0,87	5 600	3,84	1,87	0	0,00	0,00
Transport / Stockage	250	250	0,00	3 721	0,56	0,22	1 050	0,52	0,16	1 050	0,72	0,35	0	0,00	0,00
Ressources Humaines	105 406	100	-5,85	235 728	100,00	14,09	84 366	100,00	13,11	62 095	100,00	20,76	22 271	100,00	6,47
Emploi / Travail	14 443	11 354	-0,21	8 151	3,46	0,49	5 751	6,82	0,89	1 700	2,74	0,57	4 051	18,19	1,18
Education / Formation	8 513	8 050	-0,05	42 864	18,18	2,56	15 735	18,65	2,45	15 735	25,34	5,26	0	0,00	0,00

Santé / Affaires sociales	50 157	48 412	-0,03	131 750	55,89	7,88	42 700	50,61	6,64	27 020	43,51	9,03	15 680	70,41	4,56
Culture / Art / Sport	5 334	4 973	-0,07	10 100	4,28	0,60	4 550	5,39	0,71	4 550	7,33	1,52	0	0,00	0,00
Information	903	903	0,00	3 670	1,56	0,22	1 100	1,30	0,17	1 100	1,77	0,37	0	0,00	0,00
Administration / Plan et Finances	26 056	25 551	-0,02	39 193	16,63	2,34	14 530	17,22	2,26	11 990	19,31	4,01	2 540	11,40	0,74
Total	560 704	453 065	-19,20	1 672 643		100,00	643 295		100,00	299 104		100,00	344 200		100,00

Annexe 3 : Situation du financement national selon le secteur et le sous-secteur

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
SITUATION DU FINANCEMENT NATIONAL SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEURS	BUDGET NAT.2021							
SOUS-SECTEURS	Total	Budget Equipement	PPTE	COLLECTIVITE	COMMUNAUTE	Autofinancement	Divers Autres	Total
Economie rurale	62 695	62 695	0	0	0	0	0	62 695
Agriculture	56 539	56 539	0	0	0	0	0	56 539
Elevage	3 166	3 166	0	0	0	0	0	3 166
Pêche	500	500	0	0	0	0	0	500
Forêts	2 490	2 490	0	0	0	0	0	2 490
Secondaire	28 384	28 384	0	0	0	0	0	28 384
Mines et Géologie	1 800	1 800	0	0	0	0	0	1 800
Eaux	13 652	13 652	0	0	0	0	0	13 652
Energie	8 260	8 260	0	0	0	0	0	8 260
Industrie / Artisanat	4 672	4 672	0	0	0	0	0	4 672
Tourisme	0	0	0	0	0	0	0	0
Infrastructures	145 930	145 930	0	0	0	0	0	145 930
Moyens routiers	78 350	78 350	0	0	0	0	0	78 350
Moyens ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux	500	500	0	0	0	0	0	500
Aéronautique / Météo	2 250	2 250	0	0	0	0	0	2 250
Poste / Télécommunication	300	300	0	0	0	0	0	300
Topo et Cartographie	2 700	2 700	0	0	0	0	0	2 700
Bâtiments et Equipement	55 180	55 180	0	0	0	0	0	55 180
Urbanisme et Habitat	5 600	5 600	0	0	0	0	0	5 600
Transport / Stockage	1 050	1 050	0	0	0	0	0	1 050

SOUS-SECTEURS	Total	Budget Equipement	PPTE	COLLECTIVITE	COMMUNAUTE	Autofinancement	Divers Autres	Total
Ressources Humaines	62 095	62 095	0	0	0	0	0	62 095
Emploi / Travail	1 700	1 700	0	0	0	0	0	1 700
Education / Formation	15 735	15 735	0	0	0	0	0	15 735
Santé / Affaires sociales	27 020	27 020	0	0	0	0	0	27 020
Culture / Art / Sport	4 550	4 550	0	0	0	0	0	4 550
Information	1 100	1 100	0	0	0	0	0	1 100
Administration / Plan et Finances	11 990	11 990	0	0	0	0	0	11 990
Total	299 104	299 104	0	0	0	0	0	299 104

Annexe 4 : Situation du financement extérieur selon la source par secteur et nature

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
REPARTITION DU FINANCEMENT EXTERIEUR SELON LA SOURCE PAR SECTEUR ET NATURE
(Les montants sont en millions de CFA)

	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
DONATEURS	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
AECDI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AECID	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AFD	1 580	0	1 580	0	0	0	0	0	0	18 880	9 556	28 436	20 460	9 556	30 016
AFD/BOAD/BID/FSD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 000	13 000	0	13 000	13 000
Aga Khan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AGRA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.AfriqueDuSud	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Algérie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.ArabieSaoudite	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Belgique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Brésil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Chine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Cuba	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Egypte	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Espagne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Inde	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Iran	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Japon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Libye	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Luxembourg	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Maroc	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
DONATEURS	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
Amb.Russie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Tunisie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.USA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Venezuela	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B.A.D	4 481	0	4 481	9 572	0	9 572	0	0	0	0	0	0	14 053	0	14 053
BAD	0	19 959	19 959	0	22 570	22 570	2 540	0	2 540	5 573	5 714	11 287	8 113	48 243	56 356
BAD/BOAD/BEI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 570	10 570	0	10 570	10 570
BADEA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 906	0	2 906	2 906	0	2 906
Belgique	3 788	0	3 788	0	0	0	0	0	0	3 383	0	3 383	7 171	0	7 171
BID	0	21 867	21 867	0	6 570	6 570	0	0	0	0	17 082	17 082	0	45 519	45 519
BIT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B.M.	6 467	8 000	14 467	0	0	0	0	150	150	0	2 171	2 171	6 467	10 321	16 788
BM	900	17 498	18 398	0	0	0	15 830	0	15 830	20 176	10 406	30 582	36 906	27 904	64 810
B.O.A.D	0	0	0	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0	0	2 000	2 000
BOAD	0	0	0	0	6 101	6 101	0	0	0	0	2 300	2 300	0	8 401	8 401
BOAD/BID/FSD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Canada	1 109	0	1 109	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 109	0	1 109
CTB	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Danemark	1 257	0	1 257	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 257	0	1 257
D.U.E.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ESPAGNE	768	0	768	0	0	0	0	0	0	0	0	0	768	0	768
FAO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
DONATEURS	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
FED	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FEM	1 726	0	1 726	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 726	0	1 726
FENU	135	0	135	0	0	0	0	0	0	0	0	0	135	0	135
F.I.D.A	0	0	0	0	0	0	1 821	0	1 821	0	0	0	1 821	0	1 821
FIDA	0	4 372	4 372	0	0	0	0	1 820	1 820	0	0	0	0	6 192	6 192
FMI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FNU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds. Abou. Dabi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds Abou Dabi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	500	3 224	3 724	500	3 224	3 724
FONDS VERT CLIMAT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds Vert Climat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	877	0	877	877	0	877
FSD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 500	0	1 500	1 500	0	1 500
Grande Bretagne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GTZ	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
IND	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Italie	0	3 670	3 670	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 670	3 670
JICA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
KFW.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
KfW	12 144	0	12 144	0	0	0	0	0	0	9 364	0	9 364	21 508	0	21 508
Lux-Dév	697	0	697	0	0	0	110	0	110	0	0	0	807	0	807
MINUSMA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Monaco	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
DONATEURS	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
Norvège	748	0	748	0	0	0	0	0	0	0	0	0	748	0	748
OCHA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OHCHR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OIM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OMS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ONUDI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ONUFEMMES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ONUSIDA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PAM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pays-Bas	898	0	898	0	0	0	0	0	0	1 400	0	1 400	2 298	0	2 298
PNUD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	379	0	379	379	0	379
SHA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Suède	2 067	0	2 067	0	0	0	0	0	0	500	0	500	2 567	0	2 567
Suisse	797	0	797	0	0	0	0	0	0	0	0	0	797	0	797
Suisse.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Turquie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
U.E	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UE	3 513	0	3 513	8 500	0	8 500	0	0	0	8 714	0	8 714	20 727	0	20 727
UEMOA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNESCO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNFPA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNHABITAT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
DONATEURS	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
UNHCR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNICEF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNMAS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNOPS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
USAID	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
023ML2020	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ENSEMBLE SECTEURS	43 075	75 366	118 441	18 072	37 241	55 313	20 301	1 970	22 271	74 152	74 023	148 175	155 600	188 600	344 200

Annexe 5 : Etat détaillé des projets par secteur et par source de financement

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1977	PROGRAMME COMPETITIVITE DIVERSIFICATION AGRICOLE PCDA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	380	380	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	361	361	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME D'APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	142	142	0	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	10 515	10 515	0	14 050	8 700	8 700	0	1 700	1 700	0	0	7 000	7 000	0	BAD
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	380	380	0	1 350	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	3 737	3 737	0	1 609	1 204	1 204	0	150	150	0	0	1 054	1 054	0	BID
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	361	361	0	1 140	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	2 055	2 055	0	2 680	918	918	0	170	170	0	0	748	0	748	Norvège

SECTEUR	*Economie rurale*	*SOUS-SECTEUR*	*Agriculture*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / POJ. AMEL. PRODTVITE AGR. SS. EXPOIT. AFR. SUD SAHARIEN	1 410	1 334	-0	1 592	1 592	1 592	0	40	40	0	0	1 552	1 552	0	BID
2800	PROGRAMME PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAPP) II	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	427	427	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	2 285	6 285	2	4 300	4 300	4 300	0	100	100	0	0	4 200	4 200	0	BAD
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	2 190	190	-1	2 630	2 630	2 630	0	100	100	0	0	2 530	2 530	0	BAD
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	332	332	0	1 350	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	285	285	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	5 155	5 155	0	5 320	2 660	2 660	0	300	300	0	0	2 360	2 360	0	BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	5 804	2 212	-1	9 430	9 430	9 430	0	800	800	0	0	8 630	5 039	3 591	B.A.D BAD
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	332	332	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2966	ETUDE PROJET DEVELOPPEMENT RURAL DU KAARTA/SEFETO	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	190	190	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	950	950	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	390	390	0	2 339	1 290	1 290	0	100	100	0	0	1 190	1 190	0	BAD
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	190	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	285	285	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	270	270	0	770	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	24 570	0	-1	32 985	32 985	32 985	0	32 985	32 985	0	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	1 805	1 805	0	5 700	1 900	1 900	0	1 900	1 900	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	722	722	0	2 280	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	1 353	1 353	0	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	903	903	0	2 900	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	3 237	3 237	0	11 373	4 524	4 524	0	250	250	0	0	4 274	4 274	0	BM
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	190	190	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	3 418	3 418	0	3 835	2 535	2 535	0	200	200	0	0	2 335	0	2 335	KfW
3127	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIELLLE AU MALI (PACAM)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	5 026	5 026	0	4 234	3 643	3 643	0	100	100	0	0	3 543	3 543	0	BM
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	95	95	0	650	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3133	PROJET APPUI IRRIGATION PROXIMITE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE PECHE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	3 717	3 717	0	5 258	4 714	4 714	0	150	150	0	0	4 564	0	4 564	KfW

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	6 000	6 000	0	20 801	12 640	12 640	0	0	0	0	0	12 648	6 181	6 467	B.M. BM
3136	PROJET APPUI FILIERES ANACARDE AU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	AECDI
3139	LUTTE CONTRE INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	1 213	1 213	0	1 498	1 498	1 498	0	0	0	0	0	1 498	0	1 498	Belgique
3144	PROJET EXTENSION AMENAGEMENTS PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL & S.A	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / OFFICE DU MOYEN BANI	5 383	5 383	0	1 197	697	697	0	0	0	0	0	697	0	697	Lux-Dév
3146	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE KIDAL (DDRK IV)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ADMINISTRATION GENERALE	1 584	1 584	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Lux-Dév
3147	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE GAO (DDRG IV)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ADMINISTRATION GENERALE	967	967	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Lux-Dév
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	10 935	10 935	0	24 161	6 988	6 988	0	250	250	0	0	6 738	4 372	2 366	Canada Danemark FIDA
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / OFFICE RIZ SEGOU	361	361	0	1 140	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE PECHE / CABINET	4 512	4 512	0	12 586	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*					*SOUS-SECTEUR*	*Agriculture*									
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	475	475	0	2 800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	3 936	3 936	0	19 675	5 245	5 245	0	0	0	0	0	5 245	0	5 245	KfW
3184	PROJET PRODUCTIVITE DE L'EAU A L'OFFICE DU NIGER (PRODEAU)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	326	326	0	3 628	898	898	0	0	0	0	0	898	0	898	Pays-Bas
3185	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE DU NIGER (PADON) PHASE II	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	4 592	0	-1	1 117	470	470	0	0	0	0	0	470	0	470	AFD
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	597	0	-1	890	890	890	0	0	0	0	0	890	0	890	B.A.D
3187	PROGRAMME DE SOUTIEN AU DISPOSITIF NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE (PRESA) PHASE I	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	790	790	0	1 285	897	897	0	100	100	0	0	797	0	797	Suisse
3193	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SIKASSO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DE SIKASSO	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ADMINISTRATION GENERALE	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*	*SOUS-SECTEUR*	*Agriculture*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	0	0	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3251	PROJET Â« BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT Ã¿Ã» AU MALI	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	0	0	6 202	3 770	3 770	0	100	100	0	0	3 670	3 670	0	Italie
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	0	0	0	2 280	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
3290	TRAVAUX D'ACHEVEMENT DU LABORATOIRE DE TECHNOLOGIE ALIMENTAIRE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3293	PROJET D'AMENAGEMENT ET DE MISE EN VALEUR DES PIV	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION REG. GENIE RURAL TOMBOUCTOU	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA	0	0	0	6 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3298	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE SIKASSO	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	1 165	778	778	0	0	0	0	0	778	0	778	UE
3299	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE KOULIKORO	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	1 028	847	847	0	0	0	0	0	847	0	847	UE
3300	PROJET D'APPUI A L'INITIATIVE POUR L'IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	1 524	768	768	0	0	0	0	0	768	0	768	ESPAGNE

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3302	PROJET APPUI TRANSFORMATION AGRO-ECOLOGIQUE ZONE COTONNIÈRE DU MALI : AGRECO CML 1430	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	0	0	0	2 575	1 110	1 110	0	0	0	0	0	1 110	0	1 110	AFD
TOTAL SOUS-SECTEUR			129 457	98 030	-3	245 629	137 565	137 565	0	56 539	56 539	0	0	81 034	46 965	34 069	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Elevage*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	95	0	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2201	ETUDE TRANSFORMATION SOUS PRODUITS D'ABATTAGE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	237	237	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	6 298	6 298	0	11 720	11 720	11 720	0	200	200	0	0	11 520	11 520	0	BID
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	3 142	3 142	0	3 650	3 650	3 650	0	150	150	0	0	3 500	3 500	0	BM
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CENTRE NAT. INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	646	646	0	1 332	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3083	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	2 251	2 251	0	2 390	2 390	2 390	0	100	100	0	0	2 290	0	2 290	Belgique
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	6 200	6 200	0	23 700	8 200	8 200	0	200	200	0	0	8 000	8 000	0	B.M. BM

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Elevage*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	6 790	6 790	0	18 549	5 681	5 681	0	300	300	0	0	5 381	5 381	0	BID
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CENTRE NATIONAL APPUI SANTE ANIMALE	95	0	-1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	237	237	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ADMINISTRATION GENERALE	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			27 297	27 107	-2	66 789	33 857	33 857	0	3 166	3 166	0	0	30 691	28 401	2 290	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*					*SOUS-SECTEUR*				*Pêche*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO	265	0	-1	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE PECHE	237	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE PECHE	1 047	1 047	0	2 478	973	973	0	0	0	0	0	973	0	973	UE
3164	OFFICE DEVELOPPEMNT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / OFFICE DEVELOP. PECHE AQUACULTURE DELTA INTERIEUR DU NIGER	142	142	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 691	1 189	-2	3 878	1 473	1 473	0	500	500	0	0	973	0	973	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*		*SOUS-SECTEUR*	*Forêts*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	143	143	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1884	CONSERVATION VALORISATION BIODIVERSITE ELEPHANTS GOURMA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	95	95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	47	0	-1	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	285	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	3 285	285	-1	1 200	900	900	0	300	300	0	0	600	0	600	Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	1 347	1 347	0	1 394	1 035	1 035	0	120	120	0	0	915	0	915	UE
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	57	57	0	225	225	225	0	90	90	0	0	135	0	135	FENU

2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	95	0	-1	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Forêts*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	190	190	0	750	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	190	190	0	680	280	280	0	280	280	0	0	0	0	0	
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	427	427	0	1 250	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
3125	PROJET DE GESTION DES RISQUES CLIMATIQUES ET D'INONDATION AU MALI EN VUE DE PRESERVER DES VIES ET DES BIENS (PGRCI)	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	0	0	0	600	600	600	0	0	0	0	0	600	0	600	FEM
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	3 247	3 247	0	2 247	1 727	1 727	0	260	260	0	0	1 467	0	1 467	Suède
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	0	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	133	133	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3189	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE AU MALI (HYDROMET)	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE / CABINET	2 570	2 570	0	7 713	900	900	0	0	0	0	0	900	0	900	BM

3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	0	0	2 726	1 226	1 226	0	100	100	0	0	1 126	0	1 126	FEM
TOTAL SOUS-SECTEUR			12 111	8 684	-4	20 125	8 233	8 233	0	2 490	2 490	0	0	5 743	0	5 743	
TOTAL SECTEUR			170 556	135 010	-11	336 421	181 128	181 128	0	62 695	62 695	0	0	118 441	75 366	43 075	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Mines et Géologie*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / AUTORITE POUR LA PROMOTION ET LA RECHERCHE PETROLIERE AU MALI	475	475	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	380	380	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	1 330	1 330	0	1 900	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / CABINET	1 000	1 000	0	14 784	3 696	3 696	0	0	0	0	0	3 696	3 696	0	BM
TOTAL SOUS-SECTEUR			3 185	3 185	0	18 484	5 496	5 496	0	1 800	1 800	0	0	3 696	3 696	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Eaux*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	143	143	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / AUTORITE POUR AMENAG.DE TAOUSSA	6 208	2 922	-1	96 000	15 000	15 000	0	2 000	2 000	0	0	13 000	13 000	0	AFD/BOAD/BID/FSD
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	580	580	0	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	17 375	17 375	0	17 500	7 500	7 500	0	7 500	7 500	0	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	617	617	0	1 250	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX	190	190	0	900	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / CABINET	13 507	6 075	-1	31 850	30 250	30 250	0	800	800	0	0	29 450	10 570	18 880	AFD BAD/BOAD/BEI
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 872	143	-1	2 272	2 272	2 272	0	150	150	0	0	2 122	0	2 122	KfW

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Eaux*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	285	285	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	2 178	2 178	0	8 892	4 492	4 492	0	150	150	0	0	4 342	2 171	2 171	B.M. BM
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 628	190	-1	6 000	2 100	2 100	0	200	200	0	0	1 900	0	1 900	Pays-Bas Suède
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	11 053	11 053	0	25 854	5 595	5 595	0	200	200	0	0	5 395	0	5 395	KfW
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID- UEMOA)	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 305	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 236	2 236	0	4 326	1 580	1 580	0	80	80	0	0	1 500	0	1 500	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	3 467	2 300	-0	5 717	1 947	1 947	0	100	100	0	0	1 847	0	1 847	KfW
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	47	47	0	6 988	2 250	2 250	0	50	50	0	0	2 200	0	2 200	UE
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / CABINET	3 500	0	-1	6 684	2 777	2 777	0	100	100	0	0	2 677	0	2 677	BAD Fonds Vert Climat UE

SECTEUR	*Secondaire*					*SOUS-SECTEUR*			*Eaux*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3303	PROJET D'AMELIORATION DE L'ACCES A L'EAU POTABLE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	0	0	0	5 216	3 383	3 383	0	0	0	0	0	3 383	0	3 383	Belgique
TOTAL SOUS-SECTEUR			68 563	46 706	-5	221 965	81 468	81 468	0	13 652	13 652	0	0	67 816	25 741	42 075	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Energie*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION	133	0	-1	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2499	PROJET ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	85	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	8 250	8 250	0	11 800	6 300	6 300	0	4 000	4 000	0	0	2 300	2 300	0	BOAD
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / APPUI CELLULES DE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	190	0	-1	500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / CABINET	10 532	532	-1	9 230	7 770	7 770	0	560	560	0	0	7 210	6 710	500	BM Fonds Abou Dabi
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / CABINET	137	0	-1	500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	237	237	0	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Energie*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	500	0	-1	34 179	13 125	13 125	0	0	0	0	0	13 125	13 125	0	BID
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 642	3 500	-0	6 330	6 330	6 330	0	200	200	0	0	6 130	3 224	2 906	BADEA Fonds Abou Dabi
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / CABINET	19 138	19 138	0	18 050	2 300	2 300	0	2 300	2 300	0	0	0	0	0	
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / CABINET	6 500	6 500	0	15 870	15 870	15 870	0	0	0	0	0	15 870	9 556	6 314	AFD UE
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / CABINET	2 000	2 000	0	3 957	3 957	3 957	0	0	0	0	0	3 957	3 957	0	BID
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / CABINET	2 000	2 000	0	9 969	9 969	9 969	0	0	0	0	0	9 969	0	9 969	BM
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	0	0	0	28 786	10 714	10 714	0	0	0	0	0	10 714	5 714	5 000	BAD BM
3305	PROJET REGIONAL ACCES ELECTRICITE (PRAE)	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	0	0	0	23 448	3 036	3 036	0	0	0	0	0	3 036	0	3 036	BM
3306	PROJET CENTRAL HYDROELECTRIQUE DE DJENNE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	0	0	0	13 214	3 973	3 973	0	0	0	0	0	3 973	0	3 973	BAD
TOTAL SOUS-SECTEUR			53 534	42 347	-6	178 033	84 544	84 544	0	8 260	8 260	0	0	76 284	44 586	31 698	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Industrie / Artisanat*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS / DIRECTION GENERALE DU COMMERCE DE LA CONSOMMATION ET DE LA CONCURENCE	142	142	0	430	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 940	1 940	0	3 379	1 379	1 379	0	1 000	1 000	0	0	379	0	379	PNUD
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / DIRECTION NATIONALE DE L'ARTISANAT	665	665	0	2 100	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS / CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS / CABINET	95	95	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS / AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)	237	237	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS / SECRET. PERMANENT LOI D'ORIENTATION SECTEUR PRIVE	190	190	0	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	665	665	0	964	550	550	0	550	550	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Secondaire*	*SOUS-SECTEUR*	*Industrie / Artisanat*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS / CABINET	180	180	0	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	85	85	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	285	285	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS / CABINET	95	95	0	100	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS / AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE	190	190	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS / DIRECTION NATIONALE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	0	0	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			5 521	5 521	0	12 489	5 051	4 951	100	4 672	4 672	0	0	379	0	379	
TOTAL SECTEUR			130 803	97 759	-11	430 971	176 559	176 459	100	28 384	28 384	0	0	148 175	74 023	74 152	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens routiers*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 419	1 419	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	237	237	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	902	902	0	2 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	237	237	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	18 349	8 500	8 500	0	0	0	0	0	8 500	0	8 500	UE
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 385	1 385	0	30 700	4 500	4 500	0	0	0	0	0	4 500	4 500	0	BID
2802	AMENAGEMENT 2X2 VOIES SECTION ROUTE SEGOU SAN 7KM	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	482	0	-1	2 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	2 000	0	B.O.A.D
2812	CONSTRUCTION 4EME PONT DE BAMAKO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	68 600	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens routiers*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	8 550	8 550	0	2 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	190	190	0	6 134	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 428	2 000	-1	29 770	29 769	29 769	0	0	0	0	0	29 770	20 198	9 572	B.A.D BAD
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	9 500	9 500	0	6 900	6 900	6 900	0	6 900	6 900	0	0	0	0	0	
3013	CONST SECTION KANGABA DIALAFOUNDO FRONTIERE GUINEE (50KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 850	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 425	1 425	0	10 349	4 000	4 000	0	4 000	4 000	0	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 565	2 565	0	6 412	3 400	3 400	0	3 400	3 400	0	0	0	0	0	
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	8 075	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3018	AMENAGEMENT DE LA BRETELE KATELE KADIOLO, 4 KM DE VOIRIES DANS LA LOCALITE DE KADIOLO ET 10 KM DE ROUTE DE TERRE DANS LE CERCLE DE KADIOLO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 600	7 600	0	7 350	7 350	7 350	0	7 350	7 350	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens routiers*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3019	BITUMAGE DE LA ROUTE BAROUELI TAMANI (30,5KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	190	190	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3020	AMENAGEMENT. 2X2 VOIES 3EME PONT. RN6. CONSTRUCT. ECHANG. REHAB. SECT TOUR AFRIQUE-YIRIMADIO- RN6	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	8 075	8 075	0	15 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI KOLOKANI DIDIENI DIEMA SANDARE KAYES DIBOLI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	14 250	14 250	0	41 141	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 285	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3176	PROJET CONSTRUCTION VIADUC AMANAGEMENT 10 KM DE VOIERIES URBAINES DANS LA VILLE DE SIKASSO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE SIKASSO	3 950	3 950	0	7 110	3 419	3 419	0	1 500	1 500	0	0	1 919	1 919	0	BOAD
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE I	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 080	928	-1	33 488	2 372	2 372	0	0	0	0	0	2 372	2 372	0	BAD
3190	CONSTRUCTION BUTIMAGE DE LA ROUTE KAYES-AOUROU-FR MAURITANIE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	300	300	0	32 246	2 070	2 070	0	0	0	0	0	2 070	2 070	0	BID
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 000	1 000	0	52 000	7 000	7 000	0	7 000	7 000	0	0	0	0	0	

3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	30 468	4 682	4 682	0	500	500	0	0	4 182	4 182	0	BOAD

SECTEUR	*Infrastructures*		*SOUS-SECTEUR*	*Moyens routiers*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3259	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SIKASSO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE SIKASSO	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3263	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TOMBOUCTOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE TOMBOUCTOU	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3266	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE GAO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE G A O	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3269	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KIDAL	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE KIDAL	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3272	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MOPTI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE MOPTI	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3276	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SEGOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE SEGOU	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3279	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES KOULIKORO	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3282	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MENAKA	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES MENAKA	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3285	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TAOUDENIT	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES TAOUDENIT	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens routiers*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3288	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KAYES	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE KAYES	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	50 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			94 975	64 703	-6	470 117	133 662	133 662	0	78 350	78 350	0	0	55 313	37 241	18 072	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*					*SOUS-SECTEUR*				*Moyens fluviaux*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	142	142	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAV	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / CABINET	285	285	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			427	427	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Aéronautique / Météo*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	1 330	1 330	0	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	238	238	0	650	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 568	1 568	0	6 650	2 250	2 250	0	2 250	2 250	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Poste / Télécommunication*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE / CONTRAT PLAN ETAT / ONP (PROG.D'INVESTISS.)	285	285	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			285	285	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Topo et Cartographie*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT / CABINET	2 090	2 090	0	6 600	2 200	2 200	0	2 200	2 200	0	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	285	285	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 565	2 565	0	8 100	2 700	2 700	0	2 700	2 700	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1949	ENTRETIEN IMMEUBLE HOTEL DU MEF ACI 2000	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	190	0	650	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	1 425	1 425	0	2 700	1 300	1 300	0	1 300	1 300	0	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	262	262	0	950	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	285	285	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	181	181	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2449	REHABILITATION EQUIPEMENT INFP/BTP	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / INSTITUT NAT. FORMATION PROFES. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.	142	142	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	114	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2567	PROJET CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION EQUIPEMENT TRANSPORT	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	332	332	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	285	285	0	750	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	180	180	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2592	CONSTRUCTION HOTEL DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 153	2 153	0	10 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS (ONAP)	285	285	0	1 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	760	760	0	1 466	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2720	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CESC	CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL / SERVICES DU CONSEIL ECO. SOCIAL & CULTUREL	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC	670	670	0	1 050	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	142	142	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/ RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CABINET	1 215	1 215	0	8 300	2 300	2 300	0	2 300	2 300	0	0	0	0	0	
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	MINISTERE DE LA JUSTICE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 000	2 000	0	549	549	549	0	549	549	0	0	0	0	0	
2774	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION MOPTI	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	722	722	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2775	REHABILITATION/EQUIPEM ENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	722	722	0	1 100	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEM ENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	451	451	0	800	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEM ENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	631	631	0	2 100	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	617	617	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	PRIMATURE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT / DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	665	665	0	2 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES DOUANES	3 055	3 055	0	2 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2841	EXTENSION/ AMENAGEMENT SIEGE APCMM	MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / CHAMBRE DES METIERS	190	190	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	913	0	-1	1 700	1 700	1 700	0	1 700	1 700	0	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION ANNEXE MTFPRE	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE / DIRECTION NAT. DU TRAVAIL	255	255	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	380	380	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	5 750	5 750	0	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	COUR SUPREME / SECTION DES COMPTES	0	0	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	451	451	0	1 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT / DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	541	541	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*					*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*									
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	380	0	-1	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	427	427	0	1 350	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	475	475	0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	380	380	0	1 500	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	631	631	0	1 500	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	631	631	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	1 615	1 615	0	1 744	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3029	CONST/EQUIP. SIEGE AUTORITE PROTECTION DONNEES CARACTERE PERSONNEL	PRIMATURE / AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACT. PERSONNEL	95	95	0	80	80	80	0	80	80	0	0	0	0	0	
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTEGRATION	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CABINET	475	475	0	280	280	280	0	280	280	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*		*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI	42	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	285	285	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / PYRAMIDE DU SOUVENIR	166	166	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	MINISTERE DE LA JUSTICE / INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE	600	200	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CENTRE FORMATION PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE	950	950	0	645	645	645	0	645	645	0	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	631	631	0	1 995	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	631	631	0	1 995	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	632	632	0	1 995	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	631	631	0	1 995	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*		*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	631	631	0	1 995	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	631	631	0	1 995	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	631	631	0	1 995	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	PRIMATURE / DIRECTION GENERALE DU CONTENTIEUX DE L'ETAT	95	95	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3103	CONST/EQUIP. 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DISTRICT BKO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	250	250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	1 900	1 900	0	950	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 225	1 225	0	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE D'ETAT	2 500	2 500	0	11 000	3 500	3 500	0	3 500	3 500	0	0	0	0	0	
3131	REHABILITATION EX HOTEL DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*		*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3141	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU MUR DE CLOTURE DE LA PLATEFORME	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	0	0	0	658	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	237	237	0	1 250	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	285	285	0	1 900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	285	285	0	1 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3154	CONSTRUCTION EQUIPEMENT AGEROUTE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AGENCE D'EXECUTION DES TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)	380	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3157	ACQUISITION DE CHANCELLERIE DU MALI AU CAIRE	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CABINET	570	570	0	2 400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	237	237	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	570	570	0	2 611	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	760	760	0	1 999	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*		*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	237	237	0	950	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	PRIMATURE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	85	85	0	300	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	665	665	0	1 995	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	665	665	0	1 995	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ADMINIST. GENERALE REG. DE MENAKA	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	380	380	0	1 140	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	

3226	CONSTRUCTION EXTENSION DNEF	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	0	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*		*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	300	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	2 200	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3234	PROJET D'EXTENSION DU SIEGE DU RECTORAT DE L'USSGB	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	0	0	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3235	PROJET CONSTRUCTION CENTRE ADMINISTRATIF ET PÉDAGOGIQUE POUR LA FACULTÉ DES SCIENCES ADMINISTRATIVES ET POLITIQUES (FSAP)	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	0	0	0	585	585	585	0	585	585	0	0	0	0	0	
3237	PROJET DE CONSTRUCTION Dâ¿¿UN IMMEUBLE POUR CERTAINS SERVICES DU MPFEF	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / CABINET	0	0	0	1 275	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	0	0	0	2 000	610	610	0	610	610	0	0	0	0	0	
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	0	0	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB -DNPD	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	0	0	0	5 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*		*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	0	0	0	2 500	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DNTTMF	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	0	0	0	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DELEGATION DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	0	0	0	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	0	0	0	5 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	0	0	0	2 000	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CABINET	0	0	0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE / MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	0	0	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3260	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE SIKASSO	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION REG. PLAN. STAT. INFOR. AMEN POP. SIKASS	0	0	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEM ENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT / CABINET	0	0	0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS / CABINET	0	0	0	1 700	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	0	0	0	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3308	REHAB RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	COUR CONSTITUTIONNELLE / ADMINISTRATION COUR CONSTITUTIONNELLE	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			50 356	48 169	-5	155 235	55 180	55 180	0	55 180	55 180	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Urbanisme et Habitat*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT / DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	285	285	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	285	285	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	712	712	0	12 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	712	712	0	2 400	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	237	0	-1	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	190	190	0	1 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSELETS	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	902	902	0	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*					*SOUS-SECTEUR*	*Urbanisme et Habitat*										
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			3 513	3 086	-2	23 300	5 600	5 600	0	5 600	5 600	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*					*SOUS-SECTEUR*				*Transport / Stockage*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	165	165	0	2 650	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	85	85	0	1 071	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			250	250	0	3 721	1 050	1 050	0	1 050	1 050	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			153 939	121 053	-12	669 523	201 242	201 242	0	145 930	145 930	0	0	55 313	37 241	18 072	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*	*SOUS-SECTEUR*	*Emploi / Travail*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE DE L'EMPOI	142	142	0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / CABINET	114	0	-1	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	4 142	4 142	0	400	400	400	0	100	100	0	0	300	150	150	B.M. BM
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	4 428	4 428	0	3 711	3 711	3 711	0	70	70	0	0	3 641	1 820	1 821	F.I.D.A FIDA
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	190	0	700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PAFIP)	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	1 740	1 740	0	260	260	260	0	150	150	0	0	110	0	110	Lux-Dév
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	617	617	0	2 550	850	850	0	850	850	0	0	0	0	0	
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	3 070	95	-1	60	60	60	0	60	60	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			14 443	11 354	-2	8 151	5 751	5 751	0	1 700	1 700	0	0	4 051	1 970	2 081	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Education / Formation*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	570	570	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION INFRACTURES DE L'ENI	DESMINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	237	237	0	835	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	261	261	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	PNUD
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE DIRECTION NAT. ENSEIG. SEC. GL.	2 440	2 440	0	4 700	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	285	285	0	1 400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	123	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	190	190	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*	*SOUS-SECTEUR*	*Education / Formation*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2770	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE CENOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	285	285	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	0	0	0	5 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	1 235	1 235	0	2 474	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	190	0	-1	630	230	230	0	230	230	0	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2871	PROJET REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE CABINET	150	150	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	180	180	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*	*SOUS-SECTEUR*	*Education / Formation*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	190	190	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	190	190	0	920	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / CONSERV. ARTS METIERS MULTI. BALLA FASSEKE K.	427	427	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	475	475	0	8 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3110	PROJET APPUI RENFORCEMENT CAPACT JEUNES POUR MEILLEURE INCLUSION DANS LA PAIX AU MALI (PARC-JEUNESSE-MALI)	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / CABINET	62	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	133	133	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3177	PROGRAMME FORMAT PERFECTIONNEMENT AGENTS MPAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	90	90	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3236	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT AMPHIS ET SALLES DE CLASSE A L'USSGB	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	0	0	0	415	415	415	0	415	415	0	0	0	0	0	
3257	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE SIKASSO	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE EDUCATION DE BASE /	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Education / Formation*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3261	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE TOMBOUCTOU	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE EDUCATION DE BASE	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3264	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE GAO	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE EDUCATION DE BASE	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3267	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KIDAL	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE EDUCATION DE BASE	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3270	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE MOPTI	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE EDUCATION DE BASE	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3274	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE SEGOU	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE EDUCATION DE BASE	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3277	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE EDUCATION DE BASE	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3280	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE MENAKA	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE EDUCATION DE BASE	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3283	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE TAOUDENIT	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE CABINET	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3286	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KAYES	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE EDUCATION DE BASE	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Education / Formation*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / INSTITUT DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE	0	0	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / CABINET	0	0	0	3 000	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			8 513	8 050	-3	42 864	15 735	15 735	0	15 735	15 735	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Santé / Affaires sociales*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2061	REHABILATION EXTENSION IOTA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)	150	150	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	219	219	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2212	REHABILATION EXTENSION HPG	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DU POINT G.	300	300	0	910	310	310	0	310	310	0	0	0	0	0	
2214	REHABILATION EXTENSION. HGT	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL GABRIEL TOURE	200	200	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2215	REHABILATION EXTENSION HOPITAL KATI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DE KATI	150	150	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2216	REHABILATION EXTENSION INRSP	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	150	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	95	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / CITE DES ENFANTS	237	0	-1	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*	*SOUS-SECTEUR*	*Santé / Affaires sociales*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	142	0	-1	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	500	500	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	800	800	0	1 414	670	670	0	670	670	0	0	0	0	0	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	10 710	10 710	0	57 886	17 480	17 480	0	1 800	1 800	0	0	15 680	0	15 680	BM
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DU MALI	2 500	2 500	0	4 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	1 129	0	-1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	4 800	4 800	0	14 000	4 500	4 500	0	4 500	4 500	0	0	0	0	0	
3002	PROJET REHABILITATION CENTRE LUTTE CONTRE L'EXICSION	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / CABINET	142	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3005	REHABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	133	133	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*	*SOUS-SECTEUR*	*Santé / Affaires sociales*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	200	200	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	11 000	11 000	0	33 500	10 500	10 500	0	10 500	10 500	0	0	0	0	0	
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	0	0	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3191	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KAYES	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3192	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3194	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SEGOU	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3195	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE MOPTI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3197	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE GAO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DE GAO	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3225	PROGRAMME D'URGENCE POUR LA PREPARATION ET LA RIPOSTE AU COVID 19	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	15 600	15 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	U.E UE

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Santé / Affaires sociales*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	0	0	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3258	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SIKASSO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE SIKASSO	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3262	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TOMBOUCTOU	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE TOMBOUCTOU	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3265	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE GAO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE GAO	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3268	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KIDAL	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE KIDAL	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3271	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MOPTI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE MOPTI	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3275	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SEGOU	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE SEGOU	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3278	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE KOULIKORO	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Santé / Affaires sociales*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3281	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MENAKA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3284	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TAOUDENIT	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3287	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KAYES	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE KAYES	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3292	AMENAGEMENT EQUIPEMENT Centre National Appareillage Orthopedique du Mali (CNAOM)	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	0	0	0	270	270	270	0	270	270	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			50 157	48 412	-5	131 750	42 700	42 700	0	27 020	27 020	0	0	15 680	0	15 680	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Culture / Art / Sport*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / CABINET	950	950	0	3 600	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA	361	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA (PHASE 2)	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / STADE MODIBO KEITA	237	237	0	950	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / MUSEE NATIONAL	0	0	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2896	SECURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	180	180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 953	1 953	0	1 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 553	1 553	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Culture / Art / Sport*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / CABINET	100	100	0	500	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / STADE DE 26 MARS	0	0	0	1 700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / LYCEE SPORTIF	0	0	0	500	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / CABINET	0	0	0	650	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			5 334	4 973	-1	10 100	4 550	4 550	0	4 550	4 550	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Information*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE / CABINET	238	238	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE / AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATION & COMMUNICATION	190	190	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE / OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI	475	475	0	2 670	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			903	903	0	3 670	1 100	1 100	0	1 100	1 100	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Administration / Plan et Finances*							
			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1536	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES PH II	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 409	1 409	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT / COMMISSARIAT AU DVPT INSTITUTIONNEL	270	270	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	142	142	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	114	114	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ADMINISTRATION GENERALE	71	71	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	114	114	0	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	71	71	0	300	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	MINISTERE DE LA JUSTICE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	75	75	0	225	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPOTRS COMMUNICATION	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / APPUI CELLULE PLANIFICATION & STATISTIQUE	71	71	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	71	71	0	225	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	75	75	0	225	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	75	75	0	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	95	95	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS / CABINET	133	133	0	420	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	142	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / OBERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (ODHD)	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	451	451	0	1 425	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*	*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	45	45	0	150	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	133	133	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS / CELLULE TECHN. REFORME CADRE AFFAIRES	190	190	0	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	180	180	0	570	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSRP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	225	225	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	650	650	0	11 600	3 100	3 100	0	3 100	3 100	0	0	0	0	0	
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	12 142	12 142	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	BM
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	0	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*	*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CENTRE FORMATION PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE	47	0	-1	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	76	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION NAT. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	399	399	0	1 240	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	95	95	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	180	180	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	451	451	0	1 475	525	525	0	525	525	0	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	142	142	0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	114	114	0	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	451	451	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*	*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	90	90	0	285	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	902	902	0	2 900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 5	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	285	285	0	950	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3027	MODERNISATION SGG	PRIMATURE / SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	0	0	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	133	133	0	420	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIE MALIENNE (PACEM)	3 729	3 729	0	3 853	2 690	0	2 690	150	150	0	0	2 540	0	2 540	BAD
3145	PROGRAMME DECENTALISATION ET BONNE GOUVERNANCE (MLI 023)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	876	876	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Lux-Dév
3163	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	0	0	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	142	142	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	50	0	-1	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	0	0	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3243	RENFORCEMENT CAPACITES DFM COMMUNICATION ECONOMIE NUMERIQUE	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			26 056	25 551	-5	39 193	14 530	11 740	2 790	11 990	11 990	0	0	2 540	0	2 540	
TOTAL SECTEUR			105 406	99 243	-16	235 728	84 366	81 576	2 790	62 095	62 095	0	0	22 271	1 970	20 301	
TOTAL GENERAL			560 704	453 065	-50	1 672 643	643 295	640 405	2 890	299 104	299 104	0	0	344 200	188 600	155 600	

Annexe 6 : Etat détaillé des projets par Ministère et par source de financement

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE *PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE D'ETAT	2 500	2 500	0	11 000	3 500	3 500	0	3 500	3 500	0	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	617	617	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3141	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU MUR DE CLOTURE DE LA PLATEFORME	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	0	0	0	658	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			3 117	3 117	0	12 558	4 100	4 100	0	4 100	4 100	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE *PRIMATURE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3027	MODERNISATION SGG	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	0	0	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	85	85	0	300	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	DIRECTION GENERALE DU CONTENTIEUX DE L'ETAT	95	95	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3029	CONST/EQUIP. SIEGE AUTORITE PROTECTION DONNEES CARACTERE PERSONNEL	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACT. PERSONNEL	95	95	0	80	80	80	0	80	80	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			275	275	0	1 180	780	780	0	780	780	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COUR CONSTITUTIONNELLE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3308	REHAB RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	ADMINISTRATION COUR CONSTITUTIONNELLE	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COUR SUPREME*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	SECTION DES COMPTES	0	0	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			0	0	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2720	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CESC	SERVICES DU CONSEIL ECO. SOCIAL & CULTUREL	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/ RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	CABINET	1 215	1 215	0	8 300	2 300	2 300	0	2 300	2 300	0	0	0	0	0	
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTEGRATION	CABINET	475	475	0	280	280	280	0	280	280	0	0	0	0	0	
3157	ACQUISITION DE CHANCELLERIE DU MALI AU CAIRE	CABINET	570	570	0	2 400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	114	114	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 374	2 374	0	11 430	3 130	3 130	0	3 130	3 130	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	DELEGATION DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	0	0	0	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	261	261	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	PNUD
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	190	0	700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			451	451	0	1 200	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	0	0	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			0	0	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA JUSTICE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 000	2 000	0	549	549	549	0	549	549	0	0	0	0	0	
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	75	75	0	225	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE	600	200	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 675	2 275	-1	974	824	824	0	824	824	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3189	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE AU MALI (HYDROMET)	CABINET	2 570	2 570	0	7 713	900	900	0	0	0	0	0	900	0	900	BM
TOTAL MINISTERE			2 570	2 570	0	7 713	900	900	0	0	0	0	0	900	0	900	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSRP	CABINET	225	225	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	CABINET	76	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	CABINET	142	142	0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	CABINET	1 129	0	-1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	CABINET	90	90	0	285	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	CABINET	902	902	0	2 900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 5	CABINET	285	285	0	950	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	CABINET	190	190	0	920	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	CABINET	133	133	0	420	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	CABINET	142	142	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	CABINET	237	237	0	950	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3177	PROGRAMME FORMAT PERFECTIONNEMENT AGENTS MPAT	CABINET	90	90	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	CABINET	50	0	-1	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	CABINET	0	0	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	180	180	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	180	180	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
3131	REHABILITATION EX HOTEL DES FINANCES	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB -DNPD	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	0	0	0	5 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC	670	670	0	1 050	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	262	262	0	950	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	DIRECTION GENERALE DES DOUANES	3 055	3 055	0	2 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	380	380	0	1 500	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	1 900	1 900	0	950	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3163	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES	DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	0	0	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	0	0	0	5 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	180	180	0	570	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	650	650	0	11 600	3 100	3 100	0	3 100	3 100	0	0	0	0	0	
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	95	95	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	451	451	0	1 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	451	451	0	1 475	525	525	0	525	525	0	0	0	0	0	
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	219	219	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	0	0	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	0	0	0	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
1536	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES PH II	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 409	1 409	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1949	ENTRETIEN IMMEUBLE HOTEL DU MEF ACI 2000	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	190	0	650	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	142	142	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	45	45	0	150	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	133	133	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2592	CONSTRUCTION HOTEL DES FINANCES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 153	2 153	0	10 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	10 710	10 710	0	57 886	17 480	17 480	0	1 800	1 800	0	0	15 680	0	15 680	BM
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	12 142	12 142	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	BM
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	380	380	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	180	180	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	85	85	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	114	114	0	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	451	451	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 225	1 225	0	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3260	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE SIKASSO	DIRECTION REG. PLAN. STAT. INFOR. AMEN POP. SIKASS	0	0	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIE MALIENNE (PACEM)	3 729	3 729	0	3 853	2 690	0	2 690	150	150	0	0	2 540	0	2 540	BAD
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS (ONAP)	285	285	0	1 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	451	451	0	1 425	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	913	0	-1	1 700	1 700	1 700	0	1 700	1 700	0	0	0	0	0	
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	CENTRE FORMATION PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE	47	0	-1	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	CENTRE FORMATION PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE	950	950	0	645	645	645	0	645	645	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			48 668	46 453	-5	129 089	43 200	40 510	2 690	24 980	24 980	0	0	18 220	0	18 220	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION ANNEXE MTFPRE	DIRECTION NAT. DU TRAVAIL	255	255	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	570	570	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			825	825	0	2 300	1 100	1 100	0	1 100	1 100	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PAFIP)	CABINET	1 740	1 740	0	260	260	260	0	150	150	0	0	110	0	110	Lux-Dév
3111	FERME ECOLE MOFA	CABINET	133	133	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	CABINET	237	237	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	CABINET	0	0	0	2 000	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	DIRECTION NATIONALE DE L'EMPOI	142	142	0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	617	617	0	2 550	850	850	0	850	850	0	0	0	0	0	
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	4 142	4 142	0	400	400	400	0	100	100	0	0	300	150	150	B.M. BM
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	4 428	4 428	0	3 711	3 711	3 711	0	70	70	0	0	3 641	1 820	1 821	F.I.D.A FIDA
TOTAL MINISTERE			11 439	11 439	0	10 271	6 471	6 471	0	2 420	2 420	0	0	4 051	1 970	2 081	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	COMMISSARIAT AU DVPT INSTITUTIONNEL	270	270	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			270	270	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	CABINET	722	722	0	1 100	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2774	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION MOPTI	CABINET	722	722	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	CABINET	451	451	0	800	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	CABINET	631	631	0	2 100	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	CABINET	631	631	0	1 500	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	CABINET	631	631	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	CABINET	285	285	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	CABINET	1 805	1 805	0	5 700	1 900	1 900	0	1 900	1 900	0	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	CABINET	722	722	0	2 280	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	CABINET	1 353	1 353	0	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	

3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	CABINET	903	903	0	2 900	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	CABINET	631	631	0	1 995	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	CABINET	631	631	0	1 995	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	CABINET	632	632	0	1 995	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	CABINET	631	631	0	1 995	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	CABINET	631	631	0	1 995	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	CABINET	631	631	0	1 995	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	CABINET	631	631	0	1 995	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	CABINET	902	902	0	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	CABINET	665	665	0	1 995	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CABINET	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CABINET	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	CABINET	0	0	0	2 280	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	427	427	0	1 350	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	DIRECTION NAT. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	399	399	0	1 240	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	475	475	0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	ADMINISTRATION GENERALE	71	71	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ADMINISTRATION GENERALE	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ADMINISTRATION GENERALE	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3146	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE KIDAL (DDRK IV)	ADMINISTRATION GENERALE	1 584	1 584	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Lux-Dév
3147	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE GAO (DDRG IV)	ADMINISTRATION GENERALE	967	967	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Lux-Dév
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ADMINIST. GENERALE REG. DE MENAKA	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3145	PROGRAMME DECENTALISATION ET BONNE GOUVERNANCE (MLI 023)	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	876	876	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Lux-Dév
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	665	665	0	1 995	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	380	380	0	1 140	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
3303	PROJET D'AMELIORATION DE L'ACCES A L'EAU POTABLE	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	0	0	0	5 216	3 383	3 383	0	0	0	0	0	3 383	0	3 383	Belgique
TOTAL MINISTERE			24 405	24 405	0	69 721	25 238	25 238	0	21 855	21 855	0	0	3 383	0	3 383	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	CABINET	133	133	0	420	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	CABINET	95	95	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	CABINET	180	180	0	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	CABINET	95	95	0	100	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	CABINET	0	0	0	1 700	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	285	285	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	1 615	1 615	0	1 744	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	DIRECTION NATIONALE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	0	0	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 940	1 940	0	3 379	1 379	1 379	0	1 000	1 000	0	0	379	0	379	PNUD
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	DIRECTION GENERALE DU COMMERCE DE LA CONSOMMATION ET DE LA CONCURENCE	142	142	0	430	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	SECRET. PERMANENT LOI D'ORIENTATION SECTEUR PRIVE	190	190	0	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	CELLULE TECHN. REFORME CADRE AFFAIRES	190	190	0	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)	237	237	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE	190	190	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			5 672	5 672	0	12 123	4 519	4 419	100	4 140	4 140	0	0	379	0	379	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2871	PROJET REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	CABINET	150	150	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3283	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE TAOUDENIT	CABINET	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	DIRECTION NAT. ENSEIG. SEC. GL.	2 440	2 440	0	4 700	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	2 200	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3280	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE MENAKA	EDUCATION DE BASE	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3264	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE GAO	EDUCATION DE BASE	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3277	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KOULIKORO	EDUCATION DE BASE	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3257	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE SIKASSO	EDUCATION DE BASE	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3261	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE TOMBOUCTOU	EDUCATION DE BASE	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3267	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KIDAL	EDUCATION DE BASE	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3270	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE MOPTI	EDUCATION DE BASE	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3274	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE SEGOU	EDUCATION DE BASE	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3286	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KAYES	EDUCATION DE BASE	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	75	75	0	225	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			3 465	3 315	-1	17 575	5 625	5 625	0	5 625	5 625	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	CABINET	237	237	0	835	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	CABINET	285	285	0	1 400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	CABINET	190	190	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2770	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE CENOU	CABINET	285	285	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	CABINET	0	0	0	5 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	CABINET	1 235	1 235	0	2 474	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	CABINET	190	0	-1	630	230	230	0	230	230	0	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	CABINET	190	190	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	CABINET	475	475	0	8 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3234	PROJET D'EXTENSION DU SIEGE DU RECTORAT DE L'USSGB	CABINET	0	0	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3235	PROJET CONSTRUCTION CENTRE ADMINISTRATIF ET PÉDAGOGIQUE POUR LA FACULTÉ DES SCIENCES ADMINISTRATIVES ET POLITIQUES (FSAP)	CABINET	0	0	0	585	585	585	0	585	585	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3236	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT AMPHIS ET SALLES DE CLASSE A L'USSGB	CABINET	0	0	0	415	415	415	0	415	415	0	0	0	0	0	
2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	123	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	INSTITUT DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE	0	0	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			3 210	2 897	-2	21 429	9 020	9 020	0	9 020	9 020	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	CABINET	100	100	0	500	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	CABINET	0	0	0	650	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 953	1 953	0	1 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	285	285	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	DIRECTION NATIONALE DE L'ARTISANAT	665	665	0	2 100	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	71	71	0	300	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	PYRAMIDE DU SOUVENIR	166	166	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2841	EXTENSION/ AMENAGEMENT SIEGE APCMM	CHAMBRE DES METIERS	190	190	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	CONSERV. ARTS METIERS MULTI. BALLA FASSEKE K.	427	427	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	MUSEE NATIONAL	0	0	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA	361	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI	42	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	665	665	0	964	550	550	0	550	550	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			4 925	4 564	-1	6 564	3 050	2 950	100	3 050	3 050	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	CABINET	950	950	0	3 600	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
3110	PROJET APPUI RENFORCEMENT CAPACT JEUNES POUR MEILLEURE INCLUSION DANS LA PAIX AU MALI (PARC-JEUNESSE-MALI)	CABINET	62	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	760	760	0	1 466	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2896	SECURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	180	180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 553	1 553	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA (PHASE 2)	STADE MODIBO KEITA	237	237	0	950	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	STADE DE 26 MARS	0	0	0	1 700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	LYCEE SPORTIF	0	0	0	500	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			3 742	3 742	0	8 916	3 700	3 700	0	3 700	3 700	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2216	REHABILATION EXTENSION INRSP	CABINET	150	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	CABINET	0	0	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3192	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	CABINET	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3225	PROGRAMME D'URGENCE POUR LA PREPARATION ET LA RIPOSTE AU COVID 19	CABINET	15 600	15 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	U.E UE
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	CABINET	0	0	0	2 000	610	610	0	610	610	0	0	0	0	0	
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	CABINET	0	0	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3281	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MENAKA	CABINET	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3284	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TAOUDENIT	CABINET	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3292	AMENAGEMENT EQUIPEMENT Centre National Appareillage Orthopedique du Mali (CNAOM)	CABINET	0	0	0	270	270	270	0	270	270	0	0	0	0	0	
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	3 070	95	-1	60	60	60	0	60	60	0	0	0	0	0	
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	800	800	0	1 414	670	670	0	670	670	0	0	0	0	0	
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	4 800	4 800	0	14 000	4 500	4 500	0	4 500	4 500	0	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	11 000	11 000	0	33 500	10 500	10 500	0	10 500	10 500	0	0	0	0	0	
3103	CONST/EQUIP. 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DISTRICT BKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	250	250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3287	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KAYES	DIRECTION REGIONALE SANTE KAYES	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3278	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KOULIKORO	DIRECTION REGIONALE SANTE KOULIKORO	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3258	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SIKASSO	DIRECTION REGIONALE SANTE SIKASSO	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3275	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SEGOU	DIRECTION REGIONALE SANTE SEGOU	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3271	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MOPTI	DIRECTION REGIONALE SANTE MOPTI	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3262	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TOMBOUCTOU	DIRECTION REGIONALE SANTE TOMBOUCTOU	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3265	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE GAO	DIRECTION REGIONALE SANTE GAO	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3268	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KIDAL	DIRECTION REGIONALE SANTE KIDAL	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	75	75	0	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2061	REHABILATION EXTENSION IOTA	INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)	150	150	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3197	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE GAO	HOPITAL DE GAO	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3195	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE MOPTI	HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3194	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SEGOU	HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3193	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SIKASSO	HOPITAL DE SIKASSO	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2215	REHABILATION EXTENSION HOPITAL KATI	HOPITAL DE KATI	150	150	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3191	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KAYES	HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2212	REHABILATION EXTENSION HPG	HOPITAL DU POINT G.	300	300	0	910	310	310	0	310	310	0	0	0	0	0	
2214	REHABILATION EXTENSION. HGT	HOPITAL GABRIEL TOURE	200	200	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	500	500	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	HOPITAL DU MALI	2 500	2 500	0	4 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	200	200	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	OBERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (ODHD)	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			41 325	38 350	-1	78 514	26 440	26 440	0	26 440	26 440	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	CABINET	114	0	-1	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
3002	PROJET REHABILITATION CENTRE LUTTE CONTRE L'EXICSION	CABINET	142	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3237	PROJET DE CONSTRUCTION Dâ¿¿UN IMMEUBLE POUR CERTAINS SERVICES DU MPFEF	CABINET	0	0	0	1 275	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME D'APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	142	142	0	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	142	0	-1	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	114	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	95	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	142	142	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	390	390	0	2 339	1 290	1 290	0	100	100	0	0	1 190	1 190	0	BAD
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	190	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3005	REHABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	133	133	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	CITE DES ENFANTS	237	0	-1	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 841	997	-6	5 074	2 750	2 750	0	1 560	1 560	0	0	1 190	1 190	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAV	CABINET	285	285	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 419	1 419	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	237	237	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	902	902	0	2 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	237	237	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	18 349	8 500	8 500	0	0	0	0	0	8 500	0	8 500	UE
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 385	1 385	0	30 700	4 500	4 500	0	0	0	0	0	4 500	4 500	0	BID
2802	AMENAGEMENT 2X2 VOIES SECTION ROUTE SEGOU SAN 7KM	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	482	0	-1	2 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	2 000	0	B.O.A.D
2812	CONSTRUCTION 4EME PONT DE BAMAKO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	68 600	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	8 550	8 550	0	2 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	190	190	0	6 134	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 428	2 000	-1	29 770	29 769	29 769	0	0	0	0	0	29 770	20 198	9 572	B.A.D BAD
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	9 500	9 500	0	6 900	6 900	6 900	0	6 900	6 900	0	0	0	0	0	
3013	CONST SECTION KANGABA DIALAFOUNDO FRONTIERE GUINEE (50KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 850	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 425	1 425	0	10 349	4 000	4 000	0	4 000	4 000	0	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 565	2 565	0	6 412	3 400	3 400	0	3 400	3 400	0	0	0	0	0	
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	8 075	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3018	AMENAGEMENT DE LA BRETELE KATELE KADIOLO, 4 KM DE VOIRIES DANS LA LOCALITE DE KADIOLO ET 10 KM DE ROUTE DE TERRE DANS LE CERCLE DE KADIOLO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 600	7 600	0	7 350	7 350	7 350	0	7 350	7 350	0	0	0	0	0	
3019	BITUMAGE DE LA ROUTE BAROUELI TAMANI (30,5KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	190	190	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3020	AMENAGEMENT. 2X2 VOIES 3EME PONT. RN6. CONSTRUCT. ECHANG. REHAB. SECT TOUR AFRIQUE-YIRIMADIO- RN6	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	8 075	8 075	0	15 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI KOLOKANI DIDIENI DIEMA SANDARE KAYES DIBOLI	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	14 250	14 250	0	41 141	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 285	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE I	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 080	928	-1	33 488	2 372	2 372	0	0	0	0	0	2 372	2 372	0	BAD

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3190	CONSTRUCTION BUTIMAGE DE LA ROUTE KAYES-AOUROU-FR MAURITANIE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	300	300	0	32 246	2 070	2 070	0	0	0	0	0	2 070	2 070	0	BID
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 000	1 000	0	52 000	7 000	7 000	0	7 000	7 000	0	0	0	0	0	
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	30 468	4 682	4 682	0	500	500	0	0	4 182	4 182	0	BOAD
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	50 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	142	142	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	165	165	0	2 650	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	85	85	0	1 071	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DNTTMF	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	0	0	0	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2567	PROJET CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION EQUIPEMENT TRANSPORT	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	332	332	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3288	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KAYES	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE KAYES	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3279	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KOULIKORO	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES KOULIKORO	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3176	PROJET CONSTRUCTION VIADUC AMANAGEMENT 10 KM DE VOIERIES URBAINES DANS LA VILLE DE SIKASSO	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE SIKASSO	3 950	3 950	0	7 110	3 419	3 419	0	1 500	1 500	0	0	1 919	1 919	0	BOAD
3259	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SIKASSO	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE SIKASSO	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3276	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SEGOU	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE SEGOU	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3272	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MOPTI	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE MOPTI	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3263	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TOMBOUCTOU	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE TOMBOUCTOU	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3266	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE GAO	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE G A O	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3269	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KIDAL	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE KIDAL	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3285	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TAOUDENIT	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES TAOUDENIT	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3282	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MENAKA	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES MENAKA	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPOTRS COMMUNICATION	APPUI CELLULE PLANIFICATION & STATISTIQUE	71	71	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3154	CONSTRUCTION EQUIPEMENT AGEROUTE	AGENCE D'EXECUTION DES TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)	380	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	1 330	1 330	0	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	238	238	0	650	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2449	REHABILITATION EQUIPEMENT INFP/BTP	INSTITUT NAT. FORMATION PROFES. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.	142	142	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			98 525	67 873	-7	486 288	138 762	138 762	0	83 450	83 450	0	0	55 313	37 241	18 072	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	427	427	0	1 250	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	CABINET	580	580	0	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	CABINET	617	617	0	1 250	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	CABINET	114	114	0	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	CABINET	712	712	0	2 400	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	CABINET	142	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	CABINET	237	0	-1	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	CABINET	3 285	285	-1	1 200	900	900	0	300	300	0	0	600	0	600	Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	CABINET	1 347	1 347	0	1 394	1 035	1 035	0	120	120	0	0	915	0	915	UE
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	CABINET	57	57	0	225	225	225	0	90	90	0	0	135	0	135	FENU
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	CABINET	95	0	-1	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	CABINET	190	190	0	750	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	CABINET	380	0	-1	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	CABINET	2 178	2 178	0	8 892	4 492	4 492	0	150	150	0	0	4 342	2 171	2 171	B.M. BM
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	CABINET	190	190	0	680	280	280	0	280	280	0	0	0	0	0	
3125	PROJET DE GESTION DES RISQUES CLIMATIQUES ET D'INONDATION AU MALI EN VUE DE PRESERVER DES VIES ET DES BIENS (PGRCI)	CABINET	0	0	0	600	600	600	0	0	0	0	0	600	0	600	FEM
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	CABINET	237	237	0	1 250	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	143	143	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1884	CONSERVATION VALORISATION BIODIVERSITE ELEPHANTS GOURMA	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	95	95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	285	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	3 247	3 247	0	2 247	1 727	1 727	0	260	260	0	0	1 467	0	1 467	Suède
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	0	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	133	133	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DNEF	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	0	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	0	0	2 726	1 226	1 226	0	100	100	0	0	1 126	0	1 126	FEM
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	285	285	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	712	712	0	12 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	190	190	0	1 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	285	285	0	1 900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	181	181	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	47	0	-1	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSELETS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			16 581	12 205	-8	45 214	18 945	18 945	0	9 760	9 760	0	0	9 185	2 171	7 014	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	17 375	17 375	0	17 500	7 500	7 500	0	7 500	7 500	0	0	0	0	0	
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	285	285	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 872	143	-1	2 272	2 272	2 272	0	150	150	0	0	2 122	0	2 122	KfW
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 628	190	-1	6 000	2 100	2 100	0	200	200	0	0	1 900	0	1 900	Pays-Bas Suède
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	11 053	11 053	0	25 854	5 595	5 595	0	200	200	0	0	5 395	0	5 395	KfW
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 236	2 236	0	4 326	1 580	1 580	0	80	80	0	0	1 500	0	1 500	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	3 467	2 300	-0	5 717	1 947	1 947	0	100	100	0	0	1 847	0	1 847	KfW
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	CABINET	13 507	6 075	-1	31 850	30 250	30 250	0	800	800	0	0	29 450	10 570	18 880	AFD BAD/BOAD/BEI
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	CABINET	10 532	532	-1	9 230	7 770	7 770	0	560	560	0	0	7 210	6 710	500	BM Fonds Abou Dabi
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	CABINET	137	0	-1	500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	CABINET	19 138	19 138	0	18 050	2 300	2 300	0	2 300	2 300	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	CABINET	6 500	6 500	0	15 870	15 870	15 870	0	0	0	0	0	15 870	9 556	6 314	AFD UE
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	CABINET	2 000	2 000	0	3 957	3 957	3 957	0	0	0	0	0	3 957	3 957	0	BID
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	CABINET	2 000	2 000	0	9 969	9 969	9 969	0	0	0	0	0	9 969	0	9 969	BM
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	CABINET	3 500	0	-1	6 684	2 777	2 777	0	100	100	0	0	2 677	0	2 677	BAD Fonds Vert Climat UE
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	CABINET	1 000	1 000	0	14 784	3 696	3 696	0	0	0	0	0	3 696	3 696	0	BM
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	CABINET	0	0	0	3 000	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	380	380	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	1 330	1 330	0	1 900	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	8 250	8 250	0	11 800	6 300	6 300	0	4 000	4 000	0	0	2 300	2 300	0	BOAD
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	500	0	-1	34 179	13 125	13 125	0	0	0	0	0	13 125	13 125	0	BID
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	0	0	0	28 786	10 714	10 714	0	0	0	0	0	10 714	5 714	5 000	BAD BM
3305	PROJET REGIONAL ACCES ELECTRICITE (PRAE)	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	0	0	0	23 448	3 036	3 036	0	0	0	0	0	3 036	0	3 036	BM

MINISTERE	*MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3306	PROJET CENTRAL HYDROELECTRIQUE DE DJENNE	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	0	0	0	13 214	3 973	3 973	0	0	0	0	0	3 973	0	3 973	BAD
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	143	143	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	285	285	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	237	237	0	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 642	3 500	-0	6 330	6 330	6 330	0	200	200	0	0	6 130	3 224	2 906	BADEA Fonds Abou Dabi
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID- UEMOA)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 305	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	47	47	0	6 988	2 250	2 250	0	50	50	0	0	2 200	0	2 200	UE
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	71	71	0	225	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	AUTORITE POUR LA PROMOTION ET LA RECHERCHE PETROLIERE AU MALI	475	475	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	APPUI CELLULES DE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX	190	190	0	900	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION	133	0	-1	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2499	PROJET ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT	AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	85	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	AUTORITE POUR AMENAG.DE TAOUSSA	6 208	2 922	-1	96 000	15 000	15 000	0	2 000	2 000	0	0	13 000	13 000	0	AFD/BOAD/BID/FSD
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	190	0	-1	500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			121 891	88 847	-11	404 633	163 386	163 386	0	23 315	23 315	0	0	140 071	71 852	68 219	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	CABINET	238	238	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	285	285	0	750	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3243	RENFORCEMENT CAPACITES DFM COMMUNICATION ECONOMIE NUMERIQUE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	CONTRAT PLAN ETAT / ONP (PROG.D'INVESTISS.)	285	285	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI	475	475	0	2 670	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATION & COMMUNICATION	190	190	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 473	1 473	0	5 470	1 850	1 850	0	1 850	1 850	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	CABINET	2 090	2 090	0	6 600	2 200	2 200	0	2 200	2 200	0	0	0	0	0	
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	CABINET	0	0	0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	665	665	0	2 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	541	541	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	285	285	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	0	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	5 750	5 750	0	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	300	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	1 425	1 425	0	2 700	1 300	1 300	0	1 300	1 300	0	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	285	285	0	1 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			11 231	11 041	-1	33 700	12 000	12 000	0	12 000	12 000	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1977	PROGRAMME COMPETITIVITE DIVERSIFICATION AGRICOLE PCDA	CABINET	380	380	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	CABINET	361	361	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	CABINET	361	361	0	1 140	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	CABINET	2 055	2 055	0	2 680	918	918	0	170	170	0	0	748	0	748	Norvège
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM)	CABINET	6 298	6 298	0	11 720	11 720	11 720	0	200	200	0	0	11 520	11 520	0	BID
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	CABINET	3 142	3 142	0	3 650	3 650	3 650	0	150	150	0	0	3 500	3 500	0	BM
2800	PROGRAMME PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAPP) II	CABINET	427	427	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	CABINET	2 285	6 285	2	4 300	4 300	4 300	0	100	100	0	0	4 200	4 200	0	BAD
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	CABINET	2 190	190	-1	2 630	2 630	2 630	0	100	100	0	0	2 530	2 530	0	BAD
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	CABINET	332	332	0	1 350	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	CABINET	285	285	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	CABINET	332	332	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2966	ETUDE PROJET DEVELOPPEMENT RURAL DU KAARTA/SEFETO	CABINET	190	190	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	CABINET	950	950	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	CABINET	270	270	0	770	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	CABINET	24 570	0	-1	32 985	32 985	32 985	0	32 985	32 985	0	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	CABINET	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	CABINET	3 237	3 237	0	11 373	4 524	4 524	0	250	250	0	0	4 274	4 274	0	BM
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	CABINET	3 418	3 418	0	3 835	2 535	2 535	0	200	200	0	0	2 335	0	2 335	KfW
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	CABINET	6 200	6 200	0	23 700	8 200	8 200	0	200	200	0	0	8 000	8 000	0	B.M. BM
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	CABINET	10 935	10 935	0	24 161	6 988	6 988	0	250	250	0	0	6 738	4 372	2 366	Canada Danemark FIDA
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	CABINET	4 512	4 512	0	12 586	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	CABINET	570	570	0	2 611	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	CABINET	475	475	0	2 800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	CABINET	6 790	6 790	0	18 549	5 681	5 681	0	300	300	0	0	5 381	5 381	0	BID
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	CABINET	597	0	-1	890	890	890	0	0	0	0	0	890	0	890	B.A.D
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	CABINET	0	0	0	2 500	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	CABINET	0	0	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	CABINET	0	0	0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3302	PROJET APPUI TRANSFORMATION AGRO-ECOLOGIQUE ZONE COTONNIERE DU MALI : AGRECO CML 1430	CABINET	0	0	0	2 575	1 110	1 110	0	0	0	0	0	1 110	0	1 110	AFD
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	95	0	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2201	ETUDE TRANSFORMATION SOUS PRODUITS D'ABATTAGE	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	237	237	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3083	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KOULIKORO	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	2 251	2 251	0	2 390	2 390	2 390	0	100	100	0	0	2 290	0	2 290	Belgique
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	237	237	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	DIRECTION NATIONALE PECHE	237	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	DIRECTION NATIONALE PECHE	1 047	1 047	0	2 478	973	973	0	0	0	0	0	973	0	973	UE
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	3 737	3 737	0	1 609	1 204	1 204	0	150	150	0	0	1 054	1 054	0	BID
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	5 155	5 155	0	5 320	2 660	2 660	0	300	300	0	0	2 360	2 360	0	BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	5 804	2 212	-1	9 430	9 430	9 430	0	800	800	0	0	8 630	5 039	3 591	B.A.D BAD
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	285	285	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	190	190	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3127	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIELLLE AU MALI (PACAM)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	5 026	5 026	0	4 234	3 643	3 643	0	100	100	0	0	3 543	3 543	0	BM
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	6 000	6 000	0	20 801	12 640	12 640	0	0	0	0	0	12 648	6 181	6 467	B.M. BM
3136	PROJET APPUI FILIERES ANACARDE AU MALI	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	AECDI
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	3 936	3 936	0	19 675	5 245	5 245	0	0	0	0	0	5 245	0	5 245	KfW
3184	PROJET PRODUCTIVITE DE L'EAU A L'OFFICE DU NIGER (PRODEAU)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	326	326	0	3 628	898	898	0	0	0	0	0	898	0	898	Pays-Bas
3185	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE DU NIGER (PADON) PHASE II	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	4 592	0	-1	1 117	470	470	0	0	0	0	0	470	0	470	AFD

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	10 515	10 515	0	14 050	8 700	8 700	0	1 700	1 700	0	0	7 000	7 000	0	BAD
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	95	95	0	650	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3133	PROJET APPUI IRRIGATION PROXIMITE (IPRO) GAO ET MENAKA	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	3 717	3 717	0	5 258	4 714	4 714	0	150	150	0	0	4 564	0	4 564	KfW
3298	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE SIKASSO	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	1 165	778	778	0	0	0	0	0	778	0	778	UE
3299	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE KOULIKORO	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	1 028	847	847	0	0	0	0	0	847	0	847	UE
3300	PROJET D'APPUI A L'INITIATIVE POUR L'IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	1 524	768	768	0	0	0	0	0	768	0	768	ESPAGNE
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	760	760	0	1 999	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	CENTRE NATIONAL APPUI SANTE ANIMALE	95	0	-1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3293	PROJET D'AMENAGEMENT ET DE MISE EN VALEUR DES PIV	DIRECTION REG. GENIE RURAL TOMBOUCTOU	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	95	95	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	380	380	0	1 350	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	CENTRE NAT. INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	646	646	0	1 332	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	POJ. AMEL. PRODTVITE AGR. SS. EXPOIT. AFR. SUD SAHARIEN	1 410	1 334	-0	1 592	1 592	1 592	0	40	40	0	0	1 552	1 552	0	BID
3164	OFFICE DEVELOPPEMNT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	OFFICE DEVELOP. PECHE AQUACULTURE DELTA INTERIEUR DU NIGER	142	142	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA	0	0	0	6 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	OFFICE RIZ SEGOU	361	361	0	1 140	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
3290	TRAVAUX D'ACHEVEMENT DU LABORATOIRE DE TECHNOLOGIE ALIMENTAIRE	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO	265	0	-1	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3144	PROJET EXTENSION AMENAGEMENTS PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL & S.A	OFFICE DU MOYEN BANI	5 383	5 383	0	1 197	697	697	0	0	0	0	0	697	0	697	Lux-Dév
TOTAL MINISTERE			147 751	115 632	-7	290 372	159 790	159 790	0	54 255	54 255	0	0	105 543	70 506	35 037	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2021
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE *COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE*

			Exécution du budget 2020			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR 2021				FINANCEMENT EXTERIEUR 2021			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2021 - 2023	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3139	LUTTE CONTRE INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	1 213	1 213	0	1 498	1 498	1 498	0	0	0	0	0	1 498	0	1 498	Belgique
3187	PROGRAMME DE SOUTIEN AU DISPOSITIF NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE (PRESA) PHASE I	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	790	790	0	1 285	897	897	0	100	100	0	0	797	0	797	Suisse
3251	PROJET Â« BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT Ã¿Â» AU MALI	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	0	0	6 202	3 770	3 770	0	100	100	0	0	3 670	3 670	0	Italie
TOTAL MINISTERE			2 003	2 003	0	8 985	6 165	6 165	0	200	200	0	0	5 965	3 670	2 295	
ENSEMBLE MINISTERES			560 704	453 065	-50	1 672 643	643 295	640 405	2 890	299 104	299 104	0	0	344 200	188 600	155 600	

DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE (DPBEP)

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

==========

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

==========

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

==========

DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE

DPBEP 2021-2023

Mai 2020

LISTE DES ABREVIATIONS

AICE	Application Intégrée de la Comptabilité de l'Etat
AMO	Assurance Maladie Obligatoire
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BDM	Banque de Développement du Mali
BMS	Banque Malienne de Solidarité
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
BSI :	Budget Spécial d'Investissement
CANAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CDMT :	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CMSS :	Caisse Malienne de Sécurité Sociale
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable au Mali
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CT	Collectivité Territoriale
CUT	Compte Unique du Trésor
DGABE :	Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
DGD :	Direction Générale des Douanes
DGDP :	Direction Générale de la Dette Publique
DGE :	Direction des Grandes Entreprises
DGI :	Direction Générale des Impôts
DME	Direction des Moyennes Entreprises
DND :	Direction Nationale des Domaines
DNTCP :	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle
EDM _SA	Energie du Mali-Société Anonyme
EMOP	Enquête Modulaire d'Evaluation de la Pauvreté
EPH	Etablissement Public Hospitalier
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
INPS	Institut National de Prévoyance Sociale
LFI	Loi de Finances Initiale
LFR	Loi de Finances Rectificative
LOA	Loi d'Orientation Agricole
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation Relative à la Sécurité Intérieure
N.C.A ou n.c.a	Non Classé Ailleurs
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OCLEI	Office Central de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite

ODHD/LCP	Observatoire du Développement Humain Durable/ Lutte Contre la Pauvreté
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PAG	Programme d'Actions du Gouvernement
PEFA	Public Expenditure and Financial Accountability/ Dépenses Publiques et Responsabilité Financière
PIB	Produit Intérieur Brut
PMA	Paquet Minimum d'Activités
PNISA	Programme National d'Investissement du Secteur Agricole
PPP	Partenariat Public-Privé
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PRED	Plan de Relance Durable
PREM	Plan de Réforme de la gestion des finances publiques au Mali
PTF	Partenaire Technique et Financier
SIGTAS	Standard Integrated Government Tax Administration System
SNCI	Stratégie Nationale de Contrôle Interne
SNEC	Syndicat National de l'Education et de la Culture
SNESUP	Syndicat National de l'Enseignement Supérieur
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNTM	Union Nationale des Travailleurs du Mali
VIH/SIDA	Virus Immunodéficience Humaine/ Syndrome Immunodéficience Acquise

INTRODUCTION

1. L'élaboration du présent Document de Programmation Budgétaire Economique Pluriannuelle intervient dans un contexte particulier marqué par la crise sanitaire liée au coronavirus « Covid-19 ».
2. La pandémie de « Covid-19 » est survenue alors que le pays fait déjà face à une situation difficile sur le plan social et sécuritaire. Elle est apparue dans le pays relativement tard : les premières infections ont été confirmées le 24 mars 2020 et depuis, le nombre de cas ne cesse d'augmenter.
3. Face à la pandémie, les autorités ont rapidement pris des mesures d'endiguement, en mars, et ont annoncé un ensemble de mesures de soutien économique et social au début du mois d'avril. La croissance devrait fortement décélérer en 2020 en raison de la baisse des voyages, des échanges commerciaux, des investissements directs étrangers (IDE) et des envois de fonds. Les pertes d'emplois, la fragilité du système de santé publique et des dispositifs de protection sociale dans un contexte d'informalité élevée et l'insécurité alimentaire pourraient exacerber les problèmes sociaux. La baisse de l'activité économique et les mesures prises par les pouvoirs publics vont peser lourdement sur le budget d'Etat et la balance des paiements, entraînant des besoins de financement de l'ordre de 2,9 % et 3,1 % du PIB respectivement.
4. Dans ces conditions, le taux de croissance réelle du PIB en 2020, initialement projeté à 5,0%, devrait chuter à 0,9%, soit un recul d'au moins 4 points de pourcentage.
5. Le gouvernement a modifié la loi de finances 2020 afin d'intégrer, entre autres, les mesures sanitaires et socio-économiques liées à la pandémie du Coronavirus et inscrire dans le budget les annonces faites par certains partenaires. Les mesures sanitaires et socio-économiques annoncées par le gouvernement ont été évaluées à 537,45 milliards FCFA.
6. Selon les perspectives nationales à moyen terme, la croissance économique devrait rebondir à partir de 2021. Ainsi, Les projection du cadrage budgétaires sur la période 2021-2023 sont basées sur une prévision de croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) qui se situerait autour de 5,1% en moyenne entre 2021 et 2023 contre 0,9% en 2020. L'activité économique caractérisée par une relative résilience devrait subir encore les effets combinés liés à la crise sanitaire du Coronavirus ou « Covid-19 » et la situation sécuritaire difficile.
7. la politique budgétaire viserait comme principal objectif le renforcement de la soutenabilité budgétaire en cohérence avec les critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO ainsi que les engagements pris avec le FMI. En effet, le nouveau programme avec le FMI vise comme objectifs de préserver le cadre macroéconomique, de créer les conditions d'une croissance inclusive, vigoureuse et durable de manière à réduire la pauvreté, à stimuler la création de l'emploi en lien avec les objectifs du CREDD 2019-2023 qui est le référentiel de l'ensemble des politiques publiques du Mali. Sur la période du cadrage, le solde budgétaire global base engagement (dons inclus) devrait être conforme au critère de convergence communautaire de l'UEMOA.
8. Le présent DPBEP couvrant la période 2021-2023 s'appuie sur les orientations stratégiques définies dans le nouveau CREDD 2019-2023. A cet effet, les objectifs d'allocations budgétaires s'inscriront dans la mise en œuvre dudit Cadre Stratégique en tenant compte des priorités du gouvernement qui y sont retenues et qui visent principalement à trouver une réponse pertinente et proactive aux problématiques de développement. Il s'agira particulièrement : (i) de combler le déficit de gouvernance, (ii) d'assurer la paix et la sécurité et de restaurer le bon climat de vivre ensemble qui a toujours

caractérisé la société malienne, (iii) de créer les conditions d'une transformation structurelle de l'économie et d'une croissance forte et inclusive, (iv) de mieux protéger l'environnement et de renforcer la résilience au changement climatique et (v) de mieux valoriser le capital humain et ainsi capter le dividende démographique pour un réel développement.

9. En d'autres termes, les allocations budgétaires visent prioritairement à : (i) financer les infrastructures de développement ; (ii) poursuivre la mise en œuvre de l'engagement présidentiel d'allocation de 15% du budget d'Etat au secteur du Développement Rural, (iii) poursuivre la mise en œuvre de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI), la Loi d'Orientation et de Programmation du Secteur de la Justice (LOPJ) et renforcer les acquis de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) ; (iv) consolider les acquis des secteurs sociaux et (vi) renforcer la décentralisation à travers la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger.
10. Le document comporte quatre (04) parties, à savoir :
    - le contexte macroéconomique ;
    - la gestion des finances publiques ;
    - la mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles ;
    - la situation financière des organismes publics.

I. LE CONTEXTE MACROECONOMIQUE

1.1. Evolution de la situation macroéconomique 2017-2019

1.1.1 Situation macroéconomique internationale

11. L'économie mondiale a connu un ralentissement généralisé à partir de 2017. La croissance a de nouveau baissé en 2019 à 2,9%, soit son rythme le plus lent depuis la crise financière mondiale 2008. Le tassement de la croissance est la conséquence de l'augmentation des obstacles au commerce, de l'incertitude accrue qui entoure les échanges commerciaux et la situation géopolitique, de facteurs spécifiques aux pays qui causent des tensions macroéconomiques dans plusieurs pays émergents et de facteurs structurels, dont une faible productivité et un vieillissement de la population dans les pays avancés en particulier en Europe.
12. Les économies des pays avancés continuent de ralentir, principalement à cause de l'incertitude liée au commerce aux États-Unis et au Brexit dans la zone euro.
13. En Chine, la croissance reste vigoureuse avec cependant une nette baisse en 2019 due non seulement à l'escalade des droits de douane, mais aussi au ralentissement de la demande intérieure à la suite des mesures budgétaires prises pour maîtriser la dette.
14. Dans les pays émergents et les pays en développement, le ralentissement de la croissance économique s'explique en partie par les incertitudes liées aux politiques commerciales et nationales.
15. Seule la région de l'Afrique subsaharienne a connu un timide redressement de l'activité économique dont le taux de croissance est passé de 3% en 2017 à 3,3% en 2019 bien que les résultats soient plus hétérogènes au sein de la zone.
16. La hausse des prix reste relativement modérée dans les pays avancés (soit 2% en 2018 et 1,4% en 2019). L'inflation se situe à des niveaux plus élevés dans les pays émergents et en développement en passant de 4,3% en 2017 à 5,1% en 2019. En Afrique subsaharienne, l'inflation a atteint 11% en 2017 mais elle s'est ralentie en 2018 et 2019.

Tableau 1 : Evolution de la situation macroéconomique internationale 2017-2019

	Croissance réelle du PIB(%)			Prix à la consommation en %		
Zones	**2017**	**2018**	**2019**	**2017**	**2018**	**2019**
Monde	3,8	3,6	2,9			
Pays avancés[1]	2,5	2,2	1,7	1,7	2,0	1,4
pays émergents et pays en développement	4,8	4,5	3,7	4,3	4,8	5,1
Chine	6,8	6,6	6,1	1,6	2,2	2,3
Afrique Subsaharienne	3,0	3,2	3,3	11,0	8,5	8,4

Source : FMI (Perspectives Economiques, janvier 2020)

17. La zone UEMOA a été l'une des régions d'Afrique subsaharienne (ASS) dont l'activité économique reste vigoureuse, avec une inflation modérée. En dépit d'une détérioration des termes de l'échange et des défis sécuritaires dans certains pays membres, la croissance du PIB réel a dépassé 6 %, selon les estimations du FMI, pour la huitième année consécutive en 2019, portée essentiellement par une demande intérieure vigoureuse et soutenue.

[1] Etats-Unis, zone EURO, Japon, Royaume-Uni, Canada, etc.

Tableau 2 : Evolution de la situation macroéconomique des pays de l'UEMOA 2017- 2019

	Croissance réelle du PIB (%)			Inflation en %		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019
UEMOA	6.6	6,3	6,6	0,8	1,4	1,6
Bénin	5,8	6,5	6,5	0,1	1,1	2,1
Burkina-Faso	6,3	6,0	6,0	0,4	2,0	2,0
Côte d'Ivoire	7,7	7,4	7,5	0,8	1,7	2,0
Guinée-Bissau	5,9	3,8	5,0	1,1	1,4	2,0
Mali[2]	5,3	4,7	5,1	1,8	1,7	-0,8
Niger	4,9	5,2	6,5	2,4	3,3	2,4
Sénégal	7,2	6,2	6,9	1,3	0,3	0,1
Togo	4,4	4,7	5,0	-0,8	0,9	1,4

Source : Rapport du FMI N° 19/90, mai 2019

1.1.2 Situation macroéconomique nationale

18. Malgré les multiples défis liés à l'environnement sécuritaire, l'économie malienne continue de croitre de manière robuste dénotant ainsi sa résilience face aux chocs. Entre 2017 et 2019, la croissance économique s'est située autour de 5% en moyenne. Cette performance est imputable à un regain de l'activité économique dans les secteurs primaire et secondaire en 2017 et 2018 et beaucoup plus dans le secteur tertiaire pour l'année 2019.
19. En 2017, grâce à une pluviométrie favorable couplée notamment, d'une politique volontariste de soutien au secteur agricole à travers les aménagements hydro-agricoles et la poursuite de la subvention des intrants agricoles, la production du secteur primaire a augmenté de 5,2 %. Dans le secteur secondaire, la production a progressé de 6,8%, hausse imputable à l'activité des industries de transformation agroalimentaire et des textiles. Dans le secteur tertiaire, la croissance a été de l'ordre de 5,2% grâce notamment au développement des transports et télécommunications et au sous-secteur financier qui ont enregistré respectivement un rebond de 8,0% et 5,4%.
20. Malgré un ralentissement en 2018, la croissance de l'économie est restée robuste avec 4,7% grâce à une reprise dans le secteur secondaire et à la bonne tenue du secteur primaire et principalement de l'agriculture vivrière.
21. En 2019, le taux de croissance attendu à 5,1% est soutenu, essentiellement par les secteurs primaire et tertiaire qui y contribueront respectivement à 5,1% et 5,3%.
22. L'inflation est restée maitrisée sur la période 2017-2019 en raison, principalement, de la bonne tenue des campagnes agricoles. Sur ladite période, le taux d'inflation est estimé en moyenne à 0,9 % en dessous de la norme de 3 % pour la zone UEMOA.
23. Le solde du compte courant (dons inclus) de la balance des paiements, bien qu'étant déficitaire s'est amélioré entre 2017 et 2018 en se situant respectivement à 7,3% et 4,9% du PIB. Son niveau devrait continuer de s'améliorer en 2019 en se situant à 4,8% du PIB et qui devrait être financé en partie par des entrées nettes de capitaux, principalement sous forme d'aide extérieure et d'investissements directs étrangers.
24. La masse monétaire a crû de 4,3% en 2017 et 14,2% en 2018. Elle devrait continuer de croitre, mais à un rythme moindre en 2019 de 7,2% sous l'impulsion du crédit à l'économie.

[2] *MEF, FMI (1ère revue FEC, novembre 2019).*

25. En matière de gestion des finances publiques, la politique budgétaire a été expansionniste sur la période 2017-2019 du fait du financement des actions prioritaires contenues dans l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali et de la prise en charge de l'incidence financière de la LOPM de la LPSI et des revendications des partenaires syndicaux et sociaux.
26. Le déficit budgétaire (dons inclus) est ressorti en 2017 à 2,9% contre 4,7% en 2018. Le niveau élevé du déficit en 2018 s'explique essentiellement par les difficultés de mobilisation des ressources intérieures. En 2019, le déficit est estimé à 1,7% du PIB.
27. En matière de politique d'endettement, le Mali reste dans la catégorie des pays dont le risque de surendettement reste modéré. Sur la période 2017-2019, l'encours de la dette publique rapporté au PIB reste en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 70%.

1.2. Aperçu sur les perspectives économiques 2020

1.2.1 Perspectives économiques au niveau international

28. La révision des perspectives macroéconomiques mondiales pour 2020 est fortement influencée par la crise sanitaire du coronavirus qui est apparue pour la première fois en Chine en décembre 2019. Cette pandémie du coronavirus ou «Covid-19» devrait avoir de graves répercussions sur l'activité économique mondiale.
29. Les prévisions de croissance de l'économie mondiale restent extrêmement incertaines car très dépendantes de facteurs dont l'interaction est difficile à prévoir, notamment l'évolution de la pandémie, l'intensité et l'efficacité des mesures d'endiguement, l'ampleur des perturbations de l'approvisionnement, les répercussions du resserrement des conditions financières mondiales, les mutations des schémas habituels de dépenses, les changements de comportement de la population, les effets sur la confiance et la volatilité des cours des produits de base.
30. De nombreux pays font face à une crise à plusieurs niveaux : choc sanitaire, perturbations économiques internes, chute de la demande extérieure, retournement des flux de capitaux et effondrement des cours des produits de base. Dans ces conditions, les risques d'une aggravation de la situation seraient plutôt prédominants.
31. Ainsi, sous l'effet de la pandémie du «Covid-19», la production mondiale connaîtrait une forte contraction de l'ordre de 3 % en 2020 après avoir enregistré une croissance de 2,9% en 2019.
32. **Dans les pays avancés**, la contraction de l'activité économique devrait s'établir à 6,1 % en 2020 et à 7,7% si l'on la compare avec les projections initiales de janvier 2020. La récession est davantage prononcée dans la zone euro que dans les autres pays avancés. L'inflation devrait connaitre une légère baisse en 2020, sous l'effet d'une contraction de la demande, en s'établissant à 0,5% contre 1,4% en 2019.
33. **Aux États-Unis**, la récession avoisinerait 6% en 2020 contre une croissance réelle de 2,3 % enregistrée en 2019. L'inflation en 2020 connaîtrait une baisse de 1,8 point de pourcentage par rapport à 2019 en s'établissant à 0,6%.
34. **Dans la zone euro,** l'activité économique connaitrait un recul exceptionnel de 7,5% en 2020. La récession toucherait davantage l'Italie et l'Espagne et dans une moindre proportion l'Allemagne et la France.
35. **Les pays émergents et les pays en développement** ne seront pas épargnés par la récession mondiale en 2020 car ces économies verront leur production se contracter de l'ordre de 1%. Dans cette

zone, la reprise devrait être plus rapide tenant du fait que la Chine réussirait en 2020 à contenir la contraction de son économie.

36. ***S'agissant de la Chine,*** bien qu'étant le premier pays frappé par la crise du coronavirus, elle devrait pourvoir ralentir le rythme de sa récession en atteignant 1,2% de croissance en 2020 contre 6% selon les prévisions de janvier 2020.
37. **En Afrique subsaharienne**, la crise sanitaire engendrerait une contraction de l'activité économique de l'ordre de 1,6%, soit le pire résultat jamais enregistré dans la zone.
38. Les économies moins diversifiées seront les plus gravement touchées, y compris sous l'effet de la baisse des cours des produits de base et des mesures d'endiguement prises par les différents gouvernements. Le renchérissement des prix dans la région devrait se creuser et atteindre 9,3% en 2020 contre 8,4% en 2019.
39. **Dans la zone UEMOA,** la croissance économique se situerait à son plus bas niveau, soit seulement 2,5% contre une prévision initiale de l'ordre de 6%. En plus de la crise du coronavirus, cette zone reste confrontée à une crise sécuritaire qui perdure et se répand. Une aggravation persistante de l'insécurité pèserait sur les budgets des Etats, nuirait aux investissements et entraverait la croissance. Le taux d'inflation, mesuré par le niveau général des prix à la consommation, devrait sensiblement augmenter tout en restant contenu dans la norme communautaire de 3%.

1.2.2 Perspectives économiques nationales en 2020

40. La pandémie du «Covid-19» va fortement affecter notre économie en 2020 à l'instar des autres pays. Sous l'effet combiné de la crise sanitaire liée à la pandémie du «Covid-19» et de la situation sécuritaire du pays, une forte baisse de l'activité économique est attendue en 2020.
41. Ainsi, le taux de croissance réelle du PIB initialement projeté à 5,0% devrait chuter à 0,9%, soit un recul du taux de croissance d'au moins 4 points de pourcentage du PIB à la fin de l'année.
42. Grâce aux mesures prises par le gouvernement dans le sens de la réduction des taxes sur certains produits de première nécessité, la crise ne devrait pas avoir un effet significatif sur le niveau général des prix qui devrait demeurer en dessous de la norme communautaire de 3% par an, dans l'hypothèse d'une bonne campagne agricole et d'une évolution favorable des cours du pétrole.
43. Le gouvernement prévoit de modifier la loi de finances 2020 afin d'intégrer, entre autres, les mesures sanitaires et socio-économiques liées à la pandémie du Coronavirus et inscrire dans le budget les annonces faites par certains partenaires. Les mesures sanitaires et socio-économiques annoncées par le gouvernement évaluées à 537,45 milliards FCFA se rapportent essentiellement aux dépenses de santé, au soutien à la population, aux entreprises et à l'économie toute entière.
44. Ainsi, les objectifs révisés de la politique budgétaire 2020 sont basés sur les nouvelles orientations découlant de la crise sanitaire du «Covid-19». Toutefois, ces orientations de la politique budgétaire demeureraient conformes aux engagements pris par le gouvernement dans le cadre du Programme Economique et Financier avec le Fonds Monétaire International (FMI).
45. Pour rappel, le programme économique et financier appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) sera remplacé par la facilité rapide de crédit (FRC) pour faire face aux graves perturbations économiques et renforcer notre capacité de prise en charge sanitaire face à la pandémie du coronavirus.
46. Cette FRC qui est un programme d'urgence à décaissement rapide vise à :
    - préserver le cadre macroéconomique ;

- garantir la stabilité des finances publiques et l'intégrité de l'assiette fiscale ;
- favoriser une croissance vigoureuse et inclusive et veiller à ce que les mesures portant sur les dépenses soient temporaires et visent à répondre aux exigences de la crise.

47. En ce qui concerne les engagements communautaires, les objectifs de déficit budgétaire connaitraient une détérioration temporaire et se rétabliront à moyen terme à son niveau souhaité.
48. La politique budgétaire 2020 révisée sera principalement marquée par la volonté du gouvernement à prendre en compte le plan de riposte global face au «COVID-19» afin de contribuer à endiguer la pandémie et à atténuer l'impact économique de la crise, à favoriser une reprise rapide, à assurer une croissance inclusive et à réduire la pauvreté.

1.3. Les projections macroéconomiques 2021-2023

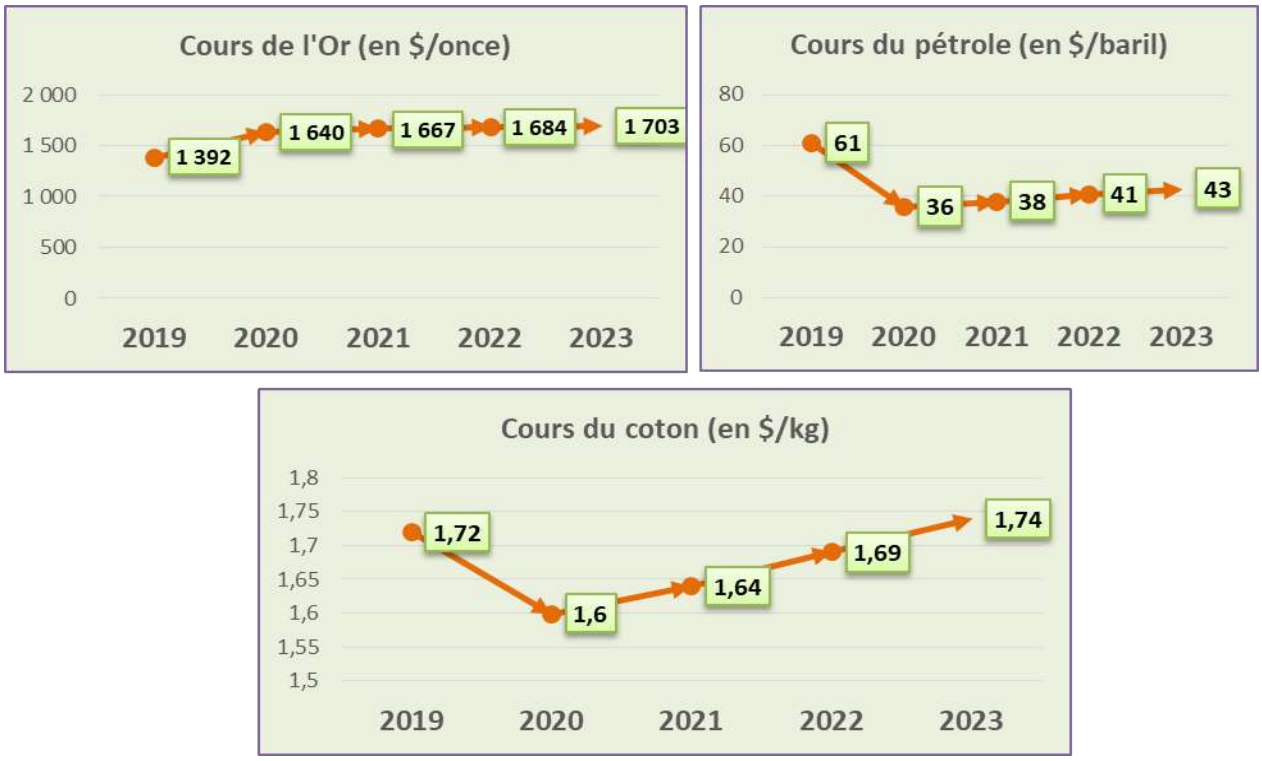
1.3.1. Hypothèses du cadrage macroéconomique

49. Le cadrage macroéconomique sur lequel sont bâties les projections budgétaires 2021-2023 repose sur les hypothèses d'évolution à la fois de l'environnement économique international et national.

a. Hypothèses sur l'environnement économique international

50. Les hypothèses sur l'environnement économique international portent sur l'évolution des cours des principales matières premières ayant une incidence notoire sur la situation financière du pays à savoir l'or, le pétrole et le coton. A cause de la pandémie du coronavirus déclenchée en Chine depuis 2019, les cours des matières premières seront globalement orientés vers la hausse entre 2021-2023 tout en restant à un niveau plus bas par rapport à la période d'avant crise sanitaire en ce qui concerne le pétrole et le coton.

Figure 1 : Quelques hypothèses macroéconomiques sur l'environnement international



Source : *MEF-FMI, avril 2020 ; Banque Mondiale-(pink-sheet), avril 2020.*

51. Le cours de l'or se porterait relativement bien en passant respectivement de 1667 dollars l'once en 2021, à 1684 dollars l'once en 2022 et 1703 dollars l'once en 2023.

52. Pour le pétrole, son cours chuterait jusqu'à 36 $/baril en 2020 et remonterait progressivement pour atteindre 41 $/baril en 2023. Cependant, ce niveau reste en deçà de celui projeté avant la crise du «Covid-19».

53. Après une baisse certaine en 2020, le cours du coton devrait légèrement s'améliorer en passant de 1,64$/kg en 2021 à 1,74 $/kg en 2023.

b. Hypothèses sur l'environnement économique national

54. Les hypothèses spécifiques sur l'environnement économique national tiennent compte des efforts du gouvernement et de ses partenaires en matière d'investissement, d'amélioration du cadre des affaires à travers les reformes structurelles et de l'apaisement du climat sécuritaire dans le pays. Il s'agirait notamment :

Au plan politique et institutionnel :

- la mise en œuvre des résolutions du Dialogue National Inclusif (DNI) ;
- l'accélération de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger.

Au plan économique :

- la poursuite de la mise en œuvre des orientations stratégiques du CREDD 2019-2023 ;
- la poursuite des reformes sur l'amélioration du cadre des affaires ;
- la poursuite des réformes du secteur de l'énergie afin d'augmenter l'offre d'énergie ;
- la poursuite de la recherche et de l'exploitation des ressources minérales ;
- la diversification de l'économie nationale.

Au plan budgétaire et de la gouvernance :

- la poursuite de la mise en œuvre de la réforme du budget-programmes ;
- la poursuite de la politique de soutien au secteur primaire à travers la subvention des intrants agricoles et les aménagements hydro agricoles ;
- la poursuite de la décentralisation budgétaire à travers le transfert des ressources aux Collectivités Territoriales ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI) ;
- la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation du Secteur de la Justice (LOPJ)
- l'élargissement de l'assiette fiscale et la rationalisation des exonérations ;
- la poursuite de la mise en œuvre des mesures du Plan de Réforme pour la Gestion des Finances Publiques au Mali (PREM/GFP 2017-2021).

1.3.2. Les hypothèses du cadrage budgétaire 2021-2023

a) Secteur réel

55. Après une contraction de l'activité 2020, l'économie malienne rebondirait en 2021-2023 avec une croissance réelle du PIB qui se situerait en moyenne à 5,1% contre une projection de 0,9% attendue en 2020.

Tableau 3: Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2020-2023

Libellés	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2021-2023
PIB nominal (Mds FCFA)	10 454,5	11 030,0	11 929,0	12 776,0	**11 912**
Taux croissance PIB réel	0,9%	4,3%	6,0%	5,0%	**5,1%**
Déflateur du PIB	1,8%	1,7%	2,0%	2,0%	**1,9%**

***Source : INSTAT-Mali**, FMI- avril 2020*

56. La croissance serait davantage soutenue par les secteurs primaire et tertiaire. En effet, le secteur primaire enregistrerait une croissance moyenne de 5,5 % sur la période 2021-2023 contre 3,0% prévue en 2020. La production dans le primaire serait tirée par l'agriculture vivrière et les activités extractives.

57. S'agissant du secteur secondaire, sa croissance s'établirait en moyenne à 3,4% entre 2021-2023 contre une prévision de recul de l'ordre de 1,6% en 2020. La croissance dans ce secteur serait soutenue par la production de l'électricité-eau, les Industries agroalimentaires, les textiles et la branche construction.

58. Quant au secteur tertiaire, sa croissance serait en moyenne au même rythme que le primaire, soit 5,5% sur la période du cadrage contre seulement 0,8% attendue en 2020. Les branches motrices de la croissance dans le tertiaire seraient, entre autres, le commerce, les transports et télécommunications, les activités financières et les activités des administrations publiques.

Le déflateur du PIB ressortirait en moyenne à 1,9 % sur la période 2021-2023

Tableau 4 : Evolution du taux de croissance du PIB par secteur 2020-2023

Secteurs	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2021-2023
Secteur primaire	3,0%	5,5%	5,7%	5,1%	5,5%
Secteur secondaire	-1,6%	2,0%	4,5%	3,8%	3,4%
Secteur tertiaire	0,8%	4,5%	6,6%	5,3%	5,5%

***Source :** INSTAT-Mali, avril 2020*

b) Les échanges extérieurs

Compte des transactions courantes

59. Au niveau de la balance courante, le solde passerait de -543,9 milliards de FCFA en 2021 à -733,1 milliards de FCFA en 2023 soit une moyenne de -642,1 milliards de FCFA sur la période 2021-2023 contre -483,7 milliards de FCFA en 2020. Il représente en moyenne -5,2 % du PIB sur la période de cadrage. La dégradation du solde des transactions courantes s'explique essentiellement par le solde commercial.

60. En effet, le solde commercial devrait se dégrader en passant de -267,9 milliards de FCFA en 2021 à -450,7 milliards de FCFA en 2023, soit une hausse de 68,2% en lien avec celle importante des importations (269,8 milliards ou 10,4%).

61. Quant aux exportations, elles enregistreraient un montant total de 2 315,7 milliards de FCFA en 2021 et 2402,6 milliards de FCFA en 2023, soit une moyenne de 2 360,8 milliards de FCFA entre 2021 et 2023 contre 2 258,1 milliards de FCFA en 2020. Elles augmenteraient de 86,9 milliards de FCFA sur la période 2021-2023, correspondant à un taux de progression de 3,8%.

62. Les revenus nets sont attendus en moyenne à -323,3 milliards de FCFA sur la période 2021-2023 contre -314,4 milliards de FCFA en 2020. Quant aux transferts courants, ils ont augmenté de 30,1 milliards de FCFA des flux nets entre 2021-2023, soit une hausse de 3,2 % en liaison avec la progression des flux nets privés essentiellement (+21,6 milliards de FCFA).

63. Quant aux flux nets publics, ils augmenteraient de 8,5 milliards de FCFA sur la période de cadrage.

Compte de capital et d'opérations financières

64. Le solde du compte de capital et d'opérations financières s'établirait à 636,6 milliards de FCFA en 2023 contre 520,0 milliards de FCFA en 2021, soit une hausse de 116,6 milliards de FCFA.

65. Compte tenu de ces évolutions, le solde global de la balance des paiements passerait de -23,9 milliards de FCFA en 2021 à -96,5 milliards de FCFA en 2023 soit en moyenne -60,6 milliards de FCFA sur la période 2021-2023 correspondant à une détérioration de 72,6 milliards de FCFA.

c) La monnaie et le crédit

Avoirs extérieurs nets

66. En 2023, les actifs extérieurs nets devraient ressortir à 326,1 milliards de FCFA contre 469,1milliards de FCFA en 2021, soit une contraction de 215,2 milliards de FCFA. Cette évolution serait imputable au fléchissement de la position créditrice extérieure de la B.C.E.A.O, au regard de l'accroissement attendu du niveau des paiements extérieurs en devises, dans le domaine de la couverture des demandes de transferts initiées par les banques et du financement des importations de biens et de services.

Crédit intérieur

67. Le crédit intérieur passerait de 4 211,6 milliards de FCFA en 2021 à 5 511,5 milliards de FCFA en 2023, soit une hausse de 1 299,9 milliards de FCFA sur la période du cadrage, correspondant à un taux de progression de 30,9%.Cette hausse est imputable à l'accroissement des créances sur l'économie et des créances nettes sur l'Etat ou PNG.

Position Nette du Gouvernement « PNG »

68. Les créances nettes sur l'Etat afficheraient une progression de 643,9 milliards de FCFA entre 2021 et 2023, passant de 1 087,7milliards de FCFA en 2021 à 1 731,6 milliards de FCFA en 2023. Cette évolution résulterait essentiellement d'un accroissement du crédit à l'Etat, au regard du besoin de financement consécutif à la réalisation d'infrastructures, au relèvement du défi sécuritaire et l'opérationnalisation des nouvelles régions à moyen terme, etc.

Crédits à l'économie

69. Les crédits à l'économie se caractériseraient par une augmentation de 656,0 milliards de FCFA (21,0%) en s'établissant à 3 779,9 milliards de FCFA en 2023 contre 3 123,9 milliards de FCFA en 2021. Ces crédits seraient essentiellement octroyés à des opérateurs exerçant dans les secteurs de l'agriculture, des télécommunications, de l'industrie, des mines et du commerce général en vue de soutenir l'activité économique.

Masse monétaire

70. En contrepartie de ces évolutions, la masse monétaire ressortirait en hausse de 568,4 milliards de FCFA en passant de 3 841,9 milliards de FCFA en 2021 à 4 410,3 milliards de FCFA. Cet accroissement de la liquidité globale se traduirait à la fois par une hausse des dépôts en banques et de la circulation fiduciaire qui augmenteraient respectivement de 471 milliards de FCFA et de 96,9 milliards de FCFA.

1.3.3. Les objectifs de la politique budgétaire

71. Le gouvernement mettra en œuvre une politique budgétaire plus soutenable et propice à la croissance économique en s'inscrivant dans la perspective de respecter à moyen terme les critères de convergence communautaire de l'UEMOA et de la CEDEAO.

72. La politique budgétaire viserait à maintenir à terme un solde budgétaire global conforme au critère de convergence de l'UEMOA et compatible avec la viabilité de la dette publique au Mali. Sur la période 2021-2023, le déficit budgétaire de base se situerait en moyenne à 3,0 % du PIB contre 7,3 % dans le budget rectifié 2020. Quant au solde budgétaire global (dons inclus), il connaitrait une détérioration entre 2020 et 2022 compte tenu, entre autres, des impératifs de dépenses sécuritaires et sanitaires liées à la crise sécuritaire et au «Covid-19». En effet, le déficit global (dons inclus) s'établirait respectivement à 3,6% et 3,5% en 2021 et 2022 avant de revenir à 3,0 % du PIB à l'horizon 2023.

73. Outre les conséquences laissées par la crise sanitaire, le niveau de déficit s'expliquerait surtout par la prise en charge de certains engagements du Gouvernement relatifs à l'incidence de (i) la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM), la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI)) et la Loi d'Orientation et de Programmation du Secteur de la Justice (LOPJ) ; (ii) la mise en œuvre de l'engagement présidentiel d'allocation de 15 % du budget d'Etat au secteur du Développement Rural (iii) la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale et (iv) le financement des infrastructures de développement et la consolidation des acquis des secteurs sociaux.

74. Durant la période du cadrage, le gouvernement poursuivra ses efforts de mobilisation accrue des recettes intérieures à travers le renforcement des mesures déjà en cours dans le cadre du Programme Economique et Financier avec le FMI. Il est attendu un objectif de mobilisation des recettes fiscales d'environ 0,5 point de pourcentage du PIB par an entre 2021 et 2023.

Tableau 5: Projection de quelques agrégats budgétaires 2020-2023

Libellés	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2021-2023
Solde global dons inclus (%PIB)	-6,2%	-3,6%	-3,5%	-3,0%	**-3,4%**
Solde global dons exclus (%PIB)	-10,0%	-5,6%	-5,5%	-5,0%	**-5,4%**
Solde budgétaire de base (%PIB)	-7,3%	-3,1%	-3,2%	-2,7%	**-3,0%**
Solde budgétaire de base hors PPTE (en% PIB)	-5,1%	-1,8%	-2,0%	-1,6%	**-1,8%**
Taux de pression fiscale (en % du PIB)	13,2%	13,8%	14,3%	14,8%	**14,3%**
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	46,4%	42,7%	42,1%	40,6%	**41,8%**

Source : *DGB, 2020*

75. Les objectifs budgétaires ci-dessus seront sous-tendus à moyen terme par les activités prévues dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de Réforme de la Gestion des Finances Publiques au Mali (PREM/GFP 2017-2021) et l'application du nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA qui visent à améliorer la préparation et l'exécution budgétaire ainsi que l'efficacité des finances publiques.

76. Il s'agira notamment de poursuivre les réformes dans le cadre de la rationalisation des exonérations et l'amélioration du cadre institutionnel, législatif et réglementaire à la relecture des différents textes (mines, investissements, impôts, douanes, pétrolier, loi sur la promotion immobilière, etc.). Le gouvernement continuera également à améliorer la gestion des finances publiques, en particulier en remédiant aux faiblesses mises en lumière par les évaluations PEFA 2016, et les missions d'assistance technique du FMI (PIMA, risques budgétaires, mise en œuvre des AE-CP).

1.3.4. Les orientations prioritaires de la politique budgétaire

77. Les orientations pour l'allocation budgétaire cibleront les priorités du gouvernement retenues dans le CREDD 2019-2023 et qui visent principalement à trouver une réponse pertinente et proactive aux problématiques de développement. Il s'agira particulièrement : (i) de combler le déficit de gouvernance, (ii) d'assurer la paix et la sécurité et de restaurer le bon climat de vivre ensemble qui a toujours caractérisé la société malienne, (iii) de créer les conditions d'une transformation structurelle de l'économie et d'une croissance forte et inclusive, (iv) de mieux protéger l'environnement et de renforcer la résilience au changement climatique, (v) de mieux valoriser le capital humain et ainsi capter le dividende démographique.

II. GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

2.1 Revue budgétaire 2017-2019

78. Malgré les effets négatifs de la crise sécuritaire qui continuent de fragiliser l'économie, l'orientation générale de la politique budgétaire a été globalement satisfaisante, à l'exception de l'année 2018 qui a été particulièrement difficile pour les finances publiques. L'évolution des soldes budgétaires, tel que le déficit budgétaire (dons inclus), indique une trajectoire légèrement supérieure à la norme communautaire de l'UEMOA, en ressortant en moyenne à 3,1 % du PIB. Quant au déficit budgétaire global hors dons, il est ressorti en moyenne à 4,7 % du PIB contre une prévision de 5,0% du PIB et une norme de 3,0 % fixée par les critères de convergence de la CEDEAO. Les résultats reflètent, d'une part, une contre-performance des régies financières en 2018, et d'autre

part, une sous-exécution des dépenses en capital, principalement sur financement extérieur.

Tableau 6: Evolution des soldes budgétaires 2017-2019

Libellés	2017		2018		2019		Moyenne 2017-2019	
	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév	Réal.	Prév.	Réal.
Solde global dons inclus, (%PIB)	-3,5	-2,9	-3,3	-4,7	-2,5	-1,7	-3,1	-3,1
Solde global dons exclus, (%PIB)	-5,7	-4,5	-4,5	-6,0	-4,8	-3,5	-5,0	-4,7
Solde budgétaire de base (%PIB)	-1,3	-1,1	-1,5	-4,0	-2,4	-1,7	-1,7	-2,2
Solde budgétaire de base hors PPTE (% PIB)	-1,1	-0,9	-1,3	-3,8	-1,5	-0,5	-1,3	-1,7

Source : *DGB, 2020*

2.1.1. Evolution des ressources budgétaires 2017-2019

79. Après la chute brutale des ressources financières de l'Etat constatée en 2018, la tendance se redresse progressivement à partir de 2019. Ainsi, les recettes budgétaires sont passées de 1480 milliards en 2017 à 1571 milliards en 2019, soit une croissance moyenne de 3,0% sur la période.

80. Quant aux dons, ils sont évalués à 144,1 milliards en 2017 contre 117,1 milliards en 2018 et 191,2 milliards en 2019, soit une augmentation de 15,2 % entre 2017 et 2019.

81. De même, les objectifs de recouvrement des recettes fiscales sont jugés satisfaisants en 2017 et 2019 contrairement à 2018 où ils n'ont été atteints qu'à hauteur de 75,1%. En termes absolues, les recettes fiscales sont passées de 1353,7 milliards en 2017 à 1495,8 milliards de FCFA en 2019, ce qui correspond en moyenne à une hausse de 5,1% sur la période. Il en résulte un taux de pression fiscale qui est ressorti en moyenne à 13,9 % sur la période 2017-2019.

Tableau 7: Evolution des ressources budgétaires selon la présentation du TOFE (en milliards) 2017-2019

Rubriques	2017			2018			2019			Taux crois. Moy. 17-19
	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Réal.
RECETTES, DONS	**1 823,1**	**1 789,6**	**98%**	**1 948,9**	**1 476,4**	**75,8%**	**2 043,6**	**1 843,6**	**90,2%**	**1,5%**
Recettes totales	**1 620,4**	**1 645,5**	**102%**	**1 834,3**	**1 359,4**	**74,1%**	**1 809,6**	**1 652,4**	**91,3%**	**0,2%**
Recettes budgétaires	**1 509,0**	**1 480,0**	**98%**	**1 711,1**	**1 181,7**	**69,1%**	**1 683,0**	**1 571,0**	**93,3%**	**3,0%**
Recettes fiscales	**1 357,6**	**1 353,7**	**100%**	**1 498,8**	**1 125,9**	**75,1%**	**1 529,8**	**1 495,8**	**97,8%**	**5,1%**
Impôts directs	424,6	419,4	99%	459,6	340,0	74,0%	454,0	471,6	103,9%	6,0%
Impôts indirects	933,0	934,3	100%	1 039,2	785,9	75,6%	1 075,8	1 024,2	95,2%	4,7%
TVA	508,9	523,5	103%	562,2	415,1	73,8%	616,7	550,7	89,3%	2,6%
Taxes sur produits pétroliers	94,7	84,7	89%	95,2	87,8	92,2%	60,3	52,6	87,3%	-21,2%
Taxes sur importations	176,1	180,1	102%	192,3	149,7	77,8%	211,8	189,7	89,6%	2,6%
Autres droits et taxes	235,3	235,2	100%	257,3	198,0	77,0%	259,4	299,5	115,5%	12,8%
Recettes non fiscales	**151,4**	**126,4**	**83%**	**212,3**	**55,8**	**26,3%**	**153,2**	**75,2**	**49,1%**	**-22,9%**
Recettes fds. spéc. et budg. ann.	**111,4**	**165,5**	**149%**	**123,2**	**177,7**	**144,2%**	**126,6**	**81,4**	**64,3%**	**-29,8%**
Dons	**202,7**	**144,1**	**71%**	**114,6**	**117,1**	**102,2%**	**234,0**	**191,2**	**81,7%**	**15,2%**
Projets	96,5	81,4	84%	81,0	68,4	84,5%	146,8	79,0	53,8%	-1,5%
Budgétaires (ABG)	84,8	48,6	57%	26,2	42,5	162,4%	76,4	104,2	136,3%	46,5%
Appui budgétaire (ABS)	21,4	14,2	66%	7,4	6,1	82,4%	10,7	8,1	75,2%	-24,6%

Source : *DGB, 2020*

2.1.2 Evolution des dépenses 2017-2019

82. Sur la base de l'analyse du TOFE, il ressort des données d'exécution budgétaire 2017-2019, que les dépenses budgétaires ont légèrement augmenté en moyenne de 1,3%. Cette tendance s'explique par les difficultés de mobilisation des ressources intérieures en 2018 qui ont eu pour corollaire le gel partiel de certaines dépenses. Dans cette situation, les dépenses courantes ont connu une croissance moyenne de 7,7% liées essentiellement à l'accroissement des dépenses sociales de transfert et subvention (+10,4%) et le paiement des intérêts sur la dette (+18,2%).

83. Comparées aux prévisions, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 96% en 2017 contre 91,3% en 2018 et 94,3% en 2019. Ce niveau de réalisation est dû, notamment, au paiement d'intérêt au titre de la dette publique qui a atteint en moyenne près de 109,3% d'exécution du fait de son caractère de dépenses sur crédits évaluatifs.

84. Quant aux dépenses en capital, elles ont plutôt régressé en exécution, passant de 784,5 milliards de FCFA en 2017 à 658 milliards de FCFA en 2019. Cela correspond à une baisse d'environ 8,4%. La chute des dépenses en capital est davantage due au financement extérieur qui a régressé de l'ordre de 12,8% contre 6,4% de baisse pour le financement intérieur.

85. Comparativement aux dépenses courantes, les dépenses en capital ont connu une sous-exécution sur la période, soit en moyenne 72,5% due essentiellement à la faible mobilisation du financement extérieur.

Tableau 8 : Evolution des dépenses en milliards de FCFA 2017-2019 (présentation TOFE)

Rubriques	2017			2018			2019			Taux crois. Moy. 17-19
	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Réal.
Dépenses totales, Prêts nets	**2 130,2**	**2 044,9**	**96%**	**2 260,0**	**1 926,4**	**85,2%**	**2 301,1**	**2 014,2**	**87,5%**	**-0,8%**
Dépenses budgétaires	**2 028,0**	**1 889,4**	**93%**	**2 147,2**	**1 755,6**	**81,8%**	**2 184,1**	**1 938,6**	**88,8%**	**1,3%**
Dépenses courantes	**1 150,8**	**1 105,0**	**96%**	**1 249,7**	**1 140,8**	**91,3%**	**1 358,3**	**1 280,5**	**94,3%**	**7,7%**
Personnel	459,7	432,6	94%	516,4	471,1	91,2%	595,6	516,7	86,8%	9,3%
Biens et Services	319,2	297,6	93%	323,5	272,4	84,2%	319,8	293,4	91,7%	-0,7%
Transferts et subventions	308,3	300,4	97%	331,5	313,0	94,4%	341,8	366,4	107,2%	10,4%
Intérêts dûs	63,5	74,4	117%	78,3	84,3	107,7%	101,0	104,0	103,0%	18,2%
Dette intérieure	35,9	46,2	129%	47,3	55,3	116,9%	66,9	70,6	105,5%	23,6%
Dette extérieure	27,6	28,2	102%	31,0	29,0	93,5%	34,1	33,5	98,1%	8,9%
Dépenses en capital	**877,2**	**784,5**	**89%**	**897,5**	**614,7**	**68,5%**	**825,8**	**658,0**	**79,7%**	**-8,4%**
Financement extérieur	306,5	253,1	83%	257,4	146,7	57,0%	246,9	192,4	77,9%	-12,8%
Financement domestique	570,7	531,4	93%	640,1	468,0	73,1%	579,0	465,6	80,4%	-6,4%
Dépenses CSTet budgets annexes	**111,4**	**165,5**	**149%**	**123,2**	**177,7**	**144,2%**	**126,6**	**81,4**	**64,3%**	**-29,8%**
Prêts nets	**-9,2**	**-10,0**	**109%**	**-10,4**	**-6,9**	**66,3%**	**-9,6**	**-5,8**	**60,6%**	**-23,8%**

Source : *DGB*

2.1.3 Evolution des moyens de financement du déficit

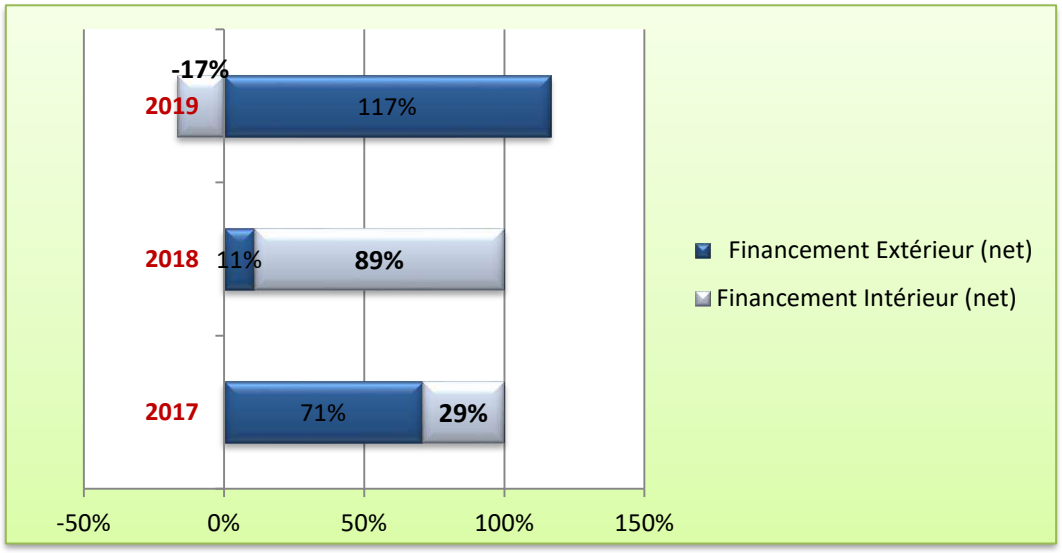
86. La répartition des sources de financement du déficit budgétaire a été très instable durant la période 2017-2019. Le financement extérieur net (emprunt moins remboursement) a été de 71% en 2017 contre respectivement 11% et 117% en 2018 et 2019. En moyenne, le déficit a été financé en termes nets à hauteur de 66% en moyenne sur les ressources extérieures contre seulement 34% sur les ressources intérieures (bons et obligations). En 2019, le financement net du déficit a été négatif du fait, notamment, des remboursements de bons et obligations du trésor.

Tableau 9 : financement du déficit (en milliards de FCFA) 2017-2019

Rubriques	2017	2018	2019	Total 2017-2019
FINANCEMENT	**218,4**	**402,2**	**260,5**	**881,1**
Financement extérieur (net)	**154,9**	**44,0**	**303,6**	**502,5**
Emprunts	**206,3**	**97,3**	**376,5**	**680,1**
Projets	156,5	74,0	105,3	335,8
Prêts budgétaires	49,8	23,3	271,2	344,3
Amortissement	-69,6	-72,3	-90,5	-232,4
Annulation de la dette (PPTE)	18,2	19,0	17,6	54,8
Financement intérieur (net)	**63,5**	**358,2**	**-43,1**	**378,6**

Source : *DGB, 2020*

Figure 2 : Part des sources de financement du déficit budgétaire



Source : *DGB, 2020*

2.2 Situation de la dette en fin 2019

87. Le stock de la dette publique du Mali en fin 2019 est estimé à 3 801,1 milliards de FCFA, dont 2 376,7 milliards de FCFA de dette extérieure y comprise celle du FMI et 1 424,4 milliards de FCFA de dette intérieure. Comparé à 2017, le stock de la dette publique a progressé de 9,5% imputable essentiellement à la hausse rapide de la dette intérieure.

88. Les paiements au titre du service de la dette sont passés de 536,8 milliards FCFA en 2017 à 520,8 milliards FCFA en 2019, soit une baisse de 1,5%. Cette baisse est due au paiement du service de la dette intérieure qui a enregistré une chute de 4,9% entre 2017 et 2019 du fait, notamment, du remboursement au titre du principal.

89. Quant aux paiements d'intérêts et de commissions, ceux-ci ont augmenté de 24% entre 2007-2019. Cette augmentation est en partie liée à celle de la dette intérieure qui a connu une hausse significative de 32% environ sur 2017-2019.

Tableau 10: Encours de la dette publique entre 2017 et 2019 (en milliards de FCFA)

Libellés	2017	2018	2019	Taux de crois. 2017-2019
Total de l'encours	**3 167,7**	**3 496,9**	**3 801,1**	9,5%
Dette extérieure[3]	2 182,2	2 288,2	2 376,7	4,4%
Dette intérieure	985,5	1 207,7	1 424,4	20,2%
Total des tirages	**662,0**	**693,3**	**936,6**	18,9%
Dette extérieure	188,6	194,4	392,7	44,3%
Dette intérieure	473,4	499,0	543,9	7,2%
Total du service de la dette[4]	**536,8**	**479,6**	**520,8**	-1,5%
Dette extérieure	96,2	99,6	122,1	12,7%
Dette intérieure	440,6	380,0	398,7	-4,9%
Total des remboursements de principal	**469,6**	**396,4**	**417,4**	-5,7%
Dette extérieure	69,3	71,7	89,3	13,5%
Dette intérieure	400,3	324,7	328,1	-9,5%
Total des paiements d'intérêts et de commissions	**67,2**	**83,2**	**103,4**	24,0%
Dette extérieure	26,9	27,9	32,8	10,4%
Dette intérieure	40,3	55,3	70,6	32,4%

*Source : **DGDP, 2020***

2.3 Analyse des projections budgétaires 2021-2023

90. L'analyse des projections budgétaires est faite sur la base de la présentation du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE).

2.3.1 Analyse de la projection des ressources 2020-2023

91. Les ressources (recettes et dons) sont projetées à 2 433,6 milliards de FCFA en 2023 contre 2 035,8 milliards de FCA dans le budget rectifié de 2020. Elles connaitraient une croissance moyenne de 10,1% sur la période 2021-2023 contre une évolution de 1,5% sur la période 2017-2019.

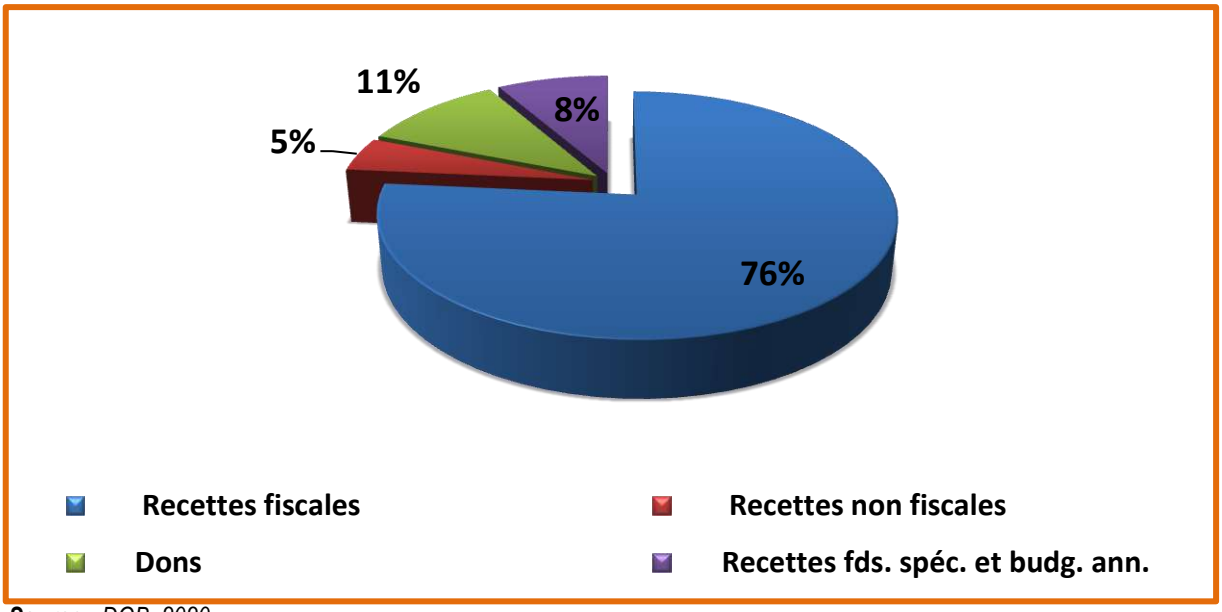
[3] *Dette extérieure y comprise celle due au FMI*
[4] *Service effectivement payé ou Service payé hors allègements PPTE*

Tableau 11 : Projection des ressources 2020-2023

Rubriques	2020	2021	2022	2023	Taux crois. moyen 21-23
RECETTES, DONS	**2 035,8**	**2 008,5**	**2 228,2**	**2 433,6**	**10,1%**
Recettes totales	**1 639,9**	**1 790,5**	**1 985,2**	**2 187,6**	**10,5%**
Recettes budgétaires	**1 467,7**	**1 612,2**	**1 800,7**	**1 996,6**	**11,3%**
Recettes fiscales	**1 382,5**	**1 519,8**	**1 699,9**	**1 885,8**	**11,4%**
Impôts directs	**451,5**	**481,8**	**533,0**	**583,6**	**10,1%**
Impôts indirects	**931,0**	**1 038,0**	**1 166,9**	**1 302,2**	**12,0%**
TVA	**513,1**	**580,9**	**640,2**	**704,8**	**10,1%**
Taxes sur produits pétroliers	44,0	50,0	57,0	62,0	11,4%
Taxes sur les importations	179,6	200,0	228,2	257,2	13,4%
Autres droits et taxes	290,0	289,1	330,6	373,2	13,6%
Recettes non fiscales	**85,2**	**92,4**	**100,8**	**110,8**	**9,5%**
Recettes CST et budget annexe	**172,2**	**178,3**	**184,5**	**191,0**	**3,5%**
Dons	**395,9**	**218,0**	**243,0**	**246,0**	**6,2%**
Projets	163,4	80,0	103,0	111,0	17,8%
Budgétaires (ABG)	205,7	130,0	131,0	126,0	-1,6%
Appui budgétaire (ABS)	11,3	8,0	9,0	9,0	6,1%
	15,5	0,0	0,0	0,0	

Source : *DGB, 2020*

Figure 3 : Part moyenne 2021-2023 des catégories de ressources



Source : *DGB, 2020*

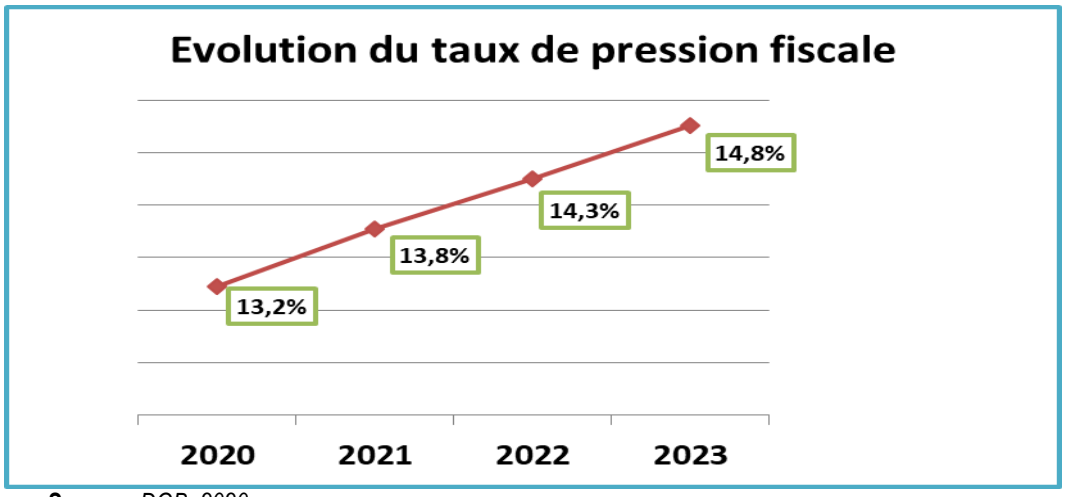
a. Projections par nature de ressources

❖ Les recettes fiscales

92. Les recettes fiscales nettes sont projetées en moyenne à 1 701,8 milliards de FCFA sur la période 2021-2023 contre 1 382,5 milliards en 2020. Elles progresseront de 11,4% en moyenne par an contre une évolution moyenne de 5,1% sur la période 2017-2019.

93. Les objectifs de taux de pression fiscale du cadrage budgétaire 2021-2023 seront respectivement de 13,8 % ; 14,3% et 14,8 %, soit une augmentation de 0,5 point de pourcentage du PIB par an.

Figure 4 : Evolution du taux de pression fiscale 2020-2023



Source : *DGB, 2020*

❖ **Les recettes non fiscales**

94. Les recettes non fiscales, constituées, entre autres, des recettes domaniales, des dividendes reçus des sociétés minières et recettes tirées de l'or, sont projetées en moyenne à 101,3 milliards de FCFA entre 2021-2023, soit une progression moyenne de 9,5%.

❖ **Les dons**

95. Les appuis budgétaires sont projetés en moyenne à 235,7 milliards entre 2021-2023, soit une baisse d'environ 160 milliards par rapport à la loi de finances rectifiée de 2020 du fait notamment des apports exceptionnels en dons de la part des partenaires techniques et financiers enregistrés en 2020 dans le cadre de la riposte à la pandémie du coronavirus.

b. Les mesures pour augmenter les recettes budgétaires

96. En vue d'atteindre les objectifs de mobilisation des recettes budgétaires, le gouvernement mettra l'accent sur la poursuite des mesures et recommandations contenues dans le Mémorandum de Politique Economique et Financière (MPEF) issu des différentes Revues de la FEC avec le FMI et de celles contenues dans le rapport d'étude sur l'évaluation du montant et du processus d'octroi des exonérations fiscales et douanières financé par l'UE ainsi que les mesures inscrites dans le cadre du PREM/GFP 2017-2021.

Il s'agira essentiellement de :

- poursuivre la réduction progressive des exonérations à travers le paiement de tous les marchés publics en toutes taxes incluses et la révision de différents textes, notamment le code minier, le Code des investissements, le Code général des impôts, le Code des douanes, le Code pétrolier, la loi sur la promotion immobilière, la Loi sur les Associations et toute autre législation fiscale ;
- poursuivre les efforts d'amélioration de l'administration fiscale, douanière et domaniale en vue d'élargir l'assiette fiscale et accroître le rendement des impôts ;
- améliorer de manière durable le fonctionnement et le rendement de la TVA ;
- élargir l'assiette fiscale à travers la mise en œuvre des recommandations des études portant sur l'opérationnalisation de la fiscalisation du secteur agricole et la fiscalisation du secteur informel ;

- créer un environnement propice aux affaires et au civisme fiscal par le paiement à bonne date des créances sur l'Etat ;
- assurer une meilleure gestion du portefeuille de l'Etat et une amélioration du recouvrement des recettes domaniales ;

97. En outre, la mise en œuvre du nouveau programme de réforme des finances publiques 2017-2021 contribuera à rehausser le niveau de mobilisation des recettes budgétaires.

2.3.2 Analyse de la projection des charges 2020-2023

98. Les charges sont projetées en moyenne à 2 620,5 milliards de FCFA sur la période 2021-2023 contre 2 687,9 milliards dans le budget rectifié 2020. L'évolution des dépenses indiquerait un ralentissement par rapport à 2020 en vue de sauvegarder la soutenabilité de la politique budgétaire perturbée par les effets de la pandémie du «Covid-19». Toutefois, entre 2021-2023, les dépenses budgétaires progresseraient en moyenne de 8,4% par an contre une baisse de 0,8% enregistrée sur la période 2017-2019. Le faible taux de progression des dépenses sur la période 2017-2019 s'explique essentiellement par les mesures de régulation budgétaire opérée en 2018 suite à des difficultés de trésorerie.

99. Les mesures de restrictions budgétaires toucheront davantage les dépenses en capital qui augmenteraient en moyenne de 6,7%, soit trois points de pourcentage de moins que les dépenses courantes. Entre 2021-2023, les charges représenteraient en moyenne 22% du PIB contre 24,1% en moyenne dans la zone UEMOA, (voir Tableau 12 ci-dessous).

100. D'une manière générale, l'évolution des charges s'explique, entre autres, par : (i) l'incidence de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali ; (ii) le financement des investissements des infrastructures ; (iii) l'incidence de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure ; et (iv) la consolidation des acquis des secteurs sociaux.

Tableau 12 : Projection des charges selon la présentation TOFE 2020-2023 (en milliards FCFA)

Rubriques	*2020*	*2021*	*2022*	*2023*	*Taux crois. Moy 21-23*
Dépenses totales, Prêts nets	**2 687,9**	**2 408,2**	**2 642,0**	**2 811,3**	**8,0%**
Dépenses budgétaires	**2 521,7**	**2 235,4**	**2 462,8**	**2 625,5**	**8,4%**
Dépenses courantes	**1 628,8**	**1 483,1**	**1 663,9**	**1 769,3**	**9,2%**
Personnel	641,3	661,2	725,7	766,6	7,7%
Biens et Services	393,9	328,1	370,5	392,0	9,3%
Transferts et subventions	473,1	339,8	387,7	408,8	9,7%
Intérêts dûs	**120,4**	**154,0**	**180,0**	**202,0**	**14,5%**
Dette intérieure	82,4	98,2	112,1	126,1	13,3%
Dette extérieure	38,0	55,8	67,9	75,9	16,6%
Dépenses en capital	**892,8**	**752,3**	**798,9**	**856,1**	**6,7%**
Financement extérieur	286,9	278,0	274,0	294,0	2,8%
Financement domestique	605,9	474,3	524,9	562,1	8,9%
Dépenses fonds spéciaux et budgets annexes	**172,2**	**178,3**	**184,5**	**191,0**	**3,5%**
Prêts nets	**-6,0**	**-5,5**	**-5,3**	**-5,2**	**-3,0%**

Source : *DGB*

Tableau 13 : Evolution des dépenses en % du PIB des pays de l'UEMOA 2020-2023

Pays	2020	2021	2022	2023	Moyenne 21-23
UEMOA	**24,0**	**24,0**	**24,2**	**24,3**	**24,1**
Bénin	21,3	21,1	20,8	20,5	20,9
Burkina-Faso	26,0	26,3	26,7	26,7	26,4
Côte d'Ivoire	23,7	23,7	23,8	23,8	23,8
Guinée-Bissau	22,2	22,9	23,3	23,7	23,0
Mali	**25,7**	**21,8**	**22,1**	**22,0**	**22,0**
Niger	28,0	27,1	27,1	26,9	27,3
Sénégal	22,4	22,6	23,0	23,3	22,8
Togo	26,1	26,2	26,5	26,8	26,4

Source : *DGB-MEF-avril 2020 ; Rapport du FMI n° 19/90, mai 2019.*

a. Les dépenses courantes

101. Les dépenses courantes sont projetées en moyenne à 1 638,8 milliards de FCFA entre 2021-2023 contre 1 628,8 milliards en 2020, soit une progression moyenne annuelle de 9,2 % sur la période 2021-2023 contre 7,7% pour la période 2017-2019. Par rapport au PIB, leur évolution se situerait en moyenne autour de 13,7% du PIB entre 2021-2023 contre 12,3% entre 2017 et 2019. L'évolution des dépenses courantes est tirée par :

- **les dépenses de personnel**

102. La projection des dépenses de personnel a été faite en tenant compte des paramètres tels que l'incidence de la valorisation de la grille salariale, l'incidence des recrutements annuels, des avancements et des partants à la retraite. Les dépenses de personnel représenteront en moyenne 42,3 % des recettes fiscales sur la période 2021-2023 contre une estimation de 36,1% entre 2017-2019.

103. En valeur absolue, la masse salariale dans le budget rectifié 2020 s'élève à 641,3 milliards FCFA et se chiffrerait en 2023 à 766,6 milliards de FCFA, soit une progression moyenne de 7,7 % par an contre 9,3% sur la période 2017-2019. Il convient cependant, de signaler que ces projections constituent des planchers, car elles pourraient évoluer au rythme des revendications catégorielles.

- **les dépenses de biens et services**

104. Les dépenses de biens et services connaîtraient une croissance moyenne de 9,3% par an entre 2021-2023 contre une évolution négative de 0,7% constatée pendant la période 2017-2019. En valeur absolue, ces dépenses passeraient de 393,9 milliards dans le budget rectifié de 2020 à 392 milliards en 2023. L'évolution des dépenses de biens et services serait liée, entre autres, à la mise en œuvre de la réforme administrative et institutionnelle qui occasionnera la création de nouvelles institutions et des régions administratives et l'organisation des élections présidentielles en 2023. La politique budgétaire de l'Etat maintiendrait son objectif de maitriser les dépenses de fonctionnement de l'administration tout en renforçant : (i) les acquis dans les secteurs sociaux (Santé, Education et Développement Social, Hydraulique, etc.) et (ii) la mise en œuvre de la LOPM et de la LPSI.

- **les transferts et subventions**

105. Les transferts et subventions sont révisés à 473,1 milliards en 2020 et s'établiraient en moyenne à 378,8 milliards sur l'horizon 2021-2023, soit en moyenne annuelle une progression de 9,7 % contre 10,4 % entre 2017-2019. Ces dépenses visent essentiellement à améliorer l'offre et la qualité des services sociaux de base (notamment dans les domaines de l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement, l'énergie, etc.) ainsi que le soutien à l'agriculture à travers la subvention des intrants agricoles.

- **les intérêts de la dette publique**

106. Les intérêts sont prévus à 202 milliards en 2023 contre 120,4 milliards dans le budget rectifié de 2020, soit une augmentation moyenne de 14,5 % durant la période de cadrage.

b. les dépenses en capital

107. Les charges en capital connaitront une progression plus lente que les dépenses courantes. Elles sont projetées en moyenne à 802,4 milliards entre 2021-2023 contre 892,8 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2020. Elles progresseraient en moyenne de 6,7 % par an sur la période du cadrage alors qu'elles ont connu une régression drastique de l'ordre de 8% sur la période 2017-2019 suite, notamment, aux mesures de régulation budgétaire en 2018. Le pourcentage des dépenses d'investissement financées sur les ressources internes rapportées aux recettes fiscales sera en moyenne de 30,6 % (au-dessus de la norme minimale de 20 % fixée par la CEDEAO).

108. L'augmentation des dépenses en capital est sous-tendue par la volonté du gouvernement de : **(i)** booster la croissance économique grâce aux investissements structurants dans les secteurs stratégiques tels que l'agriculture, l'énergie, les infrastructures routières, la protection de l'environnement, etc. ; **(ii)** soutenir le développement rural à travers l'allocation de 15 % du budget, conformément à l'engagement du Président de la République ; et **(iii)** renforcer la mise en œuvre de la LOPM, de la LPSI et de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali.

c. Les mesures d'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques

109. Le gouvernement continuera à améliorer la gestion des finances publiques, en particulier en remédiant aux faiblesses mises en lumière par les évaluations PEFA et les missions d'assistance technique du FMI, à travers la mise en œuvre du Plan de Réforme de la Gestion des Finances Publiques du Mali (PREM 2017-2021).

Il s'agira, durant la période 2021-2023, de poursuivre les actions visant à améliorer l'efficacité de la dépense publique en :

- améliorant la gestion des dépenses et la transparence des finances publiques à travers la mise en œuvre du nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA ;
- améliorant la gestion des investissements publics par : **(i)** la réduction de l'écart d'efficience identifié lors de l'évaluation de la gestion des investissements publics (PIMA) d'août 2017 ; **(ii)** le renforcement de la culture de résultat dans la gestion des investissements par la mise en place progressive des contrats de performance appliqués aux projets d'investissement ; **(iii)** l'amélioration progressive des procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits

d'investissement ; **(iv)** l'introduction des évolutions règlementaires liées aux partenariats publics privés (PPP).

- améliorant la gestion de la dette intérieure ;
- accélérant la production et l'audit des comptes annuels de l'Etat ;
- renforçant le suivi des délais de paiement afin d'éviter la constitution d'arriérés ;
- renforçant le contrôle interne et externe des dépenses publiques à travers la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Contrôle Interne (SNCI) et le renforcement des capacités de la Section des Comptes de la Cour Suprême ;
- améliorant la gestion de la trésorerie à travers la poursuite de la mise en œuvre du Compte Unique du Trésor (CUT).

2.3.3 Projections des soldes budgétaires 2020-2023

110. Selon la présentation du TOFE, le déficit global dons inclus et le déficit global hors dons ressortiront respectivement en moyenne à 397,1 milliards FCFA et à 632,7 milliards de FCFA sur la période du cadrage contre respectivement 652,1 milliards FCFA et 1 048 milliards FCFA dans le budget rectifié de 2020. Le déficit global dons inclus en pourcentage du PIB qui se situe à 6,2% dans le budget rectifié 2020 se rapprocherait de la norme de l'UEMOA à l'horizon 2023 tandis que le critère de la CEDEAO relatif au déficit global dons exclus (3,0 % du PIB) ne serait pas respecté durant la période du présent cadrage.

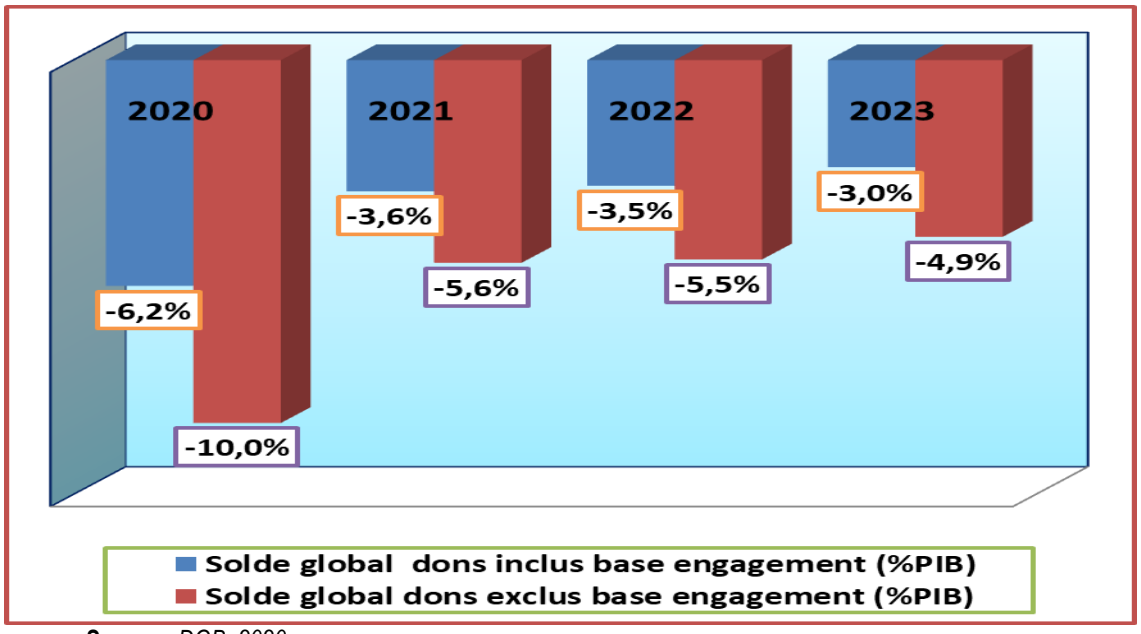
111. La trajectoire du déficit s'expliquerait par la volonté du gouvernement de rester conforme à ses engagements pris dans le cadre du programme économique et financier appuyé par la facilité élargie de crédit tout en faisant face aux défis sécuritaires qui nécessitent des efforts financiers énormes pour l'achat des équipements militaires ainsi que le recrutement et la formation des hommes.

Tableau 14 : Evolution du déficit global 2020-2023

Rubriques	2020	2021	2022	2023	*Moyenne 2021-23*
Solde global dons inclus base engagement (en milliards FCFA)	-652,1	-399,7	-413,8	-377,7	-397,1
Solde global dons exclus base engagement (en milliards FCFA)	-1048,0	-617,7	-656,8	-623,7	-632,7
Solde global dons inclus base engagement (%PIB)	-6,2%	-3,6%	-3,5%	-3,0%	-3,3%
Solde global dons exclus base engagement (%PIB)	-10,0%	-5,6%	-5,5%	-4,9%	-5,3%

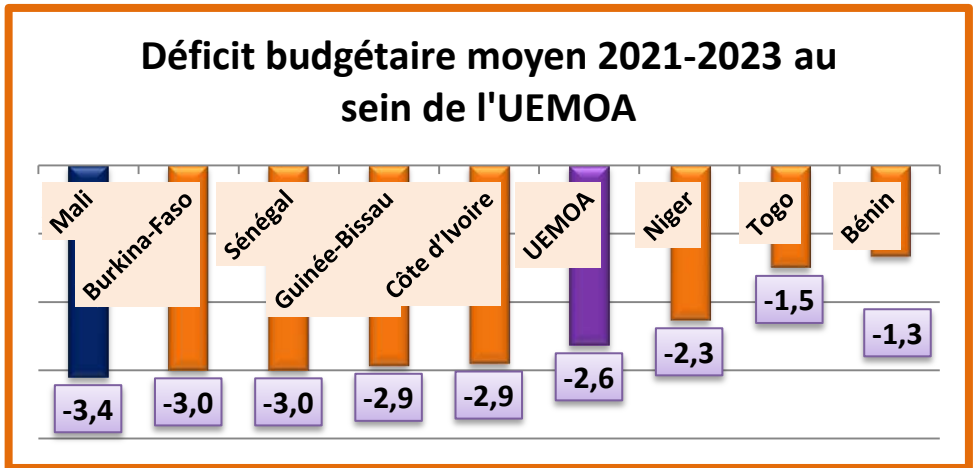
Source : *DGB, 2020*

Figure 5: Tendance du solde budgétaire global



Source : *DGB, 2020*

Figure 6: Solde budgétaire global dons inclus base engagement (en % du PIB) des pays de l'UEMOA 2020-2023



Source : *DGB-MEF; Rapport du FMI n° 19/90, mai 2019.*

2.3.4 Projection des financements du déficit

112. Le déficit budgétaire ne serait couvert que partiellement par les financements extérieur et intérieur. Il se dégagera un écart de financement[5] correspondant au besoin de financement de :

- 541,3 milliards en 2021 ;
- 733,2 milliards en 2022 ;
- 531,8 milliards en 2023.

113. Le niveau élevé du besoin de financement en 2021 et 2022 est lié au remboursement des obligations du trésor arrivant à échéance. La tendance du besoin de financement connaitrait un

[5] L'écart de financement correspond à la différence entre le déficit budgétaire projeté et le financement disponible projeté.

fléchissement à partir de 2023. Ce fléchissement du besoin de financement est en partie lié aux efforts de mobilisation des recettes intérieures et la rationalisation des dépenses courantes. Pour consolider cette tendance et conformément aux conclusions et recommandations de l'analyse de viabilité de la dette publique réalisée par le FMI indiquant un risque d'endettement modéré, la stratégie d'endettement du Mali sur la période 2020-2023 sera bâtie sur un scénario visant la viabilité de la dette à long terme à travers le recours au financement concessionnel et des obligations de longue maturité.

Tableau 15 : Projection des financements (en milliards de CFA) 2020-2023

Libellés	*2020*	*2021*	*2022*	*2023*
FINANCEMENT (net)	**640,1**	**-151,3**	**-329,7**	**-165,2**
Financement extérieur (net)	**169,7**	**183,7**	**75,6**	**74,5**
Emprunts	262,9	312,0	212,0	224,0
Projets	112,2	190,0	162,0	174,0
Prêts budgétaires	150,7	122,0	50,0	50,0
Amortissement	-107,7	-137,3	-145,0	-158,0
Annulation de la dette (PPTE)	14,5	9,0	8,6	8,5
Financement intérieur (net)	**470,4**	**-335,0**	**-405,3**	**-239,6**
Déficit (base caisse)	**-640,1**	**-390,0**	**-403,4**	**-366,6**
ECART de FINANCEMENT = - (Fin. Net +Déficit)	**0,0**	**541,3**	**733,2**	**531,8**

Source : *DGB, 2020*

2.4 Situation des critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO

114. Sur le plan des engagements communautaires, les efforts en matière de respect des critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO seront maintenus. Les tableaux ci-dessous indiquent la position du Mali sur la période du cadrage.

Tableau 16 : Situation des critères de convergence de l'UEMOA 2020-2023

Critères de convergence	Norme UEMOA	2020	2021	2022	2023
Critères de premier rang					
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en % du PIB	≥-3%	-6,2%	-3,6%	-3,5%	-3,0%
Taux d'inflation	≤3%	0,6%	1,5%	2,0%	2,0%
Encours de la dette publique rapporté au PIB	≤70%	44,6%	45,0%	44,8%	44,7%
Critères de second rang					
Masse salariale sur recettes fiscales	≤35%	46,4%	43,5%	42,7%	40,6%
Taux de pression fiscale	≥20%	13,2%	13,8%	14,3%	14,8%
Nombre de critères respectés		**2/5**	**2/5**	**2/5**	**3/5**

Source : *MEF, FMI- avril 2020*

Tableau 17: Situation des critères de convergence de la CEDEAO 2020-2023

Critères de convergence	Norme CEDEAO	*2020*	*2021*	*2022*	*2023*
Critères de premier rang					
Déficit global hors dons en % du PIB	≤ 3%	-10,0%	-5,6%	-5,5%	-4,9%
Taux d'inflation en fin de période	≤ 5%	1,5%	1,7%	2,0%	2,0%
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale en % des recettes fiscales de l'année antérieure*	≤ 10%				
Réserves Extérieures en mois d'importations*	≥ 3				
Critères de second rang					
Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB	≤70%	44,6%	45,0%	44,8%	44,7%
Variation du taux de change nominal*	+/-10%				

Source : *MEF, FMI- avril 2020*

NB :* le critère n'est pas applicable aux pays de l'UEMOA

III. LA MISE EN ŒUVRE DES STRATEGIES NATIONALES ET SECTORIELLES

3.1 Réalisations récentes dans la mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles

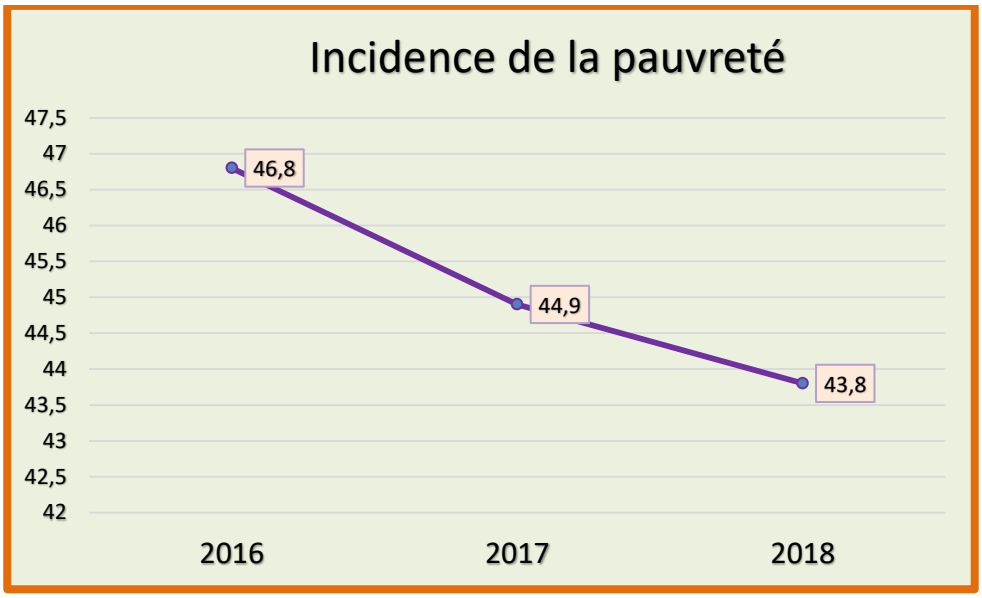
Lutte contre la Pauvreté et l'Inégalité

115. L'incidence de la pauvreté se définit par la proportion de la population dont la dépense est en dessous du seuil de pauvreté. Le seuil de pauvreté a été estimé en 2018 à 181 000 FCFA.

116. Dans l'ensemble, l'incidence de la pauvreté en 2018 est de 43,8 % contre 44,9 % en 2017 et 46,8 % en 2016. On enregistre une baisse de 3 points de pourcentage pendant la période de mise en œuvre du CREDD, c'est-à-dire entre 2016 et 2018.

117. Cependant, selon le rapport de mise en œuvre du CREDD, on observe une disparité entre le milieu urbain et le milieu rural dans le recul de l'incidence de la pauvreté. En effet, entre 2016-2018, le milieu urbain a enregistré en moyenne une baisse de 3.9 points de pourcentage alors qu'elle n'a diminué que de 0,6 en milieu rural. Il faut aussi noter que le niveau de pauvreté est beaucoup plus prononcé en milieu rural qu'en milieu urbain.

Figure 7: Evolution de l'incidence de la pauvreté entre 2016 et 2018 (en %)

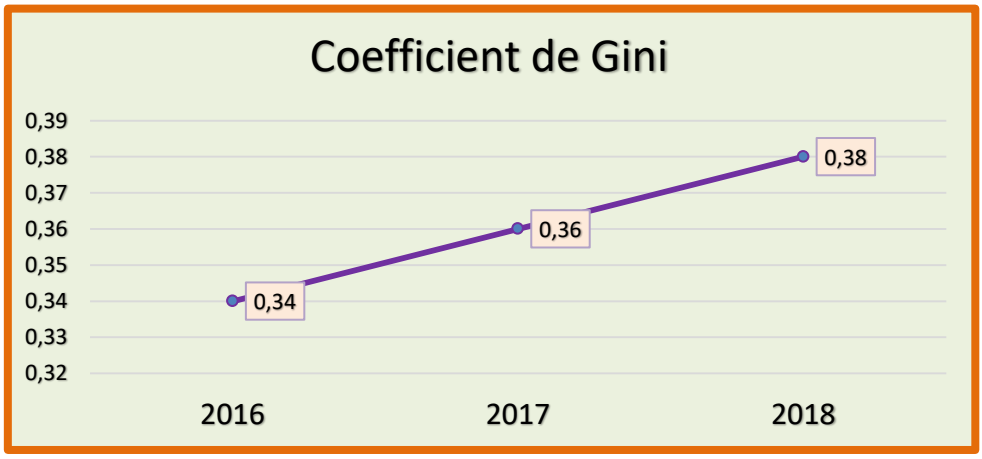


Source : *Rapport 2018 de mise en œuvre du CREDD (2016-2018)*

118. S'agissant de l'inégalité, l'analyse dynamique sur la période 2016-2018 montre une tendance à la hausse. L'indice de Gini qui mesure l'inégalité dans un pays est passé de 0,34 en 2016 à 0,38 en 2018. La résistance des inégalités à la baisse constitue un défi majeur qu'affronte actuellement le Mali. L'inégalité la plus faible est observée à Bamako (0,28), suivi de Mopti et de Tombouctou avec respectivement 0,29 et 0,31. C'est dans la région de Sikasso qu'elle est la plus forte (0,45).

119. L'analyse spatiale montre que l'inégalité dans les villes, autres que Bamako, est la plus élevée (0,37) suivie de celle du milieu rural (0,34), alors qu'elle est moins accentuée à Bamako (0,28). Aussi, les femmes sont plus inégalitaires que les hommes. Le relèvement des inégalités vient ainsi annihiler les effets positifs de la croissance sur la réduction de la pauvreté.

Figure 8 : Évolution de l'inégalité entre 2016-2018 – coefficient de Gini



Source : *Rapport 2018 de mise en œuvre du CREDD (2016-2018).*

Gouvernance, Paix, Sécurité et Réconciliation Nationale

120. La mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, signé à Bamako le 15 mai et parachevé le 20 juin 2015, se poursuit grâce aux efforts conjugués des Parties maliennes (Gouvernement, Coordination, Plateforme), avec l'appui de la Médiation Internationale qui en assure le suivi de la mise en œuvre dans le cadre du Comité de Suivi de l'Accord (CSA). Le Fonds de Développement Durable (FDD) a été créé par la Loi n° 2018-008 du 12 février 2018 et ses textes réglementaires d'application sont également élaborés. Le Fonds pour le Développement Durable participe de la volonté des autorités du Mali d'accompagner la mise en œuvre de l'Accord de paix à travers le financement des projets et programmes dans le cadre du développement équilibré de l'ensemble des régions du Mali.

121. En matière de réformes politiques et institutionnelles, la période 2016-2018 a vu la création de nouvelles régions administratives dans le cadre du renforcement de la régionalisation. L'opérationnalisation de ces nouvelles entités administratives se poursuit, notamment à travers la nomination des gouverneurs et la mise en place des services techniques.

122. Dans le domaine de la défense et de la sécurité, il faut noter la mise en place progressive des unités du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) à Kidal et Tombouctou et l'adoption de la Stratégie Nationale de la Réforme du Secteur de la Sécurité (SN/RSS) par le gouvernement. La mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM 2015-2019) et la Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure (LPSI 2017-2021) se poursuivent de même que la mobilisation des ressources pour l'opérationnalisation de la force conjointe du G5 Sahel.

123. En matière de réconciliation, de justice et de questions humanitaires, le Gouvernement du Mali avec l'appui des partenaires techniques et financiers, notamment le Système des Nations Unies (SNU) a élaboré un Plan de réponse humanitaire pour faire face à la situation d'instabilité liée à l'insécurité dans les Régions du Nord et du Centre du pays. Le Plan se chiffre à 144,7 milliards de FCFA (soit 263 millions de dollars US) nécessaires pour apporter une aide d'urgence à environ 1,5 million de personnes vulnérables à travers, notamment des distributions alimentaires et la lutte contre la malnutrition, l'accès à une source d'eau potable et à des services socio-sanitaires, l'accès des enfants à une éducation formelle et non formelle.

124. Dans le but d'améliorer la transparence et lutter efficacement contre la corruption, le Gouvernement a adopté la Politique Nationale de Transparence (PNT) en janvier 2015. En vue de renforcer et de compléter le dispositif, le gouvernement envisage l'adoption d'une loi fixant les principes de la transparence dans l'Administration et la vie publique ainsi que la mise en place du Système d'Information pour la Transparence au Mali (SITMA). Aussi, dans le cadre du renforcement du système de déclaration de patrimoine, le Gouvernement s'engage à assurer la conformité des assujettis soumis à l'obligation de déclaration pour déclarer leurs actifs et mettre à jour leur déclaration de patrimoine dans le délai imparti. Des campagnes d'information et de communications ont été menées par l'OCLEI pour une plus grande adhésion et appropriation de la déclaration des biens. Un site Internet a été créé et vise à informer sur la procédure des déclarations du patrimoine, le nombre de dépôts, les propositions de sanctions et toutes informations concernant les assujettis.

125. Dans le cadre du Classement de Transparency International sur la perception de la corruption, le Mali a régressé du 96ème rang sur 168 en 2015 au 122ème sur 180 en 2017, même s'il a pu améliorer sa performance en 2018 en récupérant deux places (120ème sur 180). L'objectif visé à la fin du CREDD 2016-2018, était de se classer en dessous de la 96ème place.

Secteurs sociaux

126. Le secteur de l'éducation constitue l'une des priorités du Gouvernement dont l'engagement en matière d'allocation des ressources financières devrait croître d'année en année, conformément aux orientations retenues lors du forum national sur l'éducation. Poursuivant ses efforts financiers en faveur de l'éducation, le gouvernement a adopté en 2018, la loi n°2018-007 du 16 janvier 2018 portant statut du personnel enseignant de l'enseignement secondaire, de l'enseignement fondamental et de l'enseignement préscolaire et spécial. En dépit des difficultés d'accès à certaines zones dominées par la crise sécuritaire, des efforts sont consentis pour maintenir les indicateurs du secteur à un niveau appréciable.

127. Ainsi, le Taux Brut d'Admission (TBA) a nettement dépassé de 1,8 point de pourcentage la cible de 74,5% attendue en 2018 en se situant à 76,3%. Cependant, l'on observe une couverture scolaire encore en-deçà des attentes au regard de la population scolarisable dans le système ayant l'âge admis. Des stratégies sont développées pour apporter des solutions adaptées à cette contrainte. Par rapport à l'Indice de parité fille/garçon du TBA, on enregistre un gain de 0,01 point chaque année de 2015 à 2018, même si la cible 0,88 n'est pas atteinte. Cela démontre une amélioration progressive de cet indicateur grâce à des actions menées par le département avec l'accompagnement de ses partenaires techniques et sociaux.

128. Bien que des disparités régionales existent, une évolution favorable est observée sur le plan national. S'agissant du Taux Brut de Scolarisation (TBS), ce taux est passé de 68,7% en 2015 à 76,5% en 2018. Malgré cette progression, la cible de 83% en 2018 n'a pas été atteinte.

129. En vue d'améliorer l'état de santé de la population et lutter contre le VIH/Sida, la mise en œuvre du Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social (PDDSS) 2014-2023 se poursuit à travers un programme quinquennal suivant l'approche sectorielle, dénommée le Programme de Développement Sanitaire et Social (PRODESS) III couvrant la période 2014-2018. Le taux d'utilisation des services de santé (nc/hbt/an) s'est amélioré en passant de 0,39 en 2017 à 0,43 en 2018 contrairement au taux d'accessibilité des populations aux structures de santé dans un rayon de 5 Km qui a régressé, passant de 58,12% en 2017 à 57% en 2018. Cette baisse s'explique par le non-respect de la carte sanitaire et la qualité des données populationnelles de certaines régions. Le taux de prévalence au VIH/SIDA est resté stationnaire à 1,1%, entre 2016 et 2018. Le taux de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes qui était de 368‰ en 2016 et 2017 a baissé pour se fixer à 325‰ en 2018.

130. La Politique Nationale de l'Emploi, adoptée en mars 2015, reste un levier privilégié de la stratégie de réduction de la pauvreté à travers la création et l'accès à un emploi plus stable et mieux rémunéré pour une plus grande partie de la population en âge de travailler. Les activités réalisées ont porté sur : (i) le placement de 5 403 jeunes diplômés en stages de formation professionnelle et en stages de qualification ; (ii) la réalisation de 1 592 jours de travail et le pavage de 700 m de rue en HIMO ; (iii) la formation de 18 270 personnes pour leur insertion socio-professionnelle ; (iv) la formation et la dotation de permis de conduire à Bamako et à Koutiala, de 200 jeunes apprentis ; (v) l'installation de 104 femmes dans les Activités Génératrices de Revenus (AGR) et (vi) le financement de 3 782 projets pour 1 853 femmes. Le taux de chômage a enregistré une baisse de 0,5 point de pourcentage en passant de 9,1% en 2017 à 8,6% en 2018 et

le nombre d'emplois créés est passé de 61 686 en 2017 à 44 520 en 2018, soit une baisse de 28%. Cette baisse serait due à la faiblesse des recrutements par les entreprises. En effet, le nombre d'emplois privés créés a fortement baissé. Ce nombre qui était de 37 031 en 2017, n'est que de 30 746 en 2018, soit une diminution de 17%.

131. Dans le domaine de l'amélioration de l'accès à l'eau potable de façon équitable et durable, le taux d'accès au service d'eau potable au niveau national est passé de 68% en 2017 à 68,8% en 2018, soit une augmentation de 0,8 point de pourcentage. En milieu rural, il est passé de 65,3% en 2017 à 65,9% en 2018 avec une augmentation de 0,6 point de pourcentage. En milieu urbain et semi urbain, le taux d'accès passe de 74,7% en 2017 à 76 % en 2018, soit une augmentation de 1,3 point de pourcentage.

132. En matière d'assainissement, la mise en œuvre de la politique nationale d'assainissement au titre de l'année 2018 a permis d'atteindre des résultats dans le cadre de : (i) la réduction durable de l'insalubrité du milieu de vie des populations par des changements de comportement ; (ii) l'accès des populations à un service durable de l'assainissement et (iii) la réduction des pollutions et nuisances sur l'environnement. Concernant l'indicateur « Pourcentage de ménages disposant de latrines améliorées», il est passé de 57,04% en 2017 à 62% en 2018, soit une majoration de 4,96%. Ce résultat est satisfaisant et s'explique par le plaidoyer des organisations de la société civile auprès des PTF pour le financement de l'assainissement liquide avec l'implication des collectivités territoriales.

133. Dans le cadre de la promotion de l'égalité du genre, l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant et de la famille, les actions de développement se sont essentiellement articulées autour de l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant, la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles ainsi que les pratiques traditionnelles néfastes (loi contre les VBG) au Mali. A ces actions s'ajoutent également les activités autour de la santé de la reproduction (SR) et la promotion du genre, notamment, la mise en œuvre de la Résolution 1325 et le Plan d'Action de la Politique Nationale Genre. La conjugaison des efforts a permis d'améliorer les indicateurs, notamment, le taux d'alphabétisation des femmes qui est passé de 21,60% en 2016 à 29,6% en 2017 pour ensuite atteindre 62,96% en 2018, largement supérieur à la cible 25% en 2018. Quant au pourcentage de postes de directeurs centraux occupés par des femmes, son niveau reste faible avec 13,07% en 2018 contre 15,98% en 2017, malgré l'adoption de la Loi n°2015-052/PRM du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

3.2 Les priorités du gouvernement sur la période 2021-2023

134. Les priorités du cadrage budgétaire 2021-2023 sont fondées sur la stratégie du CREDD 2019-2023 qui vise principalement à trouver une réponse pertinente et proactive aux problématiques de développement du pays. Il s'agira particulièrement : (i) de combler le déficit de gouvernance, (ii) d'assurer la paix et la sécurité et de restaurer le bon climat de vivre ensemble, (iii) de créer les conditions d'une transformation structurelle de l'économie et d'une croissance forte et inclusive, (iv) de mieux protéger l'environnement et de renforcer la résilience au changement climatique, (v) de mieux valoriser le capital humain et ainsi capter le dividende démographique y afférent.

135. **En termes d'allocations budgétaires, la priorité sera accordée à ce qui suit :**

- la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali ;
- la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM deuxième phase) ;
- la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI 2017-2021) ;
- la Loi d'Orientation et de Programmation du Secteur de la Justice (LOPJ) ;
- la mise en œuvre de l'engagement présidentiel d'allocation de 15% au secteur « Agriculture » ;
- la consolidation des acquis dans les secteurs sociaux et le renforcement du capital humain ;
- le financement des investissements structurants dans les secteurs productifs ;
- le renforcement des allocations pour la décentralisation budgétaire en vue de l'atteinte de 30% des recettes budgétaires transférées aux collectivités territoriales.

136. Les projections budgétaires sont mises en cohérence avec les priorités d'allocations budgétaires du CREDD 2019-2023 qui est bâti autour de cinq (05) axes. Ainsi, les allocations selon les axes stratégiques se présentent comme suit :

- le premier axe stratégique serait financé en moyenne à 527,3 milliards de FCFA, soit 19,5% dans le cadrage contre 19,3% dans le CREDD ;
- la part de l'axe stratégique 2 dans le budget serait en moyenne de 495,7 milliards de FCFA, soit 18,3% des dépenses totales dans le cadrage contre 16,3% prévus dans le CREDD ;
- l'axe stratégique 3 représenterait en moyenne 732,5 milliards de FCFA, soit 27 % dans le cadrage contre une prévision du CREDD de 30,9% ;
- le quatrième axe stratégique serait, quant à lui, financé en moyenne à hauteur de 46 milliards de FCFA, soit 1,7 % des dépenses totales contre 2,3% dans le CREDD ;
- enfin, l'axe cinq bénéficierait d'un financement en moyenne de 718,5 milliards de FCFA, soit 26,5 % des dépenses totales contre une prévision de 25,9% dans le CREDD ;

137. Les opérations concernant la dette publique sont estimées en moyenne à 192,8 milliards de FCFA représentant 7,1% des dépenses totales contre une prévision de 5,2% dans le CREDD.

Tableau 18: Comparaison des allocations sectorielles du CREDD et du DPBEP (en milliards de FCFA)

AXES du CREDD	2020 LFR		2021 Proj.		2022 Proj.		2023 Proj.	
	CREDD	DPBEP	CREDD	DPBEP	CREDD	DPBEP	CREDD	DPBEP
Axe 1 : Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance	528,7	533,6	568,8	493,5	611,4	530,5	662,3	558,0
Axe 2 : Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble	444,5	479,6	478,0	455,3	514,5	501,2	559,5	530,5
Axe 3 : Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie	839,8	707,0	907,3	672,2	981,1	737,5	1 059,5	788,0
Axe 4 : Protection de l'environnement et renforcement de la résilience au changement climatique	62,1	45,3	67,1	42,2	73,3	46,0	79,6	49,9
Axe 5 : Développement du capital humain	698,2	844,5	758,3	661,3	821,7	725,9	891,7	768,3
Opérations concernant la dette publique	141,9	171,0	154,0	176,2	165,4	193,2	179,6	208,9
Total Général	2 715,1	2 780,9	2 933,6	2 500,6	3 167,4	2 734,3	3 432,2	2 903,4

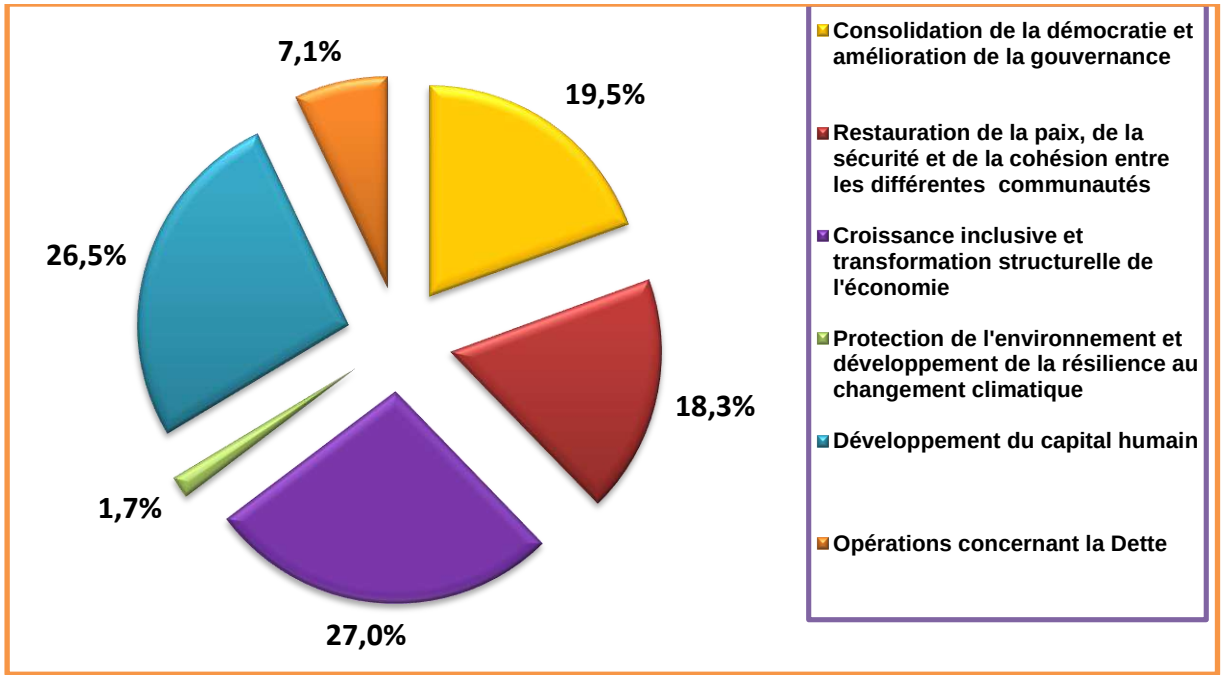
Source : *DGB, 2020*

Tableau 19: Comparaison des ratios du DPBEP et du CREDD par rapport aux dépenses totales

AXES du CREDD	2020		2021		2022		2023	
	CREDD	DPBEP	CREDD	DPBEP	CREDD	DPBEP	CREDD	DPBEP
Axe 1 : Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance	19,5%	19,2%	19,4%	19,7%	19,3%	19,4%	19,3%	19,2%
Axe 2 : Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble	16,4%	17,2%	16,3%	18,2%	16,2%	18,3%	16,3%	18,3%
Axe 3 : Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie	30,9%	25,4%	30,9%	26,9%	31,0%	27,0%	30,9%	27,1%
Axe 4 : Protection de l'environnement et renforcement de la résilience au changement climatique	2,3%	1,6%	2,3%	1,7%	2,3%	1,7%	2,3%	1,7%
Axe 5 : Développement du capital humain	25,7%	30,4%	25,9%	26,4%	25,9%	26,5%	26,0%	26,5%
Opérations concernant la dette publique	5,2%	6,1%	5,2%	7,0%	5,2%	7,1%	5,2%	7,2%

Source : *DGB, 2020*

Figure 9: Part moyenne 2021-2023 des axes du CREDD dans les dépenses totales



Source : *DGB, 2020*

3.3 Analyse des allocations budgétaires 2021-2023 par axe du CREDD et par fonction

138. L'analyse des dépenses par axe et par fonction permet de donner la structure des dépenses en fonction des priorités stratégiques du gouvernement, compte tenu des objectifs socioéconomiques que les administrations publiques s'efforcent d'atteindre. Elle regroupe les dépenses publiques autour de dix (10) grandes fonctions reparties entre les différents axes du CREDD présentées dans le tableau 20.

139. Sur la période 2021-2023, la politique budgétaire sera plutôt resserrée afin de permettre un retour progressif à un déficit budgétaire global conforme à la norme communautaire de l'UEMOA (3% du PIB), après la crise de 2020 liée à la pandémie du coronavirus. A cet effet, plusieurs secteurs subiront une réduction de leur allocation budgétaire comparativement à l'année 2020. Cependant, au fur et à mesure que les recettes budgétaires augmentent, les allocations budgétaires seront réajustées à la hausse en tenant compte des priorités gouvernementales.

Tableau 20: Allocations budgétaires par axe du CREDD et par fonction (en milliards de FCFA) 2020-2023

AXES/FONCTIONS	LFR 2020	2021	2022	2023	Moy. 21-23
Axe 1 : Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance	**533,6**	**493,5**	**530,5**	**558,0**	**527,3**
Services généraux des administrations publiques	503,3	464,4	498,8	524,4	495,9
Ordre et sécurité publics	30,2	29,1	31,7	33,6	31,4
Axe 2 : Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble	**479,6**	**455,3**	**501,2**	**530,5**	**495,7**
Défense	341,8	325,2	358,9	380,8	355,0
Ordre et sécurité publics	137,8	130,1	142,3	149,7	140,7
Axe 3 : Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie	**707,0**	**672,2**	**737,5**	**788,0**	**732,5**
Affaires économiques	614,8	590,2	652,8	698,8	647,3
Logement et équipements collectifs	78,5	68,7	69,9	73,9	70,8
Loisirs, culture et culte	13,7	13,3	14,8	15,4	14,5
Axe 4 : Protection de l'environnement et renforcement de la résilience au changement climatique	**45,3**	**42,2**	**46,0**	**49,9**	**46,0**
Protection de l'environnement	**45,3**	**42,2**	**46,0**	**49,9**	**46,0**
Axe 5 : Développement du capital humain	**844,5**	**661,3**	**725,9**	**768,3**	**718,5**
Santé	192,5	146,8	160,6	170,1	159,2
Loisirs, culture et culte	7,3	6,9	7,6	7,8	7,4
Enseignement	395,9	398,3	437,1	463,4	432,9
Protection sociale	248,8	109,3	120,6	127,0	118,9
Opérations concernant la dette publique	**171,0**	**176,2**	**193,2**	**208,9**	**192,8**
Total Général	**2 780,9**	**2 500,6**	**2 734,3**	**2 903,4**	**2 712,8**

Source : *DGB, 2020*

Tableau 21: Ratios par rapport aux dépenses totales 2020-2023

AXES/ FONCTIONS	LFR 2020	2021	2022	2023	Poids Moy. 21-23
Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance	**19,2%**	**19,7%**	**19,4%**	**19,2%**	**19,5%**
Services généraux des administrations publiques	18,1%	18,6%	18,2%	18,1%	18,3%
Ordre et sécurité publics	1,1%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%
Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble	**17,2%**	**18,2%**	**18,3%**	**18,3%**	**18,3%**
Défense	12,3%	13,0%	13,1%	13,1%	13,1%
Ordre et sécurité publics	5,0%	5,2%	5,2%	5,2%	5,2%
Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie	**25,4%**	**26,9%**	**27,0%**	**27,1%**	**27,0%**
Affaires économiques	22,1%	23,6%	23,9%	24,1%	23,8%
Logement et équipements collectifs	2,8%	2,7%	2,6%	2,5%	2,6%
Loisirs, culture et culte	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Protection de l'environnement et renforcement de la résilience au changement climatique	**1,6%**	**1,7%**	**1,7%**	**1,7%**	**1,7%**
Protection de l'environnement	1,6%	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%
Développement du capital humain	**30,4%**	**26,4%**	**26,5%**	**26,5%**	**26,5%**
Santé	6,9%	5,9%	5,9%	5,9%	5,9%
Loisirs, culture et culte	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Enseignement	14,2%	15,9%	16,0%	16,0%	16,0%
Protection sociale	8,9%	4,4%	4,4%	4,4%	4,4%
Opérations concernant la dette publique	**6,1%**	**7,0%**	**7,1%**	**7,2%**	**7,1%**
Total Général	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Source : *DGB, 2020*

3.3.1 Axe 1 : Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance

140. C'est l'axe moteur du CREDD 2019-2023. En effet, l'analyse structurelle a montré que les variables les plus motrices relèvent de la gouvernance et que celles qui relèvent des domaines économique, social et environnemental sont plutôt des variables de résultats. Cela veut dire que la plupart des politiques socio-économiques et sectorielles requièrent, pour donner les résultats escomptés dans le sens de l'amélioration des conditions de vie des populations, beaucoup de conditions préalables relevant pour la plupart des variables de gouvernance. Cet axe vise à réformer les institutions politiques, adopter de meilleures pratiques démocratiques et améliorer la gouvernance administrative, économique, sociale et sécuritaire.

141. Les objectifs globaux de cet axe stratégique sont les suivants :

- consolider la démocratie malienne ;
- améliorer la gouvernance administrative, économique et financière et renforcer le partenariat pour le développement durable ;

- renforcer la décentralisation ;
- promouvoir l'état de droit ;
- promouvoir le dialogue social.

142. L'axe couvre les fonctions suivantes : (i) Services généraux des administrations publiques et (ii) Ordre et sécurité publics, notamment, les sous-fonctions (ou groupes) relatives aux tribunaux et Administration pénitentiaire.

143. Pour l'atteinte des objectifs fixés à cet axe, le cadrage budgétaire 2021-2023 prévoit en moyenne 19,5% des dépenses totales. En valeur absolue, les allocations passent de 533,6 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2020 à 558 milliards FCFA en 2023, soit un taux d'accroissement moyen de 6,3% entre 2021-2023.

- **Services Généraux des Administrations Publiques**

144. Les allocations en faveur des services généraux des administrations publiques (hors opération sur dette publique) sont projetées en 2021 à 464,4 milliards de FCFA et passeraient à 524,4 milliards FCFA en 2023 contre une inscription de 503,3 milliards dans le budget rectifié de 2020. Les dotations serviront à poursuivre l'atteinte des objectifs spécifiques suivants :

- reformer les institutions et renforcer la démocratie ;
- renforcer la citoyenneté et le civisme ;
- moderniser l'administration publique ;
- renforcer le système de planification et de gestion du développement ;
- gérer efficacement les finances publiques et lutter contre la corruption et la délinquance financière ;
- assurer une gestion transparente des affaires foncières ;
- renforcer le partenariat pour le développement durable ;
- améliorer la gouvernance locale ;
- assurer la mise en œuvre diligente de la charte de la déconcentration des services de l'Etat et accélérer le transfert des compétences et des ressources ;
- promouvoir les économies régionales et locales ;
- accroitre la qualité de la justice et en faire un instrument de garantie de la paix sociale ;
- garantir les droits fondamentaux des citoyens ;
- mettre en place le cadre institutionnel de dialogue social ;
- renforcer les capacités des acteurs du dialogue social ;
- créer les conditions d'une meilleure représentativité des syndicats.

- **Ordre et sécurité publics**

145. Les sous-fonctions de l'ordre et sécurité qui participent à la mise en œuvre de l'axe 1 concernent les tribunaux et l'administration pénitentiaire. Dans ce cadre, les objectifs spécifiques poursuivis sont les suivants :

- accroître la qualité de la justice et en faire un instrument de garantie de la paix sociale ;
- garantir les droits fondamentaux des citoyens.

146. Les allocations en faveur des tribunaux et administration pénitentiaire sont projetées en moyenne sur la période 2021-2023 à 31,7 milliards de FCFA par an contre une dotation révisée de 30,2 milliards de FCFA dans le budget 2020, soit une croissance moyenne de 6,1% entre 2021-2023.

3.3.2 Axe 2 : Restauration de la paix, de la sécurité et de la cohésion entre les différentes communautés

147. C'est l'axe phare pour la stabilisation du pays. Il s'agit de restaurer la société malienne dans ses dimensions de paix et de cohésion sociale dans la diversité culturelle et religieuse. Cette condition est nécessaire pour que l'activité économique puisse se développer partout sur le territoire et se traduire par l'amélioration des conditions de vie des populations. Cet axe accordera une attention particulière à la mise en œuvre consensuelle de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali et aux efforts de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

148. Les objectifs globaux de cet axe stratégique sont les suivants : (i) restaurer la paix et assurer la sécurité des personnes et des biens ; (ii) lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

149. Spécifiquement, il s'agit de :

- appliquer de manière consensuelle l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali ;
- assurer la protection des citoyens et prévenir et gérer les conflits intercommunautaires en vue d'améliorer la cohésion nationale ;
- détecter, évaluer et éliminer toutes les conditions propices au développement du terrorisme, de la radicalisation et de l'extrémisme violent ;
- lutter contre l'impunité et poursuivre tous les auteurs et complices de crimes d'extrémisme violent et de terrorisme ;
- apporter des réponses justes, proportionnées et diligentes en cas d'attaque terroriste ou d'actes d'extrémisme violent.

150. L'axe 2 couvre les fonctions suivantes : (i) défense et (ii) Ordre et sécurité publics hors les sous-fonctions (ou groupes) relatives aux tribunaux et l'administration pénitentiaire.

151. Durant la période 2021-2023, les allocations budgétaires en faveur de cet axe seront en moyenne 18,3% des dépenses totales et passeraient de 479,6 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2020 à 530,5 milliards de FCFA en 2023, soit un taux d'accroissement moyen de 7,9% entre 2021-2023.

- **Défense**

152. Les allocations budgétaires pour la défense sont projetées en moyenne à 355 milliards de FCFA sur la période 2021-2023 contre 341,8 milliards de FCFA en 2020, soit un taux de croissance moyen de 8,2% sur la même période. Au cours de la période, le poids moyen des dépenses militaires dans le budget d'Etat serait de 13,1%. Ces évolutions s'expliqueraient essentiellement par le renforcement des capacités opérationnelles des forces de défense nationale en lien avec la poursuite de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM).

- **Ordre et Sécurité (**hors tribunaux et administration pénitentiaire)

153. Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI) en vue de lutter contre l'insécurité sous toutes ses formes, les dépenses en faveur de l'ordre et la sécurité s'établiraient en moyenne à 140,7 milliards de FCFA sur la période 2021-2023, contre 137,8 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2020, soit un taux de progression de 7,3% sur la période du cadrage budgétaire. Les augmentations se justifieraient par le renforcement des capacités opérationnelles des forces de la police, de la gendarmerie et de la protection civile.

3.3.3 Axe 3 : Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie

154. Cet axe vise à créer les conditions d'une croissance économique soutenue à travers une transformation structurelle de l'économie portée par une industrialisation plus forte grâce au développement des chaines de valeur les plus compétitives, le développement et la modernisation des infrastructures, une meilleure productivité globale des facteurs, un système de financement de l'économie plus efficient et une exploitation judicieuse des ressources minières et des technologies de l'information et de la communication.

155. En dépit d'une croissance forte durant des années, l'économie malienne a structurellement très peu évolué. Elle est restée caractérisée par la prépondérance des secteurs primaire et tertiaire dans la création de richesses.

156. Les objectifs globaux de cet axe stratégique sont :

- créer un environnement favorable à la diversification de l'économie et à une croissance forte et inclusive ;
- promouvoir un secteur agricole durable, moderne et compétitif ;
- développer une industrie intégrée à l'économie, compétitive et créatrice d'emplois ;
- promouvoir les valeurs et infrastructures culturelles favorables à la création de richesse ;
- développer et améliorer l'efficacité des secteurs d'appui à la production ;
- mettre en place et développer un partenariat et une stratégie de financement du développement.

157. Les objectifs spécifiques se résument entre autres à :

- renforcer la stabilité du cadre macroéconomique ;
- promouvoir le secteur privé et améliorer le climat des affaires ;
- promouvoir une croissance réductrice de la pauvreté et des inégalités ;
- promouvoir la productivité et la compétitivité de l'Agriculture ;
- accroitre la contribution de l'élevage à la croissance et à la réduction de la pauvreté ;
- accroître la contribution de la pêche à la croissance et à la réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- diversifier et intégrer la production minière à l'économie comme un facteur de développement durable ;
- développer des industries basées sur le potentiel des chaînes de valeur ;
- développer les autres secteurs porteurs de croissance ;
- développer et améliorer l'efficacité des infrastructures de transport ;
- répondre aux besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et au moindre coût ;
- promouvoir l'économie numérique ;
- accroître la contribution du secteur financier à la croissance économique à travers une meilleure inclusion financière ;
- renforcer la mobilisation de ressources internes et externes ;
- mettre en œuvre une stratégie efficace d'endettement public.

158. Il couvre les fonctions suivantes : (i) Affaires économiques et (ii) Logement et équipements collectifs (iii) Loisirs, culture et culte notamment sur les aspects liés aux services culturels.

159. Durant la période du cadrage, les allocations budgétaires en faveur de cet axe se situeraient en moyenne à 27% des dépenses totales et passeraient de 672,2 milliards de FCFA en 2021 à 788 milliards de FCFA en 2023 contre une dotation budgétaire révisée de 707 milliards de FCFA dans le budget 2020, soit une progression moyenne de 8,3% entre 2021-2023.

- **Affaires économiques**

160. Les dépenses des affaires économiques sont projetées en moyenne à 647,3 milliards FCFA sur la période 2021-2023 contre 614,8 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2020. Elles représentent en moyenne 23,8% des dépenses totales, avec un taux de croissance annuel moyen de 8,8% sur la période 2021-2023.Cette hausse est imputable, principalement, à : (i) l'augmentation des dépenses en faveur du secteur agricole ; (ii) la réalisation des infrastructures de soutien à la croissance et (iii) le soutien à la production d'énergie et à l'approvisionnement en eau.

161. Les principales actions porteront entre autres sur :

- la réalisation d'actions de développement dans le cadre de la mise en œuvre du Fonds de Développement Durable ;
- l'aménagement du barrage de Taoussa ;
- la mise en œuvre du projet de reconstruction et de relance économique
- le développement de l'irrigation ;
- la construction du 4ème pont de Bamako
- la mise en œuvre du projet adaptation agricole et élevage au changement climatique ;
- la mise en œuvre du fonds national d'appui à l'agriculture ;
- la mise en œuvre du programme d'accroissement de la production agricole au Mali (PAPAM) ;
- la mise en œuvre du Programme Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (WAP II) ;
- la réalisation des travaux d'extension de 200 ha de la plaine de Saouné ;
- la poursuite du désenclavement intérieur et extérieur du pays à travers :
  - ✓ le bitumage du tronçon Goma Coura-Tombouctou ;
  - ✓ l'aménagement d'infrastructures routières structurantes (PAIRS) ;
  - ✓ la construction du deuxième pont de Kayes ;
  - ✓ la construction et le bitumage de la route Kolondièba-Zantièbougou (frontière RCI);
  - ✓ la construction de la route Kayes–Kenièba ;
  - ✓ la construction et le butimage de la route Banconi-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nonsombougou ;
  - ✓ la construction de la section Yanfolila-Kalana-Frontière Guinée;
  - ✓ l'aménagement en 2X2 VOIES du 3ème Pont à la RN6, la construction de l'échangeur et la réhabilitation de la section Tour de l'Afrique ;
  - ✓ la réhabilitation de la route Bamako-kati-Kolokani-Didieni-Diema-Sand-Kayes-Kidira.

- **Logement et équipements collectifs**

162. Les dépenses relatives au logement et équipements collectifs qui s'élèvent à 78,5 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2020, s'établiraient en moyenne à 70,8 milliards de FCFA en 2021-2023 et représenteraient environ2,6% des dépenses totales. Les actions prioritaires relatives au logement et aux équipements collectifs porteront sur :

- la poursuite de la mise en œuvre du programme de construction de 50.000 logements sociaux ;
- la mise en œuvre de la réforme foncière sécurisée.

- **Loisirs, culture et culte (hors Services récréatifs et sportifs et Culte et autres services communautaires)**

163. Les dépenses relatives aux Loisirs, culture et culte se chiffreraient en moyenne à 14,5 milliards de FCFA sur la période 2021-2023 contre une inscription budgétaire révisée de 13,7 milliards de FCFA en 2020, soit un rythme d'augmentation moyen de 7,5% entre 2021-2023. Ces allocations serviront à promouvoir les secteurs de la culture, de l'artisanat et du tourisme.

164. Les principales actions prioritaires porteront sur :

- la redynamisation du cinéma malien ;
- la revalorisation du service national des jeunes ;
- la réalisation et l'aménagement des infrastructures culturelles et sportives.

3.3.4 Axe 4 : Protection de l'environnement et développement de la résilience au changement climatique

165. La détérioration de l'environnement est le résultat d'un ensemble de phénomènes complexes qui sont d'abord d'ordre climatique (sécheresse, variabilité de la pluviométrie ayant fragilisé l'écosystème), ensuite anthropique (forte pression démographique, systèmes de production extensifs et inadaptés, feux de brousse, etc.) et finalement des conditions de vie précaires des populations et l'absence d'implication des populations dans la protection de l'environnement. La problématique de l'environnement est constatée par une dégradation continue du cadre de vie et des conditions des populations aussi bien urbaines que rurales.

166. Cet axe vise à concevoir le processus de développement avec le souci de préserver l'environnement et de développer la capacité de résilience des populations face aux effets du changement climatique.

167. Pour faire face aux défis liés à l'environnement et au changement climatique, le Gouvernement du Mali a adopté plusieurs politiques et stratégies parmi lesquelles : la Politique Nationale de Protection de l'Environnement, la Politique Nationale Forestière, la Politique Nationale d'Assainissement, la Politique Nationale sur les Changements Climatiques, la Politique Nationale des zones humides, la Stratégie de Sauvegarde et de Gestion Intégrée des Ressources du Fleuve Niger, et le Cadre Stratégique d'Investissement pour la Gestion Durable des Terres. Le Mali a aussi ratifié plusieurs accords et traités internationaux, notamment, les conventions de Rio (Désertification, Biodiversité et Changement Climatique).

168. Pour la mise en œuvre de cet axe, les objectifs globaux sont les suivants : (i) garantir un environnement sain et le développement durable et (ii) renforcer la résilience au changement climatique.

169. Pour ce faire, plusieurs objectifs spécifiques ont été définis à savoir :

- promouvoir une gestion décentralisée et participative des ressources naturelles renouvelables ;
- favoriser l'utilisation des technologies innovantes respectueuses de l'environnement ;

- améliorer le cadre de vie des populations ;
- renforcer les capacités de prévention et de gestion des risques et des catastrophes naturelles ;
- améliorer la capacité d'adaptation des populations et la résilience des systèmes.

170. L'axe 4 couvre essentiellement la fonction protection de l'environnement et concentrera durant la période du cadrage, des allocations budgétaires de 1,7% des dépenses totales en moyenne. Ces allocations passeraient de 45,3 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2020 à 42,2 milliards de FCFA en 2021 pour atteindre environ 50 milliards de FCFA en 2023, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 8,7% entre 2021-2023.

171. Ces allocations viseront, entre autres, à préserver la diversité biologique et à lutter contre la pollution à travers la réalisation et la réhabilitation des ouvrages d'assainissements collectifs. Les actions prioritaires vont porter sur :

- la mise en œuvre du projet hydraulique et assainissement en milieu rural ;
- la mise en œuvre du projet gestion des ressources naturelles et changement climatique ;
- la réhabilitation économique et environnementale du fleuve Niger ;
- la mise en œuvre du Programme de développement durable du Delta Intérieur du Niger ;
- la mise en œuvre du Programme Commun d'appui à la GIRE.

3.3.5 Axe 5 : Développement du capital humain

172. L'ambition de cet axe est de faire en sorte que les efforts de développement se traduisent pour les populations, notamment les jeunes, les femmes et les personnes en situation de handicap, par une éducation de qualité, une bonne santé, des emplois décents, un accès universel à l'eau potable, un cadre de vie sain et une meilleure protection sociale. Il s'agit de transformer l'important bonus démographique dont dispose le Mali en un réel dividende démographique. Cet axe visera également à faire de l'urbanisation et de la migration des opportunités pour le développement du Mali.

173. La qualité des ressources humaines constitue la première richesse de la Nation. Ce sont les ressources humaines qui, utilisant les moyens disponibles, créent la richesse. L'amélioration des performances économiques et la réduction durable de la pauvreté et des inégalités nécessitent la définition de politiques de développement des ressources humaines. Ces politiques et stratégies devront être mises en œuvre à travers des programmes ambitieux et cohérents prenant en compte les droits humains, la question du genre et le ciblage des plus vulnérables. Il est également indéniable que la réalisation des objectifs de développement durable passe par la disponibilité d'un capital humain de qualité et bien employé, source de croissance économique durable et partagée.

174. Les objectifs globaux de cet axe stratégique sont les suivants :

- contribuer à l'amélioration de l'état de santé et du bien-être de la population malienne en vue d'une accélération de la transition démographique ;
- assurer le droit des citoyens à une éducation et une formation de qualité à travers un système éducatif inclusif, mieux adapté, cohérent et fonctionnel ;
- assurer l'accès universel aux services de l'eau potable, de l'hygiène et de l'assainissement ;
- créer les conditions de réalisation de l'autonomisation de la femme, de l'enfant et de la famille ;

- mieux gérer la croissance démographique et la migration afin qu'elles contribuent à la réduction de la pauvreté et au développement durable du pays ;
- mieux encadrer l'urbanisation pour en faire un facteur moteur de la croissance économique et du développement durable ;
- promouvoir la protection sociale pour prévenir la vulnérabilité et l'exclusion sociale ;
- développer les activités physiques et sportives au Mali.
- .

175. L'axe couvre les fonctions suivantes : (i) Santé ; (ii) Enseignement ; (iii) Protection Sociale et (iv) Loisirs, Culture et Culte (en ce qui concerne les aspects récréatifs et sportifs ainsi que le culte et autres services communautaires).

176. En vue de l'atteinte des objectifs fixés à cet axe, le cadrage budgétaire prévoit en moyenne 26,5% des dépenses totales sur la période 2021-2023. En valeur absolue, les allocations passent de 844,5 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2020 à 768,3 milliards FCFA à l'horizon 2023, soit en moyenne une dotation budgétaire de 718,5 milliards FCFA entre 2021-2023 ou un taux d'accroissement moyen de 7,8%.

- **Santé**

177. Dans le cadre de la mise en œuvre du CREDD, les allocations budgétaires du secteur de la santé sont projetées en moyenne à 159,2 milliards de FCFA sur la période 2021-2023 contre près de 193 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2020, soit un poids moyen de 5,9% des dépenses totales, soit un point de pourcentage de moins qu'en 2020 à cause des dépenses liées à la crise du coronavirus. Le niveau des allocations évoluerait à un taux de croissance annuel moyen de 7,7% entre 2021-2023. Les dépenses s'inscriront dans le cadre de l'amélioration de la qualité des services sanitaires et de la lutte contre les maladies à travers notamment :

- la construction et l'équipement des infrastructures de santé (Hôpitaux, Csréf, etc.) ;
- l'amélioration du plateau technique des hôpitaux ;
- l'augmentation de l'offre et l'utilisation de services et produits de santé de qualité fournis par des ressources humaines qualifiées et équitablement réparties sur l'ensemble du territoire ;
- la réduction de la morbidité et de la mortalité liées aux maladies transmissibles et non, aux modes de vie et aux conditions de travail et le renforcement de la lutte contre le VIH-Sida ;
- la réduction de la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile.

- **Enseignement**

178. Les dotations relatives à l'enseignement qui se chiffrent à 395,9 milliards de FCFA en 2020 sont projetées à 398,3 milliards de FCFA en 2021 et atteindront 463,4 milliards de FCFA en 2023. Elles représentent en moyenne 16% des dépenses totales avec un rythme de croissance moyenne de 7,9%.Cette augmentation est en cohérence avec la volonté du gouvernement de rendre performant le système éducatif et de renforcer la qualité des ordres d'enseignement. Les priorités s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du PRODEC 2 et concernent entre autres :

- le recrutement du personnel enseignant, chercheur et d'encadrement en nombre et en qualité ;
- la construction, la réhabilitation et l'équipement des infrastructures d'accueil des étudiants (pédagogiques, sociales et laboratoires) ;

- la maitrise de la gestion de flux des étudiants.
- l'amélioration du rendement interne du système pour une meilleure employabilité des jeunes et l'insertion socioprofessionnelle des sortants ;
- l'achèvement d'un enseignement fondamental de qualité pour tous les enfants, filles et garçons ;
- la promotion des valeurs culturelles favorables à la création de la richesse et au développement durable ;
- le renforcement de la qualité de la gestion du système éducatif et de ses ressources ;
- l'accroissement des conditions d'accès à l'enseignement supérieur et au renforcement de la recherche scientifique et l'innovation.

- **Protection sociale**

179. Les dépenses relatives à la protection sociale se chiffreraient en moyenne à 118,9 milliards de FCFA entre 2021-2023 contre une inscription budgétaire révisée de 248,8 milliards FCFA en 2020. Durant la période de cadrage, les allocations en faveur de la protection sociale représenteraient en moyenne 4,4% des dépenses totales du gouvernement.

180. Ces dépenses visent d'une part, à assurer la prise en charge de la retraite vieillesse à travers les différents régimes d'assurance, et d'autre part, à fournir les appuis nécessaires aux populations défavorisées et les groupes vulnérables pour leur garantir une vie décente. Elles permettent également d'appuyer la promotion du genre. Les actions prioritaires permettront de :

- assurer la protection et la sécurisation des migrants et les membres de leurs familles ;
- étendre la protection sociale à tous ;
- assurer la sécurité élémentaire de revenu ;
- renforcer la participation des femmes et des jeunes dans les activités socioéconomiques ;
- faciliter l'accès des femmes aux postes nominatifs et électifs ;
- investir dans le capital humain pour capturer le dividende démographique au Mali.

IV. SITUATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DES ORGANISMES PUBLICS

4.1 Situation financière des Collectivités Territoriales

4.1.1 Ressources transférées aux Collectivités Territoriales

181. Dans le cadre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, l'Etat s'est engagé à transférer aux collectivités territoriales l'équivalent de 30% des recettes budgétaires. De 2017 à 2020, ces transferts budgétaires n'ont cessé de s'accroitre en dépit des contraintes liées à la situation socio-sécuritaire dans le pays.

Tableau 22: Transferts budgétaires inscrits dans la loi de finances au profit des collectivités (en milliards de FCFA), 2017-2020

Niveau de collectivité	LFR 2017		LFI 2018		LFR 2019			LFI 2020	
	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Moyenne 2017-2019	Montant	Part dans total ressources transférées
Conseil Régional	39,5	15,1%	83,6	25,6%	98,2	27,9%	73,8	91,5	22,9 %
Conseil de Cercle	43,0	16,4%	50,4	15,4%	47,2	13,6%	46,9	48,7	12,2 %
Conseil Communal	134	51,5%	138,0	42,3%	138,9	40,0%	137,0	164,3	41,1 %
Crédits Globaux	44,4	17,0%	54,3	16,6%	64,3	18,5%	54,3	95,6	23,9 %
TOTAL	**261,8**	**100%**	**326,2**	**100,0%**	**348,6**	**100,0%**	**311,9**	**400,1**	**100,0%**

Source : *DGB, 2020*

182. Au sein des Collectivités Territoriales, le Conseil Communal et le Conseil Régional sont les gros bénéficiaires des transferts budgétaires avec respectivement 137 milliards de FCFA et 73,8 milliards de FCFA en moyenne sur la période 2017-2019. L'échelon intermédiaire, à savoir le Conseil de Cercle, a bénéficié en moyenne d'un transfert de 46,9 milliards de FCFA en 2017-2019.

183. En perspective pour 2020, les ressources transférées au niveau des Collectivités Territoriales sont évaluées à 164,3 milliards de FCFA pour le Conseil Communal, 91,5 milliards de FCFA pour le Conseil Régional et 48,7 milliards de FCFA pour le Conseil de Cercle. Ils représentent respectivement 41,1%, 22,9% et 12,2% du montant total des ressources transférées du budget d'Etat 2020.

Tableau 23: Transferts budgétaires au profit des collectivités par nature (en milliards de FCFA), 2017-2020

Natures	LFR 2017		LFI 2018		LFR 2019			LFI 2020	
	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Moyenne 2017-2019	Montant	Part dans total ressources transférées
Dépenses courantes	185,3	70,8 %	213,8	65,5%	218,4	27,9%	205,8	278,6	69,6%
dont personnel	146,5	56,0 %	175,8	53,9 %	183,8	13,6%	168,7	217,4	54,3%
Dépenses en capital	76,5	26,2 %	112,4	34,5%	130,2	40,0%	106,4	121,5	30,4%
dont Appui Budgétaire	7,0	2,7 %	4,7	1,4%	5,8	18,5%	5,8	3,2	0,8%
TOTAL	**261,8**	**100%**	**326,2**	**100,0%**	**348,6**	**100,0%**	**312,2**	**400,1**	**100,0%**

Source : *DGB, 2020*

184. Sur la période 2017-2019, les ressources transférées aux collectivités territoriales en termes de dotations budgétaires ont été consacrées en grande partie aux dépenses courantes qui sont estimées à 185,3 milliards de FCFA dans le budget 2017, 213,8 milliards de FCFA dans le budget 2018 et 218,4 dans le budget rectificatif 2019, soit en moyenne 205,8 milliards de FCFA sur la même période. Quant aux ressources transférées relatives aux dépenses en capital, elles sont estimées à 76,5 milliards de FCFA dans le budget rectificatif 2017, 112,4 milliards de FCFA dans le budget 2018 et enfin 130,2 milliards de FCFA dans le budget rectificatif 2019, soit une moyenne de 106,4 milliards de FCFA sur la période 2017-2019.

185. En 2020, les ressources transférées aux collectivités territoriales se caractériseraient par une hausse de 51,5 milliards de FCFA correspondant à un taux de progression de 14,8%.Cette hausse est imputable en grande partie aux dépenses courantes qui s'afficheraient à 278,6 milliards de FCFA en 2020 contre 218,4 milliards de FCFA en 2019, soit une augmentation de 27,6 %. Elles représenteraient 69,6% des ressources transférées dont une large proportion destinée au traitement salarial pour environ 54,3%.

186. Quant aux dépenses en capital destinées à ces collectivités, elles passeraient de 130,2 milliards de FCFA dans le budget rectificatif 2019 à 121,5 milliards de FCFA dans le budget 2020, soit une légère diminution de 6,7%. Elles représentent environ 30,4% des ressources transférées du budget 2020.

Tableau 24: Transferts budgétaires aux collectivités en pourcentage des recettes budgétaires 2018-2020

Libellés	Lois de finances		
	2018	2019	2020
Recettes budgétaires (en milliards FCFA)	1 650,1	1 626,5	1 738,4
Crédits décentralisés (en milliards FCFA)	326,2	348,6	400,1
Ratio (en Pourcentage)	19,8	21,4	23,0

Source : *DGB, 2020*

187. Dans la loi de finances 2018, les ressources transférées aux collectivités territoriales se chiffraient à 19,8% des recettes budgétaires (recettes fiscales et non fiscales hors recettes en capital). En 2019 et 2020, les efforts budgétaires se sont poursuivis au profit des collectivités territoriales. A cet effet, les transferts budgétaires en pourcentage des recettes budgétaires se situeraient respectivement à 21,4% et 23,0%. En somme, entre 2018 et 2020, les crédits décentralisés ou transferts budgétaires aux Collectivités Territoriales ont connu un taux d'accroissement annuel moyen de 10,8% tandis que les recettes budgétaires de l'Etat n'ont évolué que de 2,7% durant la même période.

4.1.2 Situation financière des Collectivités Territoriales

188. Il n'existe pas, à ce stade, un système statistique complet pour la collecte des données financières des collectivités territoriales. Les données présentées ci-après proviennent de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP) qui reçoit annuellement les données budgétaires des Collectivités. Toutefois, sur la période couverte (2016-2018), les données reçues par la DNTCP restent partielles, car elles ne concernent qu'en moyenne 67% des collectivités territoriales du Mali. Ce qui présente une limite objective dans l'analyse et l'interprétation des informations financières.

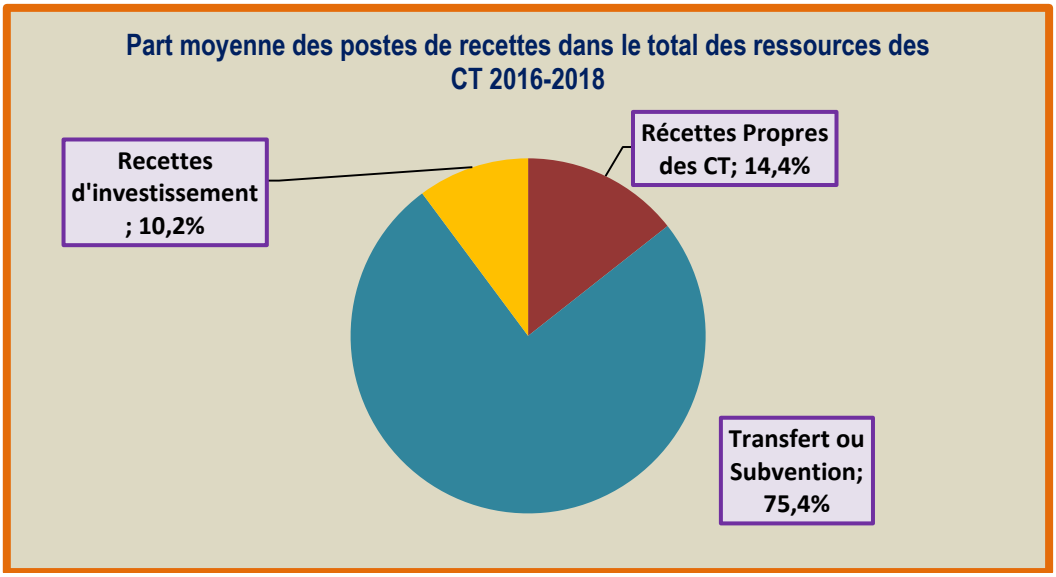
Tableau 25: Evolution des recettes et des dépenses des Collectivités territoriales (2016-2019), en millions FCFA

Rubriques	Réalisations			Taux de crois.
	2016	2017	2018	2016-2018
Recettes	**196 585**	**173 636**	**229 770**	**8,1%**
Recettes Propres des CT dont:	**27 921,1**	**24 413,3**	**34 196,7**	**10,7%**
Recettes Fiscales	22 251,4	19 914,8	28 304,1	12,8%
Recettes non Fiscales	4 810,3	4 304,5	5 640,4	8,3%
Autres recettes propres (à préciser)	859,4	194,0	252,1	-45,8%
Transfert ou Subvention dont	**150 377,2**	**132 209,0**	**169 315,5**	**6,1%**
Subvention de l'Etat	136 779,3	124 069,3	162 009,0	8,8%
Autres subventions (à préciser)	13 597,8	8 139,7	7 306,5	-26,7%
Recettes d'investissement	**18 286,4**	**17 014,1**	**26 257,4**	**19,8%**
Dépenses	**197 137**	**168 947**	**227 096**	**7,3%**
Dépenses courantes dont:	**176 139,8**	**153 549,0**	**200 025,4**	**6,6%**
Personnel	133 290,5	109 946,3	149 849,1	6,0%
Fonctionnement	42 849,3	43 602,7	50 176,2	8,2%
Dépenses d'investissement dont:	**20 996,9**	**15 397,8**	**27 070,2**	**13,5%**
Financement sur ressources propres	4 461,6	3 245,6	3 674,7	-9,2%
Financement sur subventions (Etat, PTF), Dons et emprunts	16 535,3	12 152,1	23 395,5	18,9%

Source : *DNTCP, 2020*

189. Sur la base des données fournies, l'on constate des efforts de mobilisation des recettes propres des collectivités territoriales qui ont augmenté en moyenne de 10,7%. Les transferts ou subventions accordés aux CT par l'Etat et d'autres institutions, constituant une part importante de leurs ressources (75,4%, figure 10 ci-dessous), ont aussi progressé de l'ordre de 6,1%. Il est à noter que la subvention de l'Etat reste la principale ressource des collectivités territoriales (figure 10).

Figure 10 : Part moyenne des postes de recettes dans le total des ressources des CT entre 2016-2018

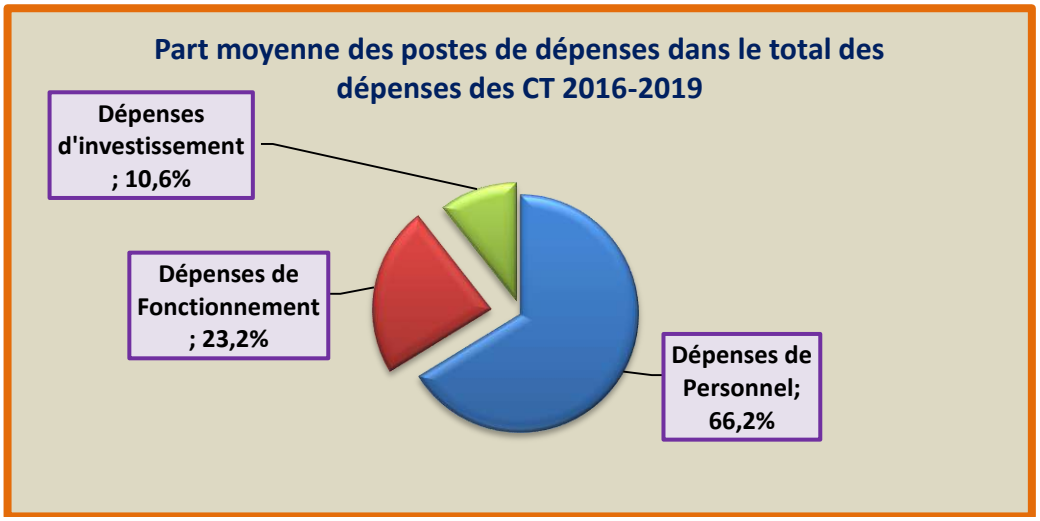


Source : *DNTCP, 2020 ; nos calculs*

190. Comparativement aux recettes, les dépenses totales semblent évoluer à un rythme plus faible, soit 7,3%. En considérant uniquement les dépenses d'investissement, celles-ci ont connu une forte augmentation entre 2016-2018 d'environ 14%.

191. La décomposition des dépenses, illustrée par la figure 11, révèle une prédominance des dépenses courantes (89,4%), elles-mêmes dominées par les dépenses de personnel qui occupent environ 66,2% des dépenses totales. Les dépenses d'investissement ne représentent que 10,6% du total des dépenses sur la période couverte.

Figure 11 : Part moyenne des postes de dépenses dans le total des dépenses des CT entre 2016-2018



Source : *DNTCP, nos calculs*

4.2 Situation financière des Organismes de Sécurité Sociale

192. La sécurité sociale au Mali est gérée par trois organismes à savoir : (i) l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) ; (ii) la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) et (iii) la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM).

4.2.1 L'Institut National de Prévoyance Sociale

193. L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) a été créé par la loi n°61-59/AN-RM du 15 mai 1961 reprise et précisée par la loi N° 96-004 du 26 janvier 1996. Il est érigé en Établissement Public à caractère Administratif (EPA). L'INPS a pour mission de gérer les régimes de protection sociale, en faveur des travailleurs salariés définis par le Code du travail.

194. Les régimes gérés par l'INPS se résument comme suit :

- la prévention et la réparation des Accidents du travail et des Maladies professionnelles (ATMP) ;
- les Prestations familiales (PF) ;
- l'Assurance Vieillesse, Invalidité et Décès.

Pour compléter ces régimes, la loi confie à l'Institut la gestion d'une action sanitaire et sociale.

195. Par ailleurs, la loi N° 99-047 du 28 décembre 1999 a institué l'Assurance Volontaire pour permettre l'accès à la couverture sociale des membres des professions libérales, artisanales, commerciales et industrielles, ainsi que les travailleurs indépendants. Sa gestion est confiée à l'INPS.

196. Enfin, l'INPS est un organisme gestionnaire délégué du régime de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) institué suivant la loi n° 09-015 du 26 juin 2009. A ce titre, l'institut est chargé de l'immatriculation des assurés, l'encaissement des cotisations et du règlement des factures des prestataires conventionnés.

197. Les ressources de l'INPS proviennent des cotisations assises sur l'ensemble des rémunérations pour le régime obligatoire des salariés, les revenus des placements, les prestations récupérées, les cotisations de l'assurance volontaire.

Tableau 26: Evolution des assurés et employeurs affiliés à l'INPS

RUBRIQUES	Réalisions			Prévisions			
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre d'assurés	184 984	194 049	224 320	259 313	299 766	346 530	400 589
Nombre d'employeurs	29 188	31 004	32 864	34 836	36 926	39 141	41 490

Source : *INPS*

- **Situation financière des branches gérées par l'INPS**

198. Depuis plusieurs années les ressources provenant des cotisations du régime Vieillesse, Invalidité et Décès ne couvrent plus les dépenses techniques des prestations du régime (cf. tableau 28). Ce déficit va grandissant d'année en année en dépit des multiples efforts en matière de recouvrement. Le financement du déficit est assuré par les excédents des régimes prestations familiales (cf. tableau 26) et des Accidents de travail et Maladies professionnelles (cf. tableau 27).

199. Par ailleurs, cette situation est devenue plus problématique à la suite de l'adoption de la loi sur l'AMO qui a supprimé les ressources dédiées à la protection contre la maladie dont le volet prévention médicale reste entièrement à la charge de l'INPS.

200. Le déséquilibre quasi structurel du régime Vieillesse, Invalidité et Décès est lié aux causes ci-après :

- la forte augmentation du nombre des nouveaux pensionnés et le niveau de plus en plus élevé des rémunérations servant au calcul des droits ;
- les demandes croissantes des pensions anticipées ;
- les revalorisations périodiques des montants des pensions (dont la dernière date de janvier 2020) ;
- le transfert des contractuels dans le corps des fonctionnaires ;
- l'insuffisance de la maitrise du fichier des bénéficiaires ;
- le volume très important des paiements en espèce et par chèques.

201. Pour remédier à cette situation, une étude actuarielle a été menée en 2017-2018 et des pistes de solutions ont été proposées dans le rapport final qui est disponible. Aussi, un projet d'identification biométrique est en cours. Il permettra d'identifier tous les vrais assurés et leurs ayants droits et d'assainir l'ensemble du fichier des bénéficiaires.

Tableau 27 : Situation financière de la branche Prestations Familiales (Montant en milliards FCFA)

Rubriques	Réalisations						Prévisions
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Produits Techniques	35,02	36,91	44,01	46,45	50,61	55,88	54,04
Charges Techniques	6,72	8,29	11,16	11,68	11,82	12,48	11,97
Résultats Techniques	**28,31**	**28,62**	**32,85**	**34,77**	**38,79**	**43,40**	**42,07**

Source : *INPS, 2020*

Tableau 28 : Situation financière de la branche Accident du Travail et Maladies Professionnelles (Montant en milliards FCFA)

Rubriques	Réalisations						Prévisions
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Produits Techniques	10,04	12,70	15,18	16,01	17,31	19,34	19,99
Charges Techniques	1,21	1,04	1,24	1,48	1,58	1,56	1,57
Résultats Techniques	**8,83**	**11,66**	**13,94**	**14,53**	**15,72**	**17,78**	**18,42**

Source : *INPS, 2020*

Tableau 29 : Situation financière de la branche Vieillesse-Invalidité-Décès (Montant en milliards FCFA)

Rubriques	Réalisations						Prévisions
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Produits Techniques	39,40	41,52	49,51	52,26	56,91	62,86	60,79
Charges Techniques	41,12	46,10	52,85	56,61	60,85	68,57	71,18
Résultats Techniques	**-1,72**	**-4,58**	**-3,34**	**-4,36**	**-3,94**	**-5,71**	**-10,39**

Source : *INPS, 2020*

Tableau 30 : Situation financière de la branche Assurance volontaire (Montant en milliards FCFA)

Rubriques	Réalisations						Prévisions
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Produits Techniques	0,21	0,08	0,19	0,30	0,89	0,92	0,91
Charges Techniques	0,03	0,01	0,00	0,04	0,06	0,10	0,15
Résultats Techniques	**0,18**	**0,07**	**0,19**	**0,27**	**0,83**	**0,82**	**0,76**

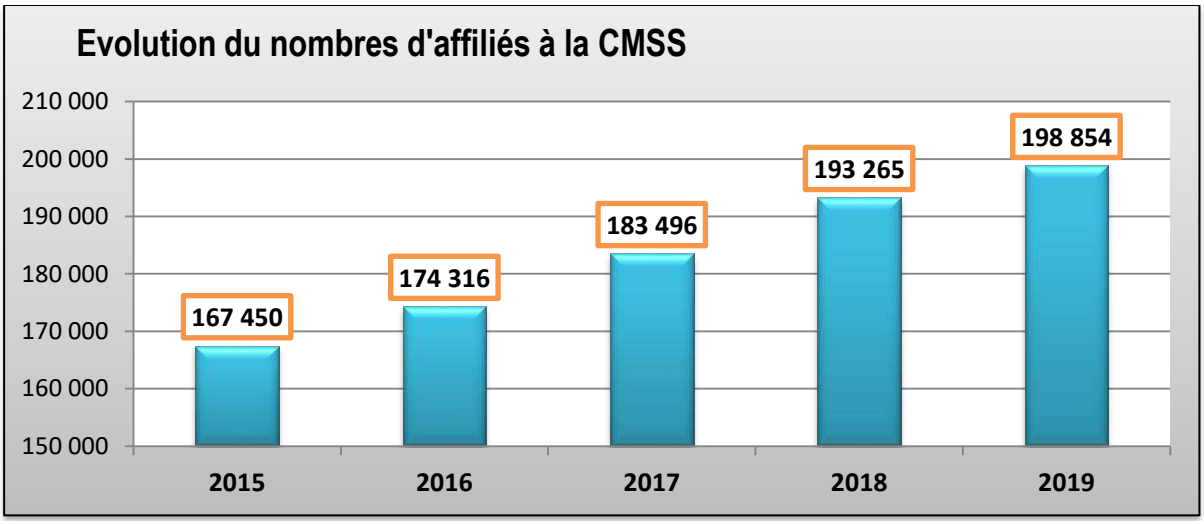
Source : *INPS, 2020*

4.2.2 La Caisse Malienne de Sécurité Sociale

202. Au regard de la loi n°10-029 du 29 juillet 2010, la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) a pour mission la gestion des régimes de pensions des fonctionnaires, des militaires, des députés et de tout autre régime ou branche que l'Etat lui confie.

203. L'effectif des pensionnés affiliés à la CMSS est passé de 167 450 personnes en 2015 à 198 854 personnes en 2019, soit un accroissement annuel moyen de 4,4%. Cet effectif émane du seul employeur à savoir l'Etat.

Figure 12 : Evolution du nombre d'affiliés à la CMSS



Source : *CMSS, 2020*

Tableau 31 : Evolution des affiliés de la CMSS par catégorie d'agents (chiffres en nombre de personnes)

Affiliés CMSS	Réalisations			
	2016	2017	2018	2019
Pensionnés	51 233	54 012	56 484	56 618
Fonctionnaires de l'Etat	49 522	48 201	47 566	47 571
Fonctionnaires des collectivités	44 082	49 715	53 585	56 478
Militaires	29 332	31 421	35 485	38 045
Députés	147	147	145	142
TOTAL	**174 316**	**183 496**	**193 265**	**198 854**

Source : *CMSS, 2020*

204. Les ressources de la CMSS proviennent de la subvention de l'Etat, des cotisations et des intérêts créditeurs, des pénalités et autres produits de gestion courante. La mobilisation des ressources a progressé de 87,49 milliards en 2017 à 108,25 milliards en 2019 soit une augmentation d'environ 11,2 % sur la période. Au titre de l'exercice budgétaire 2020, les ressources de la caisse sont évaluées à 144,83 milliards. A moyen terme, il est attendu une mobilisation de ressources à hauteur de 155,48 milliards en 2021, 168,14 milliards en 2022 et 182,15 milliards en 2023, soit en moyenne 8,2 % d'augmentation par an entre 2021 et 2023.

205. La subvention accordée par l'Etat a représenté en moyenne 56,7 % entre 2017 et 2018. Cette proportion a fléchi à 8,6 % en 2019 à la faveur de la réforme du régime des retraites qui a réévalué les taux de cotisation notamment de la part patronale ; d'où une amélioration substantielle des ressources propres de la caisse. En revanche, la tendance baissière de la subvention de l'Etat ne serait pas observée sur la période 2020-2023 selon les données collectées auprès des services de la CMSS (voir tableau ci-dessous).

206. Les perspectives indiquent clairement une fragilité de la situation financière de la CMSS qui reposerait pour l'essentiel sur la subvention de l'Etat. Cette situation s'explique par le fait que le régime de retraite géré par la CMSS connait une situation de déséquilibre, ce qui oblige l'Etat à accorder des subventions chaque année afin d'assurer le paiement intégral des prestations.

207. Il est à noter que s'agissant d'un régime contributif fonctionnant par répartition, les cotisations sociales doivent constituer la première ressource financière, en lieu et place des subventions dont l'objectif est de combler un déséquilibre ponctuel. La situation actuelle indique qu'en l'absence d'une subvention de l'Etat, la CMSS court le risque de ne pas pouvoir tenir ses engagements sociaux. Il y'a de ce fait un besoin urgent de garantir l'autonomie financière de la CMSS permettant d'accomplir ses missions de protection sociale, en lieu et place de la subvention, qui du fait du déséquilibre de la branche des pensions reste désormais un poste de financement.

208. Par ailleurs, les recouvrements de cotisations ont suivi un rythme instable durant la période 2017-2019. En effet, ils ont d'abord baissé entre 2017-2018 avant de se redresser en 2019. Sur la période 2017-2019, les cotisations ont représenté en moyenne 58 % des ressources de la CMSS. En perspective pour 2020 à 2023, les données collectées auprès de la CMSS indiquent que les cotisations devraient contribuer à hauteur de 40,6 % dans les ressources de la CMSS, soit moins que par le passé.

209. Les autres catégories de ressources de la CMSS (intérêts, pénalités et autres produits de gestion courante) ont été de l'ordre de 0,4 % en moyenne entre 2017 et 2019. Cette proportion devrait légèrement augmenter sur la période 2020-2023 en s'établissant à 0,5% du total des ressources de la CMSS.

Tableau 32: Evolution des ressources de la CMSS (en milliards FCFA)

Nature des ressources	Réalisations			Prévisions			
	2017	2018	2019 Prov.	2020	2021	2022	2023
Cotisation	41,98	34,76	97,47	61,83	64,00	67,20	70,56
Poids (sur le total)	**48,0%**	**36,1%**	**90,0%**	**42,7%**	**41,2%**	**40,0%**	**38,7%**
Subvention (Etat)	44,32	60,45	9,26	81,35	89,48	98,43	108,27
Poids	**50,7%**	**62,7%**	**8,6%**	**56,2%**	**57,6%**	**58,5%**	**59,4%**
Pénalités	0,74	0,77	1,21	1,15	1,36	1,62	1,92
Poids	0,8%	0,8%	1,1%	0,8%	0,9%	1,0%	1,1%
Intérêts créditeurs	0,08	0,05	0,02	0,10	0,21	0,43	0,90
Poids	**0,1%**	**0,0%**	**0,0%**	**0,1%**	**0,1%**	**0,3%**	**0,5%**
Autres produits de gestion courante (indument perçus, frais DAO)	0,36	0,31	0,29	0,41	0,44	0,47	0,50
Poids	**0,4%**	**0,3%**	**0,3%**	**0,3%**	**0,3%**	**0,3%**	**0,3%**
Total	**87,49**	**96,34**	**108,25**	**144,83**	**155,48**	**168,14**	**182,15**

Source : *CMSS, 2020 ; nos calculs*

210. La situation financière de la CMSS sur la période récente (2017-2019) s'est peu à peu améliorée jusqu'à atteindre en 2019 un résultat net positif de 3,6 milliards FCFA contre un déficit de 2,7 milliards FCFA en 2017. Cette tendance devrait se poursuivre sur la période 2020-2023 à la faveur de la réforme relative au code des pensions qui a porté entre autres sur :

- l'augmentation du taux des cotisations patronales qui passe de 8 % à 13% pour les fonctionnaires et militaires ;
- l'augmentation du taux de cotisations salariales des parlementaires de 8% à 12% ;
- l'élargissement de l'assiette des cotisations des fonctionnaires et des militaires à l'ensemble de la rémunération y compris les primes et indemnités.

Tableau 33 : Evolution des produits, charges et résultat net de la CMSS (en milliers FCFA)

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Produits	102 958 036	106 768 371	110 719 721	114 817 306	119 066 536	123 473 024	128 042 591
Charges	105 615 825	106 353 791	107 096 913	107 845 228	108 598 772	109 357 580	110 121 691
Résultat	**-2 657 789**	**414 580**	**3 622 808**	**6 972 078**	**10 467 764**	**14 115 444**	**17 920 900**

Source : *CMSS, 2020*

4.2.3 La Caisse Nationale d'Assurance Maladie

211. La Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) a été créée par la loi n°09- 010 du 26 juin 2009. Elle est érigée en Établissement Public à caractère Administratif (EPA). La CANAM a pour mission la gestion du régime d'Assurance Maladie Obligatoire institué par la loi n°09-015 du 26 juin 2009.

A ce titre, elle est chargée de :

- l'encaissement des cotisations du régime Maladie Obligatoire ;
- l'immatriculation des employeurs et des assurés et la mise en jour des droits des bénéficiaires ;
- l'allocation aux organismes gestionnaires délégués des dotations de gestion couvrant leurs dépenses techniques et de gestion courante ;
- la passation des conventions avec les formations de soins et le suivi de leur déroulement ;
- l'appui aux organismes gestionnaires délégués et le contrôle de leurs activités ;
- le contrôle de la validité des prestations soumises à la prise en charge de l'Assurance Maladie Obligatoire ;
- l'établissement des statistiques de l'Assurance Maladie Obligatoire ;
- la consolidation des comptes des organismes gestionnaires délégués.

212. L'effectif des assurés affiliés à la CANAM est passé de 1 241 622 personnes en 2017 à 1 634 188 personnes en 2019, soit un accroissement annuel moyen de 15 %. Sur la même période, le nombre d'employeurs affiliés à la CANAM a augmenté en moyenne de 3 % passant de 30 083 employeurs en 2017 à 32 083 en 2019, représentant une évolution de 3% en moyenne par an.

Tableau 34 : Evolution des assurés et employeurs affiliés à la CANAM entre 2017-2023

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre d'assurés	1 241 622	1 430 099	1 634 188	1 834 188	2 034 188	2 234 188	2 434 188
Nombre d'employeurs	30 083	31 083	32 083	33 083	34 083	35 083	36 083

Source : CANAM, 2020

213. La constante progression du nombre d'assurés et d'employeurs est due aux différentes campagnes de sensibilisation, d'information et d'audiovisuelle qui ont été réalisées. La poursuite de ces différentes actions permettra en perspective de maintenir le rythme d'augmentation des affiliés de la CANAM tant du côté des employeurs que celui des assurés.

Tableau 35 : Evolution des ressources de la CANAM en 2017-2023 (en millions FCFA)

Nature de ressources	Réalisations			Prévisions			
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Cotisations	47 957	54 737	60 490	65 000	74 100	84 474	96 300
Subventions (Etat)	0	0	0	0	0	0	0
Autres ressources[6]	1 843	1 840	5 712	2 140	2 440	2 782	3 171
Total	**49 800**	**56 578**	**66 202**	**67 140**	**76 540**	**87 256**	**99 471**

Source : CANAM, 2020

6 Recettes de production, intérêts et dividendes reçus, produits exceptionnels.

214. Les ressources de la CANAM sont constituées d'une part des cotisations AMO recouvrées par les organismes gestionnaires délégués que sont l'INPS et la CMSS et d'autre part de recettes diverses (autres produits techniques, recettes de production, subvention d'exploitation, intérêt et dividendes reçus). Elles ont progressé en moyenne par an de 15% entre 2017 et 2019. Les prévisions de ressources progresseraient en moyenne annuelle de 14% entre 2020-2023.

Tableau 36 : Evolution des produits, charges et résultat net de la CANAM sur 2017-2019 (en millions FCFA)

Rubriques	Réalisations		
	2017	2018	2019
Produits	49 800	56 578	66 202
Charges	48 236	56 251	63 257
Résultat	**1 564**	**327**	**2 945**

Source : CANAM, 2020

215. Les charges de la CANAM regroupent :

- les dépenses techniques relatives au paiement des prestations de soins de l'assurance maladie obligatoire au bénéfice des assurés et de leurs ayant droits ainsi qu'aux autres dépenses techniques couvertes par la mission de la CANAM ;
- les dépenses d'investissement et d'équipement indispensables à la mise en œuvre du programme d'activités de la CANAM ;
- les dépenses courantes essentiellement constituées de frais de personnel et de fonctionnement.

216. L'analyse de la situation financière de la CANAM indique un résultat excédentaire sur la période 2017-2019, avec cependant une baisse en volume constatée en 2018. La reprise rapide en 2019 témoigne de la viabilité du régime d'assurance porté par la CANAM à savoir l'assurance maladie obligatoire.

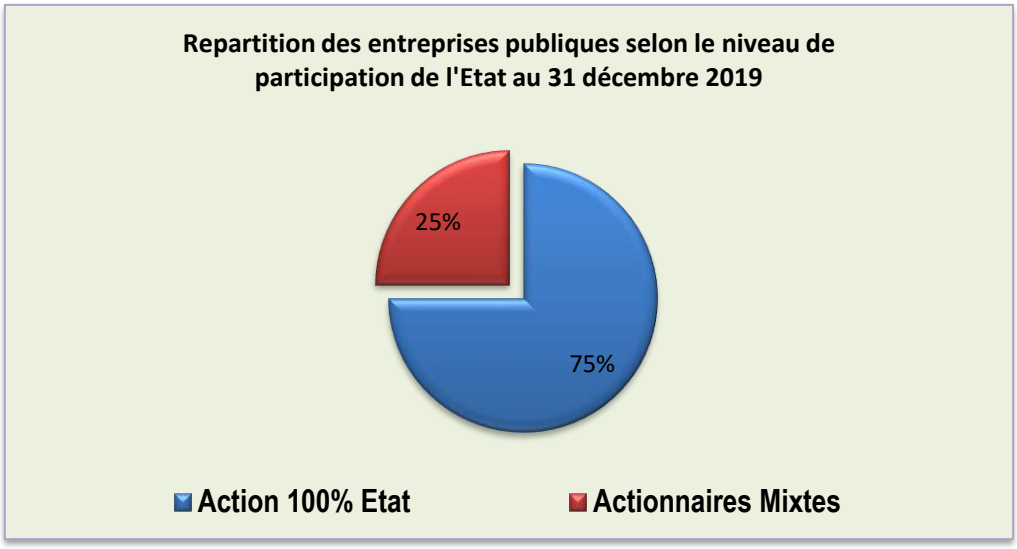
4.3 Eléments d'informations sur les Entreprises Publiques

217. Selon les données de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat, à la date du 31 décembre 2019, l'Etat du Mali détient des participations financières dans quarante-huit (48) entreprises de divers domaines d'intervention contre quarante-sept (47) en 2018. Son portefeuille est évalué en 2019 à 137,427 milliards FCFA contre 136,735 milliards de FCFA en 2018 et 123,48 milliards de FCFA en 2017.

218. Parmi les 48 entreprises où l'Etat détient une participation financière en 2019, on note vingt (20) établissements ou entreprises dont les actions sont soit détenues exclusivement par l'Etat (sociétés ou entreprises étatiques), soit au moins à 50% détenus par l''Etat ; ce qui leur confère le statut d'entreprises publiques.

219. Ainsi, 75 % des établissements publics répertoriés sont entièrement détenus par l'Etat, soit un total de 15 établissements. L'Etat du Mali partage les actions avec d'autres acteurs dans 25 % des entreprises publiques tout en restant l'actionnaire majoritaire.

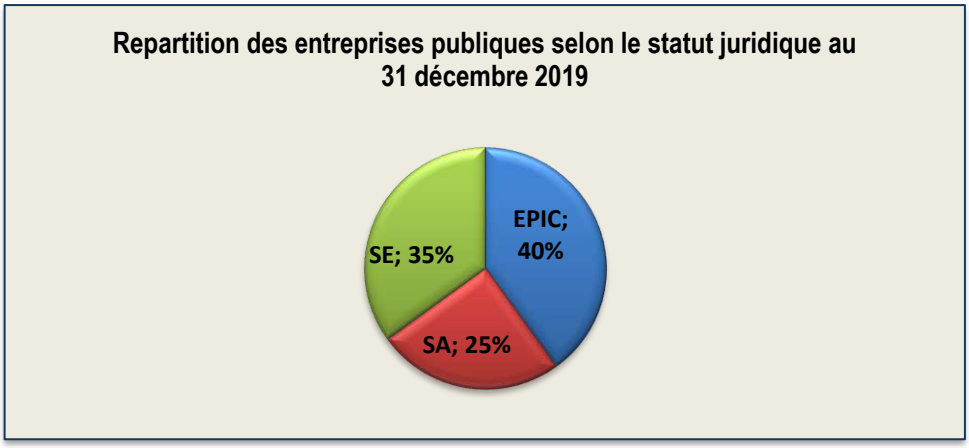
Figure 13: Actionnariat de l'Etat dans les entreprises publiques au 31 décembre 2019



Source : *DGABE, 2020 ; nos calculs*

220. L'analyse selon le statut juridique des entreprises publiques indique que la majorité (soit 8 entreprises ou 40 %) constitue des Etablissements Publics à Caractère Industriel et Commercial (EPIC). Les Sociétés d'Etat (SE) représentent 35% (7 entreprises) tandis que les Sociétés Anonymes (SA) sont au nombre de cinq (05) entreprises (soit 25%) du total des entreprises publiques au Mali. (Voir figure ci-dessous).

Figure 14: Répartition des entreprises publiques selon le statut juridique



Source : *DGABE, nos calculs*

221. Trois principaux secteurs d'activités concentrent à eux seuls l'ensemble des entreprises publiques à savoir : (i) industrie et secteur rural ; (ii) mines, eau et énergies et (iii) services et télécom. Cependant, elles sont plus nombreuses dans le domaine des services et télécom ou l'on dénombre 13 entreprises, soit 65% du total des entreprises publiques. Cinq (05) autres entreprises publiques, soit 25%, opèrent dans le domaine de l'industrie et du monde rural (voir tableau ci-après).

Tableau 37: Répartition des entreprises publiques par secteur d'activités

Secteur d'activités	Nombre	Pourcentage
Industrie et Secteur Rural	5	25%
Mines, Eau et Energie	2	10%
Services et Télécom	13	65%
Total général	**20**	**100%**

Source : *DGABE, nos calculs.*

ANNEXES :

ANNEXE 1 : TOFE PREVISIONNEL 2020 -2023

	2020	2021	2022	2023
RECETTES, DONS	**2 035,8**	**2 008,5**	**2 228,2**	**2 433,6**
Recettes totales	**1 639,9**	**1 790,5**	**1 985,2**	**2 187,6**
Recettes budgétaires	**1 467,7**	**1 612,2**	**1 800,7**	**1 996,6**
Recettes fiscales	**1 382,5**	**1 519,8**	**1 699,9**	**1 885,8**
impôts directs	451,5	481,8	533,0	583,6
impôts indirects	931,0	1 038,0	1 166,9	1 302,2
TVA	513,1	580,9	640,2	704,8
TVA intérieur	218,7	230,4	253,9	279,5
TVA sur importation	294,4	350,5	386,3	425,2
Taxes intérieures sur produits pétroliers	44,0	50,0	57,0	62,0
Taxes sur les importations (DD et taxes)	179,6	200,0	228,2	257,2
Autres droits et taxes	290,0	289,1	330,6	373,2
Remboursement exonérations	-7,7	-7,7	-7,7	-7,7
Remboursement crédit TVA	-87,9	-74,3	-81,3	-87,3
Recettes non fiscales	**85,2**	**92,4**	**100,8**	**110,8**
Recettes fds. spéc. et budg. ann.	**172,2**	**178,3**	**184,5**	**191,0**
dont recettes des budgets annexes	9,1	10,7	11,1	11,5
Dons	**395,9**	**218,0**	**243,0**	**246,0**
Projets	163,4	80,0	103,0	111,0
Budgétaires	205,7	130,0	131,0	126,0
Appui budgétaire	11,3	8,0	9,0	9,0
fonds de concours («Covid-19»)	15,5			
Dépenses Totales, Prêts Nets	**2 687,9**	**2 408,2**	**2 642,0**	**2 811,3**
Dépenses budgétaires	**2 521,7**	**2 235,4**	**2 462,8**	**2 625,5**
Dépenses courantes	**1 628,8**	**1 483,1**	**1 663,9**	**1 769,3**
Personnel	**641,3**	**661,2**	**725,7**	**766,6**
Fonctionnaires Etat	462,8	478,6	523,5	553,1
Fonctionnaires Collectivités	178,6	182,6	202,3	213,4
Biens et Services	**393,9**	**328,1**	**370,5**	**392,0**
Matériel	183,1	129,9	133,8	136,8
Communication - énergie	50,6	51,1	51,6	52,1
Déplacements et transports	63,8	64,5	65,1	65,8
Elections	30,8	15,0	15,0	45,0
Autres dépenses sur biens et services	65,6	67,7	105,0	92,2
Transferts et subventions	**473,1**	**339,8**	**387,7**	**408,8**
Bourses	17,8	18,2	18,2	18,5
Filet social	146,0	5,0	5,0	5,0
Subventions eau - électricité	30,0	30,0	30,0	30,0
Intrants agricoles	43,0	43,0	43,0	43,0
Plans sociaux (Restructuration des Ent. Pub)	2,0	2,0	2,0	2,0
Autres transferts et subventions	234,4	241,6	289,5	310,3
Intérêts dus	**120,4**	**154,0**	**180,0**	**202,0**
Dette intérieure	82,4	98,2	112,1	126,1
Dette extérieure	38,0	55,8	67,9	75,9
Dépenses en capital	**892,8**	**752,3**	**798,9**	**856,1**
Financement extérieur	286,9	278,0	274,0	294,0
Financement domestique	605,9	474,3	524,9	562,1
Dépenses fonds spéciaux et budgets annexes	**172,2**	**178,3**	**184,5**	**191,0**
dont dépenses des budgets annexes	9,1	10,7	11,1	11,5
Prêts Nets	**-6,0**	**-5,5**	**-5,3**	**-5,2**

ANNEXE 1 : TOFE PREVISIONNEL 2020 -2023 (suite)

	2020	2021	2022	2023
Déficit (base ordonnancement)				
Dons exclus	-1 048,0	-617,7	-656,8	-623,7
Dons inclus	-652,1	-399,7	-413,8	-377,7
Ajustement base caisse	**12,0**	**9,7**	**10,4**	**11,1**
Déficit (base Caisse)				
Dons exclus	-1 036,0	-608,0	-646,4	-612,6
Dons inclus	-640,1	-390,0	-403,4	-366,6
Solde budgétaire de base	**-761,1**	**-339,7**	**-382,8**	**-329,7**
Solde budgétaire de base corrigé des Dons budgétaires et ressources PPTE	**-540,9**	**-200,7**	**-243,2**	**-195,2**
FINANCEMENT	**640,1**	**-151,3**	**-329,7**	**-165,2**
Financement extérieur (net)	**169,7**	**183,7**	**75,6**	**74,5**
Emprunts	262,9	312,0	212,0	224,0
Projets	112,2	190,0	162,0	174,0
Prêts budgétaires	150,7	122,0	50,0	50,0
Amortissement	-107,7	-137,3	-145,0	-158,0
Annulation de la dette (PPTE)	14,5	9,0	8,6	8,5
Financement intérieur (net)	**470,4**	**-335,0**	**-405,3**	**-239,6**
Ecart de financement (+ = besoin de financement)	**0,0**	**541,3**	**733,2**	**531,8**

Source : *DGB, 2020*

ANNEXE 2 : INDICATEURS BUDGETAIRES

	2020	2021	2022	2023
P.I.B. (importé de MME_XLS)	**10 484,6**	**11 030,0**	**11 929,0**	**12 776,0**
Recettes budgétaires (% PIB)	14,0%	14,6%	15,1%	15,6%
Recettes totales (% PIB)	15,6%	16,2%	16,6%	17,1%
Recettes fiscales (% PIB)	13,2%	13,8%	14,3%	14,8%
Recettes non fiscales (% PIB)	0,8%	0,8%	0,8%	0,9%
Dons / (% PIB)	3,8%	2,0%	2,0%	1,9%
Dépenses totales et prêts nets (% PIB)	25,6%	21,8%	22,1%	22,0%
Dépenses budgétaires (% PIB)	24,1%	20,3%	20,6%	20,6%
Dépenses courantes (% PIB)	15,5%	13,4%	13,9%	13,8%
Dépenses en capital (% PIB)	8,5%	6,8%	6,7%	6,7%
Dépenses PPTE (% PIB)	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%
Solde global (base engagement) dons inclus (%PIB) 1/	-6,2%	-3,6%	-3,5%	-3,0%
Solde global (base engagement) dons exclus (%PIB)	-10,0%	-5,6%	-5,5%	-4,9%
Solde global (base caisse) dons inclus (%PIB) 1/	-6,1%	-3,5%	-3,4%	-2,9%
Solde global (base caisse) dons exclus (%PIB)	-9,9%	-5,5%	-5,4%	-4,8%
Solde budgétaire de base (%PIB)	-7,3%	-3,1%	-3,2%	-2,6%
Solde budgétaire de base hors PPTE (en %PIB)	-5,2%	-1,8%	-2,0%	-1,5%
Solde budgétaire de base hors PPTE et hors intérêts (%PIB)	-4,4%	0,0%	0,0%	0,7%
Solde primaire, dons inclus (%PIB) 3/	-8,8%	-4,2%	-4,0%	-3,3%
Solde primaire de base (%PIB) 4/	-6,1%	-1,7%	-1,7%	-1,0%
Epargne publique (propre) (%PIB) 5/	-1,5%	1,2%	1,1%	1,8%
Epargne publique nationale (%PIB) 6/	1,9%	2,6%	2,6%	3,1%
Assistance budgétaire (%PIB)	3,5%	2,4%	1,6%	1,4%
Masse salariale /Recettes fiscales	46,4%	43,5%	42,7%	40,6%
Equipement-Investissement (financem. intér.)/ Recettes fiscales	43,8%	31,2%	30,9%	29,8%
Dépenses Courantes hors PPTE/PIB	13,8%	11,8%	12,3%	12,2%
Masse salariale hors PPTE /Recettes fiscales	33,5%	31,5%	30,8%	29,3%
Equipement-Investissement hors PPTE/Recettes fiscales	43,8%	31,2%	30,9%	29,8%
Masse salariale / (% PIB)	6,1%	6,0%	6,1%	6,0%
Intérêts / (% PIB)	1,1%	1,4%	1,5%	1,6%
Solde primaire, hors dons (% PIB)	-8,8%	-4,2%	-4,0%	-3,3%
Ratio dépenses courantes/Dépenses budgétaires	64,6%	66,3%	67,6%	67,4%
Ratio dépenses en capital/Dépenses budgétaires	35,4%	33,7%	32,4%	32,6%

Source : *DGB, 2020*

ANNEXE 3 : Allocations budgétaires par axe, par fonction et par groupe (en milliards de FCFA), 2020-2023

AXES/FONCTIONS/GROUPES	2020	2021	2022	2022	Moyenne 2021-2023
Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance	**533,6**	**493,5**	**530,5**	**558,0**	**527,3**
Services généraux des administrations publiques	**503,3**	**464,4**	**498,8**	**524,4**	**495,9**
Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	231,1	223,9	238,8	237,2	233,3
Services généraux	51,9	46,3	50,3	52,1	49,5
Recherche fondamentale	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	2,5	1,9	1,8	1,9	1,9
Services généraux des administrations publiques n.c.a.	196,6	175,0	187,6	212,4	191,7
Transferts de caractère général entre administrations publiques	20,8	16,9	19,8	20,3	19,0
Ordre et sécurité publics	**30,2**	**29,1**	**31,7**	**33,6**	**31,4**
Tribunaux	22,6	22,0	24,3	25,6	23,9
Administration pénitentiaire	7,6	7,1	7,4	7,9	7,5
Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble	**479,6**	**455,3**	**501,2**	**530,5**	**495,7**
Défense	**341,8**	**325,2**	**358,9**	**380,8**	**355,0**
Défense militaire	76,9	70,4	78,0	83,1	77,2
Défense civile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recherche-développement concernant la défense	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Défense n.c.a.	264,8	254,6	280,7	297,5	277,6
Ordre et sécurité publics	**137,8**	**130,1**	**142,3**	**149,7**	**140,7**
Services de police	59,0	58,1	63,8	67,6	63,1
Services de protection civile	34,5	30,6	33,4	35,5	33,2
Ordre et sécurité publics n.c.a.	44,3	41,4	45,1	46,7	44,4
Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie	**707,0**	**672,2**	**737,5**	**788,0**	**732,5**
Affaires économiques	**614,8**	**590,2**	**652,8**	**698,8**	**647,3**
Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	44,4	43,3	49,5	52,1	48,3
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	322,7	321,5	354,9	387,1	354,5

AXES/FONCTIONS/GROUPES	2020	2021	2022	2022	Moyenne 2021-2023
Combustibles et énergie	43,7	38,5	44,0	46,7	43,1
Industries extractives et manufacturières, construction	22,6	21,8	21,2	22,7	21,9
Transports	101,6	84,2	97,3	102,8	94,8
Communications	11,9	11,6	14,3	15,1	13,7
Autres branches d'activité	10,4	11,8	12,3	12,8	12,3
Recherche-développement concernant les affaires économiques	2,5	2,5	3,0	3,2	2,9
Affaires économiques n.c.a.	55,0	55,0	56,2	56,3	55,8
Logement et équipements collectifs	**78,5**	**68,7**	**69,9**	**73,9**	**70,8**
Logement	5,9	4,7	4,8	5,1	4,9
Équipements collectifs	7,6	6,7	7,6	7,9	7,4
Alimentation en eau	53,1	46,9	45,8	48,6	47,1
Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Logement et équipements collectifs n.c.a ;	11,8	10,3	11,6	12,2	11,4
Loisirs, culture et culte	**13,7**	**13,3**	**14,8**	**15,4**	**14,5**
Services culturels	6,8	6,2	6,6	7,0	6,6
Loisirs, culture et culte n.c.a.	7,0	7,1	8,2	8,4	7,9
Protection de l'environnement et renforcement de la résilience au changement climatique	**45,3**	**42,2**	**46,0**	**49,9**	**46,0**
Protection de l'environnement	**45,3**	**42,2**	**46,0**	**49,9**	**46,0**
Gestion des déchets	5,2	4,2	5,4	6,3	5,3
Gestion des eaux usées	1,6	1,3	1,5	1,6	1,5
Lutte contre la pollution	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	29,0	27,3	29,2	31,2	29,2
Protection de l'environnement n.c.a.	9,4	9,2	9,7	10,4	9,8
Développement du capital humain	**844,5**	**661,3**	**725,9**	**768,3**	**718,5**
Santé	**192,5**	**146,8**	**160,6**	**170,1**	**159,2**
Produits, appareils et matériaux médicaux	1,1	1,2	1,3	1,4	1,3
Services ambulatoires	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2

AXES/FONCTIONS/GROUPES	2020	2021	2022	2022	Moyenne 2021-2023
Services hospitaliers	39,5	34,2	36,8	39,4	36,8
Services de santé publique	59,3	18,1	20,6	21,3	20,0
Recherche-développement dans le domaine de la santé	5,1	5,1	5,7	6,0	5,6
Santé n.c.a.	87,3	88,1	96,0	101,9	95,3
Loisirs, culture et culte	**7,3**	**6,9**	**7,6**	**7,8**	**7,4**
Services récréatifs et sportifs	7,1	6,7	7,4	7,6	7,2
Culte et autres services communautaires	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Enseignement	**395,9**	**398,3**	**437,1**	**463,4**	**432,9**
Enseignement préélémentaire et primaire	157,8	162,5	179,7	188,7	176,9
Enseignement secondaire	105,2	101,0	111,2	117,9	110,1
Enseignement supérieur	67,1	67,9	74,5	81,7	74,7
Enseignement non défini par niveau	1,4	1,3	1,4	1,5	1,4
Services annexes à l'enseignement	7,1	7,3	7,7	7,7	7,5
Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	6,1	5,6	5,8	6,0	5,8
Enseignement n.c.a.	51,2	52,7	56,8	59,8	56,5
Protection sociale	**248,8**	**109,3**	**120,6**	**127,0**	**118,9**
Maladie et invalidité	2,0	2,1	2,7	2,9	2,6
Vieillesse	55,4	57,3	64,6	68,2	63,4
Famille et enfants	5,6	5,4	5,9	6,4	5,9
Exclusion sociale n.c.a.	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	0,9	0,8	0,9	1,0	0,9
Protection sociale n.c.a.	184,7	43,4	46,1	48,3	46,0
Opération concernant la dette publique	**171,0**	**176,2**	**193,2**	**208,9**	**192,8**
Total Général	**2 780,9**	**2 500,6**	**2 734,3**	**2 903,4**	**2 712,8**

Source : *DGB, 2020*

ANNEXE 4 : Ratios globaux par axe, par fonction et par groupe (en pourcentage des dépenses totales), 2019-2022

AXES/FONCTIONS/GROUPES	2020	2021	2022	2023	Poids Moyen 2021-2023
Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance	**19,2%**	**19,7%**	**19,4%**	**19,2%**	**19,5%**
Services généraux des administrations publiques	**18,1%**	**18,6%**	**18,2%**	**18,1%**	**18,3%**
Fonctionnent organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	8,3%	9,0%	8,7%	8,2%	8,6%
Services généraux	1,9%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%
Recherche fondamentale	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Services généraux des administrations publiques n.c.a.	7,1%	7,0%	6,9%	7,3%	7,1%
Transferts de caractère général entre administrations publiques	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%
Ordre et sécurité publics	**1,1%**	**1,2%**	**1,2%**	**1,2%**	**1,2%**
Tribunaux	0,8%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%
Administration pénitentiaire	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble	**17,2%**	**18,2%**	**18,3%**	**18,3%**	**18,3%**
Défense	**12,3%**	**13,0%**	**13,1%**	**13,1%**	**13,1%**
Défense militaire	2,8%	2,8%	2,9%	2,9%	2,8%
Défense civile	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recherche-développement concernant la défense	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Défense n.c.a.	9,5%	10,2%	10,3%	10,2%	10,2%
Ordre et sécurité publics	**5,0%**	**5,2%**	**5,2%**	**5,2%**	**5,2%**
Services de police	2,1%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%
Services de protection civile	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%
Ordre et sécurité publics n.c.a.	1,6%	1,7%	1,7%	1,6%	1,6%
Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie	**25,4%**	**26,9%**	**27,0%**	**27,1%**	**27,0%**
Affaires économiques	**22,1%**	**23,6%**	**23,9%**	**24,1%**	**23,8%**
Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	1,6%	1,7%	1,8%	1,8%	1,8%
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	11,6%	12,9%	13,0%	13,3%	13,1%

AXES/FONCTIONS/GROUPES	2020	2021	2022	2023	Poids Moyen 2021-2023
Combustibles et énergie	1,6%	1,5%	1,6%	1,6%	1,6%
Industries extractives et manufacturières, construction	0,8%	0,9%	0,8%	0,8%	0,8%
Transports	3,7%	3,4%	3,6%	3,5%	3,5%
Communications	0,4%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Autres branches d'activité	0,4%	0,5%	0,5%	0,4%	0,5%
Recherche-développement concernant les affaires économiques	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Affaires économiques n.c.a.	2,0%	2,2%	2,1%	1,9%	2,1%
Logement et équipements collectifs	**2,8%**	**2,7%**	**2,6%**	**2,5%**	**2,6%**
Logement	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Équipements collectifs	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Alimentation en eau	1,9%	1,9%	1,7%	1,7%	1,7%
Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Logement et équipements collectifs n.c.a ;	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
Loisirs, culture et culte	**0,5%**	**0,5%**	**0,5%**	**0,5%**	**0,5%**
Services culturels	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Loisirs, culture et culte n.c.a.	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Protection de l'environnement et renforcement de la résilience au changement climatique	**1,6%**	**1,7%**	**1,7%**	**1,7%**	**1,7%**
Protection de l'environnement	**1,6%**	**1,7%**	**1,7%**	**1,7%**	**1,7%**
Gestion des déchets	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Gestion des eaux usées	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Lutte contre la pollution	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	1,0%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%
Protection de l'environnement n.c.a.	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
Développement du capital humain	**30,4%**	**26,4%**	**26,5%**	**26,5%**	**26,5%**
Santé	**6,9%**	**5,9%**	**5,9%**	**5,9%**	**5,9%**
Produits, appareils et matériaux médicaux	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services ambulatoires	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

AXES/FONCTIONS/GROUPES	2020	2021	2022	2023	Poids Moyen 2021-2023
Services hospitaliers	1,4%	1,4%	1,3%	1,4%	1,4%
Services de santé publique	2,1%	0,7%	0,8%	0,7%	0,7%
Recherche-développement dans le domaine de la santé	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Santé n.c.a.	3,1%	3,5%	3,5%	3,5%	3,5%
Loisirs, culture et culte	**0,3%**	**0,3%**	**0,3%**	**0,3%**	**0,3%**
Services récréatifs et sportifs	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Culte et autres services communautaires	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Enseignement	**14,2%**	**15,9%**	**16,0%**	**16,0%**	**16,0%**
Enseignement préélémentaire et primaire	5,7%	6,5%	6,6%	6,5%	6,5%
Enseignement secondaire	3,8%	4,0%	4,1%	4,1%	4,1%
Enseignement supérieur	2,4%	2,7%	2,7%	2,8%	2,8%
Enseignement non défini par niveau	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Services annexes à l'enseignement	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Enseignement n.c.a.	1,8%	2,1%	2,1%	2,1%	2,1%
Protection sociale	**8,9%**	**4,4%**	**4,4%**	**4,4%**	**4,4%**
Maladie et invalidité	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Vieillesse	2,0%	2,3%	2,4%	2,3%	2,3%
Famille et enfants	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Exclusion sociale n.c.a.	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Protection sociale n.c.a.	6,6%	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%
Opération concernant la dette publique	**6,1%**	**7,0%**	**7,1%**	**7,2%**	**7,1%**
Total Général	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Source : *DGB, 2020*

ANNEXE 5 : **Liste des Entreprises Publiques (capital entièrement ou majoritairement détenu par l'Etat du Mali)**

N°	Sociétés	Statut	Domaines d'intervention	Activité principale	Capital	Part de l'Etat	%	Statut/Part
1	Aéroports du Mali	EPIC	Services et Télécom	Transport	1 652 926 815	1 652 926 815	100	Etatique
2	Agence d'Aménagement des Terres et Fourniture de l'Eau d'Irrigation	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Aménagement des terres agricoles			100	Etatique
3	Agence de Cessions Immobilières	SA	Services et Télécom	Immobilier	50 000 000	25 000 000	50	Mixte
4	Agence de Gestion du Marché Central à Poisson de Bamako	EPIC	Services et Télécom	Pêche			100	Etatique
5	Agence pour l'Aménagement et la Gestion des Zones Industrielles	SA	Services et Télécom	Immobilier	10 000 000	5 990 000	59,9	Mixte
6	Assistance Aéroportuaire du Mali	SA	Services et Télécom	Transport	1 000 000 000	510 000 000	51	Mixte
7	Ateliers Militaires Centraux	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Construction métallique	257 127 367	257 127 367	100	Etatique
8	Compagnie Malienne de Développement Textile	SA	Industrie et Secteur Rural	Industrie cotonnière	7 982 340 000	7 941 630 066	99,49	Mixte
9	Compagnie Malienne de Navigation	SE	Services et Télécom	Transport fluvial	1 500 000 000	1 500 000 000	100	Etatique
10	Energie du Mali	SE	Mines, Eau et Energie	Electricité	32 000 000 000	32 000 000 000	100	Etatique
11	La Poste	EPIC	Services et Télécom	Communication	2 249 850 743	2 249 850 743	100	Etatique
12	Office des Produits Agricoles du Mali	EPIC	Services et Télécom	Agro/Commerce	18 165 259 081	18 165 259 081	100	Etatique
13	Office du Niger	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Agriculture	240 866 446	240 866 446	100	Etatique
14	Pharmacie Populaire du Mali	EPIC	Services et Télécom	Commerce de médicaments	400 000 000	400 000 000	100	Etatique
15	Société de Patrimoine Ferroviaire du Mali	SE	Services et Télécom	Infrastructures ferroviaires	100 000 000	100 000 000	100	Etatique
16	Société du Pari Mutuel Urbain	SA	Services et Télécom	Loterie	300 000 000	225 000 000	75	Mixte
17	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable	SE	Services et Télécom	Commerce de l'eau	2 000 000 000	2 000 000 000	100	Etatique

N°	Sociétés	Statut	Domaines d'intervention	Activité principale	Capital	Part de l'Etat	%	Statut/Part
18	Société Malienne du Patrimoine de l'Eau Potable	SE	Mines, Eau et Energie	Infrastructures eau	5 000 000 000	5 000 000 000	100	Etatique
19	Société Malienne Transmission et de Diffusion	SE	Services et Télécom	Télécommunication	10 000 000 000	10 000 000 000	100	Etatique
20	Usine Malienne des Produits Pharmaceutiques	SE	Industrie et Secteur Rural	Production pharmaceutique	2 551 129 438	2 551 129 438	100	Etatique

Source : DGABE, 2020

AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES

ETAT A

STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC DU MALI A MOYEN TERME

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
-=-=-=-=-=-=-=-=-
DIRECTION GENERALE
DE LA DETTE PUBLIQUE
-=-=-=-=-=-=-=-=-
COMITE NATIONAL DE
LA DETTE PUBLIQUE
-=-=-=-=-=-=-=-=-

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi
-=-=-=-=-=-=-

STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC DU MALI A MOYEN TERME 2021-2023

Juillet 2020

SIGLES ET ACRONYMES

AID	Association Internationale pour le Développement
ATM	Durée Moyenne de Maturité
ATR	Durée Moyenne de Révision de Taux d'Intérêts
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BID	Banque Islamique de Développement
BM	Banque Mondiale
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CM	Conseil des Ministres
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
DGB	Direction Générale du Budget
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DTS/XDR	Droits de Tirages Spéciaux
EUR	Euro
FAD	Fonds Africain de Développement
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FSD	Fonds Saoudien pour le Développement
IADM	Initiative d'Allégement de la Dette Multilatérale
IBW	Institutions de Breton Woods
INSTAT	Institut National de la Statistique
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure (LPSI)
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PTI	Programme Triennal d'Investissement
SDMT	Stratégie d'Endettement à Moyen Terme
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNTM	Union Nationale des Travailleurs du Mali
USD	Dollar des Etats Unis d'Amérique
VA	Valeur Actualisée
XOF	Francs CFA

INTRODUCTION

La gestion de la dette a pour objectif majeur de pourvoir aux besoins de financement de l'Etat et de ses obligations futures de paiement au moindre coût possible, à court, moyen et long termes, en maintenant les risques à un niveau satisfaisant, tout en réalisant les autres objectifs des autorités, tels que le développement durable, la réduction de la pauvreté, le développement des marchés financiers, etc.

Dans le but d'atteindre cet objectif et d'encadrer le processus de ré-endettement des pays post-PPTE en vue de leur permettre de mobiliser des ressources dont ils ont besoin dans les limites de leurs capacités de remboursement, les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont adopté le 04 juillet 2007, le Règlement N°09/2007/CM/UEMOA portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les Etats membres de l'Union.

Ce dispositif permet à chaque pays membre d'avoir, entre autres, un guide concernant les décisions d'emprunts, de manière à couvrir son besoin de financement tout en tenant compte des moyens dont il dispose pour assurer le service de sa dette actuelle et future, ainsi que les chocs auxquels il peut être exposé.

Conformément aux prescriptions du Règlement susmentionné, chaque Etat doit se doter d'un document de stratégie d'endettement, à annexer annuellement à la Loi des Finances.

L'élaboration d'une stratégie d'endettement concourt à la rationalisation et à l'efficacité des ressources d'emprunt étant entendu qu'elles sont indispensables au regard de l'insuffisance des ressources internes pour couvrir les besoins de financement des projets de développement.

En effet, l'endettement doit s'inscrire dans le cadre d'une politique dynamique pour être compatible avec les objectifs macroéconomiques à court, moyen et long termes permettant d'assurer une croissance économique soutenue et durable, afin de faire face convenablement au service de la dette.

C'est en raison de cette exigence communautaire, des contraintes budgétaires d'ordre interne et de la rareté des ressources financières à moindre coût (concessionnelles) sur le marché international, assorties de risques acceptables, que le Mali a jugé nécessaire et utile, depuis quelques années, de se doter d'un document de stratégie d'endettement à moyen terme glissant annuellement.

Ce document a pour objectif d'encadrer le processus d'endettement du Mali dans un souci d'assurer convenablement les besoins de financement de l'économie nationale sans porter atteinte à la viabilité de la dette et à la soutenabilité des finances publiques.

L'élaboration de la stratégie d'endettement à moyen terme 2021-2023 intervient, d'une part, dans un contexte caractérisé par les multiples efforts continus de l'Etat pour faire face aux effets de la crise multiforme et multidimensionnelle sans précédent que connait le pays depuis 2012 et, d'autre part, dans un contexte de crise sanitaire mondiale marqué par la pandémie de COVID-19.

Pour sortir de ces crises, l'Etat du Mali a multiplié des actions et initiatives allant dans le sens de rétablir la paix et de maintenir la cohésion sociale, telles que la signature, le 15 mai 2015, de l'Accord

pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger qui a été parachevé le 20 juin 2015, l'organisation de la Conférence d'Entente Nationale, le Dialogue National Inclusif, etc. Des actions ont été également menées dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19 et l'atténuation de son impact sur l'économie.

La mise en œuvre de ces multiples engagements et actions nécessite d'importants efforts de l'Etat en termes de mobilisation de ressources financières sur le plan national et international.

Dans un souci de lutte contre la pandémie, de rétablissement de la paix et de la sécurité sur toute l'étendue du territoire national, d'assurer l'autosuffisance alimentaire et de mettre toutes les régions du pays au même niveau de développement socio-économique, la gestion budgétaire de 2020 est marquée par la poursuite de :

- la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement du pays (CREDD 2019-2023) ;
- la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) 2015-2019 ;
- la mise en œuvre de la Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure (LPSI) 2017-2021 ;
- la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger ;
- la promotion de la politique agricole (avec une affectation budgétaire annuelle de 15% depuis 2015) ;
- la mise en œuvre de la politique de régionalisation du pays ;
- la mise en œuvre du programme présidentiel d'urgences sociales ;
- la consolidation des acquis dans les secteurs sociaux ;
- le financement des investissements structurants dans les secteurs productifs ;
- le renforcement des allocations pour la décentralisation budgétaire en vue de l'atteinte de 30% des recettes budgétaires transférées aux collectivités territoriales ;

- la mise en œuvre du plan national de lutte contre la pandémie de COVID-19 et ses effets sur l'économie à travers, entre autres, le soutien aux ménages vulnérables et l'appui aux secteurs économiques en difficultés.

Au regard de l'importance et du caractère d'urgence à satisfaire ces besoins de financements, la mobilisation d'importantes ressources constitue un défi énorme pour notre pays. La nécessité de définir une stratégie d'endettement demeure un impératif. Cette stratégie est partie intégrante des fonctions principales de gestion de la dette et vise à assurer le financement des besoins de développement national tout en ayant pour préoccupation la viabilité de la dette et la soutenabilité des finances publiques.

Le présent document répond au besoin de disposer, notamment pour le Comité National de la Dette Publique (CNDP), d'un référentiel pour la supervision des actes d'endettement et une gestion rationnelle de la dette publique. Il s'articule autour des deux principaux points suivants :

- l'analyse du portefeuille de la dette publique au 31 décembre 2020 ;
- la stratégie d'endettement public à moyen terme 2021-2023.

A. ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE AU 31 DÉCEMBRE 2020

Pour l'analyse du portefeuille de la dette publique du Mali, les indicateurs de suivi ci-après ont été retenus :

- risque de refinancement :
  (i) vie moyenne de la dette;
  (ii) refinancement sur 1 an.
- risque de taux d'intérêt :
  (i) période moyenne de révision;
  (ii) dette révisable dans 1 an;
  (iii) concessionnalité moyenne du portefeuille.
- qualité du portefeuille :
  (i) risque de change : Ratio dette extérieure/dette Totale;
  (ii) répartition du portefeuille de la dette par devises.
- soutenabilité de la dette :
  (i) indicateurs de viabilité de la dette extérieure ;
  (ii) Valeur Actualisée (VA)/exportation de biens et services (%) ;
  (iii) Valeur Actualisée (VA)/PIB (%) ;
  (iv) Valeur Actualisée (VA)/recettes budgétaires (%) ;
  (v) indicateurs de viabilité de la dette publique et publiquement garantie.

Ces indicateurs sont tirés de la dernière analyse de viabilité de la dette publique du Mali effectuée par le FMI et la Banque mondiale en avril 2020.

I. Revue du portefeuille de la dette publique

L'évolution de la dette publique extérieure du Mali a été marquée par plusieurs opérations de restructuration dont le pays a bénéficié avant l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) et dans le cadre de l'initiative PPTE ainsi que de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) en 2006. Ces allègements ont eu un impact positif et significatif sur la viabilité de la dette extérieure du Mali permettant une diminution de l'encours de la dette totale de 103% du PIB en 2000 à 19% en 2006. Cet encours a repris son envol depuis quelques années et ressortait déjà à 27,1% du PIB en 2013, puis a progressé pour atteindre 30,6% en 2015 avant de franchir les 35% du PIB à partir de 2016. Au 31 décembre 2020, il devrait ressortir à 45,3% du PIB contre 37,4 % au 31 décembre 2019. Cette augmentation est due à la prise en compte des ABG mobilisés en 2019 après l'élaboration de la stratégie d'endettement 2020-2022 et les financements mobilisés en 2020 essentiellement dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.

Par le passé, le pays a essentiellement mobilisé des financements extérieurs. Cependant, à partir de juin 2003, le Mali a entrepris la diversification de ses sources de financement en recourant au marché de titres publics par l'émission de Bons du Trésor (depuis 2003) et d'Obligations du Trésor à partir de 2008.

Il ressort de la revue du portefeuille projeté de la dette publique au 31 décembre 2020 les analyses ci-après :

1.1. Dette publique

1.1.1. Composition par type de dettes

Tableau 1 : Composition par type de dettes

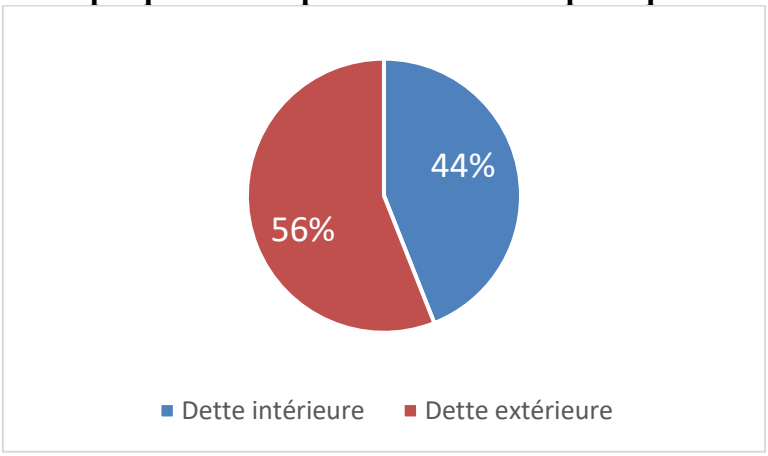
	Montants en millions de FCFA	%
Dette publique	4 717 534	100
Dette intérieure	2 076 044	44
Dette extérieure	2 641 490	56

Source : DGDP, DNTCP 2020

NB :

- La dette intérieure est constituée des prêts libellés en monnaie locale y compris les prêts du FMI, de la BOAD et de la Côte d'Ivoire ;
- la dette extérieure est constituée des prêts libellés en devises.

Graphique 1 : Composition de la dette publique



Source : DGDP 2020

Il ressort de l'analyse du portefeuille de la dette publique que l'encours total s'élèverait au 31 décembre 2020 à 4 717,534 milliards de FCFA constitué de 2 641,490 milliards de FCFA de dette extérieure, soit 56% et 2 076,044 milliards de FCFA de dette intérieure, soit 44%.

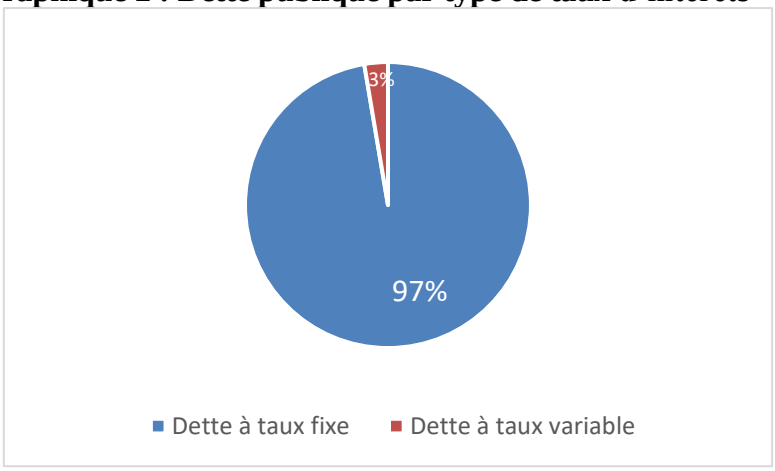
1.1.2. Composition par type de taux d'intérêts

Tableau 2 : Composition par type de taux d'intérêts

	Montants en millions de FCFA	%
Dette publique	**4 517 534**	**100,0**
Dette à taux fixe	4 592 053	97
Dette à taux variable	125 481	3

Source : DGDP 2019

Graphique 2 : Dette publique par type de taux d'intérêts

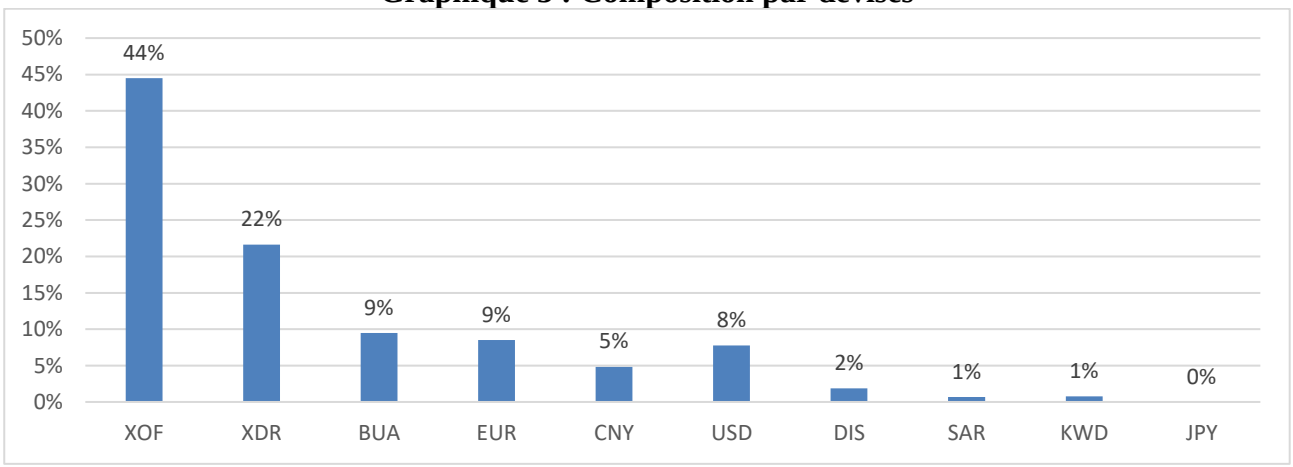


Source : DGDP 2020

Le portefeuille est essentiellement constitué de dettes à taux d'intérêt fixe représentant 97% de la dette totale. Par conséquent, il est faiblement exposé au risque de taux d'intérêt.

1.1.3. Composition par devises

Graphique 3 : Composition par devises



Source : DGDP 2020

Note : XOF = Franc CFA ; **XDR** = Droits de tirage spéciaux ; **BUA** = Unité de compte BAD ; **CNY** = Yuan chinois ; **USD** = Dollar américain ; **EUR** = Euro ; **DIS** = Dinar Islamique ; **KWD** = Dinar Koweitien ; **JPY** = Yen japonais ; **SAR** = Riyal saoudien.

La dette publique, au 31 décembre 2020, serait constituée de 56% de devises étrangères et de 44% de monnaie locale (XOF). Il en résulte que le portefeuille pourrait être exposé à un risque de change. Cependant, ce risque serait quelque peu atténué par la proportion de dette libellée en Euro (9%) ayant une parité fixe avec le franc CFA.

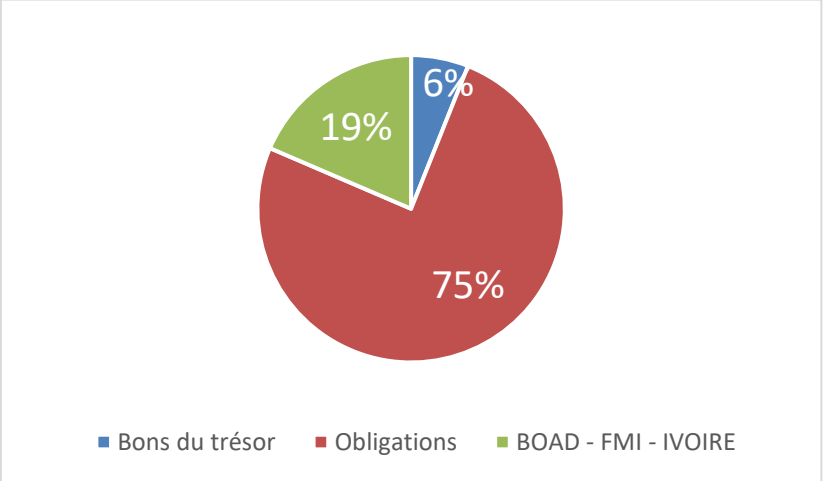
1.2. Dette intérieure par type d'instruments

Tableau 3 : Dette intérieure par type d'instruments

	Montants en millions de FCFA	%
Total Dette intérieure	2 076 044	100,0
Bons du trésor	125 481	6
Obligations	1 565 559	75
Autres (BOAD ; FMI et RCI)	385 004	19

Sources : DNTCP ; DGDP 2020

Graphique 4 : Dette intérieure par type d'instruments



Source : DNTCP ; DGDP 2020

La dette intérieure est composée principalement de titres publics à court et moyen termes dont 75% d'Obligations et 6% de Bons du Trésor**.** Les autres instruments (19%) sont constitués des prêts de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), de la Côte d'Ivoire et du FMI.

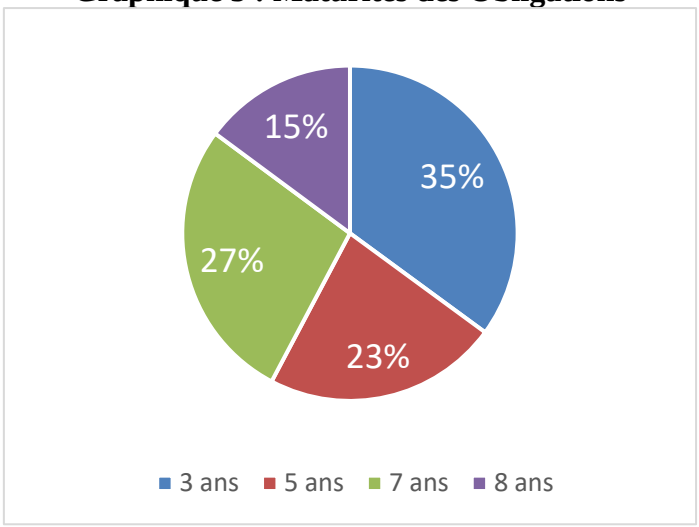
En ce qui concerne les obligations, le tableau ci-après donne les différentes caractéristiques par maturité :

Tableau 4 : Maturités des Obligations

Maturités des Obligations	Montants en Million de FCFA	%
3 ans	548 987	35
5 ans	354 985	23
7 ans	428 967	27
8 ans	232 620	15
Total	**1 565 559**	**100,0**

Source : DGDP ; DNTCP 2020

Graphique 5 : Maturités des Obligations



A la lecture du tableau, il ressort qu'environ 23% des obligations ont une maturité de 5 ans, 27% ont une maturité de 7 ans et 35% ont une maturité de 3 ans. Il est à noter que depuis 2019, le portefeuille contient des obligations de 8 ans pour une proportion qui s'élève à 15% en 2020. Par mode d'émission, les obligations par syndication représentent 33% du total des obligations et 78% des obligations de 7 et 8 ans.

1.3. Dette extérieure par catégorie de créanciers

Tableau 5 : Dette extérieure par catégorie de créanciers

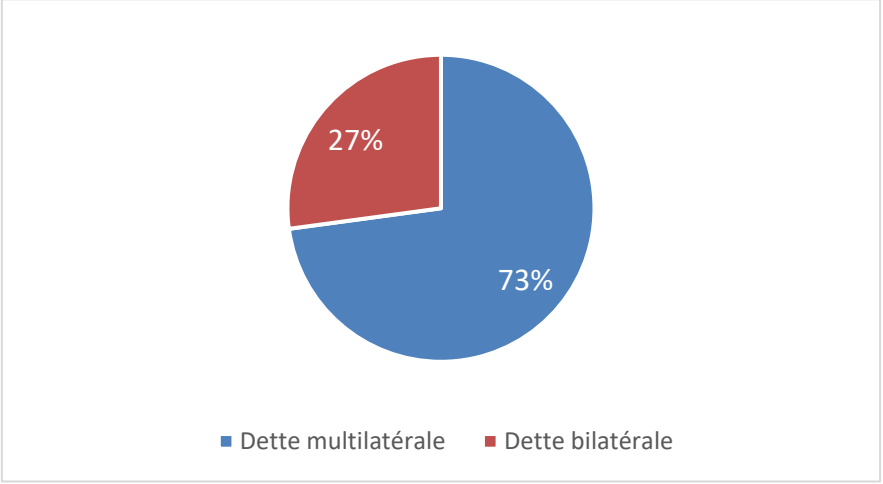
	Montant (millions de FCFA)	%
Dette Extérieure	**2 641 490**	**100**
Dette Multilatérale	1 924 652	73
Dette Bilatérale	716 839	27

Source : DGDP 2020

En fin 2020, l'encours de la dette extérieure se décomposerait comme suit :

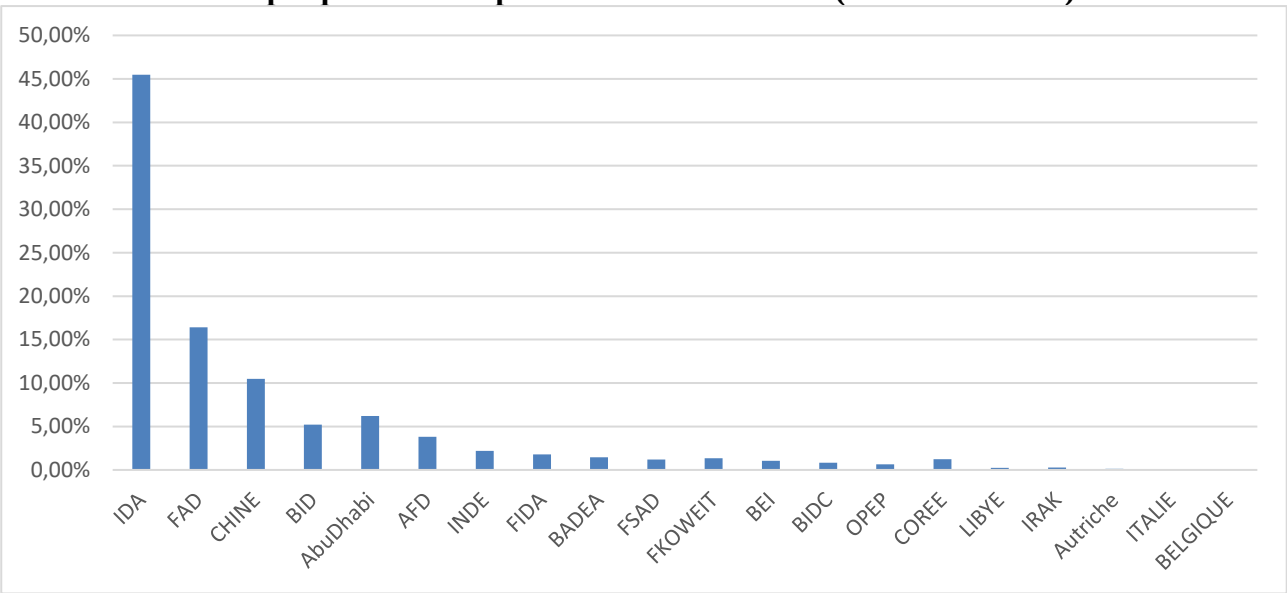
- 1 924,652 milliards de FCFA de dette multilatérale, soit 73% ;
- 716,839 milliards de FCFA de dette bilatérale, soit 27%.

Graphique 6 : Dette Extérieure par catégorie de créanciers en fin 2020



Source : DGDP 2020

Graphique 7 : Principaux créanciers du Mali (Dette extérieure)



Source : DGDP 2020

Les principaux créanciers du Mali en fin 2020 sont : la Banque Mondiale (IDA) (45,46%), le FAD (16,41%) et la Chine (10,47%). Ces partenaires représentent 72,34% du portefeuille de la dette extérieure dont 61,87 % hautement concessionnels (IDA et FAD).

1.4. Coût par type de dette

Tableau 6 : Coût par type de dette

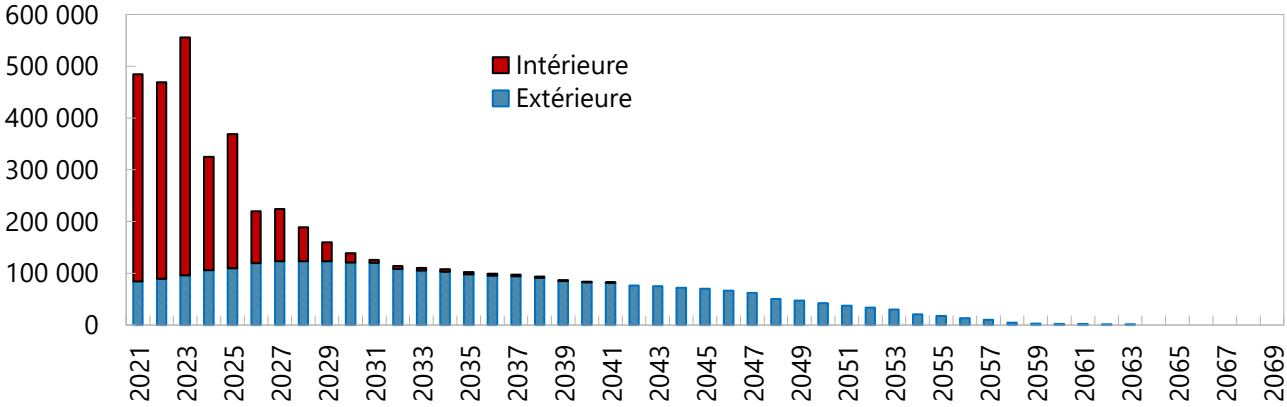
Coût de la Dette	%
Taux d'intérêt moyen sur la dette totale	2,56
Taux d'intérêt moyen sur la dette intérieure	4,43
Taux d'intérêt moyen sur la dette extérieure	1,10

Source : DGDP 2020

L'analyse du portefeuille montre que la dette intérieure coûte environ six (04) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette est relativement faible (2,56%) dû à la concessionnalité de la dette extérieure (1.10%).

1.5. Profil des échéances par type de dette

Graphique 8 : Profil des échéances par type de dette (en millions de FCFA)

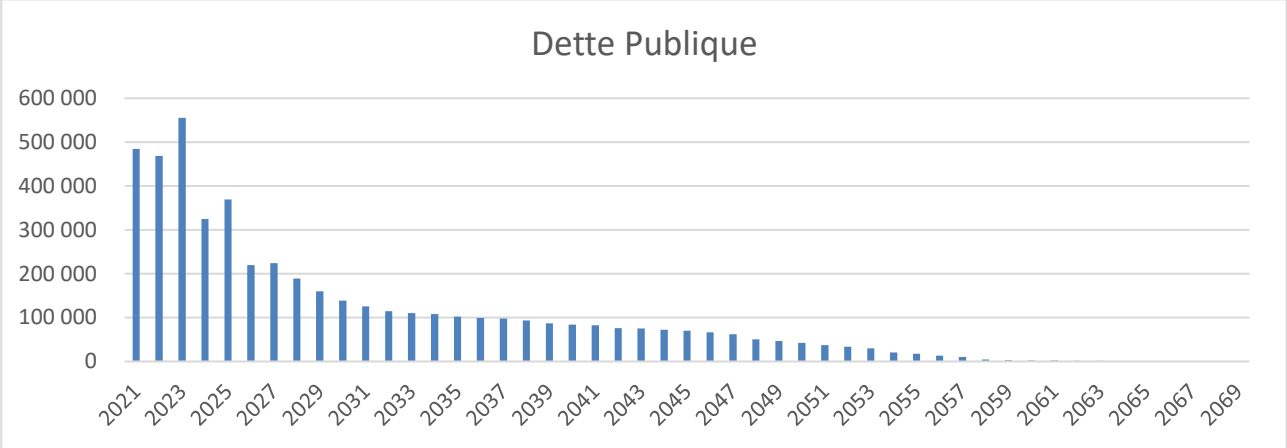


Source : DGDP 2020

Plus de la moitié de la dette intérieure (60%) arrive à échéance dans les trois (03) prochaines années. Quant à la dette extérieure, le profil de remboursement est échelonné sur une période relativement longue, prouvant encore une fois de plus son caractère concessionnel.

1.6. Profil des échéances de la Dette totale

Graphique 9 : Profil des échéances de la Dette totale



Source : DGDP 2020

Au regard de ce profil de remboursement de la dette totale, on constate qu'une forte proportion (47%) de la dette totale arrive à échéance dans les cinq prochaines années, due à la dette intérieure. Ce profil montre une tendance à la baisse en termes de remboursement sur la période.

II. Récapitulatif des indicateurs

Tableau 7 : Indicateurs de coûts et risques

Indicateurs de coûts et risque		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Dette nominale (millions de FCFA)		2 641 490,4	2 076 043,8	4 717 534,2
Dette nominale (millions de USD)		4 509,4	3 544,1	8 053,4
Dette nominale (% du PIB)		25,4	20,0	45,3
Valeur actualisée nette (% du PIB)		15,8	22,3	38,1
Coût de la dette	Paiement d'intérêt (% PIB)	0,3	0,9	1,2
	Taux d´intérêt moyen pondéré (%)	1,1	4,4	2,6
Risque de refinancement	Durée moyenne d´échéance (ans) ATM	14,5	3,2	9,7
	Dette amortissable durant l´année prochaine (% du total)	2,9	19,3	9,7
	Dette amortissable durant l´année prochaine (% du PIB)	0,8	3,8	4,7
Risque de taux d´intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	14,5	3,2	9,7
	Dette refixée durant l'année prochaine (% du total)	2,9	19,3	9,7
	Dette à taux d´intérêt fixe incluant les bons (% du total)	100,0	94,0	97,5
Risque de change	Dette en devises (% du total)			56
	Amortissements en devise durant l´année prochaine (% du stock de réserves en devises)			1,1

Source : DGDP 2020

En fin 2020, la dette nominale rapportée au PIB représenterait 45,3% ; ce qui respecte les critères de convergence de l'UEMOA (≤70%).

Pour la même période, la valeur actualisée de la dette rapportée au PIB, représenterait 38,1%, inférieure à 40% exigé par le FMI pour les pays ayant une capacité moyenne de gestion de la dette, dont le CPIA[1]est compris entre 3,25 et 3,75 (pour le Mali le CPIA est de 3,37 de 2014 à 2016).

On constate que la dette intérieure coûte environ six (04) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette est relativement faible (2,6%) dû à la dette extérieure qui est fortement concessionnelle (1,1%). Toutefois, le coût moyen de la dette intérieure est en baisse par rapport à l'année dernière (4,4% contre 4,8%).

Les indicateurs faisant référence à la maturité moyenne (3ans) et la proportion de dette intérieure qui arrive à échéance dans un an (19,3%) montrent l'existence d'un risque de refinancement.

Toutefois, ce risque est atténué lorsqu'on rapporte l'analyse à la dette totale du fait de la concessionnalité de la dette extérieure.

La proportion de la dette intérieure révisable dans un (1) an est de 19,3%, ce qui expose davantage le portefeuille à un risque de taux d'intérêts. Toutefois, ce risque est moins important par rapport à l'année dernière où la proportion était de 24,1%.

Il importe de faire également mention du risque de change dû à la forte proportion de dette libellée en devises dans le portefeuille, soit 56%.

III. Sources de financement (extérieures et intérieures), plafond d'endettement public pour la période 2021-2023

Dans cette section, les points suivants seront abordés :

- la justification de l'emprunt ;
- les orientations de la politique d'endettement public pour la période 2021-2023.

3.1. Justification de l'emprunt public

En dépit des bonnes performances enregistrées par l'économie nationale au cours des cinq dernières années avec notamment une croissance réelle moyenne de 5,4% du PIB, le budget de l'Etat est resté structurellement déficitaire. Cette situation résulte de la faiblesse des ressources propres (taux de pression fiscale bas) et une augmentation des besoins de financement.

Pour l'année 2021, les orientations économiques et financières visent l'atteinte d'un taux de pression fiscale de 14,6%. En cohérence avec les perspectives macroéconomiques, le besoin de financement de l'Etat ressort en 2021 à 850,97 milliards de FCFA, soit 7,7**%**du PIB nominal. Ce besoin comprend: le solde primaire, l'amortissement de la dette et les intérêts.

[1] CPIA : Country Policy and Institutional Assessment (Evaluation des Politiques et des Institutions du Pays)

3.1.1. Besoins de financement (Milliards de FCFA)

Tableau 8 : Besoins de financement

	2021	2022	2023
Recettes Publiques (y compris dons)	2 008,5	2 228,2	2 433,6
Dépenses totales hors intérêts	2 254,2	2 462	2 609,3
Solde Primaire	245,7	233,8	175,7
Intérêts	120,858	90,565	62,442
Amortissement	484,416	468,895	555,775
Besoins de Financement	850,974	793,259	793,917
PIB	11 033,1	11 914,104	12 749,060
Besoins de Financement (%PIB)	7,7	6,7	6,2

Sources : DGB - INSTAT- DGDP 2020

Les besoins de financement pour les trois (3) prochaines années se présentent comme suit :

- 850,97 milliards de FCFA pour 2021 ;
- 793,25 milliards de FCFA pour 2022 ;
- 793,91 milliards de FCFA pour 2023.

De 2021 à 2023, on note une diminution des besoins de financement de 850,97 milliards de F CFA à 793,91 milliards de F CFA.

3.1.2. Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2021

Les termes et conditions des nouveaux emprunts intérieurs et extérieurs sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 9 : Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2020

Type / Nom Instrument	Fixe / Variable	Concessionnel /condition du marché	Maturité (ans)	Délai de Grace (ans)	Taux d'intérêt (%)
Multilatéral (IDA, FAD, FIDA)	Fixe	Concessionnel	38-40	6-10	0,75
Multilatéral (BEI, BIDC,OPEP)	Fixe	Concessionnel	20-25	5-7	1-3
Bilatéral Europe (AFD, Belgique, Italie)	Fixe	Concessionnel	20-30	5-7	1-1,4
Bilatéral Arabe (FSAD, FKOW, FDAD, IRAK)	Fixe	Concessionnel	24-30	4-7	1-2,5
Multilatéral (BID, BADEA)	Fixe	Concessionnel	25-32	3-10	1-3
Bilatéral Asie (Chine +Inde + Corée du Sud)	Fixe	Concessionnel	20-25	5-6	1-2
BOAD-FMI-IVOIRE	Fixe	Concessionnel	10-29	5-6	0,25-7,6
Bons du Trésor (1an)	Variable	Marché	1	0	5,75
Bons du Trésor (3ans)	Fixe	Marché	3	2	6,10
Obligations de 5 ans	Fixe	Marché	5	3-4	6,25
Obligations de 7 ans	Fixe	Marché	7	3-4	6,50
Obligations de 8 ans	Fixe	Marché	8	3-4	6,50
Obligations de 10 ans	Fixe	Marché	10	3-4	6,75
Obligations de 12 ans	Fixe	Marché	12	3-4	7,10
Prêts commerciaux	Fixe	Marché	12	3-4	7,25

Source : DGDP, DNTCP 2020

3.2. Orientations de la politique d'endettement pour la période 2021-2023

Les orientations globales en matière d'emprunts publics extérieurs et intérieurs et de gestion de la dette pour les années 2021, 2022 et 2023 portent respectivement sur des plafonds d'endettement qui se chiffrent à 850,97 milliards de FCFA, 793,25 milliards de FCFA et 793,91 milliards de FCFA.
Le Gouvernement prévoit de recourir aux Bons et Obligations du Trésor sur le marché financier régional et sur le marché international suivant un calendrier indicatif annuel qui sera publié en début de chaque année par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Parallèlement, des efforts seront poursuivis en vue de mobiliser une part importante des ressources extérieures. Les proportions de ces différents instruments dans les nouveaux besoins de financement seront déterminées par la stratégie adoptée.

B. STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR LA PERIODE 2021-2023

Cette section présente la stratégie d'endettement public du Mali retenue pour la période 2021-2023. Quatre (4) stratégies sont testées. Elles sont basées sur les tendances actuelles de la politique de mobilisation des ressources extérieures et intérieures et des actions menées par le Gouvernement pour diversifier les sources de financement des projets de développement. A cet effet, une brève présentation des quatre (4) stratégies est faite en premier lieu, suivie de la validation des hypothèses pour procéder enfin à leur analyse.

I. Présentation des stratégies

Les stratégies testées au nombre de quatre (S1, S2, S3 et S4) sont présentées dans cette section.

1.1. Stratégie S1 : Stratégie de base

La première stratégie (S1) ou **stratégie de base** consiste à maintenir la tendance actuelle de la politique de mobilisation de nouveaux financements. A cet effet, le Mali continuera à faire recours aux financements hautement concessionnels de type IDA, FAD et FIDA. En ce qui concerne le financement intérieur, l'accent serait mis sur les Bons et Obligations du Trésor avec une maturité proche de l'existant.

Par ailleurs, pour cette stratégie, la proportion de la dette intérieure dans les nouveaux besoins de financement est maintenue à 70% durant la période 2021-2023.

1.2. Stratégie S2 : Changement de la structure de la dette intérieure en accordant la primauté aux dettes à long terme

Dans la stratégie S2, il s'agit de rallonger la maturité de la dette intérieure. A cet effet, il sera question de changer la structure de la dette intérieure en introduisant les Obligations à long terme (10 ans) tout en réduisant les instruments à court et moyen termes (Bons du Trésor, Obligations de 3 ans). En outre, le financement domestique représenterait en moyenne 55% des nouveaux besoins de financement durant la période 2021-2023.

Parallèlement, l'Etat envisage de mobiliser davantage de ressources hautement concessionnelles en moyenne de 28,6% contre 19,1% dans la stratégie S1 sur la période.

1.3. Stratégie S3 : Maximisation des prêts extérieurs (augmentation des prêts concessionnels au fil des années)

Dans cette stratégie, il s'agit de diminuer la part de la dette intérieure au profit de celle de la dette extérieure. En effet, le financement extérieur serait porté en moyenne à 45% contre 30% dans la stratégie de base pour couvrir les nouveaux besoins de financement durant la période 2021-2023.

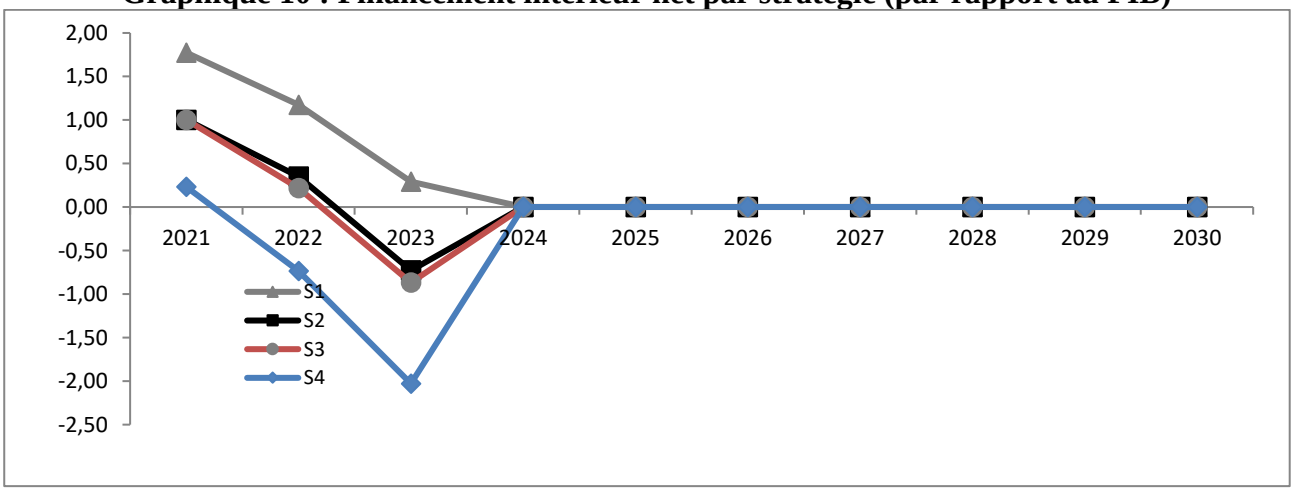
Par ailleurs, les prêts hautement concessionnels passeraient en moyenne de 19,1% (stratégie de base) à 28,6% et les prêts semi-concessionnels évolueraient en moyenne de 1,8% (stratégie de base) à 2,7% ; ce qui se traduirait par une augmentation des prêts hautement concessionnels et semi-concessionnels et une diminution des instruments de dette intérieure.

1.4. Stratégie S4 : Recours aux emprunts commerciaux extérieurs

La quatrième stratégie (S4) consiste à recourir aux emprunts commerciaux extérieurs (EUROBONDS), entrainant la réduction des autres instruments. Ainsi, le financement extérieur serait porté à 60% pour couvrir les nouveaux besoins de financement durant la période 2021-2023.

II. Validation des hypothèses

Graphique 10 : Financement intérieur net par stratégie (par rapport au PIB)



Source : DGDP 2020

Le graphique ci-dessus représente l'évolution du ratio financement intérieur net rapporté au PIB à travers les différentes stratégies examinées.

Dans la stratégie S4, le ratio reste négatif sur toute la période, ce qui signifie que les remboursements prévus en termes de financement domestique de 2021 à 2023 dépassent les nouvelles mobilisations domestiques de la même période.

Quant à la stratégie S3, le ratio est positif pour l'année 2021, ce qui s'explique par des mobilisations de ressources supérieures aux remboursements. Toutefois, le ratio amorce une baisse et devient négatif sur le reste de la période ; ce qui signifie que les nouveaux remboursements seront supérieurs aux nouvelles mobilisations.

Concernant la stratégie S2, en dépit d'une tendance baissière, le ratio reste positif pour l'année 2021 ce qui signifie que les financements domestiques seront supérieurs aux remboursements2. Cependant, il devient négatif au cours de l'année 2022 et durant toute l'année 2023, ce qui signifie que les nouveaux remboursements seront supérieurs aux nouvelles mobilisations

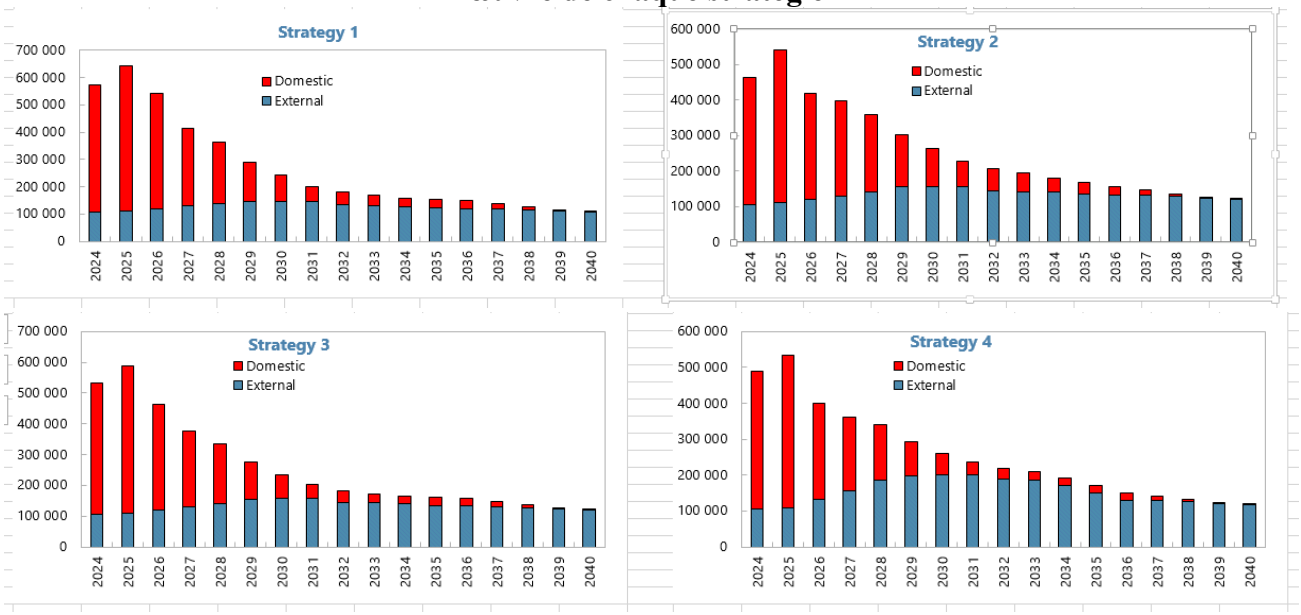
S'agissant de la stratégie S1, malgré une tendance baissière observée sur toute la période, le ratio demeure positif. Cela signifie que les nouvelles mobilisations seront supérieures aux remboursements prévus.

III. Analyse des résultats

Les résultats des simulations des quatre (04) stratégies ci-dessus énumérées à l'aide de l'outil SDMT sont présentés dans cette section.

3.1. Profils d'amortissement et indicateurs de coûts et de risques

Graphique 11 : Profils d'amortissement de la dette extérieure et intérieure après la mise en œuvre de chaque stratégie



Source : DGDP 2020

Tableau 10 : Indicateurs de coûts et risques

Indicateurs de coûts et risque		Référence	Stratégies			
			S1	S2	S3	S4
Dette nominale (% du PIB)		45,3	44,3	44,8	44,5	44,6
Valeur actualisée (% du PIB)		38,1	37,6	36,7	35,8	35,2
Paiement d'intérêt (% du PIB)		1,2	1,0	1,0	0,9	0,9
Taux d´intérêt moyen pondéré (%)		2,6	2,5	2,3	2,3	2,2
Risque de refinancement	Durée moyenne d´échéance (ans) ATM pour la dette extérieure	14,5	14,5	15,2	15,1	14,6
	Durée moyenne d´échéance (ans) ATM pour la dette domestique	3,2	3,4	3,8	3,3	3,1
	Durée moyenne d´échéance (ans) ATM pour la dette totale	9,7	9,9	11,1	10,9	11,2
Risque de taux d´intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	9,7	9,9	11,1	10,9	11,2
	Dette refixée durant l´année prochaine (% du total)	9,7	10,1	8,1	9,4	8,6
	Dette à taux d´intérêt fixe (% du total)	97,5	99,4	99,9	99,6	99,7
Risque de change	Dette libellée en devises (% du total)	56,0	56,7	62,6	62,9	69,1
	Amortissement en devise durant l´année prochaine (% du stock de réserves en devises)	1,1	1,5	1,5	1,5	1,5

Source : DGDP 2020

Stratégie S1 :

L'analyse du profil d'amortissement montre en 2024 une situation défavorable due en partie à la forte proportion réservée au financement domestique dans les nouveaux besoins de financement.

S'agissant de la durée moyenne d'échéance du portefeuille de la dette extérieure, elle reste constante soit 14,5 ans. On constate que le coût de la dette publique diminue faiblement en passant de 2,6% dans l'année de référence à 2,5% au niveau de S1.

Le risque de refinancement au niveau de la dette intérieure s'est légèrement amélioré dans cette stratégie par rapport à la situation de référence (la Durée Moyenne de Maturité est passée de 3,2 à 3,4 ans).

Le niveau du risque de change demeure toujours élevé puisque le pourcentage de la dette en devise s'est accru en passant de 56,0% dans l'année de référence à 56,7 % dans S1.

Stratégie S2 :

Il est à noter une légère amélioration au niveau du profil de remboursement de cette stratégie dans les premières années au regard de celui de la stratégie S1. Cela est dû, d'une part, à l'augmentation sensible de la part réservée au financement extérieur dans les nouveaux besoins de financement et, d'autre part, à la primauté accordée aux obligations à long terme dans le financement domestique. La durée moyenne du portefeuille a connu une légère amélioration au regard de celle de la stratégie S1.

On constate également que le coût de la dette reste toujours faible en passant de 2,5% dans S1 à 2,3% au niveau de S2, soit une diminution de 0,2 point de pourcentage.

Le risque de refinancement au niveau de la dette intérieure existe toujours, bien que l'ATM domestique ait connu une légère progression dans cette stratégie de 3,2 ans dans S1 à 3,4 ans.

Le niveau du risque de change reste élevé. En effet, le pourcentage de la dette en devise a légèrement augmenté (de 56,7% à 62,6%).

Stratégie S3 :

La tendance observée par rapport au profil d'amortissement dans cette stratégie est quasiment similaire à celle observée dans la stratégie S2.

Le coût de la dette a légèrement baissé par rapport à la stratégie S1 et la situation de référence mais reste identique à celui de la stratégie S2.

Le risque de refinancement demeure au niveau de la dette intérieure.

Cette stratégie S3 expose le portefeuille à un risque de change élevé comparativement aux stratégies S1 et S2.

Stratégie S4 :

Dans cette stratégie, la proportion réservée au financement domestique dans les nouveaux besoins de financement représente en moyenne 40%. Une partie du financement extérieur sera constituée d'emprunts sur le marché financier international.

Dans la stratégie S4, le profil de remboursement est quasiment similaire à celui de la stratégie S2 et apparait plus lisse par rapport aux deux autres (S1 et S3).

Comparativement aux autres stratégies, la durée moyenne du portefeuille a légèrement augmenté, ce qui entraine une légère diminution du risque de refinancement du portefeuille global. Par ailleurs, l'augmentation du financement extérieur a engendré une hausse du risque de change comparativement aux autres stratégies.

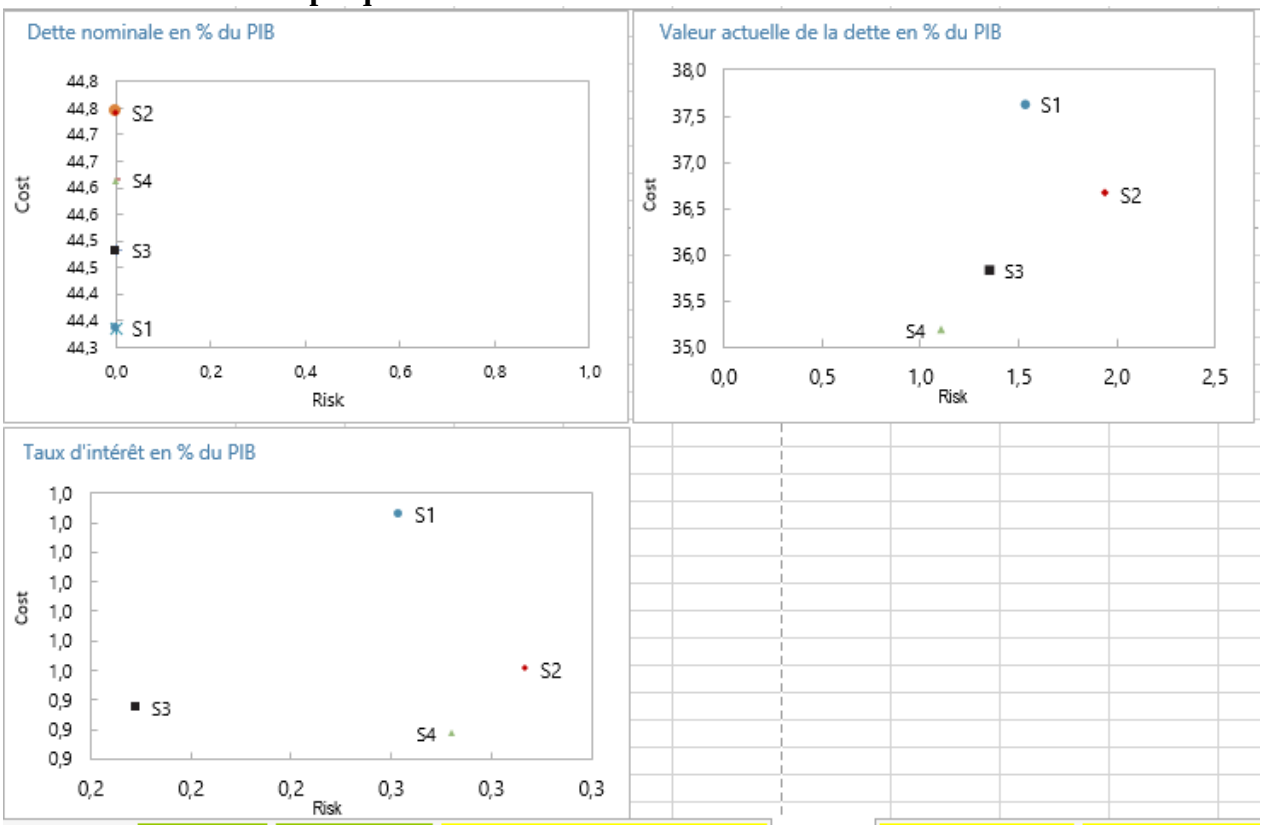
Le risque du taux d'intérêt a légèrement augmenté par rapport à la stratégie S2 et a baissé par rapport aux autres. En effet, la proportion de la dette à réviser dans un an est de 8,6% pour la S4 contre respectivement 10,1% et 9,4% pour les stratégies S1 et S3.

3.2. Analyse de la sensibilité aux chocs, choix de la stratégie et perspectives de viabilité de la dette

3.2.1. Analyse de la sensibilité aux chocs

Cette section se propose de faire l'analyse de la vulnérabilité du portefeuille de la dette du Mali. Pour ce faire, on procédera à des tests de simulation de différents chocs qui consistent en une appréciation du taux de change du dollar US de l'ordre de 30% par rapport au franc CFA et en une augmentation des taux d'intérêt réels domestiques de 15% ou à une combinaison de ces deux chocs.

Graphique 12 : Résultats des tests de sensibilité aux chocs



Source : DGDP 2020

Les tests de sensibilité montrent que la stratégie S2 exerce plus de pression sur le ratio « encours de la dette /PIB (%) » en terme de risque et de coût.

En ce qui concerne le ratio « valeur actuelle/PIB (%) », la stratégie S2 est plus risquée par rapport aux autres stratégies, tandis que S1 est plus coûteuse.

S'agissant du ratio « taux d'intérêt/PIB (%) », S2 exerce plus de pression en termes de risque par rapport aux autres stratégies, tandis qu'en termes de coût, c'est S1.

3.2.2. Choix de la stratégie

Il ressort que la stratégie S4 est globalement moins coûteuse et à moindre risque comparativement aux autres stratégies. Toutefois, au regard de la nature de cette stratégie, consistant à recourir au marché financier international qui requiert une bonne notation du pays, il serait difficile de mobiliser des ressources à des taux favorables dans le contexte socio politique actuel et en raison des incertitudes liées à la maîtrise temporelle de la lutte contre la pandémie de COVID-19. En conséquence, le choix a été porté sur la stratégie S3, qui présente

globalement de meilleures caractéristiques en termes de coût et de risque par rapport aux deux autres (S1 et S2).

A titre de rappel, la stratégie S3 vise à mobiliser davantage de ressources concessionnelles avec un financement extérieur de l'ordre de 45% en moyenne sur la période.

3.2.3. Perspectives de viabilité de la dette publique

En 2006, les Institutions de Breton Woods (IBW) ont défini un Cadre de Viabilité de la Dette (CVD), objet de révisions périodiques. Ainsi, selon le nouveau CVD en vigueur depuis juillet 2018, la dette extérieure est viable lorsque sa Valeur Actuelle (VA) est inférieure à 180% des exportations de biens et services, à 40% du PIB et son service inférieur à 15% des exportations et à 18% des recettes budgétaires.

Pour le Mali, les projections du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (BM) indiquent qu'en 2020, les ratios se rapportant à la Valeur Actuelle, sont respectivement de 85,1% des exportations de biens et services, de 20,8% du PIB et ceux relatifs au service de la dette sont de 6,6% des exportations et de 9,1% des recettes budgétaires. Le Mali est dans la catégorie des pays à risque de surendettement modéré.

Ces ratios resteront inférieurs aux seuils pertinents jusqu'en 2040 si les tendances de l'économie se maintiennent et si l'endettement futur est conforme à la stratégie adoptée. La mise en œuvre effective des orientations stratégiques à long terme et la poursuite d'une stratégie financière privilégiant la mobilisation des dons et des emprunts extérieurs concessionnels et/ou semi-concessionnels devraient consolider la viabilité de la dette.

C. RECOMMANDATIONS

L'analyse des différentes stratégies a permis de montrer que la stratégie S3 est la meilleure en termes de rapport coûts/risques. A cet effet, les recommandations ci-dessous sont formulées sur la base de cette stratégie. Ainsi, la stratégie d'endettement du Mali doit être basée sur les éléments suivants :

1. **Mobiliser davantage de ressources concessionnelles et semi-concessionnelles ;**

2. **Privilégier les emprunts intérieurs de plus longues maturités et l'équilibrage des échéances**, en émettant des obligations du Trésor de maturités d'au moins 5 ans en gardant les échéances des services annuels équilibrées, pour éviter d'avoir des années de pic ;

3. **Mettre en œuvre une politique plus active en matière de choix des devises d'emprunt, même si la marge de manœuvre n'est pas très grande**, en favorisant la dette extérieure en Euros pour les nouveaux emprunts, dans la mesure du possible ;

4. **Maintenir une politique prudente de mobilisation d'emprunts à taux fixe.** La quasi-totalité de la dette publique contractée à des taux fixes limite le risque de taux d'intérêts ;

5. **Renforcer les actions et les mesures d'optimisation des interventions de l'Etat sur le marché**, en établissant un calendrier d'émission de la dette intérieure (Bons et Obligations du Trésor) et en veillant à la présence régulière de l'Etat malien sur le marché régional ;

6. **Améliorer davantage le taux de décaissements des projets et programmes financés sur ressources extérieures ;**

7. **Renforcer la coordination entre les structures de gestion de la dette (DGDP et DNTCP) :** concertation préalable sur les décisions de gestion de la trésorerie qui impactent la gestion de la dette ;

8. **Renforcer les capacités de l'équipe d'élaboration de la stratégie d'endettement.**

CONCLUSION

La présente stratégie repose sur une vision globale et cohérente de la politique d'endettement et doit être rigoureusement respectée. Aussi, les mesures suivantes sont nécessaires :

- **Au plan budgétaire**, poursuivre les efforts dans le sens d'une maîtrise des engagements, des dépenses courantes et d'une mobilisation plus efficace des ressources propres (élargissement de l'assiette et simplification des procédures) afin de réduire le déficit budgétaire ;

- **Au plan de la productivité et de la compétitivité**, la diversification de l'économie devra être la priorité du Gouvernement. Le choix des projets à haute rentabilité économique devrait être dès lors un des critères de sélection des projets à inscrire dans le Programme Triennal d'Investissement (PTI) ;

- **Au plan de la politique de mobilisation de nouveaux financements**, poursuivre la mobilisation de dons et d'emprunts concessionnels et semi-concessionnels ainsi que l'amélioration de l'efficacité de l'aide ;

- **Au plan de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique**, suivre régulièrement les données relatives aux transactions sur la dette ; poursuivre le renforcement des capacités du Comité National de la Dette Publique ainsi que de la Direction Générale de la Dette publique.

Toutes ces mesures devraient être accompagnées d'une bonne gouvernance politique et économique, dans une perspective d'amélioration de la qualité de nos politiques et institutions, afin de relever le niveau de la norme de viabilité de la dette extérieure du Mali.

ETAT B

PLAFOND DES EFFECTIFS PAR PROGRAMME

10/12/2020

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
110 ASSEMBLEE NATIONALE						
0.001 Assemblée Nationale	0	27	5	0	32	195
TOTAL	0	27	5	0	**32**	**195**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE						
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	1 274 856	23	8	2	33	112
1.002 Administration générale	622 232	20	17	3	40	186
TOTAL	1 897 088	43	25	5	**73**	**298**
130 PRIMATURE						
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	1 596 872	55	61	8	124	192
1.004 Administration générale et contrôle	972 337	163	38	2	203	44
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	172 157	12	2	3	17	7
TOTAL	2 741 366	230	101	13	**344**	**243**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS						
2.003 Participation à la gestion des élections	80 816	7	1	5	13	7
TOTAL	80 816	7	1	5	**13**	**7**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE						
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	383 793	7	6	5	18	20
TOTAL	383 793	7	6	5	**18**	**20**
150 COUR SUPREME						
2.005 Cour Suprême	1 331 786	14	27	1	42	36
TOTAL	1 331 786	14	27	1	**42**	**36**
155 HAUTE COUR DE JUSTICE						
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	242 497	1	0	0	1	39
TOTAL	242 497	1	0	0	**1**	**39**
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL						
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	311 383	9	3	1	13	28
TOTAL	311 383	9	3	1	**13**	**28**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES						
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	757 101	9	9	4	22	28
TOTAL	757 101	9	9	4	**22**	**28**

10/12/2020

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE						
1.006 Administration Générale	17 809 224	336	113	20	469	1059
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale	436 777	31	10	4	45	15
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	82 277	8	4	2	14	2
TOTAL	18 328 278	375	127	26	**528**	**1076**
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE						
1.007 Administration Générale	251 363	20	26	2	48	7
2.010 Intégration Africaine	66 007	2	3	1	6	3
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	124 504	15	4	3	22	6
TOTAL	441 874	37	33	6	**76**	**16**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE						
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	239 904	22	3	1	26	7
TOTAL	239 904	22	3	1	**26**	**7**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT						
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	17 280	1	0	1	2	3
TOTAL	17 280	1	0	1	**2**	**3**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME						
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 835 237	61	51	16	128	73
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	9 136 618	581	526	337	1 444	275
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	1 368 496	66	104	182	352	32
TOTAL	12 340 351	708	681	535	**1 924**	**380**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE						
1.010 Administration Générale	50 786	3	0	1	4	6
2.021 Ordre et Sécurité	46 012 920	383	8180	0	8 563	1
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	10 000 000	103	266	2079	2 448	3
TOTAL	56 063 706	489	8446	2080	**11 015**	**10**

10/12/2020

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES						
1.011 Administration Générale	1 409 108	125	97	17	239	40
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	2 064 823	137	129	45	311	82
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	10 015 648	939	1092	273	2 304	364
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	3 668 415	321	213	43	577	60
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	3 063 321	262	338	101	701	75
2.027 Gestion de la Dette Publique	196 478	24	12	0	36	10
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	1 167 617	63	103	23	189	45
2.080 Population	128 945	14	6	4	24	7
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	239 683	22	11	1	34	0
TOTAL	21 954 038	1907	2001	507	**4 415**	**683**
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE						
1.012 Administration Générale	354 571	16	25	5	46	27
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	315 475	28	32	3	63	29
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	742 697	62	53	9	124	109
TOTAL	1 412 743	106	110	17	**233**	**165**
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE						
1.013 Administration Générale	716 778	48	51	6	105	127
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	158 524	13	6	0	19	57
2.034 Formation Professionnelle	177 212	15	4	1	20	58
TOTAL	1 052 514	76	61	7	**144**	**242**
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS						
1.044 Administration Générale et Contrôle	155 072	8	7	1	16	2
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	117 740	10	5	2	17	9
TOTAL	272 812	18	12	3	**33**	**11**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION						
1.014 Administration Générale et Contrôle	832 188	60	47	18	125	150
2.036 Administration du Territoire	5 719 996	373	357	186	916	951
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	41 700	4	2	4	10	7
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	230 638	14	10	5	29	28
2.081 Aménagement du Territoire	143 921	17	14	5	36	11
TOTAL	6 968 443	468	430	218	**1 116**	**1147**

10/12/2020

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL						
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	53 017	4	1	0	5	1
TOTAL	53 017	4	1	0	**5**	**1**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE						
1.015 Administration Générale	143 739	6	12	0	18	14
2.039 Religion et Culte	12 892	1	0	1	2	0
TOTAL	156 631	7	12	1	**20**	**14**
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE						
1.016 Administration Générale	117 351	7	3	2	12	16
TOTAL	117 351	7	3	2	**12**	**16**
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS						
1.032 Administration Générale	566 133	29	40	11	80	59
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marché	1 107 762	82	119	76	277	104
2.084 Développement du secteur industriel	664 338	35	38	6	79	42
2.085 Appui au développement du secteur privé	13 675	1	2	0	3	1
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	43 406	5	1	1	7	8
TOTAL	2 395 314	152	200	94	**446**	**214**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE						
1.017 Administration Générale	1 899 130	179	119	29	327	198
2.041 Développement de l'Education de Base	173 206 206	2469	54844	1691	59 004	2039
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	3 443 854	818	63	8	889	40
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	5 108 101	395	123	13	531	27
TOTAL	183 657 291	3861	55149	1741	**60 751**	**2304**
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE						
1.018 Administration Générale	1 325 137	107	48	5	160	57
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	19 849 052	2046	394	128	2 568	157
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	335 722	34	16	3	53	10
TOTAL	21 509 911	2187	458	136	**2 781**	**224**

10/12/2020

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
510 MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME						
1.019 Administration Générale	738 235	62	54	15	131	67
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	453 737	44	24	2	70	18
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	97 725	8	7	1	16	6
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	950 165	85	104	7	196	59
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	393 255	28	12	5	45	115
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	158 964	20	10	1	31	15
TOTAL	2 792 081	247	211	31	**489**	**280**
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS						
1.020 Administration Générale	329 545	22	23	8	53	10
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	791 082	70	82	12	164	65
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	423 713	48	24	20	92	29
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	99 303	11	6	2	19	6
TOTAL	1 643 643	151	135	42	**328**	**110**
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL						
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	3 022 087	190	146	30	366	177
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	24 577 735	2233	3886	90	6 209	687
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommableset Accessibilité financière aux soins de sar	60 139	5	1	0	6	2
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	11 685 016	1252	834	53	2 139	288
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	798 280	80	34	8	122	55
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	1 936 991	206	139	8	353	145
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	34 926	3	1	0	4	0
TOTAL	42 115 174	3969	5041	189	**9 199**	**1354**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA						
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	133 625	11	9	0	20	18
TOTAL	133 625	11	9	0	**20**	**18**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE						
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	596 131	34	38	9	81	45
2.059 Promotion de la Femme	713 666	73	52	10	135	38
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	336 158	35	18	4	57	23
TOTAL	1 645 955	142	108	23	**273**	**106**

10/12/2020

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES						
1.024 Administration Générale	599 327	43	57	19	119	40
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	1 209 610	93	143	23	259	140
2.066 Développement et sécurisation des transports	855 383	43	112	60	215	89
TOTAL	2 664 320	179	312	102	**593**	**269**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE						
1.025 Administration Générale	625 881	36	22	5	63	26
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	932 517	97	69	42	208	93
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	120 055	16	5	2	23	8
2.071 Protection et Conservation de la Nature	2 743 751	176	308	344	828	179
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	103 302	15	6	0	21	8
TOTAL	4 525 506	340	410	393	**1 143**	**314**
720 MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU						
1.026 Administration Générale	360 677	31	26	7	64	50
2.073 Développement des Ressources Energétiques	645 375	62	57	27	146	39
2.074 Développement des Ressources en Eau	1 076 654	95	139	18	252	193
2.075 Développement des ressources minérales	577 271	72	68	17	157	33
TOTAL	2 659 977	260	290	69	**619**	**315**
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE						
1.028 Administration Générale	207 785	13	13	5	31	25
2.076 Medias et Communication Publics	1 128 556	113	136	22	271	32
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	615 717	35	29	11	75	38
TOTAL	1 952 058	161	178	38	**377**	**95**
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION						
2.096 Régulation de la Communication	694 710	1	0	0	1	13
TOTAL	694 710	1	0	0	**1**	**13**
740 MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT						
1.029 Administration Générale	855 307	49	52	16	117	97
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	226 360	10	7	3	20	14
2.078 Gestion Cadastrale et Foncière	1 494 738	130	167	59	356	165
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	1 275 697	61	209	89	359	145
TOTAL	3 852 102	250	435	167	**852**	**421**

10/12/2020

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE						
1.034 Administration Générale	1 749 255	124	125	134	383	177
2.087 Appui au Monde Rural	4 285 689	308	521	532	1 361	234
2.088 Aménagement et Equipement Rural	2 163 106	200	223	228	651	212
2.089 Recherche et Formation	3 222 479	121	60	60	241	83
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	1 160 873	92	113	145	350	71
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	791 506	47	82	126	255	61
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	1 825 206	141	187	183	511	43
TOTAL	15 198 114	1033	1311	1408	**3 752**	**881**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE						
2.093 Sécurité Alimentaire	221 798	14	8	2	24	14
TOTAL	221 798	14	8	2	**24**	**14**
TOTAL	414 826 351	17 530	76 352	7 873	101 755	11 597
TOTAL GENERAL	414 826 351	17 530	76 352	7 873	101 755	11 597

ETAT C

REPARTITION DES CREDITS DU BUDGET GENERAL PAR DOTATION ET PROGRAMME

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

17/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
110	**ASSEMBLEE NATIONALE**			
0.001	Assemblée Nationale	2 099 530	14 434 728	10 337 863
TOTAL		**2 099 530**	**14 434 728**	**10 337 863**
120	**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**			
1.001	Formulation et coordination de l'action présidentielle	600 000	6 659 184	7 428 601
1.002	Administration générale	0	7 847 891	6 666 187
2.001	Sécurité et défense	0	2 118 750	1 904 717
TOTAL		**600 000**	**16 625 825**	**15 999 505**
130	**PRIMATURE**			
1.003	Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	150 000	5 819 864	7 000 140
1.004	Administration générale et contrôle	650 000	6 388 822	4 735 383
2.002	Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	150 000	441 413	607 157
TOTAL		**950 000**	**12 650 099**	**12 342 680**
131	**DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS**			
2.003	Participation à la gestion des élections	10 363	511 672	534 263
TOTAL		**10 363**	**511 672**	**534 263**
140	**COUR CONSTITUTIONNELLE**			
2.004	Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	130 000	948 017	1 195 994
TOTAL		**130 000**	**948 017**	**1 195 994**
150	**COUR SUPREME**			
2.005	Cour Suprême	269 500	2 640 166	2 783 474
TOTAL		**269 500**	**2 640 166**	**2 783 474**
155	**HAUTE COUR DE JUSTICE**			
2.056	Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	0	826 611	905 167
TOTAL		**0**	**826 611**	**905 167**
160	**CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL**			
2.006	Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	260 436	1 096 262	1 318 172
TOTAL		**260 436**	**1 096 262**	**1 318 172**
170	**HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**			
2.007	Représentation et Promotion des Collectivités	75 899	1 521 749	1 613 568
TOTAL		**75 899**	**1 521 749**	**1 613 568**
180	**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**			
1.006	Administration Générale	8 879 300	45 222 913	43 309 746
2.008	Politique Exterieure et Coopération Internationale	0	621 287	641 883
2.009	Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	130 140	133 535
TOTAL		**8 879 300**	**45 974 340**	**44 085 164**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

17/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
185	**MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE**			
1.007	Administration Générale	50 000	827 255	1 073 217
2.010	Intégration Africaine	0	0	413 008
2.011	Gestion des Maliens de l'Extérieur	700 000	798 216	1 248 293
TOTAL		**750 000**	**1 625 471**	**2 734 518**
186	**MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE**			
1.045	Administration Générale		261 089	
2.010	Intégration Africaine		357 724	
TOTAL			**618 813**	
190	**BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL**			
2.012	Bureau du Vérificateur Général	150 000	3 728 696	3 836 843
TOTAL		**150 000**	**3 728 696**	**3 836 843**
192	**MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE**			
2.013	Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	178 500	968 830	1 198 868
TOTAL		**178 500**	**968 830**	**1 198 868**
195	**COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT**			
2.014	Egal accès aux medias d'Etat	5 630	128 734	145 983
TOTAL		**5 630**	**128 734**	**145 983**
210	**MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS**			
1.008	Administration Générale	56 173 743	302 607 686	265 332 648
2.015	Gestion des Opérations Militaires	7 390 446	37 394 878	44 189 229
2.016	Inspection des Armées	20 000	324 407	294 406
2.017	Formation	30 013	770 677	770 677
2.018	Gestion des Transmissions	60 402	366 276	336 276
TOTAL		**63 674 604**	**341 463 924**	**310 923 236**
220	**MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME**			
1.009	Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 421 540	6 976 638	6 865 088
2.019	Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	1 261 111	15 563 016	19 448 399
2.020	Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	250 476	7 822 708	6 268 513
TOTAL		**2 933 127**	**30 362 362**	**32 582 000**
223	**OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE**			
2.094	Lutte contre l'Enrichissement Illicite	190 000	1 778 609	2 323 300
TOTAL		**190 000**	**1 778 609**	**2 323 300**
226	**COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME**			
2.097	Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	659 288	786 550
TOTAL		**47 500**	**659 288**	**786 550**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

17/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
230	**MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE**			
1.010	Administration Générale	5 922 500	17 668 437	15 030 810
2.021	Ordre et Sécurité	4 859 659	69 536 195	73 065 344
2.022	Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 051 037	19 247 651	19 080 568
TOTAL		**15 833 196**	**106 452 283**	**107 176 722**
235	**SECURITE D'ETAT**			
0.002	Securite d'Etat	11 000 000	10 685 612	13 286 737
TOTAL		**11 000 000**	**10 685 612**	**13 286 737**
310	**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**			
1.011	Administration Générale	18 274 781	45 170 669	42 795 575
2.023	Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	9 702 000	10 442 915	12 280 580
2.024	Recouvrement des Recettes Fiscales	2 470 807	16 813 166	15 853 622
2.025	Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	587 631	6 913 685	7 771 504
2.026	Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	698 787	6 958 907	6 234 208
2.027	Gestion de la Dette Publique	495 000	851 244	1 012 062
2.028	Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	5 216 900	3 815 020	7 239 192
2.029	Gestion des Biens de l'Etat		3 947 191	
2.080	Population	720 000	0	1 035 545
2.082	Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	1 075 000	0	4 035 302
TOTAL		**39 240 906**	**94 912 797**	**98 257 590**
311	**CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES**			
2.044	Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	100 000	1 132 347	1 186 925
TOTAL		**100 000**	**1 132 347**	**1 186 925**
312	**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)**			
2.068	Régulation de la commande publique	0	324 854	377 875
TOTAL		**0**	**324 854**	**377 875**
320	**MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**			
1.012	Administration Générale	1 221 334	2 306 472	2 660 910
2.030	Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	176 200	819 356	920 864
2.031	Amélioration du Cadre législatif du Travail	5 650	845 426	1 007 766
TOTAL		**1 403 184**	**3 971 254**	**4 589 540**
323	**MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**			
1.013	Administration Générale	3 038 492	2 657 009	3 835 616
2.033	Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	329 500	14 336 516	10 127 013
2.034	Formation Professionnelle	1 253 325	8 515 456	7 343 995
TOTAL		**4 621 317**	**25 508 981**	**21 306 624**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

17/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
328	**MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS**			
1.044	Administration Générale et Contrôle	10 000	510 025	611 522
2.032	Reformes Administratives et Institutionnelles	250 000	535 961	529 229
TOTAL		**260 000**	**1 045 986**	**1 140 751**
330	**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION**			
1.014	Administration Générale et Contrôle	100 000	3 650 961	4 653 676
2.036	Administration du Territoire	23 507 016	44 926 527	48 306 449
2.037	Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	300 000	482 452	538 300
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	19 347 986	30 745 684	33 138 372
2.064	Développement Régional et Local	209 000	1 657 860	1 948 609
2.081	Aménagement du Territoire	400 000	0	602 921
TOTAL		**43 864 002**	**81 463 484**	**89 188 327**
334	**AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**			
2.095	Protection des Données à Caractère personnel	192 505	903 101	1 090 562
TOTAL		**192 505**	**903 101**	**1 090 562**
340	**MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE**			
1.015	Administration Générale	48 106	842 233	958 868
2.039	Religion et Culte	47 500	135 529	408 769
TOTAL		**95 606**	**977 762**	**1 367 637**
341	**MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE**			
1.016	Administration Générale	10 000	938 592	1 064 363
2.040	Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	0	1 920 554	2 258 809
TOTAL		**10 000**	**2 859 146**	**3 323 172**
380	**MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**			
1.032	Administration Générale	1 895 000	1 489 023	2 682 528
2.083	Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	1 625 650	5 617 482	4 296 102
2.084	Développement du secteur industriel	876 977	2 706 737	2 843 164
2.085	Appui au développement du secteur privé	761 875	0	2 046 272
2.086	Promotion et Développement de la Micro-finance	52 500	0	186 659
TOTAL		**5 212 002**	**9 813 242**	**12 054 725**
410	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**			
1.017	Administration Générale	2 853 575	83 409 448	30 767 493
2.041	Développement de l'Education de Base	7 709 473	185 561 380	253 830 326
2.042	Développement de l'Enseignement Secondaire Général	14 860 071	28 749 746	35 013 057
2.043	Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	22 394 704	58 005 042	53 218 633
TOTAL		**47 817 823**	**355 725 616**	**372 829 509**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

17/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
412	**MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**			
1.018	Administration Générale	0	7 525 658	7 544 053
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur	18 269 652	65 965 120	75 278 901
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	249 850	743 102	1 767 095
TOTAL		**18 519 502**	**74 233 880**	**84 590 049**
510	**MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME**			
1.019	Administration Générale	159 500	2 492 820	3 334 821
2.047	Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	1 009 500	2 645 883	1 790 230
2.048	Promotion de l'Industrie Cinématographique	0	579 319	539 410
2.049	Promotion de la Création Artistique et Littéraire	707 150	3 690 879	3 232 236
2.050	Promotion du Secteur de l'Artisanat	1 302 000	0	2 240 429
2.051	Promotion du Secteur du Tourisme	1 425	0	472 531
TOTAL		**3 179 575**	**9 408 901**	**11 609 657**
520	**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**			
1.020	Administration Générale	408 987	3 772 313	4 278 089
2.035	Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	909 350	2 060 924	2 373 513
2.052	Développement et Promotion des activités physiques et sportives	2 785 471	3 232 492	3 170 360
2.053	Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	11 307	1 209 931	748 493
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	0	8 676 611	1 980 976
TOTAL		**4 115 115**	**18 952 271**	**12 551 431**
610	**MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**			
1.021	Administration, Coordination et Décentralisation	4 652 196	38 193 264	22 502 729
2.054	Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	3 018 850	34 901 292	43 974 564
2.055	Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommableset Accessibilité financière aux soins de santé	6 732	7 843 605	7 858 606
2.057	Soins Hospitaliers et Recherche	19 560 286	47 071 276	47 325 584
2.061	Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	3 349 182	2 384 726	4 000 401
2.062	Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	21 000	12 748 096	14 101 242
2.063	Lutte Contre la Pauvreté	722 750	0	1 630 975
TOTAL		**31 330 996**	**143 142 259**	**141 394 101**
614	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**			
2.058	Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 098 468	2 464 718
TOTAL		**0**	**2 098 468**	**2 464 718**
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE**			
1.022	Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	1 309 076	2 160 953	2 471 133
2.059	Promotion de la Femme	806 490	2 216 893	3 023 040
2.060	Promotion de l'Enfant et de la Famille	526 599	1 176 338	1 389 529
TOTAL		**2 642 165**	**5 554 184**	**6 883 702**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

17/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
660	**MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE**			
1.023	Administration Générale		3 995 788	
2.063	Lutte Contre la Pauvreté		4 349 290	
TOTAL			**8 345 078**	
700	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES**			
1.024	Administration Générale	295 500	2 061 315	2 323 506
2.065	Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	251 127 515	97 508 209	136 274 631
2.066	Développement et sécurisation des transports	5 460 251	0	6 338 207
TOTAL		**256 883 266**	**99 569 524**	**144 936 344**
714	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**			
1.025	Administration Générale	270 000	1 420 721	1 747 487
2.069	Amélioration du Cadre de Vie des Populations	16 003 040	4 025 696	6 114 931
2.070	Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	2 700 000	3 869 999	6 215 902
2.071	Protection et Conservation de la Nature	2 521 900	12 027 794	10 125 091
2.072	Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	870 000	1 124 459	1 999 284
TOTAL		**22 364 940**	**22 468 669**	**26 202 695**
720	**MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**			
1.026	Administration Générale	3 388 000	31 387 283	37 711 808
2.073	Développement des Ressources Energétiques	26 870 509	60 042 749	91 094 387
2.074	Développement des Ressources en Eau	11 481 992	67 063 938	74 263 154
2.075	Développement des ressources minérales	2 770 925	0	2 901 090
TOTAL		**44 511 426**	**158 493 970**	**205 970 439**
726	**MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE**			
1.027	Administration Générale		1 562 989	
2.075	Développement des ressources minérales		3 969 078	
TOTAL			**5 532 067**	
730	**MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE**			
1.028	Administration Générale	157 500	874 402	1 107 053
2.076	Medias et Communication Publics	4 303 500	7 264 990	7 614 372
2.077	Poste et Nouvelles Technologies	530 000	0	2 797 873
TOTAL		**4 991 000**	**8 139 392**	**11 519 298**
731	**MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**			
1.046	Administration Générale		283 449	
2.077	Poste et Nouvelles Technologies		2 305 284	
TOTAL			**2 588 733**	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

17/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
732	**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**			
2.096	Régulation de la Communication	250 000	1 447 551	1 588 771
TOTAL		**250 000**	**1 447 551**	**1 588 771**
740	**MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT**			
1.029	Administration Générale	4 627 300	4 339 799	5 368 880
2.029	Gestion des Biens de l'Etat	4 450 000	0	4 903 943
2.078	Gestion Cadastrale et Foncière	1 426 000	3 775 388	4 581 284
2.079	Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	5 301 900	0	7 096 542
TOTAL		**15 805 200**	**8 115 187**	**21 950 649**
745	**MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL**			
1.030	Administration Générale		433 904	
2.079	Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires		7 710 538	
TOTAL			**8 144 442**	
750	**MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**			
1.031	Administration Générale et Contrôle		3 683 016	
2.080	Population		1 602 926	
2.081	Aménagement du Territoire		529 283	
2.082	Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National		3 553 140	
TOTAL			**9 368 365**	
770	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE**			
1.042	Administration Générale		494 942	
2.066	Développement et sécurisation des transports		4 425 936	
TOTAL			**4 920 878**	
812	**MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL**			
1.033	Administration Générale		860 955	
2.085	Appui au développement du secteur privé		874 261	
2.086	Promotion et Développement de la Micro-finance		158 738	
TOTAL			**1 893 954**	
820	**MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**			
1.034	Administration Générale	11 782 145	48 227 447	46 692 881
2.087	Appui au Monde Rural	3 543 900	32 627 707	44 280 273
2.088	Aménagement et Equipement Rural	19 443 400	53 087 197	63 753 012
2.089	Recherche et Formation	593 500	11 524 954	9 985 816
2.090	Développement des Productions et Industries Animales	2 151 900	0	9 258 310
2.091	Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	801 900	0	3 129 233
2.092	Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	826 900	0	3 227 081
TOTAL		**39 143 645**	**145 467 305**	**180 326 606**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

17/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
822	**MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**			
1.037	Administration Générale		26 608 098	
2.090	Développement des Productions et Industries Animales		6 357 416	
2.091	Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles		3 339 010	
2.092	Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire		3 070 314	
TOTAL			**39 374 838**	
850	**COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE**			
2.093	Sécurité Alimentaire	1 900 000	10 385 003	15 292 783
TOTAL		**1 900 000**	**10 385 003**	**15 292 783**
860	**MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME**			
1.040	Administration Générale		694 347	
2.050	Promotion du Secteur de l'Artisanat		2 254 389	
2.051	Promotion du Secteur du Tourisme		413 351	
TOTAL			**3 362 087**	
990	**CHARGES COMMUNES**			
0.003	Provisions pour imprévus	247 068 133	567 714 182	447 213 187
0.004	Dette	0	120 423 000	141 200 000
TOTAL		**247 068 133**	**688 137 182**	**588 413 187**
TOTAL DU BUDGET GENERAL		**943 559 893**	**2 653 484 849**	**2 628 518 274**

ETAT D

REPARTITION DES CREDITS DES BUDGETS ANNEXES PAR PROGRAMME

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Repartition des crédits des budgets annexes par programme

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme Chapitre / Nature		Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
700	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES**			
4.001	**Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports**			
40-2-2013-0021-001-002686	**ENTREPOTS MALIEN AU SENEGAL (E. MA. SE.)**			
	Personnel	0		584 500
	Biens et services	0		1 047 000
	Transferts et subventions	0		555 000
	Investissement	1 345 191		1 345 191
Total		**1 345 191**	**0**	**3 531 691**
40-2-2013-0021-002-002384	**ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)**			
	Personnel	0		427 000
	Biens et services	0		534 000
	Transferts et subventions	0		55 000
	Investissement	255 000		255 000
Total		**255 000**	**0**	**1 271 000**
40-2-2013-0021-003-002288	**ENTREPOTS MALIENS AU GHANA (EMAGHA)**			
	Personnel	0		350 000
	Biens et services	0		273 500
	Investissement	117 000		117 000
Total		**117 000**	**0**	**740 500**
40-2-2013-0021-004-002768	**ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)**			
	Personnel	0		380 500
	Biens et services	0		308 000
	Investissement	101 000		101 000
Total		**101 000**	**0**	**789 500**
40-2-2013-0021-005-002324	**ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE (EMAGUI)**			
	Personnel	0		340 000
	Biens et services	0		321 150
	Investissement	135 000		135 000
Total		**135 000**	**0**	**796 150**
40-2-2013-0021-006-002478	**ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE (EMAMAU)**			
	Personnel	0		248 000
	Biens et services	0		257 323
	Investissement	140 000		140 000
Total		**140 000**	**0**	**645 323**
40-2-2013-0021-008-002204	**ENTREPOTS MALIENS AU BENIN (E.MA.BE)**			
	Personnel	0		147 000
	Biens et services	0		134 500
	Investissement	57 500		57 500
Total		**57 500**	**0**	**339 000**
Total		**2 150 691**	**0**	**8 113 164**
Total		**2 150 691**	**0**	**8 113 164**
770	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE**			
4.001	**Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports**			
40-2-2013-0021-001-002686	**ENTREPOTS MALIEN AU SENEGAL (E. MA. SE.)**			
	Personnel	0	560 000	0
	Biens et services	0	1 021 000	0

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Repartition des crédits des budgets annexes par programme

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme Chapitre / Nature		Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
770	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE**			
4.001	**Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports**			
40-2-2013-0021-001-002686	**ENTREPOTS MALIEN AU SENEGAL (E. MA. SE.)**			
	Transferts et subventions	0	555 000	0
	Investissement	0	1 227 517	0
Total		**0**	**4 330 263**	**0**
40-2-2013-0021-002-002384	**ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)**			
	Personnel	0	427 000	0
	Biens et services	0	574 000	0
	Transferts et subventions	0	105 000	0
	Investissement	0	445 000	0
Total		**0**	**1 879 376**	**0**
40-2-2013-0021-003-002288	**ENTREPOTS MALIENS AU GHANA (EMAGHA)**			
	Personnel	0	284 000	0
	Biens et services	0	272 500	0
	Investissement	0	87 000	0
Total		**0**	**643 500**	**0**
40-2-2013-0021-004-002768	**ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)**			
	Personnel	0	315 500	0
	Biens et services	0	256 500	0
	Investissement	0	70 838	0
Total		**0**	**642 838**	**0**
40-2-2013-0021-005-002324	**ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE (EMAGUI)**			
	Personnel	0	265 000	0
	Biens et services	0	350 150	0
	Investissement	0	85 000	0
Total		**0**	**700 150**	**0**
40-2-2013-0021-006-002478	**ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE (EMAMAU)**			
	Personnel	0	238 000	0
	Biens et services	0	257 323	0
	Investissement	0	105 000	0
Total		**0**	**600 323**	**0**
40-2-2013-0021-008-002204	**ENTREPOTS MALIENS AU BENIN (E.MA.BE)**			
	Personnel	0	125 000	0
	Biens et services	0	122 500	0
	Investissement	0	61 000	0
Total		**0**	**308 500**	**0**
Total		**0**	**9 104 950**	**0**
Total		**0**	**9 104 950**	**0**
TOTAL DES BUDGETS ANNEXES		**2 150 691**	**9 104 950**	**8 113 164**

ETAT E

REPARTITION DES CREDITS DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR PROGRAMME

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Repartition des crédits des comptes spéciaux du trésor par programme

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
3.001 Remboursement des Crédits TVA	0	125 900 000	95 300 000
3.008 Appui au développement de la statistique	3 000 000	0	3 000 000
3.009 Fonds pour le Développement Durable	61 626 713	61 976 517	61 626 713
Total	**64 626 713**	**187 876 517**	**159 926 713**
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 500 000	2 363 200	2 500 000
Total	**2 500 000**	**2 363 200**	**2 500 000**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	600 000	650 000
Total	**0**	**600 000**	**650 000**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	475 000	500 000	500 000
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	1 260 000	1 800 000	1 800 000
3.013 Fonds d'étude d'impact environnemental et social	60 000	0	500 080
Total	**1 795 000**	**2 300 000**	**2 800 080**
720 MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	0	350 000
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	5 000	0	230 000
Total	**5 000**	**0**	**580 000**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE			
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières		350 000	
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)		230 000	
3.011 Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)		685 000	
Total		**1 265 000**	
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
3.008 Appui au développement de la statistique		2 981 400	
Total		**2 981 400**	
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**73 926 713**	**202 386 117**	**171 456 793**

ETAT F

CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS ET AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

I. CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS

Section comptable	DESIGNATION	2020	2021
133	AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD MALI (ADNM)		
	Budget d'Etat	699 035 000	699 035 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**699 035 000**	**699 035 000**
187	CENTRE D'INFORMATION ET DE GESTION DES MIGRATIONS		
	Budget d'Etat		115 000 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total		**115 000 000**
222	INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE (INFJ)		
	Budget d'Etat	1 150 101 000	780 924 000
	Ressources Propres	5 000 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 155 101 000**	**780 924 000**
313	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE KAYES		
	Budget d'Etat	189 000 000	192 609 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**189 000 000**	**192 609 000**
314	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE KOULIKORO		
	Budget d'Etat	189 000 000	189 000 000
	Ressources Propres		21 250 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**189 000 000**	**210 250 000**
315	OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS (ONAP)		
	Budget d'Etat	1 241 505 000	1 541 505 000
	Ressources Propres	999 715 397	999 715 397
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**2 241 220 397**	**2 541 220 397**
316	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE (INSTAT)		
	Budget d'Etat	2 964 754 000	2 914 754 000
	Ressources Propres	7 300 000	50 000 000
	Appui Autres Partenaires	6 225 000 000	3 625 961 834
	Total	**9 197 054 000**	**6 590 715 834**
317	CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)		
	Budget d'Etat	850 292 000	950 292 000
	Ressources Propres	750 500 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 600 792 000**	**950 292 000**
318	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE SIKASSO		
	Budget d'Etat	189 000 000	189 000 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**189 000 000**	**189 000 000**
319	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE SEGOU		
	Budget d'Etat	189 000 000	189 000 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**189 000 000**	**189 000 000**
321	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE TAOUDENIT		
	Budget d'Etat	50 000 000	122 000 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**50 000 000**	**122 000 000**
322	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE MENAKA		
	Budget d'Etat	50 000 000	122 000 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**50 000 000**	**122 000 000**
324	FONDS D'APPUI FORMATION PROFESS ET APPRENTIS (FAFPA)		
	Budget d'Etat	2 072 000 000	5 000 000 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**2 072 000 000**	**5 000 000 000**

325	**AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES (APEJ)**		
	Budget d'Etat	3 135 079 000	5 397 000 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**3 135 079 000**	**5 397 000 000**
326	**INSTITUT NATIONAL D'INGENIERIE FORMAT PROFESS**		
	Budget d'Etat	208 584 000	348 286 000
	Ressources Propres	171 828 936	113 300 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**380 412 936**	**461 586 000**
327	**OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)**		
	Budget d'Etat	508 055 000	560 300 000
	Ressources Propres	150 000 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**658 055 000**	**560 300 000**
329	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE MOPTI**		
	Budget d'Etat	189 000 000	189 000 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**189 000 000**	**189 000 000**
331	**AGENCE NAT D'INVEST COLLECT TERRITORIALES (ANICT)**		
	Budget d'Etat	1 442 561 000	1 914 298 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 442 561 000**	**1 914 298 000**
332	**MAISON DU HADJ (MDH)**		
	Budget d'Etat	21 289 000	73 521 000
	Ressources Propres	414 853 885	231 619 885
	Appui Autres Partenaires		
	Total :	**436 142 885**	**305 140 885**
333	**CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (CFCT)**		
	Budget d'Etat	445 722 000	445 722 000
	Ressources Propres	63 000 000	94 125 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**508 722 000**	**539 847 000**
336	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE TOMBOUCTOU**		
	Budget d'Etat	189 000 000	189 000 000
	Ressources Propres	8 500 000	8 000 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**197 500 000**	**197 000 000**
337	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE GAO**		
	Budget d'Etat	189 000 000	189 000 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**189 000 000**	**189 000 000**
338	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE KIDAL**		
	Budget d'Etat	189 000 000	189 000 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**189 000 000**	**189 000 000**
339	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DU DISTRICT DE BAMAKO**		
	Budget d'Etat	189 000 000	189 000 000
	Ressources Propres	23 000 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**212 000 000**	**189 000 000**
342	**OBSERVATOIRE NATIONAL DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)**		
	Budget d'Etat	100 000 000	380 000 000
	Ressources Propres		500 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**100 000 000**	**380 500 000**
385	**AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE (AMAM)**		
	Budget d'Etat	378 328 000	333 404 000
	Ressources Propres	316 620 000	276 151 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**694 948 000**	**609 555 000**

411	**ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)**		
	Budget d'Etat	1 858 741 000	1 876 347 000
	Ressources Propres	328 296 759	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**2 187 037 759**	**1 876 347 000**
413	**ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI-ABT)**		
	Budget d'Etat	2 054 098 000	2 268 890 000
	Ressources Propres	310 300 000	385 200 000
	Appui Autres Partenaires	400 000 000	
	Total	**2 764 398 000**	**2 654 090 000**
414	**INSTITUT POLYTECH. RURAL. FORM. RECH. APPL.KATIBOUGOU**		
	Budget d'Etat	2 413 378 000	2 563 685 000
	Ressources Propres	202 500 000	144 140 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**2 615 878 000**	**2 707 825 000**
415	**INSTITUT ZAYED DES SCIENCES ECONOMIQUES & JURIDIQUES DE BKO**		
	Budget d'Etat	222 000 000	273 275 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**222 000 000**	**273 275 000**
416	**CENTRE DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES (CENOU)**		
	Budget d'Etat	21 608 381 000	20 308 993 000
	Ressources Propres	870 000 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**22 478 381 000**	**20 308 993 000**
417	**CENTRE NAT DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECH (CNRST)**		
	Budget d'Etat	248 438 000	241 906 000
	Ressources Propres	20 000 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**268 438 000**	**241 906 000**
418	**ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION (ENA)**		
	Budget d'Etat	675 991 000	798 375 000
	Ressources Propres	2 060 000	2 000 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**678 051 000**	**800 375 000**
419	**AGENCE MALIENNE D'ASSURANCE QUALITE POUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (AMAQ SUP)**		
	Budget d'Etat	159 900 000	233 748 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**159 900 000**	**233 748 000**
420	**ECOLE NORMALE D'ENSEIG TECHN PROFESS (ENETP)**		
	Budget d'Etat	1 152 004 000	1 189 143 000
	Ressources Propres	65 273 418	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 217 277 418**	**1 189 143 000**
422	**UNIVERSITE DE SEGOU (US)**		
	Budget d'Etat	2 991 235 000	3 219 006 000
	Ressources Propres	202 568 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**3 193 803 000**	**3 219 006 000**
424	**UNIVERSITE DES LETTRES ET DES SCIENCES HUMAINES (ULSH)**		
	Budget d'Etat	4 223 710 000	4 306 346 000
	Ressources Propres	302 699 890	
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total	**4 526 409 890**	**4 306 346 000**
425	**INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES (ISH)**		
	Budget d'Etat	512 386 000	1 525 189 000
	Ressources Propres	50 000 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**562 386 000**	**1 525 189 000**
426	**UNIVERSITE DES SCIENCES, DES TECHNIQUES ET DES TECHNOLOGIES (USTTB)**		
	Budget d'Etat	7 710 296 000	8 766 991 000
	Ressources Propres	1 023 665 213	962 582 361
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**8 733 961 213**	**9 729 573 361**

428	**CENTRE NAT RESS EDUC NON FORMELLE (CNR-ENF)**		
	Budget d'Etat	961 333 000	961 333 000
	Ressources Propres	25 000 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**986 333 000**	**961 333 000**
429	**UNIVERSITE DES SCIENCES SOCIALES ET DE GESTION (USSG)**		
	Budget d'Etat	5 437 978 000	6 136 963 000
	Ressources Propres	964 319 200	944 940 500
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**6 402 297 200**	**7 081 903 500**
430	**INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHAMED BABA (IHER-IAB)**		
	Budget d'Etat	440 428 000	614 140 000
	Ressources Propres	4 625 829	5 842 632
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**445 053 829**	**619 982 632**
431	**UNIVERSITE DES SCIENCES JURIDIQUES ET POLITIQUES DE BAMAKO (USJPB)**		
	Budget d'Etat	6 013 367 000	6 654 095 000
	Ressources Propres	187 085 178	196 492 000
	Appui Autres Partenaires		149 604 070
	Total	**6 200 452 178**	**7 000 191 070**
432	**ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES**		
	Budget d'Etat	614 896 000	571 577 000
	Ressources Propres	21 500 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**636 396 000**	**571 577 000**
433	**ECOLE SUP. JOURNALISME & SCIENCES COM.**		
	Budget d'Etat	401 925 000	447 277 000
	Ressources Propres	39 610 000	31 575 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**441 535 000**	**478 852 000**
434	**CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT EN STATISTIQUE (CFT-STAT)**		
	Budget d'Etat	1 245 548 000	915 548 000
	Ressources Propres	56 736 000	43 002 500
	Appui Autres Partenaires	158 840 000	
	Total	**1 461 124 000**	**958 550 500**
435	**INSTITUT DE PEDAGOGIE UNIVERSITAIRE (IPU)**		
	Budget d'Etat	736 000 000	820 064 000
	Ressources Propres		31 320 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**736 000 000**	**851 384 000**
436	**CENTRE D'ETUDES & RENFORCEMENT CAPACITES ANALYSE & PLAIDOYER (CERCAP)**		
	Budget d'Etat	200 000 000	205 000 000
	Ressources Propres		440 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**200 000 000**	**205 440 000**
511	**CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO (CICB)**		
	Budget d'Etat	306 295 000	306 295 000
	Ressources Propres	1 091 350 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 397 645 000**	**306 295 000**
512	**MUSEE NATIONAL (MNM)**		
	Budget d'Etat	328 078 000	628 078 000
	Ressources Propres	40 000 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**368 078 000**	**628 078 000**
513	**FONDS D'APPUI A L'INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE**		
	Budget d'Etat	200 500 000	200 500 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**200 500 000**	**200 500 000**
514	**PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA**		
	Budget d'Etat	692 639 000	522 356 000
	Ressources Propres	166 230 000	117 940 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**858 869 000**	**640 296 000**

516	**BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR (BUMDA)**		
	Budget d'Etat	134 910 000	140 513 000
	Ressources Propres	550 000 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**684 910 000**	**140 513 000**
517	**CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI (CNCM)**		
	Budget d'Etat	360 188 000	338 910 000
	Ressources Propres	85 545 600	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**445 733 600**	**338 910 000**
518	**CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K. (CAMMBK)**		
	Budget d'Etat	1 094 504 000	859 592 000
	Ressources Propres	54 070 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 148 574 000**	**859 592 000**
519	**MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE (MAP)**		
	Budget d'Etat	88 692 000	388 692 000
	Ressources Propres	5 500 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**94 192 000**	**388 692 000**
522	**CENTRE NATIONAL DE LA PROMOTION DU VOLONTARIAT (CNPVM)**		
	Budget d'Etat	212 204 000	212 204 000
	Ressources Propres	40 000 000	
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total	**252 204 000**	**212 204 000**
523	**INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS (INJS)**		
	Budget d'Etat	578 662 000	589 674 000
	Ressources Propres	12 477 500	25 800 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**591 139 500**	**615 474 000**
524	**SERVICE NATIONAL DES JEUNES (SNJ)**		
	Budget d'Etat	1 768 773 000	1 768 772 000
	Ressources Propres	5 000 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 773 773 000**	**1 768 772 000**
611	**CENTRE DE MEDECINE DU SPORT**		
	Budget d'Etat	100 000 000	100 000 000
	Ressources Propres		54 924 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**100 000 000**	**154 924 000**
615	**HOPITAL GABRIEL TOURE**		
	Budget d'Etat	3 151 119 000	3 427 096 000
	Ressources Propres	2 022 440 423	2 123 562 444
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**3 151 119 000**	**5 550 658 444**
616	**HOPITAL DU MALI**		
	Budget d'Etat	4 332 181 000	3 998 325 000
	Ressources Propres	1 292 700 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**5 624 881 000**	**3 998 325 000**
617	**HOPITAL DU POINT G**		
	Budget d'Etat	5 107 086 000	5 287 514 000
	Ressources Propres	1 028 119 598	1 068 811 486
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**6 135 205 598**	**6 356 325 486**
618	**AGENCE NATIONALE TELESANTE INFORM. MEDICALE (ANTIM)**		
	Budget d'Etat	1 318 622 000	1 211 427 000
	Ressources Propres	85 000 000	180 000 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 403 622 000**	**1 391 427 000**
619	**HOPITAL BOCAR SIDY SALL DE KATI (CHU)**		
	Budget d'Etat	1 345 482 000	1 620 948 000
	Ressources Propres	594 002 466	667 289 054
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 939 484 466**	**2 288 237 054**

620	**CENTRE RECHERCH. LUTTE CONTRE DR NOCYTOSE (CRLD)**		
	Budget d'Etat	1 056 063 000	778 643 000
	Ressources Propres	133 426 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 189 489 000**	**778 643 000**
623	**CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE (CNOS)**		
	Budget d'Etat	1 044 227 000	1 103 732 000
	Ressources Propres	390 000 000	383 520 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 434 227 000**	**1 487 252 000**
624	**INSTITUT NATIONAL DE RECH. EN SANTE PUBLIQUE (INSP)**		
	Budget d'Etat	1 621 377 000	2 701 645 000
	Ressources Propres	626 351 964	163 000 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**2 247 728 964**	**2 864 645 000**
625	**LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE (LNS)**		
	Budget d'Etat	782 675 000	859 228 000
	Ressources Propres	125 000 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**907 675 000**	**859 228 000**
627	**CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)**		
	Budget d'Etat	834 407 000	900 042 000
	Ressources Propres	63 651 747	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**898 058 747**	**900 042 000**
629	**Hpotal de Dermatologie du Mali (HDB) ex-CNAM**		
	Budget d'Etat	1 333 057 000	1 368 215 000
	Ressources Propres	177 000 000	195 000 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 510 057 000**	**1 563 215 000**
630	**AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX (ANEH)**		
	Budget d'Etat	298 105 000	315 184 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**298 105 000**	315 184 000
631	**INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SANTE (INFSS)**		
	Budget d'Etat	1 691 095 000	2 040 160 000
	Ressources Propres	380 000 000	320 000 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**2 071 095 000**	**2 360 160 000**
632	**INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)**		
	Budget d'Etat	1 026 092 000	1 163 611 000
	Ressources Propres	747 573 000	874 668 308
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 773 665 000**	**2 038 279 308**
633	**HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES**		
	Budget d'Etat	1 170 596 000	1 238 114 000
	Ressources Propres	691 109 653	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 861 705 653**	**1 238 114 000**
634	**HOPITAL DE SIKASSO**		
	Budget d'Etat	1 494 862 000	1 524 782 000
	Ressources Propres	615 637 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**2 110 499 000**	**1 524 782 000**
635	**HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU**		
	Budget d'Etat	1 305 349 000	1 393 328 000
	Ressources Propres	1 090 014 000	1 270 000 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**2 395 363 000**	**2 663 328 000**
636	**HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI**		
	Budget d'Etat	1 316 145 000	1 482 189 000
	Ressources Propres	593 909 900	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 910 054 900**	**1 482 189 000**

637	**HOPITAL DE TOMBOUCTOU**		
	Budget d'Etat	429 931 000	448 816 000
	Ressources Propres	227 127 468	311 545 981
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**657 058 468**	**760 361 981**
638	**HOPITAL DE GAO**		
	Budget d'Etat	788 374 000	802 924 000
	Ressources Propres	508 196 769	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 296 570 769**	**802 924 000**
645	**CITE DES ENFANTS (CE)**		
	Budget d'Etat	525 513 000	536 659 000
	Ressources Propres	62 244 483	68 150 000
	Appui Autres Partenaires		52 000 000
	Total	**587 757 483**	**656 809 000**
661	**Agence Malienne de la Mutualité Sociale**		
	Budget d'Etat	1 062 115 000	1 067 115 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 062 115 000**	**1 067 115 000**
665	**OFFICE NATIONAL DES PUPILLES EN REPUBLIQUE DU MALI**		
	Budget d'Etat	507 000 000	1 513 700 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**507 000 000**	**1 513 700 000**
666	**INSTITUT D'ETUDE & RECHERCHE EN GERONTO-GEREATRIE**		
	Budget d'Etat	336 662 000	308 835 000
	Ressources Propres	80 000 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**416 662 000**	**308 835 000**
667	**CENTRE NATIONAL D'APPUI A LA PROMOTION DE l'ECONOMIE SOCIALE & SOLIDAIRE (CNAPESS)**		
	Budget d'Etat	141 840 000	150 574 000
	Ressources Propres	10 000 000	31 000 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**151 840 000**	**181 574 000**
668	**CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE (CMSS)**		
	Budget d'Etat	8 011 422 000	8 433 681 000
	Ressources Propres	40 500 799 695	113 808 969 285
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**48 512 221 695**	**122 242 650 285**
670	**OBSERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (ODHD)**		
	Budget d'Etat	522 564 000	732 511 000
	Ressources Propres	2 000 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**524 564 000**	**732 511 000**
674	**INSTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX (INFTS)**		
	Budget d'Etat	721 509 000	942 637 000
	Ressources Propres	186 337 000	121 608 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**907 846 000**	**1 064 245 000**
676	**FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE**		
	Budget d'Etat	3 553 464 000	538 464 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**3 553 464 000**	**538 464 000**
677	**FONDATION POUR LA SOLIDARITE**		
	Budget d'Etat	358 500 000	360 000 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**358 500 000**	**360 000 000**
678	**CENTRE NATIONAL D'APPAREILLAGE & D'ORTHOPEDIE (CNAOM)**		
	Budget d'Etat	542 715 000	854 390 000
	Ressources Propres	85 600 000	120 000 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**628 315 000**	**974 390 000**

681	**AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE (ANAM)**		
	Budget d'Etat	1 193 400 000	1 209 740 000
	Ressources Propres	912 578 240	400 605 284
	Appui Autres Partenaires	198 469 940	
	Total	**2 304 448 180**	**1 610 345 284**
703	**INSTITUT NAT FORMAT PROFESS EN BAT TRANSP TRAV PU (INFP-BTP)**		
	Budget d'Etat	269 645 000	119 645 000
	Ressources Propres	408 500 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**678 145 000**	**119 645 000**
706	**INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI (IGM)**		
	Budget d'Etat	681 213 000	698 751 000
	Ressources Propres	242 000 000	349 150 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**923 213 000**	**1 047 901 000**
708	**CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL./BTP**		
	Budget d'Etat	388 408 000	397 418 000
	Ressources Propres	800 000 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 188 408 000**	**397 418 000**
710	**AUTORITE ROUTIERE**		
	Budget d'Etat	250 000 000	400 000 000
	Ressources Propres	34 020 000 000	
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total	**34 270 000 000**	
712	**AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE (ANAC)**		
	Budget d'Etat	236 550 000	236 550 000
	Ressources Propres	6 877 997 631	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**7 114 547 631**	**236 550 000**
713	**AGENCE NATIONALE DE LA METEOROLOGIE (ANM)**		
	Budget d'Etat	1 827 857 000	2 427 857 000
	Ressources Propres	3 791 981 302	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**5 619 838 302**	**2 427 857 000**
715	**AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)**		
	Budget d'Etat	316 768 000	391 683 000
	Ressources Propres	83 466 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**400 234 000**	**391 683 000**
716	**AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER (ABFN)**		
	Budget d'Etat	4 759 902 000	6 215 902 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**4 759 902 000**	**6 215 902 000**
717	**AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI (ANGESEM)**		
	Budget d'Etat	1 334 875 000	1 554 841 000
	Ressources Propres	30 000 000	
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total	**1 364 875 000**	**1 554 841 000**
718	**AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (AEDD)**		
	Budget d'Etat	1 200 611 000	1 369 284 000
	Ressources Propres	7 100 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 207 711 000**	**1 369 284 000**
719	**AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE**		
	Budget d'Etat		100 000 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	total		**100 000 000**
722	**AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE (AMADER)**		
	Budget d'Etat	33 196 312 000	36 425 163 000
	Ressources Propres	16 500 000	
	Appui Autres Partenaires	29 000 000	
	Total	**33 241 812 000**	**36 425 163 000**

723	**LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX (LNE)**		
	Budget d'Etat	445 630 000	665 253 000
	Ressources Propres	189 000 000	187 000 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**634 630 000**	852 253 000
724	**AUTORITE POUR L'AMENAGEMENT DE TAOUSSA (AAT)**		
	Budget d'Etat	8 784 062 000	12 227 064 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**8 784 062 000**	**12 227 064 000**
725	**AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI (AER)**		
	Budget d'Etat	525 660 000	610 028 000
	Ressources Propres		30 000 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**525 660 000**	**640 028 000**
727	**OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE**		
	Budget d'Etat		100 000 000
	Ressources Propres		685 000 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total		**785 000 000**
735	**OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI (ORTM)**		
	Budget d'Etat	6 193 310 000	6 393 310 000
	Ressources Propres	7 700 000 000	8 127 421 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**13 893 310 000**	**14 520 731 000**
737	**AGENCE MALIENNE DE PRESSE ET PUBLICITE (AMAP)**		
	Budget d'Etat	768 295 000	774 300 000
	Ressources Propres	2 340 000 000	2 020 548 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**3 108 295 000**	**2 794 848 000**
738	**AGENCE NATIONALE DE COM. DEVELOPPEMENT (ANCD)**		
	Budget d'Etat	436 762 000	446 762 000
	Ressources Propres	320 000 000	300 000 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**756 762 000**	**746 762 000**
739	**AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° & COMMUNICATION (AGETIC)**		
	Budget d'Etat	1 971 527 000	1 999 373 000
	Ressources Propres	900 000 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**2 871 527 000**	**1 999 373 000**
805	**OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'INDUSTRIE**		
	Budget d'Etat	129 250 000	149 250 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**129 250 000**	**149 250 000**
813	**CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE**		
	Budget d'Etat	96 722 000	97 508 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**96 722 000**	**97 508 000**
814	**CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)**		
	Budget d'Etat	1 035 520 000	1 070 520 000
	Ressources Propres	130 000 000	130 000 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 165 520 000**	**1 200 520 000**
816	**AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (API)**		
	Budget d'Etat	1 005 980 000	1 007 706 000
	Ressources Propres	407 379 422	400 000 000
	Appui Autres Partenaires	500 000 000	100 000 000
	Total	**1 913 359 422**	**1 507 706 000**
817	**AGENCE POUR LA PROMOTION DES EXPORTATIONS MALI (APEX-MALI)**		
	Budget d'Etat	202 976 000	210 760 000
	Ressources Propres	92 000 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**294 976 000**	**210 760 000**

819	**AGENCE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DES BIOCARBURANTS (ANADEB)**		
	Budget d'Etat	571 852 000	504 076 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**571 852 000**	**504 076 000**
823	**AGENCE DE GESTION DU MARCHE CENTRAL A POISSON DE BAMAKO (AGMCPB)**		
	Budget d'Etat	366 500 000	341 500 000
	Ressources Propres	351 895 000	448 685 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**718 395 000**	**790 185 000**
824	**AGENCE AMENAG TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION**		
	Budget d'Etat	9 898 001 000	17 819 328 000
	Ressources Propres	200 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**9 898 201 000**	**17 819 328 000**
825	**OFFICE DE LA HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)**		
	Budget d'Etat	1 025 619 000	945 619 000
	Ressources Propres	10 513 069 681	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**11 538 688 681**	**945 619 000**
826	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA VALLEE DU FLEUVE SENEGAL (ADFS)**		
	Budget d'Etat	4 936 999 000	2 212 171 000
	Ressources Propres	164 541 800	53 500 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**5 101 540 800**	**2 265 671 000**
827	**OFFICE RIZ MOPTI (ORM)**		
	Budget d'Etat	1 183 366 000	1 483 366 000
	Ressources Propres	422 103 989	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 605 469 989**	1 483 366 000
829	**OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE (ODRS)**		
	Budget d'Etat	886 492 000	886 492 000
	Ressources Propres	109 972 000	161 353 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**996 464 000**	**1 047 845 000**
831	**INSTITUT D'ECONOMIE RURALE**		
	Budget d'Etat	6 046 955 000	5 138 256 000
	Ressources Propres	140 000 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**6 186 955 000**	**5 138 256 000**
833	**LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)**		
	Budget d'Etat	870 850 000	870 850 000
	Ressources Propres	1 236 900 000	
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total	**2 107 750 000**	**870 850 000**
834	**LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO**		
	Budget d'Etat	60 783 000	60 783 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**60 783 000**	**60 783 000**
835	**OFFICE RIZ SEGOU (ORS)**		
	Budget d'Etat	2 466 151 000	1 798 916 000
	Ressources Propres	570 867 000	495 000 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**3 037 018 000**	**2 293 916 000**
836	**OFFICE DU MOYEN BANI**		
	Budget d'Etat	5 903 454 000	1 202 902 000
	Ressources Propres	57 256 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**5 960 710 000**	**1 202 902 000**
837	**OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA (OPIB)**		
	Budget d'Etat	681 063 000	610 020 000
	Ressources Propres	104 384 000	106 020 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**785 447 000**	**716 040 000**

839	**OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX (OPV)**		
	Budget d'Etat	637 003 000	656 082 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires	70 124 076	
	Total	**707 127 076**	**656 082 000**
840	**OFFICE DEVELOP. PECHE ET AQUACULTURE DELTA INTERIEUR NIGER**		
	Budget d'Etat	302 000 000	302 000 000
	Ressources Propres	30 000 000	84 700 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**332 000 000**	**386 700 000**
841	**OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE (OMVSF)**		
	Budget d'Etat	485 676 000	400 676 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**485 676 000**	**400 676 000**
842	**CENTRE NAT. INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE**		
	Budget d'Etat	1 016 863 000	799 847 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 016 863 000**	**799 847 000**
866	**BUREAU RESTRUCTURAT MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES**		
	Budget d'Etat	278 077 000	278 077 000
	Ressources Propres	36 175 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**314 252 000**	**278 077 000**
867	**AGENCE MALIENNE NORMALISAT PROMOT DE LA QUALITE**		
	Budget d'Etat	182 558 000	190 858 000
	Ressources Propres	70 000 000	
	Appui Autres Partenaires	233 463 894	
	Total	**486 021 894**	**190 858 000**
868	**CENTRE DE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT TEXTILE**		
	Budget d'Etat	807 028 000	722 958 000
	Ressources Propres	20 000 000	
	Appui Autres Partenaires	0	
	Total	**827 028 000**	722 958 000
869	**AGENCE NATIONALE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI**		
	Budget d'Etat	172 217 000	193 847 000
	Ressources Propres	1 640 000 000	
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 812 217 000**	**193 847 000**

II. CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

1. CREDITS BUDGETAIRES TRANSFERES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR NATURE ECONOMIQUE DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2021	**2020**	**2021**
PERSONNEL	0	38 833 421	32 347 060
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	0	35 408 553	36 011 154
DÉPLACEMENT & MISSION	0	1 545 888	1 656 493
COMMUNICATION & ENERGIE	0	57 000	83 500
AUTRES DÉPENSES	0	2 106 317	3 070 307
BOURSES	0	666 435	666 435
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	57 581 153	53 344 703	57 581 153
TRANSFERT ET SUBVENTION	0	21 452 217	23 596 846
COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR	61 626 713	40 000 000	61 626 713
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	25 170 000	11 140 000	25 170 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	0	13 793 000	8 707 061
APPUI BUDGÉTAIRE	2 214 500	3 186 000	2 214 500
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	0	178 570 049	204 939 962
Total :	**146 592 366**	**400 103 583**	**457 671 184**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Repartition fonctionnelle des ressources transférées par titre

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Fonction / Titre	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
Services généraux des administrations publiques			
Personnel		6 140 971	
Transferts et subventions	0	9 808 445	11 432 352
Investissement	19 365 486	19 417 784	19 365 486
TOTAL	**19 365 486**	**35 367 200**	**30 797 838**
Affaires économiques			
Personnel	0	139 031	154 906
Biens et services	0	309 535	328 360
Transferts et subventions	0	1 048 517	936 323
Investissement	67 846 713	42 613 325	67 846 713
TOTAL	**67 846 713**	**44 110 408**	**69 266 302**
Protection de l'environnement			
Biens et services	0	93 940	93 940
Investissement	4 950 000	7 680 000	7 072 000
TOTAL	**4 950 000**	**7 773 940**	**7 165 940**
Logement et équipements collectifs			
Investissement	7 700 000	13 563 000	13 095 000
TOTAL	**7 700 000**	**13 563 000**	**13 095 000**
Santé			
Personnel	0	27 344 833	14 436 228
Biens et services	0	867 798	2 123 813
Transferts et subventions	0	1 271 462	1 904 378
Investissement	2 700 000	151 519	2 700 000
TOTAL	**2 700 000**	**29 635 612**	**21 164 419**
Loisirs, culture et culte			
Personnel	0	43 288	44 447
Biens et services	0	170 091	170 091
Transferts et subventions	0	30 146	30 146
TOTAL	**0**	**243 525**	**244 684**
Enseignement			
Personnel	0	183 735 347	222 651 441
Biens et services	0	37 618 315	38 046 929
Transferts et subventions	0	9 960 082	9 960 082
Investissement	43 930 167	37 498 075	43 930 167
TOTAL	**43 930 167**	**268 811 819**	**314 588 619**
Protection sociale			
Biens et services	0	58 079	58 321
Investissement	100 000	540 000	1 290 061
TOTAL	**100 000**	**598 079**	**1 348 382**
TOTAL GENERAL	**146 592 366**	**400 103 583**	**457 671 184**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
central			
MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS			
Portion centrale	10 000	7 000	10 000
Total :	**10 000**	**7 000**	**10 000**
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
Portion centrale	30 000	35 000	30 000
Total :	**30 000**	**35 000**	**30 000**
AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES			
Portion centrale	0	712 143	1 150 039
Total :	**0**	**712 143**	**1 150 039**
MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE			
Portion centrale	10 000	0	10 000
Total :	**10 000**	**0**	**10 000**
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
Portion centrale	9 881 343	20 784 548	24 330 301
Multi-régionaux	1 500 000	2 300 000	1 500 000
Total :	**11 381 343**	**23 084 548**	**25 830 301**
Total	**11 431 343**	**23 838 691**	**27 030 340**
Conseil Régional			
AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI			
Portion centrale	0	699 035	699 035
Total :	**0**	**699 035**	**699 035**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES			
Region de Kayes	19 000	189 000	192 609
Total :	**19 000**	**189 000**	**192 609**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO			
Region de Koulikoro	19 000	189 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO			
Region de Sikasso	19 000	189 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU			
Region de Segou	19 000	189 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**	**189 000**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
Conseil Régional			
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TAOUDENIT			
Region de Taoudénit	19 000	50 000	122 000
Total :	**19 000**	**50 000**	**122 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MENAKA			
Region de Menaka	19 000	50 000	122 000
Total :	**19 000**	**50 000**	**122 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI			
Region de Mopti	19 000	189 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**	**189 000**
AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES			
Portion centrale	0	113 544	113 544
Total :	**0**	**113 544**	**113 544**
CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Portion centrale	47 500	393 722	393 722
Total :	**47 500**	**393 722**	**393 722**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.			
Region de Tombouctou	19 000	189 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO			
Region de Gao	19 000	189 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL			
Region de Kidal	19 000	189 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT			
District de Bamako	19 000	189 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**	**189 000**
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
Portion centrale	0	68 400	68 400
Total :	**0**	**68 400**	**68 400**
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
Portion centrale	100 000	540 000	1 290 061
Multi-régionaux	120 000	150 000	120 000
Total :	**220 000**	**690 000**	**1 410 061**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
Conseil Régional			
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
Multi-régionaux	1 200 000	1 100 000	1 200 000
Total :	**1 200 000**	**1 100 000**	**1 200 000**
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
District de Bamako	300 000	300 000	300 000
Total :	**300 000**	**300 000**	**300 000**
MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Portion centrale	200 000	11 063 000	5 595 000
Multi-régionaux	7 650 000	5 380 000	9 772 000
Total :	**7 850 000**	**16 443 000**	**15 367 000**
OFFICE DEVELOP. PECHE ET AQUACULTURE DELTA INTERIEUR NIGER			
Region de Mopti	0	152 000	152 000
Total :	**0**	**152 000**	**152 000**
DISTRICT DE BAMAKO			
District de Bamako	380 000	5 466 153	5 353 977
Total :	**380 000**	**5 466 153**	**5 353 977**
REGION DE KAYES			
Region de Kayes	2 053 579	4 561 388	4 548 281
Total :	**2 053 579**	**4 561 388**	**4 548 281**
REGION DE KOULIKORO			
Region de Koulikoro	372 000	420 226	420 226
Total :	**372 000**	**420 226**	**420 226**
REGION DE SIKASSO			
Region de Sikasso	4 207 746	14 123 109	9 248 741
Total :	**4 207 746**	**14 123 109**	**9 248 741**
REGION DE SEGOU			
Region de Segou	427 114	6 175 036	3 524 809
Cercle de Barouéli	0	21 482	21 482
Cercle de Niono	0	21 482	21 482
Cercle de San	4 157	0	20 838
Total :	**431 271**	**6 218 000**	**3 588 611**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
Conseil Régional			
REGION DE MOPTI			
Region de Mopti	1 557 592	4 483 567	4 061 054
Cercle de Bandiagara	0	18 394	21 881
Cercle de Djénné	0	17 558	16 206
Total :	**1 557 592**	**4 519 519**	**4 099 141**
REGION DE TOMBOUCTOU			
Region de Tombouctou	917 416	1 670 871	1 955 526
Total :	**917 416**	**1 670 871**	**1 955 526**
REGION DE GAO			
Region de Gao	608 400	1 606 719	1 618 924
Total :	**608 400**	**1 606 719**	**1 618 924**
REGION DE KIDAL			
Region de Kidal	372 000	516 287	557 937
Total :	**372 000**	**516 287**	**557 937**
REGION DE TAOUDENIT			
Region de Taoudénit	372 000	418 024	418 024
Total :	**372 000**	**418 024**	**418 024**
REGION DE MENAKA			
Region de Menaka	372 000	549 585	552 292
Total :	**372 000**	**549 585**	**552 292**
CHARGES COMMUNES			
Portion centrale	4 500 000	4 500 000	4 500 000
Total :	**4 500 000**	**4 500 000**	**4 500 000**
Total	**25 970 504**	**66 330 582**	**58 514 051**
Conseil de Cercle			
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
Portion centrale	0	7 220	7 220
Total :	**0**	**7 220**	**7 220**
DISTRICT DE BAMAKO			
District de Bamako	10 843 137	21 682 208	21 630 779
Total :	**10 843 137**	**21 682 208**	**21 630 779**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
Conseil de Cercle			
REGION DE KAYES			
Cercle de Kayes	321 461	1 150 790	1 302 495
Cercle de Bafoulabé	128 166	428 607	527 391
Cercle de Diéma	27 872	255 270	324 849
Cercle de Kéniéba	27 872	311 673	393 005
Cercle de Kita	195 104	871 921	1 064 901
Cercle de Nioro du Sahel	27 872	474 632	615 069
Cercle de Yélimané	30 128	553 297	575 215
Total :	**758 475**	**4 046 190**	**4 802 925**
REGION DE KOULIKORO			
Cercle de Koulikoro	3 390 862	5 778 323	7 800 663
Cercle de Banamba	14 028	242 334	296 484
Cercle de Dioïla	184 548	477 594	569 858
Cercle de Kangaba	17 808	172 055	218 367
Cercle de Kati	2 534 616	4 720 198	4 930 917
Cercle de Kolokani	2 688	226 209	270 950
Cercle de Nara	16 464	174 685	223 290
Total :	**6 161 014**	**11 791 398**	**14 310 529**
REGION DE SIKASSO			
Cercle de Kati		10 054	
Cercle de Sikasso	599 456	1 674 389	2 444 057
Cercle de Bougouni	78 232	419 548	665 384
Cercle de Kadiolo	58 344	318 062	504 385
Cercle de Kolondiéba	17 160	163 604	260 642
Cercle de Koutiala	431 464	1 055 222	1 377 782
Cercle de Yanfolila	17 512	268 128	411 660
Cercle de Yorosso	41 536	256 643	330 937
Total :	**1 243 704**	**4 165 650**	**5 994 847**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Conseil de Cercle		
REGION DE SEGOU			
Cercle de Ségou	826 656	576 986	2 138 909
Cercle de Barouéli	16 800	156 868	269 879
Cercle de Bla	189 888	139 703	504 609
Cercle de Macina	8 064	103 651	243 407
Cercle de Niono	288 672	126 207	633 638
Cercle de San	521 664	293 150	1 208 066
Cercle de Tominian	40 800	245 265	469 130
Total :	**1 892 544**	**1 641 830**	**5 467 638**
REGION DE MOPTI			
Cercle de Mopti	296 895	860 734	1 107 189
Cercle de Bandiagara	42 620	257 150	394 030
Cercle de Bankass	23 840	200 961	269 965
Cercle de Djénné	23 040	117 718	147 413
Cercle de Douentza	1 200	161 429	240 216
Cercle de Koro	94 480	310 138	489 302
Cercle de Tenenkou	0	81 434	115 101
Cercle de Youwarou	0	76 211	132 658
Total :	**482 075**	**2 065 775**	**2 895 874**
REGION DE TOMBOUCTOU			
Cercle de Tombouctou	100 000	958 439	361 730
Cercle de Diré	0	136 777	68 068
Cercle de Goundam	0	140 669	71 960
Cercle de Gourma-Rharous	0	136 657	67 948
Cercle de Niafunké	0	139 327	70 618
Total :	**100 000**	**1 511 869**	**640 324**
REGION DE GAO			
Cercle de Gao	226 360	695 316	759 355
Cercle d'Ansongo	0	147 364	135 364
COMMUNE DE ANSONGO	0	0	2 000
Cercle de Bourem	0	75 261	100 261
COMMUNE URBAINE DE BOUREM	0	0	2 000
Total :	**226 360**	**917 941**	**998 980**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
Conseil de Cercle			
REGION DE KIDAL			
Cercle de Kidal	0	803 101	770 896
Cercle d'Abeïbara	0	16 866	29 750
Cercle de Tessalit	0	17 796	30 680
Cercle de Tin-Essako	0	18 766	29 650
Total :	**0**	**856 529**	**860 976**
REGION DE TAOUDENIT			
Region de Taoudénit	0	0	169 626
Total :	**0**	**0**	**169 626**
REGION DE MENAKA			
Region de Menaka	0	16 263	238 638
Total :	**0**	**16 263**	**238 638**
Total	**21 707 309**	**48 702 873**	**58 018 356**
Commune			
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
COMMUNE DE KALABANCORO	11 307	12 308	33 307
Total :	**11 307**	**12 308**	**33 307**
DISTRICT DE BAMAKO			
District de Bamako	0	24 604	24 604
Commune I	36 788	2 426 462	3 359 983
Commune II	24 162	2 250 727	3 000 735
Commune III	14 409	2 918 437	3 857 229
Commune IV	38 706	2 633 488	3 785 427
Commune V	72 656	3 590 264	5 051 158
Commune VI	76 338	3 443 838	5 063 351
Total :	**263 059**	**17 287 820**	**24 142 487**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE KAYES			
Region de Kayes	0	109 161	107 615
COMMUNE DE BANGASSI	0	185 524	152 368
COMMUNE DE COLIMBINE	0	155 656	145 586
COMMUNE DE DIAMOU	0	214 326	231 649
COMMUNE DE DJELEBOU	0	254 522	199 480
COMMUNE DE FALEME	0	202 302	181 727
COMMUNE GORY-GOPELA	0	74 331	65 627
COMMUNE GUIDIMAKAN KERI KAFO	0	150 980	128 913
COMMUNE DE HAWA DEMBAYA	0	194 746	182 845
COMMUNE DE KARAKORO	0	91 378	91 945
COMMUNE DE KEMENE TAMBA	5 992	308 467	275 282
COMMUNE DE KHOULOUM	0	336 900	361 094
COMMUNE DE KOUSSANE	0	169 324	156 045
COMMUNE DE LIBERTE DEMBAYA	0	213 921	258 842
COMMUNE DE LOGO	0	2 047 717	218 264
COMMUNE DE MARENA-DIOMBOUGOU	0	177 251	172 062
COMMUNE DE TAFARCIRGA	0	170 806	138 959
COMMUNE DE MARINTOUMANIA	0	82 467	89 492
COMMUNE DE SADIOLA	0	347 902	344 941
COMMUNE DE SAHEL	0	101 074	79 129
COMMUNE DE SAME-DIOMGOMA	0	215 839	215 469
COMMUNE DE SEGALA	0	220 083	225 159
COMMUNE DE SERO-DIAMANOU	0	161 871	170 629
COMMUNE DE SONY	0	133 003	104 081
COMMUNE URBAINE DE KOUNIAKARY	0	80 373	77 063
COMMUNE URBAINE DE SOMANKIDY	0	56 713	54 944
COMMUNE URBAINE DE GOUMERA	0	55 034	52 232
COMMUNE URBAINE DE FEGUI	0	72 758	61 093
COMMUNE URBAINE DE KAYES	31 636	3 405 206	2 413 763
COMMUNE DE BAFOULABE	13 260	762 668	752 125
COMMUNE BAMAFELE	0	374 095	301 903
COMMUNE DE DIAKON	0	248 802	150 465
COMMUNE DE DIALLAN	0	101 917	86 391

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE DIOHELI	0	143 760	114 820
COMMUNE DE KOUNDIAN	0	258 484	204 439
COMMUNE DE MAHINA	0	516 585	514 270
COMMUNE DE NIAMBIA	0	73 430	56 401
COMMUNE DE OUALIA	0	283 447	247 093
COMMUNE DE TOMORA	4 746	349 174	320 984
COMMUNE DE GOUNFAN	0	67 918	44 131
COMMUNE DE KOUTELA	0	148 552	125 383
COMMUNE DE SIDIBELA	0	94 556	46 479
COMMUNE DE BEMA	0	93 512	102 539
COMMUNE DE DIANGOUNTE-CAMARA	0	233 008	235 168
COMMUNE DE DIANGUIRDE	0	98 224	92 584
COMMUNE DE DIEMA	7 993	516 771	534 386
COMMUNE DE DIEOURA	0	106 483	101 314
COMMUNE DE DIOUMARA-KOUSSATA	0	142 668	132 746
COMMUNE DE GUEDIBINE	0	35 666	39 424
COMMUNE DE FASSOUDEBE	0	38 703	34 056
COMMUNE DE GOMITRADOUGOU	0	96 843	84 907
COMMUNE DE GROUMERA	0	30 831	39 354
COMMUNE DE LAKAMANE	0	133 020	125 032
COMMUNE DE LAMBIDOU	0	121 491	123 380
COMMUNE DE MADIGA-SACKO	0	111 308	101 819
COMMUNE DE SANSANKIDE	0	55 191	54 087
COMMUNE URBAINE DE FATAO	0	123 600	115 391
COMMUNE DE BAYE	0	116 480	127 881
COMMUNE DE DABIA	0	186 953	168 918
COMMUNE DE DIALAFARA	0	231 610	194 417
COMMUNE DE DOMBIA	0	57 587	60 233
COMMUNE DE FALEA	0	94 928	101 588
COMMUNE DE FARABA	0	85 526	85 668
COMMUNE DE GUENEGORE	0	142 375	138 763
COMMUNE DE KASSAMA	0	250 289	242 411
COMMUNE DE KENIEBA	10 193	737 760	720 816

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE KOUROUKOTO	0	60 887	49 318
COMMUNE DE SAGALO	0	167 975	152 165
COMMUNE DE SITAKILLY	0	328 146	333 609
COMMUNE DE BENDOUGOU	0	173 081	177 314
COMMUNE DE BENKADI FOUNIA	0	117 058	128 647
COMMUNE DE BOUGARIBAYA	0	134 980	110 346
COMMUNE DE DJIDIAN	0	262 403	221 801
COMMUNE DE GADOUGOU I	0	224 114	169 763
COMMUNE DE GADOUGOU II	0	69 154	56 041
COMMUNE DE KASSARO	0	272 136	260 745
COMMUNE DE KITA NORD	0	106 243	78 471
COMMUNE DE BOUDOFO	0	95 712	90 843
COMMUNE DE KITA OUEST	0	232 455	228 812
COMMUNE DE BADIA	0	149 180	146 480
COMMUNE DE KOBRI	0	102 856	115 027
COMMUNE DE KOULOU	0	85 070	48 223
COMMUNE DE MADINA	0	249 847	144 868
COMMUNE DE KOTOUBA	0	69 364	56 846
COMMUNE DE MAKANO	0	132 646	96 457
COMMUNE DE NAMALA GUIMBA	0	97 638	94 948
COMMUNE DE NIANTANSO	0	43 473	30 435
COMMUNE DE SABOULA	0	96 986	75 270
COMMUNE DE SOURANSAN-TOMOTO	0	107 291	98 284
COMMUNE DE SEBEKORO	6 502	637 382	541 554
COMMUNE DE GUEMOUKOURABA	0	112 112	72 284
COMMUNE DE DJOUGOUN	0	105 188	57 055
COMMUNE DE DINDANKO	0	100 446	79 400
COMMUNE DE SEFETO NORD	0	130 985	92 328
COMMUNE DE SEFETO OUEST	0	187 175	114 475
COMMUNE DE SENKO	0	88 427	54 992
COMMUNE DE SIRAKORO	0	127 353	88 774
COMMUNE DE TAMBAGA	0	116 643	95 796
COMMUNE DE TOUKOTO	4 638	168 286	195 585

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE KOKOFATA	0	154 634	122 630
COMMUNE URBAINE DE KITA	17 979	1 662 574	1 800 252
COMMUNE DE KOUROUNIKOTO	0	48 112	31 117
COMMUNE DE BANIERE-KORE	0	54 778	51 508
COMMUNE DE DIABIGUE	0	58 384	63 841
COMMUNE DE DIARRA	0	81 683	83 570
COMMUNE DE DIAYE-COURA	0	87 012	91 892
COMMUNE DE GAVINANE	0	100 200	96 178
COMMUNE DE GOGUI	0	162 314	165 537
COMMUNE DE GUETEMA	0	69 423	63 038
COMMUNE DE GADIABA-KADIEL	0	106 338	122 517
COMMUNE DE KORERA-KORE	0	96 537	104 650
COMMUNE DE NIORO TOOGOUBE RANGABE	0	124 019	126 153
COMMUNE DE SANDARE	0	310 342	309 406
COMMUNE DE SIMBI	0	77 047	80 795
COMMUNE DE YERERE	0	142 152	144 568
COMMUNE URBAINE DE TROUNGOUMBE	0	131 996	137 987
COMMUNE URBAINE YOURI	0	73 153	69 609
COMMUNE URBAINE DE NIORO	8 557	892 177	881 075
Cercle de Yélimané	0	3 827	3 827
COMMUNE DE DIAFOUNOU GORY	0	349 617	192 928
COMMUNE DE DIAFOUNOU-DIONGAGA	0	100 982	87 965
COMMUNE DE FANGA	0	61 781	66 859
COMMUNE DE GORY	0	121 802	94 688
COMMUNE DE GUIDIME	0	423 802	427 902
COMMUNE DE KREMIS	0	75 984	60 060
COMMUNE DE KIRANE KANIAGA	0	333 045	244 365
COMMUNE DE KONSIGA	0	92 996	72 701
COMMUNE DE MAREKAFFO	0	44 442	35 684
COMMUNE DE SOUMPOU	0	36 503	32 976
COMMUNE DE TRINGA	0	94 229	105 491
COMMUNE URBAINE DE TOYA	0	56 248	76 252
Total :	**111 496**	**28 634 675**	**24 083 041**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE KOULIKORO			
Region de Koulikoro	0	137 713	127 377
COMMUNE DE DINANDOUGOU	0	167 542	168 678
COMMUNE DE KOULA	0	179 862	183 997
COMMUNE DE DOUMBA	0	140 304	144 653
COMMUNE DE MEGUETAN	0	492 731	501 215
COMMUNE DE NYAMINA	0	267 816	272 579
COMMUNE DE SIRAKOROLA	0	288 664	292 710
COMMUNE DE TIENFALA	0	181 615	183 696
COMMUNE DE TOUGOUNI	0	125 961	127 030
COMMUNE URBAINE DE KOULIKORO	15 560	2 471 123	2 398 485
COMMUNE DE BANAMBA	10 323	762 801	768 960
COMMUNE DE BEN KADI	0	120 565	121 634
COMMUNE DE BORON	0	260 076	261 349
COMMUNE DE SEBETE	0	49 811	50 880
COMMUNE DE DUGUWOLOWULA	0	259 257	263 072
COMMUNE DE KIBAN	0	90 606	91 675
COMMUNE DE MADINA-SACKO	0	201 678	205 717
COMMUNE DE TOUBACORO	0	151 330	152 399
COMMUNE DE TOUBAKOROBA	0	98 129	100 449
COMMUNE DE BANCO	0	228 513	229 854
COMMUNE DE BENKADI	0	75 676	76 745
COMMUNE DE BINKO	0	186 183	189 694
COMMUNE DE DEGNEKORO	0	109 914	111 991
COMMUNE DE DIEDOUGOU	4 457	367 060	386 598
COMMUNE DE DIOUMAN	0	103 681	106 385
COMMUNE DE DOLENDOUGOU	0	86 462	88 489
COMMUNE DE GUEGNEKA	10 522	798 488	807 101
COMMUNE DE KALADOUGOU	13 617	1 035 573	1 070 719
COMMUNE DE KEMEKAFO	0	191 624	195 152
COMMUNE DE KERELA	0	122 442	124 493
COMMUNE DE MASSIGUI	0	327 341	328 752
COMMUNE DE NANGOLA	0	163 016	164 085
COMMUNE DE NIANTJILA	0	93 673	96 727

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE DE N'DOLONDOUGOU	0	133 640	135 392
COMMUNE DE DIEBE	0	58 364	59 433
COMMUNE DE N'GARADOUGOU	0	70 399	71 535
COMMUNE DE N'GOLOBOUGOU	0	114 412	119 766
COMMUNE DE TENINDOUGOU	0	111 103	112 165
COMMUNE DE WACORO	0	118 518	119 587
COMMUNE DE ZAN COULIBALY	0	242 166	245 685
COMMUNE DE JEKAFO	0	73 395	75 679
COMMUNE DE KILIDOUGOU	0	115 141	128 843
COMMUNE DE BENKADI	0	159 449	165 237
COMMUNE DE SELEFOUGOU	0	70 355	72 637
COMMUNE DE MINIDIAN	7 408	752 789	787 293
COMMUNE DE NARENA	0	267 758	271 109
COMMUNE DE BALAN-BAKAMA	0	127 997	130 072
COMMUNE DE NOUGA	0	125 022	127 339
COMMUNE DE KANIOGO	0	255 297	257 961
COMMUNE DE KARAN	0	116 124	118 554
COMMUNE DE MARAMANDOUGOU	0	151 650	153 628
COMMUNE DE BAGUINEDA-CAMP	16 203	1 182 082	1 206 749
COMMUNE DE BANCOUMANA	0	290 058	292 036
COMMUNE DE BOSSOFLA	0	150 044	152 354
COMMUNE DE BOUGOULA	0	128 904	129 973
COMMUNE DE DABAN	0	144 927	145 996
COMMUNE DE DIALAKOROBA	0	317 944	320 312
COMMUNE DE DIALAKORODJI	0	238 303	244 355
COMMUNE DE DIEDOUGOU	0	89 669	91 331
COMMUNE DE DIO GARE	0	217 645	222 106
COMMUNE DE DOGODOUMAN	0	214 963	220 799
COMMUNE DE DOMBILA	0	110 618	112 632
COMMUNE DE FARABA	0	80 821	83 074
COMMUNE DE TIAKADOUGOU-DIALAKORO	0	57 108	59 406
COMMUNE DE KALABANCORO	39 773	2 446 236	2 543 529
COMMUNE DE KALIFABOUGOU	0	118 409	141 288

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE DE KAMBILA	0	290 528	292 043
COMMUNE DE KOUROUBA	0	96 739	99 085
COMMUNE DE MANDE	0	779 550	800 777
COMMUNE DE MORIBABOUGOU	0	270 458	273 720
COMMUNE DE N'GABACORO-DROIT	0	161 068	163 368
COMMUNE DE NIAGADINA	0	86 933	89 547
COMMUNE DE MOUNTOUGOULA	0	500 127	504 358
COMMUNE DE N'GOURABA	0	230 282	231 740
COMMUNE DE N'TJIBA	0	133 090	134 181
COMMUNE DE OUELESSEBOUGOU	7 522	985 758	990 896
COMMUNE DE SAFO	0	225 267	229 488
COMMUNE DE SANANKORO-DJITOUMOU	0	117 642	118 731
COMMUNE DE SANANKOROBA	0	580 420	584 292
COMMUNE DE SIBY	0	306 625	308 804
COMMUNE DE NIOUMA-MAKAMA	0	94 565	95 634
COMMUNE DE DOUBABOUGOU	0	159 162	160 611
COMMUNE DE DIAGO	0	136 066	139 065
COMMUNE DE TIELE	0	180 623	184 497
COMMUNE DE YELEKEBOUGOU	0	112 991	114 060
COMMUNE DE SANGAREBOUGOU	18 327	572 605	583 707
COMMUNE DE KATI	22 229	2 178 068	2 138 446
COMMUNE DE SOBRA	0	77 645	79 870
COMMUNE DE DIDIENI	0	250 289	257 892
COMMUNE DE GUIHOYO	0	189 040	190 176
COMMUNE DE KOLOKANI	40 466	1 006 781	1 055 038
COMMUNE DE MANSATONLA	0	254 130	256 978
COMMUNE DE NONKON	0	182 444	185 083
COMMUNE DE NOSSOMBOUGOU	3 186	416 604	405 168
COMMUNE DE OUOLODO	0	132 426	135 065
COMMUNE DE SAGABALA	0	162 330	168 057
COMMUNE DE SEBECORO I	0	194 883	196 990
COMMUNE DE TIORIBOUGOU	0	171 829	172 876
COMMUNE DE ALLAHINA	0	63 136	66 039

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE DE DABO	0	61 842	65 999
COMMUNE DE DILLY	0	133 168	136 585
COMMUNE DE DOGOFRY	0	234 043	238 141
COMMUNE DE FALLOU	0	206 880	211 370
COMMUNE DE GUENEIBE	0	41 194	43 939
COMMUNE DE GUIRE	0	85 053	87 978
COMMUNE DE KORONGA	0	43 063	45 988
COMMUNE DE NARA	8 957	702 879	725 365
COMMUNE DE NIAMANA	0	204 303	205 795
COMMUNE DE OUAGADOU	0	162 376	163 542
Total :	**218 550**	**32 363 445**	**32 842 179**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE SIKASSO			
Region de Sikasso	0	7 875	7 875
COMMUNE DE WATENI	0	90 413	91 479
COMMUNE DE ZANIENA	0	94 059	115 570
COMMUNE DE MINIKO	0	54 735	61 032
COMMUNE DE N'TJIKOUNA	0	42 517	55 439
COMMUNE DE NIENA	10 870	599 441	947 914
COMMUNE DE KAPOLONDOUGOU	6 149	188 191	309 258
COMMUNE DE ZANFEREBOUGOU	0	58 840	109 329
COMMUNE DE FARAKALA	0	135 375	197 489
COMMUNE DE KOFAN	0	141 834	157 880
COMMUNE DE FINKOLO-GANADOUGOU	0	139 992	170 563
COMMUNE DE LOBOUGOULA	0	187 602	268 608
COMMUNE DE KOLOKOBA	0	70 476	85 854
COMMUNE DE SANZANA	0	91 246	130 416
COMMUNE DE DOUMANABA	0	133 278	208 265
COMMUNE DE KOUROUMA	0	105 965	138 501
COMMUNE DE KIGNAN	6 813	207 394	363 724
COMMUNE DE TELLA	0	50 287	90 437
COMMUNE DE KOUMANKOU	0	68 260	104 619
COMMUNE DE DIALAKORO	0	37 984	58 785
COMMUNE DE NONGO-SOUALA	0	67 137	116 215
COMMUNE DE DANDERESSO	0	171 754	267 293
COMMUNE DE KLELA	6 400	188 540	319 245
COMMUNE DE FAMA	0	78 852	126 953
COMMUNE DE GONGASSO	0	125 797	199 347
COMMUNE DE KOUORO	0	81 768	158 892
COMMUNE DE KABARASSO	0	45 085	69 744
COMMUNE DE DOGONI	0	77 020	113 023
COMMUNE DE BLENDIO	0	109 554	161 920
COMMUNE DE BENKADI	0	97 986	108 023
COMMUNE DE DEMBELA	0	94 710	124 374
COMMUNE DE TIANKADI	0	41 874	60 533
COMMUNE DE PIMPERNA	0	55 725	83 434

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE NATIEN	0	47 864	108 789
COMMUNE DE MISSIRIKORO	0	47 211	108 264
COMMUNE SOKOURANI-MISSIRIKORO	0	32 814	55 070
COMMUNE DE KAPALA	0	67 295	100 730
COMMUNE DE FINKOLO	0	108 049	211 531
COMMUNE DE KAFOZIELA	0	33 367	60 872
COMMUNE DE ZANGARADOUGOU	0	33 536	75 071
COMMUNE DE DIOMATENE	0	47 539	92 728
COMMUNE DE KABOILA	0	159 284	289 549
COMMUNE URBAINE DE SIKASSO	49 891	5 060 866	4 991 903
COMMUNE DE MIRIA	0	91 688	113 085
COMMUNE DE ZANTIEBOUGOU	0	186 796	249 003
COMMUNE DE KOUMANTOU	15 084	684 168	879 768
COMMUNE DE GARALO	8 142	208 199	301 016
COMMUNE DE DEFINA	0	50 182	57 153
COMMUNE DE BLADIE-TIEMALA	0	32 282	41 865
COMMUNE DE SANSO	0	146 126	240 948
COMMUNE DE DOMBA	0	109 021	139 649
COMMUNE DE WOLA	0	100 315	143 825
COMMUNE DE DEBELIN	0	66 382	78 200
COMMUNE DE MERIDIELA	0	72 016	96 487
COMMUNE DE DOGO	0	233 774	289 167
COMMUNE DE KELEYA	0	138 089	214 818
COMMUNE DE SYEN TOULA	0	75 751	116 782
COMMUNE DE OUROUN	0	40 030	46 345
COMMUNE DE FARAGOUARAN	0	54 989	79 276
COMMUNE DE SIDO	0	110 074	145 840
COMMUNE DE KOKELE	0	50 217	64 912
COMMUNE DE KOLA	0	41 975	77 853
COMMUNE DE FARADIELE	0	44 557	44 557
COMMUNE URBAINE DE BOUGOUNI	30 001	1 583 412	2 241 693
COMMUNE DE DANON	0	96 809	128 875
COMMUNE DE KOUROULAMINI	0	59 089	95 638

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE TIEMALA BANIMONOTIE	0	81 383	119 328
COMMUNE DE SIBIRILA	0	125 423	161 093
COMMUNE DE YININDOUGOU	0	63 392	65 688
COMMUNE DE YIRIDOUGOU	0	55 640	75 204
COMMUNE DE DIOUMATENE	0	62 065	77 605
COMMUNE DE DIOU	0	25 150	49 946
COMMUNE DE ZEGOUA	0	123 223	223 245
COMMUNE DE KADIOLO	15 008	742 657	1 101 952
COMMUNE DE KAI	0	38 030	41 343
COMMUNE DE NIMBOUGOU	0	56 609	73 962
COMMUNE DE LOULOUNI	0	218 276	341 164
COMMUNE DE MISSENI	0	91 131	143 979
COMMUNE DE FOUROU	0	304 533	411 777
COMMUNE DE KOLONDIEBA	15 647	570 881	824 755
COMMUNE DE N'GOLODIANA	0	54 702	71 715
COMMUNE DE BOUGOULA	0	48 616	49 682
COMMUNE DE FAKOLA 1	0	91 584	119 951
COMMUNE DE FARAKO	0	75 564	114 297
COMMUNE DE KADIANA	0	108 688	145 257
COMMUNE DE NANGALASSO	0	83 614	84 732
COMMUNE DE TIONGUI	0	59 780	71 981
COMMUNE DE TOUSSEGUELA	0	45 177	72 254
COMMUNE DE KOLOSSO	0	44 636	67 378
COMMUNE DE KEBILA	0	213 484	298 822
COMMUNE DE MENA	0	93 769	138 294
COMMUNE DE M'PESSOBA	7 275	629 413	903 753
COMMUNE DE MIENA	0	80 994	87 371
COMMUNE DE KAFO FABOLI	0	70 374	93 286
COMMUNE DE N'TOSSONI	0	60 301	88 465
COMMUNE DE KARAGOUANA MALLE	0	79 660	104 018
COMMUNE DE FAKOLO	0	122 860	168 568
COMMUNE DE NIANTAGA	0	67 017	79 116
COMMUNE DE KOUNIANA	0	18 078	43 946

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE SOROBASSO	0	28 458	37 458
COMMUNE DE N'GOLONIANASSO	0	101 846	142 090
COMMUNE DE SINCINA	0	178 041	329 204
COMMUNE DE ZEBALA	0	78 005	118 599
COMMUNE DE N'GOUTJINA	0	89 984	204 450
COMMUNE DE KAPALA	0	50 593	122 346
COMMUNE DE KONSEGUELA	0	177 771	222 969
COMMUNE DE KONINA	0	52 129	74 831
COMMUNE DE ZANGASSO	6 369	164 632	227 269
COMMUNE DE SINKOLO	0	43 921	54 862
COMMUNE URBAINE DE KOUTIALA	35 148	2 621 461	2 700 148
COMMUNE DE DIOURADOUGOU KAFO	0	14 428	55 406
COMMUNE DE GOUADJI KAO	0	47 910	61 032
COMMUNE DE GOUDIE SOUGOUNA	0	57 248	105 944
COMMUNE DE KOLONIGUE	0	157 669	220 982
COMMUNE DE KONINGUE	0	91 758	125 775
COMMUNE DE KOROMO	0	56 187	83 998
COMMUNE DE LOGOUANA	0	31 723	33 254
COMMUNE DE NAFANGA	0	44 543	61 843
COMMUNE DE SONGO DOUBAKORE	0	50 415	68 367
COMMUNE DE SONGOUA	0	39 216	52 167
COMMUNE DE YOGNOGO	0	30 123	55 852
COMMUNE DE ZANFIGUE	0	51 710	62 013
COMMUNE DE DIEDOUGOU	0	44 518	60 418
COMMUNE DE FAGUI	0	71 784	107 864
COMMUNE DE NAMPE	0	38 270	48 751
COMMUNE DE TAO	0	58 342	70 203
COMMUNE DE ZANINA	0	50 771	63 765
COMMUNE DE WASSOULOU-BALLE	19 328	677 951	841 920
COMMUNE DE YALLANKORO-SOLOBA	0	74 212	112 318
COMMUNE DE DJIGUIYA DE KOLONI	0	36 909	51 297
COMMUNE DE BAYA	0	147 481	229 302
COMMUNE DE BOLO - FOUTA	0	51 084	76 200

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE DJALLON FOULA	0	64 615	69 838
COMMUNE DE GOUANAN	0	171 728	238 446
COMMUNE DE GOUANDIAKA	0	158 070	212 422
COMMUNE DE KOUSSAN	0	95 326	144 189
COMMUNE DE SANKARANI	0	53 627	57 031
COMMUNE DE SERE MOUSA ANI SAMOU DE SIEREKOLE	0	104 798	150 348
COMMUNE DE TAGANDOUGOU	0	76 084	99 373
COMMUNE DE KARANGANA	0	153 956	244 786
COMMUNE DE YOROSSO	7 918	670 432	780 144
COMMUNE DE KIFFOSSO	0	124 042	189 202
COMMUNE DE MENAMBA I	0	72 415	95 801
COMMUNE DE BOURA	0	160 982	186 095
COMMUNE DE KOUMBIA	0	83 677	137 626
COMMUNE DE KOURY	0	315 846	492 000
COMMUNE DE OURIKELA	0	138 212	192 194
COMMUNE DE MAHOU	0	81 654	93 912
Total :	**240 043**	**26 298 593**	**34 343 526**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE DIGANIBOUGOU	0	64 081	77 348
COMMUNE DE DJEDOUGOU	0	29 275	31 903
COMMUNE DE DIORO	0	306 996	313 481
COMMUNE DE FARAKOU MASSA	3 757	80 908	78 131
COMMUNE DE SEBOUGOU	0	309 182	365 495
COMMUNE DE PELENGANA	0	671 850	795 618
COMMUNE DE N'GARA	0	133 597	146 136
COMMUNE DE MASSALA	0	151 786	138 665
COMMUNE DE KONODIMINI	0	133 534	144 925
COMMUNE DE SOIGNEBOUGOU	0	44 787	60 075
COMMUNE DE SAKOIBA	0	147 900	185 101
COMMUNE DE SANSANDING	0	117 626	127 487
COMMUNE DE SIBILA	0	44 564	49 893
COMMUNE DE DIOUNA	0	43 771	48 177
COMMUNE DE FATINE	0	68 696	67 303
COMMUNE DE KAMIANDOUGOU	0	28 811	34 073
COMMUNE DE BAGUIDABOUGOU	0	47 335	61 675
COMMUNE DE N'KOUMANDOUGOU	0	45 726	45 358
COMMUNE DE BELLEN	0	32 640	34 557
COMMUNE DE BOUSSIN	0	76 629	81 798
COMMUNE DE MARKALA	12 051	950 671	975 547
COMMUNE DE SAMA-FOULALA	0	62 477	66 664
COMMUNE DE SOUBA	0	129 836	122 454
COMMUNE DE CINZANA	0	160 675	175 062
COMMUNE DE FARAKO	0	118 506	142 077
COMMUNE DE SAMINE	0	49 115	52 863
COMMUNE DE KATIENA	0	80 125	79 266
COMMUNE DE DOUGABOUGOU	0	191 802	216 954
COMMUNE DE TOGOU	0	62 296	58 472
COMMUNE URBAINE DE SEGOU	43 226	5 414 249	5 306 859
COMMUNE DE BAROUELI	11 744	467 829	484 954
COMMUNE DE KONONBOUGOU	0	306 993	333 491
COMMUNE DE KALAKE	0	101 938	108 750

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE N'GASSOLA	0	52 149	53 682
COMMUNE DE BOIDIE	0	124 996	123 993
COMMUNE DE TAMANI	0	124 506	135 628
COMMUNE DE SANANDO	0	142 458	148 228
COMMUNE DE GOUENDO	0	63 926	63 801
COMMUNE DE SOMO	0	68 485	73 874
COMMUNE DE DOUGOUFIE	0	57 536	59 691
COMMUNE DE TESSERLA	0	51 926	64 224
COMMUNE DE TIEMENA	0	51 646	71 753
COMMUNE DE NIALA	0	83 419	121 808
COMMUNE DE DIARAMANA	0	211 392	236 583
COMMUNE DE KEMENI	0	96 471	130 891
COMMUNE DE SOMASSO	0	113 880	143 654
COMMUNE DE DOUGOUOLO	0	72 569	103 937
COMMUNE DE BLA	10 784	757 311	778 441
COMMUNE DE FALO	0	126 704	118 127
COMMUNE DE YANGASSO	4 705	272 574	380 425
COMMUNE DE BEGUENE	0	69 871	108 663
COMMUNE DE KORODOUGOU	0	81 327	114 215
COMMUNE DE KAZANGASSO	0	61 605	62 740
COMMUNE DE FANI	0	90 726	129 161
COMMUNE DE KOULANDOUGOU	0	10 207	18 356
COMMUNE DE TOUNA	0	152 829	196 771
COMMUNE DE DIENA	0	51 826	74 518
COMMUNE DE SAMABOGO	0	71 199	106 427
COMMUNE DE MACINA	8 698	698 934	759 283
COMMUNE DE KOLONGO	0	266 089	254 676
COMMUNE DE KOKRY CENTRE	0	179 495	185 301
COMMUNE DE BOKY WERE	0	85 919	81 956
COMMUNE DE TONGUE	0	76 426	83 038
COMMUNE DE SALOBA	6 107	243 911	276 958
COMMUNE DE FOLOMANA	0	60 899	69 387
COMMUNE DE MONIMPEBOUGOU	0	124 616	138 578

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE SANA	0	188 042	185 527
COMMUNE DE SOULEYE	0	77 648	88 175
COMMUNE DE MATOMO	0	99 741	85 641
COMMUNE DE YEREDON SANIONA	0	98 288	113 296
COMMUNE DE DOGOFRY	0	122 330	136 415
COMMUNE DE NIONO	18 617	1 036 012	1 036 098
COMMUNE DE MARIKO	0	117 945	132 727
COMMUNE DE KALA SIGUIDA	0	145 315	163 869
COMMUNE DE SIRIFLA BOUNDY	0	139 281	158 049
COMMUNE DE SOKOLO	0	115 083	123 975
COMMUNE DE TORIDAGA-KO	0	68 248	76 412
COMMUNE DE SIRIBALA	0	171 232	203 367
COMMUNE DE NAMPALARI	0	15 319	17 955
COMMUNE DE POGO	0	65 258	67 563
COMMUNE DE DIABALY	0	184 420	201 412
COMMUNE DE DIAKOUROUNA	0	65 060	66 898
COMMUNE DE N' TOROSSO	0	77 479	89 852
COMMUNE DE DIELI	0	93 434	100 647
COMMUNE DE NIASSO	0	83 440	96 740
COMMUNE DE N'GOA	0	58 767	60 780
COMMUNE DE TENENI	0	83 333	93 669
COMMUNE DE SIADOUGOU	0	69 924	75 280
COMMUNE DE SY	0	41 515	51 098
COMMUNE DE FION	0	35 937	45 774
COMMUNE DE OUOLON	0	50 960	54 197
COMMUNE DE BARAMANDOUGOU	0	64 211	76 185
COMMUNE DE TENE	0	78 100	74 903
COMMUNE DE DAH	0	72 314	87 513
COMMUNE DE SOUROUNTOUNA	0	94 254	106 180
COMMUNE DE KARABA	0	56 868	72 041
COMMUNE DE WAKI	0	75 602	82 423
COMMUNE DE NIAMANA	0	38 937	46 481
COMMUNE DE KANIEGUE	0	80 430	92 964

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE KAVA	5 537	266 409	295 336
COMMUNE DE MORIBILA	0	79 267	89 507
COMMUNE DE KASSOROLA	0	104 542	115 508
COMMUNE DE SOMO	0	31 141	30 980
COMMUNE DE TOURAKOLOMBA	0	37 999	44 336
COMMUNE DE DJEGUENA	0	68 720	85 343
COMMUNE URBAINE DE SAN	25 520	1 859 570	2 012 177
COMMUNE DE BEBENA	0	215 592	232 876
COMMUNE DE OUAN	0	91 174	79 135
COMMUNE DE DIORA	0	92 614	100 103
COMMUNE DE LANFIALA	0	44 515	52 620
COMMUNE DE KOULA	0	111 795	108 854
COMMUNE DE FANGASSO	0	148 109	142 738
COMMUNE DE SANEKUY	0	133 460	143 282
COMMUNE DE YASSO	0	136 266	167 676
COMMUNE DE MAFOUNE	0	169 232	160 529
COMMUNE DE TIMISSA	0	111 890	128 053
COMMUNE DE MANDIAKUY	0	168 504	178 606
COMMUNE DE TOMINIAN	14 439	553 497	620 389
Total :	**165 185**	**23 763 056**	**25 431 534**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE SOCOURA	2 677	317 261	507 989
COMMUNE DE DIALLOUBE	0	96 475	105 751
COMMUNE DE FATOMA	0	162 548	247 407
COMMUNE DE KONNA	0	254 182	395 965
COMMUNE DE KOROMBANA	0	135 334	188 189
COMMUNE DE KOUNARI	0	69 020	86 642
COMMUNE DE OURO-MODI	0	41 194	68 870
COMMUNE DE OUROUBE-DOUDDE	0	76 108	109 253
COMMUNE DE SIO	0	199 653	341 054
COMMUNE DE SOYE	0	42 159	58 221
COMMUNE DE BORONDOUGOU	0	90 256	105 437
COMMUNE DE SASALBE	0	25 940	39 791
COMMUNE DE KOUBAYE	0	30 951	51 174
COMMUNE URBAINE DE MOPTI	30 462	2 733 208	3 353 955
COMMUNE DE BASSIROW	0	50 380	76 479
COMMUNE DE DOUCOUMBO	0	159 291	248 542
COMMUNE DE DOUROU	0	127 647	221 370
COMMUNE DE DOGANI BERE	0	17 474	25 078
COMMUNE DE KENDE	0	41 733	39 870
COMMUNE DE LOWOL-GUEOU	0	26 607	40 281
COMMUNE DE METOUMOU	0	61 290	91 726
COMMUNE DE PELOU	0	41 822	78 486
COMMUNE DE PIGNARI-BANA	0	110 372	180 494
COMMUNE DE PIGNARI	0	66 356	103 042
COMMUNE DE SANGHA	4 790	254 271	413 549
COMMUNE DE SOROLY	0	39 025	64 774
COMMUNE DE WADOUBA	0	185 215	275 970
COMMUNE DE DANDOLI	0	53 226	92 855
COMMUNE DE BORKO	0	21 251	32 351
COMMUNE DE DIAMNATI	0	53 101	77 446
COMMUNE DE SEGUE-IRE	0	64 487	101 382
COMMUNE DE TIMIRI	0	56 328	94 028
COMMUNE DE BARA-SARA	0	57 532	96 320

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE KENDIE	0	69 520	125 273
COMMUNE URBAINE DE BANDIAGARA	9 276	778 713	779 748
COMMUNE DE ONDOUGOU	0	34 082	49 148
COMMUNE DE BAYE	0	241 808	340 397
COMMUNE DE DIALLASSAGOU	0	89 350	127 221
COMMUNE DE DIMBAL-HABE	0	123 035	187 159
COMMUNE DE KANI-BOZON	0	101 110	167 932
COMMUNE DE KOULOGON-HABE	0	71 067	106 686
COMMUNE DE LESSAGOU-HABE	0	70 291	104 288
COMMUNE DE OUONKORO	0	91 037	147 659
COMMUNE DE SEGUE	0	125 042	201 035
COMMUNE DE SOKOURA	0	193 251	305 902
COMMUNE DE SOUBALA	0	59 546	81 212
COMMUNE DE TORI	0	112 485	176 105
COMMUNE DE BANKASS	7 306	475 101	574 498
COMMUNE DE DANDOUGOU FAKALA	0	85 959	128 763
COMMUNE DE DERRARY	0	76 249	108 422
COMMUNE DE KEWA	0	87 837	119 557
COMMUNE DE NEMA-BADENYAKAFO	0	146 973	286 297
COMMUNE DE OURO ALI	0	63 051	98 073
COMMUNE DE PONDORI	0	59 344	91 958
COMMUNE DE TOGUE MOURARI	0	69 799	92 299
COMMUNE DE MADIAMA	0	95 333	244 974
COMMUNE DE NIANSANARIE	0	62 194	91 348
COMMUNE URBAINE DE DJENNE	4 497	573 563	686 051
COMMUNE DE FAKALA	3 606	210 347	314 400
COMMUNE DE FEMAYE	0	90 221	132 874
COMMUNE DE DALLAH	0	38 465	60 474
COMMUNE DE DANGOL-BORE	0	126 953	184 898
COMMUNE DE DEBERE	0	52 737	65 328
COMMUNE DE DIANWELY	0	35 767	58 052
COMMUNE DE DJAPTODJI	0	96 664	148 856
COMMUNE DE GANDAMIA	0	58 714	103 296

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE HAIRE	0	84 492	125 945
COMMUNE DE KORAROU	0	15 847	26 244
COMMUNE DE KOUBEWEL-KOUNDIA	0	70 002	100 404
COMMUNE DE MONDORO	0	83 498	122 051
COMMUNE DE TEDIE	0	45 018	77 363
COMMUNE DE HOMBORI	0	112 758	152 011
COMMUNE DE PETAKA	0	48 770	83 008
COMMUNE DE KERENA	0	9 914	17 794
COMMUNE URBAINE DE DOUENTZA	15 415	1 248 279	1 538 645
COMMUNE DE BAMBA	0	88 336	126 897
COMMUNE DE BARAPIRELI	0	150 697	252 109
COMMUNE DE BONDO	0	96 241	151 725
COMMUNE DE DIANKABOU	0	61 519	99 285
COMMUNE DE DINANGOUROU	0	69 041	97 897
COMMUNE DE DIOUNGANI	2 336	118 026	184 945
COMMUNE DE DOUGOUTENE II (ANDIAGANA	0	85 494	136 048
COMMUNE DE KASSA	0	65 387	110 727
COMMUNE DE KOPORO - NA	0	143 114	231 265
COMMUNE DE KOPORO - PEN	0	97 822	151 840
COMMUNE DE MADOUGOU	4 056	182 303	302 923
COMMUNE DE PEL-MAOUDE	0	58 421	93 883
COMMUNE DE DOUGOUTENE I	0	102 444	190 932
COMMUNE DE YORO	0	44 452	96 998
COMMUNE DE YOUDIOU	0	85 788	129 994
COMMUNE DE KORO	9 628	1 081 943	1 501 648
COMMUNE DE DIAFARABE	0	162 060	276 763
COMMUNE DE DIONDORI	0	112 718	127 970
COMMUNE DE KARERI	0	122 164	148 074
COMMUNE DE OURO-ARDO	0	78 164	95 082
COMMUNE DE OURO-GUIRE	0	29 251	43 393
COMMUNE DE SOUGOULBE	0	29 917	39 667
COMMUNE DE TOGORO KOTIA	0	42 896	54 003
COMMUNE DE TOGUERE-COUMBE	0	108 113	130 223

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE DIAKA	0	105 939	154 443
COMMUNE URBAINE DE TENENKOU	4 461	334 387	351 730
COMMUNE DE BIMBERE-TAMA	0	40 234	64 719
COMMUNE DE DEBOYE	0	67 234	120 075
COMMUNE DE DIRMA	0	59 255	73 454
COMMUNE DE DONGO	0	82 322	105 804
COMMUNE DE FARIMAKE	0	72 676	101 411
COMMUNE DE N'DODJIGA	0	68 493	107 171
COMMUNE DE YOUWAROU	3 373	392 742	466 852
Total :	**101 883**	**16 585 476**	**23 067 339**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE TOMBOUCTOU			
COMMUNE DE BER	0	115 656	52 148
COMMUNE DE BOUREM-INALY	0	54 498	20 194
COMMUNE DE LAFIA	0	54 265	23 726
COMMUNE DE ALAFIA	0	147 271	44 619
COMMUNE DE SALAM	0	53 799	17 620
COMMUNE URBAINE DE TOMBOUCTOU	16 208	4 649 642	7 053 036
COMMUNE DE BINGA	0	24 430	6 515
COMMUNE ARHAM	0	42 003	12 289
COMMUNE BOUREM-SIDI AMAR	0	62 934	21 834
COMMUNE DE DANGHA	0	38 769	12 753
COMMUNE DE GARBAKOIRA	0	54 891	19 880
COMMUNE DE HAIBONGO	0	50 075	18 460
COMMUNE DE KIRCHAMBA	0	23 925	8 618
COMMUNE DE KONDI	0	16 231	6 939
COMMUNE DE SARE-YAMOU	0	49 019	18 128
COMMUNE DE TIENKOUR	0	24 224	8 617
COMMUNE DE TINDIRMA	0	22 939	6 549
COMMUNE DE TINGUEREGUIF	0	15 012	6 419
COMMUNE URBAINE DE DIRE	6 136	441 082	325 004
COMMUNE DE ALZOUNOUB	0	14 398	5 963
COMMUNE DE BINTAGOUNGOU	0	40 411	20 962
COMMUNE DE DOUEKIRE	0	55 867	20 776
COMMUNE DE ADARMALANE	0	13 822	6 542
COMMUNE DE GARGANDO	0	42 127	18 222
COMMUNE DE ISSA-BERY	0	33 000	16 544
COMMUNE DE KANEYE	0	21 058	7 844
COMMUNE DE DOUKOURIA	0	20 127	7 750
COMMUNE DE M' BOUNA	0	36 765	13 059
COMMUNE DE TILEMSI	0	25 969	12 312
COMMUNE DE TELE	0	26 146	9 191
COMMUNE DE ESSAKANE	0	48 657	21 719
COMMUNE DE RAZ-EL-MA	0	29 127	12 748
COMMUNE DE TIN AICHA	0	29 850	14 957

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE TOMBOUCTOU			
COMMUNE DE TONKA	0	163 075	56 931
COMMUNE URBAINE DE GOUNDAM	6 767	311 927	250 266
COMMUNE DE BAMBARA MAOUDE	0	46 457	19 923
COMMUNE DE BANICANE	0	94 416	44 975
COMMUNE DE GOSSI	0	116 266	57 950
COMMUNE DE HARIBOMO	0	25 123	9 160
COMMUNE DE INADIATAFANE	0	20 906	8 427
COMMUNE DE RHAROUS	5 032	318 183	216 084
COMMUNE DE HANZAKONA	0	24 774	11 571
COMMUNE DE SERERE	0	51 949	15 209
COMMUNE DE OUINERDENE	0	14 610	6 267
COMMUNE DE BANIKANE NARHAWA	4 912	227 173	197 272
COMMUNE DE KOUMAIRA	0	45 032	14 786
COMMUNE DE LERE	3 251	73 426	39 683
COMMUNE DE N' GOURKOU	0	53 327	16 574
COMMUNE DE SOBOUNDOU	0	199 708	52 971
COMMUNE DE SOUMPI	0	44 601	17 009
COMMUNE DE DIANKE	0	24 260	9 304
COMMUNE DE FITTOUGA	0	74 061	25 245
Total :	**42 306**	**8 307 263**	**8 941 544**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Commune		
REGION DE GAO			
COMMUNE DE ANCHAWADI	0	287 389	288 701
COMMUNE DE GABERO	0	359 565	362 339
COMMUNE DE GOUNZOUREYE	2 669	579 465	585 257
COMMUNE DE N'TILLIT	0	310 639	315 954
COMMUNE DE SONY-ALIBER	0	704 747	711 051
COMMUNE DE TILEMSI	0	170 046	168 149
COMMUNE URBAINE DE GAO	21 408	2 700 927	2 787 454
COMMUNE DE BARA	0	242 934	244 776
COMMUNE DE BOURRA	0	306 081	283 788
COMMUNE DE OUATTAGOUNA	0	329 553	318 685
COMMUNE DE TALATAYE	0	62 076	63 283
COMMUNE DE TESSIT	0	100 716	120 844
COMMUNE DE TIM HAMA	0	95 773	112 876
COMMUNE DE ANSONGO	6 277	883 648	964 663
COMMUNE DE BAMBA	0	340 372	335 091
COMMUNE DE TABOYE	0	389 352	393 691
COMMUNE DE TARKINT	0	175 207	178 411
COMMUNE DE TEMERA	0	156 901	158 954
COMMUNE URBAINE DE BOUREM	5 545	801 040	837 063
Total :	**35 899**	**8 996 431**	**9 231 030**
REGION DE KIDAL			
COMMUNE D'ANEFIF	0	74 231	75 509
COMMUNE D'ESSOUK	0	69 173	70 451
COMMUNE URBAINE DE KIDAL	2 001	904 054	924 415
COMMUNE DE ABEIBARA	2 001	81 727	83 993
COMMUNE DE TINZAWATENE	0	21 787	23 065
COMMUNE DE BOGHASSA	0	44 524	45 802
COMMUNE DE TESSALIT	2 001	269 926	269 387
COMMUNE D'ADJELHOC	0	138 569	139 847
COMMUNE DE TIMTAGHENE	0	23 403	24 681
COMMUNE DE TIN-ESSAKO	2 001	112 311	114 520
COMMUNE D'INTADJEDITE	0	24 018	24 018
Total :	**8 004**	**1 763 723**	**1 795 688**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
Commune			
REGION DE TAOUDENIT			
Region de Taoudénit	0	4 000	2 000
COMMUNE DE ALMATLA	0	2 103	2 103
COMMUNE DE TOUWAL	0	1 455	1 455
COMMUNE DE ZIRBA	0	3 083	3 083
COMMUNE DE NIBKIT-EL ELK	0	3 328	3 328
COMMUNE DE ARAOUANE	0	12 591	12 591
COMMUNE DE ACHAMOUR	0	2 737	2 737
COMMUNE DE TIN-AGHZDJE	0	1 369	1 369
COMMUNE DE BOUJBEHA	0	922	922
COMMUNE DE AGOUNI	0	7 650	7 650
COMMUNE DE LIMGASSIM	0	2 550	2 550
Total :	**0**	**41 788**	**39 788**
REGION DE MENAKA			
Region de Menaka	13 440	224 024	260 288
Total :	**13 440**	**224 024**	**260 288**
Total	**1 211 172**	**164 278 602**	**184 211 751**
Déconcentré			
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE FALEA	4 157	0	20 838
COMMUNE DE GADOUGOU I	4 157	0	20 838
COMMUNE DE SANDARE	4 157	0	20 838
Total :	**12 471**	**0**	**62 514**
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE DE MASSIGUI	4 157	0	20 838
COMMUNE DE KALABANCORO	4 157	0	20 838
COMMUNE DE MANDE	4 157	0	20 838
COMMUNE DE SIBY	4 157	0	20 838
COMMUNE DE NARA	4 157	0	20 838
Total :	**20 785**	**0**	**104 190**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
Déconcentré			
REGION DE SIKASSO			
Cercle de Bougouni	4 157	0	20 838
COMMUNE DE FOUROU	4 157	0	20 838
Cercle de Koutiala	4 157	0	20 838
Total :	**12 471**	**0**	**62 514**
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE SANANDO	4 157	0	20 838
Total :	**4 157**	**0**	**20 838**
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE KONNA	4 157	0	20 838
COMMUNE DE KENDIE	4 157	0	20 838
COMMUNE URBAINE DE DOUENTZA	4 157	0	20 838
COMMUNE DE KOPORO - NA	4 157	0	20 838
COMMUNE DE TOGUERE-COUMBE	4 157	0	20 838
Total :	**20 785**	**0**	**104 190**
REGION DE TOMBOUCTOU			
COMMUNE DE TONKA	4 157	0	20 838
COMMUNE DE GOSSI	4 157	0	20 838
Total :	**8 314**	**0**	**41 676**
REGION DE GAO			
COMMUNE DE GABERO	4 157	0	20 838
COMMUNE DE TARKINT	4 157	0	20 838
Total :	**8 314**	**0**	**41 676**
REGION DE TAOUDENIT			
Region de Taoudénit	12 114	23 180	55 166
COMMUNE DE ARAOUANE	4 157	0	20 838
COMMUNE DE BOUJBEHA	4 157	0	20 838
Total :	**20 428**	**23 180**	**96 842**
REGION DE MENAKA			
Region de Menaka	31 114	1 315 289	1 349 687
Total :	**31 114**	**1 315 289**	**1 349 687**
Total	**138 839**	**1 338 469**	**1 884 127**
Crédits Globaux			

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
Crédits Globaux			
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Portion centrale	61 626 713	40 000 000	61 626 713
Total :	**61 626 713**	**40 000 000**	**61 626 713**
AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES			
Portion centrale	0	616 874	650 715
Total :	**0**	**616 874**	**650 715**
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
Portion centrale	700 000	8 384 022	3 698 970
Total :	**700 000**	**8 384 022**	**3 698 970**
MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
Portion centrale	0	1 600 000	1 656 667
Total :	**0**	**1 600 000**	**1 656 667**
DISTRICT DE BAMAKO			
District de Bamako	227 478	381 399	4 325 070
Total :	**227 478**	**381 399**	**4 325 070**
REGION DE KAYES			
Region de Kayes	3 195 477	3 205 684	4 312 791
Cercle de Kayes	0	0	3 807 750
Total :	**3 195 477**	**3 205 684**	**8 120 541**
REGION DE KOULIKORO			
Region de Koulikoro	2 506 531	2 440 037	3 494 471
Cercle de Koulikoro	0	0	5 050 484
Total :	**2 506 531**	**2 440 037**	**8 544 955**
REGION DE SIKASSO			
Region de Sikasso	3 459 456	3 345 148	4 751 412
COMMUNE URBAINE DE SIKASSO	0	0	5 224 215
Total :	**3 459 456**	**3 345 148**	**9 975 627**
REGION DE SEGOU			
Region de Segou	2 893 081	2 832 432	3 972 338
COMMUNE URBAINE DE SEGOU	0	0	3 723 273
Total :	**2 893 081**	**2 832 432**	**7 695 611**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2021	Crédits de Paiement 2020	Crédits de Paiement 2021
	Crédits Globaux		
REGION DE MOPTI			
Region de Mopti	2 834 190	2 617 781	3 841 334
COMMUNE URBAINE DE MOPTI	0	0	3 700 675
Total :	**2 834 190**	**2 617 781**	**7 542 009**
REGION DE TOMBOUCTOU			
Region de Tombouctou	2 113 444	1 394 206	2 599 032
COMMUNE URBAINE DE TOMBOUCTOU	0	0	1 512 640
Total :	**2 113 444**	**1 394 206**	**4 111 672**
REGION DE GAO			
Region de Gao	1 762 398	832 885	2 049 309
COMMUNE URBAINE DE GAO	0	0	1 558 188
Total :	**1 762 398**	**832 885**	**3 607 497**
REGION DE KIDAL			
Region de Kidal	1 500 848	699 190	1 688 927
COMMUNE URBAINE DE KIDAL	0	0	293 140
Total :	**1 500 848**	**699 190**	**1 982 067**
REGION DE TAOUDENIT			
Region de Taoudénit	1 721 644	992 699	2 104 099
Total :	**1 721 644**	**992 699**	**2 104 099**
REGION DE MENAKA			
Region de Menaka	1 591 939	816 762	1 885 921
Total :	**1 591 939**	**816 762**	**1 885 921**
CHARGES COMMUNES			
Portion centrale	0	25 455 247	484 425
Total :	**0**	**25 455 247**	**484 425**
Total	**86 133 199**	**95 614 366**	**128 012 559**
Total Général	**146 592 366**	**400 103 583**	**457 671 184**

2. REPARTITION DE LA SUBVENTION AU TITRE DU FONDS NATIONAL D'APPUI AUX COLLECTVITES TERRITORIALES

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
01000	COLL. REGION DE KAYES	60 345 000
01100	COLL. CERCLE DE BAFOULABE	12 537 000
01101	Bafoulabé	6 846 000
01102	Bamafélé	6 846 000
01103	Diakon	8 557 000
01104	Diallan	6 846 000
01105	Diokéli	6 846 000
01106	Gounfan	6 846 000
01107	Kontéla	6 846 000
01108	Koundian	6 846 000
01109	Mahina	8 557 000
01110	Niambia	6 846 000
01111	Oualia	6 846 000
01112	Sidibéla	6 846 000
01113	Tomora	8 557 000
01200	COLL. CERCLE DE DIEMA	12 537 000
01201	Béma	8 557 000
01202	Diangounté Camara	8 557 000
01203	Dianguirdé	6 846 000
01204	Diéma	8 557 000
01205	Diéoura	6 846 000
01206	Dioumara K	6 846 000
01207	Fassoudébé	6 846 000
01208	Fatao	6 846 000
01209	Gomitradougou	6 846 000
01210	Grouméra	6 846 000
01211	Guédébiné	6 846 000
01212	Lakamané	6 846 000
01213	Lambidou	6 846 000
01214	Madiga Sacko	6 846 000
01215	Sansankidé	6 846 000
01300	COLL. CERCLE DE KAYES	14 627 000
01301	Bangassi	6 846 000
01302	Colimbiné	6 846 000
01303	Diamou	6 846 000
01304	Diélébou	8 557 000
01305	Falémé	6 846 000
01306	Fégui	6 846 000
01307	Gory Gopela	6 846 000
01308	Gouméra	6 846 000
01309	Guidimaka K K	6 846 000
01310	Hawadembaya	6 846 000
01311	Karakoro	6 846 000
01312	Kayes	11 980 000

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
01313	Kemené Tambo	6 846 000
01314	Kholoum	6 846 000
01315	Koniakari	6 846 000
01316	Koussane	8 557 000
01317	Liberté Dembaya	6 846 000
01318	Logo	6 846 000
01319	Maréna Diombgou	6 846 000
01320	Marentoumania	6 846 000
01321	Sadiola	10 269 000
01322	Sahel	6 846 000
01323	Samé Diongoma	6 846 000
01324	Segala	8 557 000
01325	Sero Diamanou	8 557 000
01326	Somankidi	6 846 000
01327	Sony	6 846 000
01328	Tafacirga	6 846 000
01400	COLL. CERCLE DE KENIEBA	10 448 000
01401	Baye	6 846 000
01402	Dabia	6 846 000
01403	Dialafara	6 846 000
01404	Dombia	6 846 000
01405	Faléa	6 846 000
01406	Faraba	6 846 000
01407	Guénégoré	6 846 000
01408	Kassama	6 846 000
01409	Keniéba	8 557 000
01410	Kouroukoto	6 846 000
01411	Sagalo	6 846 000
01412	Sitakily	8 557 000
01500	COLL.CERCLE DE KITA	14 627 000
01501	Badia	6 846 000
01502	Bendougouba	6 846 000
01503	Benkadi Founia	6 846 000
01504	Boudofo	6 846 000
01505	Bougarybaya	6 846 000
01506	Didenko	6 846 000
01507	Djidian	6 846 000
01508	Djougoun	6 846 000
01509	Gadougou 1	6 846 000
01510	Gadougou 2	6 846 000
01511	Guémoukouraba	6 846 000
01512	Kassaro	6 846 000
01513	Kita	10 269 000
01514	Kita Nord	6 846 000

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
01515	Kita Ouest	6 846 000
01516	Kobri	6 846 000
01517	Kokofata	6 846 000
01518	Kotouba	6 846 000
01519	Koulou	6 846 000
01520	Kourininkoto	6 846 000
01521	Madina	6 846 000
01522	Makano	6 846 000
01523	Namalaguimba	6 846 000
01524	Niantasso	6 846 000
01525	Saboula	6 846 000
01526	Sébékoro	8 557 000
01527	Séféto Nord	6 846 000
01528	Séféto Ouest	6 846 000
01529	Senko	6 846 000
01530	Sirakoro	6 846 000
01531	Souransan Tomoto	6 846 000
01532	Tambaga	6 846 000
01533	Toukoto	6 846 000
01600	COLL. CERCLE DE NIORO	12 537 000
01601	Bagnéré Koré	6 846 000
01602	Diabigué	6 846 000
01603	Diarra	6 846 000
01604	Diaye Coura	6 846 000
01605	Gavinané	6 846 000
01606	Gogui	6 846 000
01607	Guetema	6 846 000
01608	Kadiaba Kadiel	6 846 000
01609	Korera Koré	6 846 000
01610	Nioro	8 557 000
01611	Nioro Tougounéranga	6 846 000
01612	Sandaré	8 557 000
01613	Simbi	6 846 000
01614	Troungoumbé	6 846 000
01615	Yereré	6 846 000
01616	Youri	6 846 000
01700	COLL.CERCLE DE YELIMANE	10 448 000
01701	Diafounou Dion.	6 846 000
01702	Diafounou Gory	8 557 000
01703	Fanga	6 846 000
01704	Gory	6 846 000
01705	Guidimé	8 557 000
01706	Kirané Kagnaga	8 557 000
01707	Konsiga	6 846 000

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
01708	Kremis	6 846 000
01709	Marekaffo	6 846 000
01710	Soumpou	6 846 000
01711	Toya	6 846 000
01712	Tringa	6 846 000
TOTAL REGION DE KAYES		**1 074 018 000**

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
02000	COLL. REGION DE KOULIKORO	60 345 000
02100	COLL. CERCLE DE BANAMBA	10 448 000
02101	Banamba	8 557 000
02102	Benkadi	6 846 000
02103	Boron	8 557 000
02104	Dougouwolowula	10 269 000
02105	Kiban	6 846 000
02106	Madina Sacko	8 557 000
02107	Sebeté	6 846 000
02108	Toubacoro	6 846 000
02109	Toukoroba	6 846 000
02200	COLL. CERCLE DE DIOILA	14 627 000
02201	Banco	8 557 000
02202	Benkadi	6 846 000
02203	Binko	6 846 000
02204	Degnékoro	6 846 000
02205	Diebé	6 846 000
02206	Diedougou	8 557 000
02207	Diouma	6 846 000
02208	Dolendougou	6 846 000
02209	Guegnéka	8 557 000
02210	Djekafo	6 846 000
02211	Kaladougou	8 557 000
02212	Kemekafo	8 557 000
02213	Kerela	6 846 000
02214	Kilidougou	6 846 000
02215	Massigui	10 269 000
02216	Nangola	6 846 000
02217	N'Dolondougou	6 846 000
02218	N'Garadougou	6 846 000
02219	N'Golobougou	6 846 000
02220	Niantjila	6 846 000
02221	Tenendougou	6 846 000
02222	Wacoro	6 846 000
02223	Zan Coulibaly	6 846 000
02300	COLL. CERCLE DE KANGABA	10 448 000
02301	Balan Bakama	6 846 000
02302	Benkadi	6 846 000
02303	Kaniogo	6 846 000
02304	Karan	6 846 000
02305	Maramandougou	6 846 000
02306	Minidian	6 846 000
02307	Naréna	6 846 000
02308	Nouga	6 846 000

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
02309	Selefougou	6 846 000
02400	COLL. CERCLE DE KATI	14 627 000
02401	Baguinéda camp	8 557 000
02402	Bancoumana	6 846 000
02403	Bossofala	6 846 000
02404	Bougoula	6 846 000
02405	Daban	6 846 000
02406	Diago	6 846 000
02407	Dialakoroba	6 846 000
02408	Dialakorodji	10 269 000
02409	Diédougou	6 846 000
02410	Dio gare	6 846 000
02411	Dogodouma	6 846 000
02412	Dombila	6 846 000
02413	Doubabougou	6 846 000
02414	Faraba	6 846 000
02415	Kalabancoro	11 980 000
02416	Kalifabougou	6 846 000
02417	Kambila	6 846 000
02418	Kati	10 269 000
02419	Kourouba	6 846 000
02420	Mandé	10 269 000
02421	Moribabougou	8 557 000
02422	Mountougoula	6 846 000
02423	N'Gabacoro droit	8 557 000
02424	N'Gouraba	6 846 000
02425	Niagadina	6 846 000
02426	Niouma Makana	6 846 000
02427	Ntjiba	6 846 000
02428	Ouélésséboug ou	10 269 000
02429	Safo	6 846 000
02430	Sanankoro Djitoum	6 846 000
02431	Sanankoroba	8 557 000
02432	Sangarébougou	10 269 000
02433	Siby	8 557 000
02434	Sobra	6 846 000
02435	Tiakadougou Dial.	6 846 000
02436	Tièlé	6 846 000
02437	Yelékebougou	6 846 000
02500	COLL. CERCLE DE KOLOKANI	10 448 000
02501	Didiéni	8 557 000
02502	Guihoyo	6 846 000
02503	Kolokani	8 557 000
02504	Massantola	8 557 000

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
02505	Nonkon	6 846 000
02506	Nossombougou	6 846 000
02507	Ouolodo	6 846 000
02508	Sagabala	8 557 000
02509	Sébécoro 1	6 846 000
02510	Tioribougou	6 846 000
02600	COLL. CERCLE DE KOULIKORO	10 448 000
02601	Dinandougou	6 846 000
02602	Doumba	6 846 000
02603	Koula	8 557 000
02604	Koulikoro	8 557 000
02605	Meguetan	8 557 000
02606	Nyamina	8 557 000
02607	Sirakorola	8 557 000
02608	Tienfala	6 846 000
02609	Tougouni	6 846 000
02700	COLL. CERCLE DE NARA	10 448 000
02701	Allahina	6 846 000
02702	Dabo	6 846 000
02703	Dilly	8 557 000
02704	Dogofry	8 557 000
02705	Fallou	8 557 000
02706	Gueneibé	6 846 000
02707	Guiré	6 846 000
02708	Koronga	6 846 000
02709	Nara	8 557 000
02710	Niamana	8 557 000
02711	Ouagadou	6 846 000
TOTAL REGION DE KOULIKORO		**956 499 000**

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
03000	COLL. REGION DE SIKASSO	60 345 000
03100	COLL. CERCLE DE BOUGOUNI	14 627 000
03101	Bladié-Tiemala	6 846 000
03102	Bougouni	10 269 000
03103	Cyen Toula	6 846 000
03104	Danou	6 846 000
03105	Debelin	6 846 000
03106	Defina	6 846 000
03107	Dogo	8 557 000
03108	Domba	6 846 000
03109	Faradiele	6 846 000
03110	Faraguouaran	6 846 000
03111	Garalo	8 557 000
03112	Keleya	8 557 000
03113	Kokelen	6 846 000
03114	Kola	6 846 000
03115	Koumantou	10 269 000
03116	Kouroulamini	6 846 000
03117	Meridiela	6 846 000
03118	Ouroun	6 846 000
03119	Sanso	8 557 000
03120	Sibirila	8 557 000
03121	sido	6 846 000
03122	Tiemala-Banimonotie	6 846 000
03123	Wola	6 846 000
03124	Yinindougou	6 846 000
03125	Yiridougou	6 846 000
03126	Zantiebougou	8 557 000
03200	COLL. CERCLE DE KADIOLO	10 448 000
03201	Diou	6 846 000
03202	Dioumatene	6 846 000
03203	Fourou	8 557 000
03204	Kadiolo	10 269 000
03205	Kai	6 846 000
03206	Loulouni	10 269 000
03207	Misseni	8 557 000
03208	Ninbougou	6 846 000
03209	Zegoua	8 557 000
03300	COLL. CERCLE DE KOLONDIEBA	10 448 000
03301	Bougoula	6 846 000
03302	Fakola	8 557 000
03303	Farako	6 846 000
03304	Kadiana	8 557 000
03305	Kebila	8 557 000

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
03306	Kolondieba	10 269 000
03307	Kolosso	6 846 000
03308	Mena	6 846 000
03309	Nangalasso	6 846 000
03310	Ngolodiana	6 846 000
03311	Tiongui	6 846 000
03312	Tousseguela	6 846 000
03400	COLL. CERCLE DE KOUTIALA	14 627 000
03401	Diedougou	6 846 000
03402	Diouradougou Kafo	6 846 000
03403	Fagui	6 846 000
03404	Fakolo	6 846 000
03405	Guadji Kao	6 846 000
03406	Guoudie Sougouna	6 846 000
03407	Kafo Faboli	6 846 000
03408	Kapala	6 846 000
03409	Karaguana Mallé	6 846 000
03410	Kolonigue	8 557 000
03411	Konina	6 846 000
03412	Kouningue	6 846 000
03413	Konseguela	8 557 000
03414	Koromo	6 846 000
03415	Kougnana	6 846 000
03416	Koutiala	11 980 000
03417	Logouana	6 846 000
03418	Miena	6 846 000
03419	Mpessoba	8 557 000
03420	Nafanga	6 846 000
03421	Nampé	6 846 000
03422	Ngolognanasso	6 846 000
03423	Ngoutjina	6 846 000
03424	Niantaga	6 846 000
03425	Ntossoni	6 846 000
03426	Sincina	6 846 000
03427	Sinkolo	6 846 000
03428	Songo Douba kore	6 846 000
03429	Songoua	6 846 000
03430	Sorobasso	6 846 000
03431	Tao	6 846 000
03432	Yognogo	6 846 000
03433	Zanfigué	6 846 000
03434	Zangasso	6 846 000
03435	Zanina	6 846 000
03436	Zebala	6 846 000

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
03500	COLL. CERCLE DE SIKASSO	14 627 000
03501	Benkadi	6 846 000
03502	Blindio	6 846 000
03503	Danderesso	8 557 000
03504	Dembela	6 846 000
03505	Dialakoro	6 846 000
03506	Dioumatene	6 846 000
03507	Dogoni	6 846 000
03508	Doumanaba	6 846 000
03509	Fama	6 846 000
03510	Farakala	6 846 000
03511	Finkolo	6 846 000
03512	Finkolo Ganadougou	6 846 000
03513	Gongasso	6 846 000
03514	Kabarasso	6 846 000
03515	Kaboila	8 557 000
03516	Kafouziela	6 846 000
03517	Kapala	6 846 000
03518	Kapolon dougou	6 846 000
03519	Kignan	8 557 000
03520	Klela	8 557 000
03521	Kofan	6 846 000
03522	Kolokoba	6 846 000
03523	Koumankou	6 846 000
03524	Kouoro	6 846 000
03525	Kourouma	6 846 000
03526	Lobougoula	8 557 000
03527	Miniko	6 846 000
03528	Miria	6 846 000
03529	Missirikoro	6 846 000
03530	Natien	6 846 000
03531	Niéna	8 557 000
03532	Nongon-souala	6 846 000
03533	Ntjikouna	6 846 000
03534	Pimperna	6 846 000
03535	Sanzana	6 846 000
03536	Sikasso	11 980 000
03537	Sokourani missirikoro	6 846 000
03538	Tella	6 846 000
03539	Tiankadi	6 846 000
03540	Wateni	6 846 000
03541	Zanferebougou	6 846 000
03542	Zangaradougou	6 846 000
03543	Zangniena	6 846 000

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
03600	COLL. CERCLE DE YANFOLILA	10 448 000
03601	Baya	8 557 000
03602	Bolofouta	6 846 000
03603	Diallonfoula	6 846 000
03604	Djiguiya de Koloni	6 846 000
03605	Guanan	8 557 000
03606	Guandiaka	8 557 000
03607	Koussan	6 846 000
03608	Sankarani	6 846 000
03609	Seremoussa ani Samou	6 846 000
03610	Tagandougou	6 846 000
03611	Wassoulou Ballé	10 269 000
03612	Yalankoro Soloba	6 846 000
03700	COLL. CERCLE DE YOROSSO	10 448 000
03701	Boura	8 557 000
03702	Karangana	6 846 000
03703	Kifosso 1	6 846 000
03704	Koumbia	8 557 000
03705	Kouri	10 269 000
03706	Mahou	6 846 000
03707	Menimba 1	6 846 000
03708	Ourikela	8 557 000
03709	Yorosso	8 557 000
TOTAL REGION DE SIKASSO		**1 234 517 000**

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
04000	COLL. REGION DE SEGOU	60 345 000
04100	COLL. CERCLE DE BARAOUELI	10 448 000
04101	Baroueli	10 269 000
04102	Bouadié	8 557 000
04103	Dougoufié	6 846 000
04104	Gouendo	6 846 000
04105	Kalaké	6 846 000
04106	Konobougou	8 557 000
04107	Ngassola	6 846 000
04108	Sanando	8 557 000
04109	Somo	6 846 000
04110	Tamani	6 846 000
04111	Tesserla	6 846 000
04200	COLL. CERCLE DE BLA	14 627 000
04201	Begueni	6 846 000
04202	Bla	10 269 000
04203	Diaramana	8 557 000
04204	Diéna	6 846 000
04205	Dougouolo	6 846 000
04206	Falo	10 269 000
04207	Fani	6 846 000
04208	Kazangasso	6 846 000
04209	Kemeni	6 846 000
04210	Korodougou	6 846 000
04211	Koulandougou	6 846 000
04212	Niala	6 846 000
04213	Samabogo	6 846 000
04214	Somaso	6 846 000
04215	Tiémena	6 846 000
04216	Touna	8 557 000
04217	Yangasso	8 557 000
04300	COLL. CERCLE DE MACINA	10 448 000
04301	Boky Wéré	6 846 000
04302	Folomana	6 846 000
04303	Kokry Centre	6 846 000
04304	Kolongo	8 557 000
04305	Macina	8 557 000
04306	Matomo	6 846 000
04307	Monimpé bougou	8 557 000
04308	Saloba	8 557 000
04309	Sana	6 846 000
04310	Souleye	6 846 000
04311	Tongué	6 846 000
04400	COLL. CERCLE DE NIONO	12 537 000

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
04401	Diabali	8 557 000
04402	Dogofry	8 557 000
04403	Kalasiguila	8 557 000
04404	Mariko	8 557 000
04405	Nampalari	6 846 000
04406	Niono	10 269 000
04407	Pogo	6 846 000
04408	Siribala	8 557 000
04409	Sirifila Bondy	8 557 000
04410	Sokolo	8 557 000
04411	Toridaga Ko	8 557 000
04412	Yeredon Sagnona	6 846 000
04500	COLL. CERCLE DE SAN	14 627 000
04501	Baramandougou	6 846 000
04502	Dah	6 846 000
04503	Diakourouna	6 846 000
04504	Dieli	6 846 000
04505	Djeguéna	6 846 000
04506	Fion	6 846 000
04507	Kaniégué	6 846 000
04508	Karaba	6 846 000
04509	Kassorola	6 846 000
04510	Kava	6 846 000
04511	Moribila	6 846 000
04512	Niamana	6 846 000
04513	Niasso	6 846 000
04514	Ngoa	6 846 000
04515	Ntorosso	6 846 000
04516	Ouolon	6 846 000
04517	San	10 269 000
04518	Siadougou	6 846 000
04519	Somo	6 846 000
04520	Sourountouna	6 846 000
04521	Sy	6 846 000
04522	Ténen	8 557 000
04523	Téneni	6 846 000
04524	Tourakolomba	6 846 000
04525	Waki	6 846 000
04600	COLL. CERCLE DE SEGOU	14 627 000
04601	Baguindadougou	6 846 000
04602	Bellin	6 846 000
04603	Boussin	6 846 000
04604	Sinzana	8 557 000
04605	Diédougou	6 846 000

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
04606	Diganibougou	6 846 000
04607	Dioro	10 269 000
04608	Diouna	6 846 000
04609	Dougabougou	8 557 000
04610	Farako	6 846 000
04611	Farakou Massa	6 846 000
04612	Fatiné	8 557 000
04613	Kamiandougou	6 846 000
04614	Katiéna	8 557 000
04615	Konodimini	6 846 000
04616	Markala	10 269 000
04617	Massala	6 846 000
04618	Ngara	6 846 000
04619	Nkoumandougou	6 846 000
04620	Pelingana	10 269 000
04621	Sakoiba	6 846 000
04622	Sama Foulala	6 846 000
04623	Saminé	6 846 000
04624	Sansanding	8 557 000
04625	Sebougou	6 846 000
04626	Segou	11 980 000
04627	Sibila	6 846 000
04628	Soignébougou	6 846 000
04629	Souba	6 846 000
04630	Togou	6 846 000
04700	COLL. CERCLE DE TOMINIAN	10 448 000
04701	Benena	6 846 000
04702	Diora	6 846 000
04703	Fangasso	8 557 000
04704	Koula	6 846 000
04705	Lanfiala	6 846 000
04706	Mafouné	6 846 000
04707	Mandiakuy	6 846 000
04708	Ouan	6 846 000
04709	Sanekuy	6 846 000
04710	Timissa	8 557 000
04711	Tominian	8 557 000
04712	Yasso	6 846 000
TOTAL REGION DE SEGOU		**1 034 650 000**

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
05000	COLL. REGION DE MOPTI	60 345 000
05100	COLL. CERCLE DE BANDIAGARA	14 627 000
05101	Bandiagara	6 846 000
05102	Bara Sara	6 846 000
05103	Borko	6 846 000
05104	Dandoli	6 846 000
05105	Diamnati	6 846 000
05106	Dogani Bere	6 846 000
05107	Doucoumbo	8 557 000
05108	Dourou	6 846 000
05109	Kendé	6 846 000
05110	Kendié	8 557 000
05111	Lowol Guéou	6 846 000
05112	Metoumou	6 846 000
05113	Ondougou	6 846 000
05114	Pelou	6 846 000
05115	Pignari	6 846 000
05116	Pignari Bana	8 557 000
05117	Sangha	8 557 000
05118	Segué Iré	6 846 000
05119	Soroly	6 846 000
05120	Timininiri	6 846 000
05121	Wadouba	8 557 000
05200	COLL. CERCLE DE BANKASS	12 537 000
05201	Bankass	8 557 000
05202	Baye	8 557 000
05203	Diallassagou	8 557 000
05204	Dimbal Habé	6 846 000
05205	Kani Bozoni	6 846 000
05206	Koulogon Habé	6 846 000
05207	Léssagou Habé	6 846 000
05208	Ouonkoro	8 557 000
05209	Ségué	8 557 000
05210	Sokoura	8 557 000
05211	Soubala	6 846 000
05212	Tori daga	6 846 000
05300	COLL. CERCLE DE DJENNE	10 448 000
05301	Dandougou Fakala	6 846 000
05302	Derary	6 846 000
05303	Djenné	8 557 000
05304	Fakala	8 557 000
05305	Femaye	6 846 000
05306	Kewa	8 557 000
05307	Madiama	6 846 000

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
05308	Nemabadenyakafo	10 269 000
05309	Niassanarie	6 846 000
05310	Ouro Ali	6 846 000
05311	Pondori	6 846 000
05312	Togué Morari	6 846 000
05400	COLL. CERCLE DE DOUENTZA	12 537 000
05401	Dallah	6 846 000
05402	Dangol Boré	8 557 000
05403	Deberé	6 846 000
05404	Dianwéli	6 846 000
05405	Djaptodji	8 557 000
05406	Douentza	8 557 000
05407	Gandamia	6 846 000
05408	Hairé	8 557 000
05409	Hombori	6 846 000
05410	Kerena	6 846 000
05411	Korarou	6 846 000
05412	Koubewel Koundia	6 846 000
05413	Mondoro	8 557 000
05414	Petaka	6 846 000
05415	Tedié	6 846 000
05500	COLL. CERCLE DE KORO	14 627 000
05501	Bamba	6 846 000
05502	Bara Pireli	6 846 000
05503	Bondo	8 557 000
05504	Diankabou	6 846 000
05505	Dinangourou	8 557 000
05506	Dioungani	8 557 000
05507	Dougou Tene 1	8 557 000
05508	Dougou Tene 2	6 846 000
05509	Kassa	6 846 000
05510	Koporo Pen	6 846 000
05511	Koporokendie Na	6 846 000
05512	Koro	10 269 000
05513	Madougou	8 557 000
05514	Pel Maoudé	6 846 000
05515	Yoro	6 846 000
05516	Youdiou	6 846 000
05600	COLL. CERCLE DE MOPTI	12 537 000
05601	Bassiro	6 846 000
05602	Borondougou	6 846 000
05603	Dialoubé	8 557 000
05604	Fatoma	6 846 000
05605	Konna	10 269 000

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
05606	Korombana	8 557 000
05607	Koubaye	6 846 000
05608	Kounari	6 846 000
05609	Mopti	11 980 000
05610	Ouro Modi	6 846 000
05611	Ouroubé Doudé	6 846 000
05612	Salsalbé	6 846 000
05613	Sio	8 557 000
05614	Sokoura	10 269 000
05615	Soye	6 846 000
05700	COLL. CERCLE DE TENENKOU	10 448 000
05701	Diafarabé	6 846 000
05702	Diaka	8 557 000
05703	Diondiori	6 846 000
05704	Kareri	8 557 000
05705	Ouro Ardo	6 846 000
05706	Ouro Guiré	6 846 000
05707	Souboulbé	6 846 000
05708	Tenenkou	6 846 000
05709	Togoro Kotia	6 846 000
05710	Toguéré Koumbé	8 557 000
05800	COLL. CERCLE DE YOUWAROU	8 358 000
05801	Bimbere Tama	6 846 000
05802	Deboye	6 846 000
05803	Dirma	6 846 000
05804	Dongo	6 846 000
05805	Farimaké	6 846 000
05806	Ndodjiga	6 846 000
05807	Youwarou	8 557 000
TOTAL REGION DE MOPTI		**967 699 000**

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
06000	COLL. REGION DE TOMBOUCTOU	48 276 000
06100	COLL. CERCLE DE DIRE	10 448 000
06101	Arham	6 846 000
06102	Binga	6 846 000
06103	Bourem Sidi Amar	6 846 000
06104	Dangha	6 846 000
06105	Diré	8 557 000
06106	Garbakoira	6 846 000
06107	Haibongo	6 846 000
06108	Kirchamba	6 846 000
06109	Kondi	6 846 000
06110	Saréyamou	6 846 000
06111	Tienkour	6 846 000
06112	Tindirma	6 846 000
06113	Tinguereguif	6 846 000
06200	COLL. CERCLE DE GOUNDAM	12 537 000
06201	Adarmalane	6 846 000
06202	Aljounoub	6 846 000
06203	Bintagoungou	6 846 000
06204	Douekiré	6 846 000
06205	Doukouria	6 846 000
06206	Essakane	6 846 000
06207	Gargando	6 846 000
06208	Goundam	6 846 000
06209	Issa Bery	6 846 000
06210	Kaneye	6 846 000
06211	Mbouna	6 846 000
06212	Raz El Ma	6 846 000
06213	Télé	6 846 000
06214	Tilemsi	6 846 000
06215	Tin Aicha	6 846 000
06216	Tonka	8 557 000
06300	COLL. CERCLE DE G. RHAROUS	10 448 000
06301	Bambara Maoudé	6 846 000
06302	Banikane	6 846 000
06303	Gossi	8 557 000
06304	Hanzakoma	6 846 000
06305	Haribomo	6 846 000
06306	Inadjatafane	6 846 000
06307	Ouinerden	6 846 000
06308	Rharous	8 557 000
06309	Sereré	6 846 000
06400	COLL. CERCLE DE NIAFUNKE	8 358 000
06401	Banikane Narhawa	6 846 000

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
06402	Dianké	6 846 000
06403	Fittouga	8 557 000
06404	Koumeira	6 846 000
06405	Léré	8 557 000
06406	Ngorkou	6 846 000
06407	Soboundou	8 557 000
06408	Soumpi	6 846 000
06500	COLL. CERCLE DE TOMBOUCTOU	8 358 000
06501	Alafia	6 846 000
06502	Ber	8 557 000
06503	Bourem In Ali	6 846 000
06504	Lafia	6 846 000
06506	Tombouctou	10 269 000
TOTAL REGION DE TOMBOUCTOU		**464 682 000**

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
07000	COLL. REGION DE GAO	48 276 000
07100	COLL. CERCLE ANSONGO	8 358 000
07101	Ansongo	8 557 000
07102	Bara	6 846 000
07103	Bourra	6 846 000
07104	Ouattagouna	8 557 000
07105	Talataye	8 557 000
07106	Tessit	6 846 000
07107	Tin Hama	6 846 000
07200	COLL. CERCLE DE BOUREM	8 358 000
07201	Bamba	8 557 000
07202	Bourem	8 557 000
07203	Taboye	8 557 000
07204	Tarkint	8 557 000
07205	Temera	6 846 000
07300	COLL. CERCLE DE GAO	10 448 000
07301	Anchawadj	8 557 000
07302	Gabéro	8 557 000
07303	Gao	10 269 000
07304	Gounzoureye	8 557 000
07305	In Tililt	6 846 000
07306	Soni Ali Ber	10 269 000
07307	Tilemsi	6 846 000
07500	COLL CERCLE DE ALMOUSTRAT	12 537 000
07501	Agharous	6 846 000
07502	Almoustrat	6 846 000
07503	Ersane	6 846 000
07504	M'beikit Ljoul	6 846 000
07505	Tabakort	6 846 000
08000	COLL. REGION DE KIDAL	48 276 000
08100	COLL. CERCLE DE ABEIBARA	8 358 000
08101	Abeibara	6 846 000
08102	Boghassa	6 846 000
08103	Tinzawatene	6 846 000
08200	COLL. CERCLE DE KIDAL	8 358 000
08201	Anefif	6 846 000
08202	Essouk	6 846 000
08203	Kidal	8 557 000
08300	COLL. CERCLE DE TESSALIT	8 358 000
08301	Adjelhoc	6 846 000
08302	Tessalit	6 846 000
08303	Timtaghene	6 846 000
08400	COLL. CERCLE DE TINESSAKO	8 358 000
08401	In Tedjedit	6 846 000

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
08402	Tinessako	6 846 000
08500	COLL CERCLE D'ACHIBOGHO	12 537 000
08501	Achibogho	6 846 000
08502	Imbulal	6 846 000
TOTAL REGION DE KIDAL		**461 191 000**

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
09000	COLL. DU DISTRICT DE BAMAKO	85 523 000
09100	COMMUNE 1 DE BAMAKO	11 980 000
09200	COMMUNE 2 DE BAMAKO	11 980 000
09300	COMMUNE 3 DE BAMAKO	11 980 000
09400	COMMUNE 4 DE BAMAKO	11 980 000
09500	COMMUNE 5 DE BAMAKO	11 980 000
09600	COMMUNE 6 DE BAMAKO	11 980 000
TOTAL DISTRICT DE BAMAKO		**157 403 000**

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
10000	COLL. REGION DE TAOUDENIT	84 483 000
10100	COLL. CERCLE DE ACHOURATT	12 537 000
10101	Achouratt	6 846 000
10102	Alfacrouma	6 846 000
10103	Algatara	6 846 000
10104	Almatala	6 846 000
10105	Lirako	6 846 000
10200	COLL. CERCLE DE AL-OURCHE	12 537 000
10201	Al-Ourche	6 846 000
10202	Djaba	6 846 000
10203	Nibkt-Elk	6 846 000
10204	Oum-Laadam	6 846 000
10205	Tamagounite	6 846 000
10206	Touwal	6 846 000
10207	Ziriba	6 846 000
10300	COLL. CERCLE DE ARAOUANE	12 537 000
10301	Achamour	6 846 000
10302	Araouane	6 846 000
10303	M'back-Sema	6 846 000
10304	Tin Aglahadje	6 846 000
10305	Wade Lahjare	6 846 000
10400	COLL. CERCLE DE BOU-DJEBEHA	12 537 000
10401	Agouni	6 846 000
10402	Bou-Djebeha	6 846 000
10403	Eregkhal	6 846 000
10404	Limgassim	6 846 000
10405	Tictlifit	6 846 000
10500	COLL. CERCLE DE FOUM-ELBA	12 537 000
10501	Bongouyaira	6 846 000
10502	Foum-Elba	6 846 000
10503	Lamhaimide	6 846 000
10600	COLL. CERCLE DE TAOUDENIT	12 537 000
10601	Alhank	6 846 000
10602	Alougla	6 846 000
10603	Taoudenit	8 557 000
10604	Teghaza	6 846 000
10605	Zoueya	6 846 000
TOTAL REGION DE TAOUDENIT		**366 796 000**

DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT)-2021

CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2021
11000	COLL. REGION DE MENAKA	84 483 000
11100	COLL. CERCLE DE ANDERAMBOUKANE	12 537 000
11101	Anderamboukane	8 557 000
11102	Azawak	6 846 000
11103	Anouzagrene	6 846 000
11104	Tamalet	6 846 000
11200	COLL. CERCLE DE INEKAR	12 537 000
11201	Ilamawane	6 846 000
11202	Inekar	6 846 000
11203	Tadriante	6 846 000
11204	Tissouakh	6 846 000
11300	COLL. CERCLE DE MENAKA	12 537 000
11301	Infourkaraïtane	6 846 000
11302	Menaka	10 269 000
11303	Inazole	6 846 000
11304	Tabankort	6 846 000
11305	Tin abaw	6 846 000
11306	Assakaraye	6 846 000
11307	Izguirète	6 846 000
11400	COLL. CERCLE DE TIDERMENE	12 537 000
11401	Alata	6 846 000
11402	Chiman	6 846 000
11403	Inhinita	6 846 000
11404	Intadeyne	6 846 000
11405	Téguerert	6 846 000
11406	Tidermene	5 860 000
TOTAL REGION DE MENAKA		**282 545 000**
TOTAL GENERAL		**7 000 000 000**

-

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
01000	COLL. REGION DE KAYES	1 141 000
01100	COLL. CERCLE DE BAFOULABE	235 000
01101	Bafoulabé	359 000
01102	Bamafélé	391 000
01103	Diakon	375 000
01104	Diallan	359 000
01105	Diokéli	391 000
01106	Gounfan	294 000
01107	Kontéla	359 000
01108	Koundian	391 000
01109	Mahina	408 000
01110	Niambia	359 000
01111	Oualia	326 000
01112	Sidibéla	359 000
01113	Tomora	310 000
01200	COLL. CERCLE DE DIEMA	1 096 000
01201	Béma	440 000
01202	Diangounté Camara	473 000
01203	Dianguirdé	391 000
01204	Diéma	343 000
01205	Diéoura	391 000
01206	Dioumara K	424 000
01207	Fassoudébé	457 000
01208	Fatao	359 000
01209	Gomitradougou	163 000
01210	Grouméra	457 000
01211	Guédébiné	457 000
01212	Lakamané	359 000
01213	Lambidou	326 000
01214	Madiga Sacko	359 000
01215	Sansankidé	359 000
01300	COLL. CERCLE DE KAYES	900 000
01301	Bangassi	294 000
01302	Colimbiné	326 000
01303	Diamou	359 000
01304	Diélébou	343 000
01305	Falémé	326 000
01306	Fégui	326 000
01307	Gory Gopela	391 000
01308	Gouméra	326 000
01309	Guidimaka K K	294 000
01310	Hawadembaya	359 000
01311	Karakoro	391 000
01312	Kayes	408 000

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
01313	Kemené Tambo	326 000
01314	Kholoum	294 000
01315	Koniakari	424 000
01316	Koussane	343 000
01317	Liberté Dembaya	326 000
01318	Logo	326 000
01319	Maréna Diombgou	326 000
01320	Marentoumania	391 000
01321	Sadiola	359 000
01322	Sahel	294 000
01323	Samé Diongoma	294 000
01324	Segala	343 000
01325	Sero Diamanou	440 000
01326	Somankidi	359 000
01327	Sony	326 000
01328	Tafacirga	326 000
01400	COLL. CERCLE DE KENIEBA	587 000
01401	Baye	326 000
01402	Dabia	294 000
01403	Dialafara	294 000
01404	Dombia	294 000
01405	Faléa	261 000
01406	Faraba	359 000
01407	Guénégoré	261 000
01408	Kassama	294 000
01409	Keniéba	277 000
01410	Kouroukoto	326 000
01411	Sagalo	163 000
01412	Sitakily	375 000
01500	COLL.CERCLE DE KITA	587 000
01501	Badia	65 000
01502	Bendougouba	65 000
01503	Benkadi Founia	65 000
01504	Boudofo	65 000
01505	Bougarybaya	65 000
01506	Didenko	65 000
01507	Djidian	65 000
01508	Djougoun	65 000
01509	Gadougou 1	65 000
01510	Gadougou 2	65 000
01511	Guémoukouraba	65 000
01512	Kassaro	65 000
01513	Kita	98 000
01514	Kita Nord	65 000

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
01515	Kita Ouest	65 000
01516	Kobri	65 000
01517	Kokofata	65 000
01518	Kotouba	65 000
01519	Koulou	65 000
01520	Kourininkoto	65 000
01521	Madina	65 000
01522	Makano	65 000
01523	Namalaguimba	65 000
01524	Niantasso	65 000
01525	Saboula	65 000
01526	Sébékoro	82 000
01527	Séféto Nord	65 000
01528	Séféto Ouest	65 000
01529	Senko	65 000
01530	Sirakoro	65 000
01531	Souransan Tomoto	65 000
01532	Tambaga	65 000
01533	Toukoto	65 000
01600	COLL. CERCLE DE NIORO	1 096 000
01601	Bagnéré Koré	424 000
01602	Diabigué	424 000
01603	Diarra	424 000
01604	Diaye Coura	391 000
01605	Gavinané	391 000
01606	Gogui	424 000
01607	Guetema	457 000
01608	Kadiaba Kadiel	326 000
01609	Korera Koré	424 000
01610	Nioro	343 000
01611	Nioro Tougounéranga	457 000
01612	Sandaré	375 000
01613	Simbi	424 000
01614	Troungoumbé	424 000
01615	Yereré	424 000
01616	Youri	424 000
01700	COLL.CERCLE DE YELIMANE	979 000
01701	Diafounou Dion.	391 000
01702	Diafounou Gory	408 000
01703	Fanga	359 000
01704	Gory	359 000
01705	Guidimé	408 000
01706	Kirané Kagnaga	408 000
01707	Konsiga	326 000

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
01708	Kremis	98 000
01709	Marekaffo	391 000
01710	Soumpou	391 000
01711	Toya	391 000
01712	Tringa	391 000
TOTAL REGION DE KAYES		**43 296 000**

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
02000	COLL. REGION DE KOULIKORO	1 446 000
02100	COLL. CERCLE DE BANAMBA	979 000
02101	Banamba	375 000
02102	Benkadi	326 000
02103	Boron	375 000
02104	Dougouwolowula	424 000
02105	Kiban	424 000
02106	Madina Sacko	408 000
02107	Sebeté	424 000
02108	Toubacoro	326 000
02109	Toukoroba	391 000
02200	COLL. CERCLE DE DIOILA	744 000
02201	Banco	277 000
02202	Benkadi	261 000
02203	Binko	261 000
02204	Degnékoro	261 000
02205	Diebé	261 000
02206	Diedougou	277 000
02207	Diouma	261 000
02208	Dolendougou	261 000
02209	Guegnéka	277 000
02210	Djekafo	326 000
02211	Kaladougou	277 000
02212	Kemekafo	277 000
02213	Kerela	228 000
02214	Kilidougou	261 000
02215	Massigui	294 000
02216	Nangola	228 000
02217	N'Dolondougou	261 000
02218	N'Garadougou	261 000
02219	N'Golobougou	261 000
02220	Niantjila	261 000
02221	Tenendougou	261 000
02222	Wacoro	261 000
02223	Zan Coulibaly	261 000
02300	COLL. CERCLE DE KANGABA	822 000
02301	Balan Bakama	359 000
02302	Benkadi	359 000
02303	Kaniogo	457 000
02304	Karan	326 000
02305	Maramandougou	359 000
02306	Minidian	359 000
02307	Naréna	359 000
02308	Nouga	326 000

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
02309	Selefougou	294 000
02400	COLL. CERCLE DE KATI	352 000
02401	Baguinéda camp	212 000
02402	Bancoumana	98 000
02403	Bossofala	98 000
02404	Bougoula	98 000
02405	Daban	130 000
02406	Diago	98 000
02407	Dialakoroba	196 000
02408	Dialakorodji	130 000
02409	Diédougou	98 000
02410	Dio gare	98 000
02411	Dogodouma	196 000
02412	Dombila	98 000
02413	Doubabougou	98 000
02414	Faraba	196 000
02415	Kalabancoro	212 000
02416	Kalifabougou	98 000
02417	Kambila	98 000
02418	Kati	130 000
02419	Kourouba	196 000
02420	Mandé	196 000
02421	Moribabougou	114 000
02422	Mountougoula	196 000
02423	N'Gabacoro droit	114 000
02424	N'Gouraba	163 000
02425	Niagadina	196 000
02426	Niouma Makana	98 000
02427	Ntjiba	98 000
02428	Ouélésébougou	130 000
02429	Safo	98 000
02430	Sanankoro Djitoum	196 000
02431	Sanankoroba	212 000
02432	Sangarébougou	163 000
02433	Siby	179 000
02434	Sobra	196 000
02435	Tiakadougou Dial.	98 000
02436	Tièlé	98 000
02437	Yelékebougou	130 000
02500	COLL. CERCLE DE KOLOKANI	900 000
02501	Didiéni	408 000
02502	Guihoyo	130 000
02503	Kolokani	179 000
02504	Massantola	114 000

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
02505	Nonkon	65 000
02506	Nossombougou	261 000
02507	Ouolodo	196 000
02508	Sagabala	179 000
02509	Sébécoro 1	391 000
02510	Tioribougou	261 000
02600	COLL. CERCLE DE KOULIKORO	900 000
02601	Dinandougou	326 000
02602	Doumba	326 000
02603	Koula	343 000
02604	Koulikoro	375 000
02605	Meguetan	375 000
02606	Nyamina	375 000
02607	Sirakorola	375 000
02608	Tienfala	326 000
02609	Tougouni	326 000
02700	COLL. CERCLE DE NARA	509 000
02701	Allahina	98 000
02702	Dabo	98 000
02703	Dilly	179 000
02704	Dogofry	114 000
02705	Fallou	147 000
02706	Gueneibé	98 000
02707	Guiré	98 000
02708	Koronga	98 000
02709	Nara	179 000
02710	Niamana	114 000
02711	Ouagadou	196 000
TOTAL REGION DE KOULIKORO		**31 441 000**

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
03000	COLL. REGION DE SIKASSO	380 000
03100	COLL. CERCLE DE BOUGOUNI	352 000
03101	Bladié-Tiemala	457 000
03102	Bougouni	489 000
03103	Cyen Toula	391 000
03104	Danou	326 000
03105	Debelin	359 000
03106	Defina	457 000
03107	Dogo	408 000
03108	Domba	326 000
03109	Faradiele	294 000
03110	Faraguouaran	294 000
03111	Garalo	310 000
03112	Keleya	343 000
03113	Kokelen	359 000
03114	Kola	326 000
03115	Koumantou	391 000
03116	Kouroulamini	294 000
03117	Meridiela	359 000
03118	Ouroun	294 000
03119	Sanso	375 000
03120	Sibirila	473 000
03121	sido	359 000
03122	Tiemala-Banimonotie	359 000
03123	Wola	294 000
03124	Yinindougou	326 000
03125	Yiridougou	424 000
03126	Zantiebougou	310 000
03200	COLL. CERCLE DE KADIOLO	900 000
03201	Diou	359 000
03202	Dioumatene	359 000
03203	Fourou	375 000
03204	Kadiolo	391 000
03205	Kai	359 000
03206	Loulouni	294 000
03207	Misseni	375 000
03208	Ninbougou	359 000
03209	Zegoua	375 000
03300	COLL. CERCLE DE KOLONDIEBA	587 000
03301	Bougoula	294 000
03302	Fakola	277 000
03303	Farako	294 000
03304	Kadiana	245 000
03305	Kebila	310 000

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
03306	Kolondieba	326 000
03307	Kolosso	261 000
03308	Mena	294 000
03309	Nangalasso	294 000
03310	Ngolodiana	294 000
03311	Tiongui	294 000
03312	Tousseguela	261 000
03400	COLL. CERCLE DE KOUTIALA	900 000
03401	Diedougou	326 000
03402	Diouradougou Kafo	326 000
03403	Fagui	326 000
03404	Fakolo	326 000
03405	Guadji Kao	326 000
03406	Guoudie Sougouna	326 000
03407	Kafo Faboli	326 000
03408	Kapala	326 000
03409	Karaguana Mallé	326 000
03410	Kolonigue	343 000
03411	Konina	326 000
03412	Kouningue	326 000
03413	Konseguela	343 000
03414	Koromo	326 000
03415	Kougnana	326 000
03416	Koutiala	375 000
03417	Logouana	326 000
03418	Miena	326 000
03419	Mpessoba	343 000
03420	Nafanga	326 000
03421	Nampé	326 000
03422	Ngolognanasso	326 000
03423	Ngoutjina	326 000
03424	Niantaga	326 000
03425	Ntossoni	326 000
03426	Sincina	326 000
03427	Sinkolo	326 000
03428	Songo Douba kore	326 000
03429	Songoua	326 000
03430	Sorobasso	326 000
03431	Tao	326 000
03432	Yognogo	326 000
03433	Zanfigué	326 000
03434	Zangasso	326 000
03435	Zanina	326 000
03436	Zebala	326 000

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
03500	COLL. CERCLE DE SIKASSO	509 000
03501	Benkadi	457 000
03502	Blindio	359 000
03503	Danderesso	473 000
03504	Dembela	457 000
03505	Dialakoro	359 000
03506	Dioumatene	359 000
03507	Dogoni	457 000
03508	Doumanaba	457 000
03509	Fama	424 000
03510	Farakala	457 000
03511	Finkolo	424 000
03512	Finkolo Ganadougou	359 000
03513	Gongasso	457 000
03514	Kabarasso	457 000
03515	Kaboila	375 000
03516	Kafouziela	424 000
03517	Kapala	391 000
03518	Kapolon dougou	457 000
03519	Kignan	375 000
03520	Klela	473 000
03521	Kofan	457 000
03522	Kolokoba	391 000
03523	Koumankou	326 000
03524	Kouoro	457 000
03525	Kourouma	391 000
03526	Lobougoula	473 000
03527	Miniko	359 000
03528	Miria	457 000
03529	Missirikoro	359 000
03530	Natien	359 000
03531	Niéna	375 000
03532	Nongon-souala	359 000
03533	Ntjikouna	424 000
03534	Pimperna	359 000
03535	Sanzana	457 000
03536	Sikasso	408 000
03537	Sokourani missirikoro	424 000
03538	Tella	359 000
03539	Tiankadi	457 000
03540	Wateni	457 000
03541	Zanferebougou	457 000
03542	Zangaradougou	457 000
03543	Zangniena	424 000

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
03600	COLL. CERCLE DE YANFOLILA	274 000
03601	Baya	440 000
03602	Bolofouta	457 000
03603	Diallonfoula	424 000
03604	Djiguiya de Koloni	359 000
03605	Guanan	375 000
03606	Guandiaka	473 000
03607	Koussan	359 000
03608	Sankarani	359 000
03609	Seremoussa ani Samou	424 000
03610	Tagandougou	359 000
03611	Wassoulou Ballé	391 000
03612	Yalankoro Soloba	359 000
03700	COLL. CERCLE DE YOROSSO	196 000
03701	Boura	310 000
03702	Karangana	294 000
03703	Kifosso 1	294 000
03704	Koumbia	310 000
03705	Kouri	326 000
03706	Mahou	294 000
03707	Menimba 1	294 000
03708	Ourikela	310 000
03709	Yorosso	310 000
TOTAL REGION DE SIKASSO		**57 439 000**

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
04000	COLL. REGION DE SEGOU	1 141 000
04100	COLL. CERCLE DE BARAOUELI	665 000
04101	Baroueli	294 000
04102	Bouadié	277 000
04103	Dougoufié	261 000
04104	Gouendo	261 000
04105	Kalaké	261 000
04106	Konobougou	277 000
04107	Ngassola	261 000
04108	Sanando	277 000
04109	Somo	294 000
04110	Tamani	261 000
04111	Tesserla	261 000
04200	COLL. CERCLE DE BLA	744 000
04201	Begueni	391 000
04202	Bla	457 000
04203	Diaramana	473 000
04204	Diéna	457 000
04205	Dougouolo	457 000
04206	Falo	424 000
04207	Fani	457 000
04208	Kazangasso	457 000
04209	Kemeni	457 000
04210	Korodougou	424 000
04211	Koulandougou	457 000
04212	Niala	457 000
04213	Samabogo	424 000
04214	Somaso	457 000
04215	Tiémena	457 000
04216	Touna	473 000
04217	Yangasso	375 000
04300	COLL. CERCLE DE MACINA	665 000
04301	Boky Wéré	326 000
04302	Folomana	326 000
04303	Kokry Centre	326 000
04304	Kolongo	343 000
04305	Macina	277 000
04306	Matomo	326 000
04307	Monimpé bougou	310 000
04308	Saloba	343 000
04309	Sana	326 000
04310	Souleye	261 000
04311	Tongué	294 000
04400	COLL. CERCLE DE NIONO	626 000

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
04401	Diabali	343 000
04402	Dogofry	277 000
04403	Kalasiguila	245 000
04404	Mariko	245 000
04405	Nampalari	228 000
04406	Niono	261 000
04407	Pogo	261 000
04408	Siribala	277 000
04409	Sirifila Bondy	277 000
04410	Sokolo	277 000
04411	Toridaga Ko	277 000
04412	Yeredon Sagnona	261 000
04500	COLL. CERCLE DE SAN	665 000
04501	Baramandougou	261 000
04502	Dah	261 000
04503	Diakourouna	261 000
04504	Dieli	261 000
04505	Djeguéna	326 000
04506	Fion	261 000
04507	Kaniégué	261 000
04508	Karaba	261 000
04509	Kassorola	261 000
04510	Kava	261 000
04511	Moribila	261 000
04512	Niamana	261 000
04513	Niasso	261 000
04514	Ngoa	261 000
04515	Ntorosso	261 000
04516	Ouolon	261 000
04517	San	294 000
04518	Siadougou	261 000
04519	Somo	261 000
04520	Sourountouna	261 000
04521	Sy	261 000
04522	Ténen	277 000
04523	Téneni	261 000
04524	Tourakolomba	261 000
04525	Waki	261 000
04600	COLL. CERCLE DE SEGOU	744 000
04601	Baguindadougou	326 000
04602	Bellin	326 000
04603	Boussin	294 000
04604	Sinzana	310 000
04605	Diédougou	326 000

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
04606	Diganibougou	326 000
04607	Dioro	359 000
04608	Diouna	294 000
04609	Dougabougou	343 000
04610	Farako	294 000
04611	Farakou Massa	228 000
04612	Fatiné	343 000
04613	Kamiandougou	326 000
04614	Katiéna	343 000
04615	Konodimini	326 000
04616	Markala	359 000
04617	Massala	326 000
04618	Ngara	326 000
04619	Nkoumandougou	326 000
04620	Pelingana	359 000
04621	Sakoiba	326 000
04622	Sama Foulala	261 000
04623	Saminé	326 000
04624	Sansanding	343 000
04625	Sebougou	326 000
04626	Segou	375 000
04627	Sibila	326 000
04628	Soignébougou	294 000
04629	Souba	326 000
04630	Togou	326 000
04700	COLL. CERCLE DE TOMINIAN	665 000
04701	Benena	424 000
04702	Diora	359 000
04703	Fangasso	408 000
04704	Koula	424 000
04705	Lanfiala	457 000
04706	Mafouné	391 000
04707	Mandiakuy	424 000
04708	Ouan	457 000
04709	Sanekuy	424 000
04710	Timissa	440 000
04711	Tominian	473 000
04712	Yasso	457 000
TOTAL REGION DE SEGOU		**44 607 000**

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
05000	COLL. REGION DE MOPTI	1 446 000
05100	COLL. CERCLE DE BANDIAGARA	822 000
05101	Bandiagara	391 000
05102	Bara Sara	424 000
05103	Borko	391 000
05104	Dandoli	391 000
05105	Diamnati	424 000
05106	Dogani Bere	424 000
05107	Doucoumbo	440 000
05108	Dourou	424 000
05109	Kendé	391 000
05110	Kendié	408 000
05111	Lowol Guéou	391 000
05112	Metoumou	391 000
05113	Ondougou	391 000
05114	Pelou	391 000
05115	Pignari	294 000
05116	Pignari Bana	375 000
05117	Sangha	440 000
05118	Segué Iré	391 000
05119	Soroly	391 000
05120	Timiniri	359 000
05121	Wadouba	310 000
05200	COLL. CERCLE DE BANKASS	861 000
05201	Bankass	375 000
05202	Baye	375 000
05203	Diallassagou	408 000
05204	Dimbal Habé	424 000
05205	Kani Bozoni	391 000
05206	Koulogon Habé	326 000
05207	Léssagou Habé	391 000
05208	Ouonkoro	343 000
05209	Ségué	408 000
05210	Sokoura	343 000
05211	Soubala	261 000
05212	Tori daga	359 000
05300	COLL. CERCLE DE DJENNE	1 057 000
05301	Dandougou Fakala	391 000
05302	Derary	294 000
05303	Djenné	343 000
05304	Fakala	343 000
05305	Femaye	391 000
05306	Kewa	310 000
05307	Madiama	326 000

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
05308	Nemabadenyakafo	326 000
05309	Niassanarie	326 000
05310	Ouro Ali	261 000
05311	Pondori	326 000
05312	Togué Morari	294 000
05400	COLL. CERCLE DE DOUENTZA	705 000
05401	Dallah	261 000
05402	Dangol Boré	277 000
05403	Deberé	98 000
05404	Dianwéli	228 000
05405	Djaptodji	277 000
05406	Douentza	375 000
05407	Gandamia	261 000
05408	Hairé	343 000
05409	Hombori	261 000
05410	Kerena	261 000
05411	Korarou	261 000
05412	Koubewel Koundia	261 000
05413	Mondoro	277 000
05414	Petaka	261 000
05415	Tedié	326 000
05500	COLL. CERCLE DE KORO	274 000
05501	Bamba	65 000
05502	Bara Pireli	65 000
05503	Bondo	82 000
05504	Diankabou	65 000
05505	Dinangourou	82 000
05506	Dioungani	82 000
05507	Dougou Tene 1	82 000
05508	Dougou Tene 2	65 000
05509	Kassa	65 000
05510	Koporo Pen	65 000
05511	Koporokendie Na	65 000
05512	Koro	98 000
05513	Madougou	82 000
05514	Pel Maoudé	65 000
05515	Yoro	65 000
05516	Youdiou	65 000
05600	COLL. CERCLE DE MOPTI	313 000
05601	Bassiro	294 000
05602	Borondougou	391 000
05603	Dialoubé	408 000
05604	Fatoma	326 000
05605	Konna	359 000

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
05606	Korombana	343 000
05607	Koubaye	359 000
05608	Kounari	163 000
05609	Mopti	375 000
05610	Ouro Modi	391 000
05611	Ouroubé Doudé	326 000
05612	Salsalbé	391 000
05613	Sio	343 000
05614	Sokoura	457 000
05615	Soye	391 000
05700	COLL. CERCLE DE TENENKOU	744 000
05701	Diafarabé	359 000
05702	Diaka	375 000
05703	Diondiori	359 000
05704	Kareri	375 000
05705	Ouro Ardo	326 000
05706	Ouro Guiré	359 000
05707	Souboulbé	261 000
05708	Tenenkou	359 000
05709	Togoro Kotia	326 000
05710	Toguéré Koumbé	343 000
05800	COLL. CERCLE DE YOUWAROU	313 000
05801	Bimbere Tama	326 000
05802	Deboye	359 000
05803	Dirma	326 000
05804	Dongo	359 000
05805	Farimaké	359 000
05806	Ndodjiga	326 000
05807	Youwarou	343 000
TOTAL REGION DE MOPTI		**39 445 000**

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
06000	COLL. REGION DE TOMBOUCTOU	1 978 000
06100	COLL. CERCLE DE DIRE	1 057 000
06101	Arham	424 000
06102	Binga	326 000
06103	Bourem Sidi Amar	326 000
06104	Dangha	326 000
06105	Diré	440 000
06106	Garbakoira	326 000
06107	Haibongo	359 000
06108	Kirchamba	326 000
06109	Kondi	391 000
06110	Saréyamou	326 000
06111	Tienkour	326 000
06112	Tindirma	326 000
06113	Tinguereguif	424 000
06200	COLL. CERCLE DE GOUNDAM	705 000
06201	Adarmalane	261 000
06202	Aljounoub	261 000
06203	Bintagoungou	261 000
06204	Douekiré	261 000
06205	Doukouria	261 000
06206	Essakane	261 000
06207	Gargando	261 000
06208	Goundam	261 000
06209	Issa Bery	261 000
06210	Kaneye	261 000
06211	Mbouna	261 000
06212	Raz El Ma	261 000
06213	Télé	261 000
06214	Tilemsi	228 000
06215	Tin Aicha	261 000
06216	Tonka	277 000
06300	COLL. CERCLE DE G. RHAROUS	665 000
06301	Bambara Maoudé	65 000
06302	Banikane	261 000
06303	Gossi	277 000
06304	Hanzakoma	294 000
06305	Haribomo	228 000
06306	Inadjatafane	261 000
06307	Ouinerden	228 000
06308	Rharous	245 000
06309	Sereré	294 000
06400	COLL. CERCLE DE NIAFUNKE	626 000
06401	Banikane Narhawa	261 000

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
06402	Dianké	261 000
06403	Fittouga	277 000
06404	Koumeira	261 000
06405	Léré	277 000
06406	Ngorkou	261 000
06407	Soboundou	277 000
06408	Soumpi	261 000
06500	COLL. CERCLE DE TOMBOUCTOU	939 000
06501	Alafia	424 000
06502	Ber	375 000
06503	Bourem In Ali	391 000
06504	Lafia	261 000
06506	Tombouctou	391 000
TOTAL REGION DE TOMBOUCTOU		**20 906 000**

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
07000	COLL. REGION DE GAO	1 370 000
07100	COLL. CERCLE ANSONGO	157 000
07101	Ansongo	343 000
07102	Bara	326 000
07103	Bourra	326 000
07104	Ouattagouna	343 000
07105	Talataye	343 000
07106	Tessit	326 000
07107	Tin Hama	326 000
07200	COLL. CERCLE DE BOUREM	1 018 000
07201	Bamba	473 000
07202	Bourem	375 000
07203	Taboye	473 000
07204	Tarkint	82 000
07205	Temera	359 000
07300	COLL. CERCLE DE GAO	665 000
07301	Anchawadj	310 000
07302	Gabéro	310 000
07303	Gao	294 000
07304	Gounzoureye	277 000
07305	In Tililt	294 000
07306	Soni Ali Ber	326 000
07307	Tilemsi	294 000
07500	COLL CERCLE DE ALMOUSTRAT	939 000
07501	Agharous	65 000
07502	Almoustrat	65 000
07503	Ersane	65 000
07504	M'beikit Ljoul	65 000
07505	Tabakort	65 000
TOTAL REGION DE GAO		**10 674 000**

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
08000	COLL. REGION DE KIDAL	304 000
08100	COLL. CERCLE DE ABEIBARA	157 000
08101	Abeibara	65 000
08102	Boghassa	65 000
08103	Tinzawatene	65 000
08200	COLL. CERCLE DE KIDAL	157 000
08201	Anefif	65 000
08202	Essouk	65 000
08203	Kidal	82 000
08300	COLL. CERCLE DE TESSALIT	157 000
08301	Adjelhoc	65 000
08302	Tessalit	65 000
08303	Timtaghene	65 000
08400	COLL. CERCLE DE TINESSAKO	157 000
08401	In Tedjedit	65 000
08402	Tinessako	65 000
08500	COLL CERCLE D'ACHIBOGHO	939 000
08501	Achibogho	261 000
08502	Imbulal	261 000
TOTAL REGION DE KIDAL		**3 125 000**

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
09000	COLL. DU DISTRICT DE BAMAKO	699 000
09100	COMMUNE 1 DE BAMAKO	114 000
09200	COMMUNE 2 DE BAMAKO	114 000
09300	COMMUNE 3 DE BAMAKO	114 000
09400	COMMUNE 4 DE BAMAKO	408 000
09500	COMMUNE 5 DE BAMAKO	408 000
09600	COMMUNE 6 DE BAMAKO	114 000
TOTAL DISTRICT DE BAMAKO		**1 971 000**

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
10000	COLL. REGION DE TAOUDENIT	2 130 000
10100	COLL. CERCLE DE ACHOURATT	939 000
10101	Achouratt	261 000
10102	Alfacrouma	261 000
10103	Algatara	261 000
10104	Almatala	261 000
10105	Lirako	261 000
10200	COLL. CERCLE DE AL-OURCHE	939 000
10201	Al-Ourche	261 000
10202	Djaba	261 000
10203	Nibkt-Elk	261 000
10204	Oum-Laadam	261 000
10205	Tamagounite	261 000
10206	Touwal	261 000
10207	Ziriba	261 000
10300	COLL. CERCLE DE ARAOUANE	939 000
10301	Achamour	261 000
10302	Araouane	261 000
10303	M'back-Sema	261 000
10304	Tin Aglahadje	261 000
10305	Wade Lahjare	261 000
10400	COLL. CERCLE DE BOU-DJEBEHA	939 000
10401	Agouni	261 000
10402	Bou-Djebeha	261 000
10403	Eregkhal	261 000
10404	Limgassim	261 000
10405	Tictlifit	261 000
10500	COLL. CERCLE DE FOUM-ELBA	939 000
10501	Bongouyaira	261 000
10502	Foum-Elba	261 000
10503	Lamhaimide	261 000
10600	COLL. CERCLE DE TAOUDENIT	939 000
10601	Alhank	261 000
10602	Alougla	261 000
10603	Taoudenit	326 000
10604	Teghaza	261 000
10605	Zoueya	261 000
TOTAL REGION DE TAOUDENIT		**15 659 000**

DOTATION DES APPUIS TECHNIQUES (DAT) -2021

CODE	COLLECTIVITE	DAT 2021
11000	COLL. REGION DE MENAKA	2 130 000
11100	COLL. CERCLE DE ANDERAMBOUKANE	939 000
11101	Anderamboukane	326 000
11102	Azawak	261 000
11103	Anouzagrene	261 000
11104	Tamalet	261 000
11200	COLL. CERCLE DE INEKAR	939 000
11201	Ilamawane	230 000
11202	Inekar	230 000
11203	Tadriante	230 000
11204	Tissouakh	229 000
11300	COLL. CERCLE DE MENAKA	939 000
11301	Infourkaraïtane	261 000
11302	Menaka	391 000
11303	Inazole	261 000
11304	Tabankort	261 000
11305	Tin abaw	261 000
11306	Assakaraye	261 000
11307	Izguirète	261 000
11400	COLL. CERCLE DE TIDERMENE	939 000
11401	Alata	261 000
11402	Chiman	261 000
11403	Inhinita	261 000
11404	Intadeyne	261 000
11405	Téguerert	261 000
11406	Tidermene	261 000
TOTAL REGION DE MENAKA		**11 437 000**
TOTAL RGENERAL		**280 000 000**

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
01000	COLL. REGION DE KAYES	125 500 000	115 923 000	241 423 000
01100	COLL. CERCLE DE BAFOULABE		14 053 000	14 053 000
01101	Bafoulabé		16 282 000	16 282 000
01102	Bamafélé		16 943 000	16 943 000
01103	Diakon		16 304 000	16 304 000
01104	Diallan		17 609 000	17 609 000
01105	Diokéli		14 650 000	14 650 000
01106	Gounfan		13 899 000	13 899 000
01107	Kontéla		15 884 000	15 884 000
01108	Koundian		17 095 000	17 095 000
01109	Mahina		15 594 000	15 594 000
01110	Niambia		14 833 000	14 833 000
01111	Oualia		15 928 000	15 928 000
01112	Sidibéla		15 850 000	15 850 000
01113	Tomora		15 218 000	15 218 000
01200	COLL. CERCLE DE DIEMA		27 406 000	27 406 000
01201	Béma		18 050 000	18 050 000
01202	Diangounté Camara		18 957 000	18 957 000
01203	Dianguirdé		15 959 000	15 959 000
01204	Diéma		15 804 000	15 804 000
01205	Diéoura		16 879 000	16 879 000
01206	Dioumara K		18 693 000	18 693 000
01207	Fassoudébé		17 467 000	17 467 000
01208	Fatao		15 980 000	15 980 000
01209	Gomitradougou		11 462 000	11 462 000
01210	Grouméra		17 726 000	17 726 000
01211	Guédébiné		16 708 000	16 708 000
01212	Lakamané		16 963 000	16 963 000
01213	Lambidou		15 957 000	15 957 000
01214	Madiga Sacko		17 333 000	17 333 000
01215	Sansankidé		14 744 000	14 744 000
01300	COLL. CERCLE DE KAYES		23 670 000	23 670 000
01301	Bangassi		11 969 000	11 969 000
01302	Colimbiné		14 214 000	14 214 000
01303	Diamou		16 623 000	16 623 000
01304	Diélébou		16 645 000	16 645 000
01305	Falémé		14 295 000	14 295 000
01306	Fégui		14 994 000	14 994 000
01307	Gory Gopela		15 026 000	15 026 000
01308	Gouméra		12 727 000	12 727 000
01309	Guidimaka K K		15 775 000	15 775 000
01310	Hawadembaya		13 532 000	13 532 000
01311	Karakoro		18 938 000	18 938 000
01312	Kayes		16 206 000	16 206 000

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
01313	Kemené Tambo		16 371 000	16 371 000
01314	Kholoum		13 299 000	13 299 000
01315	Koniakari		16 736 000	16 736 000
01316	Koussane		16 264 000	16 264 000
01317	Liberté Dembaya		14 124 000	14 124 000
01318	Logo		12 711 000	12 711 000
01319	Maréna Diombgou		15 139 000	15 139 000
01320	Marentoumania		15 300 000	15 300 000
01321	Sadiola		15 786 000	15 786 000
01322	Sahel		14 428 000	14 428 000
01323	Samé Diongoma		12 099 000	12 099 000
01324	Segala		16 677 000	16 677 000
01325	Sero Diamanou		17 657 000	17 657 000
01326	Somankidi		13 722 000	13 722 000
01327	Sony		14 862 000	14 862 000
01328	Tafacirga		15 942 000	15 942 000
01400	COLL. CERCLE DE KENIEBA		22 773 000	22 773 000
01401	Baye		15 642 000	15 642 000
01402	Dabia		15 087 000	15 087 000
01403	Dialafara		15 030 000	15 030 000
01404	Dombia		13 461 000	13 461 000
01405	Faléa		16 597 000	16 597 000
01406	Faraba		15 406 000	15 406 000
01407	Guénégoré		12 043 000	12 043 000
01408	Kassama		14 812 000	14 812 000
01409	Keniéba		13 372 000	13 372 000
01410	Kouroukoto		15 277 000	15 277 000
01411	Sagalo		12 786 000	12 786 000
01412	Sitakily		16 346 000	16 346 000
01500	COLL.CERCLE DE KITA		20 576 000	20 576 000
01501	Badia		7 537 000	7 537 000
01502	Bendougouba		6 750 000	6 750 000
01503	Benkadi Founia		7 595 000	7 595 000
01504	Boudofo		7 451 000	7 451 000
01505	Bougarybaya		7 193 000	7 193 000
01506	Didenko		9 034 000	9 034 000
01507	Djidian		8 249 000	8 249 000
01508	Djougoun		8 447 000	8 447 000
01509	Gadougou 1		9 656 000	9 656 000
01510	Gadougou 2		8 768 000	8 768 000
01511	Guémoukouraba		9 980 000	9 980 000
01512	Kassaro		9 357 000	9 357 000
01513	Kita		8 167 000	8 167 000
01514	Kita Nord		7 468 000	7 468 000

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
01515	Kita Ouest		8 961 000	8 961 000
01516	Kobri		10 016 000	10 016 000
01517	Kokofata		9 452 000	9 452 000
01518	Kotouba		8 791 000	8 791 000
01519	Koulou		9 556 000	9 556 000
01520	Kourininkoto		8 012 000	8 012 000
01521	Madina		10 876 000	10 876 000
01522	Makano		7 977 000	7 977 000
01523	Namalaguimba		8 357 000	8 357 000
01524	Niantasso		8 034 000	8 034 000
01525	Saboula		6 871 000	6 871 000
01526	Sébékoro		9 280 000	9 280 000
01527	Séféto Nord		9 189 000	9 189 000
01528	Séféto Ouest		9 795 000	9 795 000
01529	Senko		7 721 000	7 721 000
01530	Sirakoro		7 904 000	7 904 000
01531	Souransan Tomoto		7 601 000	7 601 000
01532	Tambaga		7 834 000	7 834 000
01533	Toukoto		7 815 000	7 815 000
01600	COLL. CERCLE DE NIORO		28 108 000	28 108 000
01601	Bagnéré Koré		16 644 000	16 644 000
01602	Diabigué		16 438 000	16 438 000
01603	Diarra		16 579 000	16 579 000
01604	Diaye Coura		17 225 000	17 225 000
01605	Gavinané		17 138 000	17 138 000
01606	Gogui		18 640 000	18 640 000
01607	Guetema		17 005 000	17 005 000
01608	Kadiaba Kadiel		15 535 000	15 535 000
01609	Korera Koré		19 034 000	19 034 000
01610	Nioro		14 804 000	14 804 000
01611	Nioro Tougounéranga		17 829 000	17 829 000
01612	Sandaré		16 463 000	16 463 000
01613	Simbi		19 217 000	19 217 000
01614	Troungoumbé		18 686 000	18 686 000
01615	Yereré		16 404 000	16 404 000
01616	Youri		17 077 000	17 077 000
01700	COLL.CERCLE DE YELIMANE		26 661 000	26 661 000
01701	Diafounou Dion.		16 256 000	16 256 000
01702	Diafounou Gory		16 953 000	16 953 000
01703	Fanga		14 606 000	14 606 000
01704	Gory		15 431 000	15 431 000
01705	Guidimé		16 034 000	16 034 000
01706	Kirané Kagnaga		17 448 000	17 448 000
01707	Konsiga		14 056 000	14 056 000

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
01708	Kremis		10 621 000	10 621 000
01709	Marekaffo		14 772 000	14 772 000
01710	Soumpou		15 318 000	15 318 000
01711	Toya		16 171 000	16 171 000
01712	Tringa		16 038 000	16 038 000
TOTAL REGION DE KAYES		**125 500 000**	**2 069 977 000**	**2 195 477 000**

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
02000	COLL. REGION DE KOULIKORO	125 500 000	100 416 000	225 916 000
02100	COLL. CERCLE DE BANAMBA		22 517 000	22 517 000
02101	Banamba		13 936 000	13 936 000
02102	Benkadi		11 090 000	11 090 000
02103	Boron		14 286 000	14 286 000
02104	Dougouwolowula		14 610 000	14 610 000
02105	Kiban		13 292 000	13 292 000
02106	Madina Sacko		15 230 000	15 230 000
02107	Sebeté		14 449 000	14 449 000
02108	Toubacoro		14 075 000	14 075 000
02109	Toukoroba		12 989 000	12 989 000
02200	COLL. CERCLE DE DIOILA		16 772 000	16 772 000
02201	Banco		14 042 000	14 042 000
02202	Benkadi		12 159 000	12 159 000
02203	Binko		11 218 000	11 218 000
02204	Degnékoro		11 154 000	11 154 000
02205	Diebé		12 016 000	12 016 000
02206	Diedougou		12 394 000	12 394 000
02207	Diouma		11 116 000	11 116 000
02208	Dolendougou		12 884 000	12 884 000
02209	Guegnéka		9 942 000	9 942 000
02210	Djekafo		11 797 000	11 797 000
02211	Kaladougou		10 003 000	10 003 000
02212	Kemekafo		11 941 000	11 941 000
02213	Kerela		7 844 000	7 844 000
02214	Kilidougou		12 042 000	12 042 000
02215	Massigui		12 698 000	12 698 000
02216	Nangola		11 922 000	11 922 000
02217	N'Dolondougou		13 045 000	13 045 000
02218	N'Garadougou		11 558 000	11 558 000
02219	N'Golobougou		12 853 000	12 853 000
02220	Niantjila		14 470 000	14 470 000
02221	Tenendougou		11 926 000	11 926 000
02222	Wacoro		11 700 000	11 700 000
02223	Zan Coulibaly		10 385 000	10 385 000
02300	COLL. CERCLE DE KANGABA		20 369 000	20 369 000
02301	Balan Bakama		13 788 000	13 788 000
02302	Benkadi		15 053 000	15 053 000
02303	Kaniogo		17 548 000	17 548 000
02304	Karan		14 082 000	14 082 000
02305	Maramandougou		13 929 000	13 929 000
02306	Minidian		13 206 000	13 206 000
02307	Naréna		12 791 000	12 791 000
02308	Nouga		15 078 000	15 078 000

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
02309	Selefougou		13 509 000	13 509 000
02400	COLL. CERCLE DE KATI		10 177 000	10 177 000
02401	Baguinéda camp		8 312 000	8 312 000
02402	Bancoumana		7 302 000	7 302 000
02403	Bossofala		8 660 000	8 660 000
02404	Bougoula		6 581 000	6 581 000
02405	Daban		8 711 000	8 711 000
02406	Diago		4 956 000	4 956 000
02407	Dialakoroba		10 463 000	10 463 000
02408	Dialakorodji		8 379 000	8 379 000
02409	Diédougou		6 067 000	6 067 000
02410	Dio gare		5 178 000	5 178 000
02411	Dogodouma		7 173 000	7 173 000
02412	Dombila		6 718 000	6 718 000
02413	Doubabougou		5 741 000	5 741 000
02414	Faraba		10 664 000	10 664 000
02415	Kalabancoro		9 319 000	9 319 000
02416	Kalifabougou		5 877 000	5 877 000
02417	Kambila		5 588 000	5 588 000
02418	Kati		6 227 000	6 227 000
02419	Kourouba		10 639 000	10 639 000
02420	Mandé		7 955 000	7 955 000
02421	Moribabougou		6 093 000	6 093 000
02422	Mountougoula		9 186 000	9 186 000
02423	N'Gabacoro droit		6 076 000	6 076 000
02424	N'Gouraba		8 541 000	8 541 000
02425	Niagadina		10 333 000	10 333 000
02426	Niouma Makana		6 068 000	6 068 000
02427	Ntjiba		8 646 000	8 646 000
02428	Ouélésséboug ou		8 058 000	8 058 000
02429	Safo		9 078 000	9 078 000
02430	Sanankoro Djitoum		10 039 000	10 039 000
02431	Sanankoroba		9 484 000	9 484 000
02432	Sangaréboug ou		8 361 000	8 361 000
02433	Siby		9 364 000	9 364 000
02434	Sobra		10 916 000	10 916 000
02435	Tiakadougou Dial.		8 865 000	8 865 000
02436	Tièlé		7 285 000	7 285 000
02437	Yelékeboug ou		7 534 000	7 534 000
02500	COLL. CERCLE DE KOLOKANI		21 884 000	21 884 000
02501	Didiéni		16 447 000	16 447 000
02502	Guihoyo		9 366 000	9 366 000
02503	Kolokani		9 803 000	9 803 000
02504	Massantola		8 215 000	8 215 000

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
02505	Nonkon		7 334 000	7 334 000
02506	Nossombougou		11 752 000	11 752 000
02507	Ouolodo		8 809 000	8 809 000
02508	Sagabala		11 743 000	11 743 000
02509	Sébécoro 1		15 027 000	15 027 000
02510	Tioribougou		10 413 000	10 413 000
02600	COLL. CERCLE DE KOULIKORO		18 776 000	18 776 000
02601	Dinandougou		11 376 000	11 376 000
02602	Doumba		11 211 000	11 211 000
02603	Koula		12 018 000	12 018 000
02604	Koulikoro		11 375 000	11 375 000
02605	Meguetan		12 886 000	12 886 000
02606	Nyamina		15 102 000	15 102 000
02607	Sirakorola		13 841 000	13 841 000
02608	Tienfala		11 082 000	11 082 000
02609	Tougouni		10 912 000	10 912 000
02700	COLL. CERCLE DE NARA		18 782 000	18 782 000
02701	Allahina		10 165 000	10 165 000
02702	Dabo		9 493 000	9 493 000
02703	Dilly		11 962 000	11 962 000
02704	Dogofry		11 594 000	11 594 000
02705	Fallou		11 230 000	11 230 000
02706	Gueneibé		8 823 000	8 823 000
02707	Guiré		9 890 000	9 890 000
02708	Koronga		8 983 000	8 983 000
02709	Nara		10 639 000	10 639 000
02710	Niamana		9 341 000	9 341 000
02711	Ouagadou		12 019 000	12 019 000
TOTAL REGION DE KOULIKORO		**125 500 000**	**1 381 031 000**	**1 506 531 000**

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
03000	COLL. REGION DE SIKASSO	125 500 000	69 372 000	194 872 000
03100	COLL. CERCLE DE BOUGOUNI		14 429 000	14 429 000
03101	Bladié-Tiemala		15 779 000	15 779 000
03102	Bougouni		15 800 000	15 800 000
03103	Cyen Toula		15 160 000	15 160 000
03104	Danou		14 548 000	14 548 000
03105	Debelin		14 265 000	14 265 000
03106	Defina		17 070 000	17 070 000
03107	Dogo		16 505 000	16 505 000
03108	Domba		14 985 000	14 985 000
03109	Faradiele		13 910 000	13 910 000
03110	Faraguouaran		12 705 000	12 705 000
03111	Garalo		15 014 000	15 014 000
03112	Keleya		14 800 000	14 800 000
03113	Kokelen		13 643 000	13 643 000
03114	Kola		12 096 000	12 096 000
03115	Koumantou		15 869 000	15 869 000
03116	Kouroulamini		13 355 000	13 355 000
03117	Meridiela		15 787 000	15 787 000
03118	Ouroun		12 800 000	12 800 000
03119	Sanso		16 476 000	16 476 000
03120	Sibirila		18 998 000	18 998 000
03121	sido		15 966 000	15 966 000
03122	Tiemala-Banimonotie		15 408 000	15 408 000
03123	Wola		12 845 000	12 845 000
03124	Yinindougou		15 177 000	15 177 000
03125	Yiridougou		16 533 000	16 533 000
03126	Zantiebougou		13 590 000	13 590 000
03200	COLL. CERCLE DE KADIOLO		25 635 000	25 635 000
03201	Diou		14 674 000	14 674 000
03202	Dioumatene		15 450 000	15 450 000
03203	Fourou		16 840 000	16 840 000
03204	Kadiolo		16 072 000	16 072 000
03205	Kai		15 104 000	15 104 000
03206	Loulouni		13 742 000	13 742 000
03207	Misseni		17 413 000	17 413 000
03208	Ninbougou		15 367 000	15 367 000
03209	Zegoua		16 148 000	16 148 000
03300	COLL. CERCLE DE KOLONDIEBA		18 531 000	18 531 000
03301	Bougoula		13 269 000	13 269 000
03302	Fakola		13 014 000	13 014 000
03303	Farako		13 895 000	13 895 000
03304	Kadiana		12 546 000	12 546 000
03305	Kebila		12 807 000	12 807 000

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
03306	Kolondieba		12 687 000	12 687 000
03307	Kolosso		11 246 000	11 246 000
03308	Mena		12 641 000	12 641 000
03309	Nangalasso		10 916 000	10 916 000
03310	Ngolodiana		12 376 000	12 376 000
03311	Tiongui		11 835 000	11 835 000
03312	Tousseguela		12 047 000	12 047 000
03400	COLL. CERCLE DE KOUTIALA		20 787 000	20 787 000
03401	Diedougou		12 788 000	12 788 000
03402	Diouradougou Kafo		12 938 000	12 938 000
03403	Fagui		14 152 000	14 152 000
03404	Fakolo		13 758 000	13 758 000
03405	Guadji Kao		12 767 000	12 767 000
03406	Guoudie Sougouna		13 072 000	13 072 000
03407	Kafo Faboli		14 543 000	14 543 000
03408	Kapala		13 530 000	13 530 000
03409	Karaguana Mallé		12 910 000	12 910 000
03410	Kolonigue		15 923 000	15 923 000
03411	Konina		14 373 000	14 373 000
03412	Kouningue		15 416 000	15 416 000
03413	Konseguela		12 765 000	12 765 000
03414	Koromo		12 816 000	12 816 000
03415	Kougnana		13 544 000	13 544 000
03416	Koutiala		13 492 000	13 492 000
03417	Logouana		12 412 000	12 412 000
03418	Miena		12 992 000	12 992 000
03419	Mpessoba		14 557 000	14 557 000
03420	Nafanga		12 341 000	12 341 000
03421	Nampé		13 066 000	13 066 000
03422	Ngolognanasso		13 449 000	13 449 000
03423	Ngoutjina		12 754 000	12 754 000
03424	Niantaga		13 503 000	13 503 000
03425	Ntossoni		13 609 000	13 609 000
03426	Sincina		12 794 000	12 794 000
03427	Sinkolo		13 484 000	13 484 000
03428	Songo Douba kore		16 175 000	16 175 000
03429	Songoua		12 191 000	12 191 000
03430	Sorobasso		12 513 000	12 513 000
03431	Tao		11 621 000	11 621 000
03432	Yognogo		11 600 000	11 600 000
03433	Zanfigué		14 501 000	14 501 000
03434	Zangasso		13 433 000	13 433 000
03435	Zanina		12 422 000	12 422 000
03436	Zebala		13 280 000	13 280 000

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
03500	COLL. CERCLE DE SIKASSO		15 467 000	15 467 000
03501	Benkadi		15 745 000	15 745 000
03502	Blindio		14 919 000	14 919 000
03503	Danderesso		16 966 000	16 966 000
03504	Dembela		17 175 000	17 175 000
03505	Dialakoro		13 606 000	13 606 000
03506	Dioumatene		12 971 000	12 971 000
03507	Dogoni		16 655 000	16 655 000
03508	Doumanaba		17 623 000	17 623 000
03509	Fama		14 530 000	14 530 000
03510	Farakala		15 355 000	15 355 000
03511	Finkolo		16 169 000	16 169 000
03512	Finkolo Ganadougou		14 184 000	14 184 000
03513	Gongasso		15 995 000	15 995 000
03514	Kabarasso		16 529 000	16 529 000
03515	Kaboila		13 808 000	13 808 000
03516	Kafouziela		15 234 000	15 234 000
03517	Kapala		13 264 000	13 264 000
03518	Kapolon dougou		16 946 000	16 946 000
03519	Kignan		14 105 000	14 105 000
03520	Klela		16 213 000	16 213 000
03521	Kofan		15 461 000	15 461 000
03522	Kolokoba		13 490 000	13 490 000
03523	Koumankou		12 891 000	12 891 000
03524	Kouoro		17 287 000	17 287 000
03525	Kourouma		15 633 000	15 633 000
03526	Lobougoula		16 436 000	16 436 000
03527	Miniko		14 347 000	14 347 000
03528	Miria		14 789 000	14 789 000
03529	Missirikoro		12 930 000	12 930 000
03530	Natien		14 449 000	14 449 000
03531	Niéna		16 447 000	16 447 000
03532	Nongon-souala		13 431 000	13 431 000
03533	Ntjikouna		15 809 000	15 809 000
03534	Pimperna		12 930 000	12 930 000
03535	Sanzana		16 958 000	16 958 000
03536	Sikasso		15 771 000	15 771 000
03537	Sokourani missirikoro		16 020 000	16 020 000
03538	Tella		14 155 000	14 155 000
03539	Tiankadi		16 211 000	16 211 000
03540	Wateni		17 314 000	17 314 000
03541	Zanferebougou		16 192 000	16 192 000
03542	Zangaradougou		14 484 000	14 484 000
03543	Zangniena		15 131 000	15 131 000

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
03600	COLL. CERCLE DE YANFOLILA		15 780 000	15 780 000
03601	Baya		18 315 000	18 315 000
03602	Bolofouta		16 577 000	16 577 000
03603	Diallonfoula		16 015 000	16 015 000
03604	Djiguiya de Koloni		13 777 000	13 777 000
03605	Guanan		15 536 000	15 536 000
03606	Guandiaka		19 639 000	19 639 000
03607	Koussan		15 424 000	15 424 000
03608	Sankarani		14 032 000	14 032 000
03609	Seremoussa ani Samou		17 651 000	17 651 000
03610	Tagandougou		16 184 000	16 184 000
03611	Wassoulou Ballé		15 245 000	15 245 000
03612	Yalankoro Soloba		14 317 000	14 317 000
03700	COLL. CERCLE DE YOROSSO		14 352 000	14 352 000
03701	Boura		14 794 000	14 794 000
03702	Karangana		14 837 000	14 837 000
03703	Kifosso 1		14 348 000	14 348 000
03704	Koumbia		14 713 000	14 713 000
03705	Kouri		14 277 000	14 277 000
03706	Mahou		15 331 000	15 331 000
03707	Menimba 1		13 768 000	13 768 000
03708	Ourikela		14 081 000	14 081 000
03709	Yorosso		13 527 000	13 527 000
TOTAL REGION DE SIKASSO		**125 500 000**	**2 333 956 000**	**2 459 456 000**

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
04000	COLL. REGION DE SEGOU	125 500 000	88 517 000	214 017 000
04100	COLL. CERCLE DE BARAOUELI		17 762 000	17 762 000
04101	Baroueli		12 161 000	12 161 000
04102	Bouadié		11 612 000	11 612 000
04103	Dougoufié		10 987 000	10 987 000
04104	Gouendo		12 153 000	12 153 000
04105	Kalaké		10 748 000	10 748 000
04106	Konobougou		10 815 000	10 815 000
04107	Ngassola		11 378 000	11 378 000
04108	Sanando		11 147 000	11 147 000
04109	Somo		11 734 000	11 734 000
04110	Tamani		10 276 000	10 276 000
04111	Tesserla		10 649 000	10 649 000
04200	COLL. CERCLE DE BLA		18 908 000	18 908 000
04201	Begueni		13 672 000	13 672 000
04202	Bla		15 166 000	15 166 000
04203	Diaramana		19 107 000	19 107 000
04204	Diéna		14 990 000	14 990 000
04205	Dougouolo		16 327 000	16 327 000
04206	Falo		15 762 000	15 762 000
04207	Fani		17 562 000	17 562 000
04208	Kazangasso		14 837 000	14 837 000
04209	Kemeni		15 617 000	15 617 000
04210	Korodougou		15 733 000	15 733 000
04211	Koulandougou		15 462 000	15 462 000
04212	Niala		15 106 000	15 106 000
04213	Samabogo		15 026 000	15 026 000
04214	Somaso		16 282 000	16 282 000
04215	Tiémena		15 795 000	15 795 000
04216	Touna		18 124 000	18 124 000
04217	Yangasso		16 105 000	16 105 000
04300	COLL. CERCLE DE MACINA		18 032 000	18 032 000
04301	Boky Wéré		12 280 000	12 280 000
04302	Folomana		11 997 000	11 997 000
04303	Kokry Centre		12 274 000	12 274 000
04304	Kolongo		12 821 000	12 821 000
04305	Macina		10 866 000	10 866 000
04306	Matomo		13 884 000	13 884 000
04307	Monimpé bougou		12 531 000	12 531 000
04308	Saloba		12 550 000	12 550 000
04309	Sana		13 814 000	13 814 000
04310	Souleye		10 337 000	10 337 000
04311	Tongué		11 036 000	11 036 000
04400	COLL. CERCLE DE NIONO		16 501 000	16 501 000

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
04401	Diabali		14 470 000	14 470 000
04402	Dogofry		11 321 000	11 321 000
04403	Kalasiguila		11 291 000	11 291 000
04404	Mariko		10 889 000	10 889 000
04405	Nampalari		11 747 000	11 747 000
04406	Niono		10 557 000	10 557 000
04407	Pogo		11 909 000	11 909 000
04408	Siribala		11 096 000	11 096 000
04409	Sirifila Bondy		11 543 000	11 543 000
04410	Sokolo		13 058 000	13 058 000
04411	Toridaga Ko		12 437 000	12 437 000
04412	Yeredon Sagnona		11 471 000	11 471 000
04500	COLL. CERCLE DE SAN		18 569 000	18 569 000
04501	Baramandougou		12 129 000	12 129 000
04502	Dah		12 027 000	12 027 000
04503	Diakourouna		12 045 000	12 045 000
04504	Dieli		12 641 000	12 641 000
04505	Djeguéna		12 573 000	12 573 000
04506	Fion		11 698 000	11 698 000
04507	Kaniégué		11 406 000	11 406 000
04508	Karaba		11 582 000	11 582 000
04509	Kassorola		13 853 000	13 853 000
04510	Kava		13 098 000	13 098 000
04511	Moribila		12 397 000	12 397 000
04512	Niamana		11 092 000	11 092 000
04513	Niasso		11 145 000	11 145 000
04514	Ngoa		11 049 000	11 049 000
04515	Ntorosso		11 181 000	11 181 000
04516	Ouolon		11 496 000	11 496 000
04517	San		11 973 000	11 973 000
04518	Siadougou		12 694 000	12 694 000
04519	Somo		12 269 000	12 269 000
04520	Sourountouna		11 411 000	11 411 000
04521	Sy		10 698 000	10 698 000
04522	Ténen		14 975 000	14 975 000
04523	Téneni		10 713 000	10 713 000
04524	Tourakolomba		12 331 000	12 331 000
04525	Waki		11 772 000	11 772 000
04600	COLL. CERCLE DE SEGOU		15 598 000	15 598 000
04601	Baguindadougou		11 124 000	11 124 000
04602	Bellin		11 509 000	11 509 000
04603	Boussin		9 971 000	9 971 000
04604	Sinzana		12 841 000	12 841 000
04605	Diédougou		14 472 000	14 472 000

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
04606	Diganibougou		12 291 000	12 291 000
04607	Dioro		14 082 000	14 082 000
04608	Diouna		11 674 000	11 674 000
04609	Dougabougou		12 304 000	12 304 000
04610	Farako		11 536 000	11 536 000
04611	Farakou Massa		11 759 000	11 759 000
04612	Fatiné		14 257 000	14 257 000
04613	Kamiandougou		13 288 000	13 288 000
04614	Katiéna		12 811 000	12 811 000
04615	Konodimini		12 323 000	12 323 000
04616	Markala		13 610 000	13 610 000
04617	Massala		10 175 000	10 175 000
04618	Ngara		10 163 000	10 163 000
04619	Nkoumandougou		13 278 000	13 278 000
04620	Pelingana		12 530 000	12 530 000
04621	Sakoiba		13 038 000	13 038 000
04622	Sama Foulala		10 909 000	10 909 000
04623	Saminé		11 990 000	11 990 000
04624	Sansanding		13 086 000	13 086 000
04625	Sebougou		11 458 000	11 458 000
04626	Segou		12 160 000	12 160 000
04627	Sibila		14 140 000	14 140 000
04628	Soignébougou		11 653 000	11 653 000
04629	Souba		11 747 000	11 747 000
04630	Togou		11 415 000	11 415 000
04700	COLL. CERCLE DE TOMINIAN		21 429 000	21 429 000
04701	Benena		18 217 000	18 217 000
04702	Diora		15 674 000	15 674 000
04703	Fangasso		16 654 000	16 654 000
04704	Koula		19 135 000	19 135 000
04705	Lanfiala		17 285 000	17 285 000
04706	Mafouné		17 747 000	17 747 000
04707	Mandiakuy		18 083 000	18 083 000
04708	Ouan		16 919 000	16 919 000
04709	Sanekuy		19 259 000	19 259 000
04710	Timissa		18 185 000	18 185 000
04711	Tominian		18 372 000	18 372 000
04712	Yasso		18 381 000	18 381 000
TOTAL REGION DE SEGOU		**125 500 000**	**1 767 581 000**	**1 893 081 000**

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
05000	COLL. REGION DE MOPTI	125 500 000	109 966 000	235 466 000
05100	COLL. CERCLE DE BANDIAGARA		20 611 000	20 611 000
05101	Bandiagara		15 592 000	15 592 000
05102	Bara Sara		16 340 000	16 340 000
05103	Borko		15 344 000	15 344 000
05104	Dandoli		16 506 000	16 506 000
05105	Diamnati		16 012 000	16 012 000
05106	Dogani Bere		15 146 000	15 146 000
05107	Doucoumbo		17 041 000	17 041 000
05108	Dourou		18 217 000	18 217 000
05109	Kendé		14 872 000	14 872 000
05110	Kendié		16 153 000	16 153 000
05111	Lowol Guéou		14 455 000	14 455 000
05112	Metoumou		16 120 000	16 120 000
05113	Ondougou		14 443 000	14 443 000
05114	Pelou		15 235 000	15 235 000
05115	Pignari		13 168 000	13 168 000
05116	Pignari Bana		15 422 000	15 422 000
05117	Sangha		17 084 000	17 084 000
05118	Segué Iré		17 333 000	17 333 000
05119	Soroly		14 444 000	14 444 000
05120	Timiniri		14 879 000	14 879 000
05121	Wadouba		14 753 000	14 753 000
05200	COLL. CERCLE DE BANKASS		22 977 000	22 977 000
05201	Bankass		14 251 000	14 251 000
05202	Baye		15 749 000	15 749 000
05203	Diallassagou		15 971 000	15 971 000
05204	Dimbal Habé		17 124 000	17 124 000
05205	Kani Bozoni		14 130 000	14 130 000
05206	Koulogon Habé		15 415 000	15 415 000
05207	Léssagou Habé		16 595 000	16 595 000
05208	Ouonkoro		14 765 000	14 765 000
05209	Ségué		15 715 000	15 715 000
05210	Sokoura		14 647 000	14 647 000
05211	Soubala		11 565 000	11 565 000
05212	Tori daga		16 036 000	16 036 000
05300	COLL. CERCLE DE DJENNE		23 922 000	23 922 000
05301	Dandougou Fakala		13 698 000	13 698 000
05302	Derary		11 198 000	11 198 000
05303	Djenné		13 349 000	13 349 000
05304	Fakala		13 731 000	13 731 000
05305	Femaye		14 257 000	14 257 000
05306	Kewa		12 801 000	12 801 000
05307	Madiama		12 890 000	12 890 000

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
05308	Nemabadenyakafo		12 029 000	12 029 000
05309	Niassanarie		11 393 000	11 393 000
05310	Ouro Ali		9 668 000	9 668 000
05311	Pondori		11 179 000	11 179 000
05312	Togué Morari		10 657 000	10 657 000
05400	COLL. CERCLE DE DOUENTZA		22 529 000	22 529 000
05401	Dallah		13 233 000	13 233 000
05402	Dangol Boré		14 506 000	14 506 000
05403	Deberé		8 852 000	8 852 000
05404	Dianwéli		11 041 000	11 041 000
05405	Djaptodji		14 643 000	14 643 000
05406	Douentza		16 165 000	16 165 000
05407	Gandamia		13 688 000	13 688 000
05408	Hairé		17 111 000	17 111 000
05409	Hombori		16 210 000	16 210 000
05410	Kerena		13 071 000	13 071 000
05411	Korarou		12 712 000	12 712 000
05412	Koubewel Koundia		12 419 000	12 419 000
05413	Mondoro		16 109 000	16 109 000
05414	Petaka		12 699 000	12 699 000
05415	Tedié		15 220 000	15 220 000
05500	COLL. CERCLE DE KORO		15 274 000	15 274 000
05501	Bamba		7 312 000	7 312 000
05502	Bara Pireli		7 746 000	7 746 000
05503	Bondo		8 428 000	8 428 000
05504	Diankabou		8 017 000	8 017 000
05505	Dinangourou		11 043 000	11 043 000
05506	Dioungani		9 850 000	9 850 000
05507	Dougou Tene 1		9 687 000	9 687 000
05508	Dougou Tene 2		8 823 000	8 823 000
05509	Kassa		8 980 000	8 980 000
05510	Koporo Pen		9 606 000	9 606 000
05511	Koporokendie Na		8 776 000	8 776 000
05512	Koro		9 717 000	9 717 000
05513	Madougou		9 282 000	9 282 000
05514	Pel Maoudé		9 583 000	9 583 000
05515	Yoro		11 217 000	11 217 000
05516	Youdiou		9 034 000	9 034 000
05600	COLL. CERCLE DE MOPTI		12 892 000	12 892 000
05601	Bassiro		11 666 000	11 666 000
05602	Borondougou		14 214 000	14 214 000
05603	Dialoubé		15 834 000	15 834 000
05604	Fatoma		13 714 000	13 714 000
05605	Konna		15 310 000	15 310 000

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
05606	Korombana		15 593 000	15 593 000
05607	Koubaye		11 985 000	11 985 000
05608	Kounari		10 057 000	10 057 000
05609	Mopti		13 267 000	13 267 000
05610	Ouro Modi		12 891 000	12 891 000
05611	Ouroubé Doudé		13 646 000	13 646 000
05612	Salsalbé		12 828 000	12 828 000
05613	Sio		12 809 000	12 809 000
05614	Sokoura		16 518 000	16 518 000
05615	Soye		14 297 000	14 297 000
05700	COLL. CERCLE DE TENENKOU		19 496 000	19 496 000
05701	Diafarabé		13 545 000	13 545 000
05702	Diaka		13 404 000	13 404 000
05703	Diondiori		14 328 000	14 328 000
05704	Kareri		14 810 000	14 810 000
05705	Ouro Ardo		11 998 000	11 998 000
05706	Ouro Guiré		11 900 000	11 900 000
05707	Souboulbé		10 497 000	10 497 000
05708	Tenenkou		11 868 000	11 868 000
05709	Togoro Kotia		12 842 000	12 842 000
05710	Toguéré Koumbé		14 154 000	14 154 000
05800	COLL. CERCLE DE YOUWAROU		15 605 000	15 605 000
05801	Bimbere Tama		13 619 000	13 619 000
05802	Deboye		15 365 000	15 365 000
05803	Dirma		13 249 000	13 249 000
05804	Dongo		13 599 000	13 599 000
05805	Farimaké		13 941 000	13 941 000
05806	Ndodjiga		15 133 000	15 133 000
05807	Youwarou		14 385 000	14 385 000
TOTAL REGION DE MOPTI		**125 500 000**	**1 708 690 000**	**1 834 190 000**

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
06000	COLL. REGION DE TOMBOUCTOU	125 500 000	156 476 000	281 976 000
06100	COLL. CERCLE DE DIRE		26 506 000	26 506 000
06101	Arham		16 758 000	16 758 000
06102	Binga		13 160 000	13 160 000
06103	Bourem Sidi Amar		13 062 000	13 062 000
06104	Dangha		13 252 000	13 252 000
06105	Diré		16 667 000	16 667 000
06106	Garbakoira		13 970 000	13 970 000
06107	Haibongo		15 346 000	15 346 000
06108	Kirchamba		13 117 000	13 117 000
06109	Kondi		14 548 000	14 548 000
06110	Saréyamou		15 447 000	15 447 000
06111	Tienkour		13 034 000	13 034 000
06112	Tindirma		13 918 000	13 918 000
06113	Tinguereguif		16 060 000	16 060 000
06200	COLL. CERCLE DE GOUNDAM		22 200 000	22 200 000
06201	Adarmalane		12 743 000	12 743 000
06202	Aljounoub		13 457 000	13 457 000
06203	Bintagoungou		12 644 000	12 644 000
06204	Douekiré		13 231 000	13 231 000
06205	Doukouria		12 270 000	12 270 000
06206	Essakane		12 675 000	12 675 000
06207	Gargando		12 765 000	12 765 000
06208	Goundam		12 239 000	12 239 000
06209	Issa Bery		12 648 000	12 648 000
06210	Kaneye		11 544 000	11 544 000
06211	Mbouna		12 743 000	12 743 000
06212	Raz El Ma		13 143 000	13 143 000
06213	Télé		13 354 000	13 354 000
06214	Tilemsi		13 061 000	13 061 000
06215	Tin Aicha		12 150 000	12 150 000
06216	Tonka		14 682 000	14 682 000
06300	COLL. CERCLE DE G. RHAROUS		23 364 000	23 364 000
06301	Bambara Maoudé		10 774 000	10 774 000
06302	Banikane		14 205 000	14 205 000
06303	Gossi		16 886 000	16 886 000
06304	Hanzakoma		14 142 000	14 142 000
06305	Haribomo		12 860 000	12 860 000
06306	Inadjatafane		14 375 000	14 375 000
06307	Ouinerden		14 567 000	14 567 000
06308	Rharous		14 516 000	14 516 000
06309	Sereré		14 193 000	14 193 000
06400	COLL. CERCLE DE NIAFUNKE		21 090 000	21 090 000
06401	Banikane Narhawa		14 031 000	14 031 000

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
06402	Dianké		12 802 000	12 802 000
06403	Fittouga		13 966 000	13 966 000
06404	Koumeira		13 861 000	13 861 000
06405	Léré		14 532 000	14 532 000
06406	Ngorkou		14 053 000	14 053 000
06407	Soboundou		13 699 000	13 699 000
06408	Soumpi		14 347 000	14 347 000
06500	COLL. CERCLE DE TOMBOUCTOU		26 493 000	26 493 000
06501	Alafia		17 516 000	17 516 000
06502	Ber		17 001 000	17 001 000
06503	Bourem In Ali		16 987 000	16 987 000
06504	Lafia		12 896 000	12 896 000
06506	Tombouctou		15 918 000	15 918 000
TOTAL REGION DE TOMBOUCTOU		**125 500 000**	**987 944 000**	**1 113 444 000**

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
07000	COLL. REGION DE GAO	125 500 000	145 906 000	271 406 000
07100	COLL. CERCLE ANSONGO		19 384 000	19 384 000
07101	Ansongo		17 712 000	17 712 000
07102	Bara		18 370 000	18 370 000
07103	Bourra		18 262 000	18 262 000
07104	Ouattagouna		19 341 000	19 341 000
07105	Talataye		20 398 000	20 398 000
07106	Tessit		18 074 000	18 074 000
07107	Tin Hama		17 088 000	17 088 000
07200	COLL. CERCLE DE BOUREM		31 786 000	31 786 000
07201	Bamba		22 366 000	22 366 000
07202	Bourem		19 543 000	19 543 000
07203	Taboye		21 312 000	21 312 000
07204	Tarkint		14 074 000	14 074 000
07205	Temera		19 819 000	19 819 000
07300	COLL. CERCLE DE GAO		23 549 000	23 549 000
07301	Anchawadj		16 899 000	16 899 000
07302	Gabéro		17 412 000	17 412 000
07303	Gao		15 383 000	15 383 000
07304	Gounzoureye		15 476 000	15 476 000
07305	In Tililt		16 953 000	16 953 000
07306	Soni Ali Ber		17 342 000	17 342 000
07307	Tilemsi		15 944 000	15 944 000
07500	COLL CERCLE DE ALMOUSTRAT		22 700 000	22 700 000
07501	Agharous		10 361 000	10 361 000
07502	Almoustrat		10 361 000	10 361 000
07503	Ersane		10 361 000	10 361 000
07504	M'beikit Ljoul		10 361 000	10 361 000
07505	Tabakort		10 361 000	10 361 000
TOTAL REGION DE GAO		**125 500 000**	**636 898 000**	**762 398 000**

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
08000	COLL. REGION DE KIDAL	125 500 000	106 294 000	231 794 000
08100	COLL. CERCLE DE ABEIBARA		18 805 000	18 805 000
08101	Abeibara		12 875 000	12 875 000
08102	Boghassa		14 737 000	14 737 000
08103	Tinzawatene		15 614 000	15 614 000
08200	COLL. CERCLE DE KIDAL		18 731 000	18 731 000
08201	Anefif		12 057 000	12 057 000
08202	Essouk		11 977 000	11 977 000
08203	Kidal		12 824 000	12 824 000
08300	COLL. CERCLE DE TESSALIT		21 828 000	21 828 000
08301	Adjelhoc		13 063 000	13 063 000
08302	Tessalit		13 465 000	13 465 000
08303	Timtaghene		13 832 000	13 832 000
08400	COLL. CERCLE DE TINESSAKO		18 860 000	18 860 000
08401	In Tedjedit		14 051 000	14 051 000
08402	Tinessako		12 913 000	12 913 000
08500	COLL CERCLE D'ACHIBOGHO		22 700 000	22 700 000
08501	Achibogho		10 361 000	10 361 000
08502	Imbulal		10 361 000	10 361 000
TOTAL REGION DE KIDAL		**125 500 000**	**375 348 000**	**500 848 000**

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
09000	COLL. DU DISTRICT DE BAMAKO	125 500 000	52 928 800	178 428 800
09100	COMMUNE 1 DE BAMAKO		5 912 000	5 912 000
09200	COMMUNE 2 DE BAMAKO		5 907 000	5 907 000
09300	COMMUNE 3 DE BAMAKO		5 930 000	5 930 000
09400	COMMUNE 4 DE BAMAKO		12 662 000	12 662 000
09500	COMMUNE 5 DE BAMAKO		12 619 000	12 619 000
09600	COMMUNE 6 DE BAMAKO		6 019 000	6 019 000
TOTAL DISTRICT DE BAMAKO		**125 500 000**	**101 977 800**	**227 477 800**

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
10000	COLL. REGION DE TAOUDENIT	125 500 000	150 287 000	275 787 000
10100	COLL. CERCLE DE ACHOURATT		22 700 000	22 700 000
10101	Achouratt		10 361 000	10 361 000
10102	Alfacrouma		10 361 000	10 361 000
10103	Algatara		10 361 000	10 361 000
10104	Almatala		10 361 000	10 361 000
10105	Lirako		10 361 000	10 361 000
10200	COLL. CERCLE DE AL-OURCHE		22 700 000	22 700 000
10201	Al-Ourche		10 361 000	10 361 000
10202	Djaba		10 361 000	10 361 000
10203	Nibkt-Elk		10 361 000	10 361 000
10204	Oum-Laadam		10 361 000	10 361 000
10205	Tamagounite		10 361 000	10 361 000
10206	Touwal		10 361 000	10 361 000
10207	Ziriba		10 361 000	10 361 000
10300	COLL. CERCLE DE ARAOUANE		22 700 000	22 700 000
10301	Achamour		10 361 000	10 361 000
10302	Araouane		10 361 000	10 361 000
10303	M'back-Sema		10 361 000	10 361 000
10304	Tin Aglahadje		10 361 000	10 361 000
10305	Wade Lahjare		10 361 000	10 361 000
10400	COLL. CERCLE DE BOU-DJEBEHA		21 552 000	21 552 000
10401	Agouni		9 838 000	9 838 000
10402	Bou-Djebeha		9 838 000	9 838 000
10403	Eregkhal		9 838 000	9 838 000
10404	Limgassim		9 838 000	9 838 000
10405	Tictlifit		9 838 000	9 838 000
10500	COLL. CERCLE DE FOUM-ELBA		22 700 000	22 700 000
10501	Bongouyaira		10 361 000	10 361 000
10502	Foum-Elba		10 361 000	10 361 000
10503	Lamhaimide		10 361 000	10 361 000
10600	COLL. CERCLE DE TAOUDENIT		22 700 000	22 700 000
10601	Alhank		10 361 000	10 361 000
10602	Alougla		10 361 000	10 361 000
10603	Taoudenit		12 951 000	12 951 000
10604	Teghaza		10 361 000	10 361 000
10605	Zoueya		10 361 000	10 361 000
TOTAL REGION DE TAOUDENIT		**125 500 000**	**596 144 000**	**721 644 000**

DOTATION D'INVESTISSEMENT-2021

CODE	COLLECTIVITE	ETAT-DINDER	ETAT-DIN&DIC	TOTAL DIN&DIC
11000	COLL. REGION DE MENAKA	125 500 000	150 287 000	275 787 000
11100	COLL. CERCLE DE ANDERAMBOUKANE		22 700 000	22 700 000
11101	Anderamboukane		12 951 000	12 951 000
11102	Azawak		10 361 000	10 361 000
11103	Anouzagrene		10 361 000	10 361 000
11104	Tamalet		10 361 000	10 361 000
11200	COLL. CERCLE DE INEKAR		22 700 000	22 700 000
11201	Ilamawane		10 361 000	10 361 000
11202	Inekar		10 361 000	10 361 000
11203	Tadriante		10 361 000	10 361 000
11204	Tissouakh		10 361 000	10 361 000
11300	COLL. CERCLE DE MENAKA		22 700 000	22 700 000
11301	Infourkaraïtane		10 361 000	10 361 000
11302	Menaka		15 542 000	15 542 000
11303	Inazole		10 361 000	10 361 000
11304	Tabankort		10 361 000	10 361 000
11305	Tin abaw		10 361 000	10 361 000
11306	Assakaraye		10 361 000	10 361 000
11307	Izguirète		10 361 000	10 361 000
11400	COLL. CERCLE DE TIDERMENE		22 700 000	22 700 000
11401	Alata		10 361 000	10 361 000
11402	Chiman		10 361 000	10 361 000
11403	Inhinita		10 361 000	10 361 000
11404	Intadeyne		10 361 000	10 361 000
11405	Téguerert		10 361 000	10 361 000
11406	Tidermene		10 361 000	10 361 000
TOTAL REGION DE MENAKA		**125 500 000**	**466 439 000**	**591 939 000**
TOTAL GENERAL		**1 380 500 000**	**12 425 985 800**	**13 806 485 800**

ETAT G

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
01.1	**Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères**			
	Personnel	0	40 243 520	44 883 296
	Biens et services	0	174 409 449	142 380 781
	Transferts et subventions	0	14 789 612	15 037 948
	Investissement	38 764 471	39 716 815	35 254 471
Total		**38 764 471**	**269 159 396**	**237 556 496**
01.3	**Services généraux**			
	Personnel	0	22 303 989	41 642 690
	Biens et services	0	1 487 286	1 554 218
	Transferts et subventions	0	5 111 404	5 388 363
	Investissement	13 745 900	22 967 280	15 445 900
Total		**13 745 900**	**51 869 959**	**64 031 171**
01.4	**Recherche fondamentale**			
	Transferts et subventions	0	349 196	484 174
	Investissement	221 350	152 000	221 350
Total		**221 350**	**501 196**	**705 524**
01.5	**Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques**			
	Personnel	0	117 740	117 740
	Biens et services	0	238 603	286 364
	Transferts et subventions	0	50 000	30 000
	Investissement	2 198 000	2 056 783	2 198 000
Total		**2 198 000**	**2 463 126**	**2 632 104**
01.6	**Services généraux des administrations publiques n.c.a.**			
	Personnel	0	36 150 326	61 738 701
	Biens et services	0	92 996 642	104 138 751
	Transferts et subventions	0	26 628 022	35 130 551
	Investissement	71 009 186	40 852 352	38 677 186
Total		**71 009 186**	**196 627 342**	**239 685 189**
01.7	**Opérations concernant la dette publique**			
	Biens et services	0	160 423 000	161 200 000
	Transferts et subventions	0	10 265 091	10 265 091
	Investissement	1 300 000	300 000	1 300 000
Total		**1 300 000**	**170 988 091**	**172 765 091**
01.8	**Transferts de caractère général entre administrations publiques**			
	Transferts et subventions	0	7 483 309	9 080 754
	Investissement	13 806 486	13 300 784	13 806 486
Total		**13 806 486**	**20 784 093**	**22 887 240**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
02.1	**Défense militaire**			
	Biens et services	0	30 443 383	53 536 366
	Transferts et subventions	0	204 304	154 304
	Investissement	25 785 296	46 208 902	45 785 296
Total		**25 785 296**	**76 856 589**	**99 475 966**
02.2	**Défense civile**			
	Biens et services	0	38 000	38 000
Total		**0**	**38 000**	**38 000**
02.4	**Recherche-développement concernant la défense**			
	Biens et services	0	86 390	86 390
	Investissement	42 845	42 845	42 845
Total		**42 845**	**129 235**	**129 235**
02.5	**Défense n.c.a.**			
	Personnel	0	124 508 006	136 670 000
	Biens et services	0	49 071 557	36 066 631
	Transferts et subventions	0	953 748	866 748
	Investissement	43 986 949	90 232 680	36 486 949
Total		**43 986 949**	**264 765 991**	**210 090 328**
03.1	**Services de police**			
	Personnel	0	44 740 257	52 022 920
	Biens et services	0	3 017 893	3 166 962
	Transferts et subventions	0	111 434	111 434
	Investissement	993 143	11 093 753	7 993 143
Total		**993 143**	**58 963 337**	**63 294 459**
03.2	**Services de protection civile**			
	Personnel	0	9 191 321	11 356 798
	Biens et services	0	1 643 832	1 732 733
	Transferts et subventions	0	73 084	40 000
	Investissement	7 931 037	23 640 447	8 831 037
Total		**7 931 037**	**34 548 684**	**21 960 568**
03.3	**Tribunaux**			
	Personnel	0	10 317 074	16 652 753
	Biens et services	0	3 909 867	4 577 237
	Transferts et subventions	0	3 174 789	3 762 869
	Investissement	2 826 151	5 203 867	2 826 151
Total		**2 826 151**	**22 605 597**	**27 819 010**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
03.4	**Administration pénitentiaire**			
	Personnel	0	2 049 091	2 168 496
	Biens et services	0	3 255 818	3 146 637
	Investissement	250 476	2 323 810	799 391
Total		**250 476**	**7 628 719**	**6 114 524**
03.6	**Ordre et sécurité publics n.c.a.**			
	Personnel	0	3 541 107	3 370 522
	Biens et services	0	20 795 754	22 409 076
	Transferts et subventions	0	1 382 093	1 730 459
	Investissement	14 517 516	18 606 030	17 517 516
Total		**14 517 516**	**44 324 984**	**45 027 573**
04.1	**Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi**			
	Personnel	0	3 701 937	4 019 288
	Biens et services	0	4 711 295	5 399 469
	Transferts et subventions	0	19 871 085	13 496 439
	Investissement	8 968 576	16 086 578	10 619 576
Total		**8 968 576**	**44 370 895**	**33 534 772**
04.2	**Agriculture, sylviculture, pêche et chasse**			
	Personnel	0	9 786 969	10 857 121
	Biens et services	0	10 582 041	11 254 467
	Transferts et subventions	0	63 801 336	85 358 047
	Investissement	175 269 836	238 052 872	256 075 065
Total		**175 269 836**	**322 223 218**	**363 544 700**
04.3	**Combustibles et énergie**			
	Personnel	0	400 584	293 513
	Biens et services	0	606 414	228 646
	Transferts et subventions	0	6 740 121	6 951 126
	Investissement	28 558 009	35 981 756	58 704 157
Total		**28 558 009**	**43 728 875**	**66 177 442**
04.4	**Industries extractives et manufacturières, construction**			
	Personnel	0	2 228 490	2 469 941
	Biens et services	0	1 308 087	1 542 945
	Transferts et subventions	0	358 464	1 446 237
	Investissement	81 206 975	18 667 621	19 344 975
Total		**81 206 975**	**22 562 662**	**24 804 098**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
04.5	**Transports**			
	Personnel	0	1 563 665	1 610 573
	Biens et services	0	794 009	817 403
	Transferts et subventions	0	1 062 458	900 964
	Investissement	286 842 482	98 164 036	148 976 919
Total		**286 842 482**	**101 584 168**	**152 305 859**
04.6	**Communications**			
	Personnel	0	1 227 253	1 158 913
	Biens et services	0	1 861 582	1 965 557
	Transferts et subventions	0	6 080 547	5 796 013
	Investissement	5 409 135	2 711 206	2 989 135
Total		**5 409 135**	**11 880 588**	**11 909 618**
04.7	**Autres branches d'activité**			
	Personnel	0	2 159 233	2 405 765
	Biens et services	0	3 718 982	3 047 322
	Transferts et subventions	0	925 068	913 878
	Investissement	3 092 943	3 609 616	3 792 943
Total		**3 092 943**	**10 412 899**	**10 159 908**
04.8	**Recherche-développement concernant les affaires économiques**			
	Transferts et subventions	0	2 007 912	2 119 291
	Investissement	827 500	537 804	1 937 020
Total		**827 500**	**2 545 716**	**4 056 311**
04.9	**Affaires économiques n.c.a.**			
	Personnel	0	1 398 176	1 416 089
	Biens et services	0	2 578 556	2 816 788
	Transferts et subventions	0	30 303 049	30 356 782
	Investissement	15 391 000	20 680 200	15 391 000
Total		**15 391 000**	**54 959 981**	**49 980 659**
05.1	**Gestion des déchets**			
	Investissement	16 700 000	5 212 500	6 200 000
Total		**16 700 000**	**5 212 500**	**6 200 000**
05.2	**Gestion des eaux usées**			
	Transferts et subventions	0	316 466	354 841
	Investissement	1 500 000	1 235 000	1 500 000
Total		**1 500 000**	**1 551 466**	**1 854 841**
05.3	**Lutte contre la pollution**			
	Personnel	0	10 384	21 824
	Biens et services	0	18 572	27 907
	Investissement		195 415	
Total		**0**	**224 371**	**49 731**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
05.4	**Préservation de la diversité biologique et protection de la nature**			
	Personnel	0	2 262 699	2 935 422
	Biens et services	0	1 003 171	1 086 252
	Transferts et subventions	0	707 920	858 186
	Investissement	12 476 900	24 985 235	24 583 146
Total		**12 476 900**	**28 959 025**	**29 463 006**
05.6	**Protection de l'environnement n.c.a.**			
	Personnel	0	906 859	1 239 966
	Biens et services	0	1 035 580	1 616 736
	Transferts et subventions	0	151 264	130 502
	Investissement	2 483 040	7 299 172	17 353 040
Total		**2 483 040**	**9 392 875**	**20 340 244**
06.1	**Logement**			
	Biens et services	0	1 520	1 900
	Transferts et subventions	0	138 006	172 310
	Investissement	5 000 000	5 750 000	5 000 000
Total		**5 000 000**	**5 889 526**	**5 174 210**
06.2	**Équipements collectifs**			
	Personnel	0	91 921	143 921
	Biens et services	0	2 395 456	2 839 061
	Investissement	4 796 400	5 062 638	4 796 400
Total		**4 796 400**	**7 550 015**	**7 779 382**
06.3	**Alimentation en eau**			
	Personnel	0	828 303	844 199
	Biens et services	0	355 653	397 774
	Transferts et subventions	0	281 503	307 750
	Investissement	8 631 992	51 674 274	52 500 908
Total		**8 631 992**	**53 139 733**	**54 050 631**
06.5	**Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs**			
	Transferts et subventions	0	34 010	45 000
Total		**0**	**34 010**	**45 000**
06.6	**Logement et équipements collectifs n.c.a ;**			
	Personnel	0	2 055 275	2 350 045
	Biens et services	0	1 571 932	1 873 120
	Transferts et subventions	0	859 747	853 490
	Investissement	8 303 300	7 355 212	7 503 300
Total		**8 303 300**	**11 842 166**	**12 579 955**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
07.1	**Produits, appareils et matériaux médicaux**			
	Biens et services	0	67 450	78 450
	Transferts et subventions	0	1 024 509	989 509
Total		**0**	**1 091 959**	**1 067 959**
07.2	**Services ambulatoires**			
	Transferts et subventions	0	79 435	87 000
	Investissement	89 000	86 535	89 000
Total		**89 000**	**165 970**	**176 000**
07.3	**Services hospitaliers**			
	Personnel	0	262 391	343 031
	Biens et services	0	92 785	128 653
	Transferts et subventions	0	18 031 677	20 507 926
	Investissement	18 559 462	21 130 456	20 559 462
Total		**18 559 462**	**39 517 309**	**41 539 072**
07.4	**Services de santé publique**			
	Personnel	0	5 052 712	10 233 974
	Biens et services	0	44 644 203	30 877 489
	Transferts et subventions	0	3 713 240	4 453 480
	Investissement	115 882	5 856 245	115 882
Total		**115 882**	**59 266 400**	**45 680 825**
07.5	**Recherche-développement dans le domaine de la santé**			
	Transferts et subventions	0	3 894 334	2 674 975
	Investissement	1 044 650	1 230 750	1 044 650
Total		**1 044 650**	**5 125 084**	**3 719 625**
07.6	**Santé n.c.a.**			
	Personnel	0	44 938 131	30 597 995
	Biens et services	0	12 156 699	11 856 462
	Transferts et subventions	0	8 630 046	9 198 837
	Investissement	7 402 421	21 590 691	6 682 421
Total		**7 402 421**	**87 315 567**	**58 335 715**
08.1	**Services récréatifs et sportifs**			
	Personnel	0	637 777	753 258
	Biens et services	0	2 678 619	3 094 772
	Transferts et subventions	0	722 362	903 982
	Investissement	3 431 458	3 101 349	2 831 458
Total		**3 431 458**	**7 140 107**	**7 583 470**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
08.2	**Services culturels**			
	Personnel	0	754 688	907 473
	Biens et services	0	629 236	836 488
	Transferts et subventions	0	2 124 836	2 272 820
	Investissement	2 003 400	3 245 601	2 003 400
Total		**2 003 400**	**6 754 361**	**6 020 181**
08.4	**Culte et autres services communautaires**			
	Personnel	0	0	40 000
	Biens et services	0	0	48 000
	Transferts et subventions	0	193 272	242 890
Total		**0**	**193 272**	**330 890**
08.6	**Loisirs, culture et culte n.c.a.**			
	Personnel	0	2 120 448	1 684 442
	Biens et services	0	3 505 108	2 634 374
	Transferts et subventions	0	490 386	2 256 012
	Investissement	416 956	847 360	416 956
Total		**416 956**	**6 963 302**	**6 991 784**
09.1	**Enseignement préélémentaire et primaire**			
	Personnel	0	140 387 999	168 467 593
	Biens et services	0	15 152 731	15 105 374
	Transferts et subventions	0	177 000	167 000
	Investissement	2 776 652	2 074 328	2 776 652
Total		**2 776 652**	**157 792 058**	**186 516 619**
09.2	**Enseignement secondaire**			
	Personnel	0	44 349 125	79 647 537
	Biens et services	0	18 472 475	19 750 699
	Transferts et subventions	0	7 388 479	7 463 211
	Investissement	37 155 566	35 479 808	37 155 566
Total		**37 155 566**	**105 689 887**	**144 017 013**
09.4	**Enseignement supérieur**			
	Personnel	0	4 138 733	4 160 733
	Biens et services	0	414 314	514 314
	Transferts et subventions	0	59 618 676	61 622 442
	Investissement	4 169 207	2 944 475	3 714 207
Total		**4 169 207**	**67 116 198**	**70 011 696**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
09.5	**Enseignement non défini par niveau**			
	Personnel	0	28 512	29 420
	Biens et services	0	82 170	98 978
	Transferts et subventions	0	771 472	848 578
	Investissement	1 026 624	500 228	406 624
Total		**1 026 624**	**1 382 382**	**1 383 600**
09.6	**Services annexes à l'enseignement**			
	Personnel	0	288 160	323 470
	Biens et services	0	5 881 686	5 681 686
	Investissement	918 631	918 631	918 631
Total		**918 631**	**7 088 477**	**6 923 787**
09.7	**Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement**			
	Transferts et subventions	0	790 843	840 843
	Investissement	17 987 595	5 279 958	10 552 595
Total		**17 987 595**	**6 070 801**	**11 393 438**
09.8	**Enseignement n.c.a.**			
	Personnel	0	72 980 437	20 227 480
	Biens et services	0	11 960 267	12 001 114
	Transferts et subventions	0	8 996 580	10 225 427
	Investissement	8 416 393	3 265 843	6 716 393
Total		**8 416 393**	**97 203 127**	**49 170 414**
10.1	**Maladie et invalidité**			
	Transferts et subventions	0	1 983 400	1 721 862
Total		**0**	**1 983 400**	**1 721 862**
10.2	**Vieillesse**			
	Personnel	0	47 599 450	36 000 000
	Transferts et subventions	0	7 761 422	8 433 681
Total		**0**	**55 360 872**	**44 433 681**
10.4	**Famille et enfants**			
	Personnel	0	1 158 063	1 176 540
	Biens et services	0	876 836	1 012 398
	Transferts et subventions	0	882 885	996 256
	Investissement	2 402 575	2 715 346	2 617 636
Total		**2 402 575**	**5 633 130**	**5 802 830**
10.7	**Exclusion sociale n.c.a.**			
	Biens et services	0	6 011	6 444
	Transferts et subventions	0	200 000	226 000
Total		**0**	**206 011**	**232 444**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
10.8	**Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale**			
	Personnel	0	39 515	60 787
	Biens et services	0	8 082	17 779
	Transferts et subventions	0	341 077	326 726
	Investissement	721 429	486 818	721 429
Total		**721 429**	**875 492**	**1 126 721**
10.9	**Protection sociale n.c.a.**			
	Personnel	0	3 352 147	3 627 317
	Biens et services	0	1 965 578	2 117 670
	Transferts et subventions	0	153 976 181	18 098 271
	Investissement	8 162 502	25 427 816	21 842 502
Total		**8 162 502**	**184 721 722**	**45 685 760**
TOTAL GENERAL		**1 019 637 297**	**2 864 975 916**	**2 808 088 231**

ETAT H

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE DES DEPENSES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Recapitulation par section et groupe de fonction

17/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	2 099 530	14 434 728	**10 337 863**
Total	**2 099 530**	**14 434 728**	**10 337 863**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	600 000	7 109 854	**7 917 023**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	7 119 924	**5 934 581**
02.5 Défense n.c.a.	0	1 878 618	**1 711 017**
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	240 132	**193 700**
04.6 Communications	0	195 297	**207 369**
07.4 Services de santé publique	0	775	**815**
08.2 Services culturels	0	81 225	**35 000**
Total	**600 000**	**16 625 825**	**15 999 505**
130 PRIMATURE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	350 000	4 576 520	**5 910 732**
01.3 Services généraux	200 000	322 119	**416 361**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	200 000	5 439 431	**4 199 911**
03.3 Tribunaux	0	18 050	**20 000**
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	371 140	**626 133**
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	1 146 841	**200 590**
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	150 000	95 000	**150 000**
04.6 Communications	0	17 677	**19 586**
07.4 Services de santé publique	0	895	**992**
09.4 Enseignement supérieur	50 000	662 426	**798 375**
Total	**950 000**	**12 650 099**	**12 342 680**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	10 363	511 672	**534 263**
Total	**10 363**	**511 672**	**534 263**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	130 000	948 017	**1 195 994**
Total	**130 000**	**948 017**	**1 195 994**
150 COUR SUPREME			
03.3 Tribunaux	269 500	2 640 166	**2 783 474**
Total	**269 500**	**2 640 166**	**2 783 474**
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
03.3 Tribunaux	0	826 611	**905 167**
Total	**0**	**826 611**	**905 167**
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	260 436	1 096 262	**1 318 172**
Total	**260 436**	**1 096 262**	**1 318 172**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Recapitulation par section et groupe de fonction

17/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	75 899	1 521 749	**1 613 568**
Total	**75 899**	**1 521 749**	**1 613 568**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	7 507 600	43 649 275	**41 689 758**
01.3 Services généraux	150 000	127 754	**169 266**
04.6 Communications	0	12 187	**14 931**
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	1 024 509	**989 509**
09.8 Enseignement n.c.a.	1 221 700	1 160 615	**1 221 700**
Total	**8 879 300**	**45 974 340**	**44 085 164**
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	425 837	**993 552**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	50 000	797 673	**1 040 412**
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	200 000	190 000	**200 000**
07.4 Services de santé publique	0	461	**554**
09.4 Enseignement supérieur	500 000	211 500	**500 000**
Total	**750 000**	**1 625 471**	**2 734 518**
186 MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères		618 813	
Total		**618 813**	
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	150 000	3 728 696	**3 836 843**
Total	**150 000**	**3 728 696**	**3 836 843**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
03.3 Tribunaux	178 500	968 830	**1 198 868**
Total	**178 500**	**968 830**	**1 198 868**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
04.6 Communications	5 630	128 734	**145 983**
Total	**5 630**	**128 734**	**145 983**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Recapitulation par section et groupe de fonction

17/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
02.1 Défense militaire	25 785 296	76 848 589	**99 465 963**
02.4 Recherche-développement concernant la défense	42 845	129 235	**129 235**
02.5 Défense n.c.a.	32 986 949	260 387 373	**204 879 311**
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	4 804 000	2 304 000	**4 804 000**
07.3 Services hospitaliers	0	641 794	**641 794**
07.4 Services de santé publique	0	11 860	**11 860**
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	10 250	**10 250**
07.6 Santé n.c.a.	0	683 191	**533 191**
09.2 Enseignement secondaire	12 562	238 765	**238 765**
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	10 250	10 250	**10 250**
10.9 Protection sociale n.c.a.	22 452	198 617	**198 617**
Total	**63 674 604**	**341 463 924**	**310 923 236**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	150 000	**166 080**
02.2 Défense civile	0	38 000	**38 000**
03.3 Tribunaux	2 378 151	16 231 386	**20 652 692**
03.4 Administration pénitentiaire	250 476	7 628 719	**6 114 524**
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	304 500	5 553 165	**4 792 789**
07.4 Services de santé publique	0	10 991	**10 991**
09.4 Enseignement supérieur	0	550 101	**580 924**
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	200 000	**226 000**
Total	**2 933 127**	**30 362 362**	**32 582 000**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	190 000	1 778 609	**2 323 300**
Total	**190 000**	**1 778 609**	**2 323 300**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	659 288	**786 550**
Total	**47 500**	**659 288**	**786 550**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
02.1 Défense militaire	0	8 000	**10 003**
03.1 Services de police	993 143	58 963 337	**63 294 459**
03.2 Services de protection civile	5 431 037	20 157 698	**19 460 568**
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	9 409 016	27 277 470	**24 351 692**
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	45 778	**60 000**
Total	**15 833 196**	**106 452 283**	**107 176 722**
235 SECURITE D'ETAT			
02.5 Défense n.c.a.	11 000 000	2 500 000	**3 500 000**
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	8 185 612	**9 786 737**
Total	**11 000 000**	**10 685 612**	**13 286 737**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Recapitulation par section et groupe de fonction

17/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	21 398 506	61 325 314	**58 867 597**
01.3 Services généraux	6 736 900	4 188 993	**15 032 047**
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	1 348 000	1 373 790	**1 538 000**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	200 000	313 588	**326 078**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	150 000	12 142 500	**150 000**
04.3 Combustibles et énergie	1 237 500	1 149 586	**1 541 505**
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	5 100 000	0	**1 100 000**
06.2 Équipements collectifs		541 500	
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;		2 393 498	
07.4 Services de santé publique	0	496	**1 523**
09.4 Enseignement supérieur	75 000	0	**915 548**
09.5 Enseignement non défini par niveau	920 000	773 532	**950 292**
09.8 Enseignement n.c.a.	125 000	0	**205 000**
10.4 Famille et enfants	150 000	0	**150 000**
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 800 000	10 710 000	**17 480 000**
Total	**39 240 906**	**94 912 797**	**98 257 590**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	100 000	1 132 347	**1 186 925**
Total	**100 000**	**1 132 347**	**1 186 925**
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	324 854	**377 875**
Total	**0**	**324 854**	**377 875**
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE			
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	600 000	570 000	**600 000**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	500 000	255 800	**500 000**
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	299 434	3 087 451	**3 421 412**
07.4 Services de santé publique	0	283	**340**
10.9 Protection sociale n.c.a.	3 750	57 720	**67 788**
Total	**1 403 184**	**3 971 254**	**4 589 540**
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	4 471 317	25 210 676	**20 847 321**
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	375	**394**
07.4 Services de santé publique	0	592	**623**
09.2 Enseignement secondaire	0	95 860	**110 000**
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	187 940	**198 286**
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	150 000	13 538	**150 000**
Total	**4 621 317**	**25 508 981**	**21 306 624**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Recapitulation par section et groupe de fonction

17/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	108 705	**125 625**
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	250 000	519 336	**494 104**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	10 000	7 000	**28 500**
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	393 465	**472 522**
09.8 Enseignement n.c.a.	0	17 480	**20 000**
Total	**260 000**	**1 045 986**	**1 140 751**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	41 420	**47 500**
01.3 Services généraux	1 259 000	2 631 610	**2 998 609**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	24 251 016	52 747 279	**57 899 722**
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	13 806 486	20 784 093	**22 887 240**
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	173 913	**209 000**
04.6 Communications	0	36 236	**42 617**
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	1 500 000	902 500	**1 500 000**
06.2 Équipements collectifs	400 000	0	**602 921**
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	1 400 000	2 527 000	**1 400 000**
07.4 Services de santé publique	0	459	**552**
09.8 Enseignement n.c.a.	47 500	349 463	**393 722**
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	6 011	**6 444**
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 200 000	1 263 500	**1 200 000**
Total	**43 864 002**	**81 463 484**	**89 188 327**
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
04.6 Communications	192 505	903 101	**1 090 562**
Total	**192 505**	**903 101**	**1 090 562**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	117 427	**247 248**
08.4 Culte et autres services communautaires	0	193 272	**330 890**
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	48 106	667 063	**789 499**
Total	**95 606**	**977 762**	**1 367 637**
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	10 000	937 695	**1 063 283**
03.3 Tribunaux	0	1 920 554	**2 258 809**
07.4 Services de santé publique	0	897	**1 080**
Total	**10 000**	**2 859 146**	**3 323 172**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Recapitulation par section et groupe de fonction

17/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	52 500	99 946	**301 359**
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	3 092 525	5 085 340	**7 013 364**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 100 000	2 124 485	**1 546 508**
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	366 150	823 976	**1 321 598**
04.7 Autres branches d'activité	30 827	139 910	**160 858**
04.9 Affaires économiques n.c.a.	140 000	559 302	**639 861**
07.4 Services de santé publique	0	294	**657**
09.4 Enseignement supérieur	430 000	979 989	**1 070 520**
Total	**5 212 002**	**9 813 242**	**12 054 725**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.		406 000	
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	38 532	**38 532**
07.4 Services de santé publique	0	51 193	**19 193**
07.6 Santé n.c.a.	0	61 842	**61 842**
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	2 776 652	157 792 058	**186 516 619**
09.2 Enseignement secondaire	37 031 697	104 056 987	**142 326 518**
09.5 Enseignement non défini par niveau	100 000	184 979	**135 887**
09.6 Services annexes à l'enseignement	918 631	7 088 477	**6 923 787**
09.8 Enseignement n.c.a.	6 990 843	86 045 548	**36 807 131**
Total	**47 817 823**	**355 725 616**	**372 829 509**
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
01.4 Recherche fondamentale	221 350	501 196	**705 524**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	77 124	**198 056**
07.3 Services hospitaliers	0	0	**68 859**
09.2 Enseignement secondaire	100 000	190 000	**100 000**
09.4 Enseignement supérieur	2 839 457	61 191 135	**65 167 092**
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	15 327 345	3 083 813	**8 083 188**
09.8 Enseignement n.c.a.	31 350	9 190 612	**10 267 330**
Total	**18 519 502**	**74 233 880**	**84 590 049**
510 MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	13 500	**9 681**
01.3 Services généraux	0	12 402	**14 888**
04.7 Autres branches d'activité	561 425	0	**924 824**
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	0	**21 845**
07.4 Services de santé publique	0	1 569	**1 888**
08.2 Services culturels	2 003 400	5 292 919	**5 985 181**
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	359 500	2 620 229	**3 298 521**
09.2 Enseignement secondaire	0	450 330	**493 237**
09.4 Enseignement supérieur	255 250	1 017 952	**859 592**
Total	**3 179 575**	**9 408 901**	**11 609 657**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Recapitulation par section et groupe de fonction

17/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	900 000	8 042 932	**1 465 228**
07.2 Services ambulatoires	13 000	89 970	**100 000**
07.4 Services de santé publique	0	397	**476**
08.1 Services récréatifs et sportifs	3 181 458	6 902 607	**7 333 470**
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	9 350	2 706 434	**2 903 764**
09.2 Enseignement secondaire	11 307	657 945	**748 493**
09.4 Enseignement supérieur		534 086	
09.8 Enseignement n.c.a.		17 900	
Total	**4 115 115**	**18 952 271**	**12 551 431**
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	300 000	0	**300 000**
07.2 Services ambulatoires	76 000	76 000	**76 000**
07.3 Services hospitaliers	18 559 462	38 875 515	**40 828 419**
07.4 Services de santé publique	113 050	19 153 799	**20 598 251**
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 034 400	5 114 834	**3 709 375**
07.6 Santé n.c.a.	7 399 096	65 105 216	**54 718 505**
10.1 Maladie et invalidité	0	1 193 400	**1 721 862**
10.2 Vieillesse	0	7 761 422	**8 433 681**
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	714 620	336 662	**1 041 346**
10.9 Protection sociale n.c.a.	3 134 368	5 525 411	**9 966 662**
Total	**31 330 996**	**143 142 259**	**141 394 101**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
07.6 Santé n.c.a.	0	2 098 468	**2 464 718**
Total	**0**	**2 098 468**	**2 464 718**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	35 800	**40 000**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	120 000	142 500	**120 000**
07.4 Services de santé publique	2 832	26 255	**28 957**
07.6 Santé n.c.a.	3 325	52 574	**73 034**
08.1 Services récréatifs et sportifs	250 000	237 500	**250 000**
09.5 Enseignement non défini par niveau	6 624	47 653	**39 135**
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0	600 000	**650 000**
10.4 Famille et enfants	2 252 575	3 903 880	**5 002 830**
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	6 809	54 165	**85 375**
10.9 Protection sociale n.c.a.	0	453 857	**594 371**
Total	**2 642 165**	**5 554 184**	**6 883 702**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Recapitulation par section et groupe de fonction

17/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE			
07.4 Services de santé publique		2 407	
09.4 Enseignement supérieur		681 779	
10.1 Maladie et invalidité		790 000	
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale		484 665	
10.9 Protection sociale n.c.a.		6 386 227	
Total		**8 345 078**	
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	5 300	0	**177 857**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 000 000	902 500	**5 000 000**
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	70 300 000	15 631 796	**11 853 850**
04.5 Transports	178 288 566	79 977 416	**121 638 312**
04.7 Autres branches d'activité	350 000	0	**1 050 000**
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	247 500	360 416	**397 418**
04.9 Affaires économiques n.c.a.	176 000	1 782 485	**1 749 316**
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	2 000 000	0	**2 000 000**
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	250 000	0	**250 000**
06.2 Équipements collectifs	46 400	46 122	**46 400**
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	200 000	617 987	**652 351**
07.4 Services de santé publique	0	993	**1 195**
09.4 Enseignement supérieur	19 500	107 309	**119 645**
09.5 Enseignement non défini par niveau		142 500	
Total	**256 883 266**	**99 569 524**	**144 936 344**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
05.1 Gestion des déchets	12 200 000	712 500	**1 700 000**
05.2 Gestion des eaux usées	1 500 000	1 551 466	**1 854 841**
05.3 Lutte contre la pollution	0	224 371	**49 731**
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	6 491 900	17 324 957	**18 877 959**
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	2 173 040	2 655 375	**3 720 164**
Total	**22 364 940**	**22 468 669**	**26 202 695**
720 MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	2 000 000	18 678 617	**26 394 064**
04.3 Combustibles et énergie	27 320 509	41 466 789	**64 635 937**
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	5 283 925	3 800	**7 116 758**
04.5 Transports	100 000	142 500	**100 000**
04.7 Autres branches d'activité	0	84 510	**98 512**
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	350 000	237 500	**350 000**
04.9 Affaires économiques n.c.a.	75 000	31 138 718	**32 569 243**
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	750 000	7 101 568	**4 785 047**
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	0	6 500 000	**15 870 000**
06.3 Alimentation en eau	8 631 992	53 139 733	**54 050 631**
07.4 Services de santé publique	0	235	**247**
Total	**44 511 426**	**158 493 970**	**205 970 439**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Recapitulation par section et groupe de fonction

17/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE			
04.3 Combustibles et énergie		427 500	
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction		3 833 362	
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques		47 500	
04.9 Affaires économiques n.c.a.		1 223 705	
Total		**5 532 067**	
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE			
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	0	**1 032 000**
04.6 Communications	4 961 000	8 138 867	**8 487 294**
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	30 000	0	**1 999 373**
07.4 Services de santé publique	0	525	**631**
Total	**4 991 000**	**8 139 392**	**11 519 298**
731 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE			
04.6 Communications		688 433	
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques		1 900 300	
Total		**2 588 733**	
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
04.6 Communications	250 000	1 447 551	**1 588 771**
Total	**250 000**	**1 447 551**	**1 588 771**
740 MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	1 000 000	0	**1 337 944**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	0	**115 999**
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	1 900	0	**1 649 892**
06.1 Logement	5 000 000	0	**5 174 210**
06.2 Équipements collectifs	3 100 000	2 090 000	**3 100 000**
06.5 Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	0	0	**45 000**
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	6 703 300	6 025 187	**10 527 604**
Total	**15 805 200**	**8 115 187**	**21 950 649**
745 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.		320 000	
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction		1 337 412	
06.1 Logement		5 889 526	
06.2 Équipements collectifs		285 000	
06.5 Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs		34 010	
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;		278 494	
Total		**8 144 442**	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Recapitulation par section et groupe de fonction

17/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1 BUDGET GENERAL			
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
01.3 Services généraux		6 347 162	
06.2 Équipements collectifs		529 283	
07.4 Services de santé publique		771	
09.4 Enseignement supérieur		1 179 921	
09.8 Enseignement n.c.a.		181 978	
10.4 Famille et enfants		1 129 250	
Total		**9 368 365**	
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi		157 331	
04.5 Transports		2 910 202	
04.7 Autres branches d'activité		250 000	
04.9 Affaires économiques n.c.a.		35 845	
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature		1 330 000	
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.		237 500	
Total		**4 920 878**	
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères		158 738	
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi		1 276 411	
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction		257 316	
04.9 Affaires économiques n.c.a.		201 236	
07.4 Services de santé publique		253	
Total		**1 893 954**	
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	38 943 645	145 467 305	**179 017 086**
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	200 000	0	**1 309 520**
Total	**39 143 645**	**145 467 305**	**180 326 606**
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse		39 374 838	
Total		**39 374 838**	
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 900 000	10 385 003	**15 292 783**
Total	**1 900 000**	**10 385 003**	**15 292 783**
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME			
04.7 Autres branches d'activité		993 979	
04.9 Affaires économiques n.c.a.		18 315	
08.2 Services culturels		1 380 217	
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.		969 576	
Total		**3 362 087**	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Recapitulation par section et groupe de fonction

17/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
1	**BUDGET GENERAL**			
990	**CHARGES COMMUNES**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	5 000 000	3 744 908	**6 235 948**
01.3	Services généraux	2 400 000	35 258 519	**42 400 000**
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	45 532 807	123 152 945	**163 233 743**
01.7	Opérations concernant la dette publique	1 300 000	170 988 091	**172 765 091**
02.2	Défense civile		0	
03.2	Services de protection civile	2 500 000	14 390 986	**2 500 000**
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	59 129 478	25 990 421	**69 059 014**
04.5	Transports	108 453 916	18 554 050	**30 567 547**
04.6	Communications	0	312 505	**312 505**
04.9	Affaires économiques n.c.a.	15 000 000	20 000 000	**15 000 000**
05.1	Gestion des déchets	4 500 000	4 500 000	**4 500 000**
06.2	Équipements collectifs	1 250 000	4 058 110	**4 030 061**
07.4	Services de santé publique	0	40 000 000	**25 000 000**
07.6	Santé n.c.a.	0	19 314 276	**484 425**
09.8	Enseignement n.c.a.	0	146 531	**146 531**
10.2	Vieillesse	0	47 599 450	**36 000 000**
10.9	Protection sociale n.c.a.	2 001 932	160 126 390	**16 178 322**
Total		**247 068 133**	**688 137 182**	**588 413 187**
TOTAL		**943 559 893**	**2 653 484 849**	**2 628 518 274**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Recapitulation par section et groupe de fonction

17/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
2 BUDGETS ANNEXES			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
04.7 Autres branches d'activité	2 150 691	0	**7 925 714**
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	0	**78 450**
09.8 Enseignement n.c.a.	0	0	**109 000**
Total	**2 150 691**	**0**	**8 113 164**
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE			
04.7 Autres branches d'activité		8 944 500	
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux		67 450	
09.8 Enseignement n.c.a.		93 000	
Total		**9 104 950**	
TOTAL	**2 150 691**	**9 104 950**	**8 113 164**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Recapitulation par section et groupe de fonction

17/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2021	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	125 900 000	**95 300 000**
01.3 Services généraux	3 000 000	0	**3 000 000**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	61 626 713	61 976 517	**61 626 713**
Total	**64 626 713**	**187 876 517**	**159 926 713**
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	2 500 000	2 363 200	**2 500 000**
Total	**2 500 000**	**2 363 200**	**2 500 000**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
10.4 Famille et enfants	0	600 000	**650 000**
Total	**0**	**600 000**	**650 000**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	1 735 000	2 300 000	**2 300 000**
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	60 000	0	**500 080**
Total	**1 795 000**	**2 300 000**	**2 800 080**
720 MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	5 000	0	**580 000**
Total	**5 000**	**0**	**580 000**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE			
04.3 Combustibles et énergie		685 000	
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction		580 000	
Total		**1 265 000**	
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
01.3 Services généraux		2 981 400	
Total		**2 981 400**	
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 000 000	5 000 000	**5 000 000**
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
TOTAL	**73 926 713**	**202 386 117**	**171 456 793**
TOTAL GENERAL	**1 019 637 297**	**2 864 975 916**	**2 808 088 231**

ETAT I

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Classification Administrative et Economique

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2021	2020	2021
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
Personnel	0	2 448 000	2 448 000
Biens et services	0	8 917 132	5 283 343
Transferts et subventions	0	1 775 940	506 990
Investissement	2 099 530	1 293 656	2 099 530
Total	**2 099 530**	**14 434 728**	**10 337 863**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	0	1 542 541	1 897 088
Biens et services	0	12 404 056	11 222 900
Transferts et subventions	0	2 056 857	2 279 517
Investissement	600 000	622 371	600 000
Total	**600 000**	**16 625 825**	**15 999 505**
130 PRIMATURE			
Personnel	0	1 754 694	2 086 314
Biens et services	0	6 493 181	6 891 356
Transferts et subventions	0	2 974 280	2 415 010
Investissement	950 000	1 427 944	950 000
Total	**950 000**	**12 650 099**	**12 342 680**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS			
Personnel	0	80 816	80 816
Biens et services	0	417 211	443 084
Investissement	10 363	13 645	10 363
Total	**10 363**	**511 672**	**534 263**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
Personnel	0	230 149	383 793
Biens et services	0	602 789	632 748
Transferts et subventions	0	42 049	49 453
Investissement	130 000	73 030	130 000
Total	**130 000**	**948 017**	**1 195 994**
150 COUR SUPREME			
Personnel	0	1 331 786	1 331 786
Biens et services	0	1 191 598	1 032 188
Transferts et subventions	0	100 000	150 000
Investissement	269 500	16 782	269 500
Total	**269 500**	**2 640 166**	**2 783 474**
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
Personnel	0	242 497	242 497
Biens et services	0	113 470	108 250
Transferts et subventions	0	470 644	554 420
Total	**0**	**826 611**	**905 167**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Classification Administrative et Economique

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2021	2020	2021
1 BUDGET GENERAL			
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL			
Personnel	0	311 383	311 383
Biens et services	0	614 133	713 598
Transferts et subventions	0	27 039	32 755
Investissement	260 436	143 707	260 436
Total	**260 436**	**1 096 262**	**1 318 172**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Personnel	0	757 101	757 101
Biens et services	0	623 627	701 412
Transferts et subventions	0	68 153	79 156
Investissement	75 899	72 868	75 899
Total	**75 899**	**1 521 749**	**1 613 568**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
Personnel	0	15 354 320	15 354 320
Biens et services	0	15 331 608	15 105 857
Transferts et subventions	0	4 777 687	4 745 687
Investissement	8 879 300	10 510 725	8 879 300
Total	**8 879 300**	**45 974 340**	**44 085 164**
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
Personnel	0	266 872	471 874
Biens et services	0	807 277	1 071 981
Transferts et subventions	0	109 304	440 663
Investissement	750 000	442 018	750 000
Total	**750 000**	**1 625 471**	**2 734 518**
186 MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
Personnel		121 007	
Biens et services		329 124	
Transferts et subventions		136 268	
Investissement		32 414	
Total		**618 813**	
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
Personnel	0	2 611 288	2 611 288
Biens et services	0	905 908	1 025 555
Transferts et subventions	0	50 000	50 000
Investissement	150 000	161 500	150 000
Total	**150 000**	**3 728 696**	**3 836 843**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	0	409 799	413 524
Biens et services	0	104 576	104 576
Transferts et subventions	0	430 222	502 268
Investissement	178 500	24 233	178 500
Total	**178 500**	**968 830**	**1 198 868**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Classification Administrative et Economique

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2021	2020	2021
1 BUDGET GENERAL			
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
Personnel	0	12 980	17 280
Biens et services	0	101 504	123 073
Investissement	5 630	14 250	5 630
Total	**5 630**	**128 734**	**145 983**
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
Personnel	0	124 508 006	136 670 000
Biens et services	0	79 729 866	89 741 650
Transferts et subventions	0	886 982	836 982
Investissement	63 674 604	136 339 070	83 674 604
Total	**63 674 604**	**341 463 924**	**310 923 236**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
Personnel	0	13 398 484	19 575 949
Biens et services	0	7 952 394	8 386 989
Transferts et subventions	0	1 032 322	1 137 020
Investissement	2 933 127	7 979 162	3 482 042
Total	**2 933 127**	**30 362 362**	**32 582 000**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
Personnel	0	1 064 300	1 464 300
Biens et services	0	552 239	669 000
Investissement	190 000	162 070	190 000
Total	**190 000**	**1 778 609**	**2 323 300**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
Personnel	0	250 000	266 800
Biens et services	0	368 901	472 250
Investissement	47 500	40 387	47 500
Total	**47 500**	**659 288**	**786 550**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
Personnel	0	54 232 289	63 680 504
Biens et services	0	14 559 491	15 083 853
Transferts et subventions	0	1 507 759	1 679 169
Investissement	15 833 196	36 152 744	26 733 196
Total	**15 833 196**	**106 452 283**	**107 176 722**
235 SECURITE D'ETAT			
Biens et services	0	8 185 612	9 786 737
Investissement	11 000 000	2 500 000	3 500 000
Total	**11 000 000**	**10 685 612**	**13 286 737**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Classification Administrative et Economique

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2021	2020	2021
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Personnel	0	18 016 107	21 926 965
Biens et services	0	12 155 150	14 302 108
Transferts et subventions	0	9 225 490	13 292 611
Investissement	39 240 906	55 516 050	48 735 906
Total	**39 240 906**	**94 912 797**	**98 257 590**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
Personnel	0	400 000	400 000
Biens et services	0	9 282	10 620
Transferts et subventions	0	642 029	676 305
Investissement	100 000	81 036	100 000
Total	**100 000**	**1 132 347**	**1 186 925**
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)			
Biens et services	0	20 976	24 000
Transferts et subventions	0	303 878	353 875
Total	**0**	**324 854**	**377 875**
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE			
Personnel	0	1 298 172	1 417 343
Biens et services	0	1 486 016	1 692 963
Transferts et subventions	0	71 391	76 050
Investissement	1 403 184	1 115 675	1 403 184
Total	**1 403 184**	**3 971 254**	**4 589 540**
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
Personnel	0	1 056 188	1 114 119
Biens et services	0	1 414 699	1 660 337
Transferts et subventions	0	11 439 699	11 759 851
Investissement	4 621 317	11 598 395	6 772 317
Total	**4 621 317**	**25 508 981**	**21 306 624**
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS			
Personnel	0	222 735	272 812
Biens et services	0	495 501	577 939
Transferts et subventions	0	50 000	30 000
Investissement	260 000	277 750	260 000
Total	**260 000**	**1 045 986**	**1 140 751**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
Personnel	0	5 845 595	7 156 501
Biens et services	0	23 781 668	26 296 044
Transferts et subventions	0	12 018 613	14 203 780
Investissement	43 864 002	39 817 608	41 532 002
Total	**43 864 002**	**81 463 484**	**89 188 327**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Classification Administrative et Economique

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2021	2020	2021
1 BUDGET GENERAL			
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
Personnel	0	193 342	195 765
Biens et services	0	415 819	500 486
Transferts et subventions	0	69 556	201 806
Investissement	192 505	224 384	192 505
Total	**192 505**	**903 101**	**1 090 562**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE			
Personnel	0	123 323	208 956
Biens et services	0	459 252	716 433
Transferts et subventions	0	316 886	346 642
Investissement	95 606	78 301	95 606
Total	**95 606**	**977 762**	**1 367 637**
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE			
Personnel	0	117 351	117 351
Biens et services	0	687 491	779 706
Transferts et subventions	0	2 054 304	2 416 115
Investissement	10 000	0	10 000
Total	**10 000**	**2 859 146**	**3 323 172**
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS			
Personnel	0	1 834 758	2 148 409
Biens et services	0	1 307 255	2 509 271
Transferts et subventions	0	1 470 229	2 606 043
Investissement	5 212 002	5 201 000	4 791 002
Total	**5 212 002**	**9 813 242**	**12 054 725**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
Personnel	0	254 363 381	265 088 943
Biens et services	0	48 941 562	49 968 145
Transferts et subventions	0	11 657 917	11 654 598
Investissement	47 817 823	40 762 756	46 117 823
Total	**47 817 823**	**355 725 616**	**372 829 509**
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Personnel	0	7 297 057	7 297 057
Biens et services	0	2 307 301	2 407 301
Transferts et subventions	0	60 537 145	64 901 189
Investissement	18 519 502	4 092 377	9 984 502
Total	**18 519 502**	**74 233 880**	**84 590 049**
510 MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME			
Personnel	0	1 241 192	1 826 507
Biens et services	0	1 847 401	2 928 376
Transferts et subventions	0	2 841 498	3 675 199
Investissement	3 179 575	3 478 810	3 179 575
Total	**3 179 575**	**9 408 901**	**11 609 657**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Classification Administrative et Economique

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2021	2020	2021
1 BUDGET GENERAL			
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
Personnel	0	2 130 350	1 734 990
Biens et services	0	4 385 641	3 965 248
Transferts et subventions	0	8 456 423	3 036 078
Investissement	4 115 115	3 979 857	3 815 115
Total	**4 115 115**	**18 952 271**	**12 551 431**
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
Personnel	0	32 927 729	43 903 624
Biens et services	0	16 321 214	18 674 659
Transferts et subventions	0	43 670 190	48 204 822
Investissement	31 330 996	50 223 126	30 610 996
Total	**31 330 996**	**143 142 259**	**141 394 101**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
Personnel	0	115 570	135 949
Biens et services	0	78 145	88 560
Transferts et subventions	0	1 904 753	2 240 209
Total	**0**	**2 098 468**	**2 464 718**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
Personnel	0	1 400 238	1 539 056
Biens et services	0	1 239 002	1 451 164
Transferts et subventions	0	918 685	1 036 256
Investissement	2 642 165	1 996 259	2 857 226
Total	**2 642 165**	**5 554 184**	**6 883 702**
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE			
Personnel		1 068 556	
Biens et services		1 131 268	
Transferts et subventions		2 568 443	
Investissement		3 576 811	
Total		**8 345 078**	
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
Personnel	0	1 172 256	2 271 886
Biens et services	0	1 054 773	1 783 843
Transferts et subventions	0	701 251	1 834 543
Investissement	256 883 266	96 641 244	139 046 072
Total	**256 883 266**	**99 569 524**	**144 936 344**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
Personnel	0	3 179 942	4 197 212
Biens et services	0	1 571 055	1 802 768
Transferts et subventions	0	1 085 650	1 253 529
Investissement	22 364 940	16 632 022	18 949 186
Total	**22 364 940**	**22 468 669**	**26 202 695**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Classification Administrative et Economique

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2021	2020	2021
1 BUDGET GENERAL			
720 MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Personnel	0	1 446 983	2 307 342
Biens et services	0	1 430 502	2 720 172
Transferts et subventions	0	36 750 530	37 261 435
Investissement	44 511 426	118 865 955	163 681 490
Total	**44 511 426**	**158 493 970**	**205 970 439**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE			
Personnel		825 141	
Biens et services		939 147	
Transferts et subventions		416 124	
Investissement		3 351 655	
Total		**5 532 067**	
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE			
Personnel	0	207 785	241 785
Biens et services	0	593 680	816 674
Transferts et subventions	0	5 290 357	7 889 839
Investissement	4 991 000	2 047 570	2 571 000
Total	**4 991 000**	**8 139 392**	**11 519 298**
731 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE			
Personnel		112 274	
Biens et services		247 888	
Transferts et subventions		1 981 846	
Investissement		246 725	
Total		**2 588 733**	
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
Personnel	0	694 710	694 710
Biens et services	0	20 976	28 320
Transferts et subventions	0	529 277	615 741
Investissement	250 000	202 588	250 000
Total	**250 000**	**1 447 551**	**1 588 771**
740 MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT			
Personnel	0	2 025 275	3 861 196
Biens et services	0	1 355 852	2 348 304
Transferts et subventions	0	431 760	735 949
Investissement	15 805 200	4 302 300	15 005 200
Total	**15 805 200**	**8 115 187**	**21 950 649**
745 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL			
Personnel		1 074 227	
Biens et services		493 725	
Transferts et subventions		172 016	
Investissement		6 404 474	
Total		**8 144 442**	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Classification Administrative et Economique

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2021	2020	2021
1 BUDGET GENERAL			
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
Personnel		312 614	
Biens et services		597 445	
Transferts et subventions		3 714 063	
Investissement		4 744 243	
Total		**9 368 365**	
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE			
Personnel		922 895	
Biens et services		606 085	
Transferts et subventions		1 215 268	
Investissement		2 176 630	
Total		**4 920 878**	
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL			
Personnel		278 377	
Biens et services		978 441	
Transferts et subventions		167 092	
Investissement		470 044	
Total		**1 893 954**	
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
Personnel	0	5 746 141	10 635 323
Biens et services	0	2 912 261	4 886 036
Transferts et subventions	0	38 791 555	33 728 071
Investissement	39 143 645	98 017 348	131 077 176
Total	**39 143 645**	**145 467 305**	**180 326 606**
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
Personnel		3 336 039	
Biens et services		1 493 886	
Transferts et subventions		4 295 767	
Investissement		30 249 146	
Total		**39 374 838**	
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
Personnel	0	221 798	221 798
Biens et services	0	6 170 200	6 362 737
Transferts et subventions	0	630 503	841 601
Investissement	1 900 000	3 362 502	7 866 647
Total	**1 900 000**	**10 385 003**	**15 292 783**
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME			
Personnel		460 963	
Biens et services		794 178	
Transferts et subventions		517 491	
Investissement		1 589 455	
Total		**3 362 087**	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Classification Administrative et Economique

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2021	2020	2021
1 BUDGET GENERAL			
990 CHARGES COMMUNES			
Personnel	0	114 770 591	127 044 330
Biens et services	0	262 109 579	257 698 470
Transferts et subventions	0	201 303 969	105 020 052
Investissement	247 068 133	109 953 043	98 650 335
Total	**247 068 133**	**688 137 182**	**588 413 187**
TOTAL	943 559 893	2 653 484 849	2 628 518 274

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Classification Administrative et Economique

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2021	2020	2021
2 BUDGETS ANNEXES			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
Personnel	0	0	2 477 000
Biens et services	0	0	2 875 473
Transferts et subventions	0	0	610 000
Investissement	2 150 691	0	2 150 691
Total	**2 150 691**	**0**	**8 113 164**
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE			
Personnel		2 214 500	
Biens et services		3 582 561	
Transferts et subventions		660 000	
Investissement		2 647 889	
Total		**9 104 950**	
TOTAL	2 150 691	9 104 950	8 113 164

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021
Classification Administrative et Economique

10/12/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2021	2020	2021
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Biens et services	0	125 900 000	95 300 000
Investissement	64 626 713	61 976 517	64 626 713
Total	**64 626 713**	**187 876 517**	**159 926 713**
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Investissement	2 500 000	2 363 200	2 500 000
Total	**2 500 000**	**2 363 200**	**2 500 000**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
Transferts et subventions	0	600 000	650 000
Total	**0**	**600 000**	**650 000**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
Biens et services	0	475 000	915 080
Transferts et subventions	0	90 000	90 000
Investissement	1 795 000	1 735 000	1 795 000
Total	**1 795 000**	**2 300 000**	**2 800 080**
720 MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Personnel	0	0	170 000
Biens et services	0	0	405 000
Investissement	5 000	0	5 000
Total	**5 000**	**0**	**580 000**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE			
Personnel		290 000	
Biens et services		837 000	
Investissement		138 000	
Total		**1 265 000**	
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
Investissement		2 981 400	
Total		**2 981 400**	
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
Investissement	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
TOTAL	73 926 713	202 386 117	171 456 793
TOTAL GENERAL	1 019 637 297	2 864 975 916	2 808 088 231

ETAT J

TABLEAU RECAPITULATIF DES PROGRAMMES PAR MINISTERE ET INSTITUTION

10/12/2020

Liste des programmes par département

Section
Programme

110 ASSEMBLEE NATIONALE

0.001 Assemblée Nationale

120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle
1.002 Administration générale
2.001 Sécurité et défense

130 PRIMATURE

1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale
1.004 Administration générale et contrôle
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés

131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS

2.003 Participation à la gestion des élections

140 COUR CONSTITUTIONNELLE

2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle

150 COUR SUPREME

2.005 Cour Suprême

155 HAUTE COUR DE JUSTICE

2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices

160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL

2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques

10/12/2020

Liste des programmes par département

Section
Programme

170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

2.007 Représentation et Promotion des Collectivités

180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

1.006 Administration Générale
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux

185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE

1.007 Administration Générale
2.010 Intégration Africaine
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur

190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL

2.012 Bureau du Vérificateur Général

192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration

195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT

2.014 Egal accès aux medias d'Etat

210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

1.008 Administration Générale
2.015 Gestion des Opérations Militaires
2.016 Inspection des Armées
2.017 Formation
2.018 Gestion des Transmissions

220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle

10/12/2020

Liste des programmes par département

Section
Programme

220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée

223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE

2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite

226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme

230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE

1.010 Administration Générale
2.021 Ordre et Sécurité
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours

235 SECURITE D'ETAT

0.002 Securite d'Etat

310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1.011 Administration Générale
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier
2.027 Gestion de la Dette Publique
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels
2.080 Population
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National
3.001 Remboursement des Crédits TVA
3.008 Appui au développement de la statistique
3.009 Fonds pour le Développement Durable

10/12/2020

Liste des programmes par département

Section
Programme

311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES

2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière

312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)

2.068 Régulation de la commande publique

320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1.012 Administration Générale
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail

323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

1.013 Administration Générale
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi
2.034 Formation Professionnelle

328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

1.044 Administration Générale et Contrôle
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles

330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

1.014 Administration Générale et Contrôle
2.036 Administration du Territoire
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales
2.064 Développement Régional et Local
2.081 Aménagement du Territoire

334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

2.095 Protection des Données à Caractère personnel

10/12/2020

Liste des programmes par département

Section
Programme

340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE

1.015 Administration Générale
2.039 Religion et Culte

341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE

1.016 Administration Générale
2.040 Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale

380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

1.032 Administration Générale
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés
2.084 Développement du secteur industriel
2.085 Appui au développement du secteur privé
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance

410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1.017 Administration Générale
2.041 Développement de l'Education de Base
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel

412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1.018 Administration Générale
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique

510 MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME

1.019 Administration Générale
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel

10/12/2020

Liste des programmes par département

Section
Programme

510 MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME

2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme

520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

1.020 Administration Générale
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté

610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

1.021 Administration, Coordination et Décentralisation
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommableset Accessibilité financière aux soins de santé
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire
2.063 Lutte Contre la Pauvreté

614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA

2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA

640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE

1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles
2.059 Promotion de la Femme
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant

700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

10/12/2020

Liste des programmes par département

Section
Programme

700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

1.024 Administration Générale
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie
2.066 Développement et sécurisation des transports
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports

714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

1.025 Administration Générale
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger
2.071 Protection et Conservation de la Nature
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts
3.013 Fonds d'étude d'impact environnemental et social

720 MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

1.026 Administration Générale
2.073 Développement des Ressources Energétiques
2.074 Développement des Ressources en Eau
2.075 Développement des ressources minérales
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)

730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE

1.028 Administration Générale
2.076 Medias et Communication Publics
2.077 Poste et Nouvelles Technologies

732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION

2.096 Régulation de la Communication

10/12/2020

Liste des programmes par département

Section

Programme

740 MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

1.029 Administration Générale
2.029 Gestion des Biens de l'Etat
2.078 Gestion Cadastrale et Foncière
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires

820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

1.034 Administration Générale
2.087 Appui au Monde Rural
2.088 Aménagement et Equipement Rural
2.089 Recherche et Formation
2.090 Développement des Productions et Industries Animales
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire
3.006 Appui au financement de l'Agriculture

850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

2.093 Sécurité Alimentaire

990 CHARGES COMMUNES

0.003 Provisions pour imprévus
0.004 Dette

ETAT K

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT (PTI) 2021-2023





Novembre 2020

PRESENTATION DU PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT (PTI) 2021 – 2023

INTRODUCTION

Le Programme Triennal d'Investissement (PTI) est l'instrument d'articulation entre la planification et la budgétisation et reflète les objectifs prioritaires de développement du pays et les stratégies sectorielles et tient compte des contraintes macro-économiques et financières. Il constitue avec le BSI des instruments privilégiés de mise en œuvre de la politique d'investissements publics et le cadre d'opérationnalisation des orientations des politiques et Stratégies de développement.

Le PTI 2021-2023 s'inscrit dans le cadre macro-économique de mise en œuvre du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2019-2023 et la nouvelle vision à long terme du Mali à l'horizon 2040 (Etude Nationale Prospective Mali 2040) en cours d'élaboration.

Aligné sur les Objectifs de Développement Durable et les ambitions de l'« Agenda 2063 » de l'Union Africaine, le CREDD se positionne comme une stratégie ambitieuse qui vise un changement majeur dans la manière de penser le développement du Mali et de délivrer les politiques publiques en conséquence.

L'Objectif Général du CREDD est de : « Promouvoir un développement inclusif et durable en faveur de la réduction de la pauvreté et des inégalités dans un Mali uni et apaisé, en se fondant sur les potentialités et les capacités de résilience en vue d'atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030 ».

La mise en œuvre efficiente du PTI/BSI devrait permettre de mieux rationaliser la gestion des ressources financières de l'Etat et d'accroître la contribution des investissements publics à la croissance et au développement économique et social.

1. PRESENTATION DU PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT (PTI) 2021-2023

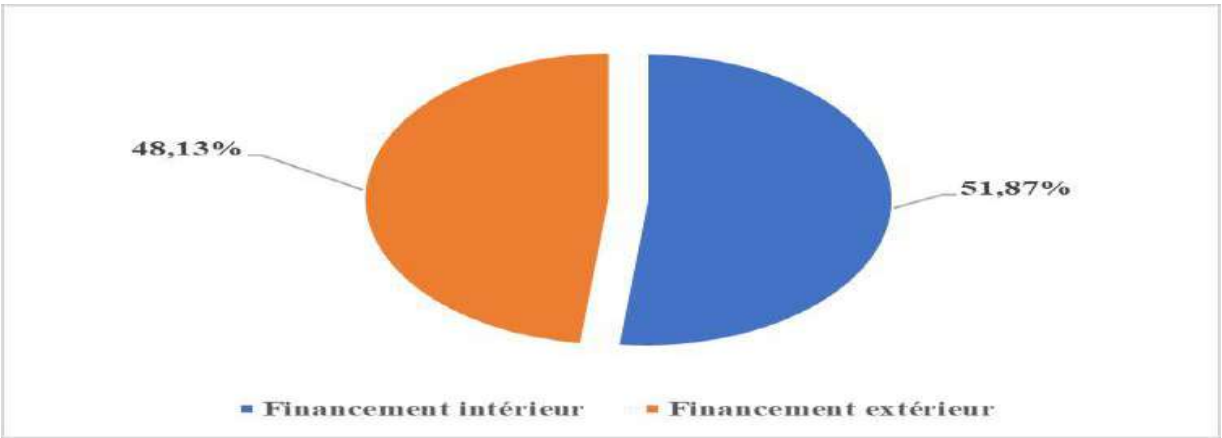
Le Programme met l'accent sur des actions de développement permettant une croissance économique durable à travers les investissements tels que l'amélioration des infrastructures routières, le développement rural (agriculture, élevage, pêche), le renforcement des infrastructures énergétiques, les travaux de construction et d'équipement des bâtiments publics et le renforcement des services sociaux de base (éducation, santé, eau potable, assainissement).

L'enveloppe des dépenses prévisionnelles inscrites au Programme Triennal d'Investissement **2021-2023** est de **1 672,643 milliards** de FCFA contre **1 701, 781 milliards** de FCFA sur la période **2020-2022**, soit une diminution de **29,138 milliards** de FCFA (**1,71%**). Cette diminution s'explique par la variation des dépenses prévisionnelles des secteurs **Infrastructures (-13,31%) et Economie rurale (-4,57%**). L'enveloppe du PTI est destinée au financement des projets/programmes d'investissement public en cours d'exécution et ceux devant démarrer sur la période 2021-2023.

Le présent Programme Triennal d'Investissement Public, 34ème du genre, accorde la priorité au secteur **Infrastructures** avec 40,03%, suivi respectivement des Secteurs **Secondaire** (25,77%), de **l'Economie Rurale** (20,11%) et des **Ressources Humaines** (14,09%).

Les ressources financières prévues pour couvrir les dépenses proviennent respectivement de l'Intérieur pour **867,576 milliards** de FCFA, soit **51,87%** et de l'extérieur pour **805,067 milliards** de FCFA, soit **48,13%** (Cf graphique 1)**.**

Graphique 1 : Ventilation de l'enveloppe du PTI par source de financement



La ventilation sectorielle du PTI se présente comme suit :

La ventilation sectorielle du **PTI 2021-2023** par sources de financement se présente comme suit (en milliards F CFA) :

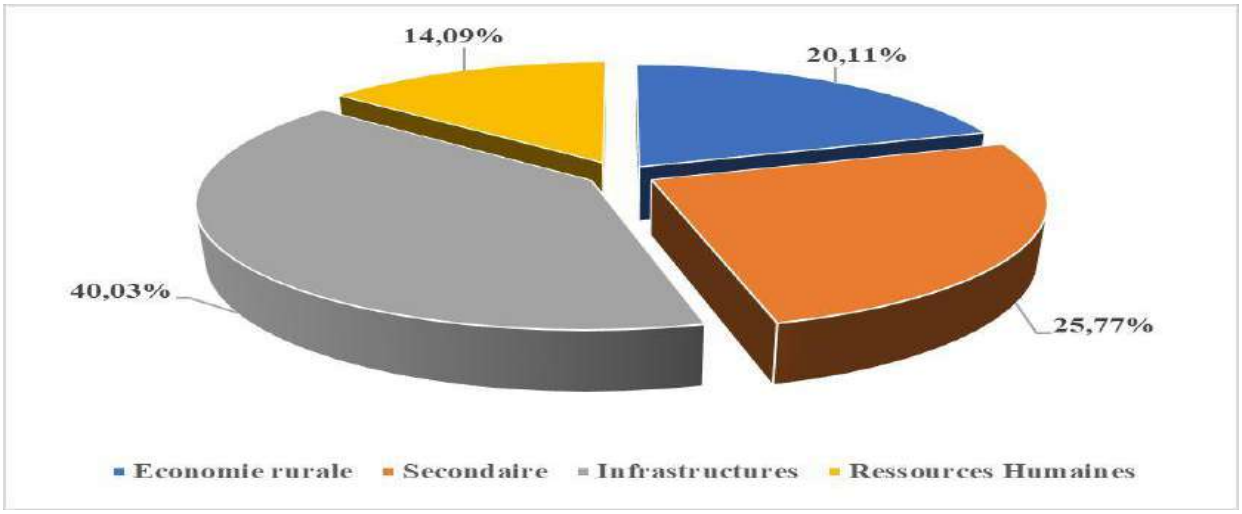
Tableau 1 : Financement par sources et Secteurs de planification

(En millions F CFA)

Secteurs	Financement intérieur		Financement extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Economie rurale	115 421	13,30	221 000	27,45	336 421	20,11
Secondaire	84 636	9,76	346 335	43,02	430 971	25,77
Infrastructures	491 731	56,68	177 792	22,08	669 523	40,03
Ressources Humaines	175 788	20,26	59 940	7,45	235 728	14,09
Total	**867 576**	**100,00**	**805 067**	**100,00**	**1 672 643**	**100,00**

Source : DNPD/ données SIGIP

Graphique 2 : Ventilation de l'enveloppe du PTI par secteurs de planification



De l'analyse du graphique, il ressort que la priorité du PTI 2021-2023 est accordée au secteur des Infrastructures avec **40,03%**, suivi du secteur Secondaire (**25,77%**). Ce choix montre la volonté du Gouvernement à aller vers une transformation structurelle de l'Economie à travers le développement des infrastructures de transport et d'énergie. Ces deux (02) secteurs sont suivis respectivement par l'Economie Rurale (**20,11%**) et les Ressources Humaines (**14,09%**).

L'analyse détaillée par secteur se présente comme suit :

1.1. Secteur Economie rurale

Les prévisions du secteur sur la période 2021-2023 sont estimées à **336,421 milliards de FCFA**, **soit 20,11%** de l'enveloppe du PTI 2021-2023. Elles sont composées par les ressources extérieures pour **221,000** milliards, soit **65,69%** et les ressources intérieures pour **115,421 milliards,** soit **34,31%.**

Au niveau du secteur, la priorité est accordée au sous-secteur Agriculture avec **73,01%.** Il est suivi respectivement des sous-secteurs Elevage (**19,85%**), Forêts (**5,98%**) et Pêche (**1,15%**) (Cf. **Graphique 3)**.

Dans le domaine de l'Agriculture, le financement permettra la mise en œuvre des projets d'aménagement et d'irrigation afin d'accroitre la productivité agricole et d'assurer la sécurité alimentaire, à travers notamment :

- les Projets d'Irrigation (IPRO-IRRIGAR III Composantes Sikasso et Koulikoro et le Projet d'Appui à l'initiative pour l'Irrigation dans le Sahel au Mali/PAIS-Mali), le Projet d'Appui Régional à l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel pour le Mali (PARIIS), les Irrigations de Proximité dans le Delta Intérieur (IPRODI) et IPRO-Gao et Ménaka, les travaux d'aménagement de 250 ha de la plaine de Togobéré, le Projet d'Appui au Développement de l'Office du Niger (PADON) Phase II, le Projet productivité de l'Eau à l'Office du Niger (PRODEAU), le Projet N'Debougou (Phase IV) ;
- les Contrats-Plans Etat Offices de développement rural : Office du Niger (ON), Office du Périmètre Irrigué de Baguinéda (OPIB), Office Riz Ségou (ORS), Office Riz Mopti (ORM), Agence de Développement Rural de la vallée du fleuve Sénégal (ADRS), Office de Développement Rural de Sélingué (ODRS), Office du Moyen Bani (OMB) ;
- le Projet de Renforcement de la Résilience au Sahel (P2RS), le Programme de Renforcement de la Résilience à l 'Insécurité Alimentaire (PRIA) , le Projet d'Appui à la Compétitivité Agro industrielle au Mali (PACAM), le Projet de Financement Inclusif des Filières Agricoles (INCLUSIF);

Dans les domaines de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture, l'accent sera mis sur les projets tels que :

- le Programme de Développement Intégré des Ressources Animales et Aquacoles au Mali (PDIRAAM), le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS), le Projet d'Appui au Développement de l'Elevage au Mali (PADEL-M), le Projet d'Appui au Renforcement de l'Elevage et de l'Economie Pastorale dans la région de Koulikoro (AREPK), le Programme de Développement Durable des Exploitations Pastorales au Sahel Mali (PDDEPS - Mali), le Projet d'Appui au Développement de la filière Halieutique (PAfHA), le Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacole (PQAA), les Projets d'appui à l'Office de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture dans le Delta Intérieur du Niger (ODPADIN), au Centre National d'Insémination Artificielle Animale, à l'Agence de Gestion du Marché Central à Poissons de Bamako.

Quant aux questions liées à la gestion des ressources forestières, d'adaptation aux changements climatiques et la reconstitution des écosystèmes, elles sont prises en compte à travers :

- les Projets de gestion communautaire ressources naturelles restauration écosystème aire répartition éléphants, le Programme de Développement Durable Delta Intérieur Du Niger (PDD-DIN), les Projets de renforcement de la résilience climatique au Mali (Hydromet), de gestion des risques climatiques/d'inondation en vue de préserver des vies et des biens (PGRCI) et l'Alliance Globale pour le Changement Climatique (AGCC).

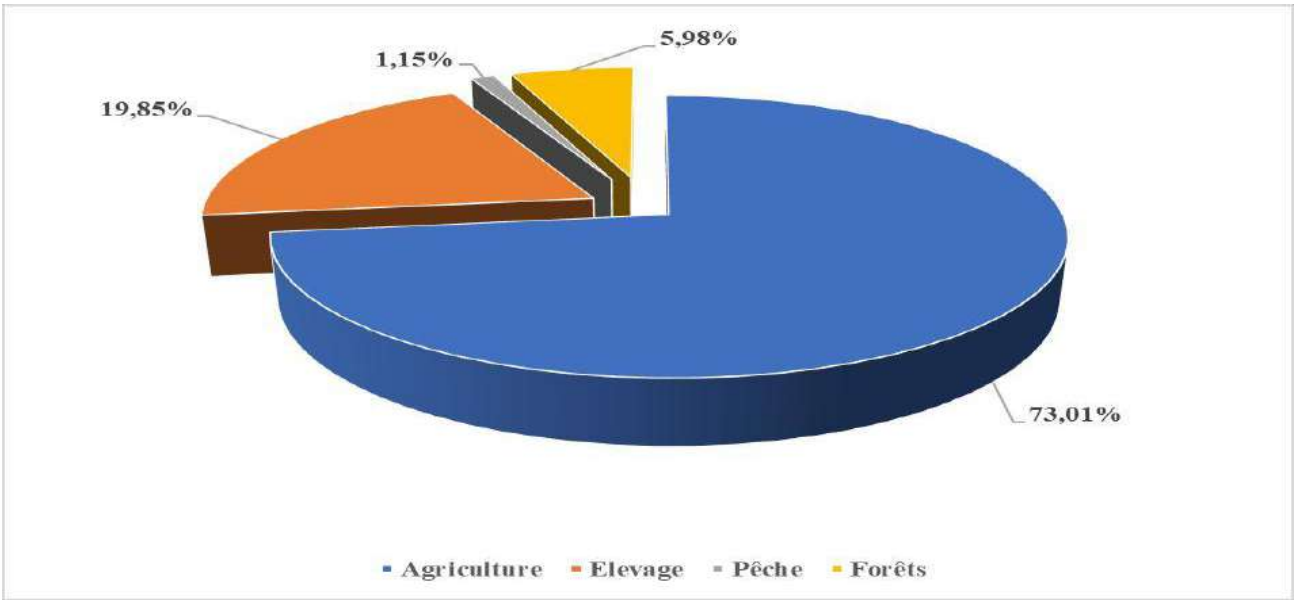
La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du **Secteur Économie Rurale** se présente comme suit :

Tableau 2 : Financement par source et Sous-secteurs du Secteur Economie rurale (En millions F CFA)

Sous secteurs	Financement Intérieur		Financement Extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Agriculture	245 629	73,01	98 941	85,72	146 688	66,37
Elevage	66 789	19,85	8 930	7,74	57 859	26,18
Pêche	3 878	1,15	1 400	1,21	2 478	1,12
Forêts	20 125	5,98	6 150	5,33	13 975	6,32
Total	**336 421**	**100,00**	**115 421**	**100,00**	**221 000**	**100,00**

Source : DNPD/ données SIGIP

Graphique 3 : ventilation de l'enveloppe du Secteur Economie rurale en sous-secteurs



1.2. Secteur Secondaire

L'enveloppe prévisionnelle du **Secteur** se chiffre **à 430,971 milliards** de FCFA, soit **25,77%** de l'enveloppe du **PTI 2021-2023.** Elle est répartie entre les ressources extérieures pour **346,335 milliards**, soit **80,36%** et les ressources intérieures pour **84,636 milliards,** soit **19,64%.**

Elle accorde la priorité au sous-secteur Eaux avec **(51,50%).** Il est suivi respectivement des sous-secteurs Energie (**41,31%**), Mines/Géologie (**4,29%**) et Industrie/Artisanat (**2,90%**) cf **graphique 4**.

L'enveloppe du sous-secteur Eaux est destinée à la poursuite des investissements dans le cadre du renforcement des infrastructures d'alimentation en Eau potable et d'accès à l'électricité à travers, entre autres :

- le Projet d'aménagement du barrage de Taoussa, les Projets d'Amélioration de l'accès à l'eau Potable, d'Adduction d'Eau Potable (AEP) Bamako-Kabala, de mobilisation des ressources en eau en milieu rural (Programme d'urgence), le Programme National de mobilisation des ressources en Eau/Assainissement AEP des centres semi urbains en 1ère ,2ème, 5ème, et 6ème régions, le projet AEP et mesures d'accompagnement dans les centres semi-urbains et ruraux ; le Programme Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN) et le Projet de Réhabilitation Economique et Environnementale du Fleuve Niger (PREFEN), le programme saoudien de forages/puits et développement rural en Afrique (phase V) et le Programme Commun d'Appui à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PCA-GIRE) dans le domaine de l'Eau Potable ;

- le Projet de construction du centre national de conduite et dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba, les programmes d'urgence sociale d'accès à l'énergie/construction de

centrales solaires et la production hybride et accès rural à l'électricité , le Projet système hybride d'électrification rurale (SHER), la Construction liaison double terne Sikasso-Bougouni-Bamako, le Projet Electrification rurale 32 localités par système hybride, Production hybride et accès rurale à l'électricité (PHARE) et les Projets Centrale hydroélectrique de Djenné, Régional d'accès à l'électricité (PRAE), Interconnexion électrique Guinée -Mali (PIEGM) et Amélioration du secteur de l'électricité au Mali (PASEM) pour le sous-secteur Energie.

Dans le cadre de la promotion des ressources minérales, pétrolières et le développement de l'industrie et de l'artisanat, il sera mis en œuvre entre autres :

- le Projet de gouvernance du secteur des mines, les Projets de promotion de nouvelles zones minières et pétrolières et de la cartographie géologique au 1/50000ième ;
- les Projets d'Appui au Cadre intégré, d'appui au CERFITEX, de Construction de villages artisanaux et d'appui à la promotion au développement industriel.

La répartition des ressources par sources de financement entre les différents sous-secteurs du **Secteur Secondaire** se présente comme suit :

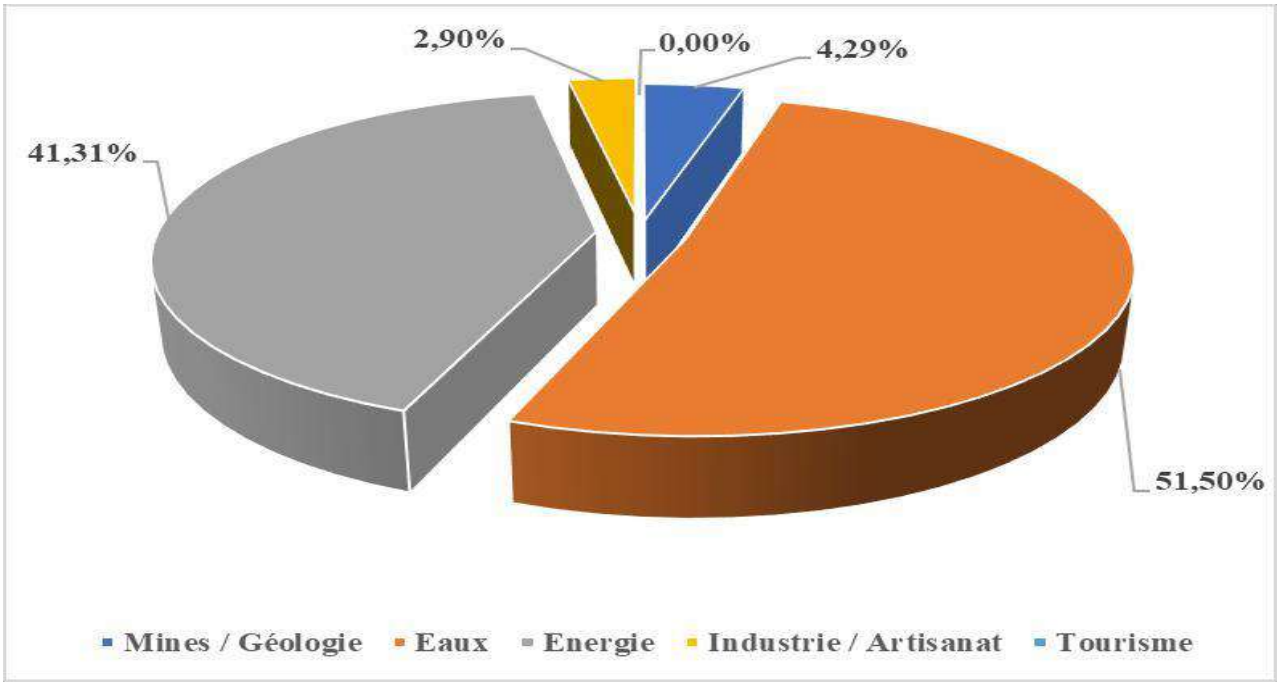
Tableau 3 : Financement par source et Sous-secteurs du Secteur Secondaire

(En millions F CFA)

Sous secteurs	Financement Intérieur		Financement Extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Mines / Géologie	3 700	4,37	14 784	4,27	18 484	4,29
Eaux	36 756	43,43	185 209	53,48	221 965	51,50
Energie	32 070	37,89	145 963	42,15	178 033	41,31
Industrie / Artisanat	12 110	14,31	379	0,11	12 489	2,90
Tourisme	0	0	0	0,00	0	0
TOTAL	**84 636**	**100,00**	**346 335**	**100,00**	**430 971**	**100,00**

Source : DNPD/Données SIGIP

Graphique 4: Ventilation de l'enveloppe du Secteur Secondaire de planification



1.3. Secteur Infrastructures

Les prévisions financières du secteur s'élèvent à **669,523 Milliards** de FCFA, soit **40,03%** de l'enveloppe globale du PTI 2021-2023. Elles sont réparties entre les ressources extérieures pour **177,792 milliards**, soit **26,56%** et les ressources intérieures pour **491,731 milliards,** soit **73,44%.**

La priorité du secteur est accordée au sous-secteur Moyens routiers avec **(70,22%).** Il est suivi respectivement des sous-secteurs Bâtiments/Equipements (**23,19%**), Urbanisme/Habitat (**3,48%**) et Topo/Cartographie (**0,99**) et les autres sous-secteurs (Transport/Stockage, Poste/Télécommunication, Aéro/Météo et Moyens fluviaux pour **1,68%)** (Cf. **graphique 5)**.

L'enveloppe du sous-secteur Moyens routiers est destinée à la poursuite et le démarrage des projets de désenclavement intérieur et extérieur du pays, tels que :

- le Projet de réhabilitation de la route Bamako-Kati-Kolokani-Didieni-Diéma-Sandaré-Kayes-Diboli, la construction/bitumage des routes Zantiébougou- Kolondiéba -Frontière RCI, Macina -Diafarabé-Ténenkou et Kayes-Sandaré, la construction d'un échangeur, d'un viaduc et aménagement de 10 km de voiries dans la ville de Sikasso, les projets de Construction bitumage Route Kayes-Sadiola lot 01, de Construction voies ceinture Ouest Koulikoro, de Construction route Banconi-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nomsombougou, de Construction bretelle Katélé-Kadiolo-Zégoua (km) et aménagement 10 km voirie localité de Kadiolo, le projet d'entretien des pistes CMDT, les travaux d'aménagement en 2X2 voies de la voie reliant le 3ème pont de Bamako à la RN6 (3,26 km) y compris la construction d'un échangeur au croisement avec la RN6 et réhabilitation de la section de la Tour de l'Afrique ;

- l'aménagement de la section Sévaré-Mopti de la RN 6, aménagement de 10 km de voirie dont 5 km dans la ville de Mopti et 5 km dans la ville de Sévaré et la construction de la voie de contournement de l'aéroport de Mopti Ambodedjo, la construction du 4ème Pont de Bamako, la réhabilitation de la route Sévaré-Gao (Phase I), la construction et le bitumage de la route Kayes-Aourou-Frontière Mauritanie, la construction/réhabilitation de la Route Transsaharienne (RTS)-Phase I ;

- en matière de stockage et d'approvisionnement, la Construction des Entrepôts du Mali ;

Dans les domaines de l'amélioration des conditions de travail de l'Administration, la poursuite et le démarrage des projets de construction et d'équipement des bâtiments pour l'Administration, de logements sociaux, renforcement des résidences/logements diplomates et l'opérationnalisation des nouvelles régions, notamment :

- La Construction des sièges des services publics (DNA/DNGR, CPS/DNI, DNTTMF, DNPD/DGB, Direction Emploi/Formation Professionnelle, Immeuble Promotion de la Femme, ONAPUMA, CPS/SANTE/CEPRIS/DRH, DNDC, DGCC, DGABE, ANTIM, Hôtel Elevage/Pêche, la Direction Générale des Douanes, INSTAT, Hôtel des Sports, la DFM/DRH du Ministère de l'Agriculture, l'ABFN, l'ONEF, la DNACPN, l'Institut du Sahel, le Bureau des Domaines de Kati) ainsi que l'acquisition et la construction de logements/résidences pour les diplomates ;

- la poursuite du Programme de construction de 50 000 logements sociaux, du Programme de mise en œuvre de la réforme foncière, le Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des régions du Nord (PURD), les projets d'aménagement/équipement et installation des régions de Nara, San, Nioro du Sahel, Bougouni, Kita, Dioïla, Koutiala, Douentza et Bandiagara.

En matière d'assainissement et de développement urbanistique, il est prévu les travaux de construction de la décharge compactée de Noumoubougou, l'élaboration/révision des schémas d'aménagement et études/aménagement et l'équipement des stations d'épurations d'ouvrages connexes.

Par rapport à l'amélioration des réseaux météorologiques et la modernisation de la Poste ainsi que la cartographie/topographie, il sera mis en œuvre :

- les projets de Pluies provoquées, de Réhabilitation des réseaux d'observations météorologiques ;
- le Contrat Plan Etat-Poste ;
- le Contrat Plan Etat-IGM et les projets de mise en œuvre de la réforme foncière sécurisée, de bornage et de développement des zones frontalières.

La répartition de l'enveloppe totale du **Secteur des Infrastructures** entre ses différents sous-secteurs par source de financement se présente comme suit :

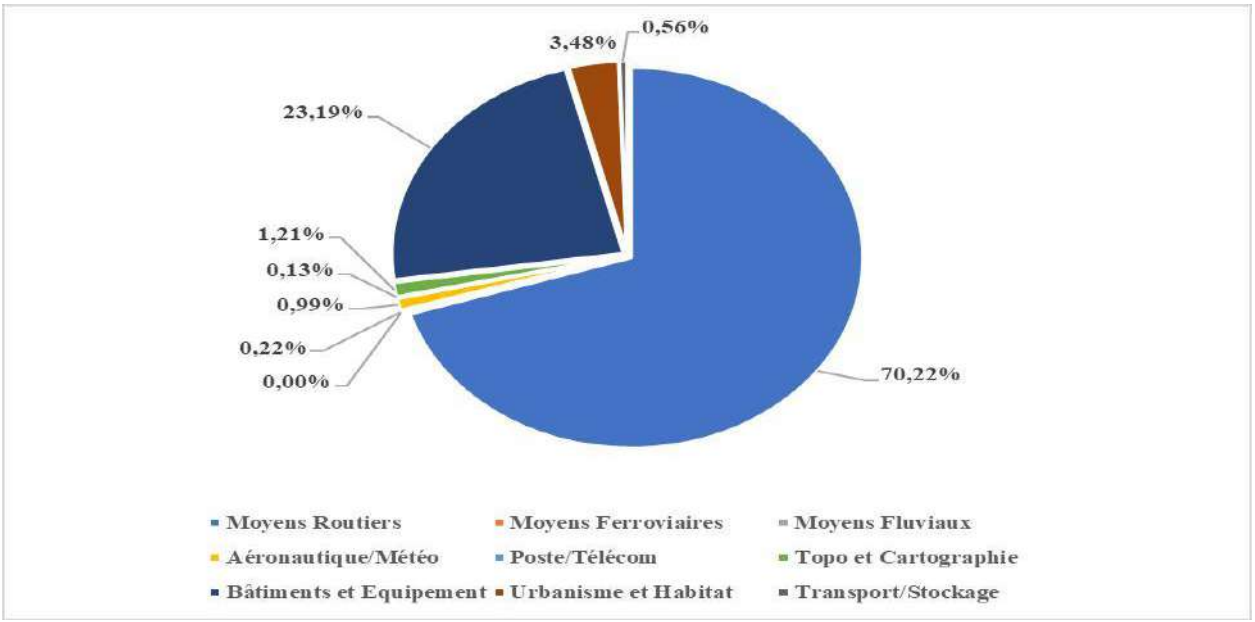
Tableau 4 : Financement par source et Sous-secteurs du Secteur Infrastructures

(En millions F CFA)

Sous secteurs	Financement intérieur		Financement extérieur		Financement total	
	Montant	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**
Moyens Routiers	292 325	59	177 792	100	470 117	70
Moyens Ferroviaires	0	0	0	0	0	0
Moyens Fluviaux	1 500	0	0	0	1 500	0
Aéronautique/Météo	6 650	1	0	0	6 650	1
Poste/Télécom	900	0	0	0	900	0
Topo/ Cartographie	8 100	2	0	0	8 100	1
Bâtiments/ Equipement	155 235	32	0	0	155 235	23
Urbanisme et Habitat	23 300	5	0	0	23 300	3
Transport/Stockage	3 721	1	0	0	3 721	1
TOTAL	**491 731**	**100**	**177 792**	**100**	**669 523**	**100**

Source : DNPD/Données SIGIP

Graphique 5 : Ventilation de l'enveloppe du Secteur Infrastructures en sous-secteurs



1.4. Secteur des Ressources Humaines

L'enveloppe prévisionnelle du Secteur est estimée à **235,728 milliards** de FCFA, soit **14,09%** de l'enveloppe du **PTI 2021-2023.** Elle est répartie entre les ressources extérieures pour **59,940 milliards**, soit **25,43%** et les ressources intérieures pour **175,788 milliards,** soit **74,57%.**

Elle accorde la priorité au sous-secteur Santé/Affaires sociales avec **(55,89%).** Il est suivi respectivement des sous-secteurs Education/Formation (**18,18%**), Administration/Plan/Finances (**16,63%**), Culture/Art/Sport (**4,28%**) et Emploi/Travail et Information (**5,01%**) (Cf. **graphique 6**).

L'enveloppe du secteur est destinée au développement du capital humain, la réduction de la pauvreté, le renforcement de la couverture sanitaire, de l'éducation et de la formation Professionnelle.

Dans le domaine de la Santé/Affaires sociales, il est prévu entre autres :

- la poursuite/démarrage des travaux de rénovation/extension au niveau de certains Centres/Instituts Hospitaliers, tels que : Point G, Gabriel Touré, IOTA, Kati, Hôpital du Mali, CNOS, CNAOM, INSP, CRLD, ANTIM ainsi que les hôpitaux régionaux/Centres de Santé ;
- l'amélioration du plateau technique à travers l'acquisition d'équipements médicaux ;
- la mise en œuvre du Programme filets sociaux, des projets de promotion et d'autonomisation des femmes et de dividende démographique.

Dans le domaine de l'Education et de la Formation, il s'agit, notamment de :

- la mise en œuvre des projets/programmes de construction et d'équipement d'infrastructures scolaires, secondaires et universitaires (salles de classes, Lycées/ IFP, IFM, CFD, Conservatoire Balla Fasséké Kouyaté, Universités, Facultés, Bibliothèque Universitaire Centrale, nouvelle ENSUP et Ecole Africaine des Mines) et le renforcement des capacités des agents de l'Administration par la formation.

Dans le domaine de la Culture/Art/Sport, l'accent est mis sur la poursuite de la mise en œuvre des projets et programmes de construction/réhabilitation des infrastructures sportives, culturelles et de promotion de la jeunesse tels que :

- le Centre de médecine sportive, les stades/centres sportifs, le Mémorial Modibo KEITA, le Palais de la culture Amadou Hampâté BAH, la Maison Africaine de la photographie, les Parcs et Monuments, le Palais des pionniers, les camps de jeunes.

Dans le cadre de l'Education et de la formation pour l'employabilité des jeunes, l'accent est mis sur :

- les projets/programmes de promotion de l'emploi des jeunes et de leur formation à travers le projet de Formation Professionnelle et l'Insertion à l'Entreprenariat des Jeunes Ruraux (FIER), le Projet de Renforcement des Compétences et Emploi des Jeunes (PROCEJ) et le Programme de Formation et d'Insertion Professionnelle (PFIP) ;
- les projets de construction, réhabilitation et d'équipement des centres de formation professionnelle pour l'insertion des jeunes.

La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du Secteur **Ressources Humaines** se présente comme suit :

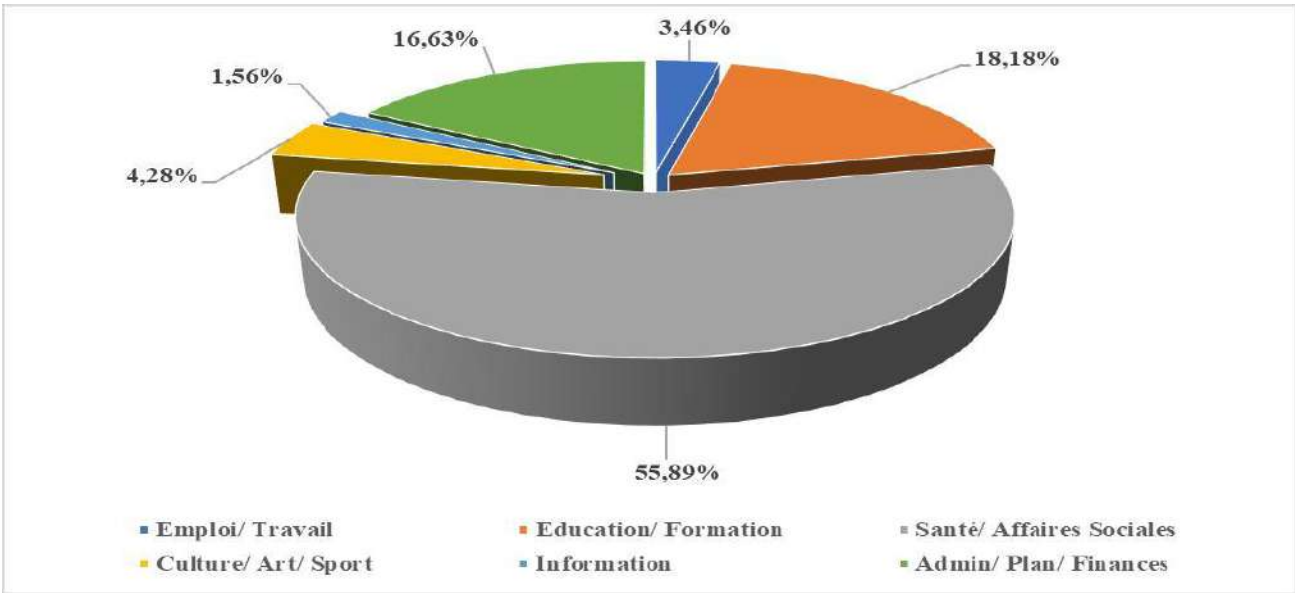
Tableau 5 : Financement par source et Sous-secteurs du Secteur Ressources humaines

(En millions F CFA)

Sous secteurs	Financement Intérieur		Financement Extérieur		Financement total	
	Montant	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**
Emploi/ Travail	4 100	2,33	4 051	6,76	8 151	3,46
Education/ Formation	42 864	24,38	0	0,00	42 864	18,18
Santé/ Aff Sociales	79 264	45,09	52 486	87,56	131 750	55,89
Culture/ Art/ Sport	10 100	5,75	0	0,00	10 100	4,28
Information	3 670	2,09	0	0,00	3 670	1,56
Admin/ Plan/ Finances	35 790	20,36	3 403	5,68	39 193	16,63
TOTAL	**175 788**	**100,00**	**59 940**	**100,00**	**235 728**	**100,00**

Source : DNPD/Données SIGIP

Graphique 6 : ventilation de l'enveloppe du Secteur Ressources humaines en sous-secteurs



2. SITUATION DU PTI 2021-2023 PAR MINISTERES/INSTITUTIONS

Le PTI 2021-2023 accorde la priorité aux projets/programmes des Ministères/Institutions et varie d'un Département/Institution à un autre, allant de 486,288 milliards FCFA pour le Ministère des Transports et des Infrastructures à 100 millions pour le Conseil Économique Social et Culturel et la Cour Constitutionnelle.

La situation- de certains Départements se présente comme suit :

- Ministère des Transports et des Infrastructures : 486,288 milliards FCFA avec 45 projets ;
- Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau : 404,633 milliards FCFA avec 37 projets ;
- Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche : 257,387 milliards FCFA avec 59 projets ;
- Ministère de l'Economie et des Finances : 129,089 milliards FCFA avec 52 projets ;
- Ministère de la Santé et du Développement Social : 78,514 milliards FCFA avec 34 projets ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation : 69,721 milliards FCFA avec 37 projets ;
- Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement du Durable : 45,214 milliards FCFA avec 29 projets ;
- Ministre des Affaires foncières, de l'Urbanisme et de l'Habitat : 33,700 milliards FCFA avec 11 projets ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique : 21,429 milliards FCFA avec 13 projets ;
- Ministère de l'Education Nationale : 17,575 milliards FCFA avec 18 projets.

La synthèse des dotations et du nombre de projet*s* par ministères /institutions est consignée dans le tableau ci-après :

Tableau 6 : Situation récapitulative du PTI 2021-2023 par Ministères /Institutions

Montants en millions de FCFA

Ministères/Institutions	Coût total	FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				Total PTI	Nombre de PP
		2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total		
Présidence de la République	20 158	4 100	4 658	3 800	12 558	-	-	-	-	12 558	3
Primature	4 150	780	250	150	1 180	-	-	-	-	1 180	5
Ministère de la Refondation de l'Etat	1 800	250	250	250	750	-	-	-	-	750	1
Cour Suprême	3 734	250	-	-	250	-	-	-	-	250	1
Ministère des Transports et des Infrastructures	1 544 824	83 450	107 571	117 475	308 496	55 313	90 872	31 607	177 792	486 288	45
Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement du Durable	180 626	9 760	10 950	9 800	30 510	9 185	3 750	1 769	14 704	45 214	29
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	26 978	3 130	4 150	4 150	11 430	-	-	-	-	11 430	4
Ministère de l'Education Nationale	55 618	5 625	5 775	6 175	17 575	-	-	-	-	17 575	18
Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique	44 064	9 020	7 309	5 100	21 429	-	-	-	-	21 429	13
Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	19 903	1 560	783	550	2 893	1 190	793	198	2 181	5 074	10
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion des Investissements	50 000	4 140	4 824	2 780	11 744	379	-	-	379	12 123	15
Ministère de la Justice	16 446	824	75	75	974	-	-	-	-	974	3
Ministère de la Santé et du Développement Social	215 025	26 440	26 264	25 810	78 514	-	-	-	-	78 514	34
Ministère de l'Economie et des Finances	334 057	24 980	23 795	24 425	73 200	18 220	37 669	-	55 889	129 089	52

Ministre des Affaires foncières, de l'Urbanisme et de l'Habitat	98 815	12 000	11 100	10 600	33 700	-	-	-	-	33 700	11
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	186 096	21 855	21 725	20 925	64 505	3 383	1 833	-	5 216	69 721	37
Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau	1 010 371	23 315	26 565	22 455	72 335	140 071	124 728	67 499	332 298	404 633	37
Ministère du Travail et de la Fonction Publique	11 440	1 100	600	600	2 300	-	-	-	-	2 300	2
Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme	32 885	3 050	2 264	1 250	6 564	-	-	-	-	6 564	11
Ministère de la Communication et de Economie Numérique	13 865	1 850	1 970	1 650	5 470	-	-	-	-	5 470	6
Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine	3 565	700	250	250	1 200	-	-	-	-	1 200	3
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	79 019	2 420	2 000	1 800	6 220	4 051	-	-	4 051	10 271	8
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	14 069	200	200	100	500	5 965	2 146	374	8 485	8 985	3
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	989 538	21 270	21 163	18 595	61 028	105 543	56 385	34 431	196 359	257 387	59
Ministère de la Jeunesse et des Sports	26 079	3 700	3 250	1 966	8 916	-	-	-	-	8 916	7
Conseil Economique, Social et Culturel	1 150	100	-	-	100	-	-	-	-	100	1
Médiateur de la République	150	150	-	-	150	-	-	-	-	150	1
Cour Constitutionnelle	100	100	-	-	100	-	-	-	-	100	1
Projets en attente de financement	130 173	32 985	-	-	32 985	-	-	-	-	32 985	1
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	15 500	-	-	-	-	900	6 813	-	7 713	7 713	1
Total Général	**5 130 198**	**299 104**	**287 741**	**280 731**	**867 576**	**344 200**	**324 989**	**135 878**	**805 067**	**1 672 643**	**422**

Source : DNPD/ données SIGIP

CONCLUSION

Le Programme Triennal d'Investissement (PTI) et le Budget Spécial d'Investissement (BSI) constituent des instruments privilégiés de mise en œuvre de la politique d'investissements publics. Ils devront permettre de mieux rationaliser la gestion des ressources publiques afin qu'elles contribuent réellement au développement économique et social du pays.

Cependant, le cadre de programmation actuel du PTI ne répond pas encore à toutes les attentes en termes d'exhaustivité des projets structurants et de prévisibilité des besoins d'investissement au cours des prochaines années à cause de certaines contraintes qui affectent négativement la qualité de ladite programmation, notamment le vieillissement du portefeuille des Projets/Programmes et la faible capacité de certains acteurs à conduire le processus.

La mise en œuvre efficiente du PTI/BSI devrait permettre de mieux rationaliser la gestion des ressources financières de l'Etat et d'accroître la contribution des investissements publics à la croissance et au développement économique et social.

Après plusieurs années de mise en œuvre du mécanisme de programmation triennale glissante des investissements, des résultats satisfaisants ont été enregistrés, notamment l'appui aux secteurs sociaux et porteurs de croissance comme les productions rurales, l'énergie, les mines et les infrastructures routières.

En perspective, la mise en œuvre de la budgétisation des investissements en mode AE/CP, le renforcement des capacités des acteurs, le renforcement des fonds d'études et préparation des projets contribueront à l'amélioration du processus de préparation, de sélection et du suivi des projets/programmes en vue d'une meilleure orientation des actions de l'Etat pour la transformation structurelle de l'économie nationale.

ANNEXES

Annexes 1

Présentation détaillée des Projets par Secteurs / Sous-Secteurs et par Source de Financement

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
1977	PROGRAMME COMPETITIVITE DIVERSIFICATION AGRICOLE PCDA	2006	2020	26 892	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	2014	2023	3 056	900	1 460	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME D'APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	2009	2021	2 104	120	2 112	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	2010	2022	122 467	2 500	48 395	1 700	14 050	8 700	8 700	0	1 700	800	0	2 500	7 000	2 550	2 000	11 550	BAD
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	2011	2023	3 614	1 350	1 978	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0	
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	2013	2022	14 455	150	685	150	1 609	1 204	1 204	0	150	0	0	150	1 054	405	0	1 459	BID
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	2017	2023	3 500	1 140	1 802	380	1 140	380	380	0	380	380	380	1 140	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	2018	2023	6 400	510	483	170	2 680	918	918	0	170	170	170	510	748	741	681	2 170	Norvège
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	2013	2021	7 870	40	40	40	1 592	1 592	1 592	0	40	0	0	40	1 552	0	0	1 552	BID

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2800	PROGRAMME PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAPP) II	2014	2020	33 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	2015	2021	29 575	100	400	100	4 300	4 300	4 300	0	100	0	0	100	4 200	0	0	4 200	BAD
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	2015	2021	27 612	100	300	100	2 630	2 630	2 630	0	100	0	0	100	2 530	0	0	2 530	BAD
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	2015	2023	10 500	1 350	2 000	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	2015	2023	3 605	800	1 588	200	800	200	200	0	200	300	300	800	0	0	0	0	
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	2014	2022	24 945	600	1 538	300	5 320	2 660	2 660	0	300	300	0	600	2 360	2 360	0	4 720	BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	2015	2021	31 294	800	3 805	800	9 430	9 430	9 430	0	800	0	0	800	8 630	0	0	8 630	B.A.D BAD
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	2015	2023	2 400	1 050	1 315	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2966	ETUDE PROJET DEVELOPPEMENT RURAL DU KAARTA/SEFETO	2016	2020	943	0	743	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	2016	2020	15 759	0	6 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	2017	2022	4 900	158	300	100	2 339	1 290	1 290	0	100	58	0	158	1 190	793	198	2 181	BAD
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	2017	2022	1 291	200	400	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	2017	2023	2 500	900	1 415	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	2004	2023	7 436	770	1 820	200	770	200	200	0	200	285	285	770	0	0	0	0	
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	2019	2021	130 173	151 403	151 403	32 985	32 985	32 985	32 985	0	32 985	0	0	32 985	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	2003	2023	2 852	1 200	1 800	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	2019	2023	10 000	5 700	5 700	1 900	5 700	1 900	1 900	0	1 900	1 900	1 900	5 700	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	2019	2023	5 000	2 280	2 280	760	2 280	760	760	0	760	760	760	2 280	0	0	0	0	

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	2019	2023	10 000	4 500	4 350	1 500	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	1 500	4 500	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	2019	2023	5 000	2 900	2 900	1 000	2 900	1 000	1 000	0	1 000	950	950	2 900	0	0	0	0	
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	2018	2024	17 858	1 150	3 190	250	11 373	4 524	4 524	0	250	400	500	1 150	4 274	4 040	1 909	10 223	BM
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	2018	2020	1 992	0	1 866	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	2018	2022	17 207	500	7 095	200	3 835	2 535	2 535	0	200	300	0	500	2 335	1 000	0	3 335	KfW
3127	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIELLLE AU MALI (PACAM)	2017	2022	17 500	100	100	100	4 234	3 643	3 643	0	100	0	0	100	3 543	591	0	4 134	BM
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	2019	2023	44 551	650	250	150	650	150	150	0	150	250	250	650	0	0	0	0	
3133	PROJET APPUI IRRIGATION PROXIMITE (IPRO) GAO ET MENAKA	2019	2022	13 250	350	11 301	150	5 258	4 714	4 714	0	150	200	0	350	4 564	344	0	4 908	KfW
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	2018	2023	33 667	0	16 332	0	20 801	12 640	12 640	0	0	0	0	0	12 648	6 351	1 802	20 801	B.M. BM

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3136	PROJET APPUI FILIERES ANACARDE AU MALI	2016	2020	9 348	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	AECDI
3139	LUTTE CONTRE INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION	2017	2021	4 264	0	4 264	0	1 498	1 498	1 498	0	0	0	0	0	1 498	0	0	1 498	Belgique
3144	PROJET EXTENSION AMENAGEMENTS PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL & S.A	2019	2021	11 000	0	300	0	1 197	697	697	0	0	0	0	0	697	500	0	1 197	Lux-Dév
3146	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE KIDAL (DDRK IV)	2019	2020	3 263	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Lux-Dév
3147	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE GAO (DDRG IV)	2019	2020	2 383	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Lux-Dév
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	2019	2023	58 025	1 150	400	250	24 161	6 988	6 988	0	250	400	500	1 150	6 738	10 792	5 481	23 011	Canada Danemark FIDA
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	2020	2023	1 520	1 140	760	380	1 140	380	380	0	380	380	380	1 140	0	0	0	0	
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	2019	2023	21 798	12 586	9 750	5 000	12 586	5 000	5 000	0	5 000	3 805	3 781	12 586	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	2020	2022	3 600	2 800	5 600	800	2 800	800	800	0	800	1 500	500	2 800	0	0	0	0	

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	2019	2023	26 238	0	0	0	19 675	5 245	5 245	0	0	0	0	0	5 245	7 870	6 560	19 675	KfW
3184	PROJET PRODUCTIVITE DE L'EAU A L'OFFICE DU NIGER (PRODEAU)	2020	2022	4 000	0	0	0	3 628	898	898	0	0	0	0	0	898	277	2 453	3 628	Pays-Bas
3185	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE DU NIGER (PADON) PHASE II	2020	2022	4 592	0	0	0	1 117	470	470	0	0	0	0	0	470	391	256	1 117	AFD
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	2018	2021	1 396	0	0	0	890	890	890	0	0	0	0	0	890	0	0	890	B.A.D
3187	PROGRAMME DE SOUTIEN AU DISPOSITIF NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE (PRESA) PHASE I	2018	2022	2 805	200	100	100	1 285	897	897	0	100	100	0	200	797	288	0	1 085	Suisse
3193	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SIKASSO	2020	2023	800	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2023	1 600	1 116	744	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2023	1 600	1 116	744	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	2020	2023	122 193	3 000	1 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3251	PROJET Â« BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT Â¿Â» AU MALI	2020	2023	7 000	300	100	100	6 202	3 770	3 770	0	100	100	100	300	3 670	1 858	374	5 902	Italie
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	2021	2025	5 000	2 280	760	760	2 280	760	760	0	760	760	760	2 280	0	0	0	0	
3290	TRAVAUX D'ACHEVEMENT DU LABORATOIRE DE TECHNOLOGIE ALIMENTAIRE	2021	2021	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3293	PROJET D'AMENAGEMENT ET DE MISE EN VALEUR DES PIV	2021	2023	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	2021	2023	6 000	6 000	6 000	1 000	6 000	1 000	1 000	0	1 000	2 000	3 000	6 000	0	0	0	0	
3298	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE SIKASSO	2021	2022	1 165	0	0	0	1 165	778	778	0	0	0	0	0	778	387	0	1 165	UE
3299	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE KOULIKORO	2021	2022	1 200	0	0	0	1 028	847	847	0	0	0	0	0	847	181	0	1 028	UE
3300	PROJET D'APPUI A L'INITIATIVE POUR L'IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	2021	2023	1 725	0	0	0	1 524	768	768	0	0	0	0	0	768	593	163	1 524	ESPAGNE
3302	PROJET APPUI TRANSFORMATION AGRO-ECOLOGIQUE ZONE COTONNIERE DU MALI : AGRECO CML 1430	2020	2023	11 800	0	0	0	2 575	1 110	1 110	0	0	0	0	0	1 110	948	517	2 575	AFD
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 010 783	217 359	318 468	56 539	245 629	137 565	137 565	0	56 539	21 992	20 410	98 941	81 034	43 260	22 394	146 688	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Elevage*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	2003	2023	1 698	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	2011	2023	1 459	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2201	ETUDE TRANSFORMATION SOUS PRODUITS D'ABATTAGE	2007	2022	4 248	0	1 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM)	2016	2021	20 523	200	743	200	11 720	11 720	11 720	0	200	0	0	200	11 520	0	0	11 520	BID
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	2016	2021	24 105	150	8 543	150	3 650	3 650	3 650	0	150	0	0	150	3 500	0	0	3 500	BM
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017	2023	4 000	1 332	2 010	400	1 332	400	400	0	400	532	400	1 332	0	0	0	0	
3083	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KOULIKORO	2019	2021	7 553	100	5 067	100	2 390	2 390	2 390	0	100	0	0	100	2 290	0	0	2 290	Belgique
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	2019	2024	34 800	700	2 348	200	23 700	8 200	8 200	0	200	250	250	700	8 000	8 000	7 000	23 000	B.M. BM
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-	2019	2023	33 065	1 000	500	300	18 549	5 681	5 681	0	300	350	350	1 000	5 381	7 187	4 981	17 549	BID

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Elevage*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	2020	2023	600	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	2020	2024	9 000	750	500	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2023	1 600	1 116	744	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2023	1 600	1 116	744	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2023	1 600	1 116	744	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				145 851	8 930	23 993	3 166	66 789	33 857	33 857	0	3 166	2 948	2 816	8 930	30 691	15 187	11 981	57 859	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Pêche*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	2009	2023	2 805	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	2008	2021	14 000	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	2016	2021	5 248	0	0	0	2 478	973	973	0	0	0	0	0	973	877	628	2 478	UE
3164	OFFICE DEVELOPPEMNT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	2020	2023	850	550	300	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				22 903	1 400	650	500	3 878	1 473	1 473	0	500	450	450	1 400	973	877	628	2 478	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Forêts*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	2002	2020	3 100	0	440	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1884	CONSERVATION VALORISATION BIODIVERSITE ELEPHANTS GOURMA	2005	2020	6 390	0	345	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	2007	2021	3 000	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	2010	2021	1 567	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	2010	2022	7 200	600	695	300	1 200	900	900	0	300	300	0	600	600	0	0	600	Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	2013	2023	6 229	360	3 196	120	1 394	1 035	1 035	0	120	120	120	360	915	59	60	1 034	UE
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	2015	2021	900	90	477	90	225	225	225	0	90	0	0	90	135	0	0	135	FENU
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	2014	2021	14 500	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	2015	2023	2 000	750	843	200	750	200	200	0	200	250	300	750	0	0	0	0	

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Forêts*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	2018	2023	1 200	680	718	280	680	280	280	0	280	200	200	680	0	0	0	0	
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	2018	2023	3 500	1 250	2 493	450	1 250	450	450	0	450	400	400	1 250	0	0	0	0	
3125	PROJET DE GESTION DES RISQUES CLIMATIQUES ET D'INONDATION AU MALI EN VUE DE PRESERVER DES VIES ET DES BIENS (PGRCI)	2016	2021	6 000	0	0	0	600	600	600	0	0	0	0	0	600	0	0	600	FEM
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	2020	2023	11 983	780	520	260	2 247	1 727	1 727	0	260	260	260	780	1 467	0	0	1 467	Suède
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	2021	2023	450	300	150	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	2020	2023	1 170	750	390	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3189	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE AU MALI (HYDROMET)	2019	2023	15 500	0	0	0	7 713	900	900	0	0	0	0	0	900	6 813	0	7 713	BM
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	2021	2023	3 725	300	100	100	2 726	1 226	1 226	0	100	100	100	300	1 126	691	609	2 426	FEM
TOTAL SOUS-SECTEUR				88 414	6 150	10 657	2 490	20 125	8 233	8 233	0	2 490	2 030	1 630	6 150	5 743	7 563	669	13 975	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Mines et Géologie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	2007	2023	3 883	1 500	2 090	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	2010	2021	3 315	300	3 215	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	2015	2022	6 384	1 900	5 284	1 000	1 900	1 000	1 000	0	1 000	900	0	1 900	0	0	0	0	
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	2019	2022	20 000	0	0	0	14 784	3 696	3 696	0	0	0	0	0	3 696	4 435	6 653	14 784	BM
TOTAL SOUS-SECTEUR				33 582	3 700	10 589	1 800	18 484	5 496	5 496	0	1 800	1 400	500	3 700	3 696	4 435	6 653	14 784	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Eaux*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	2002	2022	3 885	200	568	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	2010	2023	144 557	9 000	37 900	2 000	96 000	15 000	15 000	0	2 000	3 000	4 000	9 000	13 000	38 000	36 000	87 000	AFD/BOAD/BID/FSD
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	2005	2022	2 350	800	1 930	400	800	400	400	0	400	400	0	800	0	0	0	0	
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	2017	2023	45 000	17 500	10 000	7 500	17 500	7 500	7 500	0	7 500	5 000	5 000	17 500	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	2007	2022	18 200	1 250	10 560	650	1 250	650	650	0	650	600	0	1 250	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETATLNE	2016	2023	3 140	900	1 933	400	900	400	400	0	400	250	250	900	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKOA KABALA	2012	2023	195 754	0	475	800	31 850	30 250	30 250	0	800	800	800	2 400	29 450	0	0	29 450	AFD BAD/BOAD/BEI
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	2011	2021	18 695	150	150	150	2 272	2 272	2 272	0	150	0	0	150	2 122	0	0	2 122	KfW
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	2014	2021	30 114	300	885	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Eaux*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	2016	2023	36 000	450	8 600	150	8 892	4 492	4 492	0	150	150	150	450	4 342	3 000	1 100	8 442	B.M. BM
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	2016	2021	7 800	200	200	200	6 000	2 100	2 100	0	200	0	0	200	1 900	2 100	1 800	5 800	Pays-Bas Suède
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	2016	2023	53 952	1 100	683	200	25 854	5 595	5 595	0	200	400	500	1 100	5 395	19 359	0	24 754	KfW
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID-UEMOA)	2016	2021	6 855	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	2018	2023	8 000	240	4 988	80	4 326	1 580	1 580	0	80	80	80	240	1 500	1 500	1 086	4 086	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	2018	2023	9 794	300	6 664	100	5 717	1 947	1 947	0	100	100	100	300	1 847	3 000	570	5 417	KfW
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	2020	2026	7 860	150	100	50	6 988	2 250	2 250	0	50	50	50	150	2 200	3 330	1 308	6 838	UE
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	2020	2023	13 222	600	100	100	6 684	2 777	2 777	0	100	200	300	600	2 677	2 421	986	6 084	BAD Fonds Vert Climat UE
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2023	1 600	1 116	744	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Eaux*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3303	PROJET D'AMELIORATION DE L'ACCES A L'EAU POTABLE	2021	2022	5 216	0	0	0	5 216	3 383	3 383	0	0	0	0	0	3 383	1 833	0	5 216	Belgique
TOTAL SOUS-SECTEUR				611 994	34 356	86 580	13 652	221 965	81 468	81 468	0	13 652	11 502	11 602	36 756	67 816	74 543	42 850	185 209	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Energie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	2011	2022	1 980	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2499	PROJET ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT	2010	2020	950	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	2016	2023	35 869	0	17 375	4 000	11 800	6 300	6 300	0	4 000	4 500	1 000	9 500	2 300	0	0	2 300	BOAD
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	2014	2023	1 734	600	543	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	2015	2022	1 500	500	250	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0	
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	2015	2022	25 000	1 120	1 120	560	9 230	7 770	7 770	0	560	560	0	1 120	7 210	900	0	8 110	BM Fonds Abou Dabi
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	2016	2022	7 800	500	250	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	2015	2023	3 500	1 200	1 653	300	1 200	300	300	0	300	400	500	1 200	0	0	0	0	
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	2016	2022	80 700	0	0	0	34 179	13 125	13 125	0	0	0	0	0	13 125	18 134	2 920	34 179	BID

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Energie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	2017	2021	11 800	200	200	200	6 330	6 330	6 330	0	200	0	0	200	6 130	0	0	6 130	BADEA Fonds Abou Dabi
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	2018	2023	46 202	25 000	50 000	2 300	18 050	2 300	2 300	0	2 300	7 750	8 000	18 050	0	0	0	0	
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	2018	2021	30 889	0	1 375	0	15 870	15 870	15 870	0	0	0	0	0	15 870	0	0	15 870	AFD UE
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	2018	2021	13 800	0	0	0	3 957	3 957	3 957	0	0	0	0	0	3 957	0	0	3 957	BID
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	2019	2023	75 000	0	0	0	9 969	9 969	9 969	0	0	0	0	0	9 969	0	0	9 969	BM
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	2021	2023	36 623	0	0	0	28 786	10 714	10 714	0	0	0	0	0	10 714	13 653	4 419	28 786	BAD BM
3305	PROJET REGIONAL ACCES ELECTRICITE (PRAE)	2021	2023	30 950	0	0	0	23 448	3 036	3 036	0	0	0	0	0	3 036	10 206	10 206	23 448	BM
3306	PROJET CENTRAL HYDROELECTRIQUE DE DJENNE	2021	2023	17 214	0	0	0	13 214	3 973	3 973	0	0	0	0	0	3 973	7 690	1 551	13 214	BAD
TOTAL SOUS-SECTEUR				421 511	29 520	72 966	8 260	178 033	84 544	84 544	0	8 260	14 110	9 700	32 070	76 284	50 583	19 096	145 963	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Industrie / Artisanat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2006	2023	1 892	430	1 540	150	430	150	150	0	150	140	140	430	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	2005	2023	22 822	3 000	15 296	1 000	3 379	1 379	1 379	0	1 000	1 000	1 000	3 000	379	0	0	379	PNUD
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	2017	2023	10 700	2 100	3 400	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	2015	2023	4 000	1 200	800	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	2012	2022	584	200	100	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	2014	2023	1 750	750	1 250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	2014	2022	1 082	250	832	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	2014	2022	2 700	964	1 915	550	964	550	550	0	550	414	0	964	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	2016	2022	975	250	824	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Industrie / Artisanat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2016	2023	1 000	300	190	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	2016	2022	2 204	600	1 704	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	2019	2021	1 559	100	200	100	100	100	0	100	100	0	0	100	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	2020	2023	400	400	200	200	400	200	200	0	200	100	100	400	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2023	1 600	1 116	744	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	2021	2023	600	1 800	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				53 868	13 460	29 145	4 672	12 489	5 051	4 951	100	4 672	4 226	3 212	12 110	379	0	0	379	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens routiers*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	2002	2023	6 546	3 000	1 500	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	2002	2023	3 546	1 200	650	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	2005	2023	10 000	2 500	1 950	1 000	2 500	1 000	1 000	0	1 000	750	750	2 500	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	2010	2023	1 500	900	550	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	2011	2021	106 422	0	0	0	18 349	8 500	8 500	0	0	0	0	0	8 500	5 000	4 849	18 349	UE
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	2016	2021	72 200	0	0	0	30 700	4 500	4 500	0	0	0	0	0	4 500	15 000	11 200	30 700	BID
2802	AMENAGEMENT 2X2 VOIES SECTION ROUTE SEGOU SAN 7KM	2014	2021	40 000	0	0	0	2 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	0	2 000	B.O.A.D
2812	CONSTRUCTION 4EME PONT DE BAMAKO	2017	2023	170 000	120 000	290 000	3 000	68 600	3 000	3 000	0	3 000	24 600	41 000	68 600	0	0	0	0	
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	2016	2021	75 000	0	0	2 500	2 500	2 500	2 500	0	2 500	0	0	2 500	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens routiers*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	2016	2023	35 000	0	19 454	500	6 134	500	500	0	500	2 000	3 634	6 134	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	2016	2021	60 000	0	0	0	29 770	29 769	29 769	0	0	0	0	0	29 770	0	0	29 770	B.A.D BAD
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	2017	2021	44 193	0	50 000	6 900	6 900	6 900	6 900	0	6 900	0	0	6 900	0	0	0	0	
3013	CONST SECTION KANGABA DIALAFOUNDO FRONTIERE GUINEE (50KM)	2017	2020	19 788	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	2017	2022	26 500	0	19 860	4 000	10 349	4 000	4 000	0	4 000	6 349	0	10 349	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	2017	2022	28 187	0	40 092	3 400	6 412	3 400	3 400	0	3 400	3 012	0	6 412	0	0	0	0	
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	2017	2020	31 720	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3018	AMENAGEMENT DE LA BRETELE KATELE KADIOLO, 4 KM DE VOIRIES DANS LA LOCALITE DE KADIOLO ET 10 KM DE ROUTE DE TERRE DANS LE CERCLE DE KADIOLO	2017	2021	88 434	0	12 577	7 350	7 350	7 350	7 350	0	7 350	0	0	7 350	0	0	0	0	
3019	BITUMAGE DE LA ROUTE BAROUELI TAMANI (30,5KM)	2017	2020	8 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens routiers*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3020	AMENAGEMENT. 2X2 VOIES 3EME PONT. RN6. CONSTRUCT. ECHANG. REHAB. SECT TOUR AFRIQUE-YIRIMADIO- RN6	2017	2021	45 000	0	0	15 000	15 000	15 000	15 000	0	15 000	0	0	15 000	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI KOLOKANI DIDIENI DIEMA SANDARE KAYES DIBOLI	2019	2023	78 000	0	78 000	15 000	41 141	15 000	15 000	0	15 000	15 000	11 141	41 141	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	2018	2020	20 520	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3176	PROJET CONSTRUCTION VIADUC AMANAGEMENT 10 KM DE VOIERIES URBAINES DANS LA VILLE DE SIKASSO	2019	2022	23 691	0	0	1 500	7 110	3 419	3 419	0	1 500	3 691	0	5 191	1 919	0	0	1 919	BOAD
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE I	2020	2023	70 400	0	0	0	33 488	2 372	2 372	0	0	0	0	0	2 372	15 558	15 558	33 488	BAD
3190	CONSTRUCTION BUTIMAGE DE LA ROUTE KAYES-AOUROU-FR MAURITANIE	2020	2022	76 500	0	0	0	32 246	2 070	2 070	0	0	0	0	0	2 070	30 176	0	32 246	BID
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	2019	2023	232 328	53 000	106 000	7 000	52 000	7 000	7 000	0	7 000	20 250	24 750	52 000	0	0	0	0	
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	2021	2022	33 468	1 148	500	500	30 468	4 682	4 682	0	500	648	0	1 148	4 182	25 138	0	29 320	BOAD

3259	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SIKASSO	2021	2023	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens routiers*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3263	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TOMBOUCTOU	2021	2023	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3266	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE GAO	2021	2023	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3269	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KIDAL	2021	2023	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3272	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MOPTI	2021	2023	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3276	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SEGOU	2021	2023	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3279	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KOULIKORO	2021	2023	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3282	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MENAKA	2021	2023	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3285	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TAOUDENIT	2021	2023	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3288	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KAYES	2021	2023	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens routiers*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	2021	2023	70 000	70 000	70 000	5 000	50 000	5 000	5 000	0	5 000	20 000	25 000	50 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 488 943	263 748	695 133	78 350	470 117	133 662	133 662	0	78 350	102 000	111 975	292 325	55 313	90 872	31 607	177 792	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens fluviaux*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	2003	2023	4 918	600	350	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAV	2015	2023	2 179	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				7 097	1 500	950	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Aéronautique / Météo*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	2016	2023	28 609	6 000	10 825	2 000	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	2017	2023	1 200	650	500	250	650	250	250	0	250	200	200	650	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				29 809	6 650	11 325	2 250	6 650	2 250	2 250	0	2 250	2 200	2 200	6 650	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Poste / Télécommunication*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	2015	2023	2 675	900	2 300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				2 675	900	2 300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Topo et Cartographie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	2016	2023	14 000	6 600	9 632	2 200	6 600	2 200	2 200	0	2 200	2 200	2 200	6 600	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	2017	2023	3 000	900	1 533	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	2016	2023	3 810	600	1 620	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				20 810	8 100	12 785	2 700	8 100	2 700	2 700	0	2 700	2 700	2 700	8 100	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
1949	ENTRETIEN IMMEUBLE HOTEL DU MEF ACI 2000	2003	2023	8 200	650	935	250	650	250	250	0	250	200	200	650	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	2017	2023	8 000	1 400	4 500	1 300	2 700	1 300	1 300	0	1 300	700	700	2 700	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	2016	2023	2 974	950	1 130	250	950	250	250	0	250	300	400	950	0	0	0	0	
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2010	2021	2 150	200	500	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	2006	2020	838	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	2007	2023	1 960	600	1 490	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2449	REHABILITATION EQUIPEMENT INFP/BTP	2009	2021	1 627	0	1 040	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	2013	2021	1 084	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2567	PROJET CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION EQUIPEMENT TRANSPORT	2011	2020	850	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	2011	2023	4 038	750	1 500	300	750	300	300	0	300	300	150	750	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	2016	2023	1 266	600	730	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2592	CONSTRUCTION HOTEL DES FINANCES	2012	2022	17 000	10 000	25 303	3 000	10 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	4 000	10 000	0	0	0	0	
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	2012	2022	2 766	1 000	1 775	600	1 000	600	600	0	600	400	0	1 000	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	2013	2023	4 200	0	3 842	500	1 466	500	500	0	500	500	466	1 466	0	0	0	0	
2720	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CESC	2013	2021	1 150	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	2013	2023	2 450	1 050	1 569	300	1 050	300	300	0	300	350	400	1 050	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	2014	2020	1 892	450	300	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	2014	2023	20 000	8 300	8 235	2 300	8 300	2 300	2 300	0	2 300	3 000	3 000	8 300	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	2014	2021	13 106	0	0	549	549	549	549	0	549	0	0	549	0	0	0	0	
2774	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION MOPTI	2013	2020	8 000	0	760	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	2013	2023	14 235	1 100	5 920	400	1 100	400	400	0	400	400	300	1 100	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	2013	2023	13 303	800	2 250	300	800	300	300	0	300	300	200	800	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	2013	2023	7 700	2 100	7 230	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	2015	2023	3 500	900	2 752	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	2015	2021	1 500	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	2017	2023	4 270	2 500	1 700	1 000	2 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	500	2 500	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	2015	2023	9 000	2 500	5 150	1 000	2 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	500	2 500	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2841	EXTENSION/ AMENAGEMENT SIEGE APCMM	2015	2021	978	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	2015	2021	6 300	0	0	1 700	1 700	1 700	1 700	0	1 700	0	0	1 700	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION ANNEXE MTFPRE	2015	2021	1 440	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	2015	2021	1 504	200	924	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	2015	2023	40 000	15 000	29 750	5 000	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	0	0	0	0	
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	2016	2021	3 734	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	2016	2023	2 701	1 000	1 750	400	1 000	400	400	0	400	300	300	1 000	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	2016	2023	5 500	1 800	2 940	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	2016	2021	1 800	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	2016	2023	4 400	1 350	3 675	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	2016	2022	4 570	1 000	3 570	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	2016	2023	4 000	1 500	1 970	400	1 500	400	400	0	400	500	600	1 500	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	2016	2023	6 325	1 500	7 330	600	1 500	600	600	0	600	500	400	1 500	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	2017	2023	6 000	1 800	3 930	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	2016	2022	6 600	0	5 000	500	1 744	500	500	0	500	1 244	0	1 744	0	0	0	0	
3029	CONST/EQUIP. SIEGE AUTORITE PROTECTION DONNEES CARACTERE PERSONNEL	2017	2021	1 100	80	80	80	80	80	80	0	80	0	0	80	0	0	0	0	
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTEGRATION	2017	2021	2 500	280	1 667	280	280	280	280	0	280	0	0	280	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	2017	2020	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	2017	2020	1 100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	2017	2021	768	0	693	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	2017	2021	2 095	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	2017	2021	4 595	0	4 823	645	645	645	645	0	645	0	0	645	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	2019	2023	4 000	1 300	3 265	665	1 995	665	665	0	665	665	665	1 995	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	2019	2023	4 000	1 300	3 265	665	1 995	665	665	0	665	665	665	1 995	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	2019	2023	4 000	1 300	3 265	665	1 995	665	665	0	665	665	665	1 995	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	2019	2023	4 000	1 300	3 265	665	1 995	665	665	0	665	665	665	1 995	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	2019	2023	4 000	1 300	3 265	665	1 995	665	665	0	665	665	665	1 995	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	2019	2023	4 000	1 300	3 265	665	1 995	665	665	0	665	665	665	1 995	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	2019	2023	4 000	1 300	3 265	665	1 995	665	665	0	665	665	665	1 995	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	2018	2021	450	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3103	CONST/EQUIP. 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DISTRICT BKO	2018	2020	600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	2018	2021	4 100	0	66	950	950	950	950	0	950	0	0	950	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	2018	2022	3 100	800	2 231	400	800	400	400	0	400	400	0	800	0	0	0	0	
3114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	2019	2023	16 000	11 000	22 500	3 500	11 000	3 500	3 500	0	3 500	4 000	3 500	11 000	0	0	0	0	
3131	REHABILITATION EX HOTEL DES FINANCES	2019	2023	1 360	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3141	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU MUR DE CLOTURE DE LA PLATEFORME	2021	2022	658	658	300	300	658	300	300	0	300	358	0	658	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	2020	2022	1 500	1 500	3 000	400	1 250	400	400	0	400	850	0	1 250	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	2020	2023	2 256	1 900	3 800	900	1 900	900	900	0	900	700	300	1 900	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	2020	2022	1 300	1 000	2 000	400	1 000	400	400	0	400	300	300	1 000	0	0	0	0	
3154	CONSTRUCTION EQUIPEMENT AGEROUTE	2020	2023	400	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3157	ACQUISITION DE CHANCELLERIE DU MALI AU CAIRE	2020	2023	3 000	2 400	3 400	400	2 400	400	400	0	400	1 000	1 000	2 400	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	2020	2023	1 150	900	1 800	300	900	300	300	0	300	350	250	900	0	0	0	0	
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	2020	2023	3 300	2 611	5 317	800	2 611	800	800	0	800	1 211	600	2 611	0	0	0	0	
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	2020	2023	2 800	1 999	3 994	800	1 999	800	800	0	800	800	399	1 999	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	2020	2023	1 200	950	500	250	950	250	250	0	250	300	400	950	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	2020	2022	500	300	500	200	300	200	200	0	200	100	0	300	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	2020	2023	4 000	1 300	2 600	665	1 995	665	665	0	665	665	665	1 995	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	2020	2023	4 000	1 300	2 600	665	1 995	665	665	0	665	665	665	1 995	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2023	1 600	1 116	744	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2023	1 600	1 116	744	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 600	1 116	744	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2023	1 600	1 140	760	380	1 140	380	380	0	380	380	380	1 140	0	0	0	0	
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DNEF	2021	2021	500	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	2021	2022	300	300	200	200	300	200	200	0	200	100	0	300	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	2021	2021	100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	2021	2023	2 200	2 200	2 200	500	2 200	500	500	0	500	900	800	2 200	0	0	0	0	
3234	PROJET D'EXTENSION DU SIEGE DU RECTORAT DE L'USSGB	2021	2021	277	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
3235	PROJET CONSTRUCTION CENTRE ADMINISTRATIF ET PÉDAGOGIQUE POUR LA FACULTÉ DES SCIENCES ADMINISTRATIVES ET POLITIQUES (FSAP)	2021	2021	585	585	585	585	585	585	585	0	585	0	0	585	0	0	0	0	
3237	PROJET DE CONSTRUCTION Dâ¿¿UN IMMEUBLE POUR CERTAINS SERVICES DU MPFEF	2021	2023	1 275	1 275	1 275	300	1 275	300	300	0	300	575	400	1 275	0	0	0	0	
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	2021	2023	2 000	2 000	2 000	610	2 000	610	610	0	610	1 000	390	2 000	0	0	0	0	
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	2021	2023	3 000	5 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 200	800	3 000	0	0	0	0	
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB -DNPD	2021	2023	5 000	9 000	5 000	1 000	5 000	1 000	1 000	0	1 000	2 000	2 000	5 000	0	0	0	0	
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	2021	2023	2 500	2 500	2 500	400	2 500	400	400	0	400	1 100	1 000	2 500	0	0	0	0	

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DNTTMF	2021	2023	2 500	2 500	2 500	500	2 500	500	500	0	500	1 000	1 000	2 500	0	0	0	0	
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	2021	2021	350	350	350	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	2021	2023	5 000	5 000	600	600	5 000	600	600	0	600	2 000	2 400	5 000	0	0	0	0	
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2021	2023	2 000	2 000	2 000	700	2 000	700	700	0	700	700	600	2 000	0	0	0	0	
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	2021	2024	2 000	2 000	2 000	500	2 000	500	500	0	500	700	800	2 000	0	0	0	0	
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	2021	2021	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3260	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE SIKASSO	2021	2022	900	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	2021	2023	2 000	2 000	2 000	500	2 000	500	500	0	500	700	800	2 000	0	0	0	0	
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	2021	2023	1 700	1 700	1 700	400	1 700	400	400	0	400	700	600	1 700	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	2021	2021	350	350	350	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	
3308	REHAB RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	2021	2021	100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				387 930	146 876	259 478	55 180	155 235	55 180	55 180	0	55 180	53 719	46 336	155 235	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Urbanisme et Habitat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	1999	2023	5 707	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	2012	2023	2 116	900	1 485	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	2016	2023	19 000	12 000	24 200	1 500	12 000	1 500	1 500	0	1 500	4 500	6 000	12 000	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	2009	2023	7 000	2 400	3 810	800	2 400	800	800	0	800	800	800	2 400	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	2010	2021	1 657	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	2014	2023	2 200	1 000	1 043	400	1 000	400	400	0	400	300	300	1 000	0	0	0	0	
2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSELETS	2015	2020	9 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	2018	2023	10 000	4 500	3 400	1 500	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	1 500	4 500	0	0	0	0	
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	2021	2023	16 948	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Urbanisme et Habitat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	2021	2023	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				74 828	23 300	35 338	5 600	23 300	5 600	5 600	0	5 600	8 100	9 600	23 300	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Transport / Stockage*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	2013	2023	4 511	0	2 900	700	2 650	700	700	0	700	1 000	950	2 650	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	2011	2023	2 267	1 071	1 955	350	1 071	350	350	0	350	371	350	1 071	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				6 778	1 071	4 855	1 050	3 721	1 050	1 050	0	1 050	1 371	1 300	3 721	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Emploi / Travail*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	2003	2023	3 549	350	300	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	2008	2021	1 393	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	2015	2021	32 555	100	1 001	100	400	400	400	0	100	0	0	100	300	0	0	300	B.M. BM
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	2015	2021	26 205	70	70	70	3 711	3 711	3 711	0	70	0	0	70	3 641	0	0	3 641	F.I.D.A FIDA
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	2016	2023	1 500	700	840	200	700	200	200	0	200	250	250	700	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PAFIP)	2017	2021	6 545	150	300	150	260	260	260	0	150	0	0	150	110	0	0	110	Lux-Dév
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	2017	2023	4 591	2 550	3 022	850	2 550	850	850	0	850	850	850	2 550	0	0	0	0	
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	2017	2021	8 555	60	357	60	60	60	60	0	60	0	0	60	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				84 893	4 100	6 010	1 700	8 151	5 751	5 751	0	1 700	1 200	1 200	4 100	4 051	0	0	4 051	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	2003	2023	10 000	1 800	7 128	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	2009	2022	2 328	835	1 085	400	835	400	400	0	400	435	0	835	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	2017	2023	1 715	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	PNUD
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	2009	2023	17 731	4 700	9 730	1 200	4 700	1 200	1 200	0	1 200	1 500	2 000	4 700	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	2009	2023	5 315	1 400	2 430	400	1 400	400	400	0	400	500	500	1 400	0	0	0	0	
2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	2011	2021	954	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	2012	2023	10 025	900	1 433	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	2016	2021	1 000	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2770	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE CENOU	2014	2020	2 051	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	2015	2023	10 000	5 000	5 000	2 000	5 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	1 000	5 000	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	2015	2022	5 825	0	650	2 000	2 474	2 000	2 000	0	2 000	474	0	2 474	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	2015	2023	2 436	630	230	230	630	230	230	0	230	200	200	630	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	2015	2021	958	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2871	PROJET REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	2015	2021	482	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2015	2023	1 500	750	830	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	2016	2021	772	150	300	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	2016	2022	13 450	150	645	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	2017	2023	1 300	750	1 500	250	750	250	250	0	250	300	200	750	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	2005	2023	1 781	920	1 120	300	920	300	300	0	300	320	300	920	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	2012	2022	2 515	400	1 400	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	2019	2023	10 000	8 000	13 000	2 000	8 000	2 000	2 000	0	2 000	3 000	3 000	8 000	0	0	0	0	
3110	PROJET APPUI RENFORCEMENT CAPACT JEUNES POUR MEILLEURE INCLUSION DANS LA PAIX AU MALI (PARC-JEUNESSE-MALI)	2018	2020	328	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	2018	2021	2 424	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3177	PROGRAMME FORMAT PERFECTIONNEMENT AGENTS MPAT	2020	2023	395	0	95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3236	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT AMPHIS ET SALLES DE CLASSE A L'USSGB	2021	2021	415	415	415	415	415	415	415	0	415	0	0	415	0	0	0	0	
3257	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE SIKASSO	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3261	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE TOMBOUCTOU	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3264	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE GAO	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3267	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KIDAL	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3270	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE MOPTI	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3274	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE SEGOU	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3277	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KOULIKORO	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3280	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE MENAKA	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3283	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE TAOUDENIT	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3286	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KAYES	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	2021	2023	1 578	800	800	200	800	200	200	0	200	400	200	800	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	2021	2023	3 000	3 000	3 000	900	3 000	900	900	0	900	1 000	1 100	3 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				119 278	40 390	54 581	15 735	42 864	15 735	15 735	0	15 735	14 479	12 650	42 864	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Santé / Affaires sociales*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2061	REHABILATION EXTENSION IOTA	2007	2023	2 717	600	350	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	2004	2023	2 745	900	1 018	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2212	REHABILATION EXTENSION HPG	2006	2023	3 993	910	610	310	910	310	310	0	310	300	300	910	0	0	0	0	
2214	REHABILATION EXTENSION. HGT	2004	2023	3 776	900	500	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2215	REHABILATION EXTENSION HOPITAL KATI	2005	2023	3 126	1 200	550	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2216	REHABILATION EXTENSION INRSP	2007	2020	2 167	0	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	2009	2020	974	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	2009	2021	2 405	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	2010	2021	1 047	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*	*SOUS-SECTEUR*	*Santé / Affaires sociales*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	2011	2023	2 335	400	700	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	2016	2022	3 815	0	0	670	1 414	670	670	0	670	744	0	1 414	0	0	0	0	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	2013	2023	100 000	5 400	23 200	1 800	57 886	17 480	17 480	0	1 800	1 800	1 800	5 400	15 680	36 806	0	52 486	BM
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2014	2023	11 650	0	1 000	2 000	4 000	2 000	2 000	0	2 000	1 000	1 000	4 000	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	2015	2023	23 428	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	2017	2023	28 653	14 000	12 150	4 500	14 000	4 500	4 500	0	4 500	4 500	5 000	14 000	0	0	0	0	
3002	PROJET REHABILITATION CENTRE LUTTE CONTRE L'EXICSION	2017	2020	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3005	REHABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	2017	2020	538	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	2017	2023	1 149	750	450	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Santé / Affaires sociales*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	2017	2023	60 439	33 500	32 900	10 500	33 500	10 500	10 500	0	10 500	11 000	12 000	33 500	0	0	0	0	
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	2021	2023	750	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3191	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KAYES	2020	2022	800	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3192	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	2020	2023	800	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3194	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SEGOU	2020	2023	800	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3195	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE MOPTI	2020	2023	800	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3197	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE GAO	2020	2023	800	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3225	PROGRAMME D'URGENCE POUR LA PREPARATION ET LA RIPOSTE AU COVID 19	2020	2020	15 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	U.E UE
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	2021	2025	41 000	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Santé / Affaires sociales*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	2021	2023	750	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3258	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SIKASSO	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3262	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TOMBOUCTOU	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3265	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE GAO	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3268	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KIDAL	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3271	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MOPTI	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3275	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SEGOU	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3278	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KOULIKORO	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3281	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MENAKA	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Santé / Affaires sociales*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3284	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TAOUDENIT	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3287	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KAYES	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3292	AMENAGEMENT EQUIPEMENT Centre National Appareillage Orthopedique du Mali (CNAOM)	2021	2021	270	270	270	270	270	270	270	0	270	0	0	270	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				327 327	73 850	80 168	27 020	131 750	42 700	42 700	0	27 020	25 844	26 400	79 264	15 680	36 806	0	52 486	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Culture / Art / Sport*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	2007	2023	10 000	900	4 625	1 200	3 600	1 200	1 200	0	1 200	1 200	1 200	3 600	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	2008	2021	3 160	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA (PHASE 2)	2008	2023	3 960	950	3 210	350	950	350	350	0	350	300	300	950	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	2012	2021	1 800	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	2017	2021	1 550	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2896	SECURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	2017	2020	543	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	2017	2023	4 500	1 000	3 776	400	1 000	400	400	0	400	300	300	1 000	0	0	0	0	
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	2017	2022	3 048	300	2 577	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	2020	2023	600	500	250	150	500	150	150	0	150	200	150	500	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Culture / Art / Sport*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	2021	2022	1 700	1 700	1 700	700	1 700	700	700	0	700	1 000	0	1 700	0	0	0	0	
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	2021	2022	500	500	500	400	500	400	400	0	400	100	0	500	0	0	0	0	
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	2021	2022	650	650	300	300	650	300	300	0	300	350	0	650	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				32 011	7 400	17 838	4 550	10 100	4 550	4 550	0	4 550	3 600	1 950	10 100	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Information*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	2016	2023	2 166	600	1 533	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	2016	2022	1 336	400	8 136	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	2020	2023	3 500	2 670	3 170	700	2 670	700	700	0	700	970	1 000	2 670	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				7 002	3 670	12 839	1 100	3 670	1 100	1 100	0	1 100	1 370	1 200	3 670	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
1536	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES PH II	2010	2020	5 884	0	1 447	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	2017	2023	1 800	750	1 058	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	2006	2023	1 173	600	613	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	2008	2023	1 478	450	1 088	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	2008	2023	941	300	799	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	2008	2023	1 100	360	552	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	2008	2023	1 664	300	670	100	300	100	0	100	100	100	100	300	0	0	0	0	
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	2008	2023	1 245	225	1 064	75	225	75	75	0	75	75	75	225	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPOTRS COMMUNICATION	2008	2023	950	300	520	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	2009	2023	1 500	225	1 182	75	225	75	75	0	75	75	75	225	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	2009	2023	1 000	225	410	75	225	75	75	0	75	75	75	225	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	2009	2023	993	360	690	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	2009	2023	1 384	450	595	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	2009	2023	1 662	420	1 321	140	420	140	140	0	140	140	140	420	0	0	0	0	
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	2009	2021	995	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	2009	2023	4 637	1 200	2 518	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	2012	2023	4 261	1 425	1 625	475	1 425	475	475	0	475	475	475	1 425	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	2010	2023	4 400	1 200	1 630	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	2009	2023	750	150	212	50	150	50	50	0	50	50	50	150	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	2016	2023	1 200	450	633	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	2011	2022	2 170	250	1 520	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	2012	2023	1 636	570	770	190	570	190	190	0	190	190	190	570	0	0	0	0	
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSRP	2016	2023	1 724	750	975	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	2014	2023	15 537	11 600	7 612	3 100	11 600	3 100	3 100	0	3 100	4 000	4 500	11 600	0	0	0	0	
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	2014	2021	50 683	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	BM
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	2015	2021	790	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	2015	2021	371	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	2015	2021	796	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	2016	2023	3 230	1 240	1 648	400	1 240	400	400	0	400	420	420	1 240	0	0	0	0	
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	2015	2023	833	300	493	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	2015	2021	1 189	190	770	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	2016	2023	2 800	1 475	1 835	525	1 475	525	525	0	525	475	475	1 475	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	2016	2023	859	350	636	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0	
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	2016	2021	500	120	430	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	2016	2023	3 370	1 500	1 450	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	2016	2023	577	285	285	95	285	95	95	0	95	95	95	285	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	2016	2023	6 500	2 900	4 300	900	2 900	900	900	0	900	1 000	1 000	2 900	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 5	2016	2023	1 825	950	1 230	350	950	350	350	0	350	300	300	950	0	0	0	0	
3027	MODERNISATION SGG	2017	2023	600	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	2017	2023	800	420	523	140	420	140	140	0	140	140	140	420	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	2018	2023	8 849	450	3 979	150	3 853	2 690	0	2 690	150	150	150	450	2 540	863	0	3 403	BAD
3145	PROGRAMME DECENTALISATION ET BONNE GOUVERNANCE (MLI 023)	2019	2020	4 930	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Lux-Dév
3163	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES	2021	2023	500	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	2020	2023	600	450	300	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	2020	2021	75	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	2021	2025	1 000	800	200	200	800	200	200	0	200	300	300	800	0	0	0	0	
3243	RENFORCEMENT CAPACITES DFM COMMUNICATION ECONOMIE NUMERIQUE	2021	2021	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				151 911	35 790	48 783	11 990	39 193	14 530	11 740	2 790	11 990	11 700	12 100	35 790	2 540	863	0	3 403	
TOTAL GENERAL				5 130 198	932 220	1 795 431	299 104	1 672 643	643 295	640 405	2 890	299 104	287 741	280 731	867 576	344 200	324 989	135 878	805 067	

Annexe 2

Présentation détaillée des Projets par Ministère / Institution et par Source de Financement

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	2019	2023	16 000	11 000	11 000	3 500	11 000	3 500	3 500	0	3 500	4 000	3 500	11 000	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	2015	2023	3 500	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3141	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU MUR DE CLOTURE DE LA PLATEFORME	2021	2022	658	658	300	300	658	300	300	0	300	358	0	658	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				20 158	12 558	11 600	4 100	12 558	4 100	4 100	0	4 100	4 658	3 800	12 558	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE *PRIMATURE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3027	MODERNISATION SGG	2017	2023	600	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	2015	2021	1 500	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	2020	2022	500	300	200	200	300	200	200	0	200	100	0	300	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	2018	2021	450	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3029	CONST/EQUIP. SIEGE AUTORITE PROTECTION DONNEES CARACTERE PERSONNEL	2017	2021	1 100	80	80	80	80	80	80	0	80	0	0	80	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				4 150	1 180	780	780	1 180	780	780	0	780	250	150	1 180	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COUR CONSTITUTIONNELLE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3308	REHAB RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	2021	2021	100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COUR SUPREME*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	2016	2021	3 734	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				3 734	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2720	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CESC	2013	2021	1 150	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 150	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	2014	2023	20 000	8 300	2 300	2 300	8 300	2 300	2 300	0	2 300	3 000	3 000	8 300	0	0	0	0	
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTEGRATION	2017	2021	2 500	280	280	280	280	280	280	0	280	0	0	280	0	0	0	0	
3157	ACQUISITION DE CHANCELLERIE DU MALI AU CAIRE	2020	2023	3 000	2 400	400	400	2 400	400	400	0	400	1 000	1 000	2 400	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	2008	2023	1 478	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				26 978	11 430	3 130	3 130	11 430	3 130	3 130	0	3 130	4 150	4 150	11 430	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	2021	2021	350	350	350	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	2017	2023	1 715	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	PNUD
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	2016	2023	1 500	700	200	200	700	200	200	0	200	250	250	700	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				3 565	1 200	700	700	1 200	700	700	0	700	250	250	1 200	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	2021	2021	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA JUSTICE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	2014	2021	13 106	0	0	549	549	549	549	0	549	0	0	549	0	0	0	0	
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	2008	2023	1 245	225	75	75	225	75	75	0	75	75	75	225	0	0	0	0	
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	2017	2021	2 095	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				16 446	425	275	824	974	824	824	0	824	75	75	974	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3189	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE AU MALI (HYDROMET)	2019	2023	15 500	0	0	0	7 713	900	900	0	0	0	0	0	900	6 813	0	7 713	BM
TOTAL MINISTERE				15 500	0	0	0	7 713	900	900	0	0	0	0	0	900	6 813	0	7 713	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSRP	2016	2023	1 724	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	2015	2021	796	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	2016	2023	859	350	150	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	2015	2023	23 428	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	2016	2023	577	285	95	95	285	95	95	0	95	95	95	285	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	2016	2023	6 500	2 900	900	900	2 900	900	900	0	900	1 000	1 000	2 900	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 5	2016	2023	1 825	950	350	350	950	350	350	0	350	300	300	950	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	2005	2023	1 781	920	920	300	920	300	300	0	300	320	300	920	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	2017	2023	800	420	140	140	420	140	140	0	140	140	140	420	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	2020	2023	600	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	2020	2023	1 200	950	250	250	950	250	250	0	250	300	400	950	0	0	0	0	
3177	PROGRAMME FORMAT PERFECTIONNEMENT AGENTS MPAT	2020	2023	395	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	2020	2021	75	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	2021	2025	1 000	800	200	200	800	200	200	0	200	300	300	800	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	2016	2023	1 266	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	2015	2021	1 189	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
3131	REHABILITATION EX HOTEL DES FINANCES	2019	2023	1 360	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB -DNPD	2021	2023	5 000	9 000	5 000	1 000	5 000	1 000	1 000	0	1 000	2 000	2 000	5 000	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	2013	2023	2 450	1 050	300	300	1 050	300	300	0	300	350	400	1 050	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	2016	2023	2 974	950	250	250	950	250	250	0	250	300	400	950	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	2015	2023	9 000	2 500	1 000	1 000	2 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	500	2 500	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	2016	2023	4 000	1 500	400	400	1 500	400	400	0	400	500	600	1 500	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	2018	2021	4 100	0	0	950	950	950	950	0	950	0	0	950	0	0	0	0	
3163	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES	2021	2023	500	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	2021	2023	5 000	5 000	600	600	5 000	600	600	0	600	2 000	2 400	5 000	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	2012	2023	1 636	570	190	190	570	190	190	0	190	190	190	570	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	2014	2023	15 537	11 600	3 100	3 100	11 600	3 100	3 100	0	3 100	4 000	4 500	11 600	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	2015	2023	833	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	2016	2023	2 701	1 000	400	400	1 000	400	400	0	400	300	300	1 000	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	2016	2023	2 800	1 475	525	525	1 475	525	525	0	525	475	475	1 475	0	0	0	0	
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	2004	2023	2 745	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	2021	2023	750	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	2021	2021	350	350	350	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	
1536	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES PH II	2010	2020	5 884	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1949	ENTRETIEN IMMEUBLE HOTEL DU MEF ACI 2000	2003	2023	8 200	650	250	250	650	250	250	0	250	200	200	650	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	2006	2023	1 173	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	2009	2023	750	150	50	50	150	50	50	0	50	50	50	150	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	2016	2023	1 200	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2592	CONSTRUCTION HOTEL DES FINANCES	2012	2022	17 000	10 000	10 000	3 000	10 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	4 000	10 000	0	0	0	0	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	2013	2023	100 000	5 400	1 800	1 800	57 886	17 480	17 480	0	1 800	1 800	1 800	5 400	15 680	36 806	0	52 486	BM
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	2014	2021	50 683	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	BM
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	2015	2021	1 504	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2015	2023	1 500	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2016	2023	1 000	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	2016	2021	500	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	2016	2023	3 370	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	2018	2022	3 100	800	400	400	800	400	400	0	400	400	0	800	0	0	0	0	
3260	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE SIKASSO	2021	2022	900	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	2018	2023	8 849	450	150	150	3 853	2 690	0	2 690	150	150	150	450	2 540	863	0	3 403	BAD
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	2012	2022	2 766	1 000	1 000	600	1 000	600	600	0	600	400	0	1 000	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	2012	2023	4 261	1 425	475	475	1 425	475	475	0	475	475	475	1 425	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	2010	2023	4 400	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	2015	2021	6 300	0	0	1 700	1 700	1 700	1 700	0	1 700	0	0	1 700	0	0	0	0	
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	2015	2021	371	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	2017	2021	4 595	0	0	645	645	645	645	0	645	0	0	645	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				334 057	73 905	33 705	24 980	129 089	43 200	40 510	2 690	24 980	23 795	24 425	73 200	18 220	37 669	0	55 889	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION ANNEXE MTFPRE	2015	2021	1 440	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	2003	2023	10 000	1 800	600	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				11 440	2 300	1 100	1 100	2 300	1 100	1 100	0	1 100	600	600	2 300	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PAFIP)	2017	2021	6 545	150	150	150	260	260	260	0	150	0	0	150	110	0	0	110	Lux-Dév
3111	FERME ECOLE MOFA	2018	2021	2 424	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	2020	2023	1 150	900	900	300	900	300	300	0	300	350	250	900	0	0	0	0	
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2021	2023	2 000	2 000	2 000	700	2 000	700	700	0	700	700	600	2 000	0	0	0	0	
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	2003	2023	3 549	350	150	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	2017	2023	4 591	2 550	850	850	2 550	850	850	0	850	850	850	2 550	0	0	0	0	
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	2015	2021	32 555	100	100	100	400	400	400	0	100	0	0	100	300	0	0	300	B.M. BM
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	2015	2021	26 205	70	70	70	3 711	3 711	3 711	0	70	0	0	70	3 641	0	0	3 641	F.I.D.A FIDA
TOTAL MINISTERE				79 019	6 220	4 320	2 420	10 271	6 471	6 471	0	2 420	2 000	1 800	6 220	4 051	0	0	4 051	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		*MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	2017	2023	1 800	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 800	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	2013	2023	14 235	1 100	400	400	1 100	400	400	0	400	400	300	1 100	0	0	0	0	
2774	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION MOPTI	2013	2020	8 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	2013	2023	13 303	800	300	300	800	300	300	0	300	300	200	800	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	2013	2023	7 700	2 100	700	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	2016	2023	6 325	1 500	600	600	1 500	600	600	0	600	500	400	1 500	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	2017	2023	6 000	1 800	600	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	2017	2023	3 000	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	2019	2023	10 000	5 700	1 900	1 900	5 700	1 900	1 900	0	1 900	1 900	1 900	5 700	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	2019	2023	5 000	2 280	760	760	2 280	760	760	0	760	760	760	2 280	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	2019	2023	10 000	4 500	1 500	1 500	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	1 500	4 500	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	2019	2023	5 000	2 900	1 000	1 000	2 900	1 000	1 000	0	1 000	950	950	2 900	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	2019	2023	4 000	1 300	1 300	665	1 995	665	665	0	665	665	665	1 995	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	2019	2023	4 000	1 300	1 300	665	1 995	665	665	0	665	665	665	1 995	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	2019	2023	4 000	1 300	1 300	665	1 995	665	665	0	665	665	665	1 995	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	2019	2023	4 000	1 300	1 300	665	1 995	665	665	0	665	665	665	1 995	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	2019	2023	4 000	1 300	1 300	665	1 995	665	665	0	665	665	665	1 995	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	2019	2023	4 000	1 300	1 300	665	1 995	665	665	0	665	665	665	1 995	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	2019	2023	4 000	1 300	1 300	665	1 995	665	665	0	665	665	665	1 995	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	2018	2023	10 000	4 500	1 500	1 500	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	1 500	4 500	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	2020	2023	4 000	1 300	1 300	665	1 995	665	665	0	665	665	665	1 995	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2023	1 600	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2023	1 600	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	2021	2025	5 000	2 280	760	760	2 280	760	760	0	760	760	760	2 280	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	2016	2023	4 400	1 350	450	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	2016	2023	3 230	1 240	400	400	1 240	400	400	0	400	420	420	1 240	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	2016	2022	4 570	1 000	500	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	2008	2023	941	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2023	1 600	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2023	1 600	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3146	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE KIDAL (DDRK IV)	2019	2020	3 263	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Lux-Dév
3147	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE GAO (DDRG IV)	2019	2020	2 383	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Lux-Dév
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 600	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3145	PROGRAMME DECENTALISATION ET BONNE GOUVERNANCE (MLI 023)	2019	2020	4 930	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Lux-Dév
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	2020	2023	4 000	1 300	1 300	665	1 995	665	665	0	665	665	665	1 995	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2023	1 600	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2023	1 600	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2023	1 600	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2023	1 600	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2023	1 600	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2023	1 600	1 140	380	380	1 140	380	380	0	380	380	380	1 140	0	0	0	0	
3303	PROJET D'AMELIORATION DE L'ACCES A L'EAU POTABLE	2021	2022	5 216	0	0	0	5 216	3 383	3 383	0	0	0	0	0	3 383	1 833	0	5 216	Belgique
TOTAL MINISTERE				186 096	58 250	27 570	21 855	69 721	25 238	25 238	0	21 855	21 725	20 925	64 505	3 383	1 833	0	5 216	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	2009	2023	1 662	420	140	140	420	140	140	0	140	140	140	420	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	2012	2022	584	200	100	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	2016	2022	975	250	150	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	2019	2021	1 559	100	100	100	100	100	0	100	100	0	0	100	0	0	0	0	
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	2021	2023	1 700	1 700	1 700	400	1 700	400	400	0	400	700	600	1 700	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	2016	2022	2 204	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	2016	2022	6 600	0	0	500	1 744	500	500	0	500	1 244	0	1 744	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	2021	2023	600	1 800	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	2005	2023	22 822	3 000	1 000	1 000	3 379	1 379	1 379	0	1 000	1 000	1 000	3 000	379	0	0	379	PNUD

MINISTERE	*MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2006	2023	1 892	430	150	150	430	150	150	0	150	140	140	430	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	2014	2022	1 082	250	150	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	2011	2022	2 170	250	150	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	2015	2023	4 000	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	2014	2023	1 750	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	2020	2023	400	400	200	200	400	200	200	0	200	100	100	400	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				50 000	11 350	4 940	4 140	12 123	4 519	4 419	100	4 140	4 824	2 780	11 744	379	0	0	379	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2871	PROJET REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	2015	2021	482	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3283	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE TAOUDENIT	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	2009	2023	17 731	4 700	1 200	1 200	4 700	1 200	1 200	0	1 200	1 500	2 000	4 700	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	2012	2023	10 025	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	2015	2021	958	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	2016	2021	772	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	2016	2022	13 450	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	2021	2023	2 200	2 200	2 200	500	2 200	500	500	0	500	900	800	2 200	0	0	0	0	
3280	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE MENAKA	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3264	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE GAO	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3277	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KOULIKORO	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3257	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE SIKASSO	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3261	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE TOMBOUCTOU	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3267	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KIDAL	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3270	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE MOPTI	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3274	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE SEGOU	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3286	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KAYES	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	2009	2023	1 000	225	75	75	225	75	75	0	75	75	75	225	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				55 618	17 575	7 325	5 625	17 575	5 625	5 625	0	5 625	5 775	6 175	17 575	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	2009	2022	2 328	835	835	400	835	400	400	0	400	435	0	835	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	2009	2023	5 315	1 400	400	400	1 400	400	400	0	400	500	500	1 400	0	0	0	0	
2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	2016	2021	1 000	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2770	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE CENOU	2014	2020	2 051	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	2015	2023	10 000	5 000	5 000	2 000	5 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	1 000	5 000	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	2015	2022	5 825	0	0	2 000	2 474	2 000	2 000	0	2 000	474	0	2 474	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	2015	2023	2 436	630	230	230	630	230	230	0	230	200	200	630	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	2017	2023	1 300	750	750	250	750	250	250	0	250	300	200	750	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	2019	2023	10 000	8 000	8 000	2 000	8 000	2 000	2 000	0	2 000	3 000	3 000	8 000	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3234	PROJET D'EXTENSION DU SIEGE DU RECTORAT DE L'USSGB	2021	2021	277	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
3235	PROJET CONSTRUCTION CENTRE ADMINISTRATIF ET PÉDAGOGIQUE POUR LA FACULTÉ DES SCIENCES ADMINISTRATIVES ET POLITIQUES (FSAP)	2021	2021	585	585	585	585	585	585	585	0	585	0	0	585	0	0	0	0	
3236	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT AMPHIS ET SALLES DE CLASSE A L'USSGB	2021	2021	415	415	415	415	415	415	415	0	415	0	0	415	0	0	0	0	
2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	2011	2021	954	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	2021	2023	1 578	800	800	200	800	200	200	0	200	400	200	800	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				44 064	18 955	17 555	9 020	21 429	9 020	9 020	0	9 020	7 309	5 100	21 429	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	2020	2023	600	500	150	150	500	150	150	0	150	200	150	500	0	0	0	0	
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	2021	2022	650	650	300	300	650	300	300	0	300	350	0	650	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	2017	2023	4 500	1 000	400	400	1 000	400	400	0	400	300	300	1 000	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	2017	2020	1 100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	2017	2023	10 700	2 100	700	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	2008	2023	1 664	300	100	100	300	100	0	100	100	100	100	300	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	2017	2021	768	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2841	EXTENSION/ AMENAGEMENT SIEGE APCMM	2015	2021	978	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	2012	2022	2 515	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	2017	2021	1 550	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	2008	2021	3 160	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	2017	2020	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	2014	2022	2 700	964	550	550	964	550	550	0	550	414	0	964	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				32 885	6 564	3 050	3 050	6 564	3 050	2 950	100	3 050	2 264	1 250	6 564	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	2007	2023	10 000	900	900	1 200	3 600	1 200	1 200	0	1 200	1 200	1 200	3 600	0	0	0	0	
3110	PROJET APPUI RENFORCEMENT CAPACT JEUNES POUR MEILLEURE INCLUSION DANS LA PAIX AU MALI (PARC-JEUNESSE-MALI)	2018	2020	328	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	2012	2021	1 800	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	2013	2023	4 200	0	0	500	1 466	500	500	0	500	500	466	1 466	0	0	0	0	
2896	SECURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	2017	2020	543	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	2017	2022	3 048	300	150	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA (PHASE 2)	2008	2023	3 960	950	350	350	950	350	350	0	350	300	300	950	0	0	0	0	
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	2021	2022	1 700	1 700	1 700	700	1 700	700	700	0	700	1 000	0	1 700	0	0	0	0	
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	2021	2022	500	500	500	400	500	400	400	0	400	100	0	500	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				26 079	4 750	4 000	3 700	8 916	3 700	3 700	0	3 700	3 250	1 966	8 916	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2216	REHABILATION EXTENSION INRSP	2007	2020	2 167	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	2021	2023	750	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3192	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	2020	2023	800	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3225	PROGRAMME D'URGENCE POUR LA PREPARATION ET LA RIPOSTE AU COVID 19	2020	2020	15 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	U.E UE
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	2021	2023	2 000	2 000	2 000	610	2 000	610	610	0	610	1 000	390	2 000	0	0	0	0	
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	2021	2023	3 000	5 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 200	800	3 000	0	0	0	0	
3281	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MENAKA	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3284	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TAOUDENIT	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3292	AMENAGEMENT EQUIPEMENT Centre National Appareillage Orthopedique du Mali (CNAOM)	2021	2021	270	270	270	270	270	270	270	0	270	0	0	270	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	2017	2021	8 555	60	60	60	60	60	60	0	60	0	0	60	0	0	0	0	
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	2021	2025	41 000	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	2016	2022	3 815	0	0	670	1 414	670	670	0	670	744	0	1 414	0	0	0	0	
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	2017	2023	28 653	14 000	4 500	4 500	14 000	4 500	4 500	0	4 500	4 500	5 000	14 000	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	2017	2023	60 439	33 500	10 500	10 500	33 500	10 500	10 500	0	10 500	11 000	12 000	33 500	0	0	0	0	
3103	CONST/EQUIP. 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DISTRICT BKO	2018	2020	600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3287	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KAYES	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3278	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KOULIKORO	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3258	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SIKASSO	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3275	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SEGOU	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3271	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MOPTI	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3262	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TOMBOUCTOU	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3265	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE GAO	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3268	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KIDAL	2021	2023	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	2009	2023	993	360	120	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
2061	REHABILATION EXTENSION IOTA	2007	2023	2 717	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3197	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE GAO	2020	2023	800	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3195	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE MOPTI	2020	2023	800	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3194	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SEGOU	2020	2023	800	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3193	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SIKASSO	2020	2023	800	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2215	REHABILATION EXTENSION HOPITAL KATI	2005	2023	3 126	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3191	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KAYES	2020	2022	800	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2212	REHABILATION EXTENSION HPG	2006	2023	3 993	910	310	310	910	310	310	0	310	300	300	910	0	0	0	0	
2214	REHABILATION EXTENSION. HGT	2004	2023	3 776	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	2011	2023	2 335	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2014	2023	11 650	0	0	2 000	4 000	2 000	2 000	0	2 000	1 000	1 000	4 000	0	0	0	0	
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	2017	2023	1 149	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	2009	2023	4 637	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				215 025	75 100	27 160	26 440	78 514	26 440	26 440	0	26 440	26 264	25 810	78 514	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	2008	2021	1 393	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	
3002	PROJET REHABILITATION CENTRE LUTTE CONTRE L'EXICSION	2017	2020	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3237	PROJET DE CONSTRUCTION Dâ¿¿UN IMMEUBLE POUR CERTAINS SERVICES DU MPFEF	2021	2023	1 275	1 275	1 275	300	1 275	300	300	0	300	575	400	1 275	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME D'APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	2009	2021	2 104	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	2010	2021	1 047	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	2013	2021	1 084	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	2009	2020	974	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	2014	2020	1 892	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	2017	2022	4 900	158	100	100	2 339	1 290	1 290	0	100	58	0	158	1 190	793	198	2 181	BAD

MINISTERE	*MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	2017	2022	1 291	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3005	REHABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	2017	2020	538	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	2009	2021	2 405	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				19 903	2 893	2 535	1 560	5 074	2 750	2 750	0	1 560	783	550	2 893	1 190	793	198	2 181	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAV	2015	2023	2 179	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	2002	2023	6 546	3 000	1 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	2002	2023	3 546	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	2005	2023	10 000	2 500	1 000	1 000	2 500	1 000	1 000	0	1 000	750	750	2 500	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	2010	2023	1 500	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	2011	2021	106 422	0	0	0	18 349	8 500	8 500	0	0	0	0	0	8 500	5 000	4 849	18 349	UE
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	2016	2021	72 200	0	0	0	30 700	4 500	4 500	0	0	0	0	0	4 500	15 000	11 200	30 700	BID
2802	AMENAGEMENT 2X2 VOIES SECTION ROUTE SEGOU SAN 7KM	2014	2021	40 000	0	0	0	2 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	0	2 000	B.O.A.D
2812	CONSTRUCTION 4EME PONT DE BAMAKO	2017	2023	170 000	120 000	120 000	3 000	68 600	3 000	3 000	0	3 000	24 600	41 000	68 600	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	2016	2021	75 000	0	0	2 500	2 500	2 500	2 500	0	2 500	0	0	2 500	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	2016	2023	35 000	0	0	500	6 134	500	500	0	500	2 000	3 634	6 134	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	2016	2021	60 000	0	0	0	29 770	29 769	29 769	0	0	0	0	0	29 770	0	0	29 770	B.A.D BAD
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	2017	2021	44 193	0	0	6 900	6 900	6 900	6 900	0	6 900	0	0	6 900	0	0	0	0	
3013	CONST SECTION KANGABA DIALAFOUNDO FRONTIERE GUINEE (50KM)	2017	2020	19 788	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	2017	2022	26 500	0	0	4 000	10 349	4 000	4 000	0	4 000	6 349	0	10 349	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	2017	2022	28 187	0	0	3 400	6 412	3 400	3 400	0	3 400	3 012	0	6 412	0	0	0	0	
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	2017	2020	31 720	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3018	AMENAGEMENT DE LA BRETELE KATELE KADIOLO, 4 KM DE VOIRIES DANS LA LOCALITE DE KADIOLO ET 10 KM DE ROUTE DE TERRE DANS LE CERCLE DE KADIOLO	2017	2021	88 434	0	0	7 350	7 350	7 350	7 350	0	7 350	0	0	7 350	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3019	BITUMAGE DE LA ROUTE BAROUELI TAMANI (30,5KM)	2017	2020	8 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3020	AMENAGEMENT. 2X2 VOIES 3EME PONT. RN6. CONSTRUCT. ECHANG. REHAB. SECT TOUR AFRIQUE-YIRIMADIO-RN6	2017	2021	45 000	0	0	15 000	15 000	15 000	15 000	0	15 000	0	0	15 000	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI KOLOKANI DIDIENI DIEMA SANDARE KAYES DIBOLI	2019	2023	78 000	0	0	15 000	41 141	15 000	15 000	0	15 000	15 000	11 141	41 141	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	2018	2020	20 520	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE I	2020	2023	70 400	0	0	0	33 488	2 372	2 372	0	0	0	0	0	2 372	15 558	15 558	33 488	BAD
3190	CONSTRUCTION BUTIMAGE DE LA ROUTE KAYES-AOUROU-FR MAURITANIE	2020	2022	76 500	0	0	0	32 246	2 070	2 070	0	0	0	0	0	2 070	30 176	0	32 246	BID
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	2019	2023	232 328	53 000	53 000	7 000	52 000	7 000	7 000	0	7 000	20 250	24 750	52 000	0	0	0	0	
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	2021	2022	33 468	1 148	500	500	30 468	4 682	4 682	0	500	648	0	1 148	4 182	25 138	0	29 320	BOAD
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	2021	2023	70 000	70 000	70 000	5 000	50 000	5 000	5 000	0	5 000	20 000	25 000	50 000	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	2003	2023	4 918	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	2013	2023	4 511	0	0	700	2 650	700	700	0	700	1 000	950	2 650	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	2011	2023	2 267	1 071	350	350	1 071	350	350	0	350	371	350	1 071	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DNTTMF	2021	2023	2 500	2 500	2 500	500	2 500	500	500	0	500	1 000	1 000	2 500	0	0	0	0	
2567	PROJET CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION EQUIPEMENT TRANSPORT	2011	2020	850	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	2021	2021	100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3288	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KAYES	2021	2023	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3279	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KOULIKORO	2021	2023	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3176	PROJET CONSTRUCTION VIADUC AMANAGEMENT 10 KM DE VOIERIES URBAINES DANS LA VILLE DE SIKASSO	2019	2022	23 691	0	0	1 500	7 110	3 419	3 419	0	1 500	3 691	0	5 191	1 919	0	0	1 919	BOAD

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3259	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SIKASSO	2021	2023	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3276	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SEGOU	2021	2023	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3272	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MOPTI	2021	2023	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3263	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TOMBOUCTOU	2021	2023	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3266	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE GAO	2021	2023	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3269	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KIDAL	2021	2023	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3285	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TAOUDENIT	2021	2023	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3282	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MENAKA	2021	2023	1 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPOTRS COMMUNICATION	2008	2023	950	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	2007	2023	1 960	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	2016	2023	3 810	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3154	CONSTRUCTION EQUIPEMENT AGEROUTE	2020	2023	400	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	2016	2023	28 609	6 000	2 000	2 000	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	2017	2023	1 200	650	250	250	650	250	250	0	250	200	200	650	0	0	0	0	
2449	REHABILITATION EQUIPEMENT INFP/BTP	2009	2021	1 627	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 544 824	277 269	256 600	83 450	486 288	138 762	138 762	0	83 450	107 571	117 475	308 496	55 313	90 872	31 607	177 792	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	2018	2023	3 500	1 250	450	450	1 250	450	450	0	450	400	400	1 250	0	0	0	0	
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	2005	2022	2 350	800	400	400	800	400	400	0	400	400	0	800	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	2007	2022	18 200	1 250	650	650	1 250	650	650	0	650	600	0	1 250	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	2008	2023	1 100	360	120	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	2009	2023	7 000	2 400	800	800	2 400	800	800	0	800	800	800	2 400	0	0	0	0	
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	2009	2021	995	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	2010	2021	1 657	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	2010	2022	7 200	600	300	300	1 200	900	900	0	300	300	0	600	600	0	0	600	Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	2013	2023	6 229	360	120	120	1 394	1 035	1 035	0	120	120	120	360	915	59	60	1 034	UE

MINISTERE *MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	2015	2021	900	90	90	90	225	225	225	0	90	0	0	90	135	0	0	135	FENU
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	2014	2021	14 500	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	2015	2023	2 000	750	200	200	750	200	200	0	200	250	300	750	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	2016	2021	1 800	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	2016	2023	36 000	450	150	150	8 892	4 492	4 492	0	150	150	150	450	4 342	3 000	1 100	8 442	B.M. BM
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	2018	2023	1 200	680	280	280	680	280	280	0	280	200	200	680	0	0	0	0	
3125	PROJET DE GESTION DES RISQUES CLIMATIQUES ET D'INONDATION AU MALI EN VUE DE PRESERVER DES VIES ET DES BIENS (PGRCI)	2016	2021	6 000	0	0	0	600	600	600	0	0	0	0	0	600	0	0	600	FEM
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	2020	2022	1 500	1 500	1 500	400	1 250	400	400	0	400	850	0	1 250	0	0	0	0	
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	2002	2020	3 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
1884	CONSERVATION VALORISATION BIODIVERSITE ELEPHANTS GOURMA	2005	2020	6 390	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	2010	2021	1 567	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	2020	2023	11 983	780	260	260	2 247	1 727	1 727	0	260	260	260	780	1 467	0	0	1 467	Suède
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	2021	2023	450	300	150	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	2020	2023	1 170	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DNEF	2021	2021	500	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	2021	2023	3 725	300	100	100	2 726	1 226	1 226	0	100	100	100	300	1 126	691	609	2 426	FEM
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	2012	2023	2 116	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	2016	2023	19 000	12 000	12 000	1 500	12 000	1 500	1 500	0	1 500	4 500	6 000	12 000	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	2014	2023	2 200	1 000	400	400	1 000	400	400	0	400	300	300	1 000	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	2020	2023	2 256	1 900	1 900	900	1 900	900	900	0	900	700	300	1 900	0	0	0	0	
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	2021	2023	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	2006	2020	838	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	2007	2021	3 000	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSELETS	2015	2020	9 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				180 626	30 760	22 360	9 760	45 214	18 945	18 945	0	9 760	10 950	9 800	30 510	9 185	3 750	1 769	14 704	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE *MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	2017	2023	45 000	17 500	7 500	7 500	17 500	7 500	7 500	0	7 500	5 000	5 000	17 500	0	0	0	0	
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2010	2021	2 150	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	2011	2021	18 695	150	150	150	2 272	2 272	2 272	0	150	0	0	150	2 122	0	0	2 122	KfW
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	2016	2021	7 800	200	200	200	6 000	2 100	2 100	0	200	0	0	200	1 900	2 100	1 800	5 800	Pays-Bas Suède
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	2016	2023	53 952	1 100	200	200	25 854	5 595	5 595	0	200	400	500	1 100	5 395	19 359	0	24 754	KfW
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	2018	2023	8 000	240	80	80	4 326	1 580	1 580	0	80	80	80	240	1 500	1 500	1 086	4 086	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	2018	2023	9 794	300	100	100	5 717	1 947	1 947	0	100	100	100	300	1 847	3 000	570	5 417	KfW
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	2012	2023	195 754	0	0	800	31 850	30 250	30 250	0	800	800	800	2 400	29 450	0	0	29 450	AFD BAD/BOAD/ BEI
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	2015	2022	25 000	1 120	560	560	9 230	7 770	7 770	0	560	560	0	1 120	7 210	900	0	8 110	BM Fonds Abou Dabi

MINISTERE	*MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	2016	2022	7 800	500	250	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0	
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	2018	2023	46 202	25 000	25 000	2 300	18 050	2 300	2 300	0	2 300	7 750	8 000	18 050	0	0	0	0	
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	2018	2021	30 889	0	0	0	15 870	15 870	15 870	0	0	0	0	0	15 870	0	0	15 870	AFD UE
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	2018	2021	13 800	0	0	0	3 957	3 957	3 957	0	0	0	0	0	3 957	0	0	3 957	BID
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	2019	2023	75 000	0	0	0	9 969	9 969	9 969	0	0	0	0	0	9 969	0	0	9 969	BM
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	2020	2023	13 222	600	100	100	6 684	2 777	2 777	0	100	200	300	600	2 677	2 421	986	6 084	BAD Fonds Vert Climat UE
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	2019	2022	20 000	0	0	0	14 784	3 696	3 696	0	0	0	0	0	3 696	4 435	6 653	14 784	BM
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	2021	2023	3 000	3 000	3 000	900	3 000	900	900	0	900	1 000	1 100	3 000	0	0	0	0	
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	2010	2021	3 315	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	2015	2022	6 384	1 900	1 900	1 000	1 900	1 000	1 000	0	1 000	900	0	1 900	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	2016	2023	35 869	0	0	4 000	11 800	6 300	6 300	0	4 000	4 500	1 000	9 500	2 300	0	0	2 300	BOAD
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	2016	2022	80 700	0	0	0	34 179	13 125	13 125	0	0	0	0	0	13 125	18 134	2 920	34 179	BID
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	2021	2023	36 623	0	0	0	28 786	10 714	10 714	0	0	0	0	0	10 714	13 653	4 419	28 786	BAD BM
3305	PROJET REGIONAL ACCES ELECTRICITE (PRAE)	2021	2023	30 950	0	0	0	23 448	3 036	3 036	0	0	0	0	0	3 036	10 206	10 206	23 448	BM
3306	PROJET CENTRAL HYDROELECTRIQUE DE DJENNE	2021	2023	17 214	0	0	0	13 214	3 973	3 973	0	0	0	0	0	3 973	7 690	1 551	13 214	BAD
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	2002	2022	3 885	200	100	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	2014	2021	30 114	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	2015	2023	3 500	1 200	300	300	1 200	300	300	0	300	400	500	1 200	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	2017	2021	11 800	200	200	200	6 330	6 330	6 330	0	200	0	0	200	6 130	0	0	6 130	BADEA Fonds Abou Dabi
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID-UEMOA)	2016	2021	6 855	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	2020	2026	7 860	150	50	50	6 988	2 250	2 250	0	50	50	50	150	2 200	3 330	1 308	6 838	UE
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	2009	2023	1 500	225	75	75	225	75	75	0	75	75	75	225	0	0	0	0	
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	2007	2023	3 883	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	2014	2023	1 734	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	2016	2023	3 140	900	400	400	900	400	400	0	400	250	250	900	0	0	0	0	
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	2011	2022	1 980	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2499	PROJET ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT	2010	2020	950	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET L'EAU*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	2010	2023	144 557	9 000	2 000	2 000	96 000	15 000	15 000	0	2 000	3 000	4 000	9 000	13 000	38 000	36 000	87 000	AFD/BOAD/BID/FSD
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	2015	2022	1 500	500	250	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 010 371	67 385	44 215	23 315	404 633	163 386	163 386	0	23 315	26 565	22 455	72 335	140 071	124 728	67 499	332 298	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	2016	2023	2 166	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	2011	2023	4 038	750	750	300	750	300	300	0	300	300	150	750	0	0	0	0	
3243	RENFORCEMENT CAPACITES DFM COMMUNICATION ECONOMIE NUMERIQUE	2021	2021	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	2015	2023	2 675	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	2020	2023	3 500	2 670	2 670	700	2 670	700	700	0	700	970	1 000	2 670	0	0	0	0	
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	2016	2022	1 336	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				13 865	5 470	4 270	1 850	5 470	1 850	1 850	0	1 850	1 970	1 650	5 470	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE *MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	2016	2023	14 000	6 600	2 200	2 200	6 600	2 200	2 200	0	2 200	2 200	2 200	6 600	0	0	0	0	
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	2021	2023	2 000	2 000	2 000	500	2 000	500	500	0	500	700	800	2 000	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	2017	2023	4 270	2 500	1 000	1 000	2 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	500	2 500	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	2016	2023	5 500	1 800	600	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	1999	2023	5 707	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	2015	2021	790	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	2015	2023	40 000	15 000	5 000	5 000	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	0	0	0	0	
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	2021	2022	300	300	200	200	300	200	200	0	200	100	0	300	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	2017	2023	8 000	1 400	0	1 300	2 700	1 300	1 300	0	1 300	700	700	2 700	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR			
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	2020	2022	1 300	1 000	1 000	400	1 000	400	400	0	400	300	300	1 000	0	0	0	0	
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	2021	2023	16 948	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				98 815	32 400	12 800	12 000	33 700	12 000	12 000	0	12 000	11 100	10 600	33 700	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR					FINANCEMENT EXTERIEUR			
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
1977	PROGRAMME COMPETITIVITE DIVERSIFICATION AGRICOLE PCDA	2006	2020	26 892	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	2014	2023	3 056	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	2017	2023	3 500	1 140	380	380	1 140	380	380	0	380	380	380	1 140	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	2018	2023	6 400	510	170	170	2 680	918	918	0	170	170	170	510	748	741	681	2 170	Norvège
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM)	2016	2021	20 523	200	200	200	11 720	11 720	11 720	0	200	0	0	200	11 520	0	0	11 520	BID
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	2016	2021	24 105	150	150	150	3 650	3 650	3 650	0	150	0	0	150	3 500	0	0	3 500	BM
2800	PROGRAMME PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAPP) II	2014	2020	33 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	2015	2021	29 575	100	100	100	4 300	4 300	4 300	0	100	0	0	100	4 200	0	0	4 200	BAD
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	2015	2021	27 612	100	100	100	2 630	2 630	2 630	0	100	0	0	100	2 530	0	0	2 530	BAD

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	2015	2023	10 500	1 350	450	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	2015	2023	3 605	800	200	200	800	200	200	0	200	300	300	800	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	2015	2023	2 400	1 050	350	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2966	ETUDE PROJET DEVELOPPEMENT RURAL DU KAARTA/SEFETO	2016	2020	943	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	2016	2020	15 759	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	2004	2023	7 436	770	200	200	770	200	200	0	200	285	285	770	0	0	0	0	
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	2019	2021	130 173	151 403	151 403	32 985	32 985	32 985	32 985	0	32 985	0	0	32 985	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	2003	2023	2 852	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	2018	2024	17 858	1 150	250	250	11 373	4 524	4 524	0	250	400	500	1 150	4 274	4 040	1 909	10 223	BM

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	2018	2022	17 207	500	200	200	3 835	2 535	2 535	0	200	300	0	500	2 335	1 000	0	3 335	KfW
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	2019	2024	34 800	700	200	200	23 700	8 200	8 200	0	200	250	250	700	8 000	8 000	7 000	23 000	B.M. BM
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	2019	2023	58 025	1 150	250	250	24 161	6 988	6 988	0	250	400	500	1 150	6 738	10 792	5 481	23 011	Canada Danemark FIDA
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	2019	2023	21 798	12 586	5 000	5 000	12 586	5 000	5 000	0	5 000	3 805	3 781	12 586	0	0	0	0	
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	2020	2023	3 300	2 611	2 611	800	2 611	800	800	0	800	1 211	600	2 611	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	2020	2022	3 600	2 800	2 800	800	2 800	800	800	0	800	1 500	500	2 800	0	0	0	0	
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	2019	2023	33 065	1 000	300	300	18 549	5 681	5 681	0	300	350	350	1 000	5 381	7 187	4 981	17 549	BID
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	2018	2021	1 396	0	0	0	890	890	890	0	0	0	0	0	890	0	0	890	B.A.D
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	2021	2023	2 500	2 500	2 500	400	2 500	400	400	0	400	1 100	1 000	2 500	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	2020	2023	122 193	3 000	1 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	2021	2024	2 000	2 000	2 000	500	2 000	500	500	0	500	700	800	2 000	0	0	0	0	
3302	PROJET APPUI TRANSFORMATION AGRO-ECOLOGIQUE ZONE COTONNIERE DU MALI : AGRECO CML 1430	2020	2023	11 800	0	0	0	2 575	1 110	1 110	0	0	0	0	0	1 110	948	517	2 575	AFD
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	2003	2023	1 698	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2201	ETUDE TRANSFORMATION SOUS PRODUITS D'ABATTAGE	2007	2022	4 248	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3083	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KOULIKORO	2019	2021	7 553	100	100	100	2 390	2 390	2 390	0	100	0	0	100	2 290	0	0	2 290	Belgique
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	2020	2024	9 000	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	2008	2021	14 000	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	2016	2021	5 248	0	0	0	2 478	973	973	0	0	0	0	0	973	877	628	2 478	UE

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	2013	2022	14 455	150	150	150	1 609	1 204	1 204	0	150	0	0	150	1 054	405	0	1 459	BID
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	2014	2022	24 945	600	300	300	5 320	2 660	2 660	0	300	300	0	600	2 360	2 360	0	4 720	BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	2015	2021	31 294	800	800	800	9 430	9 430	9 430	0	800	0	0	800	8 630	0	0	8 630	B.A.D BAD
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	2017	2023	2 500	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	2018	2020	1 992	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3127	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIELLLE AU MALI (PACAM)	2017	2022	17 500	100	100	100	4 234	3 643	3 643	0	100	0	0	100	3 543	591	0	4 134	BM
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	2018	2023	33 667	0	0	0	20 801	12 640	12 640	0	0	0	0	0	12 648	6 351	1 802	20 801	B.M. BM
3136	PROJET APPUI FILIERES ANACARDE AU MALI	2016	2020	9 348	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	AECDI
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	2019	2023	26 238	0	0	0	19 675	5 245	5 245	0	0	0	0	0	5 245	7 870	6 560	19 675	KfW

MINISTERE *MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3184	PROJET PRODUCTIVITE DE L'EAU A L'OFFICE DU NIGER (PRODEAU)	2020	2022	4 000	0	0	0	3 628	898	898	0	0	0	0	0	898	277	2 453	3 628	Pays-Bas
3185	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE DU NIGER (PADON) PHASE II	2020	2022	4 592	0	0	0	1 117	470	470	0	0	0	0	0	470	391	256	1 117	AFD
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	2010	2022	122 467	2 500	1 700	1 700	14 050	8 700	8 700	0	1 700	800	0	2 500	7 000	2 550	2 000	11 550	BAD
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	2019	2023	44 551	650	150	150	650	150	150	0	150	250	250	650	0	0	0	0	
3133	PROJET APPUI IRRIGATION PROXIMITE (IPRO) GAO ET MENAKA	2019	2022	13 250	350	150	150	5 258	4 714	4 714	0	150	200	0	350	4 564	344	0	4 908	KfW
3298	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE SIKASSO	2021	2022	1 165	0	0	0	1 165	778	778	0	0	0	0	0	778	387	0	1 165	UE
3299	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE KOULIKORO	2021	2022	1 200	0	0	0	1 028	847	847	0	0	0	0	0	847	181	0	1 028	UE
3300	PROJET D'APPUI A L'INITIATIVE POUR L'IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	2021	2023	1 725	0	0	0	1 524	768	768	0	0	0	0	0	768	593	163	1 524	ESPAGNE
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	2020	2023	2 800	1 999	1 999	800	1 999	800	800	0	800	800	399	1 999	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	2020	2023	600	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3293	PROJET D'AMENAGEMENT ET DE MISE EN VALEUR DES PIV	2021	2023	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	2009	2023	1 384	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	2011	2023	3 614	1 350	450	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0	
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017	2023	4 000	1 332	400	400	1 332	400	400	0	400	532	400	1 332	0	0	0	0	
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	2013	2021	7 870	40	40	40	1 592	1 592	1 592	0	40	0	0	40	1 552	0	0	1 552	BID
3164	OFFICE DEVELOPPEMNT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	2020	2023	850	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	2011	2023	1 459	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	2021	2023	6 000	6 000	6 000	1 000	6 000	1 000	1 000	0	1 000	2 000	3 000	6 000	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	2020	2023	1 520	1 140	380	380	1 140	380	380	0	380	380	380	1 140	0	0	0	0	
3290	TRAVAUX D'ACHEVEMENT DU LABORATOIRE DE TECHNOLOGIE ALIMENTAIRE	2021	2021	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	2009	2023	2 805	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3144	PROJET EXTENSION AMENAGEMENTS PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL & S.A	2019	2021	11 000	0	0	0	1 197	697	697	0	0	0	0	0	697	500	0	1 197	Lux-Dév
TOTAL MINISTERE				1 119 711	212 431	186 283	54 255	290 372	159 790	159 790	0	54 255	21 163	18 595	94 013	105 543	56 385	34 431	196 359	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2021 - 2023

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE *COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2021			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2021	2021	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2021	2022	2023	Total	2021	2022	2023	Total	Sources
3139	LUTTE CONTRE INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION	2017	2021	4 264	0	0	0	1 498	1 498	1 498	0	0	0	0	0	1 498	0	0	1 498	Belgique
3187	PROGRAMME DE SOUTIEN AU DISPOSITIF NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE (PRESA) PHASE I	2018	2022	2 805	200	100	100	1 285	897	897	0	100	100	0	200	797	288	0	1 085	Suisse
3251	PROJET Â« BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT Ã¿Â» AU MALI	2020	2023	7 000	300	100	100	6 202	3 770	3 770	0	100	100	100	300	3 670	1 858	374	5 902	Italie
TOTAL MINISTERE				14 069	500	200	200	8 985	6 165	6 165	0	200	200	100	500	5 965	2 146	374	8 485	
ENSEMBLE MINISTERES				5 130 198	932 220	677 323	299 104	1 672 643	643 295	640 405	2 890	299 104	287 741	280 731	867 576	344 200	324 989	135 878	805 067	

ETAT L

RESTES A PAYER

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

NOTE TECHNIQUE SUR L'ANNEXE BUDGETAIRE RELATIVE AUX AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET DES CREDITS DE PAIEMENTS (AE/CP) 2021-2023

Novembre 2020

INTRODUCTION

En vue d'améliorer les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement, le Gouvernement de la République du Mali a mis en œuvre la procédure des AE/CP dans la préparation, la présentation et l'exécution du budget d'Etat à partir de 2018 (la première année de mise en œuvre de la réforme).

A cet effet, la Directive n° 06/2009/CM/UEMOA portant loi de finances au sein de l'UEMOA a été transposée dans la règlementation nationale du Mali par la Loi n° 2013-028 du 11 Juillet 2013, modifiée, relative aux lois de finances.

Cette loi introduit plusieurs innovations dans la préparation, l'exécution et le suivi des lois de finances, dont la programmation pluriannuelle des dépenses. L'un des outils de la mise en œuvre de la pluri annualité budgétaire consiste à la programmation des investissements en mode AE-CP (Autorisations d'Engagement et Crédits de Paiement), lors de la budgétisation et de l'exécution des dépenses d'investissement.

I. METHODOLOGIE D'ELABORATION DE L'ANNEXE AE/CP

I.1. Définitions des concepts

Aux termes de l'article 16 de la Loi n° 2013-028 du 11 Juillet 2013, les crédits ouverts par la loi de finances sont constitués :

- de Crédits de Paiement, pour les dépenses de personnel, les acquisitions de biens et services et les dépenses de transfert ;
- d'Autorisations d'Engagement et de Crédits de Paiement, pour les dépenses d'investissement et les contrats de partenariats publics privés.

Les concepts ci-après sont definis comme suit :

- les Autorisations d'Engagement (AE) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la Loi de Finances. Pour les opérations d'investissement directement exécutée par l'État, l'AE couvre une tranche constituant une unité individualisée formant un ensemble cohérent et de nature à être mise en service sans adjonction (**Article 17**) ;

- les Crédits de Paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice (**Article 18**).

Le principe veut que l'exécution des crédits soit désormais matérialisée par deux phases bien distinctes : une phase d'engagement juridique qui donne lieu à la consommation d'AE et une phase d'ordonnancement qui donne lieu à la consommation de CP. Cela se traduit par le fait qu'aucun crédit ne peut être ordonnancé s'il n'est pas précédé par la consommation d'une AE correspondante.

I.2. Modalités de budgétisation des dépenses d'investissement en AE-CP 2021-2023

Le principe de la programmation/budgétisation des dépenses investissements publics en mode AE/CP se présente comme suit :

- **la programmation des marchés pluriannuels**

La budgétisation des investissements publics se fait en mode AE différent des CP (AE ≠ CP) pour les contrats (marchés pluriannuels) sur financement du Budget National.

AE = Montant total du marché

L'enveloppe des AE doit couvrir au plus près l'estimation des engagements fermes que l'on compte passer dans l'année.

CP = Dotations pluriannuelles pour couvrir l'AE

L'enveloppe des CP est évaluée à hauteur des besoins de trésorerie de l'exercice concerné compte tenu du rythme de réalisation des engagements juridiques.

- **la programmation des Contreparties des projets/programmes, des Contrat Plans et des projets de souveraineté[1]**

La budgétisation des Contreparties des projets/programmes financés par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et des Contrats de performance (Contrat plan) entre l'Etat et les Organismes personnalisées se fait en mode AE égal au CP (AE = CP) sur la base des dotations annuelles (pour des questions de prudence et de gestion du niveau de consommation des crédits).

La budgétisation des Projets/programmes de souveraineté se fait en AE = CP sur la base des dotations annuelles.

L'annexe AE-CP 2021-2023 a été élaborée sur la base des informations issues du rapport de la 20ème Revue des Projets et Programmes d'Investissement Public au 31 décembre 2019, du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2021-2023, et du projet de Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2021.

L'annexe AE-CP contient :

- le rappel des CP de 2020 en financement intérieur et extérieur ;
- les Autorisations d'Engagement et les Crédits de Paiement des Projets et Programmes d'investissement public sur la période 2021-2023.

Au cours des travaux d'élaboration de l'Annexe AE/CP, les Projets et Programmes d'investissement public de l'ensemble des départements sectoriels (hors ceux du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants) et des Institutions clôturés au 31 décembre 2019, en exécution en 2020 et ceux se poursuivant ou devant démarrer en 2021 ont été passés en revue.

II- PRESENTATION DE L'ANNEXE AE/CP 2021-2023

2.1. Situation globale des AE/CP 2021-2023

Les données de la programmation triennale 2021-2023 se présentent comme suit :

- AE = **923,469 milliards** de FCFA, exclusivement sur les ressources internes**.**

[1] Projets n'ayant pas fait l'objet d'engagement et strictement financés par les ressources internes.

Les AE sur financement interne sont réparties par année comme suit : **677,323 milliards** en 2021 ; **126,030 milliards** en 2022 et **120,116 milliards** en 2023 ;

- CP = **1 694,444 milliards** de FCFA dont **867,575 milliards** de FCFA sur ressources internes, soit **51,20%.**

Les CP sur financement interne sont répartis par année comme suit : **299,104 milliards** de FCFA en 2021 ; **287,740 milliards** de FCFA en 2022 et **280,730 milliards** de FCFA en 2023.

Quant aux CP sur financement externe, ils s'élèvent à **805,070 milliards** de FCFA et sont répartis par année comme suit : **344,200 milliards** de FCFA en 2021 ; **324,991 milliards** de FCFA en 2022 et **135,878 milliards** de FCFA en 2023 **(cf. Annexe 1).**

2.2. Situation des AE/CP 2021

Au titre de l'exercice budgétaire 2021, le volume total des Autorisations d'Engagement se chiffre à **677,323 Milliards** de FCFA pour 367 projets. Ce montant est réparti entre les Marchés pluri annuels pour **537,213 Milliards** de FCFA, soit **79,31**% et les Marchés annuels pour **140,110 Milliards** de FCFA, soit **20,69% (cf. Annexe 2).**

Le montant des AE 2021 (**677,323 Milliards** de FCFA) est constitué des nouveaux engagements dont **287,910 Milliards** de FCFA au titre des reports des marchés non engagés de 2020 en raison du contexte marqué par les crises sécuritaires, économiques et de tensions sociales auxquelles s'ajoute une crise sanitaire liée à la pandémie du COVID-19.

Les Crédits de Paiement du financement intérieur au titre de 2021 se chiffrent à 299,104 milliards de F CFA pour la prise en charge des marchés pluri annuels et annuels.

2.2.1. Ventillation des AE 2021 par Secteurs de planification

La repartition des AE 2021 entre les Secteurs de planification est consignée dans le tableau ci-après :

Tableau 1 : Ventillation des AE 2021 par Secteurs de planification en milliard de F CFA

Secteurs	Nombre de Projets	2021		% AE
		AE	CP	
Economie rurale	74	188,113	62,695	27,77
Secondaire	45	47,184	28,384	6,97
Infrastructures	141	368,576	145,93	54,42
Ressources humaines	133	73,45	62,095	10,84
Total général	**393**	**677,323**	**299,104**	**100**

Source : DNPD/ données SIGIP

Cette répartition des AE 2021 est marquée par la prédominance du secteur des Infrastructures avec **54,42%** pour 141 projets**.** Il est suivi des secteurs de l'Economie Rurale avec **27,77%** pour 74 projets**,** des Ressources Humaines avec **10,84%** pour 133 projets et du Secondaire avec **6,97%** pour 45 projets**.**

2.2.2. Ventillation des AE 2021 par Ministères/Institutions (Montant en FCFA)

Le montant des AE varie d'un Département/Institution à un autre, allant de 256, 600 milliards FCFA (37,88%) pour le Ministère des Transports et des infrastructures à 100 millions pour le Conseil Econimique Social (0,01%) et Culturel et la Cour Constitutionnelle (0,01%).

La situation des Départements/Institutions avec un niveau élevé d'AE se présente comme suit :

- Ministère des Transports et des infrastructures : 256,600 milliards FCFA pour 39 projets dont les projets de Construction du 4ème Pont de Bamako (120 milliards FCFA), Construction/ Bitumage de la route Kayes Sandaré (70 milliards FCFA), de Construction/Equipement du siège de la DNTTMF (2,500 milliards FCFA) et le Programme national de pluie provoquée (2,000 milliards FCFA) ;
- Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche : 34,880 milliards FCFA pour 48 projets (sans la ligne Nouveaux Projets BSI :151,403 milliards FCFA). Il s'agit des Projets d'Appui au Developpement du Perimetre (PAD) de Baguineda (6 milliards FCFA), le Contrat Plan Etat-ON-Exploitants Agricloes (5 milliards FCFA), la Construction du siège de l'Institut du Sahel (2,706 milliards FCFA), la Construction/Equipement des sièges de la DNGR et de la DNA (2,500 milliards FCFA), la Construction Equipement des sièges de la DFM/DRH Ministère Agriculture (1,995 milliards FCFA) et la Construction de l'hotel du Département de l'Elevage et de la Pèche (2,000 milliards FCFA) ;
- Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau : 44,215 milliards FCFA pour 29 projets dont les Programmes d'urgence Sociales Accès à l'Energie/Construction Centrale Solaire (25 milliards FCFA), AEP en milieu rural (7,5 milliards FCFA) et le projet de Construction de l'Ecole Africaine des Mines (3 milliards FCFA) ;
- Ministère de l'Economie et des Finances : 33,705 milliards FCFA pour 52 projets dont Construction Hôtel des Finances à l'ACI (10 milliards FCFA), construction siège DGB -DNPD (5 milliards FCFA), Fonds d'étude et de préparation des projets (3,100 milliard FCFA), Projets filets sociaux JIGISEME JIRI/IDA (1,800 milliard FCFA), Construction du siège de la Direction Générale des Douanes (1 milliard FCFA), Construction/Equipement DGABE (1 milliard FCFA) et la Constitution Stock de Sécurité ONAP (1 milliard FCFA) ;
- Ministère de la Santé et du Développement Social : 27,160 milliards FCFA pour 34 projets dont les projets de Construction/Equipement des hôpitaux (10,500 milliards FCFA), d'Amélioration Plateau technique Hôpitaux Markala/Koutiala/Koulikoro (4,500 milliards FCFA), Construction/Equipement siège ONAPUMA (3,000 milliards FCFA) et Construction/Equipement sièges CPS/CEPRIS/DRH (2,000 milliards FCFA) ;
- Ministère de l'Environnement, l'Assainissement et du Développement du Durable : 22, 360 milliards FCFA pour 28 projets dont les projets de Construction Décharge Compactée Noumoubougou (12,000 milliards FCFA), Construction/Equipement du siège de la DNACPN (1,900 milliards FCFA) et de Construction/Equipement siège de l'ABFN (1,500 milliard FCFA) ;

- Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique : 17,555 milliards FCFA pour 13 projets dont les projets de Construction ENSUP (8,000 milliards FCFA), de Construction/Equipement de la Bibliothèque Universitaire Centrale/BUC (5,000 milliards FCFA) ;
- Présidence de la République : 11,600 milliards FCFA pour 3 projets dont le projet de Construction Siège DGSE (11,000 milliards FCFA) ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation : 27,570 milliards FCFA pour 36 projets dont les contrats plan Etat Régions (4,100 milliards FCFA) ;
- Ministère de l'Education Nationale : 7,325 milliards FCFA pour 18 projets dont les projets de Construction des bureaux de la DFM/MEN (2,200 milliards FCFA) et de Construction de lycées secondaires (1,200 milliard FCFA) ;
- Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale : 3,130 milliards FCFA pour 4 projets dont le Programme d'acquisistion et de construction de logement, de résidence et chancelleries pour diplomates (2,300 milliards FCFA) ;
- Ministère des Affaires foncières, de l'Urbanisme et de l'Habitat : 12,800 milliards FCFA pour 11 projets dont les Projets de mise en place d'un système d'information foncier sécurisé (2,300 milliards FCFA) et de Construction/Equipement des Bureaux des domaines et cadastre de Kati (1,000 milliard FCFA) et le Programme de Construction de 50 000 Logements Sociaux (5,000 milliards FCFA) ;
- Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion des investissements : 4,940 milliards FCFA pour 15 projets dont les Projets de Construction/Equipement du siège de la DNI/CPS Industrie (1,700 milliard FCFA) et l'Appui au Cadre Intégré du Commerce (1,000 milliard FCFA) ;
- Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille : 2,535 milliards FCFA pour 10 projets dont le Projet de construction siège DFM/CADD/Cellules BVG & Genre Plateforme Multifonctionnelle (1,275 milliard FCFA) ;
- Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle : 4,320 milliards FCFA pour 8 projets dont les Projets de Construction/Equipemement de la Direction Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (2,000 milliards FCFA) et de l'ONEF (900 millions FCFA) ;
- Ministere de la Communication et de l'Economie numérique : 4,270 milliards FCFA pour 6 projets dont les Projets de Renforcement des Infrastructures de l'ORTM/Numerisation des Archives de l'ORTM (2,670 milliards FCFA) et de Construction /Equipement bureaux régionaux AMAP (750 millions FCFA) ;
- Ministere de la jeunesse et des sports : 4 milliards FCFA pour 7 projets dont le projet de Rehabilitation du stade du 26 mars (1,700 milliards de FCFA) et le Programme Nationale de la Promotion de la Jeunesse (900 millions FCFA) ;

La situaion d'ensemble des AE/CP 2021 par Départements/Institutions se trouve dans le tableau suivant :

(Montant en F CFA)

Ministères/Institutions	2021		Nombre de projets	% AE
	AE	CP		
Présidence de la République	11 600 000 000	4 100 000 000	3	1,71
Primature	780 000 000	780 000 000	5	0,12
Ministere de la Réfondation de l'Etat	250 000 000	250 000 000	1	0,04
Cour Suprême	250 000 000	250 000 000	1	0,04
Ministère des Transports et des Infrastructures	256 600 000 000	83 450 000 000	39	37,88
Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement du Durable	22 360 000 000	9 760 000 000	28	3,30
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	3 130 000 000	3 130 000 000	4	0,46
Ministère de l'Education Nationale	7 325 000 000	5 625 000 000	18	1,08
Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique	17 555 000 000	9 020 000 000	13	2,59
Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	2 535 000 000	1 560 000 000	10	0,37
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion des Investissements	4 940 000 000	4 140 000 000	15	0,73
Ministère de la Justice	275 000 000	823 915 000	3	0,04
Ministère de la Santé et du Développement Social	27 160 000 000	26 440 000 000	34	4,01
Ministère de l'Economie et des Finances	33 705 000 000	24 980 000 000	52	4,98
Ministre des Affaires foncières, de l'Urbanisme et de l'Habitat	12 800 000 000	12 000 000 000	11	1,89
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	27 570 000 000	21 855 000 000	36	4,07
Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau	44 215 000 000	23 315 000 000	29	6,53
Ministère du Travail et de la Fonction Publique	1 100 000 000	1 100 000 000	2	0,16
Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme	3 050 000 000	3 050 000 000	11	0,45
Ministere de la Communication et de Economie Numérique	4 270 000 000	1 850 000 000	6	0,63
Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine	700 000 000	700 000 000	3	0,10
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	4 320 000 000	2 420 000 000	8	0,64
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	200 000 000	200 000 000	2	0,03
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	186 282 902 000	54 255 459 000	49	27,50
Ministère de la Jeunesse et des Sports	4 000 000 000	3 700 000 000	7	0,59
Conseil Economique, Social et Culturel	100 000 000	100 000 000	1	0,01
Mediateur de la République	150 000 000	150 000 000	1	0,02
Cour Constitutionnelle	100 000 000	100 000 000	1	0,01
Total Général	**677 322 902 000**	**299 104 374 000**	**393**	**100**

CONCLUSION

En vue d'améliorer les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement, le Gouvernement de la République du Mali a mis en œuvre la procédure des AE/CP dans la préparation, la présentation et l'exécution du budget d'Etat à partir de l'exercice budgétaire 2018.

Le budget-programme est une démarche de performance dans la gestion budgétaire qui consiste entre autres à passer d'une logique de gestion axée sur les moyens à une logique de gestion axée sur les résultats.

L'année 2021 marque la quatrième année de préparation et d'exécution du Budget d'Etat en mode programme. Cependant, il a été relevé quelques insuffisances dans la gestion des AE/CP, notamment la faible capacité de certains acteurs chargés de la programmation/budgétisation, du suivi et l'analyse des investissements publics selon la méthodologie des AE/CP.

Cette réforme doit impérativement inciter les administrations publiques à développer une meilleure anticipation et une meilleure estimation de leurs dépenses d'investissement dans une logique pluriannuelle.

A cet effet, en vue de pallier aux insuffisances constatées, les pistes de solutions proposées pour accompagner la réforme visent à améliorer les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement selon la méthodologie des AE et CP. Il s'agit :

- de l'amélioration de la qualité à l'entrée des projets (une bonne évaluation des coûts), afin d'eviter les avenants occasionnant des coûts supplémentaires non prévus et non anticipés dans le Budget d'Investissement ;
- de la poursuite du développement du logiciel de gestion des investissements publics: le Système Intégré de Gestion des Investissements Publics (SIGIP) et son interfaçage avec les autres applications dont le PRED ;
- du renforcement des capacités des acteurs en matière de programmation, de budgétisation et de suivi des investissements publics en mode AE/CP.

.

Annexe 1 : Synthèse de la programmation des Autorisations d'Engagement (AE) et des Crédits de Paiements (CP) 2021-2023

Ministères/Institutions	Source de financement	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Présidence de la République	Financement interne	3 150 000 000	11 600 000 000	4 100 000 000	658 000 000	4 658 000 000	300 000 000	3 800 000 000	12 558 000 000	12 558 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Présidence		**3 150 000 000**	**11 600 000 000**	**4 100 000 000**	**658 000 000**	**4 658 000 000**	**300 000 000**	**3 800 000 000**	**12 558 000 000**	**12 558 000 000**
Primature	Financement interne	750 000 000	780 000 000	780 000 000	250 000 000	250 000 000	150 000 000	150 000 000	1 180 000 000	1 180 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Primature		**750 000 000**	**780 000 000**	**780 000 000**	**250 000 000**	**250 000 000**	**150 000 000**	**150 000 000**	**1 180 000 000**	**1 180 000 000**
Ministere de la Réfondation de l'Etat	Financement interne	285 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Primature		**285 000 000**	**250 000 000**	**250 000 000**	**250 000 000**	**250 000 000**	**250 000 000**	**250 000 000**	**750 000 000**	**750 000 000**
MSPC	Financement interne	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	2 570 000 000	0	900 000 000	0	6 813 000 000	0	0	0	7 713 000 000
Total MSPC		**2 570 000 000**	**0**	**900 000 000**	**0**	**6 813 000 000**	**0**	**0**	**0**	**7 713 000 000**
Cour Suprême (CS)	Financement interne	0	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total CS		**0**	**250 000 000**	**250 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**250 000 000**	**250 000 000**
Cour Constitutionnelle	Financement interne	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total CESC		**0**	**100 000 000**	**100 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**100 000 000**	**100 000 000**
Haut Conseil des Collectivités (HCC)	Financement interne	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total HCC		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Ministère des Transprots et des Infrastructures	Financement interne	75 375 000 000	252 600 000 000	79 450 000 000	6 669 000 000	103 570 864 010	6 000 000 000	113 474 185 275	265 269 000 000	296 495 049 285
	Financement externe	73 175 056 802	0	53 312 806 000	0	90 872 176 000	0	31 607 000 000	0	177 791 982 000
Total MTI		**148 550 056 802**	**252 600 000 000**	**134 762 806 000**	**6 669 000 000**	**194 443 040 010**	**6 000 000 000**	**145 081 185 275**	**265 269000 000**	**474 287 031 285**
Ministère de l'Environnement, l'Assainissement et du Développement du Durable	Financement interne	7 490 000 000	22 360 000 000	9 760 000 000	4 900 000 000	10 950 000 000	3 500 000 000	9 800 000 000	30 760 000 000	30 510 000 000
	Financement externe	13 769 000 000	0	9 184 246 000	0	3 750 134 000	0	1 768 634 000	0	14 703 014 000
Total MEADDD		**21 259 000 000**	**22 360 000 000**	**18 944 246 000**	**4 900 000 000**	**14 700 134 000**	**3 500 000 000**	**11 568 634 000**	**30 760 000 000**	**45 213 014 000**
Ministère des Affaires	Financement interne	3 220 000 000	3 130 000 000	3 130 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	11 430 000 000	11 430 000 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Etrangères et de la Coopération Internationale	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total MAECI		**3 220 000 000**	**3 130 000 000**	**3 130 000 000**	**4 150 000 000**	**4 150 000 000**	**4 150 000 000**	**4 150 000 000**	**11 430 000 000**	**11 430 000 000**
Ministère de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	Financement interne	750 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	2 975 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total MSLCP		**3 725 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Ministère de l'Education Nationale	Financement interne	2 875 000 000	4 325 000 000	2 625 000 000	1 875 000 000	2 775 000 000	2 375 000 000	3 175 000 000	8 575 000 000	8 575 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total MEN		**2 875 000 000**	**4 325 000 000**	**2 625 000 000**	**1 875 000 000**	**2 775 000 000**	**2 375 000 000**	**3 175 000 000**	**8 575 000 000**	**8 575 000 000**
Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique	Financement interne	3 530 000 000	17 555 000 000	9 020 000 000	700 000 000	7 309 000 000	700 000 000	5 100 000 000	18 955 000 000	21 429 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total MESRS		**3 530 000 000**	**17 555 000 000**	**9 020 000 000**	**700 000 000**	**7 309 000 000**	**700 000 000**	**5 100 000 000**	**18 955 000 000**	**21 429 000 000**
Ministère Economie Numérique et de la Prospective	Financement interne	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total MENP		**200 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	Financement interne	1 730 000 000	2 535 000 000	1 560 000 000	207 500 000	782 500 000	150 000 000	550 000 000	2 892 500 000	2 892 500 000
	Financement externe	200 000 000	0	1 190 061 000	0	793 374 000	0	198 343 000	0	2 181 778 000
Total		**1 930 000 000**	**2 535 000 000**	**2 750 061 000**	**207 500 000**	**1 575 874 000**	**150 000 000**	**748 343 000**	**2 892 500 000**	**5 074 278 000**

Ministères/Institutions	Source de financement	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Ministère de la Promotion de l'Investissement Privé , des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Entreprenariat National (MPIPMEEN)	Financement interne	400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**400 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Ministere de l'Industrie du Commerce et de la Promotion des Investissements	Financement interne	4 480 000 000	4 940 000 000	4 140 000 000	2 880 000 000	4 824 000 000	2 180 000 000	2 780 000 000	10 000 000 000	11 744 000 000
	Financement externe	800 000 000	0	379 000 000	0	0	0	0	0	379 000 000
Total		**5 280 000 000**	**4 940 000 000**	**4 519 000 000**	**2 880 000 000**	**4 824 000 000**	**2 180 000 000**	**2 780 000 000**	**10 000 000 000**	**12 123 000 000**
Ministère de la Justice	Financement interne	2 675 000 000	275 000 000	823 915 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	425 000 000	973 915 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**2 675 000 000**	**275 000 000**	**823 915 000**	**75 000 000**	**75 000 000**	**75 000 000**	**75 000 000**	**425 000 000**	**973 915 000**
Ministere de la Santé et du Développement Social	Financement interne	22 025 000 000	24 160 000 000	23 440 000 000	19 320 000 000	23 264 000 000	20 620 000 000	22 810 000 000	64 100 000 000	69 514 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**22 025 000 000**	**24 160 000 000**	**23 440 000 000**	**19 320 000 000**	**23 264 000 000**	**20 620 000 000**	**22 810 000 000**	**64 100 000 000**	**69 514 000 000**
Ministère de l'Economie et des Finances	Financement interne	21 705 000 000	33 405 000 000	24 680 000 000	17 775 000 000	23 495 000 000	18 125 000 000	24 425 000 000	69 305 000 000	72 600 000 000
	Financement externe	24 639 256 000	0	18 220 000 000	0	37 669 204 250	0	0	0	55 889 204 250
Total		**46 344 256 000**	**33 405 000 000**	**42 900 000 000**	**17 775 000 000**	**61 164 204 250**	**18 125 000 000**	**24 425 000 000**	**69 305 000 000**	**128 489 204 250**

Ministères/Institutions	Source de financement	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Ministère des Affaires Foncières de l'Urbanisme et de l'Habitat	Financement interne	4 200 000 000	12 800 000 000	12 000 000 000	9 400 000 000	11 100 000 000	8 800 000 000	10 600 000 000	31 000 000 000	33 700 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**4 200 000 000**	**12 800 000 000**	**12 000 000 000**	**9 400 000 000**	**11 100 000 000**	**8 800 000 000**	**10 600 000 000**	**31 000 000 000**	**33 700 000 000**
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	Financement interne	5 425 000 000	5 850 000 000	5 850 000 000	5 870 000 000	5 870 000 000	5 370 000 000	5 370 000 000	17 090 000 000	17 090 000 000
	Financement externe	3 428 007 012	0	3 383 000 000	0	1 833 000 000	0	0	0	5 216 000 000
Total		**8 853 007 012**	**5 850 000 000**	**9 233 000 000**	**5 870 000 000**	**7 703 000 000**	**5 370 000 000**	**5 370 000 000**	**17 090 000 000**	**22 306 000 000**
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Logement social	Financement interne	5 300 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**5 300 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Ministere des Mines de l'Energie et de l'Eau	Financement interne	15 970 000 000	44 215 000 000	23 315 000 000	11 615 000 000	26 565 000 000	11 555 000 000	22 455 000 000	67 385 000 000	72 335 000 000
	Financement externe	100 823 891 405	0	140 070 064 000	0	124 728 610 698	0	67 499 152 198	0	332 297 826 896
Total		**116 793 891 405**	**44 215 000 000**	**163 385 064 000**	**11 615 000 000**	**151 293 610 698**	**11 555 000 000**	**89 954 152 198**	**67 385 000 000**	**404 632 826 896**
Ministère du Travail et de la Fonction Publique	Financement interne	900 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**900 000 000**	**1 100 000 000**	**1 100 000 000**	**600 000 000**	**600 000 000**	**600 000 000**	**600 000 000**	**2 300 000 000**	**2 300 000 000**
Ministère de l'Artisanat et	Financement interne	1 600 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

Ministères/Institutions du Tourisme	Source de financement	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**1 600 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Ministere de la Culture de l'Artisanat et du Tourisme	Financement interne	1 830 000 000	3 050 000 000	3 050 000 000	2 264 000 000	2 264 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	6 564 000 000	6 564 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**1 830 000 000**	**3 050 000 000**	**3 050 000 000**	**2 264 000 000**	**2 264 000 000**	**1 250 000 000**	**1 250 000 000**	**6 564 000 000**	**6 564 000 000**
Ministere de la Communication et de l'Economie Numerique	Financement interne	1 350 000 000	4 270 000 000	1 850 000 000	700 000 000	1 970 000 000	500 000 000	1 650 000 000	5 470 000 000	5 470 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**1 350 000 000**	**4 270 000 000**	**1 850 000 000**	**700 000 000**	**1 970 000 000**	**500 000 000**	**1 650 000 000**	**5 470 000 000**	**5 470 000 000**
Ministère des Maliens de l'Extérieur	Financement interne	370 000 000	700 000 000	700 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
	Financement externe	50 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**420 000 000**	**700 000 000**	**700 000 000**	**250 000 000**	**250 000 000**	**250 000 000**	**250 000 000**	**1 200 000 000**	**1 200 000 000**
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	Financement interne	1 596 000 000	4 320 000 000	2 420 000 000	950 000 000	2 000 000 000	950 000 000	1 800 000 000	6 220 000 000	6 220 000 000
	Financement externe	12 926 475 846	0	4 051 000 000	0	0	0	0	0	4 051 000 000
Total		**14 522 475 846**	**4 320 000 000**	**6 471 000 000**	**950 000 000**	**2 000 000 000**	**950 000 000**	**1 800 000 000**	**6 220 000 000**	**10 271 000 000**
Ministère des Transports et de la Mobilité Urbaine	Financement interne	2 950 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**2 950 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Ministères/Institutions	Source de financement	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Financement interne	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	500 000 000	500 000 000
	Financement externe	2 003 428 000	0	5 966 647 000	0	2 146 407 520	0	374 138 850	0	8 487 193 370
Total		**2 003 428 000**	**200 000 000**	**6 166 647 000**	**200 000 000**	**2 346 407 520**	**100 000 000**	**474 138 850**	**500 000 000**	**8 987 193 370**
Ministère des Mines et du Petrole	Financement interne	2 375 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	1 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**3 375 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population	Financement interne	4 645 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	2 039 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**6 684 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Ministere de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche	Financement interne	72 307 374 000	186 082 902 000	54 055 459 000	13 652 000 000	20 962 948 779	12 096 000 000	18 394 695 699	211 830 902 000	93 413 103 478
	Financement externe	84 643 285 237	0	105 543 176 000	0	56 385 569 322	0	34 431 174 434	0	196 359 919 756
Total		**156 950 659 237**	**186 082 902 000**	**159 598 635 000**	**13 652 000 000**	**77 348 518 101**	**12 096 000 000**	**52 825 870 133**	**211 830 902 000**	**289 773 023 234**
Ministère de l'Elevage et de la Pêche	Financement interne	3 080 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	24 957 599 698	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		**28 037 599 698**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Ministère de la Jeunesse et	Financement	2 606 000 000	4 000 000 000	3 700 000 000	450 000 000	3 250 000 000	300 000 000	1 966 000 000	4 750 000 000	8 916 000 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
des Sports	interne									
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		2 606 000 000	4 000 000 000	3 700 000 000	450 000 000	3 250 000 000	300 000 000	1 966 000 000	4 750 000 000	8 916 000 000
Conseil Economique Social et Culturel	Financement interne		100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
	Financement externe									
Total		0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Médiateur de la République	Financement interne		150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
	Financement externe									
Total		0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Régions	Financement interne	15 960 000 000	32 220 000 000	26 505 000 000	20 370 000 000	26 355 000 000	19 770 000 000	25 755 000 000	72 360 000 000	78 615 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		15 960 000 000	32 220 000 000	26 505 000 000	20 370 000 000	26 355 000 000	19 770 000 000	25 755 000 000	72 360 000 000	78 615 000 000
TOTAL		643 104 374 000	677 322 902 000	643 304 374 000	126 030 500 000	612 731 788 579	120 116 000 000	416 608 323 456	923 469 402 000	1 672 644 486 035
Sous-total financement interne		293 104 374 000	677 322 902 000	299 104 374 000	126 030 500 000	287 740 312 789	120 116 000 000	280 729 880 974	923 469 402 000	867 574 567 763
Sous-total financement externe		350 000 000 000	0	344 200 000 000	0	324 991 475 790	0	135 878 442 482	0	805 069 918 272

Annexe 2 : Situation des Autorisations d'Engagement (AE) 2021 par types de Marchés

Ministères/Institutions	Types de marchés	Montant AE 2021
Présidence de la République	Marchés pluri annuels	11 000 000 000
	Marchés annuels	600 000 000
Primature	Marchés pluri annuels	0
	Marchés annuels	780 000 000
Cour Suprême	Marchés pluri annuels	0
	Marchés annuels	250 000 000
Cour Constitutionnelle	Marchés pluri annuels	0
	Marchés annuels	100 000 000
Ministère de l'Environnement, l'Assainissement et du Développement du Durable	Marchés pluri annuels	15 400 000 000
	Marchés annuels	6 960 000 000
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	Marchés pluri annuels	0
	Marchés annuels	3 130 000 000
Ministère de l'Education Nationale	Marchés pluri annuels	2 200 000 000
	Marchés annuels	5 125 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique	Marchés pluri annuels	15 385 000 000
	Marchés annuels	2 170 000 000
Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	Marchés pluri annuels	1 275 000 000
	Marchés annuels	1 260 000 000
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion des Investissements	Marchés pluri annuels	1 700 000 000
	Marchés annuels	3 240 000 000
Ministère de la Justice	Marchés pluri annuels	0
	Marchés annuels	275 000 000
Ministère de la Réfondation de l'Etat	Marchés pluri annuels	0
	Marchés annuels	250 000 000
Ministère de la Santé et du Développement Social	Marchés pluri annuels	5 000 000 000
	Marchés annuels	22 160 000 000
Ministère de l'Economie et des Finances	Marchés pluri annuels	16 920 000 000
	Marchés annuels	16 785 000 000
Ministère des Affaires Foncières de l'Urbanisme et de l'Habitat	Marchés pluri annuels	3 000 000 000
	Marchés annuels	9 800 000 000
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	Marchés pluri annuels	11 700 000 000
	Marchés annuels	15 870 000 000
Ministère du Travail et de la Fonction Publique	Marchés pluri annuels	0
	Marchés annuels	1 100 000 000
Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme	Marchés pluri annuels	0
	Marchés annuels	3 050 000 000
Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique	Marchés pluri annuels	3 420 000 000
	Marchés annuels	850 000 000
Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine	Marchés pluri annuels	0
	Marchés annuels	700 000 000
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	Marchés pluri annuels	2 900 000 000
	Marchés annuels	1 420 000 000

Ministères/Institutions	Types de marchés	Montant AE 2021
Ministère des Transports et des Infrastructures	Marchés pluri annuels	245 500 000 000
	Marchés annuels	11 100 000 000
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Marchés pluri annuels	0
	Marchés annuels	200 000 000
Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau	Marchés pluri annuels	29 900 000 000
	Marchés annuels	14 315 000 000
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	Marchés pluri annuels	169 312 902 000
	Marchés annuels	16 970 000 000
Ministère de la Jeunesse et des Sports	Marchés pluri annuels	2 600 000 000
	Marchés annuels	1 400 000 000
Conseil Economique Social et Culturel	Marchés pluri annuels	0
	Marchés annuels	100 000 000
Médiateur de la République	Marchés pluri annuels	0
	Marchés annuels	150 000 000
TOTAL	Marchés pluri annuels	**537 212 902 000**
	Marchés annuels	**140 110 000 000**
TOTAL GENERAL AE		**677 322 902 000**

Annexe 3 : Programmation des Autorisations d'Engagement (AE) et des Crédits de Paiements (CP) 2021-2023 par Institutions/ Ministères

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2 822	Réhabilitation bureaux Villa Présidence	Etat	Budget national	3 352 000 000	2015-2023	1 802 000 000	650 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2 876	Réhabilitation Camp III Garde Présidentielle	Etat	Budget national	650 000 000	2015-2019	650 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	Etat	Budget national	13 619 000 000	2019-2021	119 000 000	2 500 000 000	11 000 000 000	3 500 000 000	0	4 000 000 000	0	3 500 000 000	11 000 000 000	11 000 000 000
2 892	REHABILITATION ANCIEN SGG	Etat	Budget national	1 095 000 000	2016-2019	1 095 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total Projets en cours				18 716 000 000		3 666 000 000	3 150 000 000	11 300 000 000	3 800 000 000	300 000 000	4 300 000 000	300 000 000	3 800 000 000	11 900 000 000	11 900 000 000
3225	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU MUR DE CLOTURE DE LA PLATEFORME	Etat	Budget national	658 000 000	2021-2022	0	0	300 000 000	300 000 000	358 000 000	358 000 000	0	0	658 000 000	658 000 000
Sous total Nouveau Projet				658 000 000		0	0	300 000 000	300 000 000	358 000 000	358 000 000	0	0	658 000 000	658 000 000
TOTAL GENERAL				19 374 000 000		3 666 000 000	3 150 000 000	11 600 000 000	4 100 000 000	658 000 000	4 658 000 000	300 000 000	3 800 000 000	12 558 000 000	12 558 000 000

Sous-total projets en cours	18 716 000 000		3 666 000 000	3 150 000 000	11 300 000 000	3 800 000 000	300 000 000	4 300 000 000	300 000 000	3 800 000 000	11 900 000 000	11 900 000 000
Sous-total nouveau projet	658 000 000		0	0	300 000 000	300 000 000	358 000 000	358 000 000	0	0	658 000 000	658 000 000
Total	19 374 000 000		3 666 000 000	3 150 000 000	11 600 000 000	4 100 000 000	658 000 000	4 658 000 000	300 000 000	3 800 000 000	12 558 000 000	12 558 000 000

Sous-total projets sur financement Etat	19 374 000 000		3 666 000 000	3 150 000 000	11 600 000 000	4 100 000 000	658 000 000	4 658 000 000	300 000 000	3 800 000 000	12 558 000 000	12 558 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	19 374 000 000		3 666 000 000	3 150 000 000	11 600 000 000	4 100 000 000	658 000 000	4 658 000 000	300 000 000	3 800 000 000	12 558 000 000	12 558 000 000

PRIMATURE

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de finance ment	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	Etat	Budget national	1 009 000 000	2015-2021	809 000 000	0	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
3027	MODERNISATION SGG	Etat	Budget national	789 000 000	2017-2019	339 000 000	0	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2683	PROJET D'APPUI A L'API-MALI	Etat	Budget national	250 000 000	2020-2020	0	250 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3029	CONSTRUCTION SIEGE AUTORITE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	Etat	Budget national	1 267 000 000	2017-2021	1 087 000 000	100 000 000	80 000 000	80 000 000	0	0	0	0	80 000 000	80 000 000
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	Etat	Budget national	600 000 000	2020-2022		300 000 000	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	300 000 000	300 000 000
3098	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT, DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	Etat	Budget national	450 000 000	2018-2021	200 000 000	100 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Sous total Projets en cours				16 408 000 000		14 478 000 000	750 000 000	780 000 000	780 000 000	250 000 000	250 000 000	150 000 000	150 000 000	1 180 000 000	1 180 000 000
Sous total nouveaux projets				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL GENERAL			16 408 000 000		14 478 000 000	750 000 000	780 000 000	780 000 000	250 000 000	250 000 000	150 000 000	150 000 000	1 180 000 000	1 180 000 000

Sous-total projets en cours	16 408 000 000		14 478 000 000	750 000 000	780 000 000	780 000 000	250 000 000	250 000 000	150 000 000	150 000 000	1 180 000 000	1 180 000 000
Sous-total nouveau projet	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	16 408 000 000		14 478 000 000	750 000 000	780 000 000	780 000 000	250 000 000	250 000 000	150 000 000	150 000 000	1 180 000 000	1 180 000 000

Sous-total projets sur financement Etat	16 408 000 000		14 478 000 000	750 000 000	780 000 000	780 000 000	250 000 000	250 000 000	150 000 000	150 000 000	1 180 000 000	1 180 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	16 408 000 000		14 478 000 000	750 000 000	780 000 000	780 000 000	250 000 000	250 000 000	150 000 000	150 000 000	1 180 000 000	1 180 000 000

MINISTERE DE L'AGRICULTURE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3 043	OFFICE RIZ MOPTI (7E CONTRAT-PLAN ETAT-ORM)	Etat	Budget national	2016-2022	2 472 000 000	872 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3 009	OFFICE MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE (OMVF)	Etat	Budget national	2006-2022	6 972 000 000	5 917 000 000	285 000 000	200 000 000	200 000 000	285 000 000	285 000 000	285 000 000	285 000 000	770 000 000	770 000 000
1 007	OFFICE RIZ-SEGOU (8EME CONTRAT PLAN)	Etat	Budget national	2015-2019	1 575 000 000	1 575 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1 706	ENTRETIEN, AMENAGEMENT INFRASTRUCTURES ET VULGARISATION ON (CONTRAT PLAN)	Etat	Budget national	2014-2019	16 596 000 000	16 596 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1 977	PROGRAMME COMPETITIVITE/DIVERSIFICATION AGRICOLE (PCDA)/ UNITE INTERIMAIRE DE CONSOLIDATION DES ACQUIS	Etat	Budget national	2006-2020	5 757 000 000	5 357 000 000	400 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
1 983	PROGRAMME NATIONAL DES PETITS BARRAGES ET BAS-FONDS (PNPBBF)	Etat	Budget national	2004-2019	8 249 000 000	8 249 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OFFICE/PRODUCTEURS (CP-OHVN)	Etat	Budget national	2014-2022	3 047 000 000	1 767 000 000	380 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2 380	APPUI A LA CPS/SDR	Etat	Budget national	2008-2022	1 622 000 000	1 072 000 000	100 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2 480	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE (PDI-BS)	Etat	Budget national	2010-2022	18 861 000 000	13 861 000 000	2 500 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	800 000 000	800 000 000	-	-	2 500 000 000	2 500 000 000
		Fin commun	Prêt		103 130 000 000	90 480 000 000	8 640 000 000	-	7 000 000 000	-	2 550 000 000	-	2 000 000 000	-	11 550 000 000
2 481	REHABILITATION EQUIPEMENTS BUREAUX DAF/MA	Etat	Budget national	2010-2019	2 865 000 000	2 865 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 571	APPUI A L'ENQUETE AGRICOLE DE CONJONCTURE (EAC)	Etat	Budget national	2011-2022	3 975 000 000	2 225 000 000	400 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000
2 684	PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE DU DISTRICT DE KITA ET DE SES ENVIRONS, PHASE 2 (PDRIK II)	Etat	Budget national	2013-2022	2 006 000 000	1 606 000 000	250 000 000	150 000 000	150 000 000	-	-	-	-	150 000 000	150 000 000
		BID	Prêt		12 350 000 000	5 021 000 000	3 500 000 000	-	1 054 000 000	-	405 111 895	-	-	-	1 459 111 895
2 765	PROJET D'AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE AGRICOLE DES PETITS EXPLOITANTS POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE (SAPEP)	Etat	Budget national	2013-2021	600 000 000	471 000 000	80 000 000	40 000 000	40 000 000	-	-	-	-	40 000 000	40 000 000
		BID	Prêt		7 270 000 000	3 521 000 000	1 334 000 000	-	1 551 552 000	-	-	-	-	-	1 551 552 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2807	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE PAR LE DEVELOPPEMENT DES CULTURES IRRIGUEES (PRESA-DCI)	Etat	Budget national	2015-2021	2 423 000 000	2 152 000 000	300 000 000	100 000 000	100 000 000	-	-	-	-	100 000 000	100 000 000
		BAD	Prêt		27 152 000 000	14 285 000 000	6 000 000 000	-	4 200 000 000	-	-	-	-	-	4 200 000 000
2809	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DE LA REGION DE KOULIKORO (PRESAN-KL)	Etat	Budget national	2015-2021	2 625 000 000	2 034 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	-	-	-	-	100 000 000	100 000 000
		BAD	Prêt et Subvention		24 987 000 000	13 905 000 000	4 000 000 000	-	2 530 000 000	-	-	-	-	-	2 530 000 000
2916	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU MALI (PRIA-MALI)	Etat	Budget national	2014-2022	1 815 000 000	564 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	-	-	600 000 000	600 000 000
		BID	Prêt		23 130 000 000	13 797 000 000	4 918 000 000	-	2 360 000 000	-	2 360 000 000	-	-	-	4 720 000 000
2800	PROGRAMME DE PRODUCTIVITE AGRICOLE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PPAAO) OU (WAAPP PHASE II)	Etat	Budget national	2014-2020	1 046 000 000	596 000 000	450 000 000	-	-	-	-			-	-
														-	-
2917	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	Etat	Budget national	2015-2021	4 140 000 000	1 756 000 000	750 000 000	800 000 000	800 000 000	-	-			800 000 000	800 000 000
		BAD	Prêt et Subvention		27 154 000 000	8 576 000 000	5 091 500 000	-	8 630 000 000	-	-	-	-	-	8 630 000 000
2 849	PROGRAMME DE RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE (RGA)	Etat	Budget national	2015-2023	3 492 000 000	1 792 000 000	350 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000
2856	CONTRAT-PLAN ETAT OPIB	Etat	Budget national	2015-2023	4 305 000 000	3 205 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	800 000 000	800 000 000
2918	CONTRAT PLAN ETAT-ADRS-PRODUCTEURS	Etat	Budget national	2019-2023	1 685 000 000	285 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
2910	TRAVAUX D'EXTENSION DE 200 HA DE LA PLAINE DE SAOUNE	Etat	Budget national	2016-2019	285 000 000	285 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3001	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT RURAL DE SOKE I (PADER-SI)	Etat	Budget national	2016-2020	15 759 000 000	12 381 000 000	1 000 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
2687	4EME 'CONTRAT PLAN ETAT-ODRS	Etat	Budget national	2019-2023	1 860 000 000	340 000 000	380 000 000	380 000 000	380 000 000	380 000 000	380 000 000	380 000 000	380 000 000	1 140 000 000	1 140 000 000
2966	PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL DU KAARTA/SEFETO (PDRK/S)	Etat	Budget national	2016-2020	680 000 000	480 000 000	200 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	Etat	Budget national	2019-2023	1 524 000 000	324 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2640	PROJET D'APPUI A LA PRODUCTIVITE AGRICOLE AU MALI (PAPAM)	Fin commun	Prêt	2011-2019	59 100 000 000	54 300 000 000	-		-					-	-
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIIS)	Etat	Budget national	2018-2024	3 233 000 000	267 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	400 000 000	400 000 000	500 000 000	500 000 000	1 150 000 000	1 150 000 000
		IDA	Prêt		14 625 000 000	59 000 000	3 000 000 000	-	4 274 055 000	-	4 040 400 000	-	1 909 200 000	-	10 223 655 000
3127	PROJET APPUI A LA COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIELLE AU MALI (PACAM)	BM	Prêt	2017-2022	17 500 000 000	8 594 000 000	5 026 000 000	-	3 543 000 000	-	591 000 000	-	-	-	4 134 000 000
		Etat	Budget national		400 000 000	-	-	100 000 000	100 000 000	-	-	-	-	100 000 000	100 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3135	PROJET APPUI OFFICE DU NIGER (PADN)	ACDI	Subvention	2016-2019	8 732 000 000	7 276 000 000		-	-					-	-
3134	PROJET DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ZONES ARIDES DU MALI (PDAZAM)	BM	Subvention	2018-2023	33 667 000 000	553 000 000	6 000 000 000	-	12 647 272 000	-	6 350 992 123	-	1 801 734 880	-	20 799 999 003
3133	PROJET APPUI IRRIGATION PROXIMITE GAO ET MENAKA	KFW	Subvention	2019-2022	11 151 000 000	262 000 000	3 717 000 000	-	4 564 000 000	-	343 534 056	-	-	-	4 907 534 056
3136	PROJET APPUI FILIERE ANACARDE AU MALI (PAFAM)		Subvention	2016-2020	9 348 000 000	3 950 000 000	3 000 000 000		-					-	-
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ET ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	Etat	Budget national	2018-2023	625 000 000	148 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	510 000 000	510 000 000
		Norvège	Subvention		3 911 000 000	814 000 000	1 893 855 000	-	747 951 000	-	741 113 610	-	681 290 360	-	2 170 354 970
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	Etat	Budget national	2019-2019	108 476 286 000	-	54 232 374 000	151 403 257 000	32 985 459 000	-	-	-	-	151 403 257 000	32 985 459 000
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLE INCUSIF) AU MALI	FIDA/DANIDA BABYLOAN et autres Bailleurs	Prêt	2019-2023	33 804 912 500	-	10 792 847 000	-	6 737 991 000	-	10 792 846 500	-	5 481 228 000	-	23 012 065 500
		Etat	Budget national		1 300 000 000	-	150 000 000	250 000 000	250 000 000	400 000 000	400 000 000	500 000 000	500 000 000	1 150 000 000	1 150 000 000
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINE DE SAN OUEST DE 510 HA/DEVELOPPEMENT RURAL ET SECURITE ALIMENTAIRE (MLI 021)	Luxembourg	Subvention	2019-2022	6 294 552 048	-	5 097 552 048	-	697 000 000	-	500 000 000	-	-	-	1 197 000 000
		Etat	Budget national		1 800 000 000	-	300 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
3169	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	Etat	Budget national	2020-2023	2 706 000 000	-	600 000 000	2 610 949 301	800 000 000	-	1 210 948 779	-	600 000 000	2 610 948 779	2 610 948 779
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM/DRH MINISTERE AGRICULTURE	Etat	Budget national	2020-2022	1 995 241 621	-	800 000 000	1 998 695 699	800 000 000	-	800 000 000	-	398 695 699	1 998 695 699	1 998 695 699
3170	TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	Etat	Budget national	2020-2022	2 800 000 000	-	500 000 000	2 800 000 000	800 000 000	-	1 500 000 000	-	500 000 000	2 800 000 000	2 800 000 000
3130	PAPR2C3 (PNPBBF II)	Etat	Budget national	2020-2023	750 000 000	-	100 000 000	150 000 000	150 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	650 000 000	650 000 000
3167	OFFICE RIZ SEGOU (CONTRAT PLAN)	Etat	Budget national	2020-2023	1 520 000 000	-	380 000 000	380 000 000	380 000 000	380 000 000	380 000 000	380 000 000	380 000 000	1 140 000 000	1 140 000 000
3168	CONTRAT PLAN/ON	Etat	Budget national	2020-2023	17 336 000 000	-	4 750 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	3 805 000 000	3 805 000 000	3 781 000 000	3 781 000 000	12 586 000 000	12 586 000 000
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	KFW	Subvention	2019-2023	26 238 280 000	-	3 936 000 000	-	5 245 000 000	-	7 870 000 000	-	6 560 000 000	-	19 675 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	BAD	Subvention	2018-2021	1 396 000 000	226 000 000	597 545 612	-	891 000 000	-	-	-	-	-	891 000 000
3184	PROJET PRODUCTIVITE DE L'EAU A L'OFFICE DU NIGER (PRODEAU)	Pays Bas	Subvention	2020-2023	3 279 785 000	-	326 453 400	-	897 663 000	-	277 123 050	-	2 452 718 889	-	3 627 504 939
3185	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE DU NIGER (PADON) PHASE II		Subvention	2020-2023	4 591 699 000	-	4 591 699 000	-	471 000 000	-	391 000 000	-	256 000 000	-	1 118 000 000
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	Etat	Budget national	2018-2020	326 000 000	126 000 000	200 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	KFW	Subvention	2018-2022	16 070 000 000	4 461 000 000	3 180 833 177	-	2 335 000 000	-	1 000 000 000	-	-	-	3 335 000 000
		Etat	Budget national		895 000 000	145 000 000	250 000 000	200 000 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	-	-	500 000 000	500 000 000
2 799	PROJET REGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS-MALI)	Etat	Budget national	2016-2021	1 605 000 000	500 000 000	-	150 000 000	150 000 000	-	-	-	-	150 000 000	150 000 000
		BM	Prêt		22 500 000 000	20 199 000 000	3 000 000 000	-	3 500 000 000	-	-	-	-	-	3 500 000 000
1 885	PROGRAMME DEVELOPPEMENT INTEGRE REDUCTION PAUVRETE ZONE ONDY (PDIRP)/CCMD/BRE DE MADINA DIASSA	Etat	Budget national	2003-2023	1 872 000 000	1 572 000 000	-	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
2200	CONTRAT PLAN ETAT - LCV	Etat	Budget national	2011-2023	1 459 000 000	859 000 000	-	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
1 984	PROJET DEVELOPPEMENT ELEVAGE DANS LA REGION DU LIPTAKO GOURMA (PDELG)	Etat	Budget national	2005-2019	3 665 000 000	3 665 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 201	TRANSFORMATION DES SOUS PRODUITS D' ABATTAGE (PTSPA)	Etat	Budget national	2007-2020	3 356 000 000	3 356 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2402	CONSTRUCTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO	Etat	Budget national	2009-2023	3 234 000 000	2 484 000 000	-	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
2404	PROJET DEVELOPPEMENT ET VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI (PRODEVALAIT)	Etat	Budget national	2009-2019	3 360 000 000	3 360 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2798	PROJET INTEGRE DE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES ANIMALES AU MALI (PDIRAM)	Etat	Budget national	2016-2021	872 000 000	286 000 000	-	200 000 000	200 000 000	-	-	-	-	200 000 000	200 000 000
		BID	Prêt		12 850 000 000	881 000 000	6 107 599 698	-	11 520 000 000	-	-	-	-	-	11 520 000 000
3000	CENTRE NATIONAL D'INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	Etat	Budget national	2017-2023	2 168 000 000	836 000 000	-	400 000 000	400 000 000	532 000 000	532 000 000	400 000 000	400 000 000	1 332 000 000	1 332 000 000
3 172	PROJET DE DEVELOPPEMENT DURABLE DES EXPLOITATIONS	Etat	Budget national	2019-2023	1 840 000 000	0	-	300 000 000	300 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	BID	Prêt		19 056 600 000	0	6 600 000 000	-	5 381 000 000	-	7 187 493 404	-	4 981 118 324	-	17 549 611 728
3 164	OFFICE DEVELOP. PECHE ET AQUACULTURE DELTA INTERIEUR NIGER	Etat	Budget national	2020-2023	550 000 000	0	-	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3 174	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ET DE VALORISATION DE LA PRODUCTION LAITIERE MALI (II)	Etat	Budget national	2020-2023	9 000 000 000	0	-	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
3 173	PROJET D'APPUI AU CONTROLE ET A LA SURVEILLANCE DES EZOPECIES	Etat	Budget national	2020-2023	450 000 000	0	-	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL D'AMENAGEMENTS AQUACOLES (PQAA)	Etat	Budget national	2016-2021	600 000 000	500 000 000	-	100 000 000	100 000 000	-	-	-	-	100 000 000	100 000 000
3 083	PROGRAMME D'APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KKORO	Etat	Budget national	2019-2021	100 000 000	0	-	100 000 000	100 000 000	-	-	-	-	100 000 000	100 000 000
		Belgique	Subvention		4 920 000 000	0	2 204 000 000	-	2 290 000 000	-	-	-	-	-	2 290 000 000
3 137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	UE	Subvention	2016-2023	5 248 000 000		1 046 000 000	-	973 000 000	-	876 716 049	-	628 288 734	-	2 478 004 782
3 138	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)			2019-2024	2 800 000 000	0	-	200 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	700 000 000	700 000 000
		Banque mondiale	Subvention		32 000 000 000	-	6 000 000 000	-	8 000 000 000	-	8 000 000 000	-	7 000 000 000	-	23 000 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS					735 280 756 169	319 393 000 000	156 950 659 237	174 232 902 000	152 845 943 000	12 452 000 000	70 240 279 466	11 096 000 000	46 346 274 886	197 780 902000	269 432 497 351
3133	IPRO GAO ET MENAKA	Etat	Budget national	2019-2022	350 000 000			150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	-	-	350 000 000	350 000 000
3254	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'HOTEL DU DEPARTEMENT DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	Etat	Budget national	2021-2023	2 000 000 000			2 000 000 000	500 000 000	-	700 000 000	-	800 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERS HORTICOLES	Etat	Budget national	2021-2023	3 000 000 000			1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
3298	PROJET D'IRRIGATION DE PROXIMITE-INITIATIVE DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE PAR L'IRRIGATION ET LA GESTION APPROPRIEE DES RESSOURCES (IPRO-IRRIGAR III) COMPOSANTE SIKASSO.	UE	Subvention	2021-2022	1 165 000 000	-		-	778 363 000	-	386 529 285	-	-	-	1 164 892 285
3299	PROJET D'IRRIGATION DE PROXIMITE-INITIATIVE DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE PAR L'IRRIGATION ET LA	UE	Subvention	2021-2022	1 027 000 000	-		-	846 556 000	-	180 582 333	-	-	-	1 027 138 333

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	GESTION APPROPRIEE DES RESSOURCES (IPRO-IRRIGAR III) COMPOSANTE KOULIKORO.														
3300	PROJET D'APPUI A L'INITIATIVE POUR L'IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)		Subvention	2021-2024	2 218 000 000	-		-	768 253 000	-	593 441 018	-	162 805 248	-	1 524 499 266
3302	PROJET D'APPUI A LA TRANSFORMATION AGRO-ECOLOGIQUE EN ZONE COTONNIERE DU MALI : AGRECO CML 1430	AFD	Subvention	2021-2023	2 573 996 000	-		-	1 109 520 000	-	947 686 000	-	516 790 000	-	2 573 996 000
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR DNA	Etat	Budget national	2021-2023	2 500 000 000	-		2 500 000 000	400 000 000	-	1 100 000 000	-	1 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3297	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	Etat	Budget national	2021-2023	6 000 000 000	-		6 000 000 000	1 000 000 000	-	2 000 000 000	-	3 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000
3290	TRAVAUX D'ACHEVEMENT DU LABORATOIRE DE TECHNOLOGIE ALIMENTAIRE	Etat	Budget national	2021-2021	200 000 000	-		200 000 000	200 000 000	-	-	-	-	200 000 000	200 000 000
TOTAL NOUVEAUX PROJETS					1 012 923 822 338	362 849 000 000	-	11 850 000 000	6 752 692 000	1 200 000 000	7 108 238 636	1 000 000 000	6 479 595 248	14 050 000 000	20 340 525 883

TOTAL GENERAL					1 748 204 578 506	682 242 000 000	156 950 659 237	186 082 902 000	159 598 635 000	13 652 000 000	77 348 518 101	12 096 000 000	52 825 870 133	211 830 902 000	289 773 023234

SOUS-TOTAL PROJETS EN COURS					735 280 756 169	319 393 000 000	156 950 659 237	174 232 902 000	152 845 943 000	12 452 000 000	70 240 279 466	11 096 000 000	46 346 274 886	197 780 902000	269 432 497 351
SOUS-TOTAL NOUVEAU PROJET					1 012 923 822 338	362 849 000 000	-	11 850 000 000	6 752 692 000	1 200 000 000	7 108 238 636	1 000 000 000	6 479 595 248	14 050 000 000	20 340 525 883
Total					1 748 204 578 506	682 242 000 000	156 950 659 237	186 082 902 000	159 598 635 000	13 652 000 000	77 348 518 101	12 096 000 000	52 825 870 133	211 830 902 000	289 773 023234

Sous-total projets sur financement Etat					272 448 527 621	89 313 000 000	72 307 374 000	186 082 902 000	54 055 459 000	13 652 000 000	20 962 948 779	12 096 000 000	18 394 695 699	211 830 902 000	93 413 103 478
Sous-total projets sur financement extérieur					474 882 228 548	230 080 000 000	84 643 285 237	0	105 543 176 000	0	56 385 569 322	0	34 431 174 434	0	196 359 919 756
TOTAL GENERAL					747 330 756 169	319 393 000 000	156 950 659 237	186 082 902 000	159 598 635 000	13 652 000 000	77 348 518 101	12 096 000 000	52 825 870 133	211 830 902 000	289 773 023234

MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2018)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2 799	PROJET REGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS-MALI)	Etat	Budget national	2016-2021	1 605 000 000	357 000 000	150 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
		BM	Prêt		22 500 000 000	12 763 000 000	3 000 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
1 885	PROGRAMME DEVELOPPEMENT INTEGRE REDUCTION PAUVRETE ZONE ONDY (PDIRP)/CCMD/BRE DE MADINA DIASSA	Etat	Budget national	2003-2020	1 603 000 000	1 503 000 000	100 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
2200	CONTRAT PLAN ETAT - LCV	Etat	Budget national	2011-2020	1 059 000 000	859 000 000	200 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
1 984	PROJET DEVELOPPEMENT ELEVAGE DANS LA REGION DU LIPTAKO GOURMA (PDELG)	Etat	Budget national	2005-2019	3 603 000 000	3 603 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 201	TRANSFORMATION DES SOUS PRODUITS D'ABATTAGE (PTSPA)	Etat	Budget national	2007-2020	3 003 000 000	2 753 000 000	250 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
2402	CONSTRUCTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO	Etat	Budget national	2009-2020	2 472 000 000	2 172 000 000	300 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
2404	PROJET DEVELOPPEMENT ET VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI (PRODEVALAIT)	Etat	Budget national	2009-2019	3 179 000 000	3 179 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2488	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE DU ZEBU MAURE DANS LE CERCLE DE NARA (PRODEZEM)	Etat	Budget national	2010-2018	480 000 000	480 000 000	-	-	-					-	-
		Belgique	Subvention		5 248 000 000	5 248 000 000	-	-	-					-	-
2798	PROJET INTEGRE DE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES ANIMALES AU MALI (PDIRAM)	Etat	Budget national	2016-2021	872 000 000	238 000 000	200 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
		BID	Prêt		12 850 000 000	447 000 000	6 107 599 698	-	-	-	-	-	-	-	-
3000	CENTRE NATIONAL D'INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	Etat	Budget national	2017-2020	1 230 000 000	550 000 000	680 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
3 172	PROJET DE DEVELOPPEMENT DURABLE DES EXPLOITATIONS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	Etat	Budget national	2019-2023	1 840 000 000	0	200 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
		BID	Prêt		19 056 600 000	0	6 600 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
3 164	OFFICE DEVELOP. PECHE ET AQUACULTURE DELTA INTERIEUR NIGER	Etat	Budget national	2020-2020	150 000 000	0	150 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
3 174	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ET DE VALORISATION DE LA PRODUCTION LAITIERE MALI (II)	Etat	Budget national	2020-2024	9 000 000 000	0	250 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2018)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3 173	PROJET D'APPUI AU CONTROLE ET A LA SURVEILLANCE DES EZOPECIES	Etat	Budget national	2020-2020	100 000 000	0	100 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL D'AMENAGEMENTS AQUACOLES (PQAA)	Etat	Budget national	2016-2020	750 000 000	500 000 000	250 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
3 083	PROGRAMME D'APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KKORO	Etat	Budget national	2019-2021	50 000 000	0	50 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
		Belgique	Subvention		4 920 000 000	0	2 204 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
3 137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	UE	Subvention	2016-2021	5 248 000 000		1 046 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
3 138	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)			2019-2024	2 800 000 000	0	200 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
		Banque mondiale	Subvention		32 000 000 000	-	6 000 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL PROJETS EN COURS					135 618 600 000	34 652 000 000	28 037 599 698	0	0	0	0	0	0	0	0
3254	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'HOTEL DU DEPARTEMENT DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	Etat	Budget national					-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL NOUVEAUX PROJETS					211 533 200 000	35 152 000 000	45 087 599 698	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL					347 151 800 000	69 804 000 000	73 125 199 396	0	0	0	0			0	0

Sous-total projets en cours	135 618 600 000	34 652 000 000	28 037 599 698	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total nouveau projet	211 533 200 000	35 152 000 000	45 087 599 698	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	347 151 800 000	69 804 000 000	73 125 199 396	0	0	0	0	0	0	0	0

Sous-total projets sur financement Etat	63 942 600 000	16 194 000 000	3 080 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets sur financement extérieur	101 822 600 000	18 458 000 000	24 957 599 698	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	165 765 200 000	34 652 000 000	28 037 599 698	0	0	0	0	0	0	0	0

MINISTERE DE LA CULTURE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2358	APPUI CPS SECTEUR CULTURE & JEUNESSE	Etat	Budget national	2008-2023	1 290 000 000	915 000 000	75 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	Etat	Budget national	2008-2021	3 354 000 000	2 774 000 000	380 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
3053	EQUIP. CONSERVATOIRE ARTS ET METIERS	Etat	Budget national	2012-2022	2 620 000 000	1 770 000 000	450 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
2 816	REHABILITATION MUSEE NATIONAL	Etat	Budget national	2017-2021	918 000 000	618 000 000	0	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
3 031	PROJET D'EQUIPEMENT CNCM	Etat	Budget national	2017-2020	891 000 000	841 000 000	50 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3 032	PROGRAMME CONSTRUCT/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS	Etat	Budget national	2017-2023	1 994 000 000	694 000 000	300 000 000	400 000 000	400 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
3 033	AMENAGEMENT DE LA TOUR D'AFRIQUE	Etat	Budget national	2017-2020	892 000 000	492 000 000	300 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3 196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	Etat	Budget national	2020-2023	600 000 000	0	100 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	500 000 000	500 000 000
3 034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DU SOUVENIR	Etat	Budget national	2017-2020	655 000 000	480 000 000	175 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2242	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES VILLAGES ARTISANAUX	Etat	Budget National	2007-2023	8 012 000 000	5 912 000 000	0	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000
2244	PROJET FLECHAGE DES SITES TOURISTIQUES	Etat	Budget National	2007-2019	739 000 000	739 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2757	REH/EQUIPEMENT CENTRE DE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT TEXTILE	Etat	Budget National	2014-2022	2 205 000 000	1 042 000 000	0	550 000 000	550 000 000	414 000 000	414 000 000	0	0	964 000 000	964 000 000
2841	PROJET D'EXTENSION SIEGE APCMM	Etat	Budget national	2015-2021	667 000 000	617 000 000	0	50 000 000	50 000 000	0	0	0	0	50 000 000	50 000 000
Sous-total projets en cours					13 214 000 000	8 584 000 000	1 830 000 000	2 750 000 000	2 750 000 000	1 914 000 000	1 914 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	5 914 000 000	5 914 000 000
3256	CONSTRUCTION MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	Etat	Budget national	2021-2022	650 000 000			300 000 000	300 000 000	350 000 000	350 000 000	0	0	650 000 000	650 000 000
Sous-total nouveau projet					1 250 000 000	0	100 000 000	300 000 000	300 000 000	350 000 000	350 000 000	0	0	650 000 000	650 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Total					14 464 000 000	8 584 000 000	1 930 000 000	3 050 000 000	3 050 000 000	2 264 000 000	2 264 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	6 564 000 000	6 564 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours					13 214 000 000	8 584 000 000	1 830 000 000	2 750 000 000	2 750 000 000	1 914 000 000	1 914 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	5 914 000 000	5 914 000 000
Sous-total nouveau projet					1 250 000 000	0	100 000 000	300 000 000	300 000 000	350 000 000	350 000 000	0	0	650 000 000	650 000 000
Total					14 464 000 000	8 584 000 000	1 930 000 000	3 050 000 000	3 050 000 000	2 264 000 000	2 264 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	6 564 000 000	6 564 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat					13 864 000 000	8 584 000 000	1 830 000 000	3 050 000 000	3 050 000 000	2 264 000 000	2 264 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	6 564 000 000	6 564 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0			0	0
TOTAL GENERAL					13 864 000 000	8 584 000 000	1 830 000 000	3 050 000 000	3 050 000 000	2 264 000 000	2 264 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	6 564 000 000	6 564 000 000

MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	PROJETS EN COURS														
2242	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES VILLAGES ARTISANAUX	Etat	Budget National	2007-2020	6 612 000 000	5 912 000 000	700 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2244	PROJET FLECHAGE DES SITES TOURISTIQUES	Etat	Budget National	2007-2019	739 000 000	739 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2757	REH/EQUIPEMENT CENTRE DE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT TEXTILE	Etat	Budget National	2014-2020	2 205 000 000	1 042 000 000	700 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2841	PROJET D'EXTENSION SIEGE APCMM	Etat	Budget national	2015-2020	817 000 000	617 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					10 373 000 000	8 310 000 000	1 600 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

Sous-total projets en cours					10 373 000 000	8 310 000 000	1 600 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					10 373 000 000	8 310 000 000	1 600 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

Sous-total projets sur financement Etat					10 373 000 000	8 310 000 000	1 600 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					10 373 000 000	8 310 000 000	1 600 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1730	Etudes/Aménagement Barrage Taoussa	Etat	Budget National	2004-2023	4 093 000 000	11 789 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	9 000 000 000	9 000 000 000
		Multibailleurs	Prêt/Sub		126 750 000 000	7 356 000 000	6 572 000 000	-	13 000 000 000	-	38 000 000 000	-	36 000 000 000	-	87 000 000 000
2739	Appui Cellule suivi des interconnexions	Etat	Budget National	2014-2023	1 162 000 000	362 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2668	Projet de construction du centre de conduite et dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba	Etat	Budget National	2012-2023	22 949 000 000	8 449 000 000	5 000 000 000	-	4 000 000 000	-	4 500 000 000	-	1 000 000 000	-	9 500 000 000
		BOAD	Prêt		22 497 000 000	15 565 000 000	5 000 000 000	-	2 300 000 000	-	-	-	-	-	2 300 000 000
2010	Renforcement de l'Infrastructure Nationale de Radioprotection	Etat	Budget National	2005-2022	2 517 000 000	1 977 000 000	140 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	-	-	400 000 000	400 000 000
2131	Construction Locaux DNH	Etat	Budget national	2006-2021	1 859 000 000	1 359 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
2529	Contrat Plan Etat LNE	Etat	Budget national	2010-2023	3 556 000 000	2 456 000 000	200 000 000	400 000 000	400 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	900 000 000	900 000 000
2130	Programme d'urgence AEP en milieu rural /PPTE	Etat	Budget national	2006-2023	26 967 000 000	6 967 000 000	2 500 000 000	7 500 000 000	7 500 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	17 500 000 000	17 500 000 000
2575	Projet AEP Bamako-Kabala	UE/AFD/BEI/ BM/BAD/BID	Prêt	2013-2021	197 584 488 905	131 103 000 000	37 031 572 905	0	29 449 916 000	0	0	0	0	-	29 449 916 000
		Etat	Budget national		4 343 000 000	1 443 000 000	500 000 000	-	800 000 000	-	800 000 000	-	800 000 000	-	2 400 000 000
2577	Program. Nat de Mobilisation des Ressources en Eau /Assianissement AEP Centres Semi Urbains en 1ère,2ème,3ème et 6me régions.	KFW	Prêt/Sub	2011-2021	18 695 000 000	13 142 000 000	2 730 000 000	0	2 122 000 000	0	0	0	0	-	2 122 000 000
		Etat	Budget national		1 155 000 000	855 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
1664	Projet Entretien du chenal navigable du fleuve Niger	Etat	Budget national	2002-2022	3 904 000 000	3 554 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	200 000 000	200 000 000
2499	Projet d'étude de faisabilité du laboratoire de biocarburants	Etat	Budget National	2010-2020	1 229 000 000	1 139 000 000	90 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
2789	Projet de Développement des Energies Nouvelles et Renouvelables	Etat	Budget National	2015-2022	1 368 000 000	668 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	-	-	500 000 000	500 000 000
2795	Electrification villageoise/Energie Phase 3	Etat	Budget National	2015-2019	580 000 000	580 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Inde	Don		2 125 500 000	1 493 000 000	-	-	-					-	-
2838	Gestion Intégrée développement usages multiples / OMVS, phase 2	IDA/FEM	Prêt/Sub	2014-2021	28 396 000 000	6 298 000 000								-	-
		Etat	Budget national		1 637 000 000	111 800 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	-	-	-	-	300 000 000	300 000 000
2 931	Programme Commun d'appui à la GIRE	Etat	Budget National	2016-2021	1 351 000 000	771 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
		Suède/ Pays-bas	Don		7 741 000 000	7 413 000 000	2 438 000 000	0	1 900 000 000	0	2 100 000 000	0	1 800 000 000	-	5 800 000 000
2 954	Fonds d'étude des projets Eau et Energie	Etat	Budget National	2016-2023	2 525 000 000	1 075 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	400 000 000	400 000 000	500 000 000	500 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2 953	Programme de développement Energie Biocarburant	Etat	Budget National	2016-2022	1 747 000 000	997 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000
2 869	Projet Système Hybride d'Electrification Rurale	Extérieur	Prêt	2016-2023	21 338 000 000	4 273 000 000	13 000 000 000	0	7 210 000 000	0	900 000 000	0	0	-	8 110 000 000
		Etat	Budget National		3 646 000 000	1 966 000 000	560 000 000	560 000 000	560 000 000	560 000 000	560 000 000	0	0	1 120 000 000	1 120 000 000
2 996	Projet d'alimentation en eau potable et mesures d'accompagnement dans les centres semi-urbains et ruraux	Etat	Budget National	2016-2023	553 000 000	282 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	400 000 000	400 000 000	500 000 000	500 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000
		KFW	Sub		39 357 000 000	6 754 000 000	10 863 000 000	0	5 395 000 000	0	19 359 000 000	0	0	-	24 754 000 000
2 998	Projet d'hydraulique et d'assainissement en milieu rural BID/UEMOA	Etat	Budget National	2017-2021	529 000 000	257 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
		BID/UEMOA	Prêt/Sub		6 285 000 000	1 568 000 000	1 162 300 000		0		0			-	-
2 999	Projet construction liaison double terne Sikasso-Bougouni-Bamako (225kv)	Etat	Budget National	2016-2020	120 000 000	120 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
		Extérieur	Prêt		80 700 000 000	6 666 000 000	500 018 500	0	13 125 000 000	0	18 133 699 500	0	2 920 201 000	-	34 178 900 500
3 109	Programme d'Urgences Sociales Accès à l'Energie/Construction Centrale Solaire	Etat	Budget National	2018-2023	24 932 000 000	4 632 000 000	2 250 000 000	25 000 000 000	2 300 000 000	0	7 750 000 000	0	8 000 000 000	25 000 000 000	18 050 000 000
3 048	L'Electrification Rurale par Système Hybrides de 32 Localités	BADEA/ Fonds Abou Dabu	Prêt/Sub	2017-2021	10 320 000 000	900 000 000	3 500 000 000	0	6 129 620 000	0	0	0	0	-	6 129 620 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
		Etat	Budget National		1 380 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
3 116	Production Hybride et Accès rural à l'Electricité	AFD	Prêt/Sub	2018-2021	25 433 000 000	1 000 000 000	6 500 000 000	0	15 870 000 000	0	0	0	0	-	15 870 000 000
3 082	Programme Saoudien de forages Puits et Développement Rural en Afrique	FSD	Sub	2018-2023	4 096 000 000	0	2 160 000 000	0	1 500 000 000	0	1 500 000 000	0	1 086 000 000	-	4 086 000 000
		Etat	Budget National		371 000 000	51 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	240 000 000	240 000 000
3 132	Projet appui connaissances et suivi ressources en eau	KFW	Sub	2020-2024	6 494 000 000	0	3 367 000 000	0	1 847 000 000	0	3 000 000 000	0	570 000 000	-	5 417 000 000
		Etat	Budget National		400 000 000	0	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
3 162	Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales Eau potable et l'Assainissement au Mali 3ème phase	UE/FED	SUB	2020-2025	7 543 000 000	0	0	0	2 200 000 000	0	3 330 000 000	0	1 308 000 000	-	6 838 000 000
		Etat	Budget National		200 000 000	0	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	150 000 000	150 000 000
3 117	Projet Energie Solaire pour le Développement rural au Mali	BID	Prêt	2016-2021	9 444 000 000	342 000 000	4 000 000 000	0	3 957 000 000	0	0	0	0	-	3 957 000 000
2377	Appui CPS/ SME	Etat	Budget National	2009-2023	1 220 000 000	995 000 000	0	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	225 000 000	225 000 000
2496	Equipement du PDRM	Etat	Budget National	2010-2021	2 809 000 000	2 509 000 000	0	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
2228	Promotion de nouvelles zones pétrolières Ségou, Mopti, Koulikoro	Etat	Budget National	2007-2023	3 231 000 000	1 731 000 000	0	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3188	Projet de gouvernance du secteur des mines	IDA	Prêt	2020-2025	23 000 000 000		1 000 000 000	0	3 696 000 000	0	4 435 200 000	0	6 652 800 000	0	14 784 000 000
2840	Cartographie Géologique du Birimien au 1/50 000	Etat	Budget National	2015-2022	2 582 000 000	682 000 000	0	1 900 000 000	1 000 000 000	0	900 000 000	0	0	1 900 000 000	1 900 000 000
Sous total Projets en cours					729 871 988 905	255 883 800 000	114 793 891 405	41 115 000 000	132 016 536 000	11 415 000 000	116 122 899 500	11 255 000 000	71 392 001 000	63 785 000 000	319 531 436 500
3 181	Projet d'amélioration du secteur de l'électricité au Mali (PASEM)	IDA	Banque Mondiale	2019-2023	75 000 000 000	0	2 000 000 000	0	9 969 128 000	0	0	0	0	-	9 969 128 000
3 304	Projet d'interconnexion électrique Guinée-Mali (PIEGM)	Multibailleurs	Prêt/Sub		28 785 489 062			0	10 714 000 000	0	13 652 764 531	0	4 418 724 531	-	28 785 489 062
3 305	Projet régional d'accès à l'électricité (PRAE)	BM	Sub		23 448 933 334			0	3 036 000 000	0	10 206 466 667	0	10 206 466 667	-	23 448 933 334

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
3 306	Projet central hydraulique de Djenné				13 213 840 000			0	3 972 400 000	0	7 690 480 000	0	1 550 960 000	-	13 213 840 000
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	Etat	Budget National	2021-2023	3 000 000 000			3 000 000 000	900 000 000	0	1 000 000 000	0	1 100 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
3182	PIDAC	FAD/UE / Fonds Vert Climat		2019-2025	11 961 000 000	0	0	0	2 677 000 000	0	2 421 000 000	0	986 000 000	-	6 084 000 000
		Etat	Budget National		1 836 000 000	0	0	100 000 000	100 000 000	200 000 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	600 000 000	600 000 000
Sous total nouveau projet					157 245 262 396	0	2 000 000 000	3 100 000 000	31 368 528 000	200 000 000	35 170 711 198	300 000 000	18 562 151 198	3 600 000 000	85 101 390 396
TOTAL GENERAL					887 117 251 301	255 883 800 000	116 793 891 405	44 215 000 000	163 385 064 000	11 615 000 000	151 293 610 698	11 555 000 000	89 954 152 198	67 385 000 000	404 632 826 896

Sous-total projets en cours	729 871 988 905	255 883 800 000	114 793 891 405	41 115 000 000	132 016 536 000	11 415 000 000	116 122 899 500	11 255 000 000	71 392 001 000	63 785 000 000	319 531 436 500
Sous-total nouveau projet	157 245 262 396	0	2 000 000 000	3 100 000 000	31 368 528 000	200 000 000	35 170 711 198	300 000 000	18 562 151 198	3 600 000 000	85 101 390 396
Total	887 117 251 301	255 883 800 000	116 793 891 405	44 215 000 000	163 385 064 000	11 615 000 000	151 293 610 698	11 555 000 000	89 954 152 198	67 385 000 000	404 632 826 896

Sous-total projets sur financement Etat	115 073 000 000	52 010 800 000	15 970 000 000	44 215 000 000	23 315 000 000	11 615 000 000	26 565 000 000	11 555 000 000	22 455 000 000	67 385 000 000	72 335 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur	682 255 988 905	203 873 000 000	100 823 891 405	0	140 070 064 000	0	124 728 610 698	0	67 499 152 198	0	332 297 826 896
Total GENERAL	797 328 988 905	255 883 800 000	116 793 891 405	44 215 000 000	163 385 064 000	11 615 000 000	151 293 610 698	11 555 000 000	89 954 152 198	67 385 000 000	404 632 826 896

MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2377	APPUI CPS/ SME	Etat	Budget National	2009-2020	1 070 000 000	995 000 000	75 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	Etat	Budget National	2010-2020	2 909 000 000	2 509 000 000	400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES SEGOU, MOPTI, KOULIKORO	Etat	Budget National	2007-2020	2 231 000 000	1 731 000 000	500 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	IDA	Prêt	2020-2025	23 000 000 000		1 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2840	CARTOGRAPHIE GEOLOGIQUE DU BIRIMIEN AU 1/50 000	Etat	Budget National	2015-2020	2 082 000 000	682 000 000	1 400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total Projets en cours					31 292 000 000	5 917 000 000	3 375 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total nouveaux Projets					23 000 000 000	0	1 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					54 292 000 000	5 917 000 000	4 375 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets en cours					31 292 000 000	5 917 000 000	3 375 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total nouveau projet					23 000 000 000	0	1 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					54 292 000 000	5 917 000 000	4 375 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets sur financement Etat					31 292 000 000	5 917 000 000	2 375 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets sur financement extérieur					23 000 000 000	0	1 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total GENERAL					54 292 000 000	5 917 000 000	3 375 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du Projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements anterieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2399	CONSTRUCTION BUREAUX ANNEXES DFM/MET	Etat	Budget national	2009-2019	3 051 000 000	3 051 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2567	PROJET EQUIPEMENT INSPECTION MINISTERE EQUIPEMENT TRANSPORTS	Etat	Budget national	2011-2020	1 579 000 000	1 229 000 000	350 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2376	APPUI A LA CPS	Etat	Budget national	2008-2023	1 477 000 000	1 102 000 000	75 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
2449	REHABILITATION EXTENSION /EQUIPEMENTS INFET	Etat	Budget national	2009-2020	1 975 000 000	1 825 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
1900	REPARAT°/ACQUISITION BACS DNR	Etat	Budget national	2006-2023	4 217 000 000	3 467 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
1554	PROGRAMME ROUTIER D'URGENCE	Etat	Budget national	2005-2023	9 306 000 000	5 806 000 000	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
2561	BITUMAGE ROUTE GOMA COURA-TOMBOUCTOU	Etat	Budget national	2011-2023	5 814 000 000	5 814 000 000		0	0	0	0	0	0	0	0
		Extérieur	UE		85 268 000 000	73 181 000 000	0	0	8 500 000 000	0	5 000 000 000	0	4 849 000 000	0	18 349 000 000
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRONTIERE MAURITANIE	Etat	Budget national	2014-2023	967 000 000	106 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		BID	Pret		72 546 000 000	7 541 000 000	17 885 056 802	0	4 500 000 000	0	15 000 000 000	0	11 200 000 000	0	30 700 000 000
2751	BITUMAGE ROUTE MAHINA-BAFOULABE	Etat	Budget national	2014-2019	1 908 000 000	1 908 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2568	ETUDES AMENAGEMENT DE LA ROUTE SIKASSO-ZEGOUA	Extérieur	BOAD	2012-2021	0	0	0	0	0		0			0	0
		Etat	Budget national				0	0	0	0	0	0	0	0	0
2821	PROGRAMME D'AMENAGEMENT DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES STRUCTURANTES (PAIRS)	Extérieur	BOAD	2015-2019	20 000 000 000	18 975 000 000								0	0
		Etat	Budget national		112 767 000 000	107 757 000 000								0	0
2036	ENTRETIEN PISTES CMDT/OHVN	Etat	Budget national	2006-2023	13 533 000 000	10 083 000 000	950 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
2482	REPARATION/ACQUISITION D'ENGINS LOURDS	Etat	Budget national	2010-2023	2 718 000 000	1 568 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	Etat	Budget national	2006-2023	42 396 000 000	40 946 000 000	250 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2802	AMENAGEMENT 2X2 VOIES SECTION ROUTE SEGOU - SAN 7 KM	Etat	Budget national	2014-2018	193 000 000	193 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Extérieur	BOAD/Prêt		12 666 000 000	7 184 000 000	3 482 000 000	0	2 000 000 000	0	0	0	0	0	2 000 000 000
2948	CONSTRUCTION ET BITUMAGE MACINA/DIAFARABE/TENENKOU (95KM) LOT 1 ET LOT 2	Etat	Budget national	2016-2023	13 366 685 275	5 908 000 000	200 000 000	0	500 000 000	0	2 000 000 000	0	3 633 685 275	0	6 133 685 275
3056	CONTRAT PLAN ETAT-IGM	Etat	Budget national	2013-2023	2 422 000 000	1 622 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000

N°	Nom du projet	Source	Mode de	Durée	Cout global de	Montant cumulé	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
2980	CONSTRUCTION/BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU - KOLONDIEBA -FR RCI	Etat	Budget national	2016-2021	10 611 000 000	2 483 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		BAD/UE	Prêt/Subvention		59 380 000 000	23 995 000 000	10 428 000 000	0	29 769 806 000	0	0	0	0	0	29 769 806 000
3020	AMENAG 2X2 VOIES RELIANT 3EME PONT RN6 (3,26KM) Y COMPRIS ECHANGEUR ET REHAB SECT TOUR AFRIQUE	Etat	Budget national	2017-2022	33 831 158 152	17 579 000 000	8 500 000 000	0	15 000 000 000	0	0	0	0	0	15 000 000 000
2252	ACQUISITION EQUIPEMENTS TECHNIQUES POUR CNREX-BTP	Etat	Budget national	2015-2023	1 609 000 000	809 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2945	CONSTRUCTION DU 2EME PONT DE KAYES (600ML)	Etat	Budget national	2016-2020	57 468 000 000	32 491 000 000	9 000 000 000	0	2 500 000 000	0	0	0	0	0	2 500 000 000
3012	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES-SADIOLA (LOT 1)	Etat	Budget national	2017-2021	44 192 465 076	34 165 000 000	10 000 000 000	0	6 900 000 000	0	0	0	0	0	6 900 000 000
	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-KENIEBA (LOT 2)	Etat	Budget national	2020-2021	50 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3013	CONSTRUCTION SECTION KANGABA/DIALAFOUNDO/FRTIERE GUINEE	Etat	Budget national	2017-2020	19 787 855 807	11 435 000 000	3 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3014	CONSTRUCTION VOIES CEINTURE OUEST KKORO (13,8KM)	Etat	Budget national	2017-2022	19 663 869 707	9 515 000 000	1 500 000 000	0	4 000 000 000	0	6 349 000 000	0	0	0	10 349 000 000
3015	AMENAGEMENT KOULOUBLENI (COMMUNRE RURALE KALABAN CORO)	Etat	Budget national	2017-2019	6 493 000 000	6 493 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3016	CONST ROUTE BANCONI-DIALAKORODJI-SAFO-DABANANI-NOUMSOMBOUGOU	Etat	Budget national	2017-2022	28 187 059 552	12 923 000 000	2 700 000 000	0	3 400 000 000	0	3 012 342 805	0	0	0	6 412 342 805
3018	CONST BRETELLE KATELE-KADIOLO-ZEGOUA (KM) ET AMENA 10 KM VOIRIE LOCALITE DE KADIOLO	Etat	Budget national	2017-2022	24 119 204 971	9 456 000 000	8 000 000 000	0	7 350 000 000	0	0	0	0	0	7 350 000 000
3078	REBAILITATION ROUTE BAMAKO-KATI-KOLOKANI-DIEDIENI-DIEMA-SANDARE-KAYES-KIDIRA (710 KM)REBAILITATION ROUTE BAMAKO-KATI-KOLOKANI-DIEDIENI-DIEMA-SANDARE-KAYES-KIDIRA (710 KM)	Etat	Budget national	2019-2023	77 476 708 005	21 323 000 000	15 000 000 000	0	15 000 000 000	0	15 000 000 000	0	11 140 500 000	0	41 140 500 000
3190	CONSTRUCTION BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES-AOUROU-FR MAURITANIE	BID	Prêt	2020-2022	76 500 000 000	0	7 300 000 000	0	2 070 000 000	0	30 176 000 000	0	0	0	32 246 000 000
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE I	UE/BAD	Sub/Prêt	2020-2023	77 075 000 000	0	14 080 000 000	0	2 372 000 000	0	15 558 000 000	0	15 558 000 000	0	33 488 000 000
2812	CONSTRUCTION 4EME PONT DE BAMAKO	Etat	Budget national	2020-2023	170 000 000 000	0	3 000 000 000	120 000 000 000	3 000 000 000	0	24 600 000 000	0	41 000 000 000	120 000 000 000	68 600 000 000
3201	REHABILITATION ROUTE SEVARE GAO (PHASE I)	Etat	Budget national	2020-2023	53 000 000 000	0	1 000 000 000	53 000 000 000	7 000 000 000	0	20 250 000 000	0	24 750 000 000	53 000 000 000	52 000 000 000
3154	AMENAGEMENT EQUIPEMENT AGEROUTE	Etat	Budget national	2020-2021	600 000 000	0	400 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000

N°	Nom du projet	Source	Mode de	Durée	Cout global de	Montant cumulé	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
3017	CONSTRUCTION SECTION YANFOLILA-KALANA-FTIERE GUINEEE (52KM)	Etat	Budget national	2017-2020	22 694 000 000	15 770 000 000	8 500 000 000		0	0	0	0	0	0	0
3099	AMENAGEMENT TRAVERSEE DE LA VILLE DE SIKASSO	Etat	Budget national	2018-2020	1 151 000 000	317 000 000	300 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
		BOAD	Prêt/Subvention		20 000 000 000	12 017 000 000	12 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3019	BITUMAGE ROUTE BARAOUELI-TAMANI (30,6KM)	Etat	Budget national	2017-2020	7 898 313 467	7 512 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS MALIENS EN COTE D'IVOIRE	Etat	Budget national	2013-2023	4 961 000 000	2 311 000 000	0	0	700 000 000	0	1 000 000 000	0	950 000 000	0	2 650 000 000
2565	CONSTRUCTION ENTREPOTS MALIENS AU BENIN	Etat	Budget national	2020-2023	1 071 000 000	0	0	350 000 000	350 000 000	371 000 000	371 000 000	350 000 000	350 000 000	1 071 000 000	1 071 000 000
2746	CONSTRUCTION ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)	Etat	Budget national	2014-2019	990 000 000	990 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
991	CONTRAT PLAN ETAT-COMANAV	Etat	Budget national	2015-2019	1 249 000 000	1 249 000 000								0	0
3155	CONTRAT PLAN ETAT-COMANAV	Etat	Budget national	2020-2023	900 000 000		0	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIE PROVOQUEE	Etat	Budget national	2006-2023	30 476 000 000	24 476 000 000	0	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000
3011	REHABILITATION RESEAU OBSERVATION METEO/APPUI AU MONDE RURAL	Etat	Budget national	2017-2023	817 000 000	167 000 000	0	250 000 000	250 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	650 000 000	650 000 000
Sous total Projets en cours					1 269 907 320 012	517 549 000 000	139 550 056 802	179 500 000 000	121 061 806 000	6 021 000 000	143 966 342 805	6 000 000 000	119 081 185 275	191 521 000 000	384 109 334 080
3176	CONSTRUCTION D'UN ECHANGEUR, D'UN VIADUC ET AMENAGEMENT DE 10 KM DES VOIRIES DANS LA VILLE DE SIKASSO	Etat	Budget national	2019-2022	6 640 000 000	0	1 000 000 000	0	1 500 000 000	0	3 690 521 205	0	0	0	5 190 521 205
		BOAD	Prêt		22 139 000 000	12 670 000 000	8 000 000 000	0	1 919 000 000	0	0	0	0	0	1 919 000 000
3230	AMENAGEMENT SECTION SEVARE - MOPTI DE LA RN6, AMENAGEMENT DE 10 KM DE VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	BOAD	Prêt	2020-2023	44 104 798 013			0	4 182 000 000	0	25 138 176 000	0	0	0	29 320 176 000
		Etat	Budget national		1 148 000 000			500 000 000	500 000 000	648 000 000	648 000 000	0	0	1 148 000 000	1 148 000 000
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE				70 000 000 000			70 000 000 000	5 000 000 000	0	20 000 000 000	0	25 000 000 000	70 000 000 000	50 000 000 000
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNTTMF	Etat	Budget national	2021-2023	2 500 000 000			2 500 000 000	500 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	Etat	Budget national	2021-2021	100 000 000	0	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous total Nouveaux projets					146 631 798 013	12 670 000 000	9 000 000 000	73 100 000 000	13 701 000 000	648 000 000	50 476 697 205	0	26 000 000 000	73 748 000 000	90 177 697 205

N°	Nom du projet	Source	Mode de	Durée	Cout global de	Montant cumulé	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
TOTAL GENERAL					1 416 539 118 025	530 219 000 000	148 550 056 802	252 600 000 000	134 762 806 000	6 669 000 000	194 443 040 010	6 000 000 000	145 081 185 275	265 269 000 000	474 287 031 285
Sous-total projets en cours					1 269 907 320 012	517 549 000 000	139 550 056 802	179 500 000 000	121 061 806 000	6 021 000 000	143 966 342 805	6 000 000 000	119 081 185 275	191 521 000 000	384 109 334 080
Sous-total nouveau projet					146 631 798 013	12 670 000 000	9 000 000 000	73 100 000 000	13 701 000 000	648 000 000	50 476 697 205	0	26 000 000 000	73 748 000 000	90 177 697 205
Total					1 416 539 118 025	530 219 000 000	148 550 056 802	252 600 000 000	134 762 806 000	6 669 000 000	194 443 040 010	6 000 000 000	145 081 185 275	265 269 000 000	474 287 031 285
Sous-total projets sur financement Etat					1 251 535 320 012	393 631 000 000	75 375 000 000	252 600 000 000	79 450 000 000	6 669 000 000	103 570 864 010	6 000 000 000	113 474 185 275	265 269 000 000	296 495 049 285
Sous-total projets sur financement extérieur					316 103 798 013	136 588 000 000	73 175 056 802	0	55 312 806 000	0	90 872 176 000	0	31 607 000 000	0	177 791 982 000
Total GENERAL					1 567 639 118 025	530 219 000 000	148 550 056 802	252 600 000 000	134 762 806 000	6 669 000 000	194 443 040 010	6 000 000 000	145 081 185 275	265 269 000 000	474 287 031 285

MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2310	Construction Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire	Etat	Budget national	2013-2020	3 011 000 000	2 311 000 000	700 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2565	Construction Entrepôts Maliens au Benin	Etat	Budget national	2020-2020	300 000 000	0	300 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2746	Construction Entrepôts Maliens au Togo (EMATO)	Etat	Budget national	2014-2019	990 000 000	990 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
991	Contrat plan Etat-COMANAV	Etat	Budget national	2015-2019	1 249 000 000	1 249 000 000								0	0
3155	Contrat plan Etat-COMANAV	Etat	Budget national	2020-2020	300 000 000		300 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2290	Programme national de pluie provoquée	Etat	Budget national	2006-2020	25 876 000 000	24 476 000 000	1 400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3011	Réhabilitation réseau Observation Météo/Appui au monde rural	Etat	Budget national	2017-2020	417 000 000	167 000 000	250 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total Projets en cours					32 143 000 000	29 193 000 000	2 950 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNTTMF	Etat	Budget national	2021-2023	2 500 000 000			0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total nouveau Projets					2 500 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					32 143 000 000	29 193 000 000	2 950 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

Sous-total projets en cours					32 143 000 000	29 193 000 000	2 950 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total nouveau projet					2 500 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					34 643 000 000	29 193 000 000	2 950 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

Sous-total projets sur financement Etat					34 643 000 000	29 193 000 000	2 950 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total GENERAL					34 643 000 000	29 193 000 000	2 950 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2740	Contrat plan Etat/ANCD	Etat	Budget national	2016-2023	1 951 000 000	1 101 000 000	250 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2573	Construction /Equipement bureaux régionaux AMAP	Etat	Budget national	2011-2022	4 338 000 000	3 288 000 000	300 000 000	750 000 000	300 000 000	0	300 000 000	0	150 000 000	750 000 000	750 000 000
2926	Contrat Etat ONP	Etat	Budget national	2015-2023	2 975 000 000	1 775 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3156	Renforcement des Infrastructures de l'ORTM/Numérisation des Archives de l'ORTM	Etat	Budget national	2020-2023	3 170 000 000	0	500 000 000	2 670 000 000	700 000 000	0	970 000 000	0	1 000 000 000	2 670 000 000	2 670 000 000
2 867	Construction Tour ORTM	Etat	Budget national	2016-2019	646 000 000	646 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2866	Connexion des communes et écoles du Mali à Internet	Etat	Budget national	2016-2022	946 000 000	546 000 000	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
Sous total projets en cours					14 026 000 000	7 356 000 000	1 350 000 000	4 120 000 000	1 700 000 000	700 000 000	1 970 000 000	500 000 000	1 650 000 000	5 320 000 000	5 320 000 000
3243	RENFORCEMENT CAPACITES COMMUNICATION & ECONOMIE NUMERIQUE	Etat	Budget national	2021-2021	150 000 000			150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Sous total Nouveau projets					150 000 000	0	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
TOTAL GENERAL					14 176 000 000	7 356 000 000	1 350 000 000	4 270 000 000	1 850 000 000	700 000 000	1 970 000 000	500 000 000	1 650 000 000	5 470 000 000	5 470 000 000

Sous-total projets en cours	14 026 000 000	7 356 000 000	1 350 000 000	4 120 000 000	1 700 000 000	700 000 000	1 970 000 000	500 000 000	1 650 000 000	5 320 000 000	5 320 000 000
Sous-total nouveau projet	150 000 000	0	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Total	14 176 000 000	7 356 000 000	1 350 000 000	4 270 000 000	1 850 000 000	700 000 000	1 970 000 000	500 000 000	1 650 000 000	5 470 000 000	5 470 000 000

Sous-total projets sur financement Etat	13 080 000 000	6 810 000 000	1 350 000 000	4 270 000 000	1 850 000 000	700 000 000	1 970 000 000	500 000 000	1 650 000 000	5 470 000 000	5 470 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	13 080 000 000	6 810 000 000	1 350 000 000	4 270 000 000	1 850 000 000	700 000 000	1 970 000 000	500 000 000	1 650 000 000	5 470 000 000	5 470 000 000

MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2866	Connexion des communes et écoles du Mali à Internet	Etat	Budget national	2016-2020	746 000 000	546 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total projets en cours					746 000 000	546 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					746 000 000	546 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

Sous-total projets en cours					746 000 000	546 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					746 000 000	546 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

Sous-total projets sur financement Etat					746 000 000	546 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					746 000 000	546 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

MINISTERE DE L'INDUSTRIE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2241	Appui au Cadre Intégré du Commerce	Etat	Budget national	2005 - 2023	17 070 000 000	12 870 000 000	1 200 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
		Fds Multilatéral/ PNUD	Subvention		6 605 000 000	5 426 000 000	800 000 000	0	379 000 000	0	0	0	0	0	379 000 000
3 025	Construction/équipement DGCC/DRCC/APEX (R+5)	Etat	Budget national	2016-2022	5 550 000 000	1 906 000 000	1 700 000 000	0	500 000 000	0	1 244 000 000	0	0	0	1 744 000 000
2 619	Appui CERFITEX	Etat	Budget national	2005-2020	4 232 000 000	2 632 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2108	Programme de restructuration et de mise à niveau des entreprises industrielles	Etat	Budget national	2006-2023	1 811 000 000	1 231 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	430 000 000	430 000 000
2779	Agence Malienne de Normalisation-Promotion et Qualité (AMANORM)	Etat	Budget national	2014-2019	312 000 000	312 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2 845	Réhabilitation CEMAPI	Etat	Budget national	2016-2022	876 000 000	436 000 000	190 000 000	150 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	250 000 000	250 000 000
2381	Appui CPS/ICAEPIP	Etat	Budget national	2008-2023	1 592 000 000	1 032 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	420 000 000	420 000 000
2639	Projet Opération et Stratégie de Dvpt du Secteur Agro-Alimentaire	Etat	Budget national	2012-2022	725 000 000	425 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	200 000 000	200 000 000
3 161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	Etat	Budget national	2020-2023	600 000 000	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	400 000 000	400 000 000
2 957	Projet d'appui formalisation des acteurs du commerce du détail	Etat	Budget national	2016-2022	1 792 000 000	892 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000
3 160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONALISATION DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI (PRODEVIM)	Etat	Budget national	2019-2021	550 000 000	0	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2683	Projet d'appui à l'API-Mali	Etat	Budget national	750 000 000	2020-2023	0	0	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2603	Appui à la mise en place des reformes Etat/Secteur Privé	Etat	Budget national	2011 - 2022	1 933 000 000	1 683 000 000	0	150 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	250 000 000	250 000 000
2755	Loi d'orientation du secteur privé	Etat	Budget national	2014 - 2022	684 000 000	434 000 000	0	150 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	250 000 000	250 000 000
Sous-total projets en cours					44 332 000 000	29 279 000 000	5 280 000 000	3 090 000 000	3 969 000 000	2 730 000 000	3 974 000 000	2 030 000 000	2 030 000 000	7 850 000 000	9 973 000 000
3 294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	Etat	Budget national	2021-2023	1 700 000 000			1 700 000 000	400 000 000	0	700 000 000	0	600 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	Etat	Budget national	2021-2023	450 000 000			150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
Sous-total nouveau projet					2 150 000 000	0	0	1 850 000 000	550 000 000	150 000 000	850 000 000	150 000 000	750 000 000	2 150 000 000	2 150 000 000
Total GENERAL					46 482 000 000	29 279 000 000	5 280 000 000	4 940 000 000	4 519 000 000	2 880 000 000	4 824 000 000	2 180 000 000	2 780 000 000	10 000 000 000	12 123 000 000

Sous-total projets en cours	44 332 000 000	29 279 000 000	5 280 000 000	3 090 000 000	3 969 000 000	2 730 000 000	3 974 000 000	2 030 000 000	2 030 000 000	7 850 000 000	9 973 000 000
Sous-total nouveau projet	2 150 000 000	0	0	1 850 000 000	550 000 000	150 000 000	850 000 000	150 000 000	750 000 000	2 150 000 000	2 150 000 000
Total	46 482 000 000	29 279 000 000	5 280 000 000	4 940 000 000	4 519 000 000	2 880 000 000	4 824 000 000	2 180 000 000	2 780 000 000	10 000 000 000	12 123 000 000
Sous-total projets sur financement Etat	39 877 000 000	23 853 000 000	4 480 000 000	4 940 000 000	4 140 000 000	2 880 000 000	4 824 000 000	2 180 000 000	2 780 000 000	10 000 000 000	11 744 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur	6 605 000 000	5 426 000 000	800 000 000	0	379 000 000	0	0	0	0	0	379 000 000
TOTAL GENERAL	46 482 000 000	29 279 000 000	5 280 000 000	4 940 000 000	4 519 000 000	2 880 000 000	4 824 000 000	2 180 000 000	2 780 000 000	10 000 000 000	12 123 000 000

MINISTERE DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE, DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2603	Appui à la mise en place des reformes Etat/Secteur Privé	Etat	Budget national	2011 - 2020	1 883 000 000	1 683 000 000	200 000 000	0	0	0	0			0	0
2755	Loi d'orientation du secteur privé	Etat	Budget national	2014 - 2020	634 000 000	434 000 000	200 000 000	0	0	0	0			0	0
Sous total Projets en cours					2 517 000 000	2 117 000 000	400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	Etat	Budget national	2021-2023	0			0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					2 517 000 000	2 117 000 000	400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

Sous-total projets en cours					2 517 000 000	2 117 000 000	400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					2 517 000 000	2 117 000 000	400 000 000	0	0	0	0			0	0

Sous-total projets sur financement Etat					2 517 000 000	2 117 000 000	400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0			0	0
Total					2 517 000 000	2 117 000 000	400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2212	Réhabilitation/Extension Hôpital Point "G"	Etat	Budget National	4 250 000 000	2006-2023	3 040 000 000	300 000 000	310 000 000	310 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	910 000 000	910 000 000
2379	Appui à la Cellule de Planification et de Statistique (CPS)	Etat	Budget National	648 000 000	2017-2023	213 000 000	75 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	360 000 000	360 000 000
2215	Réhabilitation/Extension Hôpital Kati	Etat	Budget National	3 940 000 000	2005-2023	2 590 000 000	150 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2214	Réhabilitation/Extension l'Hôpital Gabriel Touré	Etat	Budget National	4 276 000 000	2004-2023	3 176 000 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2061	Réhabilitation/Extension IOTA	Etat	Budget National	2 993 000 000	2007-2023	2 243 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3006	Laboratoire National de la Santé	Etat	Budget National	1 471 000 000	2017-2023	521 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
2582	Aménag/Equip Centre de Recherche et de Lutte contre la Drepanocytose	Etat	Budget National	1 734 000 000	2011-2022	834 000 000	500 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
2638	Construction Centre Telesanté et Informatique Médicale	Etat	Budget National	3 633 000 000	2016-2022	1 419 000 000	800 000 000	0	670 000 000	0	744 000 000	0	0	0	1 414 000 000
2759	Extension/Equipement Hôpital du Mali	Etat	Budget National	11 050 000 000	2014-2023	4 550 000 000	2 500 000 000	0	2 000 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	4 000 000 000
2978	Projet d'Amélioration Plateau technique Hôpitaux Markala/Koutiala/Koulikoro	Etat	Budet National	31 303 000 000	2017-2023	12 503 000 000	4 800 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	14 000 000 000	14 000 000 000
3191	RENOVATION/EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KAYES	Etat	Budget National	800 000 000	2020-2023	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3192	RENOVATION/EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	Etat	Budget National	800 000 000	2020-2023	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3193	RENOVATION/EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE SIKASSO	Etat	Budget National	800 000 000	2020-2023	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3194	RENOVATION/EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE SEGOU	Etat	Budget National	800 000 000	2020-2023	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3195	RENOVATION/EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE MOPTI	Etat	Budget National	800 000 000	2020-2023	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3197	RENOVATION/EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE GAO	Etat	Budget National	800 000 000	2020-2023	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2216	Réhabilitation/Extension l'INRSP	Etat	Budget National	1 999 000 000	2007-2020	1 849 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
3007	Construction/Equipement des hôpitaux	Etat	Budet National	50 039 000 000	2017-2023	5 539 000 000	11 000 000 000	10 500 000 000	10 500 000 000	11 000 000 000	11 000 000 000	12 000 000 000	12 000 000 000	33 500 000 000	33 500 000 000
2429	Appui Programme ODHD	Etat	Budget National	4 631 000 000	2009-2023	3 431 000 000	0	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2 934	Appui au Comité Suivi PURD	Etat	Budget National	775 000 000	2016-2019	775 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 103	Construction de 6 Centres de Paiement Pension du district de Bamako (CMSS)	Etat	Budget National	126 000 000	2018-2020	126 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 104	Projet de mise en place de la Base de Données Informations Sociales	Etat	Budget National	89 000 000	2018-2019	89 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 039	Projet Appui Réinsertion socio économique des populations du Nord Mali	BAD	Subvention	8 000 000 000	2017-2021	205 000 000	2 975 000 000		0		0			0	0
		Etat	Budget National	591 000 000		205 000 000	0	60 000 000	60 000 000	0	0	0	0	60 000 000	60 000 000
Total projets en cours				122 136 000 000	0	43 308 000 000	25 000 000 000	18 440 000 000	21 110 000 000	18 870 000 000	20 614 000 000	20 170 000 000	21 170 000 000	57 480 000 000	62 894 000 000
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	Etat	Budget National	2 000 000 000	2021-2023			2 000 000 000	610 000 000	0	1 000 000 000	0	390 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	Etat	Budget National	3 000 000 000	2021-2023			3 000 000 000	1 000 000 000	0	1 200 000 000	0	800 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
3292	AMENAGEMENT CNAOM	Etat	Budget National	270 000 000	2021-2021			270 000 000	270 000 000					270 000 000	270 000 000
3232	Programme National de Réduction de la Pauvreté dans les 200 communes les plus pauvres du Mali	Etat	Budget National	600 000 000	2021-2023			200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3159	REHABILITATION/EXTENSION INSP	Etat	Budget National	750 000 000	2021-2023			250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
Sous-total nouveau projet				199 806 000 000	0	0	0	5 720 000 000	2 330 000 000	450 000 000	2 650 000 000	450 000 000	1 640 000 000	6 620 000 000	6 620 000 000
Total				321 942 000 000	0	43 308 000 000	25 000 000 000	24 160 000 000	23 440 000 000	19 320 000 000	23 264 000 000	20 620 000 000	22 810 000 000	64 100 000 000	69 514 000 000

Sous-total projets en cours					0	43 308 000 000	25 000 000 000	18 440 000 000	21 110 000 000	18 870 000 000	20 614 000 000	20 170 000 000	21 170 000 000	57 480 000 000	62 894 000 000
Sous-total nouveau projet					0	0	0	5 720 000 000	2 330 000 000	450 000 000	2 650 000 000	450 000 000	1 640 000 000	6 620 000 000	6 620 000 000
Total					0	43 308 000 000	25 000 000 000	24 160 000 000	23 440 000 000	19 320 000 000	23 264 000 000	20 620 000 000	22 810 000 000	64 100 000 000	69 514 000 000

Sous-total projets sur financement Etat				132 956 000 000		38 477 000 000	22 025 000 000	24 160 000 000	23 440 000 000	19 320 000 000	23 264 000 000	20 620 000 000	22 810 000 000	64 100 000 000	69 514 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL				132 956 000 000	0	38 477 000 000	22 025 000 000	24 160 000 000	23 440 000 000	19 320 000 000	23 264 000 000	20 620 000 000	22 810 000 000	64 100 000 000	69 514 000 000

MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2429	APPUI PROGRAMME ODHD	Etat	Budget National	3 831 000 000	2009-2020	3 431 000 000	400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2 934	APPUI AU COMITE SUIVI PURD	Etat	Budget National	775 000 000	2016-2019	775 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 103	CONSTRUCTION DE 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DU DISTRICT DE BAMAKO (CMSS)	Etat	Budget National	376 000 000	2018-2020	126 000 000	250 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3 104	PROJET DE MISE EN PLACE DE LA BASE DE DONNEES INFORMATIONS SOCIALES	Etat	Budget National	89 000 000	2018-2019	89 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	BAD	Subvention	8 000 000 000	2017-2021	205 000 000	2 975 000 000		0		0			0	0
		Etat	Budget National	591 000 000		205 000 000	100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total Projets en cours				13 662 000 000	0	4 831 000 000	3 725 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3232	PROGRAMME NATIONAL DE REDUCTION DE LA PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	Etat	Budget National	0	2021-2023			0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total Nouveau Projet				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL				13 662 000 000		4 831 000 000	3 725 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
															0
Sous-total projets en cours				13 662 000 000	0	4 831 000 000	3 725 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total nouveau projet				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				13 662 000 000	0	4 831 000 000	3 725 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets sur financement Etat				5 662 000 000		4 626 000 000	750 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets sur financement extérieur				8 000 000 000		205 000 000	2 975 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				13 662 000 000		4 831 000 000	3 725 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Duree du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2768	Projet de Renforcement des Capacités Domaines Affaires Foncières	Etat	Budget National	1 127 000 000	2015-2021	627 000 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
2909	Programme Réfection Bâtiments Publics	Etat	Budget National	2 410 000 000	2017-2023	610 000 000		600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000
2828	Construction/Equipement DGABE	Etat	Budget national	3 972 000 000	2016-2023	1 472 000 000	0	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	500 000 000	500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
1 995	Construction Directions Nationale et Régionales des Domaines et du Cadastre	Etat	Budget National	9 157 000 000	2017-2023	4 957 000 000	1 500 000 000	0	1 300 000 000	0	700 000 000	0	700 000 000	0	2 700 000 000
3081	Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali	IDA/Coop Suisse	Prêt (IDA)/sub Suisse)	41 437 000 000	2012-2019	33 122 000 000		0	0					0	0
		Etat	Budget National	323 000 000		293 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3153	Construction /équipement bureaux des domaines et cadastre de Kati	Etat	Budget National	1 300 000 000	2020-2023	0	300 000 000	1 000 000 000	400 000 000	0	300 000 000	0	300 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
2907	Projet de mise en place d'un système d'information foncier sécurisé	Etat	Budget National	13 468 000 000	2016-2023	4 668 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000	6 600 000 000	6 600 000 000
1582	Elaboration des Schémas Directeurs d'Urbanisme (SDU)	Etat	Budget National	5 499 000 000	1999-2023	4 599 000 000	0	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2882	Programme de Construction de 50 000 Logements Sociaux	Etat	Budget National	30 522 000 000	2015-2023	15 522 000 000	0	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	15 000 000 000	15 000 000 000
Sous total projets en cours				73 194 000 000		65 870 000 000	4 200 000 000	10 400 000 000	11 100 000 000	9 100 000 000	10 100 000 000	8 600 000 000	9 600 000 000	28 100 000 000	30 800 000 000
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS	Etat	Budget National	600 000 000	2021-2023	0	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	Etat	Budget National	300 000 000	2021-2022	0	0	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	300 000 000	300 000 000
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	Etat	Budget National	2 000 000 000	2021-2023	0	0	2 000 000 000	500 000 000	0	700 000 000	0	800 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Duree du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Sous total nouveau projet				2 900 000 000		0	0	2 400 000 000	900 000 000	300 000 000	1 000 000 000	200 000 000	1 000 000 000	2 900 000 000	2 900 000 000
TOTAL GENERAL				76 094 000 000		65 870 000 000	4 200 000 000	12 800 000 000	12 000 000 000	9 400 000 000	11 100 000 000	8 800 000 000	10 600 000 000	31 000 000 000	33 700 000 000
Sous total projets en cours				73 194 000 000		65 870 000 000	4 200 000 000	10 400 000 000	11 100 000 000	9 100 000 000	10 100 000 000	8 600 000 000	9 600 000 000	28 100 000 000	30 800 000 000
Sous-total nouveau projet				2 900 000 000		0	0	2 400 000 000	900 000 000	300 000 000	1 000 000 000	200 000 000	1 000 000 000	2 900 000 000	2 900 000 000
Total				76 094 000 000		65 870 000 000	4 200 000 000	12 800 000 000	12 000 000 000	9 400 000 000	11 100 000 000	8 800 000 000	10 600 000 000	31 000 000 000	33 700 000 000
Sous-total projets sur financement Etat				70 678 000 000		32 748 000 000	4 200 000 000	12 800 000 000	12 000 000 000	9 400 000 000	11 100 000 000	8 800 000 000	10 600 000 000	31 000 000 000	33 700 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				41 437 000 000		33 122 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL				112 115 000 000		65 870 000 000	4 200 000 000	12 800 000 000	12 000 000 000	9 400 000 000	11 100 000 000	8 800 000 000	10 600 000 000	31 000 000 000	33 700 000 000

MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2 392	Construction Equipement DNUH	Etat	Budget National	3 150 000 000	2011-2019	3 150 000 000	0	0	0					0	0
1 995	Construction Directions Nationale et Régionales des Domaines et du Cadastre	Etat	Budget National				0							0	0
1582	Elaboration des Schémas Directeurs d'Urbanisme (SDU)	Etat	Budget National	4 899 000 000	1999-2020	4 599 000 000	300 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2 882	Programme de Construction de 50 000 Logements Sociaux	Etat	Budget National	20 522 000 000	2015-2020	15 522 000 000	5 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2907	Projet de mise en place d'un système d'information foncier sécurisé	Etat	Budget National		2016-2020		0	0	0					0	0
Sous total projets en cours				28 571 000 000	0	23 271 000 000	5 300 000 000	0	0		0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL				28 571 000 000	0	23 271 000 000	5 300 000 000	0	0		0	0	0	0	0
Sous total projets en cours				28 571 000 000		23 271 000 000	5 300 000 000	0	0					0	0
Sous-total nouveau projet				0		0	0	0	0					0	0
Total				28 571 000 000	0	23 271 000 000	5 300 000 000	0	0		0	0	0	0	0
Sous-total projets sur financement Etat				28 571 000 000		23 271 000 000	5 300 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets sur financement extérieur				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL				28 571 000 000		23 271 000 000	5 300 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Duree du projet	Montant cumulé des paiements anterieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1317	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	Etat	Budget national	7 745 000 000	1997-2019	7 745 000 000									
3175	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DIRECTIONS DOUANES	Etat	Budget national	1 200 000 000	2020-2023	0	250 000 000	250 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	400 000 000	400 000 000	950 000 000	950 000 000
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION DES SOLDES	Etat	Budget national	1 030 000 000	2017-2021	650 000 000	190 000 000	190 000 000	190 000 000	0	0	0	0	190 000 000	190 000 000
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENTS PUBLICS	Etat	Budget National	1 180 000 000	2017-2020	610 000 000	570 000 000							0	0
3052	CONSTRUCTION CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT	Etat	Budget national	1 937 000 000	2017-2023	817 000 000	200 000 000	920 000 000	300 000 000	0	320 000 000	0	300 000 000	920 000 000	920 000 000
2101	AMENAGEMENT/ EQUIPEMENT DRCF / DELEGATIONS	Etat	Budget national	3 384 000 000	2008-2023	2 184 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	400 000 000	400 000 000	950 000 000	950 000 000
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	Etat	Budget national	1 544 000 000	2006-2023	794 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
1536	APPUI A LA MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES	Etat	Budget national	5 554 000 000	2003-2020	4 804 000 000	750 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2673	APPUI MISE EN ŒUVRE CSCRP	Etat	Budget national	2 601 500 000	2012-2023	1 614 000 000	237 500 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
2544	APPUI MISE EN ŒUVRE PLAN HARMONISATION DE L'AIDE	Etat	Budget national	1 318 000 000	2009-2023	728 000 000	140 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2719	PROJETS FILETS SOCIAUX JIGISEME JIRI/IDA	Etat	Budget national	14 810 000 000	2013-2023	3 801 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	5 400 000 000	5 400 000 000
		Extérieur (IDA)	Don	97 896 000 000		36 410 000 000	9 000 000 000	0	15 680 000 000	0	36 806 000 000	0	0	0	52 486 000 000
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DE LA DG DETTE PUBLIQUE	Etat	Budget national	1 450 000 000	2013-2023	660 000 000	190 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2592	CONSTRUCTION HOTEL DES FINANCES A L'ACI	Etat	Budget national	13 905 000 000	2012-2023	905 000 000	3 000 000 000	10 000 000 000	3 000 000 000	0	3 000 000 000	0	4 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000
2656	CONSTITUTION STOCK DE SECURITE ONAP	Etat	Budget national	2 943 000 000	2013-2023	1 643 000 000	300 000 000	1 000 000 000	600 000 000	0	400 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION RELANCE ECONOMIQUE	Etat	Budget national	833 000 000	2014-2021	533 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Duree du projet	Montant cumulé des paiements anterieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
		Extérieur (IDA)	Don	66 230 000 000		54 230 000 000	12 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2830	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DIRECTION GENERALE DES DOUANES	Etat	Budget national	7 896 000 000	2015-2023	3 496 000 000	1 900 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	500 000 000	500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
2828	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DGABE	Etat	Budget national	2 172 000 000	2016-2020	1 472 000 000	700 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2721	REHABILITATION EXTENSION DGMP	Etat	Budget national	2 880 000 000	2015-2023	1 545 000 000	285 000 000	300 000 000	300 000 000	350 000 000	350 000 000	400 000 000	400 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
2883	PROGRAMME DE PERFECTIONEMENT DES AGENTS DU MEF	Etat	Budget national	1 624 000 000	2015-2023	684 000 000	190 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
2881	ACQUISITION/CONSTRUCTION TERRAIN DRB/DRCF BAMAKO	Etat	Budget national	1 065 000 000	2015-2021	465 000 000	400 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
1949	CONSTRUCTION/ENTRETIEN IMMEUBLE HOTEL DU MEF ACI 2000	Etat	Budget national	8 162 000 000	2003-2023	7 312 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	650 000 000	650 000 000
1933	RENFORCEMENT CAPACITES DE MODELISATION			2 321 000 000	2003-2019	2 321 000 000								0	0
3165	RENFORCEMENT CAPACITES DE MODELISATION	Etat	Budget national	600 000 000	2020-2023	0	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2659	PROGAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DU DEVELOPPEMENT	Etat	Budget national	1 773 000 000	2012-2023	1 013 000 000	190 000 000	190 000 000	190 000 000	190 000 000	190 000 000	190 000 000	190 000 000	570 000 000	570 000 000
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	Etat	Budget national	781 000 000	2015-2023	381 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
2531	APPUI FINANCEMENT PME/PMI	Etat	Budget national	628 500 000	2009-2023	431 000 000	47 500 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	150 000 000	150 000 000
2731	FONDS D'ETUDE ET DE PREPARATION DES PROJETS	Etat	Budget national	16 340 000 000	2014-2023	1 740 000 000	3 000 000 000	3 100 000 000	3 100 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000	11 600 000 000	11 600 000 000
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI/EVAL INVESTISSEMENTS	Etat	Budget national	3 114 000 000	2016-2023	1 164 000 000	475 000 000	525 000 000	525 000 000	475 000 000	475 000 000	475 000 000	475 000 000	1 475 000 000	1 475 000 000
2904	CONSTRUCT ET EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES DRPSIAP	Etat	Budget national	2 261 000 000	2016-2023	786 000 000	475 000 000	400 000 000	400 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMNT ECONOMIQUE	Etat	Budget National	737 000 000	2016-2023	347 000 000	90 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS CAISFF	Etat	Budget national	3 844 000 000	2016-2023	1 869 000 000	475 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Duree du projet	Montant cumulé des paiements anterieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2911	APPUI CELLULE DE DVPT SECTEUR FINANCIER	Etat	Budget national	773 000 000	2016-2023	273 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	350 000 000	350 000 000
2941	APPUI CELLULE SUIVI PROJETS	Etat	Budget national	671 000 000	2016-2023	291 000 000	95 000 000	95 000 000	95 000 000	95 000 000	95 000 000	95 000 000	95 000 000	285 000 000	285 000 000
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM	Etat	Budget national	576 000 000	2016-2021	336 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	0	0	0	0	120 000 000	120 000 000
2967	REHABILITATION EXTENSION EQUIP/TRESORERIE ET PERCEPTION	Etat	Budget national	3 275 000 000	2016-2023	1 375 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	500 000 000	500 000 000	600 000 000	600 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES MEF (SCHEMA DIRECTEUR INFORMATIQUE)	Etat	Budget national	6 305 000 000	2016-2023	2 455 000 000	950 000 000	900 000 000	900 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	2 900 000 000	2 900 000 000
2970	MIGRATION DE PRED 5 DGB-DNPD	Etat	Budget national	1 652 000 000	2016-2023	402 000 000	300 000 000	350 000 000	350 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	950 000 000	950 000 000
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	Etat	Budget national	701 000 000	2017-2023	141 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	420 000 000	420 000 000
3106	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE PGT/RGD	Etat	Budget national	3 798 457 828	2018-2022	636 000 000	2 000 000 000	0	950 000 000	0	0	0	0	0	950 000 000
3120	PROJET D'APPUI COMPETITIVITE DE L'ECONOMIE MALIENNE	Etat	Budget national	746 000 000	2018-2023	114 000 000	95 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
		BAD	SUB	8 000 000 000		9 633 000 000	3 639 256 000	0	2 540 000 000	0	863 204 250	0	0	0	3 403 204 250
3131	REHABILITATION EX-HOTEL DES FINANCES			923 000 000	2019-2023	123 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2064	APPUI A LA GESTION DE LA POLITIQUE NATIONALE POPULATION	Etat	Budget national	2 865 000 000	2004-2023	1 965 000 000	0	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2460	APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DU SHEMA DIRECTEUR DE LA STATISTIQUE	Etat	Budget national	4 113 000 000	2012-2023	2 688 000 000	0	475 000 000	475 000 000	475 000 000	475 000 000	475 000 000	475 000 000	1 425 000 000	1 425 000 000
2477	APPUI MISE EN ŒUVRE INSTAT	Etat	Budget national	4 521 000 000	2010-2023	3 321 000 000	0	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
708	PROGRAMME FORMAT PERFECTIONNEMENT AGENT MEF/MPAT	Etat	Budget national	1 743 000 000	2001-2019	1 743 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2 938	PROGRAMME AUTONOMISATION FEMMES DIVIDENDES DEMOGRAPHIQUES	Extérieur	Prêt/IDA	23 200 000 000	2015-2023	15 604 000 000	0	0	0		0	0	0	0	0
		Etat	Budget national	535 000 000		85 000 000	0	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2863	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	Etat	Budget national	6 351 000 000	2015-2021	4 651 000 000	0	0	1 700 000 000	0	0	0	0	0	1 700 000 000
3 047	CONSTRUCTION/EQUIP CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE EN STATISTIQUES (CFP/STAT)	Etat	Budget national	3 000 000 000	2017-2021	975 000 000	0	0	645 000 000	0	0	0	0	0	645 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Duree du projet	Montant cumulé des paiements anterieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	Etat	Budget national	395 000 000	2015-2021	320 000 000	0	75 000 000	75 000 000	0	0	0	0	75 000 000	75 000 000
3178	APPUI MISE EN ŒUVRE CERCAP	Etat	Budget national	75 000 000	2020-2021	0	0	75 000 000	75 000 000	0	0	0	0	75 000 000	75 000 000
3177	PROGRAMME FORMAT PERFECTIONNEMENT AGENT MPAT	Etat	Budget national	0	2020-2023	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	Etat	Budget national	683 000 000	2015-2021	683 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3108	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT TRANSIT ADM ET BCS	Etat	Budget national	1 244 000 000	2018-2022	44 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	800 000 000	800 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS				357 904 457 828	0	191 012 000 000	46 344 256 000	26 855 000 000	40 350 000 000	15 075 000 000	56 464 204 250	15 025 000 000	19 325 000 000	56 955 000 000	116 139 204 250
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	Etat	Budget national	800 000 000	2021-2023			200 000 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	800 000 000	800 000 000
3246	Appui à l'ONDD	Etat	Budget national	750 000 000	2021-2023	0		250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNPD	Etat	Budget national	5 000 000 000	2021-2023	0	0	5 000 000 000	1 000 000 000	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
3163	Appui à la mobilisation des recettes intérieures	Etat	Budget national	450 000 000	2021-2023	0	0	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	Etat	Budget national	350 000 000	2021-2021	0	0	350 000 000	350 000 000	0	0	0	0	350 000 000	350 000 000
3252	CONSTRUCTION EQUIPEPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	Etat	Budget national	5 000 000 000	2021-2023	0	0	600 000 000	600 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 400 000 000	2 400 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
Sous total Nouveau Projet				12 350 000 000		0	0	6 550 000 000	2 550 000 000	2 700 000 000	4 700 000 000	3 100 000 000	5 100 000 000	12 350 000 000	12 350 000 000
TOTAL GENERAL				370 254 457 828		191 012 000 000	46 344 256 000	33 405 000 000	42 900 000 000	17 775 000 000	61 164 204 250	18 125 000 000	24 425 000 000	69 305 000 000	128 489 204 250
Sous-total projets en cours				357 904 457 828		191 012 000 000	46 344 256 000	26 855 000 000	40 350 000 000	15 075 000 000	56 464 204 250	15 025 000 000	19 325 000 000	56 955 000 000	116 139 204 250
Sous-total nouveau projet				12 350 000 000		0	0	6 550 000 000	2 550 000 000	2 700 000 000	4 700 000 000	3 100 000 000	5 100 000 000	12 350 000 000	12 350 000 000
Total				370 254 457 828		191 012 000 000	46 344 256 000	33 405 000 000	42 900 000 000	17 775 000 000	61 164 204 250	18 125 000 000	24 425 000 000	69 305 000 000	128 489 204 250

Sous-total projets sur financement Etat				149 897 457 828		58 704 000 000	21 705 000 000	33 405 000 000	24 680 000 000	17 775 000 000	23 495 000 000	18 125 000 000	24 425 000 000	69 305 000 000	72 600 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				172 126 000 000		100 273 000 000	24 639 256 000	0	18 220 000 000	0	37 669 204 250	0	0	0	55 889 204 250
Total				322 023 457 828		158 977 000 000	46 344 256 000	33 405 000 000	42 900 000 000	17 775 000 000	61 164 204 250	18 125 000 000	24 425 000 000	69 305 000 000	128 489 204 250

MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de finance ment	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL DU CDI	Etat	Budget National	1 391 000 000	2017-2023	356 000 000	285 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
Sous total Projets en cours				1 391 000 000		356 000 000	285 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
														0	0
Sous total nouveaux projets				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL GENERAL			1 391 000 000		356 000 000	285 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000

Sous-total projets en cours	1 391 000 000		356 000 000	285 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
Sous-total nouveau projet	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1 391 000 000		356 000 000	285 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000

Sous-total projets sur financement Etat	1 391 000 000		356 000 000	285 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total GENERAL	1 391 000 000		356 000 000	285 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000

MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
						CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3189	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE AU MALI (HYDROMET)	IDA/Fonds Vert Climat	Subvention	15 500 000 000	2019-2023	2 570 000 000	0	900 000 000	0	6 813 000 000	0	0	0	7 713 000 000
Sous total Projet en cours				15 500 000 000	0	2 570 000 000	0	900 000 000	0	6 813 000 000	0	0	0	7 713 000 000
TOTAL GENERAL				15 500 000 000	0	2 570 000 000	0	900 000 000	0	6 813 000 000	0	0	0	7 713 000 000
Sous-total nouveau projet				15 500 000 000	0	2 570 000 000	0	900 000 000	0	6 813 000 000	0	0	0	7 713 000 000
Total				15 500 000 000	0	2 570 000 000	0	900 000 000	0	6 813 000 000	0	0	0	7 713 000 000
Sous-total projets sur financement Etat				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets sur financement extérieur				15 500 000 000	2019-2023	2 570 000 000	0	900 000 000	0	6 813 000 000	0	0	0	7 713 000 000
Total GENERAL				15 500 000 000		2 570 000 000	0	900 000 000	0	6 813 000 000	0	0	0	7 713 000 000

COUR SUPREME

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2020-2022)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2894	Construction/Equipement Section des Comptes/CC	Etat	Budget National	484 000 000	2016-2021	234 000 000	0	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
Sous total Projet ancien				484 000 000		234 000 000	0	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
TOTAL GENERAL				484 000 000	0	234 000 000	0	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000

Sous-total projets en cours				484 000 000		234 000 000	0	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
Sous-total nouveau projet				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				484 000 000		234 000 000	0	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
Sous-total projets sur financement Etat				484 000 000		234 000 000	0	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total GENERAL				484 000 000		234 000 000	0	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Duree du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2423	Construction/Equipement du Siège de l'ANGESEM	Etat	Budget national	4 125 000 000	2009-2019	4 125 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2192	Projet Réhabilitation Centre Formation Tabacoro	Etat	Budget national	1 658 000 000	2006-2020	1 468 000 000	190 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2348	Appui à la CPS	Etat	Budget national	1 531 000 000	2008-2023	1 051 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	360 000 000	360 000 000
2425	Renforcement Capacité MEA	Etat	Budget national	2 078 000 000	2009-2021	1 778 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
1801	Curage collecteurs District Bko	Etat	Budget national	5 093 000 000	2002-2023	3 893 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2054	Projet de Construction Décharge Compactée Noumoubougou	Etat	Budget national	22 512 000 000	2006-2022	9 762 000 000	750 000 000	12 000 000 000	1 500 000 000	0	4 500 000 000	0	6 000 000 000	12 000 000 000	12 000 000 000
2420	Etude Diagnostique des Stations d'Epuration et Ouvrages Connexes	Etat	Budget national	7 336 000 000	2009-2023	4 186 000 000	750 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	2 400 000 000	2 400 000 000
2490	Projet d'Assainissement de la Zone Industrielle de Sotuba	Etat	Budget national	2 397 000 000	2010-2021	1 747 000 000	250 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	0	0	400 000 000	400 000 000
2689	Alliance Globale sur le Changement Climatique (AGCC)	UE	Sub	5 298 000 000	2010-2023	3 031 000 000	1 233 000 000	0	915 000 000	0	59 000 000	0	60 000 000	-	1 034 000 000
		Etat	Budget national	393 000 000		375 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	360 000 000	360 000 000
2771	Projet Adaptation changement climaque Local/FENU	FENU	Sub	250 000 000	2014-2021	238 000 000		0	135 000 000	0	0	0	0	-	135 000 000
		Etat	Budget national	433 000 000		283 000 000	60 000 000	90 000 000	90 000 000	0	0	0	0	90 000 000	90 000 000
2772	Projet de gestion des ressources naturelles et changement climatique PGRNCC	IDA	Sub	10 200 000 000	2014-2021	6 134 000 000								-	-
		Etat	Budget national	695 000 000		587 000 000	100 000 000	50 000 000	50 000 000	0	0	0	0	50 000 000	50 000 000
2737	Programme d'Urgence Assainissement	Etat	Budget national	2 704 000 000	2014-2023	1 504 000 000	200 000 000	400 000 000	400 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
2261	Programme Régional Aménagement Massif Fouta Djallon	Etat	Budget national	717 000 000	2009-2021	617 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	0	0	0	0	50 000 000	50 000 000
719	Projet Elaboration et mise en Œuvre des Plans d'Aménagement et de gestion des Massifs Forestiers	Etat	Budget national	829 000 000	2002-2019	829 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-

N° RNP	Nom du projet	Source de	Mode de financement	Cout global de l'investissement	Duree du	Montant cumulé des paiements	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
1526	Projet Protection et/Aménagement Forêts et Parcs Nationaux	Etat	Budget national	1 493 000 000	2004-2019	1 493 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
1884	Projet Conservation et Valorisation de la Biodiversité du Gourma et des Eléphants	Etat	Budget national	1 844 000 000	2005-2020	1 744 000 000	100 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2047	Projet Composante Mali du Programme de lutte contre l'ensablement dans le bassin du fleuve Niger	Etat	Budget national	827 000 000	2005-2019	827 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2049	Projet d'Appui au Reboisement	Etat	Budget national	893 000 000	2005-2019	893 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2160	Projet Multinational de Gestion Intégrée des Plantes Aquatiques Proliférantes en Afrique de l'Ouest	Etat	Budget national	702 000 000	2005-2019	702 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2509	Appui au Système d'Information Forestier (SIFOR)	Etat	Budget national	1 521 000 000	2010-2021	1 031 000 000	300 000 000	190 000 000	190 000 000	0	0	0	0	190 000 000	190 000 000
2535	Programme de Développement Durable Delta Intérieur Du Niger (PDD-DIN)	Suède	Sub	6 412 000 000	2018-2022	2 025 000 000	3 000 000 000	0	600 000 000	0	0	0	0	-	600 000 000
		Etat	Budget national	1 013 000 000		113 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000
2690	Projet Extension et Renforcement du Système des Aires Protégées au Mali (ERSAP)	Etat	Budget national	327 000 000	2011-2019	327 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2048	Protection et Aménagement des Berges du fleuve Niger	Etat	Budget national	4 057 000 000	2006-2022	2 857 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	800 000 000	800 000 000
2854	Programme de réhabilitation Stations d'épuration/Mali	Etat	Budget national	489 000 000	2015-2018	489 000 000	0	0	0					-	-
2284	Dragage/Protection des berges de Diafarabé (PPTE)	Etat	Budget national	17 730 000 000	2007-2022	15 830 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0	1 250 000 000	1 250 000 000
2506	Initiative pauvreté Environnement Phase I	Etat	Budget national	821 000 000	2015-2019	659 000 000	0		0		0		0	-	-
		PNUD/PNUE	Subvention	621 000 000		621 000 000	0		0					-	-
		PNUD/PNUE	Subvention	1 700 000 000		1 537 000 000	0							-	-
2853	Grande Murialle verte	Etat	Budget national	1 298 000 000	2016-2023	348 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	750 000 000	750 000 000
2920	Construction Siège AEDD	Etat	Budget national	1 825 000 000	2016-2021	1 025 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	-	-	-	-	400 000 000	400 000 000
2921	Projet de réhabilitation Economique et Environnementale Fleuve Niger	BM	Prêt	13 923 000 000	2016-2023	2 445 000 000	3 036 000 000	0	4 342 000 000	0	3 000 000 000	0	1 100 000 000	-	8 442 000 000
		Etat	Budget national	980 000 000		380 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de	Mode de financement	Cout global de l'investissement	Duree du	Montant cumulé des paiements	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
2922	Faucardage currage Fleuve Niger	Etat	Budget national		2016-2018	1 006 000 000	0	0	0					-	-
2924	Programme de Gestion et de Décentralisation des Forêts (GEDEFOR 2)	Suède	Sub	4 566 000 000	2015-2019	3 800 000 000		0	0					-	-
		Etat	Budget national	800 000 000		659 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
3100	Projet d'Appui à la Cordination des initiatives liées aux changements climatiques/AEDD	Etat	Budget national	985 000 000	2018-2023	105 000 000	200 000 000	280 000 000	280 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	680 000 000	680 000 000
3150	Construction/Equipement DNACPN	Etat	Budget national	2 200 000 000	2020-2022	0	300 000 000	1 900 000 000	900 000 000	0	700 000 000	0	300 000 000	1 900 000 000	1 900 000 000
3151	ELABORATION PLAN AMENAGEMENT MASSIFS FORESTIERS	Etat	Budget national	450 000 000	2020-2022	0	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	300 000 000	300 000 000
3152	PROGRAMME DE REBOISSEMENT INTENSIF POUR LA RECONSTRUCTION DES ECOSYSTEMES FORESTIERS AU MALI	Etat	Budget national	890 000 000	2020-2023	0	140 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
3149	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ABFN	Etat	Budget national	1 500 000 000	2020-2022	0	250 000 000	1 500 000 000	400 000 000	0	850 000 000	0	0	1 500 000 000	1 250 000 000
3182	Programme Intégré de Développement et d'adaptation aux changements climatiques dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN)	FAD/GCF/UE	Subvention	13 222 000 000	2020-2025	0	3 500 000 000		0		0			-	-
3148	3ème phase GEDEFOR "Promotion des chaînes de valeurs agricoles (GEDEFOR III/PCVA	ASDI	Subvention	10 460 000 000	2020-2023		3 000 000 000	0	1 466 509 000	0	0	0	0	-	1 466 509 000
				1 523 000 000		0	260 000 000	260 000 000	260 000 000	260 000 000	260 000 000	260 000 000	260 000 000	780 000 000	780 000 000
3101	Projet d'Assainissement ville de Bamako	Etat	Budget national	43 000 000	2017-2019	43 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2923	Projet Elimination Prévention Pesticides Obsolètes	Etat	Budget national	773 000 000	2016-2020	573 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
Sous-total projets en cours				164 137 000 000	0	83 140 000 000	20 809 000 000	21 110 000 000	15 968 509 000	4 200 000 000	13 309 000 000	2 800 000 000	10 260 000 000	28 110 000 000	39 537 509 000
3119	Aménagement Parc Tienfala	Etat	Budget national	1 759 000 000	2018-2023	59 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES			600 000 000	2021-2023	0	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de	Mode de financement	Cout global de l'investissement	Duree du	Montant cumulé des paiements	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
3125	PROJET DE GESTION DES RISQUES CLIMATIQUES ET D'INONDATIONS EN VUE DE PRÉSERVER DES VIES ET DES BIENS (PGRCI)	FEM	Subvention		2021-2021	0	0	0	600 000 000	0	0	0	0	-	600 000 000
3227	PROJET GESTION COMMUNAUTAIRE RESSOURCES NARURELLES RESTAURATION ECOSYSTÈME AIRE REPARTITION ELEPHANT				2021-2023	0	0	0	1 125 737 000	0	691 134 000	0	608 634 000	-	2 425 505 000
		Etat	Budget national			0	0	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
3226	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNEF	Etat	Budget national	500 000 000	2021-2021	0	0	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000
Sous-total : projets nouveaux				179 795 000 000	0	59 000 000	450 000 000	1 250 000 000	2 975 737 000	700 000 000	1 391 134 000	700 000 000	1 308 634 000	2 650 000 000	5 675 505 000
Total GENERAL				343 932 000 000		83 199 000 000	21 259 000 000	22 360 000 000	18 944 246 000	4 900 000 000	14 700 134 000	3 500 000 000	11 568 634 000	30 760 000 000	45 213 014 000

Sous-total projets en cours				164 137 000 000		83 140 000 000	20 809 000 000	21 110 000 000	15 968 509 000	4 200 000 000	13 309 000 000	2 800 000 000	10 260 000 000	28 110 000 000	39 537 509 000
Sous-total nouveau projet				179 795 000 000		59 000 000	450 000 000	1 250 000 000	2 975 737 000	700 000 000	1 391 134 000	700 000 000	1 308 634 000	2 650 000 000	5 675 505 000
Total				343 932 000 000		83 199 000 000	21 259 000 000	22 360 000 000	18 944 246 000	4 900 000 000	14 700 134 000	3 500 000 000	11 568 634 000	30 760 000 000	45 213 014 000

Sous-total projets sur financement Etat				99 744 000 000		63 368 000 000	7 490 000 000	22 360 000 000	9 760 000 000	4 900 000 000	10 950 000 000	3 500 000 000	9 800 000 000	30 760 000 000	30 510 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				66 652 000 000		19 831 000 000	13 769 000 000	0	9 184 246 000	0	3 750 134 000	0	1 768 634 000	0	14 703 014 000
Total GENERAL				166 396 000 000		83 199 000 000	21 259 000 000	22 360 000 000	18 944 246 000	4 900 000 000	14 700 134 000	3 500 000 000	11 568 634 000	30 760 000 000	45 213 014 000

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2744	PROGRAMME D'ACQUISISTION ET DE CONSTRUCTION DE LOGEMENT, DE RESIDENCE ET CHANCELLERIES POUR DIPLOMATES	Etat	Budget National	14 058 000 000	2014-2023	3 758 000 000	2 000 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	8 300 000 000	8 300 000 000
2326	APPUI A LA CPS	Etat	Budget National	1 368 000 000	2008-2023	798 000 000	120 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
3157	ACQUISITION DE CHANCELLERIE DU MALI AU CAIRE	Etat	Budget National	3 000 000 000	2020-2023		600 000 000	400 000 000	400 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	2 400 000 000	2 400 000 000
3030	PROJET CONSTRUCTION/EQUIP DFM/DRH/CPS SECTEUR COOPERATION	Etat	Budget National	2 307 000 000	2017-2021	1 527 000 000	500 000 000	280 000 000	280 000 000	0	0	0	0	280 000 000	280 000 000
Sous total Projets en cours				20 733 000 000		6 083 000 000	3 220 000 000	3 130 000 000	3 130 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	11 430 000 000	11 430 000 000
Sous total Projets nouveaux				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL				20 733 000 000	0	6 083 000 000	3 220 000 000	3 130 000 000	3 130 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	11 430 000 000	11 430 000 000

Sous-total projets en cours				20 733 000 000	0	6 083 000 000	3 220 000 000	3 130 000 000	3 130 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	11 430 000 000	11 430 000 000
Sous-total nouveau projet				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				20 733 000 000	0	6 083 000 000	3 220 000 000	3 130 000 000	3 130 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	11 430 000 000	11 430 000 000

Sous-total projets sur financement Etat				17 733 000 000	0	6 083 000 000	3 220 000 000	3 130 000 000	3 130 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	11 430 000 000	11 430 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL				17 733 000 000		6 083 000 000	3 220 000 000	3 130 000 000	3 130 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	11 430 000 000	11 430 000 000

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des décaissements antérieures (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2378	APPUI CELLULE DE PLANIFICATION ET STATISTIQUE	ETAT	Budget National	2009-2023	1 037 000 000	737 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	225 000 000	225 000 000
2688	APPUI PROGRAMME VIGOUREUX ALPHABETISATION	ETAT	Budget National	2013-2019	570 000 000	570 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2650	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	ETAT	Budget National	2012-2023	2 280 000 000	1 080 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2309	AMENAGEMENT EQUIPEMENT LABOS DES GRANDES ECOLES	ETAT	Budget National	2008-2019	1 646 000 000	1 646 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2395	CONSTRUCTION DE LYCEES SECONDAIRES	ETAT	Budget National	2009-2023	16 946 000 000	10 246 000 000	2 000 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	4 700 000 000	4 700 000 000
1808	AMNAGEMENT/EQUIP LABO UNIVERSITE DE BAMAKO	ETAT	Budget National	1998-2019	5 692 000 000	5 692 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2860	PROJET DE CONST/EQUIP CAMPUS UNIVERSIT KABALA PHASE I BLOCS PEDAGOGIQUES	ETAT	Budget National	2015-2019	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-
2858	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE LA BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE CENTRALE (BUC)	ETAT	Budget National	2015-2018	782 000 000	782 000 000	-	-	-					-	-
2972	PROJET APPUI ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Extérieur	IDA	2016-2018	16 500 000 000	6 448 000 000		-	-					-	-
2859	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT FAC PHARMACIE	ETAT	Budget National	2015-2019	-		0	0	0	0	0			-	-
2444	CONSTRUCT/EQUIPEMENT POLE UNIVERSITAIRE DE SEGOU	ETAT	Budget National	2009-2019	-		0	0	0	0	0			-	-
2770	CONSTRUCTION DE LA CLOTURE DU SIEGE DU CENOU	ETAT	Budget National	2014-2019	-		0	0	0					-	-
3036	CONSTRUCTION EQUIPEMET SALLE DE CLASSE A L'ULSHB	ETAT	Budget National	2017-2019	-		0	0	0					-	-
2769	PROJET EQUIPEMENT ENETP	ETAT	Budget National	2017-2019	-		-	-	-					-	-
2218	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT AMPHI 800 PLACES INFSS	ETAT	Budget National	2009-2018	1 307 000 000	1 307 000 000	-	-	-					-	-
2373	EXTENSION INFRASTRUCTURES ENI	ETAT	Budget National	2009-2019	-		0	0	0					-	-

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des décaissements antérieures (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2871	REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	ETAT	Budget National	2015-2021	410 000 000	310 000 000	-	100 000 000	100 000 000	-	-	-	-	100 000 000	100 000 000
2861	PROGRAMME MULTI-ACTEURS APPUI PETITE ENFANCE	ETAT	Budget National	2015-2021	1 061 000 000	761 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	-	-	-	-	150 000 000	150 000 000
2 935	PROJET APPUI ENFANTS EN BESOINS EDUCATIFS SPECIAUX	Etat	Budget National	2016-2021	729 000 000	429 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
2 973	PROJET APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	Etat	Budget National	2016-2021	495 000 000	238 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
		BID/FS	Prêt		12 500 000 000	375 000 000	0	0	0					-	-
Sous total Projets en cours					61 955 000 000	30 621 000 000	2 875 000 000	2 125 000 000	2 125 000 000	1 875 000 000	1 875 000 000	2 375 000 000	2 375 000 000	6 375 000 000	6 375 000 000
3 080	Projet construction ENSUP	ETAT	Budget National	2019-2019			0	0	0	0	0	0	0	-	-
3 233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	ETAT	Budget National	2021-2023	2 200 000 000	0	0	2 200 000 000	500 000 000	0	900 000 000	0	800 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000
Sous total nouveaux projets					3 000 000 000	0	0	2 200 000 000	500 000 000	0	900 000 000	0	800 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000
TOTAL GENERAL					64 955 000 000	30 621 000 000	2 875 000 000	4 325 000 000	2 625 000 000	1 875 000 000	2 775 000 000	2 375 000 000	3 175 000 000	8 575 000 000	8 575 000 000

Sous-total projets en cours	61 955 000 000	30 621 000 000	2 875 000 000	2 125 000 000	2 125 000 000	1 875 000 000	1 875 000 000	2 375 000 000	2 375 000 000	6 375 000 000	6 375 000 000
Sous-total nouveau projet	3 000 000 000	0	0	2 200 000 000	500 000 000	0	900 000 000	0	800 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000
Total	64 955 000 000	30 621 000 000	2 875 000 000	4 325 000 000	2 625 000 000	1 875 000 000	2 775 000 000	2 375 000 000	3 175 000 000	8 575 000 000	8 575 000 000

Sous-total projets sur financement Etat	35 955 000 000	23 798 000 000	2 875 000 000	4 325 000 000	2 625 000 000	1 875 000 000	2 775 000 000	2 375 000 000	3 175 000 000	8 575 000 000	8 575 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur	29 000 000 000	6 823 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total GENERAL	64 955 000 000	30 621 000 000	2 875 000 000	4 325 000 000	2 625 000 000	1 875 000 000	2 775 000 000	2 375 000 000	3 175 000 000	8 575 000 000	8 575 000 000

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des décaissements anterieures (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2613	Construction et équipement Siège ISH	Etat	Budget National	2011-2021	1 144 000 000	824 000 000	130 000 000	190 000 000	190 000 000	0	0	0	0	190 000 000	190 000 000
2860	Projet de const/équip Campus Universit Kabala Phase I blocs pédagogiques	Etat	Budget National	2015-2023	3 066 000 000	2 236 000 000	200 000 000	230 000 000	230 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	630 000 000	630 000 000
2252	Acquisition Equipements techniques pour CNREX-BTP	Etat	Budget national	2015-2019	1 060 000 000	1 060 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2216	Appui à l'INRSP	Etat	Budget National	2007-2019	1 849 000 000	1 849 000 000	0	0	0					-	-
2769	Projet Equipement ENETP	Etat	Budget National	2017-2021	346 000 000	46 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	-	-	-	-	100 000 000	100 000 000
2373	Extension infrastructures ENI	Etat	Budget National	2009-2022	3 124 000 000	2 039 000 000	250 000 000	835 000 000	400 000 000	-	435 000 000	-	-	835 000 000	835 000 000
3036	Construction Equipemet salle de classe à l'ULSHB	Etat	Budget National	2017-2023	1 240 000 000	290 000 000	200 000 000	750 000 000	250 000 000	-	300 000 000	-	200 000 000	750 000 000	750 000 000
2859	Construction et équipement Fac Pharmacie	Etat	Budget National	2015-2022	5 825 000 000	1 976 000 000	1 300 000 000	-	2 000 000 000	-	474 000 000	-	-	-	2 474 000 000
2444	Construct/équipement Pôle Universitaire de Ségou	Etat	Budget National	2009-2023	5 993 000 000	4 293 000 000	300 000 000	400 000 000	400 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000
2770	Construction de la clôture du siège du CENOU	Etat	Budget National	2014-2020	2 230 000 000	1 930 000 000	300 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
3 080	Projet construction ENSUP	Etat	Budget national	2019-2022	4 950 000 000	76 000 000	500 000 000	8 000 000 000	2 000 000 000	-	3 000 000 000	-	3 000 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000
2858	Construction et équipement de la Bibliothèque Universitaire Centrale (BUC)	ETAT	Budget National	2015-2023	5 782 000 000	782 000 000	-	5 000 000 000	2 000 000 000	-	2 000 000 000	-	1 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
2619	Appui CERFITEX	Etat	Budget National	2005-2023	2 632 000 000	2 632 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du	Cout global de l'investissement	Montant cumulé des	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
2871	Réhabilitation Academie Malienne des Langues	Etat	Budget National	2015-2020	150 000 000		150 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous total Projets en cours					40 823 000 000	21 465 000 000	3 530 000 000	15 505 000 000	7 570 000 000	700 000 000	6 909 000 000	700 000 000	4 900 000 000	16 905 000 000	19 379 000 000
3234	PROJET DE RENOVATION EXTENSION DU SIEGE DU RECTORAT DE L'USSGB	Etat	Budget National	2021-2021	250 000 000	0	0	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
3 235	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN CENTRE ADMINISTRATIF ET PÉDAGOGIQUE POUR LA FACULTÉ DES SCIENCES ADMINISTRATIVES ET POLITIQUES (FSAP)	Etat	Budget National	2021-2021	585 000 000	0	0	585 000 000	585 000 000	-	-	-	-	585 000 000	585 000 000
3291	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'INFSS DE SEGOU	ETAT	Budget National	2021-2023	800 000 000	0	0	800 000 000	200 000 000	0	400 000 000	0	200 000 000	800 000 000	800 000 000
3 236	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT AMPHIS ET SALLES DE CLASSE A USSGB	Etat	Budget National	2021-2021	415 000 000	0	0	415 000 000	415 000 000	-	-	-	-	415 000 000	415 000 000
Sous total nouveaux Projets					2 050 000 000	0	0	2 050 000 000	1 450 000 000	0	400 000 000	0	200 000 000	2 050 000 000	2 050 000 000
TOTAL GENERAL					42 873 000 000	21 465 000 000	3 530 000 000	17 555 000 000	9 020 000 000	700 000 000	7 309 000 000	700 000 000	5 100 000 000	18 955 000 000	21 429 000 000

Sous-total projets en cours					40 823 000 000	21 465 000 000	3 530 000 000	15 505 000 000	7 570 000 000	700 000 000	6 909 000 000	700 000 000	4 900 000 000	16 905 000 000	19 379 000 000
Sous-total nouveau projet					2 050 000 000	0	0	2 050 000 000	1 450 000 000	0	400 000 000	0	200 000 000	2 050 000 000	2 050 000 000
Total					42 873 000 000	21 465 000 000	3 530 000 000	17 555 000 000	9 020 000 000	700 000 000	7 309 000 000	700 000 000	5 100 000 000	18 955 000 000	21 429 000 000

Sous-total projets sur financement Etat					42 073 000 000	21 465 000 000	3 530 000 000	17 555 000 000	9 020 000 000	700 000 000	7 309 000 000	700 000 000	5 100 000 000	18 955 000 000	21 429 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total GENERAL					42 073 000 000	21 465 000 000	3 530 000 000	17 555 000 000	9 020 000 000	700 000 000	7 309 000 000	700 000 000	5 100 000 000	18 955 000 000	21 429 000 000

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2433	APPUI VALORISATION DES FILIERES PORTEUSES	ETAT	Budget National	2009-2021	2 112 000 000	1 842 000 000	150 000 000	120 000 000	120 000 000	0	0	0	0	120 000 000	120 000 000
2436	AMENAGEMENT ESPACE LOISIRS CITE DES ENFANTS	ETAT	Budget National	2009-2021	2 260 000 000	1 760 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
2524	EQUIPEMENT MAISON DES FEMMES	ETAT	Budget National	2010-2021	1 217 000 000	997 000 000	120 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	ETAT	Budget National	2008-2021	903 000 000	633 000 000	150 000 000	120 000 000	120 000 000	0	0	0	0	120 000 000	120 000 000
1507	PLATES FORMES MULTIFONCTIONNELLES LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	ETAT	Budget National	2006-2019	4 472 000 000	4 472 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2370	PROG NAT APPUI FEMMES OPERATRICES ECONOMIQUES	ETAT	Budget National	2008-2021	1 192 000 000	952 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	0	0	0	0	120 000 000	120 000 000
3002	REHABILITAT CENTRE LUTTE CONTRE EXCISION	ETAT	Budget National	2017-2020	522 000 000	372 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3003	APPUI AUTONOMISAT FEMMES FILIERES AGRO SYLVO PASTORALES ET KARITE	BAD	Prêt	2017-2023	4 400 000 000	0	200 000 000	0	1 190 061 000	0	793 374 000	0	198 343 000	0	2 181 778 000
		ETAT	Budget National		630 500 000	273 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	57 500 000	57 500 000	0	0	157 500 000	157 500 000
3004	APPUI PROMOTION FEMME RURALE	ETAT	Budget National	2017-2022	1 085 000 000	685 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
3005	REHABILITA CENTRE AUTO PROMOTION FEMMES	ETAT	Budget National	2017-2021	518 000 000	378 000 000	140 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2434	LUTTE CONTRE ABANDON ENFANT	ETAT	Budget National	2009-2021	979 000 000	779 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2733	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	ETAT	Budget National	2014-2023	2 132 000 000	1 532 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
Sous total Projets en cours					22 422 500 000	14 675 000 000	1 930 000 000	1 260 000 000	2 450 061 000	207 500 000	1 000 874 000	150 000 000	348 343 000	1 617 500 000	3 799 278 000
3237	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN IMMEUBLE POUR CERTAINS SERVICES DU MPFEF	ETAT	Budget National	2021-2023				1 275 000 000	300 000 000	0	575 000 000	0	400 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000
Sous total Projets nouveaux					0	0	0	1 275 000 000	300 000 000	0	575 000 000	0	400 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000

RNP	Nom du projet	Source de	Mode de	Durée	Cout global de	Montant	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
TOTAL GENERAL					22 422 500 000	14 675 000 000	1 930 000 000	2 535 000 000	2 750 061 000	207 500 000	1 575 874 000	150 000 000	748 343 000	2 892 500 000	5 074 278 000
Sous-total projets en cours					22 422 500 000	14 675 000 000	1 930 000 000	1 260 000 000	2 450 061 000	207 500 000	1 000 874 000	150 000 000	348 343 000	1 617 500 000	3 799 278 000
Sous-total nouveau projet					0		0	1 275 000 000	300 000 000	0	575 000 000	0	400 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000
Total					22 422 500 000		1 930 000 000	2 535 000 000	2 750 061 000	207 500 000	1 575 874 000	150 000 000	748 343 000	2 892 500 000	5 074 278 000
Sous-total projets sur financement Etat					18 022 500 000	14 675 000 000	1 730 000 000	2 535 000 000	1 560 000 000	207 500 000	782 500 000	150 000 000	550 000 000	2 892 500 000	2 892 500 000
Sous-total projets sur financement extérieur					42 102 500 000	0	200 000 000	0	1 190 061 000	0	793 374 000	0	198 343 000	0	2 181 778 000
Total					39 388 000 000	14 675 000 000	1 930 000 000	2 535 000 000	2 750 061 000	207 500 000	1 575 874 000	150 000 000	748 343 000	2 892 500 000	5 074 278 000

MINISTERE DE LA JUSTICE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2020-2022)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2762	CONSTRUCTION DE LA NOUVELLE MAISON D'ARRET DE BAMAKO	Etat	Budget National	2014-2021	8 046 915 000	5 498 000 000	2 000 000 000	0	548 915 000	0	0	0	0	0	548 915 000
3 042	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INFJ DEMBA DIALLO	Etat	Budget national	2017-2021	1 891 000 000	1 091 000 000	600 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
3 051	PROGRAMME D'URGENCE RENFORCEMENT DU SYSTEME JUDICIAIRE	Etat	Budget National	2016-2019	3 904 000 000	3 904 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2359	APPUI A LA CPS	Etat	Budget national	2008-2023	1 177 000 000	877 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	225 000 000	225 000 000
Sous total Projets anciens					15 018 915 000	11 370 000 000	2 675 000 000	275 000 000	823 915 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	425 000 000	973 915 000
Sous total Nouveaux projets					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					15 018 915 000	11 370 000 000	2 675 000 000	275 000 000	823 915 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	425 000 000	973 915 000
					0										0
SOUS-TOTAL PROJETS EN COURS					15 018 915 000	11 370 000 000	2 675 000 000	275 000 000	823 915 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	425 000 000	973 915 000
SOUS-TOTAL NOUVEAU PROJET					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL					15 018 915 000	11 370 000 000	2 675 000 000	275 000 000	823 915 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	425 000 000	973 915 000

SOUS-TOTAL PROJETS SUR FINANCEMENT ETAT					15 018 915 000	11 370 000 000	2 675 000 000	275 000 000	823 915 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	425 000 000	973 915 000
SOUS-TOTAL PROJETS SUR FINANCEMENT EXTERIEUR					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					15 018 915 000	11 370 000 000	2 675 000 000	275 000 000	823 915 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	425 000 000	973 915 000

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2064	APPUI A LA GESTION DE LA POLITIQUE NATIONALE POPULATION	Etat	Budget national	2 195 000 000	2004-2020	1 965 000 000	230 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2460	APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DU SHEMA DIRECTEUR DE LA STATISTIQUE	Etat	Budget national	3 163 000 000	2012-2020	2 688 000 000	475 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2477	APPUI MISE EN ŒUVRE INSTAT	Etat	Budget national	3 721 000 000	2010-2020	3 321 000 000	400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
708	PROGRAMME FORMAT PERFECTIONNEMENT AGENT MEF/MPAT	Etat	Budget national	1 743 000 000	2001-2019	1 743 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2 938	PROGRAMME AUTONOMISATION FEMMES DIVIDENDES DEMOGRAPHIQUES	Extérieur	Prêt/IDA	23 200 000 000	2015-2023	15 604 000 000	2 039 000 000	0	0		0	0	0	0	0
		Etat	Budget national	180 000 000		85 000 000	95 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE ŒUVRE DISPOSITIF INSTUT JURID AMENG TERR	Etat	Budget national	2 058 000 000	2016-2020	1 638 000 000	420 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2863	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	Etat	Budget national	6 401 000 000	2015-2020	4 651 000 000	1 750 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3 047	CONSTRUCTION/EQUIP CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE EN STATISTIQUES (CFP/STAT)	Etat	Budget national	3 000 000 000	2017-2020	975 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	Etat	Budget national	370 000 000	2015-2020	320 000 000	50 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3178	APPUI MISE EN ŒUVRE CERCAP	Etat	Budget national	50 000 000	2020-2020	0	50 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3177	PROGRAMME FORMAT PERFECTIONNEMENT AGENT MPAT	Etat	Budget national	95 000 000	2020-2020	0	95 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	Etat	Budget national	763 000 000	2015-2020	683 000 000	80 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total Projets en cours				46 939 000 000		33 673 000 000	6 684 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3246	Appui à l'ONDD	Etat	Budget national	0	2021-2023	0		0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total nouveau projet				145 000 000		0	6 909 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL				47 084 000 000		33 673 000 000	13 593 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets sur financement Etat				23 739 000 000		18 069 000 000	4 645 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets sur financement extérieur				23 200 000 000		15 604 000 000	2 039 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				46 939 000 000	0	33 673 000 000	6 684 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2 929	REHAB INFRASTRUCTURES TUTELLE CT-	Etat	Budget National	3 097 000 000	2016-2023	1 297 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000
2329	APPUI CPS	Etat	Budget National	1 137 000 000	2009-2023	762 000 000	75 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
2875	CONTRAT PLAN ETAT/REGIONS	Etat	Budget National	9 939 000 000	2015-2019	9 939 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 046	PROGRAMME BORNAGE DEVELOPPEMENT DES ZONES FRONTIERES	Etat	Budget National	1 754 000 000	2017-2023	554 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2 964	PROGRAMME DE REHABILITATION/EQUIPMT DES PIEDS A TERRE	Etat	Budget National	3 455 000 000	2016-2022	1 955 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE ŒUVRE DISPOSITIF INSTUT JURID AMENG TERR	Etat	Budget national	2 878 000 000	2016-2023	1 638 000 000	0	400 000 000	400 000 000	420 000 000	420 000 000	420 000 000	420 000 000	1 240 000 000	1 240 000 000
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 488 000 000	2020-2023	0	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	1 116 000 000	1 116 000 000
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 488 000 000	2020-2023	0	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	1 116 000 000	1 116 000 000
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 488 000 000	2020-2023	0	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	1 116 000 000	1 116 000 000
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 488 000 000	2020-2023	0	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	1 116 000 000	1 116 000 000
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 488 000 000	2020-2023	0	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	1 116 000 000	1 116 000 000

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 488 000 000	2020-2023	0	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	1 116 000 000	1 116 000 000
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 488 000 000	2020-2023	0	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	1 116 000 000	1 116 000 000
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 488 000 000	2020-2023	0	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	1 116 000 000	1 116 000 000
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 488 000 000	2020-2023	0	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	1 116 000 000	1 116 000 000
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 488 000 000	2020-2023	0	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	1 116 000 000	1 116 000 000
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 520 000 000	2020-2023	0	380 000 000	380 000 000	380 000 000	380 000 000	380 000 000	380 000 000	380 000 000	1 140 000 000	1 140 000 000
3 303	PROJET D'AMELIORATION DE L'ACCES A L'EAU POTABLE	Beligique	Sub		2021-2023			0	3 383 000 000	0	1 833 000 000	0	0	0	5 216 000 000
3145	PROGRAMME DECENTRALISATION ET BONNE GOUVERNANCE (MLI 023)	Extérieur	Luxembourg	2 906 123 063	2019-2020	2 030 000 000	876 123 063		0		0			0	0
3146	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE KIDAL (DDRK IV)	Extérieur	Luxembourg	6 683 493 652	2019-2020	5 099 000 000	1 584 493 652		0		0			0	0

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3147	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE GAO (DDRG) DDRG	Extérieur	Luxembourg	4 477 390 297	2019-2020	3 510 000 000	967 390 297		0		0			0	0
Sous total Projets en cours				52 727 007 012	0	26 784 000 000	8 853 007 012	5 850 000 000	9 233 000 000	5 870 000 000	7 703 000 000	5 370 000 000	5 370 000 000	17 090 000 000	22 306 000 000
Sous total Nouveaux Projets				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL				52 727 007 012	0	26 784 000 000	8 853 007 012	5 850 000 000	9 233 000 000	5 870 000 000	7 703 000 000	5 370 000 000	5 370 000 000	17 090 000 000	22 306 000 000

Sous-total projets en cours	52 727 007 012	0	26 784 000 000	8 853 007 012	5 850 000 000	9 233 000 000	5 870 000 000	7 703 000 000	5 370 000 000	5 370 000 000	17 090 000 000	22 306 000 000
Sous-total nouveau projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	52 727 007 012	0	26 784 000 000	8 853 007 012	5 850 000 000	9 233 000 000	5 870 000 000	7 703 000 000	5 370 000 000	5 370 000 000	17 090 000 000	22 306 000 000

Sous-total projets sur financement Etat	35 782 000 000	0	14 507 000 000	5 425 000 000	5 850 000 000	5 850 000 000	5 870 000 000	5 870 000 000	5 370 000 000	5 370 000 000	17 090 000 000	17 090 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur	14 067 007 012	0	10 639 000 000	3 428 007 012	0	3 383 000 000	0	1 833 000 000	0	0	0	5 216 000 000
Total	49 849 007 012	0	25 146 000 000	8 853 007 012	5 850 000 000	9 233 000 000	5 870 000 000	7 703 000 000	5 370 000 000	5 370 000 000	17 090 000 000	22 306 000 000

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT DES CAPACITES PAR LA FORMATION (PPTE)	Etat	Budget National	2003-2023	8 328 000 000	5 928 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000
3041	CONSTRUCTION SALLE D'ARCHIVES	Etat	Budget National	2017-2019	160 000 000	160 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2870	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ANNEXES MTFPRE	Etat	Budget National	2015-2021	2 749 000 000	1 949 000 000	300 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000
Sous total Projets en cours					11 237 000 000	8 037 000 000	900 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000
Sous total nouveaux projets					0	160 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL GENERAL				11 237 000 000	8 197 000 000	900 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000

Sous-total projets en cours	11 237 000 000	8 037 000 000	900 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000
Sous-total nouveau projet	0	160 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	11 237 000 000	8 197 000 000	900 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000

Sous-total projets sur financement Etat	11 237 000 000	8 037 000 000	900 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	11 237 000 000	8 037 000 000	900 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000

MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2384	APPUI PROGRAMME TOKTEN	Etat	Budget National	757 000 000	2017-2021	437 000 000	170 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
		PNUD	Subvention	200 000 000		150 000 000	50 000 000	0	0		0			0	0
2925	PROJET APPUI INSERTION/REINSERT MIGRANTS MALIENSDE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	Etat	Budget National	1 535 000 000	2016-2023	635 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	700 000 000	700 000 000
Sous total Projets en cours				2 492 000 000		1 222 000 000	420 000 000	350 000 000	350 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	850 000 000	850 000 000
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	Etat	Budget National	350 000 000	2021-2021			350 000 000	350 000 000	0	0	0	0	350 000 000	350 000 000
Sous total Nouveau Projet				350 000 000		0	0	350 000 000	350 000 000	0	0	0	0	350 000 000	350 000 000
TOTAL GENERAL				2 842 000 000		1 222 000 000	420 000 000	700 000 000	700 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000

Sous-total projets en cours				2 492 000 000		1 222 000 000	420 000 000	350 000 000	350 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	850 000 000	850 000 000
Sous-total nouveau projet				350 000 000		0	0	350 000 000	350 000 000	0	0	0	0	350 000 000	350 000 000
Total				2 842 000 000		1 222 000 000	420 000 000	700 000 000	700 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000

Sous-total projets sur financement Etat				2 642 000 000		1 072 000 000	370 000 000	700 000 000	700 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				200 000 000		150 000 000	50 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total GENERAL				2 842 000 000	0	1 222 000 000	420 000 000	700 000 000	700 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Sous-total PROJETS EN COURS															
1927	PROGRAMME NATIONAL D'ACTIONS POUR L'EMPLOI ENVUE DE REDUIRE LA PAUVRETE (PNA/ERP)	Etat	Budget national	2003-2023	3 845 000 000	3 145 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	350 000 000	350 000 000
2844	PROJET D'APPUI A LA FORMATION PROFESSIONNELLE, L'INSERTION ET L'ENTREPREUNARIAT DES JEUNES RURAUX (FIER)	Etat	Budget national	2015-2021	500 000 000	352 000 000	106 000 000	70 000 000	70 000 000	0	0	0	0	70 000 000	70 000 000
		FIDA	Prêt/Subvention		25 705 000 000	13 414 000 000	5 328 356 000	0	3 641 000 000	0	0	0	0	0	3 641 000 000
3111	FERME ECOLE MOFA	Etat	Budget national	2018 - 2021	374 000 000	134 000 000	140 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3158	CONSTRUCTION SIEGE ONEF	Etat	Budget national	2020-2023	1 150 000 000		250 000 000	900 000 000	300 000 000	0	350 000 000	0	250 000 000	900 000 000	900 000 000
3038	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE AU MALI	Etat	Budget national	2017-2023	4 101 000 000	901 000 000	650 000 000	850 000 000	850 000 000	850 000 000	850 000 000	850 000 000	850 000 000	2 550 000 000	2 550 000 000
2843	PROJET DE RENFORCEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOI DES JEUNES (PROCEJ)	Etat	Budget national	2015-2021	1 000 000 000	750 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
		IDA	Prêt		31 555 000 000	27 050 000 000	6 000 000 000	0	300 000 000	0	0	0	0	0	300 000 000
3037	PROGRAMME DE FORMATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP)	Etat	Budget national	2017-2021	861 000 000	308 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
		Grand Dussé Lux	Subvention		5 895 000 000	6 311 000 000	1 598 119 846	0	110 000 000	0	0	0	0	0	110 000 000
Sous-total projets en cours					74 786 000 000	52 365 000 000	14 522 475 846	2 320 000 000	5 771 000 000	950 000 000	1 300 000 000	950 000 000	1 200 000 000	4 220 000 000	8 271 000 000
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	Etat	Budget national	2021-2023	2 000			2 000 000 000	700 000 000	0	700 000 000	0	600 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
Sous-total nouveau projet					2 000	0	0	2 000 000 000	700 000 000	0	700 000 000	0	600 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
															0
Sous-total projets en cours					74 786 000 000	52 365 000 000	14 522 475 846	2 320 000 000	5 771 000 000	950 000 000	1 300 000 000	950 000 000	1 200 000 000	4 220 000 000	8 271 000 000
Sous-total nouveau projet					2 000	0	0	2 000 000 000	700 000 000	0	700 000 000	0	600 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
Total					74 786 002 000	52 365 000 000	14 522 475 846	4 320 000 000	6 471 000 000	950 000 000	2 000 000 000	950 000 000	1 800 000 000	6 220 000 000	10 271 000 000
Sous-total projets sur financement Etat					10 481 002 000	5 590 000 000	1 596 000 000	4 320 000 000	2 420 000 000	950 000 000	2 000 000 000	950 000 000	1 800 000 000	6 220 000 000	6 220 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					63 155 000 000	46 775 000 000	12 926 475 846	0	4 051 000 000	0	0	0	0	0	4 051 000 000
TOTAL GENERAL					73 636 002 000	52 365 000 000	14 522 475 846	4 320 000 000	6 471 000 000	950 000 000	2 000 000 000	950 000 000	1 800 000 000	6 220 000 000	10 271 000 000

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	Etat	Budget national	2010-2021	1 863 000 000	1 463 000 000	0	400 000 000	400 000 000	0	0	0	0	400 000 000	400 000 000
2360	RENOVATION STADE MODIBO KEÏTA	Etat	Budget national	2008-2023	3 795 000 000	2 595 000 000	250 000 000	350 000 000	350 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	950 000 000	950 000 000
2699	CONSTRUCTION HOTEL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	Etat	Budget national	2013-2023	4 200 000 000	690 000 000	800 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	0	466 000 000	0	1 466 000 000
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	Etat	Budget national	2007-2023	9 231 000 000	4 631 000 000	1 000 000 000	900 000 000	1 200 000 000	0	1 200 000 000	0	1 200 000 000	900 000 000	3 600 000 000
3110	PROJET APPUI RENFORCEMENT CAPACT JEUNES POUR MEILLEURE INCLUSION DANS LA PAIX AU MALI (PARC-JEUNESSE-MALI)	Etat	Budget national	2018-2020	294 000 000	228 000 000	66 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2833	CONSTRUCTION PALAIS DES PIONNIERS	Etat	Budget national	2015-2019	2 112 000 000	2 112 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	Etat	Budget national	2017-2022	2 847 000 000	2 247 000 000	300 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	300 000 000	300 000 000
2 896	AMENAGEMENT/SECURISATION CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	Etat	Budget national	2017-2020	501 000 000	311 000 000	190 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total Projets en cours					24 843 000 000	14 277 000 000	2 606 000 000	1 800 000 000	2 600 000 000	450 000 000	2 150 000 000	300 000 000	1 966 000 000	2 550 000 000	6 716 000 000
3249	REHABILITATION STADE DU 26 MARS	Etat	Budget national	2021-2022	1 700 000 000			1 700 000 000	700 000 000	0	1 000 000 000	0	0	1 700 000 000	1 700 000 000
3250	REHABILITATION LUCEE SPORTIF DE KABALA	Etat	Budget national	2021-2022	500 000 000			500 000 000	400 000 000	0	100 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000
Sous total Nouveaux Projets					2 200 000 000	0	0	2 200 000 000	1 100 000 000	0	1 100 000 000	0	0	2 200 000 000	2 200 000 000
TOTAL GENERAL					27 043 000 000	14 277 000 000	2 606 000 000	4 000 000 000	3 700 000 000	450 000 000	3 250 000 000	300 000 000	1 966 000 000	4 750 000 000	8 916 000 000

Sous-total projets en cours	24 843 000 000	14 277 000 000	2 606 000 000	1 800 000 000	2 600 000 000	450 000 000	2 150 000 000	300 000 000	1 966 000 000	2 550 000 000	6 716 000 000
Sous-total nouveau projet	2 200 000 000	0	0	2 200 000 000	1 100 000 000	0	1 100 000 000	0	0	2 200 000 000	2 200 000 000
Total	27 043 000 000	14 277 000 000	2 606 000 000	4 000 000 000	3 700 000 000	450 000 000	3 250 000 000	300 000 000	1 966 000 000	4 750 000 000	8 916 000 000

Sous-total projets sur financement Etat	27 043 000 000	14 277 000 000	2 606 000 000	4 000 000 000	3 700 000 000	450 000 000	3 250 000 000	300 000 000	1 966 000 000	4 750 000 000	8 916 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total GENERAL	27 043 000 000	14 277 000 000	2 606 000 000	4 000 000 000	3 700 000 000	450 000 000	3 250 000 000	300 000 000	1 966 000 000	4 750 000 000	8 916 000 000

COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2018)	2019	2020		2021		2022		2023		TOTAL (2020-202)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2796	PROGRAMME DE RESTRUCTURATION DU MARCHE CEREALIER (PRMC)	Etat	Budget de l'Etat	2012-2018	6 611 000 000	6 611 000 000	0	0	0	0	0	0	0			0	0
2724	STOCK NATIONAL DE SECURITE	Etat	Budget de l'Etat	2014-2018	28 988 000 000	28 988 000 000	0	0	0	0	0	0	0			0	0
3084	APPUI OFFICE DES PRODUITS AGRICOLES DU MALI (OPAM)	Etat	Budget de l'Etat	2019-2019	4 127 140 000	0	4 127 140 000	0	0	0	0	0	0			0	0
3085	APPUI SECRETARIAT TECHNIQUE ET FINANCIER (STF)	Etat	Budget de l'Etat	2019-2019	126 913 000	0	126 913 000	0	0	0	0	0	0			0	0
3139	LUTTE CONTRE INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION	Belgique	Subvention	2017-2021	4 264 000 000		1 193 000 000		1 213 000 000	0	1 498 181 000	0	0	0	0	0	1 498 181 000
3086	APPUI SYSTEME D'ALERTE PRECOCE (SAP)	Etat	Budget de l'Etat	2019-2019	286 478 000	0	286 478 000	0	0	0	0	0	0			0	0
3087	APPUI OBSERVATOIRE DU MARCHE AGRICOLE (OMA)	Etat	Budget de l'Etat	2019-2019	209 468 000	0	209 468 000	0	0	0	0	0	0			0	0
3187	PROGRAMME DE SOUTIEN AU DISPOSITIF NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE (PRESA) PHASE I	Suisse	Subvention	2018-2022	2 805 900 000		0		790 428 000	0	797 400 000	0	288 000 000	0	0	0	1 085 400 000
Sous total Projets en cours					47 418 899 000	35 599 000 000	5 942 999 000	0	2 003 428 000	0	2 295 581 000	0	288 000 000			0	2 583 581 000
3251	PROJET « BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT » AU MALI	Etat	Budget de l'Etat							100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
		Italie	Prêt							0	3 671 066 000	0	1 858 407 520	0	374 138 850	0	5 903 612 370

N°	Nom du projet	Source de	Mode de	Durée	Cout global de	Montant	2019	2020		2021		2022		2023		TOTAL (2020-202)	
3187	PROGRAMME DE SOUTIEN AU DISPOSITIF NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE (PRESA) PHASE I	Etat	Budget de l'Etat							100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	200 000 000	200 000 000
Sous total Nouveau Projet					0	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	500 000 000	6 403 612 370
TOTAL GENERAL					47 418 899 000	35 599 000 000	5 942 999 000	0	2 003 428 000	200 000 000	2 495 581 000	200 000 000	488 000 000	100 000 000	100 000 000	500 000 000	8 987 193 370
																0	0
Sous-total projets en cours					47 418 899 000	35 599 000 000	5 942 999 000	0	2 003 428 000	0	2 295 581 000	0	288 000 000	0	0	0	2 583 581 000
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	500 000 000	6 403 612 370
Total					47 418 899 000	35 599 000 000	5 942 999 000	0	2 003 428 000	200 000 000	2 495 581 000	200 000 000	488 000 000	100 000 000	100 000 000	500 000 000	8 987 193 370
Sous-total projets sur financement Etat					40 348 999 000	35 599 000 000	4 749 999 000	0	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	500 000 000	500 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					7 069 900 000	0	1 193 000 000	0	2 003 428 000	0	5 966 647 000	0	2 146 407 520	0	374 138 850	0	8 487 193 370
Total GENERAL					47 418 899 000	35 599 000 000	5 942 999 000	0	2 003 428 000	200 000 000	6 166 647 000	200 000 000	2 346 407 520	100 000 000	474 138 850	500 000 000	8 987 193 370

CONCEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2720	REHABILITATION EQUIPEMENT CESC	Etat	Budget national	2013-2021	1 573 000 000	1 473 000 000	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous-total projets en cours					1 573 000 000	1 473 000 000	0	100 000 000	100 000 000	0	0			100 000 000	100 000 000
														0	0
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					1 573 000 000	1 473 000 000	0	100 000 000	100 000 000	0	0			100 000 000	100 000 000
Sous-total projets en cours					1 573 000 000	1 473 000 000	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					1 573 000 000	1 473 000 000	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous-total projets sur financement Etat					1 573 000 000	1 473 000 000	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					1 573 000 000	1 473 000 000	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000

MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Sous-total projets en cours					0	0	0	0	0	0	0			0	0
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	ETAT	Budget National	2021-2021	150 000 000	0		150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Sous-total nouveau projet					150 000 000	0	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Total					150 000 000	0	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Sous-total projets en cours					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total nouveau projet					150 000 000	0	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Total					150 000 000	0	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Sous-total projets sur financement Etat					150 000 000	0	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					150 000 000	0	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000

COUR CONSTITUTIONNELLE

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2020	2021		2022		2023		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Sous-total projets en cours					0	0	0	0	0	0	0			0	0
3308	REHABILITATION RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	ETAT	Budget National	2021-2021	100 000 000	0		100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous-total nouveau projet					100 000 000	0	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Total					100 000 000	0	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous-total projets en cours					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total nouveau projet					100 000 000	0	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Total					100 000 000	0	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous-total projets sur financement Etat					100 000 000	0	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					100 000 000	0	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000

REGIONS

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2018)	2020	2021		2022		2023		TOTAL(2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2773	Réhab./Equip des Infrastructures/Région de Ségou	Etat	Budget National	2013-2018	1 843 000 000	1 843 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2774	Réhab./Equip des Infrastructures/Région de Mopti	Etat	Budget National	2013-2022	5 718 000 000	4 958 000 000	760 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2775	Réhab./Equip des Infrastructure/Région de Tombouctou	Etat	Budget National	2013-202	13 675 000 000	11 815 000 000	760 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	300 000 000	300 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000
2776	Réhab./Equip des Infrastructures/Région de Gao	Etat	Budget National	2013-2022	12 878 000 000	11 603 000 000	475 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	800 000 000	800 000 000
3022	Réhab./Equip des Infrastructures/Région de Menaka	Etat	Budget National	2016-2022	4 469 000 000	2 304 000 000	665 000 000	600 000 000	600 000 000	500 000 000	500 000 000	400 000 000	400 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
2777	Réhab./Equip des Infrastructures/Région de Kidal	Etat	Budget National	2013-2022	7 534 000 000	4 769 000 000	665 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000
3023	Réhab./Equip des Infrastructures/Région de Taoudenit	Etat	Budget National	2017-2022	4 465 000 000	2 000 000 000	665 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000
2864	Projet Aménagement Hydro Agricole Région de Sikasso (PRAHA)			2015-2018	8 841 000 000	8 841 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	Etat	Budget national	2019-2022	5 925 000 000	0	1 425 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	Etat	Budget national	2019-2022	3 040 000 000	0	760 000 000	760 000 000	760 000 000	760 000 000	760 000 000	760 000 000	760 000 000	2 280 000 000	2 280 000 000
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	Etat	Budget national	2019-2022	3 850 000 000	0	950 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	2 900 000 000	2 900 000 000
3067	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE NARA	Etat	Budget national	2019-2022	2 660 000 000	0	665 000 000	1 300 000 000	665 000 000	0	665 000 000	0	665 000 000	1 300 000 000	1 995 000 000
3068	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE SAN	Etat	Budget national	2019-2022	2 660 000 000	0	665 000 000	1 300 000 000	665 000 000	0	665 000 000	0	665 000 000	1 300 000 000	1 995 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2018)	2020	2021		2022		2023		TOTAL(2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3069	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE NIORO DU SAHEL	Etat	Budget national	2019-2022	2 660 000 000	0	665 000 000	1 300 000 000	665 000 000	0	665 000 000	0	665 000 000	1 300 000 000	1 995 000 000
3071	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE KITA	Etat	Budget national	2019-2022	2 660 000 000	0	665 000 000	1 300 000 000	665 000 000	0	665 000 000	0	665 000 000	1 300 000 000	1 995 000 000
3074	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BOUGOUNI	Etat	Budget national	2019-2022	2 660 000 000	0	665 000 000	1 300 000 000	665 000 000	0	665 000 000	0	665 000 000	1 300 000 000	1 995 000 000
3073	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DIOILA	Etat	Budget national	2019-2022	2 660 000 000	0	665 000 000	1 300 000 000	665 000 000	0	665 000 000	0	665 000 000	1 300 000 000	1 995 000 000
3079	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE KOUTIALA	Etat	Budget national	2019-2022	2 660 000 000	0	665 000 000	1 300 000 000	665 000 000	0	665 000 000	0	665 000 000	1 300 000 000	1 995 000 000
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	Etat	Budget national	2020-2022	2 660 000 000	0	665 000 000	1 300 000 000	665 000 000	0	665 000 000	0	665 000 000	1 300 000 000	1 995 000 000
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	Etat	Budget national	2020-2022	2 660 000 000	0	665 000 000	1 300 000 000	665 000 000	0	665 000 000	0	665 000 000	1 300 000 000	1 995 000 000
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	Etat	Budget de l'Etat	2019-2022	7 600 000 000	0	1 900 000 000	1 900 000 000	1 900 000 000	1 900 000 000	1 900 000 000	1 900 000 000	1 900 000 000	5 700 000 000	5 700 000 000
3121	Projet Infrastructures Economiques District de Bamako	Etat	Budget national	2019-2022	5 450 000 000	0	950 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000
Sous total Projets en cours					109 228 000 000	48 133 000 000	15 960 000 000	20 960 000 000	15 245 000 000	9 110 000 000	15 095 000 000	8 810 000 000	14 795 000 000	38 880 000 000	45 135 000 000
3257	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE SIKASSO	Etat	Budget national	2021-2023	900 000 000			300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3258	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SIKASSO	Etat	Budget national	2021-2023	900 000 000			300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3259	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SIKASSO	Etat	Budget national	2021-2023	1 200 000 000			400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3261	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE TOMBOUCTOU	Etat	Budget national	2021-2023	900 000 000			300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3262	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TOMBOUCTOU	Etat	Budget national	2021-2023	900 000 000			300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2018)	2020	2021		2022		2023		TOTAL(2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3263	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TOMBOUCTOU	Etat	Budget national	2021-2023	1 200 000 000			400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3267	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KIDAL	Etat	Budget national	2021-2023	900 000 000			300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3268	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KIDAL	Etat	Budget national	2021-2023	900 000 000			300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3269	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KIDAL	Etat	Budget national	2021-2023	1 200 000 000			400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3270	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE MOPTI	Etat	Budget national	2021-2023	900 000 000			300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3271	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MOPTI	Etat	Budget national	2021-2023	900 000 000			300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3272	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MOPTI	Etat	Budget national	2021-2023	1 200 000 000			400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3274	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION SEGOU	Etat	Budget national	2021-2023	900 000 000			300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3275	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION SEGOU	Etat	Budget national	2021-2023	900 000 000			300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3276	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION SEGOU	Etat	Budget national	2021-2023	1 200 000 000			400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3277	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KOULIKORO	Etat	Budget national	2021-2023	900 000 000			300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3278	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KOULIKORO	Etat	Budget national	2021-2023	900 000 000			300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3279	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KOULIKORO	Etat	Budget national	2021-2023	1 200 000 000			400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3280	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE MENAKA	Etat	Budget national	2021-2023	900 000 000			300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3281	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MENAKA	Etat	Budget national	2021-2023	900 000 000			300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2018)	2020	2021		2022		2023		TOTAL(2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3282	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MENAKA	Etat	Budget national	2021-2023	1 200 000 000			400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3283	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE TAOUDENIT	Etat	Budget national	2021-2023	900 000 000			300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3284	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TAOUDENIT	Etat	Budget national	2021-2023	900 000 000			300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3285	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TAOUDENIT	Etat	Budget national	2021-2023	1 200 000 000			400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3286	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KAYES	Etat	Budget national	2021-2023	900 000 000			300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3287	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KAYES	Etat	Budget national	2021-2023	900 000 000			300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3288	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KAYES	Etat	Budget national	2021-2023	1 200 000 000			400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3264	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE GAO	Etat	Budget national	2021-2023	900 000 000			300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3265	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE GAO	Etat	Budget national	2021-2023	900 000 000			300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3266	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE GAO	Etat	Budget national	2021-2023	1 200 000 000			400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3260	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE SIKASSO	Etat	Budget national	2021-2023	600 000 000			300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	Etat	Budget national	2021-2023	2 280 000 000			760 000 000	760 000 000	760 000 000	760 000 000	760 000 000	760 000 000	2 280 000 000	2 280 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2018)	2020	2021		2022		2023		TOTAL(2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3293	PROJET D'AMENAGEMENT ET DE MISE EN VALEUR DES PIV	Etat	Budget national	2021-2023	600 000 000			200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
Sous total nouveaux Projets					33 480 000 000	0	0	11 260 000 000	11 260 000 000	11 260 000 000	11 260 000 000	10 960 000 000	10 960 000 000	33 480 000 000	33 480 000 000
TOTAL GENERAL					142 708 000 000	48 133 000 000	15 960 000 000	32 220 000 000	26 505 000 000	20 370 000 000	26 355 000 000	19 770 000 000	25 755 000 000	72 360 000 000	78 615 000 000

Sous-total projets en cours					109 228 000 000	48 133 000 000	15 960 000 000	20 960 000 000	15 245 000 000	9 110 000 000	15 095 000 000	8 810 000 000	14 795 000 000	38 880 000 000	45 135 000 000
Sous-total nouveau projet					33 480 000 000	0	0	11 260 000 000	11 260 000 000	11 260 000 000	11 260 000 000	10 960 000 000	10 960 000 000	33 480 000 000	33 480 000 000
Total					142 708 000 000	48 133 000 000	15 960 000 000	32 220 000 000	26 505 000 000	20 370 000 000	26 355 000 000	19 770 000 000	25 755 000 000	72 360 000 000	78 615 000 000

Sous-total projets sur financement Etat					142 708 000 000	48 133 000 000	15 960 000 000	32 220 000 000	26 505 000 000	20 370 000 000	26 355 000 000	19 770 000 000	25 755 000 000	72 360 000 000	78 615 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0			0	0
Total					142 708 000 000	48 133 000 000	15 960 000 000	32 220 000 000	26 505 000 000	20 370 000 000	26 355 000 000	19 770 000 000	25 755 000 000	72 360 000 000	78 615 000 000

ETAT M

PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL MENSUALISE

Tableau : Budget de trésorerie prévisionnel 2021

(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	Montant	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Total des ressources	1 993 235	114 864	128 490	158 974	155 303	167 272	174 386	169 394	141 464	278 656	160 057	161 613	182 760
1 – Recettes budgétaires	1 765 122	109 990	122 149	149 950	146 532	160 708	157 038	162 140	131 845	177 001	151 478	142 705	153 586
DGI	987 122	59 830	72 869	95 234	90 424	87 698	89 710	82 664	68 533	74 015	87 474	87 877	90 794
– Impôts directs	474 303	25 148	34 806	46 693	53 603	48 782	41 783	40 120	28 051	35 106	34 589	38 179	47 443
– Impôts indirects	476 818	32 567	35 755	45 902	34 070	35 978	44 715	37 937	37 469	36 124	49 925	46 592	39 784
-dont CTVA	57 180	3 779	4 088	6 496	4 192	4 406	5 191	4 626	4 462	4 666	4 833	4 107	6 335
– Enregistrement et timbre	36 001	2 115	2 308	2 638	2 752	2 938	3 212	4 607	3 013	2 786	2 961	3 106	3 567
DGD	656 200	48 730	48 659	55 699	45 159	66 783	63 290	57 942	56 277	54 824	53 745	52 909	52 184
– Produits pétroliers	175 000	13 441	12 231	13 784	6 982	27 224	19 289	17 169	15 624	14 171	12 853	11 658	10 574
– Produits solides	481 200	35 289	36 428	41 915	38 177	39 559	44 001	40 773	40 653	40 653	40 892	41 251	41 610
– dont CTVA	38 120	3 064	3 064	3 064	3 197	3 197	3 197	3 240	3 240	3 240	3 206	3 206	3 206
DND	185 100	6 445	5 681	6 507	15 724	11 011	9 468	26 371	11 708	53 037	15 324	6 285	17 540
-Recettes fiscales	64 000	2 345	5 506	5 529	5 506	4 811	4 832	5 504	5 504	5 526	5 504	5 504	7 929
– Recettes non fiscales	121 100	4 100	175	978	10 218	6 201	4 636	20 867	6 204	47 511	9 820	781	9 611
DNTCP	32 000	1 828	2 091	2 069	2 613	2 818	2 959	3 029	3 029	3 031	2 975	2 948	2 609
-Recettes fiscales	25 754	1 491	1 705	1 682	2 079	2 293	2 412	2 419	2 419	2 420	2 420	2 393	2 022
– Recettes non fiscales	6 246	338	386	387	534	526	547	611	611	611	555	555	587
Total recettes fiscales brutes	1 733 076	112 395	128 739	158 144	143 169	161 584	160 244	148 529	132 732	136 785	149 143	148 682	152 929
Total recettes fiscales nettes	1 637 776	105 553	121 588	148 585	135 781	153 982	151 856	140 663	125 030	128 879	141 104	141 369	143 388
Compte spéciaux du Trésor	74 834	4 737	5 163	8 701	5 347	5 647	6 718	5 954	5 731	6 044	6 244	5 591	8 958
Total recettes non fiscales	127 346	4 437	561	1 365	10 751	6 726	5 183	21 477	6 815	48 122	10 374	1 336	10 198
2 – Appuis budgétaires	54 870	–	–	–	2 725	–	6 687	–	1 727	14 346	–	11 377	18 007
-Général dons	42 302	–	–	–	2 376	–	2 255	–	–	12 767	–	9 906	14 997
– Sectoriel	3 609	–	–	–	–	–	902	–	–	902	–	–	1 804
-Autres PPTE	8 959	–	–	–	350	–	3 530	–	1 727	677	–	1 471	1 205
– Fonds de concours – COVID– 19	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
3 – Ressources de trésorerie	98 409	137	1 179	324	698	917	3 942	1 300	2 161	81 266	2 335	1 940	2 210
– Encaisse en debut de période		–											
-Général emprunt programme	2 945	–	–	–	–	–	2 945	–	–	–	–	–	–
– Remboursements des prêts et avances	5 114	94	1 105	253	125	345	10	178	1 039	143	746	344	731
– Recettes en capital_DND	9 900	4	32	24	572	572	987	1 122	1 122	1 122	1 485	1 485	1 373
– Recettes en capital_DGABE	450	39	42	47	–	–	–	–	–	–	105	111	106
– Recettes de privatisation	80 000	–	–	–	–	–	–	–	–	80 000	–	–	–
– Autres comptes à recevoir	–	–											

Tableau : Budget de trésorerie prévisionnel 2021

(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	Montant	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
II) Emplois													
Total des Emplois	2 900 044	156 709	192 690	217 940	243 211	232 176	262 663	218 628	260 271	206 551	238 159	221 841	449 205
1) Dépenses budgétaires	2 284 318	118 511	167 546	183 541	176 312	171 221	189 261	184 713	181 756	168 951	171 257	183 234	388 015
Dépenses obligatoires	920 739	65 650	77 240	79 352	78 836	76 194	79 879	79 226	79 519	73 518	75 519	70 682	85 123
- Personnel Budget Général	541 574	45 131	45 131	45 131	45 131	45 131	45 131	45 131	45 131	45 131	45 131	45 131	45 131
- Personnel collectivité (PPTE)	216 450	18 038	18 038	18 038	18 038	18 038	18 038	18 038	18 038	18 038	18 038	18 038	18 037
- Personnel EPA													
- Pensions de Retraite													
- Bourses scolaires	17 906	221	1 663	2 687	688	4 737	1 490	2 819	3 118	287	1	21	175
- Charges de la Dette Extér.	33 685	1 356	2 214	3 058	2 353	1 742	6 634	1 356	2 333	3 152	2 706	1 908	4 873
- Charges de la Dette Intér.	107 515	905	10 194	10 439	12 627	6 546	7 684	11 882	10 900	6 008	9 643	5 584	15 104
- Equipements ABS	3 609	-	-	-	-	-	902	-	-	902	-	-	1 804
- Dépenses PPTE (Transferts)													
Marges après Dépenses Obligatoires	997 662	44 476	46 088	70 921	71 120	85 431	87 789	84 215	56 214	199 095	78 294	85 339	88 679
Dépenses prioritaires	347 845	10 274	19 584	29 259	24 768	28 342	29 727	34 595	32 211	28 922	30 107	34 491	45 563
- Communication énergie	48 740	2 357	4 379	4 301	3 174	2 919	4 052	2 818	3 699	3 047	5 152	4 475	8 367
- Financements intér. BSI	299 104	7 917	15 205	24 958	21 594	25 423	25 675	31 777	28 512	25 876	24 955	30 016	37 196
Marges après Dépenses prioritaires	649 817	34 202	26 503	41 662	46 352	57 089	58 061	49 620	24 003	170 172	48 187	50 849	43 116
Dépenses à Arbitrer	1 556 626	*76 048*	*90 703*	*100 629*	*134 259*	*121 993*	*146 338*	*98 853*	*142 810*	*98 067*	*126 288*	*111 076*	*309 561*
Dépenses budgétaires à arbitrer	1 015 735	42 587	70 721	74 930	72 708	66 685	79 654	70 892	70 026	66 511	65 630	78 061	257 329
- Biens et services (materiel)	159 506	5 712	11 213	11 469	8 138	12 147	12 292	10 846	12 113	13 590	7 506	14 503	39 978
- Deplacements et missions	60 342	3 773	3 675	5 015	3 650	4 310	6 287	4 196	4 691	4 707	4 550	5 292	10 197
- Autres dépenses (apurement passif i	165 813	6 387	4 170	5 269	16 423	15 007	8 567	16 560	11 211	7 954	11 516	10 545	52 204
- Transf & Sub (hors sal EPA)	367 446	19 763	38 312	31 263	25 537	12 900	29 964	11 388	16 977	17 539	20 147	21 365	122 290
- Equipements Investissements	262 628	6 951	13 351	21 915	18 961	22 322	22 544	27 902	25 035	22 720	21 912	26 356	32 660
2) Dépenses trésorerie	540 891	33 461	19 981	25 698	61 551	55 309	66 684	27 961	72 784	31 557	60 658	33 016	52 232
- Dépenses avant ordonnancement													
- Services de la Dette Extér.	148 103	5 961	9 736	13 445	10 344	7 661	29 169	5 961	10 256	13 857	11 898	8 391	21 424
- Services de la Dette Intér.	392 788	27 500	10 245	12 253	51 207	47 648	37 515	22 000	62 528	17 700	48 760	24 625	30 808
- Remboursement dettes garanties													
- Prêts et avances													
3) Dépenses comptes spéciaux du Trésor	74 834	4 737	5 163	8 701	5 347	5 647	6 718	5 954	5 731	6 044	6 244	5 591	8 958
Situation fin de mois (III)=I-II	- 906 809	- 41 845	- 64 199	- 58 966	- 87 908	- 64 904	- 88 277	- 49 233	- 118 807	72 105	- 78 101	- 60 228	- 266 445
Soldes mensuels cumulés	- 906 809	- 41 845	- 106 045	- 165 011	- 252 919	- 317 823	- 406 100	- 455 333	- 574 140	- 502 035	- 580 136	- 640 364	- 906 809

ETAT N

ECHEANCES COURANTES DE LA DETTE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

DETTE EXTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL 2021.
(montants en **millions** de fcfa)

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

CREANCIERS	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Totaux Généraux	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
I - CLUB DE PARIS	-	-	-	-	-	0	0	0	1760	374	635	32	405	142	-	-	-	54	1925	347	3198	727	1690	336	9613	2012
AFD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	405	142	-	-	-	54	1925	347	1469	345	503	308	4302	1196
Coface D.Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trésor Fr. C. Oper.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECGD D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	553	-	553	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	635	32	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	634	28	1269	60
Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	1729	374	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1729	374	-	-	3458	748
NCM D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sace D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	31	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	-	-	31	8
Fortis Bank	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II - AUTRES BILATERAUX	196	10	1993	144	154	16	259	289	488	141	1643	1289	322	520	7880	990	10375	2121	2595	848	862	276	2326	1305	29093	7949
Fonds Abu Dhabi	-	-	-	-	-	-	-	178	-	34	-	1092	-	-	-	-	-	-	-	179	374	62	-	1098	374	2643
Fonds Koweitien	196	10	838	110	-	-	259	111	488	107	-	-	196	9	838	195	-	-	259	108	488	106	-	-	3562	756
Fonds Saoudien	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	742	117	-	-	2336	523	-	-	-	-	3078	640
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	23	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23	2	-	-	-	-	-	-	46	5
Libye	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1643	197	-	-	3286	419	-	-	-	-	-	-	1643	173	6572	789
Chine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	126	511	-	-	7652	1860	-	-	-	-	282	34	8060	2405
Inde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1859	229	2569	247	-	38	-	108	401	-	4829	622
Corée du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Autriche	-	-	-	-	131	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	131	12	-	-	-	-	-	-	262	25
Irak	-	-	1155	34	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1155	29	-	-	-	-	-	-	-	-	2310	63
TOTAL BILATERAUX (I+II)	196	10	1993	144	154	16	259	289	2248	515	2278	1321	727	662	7880	990	10375	2175	4520	1195	4060	1003	4016	1641	38706	9961
III - MULTILATERAUX	7661	971	4862	1455	7739	923	15895	4987	4920	1494	6723	777	7342	962	5145	1471	7741	2233	17572	4940	5150	1669	6567	884	97317	22766
AFRITAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BADEA	169	23	171	12	350	63	69	70	94	17	168	43	170	23	171	11	352	61	70	74	96	16	169	42	2049	455
BEI	184	23	-	-	-	-	-	-	-	-	599	194	186	21	-	-	-	-	-	-	-	-	599	189	1568	427
BID	1894	36	-	34	389	3	1324	208	233	12	5788	319	1895	35	-	29	389	6	1324	203	233	14	5682	373	19151	1272
BIDC	-	-	5	6	87	87	497	430	91	98	-	-	-	-	5	6	87	87	503	281	91	103	-	-	1366	1098
BOAD	1911	429	-	-	-	-	6789	1454	748	261	-	-	1911	368	-	-	-	-	6788	1530	748	293	-	-	18895	4335
FAD	2125	308	382	133	1627	293	2519	1008	116	210	-	45	1678	304	382	130	1627	199	2568	953	116	229	-	45	13140	3857
FONDS CEDEAO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FED	-	-	51	3	-	-	-	-	220	9	51	-	-	-	6	3	-	-	-	-	220	8	-	-	548	23
FIDA	-	-	-	-	569	46	-	20	856	181	116	15	-	-	-	-	569	45	-	27	856	179	116	14	3082	527
IDA	1206	20	3795	1103	4576	285	4503	1634	2133	475	1	1	1330	20	4123	1072	4576	1630	6125	1648	2159	525	1	1	34528	8414
IDA-CEE	-	-	-	-	-	-	-	-	73	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	73	5	-	-	146	10
FONDS OPEP	172	12	458	44	141	6	194	23	356	66	-	-	172	11	458	40	141	5	194	24	558	77	-	-	2844	308
INT/TIRAGES FUTURS	-	120	-	120	-	140	-	140	-	160	-	160	-	180	-	180	-	200	-	200	-	220	-	220	-	2040
S/Total I (DGDP)	7857	981	6855	1599	7893	939	16154	5276	7168	2009	9001	2098	8069	1624	13025	2461	18116	4408	22092	6135	9210	2672	10583	2525	136023	32727
IV - FMI	-	-	969	-	-	-	-	-	-	-	4469	377	-	-	969	-	-	-	-	-	-	-	4503	267	10910	644
V - BOAD (TRANSRAIL)	-	-	-	-	-	-	-	-	600	157	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	570	157	-	-	1170	314
S/Total II	-	-	969	-	-	-	-	-	600	157	4469	377	-	-	969	-	-	-	-	-	570	157	4503	267	12080	958
Total (I+II)	7857	981	7824	1599	7893	939	16154	5276	7768	2166	13470	2475	8069	1624	13994	2461	18116	4408	22092	6135	9780	2829	15086	2792	148103	33685
Cumul (Princ.+Int)	8 838		9 423		8 832		21 430		9 934		15 945		9 693		16 455		22 524		28 227		12 609		17 878		181 788	

Bamako, le 30 novembre 2020
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTERIEURE : SERVICE TRIMESTRIALISE 2021

(MONTANT EN MILLIONS DE FCFA)

CREANCIERS	JANVIER		FEVRIER		QI (31/03/21)		AVRIL		MAI		QII(30/06/21)		JUILLET		AOÛT		QIII(30/09/21)		OCTOBRE		NOVEMBRE		QIV(31/12/21)		TOTAL(2021)	
	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT
DETTE EXTERIEURE	7857	981	14712	2580	22605	3519	38759	8795	45927	10804	54928	12902	62997	14526	76022	16987	94138	21395	116230	27530	125440	30202	136023	32727	136023	32727
FMI	0	0	969	0	969	0	969	0	969	0	5438	377	5438	377	6407	377	6407	377	6407	377	6407	377	10910	644	10910	644
BOAD (TRANSRAIL)	0	0	0	0	0	0	0	0	600	157	600	157	600	157	600	157	600	157	600	157	1170	314	1170	314	1170	314
TOTAL	7857	981	15681	2580	23574	3519	39728	8795	47496	10961	60966	13436	69035	15060	83029	17521	101145	21929	123237	28064	133017	30893	148103	33685	148103	33685
CUMUL (PR + INT)	8 838		18 261		27 093		48 523		58 457		74 402		84 095		100 550		123 074		151 301		163 910		181 788		181 788	

Bamako, le 30 novembre 2020
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

DETTE EXTERIEURE : PROJECTION DU SERVICE 2021-2025

(Montants en millions F CFA)

CREANCIER	2021		2022		2023		2024		2025	
	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT
I - Club de Paris	**9613**	**2012**	**16918**	**2935**	**22620**	**3183**	**22624**	**2899**	**22629**	**2600**
AFD	4302	1196	10525	2554	16224	2858	16224	2630	16224	2385
Coface D.Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trésor Fr. C. Oper.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECGD D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	553	-	276	-	276	-	276	-	276	-
Japon	1269	60	1269	48	1269	35	1269	22	1269	10
Russie	3458	748	4813	326	4813	284	4813	242	4813	200
NCM D. Consoild.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sace D. Consolid.	31	8	35	7	38	6	42	5	47	5
Fortis Bank	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II - Autres Créanciers Bilatéraux	**29093**	**7949**	**44455**	**11649**	**49883**	**12358**	**53825**	**11817**	**46253**	**8372**
Fonds Abu Dhabi	374	2643	747	2672	1924	2689	8008	2639	0	0
Fonds Koweitien	3562	756	3021	808	2943	862	2649	803	2646	745
Fonds Saoudien	3078	640	5334	1486	5284	1678	5284	1601	5284	1519
Côte d'Ivoire	46	5	46	2	-	-	-	-	-	-
Libye	6572	789	3286	271	3286	172	3286	74	-	-
Chine	8060	2405	19790	5010	24215	5461	24677	5375	28419	4950
Inde	4829	622	9659	1336	9659	1457	9659	1305	9642	1141
Corée du Sud	-	1	-	1	-	1	-	1	-	1
Autriche	262	25	262	23	262	21	262	19	262	16
Irak	2310	63	2310	40	2310	17	-	-	-	-
Total Créanciers Bilatéraux(I+II)	**38706**	**9961**	**61373**	**14584**	**72503**	**15541**	**76449**	**14716**	**68882**	**10972**
III - Créanciers Multilatéraux	**97317**	**22766**	**103189**	**25405**	**109509**	**26226**	**118369**	**25259**	**124387**	**24011**
AFRITAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BADEA	2049	455	2301	481	2560	508	2584	487	2607	467
BEI	1568	427	1800	467	1807	435	1814	403	1821	369
BID	19151	1272	19087	1441	20222	1503	20875	1468	21501	1413
BIDC	1366	1098	2861	1237	3200	1346	3270	1330	3345	1220
BOAD	18895	4335	18153	5083	20506	4959	20697	4107	21466	3266
FAD	13140	3857	13179	4055	13334	4389	15484	4358	16518	4308
FONDS CEDEAO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FED	548	23	510	18	514	14	293	10	295	8
FIDA	3082	527	3083	513	3083	531	3370	543	3370	560
IDA	34528	8414	39023	9671	41646	10027	47528	9942	51189	9720
IDA-CEE	146	10	146	9	146	7	146	6	146	5
FONDS OPEP	2844	308	3046	290	2491	267	2308	265	2129	235
INTERETS/TIRAGES FUTURS	-	2040	-	2140	-	2240	-	2340	-	2440
TOTAL (I+II+III)	**136023**	**32727**	**164562**	**39989**	**182012**	**41767**	**194818**	**39975**	**193269**	**34983**
IV - FMI	**10910**	**644**	**13192**	**477**	**21628**	**402**	**29194**	**715**	**47101**	**306**
V - BOAD (TRANSRAIL)	**1170**	**314**	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Gén(I+II+III+IV+V):	**148103**	**33685**	**177754**	**40466**	**203640**	**42169**	**224012**	**40690**	**240370**	**35289**
CUMUL (PR + INT)	**181788**		**218220**		**245809**		**264702**		**275659**	

Bamako, le 30 novembre 2020

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

DETTE EXTEREIEURE : PREVISION D'ALLEGEMENT PPTE 2021.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	PR	INT	TOTAL
I - CLUB DE PARIS	**4 758**	**816**	**5 574**
COFACE	-	-	-
TRESOR Français	-	-	-
ECGD	-	-	-
JAPON	*1 269*	*60*	*1 329*
RUSSIE	*3 458*	*748*	*4 206*
NCM	-	-	-
SACE	*31*	*8*	*39*
II - AUTRES BILATERAUX	**1 565**	**159**	**1 724**
FONDS SAOUDIEN	1 565	159	1 724
TOTAL BILATERAUX (I+II)	**6 323**	**975**	**7 298**
III - MULTILATERAUX	**1 628**	**33**	**1 661**
BID	934	-	934
FED	548	23	571
IDA/CEE	146	10	156
TOTAL (I+II+III)	**7 951**	**1 008**	**8 959**

Bamako, le 24 juillet 2020

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTEREIEURE : PREV. D'ALLEGEMENT PPTE TRIMESTRIALISE 2021.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	QI 31/03/2021	QII 30/06/2021	QIII 30/09/2021	QIV 31/12/2021
I - CLUB DE PARIS	**-**	**5 574**	**5 574**	**5 574**
COFACE	*0*	*0*	*0*	*0*
TRESOR Français	*0*	*0*	*0*	*0*
ECGD	*0*	*0*	*0*	*0*
JAPON	*0*	*1329*	*1329*	*1329*
RUSSIE	*0*	*4206*	*4206*	*4206*
NCM	*0*	*0*	*0*	*0*
SACE	*0*	*39*	*39*	*39*
II - AUTRES BILATERAUX	**172**	**689**	**1 379**	**1 724**
FONDS SAOUDIEN	172	689	1379	1724
TOTAL BILATERAUX (I+II)	**172**	**6 263**	**6 953**	**7 298**
III - MULTILATERAUX	**991**	**1 318**	**1 547**	**1 661**
BID	934	934	934	934
FED	57	228	457	571
IDA/CEE	0	156	156	156
TOTAL (I+II+III)	**1 163**	**7 582**	**8 500**	**8 959**

Bamako, le 24 juillet 2020
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA
DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTERIEURE : PROJECTION D'ALLEGEMENT PPTE 2021-2025.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	2021		2022		2023		2024		2025	
	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.
I - CLUB DE PARIS	**4758**	**816**	**6117**	**381**	**6120**	**325**	**6124**	**269**	**6129**	**215**
COFACE	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
TRESOR Français	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
ECGD	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
RUSSIE	3458	*748*	*4813*	*326*	*4813*	*284*	*4813*	*242*	*4813*	*200*
JAPON	*1269*	*60*	*1269*	*48*	*1269*	*35*	*1269*	*22*	*1269*	*10*
NCM	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
SACE	*31*	*8*	*35*	*7*	*38*	*6*	*42*	*5*	*47*	*5*
II - AUTRES CREANCIERS BILATERAUX	**1565**	**159**	**1043**	**131**	**1043**	**111**	**1043**	**92**	**1043**	**71**
FONDS SAOUDIEN	1565	159	1043	131	1043	111	1043	92	1043	71
III - TOTAL CREANCIERS BILATERAUX	**6323**	**975**	**7160**	**512**	**7163**	**436**	**7167**	**361**	**7172**	**286**
IV - CREANCIERS MULTILATERAUX	**1628**	**33**	**1557**	**27**	**1178**	**21**	**723**	**16**	**631**	**13**
BID	934	0	901	0	518	0	284	0	190	0
FED	548	23	510	18	514	14	293	10	295	8
IDA/CEE	146	10	146	9	146	7	146	6	146	5
TOTAUX GENERAUX	**7951**	**1008**	**8717**	**539**	**8341**	**457**	**7890**	**377**	**7803**	**299**
Cumul pr+int	**8 959**		**9 256**		**8 798**		**8 267**		**8 102**	

Bamako, le 24 juillet 2020
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE INTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL 2021.
(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Totaux Généraux	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
BONS DU TRESOR	27500	1185	0	0	0	1185	0	0	30981	1185	0	0	0	1185	33000	0	0	0	27500	1185	0	0	24200	948	143181	6873
OBLIGATIONS DU TRESOR	0	905	10245	10194	12253	10438	51207	12627	16667	6546	37514	7684	22000	11882	29528	10900	17700	6008	21260	9643	24625	5584	6608	8231	249607	100642
TOTAL	27500	2090	10245	10194	12253	11623	51207	12627	47648	7731	37514	7684	22000	13067	62528	10900	17700	6008	48760	10828	24625	5584	30808	9179	392788	107515
Cumul (Princ.+Int)	29 590		20 439		23 876		63 834		55 379		45 198		35 067		73 428		23 708		59 588		30 209		39 987		500 303	

Bamako, le 10 novembre 2020

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE INTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL TRIMESTRIALISE 2021.
(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	Janvier		Février		QI (31/03/21)		Avril		Mai		QII (30/06/21)		Juillet		Août		QIII (30/09/21)		Octobre		Novembre		QIV (31/12/21)		Total 2021	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
BONS DU TRESOR	27500	1185	27500	1185	27500	2370	27500	2370	58481	3555	58481	3555	58481	4740	91481	4740	91481	4740	118981	5925	118981	5925	143181	6873	143181	6873
OBLIGATIONS DU TRESOR	0	905	10245	11099	22498	21537	73705	34164	90372	40710	127886	48394	149886	60276	179414	71176	197114	77184	218374	86827	241999	92411	249607	100642	249607	100642
TOTAL	27500	2090	37745	12284	49998	23907	101205	36534	148853	44265	186367	51949	208367	65016	270895	75916	288595	81924	337355	92752	360980	98336	392788	107515	392788	107515
Cumul (Princ.+Int)	29 590		50 029		73 905		137 739		193 718		238 316		273 383		346 811		370 519		430 107		460 316		500 303		500 303	

Bamako, le 10 novembre 2020

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE INTERIEURE : PROJECTION DU SERVICE 2021-2025.

(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	2021		2022		2023		2024		2025	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
BONS DU TRESOR	143181	6873	0	0	0	0	0	0	0	0
OBLIGATIONS DU TRESOR	249607	100642	363007	85789	430726	63251	214461	36220	183840	22431
TOTAL	392788	107515	363007	85789	430726	63251	214461	36220	183840	22431
Cumul (Princ.+Int)	500 303		448 796		493 977		250 681		206 271	

Bamako, le 10 novembre 2020

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
****

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
****

RETROCESSION : PREVISION DE RECOUVREMENT MENSUEL 2021

(montants en millions de FCFA)

ORGANISMES	janv	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	TOTAL GENERAL
BNDA			8		399	12			8		398	11	836
EDM-SA						125						125	250
SOGEM	207	1036		584			207	1020		574			3 628
BDM-SA				68						58			126
BMS-SA				138						136			274
TOTAL	**207**	**1036**	**8**	**790**	**399**	**137**	**207**	**1020**	**8**	**768**	**398**	**136**	**5 114**

Bamako le 24 juillet 2020

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
****

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
****

RETROCESSION : PREVISION DE RECOUVREMENT TRIMESTRIEL 2021

(montants en millions de FCFA)

	1er Trimestre			2è Trimestre			3è Trimestre			4è Trimestre			
ORGANISMES	janv	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	TOTAL GENERAL
BNDA			8		399	12			8		398	11	836
EDM-SA						125						125	250
SOGEM	207	1036		584			207	1020		574			3 628
BDM-SA				68						58			126
BMS-SA				138						136			274
Total mensuel	207	1036	8	790	399	137	207	1020	8	768	398	136	5 114
Total trimestriel	1251			1 326			1 235			1 302			

Bamako le 24 juillet 2020

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE
DE LA DETTE PUBLIQUE
****

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE-UN BUT-UNE FOI
****

RETROCESSION : PROJECTION DE RECOUVREMENT 2021-2025

(montants en millions de FCFA)

Désignation	2021	2022	2023	2024	2025	Observations
BNDA	836	830	824	95	94	
EDM-SA	250	250	250	250	250	
BDM (Lingne de crédit BADEA)	126	92	48	27		
SOGEM	3 628	3 541	3 434	3 327	3 221	
BMS-SA	274	263	252	242	224	
TOTAL	**5 114**	**4 976**	**4 808**	**3 941**	**3 789**	

Bamako, le 24 juillet 2020

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

ETAT O

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

TABLEAU RECAPITULATIF

Période : de janvier à mars 2020

MOIS	MONTANT DE SUBVENTIONS
janv-20	-14 399 718 044
févr-20	-10 913 892 661
mars-20	-12 189 179 523
CUMUL	-37 502 790 228
MOYENNE	-12 500 930 076
PREVISIONS 2020	-150 011 160 911

source:ONAP

Office National des Produits Petroliers ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

TABLEAU RECAPITULATIF

Période : de janvier à mars 2020

AXES	VOLUMES (Litres)	MONTANT SUBVENTIONS (F CFA)
Dakar	151 199 376	-21 642 087 326
Abidjan	57 052 080	-8 380 342 337
Lomé	1 280 000	-203 692 700
Cotonou	2 923 877	-513 900 287
Banjul	18 644	-3 245 548
Tema	1 545 000	-269 281 050
Zinder	44 315 773	-6 490 240 980
CUMUL	**258 334 750**	**-37 502 790 228**
MOYENNE/mois	**43 055 792**	**-12 500 930 076**
Prévisions 2020	**516 669 500**	**-150 011 160 911**

Source : DGD - ONAP

Office National des Produits Pétroliers ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
---oOo---
OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS
---oOo---

République du Mali
Un Peuple -Un but-Une foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : Dakar

Périodes	janv-20	févr-20	mars-20	CUMUL
Libellés				
Subventions unitaires (F CFA/litre)				
Supercarburant	-159,05	-153,15	-141,94	
Pétrole lampant	75,51	81,16	91,77	
Gasoil	-150,87	-144,97	-133,17	
Volumes TTC (Litres)	**57 342 100**	**39 191 283**	**54 665 993**	**151 199 376**
Supercarburant	14 618 000	8 476 500	5 982 003	29 076 503
Pétrole lampant	239 610	185 000	515 000	939 610
Gasoil	42 484 490	30 529 783	48 168 990	121 183 263
Subventions totales (F CFA)	**-8 716 534 955**	**-5 709 064 017**	**-7 216 488 354**	**-21 642 087 326**
Supercarburant	- 2 324 992 900	- 1 298 175 975	-849 085 506	-4 472 254 381
Pétrole lampant	18 092 951	15 014 600	47 261 550	80 369 101
Gasoil	-6 409 635 006	-4 425 902 642	-6 414 664 398	-17 250 202 046

Source : DGD - ONAP

Office National des Produits Pétroliers ★ ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES
PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

République du Mali
Un Peuple -Un but-Une foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : Abidjan

Périodes	janv-20	févr-20	mars-20	CUMUL
Libellés				
Subventions unitaires (F CFA/litre)				
Supercarburant	-157,61	-151,71	-140,50	
Pétrole lampant	77,04	82,69	93,30	
Gasoil	-149,88	-142,80	-131,59	
Volumes TTC (Litres)	**17 010 577**	**18 435 501**	**21 606 002**	**57 052 080**
Supercarburant	10 706 000	14 814 500	15 748 500	41 269 000
Pétrole lampant				-
Gasoil	6 304 577	3 621 001	5 857 502	15 783 080
Subventions totales (F CFA)	**- 2 632 302 661**	**- 2 764 586 738**	**- 2 983 452 938**	**- 8 380 342 337**
Supercarburant	-1 687 372 660	-2 247 507 795	-2 212 664 250	-6 147 544 705
Pétrole lampant	0	0	0	0
Gasoil	-944 930 001	-517 078 943	-770 788 688	-2 232 797 632

Source : DGD - ONAP

Office National des Produits Pétroliers ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

République du Mali
Un Peuple -Un but-Une foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : LOME

Périodes	janv-20	févr-20	mars-20	CUMUL
Libellés				
Subventions unitaires (F CFA/litre)				
Supercarburant	-184,13	-178,23	-167,02	
Pétrole lampant	50,81	56,47	67,07	
Gasoil	-174,71	-167,63	-156,42	
Volumes TTC (Litres)	**-**	**310 000**	**970 000**	**1 280 000**
Supercarburant				-
Pétrole lampant				-
Gasoil		310 000	970 000	1 280 000
Subventions totales (F CFA)	**-**	**- 51 965 300**	**- 151 727 400**	**- 203 692 700**
Supercarburant	0	0	0	0
Pétrole lampant	0	0	0	0
Gasoil	0	-51 965 300	-151 727 400	-203 692 700

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES
PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

République du Mali
Un Peuple -Un but-Une foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : Cotonou

Périodes	janv-20	févr-20	mars-20	CUMUL
Libellés				
Subventions unitaires (F CFA/litre)				
Supercarburant	-180,96	-175,65	-164,44	
Pétrole lampant	54,84	59,91	70,51	
Gasoil	-173,14	-166,06	-154,85	
Volumes TTC (Litres)	**1 722 082**	**503 000**	**698 795**	**2 923 877**
Supercarburant	1 663 000	503 000	643 795	2 809 795
Pétrole lampant				-
Gasoil	59 082		55 000	114 082
Subventions totales (F CFA)	**-311 165 937**	**-88 351 950**	**-114 382 400**	**-513 900 287**
Supercarburant	-300 936 480	-88 351 950	-105 865 650	-495 154 080
Pétrole lampant	0	-	-	0
Gasoil	-10 229 457	0	-8 516 750	-18 746 207

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

République du Mali
Un Peuple -Un but-Une foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : Banjul

Périodes	janv-20	févr-20	mars-20	CUMUL
Libellés				
Subventions unitaires (F CFA/litre)				
Supercarburant	-182,00	-176,10	-164,89	
Pétrole lampant	53,68	59,32	69,92	
Gasoil	-174,08	-167,00	-155,79	
Volumes TTC (Litres)	**18 644**	**-**	**-**	**18 644**
Supercarburant				-
Pétrole lampant				-
Gasoil	18 644			18 644
Subventions totales (F CFA)	**- 3 245 548**	**-**	**-**	**- 3 245 548**
Supercarburant	0	0	0	0
Pétrole lampant	0	0	0	0
Gasoil	-3 245 548	0	0	-3 245 548

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

République du Mali
Un Peuple -Un but-Une foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : Tema

Périodes	janv-20	févr-20	mars-20	CUMUL
Libellés				
Subventions unitaires (F CFA/litre)				
Supercarburant	-179,39	-173,49	-162,87	
Pétrole lampant	-88,08	62,09	72,10	
Gasoil	0,00	-163,23	-152,02	
Volumes TTC (Litres)	**210 000**	**1 335 000**	**-**	**1 545 000**
Supercarburant	210 000	1 335 000		1 545 000
Pétrole lampant				-
Gasoil				-
Subventions totales (F CFA)	**-37 671 900**	**-231 609 150**	**0**	**-269 281 050**
Supercarburant	-37 671 900	-231 609 150	0	-269 281 050
Pétrole lampant	-	-	0	0
Gasoil	0	0	0	0

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES
PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

République du Mali
Un Peuple -Un but-Une foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : Zinder

Périodes	janv-20	févr-20	mars-20	CUMUL
Libellés				
Subventions unitaires (F CFA/litre)				
Supercarburant	-140,80	-136,08	-126,05	
Pétrole lampant	70,10	74,82	84,85	
Gasoil	-164,19	-158,29	-148,61	
Volumes TTC (Litres)	**17 829 268**	**14 038 002**	**12 448 503**	**44 315 773**
Supercarburant	9 773 000	6 923 000	5 622 500	22 318 500
Pétrole lampant				-
Gasoil	8 056 268	7 115 002	6 826 003	21 997 273
Subventions totales (F CFA)	**-2 698 797 043**	**-2 068 315 507**	**-1 723 128 431**	**-6 490 240 980**
Supercarburant	-1 376 038 400	-942 081 840	-708 716 125	-3 026 836 365
Pétrole lampant	-	-	-	-
Gasoil	-1 322 758 643	-1 126 233 667	-1 014 412 306	-3 463 404 615

Source : DGD - ONAP

ONAP

ETAT P

STATISTIQUES SUR LES EMPLOIS CREES

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

****

OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

Statistiques sur les créations d'emplois 2019 - 2020 et les perspectives pour 2021

Juillet 2020

1. Statistiques des emplois créés en 2019 et 2020

1.1. Statistiques des emplois créés de janvier à décembre 2019

1.1.1. Les emplois créés par le secteur privé en 2019

Au cours de l'année 2019, le secteur privé a créé 23 592 emplois. La branche « Activités de Services de Soutien et de Bureau » vient en première position avec 5 637 emplois créés, soit 23,9% des emplois créés par le secteur privé. La branche « Activités pour la santé humaine et l'action sociale » occupe la deuxième position avec 2 643 emplois créés (Tableau 1).

Tableau 1 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activités, type de contrat et par sexe en 2019

	Type de Contrat						
	CDD			CDI			Total
Branches d'activités	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Agriculture, Sylviculture, Pêche	151	13	164	130	19	149	313
Activités Extractives	1 503	108	1 611	837	26	863	2 474
Activités de Fabrication	324	28	352	490	35	525	877
Production et Distribution D'électricité et de Gaz	30	9	39	114	12	126	165
Production et Distribution d'Eau, Assainissement, Traitement des Déchets et Dépollution	257	48	305	216	19	235	540
Construction	577	37	614	244	24	268	882
Commerce	692	198	890	609	168	777	1 667
Transports et Entreposage	194	16	210	78	8	86	296
Hébergement et Restauration	203	50	253	110	25	135	388
Information et Communication	124	40	164	169	48	217	381
Activités Financières et d'Assurance	290	87	377	276	96	372	749
Activités Immobilières	5	3	8	14	2	16	24
Activités Spécialisées, Scientifiques et Techniques	291	95	386	206	58	264	650
Activités de Services de Soutien et de Bureau	2 676	716	3 392	1 962	283	2 245	5 637
Activités d'Administration Publique	270	86	356	225	85	310	666
Enseignement	550	239	789	889	238	1 127	1 916
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	1 161	445	1 606	652	385	1 037	2 643
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	12	7	19	8	1	9	28
Autres Activités de Services N.C.A.	1 314	355	1 669	189	54	243	1 912
Activités Spéciales des Ménages	24	6	30	3	6	9	39
Activités des Organisations Extraterritoriales	953	240	1 193	114	38	152	1 345
Total	11 601	2 826	14 427	7 535	1 630	9 165	23 592

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Le district de Bamako et la région de Kayes ont enregistré plus de créations d'emplois comparativement aux autres régions, avec respectivement, 14 116 et 2 259 emplois créés en 2019. Les créations d'emplois dans ces deux localités sont le fruit de l'importance de l'activité économique. Les grandes entreprises du secteur formel sont basées à Bamako. Les activités aurifères sont plus importantes dans la région de Kayes. Près de 61,2% des emplois créés sont à durée déterminée. Les hommes occupent 81,1% des emplois créés en 2019 (tableau 2).

Tableau 2 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par Région, type de contrat et par sexe en 2019

Région	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Kayes	1 185	133	1 318	843	98	941	2 259
Koulikoro	495	134	629	747	109	856	1 485
Sikasso	703	80	783	660	132	792	1 575
Ségou	533	154	687	365	134	499	1 186
Mopti	771	230	1 001	202	34	236	1 237
Tombouctou	375	73	448	78	11	89	537
Gao	679	111	790	290	37	327	1 117
Kidal	53	6	59	19	2	21	80
Bamako	6 807	1 905	8 712	4 331	1 073	5 404	14 116
Total	11 601	2 826	14 427	7 535	1 630	9 165	23 592

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Le nombre d'emplois créés a connu son pic (7 574) au troisième trimestre, soit 32,1 % des créations d'emplois en 2019. Il a connu une baisse de 22,8 % au quatrième trimestre (Tableau 3).

Tableau 3 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, type de contrat et par sexe en 2019

Trimestre	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Trimestre 1	2 143	572	2 715	1 026	336	1 362	4 077
Trimestre 2	3 084	680	3 764	1 990	341	2 331	6 095
Trimestre 3	3 385	861	4 246	2 757	571	3 328	7 574
Trimestre 4	2 989	713	3 702	1 762	382	2 144	5 846
Total	11 601	2 826	14 427	7 535	1 630	9 165	23 592

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT) au premier semestre 2019

1.1.2. Les emplois créés par le secteur public en 2019

Les Agences, les Projets-Programmes logés dans certains Départements Ministériels et les différents concours au niveau de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique des collectivités, de la défense et de la sécurité ont permis de créer 14 867 emplois publics. Comme d'habitude, les grands travaux réalisés par le Ministère des Infrastructures et de l'équipement, le place en tête (7 279) des autres Département en terme de création d'emplois. Il est suivi du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile qui a recruté 3 215 élèves policiers et sapeurs-pompiers. Les femmes occupent seulement 15,3% de ces emplois publics. (Tableau 4).

Tableau 4 : répartition du nombre d'emplois créés par le secteur public en 2019, selon le sexe et Département Ministériel

Ministres/Projet, Programmes, Agences	Homme	Femme	Total
Ministère des Infrastructures et de l'Equipement	**6 974**	**305**	**7 279**
Agence d'exécution des travaux d'entretien public routier (AGEROUTE)	2 732	95	2 827
Agence d'exécution des travaux d'intérêt public pour l'emploi (AGETIPE)	4 242	210	4 452
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	**815**	**459**	**1 274**
Agence Pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ)	78	25	103
Projet « Formation Professionnelle, Insertion et Appui à l'Entrepreneuriat des Jeunes Ruraux (FIER)	346	249	595
Programme Formation Insertion-Professionnelle (MLI022)	186	1	187
Projet Développement des Compétences et Emploi Jeunes (PROCEJ)	136	42	178
Projet d'Employabilité des Jeunes Maliens (PEJM)	69	142	211
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	**2 446**	**769**	**3 215**
DRH MSPC	357	143	500
Concours de recrutement direct des élèves policiers	1 678	487	2 165
Concours de recrutement direct des élèves sapeurs	411	139	550
Ministère du Travail et de la Fonction Publique	**552**	**314**	**866**
Concours de recrutement direct de la fonction publique	552	314	866
Ministère des collectivités territoriales	**1 797**	**436**	**2 233**
Concours d'entrée des Enseignants à la fonction publique des Collectivités Territoriales	1 797	436	2 233
Total	**12 584**	**2 283**	**14 867**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, 2019

1.2. Statistiques des emplois créés de janvier à juin 2020

1.2.1. Les emplois créés par le secteur privé au premier semestre 2020

Au premier semestre 2020, le secteur privé a créé 13 539 emplois. La branche « Activités de Services de Soutien et de Bureau », comme toujours vient en première position avec 4 091 emplois créés, soit 30,1% des emplois créés par le secteur privé. La branche « Activités pour la santé humaine et l'action sociale » occupe la deuxième position avec 1 830 emplois créés (Tableau 5).

Tableau 5 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activités, type de contrat et par sexe au premier semestre 2020

Branche d'activités	CDD			CDI			
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Total
Agriculture, sylviculture, pêche	74	7	81	30	8	38	119
Activités extractives	456	32	488	170	8	178	666
Activités de fabrication	869	27	896	326	27	353	1 249
Production et distribution d'électricité et de gaz	38	6	44	13	3	16	60
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	97	28	125	50	2	52	177
Construction	220	5	225	73	6	79	304
Commerce	532	104	636	507	116	623	1 259
Transports et entreposage	114	14	128	116	6	122	250
Hébergement et restauration	39	11	50	26	12	38	88
Information et Communication	35	14	49	53	14	67	116
Activités financières et d'assurance	167	78	245	128	41	169	414
Activités immobilières	7	0	7	42	1	43	50
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	51	9	60	45	11	56	116
Activités de services de soutien et de bureau	2 228	565	2 793	1 077	221	1 298	4 091
Activités d'administration publique	170	41	211	112	61	173	384
Enseignement	186	51	237	392	98	490	727
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	833	338	1 171	415	244	659	1 830
Activités artistiques, sportives et récréatives	8	1	9	9	3	12	21
Autres activités de services N.C.A.	523	175	698	140	45	185	883
Activités spéciales des ménages	40	17	57	5	1	6	63
Activités des organisations extraterritoriales	437	100	537	102	33	135	672
Total	**7 124**	**1 623**	**8 747**	**3 831**	**961**	**4 792**	**13 539**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Contrairement aux autres années, la région de Kayes a enregistré, moins de création d'emplois au premier semestre 2020. Cette situation pourrait s'expliquer par l'avènement de la crise sanitaire COVID 19. Il faut rappeler que le Mali a enregistré son premier cas en mars 2020. La région de Kayes est une zone aurifère, la crise sanitaire a contraint les entreprises qui y sont installées à reporter leur projet de recrutement et à mettre plusieurs agents en chômage technique. A l'exception du District de Bamako, Ségou est la seule région qui a dépassé le cap de 1 500 emplois crées.

Tableau 5 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par Région, type de contrat et par sexe au premier semestre 2020

Région	CDD			CDI			Total		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Kayes	262	8	270	208	34	242	470	42	512
Koulikoro	259	53	312	442	100	542	701	153	854
Sikasso	258	5	263	56	11	67	314	16	330
Ségou	999	114	1 113	402	99	501	1 401	213	1 614
Mopti	526	207	733	157	41	198	683	248	931
Tombouctou	538	114	652	83	24	107	621	138	759
Gao	179	33	212	109	11	120	288	44	332
Kidal	42	7	49	25	20	45	67	27	94
Ménaka	16	10	26	0	0	0	16	10	26
Bamako	4 045	1 072	5 117	2 349	621	2 970	6 394	1 693	8 087
Total	**7 124**	**1 623**	**8 747**	**3 831**	**961**	**4 792**	**10 955**	**2 584**	**13 539**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Le nombre d'emplois créés a connu une légère baisse (1,3%) au deuxième trimestre 2020, passant de 6 815 à 6 724 emplois créés **(Tableau 6)**.

Tableau 6 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, type de contrat et par sexe en 2020

Trimestres	CDD			CDI			
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Total
Trimestre 1	3 539	869	4 408	1 909	498	2 407	6 815
Trimestre 2	3 585	754	4 339	1 922	463	2 385	6 724
Total	**7 124**	**1 623**	**8 747**	**3 831**	**961**	**4 792**	**13 539**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT) au premier semestre 2020

1.2.2. Les effets de la crise sanitaire sur la création d'emplois

L'économie mondiale, et particulière l'économie malienne a subi de plein fouet les conséquences de la crise sanitaire, occasionnant des pertes d'emplois et la mise au chômage technique des milliers de salariés. Entre le 1er avril et le 14 juillet 2020, la Direction nationale du travail (DNT) a enregistré, 4 844 déclarations de mise au chômage technique des employés. Ces données proviennent de 179 entreprises, réparties entre les sept premières régions du Mali et le District de Bamako. Ce dernier a enregistré près de la moitié (49%) des salaires mis au chômage technique par les entreprises à cause de la crise sanitaire. Il est suivi de la région de Kayes avec 1 261 salaires mis en chômage technique, soit 26% des cas enregistrés

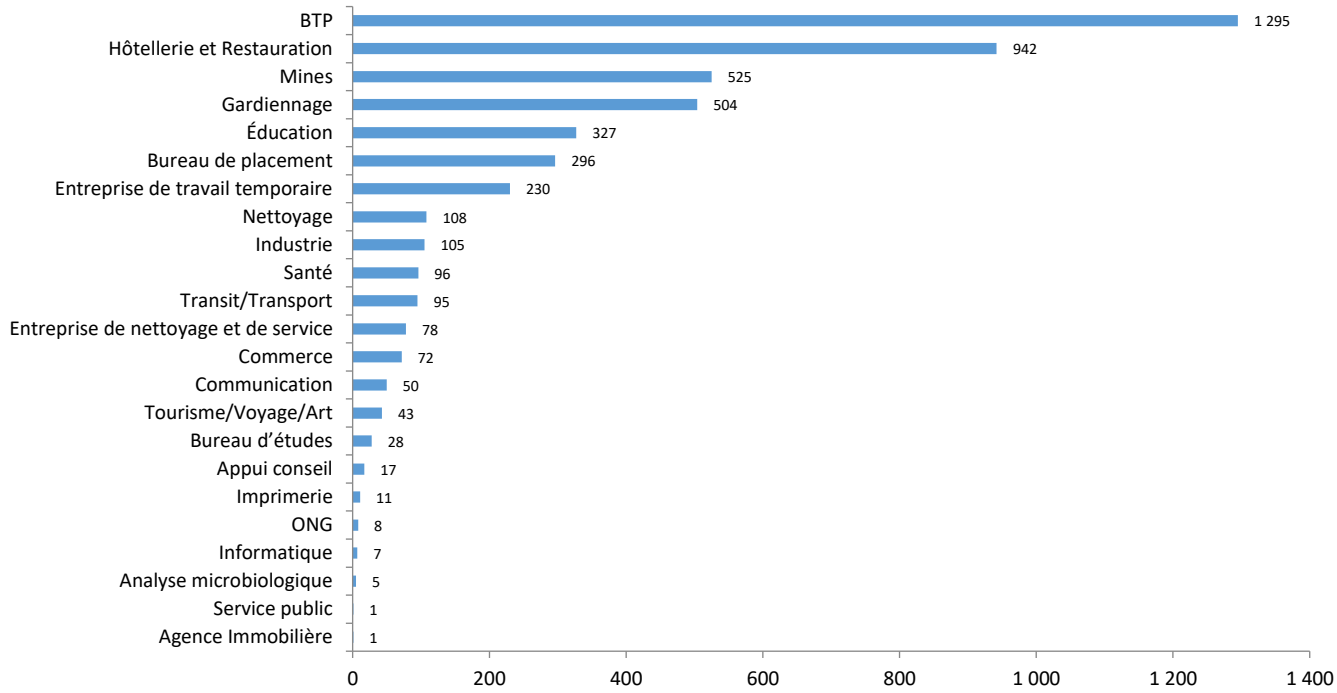
Tableau 6 : Répartition par région du nombre de salariés mis au chômage technique suite à la crise du COVID-19

Région	**Effectif des salariés en chômage technique**	**Pourcentage**
Kayes	1 261	26,0
Koulikoro	131	2,7
Sikasso	445	9,2
Ségou	67	1,4
Mopti	14	0,3
Tombouctou	233	4,8
Gao	315	6,5
Bamako	2 378	49,1
Total	**4 844**	**100,0**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Les branches d'activités les plus touchées sont les BTP, l'hôtellerie-restauration, les mines, le gardiennage et l'éducation. Les BTP viennent en tête avec 1 295 salariés mis au chômage technique, soit 26,7% des cas enregistrés par la Direction nationale du travail (graphique 1).

Graphique 1: Répartition des salariés mis au chômage technique par branche d'activités



1.3. Récapitulatif des emplois créés par les secteurs privé et public du 1e trimestre 2019 au 2e trimestre 2020

Au cours des six derniers trimestres, le secteur privé a créé 37 131 emplois. Près des 2/3 (62,4%) des emplois sont à durée déterminée. Les femmes occupent près de 19,1% des emplois créés. Le pic a été atteint au troisième trimestre 2019 (Tableau 7).

Tableau 7 : Récapitulatif des emplois créés par trimestre par le secteur privé du 1e trimestre 2019 au 2e trimestre 2020

	CDD			CDI			
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Total
Trimestre 1_2019	2 143	572	2 715	1 026	336	1 362	4 077
Trimestre 2_2019	3 084	680	3 764	1 990	341	2 331	6 095
Trimestre 3_2019	3 385	861	4 246	2 757	571	3 328	7 574
Trimestre 4_2019	2 989	713	3 702	1 762	382	2 144	5 846
Trimestre 1_2020	3 539	869	4 408	1 909	498	2 407	6 815
Trimestre 2_2020	3 585	754	4 339	1 922	463	2 385	6 724
Total	**18 725**	**4 449**	**23 174**	**11 366**	**2 591**	**13 957**	**37 131**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Contrairement au secteur privé, le secteur public a créé moins d'emplois au cours des six derniers trimestres. Au total, 14 867 emplois créés par le secteur public ont été enregistrés. Sur le total de ces emplois créés, le Ministère des Infrastructures et de l'Equipement vient en première position avec 7 279, soit 48,9% des créations d'emplois enregistrées (Tableau 8).

Tableau 8 : Récapitulatif des emplois créés par le secteur public du 1e trimestre 2019 au 2e trimestre 2020

Ministres/Projet, Programmes, Agence	Homme	Femme	Total
Ministère des Infrastructures et de l'Equipement	**6 974**	**305**	**7 279**
Agence d'exécution des travaux d'entretien public routier (AGEROUTE)	2 732	95	2 827
Agence d'exécution des travaux d'intérêt public pour l'emploi (AGETIPE)	4 242	210	4 452
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	**815**	**459**	**1 274**
Agence Pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ)	78	25	103
Projet « Formation Professionnelle, Insertion et Appui à l'Entrepreneuriat des Jeunes Ruraux (FIER)	346	249	595
Programme Formation Insertion-Professionnelle (MLI022)	186	1	187
Projet Développement des Compétences et Emploi Jeunes (PROCEJ)	136	42	178
Projet d'Employabilité des Jeunes Maliens (PEJM)	69	142	211
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	**2 446**	**769**	**3 215**
DRH MSPC	357	143	500
Concours de recrutement direct des élèves policiers	1 678	487	2 165
Concours de recrutement direct des élèves sapeurs	411	139	550
Ministère du Travail et de la Fonction Publique	**552**	**314**	**866**
Concours de recrutement direct de la fonction publique	552	314	866
Ministère des collectivités territoriales	**1 797**	**436**	**2 233**
Concours d'entrée des Enseignants à la fonction publique des Collectivités Territoriales	1 797	436	2 233
Total	**12 584**	**2 283**	**14 867**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels

2. Les perspectives pour l'exercice 2021

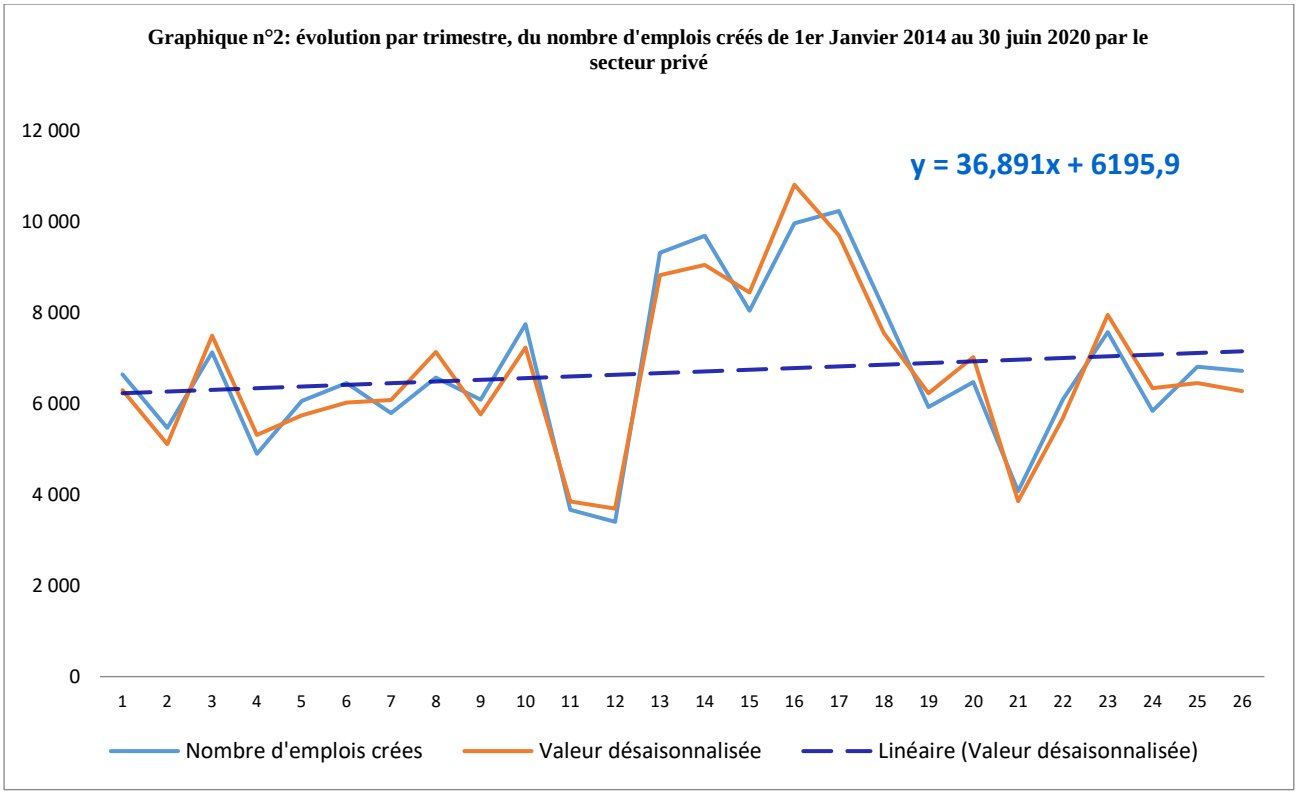
2.1. Les perspectives de création d'emplois par le secteur privé

Nous disposons d'une série de données collectées par trimestre de janvier 2014 à juin 2020 sur les créations d'emplois faites par le secteur privé. L'évolution de cette série se présente comme suit :

Tableau 9 : Evolution par trimestre du nombre d'emplois créés par le secteur privé de janvier 2014 à juin 2020

Période	Rand de la série	Nombre d'emplois crées
Trimestre 1_2014	1	6 650
Trimestre 2_2014	2	5 471
Trimestre 3_2014	3	7 136
Trimestre 4_2014	4	4 899
Trimestre 1_2015	5	6 066
Trimestre 2_2015	6	6 458
Trimestre 3_2015	7	5 795
Trimestre 4_2015	8	6 577
Trimestre 1_2016	9	6 091
Trimestre 2_2016	10	7 753
Trimestre 3_2016	11	3 668
Trimestre 4_2016	12	3 405
Trimestre 1_2017	13	9 319
Trimestre 2_2017	14	9 698
Trimestre 3_2017	15	8 046
Trimestre 4_2017	16	9 968
Trimestre 1_2018	17	10 241
Trimestre 2_2018	18	8 098
Trimestre 3_2018	19	5 930
Trimestre 4_2018	20	6 477
Trimestre 1_2019	21	4 077
Trimestre 2_2019	22	6 095
Trimestre 3_2019	23	7 574
Trimestre 4_2019	24	5 846
Trimestre 1_2020	25	6 815
Trimestre 2_2020	26	6 724
Total		**174 877**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)



Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

A partir de cette évolution, les résultats de l'estimation d'un modèle économétrique simple, sans tenir compte des autres facteurs exogènes, notamment les effets de la crise sanitaire, nous permettent de prévoir le nombre de création d'emplois par le secteur privé comme suit :

Tableau 10 : Evolution prévisionnelle par trimestre du nombre d'emplois créés par le secteur privé du 3ème trimestre 2020 au 4ème trimestre 2021

Période	Prévision
Trimestre 3_2020	6 862
Trimestre 4_2020	6 674
Trimestre 1_2021	7 684
Trimestre 2_2021	7 833
Trimestre 3_2021	6 998
Trimestre 4_2021	6 805
Total	42 856

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

2.2. Les perspectives de création d'emplois par le secteur public

Contrairement aux statistiques sur les créations d'emplois du secteur privé, nous ne disposons pas pour l'instant, de longue série sur les créations d'emplois du secteur public. Ces statistiques sont généralement disponibles en fin de trimestre ou d'année. La non disponibilité de longue série rend difficile l'utilisation d'outils statistiques appropriés pour faire des prévisions jusqu'en 2021 en termes de création d'emplois.

Les bonnes perspectives macro-économiques 2020 de la Banque Africaine de Développement annoncées dans son rapport de 2019 sur le Mali seront difficilement réalisable à cause des conséquences de la crise sanitaire COVID-19. En effet, Selon les nouvelles estimations du Fonds Monétaire International, mentionnées dans une étude de la Banque Mondiale au Mali, le taux de croissance économique pour 2020 va chuter de 5% à 0,9%. Cela signifie que le taux de croissance annuelle tombera bien en dessous du taux de croissance moyen de la population nationale de 3%, ce qui poussera encore plus de maliens dans la pauvreté et certainement le chômage. Selon la même source, cette chute du taux de croissance va augmenter le taux de pauvreté de 2,7%, ce qui correspond à presque 800 000 nouveaux pauvres[1]. La détérioration des conditions macro-économiques suite à la crise sanitaire COVID-19 aura donc des effets à court terme sur l'emploi. Les mesures prises par les plus hautes autorités permettront certes d'atténuer l'effet de cette crise sur les entreprises et les ménages à moyen et long termes.

En tenant compte de cette hypothèse, le nombre d'emplois créés par le secteur public connaitra une baisse au cours des quatre prochains trimestres. Les dépenses d'investissements publics seront réorientées vers des mesures de soutien aux entreprises et aux ménages dont l'impact se fera sentir, à long termes, sur la reprise des activités économiques et sur la création d'emplois.

Ainsi, ***nous pourrions envisager au moins 2 000 emplois pour les deux derniers trimestres de 2020 et 11 000 emplois pour l'année 2021.*** Ces emplois pourraient être créés à travers les recrutements prévus au niveau de la fonction publique d'Etat et celle des collectivités au titre l'exercice budgétaire 2020. En outre, les investissements publics qui seront réalisés par l'Etat suite à la mobilisation des recettes et à la rationalisation des exonérations fiscales, pourront générer des emplois.

En somme, nous estimons le nombre total d'emplois créés par les secteurs public et privé comme suit :

Tableau 13 : Prévision du nombre total d'emplois créés par les secteur public et privé pour le 2e semestre 2020 et pour toute l'année 2021

Secteur	Année		Total
	2 020*	2 021**	
Emplois créés par le secteur public	2 000	11 000	13 000
Emplois créés par le secteur privé	13 536	29 320	44 180
Total	**15 536**	**40 320**	**57 180**

* Cette prévision concerne le dernier semestre 2020

** La prévision concerne toute l'année 2021

[1] Source : Nations Unies Mali, « Analyse rapide des impacts socio-économiques du Covid-19 au Mali », mai 2020.

ETAT Q

SUBVENTIONS A L'ENERGIE DU MALI (EDM SA)

Projet d'annexe à la LFI 2021 portant sur les subventions à Energie du Mali (EDM-SA)

1. Données historiques

Période	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Production (GWh)	631	721	805	866	943	1 004	1 097	1 213	1 301	1 276	1 402	1 574	1 712	1 905	2 081	2 219	2 410
SUBVENTIONS (Millions de FCFA)	7 200				3 000	3 400		14 281	10 906	30 000	59 249	57 108	42 000	33 656		42 000	54 000
Résultat avant subventions (Millions de FCFA)	- 7 206	- 7 211	- 3 074	-1 092	- 9 778	- 9 070	- 17 814	- 14 245	- 28 895	- 42 291	- 38 690	-56 632	- 55 071				
Résultat apres subventions (Millions de FCFA)	- 6	- 7 211	- 3 074	-1 092	- 6 778	- 5 670	- 396	- 36	- 15 315	- 12 291	17 545	476	- 13 071				
Coût moyen de production (FCFA/KWH)			95,96	93,7	106,8	108,4	94,5	99,6	101,2	104,3	109,8	113,6	114,8				
Prix moyen de vente (FCFA/KWH)	95,20	88,77	79,37	85,64	86,47	87,35	88,82	91,09	91,64	91,33	92,53	96,90	96,45	96,30	95,14	96,08	96,86

2. Distribution estimée des subventions à EDM au sein de la population en fonction des niveaux de consommation de la clientèle

En 2019 le rapport entre le chiffre d'affaires (émissions HT) sans subvention et la quantité annuelle d'électricité facturée a été de 96,86 FCFA/kWh ; avec subvention, ce rapport a été de 127,63FCFA/kWh. Ainsi, le montant de la subvention/kWh a été de 30,77 FCFA.

Les 54 milliards de FCFA de subvention se répartissent, selon les tranches tarifaires de EDM-SA et en fonction des quantités consommées par type de client, comme suit :

2.1 Répartition uniforme de la subvention selon le niveau de consommation

Tableau 1 :

Categories de clients	Part subvention 2019
TARIF SOCIAL (*)	**50, 67%**
TARIF NORMAL (**)	**19, 33**
MOYENNE TENSION (***)	30.00%

(*) Catégorie de clients facturés sur ***quatre tranches tarifaires (de 59 FCFA/kWh à 130 FCFA/kWh) ;***

(**) **Catégorie de clients facturés sur** ***deux tranches tarifaires. (109 FCFA/kWh à 130 FCFA/kWh) ;***

(***) Les industriels et assimilés.

2.2 Répartition différenciée de la subvention en tenant compte des tarifs appliqués aux différents clients

Le système tarifaire en vigueur (voir tableau ci-dessous) engendre des subventions croisées entre différents groupes tarifaires. Nous procédons ici à une analyse de ce phénomène afin de donner un éclairage complet sur la subvention par catégorie de client.

On remarquera tout d'abord que tous les clients MT ont bénéficié de la subvention, tous les prix de vente étant inférieurs à 127,63 FCFA/kWh, niveau de revenu par kilowattheure ayant permis l'équilibre en 2019. Cependant, les clients, selon leurs groupes tarifaires et les quantités d'électricité consommées, ont bénéficié différemment de la subvention.

Les clients du tarif social ont bénéficié de subvention sur les 200 premiers kWh d'électricité consommée, ceux-ci étant facturés entre 59 FCFA et 109 FCFA par KWh.

Les clients du tarif normal ont bénéficié de subvention sur les 200 premiers kWh d'électricité consommée, ceux-ci étant facturés à 109 FCFA par kWh.

Sur les tranches de consommation excédant les 200 KWh et facturés au prix unitaire de 130 FCFA le KWh, ces clients (aussi bien du tarif social que du tarif normal) apportent une subvention croisée pour l'équilibre.

Il a été procédé à une segmentation des ventes par type tarifaire et par quantité facturé selon les tranches définies dans les tableaux des Grilles Tarifaires ci-dessous.

Les quantités par tranche tarifaire ont été multipliées par les écarts obtenus entre les prix unitaires des tranches et le prix de 127,63 FCFA. Le tableau suivant illustre les résultats obtenus :

Tableau 2

SYNTHESE	BT Tarif social	BT Tarif Normal	Total BT	MT	TOTAL
Consommation en GWh	575,13	577,40	1 152,53	664,66	1 817,18
Subvention en milliard FCFA	27,364	10,436	37,80	16,20	54,00
Nombre de clients	431 248	193 839	625 087	2 595	627 682
Part de la consommation	31,65%	31,77%	63,42%	36,58%	100,00%
Part de la subvention	50,67%	19,33%	70,00%	30,00%	100,00%
Part Nombre Client	68,70%	30,88%	99,59%	0,41%	100,00%

Rappel système tarifaire appliqué par EDM-SA

Grille tarifaire de la Basse tension

TARIF SOCIAL	Consommation mensuelle en kWh comprise entre		Prix unitaire FCFA/kWh
tranche 1	0	50	**59**
tranche 2	51	100	**94**
tranche 3	101	200	**109**
tranche 4	201	plus de 201	**130**

TARIF NORMAL	Consommation mensuelle en kWh comprise entre		Prix unitaire FCFA/kWh
tranche 1	0	200	**109**
tranche 2	201	plus de 201	**130**

Grille tarifaire de la Moyenne tension

	Tranche d'heures dans laquelle la consommation en kWh est effectuée		Prix unitaire FCFA/kWh
Heures de pointe	18h00	23h59	**113**
Heures pleines	00h00	18h00	**77**

La clientèle BT (tarif social) représente 68,70% des clients (soit 431 248 clients), avec une consommation globale de 31,65 % bénéficie de plus de la moitié de la subvention 50,67 % soit **27,364 milliards FCFA**. La part de la subvention est supérieure à celle de la consommation. Les consommateurs de ce tarif avec les prix unitaires les plus bas sont les plus subventionnés.

Les clients BT du tarif normal 30,88 % des clients (soit 193 839 clients) présentent une part de subvention plus faible 19,33 % **(10,436 milliards de FCFA),** ils font 31, 77 % de la consommation globale.

Globalement, les **625 087 clients de la basse tension (99,59% des clients en nombre)**, en majorité des clients domestiques, ont bénéficié de **37,80 milliards de FCFA** de subvention, soit 70% de la subvention totale.

Les 2 595 clients Moyenne Tension (industriels en majorité, et PME) ne représentant que 0,41% de la clientèle, ont bénéficié de **16,20 milliards FCFA** de subvention, une part à hauteur de 30%, en dessous de la part de l'énergie consommée 36,58%.

2.3 Conclusions

L'hypothèse de la répartition uniforme de la subvention attribue moins au tarif social de la Basse Tension. La répartition uniforme affecte plus les clients du tarif normal Basse tension et clients de la Moyenne Tension.

	Tarif Social	Tarif Normal	Tarif Moyenne Tension
Répartition uniforme selon les quantités d'électricité consommée	17,090	17,158	19,751
Répartition différenciée selon les tarifs par client	27,364	10,436	16,200
Ecart entre les deux répartitions de subvention	10,272	-6,722	-3,551

L'écart entre les deux modes de répartition met en exergue la notion des subventions croisées entre les clients facturés à des tarifs différents. Si les clients BT du tarif social bénéficient 10,272 milliards FCFA de subvention croisée, celle-ci est apportée par les clients du tarif normal et de la moyenne tension.

3. Indicateurs de performance

	Indicateurs	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1	Puissance totale installée (MW)	333,3	394,7	425,1	467,2	528,1	533,2	590,2	529,5	628,2	721,9
2	Puissance totale disponible des centrales énergie renouvelable (MW)		0,2	0,20	0,20	1,37	1,37	1,37	1,40	1,37	1,42
3	Puissance disponible										
4	Energie totale produite (GWh)	1 212,9	1 300,7	1 276,4	1 402,0	1 573,9	1 712,0	1 905,3	2 081,1	2 219,7	2 410,9
5	Energie brute totale produite renouvelable (GWh) solaire	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	1,5	1,9	2,8	2,4	1,2
6	Energie importée (GWh)	2,8	3,4	17,1	216,4	295,7	246,5	281,0	445,4	436,7	601,6
7	Pertes distribution (%)	18,6%	15,6%	17,0%	15,70%	17,40%	17,76%	17,16%			
8	Taux énergie non distribuée (%)	0,4%	0,4%	2,3%	1,3%	0,9%	0,2%	0,2%	0,3%	1,8%	1,8%
9	Taux recouvrement global (%) à M+12	98,0%	98,1%	97,7%	97,7%	98,7%	98,7%	98,52%	98,81%	98,52%	98,50%
10	Taux recouvrement instances officielle (%)										
11	Taux recouvrement clients paraétatiques (%)										
12	Arriérés auprès fournisseurs privés	24 084,0	35 691,0	43 767,0	35 779,0	48 699,0	87 810,9	113 684,0	127 922,7	145 209,0	171 419,8
13	Arriérés fiscaux auprès Etat	12 291,0	7 192,0	15 314,0	9 634,0	9 992,0	16 029,5	13 384,0	14 424,1	42 269,0	40 618,7
14	Energie facturée (GWh)	950,9	1 044,3	1 012,4	1 104,7	1 225,8	1 332,3	1 488,9	1 650,9	1 730,9	1 861,5
15	Nombre total clients	233 354,0	261 008,0	290 042,0	313 621,0	346 978,0	400 690,0	462 761	515 827	569 324	627 682
16	Nombre clients résidentiels (Total BT)	231 864,0	259 438,0	288 382,0	311 952,0	345 141,0	398 760,0	460 696,0	513 601,0	566 933,0	625 087,0
17	Nombre employés	1 340,0	1 344,0	1 304,0	1 314,0	1 561,0	2 018,0	2 141,0	2 270,0	2 267,0	2 215,0
18	Ratio clients/employé	174,1	194,2	222,4	238,7	232,1	198,6	216,1	227,2	251,1	283,4
19	Tarif Moyen (FCFA (y/C pénalitéprime fixe majoration minoration)/kWh)	90,8	90,3	91,5	95,9	97,4	97,8	99,1	97,8	98,8	99,5
20	Tarif Moyen résidentiels (FCFA/kWh) (tarif BT)	100,3	99,4	100,0	105,2	105,6	104,7	106,5	105,5	105,3	105,3
21	Revenus recouvrés par kWh produit (FCFA/kWh)	93,9	100,2	78,3	82,4	90,3	98,5	93,4	94,5	93,3	85,7
22	Revenus recouvrés par kWh facturé (FCFA/kWh)	119,7	124,6	98,8	104,6	115,9	126,6	119,5	119,2	119,6	111,0
23	Ventes totales (FCFA millions)	85 886,9	93 886,4	91 403,4	104 077,1	118 191,3	137 340,9	152 169,7	166 944,5	182 311,0	196 323,2
24	Revenus totaux recouvrés (FCFA millions) (Encaissements)	113 853,5	130 142,5	99 995,6	115 531,5	142 121,2	168 630,4	177 975,6	196 722,1	207 089,0	206 703,0
25	Salaire/charges de personnel (FCFA millions)	12 938,5	10 951,0	11 774,6	12 338,0	13 461,4	17 952,6	22 233,6	24 850,7	24 811,4	25 822,1
26	Dépenses effectives entretien production (FCFA millions)	2 836,3	2 682,5	1 480,9	3 179,7	1 477,2	2 203,8	4 967,1	3 998,2	4 594,3	3 794,9
27	Dépenses effectives T&D (FCFA millions)	3 986,8	2 365,3	3 106,9	1 813,5	2 950,8	2 778,6	3 025,9	3 775,6	3 362,8	2 944,9
28	Clients résidentiels avec compteurs avec prépaiement (%)	2,51%	9,35%	19,15%	25,47%	36,29%	45,57%	53,56%	58,59%	62,66%	66,56%
29	Total Abonnés	233 354	259 862	290 042	313 621,0	346 978,0	400 690,0	462 761,0	515 827,0	569 324,0	627 682,0
30	BT Post Paye	226 048	234 131	233 148	232 501,0	219 874,0	217 029,0	213 958,0	212 680,0	211 707,0	209 056,0
31	ISAGO	5 816	24 163	55 234	79 451,0	125 267,0	181 731,0	246 738,0	300 921,0	355 226,0	416 031,0
32	MT	1 490	1 568	1 660	1 669,0	1 837,0	1 930,0	2 065,0	2 226,0	2 391,0	2 595,0
33	Résultats d'exploitation (± FCFA millions)	-24 416,4	-15 321,4	-7 696,3	23 833,4	10 535,4	813,5	-11 275,9	-9 878,4	-32 641,0	-32 236,7
34	Résultats Nets avec Subventions (± FCFA millions)	-35,7	-15 314,8	-12 291,3	17 544,9	474,8	-13 071,3	-26 364,3	-22 100,2	-66 044,3	-44 855,9
35	Mouvements sorties du personnel	106,0	64,0	36,0	43,0	42,0	62,0	60,0	56,0	68,0	54,0
36	Subventions	4 804,00	10 906,00	30 000,00	59 248,6	57 107,6	42 000,0	33 655,8	34 000,0	42 000,0	75 000,0
37	Exonérations fiscales(*)								28 208,9	41 487,8	41 114,3
38	Produits pétroliers								19 925,8	34 051,4	30 687,9
39	Investissements								8 283,1	7 436,4	10 426,4
40	Stock des prêts rétrocédés								58 358,2	59 666,1	68 095,0
41	Positions nette EDM SA vis-à-vis de l'Etat								-3 742,0	-31 094,7	-31 442,6
	Impayés administration (Budget national et régional)								4 279,0	7 463,0	11 388,4
	Autres impayés (reliquat subvention)								500,0	15 500,0	500,0
	Dettes fiscales nettes								7 521,0	34 109,2	31 250,8
	Autres dettes de l'Etat sur EDM SA (avance trésor)								0,0	19 948,5	12 080,2

Exonérations fiscales(*) : les exonérations fiscales sont des estimations que nous avons effectuées

ETAT R

LISTE DES TAXES PARAFISCALES ET LEUR EVALUATION

MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

PREVISIONS DE RECOUVREMENT 2021 DES TAXES PARAFISCALES

(Unité en millions de F CFA)

Code	Désignation	Budget	Prévisions Revues 2020	Prévisions 2021
	Taxe-Logement-**TL** (1% x Base CF)	OMH	**1 132**	**1 163**
	Taxe Touristique	OMATHO	**1 664**	**1 709**
	Contribution de solidarité sur les billets d'avion	Projet SIDA	**342**	**351**
	Redevance Régulation	ARMDS	**1 069**	**1 098**

NB: ⇨ *Les prévisions TL sont établies sur la base des réalisations estimées pour 2020 en tenant compte du taux d'accroissement des recettes de la DGI, et des entreprises non passible de CF (conventionnées avec stabilité fiscale).*
⇨ *Les prévisions de Taxe Touristique, de Contribution de solidarité sur les billets d'avion, et de la Redevace de Régulation sont établies sur la base des réalisations estimées de l'exercice précédent (2020) auxquelles sont appliqués le taux de croissance revisé en 2020 (Croissance nominale 2,7 %)*

Bamako, le 26 août 2020
LE DIRECTEUR GENERAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Le Directeur Général des Impôts
★ BAMAKO ★

Mathias KONATE
Inspecteur des Impôts

ETAT S

ANNEXE SUR LES DEPENSES FISCALES

Mme KOUATE Cissé SYLLA/DGI
MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

Direction Générale des Impôts

Cellule de Politiques Fiscales

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

RAPPORT SUR LES DEPENSES FISCALES ANNEE 2019

RAPPORT PROVISOIRE

juillet 2020

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

CEDEAO : COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

CGI : CODE GENERAL DES IMPÔTS

CREDAF : CENTRE DE RENCONTRES ET D'ÉTUDES DES DIRIGEANTS DES ADMINISTRATIONS FISCALES

DE : DROITS D'ENREGISTREMENT

DD : DROIT DE DOUANE

DF : DEPENSE FISCALE

DGD : DIRECTION GENERALE DES DOUANES

DGI : DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

IBIC : IMPÔT SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

IS : IMPÔT SUR LES SOCIETES

RS : REDEVANCE STATISTIQUE

SFR : SYSTEME FISCAL DE REFERENCE

TEC : TARIF EXTERIEUR COMMUN

TVA : TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

UEMOA : UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE

INTRODUCTION

La fiscalité malienne se caractérise par une multitude d'exceptions et de régimes particuliers, dérogeant aux règles de droit commun. Ces dispositions de la loi fiscale qui comprennent des exonérations et divers mécanismes affectant le calcul de l'impôt, concernent aussi bien la fiscalité des ménages que celle des entreprises.

Ces dispositions dérogatoires sont qualifiées par les spécialistes de « dépenses fiscales ».

Le concept de dépenses fiscales, qui « apparaît à la fois comme le symétrique de l'expression dépenses budgétaires et comme le négatif de l'expression recettes fiscales », permet de souligner que ces dispositions fiscales dérogatoires représentent un manque à gagner pour le budget de l'Etat, même si ce coût est, moins visible et moins connu que celui des autres dépenses publiques.

L'expression « dépense fiscale » ne doit cependant pas conduire à considérer que l'ensemble des flux économiques (revenus, épargne, valeur ajoutée, etc.) constituent par nature une matière taxable et que toute dérogation peut être présentée comme une moindre recette pour l'Etat.

Toutefois, les dispositions fiscales dérogatoires pourraient conduire à des «démembrements de la fiscalité» et aller à l'encontre de l'esprit de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, dont l'article 13 prévoit que l'indispensable contribution commune « doit être également répartie entre les citoyens, en raison de leurs facultés ».

A ces différentes facettes de la fiscalité dérogatoire correspondent deux enjeux essentiels :

- celui de la maîtrise budgétaire de ces dispositifs dans un contexte marqué par la diminution des ressources externes et la non-atteinte du taux de pression fiscale fixé à 20% à l'horizon 2020 par la CEDEAO ;
- et celui de l'efficacité de ces dispositifs ou encore celui de la simplification de la fiscalité.

Dans une telle situation, il est impératif pour nos pouvoirs publics de rationaliser les dérogations fiscales accordées aux contribuables et d'évaluer leur coût, mais aussi les impacts qu'elles induisent tant sur le plan économique que social.

La loi n°2017-022 du 12 juin 2017 déterminant le cadre général du régime des exonérations fiscales et douanières a été promulgué comme étant un des moyens de rationalisation de l'octroi des dérogations, dans la mesure où elle prévoit la suppression des exonérations qui n'ont aucune base légale.

Les dérogations ou allègements fiscaux sont des sources de pertes de recettes fiscales pour le Trésor public. Ce manque à gagner affecte de manière significative l'efficacité de l'effort de mobilisation des recettes fiscales des services d'assiette, la transparence dans la gestion des finances publiques et l'équité du système fiscal.

Ainsi, depuis 2011, chaque année le rapport sur les dépenses fiscales est produit par la DGI et est annexé au projet de loi de Finances.

Le coût des dépenses fiscales relatif à l'année 2019 s'élève à 272,23 milliards de francs CFA. Il est constitué par les mesures de dérogations fiscales liées à six (6) impôts. Il s'agit précisément de trois impôts pour la fiscalité intérieure (TVA de l'intérieur, Impôt sur les Sociétés /Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et Droits d'Enregistrement) et de trois impôts pour la fiscalité de porte (TVA de porte, Droit de Douane et Redevance Statistique).

Dans cette étude, le montant des dépenses fiscales est analysé par type d'impôt, par source légale d'exonération et par secteur d'activité.

La présente évaluation est axée sur les chiffres relatifs aux exonérations accordées par la Direction Générale des Impôts et la Direction Générale des Douanes.

Elle s'articule autour de trois axes :

- I. CADRE CONCEPTUEL ET METHODOLOGIQUE;
- II. RECENSEMENT DES MESURES;
- III. EVALUATION DU COUT BUDGETAIRE DES DEPENSES FISCALES.

I. CADRE CONCEPTUEL ET METHODOLOGIQUE

La première étape de l'étude consiste à fixer le cadre de l'analyse. Celui-ci s'articule autour, d'une part, de la compréhension du concept de dépense fiscale et de ses implications, et, d'autre part, de la méthodologie à suivre pour l'évaluation.

1. *CADRE CONCEPTUEL*

La décision n°08/2015/CM/UEMOA du 02 juillet 2015 instituant les modalités d'évaluation des dépenses fiscales dans les Etats membres de l'UEMOA, a dégagé certaines *idées prioritaires* **quant à la définition de la dépense fiscale, de *la norme et du système de référence (régime fiscal de base), de la délimitation du périmètre d'évaluation aux impôts nationaux et de la méthodologie à adopter.***

a. *Définition de la dépense fiscale*

Selon cette décision, **«** *une dépense fiscale est un transfert de ressources publiques résultant d'une réduction des obligations fiscales relativement à un système fiscal de référence, plutôt qu'une dépense directe. Elle résulte d'une mesure dérogatoire de nature fiscale prise par une autorité habilitée, en vue d'alléger la charge fiscale d'un contribuable ou d'un secteur d'activités et qui entraine un manque à gagner pour le trésor public.* ».

La dépense fiscale est donc une perte de recettes pour l'État et pour le contribuable un allègement de charges fiscales par rapport à ce qui serait résulté de l'application de la norme, c'est-à-dire des principes généraux du droit fiscal.

Néanmoins, toutes les exonérations ne sont pas des dépenses fiscales, et d'autres mesures que des exonérations peuvent donner lieu à des dépenses fiscales.

En particulier, les exonérations de TVA de porte sur les biens importés par des entreprises au régime du Code des Investissements ou au Code minier ne peuvent pas être considérées comme des dépenses fiscales car elles n'entraînent pas de pertes de recettes. La TVA qui aurait été collectée sur les importations de ces entreprises est par nature déductible, donc ne constitue pas une perte de recettes.

Les pertes de recette dues aux réductions de taux et à l'allocation d'un crédit d'impôt en cas d'investissement ne sont pas des exonérations mais constituent des dépenses fiscales.

Les caractéristiques qui peuvent aider à la qualification d'une mesure de dérogation fiscale en « dépense fiscale » sont :

- la dérogation par rapport à un système de référence (qualifier une mesure de "dépense fiscale" suppose de se référer à une législation de base à laquelle elle dérogerait) ;
- la motivation à but incitatif ;
- la possibilité de remplacement par une subvention directe.

L'identification des dépenses fiscales est un exercice de **classification** qui revient à établir une distinction, dans les dispositions fiscales en vigueur, **entre celles qui relèvent d'un système fiscal de référence (**découlant de la norme**) et une série de dispositions qui dérogent à ce système**. Elle requiert donc **une définition claire du système de référence**.

La définition d'un système de référence est donc l'étape essentielle du processus d'évaluation de la dépense fiscale.

b. *Définition du système fiscal de référence*

Il n'y a pas une définition standard du système de référence qui serait une norme communément admise au niveau international.

Il implique pour chaque pays, des choix de politiques économiques sociales et fiscales. En outre, elle est susceptible d'évoluer en fonction de la législation nationale ou communautaire. A ce titre, deux options sont envisageables :

- la première est faite sur la base de la législation existante ;
- la deuxième concerne le système optimal visé à terme (meilleures pratiques connues pour chaque taxe à l'interne et /ou à l'externe).

La première option plus pragmatique est le plus souvent choisie par les pays.

Ceci signifie que les éléments du cadre de référence (la norme) doivent **être de nature législative** et **revêtir un caractère général**.

Trois critères définissent le système de référence :

- l'ancienneté de la mesure ;
- le caractère général de la mesure ;
- la doctrine fiscale.

Cependant, le critère d'ancienneté n'a pas été retenu par la commission de l'UEMOA pour assimiler une dépense fiscale à une composante d'un système fiscal de référence.

Certains organismes internationaux estiment que le système fiscal de référence doit comprendre: « La structure des taux, les conventions comptables, la déductibilité des paiements obligatoires, les dispositions visant à faciliter l'administration des impôts et des dispositions concernant les obligations fiscales internationales. ».

Les aspects structurels de la législation, comme les abattements personnels ou les taux progressifs, sont aussi jugés comme faisant partie du système fiscal de référence et ne sont donc pas des dépenses fiscales.

En outre, certaines dispositions d'atténuation du taux ou de la base imposable visant à éliminer la double imposition ou à se conformer à des pratiques normalisées au plan international ou sous régional ne sont pas non plus considérées comme des dépenses fiscales.

Une dépense fiscale n'existe donc que par rapport à un système fiscal de référence. Pour chaque type d'impôt, le choix du système de référence consiste à définir le champ d'application, la base imposable et le ou les taux ou tarifs.

Par souci de simplification, beaucoup de pays retiennent tout simplement le Code Général des Impôts, le Code des douanes, et le TEC (Tarif Extérieur Commun) comme système de référence.

La décision n° 08/2015/CM/UEMOA du 02 juillet 2015 a défini le Système Fiscal de Référence en son article 5, ainsi qu'il suit : « *Les États membres définissent un système fiscal de référence basé sur le droit commun de la législation fiscale intérieure et douanière.*

Ce système de référence est le régime fiscal le plus neutre possible s'appliquant à tous les contribuables ou à toutes les opérations économiques avec le moins de discrimination possible. Il indique, pour chaque impôt, droit ou taxe, l'assiette et le taux.

Toute mesure dérogatoire au système de référence est considérée comme une dépense fiscale et entre dans le périmètre de l'évaluation.

Les dispositions fiscales dérogatoires contenues dans les conventions et accords internationaux régulièrement ratifiés font partie du système fiscal de référence.

En matière de législation fiscale intérieure, le système fiscal de référence est défini en fonction de la réglementation communautaire relative à l'harmonisation de la fiscalité interne des États de l'Union.

En matière de législation douanière, le système fiscal de référence est la réglementation communautaire relative au Tarif Extérieur Commun ».

Le système fiscal de référence est défini pour les impôts, droits et taxes couverts par l'évaluation des dépenses fiscales. Sont concernés :

- **Taxe sur la Valeur Ajoutée :**

L'application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée est encadrée par la directive C/DIR1/05/09 du 27 mai 2009 portant harmonisation des législations des états membres de la CEDEAO en matière de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). Les pays membres ont la latitude de pouvoir choisir leur taux normal applicable dans une fourchette de 5% à 20%. Ils ont, en outre, la possibilité de fixer aussi un taux réduit de TVA en plus du taux normal choisi (art 30 de la directive).

Dès lors que l'application du taux réduit de TVA ou l'exemption ne résulte pas d'une obligation communautaire, c'est le caractère incitatif, général ou sectoriel de cette application qui détermine si la mesure est considérée ou non comme une dépense fiscale.

Ainsi, sont considérées comme des dépenses fiscales les exonérations ou réductions de taux qui ont pour objet de soutenir un secteur particulier (énergies renouvelables et nouvelles technologies de l'information et de la communication).

Les taux réduits ou les exonérations qui s'appliquent à des produits de base avec un objectif de redistribution entre les ménages sont, en revanche, considérés comme conformes aux principes généraux de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (par exemple les médicaments, les céréales, le pain etc.)

Ainsi, peuvent faire partie intégrante de la norme de référence, les produits et services expressément exonérés par la directive susmentionnée (art 8) et transposés dans le Code Général des Impôts. Le taux retenu par le Mali est **18%.**

- **Impôt sur les Sociétés/Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux :**

Les éléments structurels du système d'imposition en matière d'Impôt sur les Sociétés comprennent :

- le taux d'imposition linéaire (taux de droit commun) ;
- la déduction des pertes antérieures ;
- l'amortissement admis par les règles comptables ;
- les dispositions visant à éviter la double imposition.

Les taux retenus par le Mali sont de **30%** du bénéfice imposable et **1%** du montant du chiffre d'affaires hors taxe pour les contribuables relevant du régime normal d'imposition ayant déclaré un déficit.

Cependant, ce montant ne peut être inférieur à la fraction de l'Impôt sur les Sociétés/Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux contenue dans le montant maximum des cotisations (impôt synthétique).

- **Droits d'Enregistrements, de mutations et de successions :**

Les droits d'enregistrement sont **fixes, proportionnels, ou progressifs** suivant la nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

La perception des droits est réglée d'après la forme extérieure des actes ou la substance de leurs dispositions, sans égard à leur validité, ni aux causes quelconques de résolution ou d'annulation ultérieure.

La norme de taxation consiste à se référer aux divers taux et conditions d'application du Code Général des Impôts(CGI) suivant la nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

- **Droit de Douane et Redevance Statistique sont des droits de porte prévus dans le** texte sur le Tarif Extérieur Commun (TEC).

2. *CADRE METHODOLOGIQUE*

En règle générale, l'approche méthodologique retenue en matière d'évaluation des dépenses fiscales repose sur l'évaluation des régimes dérogatoires par rapport au régime d'imposition de base (norme de référence) et l'architecture propre à chaque impôt et taxe en termes de taux et de base imposable.

a. *Périmètre d'évaluation des dépenses fiscales*

Le périmètre d'évaluation est défini sur la base de deux critères :

- l'importance de la mesure (coût) ;
- la disponibilité des données.

La délimitation consiste à choisir les impôts et taxes à comprendre dans le champ de l'évaluation (impôts d'État seulement) et la période couverte par cette évaluation. Les évolutions de la norme peuvent aussi entrainer des changements de périmètre d'évaluation (impôts et taxes à évaluer, taux à introduire ou à exclure etc.).

L'UEMOA a préconisé, qu'en l'état actuel des systèmes fiscaux des pays membres, le périmètre d'évaluation des dépenses fiscales soit limité aux impôts et taxes nationaux et principalement à la Taxe sur la Valeur Ajoutée et au Droit de Douane.

Les impôts et taxes retenus par cette étude concernent : la Taxe sur la Valeur Ajoutée, l'Impôt sur les Sociétés/l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux, les droits d'enregistrement, le Droit de Douane et la Redevance Statistique.

b. *La période de référence*

L'évaluation des dépenses fiscales ici présentée porte sur l'exercice budgétaire 2019.

L'année budgétaire s'entend de la période au cours de laquelle la recette correspondante à la dépense fiscale aurait dû être encaissée par l'Etat en application des règles de droit commun.

Sous ce rapport, les recettes associées aux opérations et revenus dont la taxation intervient l'année suivant celle de leur réalisation sont rattachées au millésime d'imposition. C'est le cas notamment de l'IS et de l'IBIC.

c. *Méthode de calcul*

♦ ***Méthodes de calcul possible***

Il existe trois méthodes de calcul possibles pour évaluer les dépenses fiscales :

- la méthode de la perte en recettes (revenue forgone). Il s'agit d'un chiffrage, ex-post, de la réduction de la recette fiscale qu'a entraînée l'adoption d'une dépense fiscale, en présumant que cette adoption n'a aucun effet sur les comportements des contribuables. Ainsi, s'il s'agit d'un taux réduit de TVA, on partira des ventes bénéficiant de ce taux réduit et on calculera le coût de la dépense fiscale en multipliant le montant des ventes par l'écart entre le taux normal et le taux réduit de TVA. Ceci revient à supposer que toutes les transactions auraient eu lieu même si la mesure n'avait pas été adoptée : c'est ce que nous entendons par « l'absence d'effet sur le comportement des contribuables ».
- le gain final de recettes (revenue gain) : on mesure le gain de recettes fiscales qu'entraînerait la suppression d'une dépense fiscale en tenant compte du changement de comportement des contribuables ;

- l'équivalent en dépense (Outlay équivalent) : il s'agit du montant de la dépense directe qui serait nécessaire pour donner un avantage équivalent pour le contribuable à celui de la dépense fiscale.

♦ *La méthode retenue*

La méthode de calcul des « pertes en recettes, toutes choses égales par ailleurs », la plus usitée en règle générale, a été retenue par le Mali pour autant qu'elle est la plus facile à exploiter.

d. ***Les sources des données***

Les données utilisées pour évaluer les dépenses fiscales proviennent principalement des informations sur les contribuables détenus par la Direction générale des Douanes (DGD) et la Direction générale des Impôts.

II. RECENSEMENT DES MESURES SOURCE DE DEPENSES FISCALES

La ventilation des mesures dérogatoires induisant des dépenses fiscales est l'étape qui suit la définition des règles gouvernant la détermination de la dépense fiscale. A la suite de ce recensement, il convient de procéder à leur évaluation, compte tenu des données disponibles.

Ce chapitre présente, dans un premier temps, les mesures recensées et, dans un second temps, celles parmi ces mesures qui correspondent à des dépenses fiscales effectivement évaluées. Cette partie présente, dans un premier temps, les mesures recensées et, dans un second temps, celles parmi ces mesures qui correspondent à des dépenses fiscales effectivement évaluées.

1. *MESURES RECENSEES*

L'inventaire des mesures sources de dépenses fiscales est fait suivant les critères dégagés au I (Cadre conceptuel et méthodologique).

Les dépenses fiscales ici recensées proviennent de la TVA (de l'intérieur et de porte), du DD, de l'IS, de l'IBIC, et des DE.

Le nombre de mesures de dérogations fiscales ainsi recensé s'élève à 271 mesures dont 152 sont mises en œuvre au niveau de la DGD et 119 au niveau de la DGI. Ces mesures sont issues du CGI, du CI, du CM, des Lois sur la Promotion Immobilière et la Microfinance et.

a. *Répartition des mesures recensées suivant la nature d'impôt*

Les 271 mesures à dépenses fiscales se répartissent comme suit :

- 212 soit 78,23 % se rapportent à des impôts indirects ;
- 55 soit (20,30 %) concernent des impôts directs ;
- 4 soit (1,48 %) sont relatives à des droits d'enregistrement.

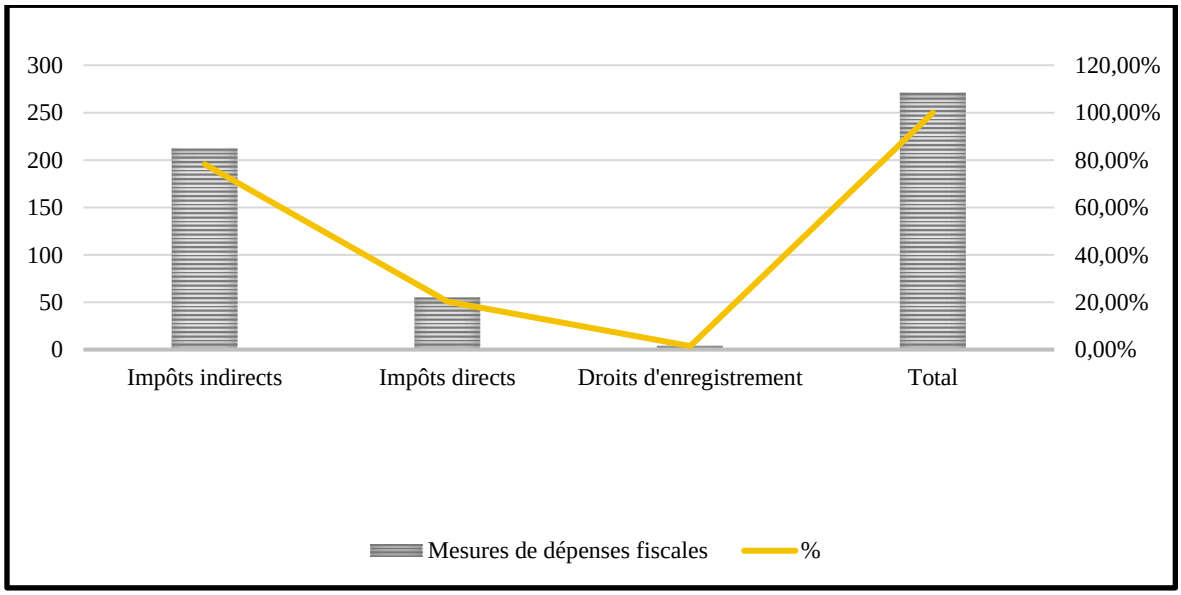
Les impôts directs portent sur l'IS (29) et l'IBIC (26). Les impôts indirects sont comprennent la TVA de l'intérieur (60), la TVA de porte (75) et le DD (77).

Tableau 1 : Répartition des mesures de dérogations fiscales par nature d'impôt

Nature d'impôt	Mesures de dépenses fiscales	%
Impôts indirects	212	78,23%
Impôts directs	55	20,30%
Droits d'enregistrement	4	1,48%
Total	**271**	**100,00%**

Source : Cellule de Politiques fiscales

Figure 1 : Répartition des mesures de dérogations fiscales par nature d'impôt



Source : Cellule de Politiques fiscales

b. *Répartition des mesures recensées par type d'impôt*

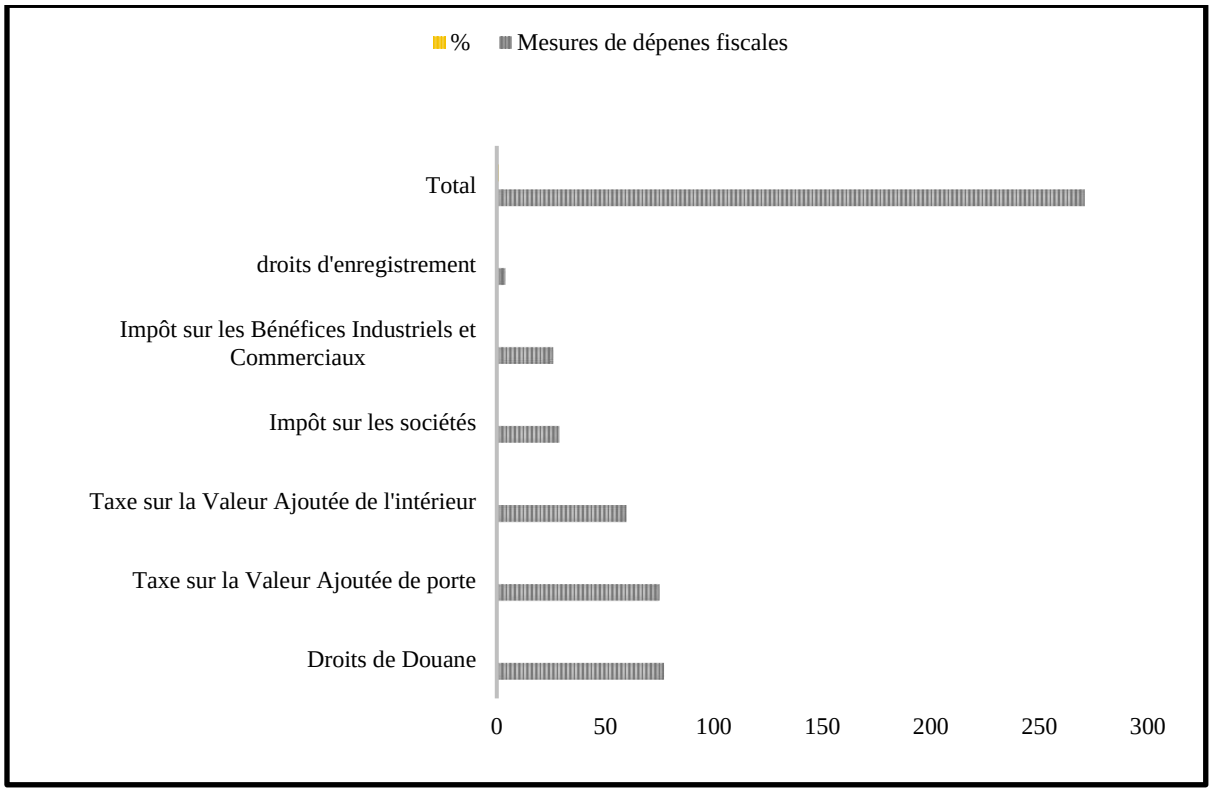
La ventilation par type d'impôt permet de mesurer en termes de nombre, l'importance des mesures de dépenses fiscales afférentes à chacun d'eux.

Tableau 2 : Répartition des mesures de dérogations fiscales par type d'impôt

Type d'impôt	Mesures de dépenses fiscales	%
Droits de Douane	77	28,41%
Taxe sur la Valeur Ajoutée de porte	75	27,68%
Taxe sur la Valeur Ajoutée de l'intérieur	60	22,14%
Impôt sur les sociétés	29	10,70%
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	26	9,59%
Droits d'enregistrement	4	1,48%
Total	**271**	**100,00%**

Source : Cellule de Politiques fiscales

Figure 2 : Répartition des mesures de dérogations fiscales par nature d'impôt



Source : Cellule de Politiques fiscales

c. *Répartition des mesures recensées par source*

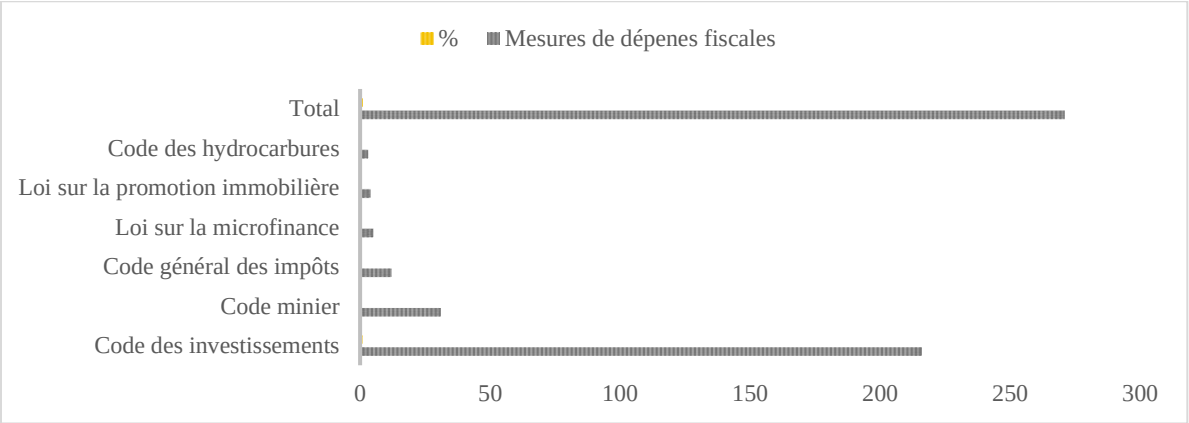
La classification par source de lois permet de renseigner sur le nombre des dépenses fiscales qui provient de chaque loi.

Tableau 3 : Répartition des mesures de dérogations fiscales par type d'impôt

Type de source	Mesures de dépenses fiscales	%
Code des investissements	216	79,70%
Code minier	31	11,44%
Code général des impôts	12	4,43%
Loi sur la Microfinance	5	1,85%
Loi sur la promotion immobilière	4	1,48%
Code des hydrocarbures	3	1,11%
Total	**271**	**100,00%**

Source : Cellule de Politiques fiscales

Figure 3 : Répartition des mesures de dérogations fiscales par type de source



Source : Cellule de Politiques fiscales.

2. *MESURES EVALUEES*

Pour l'année 2019, sur 271 mesures recensées, 232 sont évaluées au total soit un taux de participation de 85,61%.

Les dépenses fiscales qui découlent du Code Général des Impôts, est évalué à hauteur de 16,67% des mesures qui le concernent (2/12). 198 des 216 dispositions dérogatoires issues des Codes des Investissements sont également évaluées, soit un taux de couverture de 93,40 %. En ce qui concerne les Codes Miniers, 29 des 31 mesures recensées sont évaluées, correspondant à un taux de couverture de 93,55 %. Les mesures dérogatoires provenant de la loi la sur la Promotion Immobilière sont évaluées au taux de 50,00% (2/4). 1 des 3 mesures de réduction d'impôt qui découlent du Code des Hydrocarbures est évalué, soit un taux de participation de 3,33%. Enfin, les mesures de dérogation de la loi sur la Microfinance ne sont pas évaluées par manque de données.

Il est important de signaler que d'autres mesures non recensées sont évaluées. Il s'agit des exonérations concernant les Marchés Publics, celles des Conventions d'Etablissement et la Redevance Statistique.

III. EVALUATION DU COUT BUDGETAIRE DES DEPENSES FISCALES

1. *METHODE DE COLLECTE*

Elle a consisté à recueillir, au niveau de chacune des structures d'assiette de la Direction Générale des Impôts et au niveau de la Direction Générale des Douanes les montants de toutes les exonérations fiscales accordées du 1er janvier au 31 décembre 2019.

Par la suite, il a été procédé à la compilation des données en tenant compte du périmètre d'évaluation et du système de référence pour l'évaluation effective de la dépense fiscale.

Ces données ont été analysées par source légale (Dispositions du Code Général des Impôts, des Codes Miniers, des Codes des Investissements et autres) et par type d'impôt, de droit et de taxe.

2. *ANALYSE DES DEPENSES FISCALES*

L'analyse est faite sur le coût total, annuel des dépenses fiscales mais aussi de façon détaillée par direction de recettes (Direction générale des impôts, Direction générale des douanes).

a. *Analyse du coût global (DGI-DGD)*

Le coût des exonérations fiscales et douanières est estimé à 272,23 milliards à fin décembre 2019.

- *Comparaison des dépenses fiscales sur trois ans (2017, 2018, 2019).*

Tableau 4 : Comparaison des dépenses fiscales sur trois ans (2017, 2018, 2019)

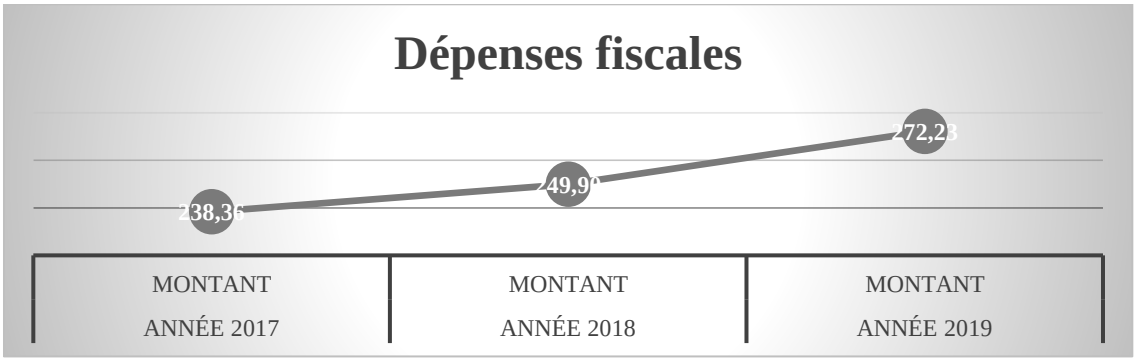
Montant en milliards de francs CFA

Rubrique	Montant		
	Année 2017	Année 2018	Année 2019
Dépenses fiscales	238,36	249,9	272,23

Source : Cellule de Politiques Fiscales.

En 2017, le montant des dépenses fiscales estimé a été de 238, 36 milliards de francs CFA contre 249,90 milliards de francs CFA en 2018. On constate que le montant estimé en 2019 qui est de 272,23 milliards de francs CFA est en hausse par rapport au montant estimé en 2018 et 2019. Ainsi, on assiste à une augmentation du coût des dépenses fiscales d'année en année. Cette hausse s'explique en partie par une amélioration de la collecte des données au niveau des structures opérationnelles de la Direction Générale des Impôts (DGI).

Figure 4 : Comparaison des dépenses fiscales



Source : Cellule de Politiques Fiscales.

- *Comparaison des dépenses fiscales aux recettes fiscales et au Produit Intérieur Brut*

Le tableau ci-dessous illustre la part des dépenses fiscales constatées en 2017, 2018 et 2019 dans les recettes fiscales et Produit Intérieur Brut.

Tableau 5 : Coût des dépenses fiscales rapporté au Produit Intérieur Brut (PIB) et aux recettes fiscales

Montant en milliards de francs CFA

Rubrique	Année 2017		Année 2018		Année 2019	
	Montant	Part	Montant	Part	Montant	Part
Dépenses fiscales	238,36		249,90		272,23	
Recettes fiscales	1 377,73	17,30%	1 132,54	22,07%	1 474,46	18,46%
Produit intérieur brut (PIB)	8 763,72	2,72%	9 513,48	2,63%	10 342,90	2,63%

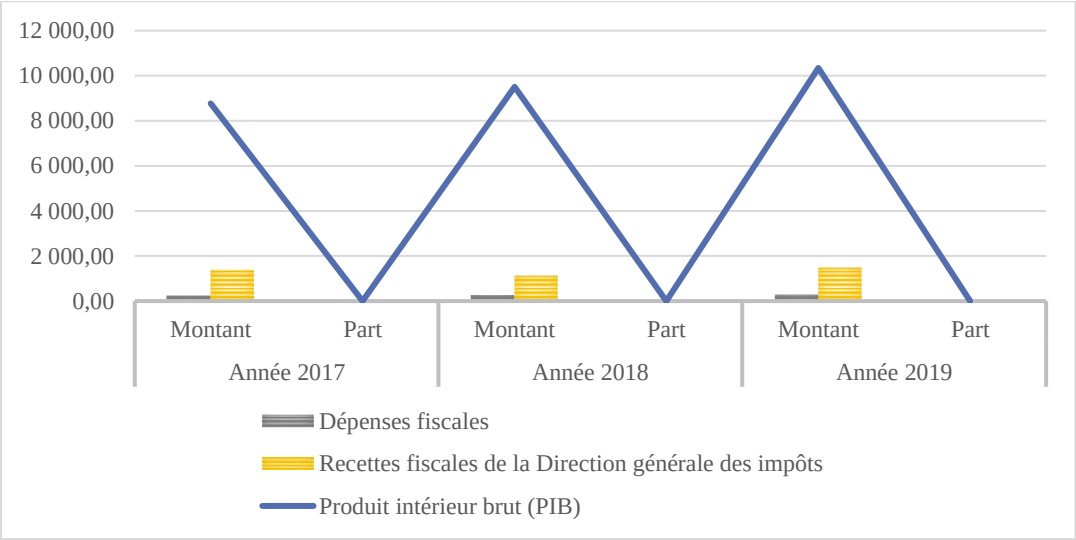
Source : Cellule de Politiques Fiscales.

Le coût des dépenses fiscales au titre de l'année 2019 rapporté aux recettes fiscales indique un pourcentage de 18,46%. L'augmentation de ce pourcentage en 2018 est surtout engendrée par une diminution des recettes fiscales de la même année.

En revanche, cette proportion au titre de 2017 a connu une diminution par rapport à celle de la période en cours (2019).

L'analyse de la part des dépenses fiscales dans le PIB sur les années 2018 et 2019 indique une stabilité sur ces deux années. Le même rapport (2,63%), nous enseigne que les deux variables (dépenses fiscales et Produit Intérieur Brut) ont évolué de manière proportionnelle entre 2018 et 2019. Le pourcentage (2,72%) en 2017 est un peu plus élevé que celui des deux années suivantes.

Figure 5 : Coût des dépenses fiscales rapporté au PIB et aux recettes fiscales



Source : Cellule de Politiques fiscales.

- *Répartition des dépenses fiscales de 2019 par impôt, droit et taxe*

La répartition des dépenses fiscales par impôt permet de mesurer la contribution de chaque impôt dans les dépenses fiscales totales.

Tableau 6 : Répartition des dépenses fiscales par type d'impôt droit et taxe

Montant en milliards de francs FCA

Sources de Dépenses fiscales par type d'impôt	Année 2019	
	Montant	Part
Taxe sur la Valeur Ajoutée	167,50	61,53%
Droits de Douane	63,27	23,24%
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et Impôt sur les Sociétés	31,44	11,55%
Droits d'Enregistrement	6,03	2,21%
Redevance Statistique	3,99	1,47%
Total	**272,23**	**100,00%**

Source : Cellule de Politiques Fiscales.

La part de la TVA dans la dépense fiscale totale au titre de l'année 2019 est de 167,50 milliards. Elle représente un poids de 61,53%. La dépense fiscale de la TVA reste toujours la plus élevée comparée à celle des autres impôts. Elle représente ici le cumul de la dépense fiscale de la TVA à l'intérieur et de la TVA à la porte.

Après les allègements de TVA, les réductions d'impôt provenant du Droit de Douane d'un montant de 63,27 milliards de francs CFA se placent en deuxième position, avec un poids de 24,22%.

Les pertes de recettes liées aux impôts (IS-IBIC) affichent un coût de 31,44 milliards de francs CFA et contribue pour une part de 11,55% aux dépenses fiscales totales.

Les Droits d'Enregistrement et la Redevance Statistique occupant la dernière position indiquent respectivement un montant de 6,03 milliards de francs CFA et 3,99 milliards de francs CFA.

- *Comparaison des dépenses fiscales des dépenses par impôt, droit et taxe sur trois ans (2017, 2018, 2019)*

Afin d'analyser la répartition des dépenses fiscales par type d'impôt en termes de coût, le tableau ci-dessous ventile les dépenses fiscales constatées en 2017, 2018 et en 2019 :

Tableau 7 : Comparaison des dépenses fiscales sur trois ans (2017, 2018, 2019)

Montant en milliards de francs CFA

Sources de Dépenses fiscales par type d'impôt	Année 2017	Année 2018	Année 2019
Taxe sur la Valeur Ajoutée	143,80	152,03	167,50
Droits de Douane	57,74	64,50	63,27
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et Impôt sur les Sociétés	27,87	27,38	31,44
Droits d'Enregistrement	6,35	3,88	6,03
Redevance Statistique	2,60	2,12	3,99
Total	**238,36**	**249,90**	**272,23**

Source : Cellule de Politiques Fiscales.

Le coût des dépenses fiscales qui était de 143,80 milliards de francs CFA en 2017 est passé à 152, 03 milliards de francs CFA en 2018 pour atteindre 167,50 milliards de francs CFA. On constate une augmentation importante du montant d'une année à une autre, soit environ de 10 milliards de francs CFA. Cet accroissement peut être expliqué en partie par une amélioration de la collecte au niveau des structures opérationnelles de la Direction Générale des Impôts.

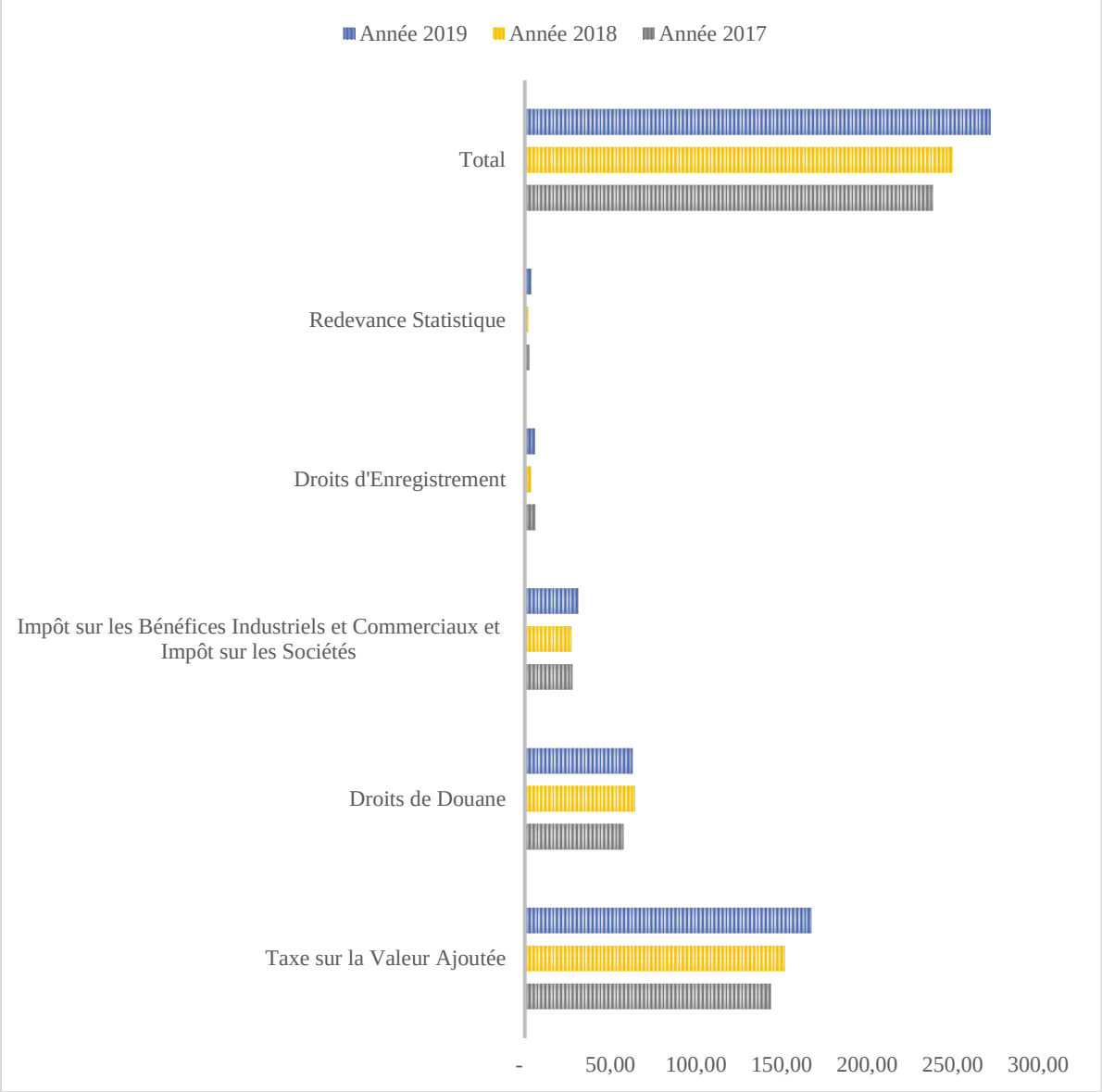
Les allègements fiscaux liés au Droit de Douane présentant un montant de 57,74 milliards de francs CFA en 2017 ont augmenté en 2018 (64, 50 milliards de francs CFA). En 2019, ces allégements ont connu une diminution pour se stabiliser à 63,50 milliards de CFA. L'évolution des dépenses fiscales pour les Droits de Douane se fait en dent de scie.

Entre les années 2017 et 2018, les pertes de recettes liées aux impôts (IS-IBIC) sont restées presque stables et affichent respectivement comme coût 27,87 et 27,38 milliards de francs CFA. En revanche, en 2019, les dépenses fiscales liées à l'IS/IBIC présentent une hausse de plus de 4 milliards de francs CFA comparées à celles de 2018.

Les allègements des Droits d'Enregistrement ont baissé entre 2017 et 2018, soit 6,35 milliards de francs CFA contre 3,88 milliards de francs CFA. Au titre de l'année 2019, ils ont connu une augmentation d'environ de 3 milliards de francs CFA.

Les dépenses fiscales liées à la Redevance Statistique se placent en dernière position avec le plus faible montant (2,60 milliards de francs CFA) en 2017 contre 2,12 milliards de francs CFA en 2018. Ce coût a augmenté de plus d'un milliard de francs CFA en 2019.

Figure 6 : Répartition des dépenses fiscales par impôt, droit et taxe (DGI-DGD)



Source : Cellule de Politiques fiscales.

➢ *Répartition des dépenses fiscales de 2019 par source*

L'analyse des dépenses fiscales par source d'exonération permet de mesurer la part de chaque source dans les dépenses fiscales totales.

Tableau 8 : Répartition des dépenses fiscales de 2019 par impôt droit et taxe

Montant en milliards de francs CFA

Sources de Dépenses fiscales	Montant	Part
Marchés Publics	51,40	18,88%
Code Minier	50,63	18,60%
Conventions d'Etablissement	27,64	10,15%
Code des Investissements	21,32	7,83%
Titres d'Etat au niveau des Banques	19,24	7,07%
Dons Aides ONG	10,07	3,70%
Code Général des Impôts	7,41	2,72%
Microfinance	0,94	0,35%
Promotion Immobilière	0,14	0,05%
Autres Sources d'Exonérations	83,43	30,65%
Total	**272,23**	**100,00%**

Source : Cellule de Politiques Fiscales.

A l'analyse du tableau, il ressort que la part des « Autres dépenses fiscales » est la plus élevée dans le montant total des dépenses fiscales. Elle se chiffre à 83,43 milliards de francs CFA pour un poids de 30,65%. La source « Autres dépenses fiscales » est composée :

- des exonérations exceptionnelles de la Direction Générale des Douanes. Ces allègements fiscaux contribuent à plus de 61,71% dans le coût de cette source « Autres dépenses fiscales ». Elles sont constituées des exonérations sur les véhicules de tourisme des députés, des militaires et des véhicules appartenant à d'autres particuliers et des exonérations sur les intrants accordés à certaines unités de fabrication.
- de certaines exonérations de la Direction Générale des Impôts qui n'ont pas pu encore être détaillées en fonction de leur source à cause du mode de la collecte et le remplissage de la déclaration par les contribuables. Elles représentent 38,29% du poids total de la source « Autres dépenses fiscales ».

Les dépenses fiscales liées aux marchés publics (51,40 milliards de francs CFA) représentent 18,88% du poids total des dépenses fiscales au titre de l'année 2018 dont 60,91% de dépenses fiscales de TVA. Elles sont beaucoup tirées par des exonérations mises en œuvre au niveau de la Direction Générale des Douanes, soit 62,35%.

Le montant des allègements provenant des codes minier et pétrolier se chiffre à 50,63 milliards de francs CFA. Leur poids dans les dépenses fiscales de 2019 est de 18,60% dont 54,59% de TVA et 39,27% de Droits de Douane. Cette nature des dépenses fiscales se classe en troisième position en termes de coût.

Les pertes de recettes liées aux exonérations des Conventions d'Etablissement indiquent un coût de 27,64 milliards de francs CFA, soit 10,15% du total des dépenses fiscales de l'année 2019. Elles sont constituées principalement de TVA qui représentent 86% de son montant total.

Les dépenses fiscales découlant du Code des Investissements se chiffrent à 21,32 milliards de francs CFA, soit 7,83% des dépenses fiscales. Ces dépenses fiscales sont issues principalement de la TVA (48,34%) et des Droits de Douane (46,81%).

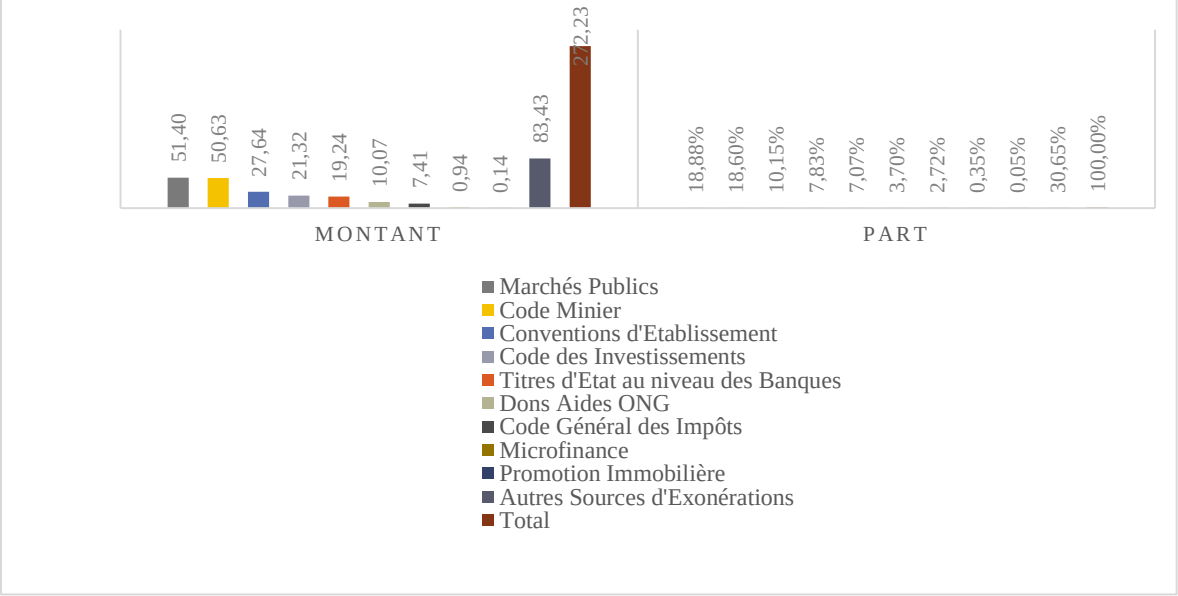
En ce qui concerne les exonérations provenant des Titres d'Etat détenus par les banques, le coût de ces dépenses fiscales s'élève à 19,24 milliards de francs CFA. Son poids dans les dépenses fiscales totales est de 7,07%. Cette nature de dépense est composée uniquement des dépenses fiscales d'Impôt sur les sociétés.

Les allègements fiscaux sur les Dons, Aides et ONG évaluées proviennent uniquement de la DGD, affichent 10,87 milliards de francs CFA. Ils ont un poids de 3,70%.

Le coût des dépenses fiscales du CGI issues des tranches sociales d'eau et d'électricité se chiffre à 7,41 milliards de francs CFA avec un poids de 2,72%.

- les allègements fiscaux liés aux micros finances et à la loi sur la promotion immobilière indiquent des montants moins importants comparés aux autres sources de dépenses fiscales. Ils affichent respectivement 0,94 et 0,14 milliards de francs CFA.

Figure 7 : Répartition des Dépenses fiscales par source d'exonération



Source : Cellules de Politiques fiscales.

➢ *Comparaison des dépenses fiscales par source sur trois ans (2017, 2018, 2019)*

La comparaison des dépenses fiscales par source permet de suivre leur évolution par source légale d'exonération sur une période donnée.

Tableau 9 : Répartition des dépenses fiscales de 2019 par impôt droit et taxe

Montant en milliards de francs CFA

Sources de Dépenses fiscales	Montant		
	Année 2017	Année 2018	Année 2019
Marchés publics	49,14	49,03	51,40
Codes Minier et pétrolier	38,44	44,03	50,63
Conventions d'Etablissement	23,57	12,35	27,64
Code des Investissements	18,63	24,70	21,32
Titres d'Etat au niveau des Banques	16,78	18,61	19,24
Dons Aides ONG	3,98	8,38	10,07
Code Général des Impôts	7,68	6,92	7,41
Microfinance	0,58	0,72	0,94
Promotion Immobilière	0,84	0,75	0,14
Autres Sources d'Exonérations	78,73	84,40	83,43
Total	**238,36**	**249,90**	**272,23**

Source : Cellule de Politiques Fiscales.

En 2019, le montant des dépenses fiscales de Marchés Publics s'élève à 51,40 milliards de francs CFA, après 49,03 milliards de francs CFA en 2018 et 49,14 milliards en 2017. Cette nature de dépense constituée essentiellement des exonérations de TVA n'affiche pas une grande variation sur les 3 années 2017,2018 et 2018.

Les dépenses fiscales issues du Code Minier qui étaient de 38,44 milliards de francs CFA en 2017 ont passé à 44,03 milliards de francs CFA en 2018 pour atteindre 50,63 milliards de francs CFA en 2019. On constate qu'en moyenne, il y a une augmentation de 6 milliards de francs CFA par an.

De 2017 à 2019, les niches fiscales liées aux Conventions d'Etablissement ont subi une grande variation. Ce type de dépenses fiscales qui indiquait un coût de 23,57 milliards de francs CFA en 2017 a diminué à 12,35 milliards de francs CFA, pour ensuite redescendre à 21,32 milliards de francs CFA en 2019.

Les dépenses fiscales liées au Code des Investissements ont beaucoup varié de 2017 à 2019.De 18,63 milliards en 2017, elles sont passées à 24,70 milliards en 2018. Leur niveau est passé à 21,32 milliards de francs CFA, soit un fléchissement de 3,38 milliards de francs CFA.

Les réductions d'impôt découlant des Titres d'Etat au niveau des banques présentent un accroissement d'environ 1 milliard de francs CFA par an, de 2017 à 2019. Elles étaient de 16,78 milliards en 2017. Elles ont passé de 18,61 milliards de francs CFA à 19,24 milliards de francs CFA entre 2018 et 2019.

Les dépenses fiscales liées aux Dons, Aides et ONG évaluées dans cette étude proviennent des exonérations douanières. Ces dépenses qui étaient de 3,98 milliards en 2017 ont affiché 8,38 milliards de francs CFA et 10,87 milliards de francs CFA en 2018

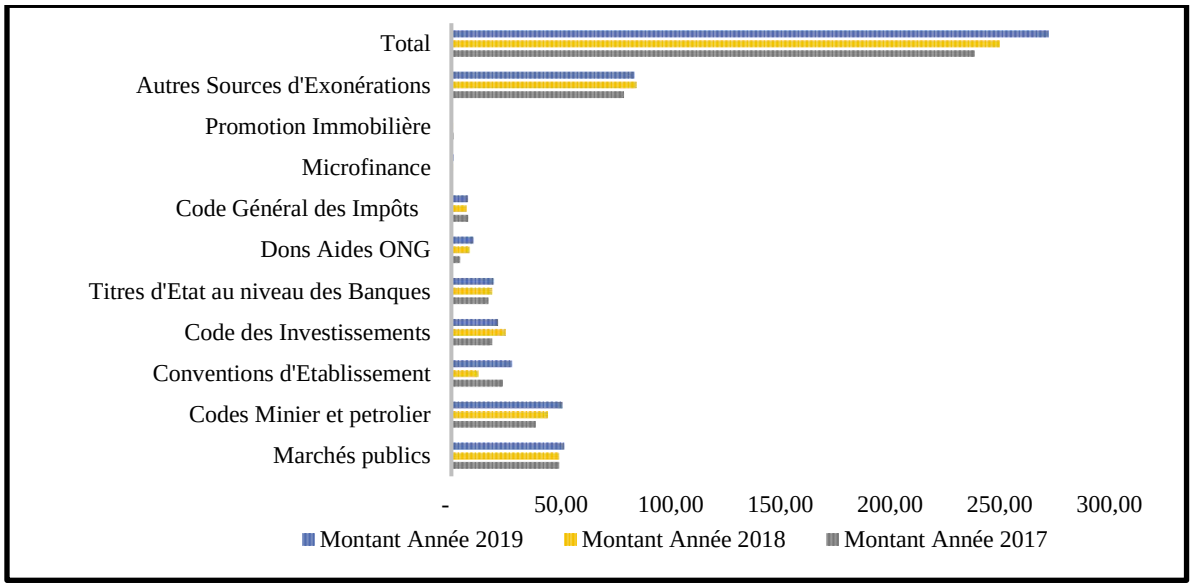
Concernant le Code Général des Impôts, les réductions sont uniquement constituées des exonérations de TVA sur les tranches sociales d'eau et d'électricité. Ces réductions d'impôt se sont chiffrées à 7,68 milliards de francs en 2018, 6,92 milliards en 2018 et 7,41 milliards de francs CFA en 2019.

Les sources de dépenses fiscales comme la Loi sur la Microfinance et celle sur la Promotion Immobilière n'affichent pas de montant important comparées aux autres sources de dépenses fiscales. Entre 2017 et 2019, les coûts liés à ces deux sources n'ont pas subi une grande variation.

De l'analyse du tableau, il ressort que la part des « Autres dépenses fiscales » est la plus élevée dans le montant total des dépenses fiscales des années 2017, 2018 et 2019. Le montant provenant de cette source de dépenses fiscales en 2019 (83,43 milliards de francs CFA) a diminué par rapport à celui de 2018 (84,40 milliards de francs CFA). Comparé au montant de 2017 (78,73 milliards de francs CFA) celui de 2019 présente une augmentation de 4,7 milliards de francs CFA. La rubrique « Autres dépenses fiscales » constituée essentiellement des exonérations de TVA (72,65%) et DD (19,87%) est composée :

- des exonérations exceptionnelles de la Direction Générale des Douanes. Ces allègements fiscaux contribuent à 61,71% dans le coût de cette source « Autres dépenses fiscales ».
- de certaines exonérations de la Direction Générale des Impôts qui n'ont pas pu encore être détaillées en fonction de leur source à cause du mode de la collecte et le remplissage de la déclaration par les contribuables. Elles représentent 38,29% du poids total de la source « Autres dépenses fiscales ».

Figure 8 : Comparaison des Dépenses fiscales par source d'exonération sur trois ans (2017, 2018, 2019)



Source : Cellule de Politiques Fiscales.

b. *Analyse des dépenses fiscales de la DGI*

- Analyse du coût des dépenses fiscales par rapport au PIB et aux recettes fiscales de la DGI sur trois ans (2017, 2018, 2019)

Tableau 10 : Coût des dépenses fiscales par rapport au PIB et aux recettes fiscales de la DGI

Montant en milliards de francs CFA

Rubriques	Année 2017		Année 2018		Année 2019	
	Montant	Part	Montant	Part	Montant	Part
Dépenses fiscales	127,06		121,82		147,64	
Recettes fiscales de la Direction générale des impôts	792,73	16,03%	632,64	19,26%	919,46	16,06%
Produit intérieur brut (PIB)	8 763,72	1,45%	9 513,48	1,28%	10 342,90	1,43%

Source : Cellule de Politiques Fiscales.

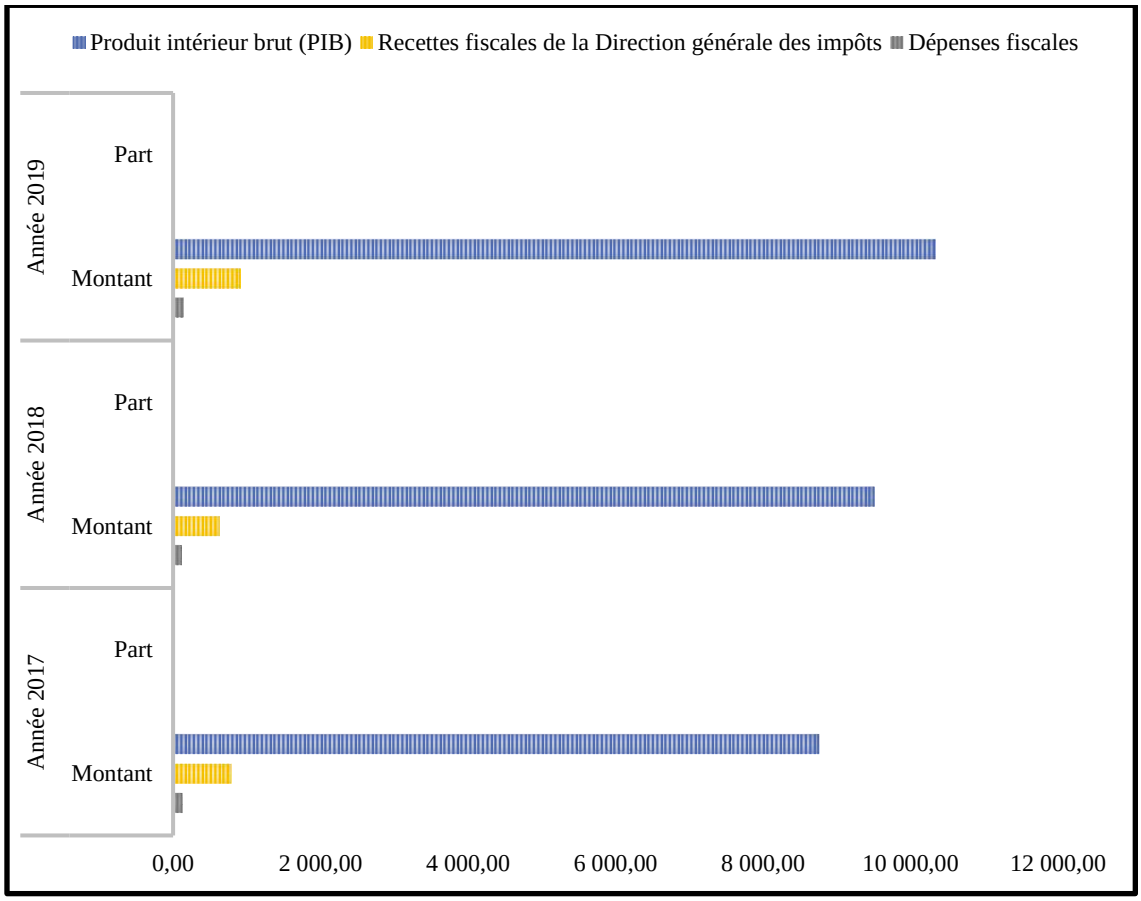
Le montant des dépenses fiscales de la Direction générale des impôts de l'année 2019 s'élevé à **147,64 milliards de francs CFA**. Comparé à celui de 2018 qui est de **121,82 milliards de francs**, le coût des dépenses fiscales a connu une augmentation d'environ 2**5,82 milliards de francs CFA qui se traduit par un taux de croissance de 21,20%**. Il affiche également une hausse comparé au coût de 2017(127,06) milliards de francs CFA).

La part des dépenses fiscales dans les recettes fiscales est restée sensiblement la même pendant les années 2017 et 2019, soit 16%.

Cependant, la hausse de cette part en 2018 est engendrée par la diminution des recettes fiscales (dénominateur du rapport) de la même période.

Le montant des dépenses fiscales rapporté au Produit intérieur Brut de l'année en cours est de 1,43% qui est sensiblement égal à celui de 2017 (1,45%). On constate que ce pourcentage a diminué en 2018.

Figure 9 : Coût des dépenses fiscales par rapport au PIB et aux recettes fiscales



Source : Politiques fiscales.

➢ *Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe*

L'analyse par impôt se présente comme suit : (voir tableau 7)

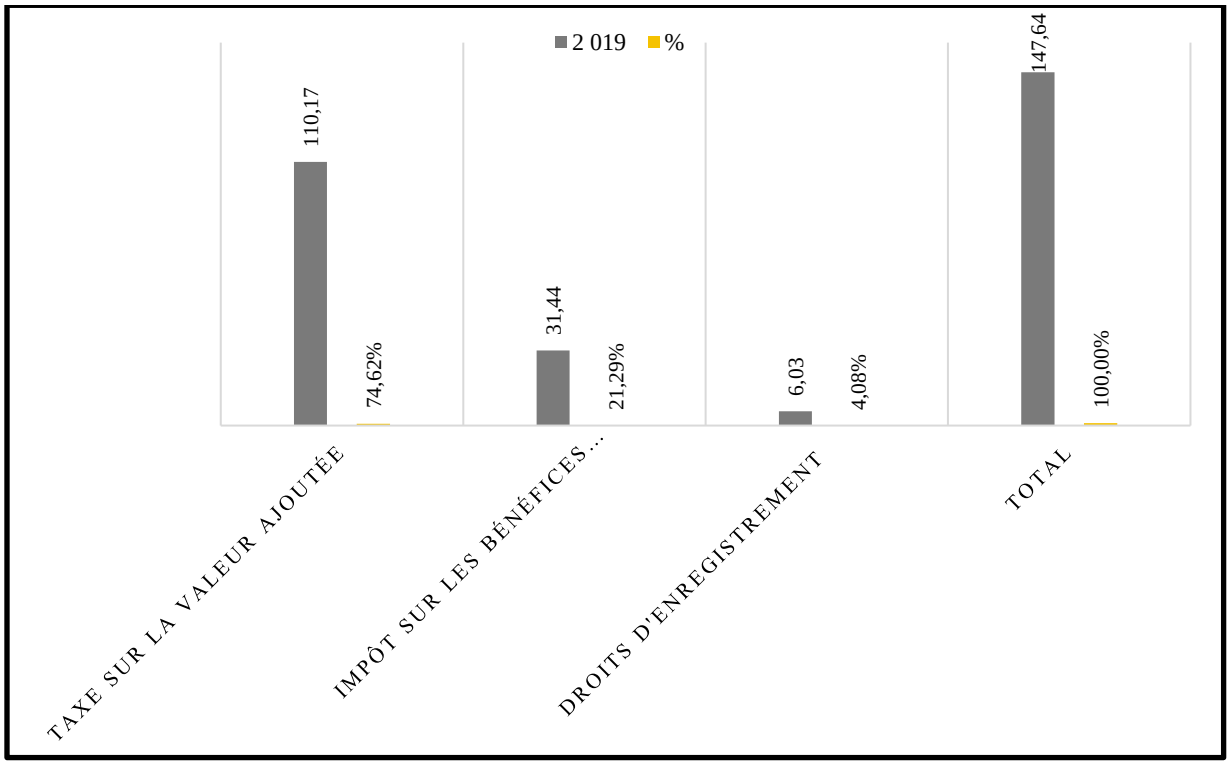
Tableau 11 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe

Montant en milliards de francs CFA

Sources de Dépenses fiscales	2 019	%
Taxe sur la Valeur Ajoutée	110,17	74,62%
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et Impôt sur les Sociétés	31,44	21,29%
Droits d'Enregistrement	6,03	4,08%
Total	147,64	100,00%

Source : Cellule de Politiques Fiscales.

Figure 10 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe



Source : Cellule de Politiques Fiscales.

- *Comparaison des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe sur trois ans (2017, 2018, 2019)*

Tableau 12 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe

Montant en milliards de francs CFA

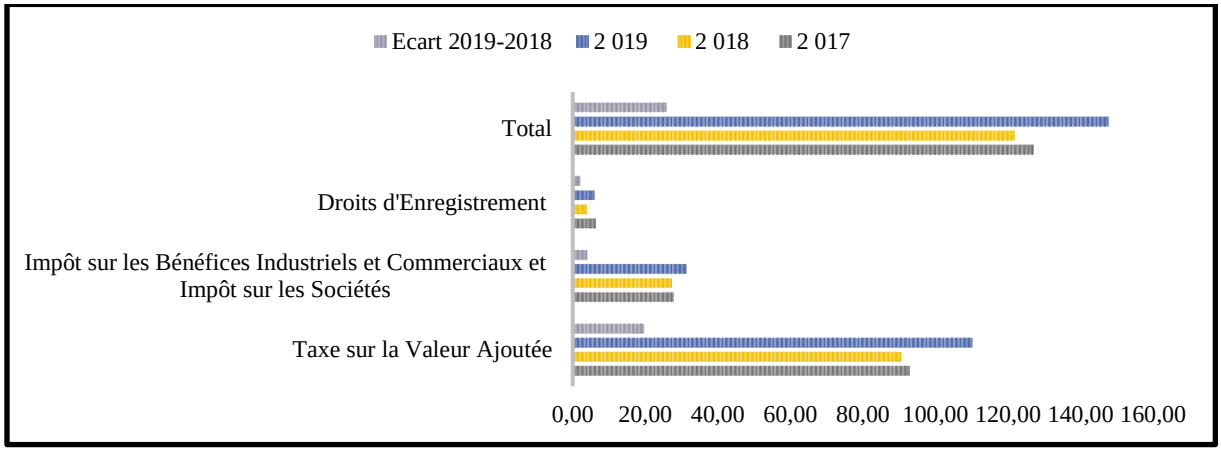
Sources de Dépenses fiscales	2 017	2 018	2 019	Ecart 2019-2018
Taxe sur la Valeur Ajoutée	92,84	90,56	110,17	19,61
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et Impôt sur les Sociétés	27,87	27,38	31,44	4,06
Droits d'Enregistrement	6,35	3,88	6,03	2,14
Total	**127,06**	**121,82**	**147,64**	**25,82**

Source : Cellule de Politiques Fiscales.

A l'analyse du tableau, on constate que les réductions issues de la TVA indiquent toujours les montants les plus élevés. Son évolution n'est pas constante. Son coût a diminué en 2018 pour ensuite remonter en 2019. L'écart entre le montant de 2018 et celui de 2019 est estimé à 19,61 milliards de francs CFA.

Les allègements fiscaux provenant de l'IS-IBIC et des DE ont tous diminué entre 2017 et 2018. Par contre en 2019, ces deux allègements affichent une augmentation.

Figure 11 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe sur trois ans (2017, 2018, 2019)



Source : Cellule de Politiques fiscales.

➢ *Comparaison des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité*

Tableau 13 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe

Montant en milliards de francs CFA

Sources de dépenses fiscales par secteur d'activité	Montant	%
Activités de fabrication	40,45	27,40%
Activités extractives	27,19	18,42%
Activités financières et d'assurance	20,52	13,90%
Construction	14,77	10,01%
Activités de services de soutien et de bureau	13,97	9,46%
Commerce	10,07	6,82%
Production et distribution d'électricité et de gaz	8,39	5,68%
Transports et entreposage	3,15	2,13%
Activités immobilières	0,94	0,63%
Hébergement et restauration	0,36	0,24%
Enseignement	0,26	0,18%
Information et communication	0,23	0,16%
Agriculture, chasse et sylviculture	0,15	0,10%
Activités à caractère collectif et personnel	0,01	0,00%
Autres	7,18	4,87%
Total	**147,64**	**95,13%**

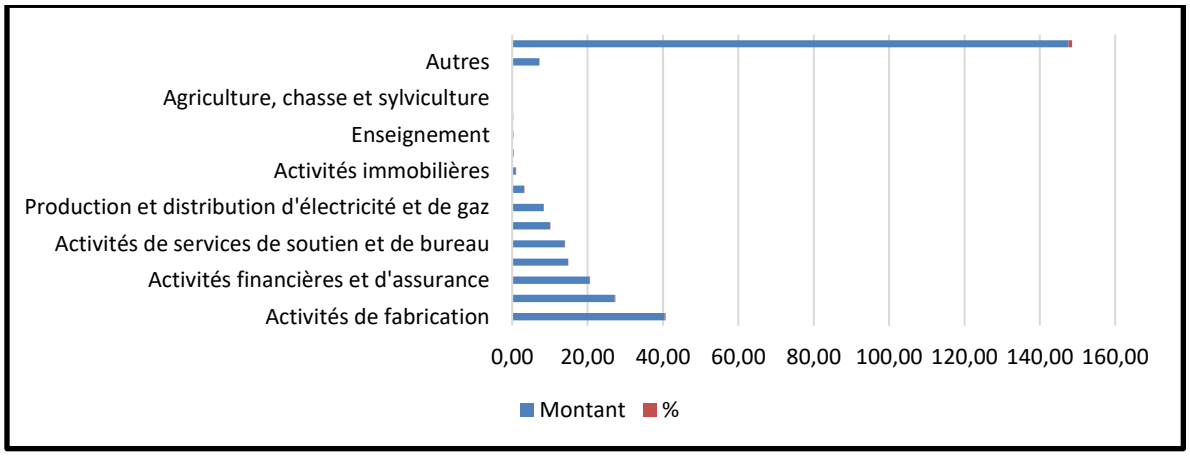
Source : Cellule de Politiques fiscales.

La présentation des dépenses fiscales par secteur d'activité comme l'analyse par impôt, permet d'adosser l'évaluation des dépenses fiscales à la politique fiscale et aux orientations économiques du Gouvernement.

Le classement des dépenses fiscales par secteur d'activité indique que les dépenses fiscales les plus importantes proviennent en grande partie des activités suivantes :

- les pertes de recettes liées aux activités de fabrication indiquent un coût 40,45 milliards de francs CFA, avec un poids de 27,40%. Elles sont essentiellement constituées de TVA ;
- les dépenses fiscales provenant des activités extractives se sont chiffrées à un montant de 27,19 milliards de francs CFA. Ces dépenses fiscales se placent en 2ème position avec un taux de participation de 18,42% ;
- la 3ème place est occupée les réductions d'impôt issues des activités financières et d'assurance, soit 13,90% pour un montant de 20,52 milliards de francs CFA. Ces réductions proviennent des exonérations d'IS/IBIC des titres d'Etat au niveau des banques ;
- les exonérations liées aux activités de construction indiquent un montant de14, 77 milliards de francs CFA, avec un poids de 10,01%. Elles sont beaucoup tributaires des exonérations des marchés Publics.
- les allègements fiscaux des activités de services de soutien et de bureau ont coûté 13,97 milliards de francs CFA, avec un poids de 9,46% ;
- les dépenses fiscales liées aux activités de Production et distribution d'électricité et de gaz indiquent un montant de 8,39 milliards de francs CFA. Son taux de participation est de 5,968 ;
- les réductions d'impôt découlant des activités du commerce se chiffrent à 10,07 milliards de francs CFA soit un poids de 6,82% ;
- la branche production et distribution d'électricité affiche un montant de dépenses fiscales de 8,39 milliards de francs CFA, soit 5,68% du poids total des dépenses fiscales. Elle est constituée uniquement des exonérations de TVA sur la tranche sociale d'eau et d'électrisé ;
- les dépenses fiscales issues de la source « autres secteurs d'activité » représentent 4,87% des dépenses fiscales de la DGI avec un coût de 4,87 milliards de francs CFA ;
- les pertes de recettes liées aux activités de transport sont estimées à 3,15 milliards de francs CFA pour un poids de 2,13% ;
- les secteurs d'activité (les activités immobilières, Hébergement et restauration) affichent des montants inférieurs à 1 milliard de francs CFA. Par conséquent leurs coûts sont moins élevés comparés aux autres secteurs d'activité.

Figure 12 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité



Source : Cellule de Politiques fiscales.

c. ***Analyse des dépenses fiscales de la DGD***

Analyse du coût des dépenses fiscales par rapport au PIB et aux recettes fiscales de la DGD sur trois ans (2017, 2018, 2019**).**

Tableau 14 : Coût des dépenses fiscales par rapport au PIB et aux recettes fiscales de la DGD sur trois ans (2017, 2018, 2019)

Montant en milliards de francs CFA

Rubriques	Année 2017		Année 2018		Année 2019	
	Montant	Part	Montant	Part	Montant	Part
Dépenses fiscales	111,3		128,08		124,6	
Recettes fiscales de la Direction Générale des Douanes	585	19,03%	499,9	25,62%	555	22,45%
Produit intérieur brut (PIB)	8 763,72	1,27%	9 513,48	1,35%	10 342,90	1,20%

Source : Cellule de Politiques Fiscales.

Le montant des dépenses fiscales de la Direction générale des douanes de l'année 2019 se chiffre à 124,60 milliards de francs CFA contre 128,08 milliards de francs CFA en 2018 et 111,30 milliards de francs CFA en 2017. Le coût a augmenté en 2018 pour ensuite baisser en 2019. On constate une évolution en dent de scie

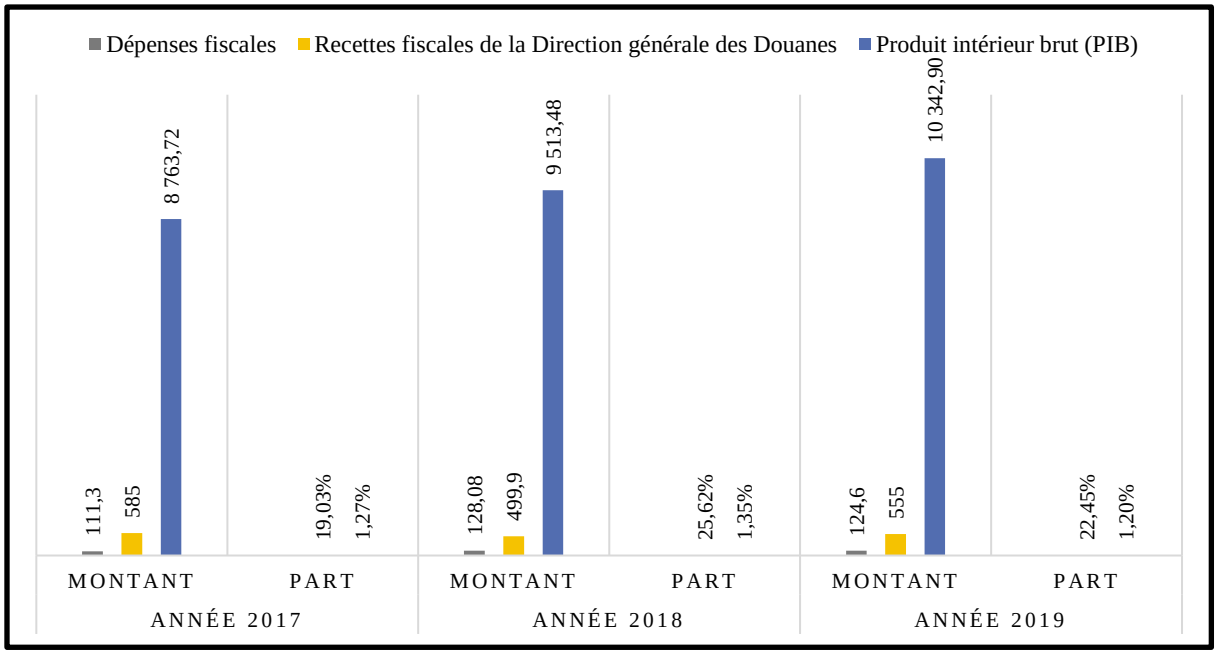
Le coût des dépenses fiscales rapporté aux recettes douanières et au Produit Intérieur Brut se présente comme suit **:**

Les dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales ont affiché 19,03% en 2017. Ce pourcentage a passé à 25,62% en 2018 et a atteint 22,45 %. Le coût des allègements fiscaux de la DGD représente presque le quart des recettes douanières pendant les années 2017, 2018 et 2019.

Les dépenses fiscales rapportées au Produit Intérieur Brut (PIB) ont indiqué 1,27% en 2017. La part a passé à 1,35% en 2018 et a diminué en 2019 (1,20 %).

(Voir tableau 8)

Figure 13 **: Coût des dépenses fiscales par rapport au PIB et aux recettes fiscales de la DGD sur trois ans (2017, 2018, 2019)**



Source : Cellule de Politiques fiscales.

➢ *Répartition des dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe*

La ventilation des dépenses fiscales par type d'impôt permet de préciser la part des

Tableau 15 : Répartition des dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe

Montant en milliards de francs CFA

Sources de dépenses fiscales/impôt	Année 2019	%
Droits de Douane	63,27	50,78%
Taxe sur la Valeur Ajoutée	57,33	46,01%
Redevance Statistique	3,99	3,21%
Total	**124,60**	**100,00%**

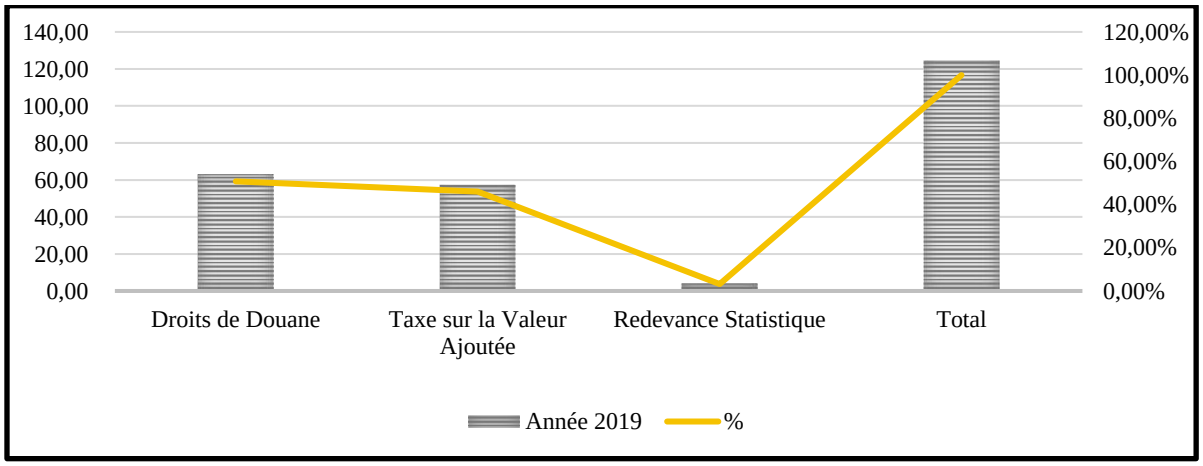
Source : Cellule de Politiques Fiscales.

Il ressort de l'analyse de ce tableau que le Droit de Douane occupe la première position avec un taux de participation de 50,78%. Le montant des dépenses fiscales provenant du Droit de Douane s'élève à 63,27 milliards de francs.

Les dépenses fiscales provenant de la TVA se chiffrent à 57,33 milliards de francs CFA et se placent en 2ème position avec un poids de 46,01%.

Le coût des dépenses fiscales provenant de la Redevance Statistique est le moins élève et indique 3,99 milliards de francs CFA. La redevance statistique affiche un taux de participation de 3,21%.

Figure 14 : Répartition par impôt DGD



Source : Cellule de Politiques fiscales.

- *Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe sur trois ans (2017, 2018, 2019).*

Tableau 16 : Complaisons des dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe sur trois ans (2017, 2018, 2019)

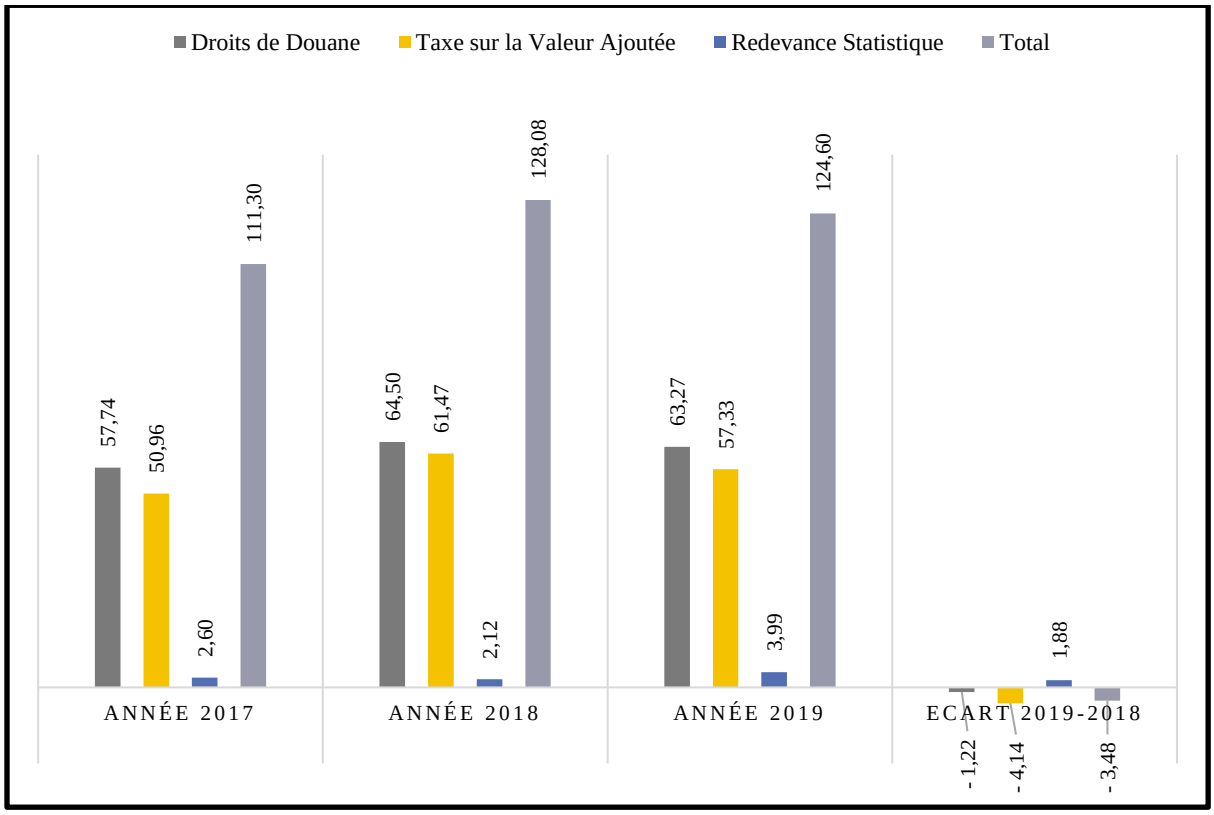
Montant en milliards de francs CFA

Sources de dépenses fiscales/impôt	Année 2017	Année 2018	Année 2019	Ecart 2019-2018
Droits de Douane	57,74	64,50	63,27	-1,22
Taxe sur la Valeur Ajoutée	50,96	61,47	57,33	-4,14
Redevance Statistique	2,60	2,12	3,99	1,88
Total	**111,30**	**128,08**	**124,60**	**-3,48**

Source : Cellule de Politiques Fiscales.

La comparaison des dépenses fiscales par structure d'impôt nous enseigne que toutes les dépenses ont augmenté entre 2017 et 2018. Cependant, en 2019, les allègements fiscaux liés au Droit de Douane et à la taxe sur la Valeur Ajoutée affichent une baisse comparés à ceux de 2018. En 2019, seules les dépenses fiscales issues de la Redevance Statistique indiquent une tendance à la hausse par rapport à celles de 2018.

Figure 15 : Répartition par impôt DGD sur trois ans (2017, 2018, 2019)



Source : Cellule de Politiques Fiscales.

➢ *Répartition des dépenses fiscales de la DGD par source*

Tableau 17 : Complaisons des dépenses fiscales de la DGD par source

Montant en milliards de francs CFA

Sources de dépenses fiscales	Montant	Part
Exonérations Exceptionnelles	51,49	41,32%
Marchés Publics	32,05	25,72%
Code Minier	21,17	16,99%
Dons Aides ONG	10,07	8,09%
Code des Investissements	9,61	7,71%
Conventions d'Etablissement	0,21	0,17%
Total	**124,60**	**100,00%**

Source : Cellule de Politiques Fiscales.

Les dépenses fiscales liées aux Exonérations Exceptionnelles (EE) de la Direction Générale des Douanes se sont élevées à 51,49 milliards de francs CFA. Son taux de participation est de 41,32%.

Les allègements fiscaux liés aux Marchés Publics (Financements Extérieurs) ont un taux de participation de 25,72% et se chiffrent à 32,05 milliards de francs CFA.

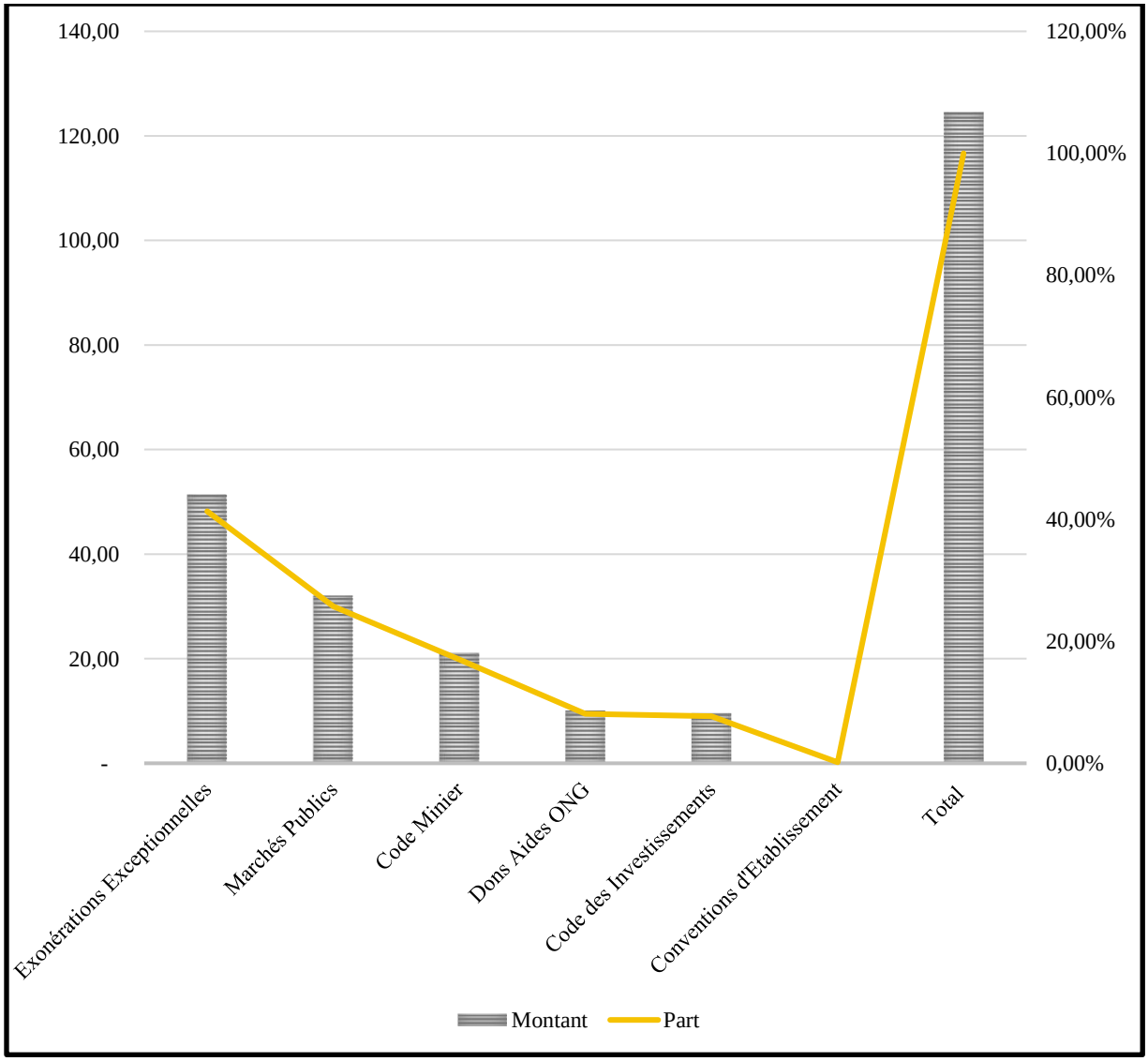
Les pertes de recettes liées au Code minier occupent la 3ème place avec un montant de 21,17 milliards de francs CFA, soit 16,99% du poids total des dépenses fiscales de la DGD.

Les dons et Aides représentent 8,09% du poids total des dépenses fiscales de la DGD, avec un montant de 10,07 milliards de francs CFA.

Les dépenses fiscales provenant du Code des Investissements se chiffrent à 9,61 milliards de francs CFA, soit un poids de 7.71%.

Les exonérations fiscales provenant des Conventions d'Etablissement affichent un montant de à 0,17 millions de franc CFA avec un taux de participation de 0,17%.

Figure 16 : Répartition par impôt DGD sur trois ans (2017, 2018, 2019)



Source : Cellule de Politiques Fiscales.

- Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par source sur trois ans (2017, 2018, 2019)

Tableau 18 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par source sur trois ans (2017, 2018, 2019)

Montant en milliards de francs CFA

Sources de dépenses fiscales	Année 2017	Année 2018	Année 2019
Exonérations Exceptionnelles	54,80	65,94	51,49
Marchés Publics	20,12	23,44	32,05
Code Minier	23,83	18,95	21,17
Code des Investissements	8,30	10,90	9,61
Conventions d'Etablissement	0,27	0,47	0,21
Dons Aides ONG	3,98	8,38	10,07
Total	**111,30**	**128,08**	**124,60**

Source : Cellule de Politiques Fiscales.

A l'analyse du tableau, on constate que toutes les sources d'exonération ont affiché une augmentation en 2018 comparées aux sources de 2017, à l'exception du Code Minier.

En 2019, les coûts des exonérations exceptionnelles et ceux des Conventions d'Etablissement ont diminué par rapport aux deux années précédentes (2017 et2018).

Cependant, en 2019, les sources d'exonération comme les Marchés Publics, les Dons-Aides-ONG présentent une diminution confrontées à celles de 2017 et 2018.

Le Code Minier et le Code des Investissement ont évolué en dent de scie. Les exonérations liées au Code Minier ont baissé entre 2017 et 2018 et ont augmenté en 2019.Par contre celles provenant du Code des Investissements ont affiché une hausse entre 2017 et 2018 pour ensuite diminuer en 2019.

CONCLUSION

Il serait intéressant de pouvoir effectuer une analyse approfondie de l'efficacité économique des exonérations fiscales tant sur le plan des objectifs et des résultats attendus que sur le plan de l'incitation à l'investissement. Cette analyse nécessite une meilleure organisation et des moyens financiers. Néanmoins, il peut être signalé que :

Plusieurs études ont démontré que la décision d'investir n'est pas forcément conditionnée à l'octroi d'avantages fiscaux. En effet, la fiscalité vient loin derrière les principales préoccupations de l'investisseur qui sont, la stabilité politique, la sécurité juridique, l'exercice libre de son activité, la propriété du sol et la garantie offerte pour rapatrier les bénéfices après impôts.

La Taxe sur la Valeur Ajoutée, impôt sur la consommation, représente à elle seule plus de 61,63% des dépenses fiscales. Ce constat doit nécessairement nourrir des réflexions en ce qui concerne l'efficacité économique et/ou sociale de telles mesures d'allégement fiscal compte tenu de l'objectif visé à la mise en place de cette taxe.

Par ailleurs, afin de maintenir un climat social serein, les mesures exceptionnelles décidées par le Gouvernement pour la gestion de problèmes socio-économiques conjoncturels peuvent parfois s'avérer nécessaires car permettant de maitriser les prix de certains produits de première nécessité pendant une période déterminée ou d'aplanir certains problèmes du moment liés au climat social.

L'évaluation des dépenses fiscales est une tâche importante dont les retombées peuvent être significatives en termes de transparence budgétaire et d'explicitation de la politique fiscale. C'est également un travail délicat qui demande trois préalables importants :

- **Le regroupement des dispositions fiscales dans un document unique.**

La multiplicité des textes, leur nature et origine (Codes des investissements, minier, douanier, impôt…) rend le recensement des régimes dérogatoires difficile. Il est essentiel de regrouper l'ensemble des dispositions fiscales dérogatoires dans un document unique : idéalement le Code Général des Impôts. Ce rassemblement est d'ailleurs l'une des recommandations fortes du CREDAF et de l'UEMOA en matière d'évaluation des dépenses Fiscales. Le Code Général des Impôts doit comprendre un livre dédié uniquement à l'inscription des mesures de réduction des charges fiscales.

Afin d'éviter que se renouvelle la dispersion des textes, il importe de conditionner l'octroi des avantages fiscaux à l'avis conforme préalable du Ministère en charge de l'économie et des finances et son inscription dans la loi de Finances.

- **La mise au point d'une procédure de collecte obligatoire de l'information**

La caractéristique de base d'une dépense fiscale est d'être dérogatoire par rapport aux principes généraux d'un impôt donné. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, la dérogation peut prendre la forme d'une déduction sur le revenu imposable, d'une réduction d'impôt, d'un taux d'imposition particulier ou

même d'une exemption de revenus. L'évaluation des dépenses fiscales demande donc de disposer des données sur les opérations qui sont concernées. Il est important, et même fondamental, de mettre en place une procédure de collecte régulière des données.

Concrètement, l'attention doit être portée vers les trois principes suivants :

- ✓ le maintien des obligations déclaratives ;
- ✓ la prise en compte de toutes les informations relatives aux exonérations dans les déclarations ;
- ✓ la mise en place sur SIGTAS d'un fichier informatisé dans lequel sont saisis les montants exonérés, les sources et les natures des montants exonérés, la nature des services et des produits exonérés. Le fichier doit être installé au niveau de toutes les structures opérationnelles de la DGI et renseigné par les chargés du contentieux de la législation fiscale et les gestionnaires ou par un point focal désigné à cet effet.

- **La mise en place d'une structure pluridisciplinaire dédiée à l'évaluation des dépenses fiscales**

A l'instar des autres pays, la structure chargée de l'évaluation des dépenses fiscales doit être composée de cadres des impôts, des douanes, de tous les ministères sectoriels et d'autres cadres dont l'apport pourrait être nécessaire. Cette structure aura pour mission d'assurer un suivi stratégique et un rôle de veille. Elle recense les dépenses fiscales et met en place la méthodologie de suivi des avantages fiscaux (gestion de l'information, consolidation des données, analyse des données et rédaction du rapport sur les dépenses fiscales). Cette structure sera l'Interlocutrice des services du Ministère de l'Economie et des Finances sur le sujet des dépenses fiscales.

Un plan de formation spécifique devra être mis en place à l'intention des agents de cette structure.

Documents joints :

- **Annexe 1 :** Tableau de répartition des dépenses fiscales (DGI DGD) au titre de l'année 2019 par direction, par source, par impôt ;
- **Annexe 2 :** Tableau de répartition des dépenses fiscales de la DGI au titre de l'année 2019 par source et par structure ;
- **Annexe 3 :** Système fiscal de référence du Mali

Bamako, le 08 juin 2020

Le Chef de la Cellule de Politiques Fiscales, P.I.

Mme KOUATE Cissé SYLLA

ANNEXE 1 : TABLEAU DE REPARTITION DES DEPENSES FISCALES 2019 PAR DIRECTION, PAR SOURCE, PAR IMPÔT

Sources de Dépenses fiscales	Taxe sur la Valeur Ajoutée	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et Impôt sur les Sociétés	Droits d'Enregistrement	Direction Générale des Impôts		Droits de Douane	Taxe sur la Valeur Ajoutée	Redevance Statistique	Direction Générale des Douanes	Total dépenses fiscales Directions Générales des impôts et de la Douane
Code Général des Impôts	7 412 420 437			**7 412 420 437**					0	**7 412 420 437**
Code des Investissements	10 307 340 295	1 378 645 395	31 167 570	**11 717 153 260**		9 598 591 976	0	7 891 101	9 606 483 077	**21 323 636 337**
Code Minier	27 641 754 424	1 816 410 223		**29 458 164 647**		19 880 971 008	0	1 291 666 246	21 172 637 254	**50 630 801 901**
Conventions d'Etablissement	23 651 340 019	3 779 072 906		**27 430 412 925**		209 307 922	0	0	209 307 922	**27 639 720 847**
Marchés Publics	13 082 073 075	291 749 589	5 975 570 031	**19 349 392 695**		12 985 638 772	18 221 226 450	840 551 515	32 047 416 738	**51 396 809 433**
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et Impôt sur les Sociétés Titres d'Etat au niveau des Banques		19 238 744 385		**19 238 744 385**					0	**19 238 744 385**
Microfinance	944 951 954			**944 951 954**					0	**944 951 954**
Promotion Immobilière	82 814 104	55 975 550		**138 789 654**					0	**138 789 654**
Autres Sources d'Exonérations	27 049 431 892	4 875 222 587	21 461 094	**31 946 115 573**		16 574 421 104	33 562 448 912	1 350 965 335	51 487 835 351	**83 433 950 924**
Dons Aides ONG				**-**		4 022 615 200	5 548 025 010	503 621 536	10 074 261 747	**10 074 261 747**
Total	**110 172 126 199**	**31 435 820 635**	**6 028 198 695**	**147 636 145 530**		**63 271 545 983**	**57 331 700 372**	**3 994 695 733**	**124 597 942 089**	**272 234 087 618**

Source : Cellule de Politiques Fiscales

ANNEXE 2 : TABLEAU DE REPARTITION DES DEPENSES FISCALES PAR STRUCTURE DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

Sources de Dépenses fiscales	Direction des Grandes Entreprises	Direction des Moyennes Entreprises	Directions Régionales des Impôts	Direction Générale des Impôts
Code Minier	29 047 973 699	174 670 741	235 520 208	29 458 164 647
Conventions d'Etablissement	27 430 412 925	-	-	**27 430 412 925**
Marchés publics	18 008 620 332	456 879 484	883 892 879	**19 349 392 695**
Titres d'Etat au niveau des Banques	19 238 744 385	-	-	**19 238 744 385**
Code des Investissements	10 869 797 694	86 013 818	761 341 748	**11 717 153 260**
Code Général des Impôts	6 967 634 254	444 786 182	-	**7 412 420 437**
Microfinance	944 951 954	-	-	**944 951 954**
Promotion Immobilière	56 947 550	59 108 400	22 733 704	**138 789 654**
Autres Sources d'Exonérations	21 877 378 169	5 442 650 039	4 626 087 364	**31 946 115 573**
Total	**134 442 460 962**	**6 664 108 665**	**6 529 575 903**	**147 636 145 530**

Source : Cellule de Politiques Fiscales

ANNEXE 3 : SYSTEME DE REFERENCE DE LA NORME

A. FISCALITE INTERIEURE

I. Impôts directs

1. **impôt sur les traitements et salaires :**

a) ***Unité d'imposition***

Salarié

b) Base imposable de référence

- montant total net des traitements, salaires, pécules, indemnités, émoluments, primes, gratifications et de leurs suppléments, tous autres avantages en argent ou en nature accordés aux intéressés, les pensions et rentes viagères, les rémunérations;
- les franchises admises :
  - déduction des retenues de pensions ou de retraites dans la limite de 4 % des salaires bruts;
  - allocations et indemnités spéciales destinées à couvrir les frais inhérents à la fonction ou à l'emploi. Le maximum déductible est fixé par un Arrêté du Ministre chargé des Finances;
  - exonération du personnel diplomatique ;
  - réduction pour charge de famille ;
  - indemnité de dépaysement ;
  - réduction de 50% des avantages en nature.)
  - les allocations familiales et d'assistance à la famille versées par l'Etat et les organismes de prévoyance sociale;
  - les majorations de soldes, d'indemnités ou de pensions attribuées pour charges de famille à condition que tous les salariés de l'entreprise en bénéficient de façon identique ;
  - les indemnités spéciales destinées à couvrir les frais de mission ou déplacement, les indemnités de risque ou toute autre indemnité dont l'exonération est prévue par un texte réglementaire;
  - les retraites des combattants ; les pensions servies aux victimes civiles et militaires de la guerre ou à leurs ayants droit;
  - les rentes viagères et indemnités temporaires attribuées aux victimes d'accidents de travail ;
  - les indemnités de licenciement ou de départ à la retraite, dans la limite des montants fixés par le code du travail.

c) *Taux de référence*

- Barème de l'I.TS.

Tranche de revenu	Taux
0 à 330 000	0%
330 001 à 1 200 000	2,00%
1 200 001 à 1 800 000	10,00%
1 800 001 à 2 600 000	26,00%
2 600 001 à 3 500 000	33,00%
3 500 001 à 4 100 000	36,00%
4100001 et plus	40,00%

2. **Impôt sur les revenus fonciers :**

Sont imposés dans la catégorie des revenus fonciers, lorsqu'ils ne sont pas inclus dans les bénéfices d'une société passible de l'Impôt sur les Sociétés, les revenus des immeubles bâtis, tels que maisons, fabriques, manufactures, usines et en général, tous les immeubles construits en maçonnerie, fer ou bois, fixés au sol à demeure, à l'exception de ceux qui sont expressément exonérés par les dispositions du présent Code.

a) *Unité d'imposition :*

Revenus des immeubles bâtis

b) *Base imposable de référence*

- revenu brut disponible afférent à la période d'imposition c'est-à-dire montant brut des loyers, des gains accessoires à la propriété foncière perçus au cours de l'année quelle que soit la période à laquelle ils se rapportent, augmenté des dépenses et charges incombant normalement au propriétaire mais supportées par le locataire et diminué des dépenses et charges incombant normalement au locataire mais supportées par le propriétaire.

Les franchises admises :

- exonération : immeubles non loués occupés par le propriétaire et /ou par les personnes qui sont à sa charge
- exonération : immeubles occupés par les employés (gardien ou agents de sécurité) du propriétaire
- exonération : immeubles inscrits à l'actif du bilan d'une société passible de l'I S ;
- exonération : voies ferrées publiques.

c) Taux de référence

- 12% pour les immeubles en dur et semi dur ;
- 8% pour les immeubles en banco.

3. Impôt sur les revenus de valeurs mobilières :

a) Unité d'imposition :

Revenus de valeurs mobilières.

b) Base imposable de référence :

Le revenu est déterminé :

- pour les actions, par le dividende fixé d'après les délibérations des assemblées d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues ;
- pour les obligations ou emprunts, par l'intérêt ou le revenu distribué dans l'année ;
- pour les parts d'intérêts, soit par les délibérations des assemblées générales des associés ou des conseils d'administration, soit à défaut de délibération, au moyen d'une déclaration à souscrire dans les trois mois de la clôture de l'exercice, faisant connaître les bénéfices ou produits effectivement distribués ;
- pour les lots, par le montant même du lot en francs ;
- pour les primes de remboursement, par la différence entre la somme remboursée et le taux d'émission des emprunts ;
- pour les rémunérations de l'administration des sociétés, par les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues.

Les franchises admises :

- amortissements qui seraient faits par une réalisation d'actif et au moyen de prélèvement sur les éléments autres que le compte de résultats, les réserves ou provisions diverses du bilan ;
- actions remboursées par un des moyens non expressément exclus par le présent article et à la liquidation de la société, la répartition de l'actif entre les porteurs d'actions de jouissance et jusqu'à concurrence du pair des actions originaires est considérée comme un remboursement de capital non imposable;
- sociétés concessionnaires de l'État, des régions, des communes qui établissent que l'amortissement par remboursement de tout ou partie de leur capital social et parts d'intérêts est justifié par la caducité de tout ou partie de leur actif social, notamment par dépérissement progressif ou par obligation de remise en fin de concession à l'autorité concédant;
- intérêts des sommes inscrites sur les livrets des comptes d'épargne.

- intérêts, arrérages et tous autres produits des comptes courants figurant dans les recettes provenant de l'exercice d'une profession industrielle, commerciale ou agricole ou d'une exploitation minière, sous la double condition que :
  - ✓ les contractants aient l'un et l'autre l'une des qualités d'industriel, de commerçant ou d'exploitant agricole ou minier ;
  - ✓ les opérations inscrites à un compte courant se rattachent exclusivement à l'industrie, au commerce ou à l'exploitation des deux parties.
- revenus des obligations émises par l'État, les régions ou les communes, lorsque la durée des obligations est supérieure à dix ans;
- revenus distribués par les Organismes de Placement Collectif de Valeurs Mobilières n°2013-021(OPCVM article 33 (nouveau). L'ordonnance /P-RM du 03 décembre 2013.

Les plus-values résultant de l'attribution gratuite d'actions, de parts bénéficiaires, de parts sociales ou d'obligations à la suite des fusions de sociétés anonymes ou à responsabilité limitée sont exonérées de l'impôt sur les revenus des valeurs mobilières.

(*Toutefois, si dans les dix ans précédant la fusion, le capital de la société absorbée ou des sociétés anciennes a fait l'objet d'une réduction non motivée par des pertes sociales, les plus-values ne peuvent bénéficier de l'exonération prévue à l'alinéa précédent qu'à concurrence de la fraction qui excède le montant de la réduction.*

Si dans les dix ans suivant la fusion il est procédé à une réduction de capital non motivée par des pertes sociales ou à un remboursement total ou partiel des obligations attribuées gratuitement, les plus-values sont déchues, à concurrence de la portion du capital remboursé aux actions, parts ou obligations attribuées gratuitement, de l'exemption dont elles avaient bénéficié, et les droits exigibles doivent être acquittés par la société absorbante ou nouvelle dans les vingt premiers jours du trimestre qui suit celui au cours duquel a été fait le remboursement, à peine des sanctions édictées par l'article 53 du Livre de Procédures Fiscales).

c) *Taux de référence*

- 10 % pour les dividendes distribués ;
- 6%revenus des obligations ;
- 13% pour les intérêts, arrérages et autres produits des obligations représentées par des titres négociables en représentation d'emprunts contractés par des sociétés ayant leur siège au Mali ou qui exerçant une activité au Mali sont constituées sous une forme qui les rendraient imposables si elles avaient leur siège au Mali ;
- 9% pour les intérêts, arrérages et autres produits des dépôts à vue ou à échéance fixe et des comptes courants ;

- 15% pour les lots payés aux créanciers et porteurs d'obligations;
- 18% pour les autres revenus.

4. **d'Impôt sur les bénéfices et Impôt sur les Sociétés :**

Il existe deux régimes d'imposition à l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux :

1) **le régime du bénéfice réel**

a) Unité d'imposition :

- contribuables réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur ou égal à 50.000.000 FCFA hors taxe ;
- conseils fiscaux et aux comptables agréés et experts comptables agréés quel que soit leur chiffre d'affaires
- et à toute personne relevant normalement de l'impôt synthétique mais ayant exercé l'option pour le régime réel d'imposition.

b) Base imposable de référence :

Le bénéfice imposable est le bénéfice net déterminé d'après les résultats d'ensemble des opérations de toute nature effectuées par l'entreprise, y compris, notamment, les cessions d'éléments quelconques de l'actif, soit en cours, soit en fin d'exploitation.

Les charges admises en déduction

- les frais généraux de toute nature, les dépenses de personnel, de main d'œuvre, les indemnités de fonction allouées aux mandataires sociaux, le loyer des biens meubles et immeubles dont l'entreprise est locataire, le loyer versé par le crédit preneur pour la partie représentant les charges d'intérêt;
- les redevances de cession ou de concession de licences d'exploitation, de brevets d'invention, les contrats de marques, procédés ou formules de fabrication, autres droits analogues et les frais d'assistance technique;
- les impôts à la charge de l'entreprise mis en recouvrement au cours de l'exercice, à l'exception de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et de l'impôt minimum forfaitaire;
- amortissement linéaire normal ;
- report déficitaire ;
- provisions de droit commun ;
- revenus des valeurs et capitaux mobiliers figurant à l'actif de l'entreprise atteints par l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières **;**
- revenus bruts des immeubles portés à l'actif du bilan qui ont supporté l'impôt sur les revenus fonciers**.**

Les franchises admises :

- les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper des commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes ;
- les offices publics d'habitation économique ;
- Les caisses de crédit agricole mutuel ;
- les sociétés de prévoyance, de production rurale, de développement rural et tous organismes coopératifs ne fonctionnant pas en sociétés et ne distribuant pas de réserves à des particuliers ;
- les sociétés de secours mutuels ;
- l'institut d'émission ;
- les banques primaires nationales, en ce qui concerne les produits de leurs placements auprès de la Banque de l'Habitat.

c) ***Taux de référence :***

- 30% du bénéfice imposable ;
- 1% du montant du chiffre d'affaires hors taxe pour les contribuables relevant du régime normal d'imposition ayant déclaré un déficit;

L'impôt calculé doit être supérieur ou égal à SEPT CENT SOIXANTE-TROIS MILLE CINQ CENTS (763 500) qui est la fraction de l'ISBIC dans l'impôt synthétique.

2) Le régime de l'Impôt Synthétique

a. Unité d'imposition

Entreprise réalisant moins de 50 millions de chiffre d'affaires annuel.

En sont exclue :

- les conseils fiscaux et les comptables agréés et experts comptables agréés quel que soit leur chiffre d'affaires.
- et toute personne relevant normalement de l'impôt synthétique mais ayant exercé l'option pour le régime réel d'imposition.

Les franchises admises :

En sont exonérées, pour la première année civile d'activité, les entreprises se trouvant dans son champ d'application.

b. Base imposable de référence

Le chiffre d'affaire annuel

c. Taux de référence

3% du montant du chiffre d'affaires hors taxe

5. D'Impôt sur les Bénéfices Agricoles (non mis en application par manque de décret d'application de la loi sur l'imposition des bénéfices agricoles).

a) ***Unité d'imposition :*** bénéfices agricoles provenant d'exploitations agricoles situées au Mali :

b) *Base imposable de référence*

- bénéfices réalisés dans l'exploitation ne relevant pas du cadre de l'agriculture traditionnelle ;
- vente dans un magasin des produits de l'exploitation agricole dans la proportion des trois quarts au moins du montant total des ventes effectués par un contribuable.

Les franchises admises :

- les exploitations pilotes investissant dans la recherche agronomique plus de 50% de leurs bénéfices ;
- les caisses de crédit agricole mutuel ;
- les sociétés de prévoyance et les sociétés coopératives agricoles.

c) *Taux de référence* :

- Impôt proportionnel ;
- 10% régime réel d'imposition.

6. taxe sur les plus-values de cession réalisées par les particuliers

a) Unité d'imposition :

Personne physique fiscalement domiciliée au Mali ou pas et qui réalise une plus-value lors de la cession à titre onéreux de biens ou de droits.

b) Base imposable de référence :

Montant net de la plus-value réalisée (article 124 du CGI). Ce montant correspond à la différence entre:

- ✓ le prix de cession net et le prix d'acquisition par le cédant ;
- ✓ le prix de cession net et la valeur vénale ;
- ✓ l'indemnité d'éviction et le coût d'acquisition du bien en cas d'une expropriation pour cause d'utilité publique ;
- ✓ l'abattement de 5% à partir de la 2ème année d'acquisition du bien, plafonné à 50% pratiqué sur les plus-values à long terme ;
- ✓ la déduction du montant net de la plus-value réalisée des charges supportées pour la conservation du bien et des frais encourus lors de la cession.
- ✓ l'exonération de la plus-value réalisée lors de la cession d'une résidence habituelle principale dans la limite d'une résidence par contribuable ;
- ✓ l'exonération des plus-values tirées de la cession à titre onéreux des valeurs mobilières ou des droits sociaux conformément aux dispositions de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;
- ✓ l'exonération des plus-values réalisées lors de la cession des meubles meublants et des habillements personnels.

c) Taux de référence :

- 15% pour les plus-values à court terme autres que celles afférentes à la cession de valeurs mobilières ;
- 7% pour les plus-values de cession d'actions et de parts sociales ;
- 5% pour les plus-values à long terme autres que celles afférentes à la cession de valeurs mobilières ;
- 5% pour les plus-values de cessions d'obligations.

7. Contribution des patentes et licences:

a) ***Unité d'imposition :***

Personne malienne ou étrangère qui exerce au Mali un commerce, une industrie, une profession.

Admis en franchises :

- l'Etat, les collectivités territoriales et les organismes publics pour les services publics d'intérêt général ;
- *les personnes morales bénéficiant de l'exonération de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux en vertu de l'article 47 du présent Code ;*
- les assujettis à l'impôt synthétique ;
- les associés des sociétés en nom collectif, à responsabilité limitée, en commandite ou anonymes ès qualité, l'associé unique de la société à responsabilité limitée ;
- les exportateurs de bétail au titre de cette seule activité ;
- *vente en gros ou en détail des boissons alcooliques ou fermentées ;*
- *les nouvelles entreprises au titre de la première année civile d'activité (article 131 du CGI) (SDLFC).*

b) Base imposable de référence :

Conformément aux tableaux A, B, C et D du CGI.

c) ***Taux de référence***:

- ✓ droits fixes de patente et les taxes variables sont fixés par le tarif des patentes ;
- ✓ droits fixes de licence fixés par le tarif des licences tableau D ;
- ✓ droit proportionnel à 10% de la valeur locative ou quart du droit fixe ;
- ✓ exonération de droit fixe pour un magasin de vente en gros pour les importateurs et les exportateurs.

II. IMPÔTS INDIRECTS

1. Taxe sur la Valeur Ajoutée :

a) ***Unité d'imposition :***

Livraisons de biens et prestations de services effectuées au Mali, à titre onéreux, par un assujetti.

b) ***Base imposable de référence*** *:*

Chiffre Affaires supérieur ou égal à 50.000 000 FCFA.

Franchises admises

Les exonérations de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (article 195CGI)

c) **Taux de référence**:

18% taux normal

2. L'Impôt spécial sur certains produits :

a) Unité d'imposition

Importation et livraison à la consommation

b) Base imposable :

- à l'importation, par la valeur en douane majorée des droits et taxes dus à l'entrée, à l'exception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée ;
- en régime intérieur c'est-à-dire le cas des produits fabriqués localement, par le prix de vente sortie-usine, à l'exception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.
- pour la production locale, c'est le prix de vente sortie-usine, à l'exception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée;

c) **Taux de référence :** (art 240 CGI)

Certains taux ont été modifiés par le décret de mars 2015

- 20% pour la noix de cola ;
- 10% pour les boissons gazeuses ; ***12% en mars 2015****;*
- 45% pour les boissons alcoolisées ; ***50% en mars 2015*** *;*
- pour les tabacs :
  - 25% pour les cigarettes de la gamme 1 et autres tabacs;
  - 20% pour les cigarettes de la gamme 2;
  - 15% pour les cigarettes de la gamme 3;
  - ***32% en mars 2015 pour l'ensemble des 3 gammes***;
- 40% pour les armes, ***50% en mars 2015 ;***
- 40% pour les munitions, ***50% en mars 2015 ;***
- 5% pour les matières plastiques, ***50% en mars 2015 ;***

- 5% produits miniers,
- 5% pour les véhicules de tourisme dont la puissance est supérieure ou égale à 13 chevaux.

3. Taxe sur les activités financières :

a) Unité d'imposition :

Activités bancaires ou financières.

b) Base imposable de référence :

- montant hors TAF des recettes ;
- exonérations (art 248 CGI) ;
- les sommes versées par le Trésor à la Banque Centrale chargée du privilège de l'émission ainsi que les produits des opérations de cette banque, génératrice de l'émission des billets ;
- les agios afférents à la mobilisation par voie de réescompte ou de pension d'effets publics ou privés figurant dans le portefeuille des banques, des établissements financiers ou des organismes publics ou semi publics ;
- les agios afférents à la première négociation des effets destinés à mobiliser les prêts consentis par les mêmes organismes ;
- les opérations relatives aux entreprises d'assurances soumises à un droit d'enregistrement en vertu des dispositions particulières prévues à cet effet ;
- les intérêts et commissions relatifs aux opérations réalisées sur le marché monétaire.

c) ***Taux de référence*** **:** 15 % et 17%.

4. La taxe intérieure sur les produits pétroliers :

a) Unité d'imposition

Essences spéciales, autres
Essence d'aviation
Essence auto super
Essence auto ordinaire
Huiles légères, autres
Carburéacteur
Pétrole lampant
Huiles moyennes, autres
Gas oil
Fuel oil domestique
Fuel oil léger
Fuel oil lourd I
Fuel oil lourd II
Gaz butane liquéfié

b) <u>Base imposable de référence</u> :

- le volume à 15°C ou le poids.

c) <u>Taux de référence</u> :

- Fixé par arrêté ministériel

***5. <u>Taxe sur les Contrats d'Assurance</u>** :*

<u>Unité d'imposition</u> :

- convention d'assurance ou de rente viagère.

<u>Base imposable de référence</u> :

- le montant des sommes stipulées au profit de l'assureur et de tous accessoires.

<u>Taux de référence</u> :

- 4 % contrats d'assurance contre les risques de toute nature de navigation maritime, fluviale, aérienne ou terrestre ;
- 20 % autres contrats d'assurance.

III. <u>De droits d'Enregistrements, de mutations et de successions</u> :

a) <u>Base imposable de référence</u> :

Nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

b) ***<u>Taux de référence</u> :***

Les droits fixes :

- **minimum de perception 1.250 Francs CFA ;**
- mutations à titre onéreux d'immeubles 15% ;
- mutation des immeubles à titre onéreux et à usage d'habitation ne faisant pas l'objet de TF : 7% ;
- mutation d'immeubles acquis par une entreprise dans le cadre d'un contrat de crédit-bail et aux fins d'exploitation : 7% ;
- procédure d'adjudication faite par les établissements bancaires ou financiers et qui est demeurée infructueuse : 7%;
- adjudications à la folle enchère de biens : 20% ;
- actes translatifs de propriété dans des pays étrangers: 1%;
- mutations à titre onéreux de Fonds de commerce 20% ;
- abandonnements pour faits d'assurance ou grosse aventure : 3% ;
- ordonnances de référé, les jugements, les sentences arbitrales et les arrêts sont passibles d'un droit de 3%;
- actes constatant les adjudications au rabais et marchés : 3%;
- partages des biens meubles et immeubles entre copropriétaires, cohéritiers et coassociés : 1%;
- transports, cessions et autres mutations de créances à terme sont assujettis à un droit de 2 %;

- contrats de mariage : 1%;
- tous actes ou écrits qui constatent la valeur des biens appartenant à chacun des époux lors de la célébration du mariage sont enregistrés au taux de 1 %;
- échanges de biens immeubles sont assujettis à un droit de 8 % ;
- enregistrement des marchés et/ou contrats publics à 3%,
- mutations à titre onéreux de meubles 10% ;
- droits de mutation à titre gratuit sont fixés, pour la part nette recueillie par chaque ayant droit, suivant les tableaux ci-dessous :

- **Mutation en ligne directe et entre époux :**

Indication du nombre d'enfants du donateur ou laissés par le défunt	***Tarif applicable à la fraction de part nette***				
	Jusqu'à 250.000	***De 250.000 à 1.000.000***	***De 1.000.000 à 5.000.000***	***Au-delà de 5.000.000***	***Maximum***
	%	***%***	***%***	***%***	***%***
5 enfants ou plus vivants ou représentés	3	8	12	18	15
2, 3, 4 enfants vivants ou représentés	4	10	15	22	18
1 enfant ou pas d'enfant vivant ou représenté	7	15	20	25	20

- **Mutation en ligne collatérale :**

Degré de parenté	***Tarif applicable à la fraction de part nette***				
	Jusqu'à 250.000	***De 250.000 à 1.000.000***	***De 1.000.000 à 5.000.000***	***Au-delà de 5.000.000***	***Maximum***
	%	***%***	***%***	***%***	***%***
Entre frères et sœurs	20	27	33	40	35
Entre oncles ou tantes et neveux et nièces	28	32	38	45	40
Entre autres personnes	35	40	45	50	45

Location d'immeubles et de fonds de commerce, mutation de jouissance 3%.

B. **LA FISCALITE DE PORTE** *:*

En matière de législation douanière, le système fiscal de référence est la réglementation communautaire relative au TEC. ».

Dans le cadre de la mise en place de l'Union Douanière de la CEDEAO, le Tarif Extérieur Commun de l'UEMOA a été amendé et étendu à l'ensemble des Etats membres de la CEDEAO.

Il comporte dans son architecture, le Droit de Douane (DD), la Redevance Statistique (RS) et le Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS).

1. **Droit de Douane :**

Dans sa structure actuelle, le Droit de Douane comprend cinq catégories de marchandises:

- catégorie 0 : biens sociaux essentiels, au taux de 0%, répartis sur 85;
- catégorie I : biens de première nécessité, matières premières de base, biens d'équipement, intrants spécifiques, au taux de 5%,
- catégorie II : intrants et produits intermédiaires, au taux de 10%, répartis ;
- catégorie III : biens de consommation finale, au taux de 20% ;
- catégorie IV : biens spécifiques pour le développement économique, au taux de 35%.

2. **Taxe sur la Valeur Ajoutée :**

Le taux de référence est de 18%.

3. **Redevance Statistique :**

Le taux de référence est de 1%.

4. **Le périmètre d'évaluation des dépenses fiscales :**

La délimitation du périmètre consiste à choisir les impôts et taxes à comprendre dans le champ de l'évaluation (impôts d'Etat seulement ou impôts d'Etat et impôts locaux).

Le périmètre d'évaluation est défini sur la base de deux critères : l'importance de la mesure (coût) et la disponibilité des données.

L'UEMOA a préconisé qu'en l'état actuel des systèmes fiscaux, il est préférable de limiter le périmètre de l'évaluation de la dépense fiscale aux impôts nationaux.

Le périmètre d'évaluation de cette étude s'est donc limité aux impôts et taxes dont le produit est attribué à l'Etat.

Par ailleurs, les pertes engendrées par la réduction du taux des impôts et taxes sur certains produits et la non-imposition du secteur agricole ne feront pas non plus l'objet d'évaluation.

A ce niveau, des difficultés de collecte de renseignements permettant une évaluation correcte de la dépense fiscale se posent.

ETAT T

RESTES A RECOUVRER

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
=+=+=+=+=+=+=+=+=+=
DIRECTION GENERALE DES DOUANES
=+=+=+=+=+=+=+=+=+=
DIRECTION DES RECETTES DE LA PLANIFICATION
ET DES PROGRAMMES DE VERIFICATION
=+=+=+=+=+=+=+=+=+=

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI
'=+=+=+=+=+=+=+=+=+=

RECAPITULATIF DES RESTES A RECOUVRER DE 2019 AU 30 JUIN 2020

NATURE			MONTANT F CFA
DD			66 208 920
RS			126 801 770
TAI			0
ISP			152 515
TCI			0
IPC			0
ISB			0
TVA			149 076 585
TIPP			120 527 397
TOTAL BUDGET D'ETAT			**462 767 187**
PCS			808 843
PC			63 937 921
AIP			619 042 213
RER			304 010 070
TLT			0
PRC			28 122
TOTAL BUDGET ANNEXE			**987 827 169**
TOTAL GENERAL			**1 450 594 356**

Bamako, le 03/09/ 2020

Le Directeur des Recettes de la Planification
et des Programmes de Vérification

Lt. Colonel Amadou KONATE
Inspecteur des Douanes

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

VENTILATION DES RESTES A RECOUVRER PAR TYPES D'IMPÔTS AU 31 Decembre 2019

STRUCTURE	DGE	DME	Services Locaux	TOTAL
IS/IBIC	31 394 752 319	4 504 910 146	6 169 593 198	42 069 255 663
IRVM	19 164 138 072	384 509 952	174 311 445	19 722 959 469
TVA	46 737 003 441	4 237 483 904	4 356 247 082	55 330 734 427
ITS	5 702 596 903	1 330 974 571	5 961 412 908	12 994 984 382
CF	2 353 849 605	1 337 704 875	257 181 577	3 948 736 057
ISCP		-		-
Autres	111 376 502 464	7 015 401 737	20 940 171 249	139 332 075 450
TOTAL	**216 728 842 804**	**18 810 985 185**	**37 858 917 459**	**273 398 745 448**
DONT IRRECOUVRABLES	**94 867 778 608**	**7 524 394 074**	**1 502 384 303**	**103 894 556 985**

Commentaire:

Au 31 décembre 2019, le stock global de RAR a été estimé à 273,399 milliards de Francs CFA, sur lequel 103,895 milliards de Francs CFA ont été determinés comme irrecouvrables, soit ***38%*** *du potentiel global. Le potentiel estimé recouvrable est* de 169,504 milliards de Francs CFA, soit 62%.

MINISTERE DES DOMAINES
DES AFFAIRES FONCIERES
==========
DIRECTION NATIONALE DES
DOMAINES
==========

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi
==========

0 .. .0260
N°-2020----------/ MDAF-DND

Bamako, le 27 AOUT 2020

Le Directeur national des Domaines

/-)

Monsieur le Directeur général du Budget
- Bamako -

Ref : V/L N°0591/MEF-DGB du 23 juillet 2020
Objet : Situation des restes à recouvrer de l'exercice 2019.

En, réponse à la lettre dont l'objet et les références sont ci-dessus cités, j'ai l'honneur de vous communiquer le montant de **8 961 568 738 F** CFA , afférent à la situation des restes à recouvrer des recettes de l'exercice 2019 au niveau de la Direction nationale des Domaines (DND), se décomposant comme suit :

- Reliquat du montant de la cession des bâtiments administratifs effectuée par l'ACI: 08 milliards de f CFA, conformément aux prévisions de la loi des finances;
- Compensation de la taxe ad valorem (TAV) par les crédits TVA : 961 568 738 F CFA, correspondant aux déclarations effectuées par les sociétés minières MORILA (89 206 621 F CFA) SOMILO (703 954 691 F CFA) et GOUNKOTO (168. 407.426 F CFA) au titre de décembre 2019.

Veuillez agréer Monsieur le Directeur général, l'assurance de ma considération distinguée.

Ampliations
- **MDAF.....1/Cr**
- **MEF.....1/Info**
- **DNTCP.....1/Info**
- **DEPR.....1/Suivi**

Le Directeur national

Ibrahim SIMPARA
Officier de l'Ordre National

ETAT V

ANNEXE SUR LE GENRE



RAPPORT GENRE 2021

ANNEXE ALA LOI DES FNANCES 2021

MINSITERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

NOVEMBRE 2020

RAPPORT GENRE 2021

RAPPORT GENRE 2021 - ANNEXE A LA LOI DES FINANCES 2021

SIGLES ET ABREVIATIONS	
AGETIC	Agence des Technologies de l'Information et de la Communication
AGR	Activités Génératrices de Revenu
AMADER	Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Domestique et d'Electrification Rurale
ANDC	Agence Nationale de la Communication pour le Développement
ASACO	Association de Santé Communautaire
BAD	Banque Africaine de Développement
BCS	Bureau Central de la Solde
BIT	Bureau International du Travail
BSG	Budget Sensible au Genre
CAFO	Coalition des Associations Féminines et Organisations
CAG	Comité Aviseur Genre
CAK	Centre Aoua Keita
CAPF	Centre d'Accueil et de Placement Familial
CDI	Commissariat au Développement Institutionnel
CDPE	Centre de Développement de la Petite Enfance
CEDEF	Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes
CEDEAO	Communauté Economique et Douanière de l'Afrique de l'Ouest
CFPF	Centre de Formation Pratique
CGA	Centres de Gestion Agrées
CGS	Comite de Gestion Scolaire
CMA	Coordination des Mouvements de l'AZAWAD
CNAPN	Comité National pour l'Abandon de Pratiques Nuisibles à la Mère et à l'Enfant
CNDIFE	Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant
CNDH	Commission Nationale des Droits de l'Homme
CPF	Code des Personnes et de la Famille
CPN	Consultation Prénatale
CPS	Cellule de Planification et de Statistiques
CREDD	Cadre de Relance Economique pour un Développement Durable
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CS-PNG	Conseil Supérieur Politique Nationale Genre
DBG	Direction Générale du Budget
DESC	Droits Economiques Sociaux et Culturels
DNACPN	Direction Nationale de l'Assainissement, du Contrôle des Nuisances et Pollutions
DNFPP	Direction Nationale de la Fonction Publique et du Personnel
DUDH	Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
EDSM-VI	Enquête Démographiques de Santé Mali VI
EFH	Egalité Femme/Homme
EMOP	Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages
EPT	Education Pour Tous
FAFE	Fonds d'Appui à l'Autonomisation et à l'Epanouissement de la Femme et de l'Enfant
FNAA	Fonds National d'Appui à l'Agriculture
GEDEFOR	Projet Gestion Décentralisée des Forêts
GRFF	Gestion des Ressources Forestières et Fauniques
GRM	Gouvernement République du Mali

IDH	Indice de Développement Humain
MEADD	Ministère de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement Durable
MEF-SG	Ministère de l'Economie et des Finances – Secrétariat Général
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MGF	Mutilations Génitales Féminine
MPFEF	Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
ODD	Objectifs du Développement Durable
PACR	Projet d'Appui aux Communautés Rurales
PACUM	Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali
PADEC	Projet d'Appui au Développement Economique Communautaire
PAJM	Programme d'Appui à la Justice au Mali.
PAPAM	Programme d'Accroissement de la Productivité Agricole au Mali
PAP	Programme Annuel de Performance
PBSG	Planification et Budgétisation Sensible au Genre
PDDAFFE	Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille 2020-2029
PDD-DIN	Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger
PDDSS	Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social 2014-2023
PDH	Promotion des Droits de l'Homme
PDI	Programme de Développement Institutionnel
PEFA	Dépenses Publiques et Responsabilité Financière/Public Expenditure Financial Accountability
PF	Planification Familiale
PGRN-CC	Projet de Gestion des Ressources Naturelles, Changement-Climatique
PNG	Politique Nationale Genre
PNISA	Plan National d'Investissement dans le Secteur Agricole
PPD-PAP	Programmation Pluriannuel et le Programme Annuel de Performance
P-RM	Président de la République du Mali
PROCEJ	Projet de Développement des Compétences et de l'Emploi des Jeunes
PRODAFFE	Programme de Développement de l'Autonomisation de la Femme et de l'Enfant et de la Famille 2020-2024
PRODEC	Programme Décennal de l'Éducation
PROSEA	Programme Sectoriel Eau Assainissement
PRPRM	Projet de Réduction de la Pauvreté dans la Région de Mopti
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RAMED	Régime d'Assistance Médicale
RG 21	Rapport Genre 2021
SAPEP	Projet d'Accroissement de la Productivité Agricole des Petits Exploitants
TA	Taux d'Achèvement
TBA	Taux Brut d'Admission
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
VBG	Violences Basées sur le Genre
VFF	Violences Faites aux Femmes et aux Filles
VSBG	Violences Sexuelles Basées sur le Genre

RAPPORT GENRE 2021ANNEXE A LA LOI DES FINANCES 2021

Introduction Générale

a) Planification et Budgétisation Sensible au Genre, une approche pour réduire les inégalités de genre et la pauvreté

L'impact de la politique budgétaire sur la réduction de la pauvreté et des inégalités est une préoccupation majeure tant au niveau du Gouvernement que de l'Assemblée Nationale. En effet accroître cet impact nécessite l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des dépenses publiques. C'est cette finalité que vise l'introduction de la PBSG dans la programmation et la gestion budgétaire du Mali. Il s'agit là d'une avancée notoire en matière de réforme des finances publiques, qui met l'accent sur la problématique de l'efficacité des dépenses publiques et de son impact sur la réduction de la pauvreté et des inégalités.

L'introduction de la PBSG est également un des axes d'orientation de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre (PNG), adoptée le 24 novembre 2010 à travers l'axe d'orientation stratégique N°6, qui vise à la *« prise en compte de l'Egalité Femmes Hommes comme un principe directeur de bonne gouvernance dans les politiques et réformes publiques les plus porteuses de changement et dans les budgets, en considérant le contexte de la déconcentration et la décentralisation* ».

En analysant la dimension genre des politiques publiques, des budgets et leurs impacts sur la population, le Gouvernement à travers le Rapport Genre renforce la reddition des comptes face à ses engagements en matière d'égalité entre les sexes et de développement humain durable. Il met également l'accent sur les succès et les carences des politiques faces aux besoins des femmes et des hommes et éclaire ainsi la décision publique.

Ainsi, la PBSG est à la fois un outil de transparence et d'allocation équitable de l'argent public. Intégrer une démarche de PBSG conduit à se demander si la collecte des revenus (impôts, taxes, paiement du service etc.) et la distribution des ressources financières (subventions aux associations, investissements dans des équipements, fonctionnement des services etc.) renforcent ou diminuent les inégalités entre les sexes.

La BSG ne signifie pas des budgets distincts pour les hommes et les femmes, et va bien au-delà de l'éventuel accroissement des ressources planifiées et allouées à des projets destinés aux femmes. Elle interroge le budget sur l'influence que pourrait avoir chaque opération budgétaire sur la situation des femmes et des hommes et vise à ce que cette influence soit tenue en compte dans la programmation et l'exécution de ladite opération. C'est ce que le Rapport Genre annexé à la loi des finances entend faire apparaitre.

La PBSG doit pouvoir : i) s'appuyer sur des statistiques ventilées par sexe relatives aux cibles femmes/ hommes ; ii) analyser les inégalités femmes/hommes, renseigner les indicateurs sexués de performance et proposer des mesures pour l'amélioration de l'égalité de genre, iii) former les personnels sur le genre et l'égalité femmes/ hommes. C'est dans ce contexte que le rapport genre est initié comme un outil de suivi des engagements du Gouvernement en matière d'équité de droit pour les femmes et les hommes. Il est élaboré depuis 2012, comme annexe à la loi des finances de chaque année budgétaire.

b) Pourquoi le Rapport Genre ?

Le Rapport Genre est initié pour permettre aux décideurs à plusieurs niveaux de suivre et de vérifier la réalisation des engagements du Gouvernement en matière d'équité femme/homme à travers la loi des finances. Il trouve sa justification juridique[1] dans la Loi N°2013-028 du 11 juillet 2013 relative aux lois des finances, qui en son article 45 précise que la loi des finances est accompagnée : **i)** d'annexes explicatives (projet annuel des performances des programmes entre autres) et ; **ii)** de toute autre annexe destinée à l'information et au contrôle des parlementaires.

[1]« Loi N°2018-072 du 21 décembre 2018 portant loi de finances pour l'exercice 2019 : Article 47 : Pour 2019, l'annexe relative au genre figure à l'état V, annexé à la présente loi ».

Le Rapport Genre matérialise également l'engagement du Gouvernement du Mali à appliquer les conventions internationales ratifiées à travers la mise en œuvre de la PNG.

Le RG comme annexe à la loi des finances est donc un document fondé sur l'obligation pour le gouvernement de rendre compte. Elle est basée sur la prise en charge des besoins sexo-spécifiques contenus dans le plan d'action genre et intégrés dans les budgets-programmes. Pour ce faire il intègre les éléments des cadres de performance (Programmes, objectifs et indicateurs) du budget-programmes des ministères qui contribuent à la mise en œuvre des plans d'actions de la Politique Nationale Genre.

Étant un résumé, le RG ne peut pas couvrir toutes les activités du Gouvernement. Les réponses aux trois questions suivantes peuvent aider à choisir les activités sur lesquelles le rapport genre devrait insister davantage dans un secteur particulier :

- Si l'approche de la PBSG veille à ce que la question du genre soit examinée dans le cadre de la mise en œuvre des principales politiques et dépenses du gouvernement ; la réduction des inégalités est financée à hauteur de combien dans le budget ?
- Quels sont les programmes les plus importants et les plus pertinents pour l'égalité de genre (programmes stratégiques 'genre') ? Cette question est utile car certaines activités peu coûteuses peuvent faire une grande différence pour la réduction des inégalités ;
- Quel est l'impact de la réduction des inégalités de genre sur la population et le développement du pays ?

Conformément à la lettre circulaire N°0676/MEF-SG du 17 février 2020, le RG21 est un document élaboré par le MEF à travers la Direction Générale du Budget (DGB) pour mettre en exergue les engagements du gouvernement en matière de genre dans les programmes et budgets sectoriels en lien avec la réalisation des droits économiques politiques sociaux et culturels. Dans ce cadre il fait apparaitre :

- L'intention du Gouvernement de prendre des mesures en faveur de l'égalité genre à travers la disponibilité des ressources là où elles doivent être conformément à ses engagements fondamentaux ;
- La stratégie budgétaire, qui vise à la satisfaction des besoins de la population malienne en général, plus particulièrement celle des besoins des couches les plus défavorisées, en particulier, la prise en compte de l'égalité de genre dans la rationalité budgétaire.

Le présent Rapport Genre 2021 (RG21) présente les réalisations de l'année 2019 et la planification pour la période 2021-2023. Il s'inscrit dans une démarche pluriannuelle et graduelle d'amélioration de sa préparation et de son utilisation.

c) Elaboration du Rapport Genre au sein du processus budgétaire

Le Ministère de l'Economie et des Finances a élaboré le premier Rapport Genre en 2012. De 13 départements en 2019, le nombre départements ministériels concernés est passé à 15[2] pour ce Rapport Genre 2021. Il s'agit des ministères prioritaires identifiés dans le document de PNG comme ayant le potentiel le plus important pour la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes. Dans ces secteurs, les engagements de l'Etat sont clairement spécifiés et représentent *«des véhicules de changement majeurs dans la reconnaissance et l'exercice des droits égaux fondamentaux, dans la construction de l'identité sociale des femmes et des hommes, dans la lutte contre les stéréotypes sexistes dans la protection de l'intégrité, et de la dignité des femmes dans le développement du capital humain et dans l'allocation des ressources en faveur d'un développement économique juste et équitable »*[3].

Le Rapport Genre, qui présente annuellement les engagements et réalisations des départements sectoriels concernés en matière d'équité femmes/hommes, est une partie intégrale de l'information budgétaire plus large élaborée par ces départements à travers leur Projet Annuel de Performance (PAP) et leur Rapport Annuel de Performance (RAP). Le présent rapport présente les réalisations de 2019 et la planification pour 2021 à 2023.

[2] Réduction liée à la nomenclature gouvernementale de la transition
[3] Loi des Finances 2019 – Annexe Rapport Genre _ Page 694

Pour faciliter aux représentants du gouvernement son établissement, aux parlementaires et au public sa lecture et sa compréhension, le RG est présenté sous un format standard utilisé par tous les ministères concernés. La démarche de préparation du RG 2021, coordonnée par la DGB a été annoncée par la lettre circulaire N° 0676/MEF-SG du 17 février 2020. Comme les années antérieures, un canevas standard de rédaction du RG est mis à la disposition des différents départements concernés.

d) Structure et contenu du Rapport Genre 2021

Le présent Rapport Genre 2021 présente deux grandes parties et des sous contenus :

- La première partie est consacrée aux principaux « défis genre » aux plans juridique, social, économique et politique.

- La deuxième partie présente les données collectées par chacun des 16 départements sectoriels, classés sous le prisme des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels.

- Les recommandations et une conclusion

Au sein de la deuxième partie, les départements ministériels sont regroupés selon trois (3) axes thématiques, ou secteurs de développement durable conformément à l'approche droits humains : Voir tableau ci-dessous

Axes thématiques (secteurs de développement durable)	Ministères sectoriels en charge de :	Nombre ministères
1. Accès équitable aux droits civils et politiques	Justice et Droits de l'Homme, Promotion Femme-Enfant et Famille, Travail et Fonction Publique, Communication et Economie Numérique	4
2. Accès équitable aux droits sociaux : Services sociaux de Base	Education Nationale,Santé et Développement Social, Mines-Energie et Eau, Affaires Foncières-Urbanisme et Habitat,	4
3. Accès équitable aux droits économiques et opportunités économiques	Agriculture-Elevage et Pêche, Environnement-Assainissement et Développement Durable, Industrie -Commerce et Promotion des Investissements, Culture-Artisanat et Tourisme, Ministère de l'Economie et des Finances	5

A l'intérieur de chaque « Axe thématique », les points suivants sont décrits par ministère :
- Les enjeux genre du secteur couvert par ledit ministère ;
- Les mesures ou stratégies spécifiques de réduction des inégalités liées au genre entreprises par le ministère ;
- L'évaluation des activités genre menées en 2019 ;
- La planification et budgétisation des actions genre pour l'année 2021 jusqu'en 2023.

Démarche d'amélioration de la préparation et de l'utilisation du RG21

Sous l'impulsion conjointe des ministères de l'EF et de la PFEF, une dynamique pluriannuelle d'amélioration de la préparation et de l'utilisation du Rapport Genre a été entamée en 2019. La présentation du Rapport Genre 2021 a tenue compte des améliorations proposées aussi bien dans le processus que dans le contenu. Cette démarche inclusive vise à fournir une base d'informations de plus en plus complète afin d'asseoir les décisions de politique budgétaire en considérant leur impact sur la réduction des inégalités de genre, y compris le suivi des résultats de ces décisions.

Le but est donc d'enrichir graduellement le contenu du RG, en couvrant un champ de plus en plus large des dépenses publiques en procédant à des analyses plus approfondies à travers l'utilisation d'un ensemble d'outils de PBSG plus complets et plus pertinents.

Dans le cadre de cette démarche, un canevas amélioré a été expérimenté par un premier groupe de ministères (attelage gouvernemental avant transition) pour la préparation du Rapport Genre 2021. Il s'agit de : Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ; Ministère de l'Education Nationale ; Ministère de l'Energie et de l'Eau ; Ministère de l'Agriculture ; Ministère de l'Elevage et de la Pêche ; Ministère de l'Economie et des Finances.

Ce canevas amélioré approfondit l'information présentée par ces ministères à travers un « budget genre » initial selon trois perspectives complémentaires :

- Un « budget genre ciblé », qui trace les allocations budgétaires ciblant directement l'égalité de genre dans le budget – telles que par exemple les allocations budgétaires d'actions exclusivement destinées à la scolarité des filles.
- Le champ stratégique de la budgétisation sensible au genre, pour le ministère concerné, à savoir, l'identification des programmes du ministère qui sont stratégiquement importants pour améliorer l'égalité de genre, sur la base de leur contribution aux orientations stratégiques de la PNG.

Un « budget genre » focalisé sur les dépenses de personnel de chaque département ministériel sachant qu'au Mali, près d'un quart, soit précisément 24,4 % du budget 2020 est consacré aux dépenses de personnel. Vu cette importance, il est proposé que les ministères présentent la répartition de leurs dépenses de personnel de façon sexo-spécifique. Dans un premier temps, pour le RG21 une répartition des effectifs est effectuée conformément aux lois n°2014-049 du18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

- La démarche adoptée pour le RG 2021 est une première étape. Avec le canevas amélioré, expérimenté par ces quelques ministères, il s'agit de poser des premiers jalons dans le sens du traçage budgétaire, tout en permettant une transition ultérieure vers d'autres instruments de la PBSG telles que analyses sensibles au genre de politiques, stratégies et programmes spécifiques du gouvernement.

- Cadre institutionnel du Genre

Le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille est la première institution étatique responsable de la mise en place et du suivi de la politique genre à travers le mécanisme institutionnel de suivi de la mise en œuvre de la PNG. Ce mécanisme comprend les structures suivantes : le Conseil supérieur du genre présidé par le Premier Ministre, le Secrétariat Permanent de la PNG et les comités d'institutionnalisation du genre dans les ministères sectoriels ciblés. A ce jour, une dizaine de ministères clés ont mis en place les organes internes de suivi de la PNG. Notons que les organes aux niveaux national et régional sont peu fonctionnels par insuffisance de ressources humaines compétentes.

Par ailleurs dans le cadre de la budgétisation sensible au genre depuis 2012, le Ministère de l'Economie et des Finances à travers la DGB élabore chaque année, un rapport genre annexé à la loi des finances.

Dans ce processus de BSG, le rôle des organisations de la société civile devrait se situer à trois (3) niveaux : **(i)** un rôle d'influence et de plaidoyer afin que la politique progresse, soit en phase avec les enjeux et les problèmes à résoudre en matière d'Égalité entre les Femmes et les Hommes ; **(ii)** un rôle de partenaire mettant qui participe aux instances de coordination ; (**iii)**un rôle de prestataire de services de proximité envers les populations.

I. Cadre politique et stratégique pour le genre

Le Mali dispose d'un cadre national de planification stratégique, « le Cadre stratégique pour la Relance Economique et de Développement Durable CREDD (2019-2023) » auquel sont alignées les stratégies sectorielles appuyées par les programmes de coopération des partenaires techniques et financiers (PTF). L'approche prônée dans le CREDD en matière de genre consiste à promouvoir un processus de développement équilibré entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie économique, politique, sociale, culturelle. Le CREDD reste le document cadre de référence pour le développement économique et social du pays

Des engagements en faveur de l'égalité de genre ont été annoncés dans les grandes politiques et réformes nationales initiées dans le cadre du CREDD 2019-2023. Cedocument central s'accorde à reconnaître que les femmes ont une place essentielle dans la société, du fait de leur contribution au processus de croissance et de développement du pays, et à donner la priorité à la promotion économique des femmes, à leur participation à la vie publique et à la prise en compte de leur situation sociale.

Sur la base des politiques nationales spécifiques de Genre, de Protection/Promotion de l'enfant, de la Famille, adoptées respectivement en 2010, 2015 et 2016 ; un Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (PDDAFFE) 2020-2029, fédérateur de l'ensemble du développement du secteur a été élaboré et son PRODAFFE 2020-2024 est disponible.

Au niveau sectoriel, on peut citer la politique d'égalité entre les femmes et les hommes du Ministère de la justice, la politique de développement institutionnel (PDI), la Loi d'orientation agricole, la politique sectorielle de Santé avec le PRODESS, la politique de scolarisation des filles dans le cadre du PRODEC, etc.

Les politiques sectorielles sont souvent accompagnées de programmes ou de plans d'actions, par exemple, le programme national d'investissement du secteur agricole (PNISA) et le plan national d'investissement prioritaire dans le secteur agricole (PNIP-SA).

Il existe aussi des plans d'actions spécifiques, tels que le plan d'action pour la lutte contre la traite des femmes et des filles. Si le cadre politique crée les conditions favorables à l'égalité des genres, qu'il soit l'expression matérialisée de la volonté politique des gouvernants, il est limité par son manque d'opérationnalisation. La plupart des politiques sectorielles ne sont pas toujours suivies d'actions concrètes, ni traduites en dispositifs opérationnels et en ressources allouées suffisantes.

Les partenaires techniques et financiers s'organisent autour du CREDD 2019-2023 par le biais de groupes thématiques, dont dix (10) sectoriels et trois (3) transversaux. Au niveau transversal, le Groupe Thématique Genre et Autonomisation de la Femme (GT-GAF) a été mis en place pour animer le dialogue avec le gouvernement, la société civile et les partenaires de développement, afin de placer l'équité de genre dans l'agenda du développement et politique au Mali. Sil'engagement du principe visant à éliminer la pauvreté des femmes par l'intégration de la dimension genre dans le CREDD tend à augmenter, les réalisations concrètes dans ce domaine sont toujours attendues.

II. Principaux Enjeux et défis en matière de Genre

Tenant compte de l'impact négatif des crises multidimensionnelles (Institutionnelle, politique, sécuritaires, humanitaires et environnementales) sur la population malienne, plus particulièrement sur les femmes, il devient important, pour une meilleure compréhension des enjeux liés à la problématique du genre au Mali, de présenter d'abord les caractéristiques démographiques de la population, ensuite d'identifier les enjeux liés à l'EFH qui sont en lien avec les principes, les orientations et axes stratégiques de la PNG dans le cadre de la planification et la budgétisation sensibles au genre (PBSG), dont le présent rapport est un des outils de suivi pour ce qui concerne l'élaboration et l'exécution de la loi des finances. Ici, il s'agit de présenter également les enjeux juridiques, sociales, économiques et de gouvernance, toute chose permettant de suivre les engagements de l'État par rapport à la réduction des inégalités et à la promotion de l'égalité des genres dans les politiques publiques.

3.1. Présentation socio démographique du Mali

Le Mali est un vaste pays saharo-sahélien, situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest et sans littoral. Il est organisé en dix-neuf régions administratives dont seulement dix (10) sont fonctionnelles de nos jours, un (1) district celui de Bamako, 49 Cercles et 703 Communes

3.1.1. Caractéristiques sociodémographiques

La population du Mali est estimée à dix-neuf millions sept cents quatre-vingt-six mille neuf cent quatre-vingt-seize (19 786 996) habitants en 2018 dont 74,0 % vivent en milieu rural. Avec 48,8 % de personnes âgées de moins de 15 ans, le Mali se caractérise par une population jeune. La population comprend 50,4 % de femmes. La taille moyenne des ménages est de 8,4 personnes.

La croissance démographique continue à un rythme très élevé d'après le dernier recensement d'avril 2009, +3,6 % par an, soit +50 % en 11 ans (par rapport au recensement de 1998), et l'absence de perspectives pour de nombreux jeunes les pousse à migrer, notamment vers l'Europe et la France.

L'indice synthétique de fécondité (ISF) **:** En effet, plus de la moitié de la population malienne est constituée de femmes (50,4 % selon l'annuaire statistique 2017) parmi laquelle 22% sont en âge de procréer. L'indice synthétique de fécondité reste élevé 6,3 enfants par femme selon EDSM VI en 2018. Cet indice synthétique est resté quasi constant au cours entre 2006 et 2018 respectivement **6,1** en 2012 (EDSM V), **6,6** en 2006 (EDSM IV). Il existe une disparité entre les zones urbaines (4,9 enfants par femme) et les zones rurales (6,8 enfants par femme) en 2018. Pour la même période, la prévalence contraceptive moderne a connu une nette progression et a été estimée à 15% contre 9,9% en 2012 et 6,9% en 2006. La contribution des adolescentes à la fécondité reste élevée, 36% entre 15-19 ans ont commencé leur vie féconde et 30% ont déjà eu leur premier enfant.

Par contre, cette rapide évolution démographique de la population est en nette inadéquation avec l'accroissement de la production qui, renforcée par l'inégale répartition des richesses, provoque des disparités criantes dont sont victimes principalement les couches défavorisées de la population, notamment les femmes. Le pays a pourtant ratifié la plupart des conventions et traités internationaux sur les droits de la femme. **Dans ce cadre** l'**extrême pauvreté d'une partie importante de la population reste un frein au développement du pays**.

La migration essentiellement masculine a un impact sur la structure des ménages : en zone rurale, un ménage sur dix est dirigé par une femme ; en zone urbaine, cette proportion est d'un ménage sur six. Il existe également le phénomène de migration temporaire de jeunes filles, venues des régions rurales pour travailler dans les villes.

Avec une population illettrée à près de 69 % en 2016 (pour les +15 ans, et seulement 78,4 % pour les femmes), il n'y aura pas d'avenir durable pour le Mali tant qu'il n'investira pas massivement dans l'éducation de son peuple. En 2016, seules 75 % des petites filles et 78,8 % des petits garçons allaient à l'école primaire. Les moins de 15 ans représentaient 49,8 % de la population totale du pays en 2016.

Selon les données EMOP 2018, les inégalités de revenus sont aussi très importantes entre les différentes classes de distribution du revenu des ménages. Les 10% de ménages les plus riches gagnent 26 fois le revenu total des 10% de ménages les plus pauvres (***Observatoire National de l'Emploi et de la Formation, 2015***). De même, le revenu total des 10% de ménages les plus riches vaut 10 fois celui des 40% de ménages les plus pauvres. Ces écarts de revenu sont maintenus ou même accentués si on passe du revenu d'activité au revenu de patrimoine, aux transferts et dons ou aux autres revenus.

*Le fort niveau d'inégalité de revenu entre les hommes et les femmes est en grande partie le produit de la division sexuée de travail dans la sphère économique et professionnelle**. Ainsi l'état de pauvreté et la difficile lutte pour la réduction des inégalités de genre*[4] *restent des défis majeurs pour l'autonomisation des femmes***

3.1.2. Caractéristiques des Ménages

La situation des femmes dessine des facteurs aggravants d'inégalité et de pauvreté. En 2018, les résultats selon le sexe montrent que les femmes sont les plus touchées par le phénomène de chômage que les hommes avec des taux respectivement de 9,7% et de 7,5 % et entre le milieu urbain (11.8%) et le milieu rural (9%)[5].

Le ratio homme/femme dans les ménages maliens pauvres serait de 110. Ceci veut dire que les femmes seraient beaucoup plus susceptibles que les hommes à vivre dans des ménages pauvres. La probabilité pour un individu d'être pauvre est significativement impactée par le milieu de résidence, la taille et la qualité des membres de ce ménage. De même, le sexe, le statut matrimonial et le statut de travail de son chef influencent significativement la probabilité pour le ménage de tomber dans la pauvreté.

Les ménages maliens sont généralement de grande taille. La taille moyenne des ménages est de 7,8 personnes en 2018. Elle varie de 8 personnes en milieu rural à près de 7 personnes en milieu urbain. La proportion relative des ménages de grande taille (8 personnes ou plus) est plus importante en milieu rural (43,8% qu'en milieu urbain (32,8 %). Plus de 6 personnes sur dix (61,8 %) vivent dans des ménages de 8 personnes ou plus. Les ménages sont dirigés dans plus de 92,6 % de cas par des hommes.

3.1.3. Situation matrimoniale des chefs de ménages

Par rapport au statut matrimonial, le mariage constitue le régime matrimonial dominant des personnes de 12 ans ou plus, 60,3 % d'entre eux sont mariés (monogame ou polygame). Le mariage est beaucoup plus répandu en milieu rural qu'en milieu urbain (63,2 % contre 52,9 %). La proportion des mariés polygames est plus élevée en milieu rural (24,0 %) qu'en milieu urbain (10,9 %). Toutefois, il faudrait noter que l'union libre n'est pas encore entrée dans les habitudes de la population malienne. Elle est seulement pratiquée par 0,1 % de la population malienne vivant en milieu urbain en 2018[6].

La majorité (91,0 %) des chefs de ménage est mariée. Les chefs de ménages monogames représentent 66,0 % et les polygames 25,0 %. Environ 7,8 % des chefs de ménage sont soient divorcés, séparés ou veufs. La polygamie concerne 32,3 % des chefs de ménage ruraux contre 17,3 % de ceux du milieu urbain. Par ailleurs, 62,1 % des femmes chefs de ménage sont veuves et 5,4 % des divorcées ou séparées. A l'opposé, 97,1 % des hommes chefs de ménage sont des mariés.

Selon EDSM-VI 2018[7],les données de l'état matrimonial actuel se caractérise par : un peu plus de huit femmes sur dix (81 %) et de six hommes sur dix (61 %) en union. Malgré la prédominance des unions monogamiques (63 % des femmes et 81 % des hommes), la polygamie demeure une pratique assez répandue puisqu'elle concerne 37 % des femmes et 19 % des hommes en union.

***Ainsi dans la répartition des taches au sein de la famille**, il a été constaté que la tradition a la vie dure, du fait que très peu de changements sont perceptibles dans les efforts de temps consacrées aux activités domestiques et de distribution suivant le genre. En effet, il est naturellement constaté que les femmes, incluant celles qui exercent un emploi, consacrent plus de temps aux tâches domestiques que les hommes et ceci quel que soit le milieu de résidence, souvent le niveau d'instruction.*

[4]Rapport final de l'Analyse de la sous-représentation des femmes dans l'administration publique, dans les postes de responsabilité et dans les fonctions de contrôle - -. Groupe Conseil Baastel- Primature – Mali- 22 novembre 2017

[5]Voir données du Rapport d'analyse Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages, Août 2018).

[6] Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP) – INSAT- Aout 2018 (EMOP2018/2019, passage 1 (avril-juin)

[7]Les femmes et les hommes actuellement en union sont ceux qui se sont déclarés mariés ou vivant ensemble avec un partenaire pour les femmes, une ou plus d'une partenaire pour les hommes. Toutes les personnes liées par le mariage, qu'il soit civil, religieux ou coutumier, ainsi que les unions consensuelles ou unions de fait sont donc prises en compte ici

Les femmes, représentant plus de la moitié de la population du Mali (50,04 %), sont très actives dans la vie économique et sociale, dans la gestion familiale et de la cité. Cependant elles sont peu représentées dans les sphères du pouvoir (politique, administratif et autres instances de décision).

3.2. Les facteurs déterminants des inégalités de genre

Au plan économique, un des déterminants de la pauvreté concerne le niveau de prise en compte de l'approche inclusive en l'occurrence la participation et l'équité genre dans les initiatives de développement économique. Les politiques et stratégies de développement sont pro-genre à la conception et planifient des activités qui impliques les femmes, mais c'est dans la mise en œuvre que certaines couches (par exemple les femmes et enfants) sont moins impliquées.

Quant aux déterminants sociaux et culturels, le niveau d'utilisation des services sociaux est conditionné à l'offre de ces mêmes services (éducation, santé, eau potable-hygiène-assainissement, électricité, etc.). En matière d'accès aux infrastructures de santé, le profil de pauvreté édition 2018 révèle que 16,3% des localités abritent un CSCOM au niveau de la région de Koulikoro. Par exemple ce taux est de 11,1% pour Ségou, 12,6% pour Mopti et 22,7% pour Gao[8].

Au Mali, l'organisation de l'Etat et les relations économiques, sociales et culturelles sont influencées par plusieurs facteurs hérités de l'histoire et de différents systèmes de valeur qui se chevauchent. L'Etat de droit et la constitution instaurés en 1992 ont du mal à résister face au droit coutumier (plus ancien et mieux ancré) avec des variations dans son application d'une localité à l'autre.

Ainsi, l'ampleur des pratiques culturelles et des croyances est un déterminant important qui influence la pauvreté. Ces pratiques sont de nature à engendrer une discrimination des filles /femmes et autres groupes sociaux vulnérables**.**

Au niveau familial, les inégalités entre l'homme et la femme existent depuis fort longtemps dans la culture malienne. Cela se traduit par des relations de domination de l'homme et de subordination de la femme assujettissant les choix de la femme en matière d'investissement et de financement, à l'accord préalable de l'homme.

3.3. Facteurs de bocage à l'égalité de genre et aux droits des femmes

Les entraves à l'égalité de genre et aux droits des femmes sont de deux catégories : le cadre juridique et les pratiques et croyances socioculturelles.

3.3.1. Entraves liées au cadre juridique

Plusieurs instruments internationaux et régionaux ont été ratifiés par le Mali, reconnaissant aux femmes et aux hommes l'égalité en droits et devoirs et interdisant toute discrimination à l'égard des Femmes.Parmi ces instruments, on retiendra la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH), la Convention sur l'Elimination de toutes les formes de Discrimination à l'Egard des femmes (CEDEF) et ses protocoles, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, et son Protocole relatif aux Droits des Femmes en Afrique (Protocole de Maputo) etc.

Ainsi, la Constitution du Mali du (25 février 1992) garantit les mêmes droits aux citoyens des deux sexes sans discrimination. Des avancées sont également constatées sur le plan de la législation interne et se caractérisent par la dotation du pays de différents codes visant à régir la vie sociale, économique et politique.

Les écarts entre les conventions internationales signées, les textes de loi et les normes sociales adoptés au Mali, rendent le paysage juridique assez complexe pour l'égalité de genre. L'harmonisation entre les conventions et les textes essentiels et normes sociales est importante en matière de promotion et de protection des droits de la femme et de la fille.

[8]EMOP-2019/2020

Sur le plan juridique, la pratique de l'impunité de la violence à l'égard des femmes (perpétrée par les acteurs étatiques et non étatiques) résulte de l'incapacité de respecter les normes internationales via une action et une mise en œuvre sérieuse au niveau national et local dans la mesure où les traités et conventions internationales qui ont primauté sur les lois nationales ne sont pas publiés au Journal Officiel.

3.3.2. Pratiques et croyances socioculturelles défavorables à l'autonomisation de la femme et de la fille

Les pratiques et croyances défavorables à l'épanouissement de la femme et de la fille sont nombreuses. Lisons dans le tableau ci-dessous :

Entraves socio culturelles à l'autonomisation de la femme et de la fille [9]	
Nature des entraves	**Explication des contenus des entraves**
Les préjugés socioculturels, les us et coutumes ramènent la femme comme une personne mineure, avec peu de droits et plus de devoir.	Les femmes sont soumises à un ensemble de considération les rendant plus vulnérables dans leur vie quotidienne à savoir : - les mariages précoces et/ou forcés (vue comme signe de bonheur et un honneur pour la famille); - la dévolution sociale de la fille aux travaux ménagers ; - la survivance du lévirat et du sororat; le gavage et la survivance de « l'esclavage - la préférence dans l'envoi du garçon à l'école au détriment de la fille ; - des sensibilités collectives à certaines inégalités reflétées dans stéréotypes (la place de la femme est au foyer, la femme c'est le sexe faible, le bonheur de la femme et des enfants réside dans la soumission au mari, la femme ne doit rien entreprendre sans l'avis de son mari) ; - les Violences basées sur le Genre VBG touchant plus les femmes.
Le système de résidence, qui est virilocal (l'épouse va habiter chez son mari et au sein de la famille de ce dernier	Ce qui confère à la femme le statut d'étrangère dans sa nouvelle famille, ne lui accordant pas de pouvoir de décision, ni sur ses enfants, ni sur les biens meubles et immeubles de son mari, même si à partir d'un âge avancé, elle acquiert un statut plus élevé et un certain pouvoir qui lui permet de prendre part à certaines décisions : **Fréquence en milieu rural et traditionnel**
Les surcharges des tâches confiées aux femmes dans les ménages	Dans la répartition des taches au sein de la famille, il est naturellement constaté que les femmes et les filles incluant celles qui exercent un emploi, consacrent plus de temps aux tâches domestiques que les hommes et ceci quel que soit le milieu de résidence, souvent le niveau d'instruction. « La femme est celle qui reste à la maison pour s'occuper de son mari et de ses enfants », a ton coutume d'entendre
Image négative et stéréotypée de la femme véhiculée dans la société	En effet, les femmes sont encore considérées comme des « incapables » et ayant un faible caractère
La femme doit obéissance et soumission à son mari et à tous les hommes de la famille en général	Une femme doit rester soumise et obéissante (même quand elle est mal traitée par son mari) si non ses enfants seront des bons à rien et quant à elle, elle sera considérée comme maudite.
La valeur de la femme est fonction du nombre d'enfants dans certains milieux	Celle qui a beaucoup d'enfants est supposée être la bonne femme et souvent quand une femme tarde à contracter une grossesse (même après une ou deux maternités), elle risque d'être mal traitée par sa belle-famille
La pratique de l'excision : Celles qui la pratiquent prétendent que la remise en question du rituel constitue une insulte pour les aînés de la communauté.	La situation est préoccupante au Mali où la pratique est courante indépendamment du milieu de résidence, du niveau intellectuel, de la religion ou de l'ethnie. La pratique est très accentuée au sud et au centre mais réduite au Nord. Ainsi plus de 80 à 90 % des femmes de 15 à 49 ans sont excisées en général au Centre et au Sud contre 13,6 à 38,1 % au Nord

3.4. Enjeux liés au contexte polico-institutionnel fragilisé par les crises 2012 et de 2020.

Au plan politique, le Mali traverse une période d'instabilité et de conflit quasi permanente depuis le coup d'État militaire de 2012,l'occupation du nord du pays par des groupes armés et l'avènement d'une nouvelle période de transition issue de la crise politico institutionnelle d'aout 2020.

[9]Rapport provisoire non validé « Etat des lieux de l'Egalité des Genres » – Novembre 2020-PSAT/AMC

Ainsi, ces crises multidimensionnelles ont fortement affaibli les capacités des institutions nationales à faire face à leur mission et assurer la présence effective de l'autorité de l'Etat dans certaines zones du pays. Dans ce contexte, les autorités locales et communautaires jouent un rôle crucial dans la vie en société. **Cependant, leurs interventions basées sur les pratiques coutumières ou religieuses sont en contradiction avec le cadre juridique et politique existant sur la lutte contre les VFF, y compris les VSBG et pratiques néfastes, et la promotion des droits à la Santé Sexuelle de Reproduction**.

Le Mali dispose également d'une Politique Nationale Genre (2011) qui, dans son premier axe d'intervention, vise la réduction des formes de VFF. Cependant, force est de constater que la lutte contre les VFF et la promotion des droits à la SSR, qui est un sujet transversal, figure dans peu de plans sectoriels autres que celui de la promotion du genre, encore moins dans les budgets.

Cependant, l'insuffisance dans la coordination institutionnelle, le suivi-évaluation et la responsabilisation à tous les niveaux ne permet pas d'adopter une approche intégrée par les différents départements sectoriels et de mutualiser les ressources sur la thématique genre et VFF

Le second semestre de 2020 reste caractérisé par la mise en place des organes de la transition issue des journées de concertation tenues les 10,11 et 12 septembre 2020. Il s'agit de la Présidence avec un vice-président, du Gouvernement de 26 membres et le Conseil national de transition qui fait office de Parlement. Deux textes fondamentaux assurent la légalité et la légitimité des institutions du pays pour une durée de 18 mois à compter du 25 septembre 2020 : la charte de la transition du 1er octobre 2020[10]et la Constitution du 25 février 1992.

Les problématiques « genre et égalité Femmes/hommes sont de plus en plus ignorées dans les nombreux débats organisés sur les médias classiques et les réseaux sociaux pendant cette période du changement de régime. En outre la faible représentativité des femmes aux instances de la transition reste encore la preuve du non-respect de l'application de la « Loi 052 sur le quota[11] » malgré que la référence au genre a été fortement suggérée dans les résolutions des journées de concertation de septembre 2020.

3.5. Enjeux liés à la situation sécuritaire

Dans le cadre de la recherche de solutions, des négociations de paix entre le gouvernement et deux groupes rebelles (Plateforme et CMA) ont été entreprises et ont abouti à la signature de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger signé le 15 mai 2015. Les difficultés constatées dans la mise en œuvre de cet accord, ont rendu la situation sécuritaire plus difficile à gérer avec la perte de confiance entre les parties prenantes.

En juillet 2017, l'Allemagne, la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, la France, l'Union européenne et le Programme des Nations Unies pour le développement ont lancé l'Alliance Sahel afin d'apporter une réponse coordonnée et adaptée aux défis rencontrés par les pays membres du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad). Depuis lors, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, le Royaume-Uni et les Pays-Bas ont rejoint l'Alliance avec un appui à la force G5 Sahel et aux activités de développement.

Au cours du premier trimestre 2020, il a été enregistré 232 incidents sécuritaires sur l'ensemble du territoire national dont 181 pour les régions du centre, notamment (Mopti et Ségou). Ces incidents ont entrainé la mort de 380 personnes, dont 16 enfants et huit (8) femmes.

Au-delà des régions du nord et du centre, les activités des groupes extrémistes ont été remontées dans les régions du sud, avec huit (8) attaques asymétriques, dont six (6) à Kayes et deux (2) à Sikasso. Des victimes civiles ont péri au cours de ses attaques.

Les victimes directes de l'insécurité restent les femmes et les enfants quel que soit la nature des conséquences : déplacements de populations, fermetures des écoles et des centres de santé, destruction systématique des réserves alimentaires occasionnant la malnutrition et à la famine, destruction des facteurs de production.

[10]Décret N°0072/PT-RM du 1er octobre 2020 portant promulgation de la Charte de la Transition
[11]Loi N°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

3.6. Enjeux liés au contexte humanitaire

Le contexte humanitaire malien continue de s'aggraver avec les effets combinés des conflits, l'insécurité multiforme et les aléas climatiques (inondations et sécheresses) dont les femmes et les enfants sont les plus grandes victimes. A ces trois chocs s'ajoute l'urgence sanitaire liée à la pandémie de la COVID19 qui vient exacerber les vulnérabilités préexistantes avec des conséquences socioéconomiques importantes à court, moyen et long terme.

Ces chocs conjoncturels récurrents et de magnitude toujours plus élevée se superposent à des facteurs structurels contribuant à l'aggravation de cette crise. Ainsi 12,9 millions de personnes sont affectées par la crise, parmi lesquelles désormais 6,8 millions sont en besoin d'une assistance alimentaire pour répondre à des besoins vitaux, à l'accès aux services sociaux de base et conditions de vie, ainsi qu'au renforcement de leurs capacités de relèvement et résilience face aux chocs. **Il faut noter que nul besoin de savoir que les premières victimes que sont les femmes et les enfants constituent la frange la plus importante des données chiffrées évaluées ci-dessous.**

Face à l'aggravation de la situation humanitaire, les besoins sectoriels et intersectoriels sont particulièrement élevés. Selon Plan de réponse humanitaire 2020 révisé de OCHA, les besoins exclusivement humanitaires sont estimés comme suit : **i)** 3,1 millions de personnes en besoin alimentaire parmi lesquelles 2,5 million seront ciblées par les partenaires du secteur ; **ii)** 2,6 millions de personnes dans le besoin en Eau, Hygiène et Assainissement (EHA) ; **iii)** 1,4 million personnes dans un besoin d'assistance éducative; **iv)** 1,4 million de personnes présentant un besoin sanitaire ; **v)** 1,1 million de personnes ayant un besoin d'une assistance nutritionnelle ; vi) 3,3 millions de personnes en besoin de protection ; **vii)** Pour la protection générale, 1,6 million seront ciblées, 0,3 pour la protection de l'enfant, 1 million pour les violences basées sur le genre et 0,8 million pour la lutte anti-mines ; **viii)** 0,7 million personnes présentant des besoins en Abris/Biens Non Alimentaires (BNA)[12].

Dans le zones de conflit et de post conflit, les femmes sont à la fois l'avant garde de la résilience et de la résistance. A ce titre elles méritent d'être associées à toutes les décisions les concernant et concernant la vie de leur cité. Ce qui n'est pas toujours le cas dans les sociétés où la domination de l'homme est ancrée dans toutes les sphères de la vie sociale.

3.7. Enjeux de l'accès des femmes à la justice

En matière d'accès des femmes à la justice et la protection systématique des droits, il n'existe pas de discrimination de genre en ce qui concerne l'application des lois notamment en matière de répression. Cependant la tradition et l'insuffisance des structures de justice de proximité font que les femmes et les filles ont peu accès à la justice. Dans ce sens, elles restent victimes des avatars d'une société plus patriarcale et qui a tendance à tolérer beaucoup plus les fautes des hommes que celles des femmes.

Il faut également noter la faiblesse dans les capacités limitées des institutions en charge de l'application de loi, notamment les services de justice, de sécurité et de l'administration du territoire, à remplir efficacement leurs missions au sein de la société. Cette faiblesse impacte considérablement le comportement général de la population à l'égard des VFF contribuant ainsi à favoriser et maintenir une « culture de l'impunité » défavorable aux personnes survivantes et réconforte les auteurs des violences.

On notera également la faiblesse en ressources diverses (compétence professionnelle, modicité des moyens matériels et financiers) des OSC à tous les échelons du pays à faire face aux sollicitations en la matière.

Selon le rapport 2018 /CNDH sur la situation des droits de l'homme au Mali, il existe peu de bureaux d'assistance judiciaires fonctionnels, quinze ans après l'adoption de la loi instituant l'assistance judiciaire. La CNDH a identifié six (6) obstacles à l'accès à la justice, tous liées aux nombreux dysfonctionnements de la justice.

[12]Plan de réponse humanitaire 2020 révisé de OCHA

Obstacles à l'accès à la justice[13]	Explications[14]
Obstacles ou accessibilité géographiques	Résultant de la très faible couverture du pays par les tribunaux que de nombreux justiciables sont contraints de parcourir des centaines de Km pour atteindre la juridiction
Lenteur des procédures	Selon le rapport 2018 de la CNDH, entamer une procédure judiciaire au Mali et la conduire à son terme jusqu'à l'exécution de la Décision de justice peut prendre souvent plusieurs années
Aanalphabétisme des femmes et des hommes limite l'accès au droit	En effet cet accès limité est assez problématique pour la simple raison que la principale source de droit qui est la loi le plus souvent ignorée du plus grand nombre de personnes parce que ne sachant ni lire ou écrire la langue officielle le français dans laquelle sont transcrites toutes nos lois, en dépit de l'adage « nul n'est sensé ignoré la loi ».
Accès limité à l'avocat	L'avocat est un maillon essentiel de l'accès au droit et à la justice. On peut retenir deux limites : l'indisponibilité des cabinets d'avocats sur les deux tiers du territoire national et l'insuffisance des ressources financières pour s'attacher le service d'un avocat ; le cout financier des prestations de l'avocat qui ne sont pas à la portée du plus grand nombre de citoyens.
Perception négative de l'institution judiciaire	Une perception négative de l'Institution judiciaire : la justice est assez souvent perçue comme corrompue et favorable aux riches et aux plus puissants. Une étude réalisée en 2018 par Mali – mètre, montre que les maliens dans leur majorité n'ont pas confiance à la justice (59, 8 % qui ne font pas confiance) contre 35,9 qui lui font partiellement confiance. La corruption est sans conteste une cause structurelle de l'inaccessibilité de la justice
Rressources financières modiques par rapport à l'ampleur de la mission de l'institution judiciaire	En 2018, le budget du Ministère de la Justice ne représente que 0,78% du budget national. Les enquêtes (brigades de gendarmerie et commissariats de police) ne sont guère loties. Ainsi certaines brigades de gendarmerie ne disposent que d'un ticket de 10 litres d'essence par trimestre. Dans ces conditions les justiciables sont appelés à suppléer à la prise en charge de certains frais. Une telle situation contribue à l'inaccessibilité de la justice.

La faible dotation en crédit de fonctionnement des services de la justice impacte négativement le système judiciaire. Dans ce cadre la femme et la fille peuvent être considérées du fait de leur position sociale et économique dans la société comme celles qui souffrent le plus de ces obstacles.

3.8. Enjeux liés à l'accès aux services sociaux de base

Les problèmes de santé liés le plus couramment aux préoccupations de Genre portent sur les composantes de la Santé de la Reproduction car les services de santé de la reproduction jouent un rôle central aussi bien pour les femmes, les enfants, les jeunes que pour les hommes. En effet ce volet concerne la santé de la reproduction des femmes et des filles, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescent(e)s y compris la planification familiale (PF) et la nutrition. C'est également un des domaines prioritaires du Gouvernement du Mali (GRM) en matière de santé.

Malgré la volonté politique de lutter contre les inégalités entre hommes et femmes matérialisée à travers l'existence d'un ministère en charge de la promotion de la femme, on constate que la persistance de certaines inégalités entre les sexes au niveau du taux brut de scolarisation au primaire qui est de 79,8% en 2018 dont 85,8% pour les garçons et 73,8% pour les filles. D'où une progression de 7 points par rapport à 2018 qui était de 66 %.

3.9. Enjeux économiques liées à la vision du développement durable marquée par la lutte contre la pauvreté et les inégalités

L'Indice de développement humain (IDH)15 sera de 0,44 en 2020. Ce qui traduit une certaine stagnation. Ajusté aux inégalités, l'indice est de 0,27 en 2017, faisant du Mali un pays où le développement humain est faible et de fortes inégalités. Le Mali connait des inégalités de genre persistantes qui le confinent parmi les pays les moins bien classés dans les comparaisons internationales relatives à l'Indice de Développement Humain (*179ème sur 188 pays classés en 2015*).

[13]Rapport 2018 /CNDH sur la situation des droits de l'homme au Mali
[14] Rapport 2018 /CNDH sur la situation des droits de l'homme au Mali
[15]CREDD –Version Finale 2019-2023 – CSLP- Ministère de l'Economie et des Finances 2019

Dans l'ensemble du pays, le taux de chômage estimé au sens du BIT s'élève à 8,4 %. Les résultats selon le sexe montrent que les femmes sont les plus touchées par le phénomène de chômage que les hommes avec des taux respectivement de 9,7% et de 7,5 %. En 2016, le taux global de chômage était estimé à 10,05%.

Lorsqu'on examine les index et données sur l'égalité entre les genres, il apparait que les performances du Mali restent faibles et même se détériorent. L'index du World Economic Forum Gender Gap, 2016 situe le Mali à 138/144 pays. Le Mali est le pays ayant connu le plus grand recul depuis 2006, première année que cet index a été publié.

Après avoir augmenté à 47,2 % entre 2011 et 2015 du fait de la crise sécuritaire, le taux d'extrême pauvreté a légèrement baissé pour atteindre 42,7 % en 2019 grâce à la production agricole exceptionnelle de ces quatre dernières années. La pauvreté se concentre dans les zones rurales du sud du pays (90 %), où la densité démographique est la plus forte.

Entre autres, au niveau du sous-indice économique qui inclut la participation au travail – augmentation de l'écart par plus de 20% entre 2006 et 2016, bien que la performance relative du Mali sur la participation au travail le situe à 107/145 pays. En termes d'Équité salariale (55/145), le pays a reculé entre 2015 et 2016. La Banque Africaine de Développement (BAD) sur l'indice de l'Égalité des Genres 2015 attribue un score de 0,33 (le maximum étant 1,0) soit en 50ème place sur les 52 pays évalués.

Les résultats des enquêtes montrent que la rémunération des femmes (dans les secteurs structurés et non structurés) est généralement inférieure de moitié à celle des hommes. Cette situation est due aux contraintes comme l'accès relativement limité des femmes aux facteurs de production, notamment à la terre, à la technologie et au crédit. En 2018, le taux de chômage était de 10,6% pour les femmes contre 8,3% pour les hommes.

Dans le secteur structuré (Par exemple, la fonction publique), hormis dans certains cas, les femmes occupent également les postes les moins rémunérés, comme les emplois administratifs et de secrétariat. Les fonctionnaires hommes représentaient 68,73%, contre 31,27% pour les fonctionnaires femmes. Cette disparité est très importante au niveau de la catégorie A où les hommes représentaient 81,96% contre 18,04% en 2017.16

Dans le secteur de l'agriculture, les femmes sont présentes tout au long de la chaîne agricole, mais elles ne disposent pas des moyens nécessaires pour accroître leur production et leur productivité (manque d'accès, de contrôle et de propriété de la terre, des moyens de production, etc.). Elles s'occupent généralement du petit élevage et de toutes les activités de transformation du poisson (séchage et fumage), la fabrication du bouillon de poisson et la commercialisation.

L'impact de l'épidémie de coronavirus (Covid-19) sur l'économie malienne est, pour l'instant, limité. Importateur de pétrole, le pays profite de la forte chute des cours du brut. Le Mali est également quatrièmeexportateur mondial d'or, valeur refuge traditionnelle en temps de crise. La crise devrait donc entraîner une amélioration des termes de l'échange qui permettrait de réduire le déficit du compte courant.

3.10. Enjeux liés à l'emploi

Les femmes sont les plus touchées par le phénomène de chômage avec un taux de 10,6% contre 8,3% chez les hommes.
L'accès à un emploi pour la population de 15-64 ans est relativement faible. En 2015, dans l'ensemble, le taux de chômage était de 9,6%, inégalement réparti entre les hommes (8,5%) et les femmes (11%) et entre le milieu urbain (11,8%) et le milieu rural (9%).

Selon le ***Rapport d'analyse Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (Août 2018)***, 68,9% des personnes âgés de 15 à 64 ans occupent un emploi ou en recherchent activement sur le marché du travail. On constate que les femmes sont moins actives que les hommes (55,4% contre 84,3 %). Seules 28,3% des femmes employées sont salariées (en nature ou espèce) contre 55,7% des hommes. La femme a un salaire supérieur ou égal à celui du mari dans seulement 5,2% des ménages ou les deux conjoints sont salariés.

[16]Mêmes données que 2017

La participation des femmes au marché du travail est de 52% par rapport à 82% pour les hommes (pour la population âgée de 15 à 64 ans). Autrement dit, les femmes ne représentent que 38.5% de la force de travail rémunérée au Mali (GGGR 2015). Ces chiffres ne traduisent pas le travail non-rémunéré, notamment dans le secteur agricole. Il existe également une division sexuelle du travail : les femmes sont majoritairement actives dans les secteurs informels et/ou présentant peu de sécurité et stabilité de l'emploi : 95% des femmes actives sont concentrées dans l'agriculture, l'élevage et la pêche, le commerce, les activités de transformation, d'hôtellerie/restauration et les activités domestiques (BAD, 2011).

Les femmes actives sont concentrées à **95%** dans l'agriculture, l'élevage et la pêche, le commerce, les activités de transformation, les activités domestiques et l'hôtellerie-restauration.

Le faible niveau de qualification de l'emploi féminin, les inégalités dans la rémunération, les disparités en termes de temps consacrées aux activités économiques de marché, le sous-emploi et les emplois précaires font que les femmes sont pénalisées à plusieurs titres par rapport aux hommes. Elles ont un faible accès au crédit bancaire et à la micro finance, l'entreprenariat féminin est concentre dans l'informel, et très peu de femmes peuvent être considérées comme des entrepreneures (propriétaire - gérante), en raison de la taille micro de leur entreprise et de leur incapacité financière à l'étendre ou à la développer.

Les femmes représentent 31,16% des effectifs de la fonction publique reparties ainsi : 16,54% de la catégorie A et 52,36% de la catégorie B.

En moyenne le chômage frappe 10,3% de la population en âge de travailler (15 à 64 ans) et les femmes sont plus touchées par le phénomène que les hommes (15,8% contre 5,4%).

3.11. Enjeux de l'Egalité des genres en lien avec les réseaux sociaux, TIC et changement

La mondialisation des idées, à travers les TIC, le développement des réseaux sociaux et le développement de la radio et de la télévision constituent des facteurs de changement de la société malienne. Les nouveaux médias, les TIC et les médias classiques (la radio la radio et la télévision), sont aujourd'hui à la base de profondes mutations sociales. Dans ce contexte ils constituent de réels moteurs de changement social pour la société malienne, même s'il apparait aussi, que l'accès à ces TIC et médias n'est pas égalitaire pour les femmes et les hommes avec une forte tendance d'inaccessibilité des femmes.

Les réseaux sociaux et autres supports web sont en plein essor. De nos jours, ils sont devenus d'importants moyens de socialisation et de rencontre. Ainsi, grâce au numérique, le plus grand nombre a aujourd'hui, accès à l'information. Aussi, ces réseaux sociaux continuent de bousculer les habitudes en boostant la communication de masse.

Si d'un côté, ils sont devenus un véritable instrument de vulgarisation de la connaissance et de soutien au progrès social, culturel et économique, de l'autre, l'usage non proportionnel par les hommes et les femmes des TIC reste un facteur déterminant pour l'égalité des genres dans la mesure où le privilège de posséder un moyen de communication ou d'accéder à un réseau social n'est pas d'abord l'apanage de la femme et la fille dans les zones de pauvreté : milieux rural et semi urbain.

En permettant aux citoyens d'échanger entre eux dans un cadre hors institution, la télématique est génératrice de nouveaux réseaux de solidarité locale.

3.12. Enjeux liées aux idéologies dominantes et égalités des genres :

3.12.1. Religion musulmane et l'islamiste politique:

Au Mali l'idéologie dominante est l'islam, plus de 90 % des Maliens (es) se revendiquent de la confession musulmane. Ils pratiquent un islam malékite, l'une des écoles du droit musulman sunnite majoritaire en Afrique de l'Ouest qui prend notamment en compte la coutume locale lorsqu'elle n'est pas contraire à la religion. Ce qui donne une relative cohésion entre la religion et la culture des ethnies du pays. Cet état de fait renforce cette idéologie en rendant plus compliqué toute action de transformation sociale pour plus de justice et d'équité. Ce qui aboutit aux pratiques néfastes à la santé de la mère et de l'enfant, et le renforcement des violences conjugales, le déni des ressources et le droit à la succession notamment

3.12.2. Démocratie dite moderne :

Pilier du débat politique et opportunité de proposition de projets de société la démocratie moderne n'est-elle pas considérée à la fois comme source d'inégalités et d'approfondissement de la pauvreté et facteur de développement social et de la lutte contre les inégalités et la pauvreté?

Il ne serait pas exagéré de dire que, le système de mauvaise gouvernance, constitue le modèle dominant, il n'a pas de concurrent, chacun se plait à vouloir le combattre, sans pour autant proposer un modèle alternatif viable. Alors face à ce vide naturel, les dignitaires religieux s'agitent et occupent le terrain de la domination et du pouvoir.

3.13. Enjeux liés au leadership des femmes et à la participation à la vie publique

La sous-représentation presque chronique des femmes dans les instances de décision (pouvoir de gouverner ou d'administrer) constitue un obstacle majeur à l'émergence d'une société démocratique et égalitaire. En 2019, le constat demeure, car le niveau de leur représentativité dans les sphères de pouvoir et de décision a faiblement évolué malgré l'adoption de la loi n°2015-052 du 18 décembre 2015, instituant des mesures pour promouvoir le genre dans les instances nominatives et électives. Les résultats obtenus au niveau des instances électives sont encourageants, contrairement aux instances nominatives.

Le taux de représentativité des femmes dans les instances de prise de décision (postes électifs et nominatifs) reste faible. Le constat n'est pas différent, car l'espace politique est considéré comme l'apanage des hommes. En effet, parmi les centaines de partis politiques qui existent au Mali, la grande majorité des membres, voire des dirigeants sont pratiquement des hommes. Ce qui entraine un faible taux de participation des femmes dans les joutes électorales en dépit d'une certaine progression du nombre de postulantes aux différentes fonctions électives.

Cependant selon le rapport issu de l'analyse de la sous-représentation des femmes dans l'administration publique, dans les postes de responsabilité et dans les fonctions de contrôle17, la représentation des femmes dans la fonction publique dans les postes supérieurs s'est légèrement améliorée, passant à 2 644 femmes, soit 17,6% des effectifs en 2017, alors qu'en 2000, elles ne représentaient que 9% des effectifs de la Catégorie A. La Loi N° 2015-052 du 18 décembre 2015 instituant les mesures pour promouvoir le genre dans les instances nominatives et électives fixe un seuil minimal de 30% de femmes pour les nominations dans les institutions et dans les services publics.

Selon le rapport ci-dessus cité, l'évolution de la représentativité des femmes dans la fonction publique, Catégorie A, est en moyenne de 0,4% par an entre 2000 (9,6%) et 2017 (17,7%). A ce rythme, il faudra 30 ans pour atteindre le seuil minimal de 30%. Une forte communication et l'application de la loi 2015-052 pourront aider à renverser la tendance

La faible visibilité des femmes à l'échelon de la gouvernance locale, de l'appareil judiciaire, et aussi à la tête d'organisations de la société civile est une problématique liée au niveau d'instruction et de scolarisation des filles et femmes.

[17]Analyse de la sous-représentation des femmes dans l'administration publique, dans les postes de responsabilité et dans les fonctions de contrôle - -. Groupe Conseil Baastel- Primature – Mali- 22 novembre 2017

III. Analyse sectorielle des départements ministériels

En application de l'approche analytique fondée sur la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) sous le prisme des droits humains, les départements sectoriels analysés au niveau du RG 2021 sont regroupés selon 3 axes thématiques:

- L'accès équitable aux droits civils et politiques
- L'accès équitable aux droits sociaux : Services sociaux de Base
- L'accès équitable aux droits économiques (5 départements)

L'analyse concerne la présentation des départements ministériels à travers des domaines d'analyse qui portent sur les réalisations, les enjeux et les indicateurs. Le canevas amélioré de 2021 se présente comme suit :
- les enjeux genre et gaps à combler ;
- les mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre ;
- la planification et la budgétisation des actions genre.

La collecte des données s'effectue au niveau des Directions des Finances et du Matériel (DFM) et des Cellules de Planification et de Statistiques (CPS) sectorielles. Les données traitées par département sont déclinées en trois parties :
La première analyse met en exergue l'évolution de la représentation féminine au niveau des départements ministériels accompagnée d'une cartographie des points focaux genre dans certains départements ;

La 2ème analyse des données décline les propositions émises pour « gendériser » les indicateurs de performance relatifs aux budgets de fonctionnement et d'investissement, jugés pertinents au regard de l'impact genre des politiques publiques ;

La 3ème analyse des données traite l'ensemble des données sensibles au genre exploitées pour effectuer les analyses sectorielles.

Une dernière collecte relative aux ressources humaines a été introduite en tenant compte délai 2015-052 du 18 décembre 2015 relation à la promotion du genre dans les instances nominatives et électives. Pour des raisons d'efficacité seuls six (6) départements ministériels ont été concernés par cette amélioration. Il s'agit des ministères en charge de :

- la Promotion de la femme de l'enfant de la famille,
- L'éducation nationale, et de l'enseignement supérieure et de la recherche scientifique
- de l'agriculture, de l'élevage te de la Pèche,
- des Mines, de l'Energie et de l'Eau,
- de l'Economie et finances.

Pour permettre de collecter les données désagrégées, il a été retenue de présenter un tableau qui intègre les critères-après : les personnels du niveau central pris en charge par le Bureau Central des Soldes (BCS)

4.1. Accès équitable aux droits civils et politiques

Quatre (4) départements ministériels sont concernés par la promotion et la protection des droits politiques et civils, la promotion des droits des femmes, des enfants et des groupes vulnérables.

Il s'agit de :

- Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille,
- Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme,
- Ministère du Travail et de la Fonction Publique
- Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique,

4.1.1. MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE (MPFEF)

Introduction

Conformément à l'article 33 du Décret n°2019- 0331/P-RM du 13 mai 2019, modifié, fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement, le ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la famille prépare et met en œuvre la politique nationale du Genre, de la Famille, de la Promotion et de la Protection de la Femme et de l'Enfant.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- L'élaboration et la mise en œuvre des mesures devant assurer le bien-être de la Femme, de la Famille et de l'Enfant ;
- la politique nationale du Genre ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des actions visant à assurer la prise en charge des besoins spécifiques des Femmes et des Enfants ;
- la promotion des droits de la Femme et de l'Enfant ;
- la protection de l'Enfance ;
- la prise en compte des besoins spécifiques des Femmes et des Enfants dans les programmes et projets de développement.

Le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille dispose de trois politiques nationales, de deux plans et d'une stratégie nationale de lutte contre les Violences Basées sur le Genre :

- **La Politique Nationale Genre (PNG) vise** à garantir l'épanouissement de toutes les femmes et de tous les hommes grâce au plein exercice de leurs droits égaux fondamentaux, à une citoyenneté active et participative et à l'accès équitable aux ressources, en vue de faire du Mali un pays émergent fort de sa croissance et fier de ses valeurs de justice, de paix, de solidarité et de cohésion sociale ;

- **La Politique Nationale de Promotion et de Protection de l'Enfant (PNPPE) vise** une société démocratique qui garantit l'épanouissement de l'Enfant grâce à la jouissance et au plein exercice de ses droits et devoirs par une responsabilisation soutenue des parents, de la communauté, des collectivités et de l'Etat en vue de le préparer à une citoyenneté effective inspirée de nos valeurs socioculturelles.

- **La Politique Nationale de Promotion de la Famille (PNPF) vise** une famille viable et autonome, attachée à nos valeurs socioculturelles positives, portée par nos valeurs spirituelles et respectueuses des institutions, des droits humains et de l'environnement.

- **Le Plan Décennal de Développement de l'Autonomisation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille** vise à « Contribuer à l'émergence du Mali à l'horizon 2030 à travers l'autonomisation de l'enfant, de la femme et de la famille, fondée sur l'égalité de chance et de droit, pour la constitution d'un capital humain de qualité capable de participer efficacement à la création de richesses et à la gouvernance sociale, économique et politique du pays » ;

- **Le Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social** vise à « définir et mettre en œuvre une politique de santé pertinente et cohérente qui répond aux aspirations légitimes des populations et aux exigences du contexte international … » ;

- **La Stratégie Nationale pour mettre fin aux Violences Basées sur le Genre (VBG)** vise « un Mali dans lequel les filles, les femmes, les garçons, les hommes adoptent des comportements et des attitudes favorables à l'abandon des VBG à l'horizon 2030 »**.**

Le Gouvernement du Mali, conscient de la persistance des inégalités entre les femmes et les hommes, a pris des engagements internationaux forts (Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention pour le droit de l'enfant, la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations unies, la Plate-forme d'action de Beiing+25, la déclaration solennelle des chefs d'Etats sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique, le Protocole de MAPUTO à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux

droits de la femme en Afrique, etc.…) pour parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes et à l'autonomisation des femmes. Cette égalité n'est possible que grâce à l'institutionnalisation du genre, à l'intégration de la planification et la budgétisation sensible au genre dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques, programmes et budgets.

L'institutionnalisation du genre est l'intégration systématique des conditions, priorités et besoins propres aux femmes et aux hommes dans toutes les politiques en vue de promouvoir activement l'égalité entre les femmes et les hommes.
La planification et la budgétisation sensible au genre répond de manière équitable aux besoins pratiques et stratégiques des femmes et des hommes, des filles et des garçons issus des différentes couches et de tous les milieux pour réduire les inégalités socioéconomiques existantes entre celles-ci afin de concrétiser les principes de l'équité et de l'égalité.
Le gouvernement a donc décidé de renforcer son action politique en adoptant le Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de la famille et pour l'épanouissement de l'Enfant (PDDAFFE 2020-2029) dont les objectifs sont en cohérence avec ceux retenus pour agenda 2030 des Nations Unies (UN), l'agenda 2030 de l'Union Africain (UA) et le Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD). Ce plan décennal est assorti d'un programme quinquennal, le programme de développement pour l'autonomisation de la femme, de la famille et pour épanouissement de l'enfant (PRODAFFE1) et son Plan Opérationnel (PO) 2020.

Le rapport-genre est un document fondé sur l'obligation de rendre compte, basé sur la prise en charge des questions sexo-spécifiques contenues dans le plan d'action de la Politique Nationale Genre et intégrée dans le Document de Programmation Pluriannuel des Dépenses (DPPD-PAP). Il met en évidence les éléments des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du DPPD-PAP et du Rapport Annuel de Performance (RAP) du MPFEF qui contribuent à la mise en œuvre du plan d'action de la Politique Nationale Genre.

Le rapport genre vise les effets de la répartition des recettes et des dépenses sur les hommes et les femmes non seulement à court terme, mais également à moyen et long terme.

Il est structuré en Trois (03) parties :

- les enjeux genre et gaps à combler ;
- les mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre ;
- la planification et la budgétisation des actions genre de l'année 2021.

A. Les enjeux genre et gaps à combler :

Le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille fait face à d'importants enjeux et constats qui jalonnent encore les péripéties de la mise en œuvre de la PNG. Il s'agit entre autre de :

- l'institutionnalisation systématique du genre ;
- l'autonomisation des femmes / économique, politique, leadership et droits des femmes ;
- la lutte contre les violences basées sur le genre (mariage d'enfants et forcé, l'excision…) ;
- l'implication et la participation des femmes à la paix et à la sécurité.

Les Gaps à combler au niveau du département sont de :

- Opérationnalisation du Programme de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (PRODAFFE) 2020-2024 ;
- Appui au leadership national sur le genre, à l'épanouissement de l'enfant et de la famille ;
- Renforcement des capacités des ressources humaines du département et des autres acteurs ;
- Fonctionnement du système d'information sur la femme, l'enfant et la famille (SIFEF) ;
- Opérationnalisation du Programme d'Emergence des Compétences Féminines du Mali (PRECOFEM) ;
- Promotion pour l'adoption des textes législatifs spécifiques sur la protection des droits de l'enfant et de l'abandon des VBG ;

- Renforcement du partenariat entre tous les acteurs au développement (Etat, Société civile et Partenaires techniques et financiers) ;
- Renforcement du plan de communication et le plaidoyer en faveur du changement de comportement ;
- Effectivité de l'application de la loi d'orientation agricole
- Effectivité de l'application du Décret N°2015-0506/P-RM du 27 juillet 2015 fixant le détail des compétences transférées de l'Etat aux collectivités dans le domaine de la protection et de la promotion de la femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- Mise en œuvre de la politique de développement des ressources humaines du secteur de la santé, du développement social et de la promotion de la famille et son plan stratégique ;
- Mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre des programmes.
- Dotation et équipement des structures pour la mise en œuvre des politiques du département.

B. Les mesures ou stratégies spécifiques de réduction des inégalités liées au genre

En termes de mesures stratégiques et de réduction des inégalités liées au genre le ministère a mis en place un plan décennal assorti du 1er programme quinquennal et de son Plan Opérationnel 2020.

En vue de renforcer le cadre institutionnel et législatif de lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG), les mesures suivantes ont été mises en place :

- La création du Programme National pour l'abandon des Violences Basées sur le Genre (PNVBG) par la Loi N°2019-014 du 03 juillet 2019 et la fixation de son organisation et ses modalités de fonctionnement par le Décret N°2019-0584 /PRM du 29 juillet 2019. Ce programme vise la prévention, la coordination, le suivi et l'évaluation de toutes les actions pour l'Abandon des VBG. A cet effet, les actions à mettre en œuvre sont entre autres, la mise en place d'une banque de données sur les VBG, la conception de programme de couverture nationale de lutte contre les VBG avec l'ensemble des partenaires…;

- Relativement à l'avant-projet de loi sur les VBG, le département a entrepris les actions pour actualiser la feuille de route et redynamiser le comité de suivi. Cet avant-projet de loi vise la prévention, la répression et la réparation des violences basées sur le genre. Son adoption permettra de renforcer les réponses nationales en matière de réduction des pratiques des violences basées sur le genre. La Stratégie Nationale Holistique pour mettre fin aux violences basées sur le genre et sa stratégie de communication sont en cours d'application.

En vue d'accroitre l'accès des femmes au sphère de décision, il est important d'aller vers l'application intégrale de la loi 2015-052 du 18 décembre 2015 instituant les mesures pour promouvoir le Genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives à tous les niveaux de poste de décision :

- La tenue régulière du conseil supérieur de la Politique Nationale Genre ;
- La création d'un cadre de suivi des recommandations issues du conseil supérieur de la Politique Nationale Genre ;
- L'opérationnalisation des comités genres des différents départements ministériels ;
- Le suivi régulier de nominations aux fonctions nominatives et électives.

Dans le cadre de l'autonomisation économique des femmes le gouvernement a mis en œuvre des projets et programmes et s'est aussi engagé dans des initiatives sous régionales et internationales.

- Le Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant (FAFE) a pour l'objectif général de contribuer à l'autonomisation de la femme et à l'épanouissement de l'enfant à travers :

- L'accroissement du potentiel économique des femmes ;
- La contribution au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique ;
- La contribution à l'épanouissement de l'enfant ;
- le suivi-évaluation des activités du FAFE.

- Le Programme de Développement des plateformes Multifonctionnelles vise 5000 villages d'ici 2023 dont l'objectif est de favoriser l'accès des femmes à l'énergie de proximité et à la création de petites unités de transformation de produits locaux permettant aux femmes de développer des capacités de résilience ;
- Le Programme d'Appui à l'autonomisation des Femmes dans la Chaine de Valeur Karité pour l'amélioration des revenus de plus de 400 organisations féminines dans la filière karité ;
- Le projet sous régional « 50 millions de femmes ont la parole » dont l'objectif est d'améliorer la capacité des femmes à accéder à l'information financière et non financière, à créer des opportunités d'affaires et d'établir des relations de partenariat avec des personnes et structures capables de les aider à développer et à soutenir leurs entreprises ;
- Le projet d'Autonomisation des femmes et dividendes démographiques au Sahel (SWEDD). Cet important programme est mis en œuvre à travers les volets ci-après (i) l'amélioration des compétences de vie et connaissance de la santé reproductive à travers le renforcement de la capacité des filles à mener des vies saines et productives ; (ii) l'amélioration du niveau d'autonomisation économique des femmes et des filles non scolarisées à travers l'accessibilité aux opportunités économiques disponibles pour les filles ; (iii) l'amélioration du niveau d'accès des filles à l'enseignement secondaire ;
- Le Programme Spotlight Initiative au Mali vise à contribuer à l'élimination de la violence basée sur le genre, des pratiques néfastes et des obstacles à l'accès aux droits à la santé reproductive. Il s'attachera à consolider les acquis en mettant en place un dispositif plus efficace de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles et à promouvoir des droits à la santé reproductive à travers des approches innovantes permettant le renforcement d'un cadre juridique et politique favorable, des institutions efficaces et coordonnées, une mobilisation et responsabilisation des communautés, un accès accru et équitable aux services de prise en charge holistique et intégrée, un accès et usage de données statistiques de qualité et des organisations de défense des droits de la femme renforcées et dynamiques ;
- Le programme **« Initiative pour la Promotion et l'Appui à l'Entreprenariat Féminin »** (IPAFE). Ce programme propose une approche holistique intégrant la création d'une synergie d'actions des acteurs clés qui soutiennent la promotion du secteur privé pour renforcer l'autonomisation économique des femmes. Il vise à renforcer l'autonomisation économique de 10 000 femmes sur 5 ans ;

- Le Programme d'Emergence des Compétences Féminines du Mali (PRECOFEM) vise à identifier, mobiliser et valoriser les compétences féminines en vue de mettre à la disposition des décideurs publics, politiques et privés des outils d'aide à la prise de décisions pour les fonctions nominatives et électives.;

C. Evaluation des activités du rapport genre 2019

Programme 2.059 : Promotion de la femme		**Références**			**Résultat 2019**
Objectif N°	**Indicateurs et cibles de performance**	**2017**	**2018**	**2019**	
		A	**B**	**C**	
Objectif 1: Développer la communication, l'identification et la prise en charge des cas de complication liées aux MGF/VBG.	1.1 Pourcentage de cas liés aux MGF/VBG		60.87	118.33	la prise en charge des survivants par les One Stop Center à Bamako, Mopti et Gao
	1.2 proportion de village ayant abandonné l'excision		50	126.67	10 villages ont signés des actes d'abandon
	1.3 proportion d'activités de diffusion de la stratégie nationale de communication holistique sur les VBG réalisées		61	0	
Objectif 2: Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits.	2.1. Taux de représentativité des femmes dans les organes de prévention et de résolution de conflits		75	100	La représentativité des femmes dans les instances nominatives (16,5 %) ; le renforcement du leadership des femmes dans les organes de résolution des conflits et situation de post conflit au Mali
	2.2. Pourcentage de femmes formées dans la prévention et la gestion des conflits (APR, R1325, ..)		25,6	36,67	1240 femmes ont été formées dans la prévention et la gestion des conflits.

Objectif 3 : Développer des programmes appropriés pour soutenir l'équipement et la formation en vue d'accompagner la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans les zones rurales et urbaines.	3.1 pourcentage d'organisation de femmes ayant accès aux équipements et aux infrastructures de production		17	274.43	4000 femmes ont été équipées matériels de production dans les domaines agricoles et autres ;
	3.2 taux de femmes formées dans les AGR et dans l'entreprenariat		0	84.90	3000 femmes ont été formées en AGR et dans l'entreprenariat au niveau du programme Karité
	3.3 taux de réussite des activités et d'AGR d'entreprenariat		35	142.86	1500 femmes appuyées dans les AGR
Objectif 4: S'assurer de la mise en œuvre efficace et efficiente des projets et programmes au niveau central et déconcentré.	4.1 taux de réalisation des missions de suivi et de supervision des activités		82	83.33	Les missions de suivi et de supervision des activités ont été réalisées.
	4.2. Proportion des projets/programmes suivis et supervisés		50	75.00	Les projets/programmes ont été suivis et supervisés

Programme 2.060 : Promotion de l'enfant et de la famille		**Références**			**Résultat 2019**
Objectif N°	**Indicateurs et cibles de performance**	**2017**	**2018**	**2019**	
		A	**B**	**C**	
Objectif 1: Créer un environnement juridique et institutionnel favorable au plein épanouissement et au développement harmonieux de l'enfant	1.1 Pourcentage de documents adoptés dans le domaine de la protection des droits de l'enfant, de la promotion de la famille	0	25	75,00	Le projet de loi a été déposé sur table du gouvernement
	1.2 Pourcentage de cadres de concertation fonctionnels	0	75	166,67	5 cadres de concertation sont fonctionnelles
	1.3 Taux de couverture géographiques des missions de suivi/supervision	0	25	00,00	Aucune mission n'a été réalisée
Objectif 2: Renforcer les connaissances sur les droits et devoirs des enfants et la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes	2.1 Pourcentage d'enfants victimes de VAEN y compris en situation d'urgence pris en charge	0	0	100	Plus de 200 enfants pris en charge
	2.2 Pourcentage de personnes formées	0	100	100	150 personnes formées.
	2.3 Nombres d'études réalisées	0	100	0,00	1 étude est en cours de finalisation
Objectif 3: Promouvoir des activités de loisirs, artistiques et socioculturelles en faveur des enfants et leur participation.	3.1 Nombre de cadres d'expression pour enfants	0	5	166,67	Tous les cadres ont été tenus
	3.2 Pourcentage d'enfants ayant pris part aux activités socioéducatives	0	80	98,00	200 000 enfants ayant pris part aux activités socioéducatives
Objectif 4: Renforcer la fonction socialisante de la famille	4.1 Pourcentage de jeunes informés et sensibilisés sur la santé de la reproduction et la planification familiale	0	53	00,00	Aucuns jeunes informés et sensibilisés sur la santé de la reproduction et la planification familiale
	4.2 Pourcentage d'enfants de 0 à 5 ans victimes identifiés pris en charge	0	100	150	1000 enfants de 0 à 5 ans victimes identifiés pris en charge

0

Programme 3.003 : Fond d'appui à l'autonomisation de la femme et à l'épanouissement de l'enfant		**Références**			**Résultat 2019**
Objectif N°	**Indicateurs et cibles de performance**	**2017**	**2018**	**2019**	
		A	B	C	
Objectif 1: Accroitre le potentiel économique des femmes	1.1 Pourcentage d'organisations féminines équipées en matériels et infrastructures de production	0	35	340	1500 femmes équipées en matériels
	1.2 Pourcentage de projets générateur de revenus financés	0	0	0	Aucun projet n'a été financé
	1.3 Pourcentage d'emplois crées – Femmes	0	25	45.20	124 emplois créés femmes

	1.4 Pourcentage d'emplois crées – Hommes	0	0	56.50	82 emplois créés Hommes
Objectif 2: Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique	2.1 Pourcentage de personnes formées - (Femmes)	0	20	46.43	87 femmes formées
	2.2 Pourcentage de personnes formées – Hommes	0	20(30)	-	Aucun résultat
	2.3 Taux de participation des femmes aux activités commerciales et promotionnelles à transférer		65	0.00	Aucun résultat
	2.4 Pourcentage d'AGR/PME féminines accompagnées			-	Aucun résultat
Objectif 3: Contribuer à l'épanouissement de l'enfant	3.1 Pourcentage de projets financés en faveur de l'épanouissement des enfants	0	0	55.2	88 projets financés en faveur de l'épanouissement des enfants
	3.2 Pourcentage d'enfants réinsérés - (Filles)	0	0	0	Aucun résultat
	3-3-pourcentage d'enfants réinsérés garçon	0	0	62.81	88 enfants réinsérés garçon
	3.4. Pourcentage d'enfants encadrés fille/Pourcentage d'enfants encadrés garçons	0	0	88.88/ 14.27	97/85 d'enfants encadrés fille/Pourcentage d'enfants encadrés garçons
Objectif 4: assurer le suivi-évaluation des activités du FAFE	4.1 taux d'exécution des missions de suivi et supervision	0	60	00	Aucun résultat
	4.2. Taux de mise en œuvre des recommandations issues des missions de suivi et de supervision Et des réunions du comité de pilotage	0	55	114.55	Toutes les recommandations ont été mises en œuvre

Les autres réalisations majeures de 2019 par orientations de la Politique Nationale du Genre se présentent :

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référence non obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Réalisations
Orientation no. 1 : Consolidation de la démocratie malienne et de l'État de droit par l'égalité d'accès et la pleine jouissance des droits fondamentaux pour les femmes et pour les hommes			
1.1. Amélioration de l'arsenal juridique et effectivité d'application des textes juridiques garantissant les droits des femmes et des hommes incluant le code des personnes et de la famille.	- Harmoniser les lois nationales avec les textes des conventions internationales portant sur les droits égaux fondamentaux et réformer les différents codes en vue de supprimer les discriminations. - Adopter, vulgariser et faire appliquer le nouveau Code des personnes et de la famille.	Programme Administration générale et développement des capacités institutionnelles Promotion de la femme Promotion de l'enfant et de la famille	- Loi N°2019-014 du 03 juillet 2019 portant création du Programme National pour l'abandon des violences basées sur le genre (PNVBG) - Décret : N°2019-0584 /PRM du 29 juillet 2019 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du PNVBG ; - -Loi N°2019-015 du 03 juillet 2019 portant création de la Maison de la Femme, de l'Enfant et de la Famille - Décret N°2019-0681/PRM du 04 septembre 2019 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement MFEF, - - Décret N°2019-0682/PRM du 04 septembre 2019 déterminant le cadre organique des MFEF
1.2. Lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles, lesquelles vont à l'encontre du	- Intensifier les efforts en vue d'éradiquer et de pénaliser l'excision. - Adopter des mesures législatives pour la pénalisation des actes de	Programme Promotion de la femme Programme Promotion de	- 752 membres des communautés (femmes, jeunes et chefs religieux et communautaires) et les acteurs de la santé et de la justice à Bandiagara, Douentza, Ténenkou, Youwarou, Tombouctou, Tonka, Gao, Bourem, Ménaka et Koutiala sont renforcés sur la prévention, le

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référence non obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Réalisations
respect des droits égaux fondamentaux.	violences conjugales, familiales et du harcèlement dans le milieu du travail et dans l'environnement scolaire. - Développer des services d'orientation et d'écoute et des mesures de prise en charge médico-sociales pour les femmes et les filles victimes de violences et/ou de harcèlement.	l'enfant et de la famille	référencement et la prise en charge des cas. Les thèmes ont porté sur les violences basées sur le genre dans le cadre des conflits, les textes juridiques et les voies de recours des victimes, la prise en charge judiciaire, l'utilisation de la ligne verte 80333 de la police nationale, les stéréotypes sexistes, la Résolution 1325 et son plan d'action national ; - la réalisation d'une étude portant sur les Connaissances, Attitudes et Pratiques des hommes et des femmes sur les VBG ; - La signature du communiqué conjoint entre la République du Mali et l'Organisation des Nations Unies sur la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits, en Mars 2019 ; - La prise en charge de 4 392 survivants de VBG dans les différents centres de prise en charge ; - L'abandon de la pratique de l'excision par 322 villages ; - 197 survivantes de VBG ont été reçues au sein des centres de santé de Goundam, Ménaka, Bourem à la Gendarmerie de Goundam. Elles ont bénéficié d'une assistance médicale, psychologique.Ces cas de VBG sont soit des viols, des dénis de ressources, des violences physiques sur les routes ou conjugales. - La prise en charge holistique de 4402 survivantes ; - La prise en charge médicale 1678 survivantes; - La prise en charge psychologique de 4392 survivantes ; - L'assistance juridiques et judiciaires de 15 cas de viols, 23 cas de pédophilie, 23 cas de violences conjugales rapportées par l'Association des Juristes du Mali ; soit un total de 61 cas et 162 cas de VBG (rapport national) par l'APDF soit un total annuel 223 cas ; - La tenue de 73 sessions de plaidoyer qui ont touché 2219élus dont 2102 élus communaux et 117 députés de l'Assemblée Nationale qui se sont engagés à soutenir un texte juridique sur les VBG/AES - La formation sur les violences basées sur le genre y compris l'excision de 5023 acteurs (associations de femmes, groupements de jeunes, ONG, associations de droits de l'homme, etc..) ; - La réalisation de 31334 activités de communication de masse sur les VBG qui ont touché 593 461 personnes tout sexe confondu ; - 375 communautés ont déclaré l'abandon de l'excision ; - 183 communautés ont déclaré l'abandon du mariage d'enfant. - Les femmes sont actives dans la prévention et la gestion des conflits dans le Nord (Gao,

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référence non obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Réalisations
			Bourem, Anchawadji, Ménaka, Tombouctou, Goundam, Kidal, Tessalit, Ménaka) et le Centre (Macina et Ténenkou). - la production du bulletin statistique sur la femme et l'enfant 2018 ; - la production du Rapport Beijing + 25 - la prise en charge de 1848 enfants en situation de vulnérabilité ; - la tenue de la 14ème session du parlement des enfants; - l'étude sur les déterminants socioculturels de la pratique du mariage d'enfants au Mali ;
1.3. Mise en valeur des compétences et aptitudes des femmes et des associations féminines dans les processus de prévention et de résolution des conflits	Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits.	Programme Promotion de la Femme	- Au moins 982 personnes dont 758 femmes sont renforcées en techniques de médiation, de négociation et de résolution des conflits, leadership, plaidoyer, sur la Résolution 1325 et le PAN R1325, en formation de formateurs. Elles sont dotées des outils nécessaires pour s'engager comme des ambassadrices de paix, pour faire du plaidoyer pour une plus grande représentation dans les nouvelles instances de gestion des conflits. - La dissémination, sensibilisation sur la Résolution 1325 et du PANR1325, l'Accord pour la paix, la Loi 2015-052 du 18 décembre à Bamako, Ségou, Sikasso, Mopti, Tombouctou, Gao, Ménaka, Kidal, Taoudenit (2 210 participants dont 1 770 femmes et 440 hommes)
Orientation no. 2 : Développement d'un capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socio-économique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation.			
Axe d'intervention 2.1. Amélioration de l'accès à des services de santé de proximité (santé de la reproduction).	Renforcer les mesures pour réduire davantage les grossesses non désirées, qui rendraient précaire l'état de santé de la mère, de la jeune fille et même des enfants (information, sensibilisation et accès au planning familial). Contenir le taux de séroprévalence du VIH-SIDA en habilitant les femmes et les hommes (jeunes et adultes) à adopter des comportements responsables et à faire valoir leurs droits de décision et de protection en matière de sexualité (amélioration de l'offre de soins de santé dans ce domaine et la gratuité des médicaments).	Programme Promotion de la Femme Programme Promotion de l'Enfant et de la Famille	• Formation de 20 jeunes en leadership, droits sexuels et reproductifs/Bafoulabé ; • Formation de cent vingt (120) femmes leaders du District de Bamako sur les IST-VIH, la TM et leurs impacts sur la santé de la reproduction en vue de leur large diffusion au sein de la population pour le bien-être familial ; • Formation et recyclage de 29 pairs éducateurs et 88 matrones et relais sur la Planification Familiale et la gestion des produits contraceptifs ;

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référence non obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Réalisations
Axe d'intervention 2.2. Élimination des contraintes qui nuisent au bien-être social et économique de la femme et de la fille.	Renforcer les efforts sur les recherches et la vulgarisation des technologies appropriées moins coûteuses et moins consommatrices d'énergie de bois.	Programme Promotion de la Femme Programme Promotion de l'Enfant et de la Famille	
Orientation no. 3 : Reconnaissance de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production.			
Axe d'intervention 3.2. Amélioration de la rentabilité du travail des femmes rurales actives dans les secteurs productifs clés (agriculture, élevage, pêche).	Renforcer la capacité organisationnelle des groupements et GIE de femmes en vue d'accroître l'accès des femmes à la terre. Développer dans les zones rurales, des organisations et fédérations professionnalisées de femmes dans des secteurs spécifiques pour défendre leurs intérêts économiques.	Programme Promotion de la Femme Programme d'Appui à l'Autonomisation de la femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	
Axe d'intervention 3.3. Amélioration de la rentabilité des opérations économiques des femmes œuvrant dans le secteur informel et dans l'entreprenariat.	Renforcer la capacité organisationnelle en appuyant la mise en place de groupes professionnels bien structurés et compétents en vue de promouvoir des entreprises féminines spécialisées. Soutenir le développement d'activités génératrices de revenus en faveur des groupes défavorisés (femmes chefs de ménage, jeunes filles déscolarisées, filles migrantes, handicapé(e)s) en vue de réduire leur vulnérabilité.	Programme Promotion de la Femme Programme d'appui à l'Autonomisation de la femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	• Formation en embouche, pâtisserie, saponification de 330 femmes et filles déplacées du Nord et leurs familles d'accueil à Koutiala ; • Formation qualifiante des jeunes et des femmes sur les notions de l'Agriculture durable, gestion d'une exploitation agricole, filières agricoles concernées, l'alphabétisation durant 45 jours de 171 jeunes dont 77 femmes dans le Cercle de Kolondièba ; • Formation de 64 filles/femmes de Niéna et à Blendio en AGR (aviculture, embouche ovine, teinture, savonnerie, coupe et couture, etc. • Formation en gestion d'entreprise de 29 filles/femmes des quartiers de Sikasso ; • Réhabilitation et équipement du centre d'autopromotion de Yirimadio ; • Dotation des femmes rurales en matériels de Maraichage, de transformation, de production, de teinture, de savonnerie et de coutures ; • Équipement du Centre Tara Bouaré de Niono en matériels de transformation et de machine à coudre à 20 femmes (Autonomisation) • Dotation des groupements de femmes (338) en kits de pisciculture (cage flottante) (Autonomisation) • Mise en place d'un Comité des Femmes Utilisatrices des Services de Santé de Yorosso (Autonomisation) ; • Dotation des femmes rurales en équipements et matériels de production et de transformation ; • Octroi de Bourses à 200 filles des cinq communes courtes par l'ONG dans le cercle de Koutiala ; • Dotation de 90 femmes en 270 bassines servant

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référence non obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Réalisations
			d'abreuvoir et mangeoires/Koutiala ; • Dotation de 80 femmes et filles en Kits et intrants de fabrication de savon ; • Octroi de kits de production en AGR 64 filles/femmes à Niéna et Blendio ; • Appui financier à des victimes de VBG dans les cercles de Boujebéha, Araouane et à Taoudénit ; • Dotation des 100 femmes survivantes en kits de formation et des kits hygiéniques. • Sessions de formation de 150 adolescents (111 filles et 39 garçons) sur la santé de la reproduction et la planification familiale en lien avec les droits de l'enfant dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti ; • la participation de 196 000 enfants aux activités socioéducatives et des loisirs ;
Axe d'intervention 3.4. Élargissement de l'offre de services de soutien à la production en vue d'accroître les revenus (microfinance, accès aux formations, intrants techniques et technologies).	Développer des programmes appropriés pour soutenir l'équipement et la formation en vue d'accompagner la promotion de l'entreprenariat féminin dans les zones rurales et urbaines. Développer des services financiers de proximité adaptés aux besoins de développement économique et au statut social des femmes	Programme Promotion de la Femme Programme d'appui à l'Autonomisation de la femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	• La signature des accords de prêt entre le Gouvernement du Mali et la Banque Africaine de Développement (BAD) pour la mise en œuvre du projet d'appui à l'Autonomisation économique des femmes dans la filière karité (PAEFFK) pour un montant de quatre milliards quatre cent millions de F CFA; • La formation de 1200 femmes de la filière karité sur financement espagnol ; • La dotation en équipement de près de cent 100 millions de francs CFA ; • Le renforcement des capacités des femmes dans la régénération des parcs à Karité : 20 000 plants de Karité produits • La réalisation d'une étude sur les couts de production et de rentabilité des produits karité ; • Tenue de la 8ème réunion ordinaire du Comité de Pilotage du FAFE. La 9ème réunion ordinaire du Comité de Pilotage du FAFE est prévue en fin décembre 2019 ; • Signature de conventions de partenariat avec les 04 ONG partenaires de mise en œuvre du FAFE ; • Dotation d'organisations féminines ayant sollicitées l'appui du FAFE en matériels et équipements de production : kits de maraichage, kits de fabrication de savon, motos pompes, moulins, machines à coudre, tricycles, marmites de 35 kg et 50 kg, matériels évènementiels ; • Renforcement des capacités des agents de la CT-FAFE par différentes formations sur le SPSS approfondi, le leadership de gestion, le budget programme, le développement des compétences, égalité entre les sexes et autonomisation des femmes ; • Renforcement des capacités de différents groupements et femmes entrepreneurs, bénéficiaires ou non du financement du FAFE par différentes formations sur les TIC, le

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référence non obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Réalisations
			téléphone numérique, comme outil d'accompagnement et de transfert des connaissances ; • Suivi et évaluation de la mise en œuvre des activités menées par les partenaires de mise en œuvre du FAFE à savoir les ONG, la BNDA et les SFD ; • Dépouillement des demandes d'appui de groupements féminins, organisations œuvrant pour l'épanouissement de l'enfant et des propositions de projets des promotrices de PME/PMI. Cette activité tarde à être réalisée en raison de la non mobilisation des fonds qui lui sont alloués ; • Organisation de missions de supervision des projets financés par le FAFE dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et Bamako. Cette activité tarde à être réalisée en raison de la non mobilisation des fonds qui lui sont alloués
Orientation no. 4 : Mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision			
Axe d'intervention 4.1. Promotion de l'équilibre dans la représentation des femmes et des hommes dans les instances de décision, dans les postes électifs et administratifs au niveau national et dans les représentations du Mali au niveau sous-régional (CÉDÉAO, UEMOA) régional (UA) et internationales	Accroître la représentation des femmes dans les postes électifs grâce à des mesures institutionnelles et de soutien prises par l'État et par les partis politiques.	Programme Administration Générale et développement des capacités institutionnelles Programme Promotion de la Femme	- Formation des femmes leaders sur le leadership féminin, le plaidoyer, la citoyenneté et la participation accrue des femmes aux échéances électorales dans le Cercle de Kolondièba - la promotion du genre à travers la Loi 2015-052 du 18 décembre 2015 avec 23,68 % de femmes dans le gouvernement de Mai 2019 ; - 31 femmes sous-préfets sur un total de 285, soit 11%.
	Constituer un vivier de femmes aptes à se tailler une place dans la sphère politique au niveau national et communal.		
	Atteindre la parité de représentation entre les femmes et les hommes dans les postes de responsabilité de la fonction publique à l'horizon 2018 grâce à des mesures exceptionnelles de redressement et de soutien.		
	Relever le niveau de représentation des femmes maliennes dans les représentations diplomatiques et les instances sous régionales, régionales et internationale		
Axe d'intervention 4.2. Promotion de la participation citoyenne des femmes et des hommes dans les décisions reliées au développement local en vue d'une meilleure prise en compte des besoins différenciés des	Mettre en place des mesures incitatives pour tendre vers la parité de représentation dans les instances de décision locale.	Promotion de la Femme	• la formation de cent (100) agents sur la collecte, le traitement, l'analyse et la remontée des données (SIFEF) ;
	Modifier les critères, méthodes et pratiques de l'approche participative en vue de favoriser une représentation égale des femmes et des hommes dans le cadre des planifications		

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référence non obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Réalisations
femmes et des hommes dans la répartition et l'allocation des ressources et dans les priorités de développement communal.	communale et régionale. Développer une base de connaissances régionales (base de données, études, profil régional) sur les disparités et discriminations entre les sexes en vue de fournir de meilleures assises à la planification régionale.		
Orientation no. 5 : Promotion, sensibilisation et communication pour l'enracinement des valeurs égalitaires au sein de la société malienne tout en ralliant les traditions porteuses d'égalité aux impératifs de la modernité et de l'ouverture sur le monde.			
Axe d'intervention 5.2. Sensibilisation et éducation de la population (femmes-hommes, filles-garçons) pour un changement de mentalité et de comportement pour éliminer les pratiques néfastes à la santé et à l'intégrité physique et psychologique des femmes	Intensifier les campagnes de sensibilisation et d'éducation en vue d'enrayer les pratiques néfastes à l'intégrité et à la santé des femmes et des jeunes filles et préconiser des comportements responsables en matière de santé de la reproduction	Promotion de la Femme Promotion de l'Enfant	• Organisation de séances d'information, de sensibilisation sur le FAFE et ses nouvelles orientations, dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso (cercle de Koutiala), Ségou, Mopti et Bamako. Cette activité tarde à être réalisée en raison de la non mobilisation des fonds qui lui sont alloués. • Information et sensibilisation des adolescents (filles et garçons) du District sanitaire de Sikasso sur la législation relative à la SR ; • Information et sensibilisation de la population sur les VBG lors de la célébration des journées du 8 mars et des16 jours d'activisme à Yorosso ; • Information et sensibilisation des femmes en âge de procréer sur la PF à Wakoro, Farako, GourokoetTiongui/ Kolondièba ; • Organisation de 5 séances d'information et de sensibilisation sur le genre et la Planification Familiale à l'endroit des 750 adolescents /Koutiala ; • Information et sensibilisation de 120 femmes en âge de procréer et 60 adolescents (filles et garçons) sur l'importance de la Planification Familiale dans le cercle de Sikasso ; • Information et sensibilisation à l'endroit de 213 femmes en âge de procréer sur l'importance de l'accouchement assisté dans les aires de santé de Karangana, Kifosso, et Menamba ; • Information et sensibilisation des groupements de femmes et de jeunes sur leurs rôle et place dans la réduction de la mortalité maternelle, néo-natale et infantile à Bougouni, Koutiala et Sikasso ; • Information et sensibilisation des leaders des organisations de femmes et de jeunes sur la promotion des lignes vertes dans les districts sanitaires de Bougouni, Koutiala et Sikasso ; • Information et sensibilisation des femmes sur

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référence non obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Réalisations
			l'importance des CPN/CPON/Accouchement au Centre de Santé et les signes de dangers chez les femmes enceintes, en travail ou en post-partum immédiat au niveau de 28 villages du District Sanitaire de Kolondièba par le Projet de Communication Communautaire ; • Sensibilisation des femmes des 11 communes du cercle de Macina sur la Loi 2015-052 du 18 décembre 2015 ; • Organisation d'une journée de plaidoyer avec 35 femmes leader des associations de femmes sur les conséquences des mariages d'enfants et excision à Nioro du Sahel ; • Organisation des sessions de plaidoyer auprès des leaders communautaires sur la participation accrue des hommes et des femmes au système de référence/évacuation dans les aires de santé de Boura, Kifosso, Koury, Menamba, Ourikéla et Karangana • Organisation de deux (02) conférences de haut niveau à Bamako sur la législation en matière de santé de la reproduction
Orientation no. 6 : Prise en compte de l'EFH comme un principe directeur de bonne gouvernance dans les politiques et réformes publiques les plus porteuses de changement et dans les budgets, en considérant le contexte de la déconcentration et la décentralisation et ce, dans les secteurs prioritaires suivants : Justice, éducation, santé, emploi et formation professionnelle, développement rural, décentralisation, travail, fonction publique et réforme de l'État, économie, finances et communication.			
Axe d'intervention 6.1. Institutionnalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les réformes, politiques, institutions et systèmes dans dix (10) secteurs prioritaires porteurs de changement en matière d'EFH.	Réaliser un audit (diagnostic) participatif des politiques, programmes, services, mécanismes de chacun des ministères concernés sous l'angle de la prise en compte du Genre	Programme Administration Générale et développement des capacités institutionnelles	
	Développer dans chacun des ministères un programme d'institutionnalisation du Genre en vue de traduire les orientations et objectifs et les mesures de la PNG-Mali en actions concrètes et spécifiques pour chacun des départements		
	Instituer officiellement dans chacun des ministères ciblés, des mécanismes Genre pour assurer la réalisation et la coordination des programmes ministériels d'institutionnalisation du Genre		
	Mettre en place des stratégies de renforcement de capacités et du d'accompagnement-conseil requis pour soutenir la réalisation des programmes ministériels d'institutionnalisation Genre.		• l'organisation de deux (2) missions de suivi sur la mise en œuvre des compétences et des ressources de l'État transférées aux collectivités territoriales dans les régions de Kayes et le District de Bamako ; • Supervision des centres d'autopromotion féminins et un orphelinat à Koutiala ; • Supervision des activités des SLPFEF de Tessalit ; • Supervision des activités SR-PF des (06)
	Établir un système d'information (base de données) et des procédures d'imputabilité et de mesure de rendement par un tableau de bord standardisé en		

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référence non obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Réalisations
	Genre		Services locaux par la DRPFEF ; • Suivi des Centres d'autopromotion de Tombouctou, Diré et Gourma Rharous ; • Supervision et le suivi-évaluation des activités ; • Suivi de la mise en œuvre des activités de l'Association Professionnelle des Femmes Rurales du District de Bamako. • Répétition Tenue de la 14è session du Parlement national des enfants du Mali dont le bureau est composé de 07 membres (4 filles et 3 garçons dont un handicapé visuel). • Célébration des journées internationales relatives aux droits des enfants (16 juin, 11 octobre, 20 novembre 2019)
Axe d'intervention 6.2. Amélioration du rendement des politiques publiques par l'intégration de l'approche d'élaboration des budgets sensibles au genre (BSG) au niveau national et sectoriel	Former les membres de l'Assemblée nationale sur la compréhension de la pertinence et de l'impact de l'approche BSG.	Programme Administration Générale et développement des capacités institutionnelles	

a) <u>Exécution du Budget 2019</u>

Tableau II.1 exécution financière 2019 par objectifs :

Programme 1.022	**en Milliers de F CFA**			
Objectifs spécifiques	**Exécution financière des activités**			
	Prévu	**Réel**	**Ecart**	**Taux**
Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	953 615	664 906	288 709	69,72
Améliorer la planification, la coordination et le suivi-évaluation des politiques et programmes du département	1 133 125	1 901 869	-768 744	167,84
Assurer une meilleure visibilité des actions menées par le département	0	0	0	00,00
Impulser le processus de la décentralisation et de la déconcentration au sein du ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille	23 575	18 957	4 618	80,41
Total	**2 110 315**	**2 585 732**	**-475 417**	**122,53**

<u>Analyse</u> :

L'écart de (-475 417) s'explique par l'alignement des indices suites à la négociation des syndicats pour l'amélioration des salaires.

L'absence de plan de communication, l'unique indicateur pour cet objectif explique essentiellement le résultat nul. Cependant, des actions de visibilités ont été menées notamment la médiatisation des journées commémoratives, l'organisation des conférences de presse, la production et diffusion du bulletin d'information.

<u>Difficulté</u> : L'absence de plan de communication

Mesure : La mise en œuvre du plan de communication

Tableau II.1 exécution financière 2019 par objectifs :
Programme 2.059

en Milliers de F CFA

Objectifs spécifiques	Exécution financière des activités			
	Prévu 2019	Réel 2019	Ecart	Taux
Développer la communication, l'identification et la prise en charge des cas de complication liées aux MGF/VBG.	**219 701**	**280 110**	**-60 409**	**127,50**
Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits.	**119 250**	**108 466**	**10 784**	**90.96**
Développer des programmes appropriés pour soutenir l'équipement et la formation en vue d'accompagner la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans les zones rurales et urbaines.	**991 138**	**938 305**	**52 833**	**94,67**
S'assurer de la mise en œuvre efficace et efficiente des projets et programmes au niveau central et déconcentré.	**560 683**	**623 914**	**-63 231**	**111,28**
Total	**1 890 771**	**2 950 795**	**- 60 023**	**103,17**

Analyse :L'analyse fait ressortir un dépassement conséquent de (60 023) sur les prévisions. Cela s'explique par la prise en charge de la valeur indiciaire.

Difficultés : L'insuffisance au niveau de la planification

Mesure :
- Procéder au pointage contradictoire entre le fichier DRH et le fichier BCS.
- Former les cadres en planification.

Tableau II.1 exécution financière 2019 par objectifs
Programme 2.060

en Milliers de F CFA

Objectifs spécifiques	Exécution financière des activités			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux en %
Créer un environnement juridique et institutionnel favorable au plein épanouissement et au développement harmonieux de l'enfant	748,798	681 013	67 785	90,95
Renforcer les connaissances sur les droits et devoirs des enfants et la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes	95,000	72 174	22 826	75,58
Promouvoir des activités de loisirs, artistiques et socioculturelles en faveur des enfants et leur participation	19,500	10 610	8 890	54,41
Renforcer la fonction socialisante de la famille	421,597	436 898	-15 301	103,63
TOTAL	**1 285 395**	**1 200 696**	**84 699**	**93,41**

Analyse :
L'analyse fait ressortir écart de 84 699 cela s'explique par la non finalisation des travaux du chantier au niveau de la Cité des Enfants.
Difficultés :
Les difficultés se résument au non-respect des délais contractuels pour la construction de la médiathèque par l'entreprise.
Mesures : la mesure à prendre serait le redémarrage des travaux de la médiathèque.

Tableau II.1 exécution financière 2019 par objectifs

Programme 3.00 **en Milliers de F CFA**

Objectifs spécifiques		Exécution financière des activités			
		Prévu	Réel	Ecart	Taux en %
1	Accroitre le potentiel économique des femmes	**322 500**	**322 500**	**0**	**100**
2	Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique	**120 000**	**120 000**	**0**	**100**
3	Contribuer à l'épanouissement de l'enfant	**15 000**	**15 000**	**0**	**100**
4	Assurer le suivi-évaluation des activités du FAFE	**42 500**	**42 500**	**0**	**100**
Total		**500 000**	**500 000**	**0**	**100**

Analyse : Sur les 500 000 prévus, 500 000ont réellement été reçus pour la réalisation des activités soit 100% des montants annoncés.

Difficulté : Comme difficulté il faut noter le décaissement tardif des fonds au niveau du Trésor.

Mesure : Comme mesure correctrice, accélérer le décaissement des fonds pour permettre la réalisation rapide des activités.

Tableau II.2 exécution financière 2019 par Activités

Programme 1.022 **en Milliers de F CFA**

Activités					Evaluation annuelle 2019			
					Prévu	Réel	Ecart	Taux
2	1	1	01	Prise en charge des dépenses de personnel	194 188	273 251	-79 063	140,71
2	1	2	01	Tenue de la revue annuelle pour la coordination et le suivi de la mise en œuvre des programmes	80 947	168 575	-87 628	208,25
2	1	3	01	Mise en œuvre de la feuille de route de l'élaboration du plan décennal 2020-2029	75 767	74 041	1 726	97,72
Total					**350 902**	**515 867**	**-164 965**	**148,89**
Activités					**Evaluation annuelle 2019**			
					Prévu	**Réel**	**Ecart**	**Taux**
2	1	4	01	Coordination des actions du FAFE	31 490	25 958	5 532	82,43
2	1	5	01	Renforcement des capacités du personnel du CABINET	59 401	179 903	120 502	302,86
2	1	6	01	Elaboration et mise en œuvre d'un plan de communication et de mobilisation sociale	70 000	1 687 575	-1 617 575	240,82
2	1	7	01	Appui au FAFE	500 000	1 240 253	-740 253	248,05
2	2	1	01	Suivi de l'exécution des recommandations issues des concertations et des réunions statutaires de la PNG, Résolution 1 325, du FAFE, du Conseil National de la Famille, du Comité National de coordination et de suivi-évaluation de la PNPPE, CNAPN et PRODESS III	32 953	24 360	8 593	73,92
2	3	1	01	Mise en place d'un système d'information fonctionnel pour le département.	63 600	62 055	1 545	97,57
2	3	2	01	Suivi de l'institutionnalisation du genre	24 779	22 047	2 732	88,98
TOTAL					**1 133 125**	**2 239 019**	**-1 105 894**	**197,60**

Analyse :

L'analyse fait ressortir un dépassement conséquent de (1 105 894) sur les prévisions. Cela s'explique par la prise en charge de la valeur indiciaire, le transfert du reliquat du FAFE de 2018 sur l'année 2019.

Action 02

Activités					Evaluation annuelle 2019			
					Prévu	Réel	Ecart	Taux
1	1	1	02	Prise en charge du salaire et accessoires du personnel	506,387	189,292	317 095	37.38
1	1	2	02	Elaboration, exécution et suivi du budget du département	138,530	133,910	4 620	96.66
1	2	1	02	Approvisionnement en biens et services des structures	308,698	341,704	-33 006	110.69
TOTAL					**953,615**	**664,906**	**288 709**	**69.72**

Analyse :L'écart de 288 709 s'explique par une surévaluation des dépenses du personnel.
Difficultés : L'insuffisance au niveau de la planification
Mesure : Procéder au pointage contradictoire entre le fichier DRH et le fichier BCS.

Action 03

Activités						Evaluation annuelle 2019		
					Prévu	Réel	Ecart	Taux
4	1	1	03	Suivi de l'effectivité des transferts des ressources liées aux compétences transférées	10 716	6 187	4 529	57,74
4	2	1	03	Dissémination du décret 2015-0506/PRM du 27 juillet 2015 fixant le détail des compétences transférées aux collectivités territoriales dans le domaine PFEF	12 859	12 770	89	99,31
TOTAL					**23 575**	**18 957**	**4 618**	**80,41**

Analyse :
L'écart s'explique par la rétention sur la ligne dépense de frais de Transport.
Difficultés :
L'insuffisance des crédits alloués et la lenteur dans la mise à disposition des fonds constituent les principales difficultés.
Mesure :
La mesure à prendre pour pallier à ces difficultés serait d'augmenter les crédits et de mettre à temps les crédits alloués à disposition.

Tableau II.2 exécution financière 2019 par Activités
Programme 2.059 **en Milliers de F CFA**

Objectifs/Activités	01 Amélioration des conditions de la femme			
	Évaluation annuelle 2019			
	Prévu C	Réel D	Ecart	Taux% F=D/C*100
Objectif 1				
Activité 1.1.1 Prise en charge des dépenses de personnel(DNPF)	71 063	113 967	-42 904	160,38
Activités 1.1.2 Développement de partenariats techniques avec les départements sectoriels, les ONG et les PTF	19 000	5 102	13 898	26,85
Activités 1.1.3 Réalisations d'activités d'IEC, de CCC, de plaidoyer et de communication en faveur des droits et pour la promotion de la femme	12 198	7 236	4 962	59,32
Activité 1.2.1 Etudes et recherches : études de capitalisations et études thématiques	47 500	40 222	7 278	84,68
Activité 1.3.1 Vulgarisation /dissémination des textes : la Loi n° 2015-052 du 18 décembre 2015, APR, R1325, 2030, 2063, CEDEF, Protocole de Maputo, OHADA etc.	9 500	14 839	-5 339	156,19
Activité 1.3.3 Approvisionnement des services régionaux en biens et services	12 453	41 116	-28 663	330,17
Objectif :				
Activité 2.1.1 Voyages d'étude et d'échanges (DNPF, projet	50 000	44 497	5 503	88,99

Objectifs/Activités	01 Amélioration des conditions de la femme			
	Évaluation annuelle 2019			
	Prévu C	Réel D	Ecart	Taux% F=D/C*100
Karité, Plateforme, RFOE, OPF)				
Activité 2.1.2 Réalisation des missions de suivi et de supervision des activités	21,750	16,479	5 271	75,77
Activité 2.2.1 Organisation de sessions de formation (Genre, GAR, SR/PF, leadership, AGR, Dynamique coopérative OHADA VBG, R1325 paix et sécurité, gestion d'entreprise, techniques de production, environnement, énergies renouvelables, communication/plaidoyer)	47 500	47 490	10	99,98
				Objectif :
Activité 3.1.1Programme de Développement des Plateformes Multifonctionnelles pour la Lutte contre la Pauvreté	95 000	94 759	241	99,75
Activité 3.1.3 Projet de réhabilitation du centre de lutte contre l'excision	142 500	138 027	4 473	96,86
Activité 3.1.4 Réhabilitation des Centres d'Autopromotion des Femmes	150 000	122 833	27 167	81,89
Activité 3.1.5 Projet appui promotion de la femme rurale	190 000	188 969	1 031	99,46
Activité 3.1.6 acquisition de biens et services pour la DNPF et OPF	58 186	55 575	2 611	95,51
Activité 3.2.1 Programme d'Appui à l'Autonomisation des Femmes dans les filières agro sylvo pastorales et le Karité	95 000	92 733	2 267	97,62
Activité 3.3.1 Programme d'Appui Diversification, Valorisation (filières porteuses)	95 000	94 999	1	100
Objectif :				
Activité 4.2.1 organisation des évènements spéciaux (8 mars, 31 juillet, 15 octobre)	9 500	18 139	-8 639	190,94
Activité 4.2.2 Approvisionnement en biens et services des directions régionales	66 663	61 295	5 368	91,95
Activité 4.2.3 Prise en charge des salaires et accessoires au niveau déconcentré	403 612	478 051	-74 439	118,44
Activité 4.2.4 Approvisionnement en biens et services au niveau des services locaux	37 465	30 606	6 859	81,69
Sous total des activités et des projets	**1 666 417**	**1 748 050**	**-81 633**	**104,90**
Total de l'Action	**1 666417**	**1 748050**	**-81 633**	**104,90**

Analyse : L'écart de 81 633 s'explique par la prise en charge de la valeur indiciaire au niveau des dépenses du personnel.

Difficultés : L'insuffisance au niveau de la planification

Mesure : Procéder au pointage contradictoire entre le fichier DRH et le fichier BCS.

en Milliers de F CFA

02 **Formation et Education de la Femme**	Évaluation annuelle 2019			
Activités	Prévu C	Réel D	Ecart	Taux% F=D/C+100
Activité 1.2.2 Prise en charge des dépenses de personnel (CAK, PNLE)	47 987	57 628	-9 641	120,09
Activité 3.1.7 Approvisionnement en biens et services des maisons de la femme	50 430	39 024	11 406	77,38
Activité 3.1.8 Equipement de la maison des femmes et des enfants	95 000	94 936	64	99,93
Activité 3.3.3 acquisition de biens et services au profit des services et des femmes	20 022	16 450	3 572	82,16
Activité 4.1.1 Réalisation des missions de suivi et de supervision des activités	43 442	35 823	7 619	82,46
Sous total des activités et des projets	**256 881**	**243 861**	**13 020**	**94,93**
Total de l'Action	**256 881**	**243 861**	**13 020**	**94,93**

Analyse : L'écart (13 020) s'explique par la coupe budgétaire sur le chapitre des frais de transport.
Le taux d'exécution financière des projets et activités est de 94,93 %.
Difficultés :La rétention des crédits
Mesure : la mesure à prendre serait : d'éviter la rétention budgétaire

Tableau II.2 : Exécution financière 2019 par Activités
Programme 2.060 en Milliers de F CFA

Activités	Promotion des droits de l'enfant et de la famille			
	Évaluation annuelle 2019			
	Prévu C	Réel D	Ecart	Taux% F=D/C*100
Activité 1.1.1 Prise en charge du salaire et l'accessoire du personnel	156 966	211 285	-54 319	134,61
Activité 1.1.2 Relecture des textes de création du (CAPF, Parlement des enfants)	9 500	0	9 500	0,00
Activité 1.2.1 Création et animation un cadre unique de concertation des acteurs intervenant dans la promotion et la protection de l'enfant à tous les niveaux (National, Régional, local et communal)	9 500	7 823	1 677	82,35
Activité 1.2.2 Approvisionnement en biens et services des structures de coordination de l'enfant et de la famille (comité interministériel et comité paritaire, Conseil National de la Famille	9 740	24 532	-14 792	251,87
Activité 1.3.1 Réalisation deux missions de suivi/ supervisons des activités dans les régions	10 000	0	10 000	0,00
Activité 1.3.2 Approvisionnement en biens et services de la DNPEF	13 398	16 168	-2 770	120,67
Activité 2.1.1 Lutte contre Abandon Enfants	66 500	62 351	4 149	93,76
Activité 2.2.1Renforcement des capacités et les compétences du personnel	9,500	0	9 500	0.00
Activité 2.2.2 création d'un sous-système d'information sur la famille	10 000	0	10 000	0,00
Activité 2.3.1 Réalisation d'une étude de faisabilité sur le placement familial	9 500	9 824	-324	103,41
Activité 3.1.1 Célébration des journées dédiées à l'enfant et à la famille	9 500	10 610	-1 110	111,69
Activité 3.2.1 Assurer le placement familial de 20 enfants	10 000	0	10 000	0,00
Activité 4.1.1 Elaboration d'un programme d'appui à la promotion des adolescents/adolescentes	10 000	0	10 000	0,00
Activité 4.2.1 Construction/Equipement Pouponnière Bamako	190 000	189 492	508	99,73
Activité 4.2.2 Approvisionnement en biens et services du CAPF	211 597	202 450	9 147	95,68
Activité 4.2.3 Appui à la réunification familiale des enfants du CAPF	10 000	44 956	-34 956	449,56
Total des activités et projets	**745 701**	**779 491**	**-33 790**	**104,53**
Total de l'action	**745 701**	**779 491**	**-33 790**	**104,53**

Analyse :
L'écart de 33 790 s'explique par la prise en charge de la valeur indiciaire au niveau des dépenses du personnel.
Difficultés :
L'insuffisance au niveau de la planification
Mesure :
Procéder au pointage contradictoire entre le fichier DRH et le fichier BCS.
En Milliers de F CFA

Activités	02 **Participation des Enfants**			
	Évaluation annuelle 2019			
	Prévu C	Réel D	Ecart	Taux% F=D/C+100
Activité 1.2.3 prise en charge des dépenses du personnel de la cité des enfants	91878	112 923	-21 045	122,91
Activité 1.2.4 Appui au fonctionnement de la cité des enfants	143 816	131 448	12 368	91,40
Activité 1.2.5 mise en œuvre des activités d'investissement de la cité des enfants	19 000	18 997	3	99,98
Activité 1.2.6 Aménagement de l'espace loisir de la cité des enfants	285 000	157836	127164	55,38
Sous total des activités et des projets	**539 694**	**421 205**	**118 489**	**78,05**
Total de l'Action	**539 694**	**421 205**	**118 489**	**78,05**

Analyse : L'écart de 118 489 s'explique par à la prise en charge des dépenses du personnel de la Cité des Enfants est dû à l'augmentation de la valeur indiciaire et par la non finalisation des travaux du chantier au niveau de la Cité des Enfants.
Difficultés : les difficultés se résument essentiellement au non-respect des délais contractuels pour la construction de la médiathèque par l'entreprise.
Mesures : la mesure à prendre serait le redémarrage des travaux de la médiathèque.

Tableau II.2 : Exécution financière 2019 par Activités
Programme 3.003

En Milliers de F CFA

	Action 01 : Autonomisation de la femme et épanouissement de l'enfant				
	Activité	**2019**			
		Prévu	**Réel**	**Ecart**	**Taux en %**
1.1.1	Analyse des besoins en matériels et équipement de production	0	0	0	0
1.1.2	Dotation des organisations féminines en matériels et équipement de production	50 000	50 000	0	100
1.1.3	Etudes architecturales pour la réalisation d'infrastructures de production	0	0	0	0
1.1.4	Acquisition de biens et services	0	0	0	0
1.2.1	Organisation des appels à projets	2 000	2 000	0	100
1.2.2	Dépouillement des projets soumis	15 000	15 000	0	100
1.2.3	Validation des projets éligibles	5 000	5 000	0	100
1.2.4	Financement des projets retenus	150 000	150 000	0	100
1.2.5	Mobilisation des ressources additionnelles auprès des PTF	0	0	0	0
1.2.6	Participation à la mise en œuvre des activités avec les partenaires	100 500	100 500	0	100
1.3.1	Appui technique et financier à la participation des organisations aux activités commerciales et promotionnelles	0	0	0	0
1.3.2	Suivi des activités commerciales et promotionnelles	0	0	0	0
2.1.1	Identification des besoins de formation et des modules pour les bénéficiaires des projets financés et d'autres groupements de femmes et formation des personnes identifiées	100 000	100 000	0	100
2.1.2	Identification des besoins de formation et des modules pour la CT-FAFE et formation des personnes identifiées	20 000	20 000	0	100
3.1.1	Financement des projets retenus en faveur de l'épanouissement de l'enfant	0	0	0	0
3.2.1	Appui à la réinsertion des enfants en situation difficile	15 000	15 000	0	100
4.1.2	Exécution du plan de suivi/évaluation	25 000	25 000	0	100
4.1.3	Evaluation du plan de communication	15 000	15 000	0	100
4.2.1	Mise en œuvre des recommandations des missions de suivi, de supervision, d'évaluation et du Comité de Pilotage	2 500	2 500	0	100
Total de l'Action		**500 000**	**500 000**	**0**	**100**

Evolution : Pour ces activités il a été prévu 500 000 qui ont réellement été mobilisés soit un taux de 100%
Analyse : Nous observons la réalisation d'environs 12 activités sur les 19 prévues.
Difficulté : Comme difficultés il faut noter la mise à disposition tardive des fonds.
Mesure : Comme mesures correctrices, accélérer la mise à disposition des fonds pour permettre la réalisation rapide des activités.

Liste des projets sensible genre les plus importants:

- Programme de Développement des Plateformes Multifonctionnelles pour la Lutte contre la Pauvreté ;
- Réhabilitation des Centres d'Autopromotion des Femmes ;
- Projet appui promotion de la femme rurale ;
- Programme d'Appui à l'Autonomisation des Femmes dans les filières agro sylvo pastorales et le Karité ;
- Programme d'Appui Diversification, Valorisation (filières porteuses) ;
- Equipement de la maison des femmes et des enfants ;
- Lutte contre Abandon Enfants ;
- Construction et Equipment du CAPF ;
- Aménagement de l'espace loisir de la cité des enfants ;

Tableau II.3 exécution financière 2019 par Projet

En Milliers de FCFA

Liste des projets sensible Genre				
Activité Programmées	**2019**			
	Prévu	**Réel**	**Ecart**	**Taux en %**
Platef. Mult. Fonct. Lutte contre pauvreté	142 500	134 657	7 843	96,60
Appui valorisation filières porteuses	142 500	142 489	11	99,99
Equipement maisons des femmes et enfants	95 000	94 936	64	99,93
Projet réhabilitation centre lutte contre excision	142 500	138 027	4 473	96,86
Appui autonomisation femmes filières agro-sylvo-past	139 500	137 230	2 300	98,37
Projet appui promotion femmes rurales	237 500	231 586	5 914	97,51
Réhabilitation centres autopromotion femmes	137 662	122 833	14 829	89,22
Lutte contre abandon enfants	95 000	90 608	4 392	95,37
Construction / équipement pouponnière Bamako	190 000	189 492	508	99,73
Aménagement espace loisirs cite des enfants	285 000	157836	127 164	55,38
Totaux	**1 607 162**	**1 439 694**	**167 468**	**89,57%**

D. Pacification et budgétisation des actions genre

Le document de Politique Nationale Genre constitue le référentiel du MPFEF en matière de planification. Compte tenu des attributions du département, l'ensemble de ses programmes sont sensibles et tiennent compte de la matrice du plan d'actions de la PNG.

Programme 1.022 : Le Programme 1.022 : Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles

Objectif	Indicateurs	Activités 2019	Cible			Activités 2021
			2020	2021	2022	
OBJECTIF 1 : Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières.	1.1 Taux d'exécution du budget	100	100	100	100	1.1 Prise en charge des dépenses du personnel du CNDIFE et du CABINET 1.1.2 Approvisionnement en biens et services des structures de l'action. 1.1.3 Prise en charge des dépenses de personnel. 1.1.4 Entretien courant des bâtiments 1.1.5 Construction d'un immeuble pour les structures MPFEF. 1.1.6 Activités du FAFE
	1.2. Taux d'exécution du plan de passation des marchés publics	100	100	100	100	1.2.1 Exécution et suivi du budget du département. 1.2.2 Approvisionnement en biens et services des structures
	1.3 : Taux d'exécution du programme de formation	100	100	100	100	1.3.1. Renforcement des capacités du personnel du MPFEF
OBJECTIF 2. Améliorer la planification, la coordination et le suivi-évaluation des politiques et	2.1 Taux d'exécution moyen des plans de travail annuels(PTA) des quatre (04) programmes	85	90	95	95	2.1.1. Tenue de la revue annuelle pour la coordination et le suivi de la mise en œuvre des politiques et programmes

Objectif	Indicateurs	Activités 2019	Cible			Activités 2021
			2020	2021	2022	
programmes du département	2.2 Taux de mise en œuvre des recommandations issues des instances statutaires des politiques et programmes	70	100	100	100	2.2.1 Dissémination du PRODAFFE 2.2.1. Suivi de l'institutionnalisation du genre 2.2.2. Suivi de l'exécution des recommandations issues des concertations et des réunions statutaires de la PNG, du PAN de la Résolution 1 325, du FAFE, du Conseil National de la Famille, du Comité National de coordination et de suivi-évaluation de la PNPPE, CNAPN et PRODESS IV, PRECOFEM
	2.3 Taux d'exécution des missions de suivi-évaluation des politiques et programmes	50	60	100	100	2.3.1. Coordination des actions du FAFE 2.3.2. Missions de suivi-évaluation des politiques
OBJECTIF 3. Assurer une meilleure visibilité des actions menées par le département	3.1 Taux d'exécution du plan de communication du PRODAFFE	-	-	30	50	3.1.1. Mise en œuvre du plan de communication du PRODAFFE 1 3.1.2. Opérationnalisation le système d'information SIFEF 3.1.3. Entretien courant des bâtiments 3.1.4. Collecte de données et rapportage sur la situation de la femme, de l'enfant et de la famille
OBJECTIF 4 : Impulser le processus de la décentralisation et de la déconcentration au sein du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	4.1 Taux de transfert des ressources financières aux collectivités conformément aux compétences transférées	30	60	100	100	4.1.1 Suivi de l'effectivité des transferts des ressources financières et matérielles liées aux compétences transférées
	4.2 Taux de satisfaction des cadres organiques au niveau déconcentré	0	40	40	45	4.2.1 Mise en œuvre du plan de déconcentration 4.2.2. Entretien courant des bâtiments

Programme 2.059 : promotion de la femme

Objectif	Indicateurs	Activités 2019	Cible			Activités 2021
			2020	2021	2022	
OBJECTIF 1 : Développer la communication, l'identification et la prise en charge des cas de complication liées aux MGF/VBG.	1.1 : Pourcentage de survivant (es) de VBG identifiés et prise charge holistique	118.33	97	97	99	1.1.1 prise en charge du salaire et accessoires du personnel ; 1.1.2 acquisition de biens et services au profit des services et des femmes; 1.1.3. Réalisation des missions de suivi et de supervision des activités 1.1.4. Voyages d'étude et d'échanges. 1.1.5. Contributions nationales à la mise en œuvre des projets en partenariat Développement

Objectif	Indicateurs	Activités 2019	Cible			Activités 2021
			2020	2021	2022	
						de partenariats techniques entre les départements sectoriels, les ONG et les PTF. 1.1.6. Réalisations d'activités d'IEC, de CCC, de plaidoyer et de communication en faveur de la promotion des droits de la femme. 1.1.7. Etudes et recherches. 1.1.8 Acquisitions des biens et services au profit des services régionaux et locaux des femmes. 1.1.9 Entretien des locaux. 1.1.10 Prise en charge du salaire du personnel d'appui de l'OPF
	1.2. Proportion des communautés qui organisent des déclarations publiques d'abandon des MGF	126.67	25	25	30	1.2.1 Organisation des cérémonies des déclarations publiques d'abandon des MGF
	1.3. Proportion des communautés qui organisent des déclarations publiques d'abandon sur le mariage d'enfants	0	50	50	50	1.3.1 organisation de cérémonie de déclarations publiques d'abandon sur le mariage d'enfants
OBJECTIF 2 : Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances de décision y compris celles chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits.	2.1. Taux de représentativité des femmes dans les organes de prévention et de résolution des conflits	100	15	25	30	2.1.1 : organisation des évènements spéciaux (6 février, 8 mars, 31 juillet, 15 octobre, 16 jours d'activisme). 2.1.2. Vulgarisation /dissémination des textes : la Loi n° 2015-052 du 18 décembre 2015, APR, R1325, 2030, 2063, CEDEF, Protocole de Maputo, OHADA etc.
	2.2 Pourcentage de femmes formées dans la prévention et la gestion des conflits (APR, R1325, …)	36,67	60	90	100	2.2.1 Organisation de sessions de formation (Genre, GAR, SR/PF, leadership, AGR, Dynamique des sociétés coopératives de l'OHADA, VBG, R1325 paix et sécurité, gestion d'entreprise, techniques de production, environnement, énergies renouvelables, communication/plaidoyer)
OBJECTIF 3 : Développer des programmes appropriés pour soutenir l'équipement et la formation en vue d'accompagner la	3.1. Pourcentage d'organisations de femmes ayant accès aux équipements et aux infrastructures de	274.43	30	50	50	**3.1.1.** Projet appui promotion de la femme rurale. 3.1.2 Equipement des Maisons des Femmes.

Objectif	Indicateurs	Activités 2019	Cible			Activités 2021
			2020	2021	2022	
promotion de l'entrepreneuriat féminin dans les zones rurales et urbaines.	production					
	3.2. Taux de femmes /filles formées dans les Activités Génératrices de Revenus (AGR) et dans l'entrepreneuriat	84.90	100	100	100	**3.2.1.** Programme National Appui Femmes Opératrices économiques. **3.2.2**Appui à l'Organisation Panafricaine des Femmes. **3.2.3**. Prise en charge du salaire et accessoires du personnel. **3.2.4**. Entretien courant des bâtiments. **3.2.5**. Formation en coupe et couture, teinture, coiffure, saponification, hôtellerie, house-keeping, informatique (maison digitale), alphabétisation. **3.2.6.** Formation des femmes en transformation agro-sylvo-pastorale
	3.3. Taux de réussite des activités d'Activités Génératrices de Revenus(AGR) et d'entreprenariat	142.86	60	60	60	**3.3.1** Programme d'Appui à l'Autonomisation des Femmes dans les filières agro sylvo pastorales et le Karité. **3.3.2** Programme d'Appui Diversification, Valorisation (filières porteuses)
OBJECTIF 4 : S'assurer de la mise en œuvre efficace et efficiente des projets et programmes aux niveaux central et déconcentré.	4.1. Taux réalisation des missions de suivi et de supervision des activités	83.33	100	100	100	**4.1.1** Réunion de suivi des missions de suivi et de supervision
	4.2. Proportion de projets programmes suivis et supervisés	75.00	100	100	100	**4.2.1** Réunion de suivi des missions et de supervision. **4.2.2**. Réalisation des missions de suivi et de supervision des projetset programmes
	4.3 Proportion de cadres de concertation crées et fonctionnels	100	100	100	100	**4.3.1** Réunion de suivi des cadres de concertation créés et fonctionnels

Programme 2.060 : PROMOTION DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE.

Objectif	Indicateurs	Activités 2019	Cible			Activités 2021
			2020	2021	2022	
OBJECTIF N°1 : Créer un environnement juridique et institutionnel favorable au plein épanouissement et au développement harmonieux de l'enfant	**Indicateur 1.1**. Nombre de documents soumis à l'adoption dans le domaine de la protection des droits de l'enfant, de la promotion de la famille	60	75	80	85	1.1.1 Prise en charge du salaire et accessoire du personnel. 1.1.2 : Célébration des journées dédiées à l'enfant et à la famille 1.1.3 : Approvisionnement en biens et services des structures de coordination de l'enfant et de la famille (comité interministériel et comité paritaire, Conseil National de la Famille). 1.1.4 : Approvisionnement en

Objectif	Indicateurs	Activités 2019	Cible			Activités 2021
			2020	2021	2022	
						biens et services de la DNPEF. 1.1.5 : Approvisionnement en biens et services du CAPF. 1.1.6 Entretien courants des Bâtiments
	Indicateur 1.2. : Pourcentage de cadres de concertation fonctionnel	-	60	65	70	1.2.1 : Appui en vivres et en non vivres 1.2.2 : Appui conseil et formation des agents
	Indicateur 1.3. : Taux de couverture géographique des missions de suivi/supervisions	0	100	100	100	1.3.1. Réalisation d'une mission de suivi/ supervisons des activités dans les régions
Objectif N°2 : renforcer les connaissances sur les droits et devoirs des enfants et la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes	**Indicateur 2.1** : Pourcentage d'enfants victimes de VAEN y compris ceux en situation d'urgence pris en charge	100	100	100	100	2.1.1 Prise en charge des enfants victimes des VAEN 2.1.2 Prise en charge de l'encadrement scolaire
	Indicateur 2.2 : Pourcentage de personnes formées	90	100	100	100	2.2.1 Prise en charge de la formation sur les droits et les devoirs de l'enfant
	Indicateur 2.3 Nombre d'études réalisées	1	1	1	1	2.3.1 Réalisation d'une étude sur les déterminants sociaux de l'association des enfants aux forces et groupes armés
Objectif N° 3 : promouvoir des activités de loisirs, artistiques et socioculturelles en faveur des enfants et leur participation	**Indicateur 3.1 : Nombre de cadres d'expression pour enfants**	10	6	8	12	3.1.1 Prise en charge des salaires et accessoires du Personnel 3.1.2 Approvisionnement en biens et services de la Cité des Enfants 3.1.3 Célébration des journées commémorative dédie à l'enfance 3.1.4 organisation de la semaine de loisirs
	Indicateur 3.2 : Pourcentage d'enfants ayant pris part aux activités socioéducatives	98	100	100	100	3.2.1organisation des journées thématiques 3.2.2 organisation des collectivités éducatives
Objectif n°4 : renforcer la fonction socialisante de la famille	Indicateur 4.1 : Pourcentage de jeunes informés et sensibilisés sur la santé de la reproduction et la planification familiale	100	100	100	100	4.1.1 Organisation d'une session de formation des jeunes sur la santé de la reproduction
	Indicateur 4.2 : Pourcentage d'enfants de 0 à 5 ans victimes identifiés pris en charge	100	100	100	100	4.2.1 : Appui à la recherche et à la réunification familiale des enfants du CAPF 4.2.2 Prise en charges du salaire des nounous 4.2.3 : Prise en charge alimentaire, vestimentaire, sanitaire et médicale des enfants 4.2.4 Couverture des frais administratifs et sociaux de l'adoption des enfants 4.2.5 Réalisation de médiation familiale

PROGRAMME 3.003 : programme d'appui à l'autonomisation de la femme et épanouissement de l'enfant (PAAFE).

Objectif	Indicateurs	Activités	Cible			Activités 2021
		2019	2021	2022	2023	
OBJECTIF 1 : Accroître le potentiel économique des femmes	Indicateur N°1.1. Pourcentage d'organisations féminines équipées en matériels et infrastructures de production	68	0	80	80	**1.1.1** : Analyse des besoins en matériels et équipements de production **1.1.2**. : Dotation des organisations féminines en matériels et équipements de production **1.1.3 :** Etudes architecturales pour la réalisation d'infrastructures de production **1.1.4 :** Acquisition de biens et services
	Indicateur N°1.2. : Pourcentage de projets générateurs de revenus financés	78.85	0	85	90	**1.2.1 :** Organisation des appels à propositions de projets **1.2.2 :** Dépouillement des projets soumis **1.2.3 :** Validation des projets éligibles **1.2.4 :** Financement des projets retenus **1.2.5 :** Mobilisation des ressources additionnelles auprès des PTF **1.2.6 :** Participation à la mise en œuvre des activités avec les partenaires
	Indicateur N°1.3.: Pourcentage d'emplois créés – Femmes et Filles	22.6	0	22	23	**1.3.1 :** Appui technique et financier à la participation des organisations aux activités commerciales et promotionnelles
	Pourcentage d'emplois créés - Hommes	11.3	0	10	09	
OBJECTIF N°2 : Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique	Indicateur N°2.1 : Pourcentage de personnes formées - Femmes	32.25	0	32	33	**2.1.1 :** Identification des besoins de formations et des modules pour les bénéficiaires des projets financés et d'autres groupements de femmes et Formations des personnes identifiées **2.1.2 :** Identification de besoins de formations et des modules pour la CT-FAFE et formations des personnes identifiées
	Pourcentage de personnes formées - Hommes	05.1	0	05	04	
	Indicateur N°2.2.:Taux de participation des femmes aux activités commerciales et promotionnelles	0	0	25	27.5	**2.2.1 :** Suivi des activités commerciales et promotionnelles
	Indicateur 2.3 : Pourcentage d'AGR/PME féminines accompagnées	60	0	75	80	**2.3.1 :** Dépouillement des projets soumis **2.3.2 :** Validation des projets éligibles
Objectif N° 3 : Contribuer à l'épanouissement de l'enfant	Indicateur N°3.1 : Pourcentage de projets financés en faveur de l'épanouissement des enfants	27.6	0	30	35	**3.1.1 :** Financement des projets retenus en faveur de l'épanouissement de l'enfant
	Indicateur N°3.2 : Pourcentage d'enfants réinsérés - Filles	25.6	0	35	37.5	**3.2.1** : Appui à la réinsertion des enfants en situation difficile
	Pourcentage d'enfants réinsérés -Garçons	.1	0	25	22.5	
	Indicateur N°3.3 : Pourcentage d'enfants encadrés - Filles	40	0	40	45	**3.3.1** : Appui à l'encadrement des enfants en situation difficile
	Pourcentage d'enfants encadrés - Garçons	05.71	0	40	35	

Tableau III-1 Budget genre: Dépenses ciblant l'égalité de genre

En milliers de francs CFA

MPFEF Programme/Objectif	Exécution	Budget	Prévisions		
Action	2019	2020	2021	2022	2023
Détail					
1.022 : Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	**2 092 320**	**2 262 325**	**2 253 077**	**2 553 982**	**2 734 129**
Action 01 : Coordination et Pilotage de Politique Nationale en matière de genre, enfant et famille	1 626 081	735 135	1 284 697	1 466 305	1 566 389
Action 02 : Gestion financière et matérielle	933 881	992 287	946 422	1 063 415	1 141 677
Action 03 : Décentralisation et déconcentration des ressources au sein du département	24 362	23 144	21 958	24 262	26 063
2.059 : Promotion de la Femme	**1 950 795**	**1 908 668**	**2 322 692**	**2 193 513**	**2 335 176**
Action 01 Amélioration des conditions de la femme	1 706 934	1 653 600	2 074 980	1 887 180	2 009 318
Action 02 Formation et Education de la Femme	243 861	255 068	247 712	306 333	325 858
2.060 : Promotion de l'Enfant et de la Famille	**743 820**	**493 821**	**1 259 590**	**881 633**	**942 752**
Action 01 : Promotion des droits de l'enfant et des valeurs familiales	743 820	743 821	653 077	517 086	555 438
Action 02 : Participation des Enfants	540 413	525 513	506 513	364 547	387 314
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	500 000	600 000	900 000	1 000 000	1 500 000
Action 1 : Autonomisation de la femme et à l'épanouissement de l'enfant	500 000	600 000	900 000	1 000 000	1 500 000
Total	**4 639 260**	**3 643 271**	**5 205 696**	**5 013 476**	**5 337 863**

Analyse : Le Budget 2019 du MPFEF était de 4 milliards 639 en 2019 ce montant a diminué en 2020 à cause de la clôture de certains projets comme la plate-forme et la diminution du montant d'autres projets comme l'appui à l'OPF et les Réseau des Femmes Opératrices économiques.

Quant aux montants des années 2021, 2022 et 2023, ce sont des prévisions où le département entend soumettre des nouveaux projets et l'augmentation d'autres chapitres pour la mise en œuvre du plan opérationnel du PRODAFFE 1.

Tableau III-2 - Programmes stratégiques pour la BSG

En milliers de francs CFA

MPFEF	Exécution	Exécution	Budget	Prévisions	
Programme	2018	2019	2020	2021	2022
Programme 1.022	2 635 737	2 092 320	2 262 325	2 253 077	2 553 982
Programme 2.059	5 052 828	1 303 120	287 125	1 043 029	966 462
Programme 2.060	532 139	743 820	493 821	1 259 590	881 633
Programme 3.003	800 000	500 000	600 000	650 000	611 399
Total	**9 020 704**	**4 639 260**	**3 643 271**	**5 205 696**	**5 013 476**

Analyse :

Le Programme : 1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles

a) **Présentation stratégique du programme** :Le programme Administration Générale Développement des Capacités Institutionnelles est le programme de soutien aux autres programmes opérationnels du ministère. Il est essentiellement composé des structures transversales chargées entre autres d'appuyer les responsables des programmes du ministère dans la mise en œuvre de leurs actions. Il a pour objet entre autres la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, la conduite des réformes institutionnelles, la coordination, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département.

Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1 est bâti autour de quatre objectifs spécifique qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à

- la coordination et pilotage des politiques nationales en matière de genre enfant et famille ; -la gestion financière et matérielle ;
- la décentralisation et la déconcentration des ressources au sein du département.

Le Programme : 2.059 Promotion de la Femme

a)Présentation stratégique du programme :

Ce programme vise à améliorer le statut social, économique, juridique et politique de la femme.

A cet effet, il est chargé de :

- améliorer le statut social et économique de la femme ;
- promouvoir les droits sociaux, juridiques et politique de la femme ;
- améliorer les cadres de concertation et de partenariat ;
- -s'assurer de la mise en œuvre efficace et efficiente des projets et programmes genre au niveau central et déconcentré.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

- Le cadre de performance du programme 2 est bâti autour de quatre objectifs spécifiques suivants :
- Développement d'un capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socioéconomique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation.
- Mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision ;
- Améliorer les cadres de concertation et de partenariat ;
- S'assurer de la mise en œuvre efficace et efficiente des projets et programmes au niveau central et déconcentré.

Le Programme : 2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille :

a) **Présentation stratégique du programme :**Ce programme vise à promouvoir la protection, le développement et la participation de l'enfant et le bien-être de la famille.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

- Créer un environnement juridique et institutionnel favorable au plein épanouissement et au développement harmonieux de l'enfant ;
- Renforcer les connaissances sur les droits et devoirs des enfants et la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes;
- Promouvoir des activités de loisirs, artistiques et socioculturelles en faveur des enfants et leur participation
- Renforcer la fonction socialisante de la famille.

Le Programme : 3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant Responsable du Programme :

a).Présentation stratégique du programme : Ce programme vise à atteindre l'objectif général du Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant (FAFE) qui vise à contribuer à l'autonomisation de la femme et à l'épanouissement de l'enfant.

b). Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Les objectifs spécifiques du PAAFE sont :

- Accroitre le potentiel économique des femmes ;
- Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique ;
- Contribuer à l'épanouissement de l'enfant ; 4-Assurer le suivi-évaluation des activités du PAAFE.

Tableau III-3 Effectifs sexo-désagrégés selon la fonction et la source du financement du salaire au BCS

MPFEF Fonction	Total	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	% Femmes sur le total
1. **Ministre**	01	00	01	100
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	01	01	0	0
Conseillers techniques	06	03	03	50
Personnel service courrier (Sp)+chauffeurs et planton	14	07	07	50
3. Cabinet du ministre				
Chef de cabinet	01	01	00	0
Chargés de mission	05	00	05	100
Attaché de cabinet	01	01	00	0
Secrétaire particulier	02	00	02	100
4. services centraux				
4.1 Direction nationale DNPF, DNPEF, DFM				
Directeur nationaux	03	01	02	67
Directeur nationaux adjoint	03	02	01	33
Chef de division	11	07	04	36
Chef de section	09	04	05	56
Chargé de dossier	24	10	14	58
Personnel du support+ chauffeurs secrétaires planton	7	1	06	86
4.2 Services rattachés au niveau central (CNDIFE, SP-PNG, PNVBG, CADD, CAK, CAPF)				
Directeur nationaux	6	3	3	50
Directeurs nationaux adjoints	1	0	1	100
Chefs de division	10	6	4	40
Chefs de section	22	12	10	45
4.3 Projets et Programmes (FAFE, Projet Karité, Projet Plateformes)				
Coordinateur	3	1	2	66
Chargés de dossiers	5	2	3	67
4.4 personnel EPA				
Cité des Enfants				
Directeur	01	0	1	100
Directeur adjoint	01	01	0	0
Chef de bureau accueil	01	0	1	100
Chef de Service	07	04	03	43
Chef de sections	20	6	4	20
Comptable/gestionnaire	01	0	1	100
Régisseur	02	01	01	50
Secrétariat particulier	01	0	01	100
Chef secrétariat	01	01	0	0
TOTAL GENERAL	**170**	**75**	**85**	**50**

Tableau IV - Budget genre: Dépenses ciblant l'égalité de genre

En milliers de francs CFA

Programme/Objectif	Exécution	Budget	Prévisions		
Action / Détail	2019	2020	2021	2022	2023
Programme 1.022 : Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	**2 092 320**	**2 262 325**	**2 253 077**	**2 553 982**	**2 734 129**
Action 01 : Coordination et Pilotage de Politique Nationale en matière de genre, enfant et famille	**1 626 081**	**735 135**	**1 284 697**	**1 466 305**	**1 566 389**
1.1.1 Prise en charge des dépenses du personnel du CNDIFE et du CABINET	273 251	194 188	194 188	208 693	224 156
1.1.2. Approvisionnement en biens et services des structures de l'action	168 575	273 963	403 450	343 775	316 137
2.1.1. Tenue de la revue annuelle pour la coordination et le suivi de la mise en œuvre des politiques et programmes	74 041	200 000	191 921	300 000	350 000
2.1.2. Dissémination du PRODAFFE	25 958	125 767	165 000	226 954	250 000
2.2.1. Suivi de l'institutionnalisation du genre	179 903	20 000	30 000	35 000	40 000
2.2.2. Suivi de l'exécution des recommandations issues des concertations et des réunions statutaires de la PNG, du PAN de la Résolution 1 325, du FAFE, du Conseil National de la Famille, du Comité National de coordination et de suivi-évaluation de la PNPPE, CNAPN et PRODESS IV, PRECOFEM	1 687 575	232 135	184 661	217 650	233 930
2.3.1. Coordination des actions du FAFE	1 240 253	30 971	40 000	45 000	45000
2.3.2. Missions de suivi-évaluation des politiques	24 360	90 000	36 648	23 312	25 055
3.1.1. Mise en œuvre du plan de communication du PRODAFFE 1	62 055	63 268	13 829	15 921	17 111
3.1.2. Opérationnalisation le système d'information SIFEF	22 047	4 688	15 000	20 000	25 000
3.1.3. Entretien courant des bâtiments		6 913	6 000	15 000	20 000
3.1.4. Collecte de données et rapportage sur la situation de la femme, de l'enfant et de la famille	-	5 000	10 000	15 000	20 000
Action 02 : Gestion financière et matérielle	**933 881**	**992 287**	**946 422**	**1 063 415**	**1 141 677**
1.1.1. Prise en charge des dépenses de personnel	189,292	506 387	493 887	544 214	584 540
1.1.2. Entretien courant des bâtiments	133,910	29 250	5 000	50 000	40 000
1.2.1. Exécution et suivi du budget du département	341,704	361 317	25 034	445 838	400 000
1.2.2. Approvisionnement en biens et services des structures	341,704	273 963	403 450	343 775	316 137
1.3.1. Renforcement des capacités du personnel du MPFEF	79 903	19 427	21 328	48 085	25 055
Action 03 : Décentralisation et déconcentration des ressources au sein du département	**24 362**	**23 144**	**21 958**	**24 262**	**26 063**
4.1.1 Suivi de l'effectivité des transferts des ressources liées aux compétences transférées	6 187	9 508	9 978	12 552	13 000
4.2.1 Dissémination du décret 2015-0506/PRM du 27 juillet 2015 fixant le détail des compétences transférées aux collectivités territoriales dans le domaine PFEF	12 770	2 090	8 980	7 965	9 000
2.059 Promotion de la Femme	**2 450 611**	**5 990 879**	**1 043 029**	**966 462**	**1 037 356**
Action 01 : Amélioration des conditions de la femme	**1 759 680**	**5 538 945**	**876 520**	**824 931**	**885 402**
1.1.1 Prise en charge des dépenses de personnel(DNPF)	113 967	71 063	71 063	85 883	86 000
1.1.2Développement de partenariats techniques avec les départements sectoriels, les ONG et les PTF	5 102	95 793	100 000	97 448	98 000
1.1.3Réalisations d'activités d'IEC, de CCC, de plaidoyer et de communication en faveur des droits et pour la promotion de la femme	7 236	159 654	160 612	170 814	172 000
1.2.1Etudes et recherches : études de capitalisations et études thématiques	40 222	127 723	130 690	140 651	145 000
1.3.1Vulgarisation /dissémination des textes : la Loi n° 2015-052 du 18 décembre 2015, APR, R1325, 2030, 2063, CEDEF, Protocole de Maputo, OHADA etc.	14 839	31 931	85 922	55 163	45 000
1.3.3Approvisionnement en biens et services des services régionaux	41 116	31 931	85 922	56 995	66 402

Programme/Objectif	Exécution	Budget	Prévisions		
Action Détail	2019	2020	2021	2022	2023
2.1.1Voyages d'étude et d'échanges (DNPF, projet Karité, Plateforme, RFOE, OPF)	44 497	95 793	96 767	97 488	118 000
2.1.2Réalisation des missions de suivi et de supervision des activités	16 479	31 931	35 922	40 163	45 000
2.2.1 Organisation de sessions de formation (Genre, GAR, SR/PF, leadership, AGR, Dynamique coopérative OHADA VBG, R1325 paix et sécurité, gestion d'entreprise, techniques de production, environnement, énergies renouvelables, communication/plaidoyer)	47 490	31 931	79 700	40 163	65 000
3.1.1 Programme de Développement des Plateformes Multifonctionnelles pour la Lutte contre la Pauvreté	94 759	31 931	29 922	40 163	45000
3.1.3 Projet de réhabilitation du centre de lutte contre l'excision	138 027	200 000	100 000	300 000	400 000
3.1.4 Réhabilitation des Centres d'Autopromotion des Femmes	122 833	200 000	120 000	300 000	350 000
3.1.5 Projet appui promotion de la femme rurale	188 969	200 000	-	300 000	350 000
3.1.6 acquisition de biens et services pour la DNPF et OPF	55 575	300 000	200 000	400 000	400 000
3.2.1 Programme d'Appui à l'Autonomisation des Femmes dans les filières agro sylvo pastorales et le Karité	92 733	150 000	120 000	150 000	150 000
3.3.1 Programme d'Appui Diversification, Valorisation (filières porteuses)	94 999	150 000	120 000	250 000	250 000
4.2.1 organisation des évènements spéciaux (8 mars, 31 juillet, 15 octobre)	18 139	18 400	18 500	18 600	18 700
4.2.2 Approvisionnement en biens et services des directions régionales	61 295	61 300	61 400	61 500	61 600
4.2.3 Prise en charge des salaires et accessoires au niveau déconcentré	478 051	478 100	487 200	487 300	487 300
4.2.4 Approvisionnement en biens et services au niveau des services locaux	30 606	30 700	30 800	30 900	30 950
Action 02 : Formation et Education de la Femme	**690 931**	**451 934**	**166 509**	**141 531**	**151 854**
1.2.2 Prise en charge des dépenses de personnel (CAK, PNLE)	57 628	23 410	23 410	25 158	27 022
3.1.7 Approvisionnement en biens et services des maisons de la femme	39 024	39150	39200	39 400	39 600
3.1.8 Equipement de la maison des femmes et des enfants	94 936	60 000	31 678	60 000	63 000
3.3.3 acquisition de biens et services au profit des services et des femmes	16 450	30 000	36 421	56 373	61 832
4.1.1Réalisation des missions de suivi et de supervision des activités	35 823	120 000	75 000	100 000	200 000
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	**1 284 233**	**1 269 334**	**1 159 590**	**881 633**	**942 752**
Action 1 : Promotion des droits de l'enfant et des valeurs familiales	**743 820**	**743 821**	**653 077**	**517 086**	**555 438**
1.1.1 Prise en charge du salaire et l'accessoire du personnel	211 285	226 154	156 966	168 691	181 190
1.1.2 Relecture des textes de création du (CAPF, Parlement des enfants)	0	5 124	2 500	3 000	4 000
1.2.1 Création et animation un cadre unique de concertation des acteurs intervenant dans la promotion et la protection de l'enfant à tous les niveaux (National, Régional, local et communal)	7 823	5 000	10 079	10 138	10 138
1.2.2 Approvisionnement en biens et services des structures de coordination de l'enfant et de la famille (comité interministériel et comité paritaire, Conseil National de la Famille	24 532	12 000	38 100	15 000	15 000
1.3.1 Réalisation deux missions de suivi/ supervisons des activités dans les régions	0	175 618	300 412	184 138	172 715
1.3.2 Approvisionnement en biens et services de la DNPEF	16 168	10 737	5 000	6 000	7 000
2.1.1 Lutte contre Abandon Enfants	62 351	5 000	1 200	1 500	1 500
2.2.1 Renforcement des capacités et les compétences du personnel	0	5 000	2 000	5 000	5 000

Programme/Objectif	Exécution	Budget	Prévisions		
Action / **Détail**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
2.2.2 créations d'un sous-système d'information sur la famille	0	5 000	5 000	6 000	6 500
2.3.1 Réalisation d'une étude de faisabilité sur le placement familial	9 824	5 000	1 000	2 000	3 000
3.1.1 Célébration des journées dédiées à l'enfant et à la famille	10 610	10 000	8 820	12 610	4 000
3.2.1 Assurer le placement familial de 20 enfants	0	10 000	4 000	5 000	6 000
4.1.1 Elaboration d'un programme d'appui à la promotion des adolescents/adolescentes	0	10 000	5 000	146 000	7 000
4.2.1Construction/Equipement Pouponnière Bamako	189 492	8 000	3 000	4 000	5 000
4.2.2 Approvisionnement en biens et services du CAPF	202 450	10 000	3 000	4 000	5 000
4.2.3 Appui à la réunification familiale des enfants du CAPF	44 956	69 188	100 000	102 700	110 395
Action 2 : Participation des Enfants	**540 413**	**525 513**	**506 513**	**364 547**	**387 314**
3.1.1 Prise en charge des salaires et accessoires du Personnel	112 923	91 878	108 253	116 141	156 964
3.1.2 Approvisionnement en biens et services de la Cité des Enfants	131 448	138 693	378 260	136 913	184 005
3.1.3 Célébration des journées commémorative dédie à l'enfance	18 997	-	5 000	5 000	5 000
3.1.4 organisation de la semaine de loisirs	157836		5 000	5 000	5 000
3.2.1 organisation des journées thématiques	-	30 000	5 000	5 456	5 578
3.2.2 organisation des collectivités éducatives	-	-	5 000	7 000	8 000
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	**500 000**	**600 000**	**650 000**	**900 000**	**1 000 000**
Action 01 : Autonomisation de la Femme et l'Epanouissement de l'Enfant	**500 000**	**600 000**	**650 000**	**900 000**	**1 000 000**
1.1.2. Dotation des organisations féminines en matériels et équipement de production	50 000	50 000	50 000	70 000	80 000
1.2.1. Organisation des appels à projets	2 000	0	5 000	5 000	7 500
1.2.2. Dépouillement des projets soumis	15 000	0	15 000	20 000	20 000
1.2.3. Validation des projets éligibles	5 000	2 000	2 000	2 000	2 000
1.2.4. Financement des projets retenus	150 000	15 000	15 000	20 000	25 000
1.2.6. Participation à la mise en œuvre des activités avec les partenaires	100 500	5 000	15 000	15 000	15 000
2.1.1. Identification des besoins de formation et des modules pour les bénéficiaires des projets financés et d'autres groupements de femmes et formation des personnes identifiées	100 000	150 000	150 000	150 000	150 000
2.1.2. Identification des besoins de formation et des modules pour la CT-FAFE et formation des personnes identifiées	20 000	0	2 000	2 000	2 000
3.2.1. Appui à la réinsertion des enfants en situation difficile	15 000	100 500	100 000	100 000	100 000
4.1.2. Exécution du plan de suivi/évaluation	25 000	0	10 000	15 000	20 000
4.1.3. Evaluation du plan de communication	15 000	25 000	26 000	35 000	40 000
4.2.1. Mise en œuvre des recommandations des missions de suivi, de supervision, d'évaluation et du Comité de Pilotage	2 500	15 000	15 000	15 000	15 000
Total	**4 639 260**	**3 643 271**	**5 205 696**	**5 013 476**	**5 337 863**

4.1.2. MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

Missions :
Il a pour mission de préparer et de mettre en oeuvre la politique nationale en matière de justice et des Sceaux de l'Etat.
A ce titre, il à l'initiative et la responsabilité des actions suivantes:

- l'administration de la justice en matière civile, commerciale, pénale et sociale;
- l'application des lois et règlements;
- la politique criminelle;
- l'authentification et la protection des Sceaux de l'Etat;
- le bon fonctionnement des juridictions;
- la surveillance de l'état civil et des auxiliaires de justice;
- la bonne marche de la police judiciaire;
- la préparation et la mise en oeuvre des décisions de grâce et d'amnistie;
- l'administration des services judiciaires et pénitentiaires;
- l'élaboration et l'application des textes relatifs à la nationalité;

L'élaboration et l'application du statut de la magistrature et des statuts des autres professions juridiques et judicia res;
la participation à la lutte contre le terrorisme, la criminalité transnationale, la traite des personnes et les pratiques assimilées;

- les mesures et actions de promotion et de protection des Droits de l'Homme;
- le suivi des questions des Droits de l'Homme au niveau des organisations régionales et internationales.

A. Les enjeux-genre et gaps à combler

Le Programme Décennal de Développement de la Justice (PRODEJ) 2000-2009, le Plan opérationnel (2010-2014) et le PU-RSJ-MOA (Programme d'urgence pour le Renforcement du Service Public de la Justice dans le cadre de la Mise en œuvre de l'Accord de Paix issu du processus d'Alger 2015-2018) marquent la volonté des pouvoirs publics d'inscrire les réformes de la Justice sous le prisme d'une approche programmatique avec le concours des partenaires techniques et financiers.

Des défis dans la promotion et la protection des droits de l'homme et du genre en général et la promotion de l'égalité homme femme en particulier ont été lancés par la Justice pour appuyer le Politique Nationale Genre adoptée en 2011.

Les questions des droits de l'homme et du genre constituent une des priorités et pour cela, il a en été consacré une composante à part entière.

Sous l'impulsion des plus hautes autorités, le redressement de la justice est devenu le socle sur lequel le nouvel Etat du Mali se bâtira.

La reforme systémique de la justice ainsi prônée a engendré le contrat de transparence entre les membres de la famille judiciaire et les autres acteurs de la société dans le but de faciliter la saine distribution de la justice au bénéfice du peuple, la promotion du droit d'accès à la justice des femmes et des hommes et le respect des engagements pour une justice performante, crédible, responsable et indépendante.

Par ailleurs, à l'analyse du genre et l'égalité homme femme démontre un déséquilibre assez important quant à la représentativité entre les hommes et les femmes dans les corps de métier de la justice. Le nombre de femmes diminue en allant vers les échelons supérieurs : elles ne représentent que 7,5% de l'effectif total des magistrats. Elles ne représentent que 10.7% des effectifs des ordres professionnels. Par contre, elles sont plus nombreuses dans les échelons inférieurs où elles représentent 80,5% des auxiliaires de justice.

Au niveau des gaps à combler :

- la plupart des activités menées dans le cadre du genre au niveau du secteur de la Justice ont été financées par les partenaires ;
- les ressources nationales allouées aux activités genre ne permettent pas d'avoir les résultats escomptés dans la promotion du genre et la lutte contre les Violence Basées sur le Genre ;
- les comités sectoriels doivent déjà être opérationnels, tel n'est pas le cas au niveau du secteur de la Justice, d'où les difficultés dans la mise en œuvre du plan d'actions de la Politique Nationale Genre.

B. Mesures spécifiques ou stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Afin de remédier à ces déséquilibres accrus au niveau des effectifs de personnel juridique et judiciaire et de corriger les disparités d'accès aux services publics et privés de la justice, des politiques, programmes et orientations ont été initiés par le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme et leur mise en œuvre a démarré.

En septembre 2008, la politique d'Egalité Femme-Homme du Ministère de la justice fut adoptée. Cette politique est axée sur l'égalité en droit et dans les faits pour les femmes et les hommes et sur l'égalité entre les femmes et les hommes aux postes et professions du système judiciaire. Elle est assortie d'un Plan d'Actions et la mise en place d'un Comité Aviseur Genre dont une des missions est de promouvoir l'égalité entre hommes et femmes au sein de l'appareil judiciaire.

Par ailleurs, avec l'adoption en 2011 de la Politique Nationale Genre, le département de la justice à l'instar des autres départements a créé un point focal genre avant la création d'un comité sectoriel d'institutionnalisation de la politique nationale genre, chargé de la mise en œuvre de ladite politique et de la promotion de l'égalité et l'équité entre les hommes et les femmes.

Toujours dans la promotion du genre, les actions ont surtout concerné le milieu carcéral par la systématisation des quartiers séparés hommes/femmes/enfants, d'une part et l'amélioration des conditions de vie des femmes en milieu carcéral avec la distribution des « kits de dignité ». Toutes ces actions sont le fruit du partenariat avec la Munisma avec son projet « Prison Mandela ».

En outre, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique national genre au niveau du secteur de la justice, quelques activités ont été réalisées :

- le projet de politique nationale en matière de droits de l'Homme a été adapté au contexte actuel ;
- l'amélioration de l'accessibilité à la justice s'est traduite surtout par la mise en œuvre d'un système de communication et l'opérationnalité des Bureaux de l'Assistance Judiciaire;
- le Fonds d'appui à la société civile en matière d'accès à la justice et aux droits de la personne pour la prise en charge des violences basées sur le genre a été créé ;
- l'amélioration des conditions de détention avec la généralisation des quartiers ou cellules séparé(e)s.
- le renforcement de capacité en genre et violences basées sur le genre de certains acteurs de la Justice a été fait avec l'appui des partenaires tels que le MJP (Mali Justice Project).
- le renforcement de capacité en genre et violences basées sur le genre des membres du Cabinet et des directeurs des services centraux du ministère de la Justice et des droits de l'Homme, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme « Initiative Spotlight » a été fait avec l'appui de ONUfemmes.

C. Evaluation des activités genre 2019

Le ministère de la Justice a réalisé très peu d'activités relatives au Genre durant la période 2019 dû à la non disponibilité des ressources financières.
Il faut cependant souligner que le département a beaucoup participé aux activités genre des autres départements ministériels et institutions.

En matière de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, le ministère de la Justice et des Droits de l'Homme est partie prenante du Spotlight, un programme du Systèmes des Nations Unies, Co-piloté par le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale.

De même, dans le cadre de la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits, le ministère de la Justice a participé à l'élaboration du Communiqué Conjoint signé entre le Gouvernement du Mali et le Système des Nations.

En 2019, des actions significatives menées dans ce sens, concernant la promotion et la protection des droits humains et du genre notamment grâce au Programme conjoint des Nations Unies, à savoir :

- Participation à la réalisation des études sur le renforcement de la justice pénale au Mali et sur la réforme judiciaire et pénitentiaire.

S'agissant de l'opérationnalisation de la Politique Nationale d'Accessibilité à la Justice et observance des textes relatifs à la médiation civile et pénale, aux Travaux D'intérêt Général, des efforts ont été consentis dans la mise en œuvre :

- une lettre circulaire du Ministre de la Justice a été envoyée à l'ensemble des premiers présidents des Cours d'Appel pour la désignation des médiateurs pénaux auprès de l'ensemble des juridictions de droit commun ;
- une lettre circulaire du Ministre de la Justice a été envoyée aux Chefs de juridictions et de parquets pour une bonne diligence des dossiers de violences basées sur le genre ;
- deux guides sur les procédures judiciaires et sur la protection de la femme et de l'enfant ont été élaborés et validés. Leur diffusion et leur vulgarisation dans cinq langues nationales sont en cours de réalisation ;
- de même, dans le cadre du Programme d'Appui à la Justice au Mali (PAJM) financé par l'Union Européenne, un programme de mise en œuvre de bureaux d'assistance judiciaire a été élaboré et sera opérationnalisé dans ensemble du pays;
- une lettre circulaire du Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme a été envoyé à l'ensemble des chefs de juridictions et de parquets ainsi qu'aux directeurs des services centraux pour la mise en place et la désignation des points focaux genre dans toutes les juridictions et services centraux du département.

Analyse de la situation :

L'unique activité menée et financé par le budget national a été le renforcement de capacité en genre et violences basées sur le genre du personnel d'appui du secteur de la Justice.

Cependant d'autres activités ont été menées grâce à l'appui des partenaires techniques et financiers (MJP, ONUFemmes) :

- renforcement de capacité en genre et violences basées sur le genre des auditeurs de justice ;
- renforcement de capacité genre et violences basées sur le genre des magistrats.
- renforcement de capacité de cent jeunes filles pour le concours de recrutement des auditeurs de justice;
- renforcement de capacité des magistrats, officiers et agents de la police Judiciaire sur la traite des personnes et pratiques assimilées ;
- visite d'étude dans le cadre de la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Système des Nations Unies, financé par OnuFemmes.

D. Recommandation :

Au regard de ce qui précède, nous souhaiterions une augmentation du budget alloué au genre pour pouvoir réaliser des activités dans le cadre de la promotion du genre, de la lutte contre les violences basées sur le genre et l'égalité entre homme et femme en sein du secteur de la Justice.

4.1.3. MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Introduction

Le Ministère du Dialogue Social, du Travail et de la Fonction publique, prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines du Travail et de la Fonction publique.
A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- la promotion du dialogue social, la prévention et la gestion des conflits collectifs ;
- la coordination des rapports du gouvernement avec les organisations syndicales et patronales ;
- l'élaboration, la mise en œuvre et le contrôle de la législation du travail dans le secteur privé ;
- les mesures de lutte contre le travail des enfants, les discriminations et les harcèlements dans les lieux du travail ;
- l'élaboration, l'application ou le contrôle de l'application des règles relatives à l'emploi du personnel civil de l'Etat et des organismes publics de l'Etat ;
- l'élaboration, et la mise en œuvre de la politique salariale et de rémunération de l'Etat ;
- l'amélioration de la performance du personnel civil de l'Etat et des organismes publics de l'Etat ;
- l'élaboration et l'application des règles relatives à la détermination de la représentativité et de la légitimité des organisations syndicales ;
- la gestion du personnel relevant du statut général des fonctionnaires.

La Politique Nationale Genre du Mali (PNG-Mali) est une opportunité à saisir en vue d'instaurer et préserver l'égalité des chances afin que le sexe ne soit plus un facteur de discrimination.

C'est pourquoi le ministère doit jouer son rôle eu égard à la transversalité de ses attributions et à sa position centrale dans la conception et la mise en œuvre des Politiques Publiques. Pour atteindre cet objectif, il a été mis en place le Comité d'Institutionnalisation Genre chargé entre autre de veiller à la prise en compte des questions genre dans la formulation des Politiques Publiques au niveau du ministère en chargé du Travail et de la Fonction Publique.

Le Comité d'Institutionnalisation Genre du département s'est réuni trois fois pour faire l'état des lieux dans les structures rattachées, une journée de sensibilisation pour la prise en compte de l'aspect genre dans les prises de décision interne et aussi pour discuter de l'organisation matérielle et financière du comité.

A. Les enjeux-genre

Il y a eu une nette amélioration du nombre de femmes candidates au concours d'entrée à la Fonction publique en 2019. En effet, sur un ensemble de **26 693** candidats, elles étaient au nombre de **15 521** soit **58,15%** contre **53,91**% en 2018. Cette amélioration du taux de participation se fait sentir aussi au niveau du taux d'admission. En effet **313** femmes ont été admises en 2019 sur **866 admis** soit **36,25%** contre **30,96%** en 2018.

Cette situation demeure un enjeu par rapport à la représentativité des femmes dans la Fonction Publique et dans les prises de décision puisque plus de la moitié de ces femmes sont de la catégorie B1.

Tableau 1*: Répartition du personnel actif de la Fonction Publique de l'Etat selon la Catégorie et le sexe en 2018*

Unité : Nombre

Sexe	Masculin		Féminin		Total	
Catégories	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
A	12 591	81,81	2 799	18,19	**15 390**	**28,70**
B2	7 769	63,75	4 417	36,25	**12 186**	**22,73**
B1	2 785	46,61	3 190	53,39	**5 975**	**11,14**
C	4 000	68,32	1 855	31,68	**5 855**	**10,92**
Contractuel	9 735	68,51	4 475	31,49	**14 210**	**26,50**
Total	**36 880**	**68,79**	**16 736**	**31,21**	**53 616**	**100,00**

***Source**: Base de données-DNFPP_2018*

Au regard du tableau ci-dessus, nous constatons que le nombre de personnel actif de sexe masculin bat de très loin celui du sexe féminin et ce constat est valable dans tous les catégories excepté la catégorie B1 avec un taux de 53,39%.

Tableau 2 **:** ***Répartition des agents actifs de la Fonction Publique de l'Etat selon la région et le sexe en 2018***

Unité : Nombre

Régions	Sexe		% femmes	Total
	Hommes	Femmes		
Extérieur	715	402	**35,99**	**1 117**
Kayes	2181	601	**21,60**	**2 782**
Koulikoro	2965	1272	**30,02**	**4 237**
Sikasso	2893	1152	**28,48**	**4 045**
Ségou	2354	821	**25,86**	**3 175**
Mopti	2015	526	**20,70**	**2 541**
Tombouctou	1396	278	**16,61**	**1 674**
Gao	1243	256	**17,08**	**1 499**
Kidal	336	30	**8,20**	**366**
Bamako	20782	11398	**35,42**	**32 180**
Total	**36 880**	**16 736**	**31,21**	**53 616**

Source : *Base de données-DNFPP-2018*

A la lumière du tableau ci-dessus, on peut constater qu'il existe une grande disparité entre les régions pour ce qui concerne le pourcentage d'agents actifs de sexe féminin. Ces taux vont de 8,20% à Kidal à 35,99% pour l'extérieur.

Tableau 3 ***: Nombre de candidats au concours d'entrée à la fonction publique de l'Etat***

Catégories	Inscrits			Présents			Postes ouverts
	Général			Général			Général
	M	F	T	M	F	T	T
A	1 594	502	2 096	1 340	422	1 762	204
B2	3 619	2 906	6 525	3 210	2 605	5 815	324
B1	2 977	11 545	14 522	2 686	10 475	13 161	178
C	4 321	2 214	6 535	3 955	2 023	5 978	178
Total	**12 511**	**17 167**	**29 678**	**11 191**	**15 525**	**26 716**	**884**
% F	**57,84**			**58,11**			

Source : *CNCFP Rapport d'activités -2019*

Tableau 4 : ***Nombre de candidats admis au concours d'entrée à la fonction publique de l'Etat***

Unité : Nombre

Catégorie	Sexe	Centres						Total
		Bamako	Kayes	Sikasso	Ségou	Mopti	Gao	
A	M	132	4	3	8	5	2	154
	F	39	0	0	0	0	0	39
	T	***171***	***4***	***3***	***8***	***5***	***2***	***193***
B2	M	159	5	12	10	3	3	192
	F	116	0	2	5	1	4	128
	T	***275***	***5***	***14***	***15***	***4***	***7***	***320***
B1	M	75	3	0	2	6	1	87
	F	80	3	2	0		3	88
	T	***155***	***6***	***2***	***2***	***6***	***4***	***175***
C	M	87	7	12	12	1	0	119
	F	38	3	4	11	3	0	59
	T	***125***	***10***	***16***	***23***	***4***	***0***	***178***
Total par centre		**726**	**25**	**35**	**48**	**19**	**13**	**866**
% Femme		**37,60**	**24,00**	**22,86**	**33,33**	**21,05**	**53,85**	**36,26**

Source : *CNCFP _Rapport d'activités _2019*

La région de Gao possède le plus de femme admise au concours de la fonction publique courant 2019 avec un taux de 53,85%

*Tableau 5 :**Nombre de candidats valides et personnes en situation de handicap admis au concours d'entrée à la fonction publique de l'Etat***

Unité : Nombre

Candidats	Catégories/Sexe												Total	%
	A			B2			B1			C				
	M	F	T	M	F	T	M	F	T	M	F	T		
Valides	153	39	***192***	191	128	***319***	87	87	***174***	117	59	***176***	**861**	99,42
En situation de handicap	1	0	***1***	1	0	***1***	0	1	***1***	2	0	***2***	**5**	0,58
Total	**154**	**39**	**193**	**192**	**128**	**320**	**87**	**88**	**175**	**119**	**59**	**178**	**866**	**100,00**

Source : CNCFP Rapport d'activités _2019

B. Stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Pour réduire les inégalités liées au Genre dans le secteur de la Fonction publique, le Ministère du Dialogue social, du Travail, et de la Fonction publique a initié, avec le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, un projet intitulé **« Femmes futures (hauts) fonctionnaires du Mali ou 3F-MLI »**.

Le projet est appuyé par le Commissariat au Développement institutionnel (CDI) qui a bénéficié de l'assistance technique et financière du Canada.

Le projet « Femmes futures (hauts) fonctionnaires du Mali ou 3F-MLI » a pour objectif global d'augmenter les chances de succès des femmes aux concours d'entrée à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) pour les neuf (09) corps d'emploi de haut niveau. Il s'agit des Administrateurs civils, Administrateurs du Travail et de la Sécurité Sociale, Conseillers des Affaires Etrangères, Planificateurs, Inspecteurs des Douanes, Inspecteurs des Finances, Inspecteurs des Impôts, Inspecteurs des Services Economiques et Inspecteurs du Trésor.

Il est a noté que les fonds pour l'exécution de ce projet n'ont pu être décaissés à la date d'aujourd'hui.

C. Evaluation des actions genre en 2019

En 2019, les actions genre du département ont été faiblement exécutées. Les tableaux suivant donnent les détails par Programme.

Tableau 6 : Programme 1.012 Administration Générale

Programme 1.012		Références		Evaluation 2019			
Objectifs	Indicateurs et cibles de performance	2017	2018	Prévu	Réel	Écart	Taux en %
		A	B	C	D	E=C-D	F=D/C*100
OBJECTIF1:Préserver et consolider la paix sociale	**Indicateur N°1.3**. Taux d'exécution du programme d'activités genres du département	-	50	80	0	-	0,00

La principale activité programmée par le Comité d'Institutionnalisation Genre à savoir la formation en budgétisation sensible au genre n'a pu se réaliser par manque de ressources financières. Cependant, le Comité à travers sa présidente a participé à plusieurs activités qui concourent à la mise en œuvre de la Politique National Genre (PNG).

Ces activités sont entre autres :

- l'étude de la sous représentativité des femmes dans la Fonction Publique (élaboration des TDR, suivi) ;
- la retraite ONU Femmes et Groupe d'Experts PBSG ;
- l'élaboration de la feuille de route de mise en œuvre du PBSG ;

- le Co-parrainage de la conférence Débat sur le thème « implication des femmes syndicalistes pour l'apaisement du climat social au Mali dans le monde du travail » ;
- l'atelier de haut niveau sur les reformes de la santé ;
- les ateliers d'élaboration de la Politique National de l'Enseignement (en cours).

Tableau 7 : Programme 2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'État

Programme 2.030		Références		Evaluation 2019			
Objectif	Indicateurs et cibles de performance	2017	2018	Prévu	Réel	Écart	Taux en %
		A	B	C	D	E=C-D	F=D/C*100
Objectif 4 : Assurer l'équité genre dans la fonction publique	**Indicateur N°4.1.** Taux d'exécution du programme d'identification des handicapés dans la Fonction publique	-		100	-	-	0,00
	Indicateur N°4.2. Pourcentage de femmes cadre dans la Fonction publique	-	15	35	23,61	11,39	67,45

Faute de financement, l'indicateur 4.1 Taux d'exécution du programme d'identification des handicapés dans la Fonction publique n'a pas évolué. Des démarches sont entreprises auprès de l'Institut National de la Statistique en vue d'identifier tous les agents de la Fonction publique de l'Etat en situation d'handicap.
La base de données de la Direction Nationale de la Fonction Publique et du Personnel, contient 12 582 femmes dont 2 971 de la catégorie A.

Tableau 10 : Programme 2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail.

Programme 2.031		Références		Evaluation 2019			
Objectif	Indicateurs et cibles de performance	2017	2018	Prévu	Réel	Écart	Taux en %
		A	B	C	D	E=C-D	F=D/C*100
OBJECTIF N°3 : Rendre performant les services du travail	**Indicateur N°3.1.** Pourcentage d'Inspecteurs ou de Contrôleurs du Travail formés (dont femmes)	-	41 (60)	40 (25)	34,00 (15,00)	6	85

Au cours de l'année, 33 Inspecteurs et Contrôleurs du travail dont 05 femmes sur un total de 98 ont été formés soit un taux de 34 % dont 15% de femmes.

D. Planification et budgétisation des actions genre

Les trois Programmes du Département mènent des activités genre sensible qui sont évalué par les indicateurs consigné dans le tableau suivant :

Tableau 6: ***Les indicateurs genre sensible du Ministère du Dialogue Social, du Travail et de la Fonction Publique***

Programmes	Objectifs	Indicateurs	Réalisations		Prévisions	
			2018	2019	2020	2021
Programme 1.012	OBJECTIF 1: Préserver et consolider la paix sociale	**Indicateur N°1.3.** Taux d'exécution du programme d'activités genres du département	50,00	0,00	90,00	100
Programme 2.030	Objectif 4 : Assurer l'équité genre dans la fonction publique	**Indicateur 4.2 :** Pourcentage de nouveaux fonctionnaires Femmes en situation de handicap recrutés	-	-	-	5
		Indicateur 4.3 : Pourcentage de femmes catégories « A » dans la Fonction Publique	15,00	23,61	19,00	25,00

Programmes	Objectifs	Indicateurs	Réalisations		Prévisions	
			2018	2019	2020	2021
		d'Etat				
Programme 2.031	OBJECTIF N°2 : S'assurer de l'application de la législation et de la règlementation du travail	**Indicateur N°2.3.** Pourcentage d'Inspecteurs ou de Contrôleurs du Travail formés (dont femmes)	41(60)	34 (15)	45 (30)	50 (35)
	OBJECTIF N°4 : Promouvoir les actions de lutte contre le travail des enfants	**Indicateur N°3.3.**Pourcentage des filles retirées des pires formes de travail des enfants	-	-	-	65,00

Source : MDSTFP/DPPD-PAP 2021-2023

Tableau 7*: Les activités genre sensible du Ministère du Travail et de la Fonction Publique*

Activités	Structures responsables	Coût prévisionnel
Tenue des cadres de concertation sur le genre	Cabinet	10 000 000
Formation des cadres du Département en budgétisation sensible au genre	Cabinet	5 000 000
Renforcement des compétences des gestionnaires des ressources humaines en équité genre	DNFPP	30 000 000
Identification et intégration à titre exceptionnelle des personnes en situation de handicap conformément au quota	CNCFP	10 000 000
Elaboration d'un répertoire des femmes cadres	DNFPP	15 000 000
Tenue des sessions de formation des Inspecteurs ou Contrôleurs du travail	DNT	10 000000
Retrait les enfants des pires formes de travail	CNLTE	17 800 000
Total		**98 800 000**

CONCLUSION :

Le constat général, est qu'il existe toujours un écart important entre les hommes et les femmes surtout au sommet des institutions publiques et politiques. Alors il est important d'avoir une vision commune du concept Egalité Hommes / Femmes et de la Politique Nationale Genre pour bien appréhender toutes les dimensions liées à la représentativité des femmes dans les postes supérieurs et de décision.

4.1.4. MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE

Missions :

Le Ministère de la Communication répond depuis la formation du Gouvernement de la transition (septembre 2020) aux deux ex ministères de la Communication et de l'économie numérique et de la prospective. Ces ex-ministères avaient des missions très succinctes.

Le Ministère de la Communication a pour mission de préparer et de mettre en œuvre la politique nationale dans le domaine de la communication et de l'économie numérique et de la prospective prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines des technologies de l'information, de la poste et de la prospective.

A. Les Enjeux genre

L'inégalité persistante entre hommes et femmes dans les domaines de la communication, de l'information et des nouvelles technologies diminue relativement grâce aux efforts entrepris dans le secteur.

La progression favorable des indicateurs que ce soit pour l'accès à la radio, à la télévision, au
Téléphone et à l'internet, améliore l'image de la femme dans les médias. Des avancées sont notées dans le domaine de l'information et de l'animation qui donne une image de femme élégante et moderne, impliquée dans sa profession, engagée, compétente, égale à ses collègues masculins.

Aussi, dans le domaine de la publicité et les sketchs, les clichés montrant une image négative de la femme s'améliorent, ils montrent de plus en plus les femmes au centre de la décision, participatives, entreprenantes et impliquées.

La modernisation économique et sociale du Mali, à laquelle les femmes prennent une part importante, passera par l'amélioration de l'accès à Internet, un accès encadré des femmes à Internet permet de réelles perspectives d'apprentissage, et d'accès à un nombre particulièrement important de documents pédagogiques.

La répartition des effectifs de la fonction publique d'Etat selon le statut, la catégorie et le sexe du Ministère de la Communication en 2018.

Catégorie	Masculin		Féminin		Total
	Effectif	Pourcentage %	Effectif	Pourcentage %	
Fonctionnaire					
A	17	80,95	4	19,05	21
B2	5	71, 43	2	28, 57	7
B1	0	0	3	100	3
C	1	33,33	2	66,67	3
Contractuel					
	13	68,42	6	31,58	19
Total	**36**	**67,93**	**17**	**32,07**	**53**

B. Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

- La vision sectorielle à long terme est d'accélérer le processus de développement par une utilisation accrue des TIC, grâce à un accès universel aux technologies de l'information et de la communication de qualité.
- L'objectif stratégique consiste à étendre et améliorer la qualité des infrastructures et services de communication et à assurer l'accessibilité de tout citoyen à un moyen de communication à moindre coût les principaux acteurs sont : l'Administration, les PTF, les usagers des infrastructures et moyens de communication existants, les journaux et radios privés, les syndicats et les ONG (Organisations Non Gouvernementales).

Les Partenaires Techniques évoluant dans les TIC sont la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Agence Française de Développement (AFD) avec le projet« Techno ». La Loi sur la Publicité adoptée et sa mise en œuvre entamée pour lutter efficacement contre les clichés dépassés, réducteurs et dégradants qui véhiculent une image négative des femmes.

C. Les mesures spécifiques

a. Les réalisations majeures enregistrées au cours de l'année 2018 ont porté sur la poursuite du désenclavement intérieur et extérieur grâce à des infrastructures et services de communication dans le but d'assurer l'accessibilité de tout citoyen à un moyen de communication à moindre coût.

b. Un cadre juridique propice à la promotion des services privés de communication audiovisuelle est mis en place grâce au vote de la loi relative aux services privés de communication audiovisuelle et ses décrets d'application, l'adoption par l'Assemblée Nationale de la loi sur la publicité.

c. L'année 2018 a aussi été marquée par la poursuite de la connexion à l'Internet des communes et des écoles du Mali réalisées par l'AGETIC la promotion de l'information et de la communication assurée grâce à l'extension de la couverture TV/FM du territoire national et à la réalisation et la diffusion des paquets pédagogiques par l'ANCD.

d. La couverture du territoire national en télévision et en radio a été assurée par l'ORTM.

Conclusions et recommandations :

La démarche de planification et de budgétisation sensible au genre souffre toujours due au retard dans la mise en place du mécanisme de Politique Nationale Genre, de l'insuffisance des données sexo-spécifiques, du faible niveau d'appropriation du concept genre.

Au regard de ces difficultés, il est indispensable :

- d'élaborer le profil genre des dix secteurs identifiés dans la Politique Nationale Genre
- de réaliser la formation sur l'Indice de développement des Inégalités en Afrique
- de former les cadres des départements ministériels en matière de Budgétisation sensible au Genre.

4.2. ACCES EQUITABLE AUX DROITS SOCIAUX (SERVICES SOCIAUX DE BASE)

L'horizon pour l'atteinte des cibles fixées par les ODD est 2030 et nécessitera que le gouvernement, le secteur privé, la société civile et les citoyens agissent de concert tout en intégrant une approche et une dimension genre à tous les niveaux de conception, de gouvernance et d'exécution des politiques et programmes relatifs aux services sociaux de base à travers une approche droit et une approche de budgétisation sensible au genre, les deux approches étant fondamentalement liées.

Dans l'accès aux droits sociaux relatifs aux services sociaux de base les départements ministérielsconcernéssont :

- Ministère de l'Education Nationale
- Ministère de la Santé et du développement Social,
- Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau,
- Ministère des Affaires Foncières, de l'Urbanisme et de l'Habitat,

4.2.1. MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Missions :
Le Ministère de l'Éducation Nationale a pour mission de préparer et de mettre en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'éducation préscolaire et spéciale, de l'enseignement fondamental, de l'enseignement secondaire général, technique ou professionnel, de l'éducation non formelle et l'alphabétisation.

A ce titre, il est compétent pour :
- la réalisation des objectifs de la politique d'éducation pour tous ;
- le développement de l'éducation non-formelle, notamment de l'alphabétisation ;
- le développement de l'enseignement secondaire ;
- le suivi et le contrôle des établissements d'enseignement normal publics ;
- le développement et l'évaluation des connaissances dans l'éducation préscolaire et spéciale et dans l'enseignement fondamental, et dans l'enseignement secondaire général, technique ou professionnel ;
- la délivrance du Diplôme d'Etudes Fondamentales (DEF), du Certificat d'Aptitude Professionnel (CAP), du Brevet de Technicien (BT), du Baccalauréat et des diplômes des Instituts de formation de Maîtres ;
- le développement de l'utilisation des langues nationales ;
- la promotion de l'excellence, de la citoyenneté et du patriotisme au niveau de l'enseignement fondamental et secondaire.

A. Les enjeux genre et gaps à combler

La Politique Genre prend appui sur un ensemble de fondements d'ordre juridique, politique et socioculturel. Elle prend sa légitimité d'un ensemble d'instruments juridiques nationaux, internationaux et africains. La Convention sur l'Elimination de toute forme de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDEF) consacre l'égalité dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Les objectifs de Développement Durable consacrent la promotion de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Il s'agit spécifiquement de :
- **ODD 4 :** Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.
- **ODD 5 :** Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.

Au Mali, la promotion de l'accès équitable et inclusif à une éducation de qualité pour tous est confrontée à des contraintes qui se traduisent par :
- le très faible taux de préscolarisation,
- la faible couverture de l'éducation spéciale,
- les inégalités de genre dans tous les ordres et types d'enseignement,
- les violences physiques subies par les filles,
- la baisse du Taux Brut d'admission surtout dans les années 2011 à 2014,
- les insuffisances dans l'implantation et la gestion des cantines scolaires,
- l'insuffisante prise en compte du volet alphabétisation fonctionnelle et éducation non formelle dans les politiques de développement de l'éducation de base,
- la non scolarisation et la déscolarisation,
- la faible capacité d'accueil dans l'enseignement secondaire (technique, professionnel et général) public,
- la faible proportion des filles au supérieur,
- l'inadéquation entre les capacités d'accueil des Instituts d'Enseignement Supérieur (IES),
- le décalage entre le marché de l'emploi et la formation.

Les différentes politiques en faveur de l'éducation en général et de la promotion de la scolarisation des filles en particulier, ont permis d'enregistrer des résultats significatifs au niveau national, mais l'intégration des questions de genre dans l'éducation constitue encore un défi qui doit être relevé à travers la mise en œuvre du Programme Décennal de Développement de l'Education et de la Formation Professionnelle deuxième génération (PRODEC 2), 2019-2028, adopté en Conseil des Ministres le 5 juin 2019.

En effet, pour l'effectivité de la prise en compte de l'égalité de genre dans le secteur de l'éducation et la formation professionnelle, il faut une volonté politique affichée et l'appropriation par les acteurs à travers la formation, la sensibilisation, l'information et l'éducation en matière de Planification et budgétisation sensible au genre.

Dans le domaine de **l'éducation préscolaire**[18], considérée comme la première étape du parcours éducatif, l'accès à l'éducation préscolaire est très faible au Mali, en 2018-2019 seulement 8.3% des enfants en âge d'aller au préscolaire y accèdent et la couverture est de 7.3%. L'effectif des enfants dans l'enseignement préscolaire est de 142 523 encadrés par 7 751 professionnels dans 2 278 CDPE. Les ratios enfants /encadreurs et enfants/CDPE sont en moyenne respectivement de 18,38 et 62,56.

L'accès au préscolaire a évolué légèrement entre 2014 et 2019 ; le TBA passe de 4,8% à 8,2%. En termes d'évolution régionale, les TBA de Bamako (16,3%), Gao (12,6%), et Kayes (10,4%) sont supérieurs à la moyenne nationale. Les TBA dans les régions de Tombouctou (5,2%), Koulikoro (6.8%) et Sikasso (7,6%) sont inférieurs à la moyenne nationale ;par contre dans les régions de Mopti (4,9%), Ségou (4,9%) et Kidal (0,4%) les TBA sont faible. L'indice de parité fille/garçon sur l'ensemble du pays est passé de 0,9 à 1.

Pendant la période 2013-2014 à 2018-2019, les effectifs ont augmenté de 50.916 enfants pour tous les statuts confondus. Cette tendance pourrait s'expliquer par la mise en place des stratégies de l'Etat et ses partenaires pour le développement de la petite enfance. En termes de statut, le privé couvre plus de 40% de l'effectif total suivi par le communautaire 41,38%.

En termes de préscolarisation des filles, en 2018-2019, les parités sont respectées dans les régions de Ségou (50,46%), Mopti (51,93%), Tombouctou (54,04%), Gao (50,59%), Kayes (51,96%), Koulikoro (51,64%) et Kidal (55,22%). Les autres régions ont plus de 40% de proportion de filles préscolarisées.

Tableau 1 : Evolution de quelques indicateurs de l'Education

N°	Intitulé des indicateurs	Lien/ODD	Valeur de référence	Réalisations			Valeurs cibles
			2016	2017	2018	2019	2019
1	Taux brut de scolarisation (TBS) au fondamental 1	ODD4	69,8%	72,10%	76,5%	79,80%	83%
2	Indice de parité fille/garçon du TBA au fondamental 1	ODD4	0,84	0,85	0,86	0,87	0,88
3	Taux d'Admission au Fondamental 1	ODD4	62,7%	68,70%	76,3%	76,5%	76,8%
4	Ratio élèves-maître (REM) au fondamental 1	ODD4	National 39	42	37	45	<37
			Public : 46	51	53	57	58

***Sources** : "Rapport d'analyse des indicateurs de 2014 à 2019"* **CPS-secteur Education**

Le TBA enregistré en 2019 est légèrement en deçà de la cible prévue mais reste aussi légèrement supérieur à celui de 2018. En dépit de ce gain, nous constatons une couverture scolaire encore en-deçà des attentes au regard de la population scolarisable dans le système ayant l'âge admis. Des stratégies sont développées pour apporter des solutions adaptées à cette contrainte.

Bien que des disparités régionales existent, une évolution favorable est observée sur le plan national, en ce qui concerne le TBS, passant de 69,8% en 2016 à 79,80% en 2019. Malgré cette progression, la cible de 83% en 2019 n'est pas atteinte.

C'est pourquoi, le système éducatif malien s'efforce de garantir l'égalité des chances d'accès à l'éducation, quelles que soient les caractéristiques et les conditions de vie des individus, dans la mesure où celles-ci ne doivent pas être des facteurs discriminants dans la scolarisation. Pour ce faire, il est utile d'identifier les disparités qui existent dans le système, puis d'essayer de comprendre les facteurs qui les expliquent de sorte à examiner les possibilités de les réduire avec les instruments appropriés dans le PRODEC 2.

[18]Suivi des indicateurs du système éducatif de 2013-2014à 2017-2018 P 51-58, Avril 2018.

L'analyse fait ressortir au niveau des écoles publiques du fondamental I, un Ratio élèves-maître (REM) du fondamental 1 qui tend vers la cible 58 en 2019. Pour ce qui est de l'allocation des moyens par rapport au REM, il est apparu que la cohérence dans l'allocation des enseignants dans le 1er cycle du fondamental s'est progressivement dégradée.

En outre, du fait de la crise et de ses implications sur les déplacements des populations et des enseignants, plusieurs des enseignants qui avaient quitté leur milieu de travail pour des raisons de d'insécurité ne sont plus retournés, aggravant ainsi les incohérences évoquées d'avant la crise.

Il est à noter que certaines régions sont plus concernées que d'autres par le problème d'incohérence déterminé par des facteurs autres que le nombre des élèves. Ces disparités sont encore plusmarquées à l'intérieur des Académies d'Enseignement (AE) et notamment entre les Centres d'Animation Pédagogique (CAP), révélant ainsi des déséquilibres non négligeables dans le déploiement des enseignants. Cela signifie que si les enseignants étaient bien répartis au niveau national, le taux d'encadrement se situerait à un niveau satisfaisant.

Par rapport à l'Indice de parité fille/garçon du TBA, on enregistre un gain de 0,1 point chaque année de 2016 à 2019 même si la cible 0,88 n'est pas atteinte, cela démontre une amélioration progressive de cet indicateur grâce à des actions menées par le département avec l'accompagnement de ses partenaires techniques et sociaux.

Tableau 2 : Statistiques des Instituts de Formation des Maîtres (IFM) en 2019-2020.

Indicateurs	Effectif	Hommes	%	Femmes	%
Personnel administratif	266	204	76,69%	62	23,31%
Personnel enseignant	856	779	91,00%	77	9,00%
Achèvement des élèves-maitres de niveau DEF	2438	1676	68,58%	762	31,42%
Achèvement des élèves-maitre de niveau BAC	1513	1115	73,69%	398	26,31%

Source : Rapport DNEN-MENESRS

Le constat général qui se dégage reste la sous représentativité des filles par rapport aux garçons dans l'enseignement normal malgré tous les efforts consentis par l'Etat pour minimiser les disparités filles-garçons dans le système éducatif. L'objectif d'élimination des disparités entre les sexes à tous les niveaux de l'enseignement n'est pas encore atteint dans l'enseignement Normal et demeure à cet effet un enjeu majeur.

B. Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre

Le Ministère en charge de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a mis en place différentes stratégies et mesures dans le but d'améliorer l'accès et les conditions en matière d'éducation des filles. Ces mesures sont davantage renforcées à travers la mise en œuvre du PRODEC 2 notamment à travers son Plan d'Actions Pluriannuel Budgétisé (PAPB) 2019-2022.

En effet, la résorption des disparités dans l'éducation suppose l'atténuation progressive des iniquités de genre et des inégalités géographiques en termes d'accès, de qualité et de gestion. Pour l'atteinte de l'équité (filles/garçons, milieu rural/milieu urbain, enfants issus de milieux défavorisés/enfants issus de milieux favorisés, enfants vivant avec un handicap/ autres enfants), les stratégies suivantes sont envisagées :

(i) l'organisation de campagnes de communication et de sensibilisation sur l'obligation et la gratuité scolaire pour tous sans exclusive ;
(ii) la poursuite de la prise en charge des frais de scolarité, des manuels et des fournitures scolaires surtout pour les enfants des milieux défavorisés ;
(iii) la prise en compte de l'équité du genre dans les constructions et équipements scolaires, et l'allocation des enseignants ;
(iv) l'octroi de primes spéciales aux enseignants affectés dans les zones défavorisées ;

(v) la mise en œuvre d'actions de mobilisation sociale en faveur de l'éducation inclusive et de l'éducation spéciale ;
(vi) l'instauration de récompenses aux filles méritantes et issues de milieux défavorisés, notamment sous la forme de bourses, qui seront attribuées suivant des critères combinant le niveau scolaire de l'élève et le niveau de revenus des parents ;
(vii) l'extension des cantines scolaires, surtout dans les zones défavorisées.

Par ailleurs, la mise en œuvre de la politique nationale de scolarisation des filles (SCOFI) doit permettre d'accélérer la réduction de l'écart entre filles et garçons en matière d'éducation.

C. Evaluation des activités genre N-1 (2019)

Résultats :

Durant l'année 2019, les efforts du Ministère en charge de l'éducation ont permis d'atteindre certains résultats.
Les principaux résultats, mesurés par des indicateurs de performance, se présentent par programme comme suit :

b.1 Programme 2.041 : Développement de l'Education de Base

Objectif N°2 : Créer une dynamique d'accélération de la scolarisation des filles						
Indicateurs de résultats	**Unité**	**Périodes**			**Evaluation 2019**	
		2016	**2017**	**2018**	**Prévisions**	**Réalisations**
2. 1. Taux de scolarisation des filles au fondamental 1	%	60,60	66,10	70,4	88,7	74
2. 2. Pourcentage de femmes enseignantes au fondamental 1	%	27,48	31,12	32	37,00	31,59

D'une manière générale, on observe une amélioration dans la scolarisation des filles qui impacte l'indicateur relatif au pourcentage d'enseignantes. En effet, s'agissant du taux de scolarisation des filles, il est passé de 70,40% en 2018 à 74,00% en 2019, bien que des efforts restent à faire pour l'atteinte de l'objectif fixé. Aussi, le nombre de femmes enseignantes au fondamental a connu une évolution exceptionnelle entre 2017 et 2018. Mais cette tendance se dégrade en 2019.

Tableau II.1 – Exécution financière 2019 par objectifs
En milliers de francs CFA

Objectifs spécifiques	**Exécution financière**			
	Prévu	**Réel**	**Ecart**	**Taux %**
Objectif 2 Créer une dynamique d'accélération de la scolarisation des filles.	3 825 271	2 395 966	1 429 304	60,62
Total	**3 825 270**	**2 395 966**	**1 429 304**	**62,63**

L'écart entre la prévision et la réalisation est dû à la non ouverture de l'ensemble des crédits nécessaires destinés à l'atteinte de l'objectif. Il s'agit également des différentes coupes budgétaires opérées par la Directions Générale du Budget. Ce qui impacte sur le niveau du taux d'exécution.

Tableau II.2 – Exécution financière 2019 par détail.
En milliers de francs CFA

Intitulé de l'activité	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Mise en œuvre de la politique nationale de SCOFI	172 479	97 244	75 235	56,38
Mise en œuvre de la politique nationale de l'ALISCO	1 911 124	910 397	1 000 727	47,64
Amélioration des rendements scolaires	1 741 667	1 288 325	453 342	73,97
Total	**3 825 270**	**2 395 966**	**1 529 004**	**62,63**

L'écart entre la prévision et la réalisation est dû à la non ouverture de l'ensemble des crédits nécessaires destinés à la réalisation des activités. Il s'agit également des différentes coupes budgétaires opérées par la Directions Générale du Budget. Ce qui impacte sur le niveau du taux d'exécution.

b.2 Programme 2.042 : Développement de l'Enseignement Secondaire Général

Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2019	
		2016	2017	2018	Prévisions	Réalisations
Objectif N°1 : Améliorer la qualité des apprentissages au niveau de l'enseignement secondaire général.						
1.1. Taux de réussite au BAC	%	24,33	32,2	28,57	33	24,96
Objectif N°2 : Accroître l'offre de formation au niveau de l'enseignement secondaire général.						
2.2. Ratio élèves/ salle de classe	Ratio	43	40	36	40	65

Le taux de réussite au Baccalauréat (BAC) a connu une hausse successive entre 2016 et 2017 grâce notamment à l'appropriation de l'Approche par Compétences (APC), à la création des Inspections Pédagogiques Régionales de l'Enseignement Secondaire (IPRES) pour le suivi pédagogique et l'impact des efforts dans le cadre du programme d'urgence social du Président de la république pour la période.

Cependant, en 2018-2019 l'on constate un fléchissement du taux de réussite au BAC.

Par ailleurs, l'offre de formation s'accroit en faveur de l'enseignement secondaire général comme en témoigne l'amélioration du ratio élève-salle qui passe 40 à 36 entre 2017 et 2018. Cette situation se renverse en 2019 avec l'augmentation du nombre d'élèves orientés dans les établissements d'enseignement secondaire général, technique et professionnel.

Exécution financière

Tableau II.1 – Exécution financière 2019 par objectifs En milliers de francs CFA

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Objectif 1 Améliorer la qualité des apprentissages au niveau de l'enseignement secondaire général.	15 209 398	16 147 914	938 516	106,17
Objectif 2 Accroître l'offre de formation au niveau de l'enseignement secondaire général.	4 197 731	2 703 076	1 494 655	64,39
Total	**19 407 130**	**18 850 990**	**2 433 171**	**97,13**

L'écart entre la prévision et la réalisation est dû à la non ouverture de l'ensemble des crédits nécessaires destinés à l'atteinte de l'objectif. Il s'agit également des différentes coupes budgétaires opérées par la Directions Générale du Budget.

L'écart positif entre la prévision et la réalisation de l'objectif 1 résulte d'un réaménagement des crédits pour combler l'insuffisance de la dotation.

Tableau II.2 – Exécution financière 2019 par détail

En milliers de francs CFA

Intitulé de l'activité	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Prise en charge des dépenses du personnel	7 981 000	8 190 260	209 260	102.62
Supervision pédagogique et renforcement des capacités des acteurs	985 687	714 715	270 972	72.51
Gestion des demi-courses, frais et fournitures scolaires	6 242 712	7 242 939	1 000 227	116.02
Projet de construction d'équipements de lycées	2 090 000	604 521	1 485 479	28.92
Acquisition d'équipements	2 107 731	2 098 555	9 176	99.56
Total	**19 407 130**	**18 850 990**	**2 975 114**	**97,13**

L'écart entre la prévision et la réalisation est dû à la non ouverture de l'ensemble des crédits nécessaires destinés à la réalisation des activités. Il s'agit également des différentes coupes budgétaires opérées par la Directions Générale du Budget. L'écart positif constaté entre la prévision et la réalisation de certaines activités résulte d'un réaménagement des crédits pour combler l'insuffisance de la dotation de personnel et les frais scolaires et de demi-courses des élèves orientés dans l'enseignement secondaire général. Par contre on constate une faible ouverture de la dotation destinée à la construction et équipement des lycées pour cet ordre d'enseignement ce qui impacte sur le niveau du taux d'exécution.

b.3 Programme 2.043 : Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel

Indicateurs de résultats	Unité	Cycle	Périodes			Evaluation 2019	
			2016	2017	2018	Prévisions	Réalisations
Objectif N°1 : Améliorer la qualité des apprentissages de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel							
1.1 Taux d'admission par examen	**%**	CAP BT	37,43 48,18	46,06 59,16	56,41 69,15	55 60	47,25 50,83
OBJECTIF N° 03 : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC)							
3.2 Pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agrosylvo-pastorales, TIC	**%**		17,75	18,30	22,49	40	30,66

La progression des taux d'admission aux différents examens de l'enseignement technique entre 2016 à 2018 indique une amélioration de la qualité des apprentissages dans ce sous-secteur. Ce taux d'admission a connu une baisse en 2019 suite aux différentes perturbations de l'année scolaire.

En revanche, Malgré une intense campagne de sensibilisation, la fréquentation des filières industrielles, agrosylvopastorales et TIC par les filles reste toujours en deçà des objectifs fixés.

Exécution financière

Tableau II.1 – Exécution financière 2019 par objectifs

En milliers de francs CFA

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Objectif 1 Améliorer la qualité des apprentissages de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel.	37 330 959	43 952 161	6 621 202	117.74
Objectif 3 Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC).	8 140 422	9 860 766	1 720 344	121.13
Total	**45 471 381**	**53 812 927**	**8 341 546**	**118,34**

L'écart entre la prévision et la réalisation est dû à la non ouverture de l'ensemble des crédits nécessaires destinés à l'atteinte de l'objectif. L'écart positif entre la prévision et la réalisation des objectifs résulte d'un réaménagement des crédits pour combler l'insuffisance de la dotation.

Tableau II.2 – Exécution financière 2019 par détail

En milliers de francs CFA

Intitulé de l'activité	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Prise en charge des dépenses du personnel	15 640 212	19 795 824	4 155 612	126.57
Prise en charge des frais scolaires des élèves orientés dans les établissements privés	21 690 747	24 156 337	2 465 590	111.37
Gestion des demi-courses, pension alimentaires des IFP agro-sylvo-pastoraux et fournitures scolaires	8 140 422	9 860 766	1 720 344	121.13
Total	**45 471 381**	**53 812 927**	**8 341 546**	**118,34**

L'écart entre la prévision et la réalisation est dû à la non ouverture de l'ensemble des crédits nécessaires destinés à la réalisation des activités. L'écart positif entre la prévision et la réalisation des activités résulte d'un réaménagement des crédits pour combler l'insuffisance des dotations.

D. Planification et budgétisation des actions genre en 2021.

a) Objectifs, indicateurs et activités.

Au titre de 2021, la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre sera poursuivie, au Ministère l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique à travers trois programmes.

Programme 2.041 : Développement de l'Education de Base

Objectifs	Indicateurs						Activités 2021
	Libellé	Unité	Référence 2019	Cibles			
				2021	2022	2023	
Objectif N°2 : Permettre à tous les enfants en âge scolaire d'accéder à un enseignement de base gratuit et obligatoire	**2. 3 :** Nombre d'adultes Inscrits dans les programmes d'alphabétisation.	Nombre	93 664	100 000	100 000	100 000	2.3.1 Mise en œuvre des activités d'éducation non formelle.
	2. 4 Proportion d'élèves bénéficiaires des cantinesscolaires.	%	6,40	7,70	7,40	7,40	2.4.1 Facilitation de la prise en charge sanitaire des élèves et des enseignants ; 2.4.2 Mise en œuvre du Projet Investissement Secteur Education (Construction des Cantines scolaires).
Objectif N°3 : Renforcer la scolarisation des filles	**3. 1.** Taux d'admission en dernière année du Fondamental 1 pour les Filles.	%	40,60	43,1	49,1	49,1	3.1.1 Mise en œuvre de la politique nationale de la SCOFI.
	3. 2 Taux brut d'Admission des filles au fondamental 1.	%	65,60	68,70	74,2	74,2	

Objectifs	Indicateurs						Activités 2021
	Libellé	Unité	Référence 2019	Cibles			
				2021	2022	2023	
Objectif N°1 : Améliorer la qualité des apprentissages au niveau de l'enseignement secondaire général.	**1.2. :** Pourcentage de redoublants au secondaire général.	%	30,10	28,70	26,00	26,00	1.2.1 Facilitation de la prise en charge sanitaire des élèves et des enseignants ; 1.2.2 Suivi de l'application des normes assignées (encadreur/enseignants) à l'enseignement secondaire général ; 1.2.3 Appui à la réparation des manuels scolaires

Objectif N°2 : Accroitre l'offre de formation au niveau de l'enseignement secondaire général.	**2.1** Nombre de lycées d'enseignement secondaire général publics construits et équipés.	%	1	2	2	2	2.1.1 Acquisition de biens et services pour le fonctionnement des structures ; 2.1.2 Projet 1 Construction Equipement de lycées.
	2.2. Taux brut de scolarisation au secondaire général.	%	15,10	13,40	13,30	13,30	2.2.1 Gestion des demi-bourses des élèves orientés dans les Etablissements Privés ; 2.2.2 Prise en charge des frais scolaires des élèves orientés dans les Etablissements Privés ; 2.2.3 Entretien et réhabilitation des infrastructures au niveau de l'enseignement secondaire général ; 2.2.4 Acquisition d'équipements et fourniture de manuels scolaires pour le secondaire.

<u>Programme n° 2.042</u> : Développement de l'Enseignement Secondaire Général

<u>Programme n°2.043</u> : Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel

Objectifs	**Indicateurs**						**Activités 2021**
	Libellé	**Unité**	**Référence 2019**	**Cibles**			
				2021	**2022**	**2023**	
Objectif N°2 : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agrosylvo-pastorale, TIC).	**2.2** Pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvopastorales, TIC.	%	35	40	45	45	2.2.1 Prise en charge des frais scolaires des élèves orientés dans les Etablissements Privés ; 2.2.2 Acquisition d'équipements et fourniture de manuels scolaires pour le secondaire technique et professionnel ; 2.2.3 Suivi de l'application des normes assignées (encadreur/enseignants) à l'enseignement technique et professionnel ; 2.2.4 Gestion des demi-bourses, pensions alimentaires des IFP Agro-sylvo-pastoraux et fournitures scolaires.

E. Budget genre, programmes stratégiques et effectifs du ministère

Tableau III.1 – Budget genre : Dépenses ciblant l'égalité de genre

En milliers de francs CFA					
Programme/Objectif	**Exécution**	**Budget**	**Prévisions**		
Action					
Détail					
Programme 2.041: Développement de l'Education de Base					
Objectif N°2 : Permettre à tous les enfants en âge scolaire d'accéder à un enseignement de base gratuit et obligatoire					
Action 2 : Enseignement Fondamental					
2.4.1 Facilitation de la prise en charge sanitaire des élèves et des enseignants		59 121	59 121		
2.4.2 Mise en œuvre du Projet Investissement Secteur Education (Construction des Cantines scolaires)		700 000	700 000		
Action 4 : Education Non Formelle					
2.3.1 Mise en œuvre des activités d'éducation non formelle		736 540	736 540		
Objectif N°3 : Renforcer la scolarisation des filles					
Action 2 : Enseignement Fondamental					
3.1.1 Mise en œuvre de la politique nationale de la SCOFI		174 567	224 127		
Programme n° 2.042 : Développement de l'Enseignement Secondaire Général					
Objectif N°1 : Améliorer la qualité des apprentissages au niveau de l'enseignement secondaire général.					
Action 1 : Enseignement Secondaire Général					
1.2.1 Facilitation de la prise en charge sanitaire des élèves et des enseignants		193 820	201 020		
1.2.2 Suivi de l'application des normes assignées (encadreur/enseignants) à l'enseignement secondaire général		162 498	158 498		
1.2.3 Appui à la réparation des manuels scolaires		26 735	26 735		
Objectif N°2 : Accroitre l'offre de formation au niveau de l'enseignement secondaire général.					
Action 1 : Enseignement Secondaire Général					
2.1.1 Acquisition de biens et services pour le fonctionnement des structures		641 875	689 475		
2.1.2 Projet 1 Construction Equipement de lycées		2 000 000	1 200 000		
2.2.1 Gestion des demi-bourses des élèves orientés dans les Etablissements Privés		4 604 443	5 195 863		
2.2.2 Prise en charge des frais scolaires des élèves orientés dans les Etablissements Privés		8 257 340	12 149 884		
2.2.3 Entretien et réhabilitation des infrastructures au niveau de l'enseignement secondaire général		265 899	299 259		
2.2.4 Acquisition d'équipements et fourniture de manuels scolaires pour le secondaire		700 616	1 510 187		
Programme n°2.043 : Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel					
Objectif N°2 : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agrosylvo-pastorale, TIC)					
Action 1 : Enseignement Technique et Professionnel					

En milliers de francs CFA					
Programme/Objectif	**Exécution**	**Budget**	**Prévisions**		
Action					
Détail					
2.2.1 Prise en charge des frais scolaires des élèves orientés dans les Etablissements Privés		24 024 233	22 131 552		
2.2.2 Acquisition d'équipements et fourniture de manuels scolaires pour le secondaire technique et professionnel		218 015	263 015		
2.2.3 Suivi de l'application des normes assignées (encadreur/enseignants) à l'enseignement technique et professionnel		24 439	24 439		
2.2.4 Gestion des demi-bourses, pensions alimentaires des IFP Agro-sylvo-pastoraux et fournitures scolaires		7 593 341	7 181 188		
Total	**xxx**	**50 383 482**	**52 750 903**	**xxx**	**xxx**

Il faut noter dans ce tableau qu'un travail de revue des objectifs, indicateurs et activités a été effectué en 2020 pour mettre en cohérence les activités prévues dans le DPPD-PAP avec celles du PAPB 2019-2022 du PRODEC 2. Ce qui amène une rupture du lien des activités prévues en 2019 avec celles de 2020-2021.

Tableau III.2 - Programmes stratégiques de la budgétisation sensible au genre

En milliers de francs CFA					
	Exécution	**Budget**	**Prévisions**		
	2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Programme 2.041: Développement de l'Education de Base	176 830 894	185 430 084	219 826 794	214 791 666	214 791 666
Programme n° 2.042 : Développement de l'Enseignement Secondaire Général	19 402 393	29 243 603	32 671 072	31 564 573	31 564 573
Programme n°2.043 : Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel	53 736 625	57 959 234	55 693 598	71 953 247	71 953 247
Total	**249 969 912**	**272 632 921**	**308 191 464**	**318 309 486**	**318 309 486**

Le programme 2.041,vise l'amélioration de l'efficacité interne du système et la promotion de l'égalité et de l'équité d'accès à l'éducation pour tous à travers le renforcement des capacités d'accueil au niveau de l'éducation préscolaire et spéciale, la promotion de tous les enfants en âge scolaire d'accéder à un enseignement de base gratuit et obligatoire, le renforcement de la scolarisation des filles et l'amélioration des compétences de base des élèves et des apprenants du système en lecture, écriture et calcul.

Le programme 2.042, vise à faire acquérir aux élèves des connaissances générales, théoriques et pratiques à travers l'amélioration de la qualité des apprentissages et l'accroissement de la formation au niveau de l'enseignement secondaire général.

Le programme 2.043, vise d'une part, à assurer le développement d'un enseignement secondaire technique de qualité et d'un coût abordable en lien avec les besoins de l'économie et d'autre part àaccroître l'offre de formation en développant des alternatives crédibles et attractives en adéquation avec l'auto-entreprenariat et les besoins du marché du travail à travers le renforcement des capacités d'accueil et l'amélioration de l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC).

Tableau III.3 - Effectifs du ministère sexo-désagrégés selon la fonction et la source BCS

Ministère de l'Education Nationale Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	1		**0,00**
2. Secrétariat Général	**99**	**70**	**29**	**29,29**
Secrétaire Général	1	1		0,00
Conseillers Techniques	13	11	2	15,38
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	85	58	27	31,76
3. Cabinet	**12**	**9**	**3**	**25,00**
Chef de Cabinet	1	1		0,00
Chargés de Mission	9	7	2	22,22
Attaché de Cabinet	1	1		0,00
Secrétaire Particulier Ministre	1		1	100,00
4. Services Centraux	**1051**	**718**	**333**	**31,68**
Directions Nationales et services Rattachés				
Directeurs nationaux	26	20	6	23,08
Directeurs nationaux Adjoints	17	4		0,00
Chefs de Division	65	56	9	13,85
Chefs de section	66	45	21	31,82
Chargés de dossier	449	263	186	41,43
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	428	330	111	25,93
4.1. Directions Générales	**82**	**55**	**27**	**32,93**
Directeur Général	2	1	1	50,00
Directeur Général Adjoint	2	2		0,00
Sous-Directeur	9	7	2	22,22
Chefs de Division	15	14	1	6,67
Chefs de section	4	3	1	25,00
Chargés de dossier	24	9	15	62,50
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	26	19	7	26,92
4.2. Personnel EPA	ND	ND	ND	ND
4.3. Personnel EPST	ND	ND	ND	ND
Total	**1245**	**853**	**392**	**31,49**

4.2.2. MINISTERE DE LA SANTE ET DEVELOPPEMENT SOCIAL

Introduction :

La mise en œuvre de la politique de santé et de population adoptée en 1990 a permis une véritable révolution dans les approches communautaires et partenariales pour le développement socio-sanitaire. Elle a jeté les bases de l'opérationnalisation de l'approche sectorielle qui s'est matérialisée à travers la mise en œuvre du Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social (PDDSS) 1998–2007 et les deux programmes quinquennaux de Développement Sanitaire et Social, les PRODESS I et II. L'évaluation de ce PDDSS effectuée en 2011 a révélé :

A) des forces qui se résument essentiellement en
(i) une amélioration modérée et progressive des indicateurs de santé ;
(ii) un progrès important dans l'extension géographique du réseau des CSCom ;
(iii) un renforcement de la responsabilité des acteurs et actrices comprenant une plus grande maitrise du développement du secteur et un renforcement de la solidarité avec l'institutionnalisation de l'assurance maladie obligatoire (AMO), le régime d'assurance médicale (RAMED) et les appuis consentis au développement des mutuelles.

B) des faiblesses en terme
(i) d'insuffisances dans la performance du système de santé et
(ii) d'efforts à faire pour l'accès universel aux soins de santé.

La vision du PDDSS 2014-2023 se décline, comme étant le meilleur état de santé possible pour l'ensemble de la population malienne, en général, et pour les femmes et les enfants, en particulier, à travers un accès universel à des soins de santé de qualité à tous les niveaux de la pyramide sanitaire.

Les fondements, valeurs et principes de cette Vision pour la santé sont basés sur la Constitution du Mali qui reconnaît la santé comme un droit fondamental. L'Etat a, par conséquent, le devoir de définir et mettre en œuvre une politique de santé pertinente et cohérente qui répond aux aspirations légitimes des populations et aux exigences du contexte international

Pour la mise en œuvre des principes et valeurs mentionnés supra et de ses engagements internationaux, le Mali a pris un certain nombre de textes législatifs et a adopté des politiques nationales qui traduisent sa volonté politique en faveur de la santé et de la prise en compte de des questions de Genre dans les politiques de santé. Il s'agit, notamment de :

A. Les enjeux genre /gaps à combler

1. Les enjeux genre

Les efforts déployés par le Gouvernement du Mali avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers ont permis d'améliorer significativement l'état de santé de la mère et de l'enfant. C'est ainsi que[19] le taux de mortalité infanto-juvénile est de 101/1000 en 2018 , le taux de mortalité infantile est de 54/1000 en 2018 et le taux de mortalité maternelle est passé de 368 (2013) à 325 (2018) pour 100.000 naissances vivantes (EDSM VI).

[19] EDSM IV (2006), EDSM V (2012).**77**

En observant les tendances, on peut aisément affirmer que, si des actions vigoureuses et courageuses ne sont pas prises, le rendez-vous pour l'ODD N°03 (Bonne santé et Bien-être) pour les femmes et les enfants ne sera pas respecté même au-delà de 2030.

1.1. Situation Sanitaire

En nous référant au rapport de suivi des ODD 2016-2017, notamment l'ODD N°03 (Bonne santé et Bien-être) et des résultats de l'EDSM VI 2018, il est procédé à une présentation thématique de la situation sanitaire.

a) Mortalité infantile et mortalité juvénile

Les informations sur la mortalité des enfants sont pertinentes pour l'évaluation démographique de la population, et sont considérées comme un indicateur important du développement socio-économique et de la qualité de vie d'un pays. Elles peuvent aussi permettre d'identifier les enfants qui courent des risques élevés de mortalité et de mettre en place des stratégies pour réduire ces risques, comme par exemple, la promotion de l'espacement des naissances.

- **Mortalité infanto-juvénile** : Pour la période des 5 années ayant précédé l'enquête, sur 1 000 naissances vivantes, 101 sont décédées avant d'atteindre leur cinquième anniversaire.
- **Mortalité infantile** : Pour la période des 5 années ayant précédé l'enquête, sur 1 000 enfants nés vivants, 54 sont décédés avant leur premier anniversaire.
- **Variation selon l'intervalle avec la naissance précédente** : Le risque de décès des enfants de moins de 5 ans pour la période des 10 années ayant précédé l'enquête diminue avec l'allongement de la durée de l'intervalle inter génésique, passant de 179 ‰ lorsque la durée est inférieure à 2 ans à 57 ‰ quand elle est d'au moins 4 années.
- **Variation selon le quintile de bien-être économique** : Le risque de mortalité infanto-juvénile diminue du quintile le plus bas (143 ‰) au quintile le plus élevé (57 ‰).
- **Mortalité néonatale** : Globalement, on observe une baisse continue de la mortalité des enfants notamment à partir de 2001. Estimé à 113 ‰ en 2001, le quotient de mortalité infantile est passé à 54 ‰ en 2018. Durant la même période, le quotient de mortalité infanto-juvénile a aussi diminué, passant de 229 ‰ à 101 ‰.

Les risques de mortalité des enfants ont tendance à baisser avec l'acquisition par la mère d'un niveau d'instruction, cela quelle que soit la composante de la mortalité.
Le quotient de mortalité infantile passe de 64 ‰ parmi les enfants dont la mère n'a aucun niveau d'instruction à 57 ‰ parmi ceux dont elle a le niveau primaire et à un minimum de 38 ‰ quand elle a le niveau supérieur.

Il en est de même pour la mortalité infanto-juvénile qui varie respectivement de 120 ‰ à 109 ‰ et à 63 ‰.
Il revient à dire que le rôle de la femme dans les prises de décisions concernant la santé des enfants reste un facteur important d'où la nécessité de la scolarisation des filles, leur maintien à l'école et l'achèvement de leurs cycles d'études.

b) **Santé maternelle**[20]

L'EDSM VI (2018) fait ressortir que :

- Parmi les femmes ayant eu une naissance vivante au cours des 5 années ayant précédé l'enquête, 80 % ont reçu, pour la naissance la plus récente, des soins prénataux dispensés par un prestataire formé ; 43 % ont effectué au moins les quatre visites prénatales recommandées et, dans 36 % des cas, la première visite prénatale a eu lieu au premier trimestre de la grossesse ;
- Pour la moitié des femmes (50 %), la dernière naissance a été protégée contre le tétanos néonatal ;

[20]Rapport Final EDSM VI – 2018 – Page 157

- Parmi les naissances vivantes ayant eu lieu au cours des 5 années ayant précédé l'enquête, 67 % ont eu lieu dans un établissement de santé. À l'opposé, 33 % ont eu lieu à la maison ;
- Parmi les femmes ayant eu une naissance au cours des 2 dernières années, près de six sur dix (56 %) ont reçu des soins postnatals dans les 2 premiers jours après l'accouchement. Cependant, 40 % des femmes n'ont jamais reçu de soins postnatals ;
- Parmi les naissances ayant eu lieu au cours des 2 années avant l'enquête, 42 % n'ont reçu aucun soin postnatal. Dans 54 % des cas, l'état de santé du nouveau-né a été examiné dans les 2 jours qui ont suivi sa naissance.

Selon le rapport de suivi des ODD 2016-2017[21], l'appréciation de la dynamique de la disponibilité ou de la proximité des infrastructures de santé est plutôt stagnante. La part de la population vivant dans un rayon de 5 Km d'un centre de santé fonctionnel garde le même niveau de taux (58%) depuis l'année de référence qu'est 2015. Selon les objectifs du secteur le seuil cible était de 60% en 2017 et 61% de prévision pour 2021.

Les tendances de l'EDSM –VI 2018 montrent que :
- La proportion de naissances qui ont eu lieu dans un établissement de santé a augmenté progressivement, de 38 % en 2001 à 45 % en 2006 puis à 67 % en 2018, pendant que les accouchements à la maison diminuaient sensiblement, passant de 61 % en 2001 à 54 % en 2006 puis à 33 % en 2018.
- Environ deux tiers (67 %) des naissances ont eu lieu avec l'assistance d'un prestataire de santé formé, en majorité les infirmières ou sages-femmes (40 %) et, dans une moindre mesure, les matrones (22 %).

L'accès aux établissements de santé dans les zones rurales est plus difficile que dans les zones urbaines en raison de la distance, de l'inaccessibilité et du manque d'infrastructures appropriées. Globalement, une femme sur trois (33 %) a accouché à la maison au cours des 5 années précédant l'enquête (Tableau 9.5). À l'opposé, les deux tiers (67 %) des naissances ont eu lieu dans un établissement de santé, en majorité dans les établissements du secteur public (63 % contre 4 % dans le secteur privé.

c) Les Vaccinations des enfants

La couverture vaccinale de base chez les enfants de 12-23 mois a augmenté entre 1995-1996 et 2006, passant de 32 % à 48 %. Cependant, cette tendance à l'augmentation ne s'est pas poursuivie puisque en 2018, le pourcentage d'enfants ayant reçu tous les vaccins de base a légèrement diminué et n'est plus que de 45 %. (Graphique 10.2)[22].
La connaissance de l'état des données qui sont les évidences favorise la participation des mères aux instances de planification, de mise en œuvre et de suivi des programmes de santé destinés aux enfants.

d) Le Paludisme[23] :

Les principaux résultats de l'EDSM VI 2018 font ressortir :
- Possession de MII : Neuf ménages sur dix (90 %) disposent au moins d'une MII
- Source d'obtention de moustiquaires : Environ six moustiquaires sur dix (62 %) ont été obtenues lors des campagnes de distribution.
- Accès aux MII : Les trois quarts (75 %) de la population des ménages ont accès à une MII dans le ménage.
- Utilisation de MII : 73 % de la population des ménages avaient dormi sous une MII la nuit avant l'interview.

[21]Rapport de suivi des ODD – 2017-2017
[22]Rapport Final EDSM VI- Page 187
[23]Rapport Final EDSM VI- Page 239

- Utilisation de TPIg : Seulement 28 % des femmes de 15-49 ans ayant eu une naissance vivante au cours des 2 années ayant précédé l'enquête ont déclaré avoir reçu trois ou plus de SP/Fansidar pendant la grossesse de leur dernière naissance vivante.
- Accès aux messages sur le paludisme : Au cours des 6 derniers mois, 51 % des femmes et 51 % des hommes ont entendu ou vu des messages sur le paludisme.

e) Problèmes d'accès aux soins de santé[24]

Selon l'EDSM VI les problèmes d'accès aux soins de santé sur lesquels les populations enquêtées se sentaient concernées sont entre autres :
- Obtenir la permission d'aller chez un médecin (problème lié à position dans la prise de décision) ;
- Avoir l'argent pour des conseils ou un traitement (problème lié au la possession de revenus) ;Distance à l'établissement de santé (problème lié à l'accessibilité physique des structures de santé)Ne pas vouloir aller seule (problème de soutien en accompagnement)

Tableau 9.14 Problèmes d'accès aux soins de santé_[25]
Pourcentage de femmes de 15-49 ans qui ont déclaré qu'elles avaient des problèmes importants d'accès aux soins de santé quand elles étaient malades, par type de problèmes, selon certaines caractéristiques sociodémographiques, EDSM-VI Mali 2018

	Problèmes d'accès aux soins de santé					
Caractéristique Sociodémographique	Obtenir la permission d'aller se faire soigner	Obtenir l'argent pour se faire soigner	Distance jusqu'à l'établissement de santé	Ne veut pas s'y rendre seule	Au moins un problème d'accès aux soins de santé	Effectif de femmes
Groupe d'âges						
15-19	24,2	34,2	25,4	19,7	40,8	2 104
20-34	26,1	39,1	27,7	18,8	45,6	5 511
35-49	30,9	47,7	32,3	22,7	55,2	2 904
Nombre d'enfants vivants						
0	21,0	30,9	23,3	17,7	37,3	2 247
1-2	27,4	38,8	28,2	19,5	46,0	2 947
3-4	26,7	41,3	29,3	20,9	48,2	2 582
5+	32,0	49,5	32,4	21,8	56,0	2 742
État matrimonial						
Célibataire	22,1	31,9	22,3	17,2	37,1	1 678
En union	28,0	41,8	29,5	20,5	49,0	8 567
En rupture d'union	29,9	53,5	34,6	25,4	57,3	274
Emploi dans les 12 derniers mois						
Ne travaillait pas	27,2	39,8	29,1	19,4	45,4	4 401
Travaillait et était payée en argent	26,4	3,8	25,3	17,7	47,4	4 323
Travaillait et n'était pas payée en argent	28,4	43,9	34,6	27,5	51,9	1 795
Résidence						
Bamako	29,0	33,3	17,4	6,6	39,9	1 839
Autres villes	20,9	30,7	17,6	13,6	33,4	926
Ensemble urbain	26,3	32,4	17,5	8,9	37,7 2	765
Rural	27,3	43,4	32,4	24,0	50,7	7 754
Région						
Kayes	26,0	38,6	28,8	21,4	46,6	1 535
Koulikoro	25,9	40,4	30,8	21,2	48,2	2 014
Sikasso	27,5	39,2	22,0	16,0	44,4	1 776
Ségou	20,0	43,9	28,9	16,3	50,8	1 616
Mopti	31,2	43,4	41,3	38,3	48,9	1 047

[24]Rapport Final EDSVI 2018- Page 168
[25]Tableau selon EDSM VI 2018

Tableau 9.14 Problèmes d'accès aux soins de santé_[25]
Pourcentage de femmes de 15-49 ans qui ont déclaré qu'elles avaient des problèmes importants d'accès aux soins de santé quand elles étaient malades, par type de problèmes, selon certaines caractéristiques sociodémographiques, EDSM-VI Mali 2018

Caractéristique Sociodémographique	Problèmes d'accès aux soins de santé					
	Obtenir la permission d'aller se faire soigner	Obtenir l'argent pour se faire soigner	Distance jusqu'à l'établissement de santé	Ne veut pas s'y rendre seule	Au moins un problème d'accès aux soins de santé	Effectif de femmes
Tombouctou	41,4	60,0	49,5	41,1	67,8	387
Gao	31,4	48,5	41,6	40,1	55,9	293
Kidal	17,7	63,9	65,6	61,2	70,4	10
Bamako	29,0	33,3	17,4	6,6	39,9	1 839
Niveau d'instruction						
Aucun	30,1	46,4	33,8	24,0	53,6	6 892
Primaire	24,8	37,4	24,7	18,0	44,6	1 388
Secondaire ou plus	19,0	24,3	14,6	9,2	29,6	2 239
Quintiles de bien-être économique						
Le plus bas	34,6	54,9	45,2	35,3	62,2	1 846
Second	33,6	50,1	40,3	31,0	59,3	1 981
Moyen	27,2	42,1	28,4	20,0	48,6	2 011
Quatrième	21,6	34,8	20,1	13,0	40,5	2 217
Le plus élevé	21,0	25,8	14,1	6,3	31,6	2 465
Ensemble	27,1	40,5	28,5	20,1	47,3	10 19

Il ressort du tableau 9.14 que plus de quatre femmes sur dix (47 %) ont déclaré qu'au moins un des problèmes cités lors de l'interview pouvait constituer un obstacle important pour recevoir un traitement ou un avis médical.
Parmi ces problèmes, obtenir l'argent pour le traitement (41 %) constitue le principal obstacle aux soins de santé le plus fréquemment cité par les femmes.
En dehors de ce problème, près de trois femmes sur dix (29 %) ont cité la distance à l'établissement de santé et pour 27 % des femmes, obtenir la permission d'aller se faire soigner peut constituer un problème quand elles recherchent des soins de santé.

f) **Nutrition des enfants et des femmes :**

Les résultats clés issus de l'EDSM VI montrent que sur le plan de l'état nutritionnel des enfants, trois enfants de moins de 5 ans sur dix (27 %) souffrent de malnutrition chronique ou retard de croissance, 9 % de malnutrition aigüe ou émaciation, 19 % présentent une insuffisance pondérale et 2 % un surpoids.

Au Mali, la prévalence de la malnutrition chronique ou retard de croissance est de 27 % dont 17 % de cas modérés et 10 % de cas sévères chez les enfants de moins de 5 ans. Quant à la malnutrition aigüe ou émaciation, la prévalence est de 9 % dont 3 % de cas sévères. Par ailleurs, environ deux enfants sur dix (19 %) souffrent d'insuffisance pondérale et 2 % présentent un surpoids (Graphique 11.2).[26]

g) Taux de fécondité désiré

Au Mali, si toutes les naissances non désirées étaient évitées, le nombre moyen d'enfants par femme serait de 5,5 enfants au lieu de 6,3 enfants **(Tableau 6.6)**[27]**.**
Les tendances montrent globalement, une baisse de l'Indice Synthétique de Fécondité (ISF), celui-ci étant passé de 7,1 enfants en 1987 à 6,3 enfants en 2018. On note la même tendance à la baisse concernant l'Indice Synthétique de Fécondité Désirée (ISFD) puisqu'il est passé de 6,6 enfants en 1987 à 5,5 enfants en

[26]Rapport Final EDSM VI- Page 212
[27]Rapport Final EDSM VI-Page 113

2018. L'écart entre l'ISF et l'ISFD, qui était demeuré stable entre 1995-1996 et 2006, a diminué entre 2006 et 2018, passant de 0, 6 à 0,8 enfants (Graphique 6.6). Variations par caractéristique

- L'ISFD est plus faible en milieu urbain qu'en milieu rural (4,2 enfants contre 6,0 enfants).
- Les résultats selon la région montrent que l'ISFD varie d'un minimum de 2,6 enfants à Kidal à un maximum de 6,8 enfants à Tombouctou.
- L'ISFD diminue avec la hausse du niveau d'instruction, passant de 6,0 enfants parmi les femmes n'ayant aucun niveau d'instruction à 4,2 enfants parmi celles ayant un niveau d'instruction secondaire ou plus.

On retiendra que l'autonomisation économique de la femme et sa volonté d'expression sont à prendre en compte en matière de détermination des besoins sexospécifiques pour proposer des interventions en relation avec la fécondité et la planification familiale

h) Planification Familiale

En termes de prévalence de la PF, 16 % des femmes utilisaient au moins une méthode contraceptive au moment de l'enquête dont 15 % une méthode moderne et 1 % une méthode traditionnelle. Cette prévalence de la contraception est de 17 % chez les femmes actuellement en union et de 36 % parmi celles qui ne sont pas en union mais qui sont sexuellement actives (Graphique 7.1).

Le niveau d'utilisation de la contraception augmente avec l'augmentation du niveau d'instruction, passant, pour les méthodes modernes, de 14 % parmi celles n'ayant aucun niveau d'instruction à 18 % parmi celles ayant le niveau primaire et à 29 % parmi celles ayant le niveau secondaire ou supérieur.

Des informations sur la prise de décision concernant l'utilisation de la planification familiale ont été collectées auprès des femmes (enquêtées) font ressortir : Parmi les femmes en union qui utilisent actuellement la contraception, la décision d'utilisation est prise, dans 38 % des cas par la femme et le mari/partenaire ensemble. Dans 38 % des cas, c'est principalement la femme qui a pris la décision et dans 23 % des cas, c'est le mari/partenaire. Ainsi, la femme est impliquée dans ce type de décision dans 76 % des cas**. (Tableau 7.12)**

Parmi les femmes en union qui n'utilisent pas actuellement la contraception, on constate que la décision de ne pas utiliser est une décision conjointe dans 14 % des cas. Dans 49 % des cas, la décision est prise principalement par la femme et dans 33 % des cas par le mari/partenaire principalement (Tableau 7.12-).[28]

i) Violences basées sur le genre (VBG)

Ce chapitre porte sur la violence domestique, une forme de violence basée sur le genre. Elle est définie par les Nations Unies comme tout acte de violence pouvant causer aux femmes, aux jeunes filles, aux hommes et aux jeunes garçons un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de libertés.

Les résultats essentiels issus de l'EDSM VI 2018, montrent que :

- Au Mali, 45 % des femmes de 15-49 ans ont subi des actes de violence physique ou sexuelle.
- 27 % des femmes ont déclaré que leur conjoint avait déjà exercé, au moins, 3 des comportements de contrôle cités.
- 49 % des femmes de 15-49 ans en union ou en rupture d'union ont subi à n'importe quel moment des actes de violence conjugales à savoir les violences émotionnelle, physique et/ou sexuelle et parmi celles-ci 33 % ayant subi des actes de violence sexuelle ou physique à un moment quelconque, 33 % ont été blessées ; au cours des 12 derniers mois, ce pourcentage atteint 41 %.
- Parmi les femmes qui ont subi des violences physiques ou sexuelles, 68 % n'ont jamais recherché d'aide et n'en ont jamais parlé à personne, 12 % n'ont jamais recherché d'aide mais en ont parlé à quelqu'un et seulement 19 % ont recherché de l'aide pour mettre fin à cette situation.

[28]**Rapport Final EDSM VI**-2018_ **Tableau 7.12** Prise de décision concernant la planification familiale Parmi les femmes de 15-49 ans, actuellement en union et utilisatrices actuelles de la planification familiale, répartition (en %) en fonction de la personne qui prend la décision d'utiliser la planification familiale; parmi les femmes actuellement en union qui n'utilisent pas actuellement la planification familiale, répartition (en %) en fonction de la personne qui prend la décision de ne pas utiliser la planification familiale, selon certaines caractéristiques sociodémographiques. **Page 129**

Tableau 17.6 Expérience de diverses formes de violences [29]

Âge actuel	Pourcentage de femmes de 15-49 ans qui ont subi diverses formes de violence, selon l'âge actuel, EDSM-VI Mali 2018				Effectif de femmes
	Violence physique seulement	Violence sexuelle seulement	Violence physique et sexuelle	Violence physique ou sexuelle	
15-19	27,0	3,0	6,6	36,6	713
15-17	27,6	3,1	2,2	32,8	387
18-19	26,3	3,0	11,9	41,1	326
20-24	30,9	0,9	12,6	44,5	650
25-29	31,8	2,9	11,8	46,5	730
30-39	34,9	1,0	13,3	49,2	1 121
40-49	37,2	1,4	7,8	46,4	570
Ensemble	32,5	1,8	10,8	45,1	3 784

Les évidences du tableau 17.6 montrent à bien des égards que les VBG doivent être prises en comptes dans la détermination des besoins sexo spécifiques en matière de respects des droits de la femme, d'en tenir compte dans les priorités du développement sanitaire.

1.2. Pouvoir d'action des femmes

Les résultats clés de l'EDSM VI 2018[30], montrent qu'au Mali, il n'est pas courant que les femmes prennent, principalement certaines décisions en niveau du ménage :

- **-Contrôle de l'utilisation de l'argent gagné par la femme** : Dans 83 % des cas, les femmes décident principalement de l'utilisation de l'argent qu'elles gagnent et dans 6 % des cas, cette décision est prise conjointement avec le mari/partenaire.

- **Participation dans la prise de décision dans le ménage** : Le pouvoir de décision d'utiliser son revenu est pour la femme l'un des indicateurs directs de son statut. Ce pouvoir de décision permet d'apprécier son autonomie financière.

En effet, seulement 10 % des femmes participent dans les prises de décisions importantes du ménage, alors que 63 % des femmes n'ont été associées à la prise d'aucune décision ;

Pour leurs propres soins de santé, la décision est prise principalement par l'homme dans 78 % des cas. En matière d'utilisation de leur gain, la quasi-totalité des hommes 97 %, ont déclaré qu'ils décidaient eux-mêmes de l'utilisation de leur revenu ; la femme n'est que rarement (3 % des cas) associée à cette prise de décision.

Quand il s'agit de décision concernant les achats importants pour le ménage, c'est encore l'homme qui décide principalement dans 77 % des cas, la femme n'étant impliquée dans cette décision que dans 20 % des cas. Même s'il décide principalement dans 70 % des cas, on note que l'implication de l'homme dans la prise de décision concernant les visites de la femme à sa famille ou à ses parents est moins importante puisque dans 28 % des cas, la femme est associée à la prise de décision (Graphique 14.4[31]) Page 309

- **Opinion concernant le fait qu'un mari batte sa femme** : Globalement, 79 % des femmes et 47 % des hommes pensent qu'il est justifié qu'un homme batte sa femme pour au moins une des raisons citées. Chez les femmes, le pourcentage de celles qui pensent qu'il est justifié qu'un homme batte sa femme pour, au moins, une des raisons citées passe de 74 % dans le quintile de bien-être économique le plus élevé à 80 % dans celui le plus bas. Chez les hommes, il passe, respectivement, de 27 % à 56.

[29] Rapport Final EDSM-VI Mali 2018 Page 371
[30] Rapport Final EDSM VI - Page 303
[31] Rapport Final EDSM VI Page 309 à 310

Les déterminants directs de cette situation sont :

- L'accessibilité géographique et financière aux services de santé
- La disponibilité et la qualité des services de santé,
- La qualité et fonctionnement du système de référence/évacuation ;
- La santé de la reproduction y compris la Planification familiale ;
- L'état nutritionnel de l'enfant et de la femme enceinte
- La place de la femme et de l'homme dans la prise de décision dans la gestion de la santé communautaire
- Les pesanteurs socio culturelles,
- L'insécurité récurrente sur l'ensemble du pays.

2. Les gaps à combler

2.1 Objectif général :

Réduire le ratio de mortalité maternelle de 325 à 146 pour 100 000 naissances vivantes et le taux de mortalité néonatale de 33 à 20 pour 1 000 naissances vivantes d'ici 2030.

2.1.1 Objectifs spécifiques

→ Rendre disponibles et accessibles les soins obstétricaux et néonataux essentiels dans 100% des structures offrant les services de SR d'ici 2030.

→ Augmenter la disponibilité et l'accessibilité des SONUB de qualité de 36% à 60% des CSCom et des SONUC de qualité dans 100% des structures de référence (CS Réf, EPH) d'ici 2030.

→ Augmenter la prévalence contraceptive de 16% à 30% en 2030 ;

→ Renforcer les capacités des individus, des familles, de la communauté et des collectivités pour l'amélioration de la santé maternelle et néonatale dans 95% des villages en 2030.

2.2.2. Résultats attendus :

R1. La disponibilité et l'accessibilité du paquet de SR/PF et des soins offerts par le système de référence / évacuation sont renforcées ;
R2. Les ressources humaines en matière de SR/PF sont mieux développées ;
R3. L'état nutritionnel des enfants de 0 à 59 mois et des femmes enceintes et allaitantes est amélioré ;
R4. Le changement de comportement nécessaire au niveau des populations en matière de sexualité SR est promu ;
R5. Le système d'information sanitaire en matière de la SR est renforcé ;
R6. La gestion, la coordination, le suivi et l'évaluation sont renforcés.

B. Mesures spécifiques et stratégies pour réduire les inégalités de genre en Santé

Les mesures ou stratégies spécifiques

→ Renforcer l'accès aux soins prénataux et l'assistance à l'accouchement ;
→ Renforcer le système de référence évacuation ;
→ Repositionner la planification familiale dans les activités de la SR ;
→ Préconiser des mesures efficaces visant à éradiquer les violences faites aux femmes et aux enfants ;
→ Lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes.

Au titre des politiques et des stratégies de développement :

- La Politique Sectorielle de la santé, 1990 ;
- La politique nationale de Solidarité, 1993 ;

- La Politique Nationale de Protection de l'Environnement, 1998 ;
- La Politique de Protection Sociale, 2002 ;
- La Politique Nationale de Médecine Traditionnelle, 2005 ;
- La Politique Nationale de l'Eau, 2006 ;
- La Politique Nationale Genre, novembre 2010 ;
- La politique Nationale de Développement des Ressources Humaines pour la Santé en 2009 ;
- La Politique Nationale pour l'Abandon de la Pratique de l'Excision en 2010 ;
- La politique nationale de recherche ;
- Politique Nationale de Nutrition (PNN)
- Le Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social 2014-2023 et son programme (PRODESS)
- Le Plan Décennal de Développement de l'Autonomisation de la femme, de l'Enfant et de la Famille (2020 - 2029 et son PRODAFFE 2020-2024

Au titre des Lois

- La Loi n°02-044 du 24 juin 2002 relative à la santé de la reproduction ;
- La Loi n°02- 049 du 22 juillet 2002 portant Loi d'Orientation sur la Santé ;
- La Loi 02-050 du 22 juillet 2002 portant Loi hospitalière ;
- La Loi n°06-028 du 29 Juin 2006 fixant les règles relatives à la prévention, à la prise en charge et au contrôle du VIH/SIDA ;
- La loi N°2015- 052 du 18 décembre 2025 instituant des mesures pour promouvoir l'accès aux instances nominatives et électives et son décret d'application (décret N°2016-0909 du 16 décembre 2016 ;
- Les conventions communautaires dans le cadre de l'abandon de la pratique de l'excision.

La prise en compte de la question de l'équité entre les sexes reste dans la pratique très limitée malgré les tentatives entreprises par la Direction Nationale des Collectivités Territoriales et les collectivités territoriales elles-mêmes pour l'intégrer.

L'attention semble s'être focalisée sur les quelques femmes élues comme maire ou conseiller, alors que la décentralisation est une opportunité inédite pour faire progresser un développement motivant. En plus, l'intégration des données du MFPFE dans le système d'information socio-sanitaire reste un défi majeur à relever.

Le nouveau PDDSS 2014 à 2023 a pour but de corriger les insuffisances constatées dans la mise en œuvre du précédent PDDSS. Il est l'instrument de mise en œuvre de la Politique Nationale de Santé consacrée par la Loi N°02- 049 du 22 juillet 2002, portant Loi d'Orientation sur la Santé. Le présent PDDSS est désormais, le document de référence nationale pour toutes les interventions dans le secteur de la santé et de l'Hygiène Publique, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord, de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

Quelques grandes réalisations en 2019 dans le cadre de la réduction de la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile

Tableau n° 1 : Disponibilité et utilisation des services de santé de la reproduction

INDICATEURS	Situation	Réalisation		Prévision
	2017	2018	2019	2019
Taux Consultation Prénatale (CPN) 4ème visite	21,32%	23,88%	27%	30%
Taux d'accouchements assistés par du personnel qualifié	32,08%	38,14%	42%	50%
Taux de prévalence contraceptive	20,01%	20,87%	14,3%	20%
Taux de disponibilité et d'accessibilité des SONUB de qualité au niveau des CSCOM	24,60%	28,4	83,66	85%

INDICATEURS	Situation	Réalisation		Prévision
	2017	2018	2019	2019
Taux de césarienne	2,7%	3,6%	4%	5,0%
Structures offrant les SONUC	79	88	86	95
Structures offrant les SONUB	347	445	493	668

Source : rapport d'activités DGSHP et DHIS2

85

Les résultats obtenus en 2019 relatifs aux activités de sensibilisation en faveur de la santé de la reproduction sont satisfaisants ; deux ont dépassé leurs cibles et les autres ont atteint aux moins un taux de réalisation d'au moins 90%été atteintes pour deux indicateurs sur 5.

De 2017 à 2019, les efforts fournis par les services ont permis une augmentation progressive du nombre de femmes et d'adolescents sensibilisés et informés sur la planification familiale.

Tableau n° 2 : Bilan des activités de sensibilisation sur les services de santé de reproduction

INDICATEURS	Réalisation			Prévision
	2017	2018	2019	2019
Femmes (15-49 ans) informées et sensibilisées sur l'importance de la CPN	4500	0	4 500	4 950
Femmes (15-49 ans) informées et sensibilisées sur les SONE	23300	0	23 300	25 630
Femmes (15-49 ans) sensibilisées sur la PF	25 082	158 862	125 082	50 000
Adolescents (14-18 ans) sensibilisés sur la PF	67 362	69 765	69 865	70 000
Femmes (15-49 ans) ayant bénéficié de la DBC dans les centres d'autopromotion et maisons de la femme	31593	24 308	31593	12375

La prise en charge des enfants victimes de violences identifiés a été effectuée à 100% soit 1848 enfants (1145 garçons et 703 filles) référencés ont bénéficié d'appui alimentaire, vestimentaire, médical et psychologique. Cette performance est due aux efforts déployés par l'Etat et ses partenaires. Quant à la fonctionnalité des comités de Lutte contre les pratiques néfastes, quatre (04) rencontres statuaires du Comité National pour Abandon des Pratiques Néfastes ont été tenues.

Concernant la sensibilisation sur les méfaits du mariage précoce, 4985 adolescents sensibilisés en 2019, soit un taux de réalisation de 87,63% contre 90,55% en 2018. Cette performance est due aux efforts consentis par l'Etat et ses partenaires compte tenu de l'importance de la thématique et de l'ampleur du phénomène.

Les indicateurs de performances de la prise en charge de la malnutrition aigüe :

Tableau 3 : Admissions MAG chez les enfants de 6 – 59 mois en 2019 :

REGIONS	MAM	MAS	MAG	Proportion MAS	Proportion MAG par région
Bamako	5 940	7 119	13 059	55%	5%
Gao	20 715	12 942	33 657	38%	12%
Kayes	21 130	19 614	40 744	48%	15%
Kidal	882	712	1 594	45%	1%
Koulikoro	12 438	17 232	29 670	58%	11%
Ménaka	2 134	1 969	4 103	48%	1%
Mopti	26 878	29 429	56 307	52%	20%
Sikasso	10 981	20 277	31 258	65%	11%
Ségou	6 991	20 471	27 462	75%	10%
Taoudénit	1 662	1 335	2 997	45%	1%
Tombouctou	20 581	15 585	36 166	43%	13%
Total	**130 332**	**146 685**	**277 017**	**53%**	**100%**

86

Commentaire :

Au regard de la période d'admission de la malnutrition aigüe globale, la région de Mopti vient en tête (26 878 cas), suivi de Kayes (21130 cas) et de Gao (20715 cas).

Tableau 4 : Indicateurs de performance MAS avec complications :

REGIONS	Taux de guérison MAS avec Complications	Taux de décès MAS avec complications	Taux d'abandon MAS avec complications
Bamako	92,7	6	1,3
Gao	95,4	4,1	0,53
Kayes	95	4,4	0,66
Kidal	89,5	5,3	5,3
Koulikoro	95,1	3,7	1,2
Ménaka	92,3	3,9	3,9
Mopti	94,2	5	0,79
Sikasso	93,6	5,9	0,49
Ségou	95,2	4,2	0,63
Taoudéni	N/A	N/A	N/A
Tombouctou	90,8	6,3	2,8
Total	**94,2**	**5**	**0,83**

Taoudéni ne dispose pas d'URENI pour la prise en charge des cas de MAS.

Un taux de guérison de MAS avec complication de 94,2% a été enregistré en 2019 avec un taux de décès de 5% et un taux d'abandon de 0,83%.

Ces indicateurs sont très satisfaisants par rapport aux normes OMS *(taux de guéris MAS supérieur à 75% ; le taux de létalité pour MAS inférieur 10 % et le taux d'abandon inférieur à 15%)*.

Tableau 5 : Indicateurs de performance MAS sans complications au Mali en 2019			
Organisation unit / Data	Taux de guérison MAS sans Complications	Taux de décès MAS sans complications	Taux d'abandon MAS sans complications
Bamako	93,3	0,25	6,5
Gao	97	0,09	3
Kayes	92,4	0,25	7,3
Kidal	94,2	0	5,8
Koulikoro	94,4	0,14	5,4
Ménaka	89,1	0	10,9
Mopti	92,1	0,07	7,8
Sikasso	88,6	0,4	11
Ségou	90,1	0,28	9,6
Taoudénit	95,5	0	4,5
Tombouctou	94,1	0,17	5,7
Total	92,4	0,19	7,4

Nous enregistrons un taux de guérison de MAS sans complication de 92,4% en 2019 avec un taux d'abandon de 7,4%. Les taux d´abandon les plus élevés sont observés dans les régions de Sikasso (11%) Ménaka (10,9%) et Ségou (9,6%).

Toutes les régions ont pu obtenir des scores de performance conformes aux normes en la matière ***(taux de guéris MAS doit être supérieur à 75% ; le taux de létalité pour MAS doit être inférieur 3% et le taux d'abandon doit être inférieur à 15%)***.

Tableau 6 : Indicateurs de performance MAM en 2019.

REGION	Taux de guérison MAM	Taux de décès MAM	Taux d'abandon MAM
Bamako	94,3	0	5,7
Gao	89,1	0	10,9
Kayes	89,1	0,01	10,9
Kidal	90,4	0,08	9,6
Koulikoro	82,5	0,01	17,5
Ménaka	71,8	0,05	28,1
Mopti	90,3	0	9,7
Sikasso	82,5	0	17,5
Ségou	80,7	0	19,3
Taoudénit	94,1	0,06	5,9
Tombouctou	92,5	0,01	7,4
Total	**88,3**	**0,01**	**11,7**

Nous enregistrons un taux de guérison de MAM 88,3% en 2019 avec un taux de décès et un taux d'abandon de 11,7%.

Les régions de Ménaka (28,1%), Ségou (19,3%) Koulikoro (17,5%) et Sikasso (17,5%) ont enregistré des taux d'abandon supérieurs aux normes OMS (inférieur à 15%). Ces abandons s´expliqueraient par, entre autres, l'insuffisance ou des ruptures en intrants MAM.

Les objectifs pour les indicateurs de réduction de la mortalité liée au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans du PRODESS III et la possession de MILD pour les femmes enceintes au cours de la CPN n'ont été atteints. La proportion de décès attribuables au paludisme était de 58% contre 20 % de prévision. En ce qui concerne les femmes enceintes, 61% de celles qui ont été vues en CPN ont reçu une MILD pour une prévision 95% (tableau 8). Cette faible couverture en MILD des femmes enceintes lors des CPN s'expliquerait par la rupture en stock de MILD de routine que le pays a connu au 2ème semestre de l'année.

Tableau n° 7 : Situation des indicateurs de lutte contre le paludisme

INDICATEURS	Réalisation			Prévision
	2017	2018	2019	2019
Proportion de décès attribuables au paludisme parmi les enfants de 0-5 ans atteints de paludisme vus dans les formations sanitaires	34,99%	41,66%	58,5%	20%
Proportion de femmes enceintes ayant reçu de moustiquaire imprégnée	79,40%	72.7%	61,2%	95%

Source : Rapport d'activités DGSHP

Tableau n° 8 : Couverture vaccinale des enfants de moins d'un an en VAR et en pentavalent 3

INDICATEURS	Réalisation			Prévision
	2017	2018	2019	2019
Taux de couverture vaccinale des enfants de moins d'un an en Penta-3	89%	95%	97%	95%
Taux de couverture VAR	87%	92%	95%	93%

Source DHIS2

Les objectifs pour les indicateurs de réduction de la mortalité liée au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans du PRODESS III et la possession de MILD pour les femmes enceintes au cours de la CPN n'ont été atteints. La proportion de décès attribuables au paludisme était de 58% contre 20 % de prévision. En ce qui concerne les femmes enceintes, 61% de celles qui ont été vues en CPN ont reçu une MILD pour une prévision 95% (tableau 8). Cette faible couverture en MILD des femmes enceintes lors des CPN s'expliquerait par la rupture en stock de MILD de routine que le pays a connu au 2ème semestre de l'année.

Le pays dispose de 1115 sites PTME dont 889 sont fonctionnels et de 178 sites de diagnostic précoce.

En 2019, le nombre de femmes enceintes testées était de **278120** avec **1323** cas positifs soit une prévalence de 0,47% contre 365 602 femmes testées avec 1673 de cas positifs soit une prévalence de 0,46% en 2018.

Tableau n° 9 : Répartition des indicateurs de la PTME

Région	Nbre de FE reçues en CPN1	Nbre de FE testées (y compris les FE testées en salle de travail)	Nbre de FE testées VIH+	Prévalence FE VIH+
Bamako	98892	77 115	465	0,60%
Gao	24097	10 696	4	0,03%
Kayes	39 357	35 360	155	0,43
Kidal	0	0	0	0
Koulikoro	104 145	40 822	247	0,60%
Ménaka	2312	414	1	0,24%
Mopti	82506	42 256	84	0, 19%
Sikasso	72876	34 252	225	0,65%
Ségou	43946	27 765	110	0, 39%
Taoudéni	0	0	0	0
Tombouctou	18 676	9440	32	0,33%
TOTAL	**486807**	**278120**	**1323**	**0,47%**

Source : Rapport CSLS/MSAS

Au cours de l'année 2019, sur les **1 323** femmes enceintes dépistées séropositives, **1165** VIH+ ont pu bénéficier le traitement ARV soit 88%. La proportion de femmes enceintes séropositives n'ayant pas pu avoir d'ARV (**13%)**.

Tableau n° 10 : Couverture en ARV pour les femmes enceintes séropositives

Région	Nombre de femmes testées VIH+	Nombre de FE sous ARV pour la prophylaxie	Nombre de FE n'ayant reçu aucun ARV	Nombre de FE ayant débuté la grossesse sous ARV	Nombre total de FE sous ARV
Bamako	465	473	12	278	751
Gao	4	2	0	2	4
Kayes	155	135	20	65	200
Kidal			0		0
Koulikoro	247	192	55	72	264
Ménaka	1	1	0	0	0
Mopti	84	71	13	28	99
Sikasso	225	185	40	62	247
Ségou	110	84	26	30	114
Taoudéni	0	0	0	0	0
Tombouctou	32	22	10	5	27
TOTAL	**1323**	**1165**	**176**	**542**	**1706**

Source : Rapport CSLS/MSAS

En 2019, dans le cadre des séances d'IEC sur les maladies transmissibles telles que les IST, le VIH et l'hépatite, sur une prévision de 78 000 adolescents 74 500 ont bénéficié de séances IEC, soit un taux de réalisation de 95,51% contre 95,39% contre en 2018.

Le taux d'encadrement de filles migrantes par les structures ayant intégré dans leur programme la lutte contre le VIH/SIDA est de 88,88% contre 93,75% en 2018.

Tableau n° 11 : Accessibilité géographique aux services de santé, d'utilisation des soins curatifs

INDICATEURS	Réalisation			Prévision
	2017	2018	2019	2019
Taux de couverture géographique en services de santé dans un rayon de 5 km	58, 12%	57%	58,4%	61%
Taux d'utilisation des services (nouveaux consultants /habitant / an)	0,39	0,43	0,45	0.42

Source : Annuaire SNIS

Selon le graphique n°4, la proportion moyenne des consultants référés a progressivement augmenté entre 2017 et 2019 en passant de 16,9% à 23,5%. Le CHU-CNOS avec un taux de 99% enregistre le taux le plus élevé en 2019 contre 0% enregistré par le CHU-IOTA.

II-2 Programmation des actions 2021 :

La mise en œuvre de la politique de Santé de la Reproduction (SR) est faite à travers un certain nombre de programmes et projets qui ciblent les enjeux ; il s'agit : de la Sous-Direction santé de la reproduction de la DGS, la Sous-Direction la nutrition, le PADSS II dans la région de Mopti, le projet Santé de la reproduction dans la région de Kayes sur financement Espagnol, l'appui à la SR sur financement Canadien.

(En millier de franc CFA)

Code Economique	DESIGNATION	MONTANT 2021
66-9-2-02	Solde et accessoires besoin nouveaux	2.062.714
64-5-2-07	subvention aux organismes publics (Prog.SIDA)	574.615
64-5-2-17	subvention aux organismes publics (Santé de réproduct°)	102.300
64-5-2-08	Subvention aux organismes publics (Prog. Palu)	708 165
64-3-1-16	subvention aux organismes publics (lutte contre la maladie)	361 520
64-5-2-09	Subvention césarienne	847.742
64-5-2-03	Subvention femmes cancéreuses	274 213
64-5-2-14	Lutte contre Palu.malnutrit° promot° Hygiène	306 298
60-1-2-01	Achats Médicaments	3.468.698
60-1-2-02	Achats Vaccins	3.510.802
60-1-2-10	Achat Médicaments (ATPE)	600 000
TOTAL BUDGET ORDINAIRE		**12 817 067**

Le mécanisme de suivi-évaluation mis en place

Le programme sera suivi selon le cycle de planification annuelle, la CPS coordonnera le processus de suivi en collaboration avec les autres structures d'exécution du programme. La DGS assurera le suivi quotidien et aura un rôle important dans la fourniture des informations sur les résultats du programme qui seront analysés et discutés pendant les revues annuelles (Conseil de Gestion, Comité Régional d'Orientation de Coordination et d'Evaluation du PRODESS, les Journées d'Evaluation et Programmation des Structures Centrales et de Coordinations, le Comité Technique et Comité de suivi).

Dans le cadre de l'harmonisation, le PRODESS est soumis à un audit conjoint pour l'ensemble du programme opérationnel annuel sous la responsabilité du Comité technique.

Conclusions et recommandations

La budgétisation sensible au genre vient conforter le Ministère de la Santé dans la mise en œuvre de sa politique de santé axée sur la réduction de la mortalité maternelle, néonatale et infanto- juvénile.

Toutefois, le succès de la mise en œuvre de cette politique dépendra de l'implication de l'ensemble des acteurs et de l'accompagnement particulier des services techniques du Ministère de l'Economie et des Finances.

4.2.3. MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

Missions

Les missions du Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau intègrent depuis septembre 2020 le volet MINES. Dans ce rapport, ne sont concernés que le volet ENERGIE ET EAU. Il s'agit de façon générique de préparer et mettre en œuvre la politique nationale dans le domaine énergétique et dans le domaine du développement et de la gestion de l'eau. A ce titre, elle consiste à :

- la mise en valeur des ressources énergétiques et la réalisation des infrastructures y afférentes ;
- le suivi et le contrôle de la production, du transport et de la distribution de l'énergie ;
- le renforcement du réseau électrique et de la desserte nationale en énergie ;
- le développement des énergies conventionnelles, nouvelles ou renouvelables ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles applicables en matière d'exploitation et de gestion des ressources énergétiques et hydrauliques ;
- la réalisation d'études portant sur des travaux d'aménagement des cours d'eau ;
- le développement de l'accès des populations à l'eau potable ;
- la maitrise et l'économie d'énergie ;
- la promotion de la sureté radiologique et de la sécurité des sources radioactives et des équipements associés sur le territoire national.

A. Les enjeux genre

Au Mali, les secteurs de l'Energie et de l'Eau ont deux défis principaux à relever en lien avec les Objectifs de développement durable (ODD) n° 6 (eau propre et assainissement) et n° 7 (énergie propre et d'un coût abordable), parmi les 17 également nommés Objectifs mondiaux, qui traduisent un appel mondial à œuvrer pour éradiquer la pauvreté, protéger la Planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité. L'horizon pour l'atteinte des cibles fixées par les ODD est 2030 et nécessitera que les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les citoyens agissent de concert tout en intégrant une approche et une dimension genre à tous les niveaux de conception, de gouvernance et d'exécution.

Le Ministère de l'Energie et de l'Eau, à travers l'ensemble de ses structures techniques et opérationnelles, conformément aux axes prioritaires du Cadre pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD), intègre parfaitement ces enjeux mondiaux et nationaux dans toute sa logique de gouvernance et d'action afin de permettre un développement équitable et durable des secteurs de l'accès à l'énergie propre et à l'eau potable.

C'est pourquoi, tous les efforts à déployer doivent contribuer à un accès universel des hommes et des femmes aux sources d'énergie propres et abordables et à l'eau potable pour les usages domestiques et économiques.

Ces avancées devront contribuer significativement non seulement au bien-être familial par l'allègement de la charge de travail des femmes et l'amélioration des revenus par l'auto emploi mais aussi au développement économique et social national par l'implication de tous les genres aux activités productives.

Cet accès universel à l'électricité et à l'adduction d'eau potable pourra se traduire pour les femmes, les hommes et les jeunes vivant en milieu rural et péri-urbain par :

- L'accès à l'eau potable par le plus grand nombre des populations avec le démarrage de la station de Kabala la facilité d'accès aux soins modernes de santé, aux technologies de communication & d'information et à l'éducation.
- et les projets de branchements sociaux qui seront effectifs en 2019.
- L'amélioration des conditions d'hygiène et de santé des populations par l'accès à l'eau potable ;
- l'allègement des tâches domestiques (cuisine, décorticage et mouture des céréales, broyage de karité, exhaure de l'eau, jardinage, etc..) ;
- la modernisation/développement d'activités génératrices de revenu ;

Le Ministère de l'Energie et de l'Eau compte atteindre tous ces objectifs à travers essentiellement la mise en œuvre du Programme d'urgence Sociale volets Energie et Eau du Président de la République et des projets d'électrification d'Energie Renouvelable (ENR) des différentes agences dédiées (AMADER, AER, ANADEB) ainsi que par l'extension des domaines concédés de EDM, SOMAPEP et SOMAGEP. Dans le but d'intégrer la dimension genre dans la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs du Ministère en matière d'électrification et d'adduction d'eau potable, les services techniques et lesAgences d'exécution du département développent des stratégies spécifiques selon leur domaine d'intervention et les missions que la Loi leur assigne.

B. Les mesures spécifiques

Au niveau du Ministère de l'Energie et de l'Eau, deux directions nationales ont en charge l'effectivité de la mise en œuvre de mesures spécifiques dans le domaine du genre, à savoir : la Direction Nationale de l'Energie et la Direction Nationale de l'Hydraulique.

Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Ces mesures spécifiques sont opérationnalisées essentiellement à travers les nombreuses agences par des projets spécifiques intégrant les spécificités genres liées aux secteurs de l'Energie et de l'Eau.

Dans le cadre de ses missions, l'Inspection de l'Energie et de l'Eau veille à la prise en compte effective de cette dimension genre au niveau de l'ensemble des structures du Département.

Direction nationale de l'énergie (dne) :

La DNE a élaboré la Politique Energétique Nationale (PEN) avec les cadres stratégies et un plans d'action.

Tous ces documents de références donnent une place au genre dans leur mise en œuvre.

La Politique Energétique Nationale (PEN) adoptée en 2006 qui laisse apparaitre une ambition claire affichée pour l'intégration du genre :

Par ailleurs, le Plan d'Action National de l'Energie Renouvelable du Mali (PANER) validé en 2015, fixe à l'horizon 2030 des objectifs comme:

Les projets et programmes exécutés au niveau de la DNE, en veillant à ce qu'il ait une participation active des femmes de l'énergie.

Programme 2 : Développement des ressources énergétiques

Objecti f 1: Satisfaire les besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et à moindre coût						
Indicateurs de résultats	Unité	Réalisations			Evaluation 2019	
		2016	2017	2018	Prévision 2019	Réalisation
1.1. Taux d'accès à l'électricité au niveau national, urbain et rural	%					
National		36,11	39	42	45	48
Urbain		98,52	86	94	89	93
Rural		16	19,39	16,36	22	19,58
1.2. Nombre de nouvelles localités rurales électrifiées.		65	20	30	50	0
OBJECTI 2 : Promouvoir les énergies renouvelables et de substitution						
Indicateurs de résultats	Unité	Réalisations			Evaluation	
		2015	2016	2017	Prévision 2018	Réalisation
2.1. Taux de déploiement des énergies renouvelables.	%	3,9	5	3,9	17	5
2.2. Taux d'accroissement de la consommation du gaz butane.	%	-11,43	30	25,69	20	4,19

Objectifs	Indicateurs						Activités 2019
	Libellé		Réf 2019	CIBLES 2020	2021	2022	
1. Satisfaire les besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et à moindre coût.	1.1. Taux d'accès à l'électricité au niveau national, urbain et rural.	national	48%	44	54	56	1.1.1. Renforcement et extension du réseau de transport et de distribution (Développement du réseau 225 kV, 33 kV, 90 kV.) d'énergie électrique.
		urbain	93%	89	95	99	1.1.2. Poursuite du renforcement des capacités de production (Centrales hydroélectriques, Centrales Solaires) du réseau Interconnecté et des Centres Isolés.
		rural	24,94%	31,23	23	24	1.1.3. Poursuite du raccordement des Centres Isolés au Réseau Interconnecté.
2. Promouvoir les énergies renouvelables et de substitution.	2.1. Taux de pénétration des énergies renouvelables dans le mix énergétique (puissance électrique installée).		5%	6	15	23	2.1.1. Poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de développement des ENR et du plan d'actions y annexé.
							2.1.2. Poursuite du transfert de compétences dans le cadre de la décentralisation en matière de fabrication et d'entretien d'équipements d'ENR.
							2.1.3. Poursuite des installations d'équipements solaires, éoliens et de b–o - énergie en milieu rural et péri-urbain.
	2.2. Taux d'accroissement de la consommation du gaz butane.		30%	30	35	13	2.2.1. Poursuite de la mise en œuvre du plan d'actions gaz butane.

Agence Malienne de Développement de l'Electrification Rurale (AMADER) :

Evaluation des activités genre 2019

Les activités « aspect genre » sont transversales « Projet Systèmes Hybrides d'Electrification Rurale/SHER » /SREP. Les activités genre réalisées en 2019 ont porté essentiellement sur : i) le développement de l'efficacité énergétique ii) la diffusion d'éclairage hors réseau et lanternes solaires (iii) l'extension et densification des mini réseaux d'électrification pour les ménages à faible revenu.

- la formation des femmes en gestion des coopératives, organisation, entreprenariat et comptabilité ;
- la formation sur la manipulation des équipements fonctionnant au gaz et la détection des fuites (fours/séchoirs et réchauds), et (iii) formation en techniques améliorées de transformation, de commercialisation et de labellisation des produits locaux
- la formation les transformatrices bénéficiaires des sites pilotes ont été associées à plusieurs évènements pour la promotion de leurs produits agroalimentaires.
- Diffusion de 10 000 lanternes et les matériels pico-PV correspondants dans les écoles (Bibliothèques solaires) et infrastructures sociocommunautaires :
- 7947 lanternes ont été distribuées dans les écoles (Bibliothèques solaires) et les centres sociocommunautaires des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Gao, Ménaka, Kidal, Tombouctou et Konna dans la région de Mopti ;
- Réalisation de deux (02) bibliothèques (BS) solaires pilotes des localités de Tioriboubou (Région de Koulikoro) et de Djéli (Région de Ségou) : Les deux bibliothèques sont opérationnelles et leur exploitation est suivie par l'AMADER.
- 100 mille lanternes certifiées « LightingAfrica » et les matériels pico-PV correspondants et 10 050 Lanternes Solaires ont été diffusées
- Quatre (04) conventions de distribution ont été signées pour la distribution de 35 000 lanternes solaires (LS).

Le rapport de diffusion est de (51 à 65% de filles par région).

Partenariat AMADER / ONG GERES (Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités) :

- 25 000 foyers en banco en milieu rural dans les cercles de Koutiala, Yorosso, Baraoueli et San ont été distribués et les femmes ont été formées dans la confection de foyers en banco
- du projet SHER à travers le financement partiel du coût des investissements nécessaires à la densification/extension des mini-réseaux.
- le raccordement de 9770 nouveaux ménages aux réseaux et l'installation de 2400 Kits solaires PV individuels.
- une installation intérieure avec 3 lampes LBC et une prise, ce qui équivaut à 36 000 lampes pour 12 000 ménages.
- Les objectifs assignés sont largement atteints voire dépassés. Ainsi sur un objectif de 12 000 branchements assignés, le cumul des réalisations s'établit à 13 689 soit un taux de 112,48%

Perspectives 2019-2020 :

Renforcement des unités pilotes ;

Activités PFG (équipement ces CSCOM et renforcement unités pilotes).	Quantité	Total prévision 2019 en FCFA.
UTC de Simidji et de N'tobougou		
Réfrigérateurs et Congélateurs	4	9 000 000
Réalisation des Forages au niveau des UTC de N'Tobougou et Simidji.	2	30 000 000
Réhabilitation des 02 forages de ces 02 localités.	2	11 000 000
Renforcement du système solaire pour le bon fonctionnement des équipements des UTC (02Thermos et 02 broyeuses électriques, …).		10 650 000
Formations et assistance post – formation des femmes des UTC de Simidji et N'tobougou.		19 350 000
Equipement des centres sociocommunautaires de base notamment les centres de santé communautaire (CSCOM) en matériels économes d'énergie.		326 557 941
Total		395 557 941

- Développement de nouvelles activités genre et mobilisation des ressources pour leur financement ;
- Electrification de 20 villages par Système Solaires PV individuel avec 05 lampes soit 3900 Kits à installer dans les mêmes conditions que la composante GPOBA.

Agence des Energies Renouvelables (AER)

Projet Promotion de la production d'Electricité Durable dans les Zones Rurales du Mali grâce aux Technologies hybrides » (PPDE-ZRHT) (2016- 2020).

En 2019-2020 :

- Electrification de 14 localités par Systèmes Hybrides ;
- Projet Promotion de la production d'Electricité Durable dans les Zones Rurales du Mali grâce aux Technologie hybrides » (PPDE-ZRHT) (2016- 2020) ;
- Projet de réalisation et exploitation d'une centrale photovoltaïque de 33 MWc Ségou ;
- Projet de réalisation et exploitation d'une centrale photovoltaïque de 50 MWc à Kita ;
- Projet de réalisation et exploitation d'une centrale photovoltaïque de 29 MWc à Sikasso ;
- Projet de réalisation et exploitation d'une centrale photovoltaïque de 25 MWc à Koutiala ;
- Projet de réalisation et exploitation d'une centrale photovoltaïque de 40 MWc à Kati ;
- Réalisation d'une centrale de 50 MWc à Fana.

REALISATIONS FAITES DANS LE CADRE DU PARTENARIAT

Période d'exécution du projet 2019

N°	OBJECTIFS

Partenariat AER-Mali /Lutianie, période : 2019

N°	Transfert de connaissances et expériences lituaniennes acquises au Mali par l'installation de technologies d'énergie solaire

Partenariat AER-Mali /PNUD : période 2020

N°	de soutenir les groupements de jeunes producteurs avec des technologies solaires de production dans des localités d'intervention des entités UN présentes à Mopti pour réduire les conflits récurrents et promouvoir le développement socioéconomique. Le matériel comprend pour chaque cercle une moto pompe et une décortiqueuse d'utilisation solaire ainsi qu'il suit

Agence Nationale de Développement des Biocarburants (ANADEB):

Au plan institutionnel, il faut noter l'existence d'une Stratégie Nationale de Développement des Biocarburants sensible au genre. En effet, en cohérence avec les autres politiques et stratégies nationales, cette stratégie prévoit spécifiquement dans le domaine du genre :

- la création de revenu monétaire au profit des femmes et de leurs ménages
- la création des opportunités d'emplois productifs et rémunérés pour les femmes et les jeunes ;
- la protection de l'environnement.
- Au niveau du cadre organique, le personnel féminin représente 21% de l'effectif (4/19) de l'ANADEB ;

Perspectives 2019-2020 :

Le renforcement de la participation des femmes à la mise en œuvre des activités de l'Agence, notamment ;

- La réservation de certaines activités au niveau de la ZAE de Ouaramadiana, au profit des femmes (production de glace, l'agroalimentaire, restaurant, …) ;
- La formation du personnel en genre ;
- La désignation d'un point focal genre au sein de la structure ;
- L'octroi d'équipements de savonnerie aux groupements de femmes pour la production de savons à base de sous-produits du Jatropha (sédiment et tourteau) ;
- La réalisation de biodigesteurs au niveau des ménages et fermes.

Agence Malienne de Radioprotection (AMARAP)

Créée par l'Ordonnance n°02-060/P-RM du 05 juin 2002, l'AMARAP est l'Organisme chargée de la mise en œuvre de la règlementation en matière de radioprotection (Sureté et Sécurité radiologiques et nucléaires) afin d'assurer la protection des personnes et de l'Environnement contre les effets néfastes des radiations ionisantes.

L'AMARAP compte à ce jour 26 agents dont 09 personnels féminins soit 34,61%. Parmi les 09 personnels féminins, 05 sont dans les départements techniques et 04 dans l'administration.

En 2019-2020

Une femme est proposée pour la formation initiale en radioprotection pour une durée de 05 mois en Algérie courant l'année 2018-2019. La formation a pris fin en juillet 2019, les participants maliens ont reçu leur attestation.

Participation du personnel féminin à des formations sur la Sûreté Radiologique et Sécurité Nucléaire. Dans chacun de pays au moins une femme a participé au cours de formation organisé par l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) en collaboration avec les pays hôtes. Il s'agit du Maroc, de la Belgique, de l'Algérie, de la Côte d'Ivoire, du Botswana, de l'Ouganda et de la Tunisie.

D'autres participations féminines sont programmées pour des ateliers et séminaires à l'Etranger au cours de l'année 2019.

L'AMARAP participe au programme de formation des stagiaires APEJ, ainsi dans le cadre dudit programme deux stagiaires féminins ont été accueillies et leur encadrement est en cours.

Par ailleurs, l'AMARAP a entrepris des échanges en vue de la formation/ sensibilisation des médecins ainsi que les sages-femmes pour la protection des travailleurs et des femmes en âge de procréation dans les années à venir.

Laboratoire National des Eaux (LNE)

Le Laboratoire National des Eaux est un Etablissement public à caractère scientifique et technologique, rattaché au Ministère de l'Energie et de l'Eau. Il a pour mission entre autres de déterminer, de gérer et de protéger la qualité des eaux du territoire national.

L'effectif du Laboratoire National des Eaux est de 51 agents dont 18 femmes.

Le Laboratoire National des Eaux est structuré en quatre services et une agence comptable.

- le poste de directeur adjoint est occupé par une femme ;
- sur cinq chefs de service, deux sont occupés par des femmes ;
- sur six chercheurs, cinq sont des femmes.

C. Evaluation des activités genre 2019-2020 :

- Les femmes du Laboratoire National des Eaux sont membres du REMAFPEA (réseau malienne des femmes professionnelles de l'eau et de l'assainissement). et de la FAOD- MALI (Forum des Femmes Actives pour les ODD et L'Emergence)

- Participation au lancement de la troisième édition du Forum des Femmes Actives pour les ODD et L'Emergence-FAODE qui s'est tenue le 23/11/2019 à Paris sous le thème : « L'autonomisation des femmes et des filles, condition préalable pour le développement durable ».

  Le forum était focalisé sur quatre axes de réflexion :

  1. Comment consolider la paix et la sécurité dans les pays en développement en vue d'une autonomisation effective des femmes et des filles ?
  2. Comment canaliser et prendre en compte le savoir- faire et les capacités adaptation des femmes et des filles, et en particulier les rurales pour le développement durable (Smart risks de Jennifer Lent fer) ?
  3. Comment apporter un réel changement dans les vies des populations rurales à travers la méthode de création des valeurs partagées ; Que faire ?
  4. Les femmes et les filles rurales ont des revenus très bas (constations de Bill Gates) comment soutenir leur éducation ?
  5. Le forum a été soutenu par l'ONG Inter-ActionGlobal, New future Fondation, et SENI BéAfrica et les commissions des femmes FAOD Mali

Société Malienne de Gestion de l'eau Potable (SOMAGEP-SA) ;

L'effectif de la SOMAGEP-SA en 2018 est de 1085 Hommes soit 79,02% de l'effectif total contre 288 Femmes soit 20,98 % de l'effectif total. Mêmes dans ces postes commerciaux, soit 41,06% de l'effectif féminin de la SOMAGEP SA

Inspection de l'énergie et de l'eau

L'Inspection de l'Energie et de l'Eau (IEE) est un service central du Ministère de l'Energie et de l'Eau (MEE). Son rôle principal est de contribuer à améliorer la bonne gouvernance au sein du Département et à renforcer le système de gestion des finances publiques. C'est une structure transversale qui couvre les sous-secteurs Eau et Energie.
Le personnel féminin prend une part active à l'ensemble des activités de l'Inspection. Il ne saurait en être autrement eu regard au nombre important d'inspecteurs dames. Les missions de l'IEE sont programmées et exécutées d'une manière inclusive et équitable. Par ailleurs, lors de ses missions d'inspection, l'IEE fait toujours le point sur le nombre du personnel féminin dans les entités inspectées et le note dans ses rapports.

Perspectives 2019-2020

En 2019, l'Inspection de l'Energie et de l'Eau compte 13 agents avec sept (07) personnels féminins dont cinq (05) inspecteurs et deux (02 assistantes), soit plus de la moitié de l'ensemble du personnel.

D. Planification et Budgétisation des actions genre

Les actions en faveur du genre sont mises en œuvre par le programme2 : « Développement des ressources énergétiques ». Il s'agit de :

- satisfaire les besoins énergétiques du pays en qualité et à moindre coût ;
- assurer la promotion des énergies nouvelles et renouvelables par la vulgarisation et la subvention des foyers améliorés, la sensibilisation pour une meilleure utilisation du gaz butane, de l'énergie solaire et du charbon amélioré.

Direction nationale de l'hydraulique (DNH)

Le secteur de l'eau, l'hygiène et assainissement (AEPHA) du Mali est régi par des politiques et cadres stratégiques qui ont été traduits en plans d'actions spécifiques assortis de dates et horizons de mise en œuvre. En effet, le secteur de l'eau, l'assainissement et d'hygiène au Mali est guidé par la Politique nationale de l'eau (2006) ; le code national de l'eau 2002 ; le programme d'urgences d'accès à l'eau potable 2017-2020, la Politique nationale d'assainissement (2009).

La réalisation de projets d'eau et d'assainissement participatifs et sensibles au genre permet non seulement d'augmenter les chances de succès et de pérennité du projet, mais jette également les bases d'une coopération entre les femmes et les hommes, tout en établissant un cadre pour aborder la question des inégalités.

- Promouvoir la participation et valoriser le savoir-faire des locaux, femmes et hommes ;

Les femmes, en tant que principales usagères, doivent être impliquées à tous les niveaux de la gestion de l'eau, y compris dans les associations d'usagers de l'eau (AUE). e, eau et assainissement domestique, énergie, préservation de l'écosystème).

- Intégrer le genre dans l'analyse de la situation de départ et la définition des enjeux ;

La mise en place d'un système de gestion participatif, avec la nomination de 1 femme/1 homme dans les associations d'usagers et parmi les délégués de chaque borne fontaine, n'est réellement efficace que si cette démarche est précédée d'une analyse sensible au genre de la population, conjuguée à un travail de sensibilisation et de formation auprès des différentes composantes du village.

La faiblesse de la participation des femmes renforce la mainmise des hommes sur ces projets ce qui ne permet pas de réunir toutes les conditions pour une gestion transparente de tels ouvrages. Ceci peut générer un désintérêt des autres villageois tant pour la gestion que pour la consommation d'eau, mettant ainsi en péril tout le fonctionnement du système.

- Apporter des compétences en genre aux partenaires et des décideurs ;

Le fait que les femmes soient impliquées dans les projets ne signifie pas automatiquement que les questions de genre soient prises en compte.

En effet, travailler dans une perspective de genre implique d'aborder la question des inégalités entre les hommes et les femmes, de les reconnaître et de chercher à les faire évoluer tout en répondant à différents besoins.

En cas d'urgence, ne pas oublier le genre ;
Enfin, il est essentiel de prendre en compte les besoins spécifiques des femmes et des filles dans la gestion des inondations, car elles comptent parmi les plus exposées lors des catastrophes liées à l'eau.

« Développement des ressources en eau ».

Le taux d'accès à l'eau potable à la date du 31 décembre 2018 est de 68,8% contre 68,0% en 2017au niveau national (Rapports DNH). Selon la cible ODD, le taux d'accès à l'eau potable a été fixé par le Mali à 100% pour l'horizon 2030. L'atteinte de cet objectif demande des efforts importants de la part du Gouvernement du Mali et les partenaires techniques et financiers (PTF) pour l'atteinte des ODD.

En ce qui concerne les disparités, le taux d'accès en milieu urbain est de l'ordre 76,0% en 2018 contre 74,7% en 2017 alors qu'en milieu rural, il est de 65,9% en 2018 contre 65,3% en 2017. S'agissant des couches sociales, 95% des plus riches ont accès à une eau salubre contre seulement 30% des plus pauvres (MICS 2010).

Le Mali s'est engagé à « l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement » d'ici 2030, conformément aux ODD, à la vision Africaine de l'eau et à la déclaration d'E-thikwini en 2008. A cet effet, le Mali a adopté le cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD 2016-2018) qui fait du secteur eau et assainissement une priorité.

Les priorités d'ici 2030 du secteur Assainissement et Eau sont les suivantes :

- Accélérer le taux d'accès à l'eau potable des populations de 2 points en pourcentage par an, soit approximativement 800 000 personnes par an ;
- Accélérer le passage à l'échelle de l'ATPC par l'éradication de la défécation à l'air libre pour 2 millions de personnes.

Pour ce faire, les actions porteront sur le renforcement des capacités des acteurs pour accompagner le processus de décentralisation, l'augmentation et la mobilisation du financement de la part de l'Etat pour les deux sous-secteurs, ainsi que l'amélioration de la coordination du secteur et du système de suivi évaluation.

Ci-dessous les actions genre du Ministère en matière d'Eau réalisées en 2018.

Programme 3 : Développement des ressources en Eau

Objectif 1: Améliorer l'accès à l'eau potable de façon équitable et durable.						
Indicateurs de résultats	**Unité**	**Réalisations**			**Evaluation**	
		2015	**2016**	**2017**	**Prévision 2018**	**Réalisation**
1.1.Améliorer l'accès à l'eau potable de façon équitable et durable.	%	11,7	1,6	1,1	2	1,1
1.2. Pourcentage de centres AEP/AES ayant un contrat suivis par le STEFI.	%	11,4	25,62	25,62	32,70	25
1.3. Taux de réduction du nombre de localités sans EPEM.	%	2,40	4,03	1,3	4,50	1,3
Objectif 4 : Améliorer la qualité du service public de l'eau de façon efficace et efficiente.						
Indicateurs de résultats	**Unité**	**Réalisations**			**Evaluation**	
		2015	**2016**	**2017**	**Prévision 2018**	**Réalisation**
4.1. Pourcentage EPEM réalisés directement par les Collectivités Territoriales.	%	66	74	50,3	30	86
4.2. Taux national d'accès à l'eau potable.	%	65,30	66,90	68,0	70,0	68,8

Il est à signaler que la satisfaction des besoins en eau potable pour les populations se poursuit. Le taux d'accès en milieu rural et péri-urbain n'a pu être réalisé à hauteur de souhait en 2018faute d'investissement conséquent.

La Planification et Budgétisation des actions genre

Les actions en faveur du genre sont mises en œuvre par le programme 3 : « Développement des ressources en eau ». Il s'agit de :

- Satisfaire les besoins en eau potable du pays en qualité et à moindre coût ;
- Assurer la réalisation des points d'adductions eau potable par la généralisation des forages à grand et moyen diamètres dans toutes les localités du Mali.

Programme 3 : Développement des ressources en Eau

	Indicateurs						
	Libellé		Réf	CIBLES			
				2019	2020	2021	
1. Améliorer l'accès à l'eau potable de façon équitable et durable.	1.1. Taux d'accès à l'eau potable.	National	68,8	69,77	70,75	71,75	1.1.1. Programme d'urgences sociales Accès à l'eau potable (Programme urgence AEP en milieu rural).
		Rural	69,9	73,47	77,21	81,15	1.1.2 Projet AEP ville de Bamako à Kabala.
		Urbain	76,0	78,87	81,84	84,93	1.1.3. Aménagement, équipement Laboratoire Nationale des Eaux (Contrat-Plan).
	1.2.Taux de réduction de localités sans EPEM.		1,3	3	3	3	1.2.1. Projet AEP et mesures d'accompagnement centres semi urbain Ruraux.
							1.2.2. Programme Saoudien des Forages, puits et le développement rural en Afrique phase V.
4. Améliorer la qualité du service public de l'eau de façon efficace et efficiente.	4.1. Pourcentage EPEM réalisés directement par les Collectivités Territoriales.		86	63,0	66,0	70,0	4.1.1. Identification et suivi des réalisations d'EPEM au niveau des communes.
	4.2. Pourcentage de centres AEP/AES sous contrat de suivi technique et financier (STEFI).		42,11%	27	28	30	4.2.1. Opérationnalisation du dispositif de suivi technique et financier au niveau des centres AEP/AES.

Tableau A.2 - Programmes stratégiques pour la BSG

Tableau III.1 - Budget genre : Dépenses ciblant l'égalité de genre par ministère/institution

En milliers de francs CFA

Programme/Objectif	Exécution	Budget	
Action			
Détail	**2019**	**2020**	**2023**
2.073 Développement des Ressources Energétiques	32 519 499	50 132 561	
Action 01 Approvisionnement en Energie	5 938 407		
Activité : Collecte et traitement des données énergétiques.	124 581		
Organisation des ateliers sur les activités du secteur, publication et diffusion des données et	42 329		
Prise en charge du personnel.	224 316		
Appui/Cellule de Suivi des Interconnexions.	200 000		
Programme d'Urgence d'Accès à l'énergie.	2 300 000		
Action 02 Promotion des Energies renouvelables	26 276 824		
Activité : Projet Construction Centre National Conduite et Dédoublement Capacité Sotuba	4 000 000		
Contribuer à l'information et à la sensibilisation des promoteurs et des utilisateurs d'équipements d'énergie renouvelables.	50 000		
Recherche et développement dans le domaine des énergies renouvelables.	23 609		
Personnel E.P.A AER-MALI	172 599		
Projet Electrification 32 Localités Rurales par Système Hybride.	200 000		
Mise en œuvre et suivi des activités d'électrification en milieu rural.	324 543		
Mise en œuvre du plan de la promotion de gaz butane.	5 174 000		
Personnel E.P.A	61 408		
Opérationnalisation du programme de suivi-évaluation du sous-secteur des biocarburants.	185 888		
Programme Développement Energie Biocarburant.	250 000		
Action 03 : Sureté Radiologie et sécurité des sources radioactives	304 268		
Activité Personnel E.P.A	87 138		
Sûreté, sécurité nucléaire, radioprotection, autorisations, inspections, carburant, missions, renforcement des capacités.	81 531		
Renforcement de l'Infrastructure Nationale de Radioprotection (Etudes, acquisitions d'équipements, etc.).	200 000		
Suivi dosimétrique des travailleurs.	15 000		
2.074 Développement des Ressources Eau	130 876 109	130 876 109	
Action 01 Approvisionnement en Eau Potable	53 771 479		
Activité : Programme d'Urgences Sociales Accès à l'Eau Potable (AEP Milieu Rural).	2 500 000		
Action 02 Gestion des ressources en eau	25 014 813		
Total			

Programme	Budget				
	2019	2020	2021	2022	2023
2.073 Développement des Ressources Energétiques	300 000	2 200 000	32 519 499	50 132 561	
2.074 Développement des Ressources Eau	144 876 618	130 876 109		144 876 618	

	Budget		Prévisions
Programme/Objectif			
	2019	**2020**	**2023**
Action			
Ministère de l'Energie et de l'Eau			
2.073 Développement des Ressources Energétiques			
Action 1 : Action 01 Approvisionnement en Energie	5 938 407	5 521 969	635 984
Action 02 Promotion des Energies renouvelables	26 276 824	44 293 824	7 793 744
Action 03 Sureté Radiologie et sécurité des sources radioactives	304 268	316 768	232 071
Somme	**32 519 499**	**50 132 561**	**8 661 799**
2.074 Développement des Ressources Eau			
Action 01 Approvisionnement en Eau Potable	53 771 479	57 330 203	
Action 02 Gestion des ressources en eau	25 014 813	21 103 123	1 409 999
Somme	**78 786 292**	**78 433 326**	**1 409 999**
Total			

Tableau : Effectifs sexo-désagrégés selon la fonction et le BCS (source de financement du salaire)

Ministère Energie et Eau Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	01	01	00	
2. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	01	01	00	
Conseillers Techniques	04	04	00	
Personnel Service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	23	17	06	73
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	01	01	00	
Chargés de Mission	04	03	01	25
Attaché de Cabinet	01	01	01	
Secrétaire Particulier Ministre	01	01	00	
4. Services Centraux				
Directions Nationales et services Rattachés				
Directeurs nationaux	03	02	01	
Directeurs nationaux Adjoints	03	03	00	33,33
Chefs de division	13	13	00	
Chef de section				
Chargés de dossier				
Personnel de support (y compris chauffeurs et plantons)	384	273	105	27,34
4.1. Directions Générales	NA			Non Applicable
Total	439	320	124	28,24

4.2.4. MINISTÈRE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

Missions

Le nouveau ministère, créé avec le gouvernement de la Transition (septembre 2020) prend en compte les missions et programmes de deux ex-ministères à savoir :Ministère des domaines et des affaires foncières et Ministère de l'habitat, de l'urbanisme et du logement social. Dans ce présent RG 21 nous prendrons les missions de ces deux ministères ci-dessous même si les données collectées ci-dessous ne reflètent pas les actions prévues dans la Loi des finances 2019.

Le MAFUH a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes dans le domaine des affaires foncières :
- l'élaboration et l'application de la législation domaniale et foncière;
- la détermination des biens du domaine public et privé de l'Etat et des collectivités territoriales et l'étude de toutes les questions relatives àces biens;
- la gestion des biens du domaine de l'Etat;
- le suivi de la gestion des biens du domaine des collectivités territoriales et des autres personnes publiques;
- l'acquisition et l'expropriation des biens immobiliers au profit de l'Etat;
- la location des immeubles de l'Etat au profit des tiers et le contrôle de la location des immeubles au profit de l'Etat;
- l'inventaire des participations de l'Etat dans le capital social de sociétés et le suivi des opérations afférentes à ces participations;
- la gestion du patrimoine immobilier bâti de l'Etat.

Dans le domaine de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Logement Social il est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique nationale dans les domaines de l'Urbanisme, de l'Habitat et du Logement Social, notamment :
- L'élaboration et le suivi de la mise en œuvre des outils de planification dans le domaine de l'Habitat et de l'Urbanisme;
- la promotion d'un développement harmonieux des agglomérations à travers la mise en œuvre d'une politique visant à assurer l'accès du plus grand nombre de maliens à un logement décent;
- l'amélioration de la qualité du logement et de l'habitat;
- la valorisation et la promotion des matériaux locaux de construction;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles relatives à la construction et à l'urbanisme;
- la mise en œuvre de programme de développement des villes et de réhabilitation de quartiers spontanés;
- la réalisation des programmes de logements sociaux en rapport avec le ministre de l'Economie et des Finances;
- l'élaboration et l'application des règles relatives aux conditions d'attribution de logements sociaux;
- la mobilisation des ressources financières pour la réalisation de logements sociaux.

A. Les Enjeux genre et gaps à combler

Globalement il s'agit d'éliminer les contraintes et inégalités qui nuisent au bien-être social et économique de la femme et de la fille à travers, entre autres :
- L'accès à un logement décent et à des titres de propriété au moment des travaux de réhabilitation ou de recasement, la sécurisation foncière,
- L'accès de la femme à la terreà usage d'habitation, commercial ou industriel,

- La prise en compte des femmes chefs de ménage, veuves, divorcées ou mariées dans l'attribution des logements sociaux.

B. **Les Stratégies de réduction d'inégalités liées au genre**

Compte tenu des difficultés liées aux financements de l'habitat, dû d'une part à la faiblesse des moyens financiers de l'Etat, et d'autre part à la réticence par les banques d'investir dans le financement à long terme, cet objectif n'a pas connu une amélioration significative.

C. **Evaluation des activités genre** La PNG est prise en compte le programme budgétaire N°2 : « développement harmonieux des villes et réhabilitation des quartiers précaires ». L'objectif est de faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un grand nombre de personnes.

- Le 4ème Projet Urbain du Mali est déjà en avance en ce qui concerne la prise en compte des femmes. Pour tous les appuis apportés aux collectivités par ce projet, le taux de 50,4% de femmes bénéficiant des avantages est fixé comme indicateur de performance.

Le Ministère a initié et mis en œuvre

Le programme de construction de logements sociaux (commentaire et statistiques),

- Le projet « Villes du Mali sans Bidonvilles » : Concernant ce Projet, des actions ont été menées dans dix (10) villes du Mali. Dans ces Bidonvilles où les conditions de vie et de travail sont très pénibles pour les femmes et leurs enfants, des activités ont été menées pour les sensibiliser et les appuyer à accéder à des titres de propriété au moment des travaux de réhabilitation ou de recasement.

- Le Projet d'Appui aux Communes **Urbaines du Mali (PACUM) (commentaire et statistiques),**

D. Les mesures ou stratégies spécifiques

PROGRAMME N° 2.079 : DEVELOPPEMENT HARMONIEUX DES VILLES ET REHABILITATION DES QUARTIERS PRECAIRES

Objectif N°1 : Faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un plus grand nombre de personnes						
Indicateurs	Unité	Période			2019	
		2016	2017	2018	Prévision	Réalisation
1.1 : Taux de satisfaction des besoins en logements sociaux	%	14	13.4	14	22	-
1. 2 : Pourcentage de femmes bénéficiaires de logements sociaux	%					

Objectif N° 2 : Faciliter l'adhésion des femmes aux coopératives d'habitat						
Indicateurs	Unité	Période			2019	
		2016	2017	2018	Prévision	Réalisation
2.1: Pourcentage de coopérative d'habitat crées par les femmes par rapport au total de coopératives	%	0.4	1.1	1.3	2	-

E. Planification et budgétisation des actions genre Programme 2.079

Les activités genre du département relèvent de l'objectif 3 du programme 2 qui vise à augmenter le nombre de femmes ayant accès aux logements sociaux par l'organisation des femmes en coopératives, la définition d'un quota pour les femmes dans le cadre de la distribution des logements sociaux et la sensibilisation des femmes pour leur adhésion aux coopératives d'habitat.

En conclusion, le Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme continue d'accorder une place privilégiée aux femmes dans l'acquisition des logements sociaux.

Programme 2 : Développement harmonieux des villes et réhabilitation des quartiers précaires

	Indicateurs						
Objectif							**Activité 2020**
	Libellé	**Réf**	**Cibles**				
		2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	
Faciliter l 'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un plus grand nombre de personnes	Pourcentage de femmes bénéficiaires de logements sociaux	42.5%	44%	47%	49%	50%	Evaluation de l'impact du genre dans le processus d'attribution de logements sociaux ;

4.3. ACCES EQUITABLE AUX DROITS ECONOMIQUES ET AUX OPPORTUNITES ECONOMIQUES

La contribution des femmes à la création des richesses et à la valeur ajoutée sur le PIB sont vitales pour l'économie du Mali. Dans les recensements, et dans les statistiques en général, la sous-estimation de la participation des premières et l'omission des secondes entachent la vision des droits économiques des femmes et remettent en cause la fiabilité des apports des femmes dans l'économie nationale.

Dans l'accès aux droits économiques et au opportunités économiques les départements ministériels concernés sont :

- Ministère de l'Agriculture de L'Elevage et de la Pêche,
- Ministère de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement Durable,
- Ministère de La Culture de l'Artisanat et du Tourisme.
- Ministère de l'industrie du Commerce et de la Promotion des Investissements,
- Ministère de l'Economie et des Finances.

4.3.1. MINISTERE DE L'AGRICULTURE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

Missions

Le Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche prépare, élabore et met en œuvre la politique nationale dans le domaine de l'agriculture de l'élevage et de la pêche.
A ce titre, il exerce les attributions suivantes :

- la participation à la promotion du monde rural par la mise en œuvre de mesures tendant à améliorer les conditions de vie des agriculteurs ;
- L'élaboration et la mise en œuvre de mesures visant à accroitre et à diversifier la production agricole, animale et halieutique ;
- L'amélioration des revenus des producteurs/trices par le développement des productions végétales, animales et halieutique
- la réalisation des travaux d'aménagements hydro agricoles, pastorales et halieutiques ainsi que des équipements ruraux ;
- le suivi de la mise en œuvre des programmes de formation et de vulgarisation à l'intention des producteurs ;
- le développement de l'enseignement Agricole et de la recherche agronomique et biotechnologique ;
- la promotion de la qualité des produits agricoles, animales et halieutiques ;
- la protection des végétaux

A. Enjeux-genre et gaps à combler

L'agriculture, l'Elevage et la Pêche constituent l'épine dorsale de l'économie malienne et contribuent de manière significative à l'accroissement du PIB.
La croissance agricole et la réduction de la pauvreté sont étroitement liées car le secteur primaire occupe environ **80%** de la population active, fournit près de **20%** des recettes d'exportations et contribue pour **32,2%** au Produit Intérieur Brut (PIB) du Mali en 2017 réparti comme suit : agriculture vivrière (**12%),** coton (**2,6%),** élevage (**12,4%),** pêche (**2,6%),** exploitation forestière (**2,2%)** et activités extractives **(0,4%)**[32].

Pour faire face aux défis et enjeux et assurer un développement durable, les autorités maliennes ont pris des engagements et des mesures législatives et réglementaires fortes en collaboration avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF).Ces engagements et mesures ci-dessous orientent les interventions publiques dans le secteur du développement rural au Mali :

- La Loi d'Orientation Agricole (**LOA**), Conformément aux dispositions de cette loi, il s'agit de mettre en place, de suivre et d'évaluer périodiquement de façon concrète le dispositif pour octroyerauminimum**10%** des terres aménagées aux groupes vulnérables que sont les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.

- la Politique de Développement Agricole (**PDA**) :La Politique de Développement Agricole (PDA) a pour objectifs généraux: i) la promotion économique et sociale des femmes, des jeunes et des hommes en milieu rural et périurbain ; ii) la souveraineté et la sécurité alimentaires du pays ; iii) la réduction de la pauvreté rurale ; iv) la modernisation de l'agriculture familiale et le développement de l'agro-industrie ; v) la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles ; vi) l'augmentation de la contribution du secteur rural à la croissance économique ; vii)l'aménagement Agricole équilibré et cohérent du territoire ;

  La situation du genre, les défis et enjeux liés aux objectifs du secteur sont articulés autour de la Modernisation des systèmes de productions en tenant compte des principes d'équité en genre ;

- les instruments de sa mise en œuvre (PNISA, SNDR, PoLNSAN, SNDI,AIC,etc.).

[32]CREDD 2019-2023**106**

Les insuffisances observées dans l'élaboration du rapport annuel sur le genre ont porté sur :

- la non prise en compte de la désagrégation de certaines données (quantité de production Agricole par filière, le travail des femmes dans la production Agricole etc.) ;
- le renforcement de capacités institutionnelles en genre du Ministère l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche (mise en place d'une cellule genre au niveau du département) ;
- la prise en compte des besoins des groupes vulnérables (femmes jeunes) lors de la réalisation et la gestion des infrastructures pastorales ;
- le faible niveau d'alphabétisation des femmes évoluant dans les domaines de l'agriculture de l'élevage et de la pêche ;
- les difficultés d'encadrement et de suivi, l'insuffisance du système d'appui conseil des femmes au niveau local due au manque de moyens matériels, financiers et humains ;
- le Programme Annuel de Performance (PAP) n'intègre pas certains indicateurs liés au genre (composante de l'investissement, production et compétitivité, recherche et formation et la sécurité alimentaire) ;
- les objectifs du ministère ne sont pas sensibles aux genres.

En fait, il existe une marge de manœuvre importante pour une meilleure production et productivité agricole. Pour y arriver, il faut notamment un meilleur accès aux intrants (semences sélectionnées, engrais, etc.) ; une plus grande pénétration des équipements plus performants et motorisés qui faciliterait de beaucoup le travail des exploitants agricoles ; et une amélioration du capital humain des agriculteurs, par exemple à travers des formations de vulgarisation agricole s'évertuant entre autres à développer des chaines de valeur agricole et à autonomiser et renforcer les capacités (surtout des femmes) en matière Agricole.

B. Mesures ou stratégies de réduction des inégalités liées au genre :

a)Mesures spécifiques

Le secteur de l'agriculture de l'élevage et de la Pêche est régi par un certain nombre de textes prenant en compte le genre.

- **Niveau de prise en compte du genre dans le développement Agricole**

❖ **Selon la Loi d'Orientation Agricole:**

La politique de développement Agricole vise à assurer la promotion des femmes et des hommes qui vivent du secteur Agricole dans le respect de l'équité, notamment entre les milieux ruraux et urbains. Elle consacre le droit à la sécurité alimentaire pour tous dans le contexte recherché de souveraineté alimentaire. Elle recommande à l'Etat, aux Collectivités Territoriales et à la profession Agricole de:

- Privilégier l'installation des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables comme exploitants Agricoles, notamment en favorisant leur accès aux facteurs de production et par des mécanismes d'appuis techniques ou financiers particuliers ;
- Favoriser l'équité entre les femmes et les hommes en milieu rural, en particulier dans l'exploitation Agricole ;
- iinsérerlesjeunes/femmesdanstouteslesactivitésliéesauxmétiersAgricolesconstitueune priorité de l'Etat et des collectivités locales ;
- veiller à assurer un accès équitable aux ressources foncières Agricoles aux différentes catégories d'exploitants Agricoles et promoteurs d'exploitations Agricoles. Toutefois, des préférences sont accordées aux femmes, aux jeunes et aux groupes déclarés vulnérables dans l'attribution des parcelles au niveau des zones aménagées sur des fonds publics ;
- accorder des subventions spécifiques par l'Etat ou les Collectivités Territoriales dans le cadre des programmes d'installation des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables dans le secteur Agricole ;
- promouvoir une politique de mécanisation Agricole qui vise à l'amélioration de la production et de la

productivité Agricoles. L'Etat facilite l'accès du plus grand nombre d'exploitants Agricoles, notamment les jeunes et les femmes, à la traction animale et à la motorisation ;
- appuyer l'émergence des organisations professionnelles Agricoles, notamment celledefemmesruraleset/oudejeunesrurauxainsiquelacréationd'organisations interprofessionnelles.

- **Selon la Politique Foncière Agricole du Mali, elle vise à :**
- assurer l'accès équitable de tous les producteurs maliens (hommes et femmes) et des autresutilisateursauxterresAgricolesbiengéréesetsécuriséesdansunenvironnement de bonne gouvernance foncière afin de favoriser des investissements publics, communautaires, individuels et privés maîtrisés susceptibles de rendre les différentes formes d'exploitation plus performantes et viables dans une perspective de souveraineté alimentaire durable ;

- identifieretreconnaîtrelesdroitsfonciersdesfemmes,desjeunesetdesgroupes

- Vulnérables.

- Il s'agit de façon concrète de recenser les terres légitimement détenues par les femmes, les jeunes et les personnes handicapées et de matérialiser ces droits par des documents juridiques appropriés notamment les certificats fonciers collectifs ou les certificats fonciers individuels dans les zones aménagées.

❖ **Selon la Politique de Développement Agricole**

Elle intègre la vision de la Politique Nationale Genre. Il s'agit entre autres :

- le renforcement des efforts de l'État en matière d'accès équitable des hommes et des femmes à la terre, notamment au niveau des périmètres aménagés ;
- le soutien aux initiatives féminines en matière de récupération des terres dégradées ;
- le renforcement de la capacité des femmes dans l'embouche et le petit élevage ;
- le développement dans les zones rurales des organisations et fédérations professionnalisées de femmes dans des secteurs spécifiques pour défendre leurs intérêts économiques ;
- le développement et la disponibilité des techniques modernes de conservation et de transformation agroalimentaires ;
- la facilitation de l'installation des Maliens de la diaspora dans les activités Agricoles.

❖ **Selon Le Plan National d'Investissement dans le Secteur Agricole (PNISA)**

L'objectif général recherché est la mise en place cohérente d'instruments d'une gestion efficace des investissements publics dans le secteur Agricole. Il intègre une projection des besoins permettant d'atteindre les niveaux de productions nécessaires à l'obtention des taux de croissance visés. Son champ d'application regroupe les domaines d'intervention des départements ministériels en charge de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, de l'Environnement et de l'Assainissement et du Commissariat à la Sécurité Alimentaire.

L'action Genre et développement durable est inscrite dans le programme renforcement des capacités, elle vise à améliorer la responsabilisation et l'autonomisation socio-économiques des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables. Les principales activités s'articulent autour : i) de la promotion de la participation des femmes rurales et des groupes vulnérables aux instances de prise de décision ; ii) du renforcement de l'accès des femmes aux ressources productives ; iii) de la formation des femmes rurales en leadership, lobbying et négociation ; iv) de l'appui des femmes rurales en infrastructures de production et équipements de services et de transformation ; v) de l'élaboration d'un programme d'appui à l'entrepreneuriat des femmes et autres groupes vulnérables.

b) Principales contraintes

L'une des principales caractéristiques du secteur Agricole est l'existence d'exploitations Agricoles familiales de taille réduite. Ces exploitations se caractérisent par leur faible niveau de modernisation, la pratique de techniques de production extensive et peu liées aux marchés. Les principales faiblesses et menaces qui pèsent sur le développement du secteur Agricole sont :

- L'insécurité grandissante dans les zones de production ;
- Un autre problème que rencontre le secteur de l'agriculture au Mali est celui du capital humain en rapport avec la question de l'éducation. En fait, la pratique de l'agriculture au Mali se distingue par un faible niveau d'éducation des chefs des ménages agricoles ;
- Aussi, l'industrialisation limitée de l'agriculture malienne est un frein à l'optimisation de la productivité de cette agriculture. Plus précisément, seulement 3,33 pourcent des terres exploitées du pays connaissent l'utilisation d'un mode de labour uniquement motorisé

C) Les défis du secteur agricole

Les défis à relever dans le secteur Agricole pour la prise en compte du genre sont :

- assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'une population de plus en plus croissante dans un espace économique ouvert et concurrentiel. Les perspectives de croissance démographique, d'urbanisation rapide et les modifications des habitudes de consommation entraîneront une forte demande alimentaire avec une plus grande exigence de diversification et de qualité des produits Agricoles et de meilleure accessibilité ;
- ssécuriser et accroître le revenu des exploitants Agricoles. Il s'agira d'élaborer une politique de valorisation des produits Agricoles en vue d'améliorer le revenu des exploitants Agricoles, de créer de la valeur ajoutée, d'améliorer la disponibilité et la qualité des produits Agricoles et agroalimentaires, d'accroître la compétitivité des produits à l'exportation, de réduire les pertes postproduction et de créer des emplois.
- l'exercice de l'agriculture dans le pays reste les disparités selon le genre pour ce qui concerne l'exercice de l'activité agricole d'autant plus que la population des actifs au Mali est dominée par les femmes ;
- la gestion de la terre est principalement une prérogative des hommes au Mali. En fait, dans la majorité des régions, en moyenne les exploitations gérées par les femmes sont de plus petites tailles

B. Evaluations des actions genre 2019

Le PNG est prise en compte dans les différents Projets et Programmes du ministère à travers les activités agricoles avec l'appui des projets et programmes de développement aux filières comme l'aviculture, l'embouche, la pisciculture et le maraichage, prennent de l'ampleur dans les centres et périphéries urbains grâce à l'Enquête Agricole de Conjoncture comparative entre 2017-2018 et 2018-201920.

Tableau 1 : Comparaison des efforts consentis dans le domaine Agricole entre EAC 2017-2018 et EAC 2018-2019

Résultats EAC 2017/2018						
Intitule	**Masculin**	**Féminin**	**Total**	**Masculin**	**Féminin**	**Total**
Effectif de la Population Agricole	7 446 545	6 962 423	14 408 969	52%	48%	100%
Effectif des exploitations agricoles			1 359 453	**52%**	**48%**	
Nombre d'hectare octroyé aux femmes à la terre (Caractéristiques des parcelles par région et sexe des responsables de parcelles)						
Nombre des Femmes ayant accès aux équipements						
Proportion des femmes responsables de parcelles	1 000141	355 748	1 355 889	73,8%	26,2%	100%
Chef d'exploitations						
le nombre de producteurs recensés pour les subventions	816 637	166883	983 520			

Résultats EAC 2018/2019						
Intitule	**Masculin**	**Féminin**	**Total**	**Masculin**	**Féminin**	**Total**
Effectif de la Population Agricole			16 838 767	48,4	51,6	
Effectif des exploitations agricoles EAF			1 433 136	**4,8%**	**95,2%**	**100%**
Nombre d'hectare octroyé aux femmes à la terre (Nombre des parcelles par région et sexe des responsables de parcelles)	3 212	445 506	3 658 458	87,8%	12,2%	100%
Nombre des Femmes ayant accès aux équipements						
Répartition des parcelles	1 000 141	355 748	1 355 889	73,8	26,2	100%
Chef d'exploitations						
le nombre de producteurs recensés pour les subventions						

Cette partie traite de l'analyse comparative des efforts par enquête à travers certaines activités essentiellement centré sur le genre

A l'issue de l'Enquête Agricole de Conjoncture 2019, les exploitations agricoles sont estimées à **1 433 136** inégalement réparties entre les régions des exploitations agricoles suivant les caractéristiques des chefs d'exploitation comme l'âge, la situation matrimoniale, le niveau d'instruction scolaire, les activités agricoles pratiquées. Le tableau 3 renseigne sur ces caractéristiques des exploitations agricoles.
Il est à noter que les chefs d'exploitation scolarisés sont surtout des hommes, seulement 3,8% sont des femmes.

Tant disque de la campagne Agricole 2017/2018, le nombre de producteurs recensés pour les subventions de céréales est de 983 520 producteurs dont 166 883 femmes
Elles sont moins alphabétisées et ont moins accès aux formations spécifiques sur les techniques culturales, commerciales et de gestion-marketing, donc moins en mesure de faire face aux enjeux et exigences liés aux activités et transactions économiques.

Répartition des exploitations Agricoles selon les caractéristiques des chefs d'exploitation

La mise en valeur des parcelles reste une prérogative des hommes. En fait, les femmes sont seulement responsables de 12,2 % de l'ensemble des parcelles exploitées contre 87,8% sous la gestion des hommes.

En termes de superficie cultivée, la superficie moyenne cultivée par responsable de parcelles quel qu'en soit le genre est de 3,09 ha.

Caractéristiques des parcelles par région et sexe des responsables de parcelles

Les principales cultures pratiquées sur les parcelles des hommes sont : les céréales sèches (mil sorgho maïs et fonio) occupant 65,3% des parcelles, le riz (15,4%). Parmi les céréales sèches c'est le mil qui occupe plus de parcelles des hommes avec 29,2%. Quant aux femmes, elles pratiquent surtout les cultures légumineuses représentant 68,7% des parcelles féminines et, principalement l'arachide occupant à elle seule 62,3% des parcelles. Cette culture rentre non seulement dans la préparation des nourritures maïs constitue aussi une source de revenu pour les femmes. Le riz est la seconde culture la plus pratiquée par les femmes, 17% des parcelles de celles-ci portent le riz.

Encore en 2018, une faible proportion de femmes est propriétaire de parcelles, étant donné que le droit coutumier malien tend à exclure les femmes de l'accès au foncier. Ceci est confirmé dans l'Enquête

Agricole de Conjoncture (EAC 2017/2018) Il convient de signaler cependant que l'ampleur et la nature des disparités (73,8 % pour les hommes et 26, 2% pour les femmes).

Accès des exploitations agricoles à l'eau : Irrigation des parcelles

Au Mali en 2018, les exploitations agricoles sont de grandes tailles en termes non seulement de surface totale, mais aussi en termes de la taille moyenne d'une parcelle dans l'exploitation et finalement en termes de nombre moyen de parcelles par exploitation. Comme indiqué dans le tableau 7 ci-dessous, les exploitations agricoles au Mali ont une superficie moyenne d'environ 7,07 hectares.

La gestion de la terre est principalement une prérogative des hommes. En fait, dans la majorité des régions, en moyenne les exploitations gérées par les femmes sont de plus petites tailles.

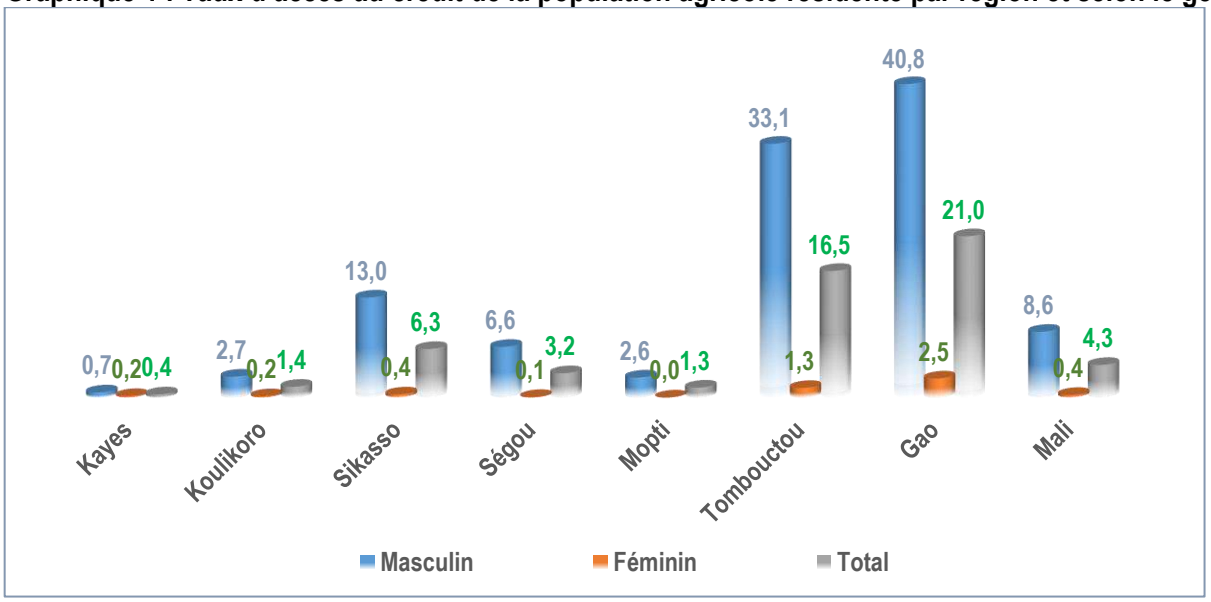
La gestion de la terre est principalement une prérogative des hommes. En fait, dans la majorité des régions, en moyenne les exploitations gérées par les femmes sont de plus petites tailles.

En 2019, la répartition des parcelles de cultures végétales selon la présence d'irrigation et le sexe du responsable de la parcelle donne 3 658 458 parcelles de cultures végétales des exploitations traditionnelles dénombrées (secteur moderne non compris), 235 653 parcelles sont irriguées soit 6,4% de l'ensemble des parcelles exploitées du pays. Parmi l'ensemble des parcelles des femmes, seulement 0,8% sont irriguées contre 7,2% pour les hommes. Les résultats sont consignés dans le tableau 5.

Le graphique 2, ci-après, présente le taux d'accès au crédit de la population agricole par région et par sexe. Ce taux ainsi présenté est le rapport de l'effectif de la population agricole ayant contracté le crédit sur le nombre total de la population en âge de contracté un crédit (**personnes âgées de 18 ans et plus**).

Du point de vu genre, au niveau national aussi bien que dans toutes les régions, des disparités hommes-femmes sont enregistrées pour ce qui est de l'accès au crédit agricole. Ainsi, les hommes ont plus accès au crédit que les femmes : 8,6% contre 0,4% pour les exploitantes.

Graphique 1 : Taux d'accès au crédit de la population agricole résidente par région et selon le genre.

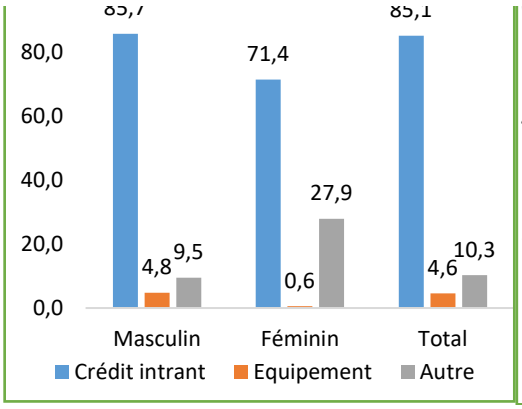


Source : CPS, EAC_ Campagne agricole 2018 – 2019

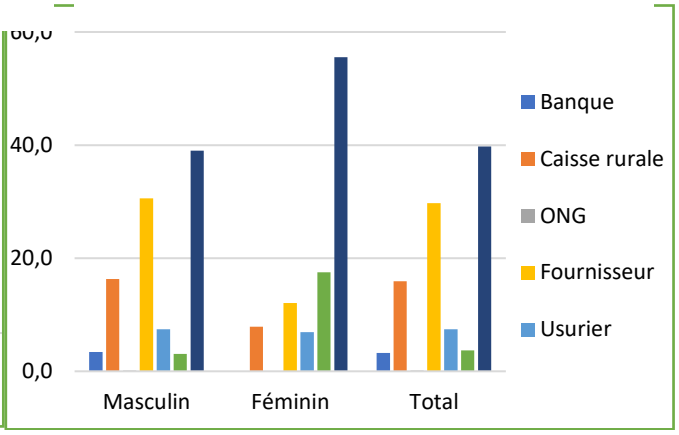
Les crédits contractés sont surtout destinés à l'acquisition d'intrants agricoles. Quatre-vingts pourcents (85%) des exploitants(es) ayant accès aux crédits agricoles déclarent contracter des crédits d'intrants, 4,6% pour les équipements et 10,3% pour autres besoins (Cf. graphique 3).

Au niveau des exploitations agricoles, les prêts de campagne sont assurés majoritairement par les fournisseurs et les exploitations elles-mêmes dans leur stratégie de solidarité interne (tontine et autres). Ces deux assurent à 30% ou plus chacun les prêts de campagne (Cf. graphique 4).

Graphique 2 : Accès au crédit agricole selon la nature du crédit



Graphique 3 : Accès au crédit selon la nature du prêteur



Sources : CPS, EAC_ Campagne agricole 2018 - 2019

Enquête agricole de conjoncture (EAC 2018/2019)

Par rapport à la répartition des effectifs d'animaux par genre, pour chacune des espèces, les propriétaires sont les hommes avec environ 64% au minimum, Ainsi, 95 % des effectifs bovins sont détenus par les hommes, Les femmes, quant à elles, ne détiennent qu'un effectif très faible soit 2 à 8% des effectifs de bovins.

Elles sont surtout propriétaires de porcins et de petits ruminants, Les femmes détiennent 5 à 52% des effectifs de porcins soit en moyenne 35,4%, Quant aux ovins et caprins 4 à 30% appartiennent aux femmes,

A peu près 73% des exploitations exercent l'agriculture comme activité principale, 12,4% pour l'élevage et seulement 1,2% pour la pêche. Certes, l'agriculture est l'activité principale qui domine très largement parmi les chefs d'exploitation, mais ils sont nombreux à exercer une seconde activité qui leur procure des revenus complémentaires.

Ainsi, l'élevage est l'activité secondaire la plus exercée pour environ 61% des chefs d'exploitation. Elle est suivie du commerce avec 7,5% alors que 2% ont la pêche comme activité secondaire. Elle est l'activité la plus exercée par les femmes et menée comme activité principale et secondaire respectivement par 46,7% et 60,7% des femmes chefs d'exploitation. L'agriculture vient en deuxième position comme activité principale de femmes et le commerce est leur deuxième activité secondaire.

Execution budgetaire

Tableau II.1 : exécution financière 2019 par objectifs

Commentaire : les objectifs du ministère ne sont pas sensibles aux genres. Il n'a donc pas été possible de renseigner le tableau ci-dessus.

Liste des projets sensibles au genre les plus importants

Commentaire : le Ministère n'a pas été en mesure d'identifier des projets sensibles au genre. Il n'a donc pas été possible de renseigner le tableau ci-dessus.

2.4.1.3. Planification et budgétisation des actions genre pour l'année n+1

Tableau 8 : Accès équitable aux droits économiques (Agriculture, Elevage et Pêche)

Orientation no. 3 : Reconnaissance de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production		**MINISTERES DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE & PECHE**	
Axes I interventions	Objectifs	Programmes Stratégiques sectoriels	Activités financées sur Budget Spécial d'Investissement
3.1. Meilleur équilibre dans l'accès des femmes et des hommes aux emplois de l'administration publique et du secteur privé.	- Adopter des mesures exceptionnelles de redressement (légales et institutionnelles) et des mesures d'égalité des chances et de soutien en vue de corriger la sous-représentation des femmes dans l'accès aux emplois de l'administration publique.	ND	ND
	- Mettre en place un programme incitatif pour accroître l'accès des femmes et des jeunes filles aux emplois du secteur privé et assurer l'équité en matière de rémunération	La Cellule de Promotion de l'Entreprenariat Agricole (CPEA)	1.1.2 Renforcement de capacités techniques des acteurs du secteur Agricole
	- Instituer un mécanisme d'instrumentation, de suivi et de veille au sein de l'Observatoire de l'emploi et de la fonction publique en matière d'accès à l'égalité dans les emplois des secteurs publics et privés.	ND	ND
3.2. Amélioration de la rentabilité du travail des femmes rurales actives dans les secteurs productifs clés (agriculture, élevage, pêche).	- Renforcer les efforts du gouvernement et ses partenaires et les acquis des dispositions en cours en ce qui concerne l'accès égal des hommes et des femmes à la terre notamment au niveau des périmètres aménagés (en procédant à une évaluation de la situation dans l'application des mesures envisagées par l'État portant sur des quotas pour les femmes et les jeunes).	LOA, LFA, PDA, PNISA, Convention de quota	Etude Aménagement des Bas-fonds PPTE/PNPBBF PDI-BS PROJ. RENF. SECU. ALIMENT. DVPT CULT .IRRIG (PRESA-DCI) PROJ. RENF. SECU. ALIMENT. DVPT CULT .IRRIG (PRESAN- KL) IPRO NORD IPRODI/PROGRAMME MALI-NORD PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI
	- Soutenir des initiatives féminines en matière de récupération des terres dégradées.	Plan Nationale d'Adaptation aux Changements Climatiques (PANA)	2.3.6 PROJET ADAPT AGRICOLE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE
	- Renforcer la capacité organisationnelle des groupements et GIE de femmes en vue d'accroître l'accès des femmes à la terre	Nombre des Commissions Foncières (COFO) mise en place et fonctionnelles	1.3.1 diffusion des textes d'application de la LOA
	- Renforcer la capacité des femmes dans l'embouche et le petit élevage.	1.1 taux d'augmentation des productions de viande,	1.1.6 Renforcement des capacités du Projet d'appui au Développement

		2.1 Pourcentage des organisations et coopératives de producteurs et productrices ayant bénéficié l'appui leur permettant de mieux valoriser leurs productions, 2.2 Nombre de professionnels des filières de productions animales encadrées formés et équipés	Elevage au Sahel Occidental, 1.1.8 Projet de Développement de l'Elevage dans la Région du Liptako Gourma (PDELG), 1.1.9 Appui au Renforcement de l'Elevage et de l'Economie Pastorale dans la Région de Koulikoro, 2.2.1 Formation de 2 500 producteurs dont 200 femmes sur divers thèmes
	- Développer dans les zones rurales, des organisations et fédérations professionnalisées de femmes dans des secteurs spécifiques pour défendre leurs intérêts économiques	4.1 nombre de filières organisées	Organisation de la profession Agricole
	- Développer et rendre disponibles les techniques modernes de conservation et transformation agro-alimentaires	Programme de transformation des sous-produits d'abattage	1.3.1 Diffusion des techniques de conservation et de transformation du poisson

Commentaire

Suivant l'orientation 3, l'axe d'intervention 3.1,3.2 et 3.3 du programme stratégique sectoriel sur l'égalité genre (homme/femme) du ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche reposent essentiellement sur les stratégies sectorielles, les projets/programmes et le Document de Programmation Pluriannuel de Dépense et le Programme Annuel de Performance (DPPD-PAP). Ce dispositif prend en compte l'identification, la mise en œuvre et le suivi évaluation des activités genres dans toutes les composantes du PNISA.

Tableau 9 - Programmes stratégiques pour la BSG			En milliers de francs CFA		
Ex Ministère de l'Agriculture	**Exécution**	**Budget**	**Prévisions**		
Programme	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
EX Ministère de l'Agriculture					
1.034 Administration Générale	36 373 419	43 717 766	21 364 650	21 829 998	
2.087 Appui au Monde Rural	24 832 682	33 024 830	44 677 783	49 172 730	
2.088 Aménagement et Equipement Rural	43 452 719	60 508 966	58 408 878	64 483 662	
2.089 Recherche et Formation	4 538 697	11 647 152	14 881 358	16 748 787	
3.006 Appui au Financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000		0	
Total					

Tableau III.2 - Programmes stratégiques pour la BSG

En milliers de francs CFA

Ministère	Exécution	Budget		Prévisions	
Programme	2019	2020	2021	2022	2023
Ex Ministère de l'Elevage et de la Pêche					
1.037 Administration Générale	12 800 936	26 773 536	27 752 536	24 897 665	27 815 422
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	5 722 299	6 962 327	6 309 827	6 370 281	6 773 059
2.091 Développement des Production Halieutiques et Aquacoles	4 216 393	3 574 403	3 234 403	5 071 390	5 487 121
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	2 314 064	3 286 484	3 299 984	3 461 907	3 764 963
TOTAL	**25 053 692**	**40 596 750**	**40 596 750**	**39 801 243**	**43 840 565**

Tableau III.1 - Budget genre: Dépenses ciblant l'égalité de genre par ministère/institution

En milliers de francs CFA

Programme/Objectif	Exécution	Budget	Prévisions		
Action					
Détail	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	5 722 299	6 962 327	6 309 827	6 370 281	6 773 059
Action 01 Promotion des filières de productions, des industries animales et renforcement des capacités techniques des intervenants.	5 722 299	6 962 327	6 309 827	6 370 281	6 773 059
Nom de l'activité/du projet	xxx	xxx	xxx	xxx	xxx
1.1.3. Appui à l'amélioration de l'aviculture traditionnelle (dotation de 300 femmes et jeunes en unités Wassaché et intrants, construction de poulaillers améliorés)		300 000	309 000	283 851	292 366
1.1.4. Installation de 140 jeunes pour la production de poulets de chair		200 000	206 000	245835	253 210
1.4.1.Installation de 100 jeunes pour la production d'œufs de consommation		150 000	154 500	192 613	198 391
2.2.1. Formation de 2 500 producteurs dont 200 femmes sur divers thèmes		6 842	7 047	11 051	11 382
2.091 Développement des Production Halieutiques et Aquacoles	4 216 393	3 574 403	3 234 403	5 071 390	5 487 121
Action 01 Promotion des filières de productions halieutiques et aquacoles et renforcement des capacités des intervenants	4 216 393	3 574 403	3 234 403	5 071 390	5 487 121
Nom de l'activité/du projet	xxx	xxx	xxx	xxx	Xxx
1.1.6. appui à l'installation et à l'organisation des producteurs de poisson		10 000	10 000	7500	7500
1.1.7. appui conseil pour le stockage et conservation du poisson frais		10 000	10 000	7500	7500

F. Planification et budgétisation des actions genre

Structures	Activités programmées	Montant en milliers de F CFA	
		2020	2021
Objectif : Promotion des filières de production, des industries animales et renforcement de capacités techniques des intervenants			
	FILIERE BETAIL VIANDE		
DNPIA	**2.2.1.** Formation de 2500 producteurs dont 200 femmes sur divers thèmes	6 842 000	7 047 260
	FILIERE LAIT		
DNPIA	**1.2.2. Etude** de Développement Valorisation Production laitière au Mali (PRODEVALAIT II)	250 000 000	250 000 000
	FILIERE AVICOLE		
DNPIA	**1.1.3.** Appui à l'amélioration de l'aviculture traditionnelle (dotation de 300 femmes et jeunes en unité wassachiè et intrants et construction de poulaillers améliorés)	300 000 000	300 000 000
DNPIA	**1.1.4.** Installation de 140 jeunes pour la production de poulets de chair	200 000 000	200 000 000
Objectif : Promotion des filières de production halieutiques et aquacoles et renforcement de capacités des intervenants			
DNP	**1.1.5** Approvisionnement en glace de conservation des producteurs (agence central poisson de Bamako)	48 925 000	50 392 000
DNP	**1.1.6.** Appui à l'installation et à l'organisation des producteurs	9 785 000	10 078 000
DNP	**1.1.7**. Appui conseil pour le stockage et conservation du poisson frais	9 785 000	10 078 000
DNP	**1.1.9**. Construction marché moderne poisson	300 000 000	300 000 000
	1.2.1. Diffusion des techniques de pisciculture	195 700 000	201 571 000
	1.3.1. Diffusion des techniques de conservation et de transformation du poisson	244 625 000	251 963 000

Tableau : Effectifs sexo-désagrégés selon la fonction et le BCS (sources de financement du salaire)

Ex Ministère de l'Agriculture Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
5. Ministre	1	1	0	0%
6. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0%
Conseillers Techniques	5	3	2	40%
Personnel Service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	8	5	3	38%
7. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0%
Chargés de Mission	5	5	0	0%
Attaché de Cabinet	1	1	0	0%
Secrétaire Particulier Ministre	2	1	1	50%
8. Services Centraux				
8.1. Directions Nationales et services Rattachés				
Directeurs nationaux	5	4	1	20%
Directeurs nationaux Adjoints	5	4	1	8,33%
Chefs de division	45	45		0%
Chef de section				
Chargés de dossier				
Personnel de support (y compris chauffeurs et plantons)	316	225	91	28,79%
8.2. Directions Générales				
Total				

117

Tableau : Effectifs sexo-désagrégés selon la fonction et le BCS (sources de financement du salaire)

Ex Ministère de l'Elevage et de la Pêche Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
9. Ministre	1	0	1	100%
10. Secrétariat Général				
Secrétaire Général	1	1	0	0%
Conseillers Techniques	5	3	2	40%
Personnel Service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	6	1	5	83%
11. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0%
Chargés de Mission	5	3	2	40%
Attaché de Cabinet	1	1	0	0%
Secrétaire Particulier Ministre	1	0	1	100%
12. Services Centraux				
12.1. Directions Nationales et services Rattachés				
Directeurs nationaux				
Directeurs nationaux Adjoints	12	11	1	8,33%
Chefs de division	13	12	1	7,69%
Chef de section	5	5		0%
Chargés de dossier				
Personnel de support (y compris chauffeurs et plantons)	918	587	331	36%
12.2. Directions Générales				
Total				

Commentaire : Il faut note que les informations de ces deux tableaux cités en dessous concernant les effectifs sexo-désagrégés selon la fonction et le BCS des ex ministères de l'Agriculture et celui de l'Elevage et de la pêche ont étés collectés auprès de la Direction des Ressources Humaines du Secteur Développement Rural (DRH/SDR).
Selon les informations la DRH ne dispose pas des bases de données concernant les effectifs.

Conclusion

L'action genre est prise en compte dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi évaluation de tous les Projets/Programmes du secteur développement rural (agriculture, élevage et pêche) et la sécurité alimentaire à des niveaux différents.
Ceux-ci en cohérence avec le Document de Programmation Pluriannuel et le Programme Annuel de Performance (DPPD-PAP) et l'apport des Partenaires Techniques et Financiers (PTFs).

Les résultats saillants engrangés se manifestent par l'augmentation du pourcentage de femmes dans la distribution des ressources, la génération des revenus et la participation active des femmes dans la lutte contre la pauvreté en zones urbaines que rurales.

5. MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE l'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Introduction

Le rapport-genre du MEADD a été élaboré conformément aux orientations de la politique budgétaire fixées par la lettre circulaire n° 01194/ MEF-SG du 17 mars 2020, fixant le cadre budgétaire pour 2021. Il est fondé sur l'obligation de rendre de la prise en charge des besoins sexo-spécifiques contenus dans le plan d'action genre et intégrés dans les budgets-programmes. Il recense ainsi les éléments des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du budget-programmes du Ministère qui contribue à la mise en œuvre du plan d'action de la Politique Nationale Genre.

A. Les enjeux - genre

Les enjeux du genre du Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (MEADD) portent sur les points suivants :

- l'insuffisance de la prise en compte des activités spécifiques aux femmes dans les plans d'actions des politiques en matière d'Assainissement et de Protection de l'Environnement ;
- l'absence de statistiques désagrégées hommes/femmes en matière de gestion de ressources naturelles et d'Assainissement;

l'insuffisance d'une option sociale qui démontre une évolution favorable de la vision stratégique de la gestion des ressources forestières ;

En 2019 le projet GEDEFOR était en phase transitoire et n'a pas pu bénéficier de financement. Ce qui a réduit considérablement les actions relatives au genre au niveau du MEADD.

Aussi, il est impossible de déterminer le gap sans avoir au préalable les statistiques désagrégées hommes/femmes du secteur.

B. Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

a. <u>Les mesures spécifiques</u>

- Prise en compte du genre dans : (i) Projet Gestion Décentralisé des Forêts (GEDEFOR) (Phase II) et (ii) Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger (PDD-DIN).
- Réalisation de « **l'Etude genre pour l'élaboration de la stratégie d'institutionnalisation et d'intégration du genre dans le secteur de l'environnement** ». Ledit rapport a permis de mettre à disposition du MEADD une stratégie d'institutionnalisation du genre dans le secteur de l'environnement, assortie d'un plan d'actions pour la période 2020-2022.
- Intégration du genre dans le PDD-DIN : depuis 2014, l'élaboration de sa Stratégie Genre et son Plan d'Action a permis de fixer un certain nombre de mesures à entreprendre dans le cadre de la prise en compte des femmes dans les activités du Programme

b. Evaluation des activités genre 2019

Au niveau du programme : « Amélioration du Cadre de Vie des Populations », les efforts de sensibilisation consentis par la DNACPN et ses démembrements à travers : (i) l'organisation des journées de salubrité par les communautés, les ONG, les GIE, les Associations d'assainissement et des entreprises et (ii) le ramassage des ordures des dépôts de transit vers les dépôts finaux. Ce qui a contribué à améliorer la salubrité du milieu de vie des populations en vue d'un changement de comportement.

Au niveau du programme n°4 « Protection et conservation de la nature » l'appui des groupements de femmes en moyens matériels et financiers dans le cadre des activités génératrices de revenus et la gestion des ressources forestières et fauniques a été à hauteur de souhait à travers l'implication des groupements féminins dans la Gestion des Ressources Forestières et Faunique (GRFF). Les activités ont été menées par la Direction Nationale des Eaux et Forêts et ses démembrements

Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger (PDD-DIN).

Cependant, il faut noter le faible taux d'implication des groupements de femmes dans la GRFF qui est lié à l'insécurité généralisée au centre du pays qui est la zone d'action du PDD-DIN.

Quant au taux d'admission satisfaisant des élèves du Centre de Formation Pratique (CFPF) de Tabakoro, il est le résultat de l'encadrement de proximité et le respect des périodicités des évaluations et des sorties pédagogiques

Ainsi, les différentes réalisations du PDD-DIN phase II dans le cadre de la prise en compte du genre au titre de l'année 2019 sont consignées dans le tableau ci-dessous :

RESULTATS ATTENDUS	ACTIVITES REALISEES EN 2019	NOMBRE DE FEMMES
PRODUIT 3.1.1 Adoption de mesures pour corriger la sous-représentation des femmes dans l'accès aux emplois de l'administration publique et du secteur privé.	La mise en place de l'équipe de gestion du PDD-DIN phase II	Quatre (4) femmes sont recrutées
	Implication des femmes dans les instances de prise de décision dans la mise en œuvre du PDD-DIN phase II	6 femmes ont participé à la 3éme session du comité de pilotage du PDD-DIN phase II dont un taux de participation de 17%
	Etude d'analyse de l'égalité des sexes dans le document du PDD-DIN phase II pour la prise en compte effective de la dimension Genre /Equité. :10 recommandations	Non déterminé
	La formation du personnel du programme et ses partenaires en Gestion Axée sur les Résultats dans les régions d'interventions	5 femmes ont été formées
	La formation du personnel du programme et ses partenaires sur le manuel de suivi- évaluation du programme	3 femmes ont été formées
	La formation du personnel du programme et ses partenaires en techniques modernes de communication professionnelle	3 femmes ont été formées
	La formation du personnel du programme et ses partenaires sur le logiciel EXCEL avancé dans le cadre du suivi évaluation du Programme	3 femmes ont été formées
	La formation du personnel du programme et ses partenaires sur les aspects genre et leur prise en compte dans les projets et programmes de développement	4 femmes ont été formées
	La formation du personnel du programme et ses partenaires sur la gestion et l'aménagement des massifs forestiers	4 femmes ont été formées
	La formation du personnel du programme et ses partenaires sur le logiciel de gestion financière TOM 2 PROV VD	2 femmes ont été formées
	La formation du personnel du programme et ses partenaires sur les techniques de suivi et de dénombrement des oiseaux d'eau et autres espèces de faune aquatiques	1 femme a été formée
	La formation du personnel du programme et ses partenaires sur les procédures de passation des marchés	4 femmes ont été formées

RESULTATS ATTENDUS	ACTIVITES REALISEES EN 2019	NOMBRE DE FEMMES
	La formation du personnel du programme et ses partenaires sur la gestion des projets et programmes	2 femmes ont été formées
	La formation du personnel du programme et ses partenaires sur le manuel de procédures administrative, financière et comptable du PDD-DIN II	6 femmes ont été formées

.

C. Planification et budgétisation des actions Genre 2021

Dans le domaine de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, les actions en genre seront mises en œuvre à travers les programmes « Amélioration du cadre de vie des populations » et « Protection et Conservation de la Nature » du Département.

Programme 2.069 : Amélioration du Cadre de Vie des Populations

Objectif	Indicateurs					
	Libellé	Réf	Cibles			
		2019	2020	2021	2022	2023
Objectif 1 : Réduire durablement l'insalubrité du milieu de vie des populations par des changements de comportement	1.1 : Taux de réalisation des séances de sensibilisation	76	100	100	100	100
Objectif 2 : Assurer l'accès des populations à un service durable d'assainissement	2.3 Pourcentage de ménages raccordés à un réseau d'égouts	56,2	100	100	100	100

Programme 2.071 : Protection et conservation de la nature

Objectif	Indicateurs					
	Libellé	Réf	Cibles			
		2019	2020	2021	2022	2023
4 : Renforcer les capacités des acteurs dans la conservation et la valorisation de la Biodiversité	**4.1.** Taux de réalisation des séances de CCC	76	100	100	100	100
	4.4. Taux de réalisations des séances de formations et de recyclages des acteurs de la GRFF	57,14	100	100	100	100

Commentaire : de plus en plus une performance est constatée dans l'implication des groupements féminins dans la Gestion des Ressources Forestières et Faunique (GRFF) à travers les appuis financiers, les formations et les encadrements.

5.2.1. MINISTERE DE LA CULTURE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME

(Secteur de l'artisanat et du tourisme)

Missions :
Le Ministère de la Culture de l'Artisanat et du Tourisme prépare et met en œuvre la politique nationale dans le domaine la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme. La présentation dans ce rapport fait exclusivement référence au secteur « artisanat et tourisme)

A ce titre, il est compétent pour :

- ✓ L'élaboration, la mise en œuvre et le contrôle de l'application de la règlementation relative à l'artisanat et au tourisme ;
- ✓ l'élaboration et la mise en œuvre des actions de promotion du secteur de l'artisanat, notamment celle visant à renforcer les capacités des acteurs, à améliorer l'offre et la qualité des produits, à moderniser les outils de production et le système de commercialisation ;
- ✓ l'élaboration et la mise en œuvre des actions de promotion en vue d'optimiser la contribution du secteur touristique au développement du pays ;
- ✓ l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique de diversification et de valorisation des sites et produits touristique.

Le présent rapport traite le secteur de l'artisanat et du tourisme.

A. Les contraintes et défis :

1. Contraintes :

- ✓ Faible organisation des acteurs professionnels ;
- ✓ Faible productivité et compétitivité des entreprises artisanales et touristiques ;
- ✓ Faible accès des entreprises artisanales aux crédits et aux marchés ;
- ✓ Insuffisance de données fiables sur les sous-secteurs tourisme et artisanat ;
- ✓ Environnement sécuritaire instable (menaces d'attaques terroristes sur les installations touristiques quasi permanentes) ;
- ✓ Insuffisance des actions de valorisation du potentiel touristique ;
- ✓ Insuffisance de ressources humaines qualifiées dans le domaine du tourisme et de l'Hôtellerie,
- ✓ Faible dynamique de la consommation du tourisme domestique.

2. Défis :

- ✓ Renforcer le cadre législatif et règlementaire applicable aux activités touristiques et artisanales ;
- ✓ Améliorer la compétitivité des produits artisanaux ;
- ✓ Améliorer le système de financement des entreprises artisanales et l'accès aux marchés publics ;
- ✓ Promouvoir le concept « produire et consommer malien »
- ✓ Développer les compétences dans le secteur du tourisme ;
- ✓ Diversifier l'offre touristique du Mali et promouvoir le tourisme interne ;
- ✓ Renforcer le système d'information statistique sur les secteurs de l'Artisanat et du Tourisme ;
- ✓ Renforcer le dispositif de sécurité autour des centres d'intérêt touristique.

B. Les Enjeux-Genre

Ils portent sur les points suivants :

- ✓ Appui dans le cadre du programme de renforcement des capacités des femmes actrices du secteur de l'Artisanat et du Tourisme ;
- ✓ Accroissement du taux de participation des femmes artisanes aux manifestations commerciale et promotionnelle de l'Artisanat et du Tourisme ;

- ✓ Renforcement des capacités des femmes dans le domaine du textile ;
- ✓ Développement de l'esprit d'initiative et d'entrepreneuriat féminin dans le domaine de l'Artisanat et du Tourisme ;
- ✓ Valorisation de la fonction et l'emploi des femmes.

C. Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Le Secteur de l'Artisanat et du Tourisme du Mali se conjugue avec son histoire et sa géographie humaine et demeure, en nombre important, marqué par la contribution active des femmes. A cet effet, le département appuie le secteur à travers :

- ✓ Le projet : « Appui au Relèvement Economique et à la Cohésion Sociale des Femmes Transformatrices de cuirs et peaux : les Femmes Artisanes de la paix dans les régions du nord ». Les activités spécifiques qui sont menées sont les suivantes :
  - Formation des femmes des groupements en techniques de tannage ;
  - Formation des femmes des groupements en techniques modernes de production ;
  - Formation des groupements de femmes en de gestion et marketing
  - Dotation en kits d'équipements et matériels ;
  - Appui à la commercialisation ;
  - Formation des membres des groupements sur le genre et les violences basées sur le genre (VBG) sur l'accord pour la paix, la résolution 1325 et sur le plan d'action National (PAN 1325).

- ✓ Le projet : « Renforcement des capacités des femmes dans le domaine du textile » à travers l'appui aux femmes dans les domaines du tissage et de la teinture.

- ✓ Le projet : « Appui aux Femmes Opératrice Economiques du Mali à travers le Renforcement des Secteurs Productifs du Tourisme, de l'Artisanat, de l'Agroalimentaire et du Maraichage dans la région Touristique de Mopti. Le projet vise, notamment à renforcer les capacités et professionnaliser durablement les activités des femmes, opératrices touristiques, dans les domaines de l'hôtellerie et de la restauration et mettre en adéquation les prestations touristiques proposées par les femmes et les attentes des visiteurs ; développer la chaine locale d'approvisionnement des établissements touristiques en produits frais et transformés par les femmes.

D. Evaluation des activités genre 2019

PROGRAMME II :

Promotion du secteur de l'Artisanat

Objectif 2 : Accroitre la productivité et la compétitivité des entreprises artisanales								
Indicateurs	Unité de mesure	**Réalisations**		**2019**		**Prévisions**		
		2017		Prévisions	Réalisations	2020	2021	2022
2.1 Taux de mise en œuvre du programme de renforcement des capacités des acteurs du secteur de l'artisanat sur les 5 sessions de formation prévues, 4 ont été réalisées.	%	95	75	100	75	100	100	100
Proportion des femmes pour l'indicateur 2.1		Appui de 10 Associations et Groupements des femmes Artisanes de Kidal dans le cadre de réalisation de leur programme d'activités ; Formation de 200 femmes artisanes de Kidal en techniques de Tannage, en techniques modernes de production, en Gestion et Marketing, sur le genre et les violences basés sur le genre, sur l'accord pour la paix, la résolution 1325 ; l'Appui à la commercialisation de 200 femmes Artisanes de Kidal ; Formation de 15 associations et groupement de femmes dans le District de Bamako, à Sikasso et à Kayes dans les domaines de la teinture, de marketing et de gestion d'entreprises.						
	Objectif 3 : Assurer la promotion commerciale des produits artisanaux							
Indicateurs	Unité de	**Réalisations**		**2019**		**Prévisions**		

Objectif 2 : Accroitre la productivité et la compétitivité des entreprises artisanales								
Indicateurs	Unité de mesure	**Réalisations**		**2019**		**Prévisions**		
		2017		Prévisions	Réalisations	2020	2021	2022
	mesure	2017	2018	Prévisions	Réalisations	2020	2021	2022
3.1 Taux de participation aux manifestations commerciales et promotionnelles de l'artisanat.	%	-	100	100	100	100	100	100
Proportion des femmes pour l'indicateur 3.1		Dans le cadre de salons et foires pour la commercialisation et la promotion de l'artisanat la participation des femmes s'élève à 50,05% contre 47 en 2018 cette augmentation est due à la participation massive des femmes artisane à la deuxième édition du Salon international de l'Artisanat du Mali (SIAMA).						
Objectif 5 : Développer le secteur de l'artisanat textile								
Indicateurs	Unité de mesure	**Réalisations**		**2019**		**Prévisions**		
		2017	2018	Prévisions	Réalisations	2020	2021	2022
5.1 Taux de mise en œuvre des programmes de renforcement des capacités des acteurs de l'Artisanat Textile.	%	-	100	100	100	100	100	100
Proportion des femmes pour l'indicateur 5.1		Quinze (15) femmes sur les 25 artisans formés en préparation tissage teinture chimique de fil à Koutiala.						

PROGRAMME III :Promotion du secteur du Tourisme

		Objectif 5 : renforcer les capacités des acteurs intervenant dans le domaine du tourisme						
Indicateurs	Unité de mesure	**Réalisations**		**2019**		**Prévisions**		
				Prévisions	Réalisations			
5.1 Taux de réalisation des sessions de formations sur le secteur du tourisme	%	-	100	100	100	100	100	100
Proportion des femmes pour l'indicateur 5.1		Participation de 03 femmes à la formation des formateurs intitulée formation des agents de la DNTH sur l'hygiène et la sécurité dans la restauration collective (31 juillet- 1er Aout 2019. Participation d'une (01) femme à l'atelier de validation du rapport Provisoire de l'évaluation du programme de fléchage de circuits touristiques (18 novembre 2019). Formation sur les techniques de remplissage de fiches jaunes (Participation de 03 stagiaires féminin). Participation de 03 femmes du Mali à la formation COMCEC sur le thème marketing et gestion des risques et communications en période de crise (juillet 2019).						
5.2 Taux de réalisation de voyages d'études.	Unité de mesure	**Réalisations**		**2019**		**Prévisions**		
		2017	2018	Prévisions	Réalisations	2020	2021	2022
	%	-	100	100	0	100	0	0
Proportion des femmes pour l'indicateur 5.2					Aucune réalisation.			

5.2.2. MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

Missions :

Le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion des Investissement (depuis septembre 2020). Dans le présent rapport seul le volet Industrie et commerce a été exclusivement évalué. C'est pourquoi le document insistera sur la budgétisation de ce volet.

Le Ministère de l'Industrie et du Commerce prépare et met en œuvre la politique nationale en matière d'organisation, de promotion de l'industrie et du commerce.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- la création d'un environnement favorable à la promotion des industries ;
- le suivi des unités industrielles en rapport avec les ministres sectoriels compétents et la mise en œuvre d'actions et de stratégies de renforcement de leur compétitivité et de leur contribution au développement économique et social du pays ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles en matière d'implantation et d'exploitation des industries ;
- l'aménagement de zones industrielles ;
- la promotion et le développement de la propriété industrielle ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des normes et de la qualité de la fabrication des produits industriels ;
- les actions de promotion du commerce intérieur et extérieur et de la concurrence ;
- l'élaboration et le contrôle des règles du commerce et de la concurrence ;
- la participation à l'élaboration des accords commerciaux et au suivi de leur mise en œuvre ;
- la participation à l'organisation de la lutte contre la fraude en matière d'importation et d'exportation ainsi qu'en matière de distribution des biens à l'intérieur du pays ;
- le contrôle des poids et mesures, de la qualité des produits et des prix institués ;
- le suivi de l'exécution des exonérations ou des subventions publiques accordées aux opérateurs économiques privés, en liaison avec les ministres concernés, notamment le ministre chargé des finances ;
- l'organisation de l'approvisionnement régulier du pays en produits de première nécessité et la maîtrise des prix de ces produits ;
- la protection des consommateurs.

A. Les enjeux –genre

Les enjeux portent sur les points suivants :

- l'appui à apporter aux femmes opératrices économiques ainsi que l'aide des organisations de femmes opératrices économiques à accéder aux moyens financiers ;
- le renforcement des capacités des femmes au sein des structures par la formation continue ;
- le renforcement des capacités entrepreneuriales des organisations de femmes opératrices économiques à travers la formation, l'information et la sensibilisation ;
- l'accroissement de l'accès des organisations de femmes opératrices économiques aux facteurs de production etc.

B. Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Cette situation est décelable au niveau des domaines suivants :

Les mesures spécifiques :

Le secteur de l'industrie et du commerce demeure essentiellement marqué par son caractère informel. La frange de la population dans ce domaine est majoritairement féminine.

Des projets qui appuient le secteur sont :

- le projet : « Formalisation des Acteurs du commerce de détail »
  Des actions spécifiques ont été menées :

- renforcement des capacités des responsables des faîtières dans les rôles et les procédures de mise en place des Centres de Gestion Agréés (CGA) ;
- formation des bénéficiaires de prêt en comptabilité simplifiée et GERME (Gérer Mieux son Entreprise) ;
- formation/sensibilisation des acteurs en cogestion des marchés et sensibilisation des usagers des marchés en hygiène et sécurité sanitaire des aliments.
- financement des activités des commerçants détaillants des Centres de Gestion Agréés (CGA).

- le projet : « Appui au Cadre Intégré Renforcé (CIR) » en vue d'intégrer l'économie du pays dans le système commercial mondial par le renforcement des capacités nationales en matière de commerce. Le Cadre Intégré Renforcé au Mali intervient dans certaines filières agricoles (mangue, karité, gomme arabique, les produits de transformation agroalimentaire), à travers le renforcement des capacités productives et commerciales des acteurs de ces filières. Les femmes interviennent dans la production, la transformation et la commercialisation de ces filières et ses sous-produits. Elles interviennent tout au long de la chaine de collecte, du transport et de la vente dans les différents marchés. Le karité occupe plus de 3 millions de femmes rurales et absorbe 80% des revenus de ces femmes. Pour le cas de mangue, le CIR avait mis en place une Unité de Transformation des Fruits (confiture de mangues essentiellement) au profit des femmes du Cercle de Yanfolila. Plus de 20 femmes bénéficient directement de cette Unité à Yanfolila. Plus de 6000 caisses de récolte ont été distribuées aux femmes « pisteurs » de mangues. Enfin, des formations et d'Autres Activités Génératrices des Revenus (AGR) pour les femmes intervenant dans la gomme arabique.
- le Centre Malien de Promotion de la Propriété Industrielle (CEMAPI)
  Des actions spécifiques ont été menées :
- dans le cadre des visites de sensibilisation des acteurs économiques sur l'importance de l'enregistrement des titres de Propriété Industrielle, en novembre 2019 une dizaine de PME féminines dans les régions de Bougouni, Koutiala et Ségou ont été visitées et sensibilisées ;
- dans le cadre de l'accompagnement des producteurs de l'échalote de Bandiagara à la démarche Identification Géographique (IG), treize (13) femmes productrices ont pris part aux ateliers de renforcement de capacité sur l'application du cahier de charge de l'échalote de Bandiagara, la structuration du groupement, le modèle économique ainsi que la stratégie markéting.
- A cet effet, des actions spécifiques ont été menées en 2019 au profit des femmes.

C. Evaluation des activités genre 2019

A. PROGRAMME 2.083 : CONCEPTION ET COORDINATION DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DU COMMERCE ET APPUI A LA GESTION DES MARCHES

Mise en œuvre de la politique sectorielle du commerce et appui a la gestion des marches

OBJECTIF 2: Organiser et renforcer les acteurs du commerce intérieur						
	Unité de mesure	Période			2019	
Indicateurs		2016	2017	2018	Prévisions	Réalisations
2.1. Pourcentage des collectivités territoriales bénéficiaires d'appui-conseil dans le cadre de l'aménagement et de la gestion des marchés	%	70	25	200	100	75
2.2. Pourcentage des groupements et associations de commerçants bénéficiaires d'appui-conseil dans le cadre de l'aménagement et de la gestion des marchés	%	-	80	166,66	100	100
2.3 Pourcentage d'acteurs du commerce de détail suivis dans le cadre de la formalisation	%	-	-	5,78	100	129

127

Unité de mise en œuvre du cadre intégré (umoci) et de formalisation des acteurs du commerce de détail (profac)

Activités de renforcement des capacités des femmes

N°	Activités prévues 2019Cadre Intégré (UMOCI)	Acticités réalisées 2019		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA (dépenses)	
01	Former 30 acteurs privés dont 15 femmes sur le plan d'affaires.	15	4 000 000	30 acteurs privés dont 15 femmes sont formées sur les techniques d'élaboration de Plan d'affaires
02	Formation de 30 acteurs privés dont 15 femmes sur les procédures d'exportation des produits nationaux à Bamako	15	6 000 000	Trente (30) Exportateurs dont 15 femmes sont formées du 21 au 23 janvier 2020 à Bamako.
03	Formation de 30 membres de l'Association Malienne des Personnes Handicapées (FEMAPH) en Marketing et en gestion d'entreprise à Bamako	15	6 000 000	Trente (30) personnes Handicapées dont 15 femmes sont formées du 24 au 26 septembre 2019 à Bamako
04	Appui aux femmes de la filière karité à 12ème Conférence annuelle de l'Alliance Mondiale du karité (AGK), du 11 au 13 mars 2019 à Accra au Ghana	18	2 313 490	Vingt-cinq (25) acteurs maliens dont 18 femmes de la filière karité ont participé à la conférence. L'UMOCI a pris en charge des frais relatifs à : l'inscription de onze (11) acteurs de la filière à la conférence ; la location d'un bus pour le déplacement des acteurs de la filière karité ; la location de deux (02) stands pour l'exposition des produits maliens ; la couverture médiatique de la participation du Mali à l'évènement et l'inscription des acteurs aux formations pratique et théorique.
05	Formation de 50Promoteurs des PME de transformation des produits agroalimentaires dont 30 femmes sur la Sécurité sanitaire des produits agroalimentaires à Bamako	30	15 000 000	Du 08 au 10 janvier 2020 à Bamako, l'atelier de formation s'est tenu à l'endroit de 50 Promoteurs des PME de transformation des produits agroalimentaires venant de Bamako, Koulikoro, Sikasso et Mopti.
06	Accompagnement des acteurs à la Foire Internationale de Dakar (FIDAK), du 5 au 22 décembre 2019	09	7 367 500	L'appui à l'APEX à la Foire Internationale de Dakar (FIDAK), du 5 au 22 décembre 2019 par la location de dix (10) stands d'exposition, la location d'un Bus de 55 places pour le déplacement des Exposants maliens et la location d'un Camion pour le transport des produits d'exposition. De plus, l'UMOCI a accompagné dix (10) acteurs des PME de transformation des produits agroalimentaires à ladite Foire.
07	Appui à la réalisation d'activités génératrices de revenus : Acquisition d'équipements de pisciculture.	50	80 000 000	Cinq (05) étangs piscicoles réalisé au profit de d'un groupement de femmes à Yélimané.
08	Formation des femmes des sociétés coopératives sur les activités génératrices de revenu.	200	60 000 000	-Cent (100) femmes productrices de gomme des Unions de Sociétés Coopératives de Ségou et de Niono (Région de Ségou) ont été formées en techniques de production de plants en pépinière ; -Cinquante (50) femmes de l'Union des SCOOPS de gomme arabique ont été formées sur les techniques de fabrication d'aliments pour alevins à Yélimané (Région de Kayes).

N°	Activités prévues 2019de Formalisation des Acteurs du Commerce de détail (PROFAC)	Acticités réalisées 2019		Observations
		Nombre de femmes	*Montant FCFA (dépenses)*	
01	Renforcement des capacités des responsables des faîtières dans la création des Centres de Gestion Agréés (CGA)	15	900 00	Quarante (40) responsables formés dont quinze (15) femmes.
02	Formation des commerçants détaillants adhérents en Comptabilité Simplifiée et GERME (Gérer Mieux son Entreprise)	112	5 920 00	Trois cent vingt (320) dont Cent douze (112) femmes formées.
03	Financement des activités des commerçants détaillants des Centres de Gestion Agréés (CGA)	30	42 000 000	Quatre-vingt-quatre (84) activités financées dont trente (30) pour les femmes
04	Formation/sensibilisation des acteurs en cogestion des marchés et sensibilisation des usagers de 11 marchés en hygiène et sécurité sanitaire des aliments.	3 358	11 500 00	Cinquante Cinq (55) acteurs sont formés en cogestion des marchés dont trente-trois (33) femmes et 3 500 usagers de 11 marchés sont sensibilisés en hygiène et sécurité sanitaire des aliments dont 3 325 femmes.

B. PROGRAMME 2.084 : DEVELOPPEMENT DU SECTEUR INDUSTRIEL

Mise en œuvre de la politique sectorielle de l'industrie

OBJECTIF 3: Assurer la mise en œuvre de la Stratégie du Secteur Agroalimentaire						
Indicateurs	Unité de mesure	Période			2019	
		2016	2017	2018	Prévision	Réalisations
3.1 : Proportion des acteurs formés Femmes (Hommes)		- -	- -	26 (8)	85 (15)	12 (0)
OBJECTIF N°4 : Assurer la mise en œuvre de la Stratégie Nationale du Développement de la Propriété Intellectuelle						
4.3. Nombre de Centre d'Appui à la Technologie et à l'Innovation (CATI) périphériques créés	Nombre	-	37	38	10	47

MISE EN ŒUVRE DU CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE (CDA) ET DU CENTRE MALIEN DE PROMOTION DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE (CEMAPI)

ACTIVITES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FEMMES

N°	Activités prévues 2019	Acticités réalisées 2019		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA (dépenses)	
01	Renforcement de capacité de 25 acteurs dont 20 femmes de la transformation agroalimentaire	12	7 000 000	Douze (12) femmes ont été formées sur une prévision de 20
02	Sensibilisation à la propriété industrielle	15	1 000 000	Quinze (15) femmes ont été formées
03	Accompagnement des femmes productrices d'échalotes de Bandiagara à la démarche IG	13	3 200 000	Treize (13) femmes ont été formées.

D. Planification et budgétisation des actions genre

Objectifs	Indicateurs					
Renforcer les capacités au sein des structures par la formation continue		**Réf**	**Cibles**			
	Libellés	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
	Direction des Finances et du Matériel (DFM)					
	Sensibilisation sur le sens de responsabilité					
	Femmes…….	-	35	40	40	40
	Hommes……	-	10	12	12	12
Renforcer les capacités d'offre des produits nationaux sur les marchés internationaux	**Projet Appui au Cadre Intégré (UMOCI)**					
	Accompagnement des activités de la Journée internationale de la Femme rurale : acquisition des matériels aux femmes rurales en 2020					
	Femmes……....	50	50	50	50	
	Hommes……	0	-	-	-	
	Formation de Cinquante (50) Agents de la DGCC sur les procédures du contrôle économique					
	Femmes……....					
	Hommes……	08	30	-	-	-
		30	50	-	-	-
	Formation de 25 promoteurs des PME de transformation des produits agroalimentaires acteurs dont 20 femmes sur les nouvelles techniques d'utilisation du séchoir à tunnel à Sikasso					
	Femmes……....	0	20	20	-	-
	Hommes……	0	05	05	-	-
Renforcer les capacités d'offre des produits nationaux sur les marchés internationaux		**Réf**	**Cibles**			
	Libellés	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
	Formation des femmes sur la notion de base du système de management de la qualité					
	Femmes……	0	20	20	-	-
	Hommes……..	0	05	5	-	-
	Formation des femmes sur les référentiels de certification agroalimentaire					
	Femmes…….	0	0	20	20	20
	Hommes……	0	0	05	05	05
	Formation des acteurs sur les techniques de collecte des amandes et les techniques de production du beurre de karité					
	Femmes…….		2 600	-	-	-
	Hommes…….		0	-	-	-
	Mise en œuvre du Programme de durabilité en faveur de la filière karité et en faveur des femmes sur l'amélioration de la qualité des amandes de karité					
	Femmes……	1 800	50	50	-	
	Hommes……	0	0	0	-	
	Participation à la Conférence annuelle sur le Karité de l'Alliance Globale pour le Karité					
	Femmes……....	25	-	30	30	
	Hommes……	-	-	-	-	

5.2.3. MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Introduction

L'approche dite "Genre et développement" insiste sur le fait que les politiques économiques et sociales touchent, de manière différenciée les hommes et les femmes et que tout processus de développement est influencé par les uns et les autres et par leurs relations. Elle porte un intérêt tout particulier à l'impact des politiques et des programmes sur les individus en fonction de leur sexe et de leurs caractéristiques socio - économiques.

En général, les prérogatives des femmes sur les ressources locales et les bénéfices des politiques nationales vont rarement de pair avec l'accumulation des responsabilités qu'elles ont en matière de production et de gestion des ressources.

Par ailleurs les politiques sont le plus souvent basées sur des informations partielles et insuffisantes et la conception des programmes est encore peu sensible aux intérêts des femmes. Seules des données et des mesures statistiques précises peuvent contrecarrer ces insuffisances.

Avec l'adoption de la PNG par le Gouvernement en novembre 2010, celui – ci à travers le Ministère de l'Economie et des Finances s'était engagé à mettre en œuvre l'Orientation Stratégique N°6 de la PNG qui consistait à l'institutionnalisation du genre dans les politiques et programmes de développement et de croissance économique. En effet pour améliorer la situation de la femme et reconnaitre sa place dans la création des richesses et dans la valeur ajoutée au PIB du pays, il a été retenu d'intégrer dans toutes les politiques nationales et programmes nationaux sur financement internes et externes la dimension genre à travers la PBSG et le Rapport genre annexe à la loi des finances depuis 2012.

A. Enjeux genre

Une majorité de femmes parmi les paysans pauvres, faute d'argent, ne peuvent pas parer au coût des intrants, même subventionnés (engrais, pesticides, produits vétérinaires, aliments pour le bétail, combustible, etc.).

La situation juridique des femmes ne les autorise pas à jouir conjointement avec leur mari des droits de propriété. Les garanties exigées par les systèmes financiers et bancaires leur sont ainsi niées les écartant de l'éligibilité au crédit. Sans garantie à offrir, les femmes, exclues des mécanismes de prêts, le sont également par exemple des organisations agricoles dont celles chargées de la transformation et de la commercialisation des produits.

Si les femmes pouvaient se prévaloir de la terre, elles investiraient sur ce facteur de production au lieu de se borner à l'exploiter et seraient stimulées pour adopter des pratiques culturales durables.

Les femmes ne sont pas une clientèle cible des institutions financières car leur capacité de remboursement n'est pas reconnue. Elles doivent alors recourir au système de crédit informel dont les taux d'intérêt prohibitifs maintiennent, sinon renforcent, l'état de pauvreté. Elles font aussi appel aux emprunts familiaux ou informels. Les montants obtenus sont réduits puisque ces structures solidaires vivent elles-mêmes la précarité

Le défi des années à venir est l'obtention de la parité pour l'accès aux ressources et la garantie de l'usufruit de la terre afin que les femmes puissent augmenter la production et leur pouvoir d'achat pour l'acquisition de denrées complémentaires et ainsi poser les fondements de la sécurité alimentaire, indispensable à a croissance économique et développement durable.

L'autonomisation de la femme passe certainement par là. Ainsi il est crucial que les femmes arrivent à l'autosuffisance grâce à un appui initial et non pas par le biais de l'aumône. Des informations détaillées sur les succès obtenus doivent être recueillies pour les analyser et les systématiser afin de promouvoir des programmes porteurs de réussites.

B. Les mesures et stratégies spécifiques pour réduire les inégalités de genre

1) Mesures Stratégiques globales

Sous l'égide et la coordination du MEF, le Mali dispose du Cadre stratégique pour la Relance Economique et de Développement Durable CREDD (2019-2023) » auquel sont alignées les stratégies sectorielles appuyées par les programmes de coopération des partenaires techniques et financiers (PTF).

Le CREDD reconnait que les femmes ont une place essentielle dans la société, du fait de leur contribution au processus de croissance et de développement du pays, et à donner la priorité à la promotion économique des femmes, à leur participation à la vie publique et à la prise en compte de leur situation sociale

Le CREDD 2019-2023 dont un des axes importants est le Développement du Capital Humain à travers lequel, l'autonomisation de la femme et son leadership occupe une place importante.

2) Mesures spécifiques

En lien avec les stratégies globales certaines dispositions particulières sont prises par le MEF.

- Introduction de la planification et la budgétisation sensibles au genre dans la budgétisation en mode programme
- Instauration d'une lettre circulaire relative au processus budgétaire annuel pour la prise en compte du genre dans la loi des finances
- Elaboration du rapport genre, annexe de la loi des finances, comme moyen de suivi des engagements du Gouvernement.
- Allocation de ressources financières aux comptes spéciaux du trésor créés (Fonds d'appui) au sein de certains départements ministériels dont les objectifs sont centrés sur l'autonomisation économique de la femme et le développement des filières porteuses ;
- Financement des activités dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'accès à l'eau potable ;
- Réalisation d'études sur la pauvreté et les inégalités sociales afin d'attirer l'attention des autorités et des partenaires sur la problématique genre en termes de données statistiques et de ressources financières.

C. Situations des ressources humaines

Tableau 1 : Situation de l'effectif genre du ministère de l'économie et des finances (selon les catégories et les statuts)

Catégorie	Féminin	Masculin	Total	% Femme	%Homme	%
Fonctionnaires						
A	438	1589	2027	22	78	100
B2	199	425	624	32	68	100
B1	499	910	1409	35	65	100
C	212	389	601	35	65	100
Contractuels						
B	13	39	52	25	75	100
C	28	113	141	20	80	100
D	86	320	406	21	79	100
E	14	106	120	12	88	100
Total	1489	3891	5380	28	72	100

Activités réalisées en 2019

Structures	Activités réalisées en 2019	Nbre Femmes bénéficiaires
Direction des Ressources humaines du Secteur du Développement Economique et des Finances	Présentation sur le Genre et Concept Genre	12
	Genre et Autonomisation de la Femme	10
	Violences basées sur le Genre	10
	Protection et Prévention contre les Violences Basées sur le Genre	6
	Violences sexuelles liées aux conflits	2
	Programme basé sur la gestion Axée sur les résultats	3
	Total	**43**

IV. Conclusion et recommandations

En conclusion le Rapport Genre 2021 fait ressortir des contraintes structurelles, liées au fait que les réformes inspirées par la Politique Nationale Genre (PNG) n'ont pas encore connu d'évolution. La présentation des rapports spécifiques compilés dans le RG montre également que la planification et la budgétisation sensible au genre (PBSG) est sujette à d'énormes difficultés comme l'insuffisance des données sexo-spécifiques et le faible niveau d'appropriation des concepts genre et de la PBSG par les agents.

Au regard de ces difficultés, afin de mieux appuyer une mise en œuvre effective de la PNG au moyen de la PBSG, il s'avère indispensable de :

- opérationnaliser les organes institutionnels de suivi de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre,
- organiser des séances de formation sur l'Indice de Développement des Inégalités des Sexes en Afrique (IDISA) à l'endroit des ministères sectoriels;
- former les membres du comité suivi de la Politique Nationale Genre en matière de Budgétisation sensible au Genre et dans la collecte, l'analyse et le traitement des données sexo-spécifiques ;
- définir une stratégie appropriée pour une meilleure prise en compte des questions genre au sein de l'administration publique.

De façon plus spécifique, il ressort des données collectées par les départements ministériels les constats ci-après :

1) Enjeux genre du secteur couvert par ledit ministère : chaque ministère fait ressortir d'importants et nombreux enjeux et constats qui jalonnent encore les péripéties de la mise en œuvre des axes de la PNG. (Se référer aux indications dans la partie de chaque ministère).

2) Mesures ou stratégies spécifiques de réduction des inégalités liées au genre : Les mesures spécifiques présentées par les départements sont pour la plupart des solutions et recommandations génériques d'ordre transversal. (Se référer aux mesures préconisées par chaque ministère).

3) Evaluation des activités genre menées en 2019 : L'approche du cadre logique sous-tend la conception, la conduite et l'évaluation du budget-programme. Suivant cette approche, les départements ayant intégré l'égalité genre dans leurs programmes devraient fournir dans leur analyse toutes les informations clés qui feraient apparaitre les résultats des actions entreprises en faveur de l'égalité de genre dans leurs programmes : objectifs, résultats, activités, périodicité, ressources. Le RG 2021 montre qu'un effort en ce sens est fourni par les départements. Cependant, les analyses s'arrêtent bien souvent à des indicateurs d'activités, avec un effort de désagrégation par sexe, mais sans faire apparaitre la répartition des montants alloués. D'où la difficulté de faire le plaidoyer pour soit une augmentation des ressources du programme, ou leur réorientation sur d'autres besoins genres nouveaux. De plus, peu de programmes incluent de véritables indicateurs de résultats qui seraient définis sous forme sexo-spécifique. De tels indicateurs ne sont donc également pas renseignés.

4) Planification et budgétisations des actions genre pour l'année 2021 : De la même façon que pour les données concernant la réalisation, bien souvent l'information présentée par les ministères concernant les actions genre pour l'année 2021 ne rend pas compte des crédits ou budgets qui pourraient avoir un impact indirect ou indirect sur les femmes et les hommes.

5) Analyses complémentaires réalisées par les ministères pilotes : L'avancée principale en la matière est la présentation d'information sexo-spécifique sur le personnel de l'administration malienne. Cette analyse fait clairement ressortir le chemin qui reste à parcourir en ce qui concerne l'accès des femmes aux postes à responsabilités.

De plus, on constate que, contrairement à l'intention du gouvernement en adoptant la planification et budgétisation sensible au genre comme cela est indiqué en introduction, les sections RG des départements ministériels n'incluent pas d'analyse sexuée de l'impact financier de chacune des dispositions de leur budget programme inscrites dans la loi des finances - et donc pas d'application de la PBSG en tant que telle. Il est indispensable de remédier à cet état de chose. Cependant, il est clair que réaliser de telles analyses pour toutes les actions gouvernementales traduites en budget-programmes est une entreprise de moyen terme. C'est dans ce cadre que se place la démarche entamée avec le RG 2021, d'amélioration graduelle du Rapport Genre au cours des années.

La démarche adoptée pour le RG 2021 – à savoir, l'utilisation par quelques ministères pilotes d'un canevas amélioré visant à inclure un 'budget ciblé genre', un 'champ stratégique de la budgétisation sensible au genre' identifiant parmi les programmes potentiellement sensibles au genre, et une désagrégation sexo-spécifique des effectifs de l'administration malienne, est une première étape. On a cherché de la sorte à poser de premiers jalons dans le sens du traçage budgétaire, tout en permettant une transition ultérieure vers d'autres instruments de la PBSG telles que analyses sensibles au genre de politiques, stratégies et programmes spécifiques du gouvernement.

De cette première expérience on peut tirer quelques constats préliminaires, tout en tenant compte du contexte particulier des mois durant lesquels s'est déroulée l'élaboration du présent rapport.

En premier lieu, on notera la difficulté des ministères à distinguer les concepts de 'budget ciblé genre' et de 'champ stratégique de la budgétisation sensible au genre' en présentant les informations pour ce rapport. L'objectif de ces deux concepts est de distinguer nettement, d'une part, les actions et budgets ciblant exclusivement les femmes (comme par exemple, une action de bourses d'études en faveur des jeunes filles, et en excluant donc les actions et budgets dont les femmes sont ou devraient être bénéficiaires au même titre que d'autres groupes de la population), et d'autre part, les programmes (et budgets associés) qui sont potentiellement d'une importance capitale pour les femmes - même si pour l'instant ils ne sont pas ou peu sensibles aux considérations de genre (par exemple, l'établissement de points d'eau dans les zones rurales éloignées est une action d'une importance capitale pour les femmes, qui sont cependant rarement consultées concernant leur emplacement, modalités de fonctionnement etc.). Les circonstances ont limité les possibilités d'échange qui auraient permis une meilleure compréhension des concepts à la lumière des interrogations et expériences des ministères pilotes lors de la préparation de ce RG.

D'autres difficultés sont apparues concernant la répartition sexo-spécifique du personnel de l'administration et notamment, le fait que les données des niveaux sous-nationaux ne sont pas centralisées à Bamako. Il n'a donc pas été possible dans ce premier exercice d'intégrer ces données dans l'analyse. Par ailleurs, cette première tentative a également fait ressortir que les données informatisées concernant le personnel de l'administration malienne permettent aisément de faire une répartition sexo-spécifique par catégorie de fonctionnaires, mais ne permettent pas de faire une telle répartition par fonction de façon à analyser, par exemple, la proportion de femmes qui occupent les fonctions de directeurs ou sous-directeurs etc. Ce travail a néanmoins été réalisé manuellement par les ministères pilotes pour les niveaux centraux. Cependant, certains des ministères pilotes n'ont pu désagréger plus finement les fonctions sous les niveaux de directions ou chefs de section, amalgamant de la sorte le personnel technique et personnel d'appui tel que chauffeur et planton. Une réflexion parait nécessaire afin de rendre ce type d'analyse plus aisé, en y incluant également les niveaux déconcentrés.

Les leçons de cette première étape seront analysées plus en profondeur au cours des mois prochains. Dans une deuxième étape l'attention se portera sur l'approfondissement de la compréhension des concepts, et la réalisation d'analyses sensibles au genre de programmes stratégiquement importants pour l'égalité de genre qui seront identifiés comme prioritaires pour ces analyses, conjointement par le MEF, le MPFEF et chacun des ministères pilotes concernés, sur la base des travaux de cette année. Les résultats de ces analyses seront intégrés dans l'information présentée dans le prochain Rapport Genre 2022. Il est également envisagé que le canevas amélioré, revu en fonction des leçons tirées de l'expérience de préparation de ce rapport RG 2021, puisse être adopté par l'ensemble des départements sectoriels pour le RG 2022.

La démarche sera poursuivie au-delà du RG 2022 notamment en étendant l'identification des programmes stratégiquement importants pour l'égalité de genre et la couverture des analyses sensibles au genre année après année, en parallèle avec le renforcement des capacités nécessaires au sein des administrations.

ETAT W

ANNEXE SUR LES RISQUES BUDGETAIRES

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Direction Générale du Budget

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

Déclaration sur les risques budgétaires pour l'exercice 2021

Dans le cadre de la préparation de la loi de finances 2021, le Gouvernement s'est appliqué pour la première fois à identifier et quantifier les principaux risques pesant sur les finances publiques afin de mieux les prévenir et d'en maîtriser l'impact potentiel.

Cette démarche vise à éclairer les risques liés à la gestion des finances publiques. Elle vient ainsi renforcer la transparence et la sincérité budgétaire qui s'attache à la construction du cadrage économique et budgétaire.

La présente annexe, qui en présente les principales conclusions, est purement informative et n'a aucune incidence sur les dotations inscrites dans la loi de finances. En effet, les risques budgétaires résultent de facteurs plus ou moins prévisibles pouvant entraîner un écart entre les résultats et les prévisions budgétaires.

Les risques sont analysés par rapport à quatre (04) axes, à savoir :

1. **l'exposition de l'Etat aux passifs du secteur public non financier ;**
2. **l'exposition de l'Etat au secteur financier ;**
3. **les catastrophes naturelles ;**
4. **les chocs macroéconomiques extérieurs**.

Matrice des risques pour 2021

Identification des Risques	Probabilité (%)	Impact (% du PIB)
Risque 1: Exposition de l'Etat aux passifs du secteur public non financier		
Les équilibres financiers de certaines entreprises publiques sont fragiles. L'Etat est susceptible de subventionner, voire de recapitaliser certaines entreprises.	8	2,3
Risque 2 : Exposition de l'Etat au secteur financier		
Le secteur financier est très concentré ce qui le rend fragile. Plusieurs Institutions de crédits de micro finances ou d'assurance sociales pourraient nécessiter des apurements de passifs, des recapitalisations et/ou une garantie des dépôts des épargnants par l'Etat.	24%	2,7
Risque 3 : Catastrophes naturelles		
Les principaux risques sont la sècheresse, les inondations et les risques d'invasion acridienne, qui affectent directement le secteur agricole, lequel représente environ un tiers du PIB	80%	0,2
Risques 4: Les chocs macroéconomiques extérieurs		
Le pays est exposé à la variation des cours mondiaux des principales matières premières exportées (coton, or) et importées (hydrocarbures	7%	4,2

Bamako le 08 décembre 2020

ETAT X

ANNEXE PORTANT SUR LE PLAN DE MESURE D'URGENCE BUDGETAIRE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Direction Générale du Budget

Sous Direction Préparation et Suivi du Budget

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

ANNEXE AU BUDGET D'ETAT 2021 SUR LE PLAN DE MESURE D'URGENCE BUDGETAIRE

Le plan de mesure d'urgence budgétaire s'articule autour des aspects suivants : (i) la constitution de réserve budgétaire, (ii) la fixation de plafond des dépenses et (iii) les mesures de régulation.

1. CONSTITUTION DE RESERVE BUDGETAIRE

Dans le cadre de la gestion budgétaire pour 2021, un certain pourcentage des crédits budgétaires sera conservé en vue de pallier les effets d'éventuelles dégradations des hypothèses macroéconomiques, ayant servi de base à la prévision des recettes. A ce titre, une rétention de 5% à 20% a été effectuée sur les crédits de paiement des dépenses d'acquisition de biens et services, de transferts courants et d'investissements.

Toutefois sont exclus de cette réserve budgétaire les dépenses sur financements extérieurs, les crédits inscrits en dotation et les crédits inscrits dans les programmes des ministères en charge de l'éducation, de la santé, de la défense, de la sécurité et de la justice. L'exclusion des crédits pour ces ministères est liée à la sensibilité de leur secteur d'intervention et à l'existence des lois de programmation qui doivent être entièrement reflétées dans la loi de finances.

Ainsi, dans le budget d'Etat 2021, le montant de cette réserve se chiffrera à 20,265 milliards de FCFA contre un montant de 16,637 milliards FCFA en 2020.

2. FIXATION DE PLAFOND DES DEPENSES

Dans le budget d'Etat, les dépenses prioritaires sont constituées d'une proportion des inscriptions en faveur des dépenses de l'éducation, de la santé, de la protection sociale, des routes et de la subvention de l'Etat au titre du Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales (FNACT). En cas de régulations budgétaires, le Gouvernement s'engage à maintenir ce seuil d'inscriptions afin d'y assurer la fourniture régulière des services.

Pour 2021, les crédits affectés aux dépenses prioritaires s'élèvent à 610 milliards de FCFA contre 561 milliards de FCFA dans la Loi de Finances initiale 2020 et révisé à 677 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2020.

3. MESURES DE REGULATION

Les mesures de régulation sont définies à l'article 29 de la loi de finances pour 2021, qui est libellé comme suit *: « Le Ministre chargé des Finances est responsable de l'exécution de la présente loi de finances et du respect des équilibres budgétaire et financier définis par celle-ci. A ce titre, il dispose d'un pouvoir de régulation budgétaire qui lui permet, au cours de l'exécution du budget 2021 :*

- *d'annuler un crédit devenu sans objet;*
- *d'annuler un crédit pour prévenir une détérioration des équilibres budgétaire et financier.*

En outre, le Ministre chargé des Finances peut geler ou mettre en réserve les crédits pour subordonner leur utilisation par les ordonnateurs aux disponibilités de trésorerie de l'Etat. »

Bamako, le 20 novembre 2020

ETAT Y

ETATS FINANCIERS DES ORGANISMES DE GESTION DE SECURITE SOCIALE

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

(CANAM)

Quartier HAMDALLAYE ACI 2000

Près de l'Obélix

BAMAKO (Mali)

Rapport du commissaire aux comptes au Conseil d'Administration

(Recommandation N° 22/CM/CIPRES)

Exercice clos le 31 décembre 2019

Août 2020

exafi

EXPERTISE COMPTABLE AUDIT FISCALITÉ INFORMATIQUE

Société d'Expertise Comptable d'Audit de Fiscalité et d'Informatique

Quartier Hamdalaye ACI 2000 Rue 433 Porte 111

Exafi Sarl BPE 3346 BAMAKO - Mali/Tél. (+223) 44 90 19 26 / 44 90 19 27 / Fax: (+223) 44 90 19 27
Sarl au capital de 1 000 000 FCFA - Registre de Commerce: MA-BKO-2013M1612 du 22/03/2013 / N.I.F. 084117205 X
Compte bancaire: Bank of africa: 01004-025180256101 - 20 / Email: exafi@sec-exafi.com / Web: www.sec-exafi.com

exafi
EXPERTISE COMPTABLE AUDIT FISCALITÉ INFORMATIQUE

Bamako, le 17 août 2020

CANAM

ACI 2000 Hamdallaye

BAMAKO – MALI

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019

Messieurs,

En exécution de la mission de Commissariat aux Comptes qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration et en application du **Chapitre III** de la Recommandation numéro **22/CM/CIPRES**, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport général relatif au contrôle des comptes annuels tels qu'ils sont joints au présent rapport, aux autres vérifications spécifiques et aux informations prévues par la loi au titre de l'exercice clos le **31 Décembre 2019**.

Les comptes ont été arrêtés sous la responsabilité de la Direction Générale de la **Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM)**.

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre contrôle légal des comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la **Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM)**, comprenant le **bilan** au **31 décembre 2019**, **les comptes des résultats, le Tableau des Emplois et des Ressources, et les notes annexes**

Ces états financiers annuels tels que présentés en annexe font apparaître :

• **Total du bilan**	**FCFA**	**85 032 207 265**
• **Résultat Net *branche « Assurances Maladie »***	**FCFA**	**5 508 714 534**
• **Résultat Net *branche « Placement financier »***	**FCFA**	***1 486 967 101***
• **Total des capitaux propres**	**FCFA**	**66 224 769 281**

A notre avis, les états financiers annuels sont réguliers, sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la **CANAM** à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le **PLAN COMPTABLE CIPRES DES ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE.**

Sans remettre en cause notre opinion sur les états financiers annuels, nous attirons l'attention du Conseil d'Administrations qu'une mission de réconciliation des comptes entre les OGD et la CANAM en cours actuellement a identifié des charges des exercices antérieurs à 2019 (de 2011 à 2018) pour FCFA 8 390 968 927 non traduites dans la comptabilité de la CANAM.

Il incombe au Conseil d'Administration de se prononcer sur ces charges afin que des dispositions idoines soient prises pour leur régularisation notamment une comptabilisation en report à nouveau.

II.- FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (**ISA**). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la **CANAM** conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement **N°01/2017/CM/OHADA** portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'**OHADA** et les règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

➢ RESPONSABILITES DE LA DIRECTION GENERALE ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS ANNUELS

La Direction générale est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux règles et méthodes comptables éditées par **Plan Comptable CIPRES des Organismes de Sécurité Sociale** ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe à la direction générale d'évaluer la capacité de la **CANAM** à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf s'il n'existe aucune autre

solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la **CANAM**.

➢ **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS ANNUELS**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes «**ISA**» permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou cumulées, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

III. VERIFICATIONS DES OBLIGATIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES.

Nous avons également procédé, conformément aux usages de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi :

Rapport de gestion

A l'étape actuelle de nos travaux, nous ne disposons pas du rapport de gestion de la Direction générale pour nous assurer de la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse des informations financières données dans ce rapport et dans les documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

Veuillez agréer, Messieurs les membres du conseil d'administration, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Le Commissaire aux Comptes

Cabinet EXAFI Sarl

Société d'Expertise Comptable
Tél: 44 90 19 26
Fax: 44 90 19 27
EXAFI

Alioune Badara TOURE
Expert-Comptable Diplômé
Associé -Gérant

I. ANNEXES

***Annexe 1** : Etats financiers le bilan*

***Annexe 2** Etats financiers les comptes de résultat*

1.1. Annexe 1: Etats financiers le bilan

ETAT DE LA SITUATION PATRIMONIALE (BILAN) - ACTIF

Etat : *223* | Etablissement : *CANAM* | F : *1/4*

Date d'arrêté *13/08/2020* | D : *C*

P (Code périodicité) : *A* | N.S. : *BUR 1/22* | M : *XOF Cours :*

REF.	INTITULE DES POSTES	2019			2018
		BRUT	Amortissement+ Provision	NET	NET
I-AI	**ACTIF IMMOBILISÉ**				
AA	**Immobilisations incorporelles**				
AB	Frais d'établissement	0	0	0	0
AC	Frais d'acquisition des immobilisations	0	0	0	0
AD	Frais d'études et plans de constructions	0	0	0	0
AE	Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
AF	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés et valeurs similaires	5 677 321 538	2 946 415 598	2 730 905 940	971 952 983
AG	Droit au bail	0	0	0	0
AH	Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
AI	Immobilisations Incorporelles en cours	0	0	0	0
AJ	Avances et acomptes versés sur immobilisations incorporelles	0	0	0	279 746 021
TAA	**Total Immobilisations incorporelles**	**5 677 321 538**	**2 946 415 598**	**2 730 905 940**	**1 251 699 004**
AK	Terrains	**0**	**0**	**0**	**0**
AL	Terrains nus	4 238 063 337	0	4 238 063 337	4 238 063 337
AM	Terrains aménagés	0	0	0	0
AN	Sous sols et sur sols	0	0	0	0
AO	Terrains bâtis	0	0	0	0
AP	**Autres immobilisations corporelles**	**0**	**0**	**0**	**0**
AQ	Constructions	2 110 118 730	853 255 814	1 256 862 916	1 385 781 260
AR	Matériels et mobiliers de bureau	1 300 445 988	1 081 214 488	219 231 500	297 241 662
AS	Matériels informatiques	5 509 505 606	3 014 850 196	2 494 655 410	3 081 266 004
AT	Matériels de transport	547 402 979	379 635 734	167 767 245	262 967 579
AU	Matériels et mobiliers techniques	4 800 880 787	2 548 313 358	2 252 567 429	3 007 184 875
AV	Matériels de servitude	0	0	0	0
AW	Cheptel	0	0	0	0
AX	Autres matériels et mobiliers	4 389 356 479	0	4 389 356 479	4 170 285 000
AY	Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0
AZ	Avances et acomptes sur commandes d'immobilisations corporelles	0	0	0	46 256 000
	Total immobilisations corporelles	**22 895 773 906**	**7 877 269 590**	**15 018 504 316**	**16 489 045 717**
BA	**Immobilisations financières**				
BB	Prêts et autres créances a long et moyen terme	0	0	0	0
BC	Participations, créances rattachées à des participations et avances accordées a d'autres organismes de sécurité sociale.	3 000 000 000	0	3 000 000 000	3 000 000 000
BD	Autres immobilisations financières	10 931 870 000	0	10 931 870 000	10 331 870 000
TBA	**Total Immobilisations financières**	**13 931 870 000**	**0**	**13 931 870 000**	**13 331 870 000**
BE	**TOTAL ACTIF IMMOBILISE**	**42 504 965 444**	**10 823 685 188**	**31 681 280 256**	**31 072 614 721**

BAMIG Copyright, Août 2009

ETAT DE LA SITUATION PATRIMONIALE (BILAN) - ACTIF (Suite)

Etat : *223* | Etablissement : *CANAM* | F : *2/4*

Date d'arrêté *13/08/2020* | D : *C*

P (Code périodicité) : *A* | N.S. : *BUR 1/22* | M : *XOF Cours :*

REF.	INTITULE DES POSTES	2019			2018
		BRUT	Amortissement+ Provision	NET	NET
BD	**ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)**				
BF	**Stocks et en cours**				
BG	Stocks de marchandises	0	0	0	0
BH	Stocks de matières premières et autres approvisionnement	5 896 821 005	315 664 633	5 581 156 372	3 208 092 410
BI	En cours de production	0	0	0	0
BJ	Production stockée	0	0	0	0
TBF	**Total stocks et en cours**	**5 896 821 005**	**315 664 633**	**5 581 156 372**	**3 208 092 410**
BK	**Créances**				
BL	Fournisseurs débiteurs	0	0	0	0
BM	Prestataires	0	0	0	0
BN	Clients et comptes rattachés	0	0	0	0
BO	Cotisants et comptes rattachés	0	0	0	1 269 375 732
BP	Personnel	120 099 642	0	120 099 642	9 794 118
BQ	Etat, autres collectivités publiques et organismes internationaux	0	0	0	0
BR	Opérations avec les autres organismes et régimes de sécurité sociale	21 060 398 413	0	21 060 398 413	18 968 652 768
BS	Débiteurs divers	668 135 410	3 594 450	664 540 960	847 034 534
BT	Comptes de transition ou d'attente	0	0	0	0
BU	Charges constatées d'avances	2 191 390	0	2 191 390	19 520 859
	Total Créances	**21 850 824 855**	**3 594 450**	**21 847 230 405**	**21 114 378 011**
BV	**TOTAL ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)**	**27 747 645 860**	**319 259 083**	**27 428 386 777**	**24 322 470 421**
CBL	**TRESORERIE ACTIF**				
BW	Prêts à mois d'un an	0	0	0	0
BX	Titres à Court terme	0	0	0	0
BY	Effet à recevoir et chèques à encaisser	0	0	0	0
BZ	Banques, établissements financiers et assimilés	25 922 540 232	0	25 922 540 232	24 671 603 110
CA	Caisses et régies d'avances	0	0	0	1
CB	**TOTAL TRESORERIE ACTIF**	**25 922 540 232**	**0**	**25 922 540 232**	**24 671 603 111**
CC	Charges à répartir sur plusieurs exercices	**0**	**0**	**0**	**0**
CZ	**TOTAL GENERAL ACTIF**	**96 175 151 536**	**11 142 944 271**	**85 032 207 265**	**80 066 688 253**

BAMIG Copyright, Août 2009

ETAT DE LA SITUATION PATRIMONIALE (BILAN) - PASSIF

Etat : *223* | Etablissement : *CANAM* | F : *3/4*

Date d'arrêté *13/08/2020* | D : *C*

P (Code périodicité) : *A* | N.S. : *BUR 1/22* | M : *XOF Cours :*

REF.	INTITULE DES POSTES	*2019*	*2018*
EOL	**CAPITAUX PROPRES**		
DA	Apport	0	0
DB	Dotation initiale	1 555 043 428	1 555 043 428
DC	Complément de dotation (Etat)	0	0
DD	Complément de dotation (organismes autres que Etat)	0	0
DE	Dons et legs en Capital	0	0
DF	Affectation	0	0
DG	Écart de réévaluation	0	0
DH	**Réserves**	0	0
DI	Réserves légales (branche des prestations familiales)	0	0
DJ	Réserves légales (branche des risques professionnels)	0	0
DK	Réserves légales (branche des pensions)	0	0
DL	Réserves légales (branche de l'assurance maladie)	21 660 428 814	21 660 428 814
DLG	Réserves légales (branche Gestion Administrative)	0	0
DM	Autres réserves (branche des prestations familiales	0	0
DN	Autres réserves (branche des risques professionnels)	0	0
DO	Autres réserves (branche des pensions)	0	0
DP	Autres réserves (branche de l'assurance maladie)	0	0
DQ	Autres réserves (Gestion des placements financiers)	187 344 008	187 344 008
DR	Autres réserves (Gestion des immeubles de rapport)	0	0
DS	Autres réserves (Gestion de l'action sanitaire)	0	0
DT	Autres réserves (Gestion des Œuvres)	0	0
DTG	Autres réserves (Gestion Administrative)	0	0
DU	**Comptes de résultat**	0	0
DV	Report à nouveau (branche des prestations familiales +ou -	0	0
DW	Report à nouveau (branche des risques professionnels) +ou -	0	0
DX	Report à nouveau (branche des pensions) +ou-	0	0
DY	Report à nouveau (branche de l'assurance maladie) +ou-	23 700 611 515	23 700 611 515
DZ	Report à nouveau (Gestion des placements financiers) +ou-	2 703 668 207	2 703 668 207
EA	Report à nouveau (Gestion des immeubles de rapport) + ou-	0	0
EB	Report à Nouveau (Gestion de l'action sanitaire) +ou-	0	0
EC	Report à nouveau (Gestion des Œuvres) +ou-	0	0
ECG	Report à nouveau (Gestion Administrative) +ou-	0	0
ED	Résultat de l'exercice (branche des prestations familiales +ou-	0	0
EE	Résultat de l'exercice (branche des risques professionnels) +ou -	0	0
EF	Résultat de l'exercice (branche des pensions) +ou-	0	0
EG	Résultat de l'exercice (branche de l'assurance maladie) + ou-	9 655 014 354	15 163 728 888
EH	Résultat de l'exercice (Gestion des placements financiers) + ou -	6 510 437 791	5 023 470 690
EI	Résultat de l'exercice (Gestion des immeubles de rapport) +ou-	0	0
EJ	Résultat de l'exercice (Gestion de l'action sanitaires) + ou-	0	0
EK	Résultat de l'exercice (Gestion des Œuvres) + ou -	0	0
EKG	Résultat de l'exercice (Gestion Administration) + ou -	0	0
EL	**Autres capitaux propres**	0	0
EM	Subventions d'investissement	252 221 164	252 221 164
EN	Provisions règlementées	0	0
EO	**TOTAL DES CAPITAUX PROPRES**	**66 224 769 281**	**70 246 516 714**

BAMIG Copyright, Août 2009

ETAT DE LA SITUATION PATRIMONIALE (BILAN) - PASSIF (Suite)

Etat : *223* | Etablissement : *CANAM* | F : *4/4*

Date d'arrêté *13/08/2020* | D : *C*

P (Code périodicité) : *A* | N.S. : *BUR 1/22* | M : *XOF Cours :*

REF.	INTITULE DES POSTES	2019	2018
EUL	**DETTES FINANCIERES**		
EP	Avances reçues d'autres organismes de sécurité sociale	0	0
EQ	Dépôts et cautionnements reçus	0	0
ER	Emprunts et dettes assorties de conditions Particulières	0	0
ES	Autres emprunts et dettes assimilées	0	0
ET	Provisions pour risques et charges	845 214 450	0
EU	**TOTAL DES DETTES FINANCIERES**	**845 214 450**	**0**
FCL	**PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)**		
EV	Fournisseurs et comptes rattachés	4 134 689 554	3 740 672 587
EW	Prestataires et comptes rattachés	5 835 461 728	4 642 736 269
EX	Clients créditeurs	0	0
EY	Cotisants créditeurs	0	0
EZ	Personnel	157 792 190	238 669 594
FA	Etat, autres Collectivités publiques & organismes internationaux	197 712 823	165 391 314
FB	Opérations avec les autres organismes de sécurité sociale	3 967 909 881	899 175 006
FC	Créditeurs divers	168 657 358	133 526 769
FD	Comptes de transition ou comptes d'attentes	0	0
FE	Cotisant, majorations et pénalités de retard mises en recouvrement	0	0
FF	Produits constatés d'avance	0	0
FG	**TOTAL PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)**	**14 462 223 534**	**9 820 171 539**
FKL	**TRESORERIE PASSIF**		
FH	Emprunts à moins d'un an	3 500 000 000	0
FI	Effets et warrants à payer	0	0
FJ	Banques, établissement financiers et assimilés	0	0
FK	**TOTAL TRESORERIE PASSIF**	**3 500 000 000**	**0**
FZ	**TOTAL GENERAL PASSIF**	**85 032 207 265**	**80 066 688 253**

BAMIG Copyright, Août 2009

1.2. Annexe 2: Etats financiers le compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT COMBINES EXERCICE N - CHARGES *2019*

Etat : *223* | Etablissement : *CANAM* | F : *1/2*

Date d'arrêté *13/08/2020* | D : *C*

P (Code périodicité) : *A* | N.S. : *BUR 1/22* | M : *XOF Cours :*

REF.	INTITULE DES POSTES	GESTION F PRESTATIONS FAMILIALES	GESTION A RISQUES PROFESSION	GESTION V PENSIONS	GESTION M ASSURANCE MALADIE	GESTION S ACTION SANITAIRE	GESTION I IMMEUBLES	GESTION G ADMINISTR.	GESTION T PLACEMENTS	GESTION E OEUVRES	TOTAL
GA	Charges techniques des prestations	0	0	0	48 037 796 68	0					48 037 796 680
GB	Matières & fournitures consommées					0	0	27 897 544		0	27 897 544
GC	Transports consommes					0	0	113 713 350		0	113 713 350
GD	Autres services consommes					0	0	10 774 213 067	21 311 512	0	10 795 524 579
GE	Charges & pertes diverses	0	0	0	21 009 924 88	0	0	100 952 347		0	21 110 877 230
GF	Charges de personnel					0	0	6 254 293 591		0	6 254 293 591
GH	Impôts, taxes & versements assimiles					0	0	58 463 137	0	0	58 463 137
GI	**Charges financières**					0	0	251 769 697	0	0	251 769 697
GJ	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion					0	0	139		0	139
GK	Charges exceptionnelles sur opérations techniques	0	0	0	0						0
GL	Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés					0	0	0		0	0
GM	Autres charges exceptionnelles					0	0	266		0	266
GN	Dotations aux amorts & aux provisions	0	0	0	0	0	0	3 459 264 940	0	0	3 459 264 940
GO	Total des charges	0	0	0	69 047 721 56	0	0	21 040 568 078	21 311 512	0	90 109 601 153
GP	Résultat avant répartition des résultats des gestions i, t & e	0	0	0	-5 508 714 534	0	0	0	1 486 967 101	0	-4 021 747 433
GQ	Répartition résultats des gestions i, t & e										
GZ	Résultat après répartitiondes résultats des gestions i, t & e										

BAMIG Copyright, Août 2009

COMPTE DE RESULTAT COMBINES EXERCICE N - PRODUITS *2019*

Etat : ***223*** Etablissement : ***CANAM*** F : ***2/2***

Date d'arrêté ***13/08/2020*** D : ***C***

P (Code périodicité) : ***A*** N.S. : ***BUR 1/22*** M : ***XOF Cours :***

REF.	INTITULE DES POSTES	GESTION F PRESTATIONS FAMILIALES	GESTION A RISQUES PROFESSION	GESTION V PENSIONS	GESTION M ASSURANCE MALADIE	GESTION S ACTION SANITAIRE	GESTION I IMMEUBLES	GESTION G ADMINISTR.	GESTION T PLACEMENTS	GESTION E OEUVRES	TOTAL
HA	Cotisations	0	0	0	62 639 832 02						62 639 832 02
HB	Majorations de retard	0	0	0	0	0					0
HC	Rachat de cotisations	0	0	0	0						0
HD	Autres produits techniques	0	0	0	0	0					0
HE	Recettes de production					0	0	4 850 000		0	4 850 000
HF	Production stockée					0	0	0		0	0
HG	Productions immobilisées					0	0	0		0	0
HH	**Récupération prestations payées indument**	0	0	0	0	0					0
HI	Subventions d'exploitations	0	0	0	0	0	0	21 009 924 88		0	21 009 924 88
HJ	Intérêts et dividendes reçus & autres produits financiers						0	0	1 508 278 613	0	1 508 278 613
HK	Produits exceptionnels opérations de gestion	0	0	0	899 175 006	0	0	25 793 195		0	924 968 201
HL	Produits de cession d'éléments d'actifs					0	0	0		0	0
HM	Quote part des subventions d'investissement et d'équipement virées au comptes de résultat de l'exercice					0	0	0		0	0
HN	Autres produits exceptionnels					0	0	0		0	0
HO	Reprises sur amorts & provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HZ	Total des produits de l'exercice	0	0	0	63 539 007 02	0	0	21 040 568 07	1 508 278 613	0	86 087 853 72

BAMIG Copyright, Août 2009

COMPTE DE RESULTAT GLOBAL : Exercices N et N - 1 - CHARGES

Etat : *223* | Etablissement : *CANAM* | F : *1/2*

Date d'arrêté *13/08/2020* | D : *C*

P (Code périodicité) : *A* | N.S. : *BUR 1/22* | M : *XOF Cours :*

REF.	INTITULE DES POSTES	*2019*	*2018*
GA	Charges techniques des prestations	48 037 796 680	31 148 115 362
GB	Matières & fournitures consommées	27 897 544	4 605 712 773
GC	Transports consommes	113 713 350	62 500 050
GD	Autres services consommes	10 795 524 579	8 921 361 022
GE	Charges & pertes diverses	21 110 877 230	22 952 027 270
GF	Charges de personnel	6 254 293 591	6 659 337 029
GH	Impôts, taxes & versements assimiles	58 463 137	153 322 943
GI	Charges financières	251 769 697	0
GJ	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	139	0
GK	Charges exceptionnelles sur opérations techniques	0	0
GL	Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0	0
GM	Autres charges exceptionnelles	266	3 465 797
GN	Dotations aux amorts & aux provisions	3 459 264 940	2 887 955 319
GO	**Total des charges**	**90 109 601 153**	**77 393 797 565**
GP	**Résultat avant répartition des résultats des gestions i, t & e**	**-4 021 747 433**	**1 045 645 471**
GQ	**Répartition résultats des gestions i, t & e**	**0**	**0**
GZ	**Résultat après répartitiondes résultats des gestions i, t & e**	**0**	**0**

BAMIG Copyright, Août 2009

COMPTE DE RESULTAT GLOBAL : Exercices N et N - 1 - PRODUITS

Etat : *223* | Etablissement : *CANAM* | F : *2/2*

Date d'arrêté *13/08/2020* | D : *C*

P (Code périodicité) : *A* | N.S. : *BUR 1/22* | M : *1*

REF.	INTITULE DES POSTES	*2019*	*2018*
HA	Cotisations	62 639 832 023	53 428 020 080
HB	Majorations de retard et pénalités	0	0
HC	Rachat de cotisations	0	0
HD	Autres produits techniques	0	0
HE	Recettes de production	4 850 000	4 900 000
HF	Production stockée	0	0
HG	Productions immobilisées	0	0
HH	Récupération prestations payées indument	0	0
HI	Subventions d'exploitations	21 009 924 883	22 763 997 406
HJ	Intérêts et dividendes reçus & autres produits financiers	1 508 278 613	1 706 202 179
HK	Produits exceptionnels opérations de gestion	924 968 201	88 652 593
HL	Produits de cession d'éléments d'actifs	0	9 300 000
HM	Quote part des subventions d'investissement et d'équipement virées au comptes de résultat de l'exercice	0	0
HN	Autres produits exceptionnels	0	0
HO	Reprises sur amorts & provisions	0	438 370 778
HZ	**Total des produits de l'exercice**	**86 087 853 720**	**78 439 443 036**

BAMIG Copyright, Août 2009

COMPTE DE RESULTAT GESTION 7 ou G : Gestion Administration - CHARGES

Etat : *223* | Etablissement : *CANAM* | F : *1/3*

Date d'arrêté *13/08/2020* | D : *C*

P (Code périodicité) : *A* | N.S. : *BUR 1/22* | M : *XOF Cours :*

REF.	INTITULE DES POSTES	2019	2018
	CHARGES D'EXPLOITATION		
GGA	**Matières et fournitures consommées**	**27 897 544**	**4 605 712 773**
GGB	Matières, Marchandises et fournitures stockées	1 884 277 730	3 939 657 471
GGC	Variations de stocks	-2 373 063 962	494 134 242
GGD	Matières et fournitures non stockables	516 683 776	171 921 060
GGE	Achat pour réceptions	0	0
GGF	Fournitures diverses, frais accessoires	0	0
GGH	Rabais, remises et ristournes obtenues sur achats	0	0
GGG	**Transports consommés**	**113 713 350**	**62 500 050**
GGI	Frais de voyages et de déplacement	113 448 350	27 050
GGJ	Transport collectif du personnel	0	0
GGK	Transport de biens et fournitures	0	0
GGL	Frais de déménagement	0	0
GGM	Autres frais de transport	265 000	62 473 000
GGN	**Autres services consommées**	**10 774 213 067**	**8 831 522 002**
GGO	Missions et réceptions	545 558 272	1 342 286 056
GGP	Sous traitance générale	0	0
GGQ	Redevances crédit bail, loyer et charges locatives	1 522 184 220	941 444 220
GGR	Travaux d'entretien et de réparation	1 420 966 674	1 121 965 018
GGS	Rémunération des intermédiaires, du personnel extérieur à l'organisme et honoraires	1 921 265 200	440 754 358
GGT	Publicité, information et publication	927 765 550	933 190 464
GGU	Frais de postes et télécommunications	223 140 072	209 002 853
GGV	Frais bancaires	0	0
GGW	Autres frais consommés	4 213 333 079	3 842 879 033
GGX	**Charges et pertes diverses**	**100 952 347**	**101 404 864**
GGY	Prime d'assurance	46 826 787	49 099 844
GGZ	Rémunération des administrateurs et autres dirigeants non salariés	54 125 560	52 305 020
GHA	**Frais de personnel**	**6 254 293 591**	**6 659 337 029**
GHB	Rémunération du personnel de statut de droit privé	5 022 951 882	5 515 473 728
GHC	Rémunération du personnel de statut de droit public	193 511 547	350 951 464
GHD	Charges de sécurité sociale	1 025 965 200	792 911 837
GHE	Autres charges sociales	7 487 418	0
GHF	Autres charges du personnel	4 377 544	0
GHG	**Impôts et taxes**	**58 463 137**	**153 322 943**
GHH	Impôts, taxes et versement assimilés sur salaires (administration des impôts)	45 699 400	51 097 070
GHI	Impôts, taxes et versement assimilés sur salaires (Autres organismes)	12 203 737	101 491 873
GHJ	Autres impôts, taxes et versements assimilés (administrations des impôts)	560 000	734 000
GHK	Autres impôts, taxes et versements assimilés (Autres organismes)	0	0
GHL	**Dotations aux amortissements et aux provisions d'exploitation**	**3 459 264 940**	**2 572 290 686**
GHM	Dotations aux amortissements d'exploitation	2 614 050 490	2 572 290 686
GHN	Dotations aux provisions d'exploitation	845 214 450	0
GHO	**TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION**	**20 788 797 976**	**22 986 090 347**

BAMIG Copyright, Août 2009

COMPTE DE RESULTAT GESTION 7 ou G : Gestion Administration - CHARGES (Suite)

Etat : *223* | Etablissement : *CANAM* | F : *2/3*

Date d'arrêté *13/08/2020* | D : *C*

P (Code périodicité) : *A* | N.S. : *BUR 1/22* | M : *XOF Cours :*

REF.	INTITULE DES POSTES	2019	2018
	CHARGES FINANCIERES		
GHP	Charges d'intérêts	251 769 697	0
GHQ	Pertes de change	0	0
GHR	Autres charges financières	0	0
GHS	**TOTAL DES CHARGES FINANCIERES**	**251 769 697**	**0**
	CHARGES EXCEPTIONNELLES		
GHT	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	139	0
GHU	Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	0	0
GHV	Autres charges exceptionnelles	266	3 465 797
GHW	Dotations aux amortissements et aux provisions des charges exceptionnelles	0	315 664 633
GHX	**TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES**	**405**	**319 130 430**
GHZ	**TOTAL DES CHARGES**	**21 040 568 078**	**23 305 220 777**

BAMIG Copyright, Août 2009

COMPTE DE RESULTAT GESTION 7 ou G : Gestion Administration - PRODUITS

Etat : *223* | Etablissement : *CANAM* | F : *3/3*

Date d'arrêté *13/08/2020* | D : *C*

P (Code périodicité) : *A* | N.S. : *BUR 1/22* | M : *XOF Cours :*

REF.	INTITULE DES POSTES	*2019*	*2018*
	PRODUITS D'EXPLOITATION		
GIA	**Recettes de production**	**4 850 000**	**4 900 000**
GIB	Ventes de produits et travaux	0	0
GIC	Produits des activités annexes	4 850 000	4 900 000
GID	Productions stockées	0	0
GIE	Productions immobilisées	0	0
GIF	**Subvention d'exploitation**	**21 009 924 883**	**22 763 997 406**
GIG	Subventions internes d'exploitations reçues	0	0
GIH	Subventions internes d'équilibres reçues	21 009 924 883	22 763 997 406
GII	Subventions d'investissement et d'équipement reçues	0	0
GIJ	Subventions d'exploitation reçues de l'Etat	0	0
GIK	Subventions d'exploitations des collectivités publiques et d'autres organismes	0	0
GIL	Dons et legs reçus	0	0
GIM	Autres subventions d'exploitations reçues	0	0
GIN	**Reprise sur amortissement et provisions d'exploitation**	**0**	**438 370 778**
GIO	Reprise sur amortissements d'exploitation	0	0
GIP	Reprises provisions d'exploitation	0	438 370 778
GIQ	**TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION**	**21 014 774 883**	**23 207 268 184**
	PRODUITS FINANCIERS		
GIR	Escomptes obtenus	0	0
GIS	Gains de changes	0	0
GIT	Autres produits financiers	0	0
GIU	**TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS**	**0**	**0**
	PRODUITS EXCEPTIONNELS		
GIV	Produits Exceptionnels sur Opérations de gestion	25 793 195	88 652 593
GIW	Produits de cessions d'éléments d'actif	0	9 300 000
GIX	Quote part des Subventions et Equipement virée au compte de Résultat de l'exercice	0	0
GIY	Autres produits exceptionnels	0	0
GIZ	Reprises sur provisions (produits exceptionnels)	0	0
GJA	**TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS**	**25 793 195**	**97 952 593**
GJB	**TOTAL DES PRODUITS**	**21 040 568 078**	**23 305 220 777**
GJZ	**RESULTAT DE L'EXERCICE**	**0**	**0**

BAMIG Copyright, Août 2009

COMPTE DE RESULTAT GESTION 4 ou M : Assurance Maladie - CHARGES

Etat : *223* | Etablissement : *CANAM* | F : *1/2*

Date d'arrêté *13/08/2020* | D : *C*

P (Code périodicité) : *A* | N.S. : *BUR 1/22* | M : *XOF Cours :*

REF.	INTITULE DES POSTES	*2019*	*2018*
	CHARGES D'EXPLOITATION		
MGA	**Charges Techniques**	**48 037 796 680**	**31 148 115 362**
MGB	Indemnité journalière d'incapacité	0	0
MGC	Pensions d'invalidité	0	0
MGD	Pensions de survivants	0	0
MGE	Frais d'analyse et soins médicaux, pharmaceutiques, rééducation, reclassement et prothèses	47 867 881 680	30 760 274 922
MGF	Frais de transport	0	0
MGG	Frais funéraires	0	0
MGH	Subventions accordées aux établissement de soins de santé, œuvres et entreprises	169 915 000	387 840 440
MGI	Autres charges techniques	0	0
MGJ	**Subventions accordées et prélèvement au profit d'autres gestion**	**21 009 924 883**	**22 850 622 406**
MGK	Subventions de fonctionnement accordées	0	0
MGL	Subventions de déficit accordées	0	0
MGM	Subventions d'investissement et d'équipement accordées	0	0
MGN	Prélèvements ou dotations au profit de l'action sanitaire et sociale	0	0
MGO	Prélèvements ou dotations au profit de la gestion administrative	21 009 924 883	22 763 997 406
MGP	Autres subventions accordées	0	86 625 000
MGQ	**Dotations aux provisions d'exploitation**	**0**	**0**
MGR	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	0	0
MGS	Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulant	0	0
MGT	**TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION**	**69 047 721 563**	**53 998 737 768**
	CHARGES EXCEPTIONNELLES		
MGU	Admissions en non valeur	0	0
MGV	Remises sur Créances	0	0
MGW	Annulations de Créances	0	0
MGX	Autres charges exceptionnelles sur opérations techniques	0	0
MGY	**TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES**	**0**	**0**
MGZ	**TOTAL DES CHARGES**	**69 047 721 563**	**53 998 737 768**

BAMIG Copyright, Août 2009

COMPTE DE RESULTAT GESTION 4 ou M : Assurance Maladie - PRODUITS

Etat : *223* | Etablissement : *CANAM* | F : *2/2*

Date d'arrêté *13/08/2020* | D : *C*

P (Code périodicité) : *A* | N.S. : *BUR 1/22* | M : *XOF Cours :*

REF.	INTITULE DES POSTES	*2019*	*2018*
	PRODUITS D'EXPLOITATION		
MHA	**Produits Techniques**	**62 639 832 023**	**53 428 020 080**
MHB	Cotisations	62 639 832 023	53 428 020 080
MHC	Majorations de retard et pénalités	0	0
MHD	Rachats de cotisation	0	0
MHE	Autres produits techniques	0	0
MHF	Récupération des prestations payées indument	0	0
MHG	**Subventions d'exploitation**	**0**	**0**
MHH	Subventions internes d'exploitations reçues	0	0
MHI	Subventions internes d'équilibres reçues	0	0
MHJ	Subventions d'investissement et d'équipement reçues	0	0
MHK	Subventions d'exploitation reçues de l'Etat	0	0
MHL	Subventions d'exploitation des collectivités publiques et d'autres organismes	0	0
MHM	Dons et legs reçus	0	0
MHN	Autres subventions d'exploitation reçues	0	0
MHO	**Reprise sur provisions d'exploitation**	**0**	**0**
MHP	Reprise sur provisions pour dépréciation des actifs circulant	0	0
MHQ	Reprises provisions pour risques et charges d'exploitation	0	0
MHR	**TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION**	**62 639 832 023**	**53 428 020 080**
	PRODUITS EXCEPTIONNELS		
MHS	Produits Exceptionnels sur Opérations de gestion	899 175 006	0
MHT	**TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS**	**899 175 006**	**0**
MHU	**TOTAL DES PRODUITS**	**63 539 007 029**	**53 428 020 080**
MHZ	**RESULTAT DE L'EXERCICE**	**-5 508 714 534**	**-570 717 688**

BAMIG Copyright, Août 2009

COMPTE DE RESULTAT GESTION 8 ou T :Placements Financiers - CHARGES

Etat : *223* | Etablissement : *CANAM* | F : *1/2*

Date d'arrêté *13/08/2020* | D : *C*

P (Code périodicité) : *A* | N.S. : *BUR 1/22* | M : *XOF Cours :*

REF.	INTITULE DES POSTES	*2019*	*2018*
	CHARGES D'EXPLOITATION		
TGA	**Autres services consommées**	**21 311 512**	**89 839 020**
TGB	Frais bancaires	21 311 512	89 839 020
TGC	Autres frais consommés	0	0
TGD	**Impôts et taxes**	**0**	**0**
TGE	Autres impôts, taxes et versements assimilés (administrations des impôts)	0	0
TGF	Autres impôts, taxes et versements assimilés (Autres organismes)	0	0
TGG	**TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION**	**21 311 512**	**89 839 020**
	CHARGES FINANCIERES		
TGH	Charges d'intérêts	0	0
TGI	Pertes de change	0	0
TGJ	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
TGK	Autres charges financières	0	0
TGL	Dotations aux provisions pour dépréciation des éléments financiers	0	0
TGM	**TOTAL DES CHARGES FINANCIERES**	**0**	**0**
TGZ	**TOTAL DES CHARGES**	**21 311 512**	**89 839 020**

BAMIG Copyright, Août 2009

COMPTE DE RESULTAT GESTION 8 ou T :Placements Financiers - PRODUITS

Etat : *223* Etablissement : *CANAM* F : *2/2*

Date d'arrêté *13/08/2020* D : *C*

P (Code périodicité) : *A* N.S. : *BUR 1/22* M : *XOF Cours :*

REF.	INTITULE DES POSTES	*2019*	*2018*
THA	**Intérêts et dividendes perçus**	**1 508 278 613**	**1 706 202 179**
THB	Revenus des titres de participation	0	0
THC	Revenus des titres de placement	0	0
THD	Revenus des prêts et autres créances	0	0
THE	Escomptes obtenus	0	0
THF	Gains de change	0	0
THG	Produits nets sur valeurs mobilières de placement	0	0
THH	Intérêts des comptes bancaires	1 501 290 356	1 706 202 179
THI	Autres produits financiers	6 988 257	0
THJ	**Reprise sur provisions (produits financiers)**	**0**	**0**
THK	Reprise sur provisions pour risques et charges financières	0	0
THL	Reprises des provisions pour dépréciation des éléments financiers	0	0
THM	**TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS**	**1 508 278 613**	**1 706 202 179**
THN	**TOTAL DES PRODUITS**	**1 508 278 613**	**1 706 202 179**
THZ	**RESULTAT DE L'EXERCICE**	**1 486 967 101**	**1 616 363 159**

BAMIG Copyright, Août 2009

MINISTERE DE LA SANTE
ET DES AFFAIRES SOCIALES

CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple -Un But – Une Foi

ETATS FINANCIERS CMSS
EXERCICE CLOS AU 31/12/2019

ACI 2000 Bamako - BP 484 - Fax : 20 29 62 98 - Tél : 20 29 30 46 / 20 29 27 06
Site www.cmssmali.org

Dénomination sociale :

N° Identification Fiscale :

Sigle Usuel :

Exercice Clos **31/12/2019**

COMPTE DE RESULTAT GESTION 3.1 OU V1

Réf	INTITULE	EXERCICE 2019	EXERCICE 2018
V1.6	**CHARGES**		
V1.60	**Charges Techniques**		
V1.66031	Pensions de vieilllesse	75 880 789 795	68 795 956 852
V1.66032	Allocations de vieillesse	0	0
V1.66033	Pensions d'invalidité	0	0
V1.66034	Pensions de survivants	0	0
V1.66035	Allocations aux survivants	0	0
V1.66036	Frais médicaux	0	0
V1.66037	Frais de transport	0	0
V1.66038	Frais funéraires	0	0
V1.66039	Autres charges techniques	136 856 328	119 912 390
V1.664	**Subventions accordées et prélevement au profit d'autres gestions**		
V1.66441	Subventions de fonctionnement accordées	0	0
V1.66442	Subventions de fonctionnement et de déficit accordées	0	0
V1.66443	Subventions d'investissement et d'équipement accordées	0	0
V1.66446	Prélévement ou dotations au profit de la Gestion administrative	0	0
V1.66448	Autres subventions accordées	0	0
V1.669	**Dotations aux provisions d'exploitation**		
V1.669151	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	0	0
V1.669153	Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants	0	0
V1.6692	**Dotations aux provisions pour charges techniques**		
V1.668	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**		
V1.66821	Admissions en non valeur	0	0
V1.66822	Remises sur Créances	0	0
V1.66823	Annulations de Créances	0	0
V1.668CA	Autres charges exceptionnelles sur opérations techniques	0	0
V1.66900	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	0
TV6	**TOTAL DES CHARGES**	*76 017 646 123*	*68 915 869 242*

Dénomination sociale :

N° Identification Fiscale :

Sigle Usuel :

Exercice Clos **31/12/2019**

COMPTE DE RESULTAT GESTION 3.1 OU V1

Réf	INTITULE	EXERCICE 2019	EXERCICE 2018
V1.7	**PRODUITS**		
V1.770	**Produits Techniques**		
V1.7701	Cotisations	92 468 118 057	28 898 059 083
V1.7702	Majorations de retard et pénalités	0	0
V1.7703	Rachats de cotisation	0	0
V1.7708	Autres produits techniques	1 221 347 993	0
V1.774	**Transfert de charges**		
V1.7741	Transfert de charges d'exploitation	0	0
V1.7748	Transfert de charges exceptionnelles	0	0
V1.775	**Recupération des prestations payées indument**		
V1.7753	Récupération des prestations assurance vieillesse payées indument	335 378 748	279 072 576
V1.776	**Subventions reçues**		
V1.7760	Subventions internes d'exploitation reçues	0	0
V1.7761	Subventions internes d'équilibre reçues	0	0
V1.7762	Subventions d'investissement et d'équipement reçues	0	0
V1.7763	Subventions d'exploitation reçues de l'Etat	0	0
V1.7764	Subventions d'exploitation des collectivités publiques et d'autres organismes	0	0
V1.7766	Dons et legs reçus	0	0
V1.7768	Autres subventions reçues	0	0
V1.779	**Reprise sur provisions d'exploitation**		
V1.779122	Reprise sur provisions pour dépréciation des actifs circulants	0	0
V1.779125	Reprises provisions pour risques et charges d'exploitation	0	0
V1.7792	Reprises sur provisions pour charges techniques	0	0
V1.7797	Reprises sur provisions (produits exceptionnels)	0	0
V1.777	**Produits financiers**		
V1.7778	Autres produits financiers	0	0
V1.778	**PRODUITS EXCEPTIONNELS**		
V1.7781	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
V1.7788	Autres produits exceptionnels	0	0
TV7	**TOTAL DES PRODUITS**	*94 024 844 798*	*29 177 131 659*
V1.113	**RESULTAT DE L'EXERCICE**	*18 007 198 675*	*-39 733 817 583*

Dénomination sociale :

N° Identification Fiscale :

Sigle Usuel :

Exercice Clos **31/12/2019**

COMPTE DE RESULTAT GESTION 3.2 OU V2

Réf	INTITULE	EXERCICE 2019	EXERCICE 2018
V2.6	**CHARGES**		
V2.60	**Charges Techniques**		
V2.66031	Pensions de vieilllesse	20 907 295 941	21 863 697 698
V2.66032	Allocations de vieillesse	0	0
V2.66033	Pensions d'invalidité	0	0
V2.66034	Pensions de survivants	0	0
V2.66035	Allocations aux survivants	0	0
V2.66036	Frais médicaux	0	0
V2.66037	Frais de transport	0	0
V2.66038	Frais funéraires	0	0
V2.66039	Autres charges techniques	0	0
V2.664	**Subventions accordées et prélevement au profit d'autres gestions**		
V2.66441	Subventions de fonctionnement accordées	0	0
V2.66442	Subventions de fonctionnement et de déficit accordées	0	0
V2.66443	Subventions d'investissement et d'équipement accordées	0	0
V2.66446	Prélévement ou dotations au profit de la Gestion administrative	0	0
V2.66448	Autres subventions accordées	0	0
V2.669	**Dotations aux provisions d'exploitation**		
V2.669151	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	0	0
V2.669153	Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants	0	0
V2.6692	**Dotations aux provisions pour charges techniques**		
V2.668	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**		
V2.66821	Admissions en non valeur	0	0
V2.66822	Remises sur Créances	0	0
V2.66823	Annulations de Créances	0	0
V2.668CA	Autres charges exceptionnelles sur opérations techniques	0	0
V2.66900	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	0
TV6	**TOTAL DES CHARGES**	**20 907 295 941**	**21 863 697 698**

Dénomination sociale :

N° Identification Fiscale :

Sigle Usuel :

Exercice Clos **31/12/2019**

COMPTE DE RESULTAT GESTION 3.2 OU V2

Réf	INTITULE	EXERCICE 2019	EXERCICE 2018
V2.7	**PRODUITS**		
V2.770	**Produits Techniques**		
V2.7701	Cotisations	8 707 059 072	6 560 505 538
V2.7702	Majorations de retard et pénalités	0	0
V2.7703	Rachats de cotisation	0	0
V2.7708	Autres produits techniques	0	0
V2.774	**Transfert de charges**		
V2.7741	Transfert de charges d'exploitation	0	0
V2.7748	Transfert de charges exceptionnelles	0	0
V2.775	**Recupération des prestations payées indument**		
V2.7753	Récupération des prestations assurance vieillesse payées indument	0	0
V2.776	**Subventions reçues**		
V2.7760	Subventions internes d'exploitation reçues	0	0
V2.7761	Subventions internes d'équilibre reçues	0	0
V2.7762	Subventions d'investissement et d'équipement reçues	0	0
V2.7763	Subventions d'exploitation reçues de l'Etat	0	0
V2.7764	Subventions d'exploitation des collectivités publiques et d'autres organismes	0	0
V2.7766	Dons et legs reçus	0	0
V2.7768	Autres subventions reçues	0	0
V2.779	**Reprise sur provisions d'exploitation**		
V2.779122	Reprise sur provisions pour dépréciation des actifs circulants	0	0
V2.779125	Reprises provisions pour risques et charges d'exploitation	0	0
V2.7792	Reprises sur provisions pour charges techniques	0	0
V2.7797	Reprises sur provisions (produits exceptionnels)	0	0
V2.777	**Produits financiers**		
V2.7778	Autres produits financiers	0	0
V2.778	**PRODUITS EXCEPTIONNELS**		
V2.7781	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
V2.7788	Autres produits exceptionnels	0	0
TV7	**TOTAL DES PRODUITS**	**8 707 059 072**	**6 560 505 538**
V2.113	**RESULTAT DE L'EXERCICE**	***-12 200 236 869***	***-15 303 192 160***

Dénomination sociale :

N° Identification Fiscale :

Sigle Usuel :

Exercice Clos **31/12/2019**

COMPTE DE RESULTAT GESTION 3.3 OU V3

Réf	INTITULE	EXERCICE 2019	EXERCICE 2018
V3.6	**CHARGES**		
V3.60	**Charges Techniques**		
V3.66031	Pensions de vieilllesse	1 153 353 535	782 930 856
V3.66032	Allocations de vieillesse	0	0
V3.66033	Pensions d'invalidité	0	0
V3.66034	Pensions de survivants	0	0
V3.66035	Allocations aux survivants	0	0
V3.66036	Frais médicaux	0	0
V3.66037	Frais de transport	0	0
V3.66038	Frais funéraires	0	0
V3.66039	Autres charges techniques	0	0
V3.664	**Subventions accordées et prélevement au profit d'autres gestions**		
V3.66441	Subventions de fonctionnement accordées	0	0
V3.66442	Subventions de fonctionnement et de déficit accordées	0	0
V3.66443	Subventions d'investissement et d'équipement accordées	0	0
V3.66446	Prélévement ou dotations au profit de la Gestion administrative	0	0
V3.66448	Autres subventions accordées	0	0
V3.669	**Dotations aux provisions d'exploitation**		
V3.669151	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	0	0
V3.669153	Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants	0	0
V3.6692	**Dotations aux provisions pour charges techniques**		
V3.668	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**		
V3.66821	Admissions en non valeur	0	0
V3.66822	Remises sur Créances	0	0
V3.66823	Annulations de Créances	0	0
V3.668CA	Autres charges exceptionnelles sur opérations techniques	0	0
V3.66900	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	0
TV6	**TOTAL DES CHARGES**	***1 153 353 535***	***782 930 856***

Dénomination sociale :

N° Identification Fiscale :

Sigle Usuel :

Exercice Clos **31/12/2019**

COMPTE DE RESULTAT GESTION 3.3 OU V3

Réf	INTITULE	EXERCICE 2019	EXERCICE 2018
V3.7	**PRODUITS**		
V3.770	**Produits Techniques**		
V3.7701	Cotisations	274 234 275	218 676 650
V3.7702	Majorations de retard et pénalités	0	0
V3.7703	Rachats de cotisation	0	0
V3.7708	Autres produits techniques	0	0
V3.774	**Transfert de charges**		
V3.7741	Transfert de charges d'exploitation	0	0
V3.7748	Transfert de charges exceptionnelles	0	0
V3.775	**Recupération des prestations payées indument**		
V3.7753	Récupération des prestations assurance vieillesse payées indument	0	0
V3.776	**Subventions reçues**		
V3.7760	Subventions internes d'exploitation reçues	0	0
V3.7761	Subventions internes d'équilibre reçues	0	0
V3.7762	Subventions d'investissement et d'équipement reçues	0	0
V3.7763	Subventions d'exploitation reçues de l'Etat	0	0
V3.7764	Subventions d'exploitation des collectivités publiques et d'autres organismes	0	0
V3.7766	Dons et legs reçus	0	0
V3.7768	Autres subventions reçues	0	0
V3.779	**Reprise sur provisions d'exploitation**		
V3.779122	Reprise sur provisions pour dépréciation des actifs circulants	0	0
V3.779125	Reprises provisions pour risques et charges d'exploitation	0	0
V3.7792	Reprises sur provisions pour charges techniques	0	0
V3.7797	Reprises sur provisions (produits exceptionnels)	0	0
V3.777	**Produits financiers**		
V3.7778	Autres produits financiers	0	0
V3.778	**PRODUITS EXCEPTIONNELS**		
V3.7781	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
V3.7788	Autres produits exceptionnels	0	0
TV7	**TOTAL DES PRODUITS**	*274 234 275*	*218 676 650*
V3.113	**RESULTAT DE L'EXERCICE**	*-879 119 260*	*-564 254 206*

Dénomination sociale :

N° Identification Fiscale :

Sigle Usuel :

Exercice Clos **31/12/2019**

COMPTE DE RESULTAT GESTION 7 OU G

Réf	INTITULE	EXERCICE 2019	EXERCICE 2018
G7	**PRODUITS**		
G771	**Recettes de production**		
G7711	Ventes de produits et travaux	0	0
G7718	Produits des activités annexes	1 482 484 146	1 332 464 824
G7719	Rabais, remises et ristournes hors-factures accordés sur ventes	0	0
G772	**Productions stockées**		
G7723	Variation des stocks	0	0
G773	**Productions immobilisées**		
G7731	Immobilisations incorporelles	0	0
G7732	Immobilisations corporelles	0	0
G774	**Transfert de charges**		
G7741	Transfert de charges d'exploitation	0	0
G7747	Transfert de charges financières	0	0
G7748	Transfert de charges exceptionnelles	0	0
G776	**Subventions reçues**		
G7760	Subventions internes d'exploitations reçues	0	0
G7761	Subventions internes d'équilibres reçues	0	0
G7762	Subventions d'investissement et d'équipement reçues	0	0
G7763	Subventions d'exploitations reçues de l'Etat	1 000 000 000	0
G7764	Subventions d'exploitations des collectivités publiques et d'autres organismes	0	0
G7766	Dons et legs reçus	0	0
G7768	Autres subventions reçues	0	0
G777	**Produits financiers**		
G7774	Escomptes obtenus	0	0
G7775	Gains de changes	0	0
G7778	Autres produits financiers	0	0
G778	**Produits Exceptionnels**		
G7781	Produits Exceptionnels sur Opérations de gestion	8 261 422 000	0
G7785	Produits de cessions d'éléments d'actif	0	0
G7787	Quote-part des subventions d'investissement et d'équipement virée au	0	0
G7788	Autres produits exceptionnels	0	0
G779	**Reprise sur amortissement et provisions d'exploitation**		
G77911	Reprise sur amortissements d'exploitation	0	6 703 817 767
G77912	Reprises provisions d'exploitation	0	0
G7797	Reprises sur provisions (produits exceptionnels)	0	0
TG7	**TOTAL DES PRODUITS**	*10 743 906 146*	*8 036 282 591*
G113	**RESULTAT DE L'EXERCICE**	*1 878 739 710*	*-6 755 011 363*

Dénomination sociale :

N° Identification Fiscale :

Sigle Usuel :

Exercice Clos **31/12/2019**

COMPTE DE RESULTAT GESTION 7 OU G

Réf	INTITULE	EXERCICE 2019	EXERCICE 2018
G6	**CHARGES**		
G661	**Matières et fournitures consommées**		
G6610	Matières, Marchandises et fournitures stockées	305 563 718	301 701 440
G6611	Variations de stocks	0	0
G6612	Matières et fournitures à consommation immédiate (non stockées	507 217 474	499 756 531
G6616	Achat pour réception	0	0
G6618	Fournitures diverses, frais accessoires	0	0
G6619	Rabais, remises et ristournes hors-factures obtenus sur achats	0	0
G662	**Transports consommés**		
G6621	Frais de voyages et de déplacement	0	4 416 400
G6622	Transport collectif du personnel	0	0
G6625	Transport de biens et fournitures	5 673 440	8 488 330
G6626	Frais de déménagement	0	0
G6628	Autres frais de transport	0	0
G663	**Autres services consommés**		
G6630	Missions et receptions	175 324 167	141 086 525
G6631	Sous-traitance générale	0	0
G6632	Redevances crédit-bail, loyer et charges locatives	69 973 020	21 043 020
G6633	Travaux d'entretien et de réparation	423 157 474	385 004 454
G6634	Rémunération des intermédiaires, du personnel extérieur à	95 263 737	44 120 435
G6635	Publicité, information et publication	47 712 314	30 860 600
G6636	Frais de postes et télécommunications	161 256 855	178 375 610
G6637	Frais bancaires	0	0
G6638	Autres frais consommés	111 659 103	137 129 940
G6639	Rabais, remises et ristournes hors-factures obtenus sur services	0	0
G664	**Charges et pertes diverses**		
G6641	Primes d'assurance	11 814 110	19 924 292
G6642	Remunération des administrateurs et autres dirigeants non salariés	0	0
G665	**Frais de personnel**		
G6651	Rémunération du personnel de statut de droit privé	5 622 641 897	4 947 379 137
G6652	Rémunération du personnel de statut de droit public	0	0
G6655	Charges de Sécurité Sociale	916 735 824	861 471 687
G6657	Autres charges sociales	32 463 512	26 790 851
G6658	Autres charges du personnel	3 600 000	2 000 000
G666	**Impôts et taxes**		
G6661	Impôts, taxes et versements assimilés sur salaires	0	0
G6663	Impôts, taxes et versements assimilés sur salaires (autres	0	0
G6665	Autres impôts, taxes et versements assimilés (administrations des	0	22 076 900
G6668	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	0	0
G667	**Charges financières**		
G6673	Intérêts des emprunts et autres dettes financières	0	0
G6674	Escomptes accordés	0	0
G6675	Pertes de change	0	0

Dénomination sociale :

N° Identification Fiscale :

Sigle Usuel :

Exercice Clos **31/12/2019**

COMPTE DE RESULTAT GESTION 7 OU G

Réf	INTITULE	EXERCICE 2019	EXERCICE 2018
G6676	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
G6677	Intérêts bancaires	0	0
G6678	Autres charges financières	0	0
G668	**Charges exceptionnelles**		
G6681	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	79 202 120	153 290 700
G6685	Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	0	0
G6688	Autres charges exceptionnelles	0	0
G66911	Dotations aux amortissements d'exploitation	295 907 671	6 971 509 288
G66915	Dotations aux provisions d'exploitation	0	0
G6696	Dotations aux provisions pour dépréciation des éléments financiers	0	0
G6697	Dotations aux amortissements et aux provisions des charges	0	0
TG6	**TOTAL DES CHARGES**	*8 865 166 436*	*14 756 426 140*

Dénomination sociale :

N° Identification Fiscale :

Sigle Usuel :

Exercice Clos **31/12/2019**

COMPTE DE RESULTAT GESTION 8 OU T

Réf	INTITULE	EXERCICE 2019	EXERCICE 2018
T6	**CHARGES**		
T663	**Autres services consommés**		
T6637	Frais bancaires	2 206 613	0
T6638	Autres frais consommés	0	0
T664	**Charges et pertes diverses**		
T6644	Subventions et prélèvement au profit d'autres gestions	0	0
T666	**Impôts et taxes**		
T6665	Autres impôts, taxes et versements assimilés (administrations des impôts)	0	0
T6668	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	0	0
T667	**Charges financières**		
T6673	Intérêts des emprunts et autres dettes financières	0	0
T6674	Escomptes accordés	0	0
T6675	Pertes de change	0	0
T6676	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
T6677	Intérêts bancaires	0	0
T6678	Autres charges financières	0	0
T6696	Dotations aux provisions pour dépréciation des éléments financiers	0	0
T668	**Charges exceptionnelles**		
T6681	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	0
T6685	Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	0	0
T6688	Autres charges exceptionnelles	0	0
T6697	Dotations aux amortissements et aux provisions des charges exceptionnelles	0	0
TT6	**TOTAL DES CHARGES**	***2 206 613***	***0***

Dénomination sociale :

N° Identification Fiscale :

Sigle Usuel :

Exercice Clos **31/12/2019**

COMPTE DE RESULTAT GESTION 8 OU T

Réf	INTITULE	EXERCICE 2019	EXERCICE 2018
T7	**PRODUITS**		
T774	**Transfert de charges**		
T7741	Transfert de charges d'exploitation	0	0
T7747	Transfert de charges financières	0	0
T7748	Transfert de charges exceptionnelles	0	0
T777	**Produits financiers**		
T7771	Revenus des titres de participation	0	0
T7772	Revenus des titres de placement	0	0
T7773	Revenus des prêts et autres créances	0	0
T7774	Escomptes obtenus	0	0
T7775	Gains de change	0	0
T7776	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placements	0	0
T7777	Intérêts des comptes bancaires	100 705 581	47 098 231
T7778	Autres produits financiers	0	0
T778	**PRODUITS EXCEPTIONNELS**		
T7781	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	6	60 449 971 204
T7785	Produits de cessions d'éléments d'actif	0	0
T7788	Autres produits exceptionnels	0	0
T7797	Reprises sur provisions (produits exceptionnels)	0	0
T779	**Reprise sur provisions (produits financiers)**		
T77965	Reprise sur provisions pour risques et charges financières	0	0
T77966	Reprises des provisions pour dépréciation des éléments financiers	0	0
TT7	**TOTAL DES PRODUITS**	*100 705 587*	*60 497 069 435*
T113	**RESULTAT DE L'EXERCICE**	*98 498 974*	*62 770 854 609*

Dénomination sociale :

Sigle Usuel :

N° Identification Fiscale :

Exercice Clos **31/12/2019**

BILAN au 31 DECEMBRE 2019

ACTIF

Réf	INTITULE DES POSTES	EXERCICE 2019			EXERCICE 2018
		Brut	Amort+Prov.	NET	NET
A2	**ACTIF IMMOBILISE**				
A220	**Immobilisations Incorporelles**	**0**	**0**	**0**	**0**
A2201	Frais d'établissement	0	0	0	0
A2202	Frais d'acquisition des immobilisations	0	0	0	0
A2203	Frais d'études et plans de constructions	0	0	0	0
A2204	Frais de recherche et de dévéloppement	0	0	0	0
A2205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés et valeurs similaires.	0	0	0	0
A2206	Droit au bail	0	0	0	0
A2208	Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
	Immobilisations Corporelles				
A221	**Terrains**	**0**	**0**	**0**	**0**
A2211	Terrains nus	636 819 925	0	636 819 925	636 819 925
A2212	Terrains aménagés	0	0	0	0
A2213	Sous-sols et sur sols	0	0	0	0
A2215	Terrains bâtis	0	0	0	0
A222	**Autres Immobilisations Corporelles**	**0**	**0**	**0**	**0**
A2220	Constructions	6 144 130 841	1 569 619 988	4 574 510 853	4 580 260 924
A2221	Matériel et mobilier de bureau	1 695 991 088	1 380 372 010	315 619 078	253 423 335
A2222	Matériel informatique	3 963 655 663	3 248 950 425	714 705 238	355 282 562
A2223	Matériel de transport	1 036 511 349	690 803 721	345 707 628	354 126 958
A2224	Matériel et mobilier techniques des œuvres sanitaires	0	0	0	0
A2225	Matériel et mobilier techniques des œuvres sociales	0	0	0	0
A2226	Matériel et mobilier des locaux d'habitation	0	0	0	0
A2227	Matériel de servitude	0	0	0	0
A2228	Cheptel	0	0	0	0
A2229	Autres matériels et mobiliers	0	0	0	0
A223	**Immobilisations en cours**	**0**	**0**	**0**	**0**
A2230	Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0
A2232	Constructions en cours	0	0	0	0
A2238	Autres immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0
A224	**Avances et acomptes sur commandes d'immobilisations**	**0**	**0**	**0**	**0**
A2240	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations incorporelles	0	0	0	0

Dénomination sociale :

Sigle Usuel :

N° Identification Fiscale :

Exercice Clos **31/12/2019**

BILAN au 31 DECEMBRE 2019

ACTIF

Réf	INTITULE DES POSTES	EXERCICE 2019			EXERCICE 2018
		Brut	Amort+Prov.	NET	NET
	Immobilisations financières				
A2248	Avances, acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	0	0	0	0
A225	**Prêts et autres créances à long et moyen terme**	**0**	**0**	**0**	**0**
A2250	Prêts à l'Etat	0	0	0	0
A2254	Prêts sociaux	0	0	0	0
A2255	Prêts au personnel pour achat de moyens de transport	0	0	0	0
A2256	Autres prêts au personnel	10 000 000	0	10 000 000	10 000 000
A2258	Prêts divers	0	0	0	0
A226	**Participations, créances rattachées à des participations et avances accordées à d'autres Organismes de**				
A2260	Titres de participation	0	0	0	0
A2261	Parts dans les associations, syndicats et organismes divers	0	0	0	0
A2266	Autres formes de participation	0	0	0	0
A2267	Avances accordées à d'autres Organismes de Sécurité Sociale	0	0	0	0
A227	**Autres immobilisations financières**				
A2271	Titres immobilisés	0	0	0	0
A2272	Prêts immobilisés	0	0	0	0
A2275	Dépôts et cautionnements effectués	0	0	0	0
A2276	Dépôts bancaires immobilisés	0	0	0	0
A2278	Autres créances immobilisées	0	0	0	0
	ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)				
		0	0	0	0
	TOTAL TRÉSORERIE ACTIF	**0**	**0**	**0**	**4 789 525 018**
A3	**Stocks et en cours**				
A330	Stocks de marchandises	0	0	0	0
A331	Stocks de matières premières	0	0	0	0
A332	Stocks de fournitures et matières diverses	0	0	0	0
A333	Stocks d'emballages commerciaux	0	0	0	0
A334	Produits et travaux en cours	0	0	0	0
A335	Production stockée	0	0	0	0
A337	Etudes et prestations de service en cours	0	0	0	0
A338	Stocks en cours de route, à réceptionner ou en consignation	0	0	0	0
A4	**Créances**				

Dénomination sociale :

Sigle Usuel :

N° Identification Fiscale :

Exercice Clos **31/12/2019**

BILAN au 31 DECEMBRE 2019

ACTIF

Réf	INTITULE DES POSTES	EXERCICE 2019			EXERCICE 2018
		Brut	Amort+Prov.	NET	NET
A440	**Fournisseurs, prestataires et comptes rattachés**	**557 369 681**	**0**	**557 369 681**	**497 837 055**
A44017	Fournisseurs débiteurs	0	0	0	0
A44057	Prestataires, avances et acomptes versés	0	0	0	0
A44058	Prestataires, prestations indues à récupérer	557 369 681	0	557 369 681	497 837 055
A441	**Clients, cotisants et comptes rattachés**	**0**	**0**	**0**	**0**
A44111	Usagers des établissements sanitaires et sociaux	0	0	0	0
A44112	Locataires d'immobilisations	0	0	0	0
A44113	Clients, effets à recevoir	0	0	0	0
A44114	Clients douteux et/ou litigieux	0	0	0	0
A44116	Clients, ventes ou prestations non encore facturées	0	0	0	0
A44118	Autres clients	0	0	0	0
A44151	Cotisants, créances exigibles	6 621 759 145	0	6 621 759 145	3 699 167 704
A44152	Cotisants, créances douteuses et/ou litigieuses	0	0	0	0
A44153	Cotisants, créances contentieuses	0	0	0	0
A44158	Cotisants, cotisations non déclarées	0	0	0	0
A44159	Cotisants, effets à recevoir	0	0	0	0
A442	**Personnel**	**1 031 462 662**	**0**	**1 031 462 662**	**1 033 792 357**
A4420	Avances et acomptes au personnel	0	0	0	0
A4422	Comités d'entreprises, mutuelles et associations du personnel	0	0	0	0
A44287	Personnel, produits à recevoir	0	0	0	0
A4429	Déficits et débets des comptables et régisseurs	1 031 462 662	0	1 031 462 662	1 033 792 357
A443	**Etat, autres collectivités publiques et organismes internationaux**	**0**	**0**	**0**	**0**
A4431	Etat, subventions à recevoir	70 000	0	70 000	0
A4433	Opérations particulières avec l'État, les collectivités publiques et les organismes internationaux	0	0	0	0
A44387	État, produits à recevoir	0	0	0	0
A445	**Opérations avec les autres organismes et régimes de Sécurité Sociale**	355 215 690	0	355 215 690	586 459 579
A446	**Débiteurs divers**	**0**	**0**	**0**	**0**
A4461	Créances liées aux paiements des prestations et au recouvrement des cotisations	0	0	0	0
A4462	Créances sur cessions d'immobilisations	0	0	0	0
A4465	Créances sur cessions de valeurs mobilières	0	0	0	0
A4467	Autres débiteurs	4 831 142	0	4 831 142	1 337 174
A44687	Divers produits à recevoir	0	0	0	0

Dénomination sociale :

Sigle Usuel :

N° Identification Fiscale :

Exercice Clos **31/12/2019**

BILAN au 31 DECEMBRE 2019

ACTIF

Réf	INTITULE DES POSTES	EXERCICE 2019			EXERCICE 2018
		Brut	Amort+Prov.	NET	NET
A447	Comptes de transition ou d'attente T47	104 629 144	0	104 629 144	40 816 930
A448	**Comptes de régularisation**	**0**	**0**	**0**	**0**
A4481	Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0	0	0
A4482	Ecarts de conversion-actif	0	0	0	0
A4486	Charges constatées d'avance	0	0	0	0
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)	**8 877 491 455**	**0**	**8 877 491 455**	**5 770 788 275**
A5	**TRESORERIE ACTIF**				
A551	**Prêts à moins d'un an**	**0**	**0**	**0**	**0**
A552	**Titres à court terme**	**0**	**0**	**0**	**0**
A5523	Actions	0	0	0	0
A5524	Autres titres conférant un droit de propriété	0	0	0	0
A5526	Obligations	0	0	0	0
A5527	Bons du trésor et bons de caisse à court terme	0	0	0	0
A5528	Autres valeurs mobilières et créances assimilées	0	0	0	0
A553	Effet à l'encaissement	0	0	0	0
A554	Effet à l'escompte	0	0	0	0
A555	**Chèques et coupons à encaisser**	**0**	**0**	**0**	**0**
A5551	Coupons échus à encaisser	0	0	0	0
A5552	Chèques à encaisser	-129 904 846	0	-129 904 846	40 263 740
A5557	Chèques impayés	1 556 591	0	1 556 591	1 541 306
A556	Banques, établissements financiers et assimilés	4 693 283 215	0	4 693 283 215	2 047 733 494
A557	Caisses et régies d'avances	53 913 863	0	53 913 863	1 626 544
A558	Virements internes	-10 096 295	0	-10 096 295	73 100 000
	TOTAL GENERAL ACTIF	***26 771 198 858***	***6 889 746 144***	***19 881 452 714***	***14 213 589 587***

Dénomination sociale :

Sigle Usuel :

N° Identification Fiscale :

Exercice Clos **31/12/2019**

BILAN au 31 DECEMBRE 2019

PASSIF

Réf	INTITULE DES POSTES	EXERCICE 2019	EXERCICE 2018
P1	**CAPITAUX PROPRES**		0
P110	**Capital par dotation**	**0**	**0**
P1102	Dotation-apports	1 409 059 537	1 409 059 537
P1105	Ecart de réévaluation	0	0
P111	**Réserves**	**0**	**0**
P1A111	Réserves légales (branche des risques professionnels)	0	0
P1V111	Réserves légales (branche V1 des pensions des fonctionnaires civils)	0	0
P1F111	Réserves légales (branche des prestations familiales)	0	0
P1V2111	Réserves légales (branche V2 des pensions de militaires)	0	0
P1V3111	Réserves légales (branche V3 des pensions de parlementaires)	0	0
P1118	Autres réserves	0	0
P112	**Report à nouveau**	**-68 285 126 010**	**-63 147 565 582**
P1F121	Report à nouveau (branche des prestations familiales) +ou-	0	0
P1A121	Report à nouveau (branche des risques professionnels) +ou-	0	0
P1V1121	Report à nouveau (branche V1 des pensions des fonctionnaires civils)+ou-	0	0
P1V2121	Report à nouveau branche V2 des pensions de militaires) +ou-	0	0
P1V3121	Report à nouveau (branche V3 des pensions de parlementaires)+ou-	0	0
P1M121	Report à nouveau (branche de l'assurance maladie) +ou-	0	0
P1121	Autres reports à nouveau +ou-	0	0
P113	**Compte de résultat**	**6 873 248 747**	**-5 137 560 428**
P1F131	Résultat de l'exercice (branche des prestations familiales) +ou-	0	0
P1A131	Résultat de l'exercice (branche des risques professionnels) +ou-	0	0
P1V1131	Résultat de l'exercice (branche des pensions Fonctionnaires civils) +ou-	17 975 366 192	-15 303 192 160
P1V2131	Résultat de l'exercice (branche des pensions des militaires) + ou-	-12 200 236 869	-39 733 817 583
P1V3131	Résultat de l'exercice (branche des pensions des parlementaires) + ou-	-879 119 260	-564 254 206
P1M131	Résultat de l'exercice (Gestion Maladie) + ou - M131 OU M139	0	0
P1T131	Résultat de l'exercice (Gestion Placement financiers) + ou - T131 OU T139	98 498 974	62 770 854 609
P1I131	Résultat de l'exercice (Gestion des immeubles de rapport) +ou-	0	0
P1G131	Résultat de l'exercice (Gestion Administrative) + ou - G131 OU G139	1 878 739 710	-6 755 011 363
P1S131	Résultat de l'exercice (Gestion de l'action sanitaire et sociale) + ou-	0	0
P1E131	Résultat de l'exercice (Gestion des Œuvres) + ou-	0	0
P114	**Subventions d'investissement et d'équipement**	**0**	**0**

Dénomination sociale :

Sigle Usuel :

N° Identification Fiscale :

Exercice Clos **31/12/2019**

BILAN au 31 DECEMBRE 2019

PASSIF

Réf	INTITULE DES POSTES	EXERCICE 2019	EXERCICE 2018
P1141	Subventions d'investissements et d'équipements reçues de l'État	277 183 000	277 183 000
P1142	Subventions d'investissements et d'équipements reçues des collectivités locales	0	0
P1143	Subventions d'investissements et d'équipements reçues des entreprises et organismes	0	0
P1148	Autres subventions d'investissements et d'équipements reçues	0	0
P1149	Subventions d'investissements et d'équipements inscrites au compte de résultat	0	0
P115	**Provisions règlementées**	**0**	**0**
P1153	Provisions réglementées relatives aux stocks	0	0
P1154	Provisions réglementées relatives aux autres éléments de l'actif	0	0
P1155	Amortissements dérogatoires	0	0
P1156	Provisions spéciales de réévaluation	0	0
P1157	Plus-values réinvesties	0	0
P1158	Autres provisions réglementées	0	0
P11591	**DETTES FINANCIERES ET ASSIMILES**		0
	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	**1 686 242 537**	**1 686 242 537**
P116	**Avances reçus d'autres organismes de sécurité sociale**	**0**	**0**
P117	**Emprunts et dettes assimilées**	**4 624 936**	**4 624 936**
P1175	Dépôts et cautionnement reçus	4 624 936	4 624 936
P1177	Emprunts et dettes assorties de conditions particulières	0	0
P1178	Autres emprunts et dettes assimilées	0	0
P118	Comptes de liaison entre le siège, les établissements, centres ou	-69 740 773	-208 865 079
	TOTAL DES DETTES FINANCIERES ET ASSIMILES A REPORTER	**-60 490 901**	**-199 615 207**
P119	**Provisions pour risques et charges**	**0**	**0**
P1191	Provisions pour risques	0	0
P1192	Provisions pour charges techniques	0	0
P1193	Provisions pour indemnités et obligations similaires de départ à la retraite	0	0
P1195	Provisions pour impôts	0	0
P1197	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0
P1198	Provisions pour autres risques et charges	0	0
	TOTAL DES DETTES FINANCIERES ET ASSIMILES	**-60 490 901**	**-199 615 207**
P4	**PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)**		**0**
P440	**Fournisseurs, prestataires et comptes rattachés**	**0**	**0**
P44011	Fournisseurs de biens et de services	793 081 246	714 956 749

Dénomination sociale :

Sigle Usuel :

N° Identification Fiscale :

Exercice Clos **31/12/2019**

BILAN au 31 DECEMBRE 2019

PASSIF

Réf	INTITULE DES POSTES	EXERCICE 2019	EXERCICE 2018
P44012	Fournisseurs d'immobilisations	1 127 441 541	499 672 003
P44013	Fournisseurs, effets à payer	0	0
P44014	Fournisseurs, oppositions	0	0
P44015	Fournisseurs, retenues de garantie	0	0
P44016	Fournisseurs, factures non parvenues	0	0
P44018	Autres fournisseurs	0	0
P44051	Prestataires, prestations à payer	3 281 757 623	5 463 285 429
P44059	Prestataires, oppositions sur prestations	0	0
P441	**Clients, cotisants et comptes rattachés**	**0**	**0**
P44115	Clients – dépôts de garantie reçus	0	0
P44117	Clients créditeurs	0	0
P44157	Cotisants créditeurs	74 194 192	50 806 567
P442	**Personnel**	**0**	**0**
P4422	Comités d'entreprises, mutuelles et associations du personnel	0	0
P4425	Rémunérations dues au personnel	-37 362 021	-25 932 677
P4427	Oppositions sur salaires	7 946 532	12 379 936
P44286	Personnel, charges à payer	0	0
P443	**Etat, autres collectivités publiques et organismes**	**0**	**0**
P4433	Opérations particulières avec l'État, les collectivités publiques et les organismes internationaux	0	0
P4434	État, impôt, taxes, timbres, droits d'enregistrement et versements assimilés	-24 647 372	-14 442 273
P44386	État, charges à payer	0	0
P445	Opérations avec les autres organismes et régimes de Sécurité Sociale	2 457 853 375	3 094 137 074
P446	**Créditeurs divers**	**0**	**0**
P4460	Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	251 950 758	333 608 990
P4461	Dettes liées aux paiements des prestations et au recouvrement des cotisations	0	0
P4464	Dettes sur acquisition de valeurs mobilières	0	0
P4467	Autres créditeurs	4 490 383	3 855 478
P4468	Diverses charges à payer	0	0
P447	Comptes de transition ou d'attente	1 868 363 318	1 014 445 596
P448	**Comptes de régularisation**	**0**	**0**
P4483	Ecarts de conversion-passif	0	0
P4484	Comptes de régularisation des opérations de recouvrement des cotisations	0	0

Dénomination sociale :

Sigle Usuel :

N° Identification Fiscale :

Exercice Clos **31/12/2019**

BILAN au 31 DECEMBRE 2019

PASSIF

Réf	INTITULE DES POSTES	EXERCICE 2019	EXERCICE 2018
P4487	Produits constatés d'avance	0	0
	TOTAL PASSIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	**0**	**0**
P550	Emprunts à moins d'un an	0	0
P556	Banques, établissement financiers et assimilés	69 867 133 702	69 869 940 331
P557	**TOTAL TRESORERIE PASSIF**	**69 867 133 702**	**69 869 940 331**
P900	**TOTAL GENERAL PASSIF**	***19 881 452 714***	***14 213 589 587***

Dénomination sociale :

N° Identification Fiscale :

Sigle Usuel :

Exercice Clos **31/12/2019**

COMPTE DE RESULTAT TOUTES GESTIONS EXERCICE 2019

REF.	PRODUITS	GESTION V1: PENSIONS VIEILL., INV. ET DECES REGIME CIVIL	GESTION V2: PENSIONS VIEILL., INV. ET DECES REGIME MILITAIRE	GESTION V3: PENSIONS VIEILL., INV. ET DECES REGIME PARLEMENTAIRE	GESTION M: ASSURANCE MALADIE	GESTION S: ACTION SANITAIRE ET SOCIALE	GESTION I : IMMEUBLES DE RAPPORT	GESTION G : ADMINISTR.
CR7701	COTISATIONS	92 468 118 057	8 707 059 072	274 234 275	0	0	0	0
CR7702	MAJORATIONS ET PENALITES DE RETARD	0	0	0	0	0	0	0
CR7703	RACHATS DE COTISATIONS	0	0	0	0	0	0	0
CR7708	AUTRES PRODUITS TECHNIQUES	1 221 347 993	0	0	0	0	0	0
CR771	RECETTES DE PRODUCTION	0	0	0	0	0	0	1 482 484 146
CR772	PRODUCTION STOCKEE	0	0	0	0	0	0	0
CR773	PRODUCTION IMMOBILISEE	0	0	0	0	0	0	0
CR774	TRANSFERT DE CHARGES	0	0	0	0	0	0	0
CR775	RECUPERATION DES PRESTATIONS PAYEES INDUMENT	335 378 748	0	0	0	0	0	0
CR776	SUBVENTIONS RECUES	0	0	0	0	0	0	1 000 000 000
CR777	PRODUITS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0	0
CR7781	PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION	0	0	0	0	0	0	8 261 422 000
CR7785	PRODUITS DES CESSIONS D'ELEMENTS D'ACTIF	0	0	0	0	0	0	0
CR7787	QUOTE-PART DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ET D'EQUIPEMENT	0	0	0	0	0	0	0
CR7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	0	0	0	0	0	0
CR779	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	0	0	0	0	0	0	0
CR7PA	Produits additionnels : Somme des comptes de produit qui ne font pas partie du TC CIPRES	0	0	0	0	0	0	0
TCR7	**TOTAL DES PRODUITS DE L'EXERCICE**	**94 024 844 798**	**8 707 059 072**	**274 234 275**	**0**	**0**	**0**	**10 743 906 146**

Dénomination sociale :

N° Identification Fiscale :

Sigle Usuel :

Exercice Clos **31/12/2019**

COMPTE DE RESULTAT TOUTES GESTIONS EXERCICE 2019

REF.	CHARGES	GESTION V1: PENSIONS VIEILL., INV. ET DECES REGIME CIVIL	GESTION V2: PENSIONS VIEILL., INV. ET DECES REGIME MILITAIRE	GESTION V3: PENSIONS VIEILL., INV. ET DECES REGIME PARLEMENTAIRE	GESTION M: ASSURANCE MALADIE	GESTION S: ACTION SANITAIRE ET SOCIALE	GESTION I : IMMEUBLES DE RAPPORT	GESTION G : ADMINISTR.
CR660	CHARGES TECHNIQUES	76 017 646 123	20 907 295 941	1 153 353 535	0	0	0	0
CR661	MATIERES ET FOURNITURES CONSOMMEES	0	0	0	0	0	0	812 781 192
CR662	TRANSPORTS CONSOMMES	0	0	0	0	0	0	5 673 440
CR663	AUTRES SERVICES CONSOMMES	0	0	0	0	0	0	1 084 346 670
CR664	CHARGES ET PERTES DIVERSES	0	0	0	0	0	0	11 814 110
CR665	FRAIS DE PERSONNEL	0	0	0	0	0	0	6 575 441 233
CR666	IMPOTS ET TAXES	0	0	0	0	0	0	0
CR667	CHARGES FINANCIERES	0	0	0	0	0	0	0
CR6681	CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION	0	0	0	0	0	0	79 202 120
CR6682	CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS TECHNIQUES	0	0	0	0	0	0	0
CR6685	VALEURS COMPTABLES NETTES DES ELEMENTS D'ACTIF CEDES	0	0	0	0	0	0	0
CR6688	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	0	0	0	0	0	0
CR669	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	0	0	0	0	0	0	295 907 671
CR7PA	Charges additionnellesSomme des comptes de charges qui ne font pas partie du TC CIPRES	0	0	0	0	0	0	0
TCR6	**TOTAL DES CHARGES**	**76 017 646 123**	**20 907 295 941**	**1 153 353 535**	**0**	**0**	**0**	**8 865 166 436**
CR1138	RESULTAT AVANT REPARTITION DES RESULTATS DES GESTIONS I, T & E	0	0	0	0	0	0	0
CR1I138	REPARTITION RESULTAT DE LA GESTION I	0	0	0	0	0	0	0
CR1T138	REPARTITION RESULTAT DE LA GESTION T	0	0	0	0	0	0	0

SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 30 JUIN 2020

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXÉCUTION PROVISOIRE DU BUDGET D'ÉTAT AU 30 JUIN 2020

Octobre 2020.

Liste des sigles et abréviations

ABG	Appui Budgétaire Général
ABS	Appui Budgétaire Sectoriel
ACI	Agence de Cession Immobilière
AE	Autorisation d'Engagement
APTM	Agence pour la Promotion Touristique au Mali
BDM-SA	Banque de Développement du Mali, Société Anonyme
BMS-SA	Banque Malienne de Solidarité, Société Anonyme
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CMDT	Compagnie Malienne de Développement du Textile
COVID-19	Sigle anglais de ''Maladie à Coronavirus 2019''
CP	Crédit de Paiement
CST	Comptes Spéciaux du Trésor
DGABE	Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale des Douanes
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DGI	Direction Générale des Impôts
DND	Direction Nationale des Domaines
DNGM	Direction Nationale de la Géologie et des Mines
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
EDM-SA	Energie du Mali, Société Anonyme
EMABE	Entrepôts Maliens au Bénin
EMACI	Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire
EMAGHA	Entrepôts Maliens au Ghana
EMAGUI	Entrepôts Maliens en Guinée
EMAMAU	Entrepôts Maliens en Mauritanie
EMASE	Entrepôts Maliens au Sénégal
EMATO	Entrepôts Maliens au Togo
FAFE	Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et l'Epanouissement de l'Enfant
FAFPA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
FAPFo	Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts
FAPFa	Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune
FAPRP	Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière
FCFA	Francs de la Communauté Financière Africaine
FCRIT	Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique
FDD	Fonds de Développement Durable
FFRFPAM	Fonds Financement Recherche, Formation et Promotion des Activités Minières
FGSP	Fonds de Garantie du Secteur Privé
FMI	Fonds Monétaire International
FNAA	Fonds National d'Appui à l'Agriculture
FNDS	Fonds National pour le Développement de la Statistique

FRC-TVA	Fonds de Remboursement des Crédits TVA
INSTAT	Institut National de la Statistique
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
OPEP+	Alliance des pays producteurs de pétrole
PDRM	Programme de Développement des Ressources Minérales
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
SOGEM	Société de Gestion de l'Energie de Manantali
SOMAGEP	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable
SOTELMA-SA	Société des Télécommunications du Mali, Société Anonyme
TAV	Taxe Ad Valorem
TF	Titre Foncier
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

I. INTRODUCTION

Contexte macroéconomique[1]

La propagation rapide de la maladie à coronavirus 2019 (Covid-19) à travers le monde durant le premier trimestre de 2020, a engendré une crise sans précédent, caractérisée, sur le plan sanitaire, par d'importantes pertes en vies humaines et, sur le plan économique, par une récession globale. Ainsi, selon les projections du Fonds Monétaire International (FMI), le PIB mondial devrait se contracter de 4,9 % en 2020 au lieu de 3% initialement annoncé, soit 7,8 points de pourcentage en moins par rapport à 2019. Cette récession historique risque de creuser davantage les inégalités et compromettre les progrès réalisés en matière de réduction de l'extrême pauvreté. Le volume du commerce mondial devrait se contracter d'environ 12% et les prix à la consommation maintiendront leur tendance baissière en raison de la diminution de la demande globale et de la baisse des prix du carburant.

Dans les pays avancés, l'activité économique devrait se contracter de 8% en 2020, soit 9,7 points de pourcentage en moins par rapport à 2019. Quant aux prix à la consommation, ils devraient passer de 1,4% en 2019 à 0,3% en 2020.

Dans les pays émergents et en développement, la contraction de l'activité économique devrait être moins importante que dans les pays avancés (-3,0%), avec de fortes disparités entre les régions qui composent ce groupe de pays. En Afrique subsaharienne, le taux de contraction s'établirait à 3,2% en 2020, après une croissance de 3,1% en 2019. Les prix à la consommation devraient varier de 4,4% en 2020, contre 5,1% en 2019.

Dans la zone UEMOA, le taux de croissance est projeté à 1,3%, en baisse de 4,8 points de pourcentage par rapport à 2019.

Au niveau national, les perspectives macroéconomiques annoncent une contraction plus accentuée de l'activité économique avec un taux de croissance nul, contre 5,1% en 2019. Selon l'INSTAT, les résultats du premier trimestre 2020 affichent la plus faible croissance observée depuis 2013 pour cette période. L'impact économique de la Covid-19 au Mali se traduit également par la baisse des cours du coton, la réduction du volume de commerce extérieur et l'augmentation des besoins de financement de la balance de paiement et du budget d'Etat. Aussi, selon les conclusions d'une étude menée par la Banque mondiale, la pauvreté devrait enregistrer une augmentation globale de 1 à 3 points de pourcentage, soit 199 200 à 541 323 personnes de plus en situation de pauvreté absolue.

De manière globale, les projections sont empreintes d'incertitudes. Les répercussions de la pandémie sur l'activité économique demeurent difficiles à prédire. Aussi, les conditions financières, plutôt accommodantes, pourraient se durcir. Enfin, d'autres menaces pèsent sur l'économie mondiale, notamment : (i) la détérioration des relations au sein de l'OPEP+, (ii) l'aggravation des tensions entre les

[1]Source : Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2020, Fonds Monétaire International.

Etats-Unis et la Chine et (iii) les nombreuses manifestations de mécontentements qui éclatent dans différentes régions du monde.

Situation des finances publiques

L'apparition de la Covid-19 au Mali a considérablement réduit les marges de manœuvre budgétaire, déjà restreinte par la situation sociopolitique et sécuritaire. A l'instar des autres pays en développement à faible revenu, les faibles capacités du système sanitaire à faire face à la Covid-19, le poids du secteur informel, les conditions d'emprunts et les mesures de riposte à la Covid-19 exercent une grande pression sur le budget d'Etat.

Ainsi, un projet de loi de finances rectificative a été élaboré au cours du deuxième trimestre, afin de tenir compte de l'évolution du contexte macroéconomique sur les équilibres budgétaires et financiers de la loi de finances. Ce projet de loi intègre : (i) les implications budgétaires et financières de l'apparition de la Covid-19 et de la réponse du Gouvernement, (ii) l'incidence financière de la majoration de la grille salariale des enseignants, (iii) le renforcement des équipements et de l'effectif des forces armées et de sécurité ainsi que (iv) le reclassement de certaines recettes et dépenses budgétaires, conformément à la nomenclature budgétaire. La prise en compte de ces nouvelles mesures se traduit par la dégradation des soldes budgétaires.

Le **tableau 1** présente l'évolution de certains indicateurs de la politique budgétaire.

Tableau 1. Evolution de certains indicateurs de la politique budgétaire.

	Prévisions 2020 en % du PIB	
	Initiale	**Rectifiée**
Recettes budgétaires	16,7	14,5
Taux de pression fiscale	15,8	13,7
Dons	2,2	4,0
Dépenses totales et prêts nets	25,5	28,3
Encours de la dette publique	39,0	44,4
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus	**-3,0**	**-6,0**
Assistance budgétaire	1,0	3,5
Masse salariale	5,8	6,6

Source : DGB, DNTCP, juillet 2020.

En termes d'exécution, la situation d'exécution provisoire du budget d'Etat au 30 juin 2020, fait ressortir un niveau de réalisation des recettes de 811,447 milliards de FCFA, correspondant à un taux de réalisation de 38,50% par rapport à l'objectif annuel brut rectifié qui s'élèvent à 2 107,627 milliards de FCFA.

Quant aux dépenses, elles ont été exécutées à hauteur de 35,01% par rapport aux prévisions annuelles rectifiées qui se chiffrent à 2 826,976 milliards de FCFA, soit un montant cumulé de paiement de 989,697 milliards de FCFA. Les dépense en capital représentent 26,00% de ce montant.

Ces dépenses sont réparties entre cent quarante-huit (148) programmes, trois cent trente-sept (337) actions, quatre cent soixante-huit (468) objectifs et mille cent quarante-quatre (1 144) indicateurs.

Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à l'équilibre financier du budget d'Etat ont été exécutées respectivement à hauteur de 58,02% et 49,97%.

II. SITUATION D'EXECUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES BUDGETAIRES[2]

Le budget de l'Etat est constitué de recettes et de dépenses. La situation cumulée de leur exécution au 30 juin 2020 se présente comme suit :

Tableau 2. Récapitulatif de la situation d'exécution du budget de l'Etat.

Recettes budgétaires						Dépenses budgétaires					
Libellé	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Réalisations	Taux %	Part %	Libellé	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Crédits liquidés	Taux %	Part %
Budget général											
Recettes / services fiscaux	**1 875,549**	**1 593,969**	**741,707**	**46,53**	**92,23**	**Dépenses ordinaires**	**1 500,849**	**1 741,894**	**665,108**	**38,18**	**72,28**
DGD	*713,580*	*567,000*	*282,973*	*49,91*	*38,15*	*Personnel*	*636,254*	*687,368*	*296,168*	*43,09*	*44,53*
DGI	*1 005,725*	*891,325*	*414,502*	*46,50*	*55,88*	*Charge financière de la dette*	*120,423*	*120,423*	*40,570*	*33,69*	*6,10*
DNTCP	*39,653*	*20,853*	*8,076*	*38,73*	*1,09*	*Biens et services*	*409,557*	*436,437*	*172,933*	*39,62*	*26,00*
DND	*116,591*	*114,791*	*36,156*	*31,50*	*4,87*	*Transferts et subventions*	*326,907*	*484,657*	*154,378*	*31,85*	*23,21*
Produits des dons programmes et legs	**79,378**	**250,167**	**32,817**	**13,12**	**4,08**	*Dépenses en atténuation des recettes*	*7,709*	*13,009*	*1,059*	*8,14*	*0,16*
ABS	*8,836*	11,328	6,563	57,94	20,00	**Dépenses en capital**	**971,499**	**911,590**	**255,042**	**27,98**	**27,72**
ABG (dons)	*70,542*	223,338	21,647	9,69	65,96	*Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat*	*971,499*	*911,590*	*255,042*	*27,98*	*100,00*
Fonds de concours Covid-19	-	15,500	4,607	29,72	14,04	*dont BSI financement extérieur*	*350,000*	*275,600*	*89,049*	*32,31*	*34,92*
Produits des dons projets (BSI)	**155,600**	**163,400**	**25,428**	**15,56**	**3,16**	*Dépenses de transferts en capital*	*0,000*	*0,000*	*0,000*		
Recettes exceptionnelles	**8,981**	**14,500**	**4,239**	**29,23**	**0,53**						
Total recettes budget général	**2 119,508**	**2 022,036**	**804,191**	**39,77**	**99,11**	**Total dépenses budget général**	**2 472,348**	**2 653,485**	**920,151**	**34,68**	**92,97**
Solde budget général							**-352,840**	**-631,449**	**-115,960**	**18,36**	**65,05**
Budgets annexes											
Entrepôts maliens au Sénégal	*3,364*	*4,330*	*1,686*	*38,93*	*50,97*	*Personnel*	*2,215*	*2,215*	*0,905*	*40,86*	*35,25*
Entrepôts maliens en Côte d'Ivoire	*1,551*	*1,879*	*0,673*	*35,81*	*20,35*	*Biens et services*	*2,854*	*3,583*	*0,652*	*18,19*	*25,38*
Entrepôts maliens au Togo	*0,643*	*0,643*	*0,222*	*34,50*	*6,71*	*Transferts et subventions*	*0,660*	*0,660*	*0,370*	*56,12*	*14,43*
Entrepôts maliens en Guinée	*0,700*	*0,700*	*0,233*	*33,30*	*7,05*	*Dépenses en capital*	*2,081*	*2,648*	*0,640*	*24,18*	*24,94*
Entrepôts maliens en Mauritanie	*0,600*	*0,600*	*0,164*	*27,32*	*4,96*						
Entrepôts maliens au Ghana	*0,644*	*0,644*	*0,208*	*32,32*	*6,29*						
Entrepôts maliens au Bénin	*0,309*	*0,309*	*0,121*	*39,37*	*3,67*						
Total recettes budgets annexes	**7,810**	**9,105**	**3,307**	**36,32**	**0,41**	**Total dépenses budgets annexes**	**7,810**	**9,105**	**2,567**	**28,19**	**0,26**
Solde budgets annexes							**-**	**-**	**0,740**		**-0,42**

[2] Voir les justifications de l'évolution des prévisions entre la loi de finances initiale et le projet de collectif budgétaire, dans la note de présentation de cette dernière, disponible sur le site internet : www.finances.gouv.ml.

Recettes budgétaires						Dépenses budgétaires					
Libellé	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Réalisations	Taux %	Part %	Libellé	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Crédits liquidés	Taux %	Part %
Comptes spéciaux du trésor (CST)											
FRC-TVA	*69,900*	*87,900*	*28,164*	*32,04*	*87,70*	*Personnel*	*0,290*	*0,290*	*0,023*	*7,77*	*0,03*
FNAA	*5,000*	*5,000*	*-*	*0,00*	*0,00*	*Biens et services*	*71,212*	*1,312*	*0,150*	*11,44*	*0,22*
FAPFo	*1,800*	*1,800*	*-*	*0,00*	*0,00*	*Transferts et subventions*	*0,690*	*0,690*	*-*	*-*	*-*
FAPFa	*0,500*	*0,500*	*-*	*0,00*	*0,00*	*Dépenses en atténuation des recettes*		*87,900*	*65,129*	*74,09*	*97,24*
FFRFPAM	*0,350*	*0,350*	*0,100*	*28,57*	*0,31*	*Dépenses en capital*	*52,218*	*74,194*	*1,678*	*2,26*	*2,51*
FAFE	*0,600*	*0,600*	*0,300*	*50,00*	*0,93*						
FDD	*40,000*	*61,977*	*3,111*	*5,02*	*9,69*						
FNDS	*2,981*	*2,981*	*0,313*	*10,50*	*0,97*						
FCRIT	*2,363*	*2,363*	*-*	*0,00*	*0,00*						
PDRM	*0,230*	*0,230*	*-*	*0,00*	*0,00*						
FAPRP	*0,685*	*0,685*	*0,125*	*18,25*	*0,39*						
Total recettes CST	**124,410**	**164,386**	**32,113**	**19,54**	**0,49**[3]	**Total dépenses CST**	**124,410**	**164,386**	**66,979**	**40,75**	**6,77**
Solde CST							**-**	**-**	**-34,866**		**35,36**[3]
Total général des recettes[4]	**2 181,828**	**2 107,627**	**811,447**	**38,50**	**100,00**	**Total général des dépenses**	**2 604,568**	**2 826,976**	**989,697**	**35,01**	**100,00**
Solde global							**-422,740**	**-719,349**	**-178,250**	**24,78**	**100,00**

Source : DGB, à partir des données collectées auprès de divers services, septembre 2020.

[3] Taux de réalisation, hors FRC-TVA.

[4] Le total général des recettes n'inclut pas les prévisions et les réalisations de recettes du Fonds de remboursement de crédits TVA, afin d'éviter un doublon, car celles de la DGD et de la DGI sont enregistrées à leurs valeurs brutes, qui intègrent les crédits TVA.

2.1. RECETTES BUDGETAIRES

La prévision annuelle de recettes budgétaires est passée de 2 181,828 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale à 2 107,627 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire.

Sur cette prévision rectifiée, les recouvrements se sont chiffrés, au 30 juin 2020, à 811,447 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 38,50%.

Ce niveau de réalisation est en baisse de 3,81 points de pourcentage par rapport à celui observé à la même période en 2019.

La part des recettes du budget général représente 99,11% des recettes réalisées durant la période sous revue. Celles des budgets annexes et des comptes spéciaux du trésor s'élèvent respectivement à 0,41% et 0,49%.

Les lignes qui suivent détaillent la situation d'exécution de chaque type de budget.

2.1.1. Mobilisation des recettes du budget général

Les recettes rectifiées du budget général ont été réalisées à 39,77% au 30 juin 2020. Sur le montant mobilisé (804,191 milliards de FCFA), 92,23% proviennent des objectifs de recettes fiscales et non fiscales assignés aux services d'assiette et de recouvrement, 4,08% des produits des dons programmes et legs, 3,16% des produits des dons projets du budget spécial d'investissement et 0,53% des recettes exceptionnelles.

Ce niveau de réalisation est en baisse de 1,52 point de pourcentage par rapport à celui observé en 2019 à la même période.

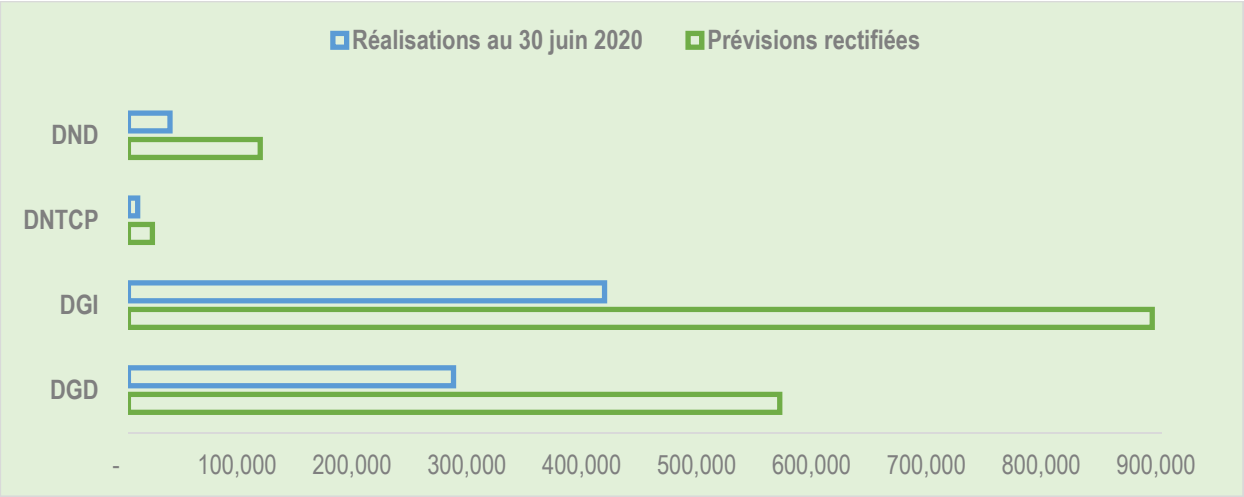
2.1.1.1. Situation de réalisation des objectifs de recettes fiscales et non fiscales du budget général assignés aux services d'assiette et de recouvrement

Les objectifs de recettes assignés aux services d'assiette et de recouvrement ont diminué de 15,01%, passant de 1 875,549 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale à 1 593,549 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire. Cette baisse s'explique principalement par l'évaluation des pertes de recettes liées aux conséquences de la Covid-19 sur l'activité économique.

Les réalisations des services d'assiette et de recouvrement représentent 92,23% des recettes du budget général recouvrées au 30 juin 2020. Leur contribution se chiffre ainsi à 741,707 milliards de FCFA. Ce montant, correspondant à un taux de réalisation de 46,53% par rapport aux prévisions, a été réalisé à 55,88% par la Direction générale des impôts et à 38,15% par celle des douanes.

La situation des réalisations ainsi que la part de chaque service dans le total des ressources mobilisées sont présentées dans les graphiques 1 et 2.

Graphique 1. Situation des recouvrements par service.

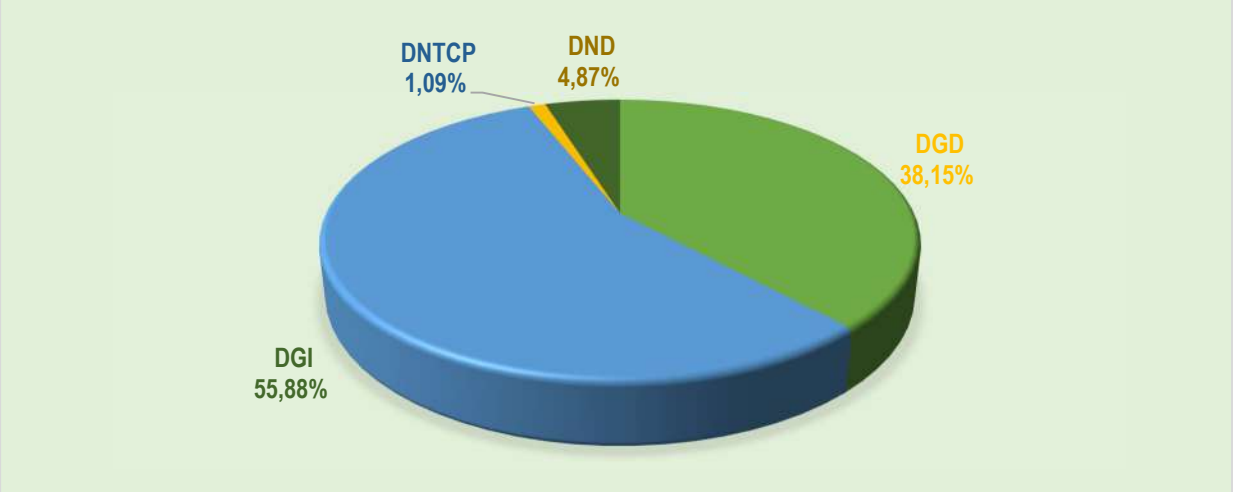


Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, septembre 2020.

Il apparait dans le **graphique 1** que le taux de réalisation le plus élevé a été enregistré par la Direction générale des douanes (49,91%), suivie par la Direction générale des impôts (46,50%).

En termes de parts réalisées dans le total des ressources mobilisées par les services d'assiette au 30 juin 2020, il ressort du **graphique 2** que celle de la Direction générale des impôts représente la moitié du montant total réalisé.

Graphique 2. Part des recouvrements des services dans le total des ressources.



Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, septembre 2020.

DIRECTION GENERALE DES DOUANES

A. Rappel des objectifs quantifiés

Pour l'exercice 2020, les prévisions de recouvrement des recettes douanières sont fixées, dans le projet de collectif budgétaire, à 567 milliards FCFA, contre 713,580 milliards FCFA dans la loi de finances initiale, soit une réduction de 20,54%. Sur cette prévision rectifiée, 165 milliards FCFA représentent les recettes sur les produits pétroliers et 402 milliards FCFA, celles sur les autres marchandises[5].

Les objectifs du premier semestre 2020 sont établis ainsi qu'il suit :
- Global : 283,984 milliards de FCFA ;
- Produits pétroliers : 87,584 milliards de FCFA ;
- Produits non pétroliers : 196,400 milliards de FCFA.

B. Réalisations des recettes douanières

Le **tableau 3** présente la situation de réalisation des recettes douanières au 30 juin 2020, en comparaison avec l'exercice 2019.

Tableau 3. Situation des réalisations de recettes douanières.

Montants en milliards de FCFA

Bureaux		Réalisations au 30 juin 2019	Réalisations au 30 juin 2020	Prévisions initiales 2020	Prévisions rectifiées 2020
Produits pétroliers	Réalisations	90,187	85,987	**190,000**	**165,000**
	Prévisions	185,000	165,000		
	Ecarts	-94,813	-79,013		
	Couverture	**48,75%**	**52,11%**		
Produits non pétroliers	Réalisations	197,476	196,986	**523,580**	**402,000**
	Prévisions	436,000	402,000		
	Ecarts	-238,524	-205,014		
	Couverture	**45,29%**	**49,00%**		
Total	**Réalisations**	287,663	282,973	**713,580**	**567,000**
	Prévisions	621,000	567,000		
	Ecarts	-333,337	-284,027		
	Couverture	**46,32%**	**49,91%**		

Source : DGD, septembre 2020.

[5] Prévisions exprimées en valeurs brutes, c'est-à-dire, y compris les crédits de TVA.

Comme l'illustre le **tableau 3**, sur une prévision brute rectifiée de recettes de 567,000 milliards de FCFA, la DGD a réalisé 282,973 milliards de FCFA au 30 juin 2020, soit un taux de réalisation de 49,91% par rapport à l'objectif annuel et 99,64% par rapport à l'objectif du semestre. Ce taux de réalisation est supérieur de 3,6 points de pourcentage à celui enregistré à la même période en 2019.

En effet, les recouvrements de recettes douanières au premier semestre ont été affectés par la situation sécuritaire du pays et les effets de la Covid-19 sur l'économie. L'incidence de la pandémie sur les recettes de la DGD est évaluée à 140,056 milliards de FCFA.

La répartition par groupe de produits est la suivante.

a. Recettes issues des produits pétroliers

Sur une prévision annuelle rectifiée de 165,000 milliards de FCFA, il a été réalisé sur les produits pétroliers, au 30 juin 2020, un montant de 85,987 milliards de FCFA, correspondant à un taux de réalisation de 52,11%.

Ce niveau de réalisation est supérieur de 3,36 points de pourcentage à celui observé à la même période en 2019.

En effet, le niveau des recettes pétrolières dépend des volumes TTC consommés et de la fiscalité appliquée à ces volumes.

Au premier semestre de 2020, les volumes globaux consommés sont en baisse de 0,2% par rapport au premier semestre de 2019, tandis que les volumes TTC augmentent de 7,1% et que les volumes exonérés se contractent de 15,0%. Les volumes de super sont en hausse de 5,9%, et celui du gasoil, en baisse de 2,3%, cette tendance baissière des volumes de gasoil a des répercussions sur les recettes.

Aussi, l'immobilisme né du confinement a eu comme conséquence, la contraction des demandes et surtout la baisse des prix des produits de base notamment le pétrole. La tendance baissière du cours du pétrole au premier semestre 2020 s'est traduite par une amélioration des prélèvements qui ont atteint leurs plafonds en juin 2020 à 254,1 FCFA par litre pour le super et le pétrole lampant et à 198,14 FCFA par litre pour le gasoil.

Ensuite, les prélèvements ont amorcé leur descente, suite à la hausse des prix fournisseurs. Ainsi, le niveau de juin 2020, certes supérieur aux prévisions pour le gasoil est largement en dessous pour le super et le pétrole.

En moyenne, les prélèvements fiscaux se sont établis, au premier semestre, à 205,06 FCFA par litre pour le super et à 139,8 FCFA pour le gasoil. En 2019 ces chiffres étaient de 222,3 FCFA par litre pour le super et 122,8 FCFA par litre pour le gasoil. Malgré la tendance à la hausse pour le gasoil, le niveau des prélèvements du premier semestre de 2020 n'a pas atteint celui de la même période en 2019.

En définitive, une augmentation des volumes TTC de 13,3%, combinée à une baisse des prélèvements fiscaux de 7,74% sur le super et une augmentation de 13,88% sur le gasoil, présage des recettes pétrolières plus élevées.

Cependant, sur la période sous étude, les recettes réalisées sur les produits pétroliers ont baissé de 4,2 milliards en 2020 par rapport à 2019, soit un taux de régression de 4,66%. Ce constat s'explique par la réalisation de recettes exceptionnelles sur exercice antérieur en janvier 2019, au titre des produits pétroliers, de l'ordre de 6,3 milliards de FCFA.

b. Recettes issues des produits non pétroliers

Sur une prévision annuelle rectifiée de 402,000 milliards de FCFA, il a été réalisé sur les produits non pétroliers, la somme de 196,986 milliards de FCFA ; correspondant à un taux de réalisation de 49,00%. Ce niveau de réalisation est supérieur de 3,71 points de pourcentage à celui observé à la même période en 2019.

Les recettes sur les produits non pétroliers ont été affectées par la morosité de l'activité économique faisant surtout suite à l'insécurité qui règne dans certaines parties du pays. Les effets directs se traduisent par le fait que les trois régions du nord, ainsi qu'une partie de celles du centre et du sud qui, jusque-là épargnées, sont de nos jours dans le spectre de l'insécurité. Les effets collatéraux résultant des infiltrations frauduleuses à partir des zones d'insécurité. La morosité économique née de cette situation d'insécurité a entrainé, dans bien de cas, des changements dans la structure des importations. Certains produits pourvoyeurs de recettes (cigarettes, machines, appareils et matériels mécaniques) sont moins importés.

A tous ces facteurs, il faut ajouter la récession de l'économie mondiale à la suite de la pandémie de la Covid-19 et aux mesures de riposte prises par le gouvernement.

C. Perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre 2020

Le **tableau 4** présente les perspectives de recouvrement de recettes douanières pour le troisième trimestre de 2020.

Tableau 4. Situation des réalisations de recettes douanières.

Montants en milliards de FCFA

Bureaux	Perspectives pour le troisième trimestre 2020			
	Juillet	Août	Septembre	Total
Produits pétroliers	16,200	14,742	13,371	44,313
Produits non pétroliers	36,350	34,000	34,000	104,350
Total	**52,550**	**48,742**	**47,371**	**148,663**

Source : DGD, septembre 2020.

Comme cela ressort dans le **tableau 4**, les perspectives de recouvrement de la DGD sont liées à l'évolution de la situation épidémiologique de la Covid-19, du climat sécuritaire et de leurs effets sur la demande de consommation et d'investissement privée et publique. Une accalmie du climat sécuritaire permettra à la Douane d'étendre son champ de contrôle pour un meilleur maillage du pays.

Ainsi, l'objectif de recettes de la DGD est fixé, au troisième trimestre, 2020 à 148,663 milliards de FCFA, dont 44,313 milliards de FCFA sur les produits pétroliers et 104,350 milliards de FCFA sur les autres marchandises.

Le maintien du niveau actuel des prélèvements fiscaux sur les produits pétroliers est vivement souhaité. Toutefois la baisse habituelle des volumes TTC en période hivernale est à craindre.

DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

A. Rappel des objectifs

L'objectif de recettes assigné à la Direction Générale des Impôts (DGI) dans le projet de collectif budgétaire s'élève à 891,325 milliards de FCFA, contre 1005,725 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale. Sur ce montant, il était prévu de réaliser 448,725 milliards de FCFA au 30 juin 2020.

B. Réalisations

En fin juin 2020, il a été réalisé 414,502 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 92,37% par rapport à l'objectif du semestre et 46,50% par rapport à l'objectif annuel.

Ce niveau de réalisation est en baisse de 51,390 milliards de FCFA, soit 11,03% par rapport à 2019. En effet, à la même période en 2019, la DGI avait réalisé 465,129 milliards de FCFA sur un objectif semestriel fixé à 462,356 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 100,60%.

Le **tableau 5** résume la situation comparative des recouvrements par grandes masses par rapport aux prévisions en 2019 et 2020.

Tableau 5. Situation des prévisions et réalisations de recettes par la DGI en 2019 et 2020.

Montants en milliards de FCFA

	Exercice 2019			Exercice 2020		
	Prévisions semestrielles	**Réalisations**	**Taux %**	**Prévisions semestrielles rectifiées**	**Réalisations**	**Taux %**
Impôts directs	248,310	257,130	103,55	238,748	252,009	105,55
Impôts indirects	194,076	194,819	100,38	194,918	149,522	76,71
dont TVA				*105,011*	*95,337*	*90.79*
Enregistrements et timbre	19,970	13,180	66,00	15,059	12,971	86,13
Total	**462,356**	**465,129**	**100,60**	**448,725**	**414,502**	**92,37**

Source : DGI, septembre 2020.

De l'examen du **tableau 5**, il ressort, par rapport aux prévisions :

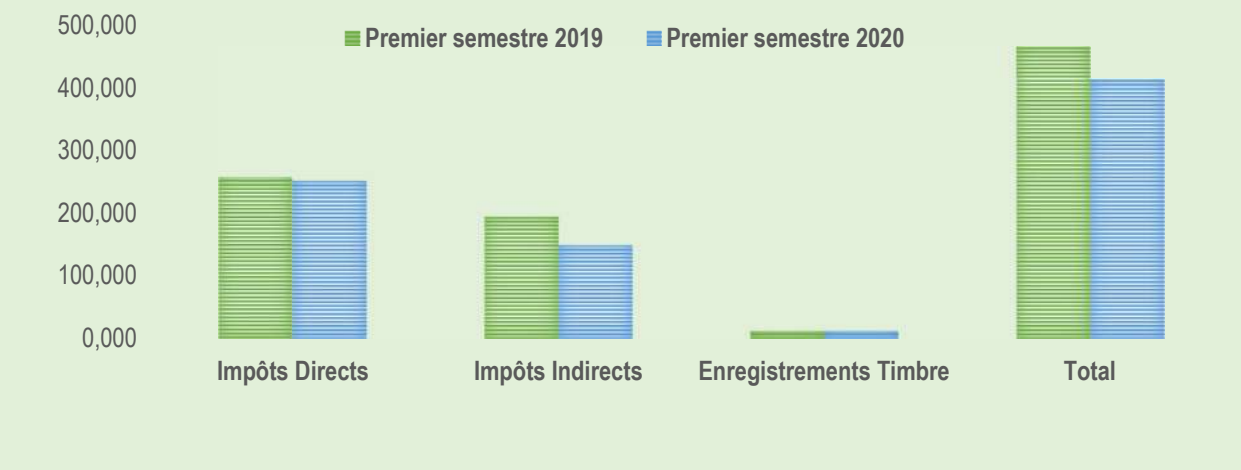
- un dépassement de 13,261 milliards de FCFA au niveau des impôts directs, soit un taux de réalisation de 105,55% ;
- une contre-performance des recouvrements d'impôts indirects, avec un gap de 45,396 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 76,71% ;
- un gap de 2,088 milliards de FCFA sur les recouvrements des droits d'enregistrement et de timbre, soit un taux de réalisation de 86,13%.

Comparé à la même période en 2019 :

- le taux de réalisation des impôts directs a augmenté de 2 points de pourcentage ;
- celui des impôts indirects a diminué de 23,67 points de pourcentage ;
- quant aux droits d'enregistrement et timbre, ils enregistrent un taux de réalisation en hausse de 20,13 points de pourcentage.

Le **graphique 3** résume la situation comparative au 30 juin par grandes masses (2019 et 2020).

Graphique 3. Histogramme comparatif des réalisations de recettes douanières des premiers semestres 2019 et 2020.



Source : DGI, septembre 2020.

L'analyse du **graphique 3** révèle une baisse des recouvrements en valeurs nominales pour toutes les grandes masses d'impôts par rapport à l'année 2019.

Dans un contexte marqué par les effets de la Covid-19 sur l'activité économique, l'irréalisation de l'objectif de recettes au 30 juin 2020 s'explique par :

- les difficultés financières rencontrées par certaines grandes entreprises, notamment :
    - la baisse drastique du cours du coton, ayant entrainé l'accumulation des déclarations non soldées de janvier à juin 2020 (24,078 milliards FCFA) de la CMDT, qui figurait en 2019 parmi les plus gros contributeurs mais n'arrive plus à faire face au paiement de ses impôts courants ; aussi, les restes à recouvrer au 31 décembre 2019 se sont élevés à 23,400 milliards FCFA ;
    - l'accumulation des déclarations non soldées de janvier à juin 2020 de la société EDM-SA pour 17,732 milliards FCFA ; il faut rappeler qu'en 2019, le Gouvernement a, dans le cadre de la restructuration de la société, payé ses arriérés d'impôts à concurrence de 24 milliards FCFA ; à la date du 31 décembre 2019, les restes à recouvrer d'EDM-SA se chiffrent à 55,491 milliards ;

- la suspension des mesures forcées de recouvrement des impôts et taxes durant la période de la crise sanitaire liée à la Covid-19 ; il convient de signaler que l'apport des contrôles fiscaux suivis de l'application des mesures forcées de recouvrement des montants de redressements a contribué considérablement à l'atteinte de l'objectif de recettes de l'année 2019 ;
- la baisse drastique des activités au niveau des secteurs du transport, du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration ;
- le système de rotation du personnel institué dans les services et la diminution des horaires de travail ;
- le blocage des demandes de compensations des crédits TVA ; le stock des demandes de remboursement de crédits de TVA au titre de l'exercice 2020 non mandatées s'élèvent à 28,888 milliards de FCFA au 30 juin 2020.

L'incidence de la pandémie sur les prévisions de recettes de la DGI est évaluée à 62,023 milliards de FCFA.

DIRECTION NATIONALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

A. Rappel des objectifs

Dans le projet de collectif budgétaire, l'objectif de recettes budgétaires assigné à la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité publique (DNTCP) a baissé de 47,41% par rapport à la loi de finances initiale, passant de 39,653 milliards de FCFA à 20,853 milliards de FCFA. Sur ce montant, les prévisions cumulées de recettes à réaliser, à la date du 30 juin 2020, s'élèvent à 9,247 milliards de FCFA dont 5,146 milliards de FCFA d'impôts et taxes, 4,040 milliards de FCFA provenant du PMU-Mali et 0, 061 milliard de FCFA, du Casino.

La situation d'exécution de ces prévisions et les perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre de 2020 sont ci-dessous présentées.

B. Réalisations

La situation d'exécution des recettes de la DNTCP, au 30 juin 2020, se présente comme suit :

Tableau 6. Prévisions et réalisations de recettes au 30 juin 2020.

Montants en milliards de FCFA

	Cumul au 31 mars 2020		Deuxième trimestre 2020						Cumul au 30 juin 2020		
			Avril		Mai		Juin				
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Taux %
Impôts et Taxes	1,790	1,805	0,677	0,745	1,292	1,329	1,387	1,443	5,146	5,322	103,42
PMU	2,016	1,743	0,972	0,214	0,526	0,280	0,526	0,467	4,040	2,704	66,93
Casino	0,061	0,050	-	-	-	-	-	-	0,061	0,050	81,96
Total	**3,867**	**3,598**	**1,649**	**0,959**	**1,818**	**1,609**	**1,913**	**1,910**	**9,247**	**8,076**	87,33

Source : DNTCP, septembre 2020.

La lecture du **tableau 6** indique que les recettes cumulées recouvrées par la DNTCP au 30 juin 2020 s'élèvent à 8,076 milliards de FCFA (38,73% des prévisions annuelles) dont 5,322 milliards de FCFA au titre des impôts et taxes, 2,704 milliards de FCFA de recettes provenant du PMU-Mali et 0,050 milliard de FCFA recouvrées au niveau du Casino.

Par rapport aux prévisions cumulées au 30 juin 2020, il se dégage un taux de recouvrement de 87,33%. Comparé à la même période en 2019, ce niveau de réalisation est inférieur de 5,28 points de pourcentage.

Seul l'objectif semestriel de réalisation d'impôts et taxes a été totalement atteint, avec un taux de 103,42%.

C. Perspectives pour le troisième trimestre

Le **tableau 7** présente les perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP pour le troisième trimestre de l'exercice 2020.

Tableau 7. Perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP au troisième trimestre de 2020.

Montants en milliards de FCFA

	Cumul au 30 juin 2020	Prévisions du troisième trimestre 2020				Cumul au 30 septembre 2020
		Juillet	Août	Septembre	Total	
Impôts et taxes	**5,146**	1,392	1,392	1,392	4,176	**9,322**
PMU	**4,040**	0,526	0,526	0,527	1,579	**5,619**
Casino	**0,061**	-	-	-	-	**0,061**
TOTAL	**9,247**	**1,918**	**1,918**	**1,919**	**5,755**	**15,002**

Source : DNTCP, septembre 2020.

Comme l'indiquent les données du **tableau 7**, les prévisions cumulées de recouvrement de recettes par la DNTCP pour le troisième trimestre de 2020 s'élèvent à 15,002 milliards de FCFA dont 9,322 milliards de FCFA d'impôts et taxes, 5,619 milliards de FCFA de recettes provenant du PMU-Mali et 0,061 milliard de FCFA de recettes provenant du Casino.

Les prévisions de recettes provenant du Casino demeurent inchangées par rapport au premier trimestre, en raison de l'impact de la Covid-19. L'incidence globale de la pandémie sur les recettes de la DNTCP est évaluée à 11,314 milliards de FCFA.

Cependant, la DNTCP est en train de prendre les dispositions nécessaires pour l'atteinte de son objectif rectifié de recettes au titre de l'exercice budgétaire 2020, notamment, par un meilleur suivi des recettes de chancellerie et des régies dont celle des passeports.

DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES

A. Rappel des objectifs

L'objectif de recettes budgétaires assigné à la Direction Nationale des Domaines (DND) dans le projet de collectif budgétaire de 2020 s'élèvent à 114,791 milliards de FCFA**.** Cette prévision est en baisse de 1,54% par rapport à celle de la loi de finances initiale.

Sur ce montant, il était prévu de réaliser 38,573 milliards de FCFA durant le premier semestre.

B. Réalisations

Au 30 juin 2020, la contribution de la DND à la réalisation des objectifs de recettes du premier semestre s'est chiffrée à 36,156 milliards de FCFA**,** soit un taux de réalisation de **93,73%** des prévisions du premier semestre.

Le **tableau 8** compare les réalisations du premier semestre 2019 et 2020.

Tableau 8. Situation de réalisation des prévisions de recettes budgétaires de la DND.

Montants en milliards de FCFA

Nature	Prévisions au 30 juin 2019	Réalisations au 30 juin 2019	Taux %	Prévisions au 30 juin 2020	Réalisations au 30 juin 2020	Taux %
Recettes fiscales	**23,053**	**27,741**	**120,34**	**25,474**	**21,660**	**85**
Taxe sur la plus-value de cession	0,681	0,563	82,66	1,214	0,439	36,19
Taxe sur frais d'édilité	0,180	0,174	96,54	0,191	0,006	2,91
Taxe ad valorem	18,153	20,694	114,00	17,986	15,906	88,43
Taxe d'extraction	0,103	0,083	80,53	0,052	0,154	299,93
Prélèvement honoraires greffiers	0,015	0,007	46,97	0,047	0,004	9,29
Droits d'enregistrement	3,060	4,993	163,17	4,830	3,964	82,06
Enregistrement des locations verbales	0,021	0,037	176,38	0,047	0,040	85,49
Droits de conservation foncière	0,542	0,937	172,97	0,795	0,913	114,75
Droit de timbres	0,299	0,254	85,03	0,311	0,234	75,24
Recettes non fiscales	**0,538**	**15,252**	**2832,60**	**0,880**	**0,710**	**80,70**
Redevances superficiaires	0,410	0,394	96,03	0,400	0,342	85,46
Concessions ordinaires	0,054	14,789	27312,15	0,388	0,285	73,54
Loyers administratifs	0,050	0,013	26,35	0,047	0,024	52,27
Pénalités	0,025	0,055	224,37	0,045	0,058	129,22
Produits financiers	**14,218**	**7,359**	**51,76**	**12,220**	**13,786**	**112,81**
Dividendes des sociétés minières	9,218	3,689	73,42	5,000	3,912	78,24
Dividendes des autres sociétés	5,000	3,671	40,02	7,220	9,874	136,75
Total - recettes budgétaires	**37,810**	**50,352**	**133,17**	**38,573**	**36,156**	**93,73**

Source : DND, septembre 2020.

A la lecture du **tableau 8**, il ressort une détérioration du taux de réalisation au premier semestre 2020 par rapport à la même période en 2019, c'est-à-dire une baisse de 39,44 points de pourcentage. Cette régression s'explique notamment par la vente de la licence 4G à la SOTELMA en 2019.

a. Recettes fiscales

Le montant des réalisations de recettes fiscales par la DND au cours du premier semestre s'est chiffré 21,660 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 85,03% des prévisions semestrielles.

Ce niveau de réalisation a connu une diminution de 21,92% par rapport à la même période de 2019.

Bien que la quasi-totalité des rubriques de recettes fiscales[6] ait enregistré une diminution par rapport à la même période de 2019, cette réduction s'explique à 78,74% par celle de la taxe ad valorem, dont les réalisations ont baissé de 23,14% et qui représente 74,60% des recettes fiscales réalisées au 30 juin 2020.

En effet, la contre-performance observée est imputable à la proposition de compensation fiscale entre les crédits de TVA et la TAV, malgré les efforts déployés en vue d'améliorer le suivi des déclarations. A la date du 30 juin 2020, le montant non compensé se chiffre à 8 milliards de FCFA.

b. Recettes non fiscales

La réalisation au titre des recettes non fiscales s'est chiffrée à 0,710 milliard de FCFA, contre 15,252 milliards de FCFA en 2019. Cette importante baisse (-95,35%), s'explique essentiellement par celle des concessions ordinaires, dont les réalisations ont baissé de 98,07% et qui représente 96,96% des recettes non fiscales réalisées au 30 juin 2020.

En effet, des recettes importantes, relatives à la vente de la licence 4G à la SOTELMA, ont été recouvrées en 2019 sur cette rubrique.

c. Produits financiers

Les produits financiers, constitués de dividendes, affichent un niveau de réalisation de 13,786 milliards de FCFA, contre 7,359 milliards de FCFA en 2019. Ce résultat s'explique par la comptabilisation au compte de la DND, pour la première fois, des dividendes de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, d'un montant de 8 milliards de FCFA.

[6] A l'exception de la taxe d'extraction et de l'enregistrement des locations des particuliers, qui ont respectivement augmenté de 86,10% et 8,76% entre 2019 et 2020 pour la période étudiée, mais dont les poids sont faibles sur les recouvrements de la période.

C. Contraintes et difficultés

Les réalisations de recettes budgétaires par la DND ont été impactées par un certain nombre de difficultés dont :

- le ralentissement de l'activité économique suite à la pandémie de la Covid-19, l'incidence sur les recettes de la DND étant estimée à 11,600 milliards de FCFA ;
- le non-versement de dividendes par certaines sociétés à participation publique (minières et autres) ;
- le non-paiement de l'intégralité des montants prévus sur la rubrique de la TAV par les sociétés minières ;
- le paiement de la TAV de certaines sociétés minières par compensation des crédits TVA;
- le non-respect du paiement des dividendes prioritaires (10% du bénéfice distribuable au profit de l'État), perçus en cas de bénéfices réalisés par les sociétés minières ;
- la non-comptabilisation dans les recettes de la DND du montant des acomptes de dividendes payés par PMU-MALI ;
- l'insuffisance des moyens matériels (matériels roulants et autres équipements) pour la mise en œuvre des activités de recouvrement de recettes.

D. Mesures correctives

Pour améliorer le niveau des recouvrements, les mesures suivantes sont envisagées :

- demander aux responsables des sociétés minières et non minières, dans lesquelles l'Etat détient des participations, de proposer aux organes délibérants desdites sociétés la distribution de dividendes en cas de réalisation de bénéfices ;
- instaurer un cadre formel de collaboration entre la DND et la DGI, dans le but de mutualiser les informations sur les contribuables que les deux services ont en commun ;
- instaurer un cadre de collaboration entre la DND et la Direction Nationale de la Géologie et des Mines (DNGM) pour renforcer le suivi des recettes provenant du secteur minier ;
- renforcer le cadre de collaboration entre la DND et l'Ordre des notaires pour un meilleur suivi des transactions foncières ;
- veiller à l'application stricte de la loi sur la publicité foncière obligatoire en vue d'améliorer les recettes liées aux transactions foncières ;
- comptabiliser au compte du service des domaines, les recettes de redevances superficiaires et de la taxe d'extraction des carrières et de ramassage des matériaux recouvrées par la DNGM ;
- organiser des missions de suivi et de contrôle de la mise en œuvre des instructions relatives au recouvrement des recettes au niveau régional et subrégional ;
- renforcer les capacités (équipements, ressources humaines, voyages d'études, formation, etc.) de la DND dans le cadre de la mobilisation des recettes.

E. Perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre de 2020

Comme perspectives, il est attendu, au titre du deuxième semestre, un montant de 69 milliards de FCFA, réparti comme suit :

- 11,600 milliards de FCFA de dividendes de la SOTELMA-SA ;
- 5,000 milliards de FCFA de dividendes de la société minière Gounkoto-SA ;
- 10,400 milliards de FCFA de dividendes de la société minière de Fékola ;
- 6,000 milliards de FCFA de dividendes de la société minière de Loulo ;
- 18,000 milliards de FCFA de TAV, à raison de 3,000 milliards de FCFA en moyenne par mois ;
- 9,000 milliards de FCFA de recettes issues des transactions foncières, à raison de 1,500 milliards de FCFA en moyenne par mois ;
- 9,000 milliards de FCFA de compensations de crédits TVA.

Il est à signaler que la DND a presque atteint l'objectif de recouvrement de recettes inscrit dans le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) pour le premier semestre de 2020.

En outre, au regard des annonces et des perspectives d'évolution des recettes, il est fort probable que l'objectif rectifié du dernier semestre soit atteint.

Cependant, l'atteinte des objectifs de recettes assignés à la DND par le projet de collectif budgétaire de 2020, repose majoritairement sur la contribution des dividendes. A cet égard, une attention particulière sera portée à la mise en œuvre diligente des mesures de suivi des dividendes.

Des efforts sont également en cours, en vue d'améliorer le niveau des recettes sur les transactions foncières, notamment, les droits d'enregistrement, de timbre, de conservation foncière ainsi que la taxe sur les plus-values de cession.

2.1.1.2. Mobilisation des dons programmes et legs

Les dons programmes et legs inscrits au budget d'Etat sont constitués des dons au titre de l'appui budgétaire général (ABG) et des appuis budgétaires sectoriels (ABS) ainsi que du fonds de concours Covid-19.

Pour l'exercice budgétaire 2020, il est prévu de mobiliser, au titre de ces dons, 250,167 milliards de FCFA, soit 170,789 milliards de FCFA de plus que le montant inscrit dans la loi de finances initiale. Le montant additionnel est composé des reports d'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) pour 2,492 milliards de FCFA, de l'Appui Budgétaire Général (ABG) pour 152,796 milliards de FCFA et du fonds de concours Covid-19 pour 15,500 milliards de FCFA.

Les recettes inscrites dans le projet de collectif budgétaire de 2020 au titre des dons de l'ABG s'élèvent à 223,338 milliards de FCFA, contre 70,542 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 216,60%.

Quant aux prévisions de ressources de l'ABS, elles se chiffrent désormais à 11,328 milliards de FCFA, contre 8,836 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 28,20%.

En termes de réalisation, les dons programmes et legs ont été décaissés à hauteur de 32,817 milliards de FCFA, correspondant à un taux de réalisation de 13,12%, dont 65,96% proviennent des dons d'ABG.

Les fonds décaissés par les partenaires techniques et financiers au titre de l'ABS se chiffrent à 6,563 milliards de FCFA**,** soit un taux de réalisation de 57,94% par rapport aux prévisions annuelles rectifiées. Ce taux de décaissement est supérieur de 22,89 points de pourcentage à celui observé à la même période en 2019. Ces décaissements ont été effectués par le Canada (62,53%), la France (19,99%) et la Suisse (17,48%).

Au titre des dons de l'ABG, 21,647 milliards de FCFA ont été décaissés par l'Union européenne au 30 juin 2020, soit un taux de réalisation de 9,69%. Ce taux de décaissement est inférieur de 7,82 points de pourcentage à celui observé à la même période en 2019.

En ce qui concerne le fonds de concours Covid-19, sur une prévision de 15,500 milliards de FCFA, il a été mobilisé au 30 juin 2020, un montant de 4,607 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 29,72%.

2.1.1.3. Mobilisation des dons projets au titre du financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI financement extérieur)

Pour l'exercice budgétaire 2020, des crédits d'un montant de 163,400 milliards de FCFA ont été inscrits dans le projet de collectif budgétaire au titre des dons projets et legs, contre 155,600 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 5,01%. Cette augmentation constitue un financement de la Banque mondiale en faveur du secteur de la santé, dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la Covid-19.

Sur ce montant (163,400 milliards de FCFA), 25,428 milliards de FCFA ont été réalisés au 30 juin 2020, soit un taux de réalisation 15,56**%** par rapport à l'objectif annuel**.** Ce taux de réalisation est inférieur de 2,27 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

La répartition de ces réalisations par ministère se présente comme suit :

Tableau 9. Répartition des dons projets par ministère.

	Montants en milliards de FCFA		*En %*	
Structures	**Prévisions rectifiées 2020**	**Réalisations au 30 juin 2020**	**Taux de décaissement**	**Part de chaque ministère**
Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	11,321	1,512	13,36	5,95
Ministère de l'équipement, des infrastructures	17,580	-	0,00	0,00
Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle	8,237	2,749	33,37	10,81
Ministère de l'agriculture	33,723	7,966	23,62	31,33
Ministère de l'élevage te de la pèche	6,251	1,124	17,98	4,42
Commissariat à la sécurité alimentaire	1,213	0,187	15,42	0,74
Ministère de l'énergie et de l'eau	47,359	9,705	20,49	38,17
Ministère de l'aménagement du territoire et de la population	-	-	-	-
Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation	3,427	1,311	38,26	5,16
Ministère de l'économie et des finances	24,639	0,874	3,55	3,44
Ministère des mines et du pétrole	1,000	-	0,00	0,00
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	7,800	-	0,00	0,00
Ministère de l'industrie et du commerce	0,800	-	0,00	0,00
Ministère des maliens de l'extérieur	0,050	-	0,00	0,00
Total	**163,400**	**25,428**	**15,56**	**100,00**

Source : DNPD, septembre 2020.

Il ressort du **tableau 9** que les décaissements les plus importants réalisés au titre des dons projets ont été enregistrés au niveau des ministères de l'énergie et de l'eau (38,17% des décaissements), de l'agriculture (31,33% des décaissements), de l'emploi et de la formation professionnelle (10,81% des décaissements).

Par contre, les taux de décaissements demeurent globalement faibles et inférieurs à ceux observés en 2019 à la même période, avec un maximum de 38,26% réalisé par le ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation.

Durant le troisième trimestre de 2020, il est prévu de mobiliser 35,428 milliards de FCFA de dons projets.

2.1.1.4. Mobilisation des recettes exceptionnelles

Les prévisions rectifiées de recettes exceptionnelles s'élèvent à 14,500 milliards de FCFA, contre 8,981 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 61,45%. Elles enregistrent les remises et annulations de dettes, notamment, les recettes issues de l'initiative PPTE[7].

Au 30 juin 2020, l'allègement de la dette au titre de cette initiative s'est chiffré à 4,239 milliards de FCFA, dont 3,754 milliards de FCFA pour le principal, soit un taux de réalisation de 29,23%.

2.1.2. Mobilisation des recettes des budgets annexes

Les budgets annexes retracent les opérations budgétaires des entrepôts maliens à l'étranger. Leurs recettes proviennent essentiellement des rémunérations des prestations portuaires qu'ils effectuent.

A. Rappel des objectifs

Les prévisions de recettes des budgets annexes au titre de l'exercice 2020 ont augmenté de 16,58%. Elles s'élèvent à 9,105 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre une prévision initiale de 7,810 milliards de FCFA.

B. Réalisations

Sur la prévision de 9,105 milliards de FCFA, 3,307 milliards de FCFA ont été réalisés au 30 juin 2020, soit un taux de réalisation de 36,32% par rapport à l'objectif annuel.

Ce niveau de réalisation a diminué de 5 points de pourcentage par rapport à celui observé en 2019 à la même période.

Le détail des recouvrements par entrepôts est présenté dans le **tableau 10**.

Tableau 10. Situation de recouvrement des recettes par budget annexe.

Montants en milliards de FCFA

	Prévisions rectifiées	Réalisations au 30 juin 2020	Taux %	Part %
Entrepôts maliens au Sénégal	4,330	1,686	38,93	50,97
Entrepôts maliens en Côte d'Ivoire	1,879	0,673	35,81	20,35
Entrepôts maliens au Togo	0,643	0,222	34,50	6,71
Entrepôts maliens en Guinée	0,700	0,233	33,30	0,00
Entrepôts maliens en Mauritanie	0,600	0,164	27,32	4,96
Entrepôts maliens au Ghana	0,644	0,208	32,32	6,29
Entrepôts maliens au Bénin	0,309	0,121	39,37	3,67
Total budgets annexes	**9,105**	**3,307**	**36,32**	**100**

Source : DGB, à partir des données fournies par les entrepôts du Mali à l'étranger, septembre 2020.

[7]PPTE : Pays Pauvres Très Endettés.

Il ressort de la lecture du **tableau 10** que les entrepôts maliens au Bénin, au Sénégal et en Côte d'Ivoire enregistrent les niveaux de réalisation les plus élevés par rapport aux prévisions avec respectivement 39,37%, 38,93%, 35,81%.

Les réalisations des Entrepôts maliens au Sénégal représentent 50,97% des réalisations totales sur la période.

Les facteurs explicatifs des écarts enregistrés par rapport aux prévisions sont ci-dessous présentés.

a. Pour les Entrepôts du Mali au Bénin (EMABE) :

Au 30 juin 2020, les EMABE ont réalisé 39,37% de leurs recettes prévisionnelles. Près de la moitié des recettes mobilisées provient de la subvention accordée par les EMASE (49,40%).

Ce niveau de réalisation est supérieur de 4,64% à celui observé à la même période en 2019.

La principale difficulté à laquelle les EMABE ont dû faire face au premier semestre de 2020 est la diminution du trafic de marchandises importées de 40,63% par rapport à la même période en 2019, à la suite des perturbations engendrées par la pandémie de la Covid-19.

b. Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :

Les réalisations au 30 juin 2020 font ressortir un taux de 38,93%. Plus de la moitié des recettes mobilisées (55,73%) proviennent des prestations d'évacuation des importations.

Ce niveau de réalisation est inférieur de 17,53 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période. Il est une conséquence logique de la pandémie de la Covid-19 et du fait qu'à cette date, tous les clients à terme ne s'étaient pas acquittés de leurs obligations.

c. Pour les Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire (EMACI) :

Les réalisations au 30 juin 2020 font ressortir un taux de 35,81%. Près de la moitié des recettes mobilisées (46,64%) proviennent de recettes diverses.

Comparé à la même période de 2019, ce niveau de réalisation est supérieur de 8,82 points de pourcentage. Les facteurs qui ont influencé ce résultat sont, essentiellement :

- le recouvrement de redevances locatives de certaines sociétés durant le deuxième trimestre ;
- la baisse du trafic sur le corridor ivoirien, surtout pour les produits de grande consommation à l'approche du mois de carême, en raison de la pandémie de la Covid-19 ;
- la baisse du volume d'évacuation du coton par le port d'Abidjan et de San Pédro.

Par ailleurs, les EMACI font face à plusieurs contraintes, parmi lesquelles figurent :

- la pandémie de la Covid-19 ;
- le coût élevé des passages portuaires ;
- le manque de parking au port d'Abidjan ;
- le mauvais état des routes sur le corridor ivoirien ;

- l'insuffisance de magasins d'entreposage depuis le sinistre du magasin.

d. Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :

Les réalisations au 30 juin 2020 font ressortir un taux de 34,50% par rapport aux prévisions annuelles. Ce taux est inférieur de 5 points de pourcentage à celui de 2019.

Les recettes recouvrées proviennent en grande partie des droits de magasinage (38,96%), de la subvention reçue des EMASE (36,08%) et des droits de passage (22,46%).

Ce niveau de réalisation se justifie principalement par : (i) la faiblesse du trafic et des moyens de recouvrement et (ii) le transfert de la redevance maritime au conseil malien des chargeurs.

e. Pour les Entrepôts du Mali en Guinée (EMAGUI) :

Les réalisations au 30 juin 2020 font ressortir un taux de 33,30% par rapport aux prévisions annuelles. Ce niveau de réalisation est inférieur de 8,68% à celui observé au 30 juin 2019.

Les 70% du montant mobilisé proviennent de la subvention accordée aux EMAGUI par les EMASE.

f. Pour les Entrepôts du Mali en Mauritanie (EMAMAU) :

Les réalisations au 30 juin 2020 font ressortir un taux de 27,32% par rapport aux prévisions annuelles. Ce niveau de réalisation est inférieur de 4,53 points de pourcentage à celui observé au 30 juin 2019.

La subvention accordée par les EMASE représente 76,20% des réalisations sur la période.

Les difficultés rencontrées par les EMAMAU se rapportent essentiellement à la location de terre-pleins et du magasin.

En effet, des études ont été réalisées en vue d'aménager les terre-pleins. La recherche de financement est en cours.

Par ailleurs, le contrat de bail du magasin a été résilié et du fret malien est attendu en 2020.

C. Perspectives

Pour le troisième trimestre de 2020, les perspectives se présentent comme il suit par budget annexe.

a. Pour les Entrepôts du Mali au Bénin (EMABE) :

Malgré les difficultés conjoncturelles auxquelles est confrontée l'économie sous régionale, l'espoir est permis pour l'accroissement du volume du trafic sur le corridor Cotonou-Bamako avec l'ouverture des frontières terrestres, aériennes et maritimes des Etats membres de la CEDEAO, durant la première quinzaine du mois de juillet. Cela permettra une libre circulation des biens et des personnes sur la base d'une application stricte des lignes directrices proposées pour l'harmonisation et la facilitation du commerce et du transport transfrontaliers dans la région.

Il est également prévu d'ouvrir les frontières aux autres pays ne présentant pas de niveau très élevé de contamination à la Covid-19, durant la deuxième quinzaine du mois de juillet 2020.

En outre, le développement d'une stratégie « Port Autonome de Cotonou, plateforme logistique pour la région», les réformes portuaires et douanières entreprises par le Bénin et les mesures prises pour satisfaire les besoins croissants des opérateurs économiques des pays de l'hinterland constituent des gages pour la facilitation et le développement du trafic en transit.

b. Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :

Les EMASE ont amorcé l'exécution de grands chantiers, notamment, les parkings gros porteurs de Mbao, de Sandiara au Sénégal et ceux de Kounda à Kéniéba au Mali. Ces investissements, dont l'exploitation a déjà commencé, permettront de rehausser le niveau des recettes des EMASE.

c. Pour les Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire (EMACI) :

Afin de booster le trafic sur le corridor ivoirien et d'atteindre l'objectif de recettes assigné aux EMACI, les mesures suivantes sont nécessaires :

- réduire les coûts de passage portuaires des marchandises maliennes ;
- accélérer, en collaboration avec la Compagnie Malienne de Développement du Textile (CMDT), le projet de mise en valeur des espaces mis à la disposition des EMACI, afin d'augmenter la capacité de stockage du coton ;
- proposer des tarifs attrayant aux opérateurs maliens opérant au port d'Abidjan et de San Pédro ;
- aménager les parkings pour le stationnement des camions maliens ;
- accélérer la cadence de construction des magasins de stockage à San-Pédro.

En outre, les EMACI envisagent de diligenter la construction du magasin sinistré.

d. Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :

Les perspectives de réalisation pour le troisième trimestre de 2020 se chiffrent à 160,710 millions de FCFA.

L'intégration des EMATO au guichet unique du commerce extérieur du Togo, à l'instar des autres pays de l'hinterland, tel que le Niger et le Burkina Faso contribuera à l'amélioration du niveau de recouvrement de ses ressources.

e. Pour les Entrepôts du Mali en Mauritanie (EMAMAU) :

En vue d'améliorer les recettes des EMAMAU, des efforts sont déployés au niveau de tous les acteurs de la communauté portuaire et des opérateurs afin de fluidifier et faciliter le trafic.

2.1.3. Mobilisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor

Les prévisions de recettes inscrites dans le projet de collectif budgétaire de 2020 pour les comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 164,386 milliards de FCFA, soit 39,977 milliards de FCFA de plus que dans la loi de finances initiale.

La situation de réalisation de ces recettes se présente comme suit :

Tableau 11. Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor.

Montants en milliards de FCFA

Comptes spéciaux du Trésor (CST)	Prévisions initiales 2020	Prévisions rectifiées 2020	Réalisations au 30 juin 2020	Taux %	Part %
Fonds de Remboursement de Crédits de TVA (FRC-TVA)	69,900	87,900	28,164	32,04	**87,70**
Fonds National d'Appui à l'Agriculture (FNAA)	5,000	5,000	-	0,00	0,00
Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts (FAPFo)	1,800	1,800	-	0,00	0,00
Fonds d'Aménagement et de Protection de la faune (FAPFa)	0,500	0,500	-	0,00	0,00
Fonds Financement Recherche, Formation et Promotion des Activités Minières (FFRFPAM)	0,350	0,350	0,100	28,57	0,31
Fonds d'Appui Autonomisation Femme et Epanouissement Enfant (FAFE)	0,600	0,600	0,300	**50,00**	0,93
Fonds de Développement Durable (FDD)	40,000	61,977	3,111	5,02	9,69
Fonds National pour le Développement de la Statistique (FNDS)	2,981	2,981	0,313	10,50	0,97
Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique (FCRIT)	2,363	2,363	-	0,00	0,00
Programme de Développement des Ressources Minérales (PDRM)	0,230	0,230	-	0,00	0,00
Fonds d'appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière (FAPRP)	0,685	0,685	0,125	18,25	0,39
Total comptes spéciaux du Trésor	**124,410**	**164,386**	**32,113**	**19,54**	**100,00**

Source : DNTCP, septembre 2020.

Il ressort de la lecture du **tableau 11** que le montant des recettes mobilisées à la date du 30 juin 2020 s'élève à 32,113 milliards de FCFA, dont 28,164 milliards de FCFA réalisés pour le compte du Fonds de remboursement de crédits de TVA, soit un taux de réalisation de 19,54% par rapport à l'objectif annuel. Le taux de réalisation le plus élevé est enregistré au niveau du FAFE, soit 50,00% des prévisions, tandis que la part la plus importante des recettes provient du FRC-TVA.

Malgré un montant plus important de recettes réalisées en valeur absolue, le taux de réalisation des prévisions des CST est en baisse de 2,28 points de pourcentage par rapport à celui observé en 2019 à la même période.

2.2. DEPENSES BUDGETAIRES

Les prévisions rectifiées de dépenses budgétaires pour l'exercice 2020 se chiffrent à 2 826,976 milliards de FCFA, contre 2 604,568 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale. Sur ce montant, il a été exécuté au 30 juin un montant de 989,697 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 35,01%, dont 18,76% dans les Régions et 6,13% par les Etablissements publics.

La situation d'exécution desdites dépenses est présentée dans les lignes qui suivent.

2.2.1. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique

Le **tableau 12** présente la situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique.

Tableau 12. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique.

Montants en milliards de FCFA

Natures économiques	Prévisions rectifiées 2020		Réalisations CP au 30 juin 2020		
	AE	CP	CP engagés	CP liquidés	Taux %
Budget Général (1)	**884,965**	**2 653,485**	**1 138,820**	**920,151**	**34,68**
Dépenses ordinaires		**1 741,894**	**804,458**	**665,108**	**38,18**
Personnel		687,368	374,307	296,168	43,09
dont fonctionnaires des Collectivités territoriales		224,611	86,122	86,095	38,33
Acquisitions de biens et services, dont		436,437	208,464	172,933	39,62
Matériel		182,397	63,681	54,435	29,84
Communication		50,575	18,036	15,455	30,56
Autres Dépenses		139,622	95,570	80,683	57,79
dépenses électorales		30,750	22,387	19,413	63,13
Charges financières		120,423	41,574	40,570	33,69
Transferts et subventions, dont		484,657	179,054	154,378	31,85
Bourses		17,796	5,551	5,225	29,36
Subvention intrants		43,000	11,830	11,830	27,51
Subvention EDM-SA		30,000	30,000	30,000	100,00
Filet social		146,000	16,173	15,602	10,69
Dépenses en atténuation des recettes		13,009	1,059	1,059	8,14
Dépenses en capital	**884,965**	**911,590**	**334,363**	**255,042**	**27,98**
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat[8]	884,965	911,590	334,363	255,042	27,98
dont BSI financement extérieur	*96,626*	*275,600*	*89,049*	*89,049*	32,31
dont Filet social	*10,000*	*10,000*	*4,459*	*3,463*	*34,63*
Dépenses de transferts en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	

[8]La situation d'exécution des dépenses d'investissement exécutées par l'Etat intègre celle du budget spécial d'investissement sur financement extérieur.

Natures économiques	Prévisions rectifiées 2020		Réalisations CP au 30 juin 2020		
	AE	CP	CP engagés	CP liquidés	Taux %
Budgets annexes (2)	**2,648**	**9,105**	**3,055**	**2,567**	**28,19**
Personnel		2,215	0,969	0,905	40,86
Acquisitions de biens et services		3,583	0,700	0,652	18,19
Transferts et subventions		0,660	0,370	0,370	56,12
Dépenses en capital	6,648	2,648	1,017	0,640	24,18
Comptes spéciaux du Trésor (3)	**74,194**	**164,386**	**68,373**	**66,979**	**40,75**
Personnel		0,290	0,023	0,023	7,77
Acquisitions de biens et services		1,312	0,391	0,150	11,44
Transferts et subventions		0,690	0,030	0,000	0,00
Dépenses en atténuation de recettes		87,900	65,129	65,129	74,09
Dépenses en capital	74,194	74,194	2,800	1,678	2,26
Total général (1 + 2 + 3)	**961,807**	**2 826,976**	**1 210,249**	**989,697**	**35,01**

Source : DGB, septembre 2020.

2.2.1.1. Budget général

Les dépenses du budget général regroupent les dépenses effectuées par les départements ministériels, les transferts du budget général vers les établissements publics placés sous leurs tutelles ainsi que les dépenses des institutions de la République et autorités administratives indépendantes.

Elles s'élèvent à 2 653,485 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire de 2020, contre 2 472,348 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale. Sur cette prévision, 920,151 milliards de FCFA ont été exécutés au 30 juin 2020, soit un taux d'exécution de 34,68%, sur lesquels 72,28% représentent des dépenses ordinaires et 27,72% des dépenses en capital.

Ce niveau d'exécution est supérieur de 4,79 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

A. Dépenses ordinaires

Dans le budget d'Etat, les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice. Ils se déclinent en dépenses de personnel, d'acquisition de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions, et celles en atténuation des recettes.

Les CP des dépenses ordinaires pour 2020 s'élèvent à 1 741,894 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre 1 500,849 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur cette prévision, un montant de 665,108 milliards de FCFA a été liquidé**,** soit un taux d'exécution de 38,18%. Ce niveau d'exécution est supérieur de 0,85 point de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

a. Personnel

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales se chiffrent en 2020 à 687,368 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre 636,254 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

A la fin du premier semestre, cette nature de dépense présente le taux d'exécution le plus élevé (43,09%) et la part la plus importante des liquidations du budget ordinaire (44,53%). Sur les 296,168 milliards de FCFA liquidés, 44,49% l'ont été dans les régions, pour couvrir les charges salariales des fonctionnaires des collectivités territoriales (29,07% des salaires liquidés) et des fonctionnaires des services déconcentrés de l'Etat.

b. Biens et services

Les crédits de paiement destinés à l'acquisition de biens et services se chiffrent à 436,437 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre 409,557 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Au 30 juin 2020, ces crédits ont été liquidés à hauteur de 172,933 milliards de FCFA représentant un taux d'exécution de 39,62%. Les principaux postes de dépenses sont ceux liés aux autres dépenses (46,66%), à l'acquisition de matériel (31,48%), et aux frais de déplacement et missions (12,93%).

Il est à noter que 11,96% du montant liquidé l'ont été dans les régions.

c. Charges financières :

Les crédits de paiement des charges financières servent à régler les intérêts de la dette intérieure et extérieure, qui s'élèvent à 120,423 milliards de FCFA dans le budget d'Etat de 2020.

A la fin du premier semestre, ils ont été liquidés à hauteur de 40,570 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 33,69%, sur lesquels 66,36% représentent les frais financiers sur la dette intérieure.

d. Transferts et subventions :

Evalués à 484,657 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire de 2020, contre 326,907 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, les CP des dépenses de transferts et subventions ont été liquidés à hauteur de 154,378 milliards de FCFA, représentant un taux d'exécution de 31,85%.

Ils ont permis de prendre en charge, entre autres, la subvention accordée à EDM-SA (19,43%), les dépenses de filet social (10,11%), la subvention des intrants (7,66%) et les bourses scolaires (3,38%).

Les 6,81% du montant liquidé l'ont été dans les régions.

e. Dépenses en atténuation des recettes :

Prévues pour 13,009 milliards de FCFA, les dépenses en atténuation des recettes sont affectées au paiement des exonérations dans le cadre des conventions de financement des projets d'investissement ainsi qu'au remboursement des crédits de TVA et des droits indûment perçus. La situation d'exécution de ces dépenses fait ressortir, à la fin du premier semestre, un montant liquidé de 1,059 milliard de FCFA, représentant 8,14% des prévisions, sur lesquels 87,64% constituent des remboursements de crédits TVA.

B. Dépenses en capital

Dans le budget d'Etat, les dépenses en capital ou d'investissements sont inscrites en Autorisations d'Engagement (AE) et en CP. Les AE constituent la limite supérieure de dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances. Ils se décomposent en (i) dépenses d'équipement, études et recherches des administrations publiques, (ii) dépenses d'investissements stratégiques inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI) ainsi qu'en (iii) appuis budgétaires sectoriels (ABS).

Dans le projet de collectif budgétaire de 2020, les AE des dépenses en capital s'élèvent à 884,965 milliards de FCFA, contre 834,873 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 911,590 milliards de FCFA dans le budget rectifié, contre 971,499 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur ce montant, 255,042 milliards de FCFA ont été liquidés au 30 juin, soit un taux d'exécution de 27,98%, sur lesquels 34,77% ont été liquidés au titre des dépenses d'équipement et des investissements des administrations publiques, 30,04% au compte du BSI financement intérieur, 34,92% au compte du BSI financement extérieur et 0,27% au titre des appuis budgétaires sectoriels.

En outre, 8,89% des liquidations ont été effectués dans les régions.

a. Equipement - investissement

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « équipement-investissement » se chiffrent à 339,558 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2020, contre 319,558 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

A la fin du premier semestre, ces crédits ont été exécutés à 26,12%, dont une part importante pour des investissements militaires réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des lois d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI).

b. Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur)

Les CP des dépenses du BSI financement intérieur s'élèvent à 285,104 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2020, contre 293,104 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur cette prévision, 26,87% ont été exécutés au 30 juin 2020.

c. Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur)

Les CP des dépenses du BSI financement extérieur s'élèvent à 275,600 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2020, contre 350,000 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Le taux d'exécution de ces crédits au 30 juin 2020 est de 32,31%. Sur le montant liquidé (89,049 milliards de FCFA), 71,44% représentent des dépenses sur prêts projets et 28,56%, des dépenses sur dons projets.

La répartition de ces dépenses par ministère et par nature de financement se présente comme suit :

Tableau 13. Situation d'exécution du BSI financement extérieur.

Montants en milliards de FCFA

Structures	Prévisions rectifiées 2020			Situation d'exécution au premier semestre 2020				
	Prêt	Subvention	Total	Prêt	Subvention	Total	Taux %	Part %
Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	0,518	11,321	11,839	0,413	1,512	1,925	16,26	2,16
Ministère de l'équipement, des infrastructures	9,095	17,580	26,675	25,316	-	25,316	**94,91**	**28,43**
Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle	4,664	8,237	12,901	1,872	2,749	4,621	35,82	5,19
Ministère de l'agriculture	45,711	33,723	79,434	14,437	7,966	22,403	28,20	**25,16**
Ministère de l'élevage te de la pèche	18,708	6,251	24,959	2,740	1,124	3,864	15,48	4,34
Commissariat à la sécurité alimentaire	-	1,213	1,213	-	0,187	0,187	15,42	0,21
Ministère de l'énergie et de l'eau	24,465	47,359	71,824	16,648	9,705	26,353	36,69	**29,59**
Ministère de l'aménagement du territoire et de la population	1,039	-	1,039	2,195	-	2,195	**211,26**	2,46
Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation	-	3,427	3,427	-	1,311	1,311	38,26	1,47
Ministère de l'économie et des finances	-	24,639	24,639	-	0,874	0,874	3,55	0,98
Ministère des mines et du pétrole	-	1,000	1,000	-	-	-	0,00	0,00
Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille	0,200	-	0,200	-	-	-	0,00	0,00
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	7,800	7,800	15,600					
Ministère de l'industrie et du commerce	-	0,800	0,800					
Ministère des maliens de l'extérieur	-	0,050	0,050	-	-	-	0,00	0,00
Total	**112,200**	**163,400**	**275,600**	**63,621**	**25,428**	**89,049**	**32,31**	**100,00**

Source : DNPD, septembre 2020.

Il ressort de la lecture du **tableau 13** que les structures dont le poids est significatif dans le montant des crédits liquidés sont :

- le ministère de l'énergie et de l'eau dont les liquidations représentent 29,59% du total ;
- le ministère de l'équipement et des infrastructures, dont les liquidations représentent 28,43% du total et dont les crédits ont été exécutés à 94,91% à la fin du premier semestre ;
- le ministère de l'agriculture, dont les liquidations représentent 25,16% du total.

Bien qu'ayant un faible poids dans le total des liquidations, les crédits alloués aux projets du ministère de l'aménagement du territoire et de la population ont été exécutés à hauteur de 211,26% des prévisions à la fin de la période sous revue.

2.2.1.2. Budgets annexes

Les CP des budgets annexes au titre de l'exercice 2020 s'élèvent à 9,105 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre une prévision initiale de 7,810 milliards de FCFA**.**

Ces crédits ont été liquidés, au 30 juin, à hauteur de 2,567 milliards de FCFA, ou un taux d'exécution de 28,19%, sur lesquels 75,06% représentent des dépenses ordinaires et 24,94% des dépenses en capital.

Ce niveau d'exécution est comparable à celui observé en 2019 à la même période (28,48%).

A. Dépenses ordinaires

Les CP de dépenses ordinaires alloués aux budgets annexes pour 2020 s'élèvent à 6,457 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre 5,729 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur cette prévision, un montant de 1,927 milliard de FCFA a été liquidé**,** soit un taux d'exécution de 29,84%. Ce niveau d'exécution est inférieur de 6,73 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

a. Personnel

Les CP des charges salariales des entrepôts du Mali à l'étranger se chiffrent en 2020 à 2,215 milliards de FCFA.

Ces crédits ont été exécutés, au premier semestre, à hauteur de 40,86%.

b. Biens et services

Les CP destinés à l'acquisition de biens et services pour les entrepôts du Mali à l'étranger se chiffrent à 3,583 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre 2,854 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Au 30 juin 2020, ils ont été liquidés à hauteur de 0,652 milliard de FCFA représentant un taux d'exécution de 18,19%.

c. Transferts et subventions :

Evalués à 0,660 milliard de FCFA, les CP de transferts et subventions des entrepôts maliens à l'étranger ont été liquidés à hauteur de 0,370 milliard de FCFA, représentant un taux d'exécution de 56,12%.

Ils ont permis de prendre en charge, entre autres, la subvention accordée par les EMASE aux EMAMAU (33,78%), EMAGUI (44,59%) et EMAGHA (20,27%).

B. Dépenses en capital

Dans le projet de collectif budgétaire de 2020, les AE de dépenses en capital allouées aux entrepôts maliens à l'étranger sont égaux aux CP et s'élèvent à 2,648 milliards de FCFA, contre 2,081 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur ce montant, 0,640 milliard de FCFA ont été liquidés au 30 juin, soit un taux d'exécution de 24,18%.

2.2.1.3. Comptes spéciaux du Trésor

Les CP des comptes spéciaux du Trésor se chiffrent en 2020 à 164,386 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre une prévision initiale de 124,410 milliards de FCFA.

Ces crédits ont été liquidés, au 30 juin, à hauteur de 66,979 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 40,75%, sur lesquels 97,49% représentent des dépenses ordinaires et 2,51% des dépenses en capital.

Ce niveau d'exécution est supérieur de 6,73 points de pourcentage à celui observé en 220 à la même période.

A. Dépenses ordinaires

Les CP de dépenses ordinaires inscrits dans les comptes spéciaux du Trésor pour 2020 s'élèvent à 90,192 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre 72,192 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur cette prévision, un montant de 65,301 milliards de FCFA a été liquidé**,** soit un taux d'exécution de 72,40%. Ce niveau d'exécution est supérieur de 13,43 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

a. Personnel

Les CP des charges salariales inscrits dans les comptes spéciaux du Trésor pour 2020 se chiffrent à 0,290 milliard de FCFA.

Ces crédits ont été exécutés, au premier semestre, à hauteur de 7,77%.

b. Biens et services

Les CP inscrits dans les comptes spéciaux du Trésor pour l'acquisition de biens et services se chiffrent à 1,312 milliard de FCFA.

Au 30 juin 2020, ces crédits ont été liquidés à hauteur de 0,150 milliard de FCFA représentant un taux d'exécution de 11,44%.

c. Transferts et subventions :

Evalués à 0,690 milliard de FCFA, les CP de transferts et subventions inscrits dans les comptes spéciaux du Trésor pour 2020 n'ont enregistré aucune liquidation au 30 juin.

d. Dépenses en atténuation des recettes :

Les CP des dépenses en atténuation des recettes s'élèvent à 87,900 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2020, contre 69,900 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Ces crédits ont été liquidés à 74,09% au 30 juin. Ils absorbent 97,24% des crédits liquidés pour les comptes spéciaux du Trésor.

B. Dépenses en capital

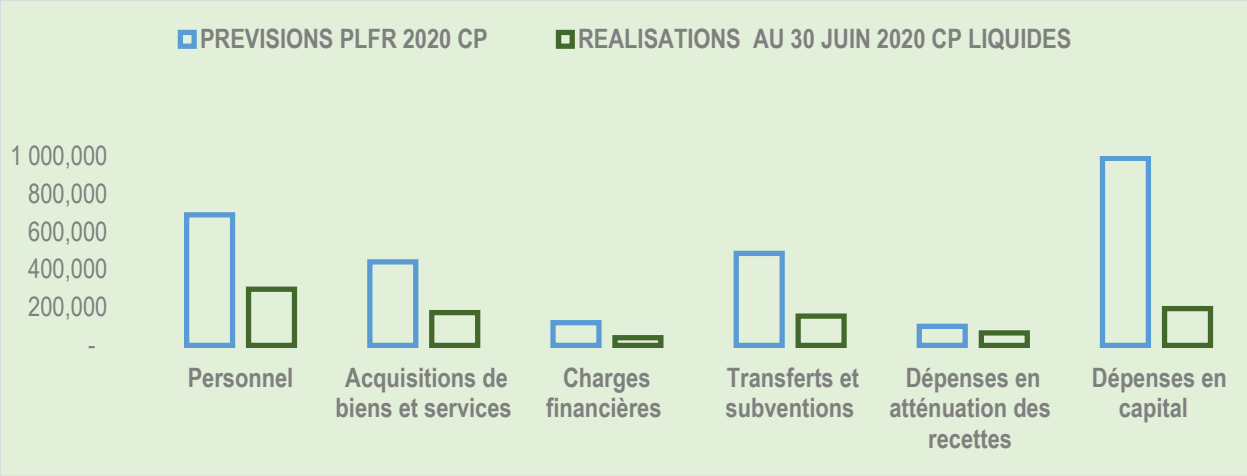
Dans le projet de collectif budgétaire de 2020, les AE des dépenses en capital inscrits dans les comptes spéciaux du Trésor sont égaux aux CP et s'élèvent à 74,194 milliards de FCFA, contre 52,218 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur ce montant, 1,678 milliard de FCFA ont été liquidés au 30 juin, soit un taux d'exécution de 2,26%.

2.2.1.4. Situation d'exécution agrégée par nature économique

Agrégée par nature économique[9], la situation d'exécution des dépenses budgétaires par rapport aux prévisions annuelles est présentée dans le **graphique 4**.

Graphique 4. Situation d'exécution du budget d'Etat au 30 juin 2020 par nature économique.



Source : DGB, septembre 2020.

Le **graphique 4** permet d'identifier les catégories de dépenses ayant enregistré les taux d'exécution les plus élevés. Il s'agit, notamment, des dépenses en atténuation des recettes (65,59%), de personnel (43,07%) et des acquisitions de biens et services (39,37%).

Il apparait également que la part des dépenses de personnel dans le total des dépenses liquidées est la plus importante (30,02%) et que les dépenses en capital, malgré leur faible niveau d'exécution, représentent le deuxième poste de dépenses avec 26,00% des liquidations.

[9] Tout type de budget confondu.

2.2.1.5. Récapitulatif de la situation d'exécution des dépenses budgétaires au niveau des régions et des établissements publics

Au 30 juin 2020, la situation d'exécution des dépenses budgétaires par nature économique au niveau des régions et des établissements publics se présente comme suit :

Tableau 14. Situation d'exécution des dépenses budgétaires des Régions par nature économique.

Nature économique	Prévisions rectifiées 2020	Crédits engagés au 30 juin 2020	Crédits liquidés au 30 juin 2020	Taux %	Part %
Régions	**390,335**	**218,017**	**185,627**	**47,56**	**75,36**
Personnel	234,203	156,793	131,753	56,26	70,98
Acquisition de biens et services	62,549	23,478	20,688	33,07	11,14
Transferts et subventions	18,936	10,783	10,513	55,52	5,66
Dépenses en investissement exécutées par l'Etat	74,647	26,964	22,673	30,37	12,21
Etablissements publics	**153,076**	**77,428**	**60,684**	**39,64**	**24,64**
Transferts et subventions	148,505	76,405	60,196	40,53	99,20
Dépenses en investissement exécutées par l'Etat	4,571	1,023	0,488	10,67	0,80
Total	**543,411**	**295,445**	**246,311**	**45,33**	**100,00**

Source : DGB, septembre 2020.

Il en ressort qu'au niveau des régions, les dépenses de personnel constituent la part la plus importante des dépenses liquidées au 30 juin (70,98%) et présentent le taux d'exécution le plus élevé (56,26%). Aussi, malgré leur faible poids dans le total des dépenses liquidées (5,66%), les transferts et subventions ont été exécutés à hauteur de 55,52% des prévisions annuelles.

Au niveau des établissements publics, les transferts courants présentent un taux d'exécution de 40,53% et représentent presque la totalité des crédits liquidés (99,20%). Les dépenses en capital représentent quant à elles, moins de 1% des liquidations.

2.2.2. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation

Le budget d'Etat de 2020 comporte 148 programmes, 337 actions, 468 objectifs et 1144 indicateurs.

Le niveau d'exécution de ces programmes, sans le financement extérieur du BSI, est présenté dans le **tableau 15**.

Tableau 15. Situation d'exécution des dépenses budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire.

Montants en milliards de FCFA

	Prévisions rectifiées 2020						Réalisations CP au 30 juin 2020			
	Nombre de Prog	Nombre d'actions	Nombre d'objectifs	Nombre d'indicateurs	AE	CP	CP engagés	CP liquidés	Taux %	Part %
Programmes de pilotage (1)	**39**	**136**	**135**	**301**	**145,750**	**722,243**	**340,176**	**233,594**	**32,34**	**25,94**
Personnel						240,308	114,563	81,710	34,00	**34,98**
Biens et services						156,215	74,861	51,168	32,75	21,90
Transferts et subventions						96,715	58,799	53,187	**54,99**	22,77
Investissement					145,750	229,005	91,954	47,529	20,75	20,35
Programme opérationnel (2)	**97**	**183**	**311**	**782**	**547,327**	**1 217,899**	**506,237**	**404,733**	**33,23**	**44,94**
Personnel						329,841	220,585	176,335	**53,46**	**43,57**
Biens et services						126,732	47,526	39,846	31,44	9,85
Transferts et subventions						184,863	94,851	76,994	41,65	19,02
Investissement					547,327	576,463	143,276	111,557	19,35	27,56
Programmes des Budgets annexes (3)	**1**	**7**	**2**	**14**	**2,648**	**9,105**	**3,055**	**2,567**	**28,19**	**0,29**
Personnel						2,215	0,969	0,905	40,86	**35,25**
Biens et services						3,583	0,700	0,652	18,19	25,38
Transferts et subventions						0,660	0,370	0,370	**56,12**	14,43
Investissement					2,648	2,648	1,017	0,640	24,18	24,94
Programmes Comptes spéciaux du trésor (4)	**11**	**11**	**20**	**47**	**74,194**	**164,386**	**68,373**	**66,979**	**40,75**	**7,44**
Personnel						0,290	0,023	0,023	7,77	0,03
Biens et services						1,312	0,391	0,150	11,44	0,22
Transferts et subventions						0,690	0,030	0,000	-	-
Dépenses en atténuation des recettes						87,900	65,129	65,129	**74,09**	**97,24**
Investissement					74,194	74,194	2,800	1,678	2,26	2,51
Dotations (5)	**0**	**0**	**0**	**0**	**191,888**	**713,343**	**203,358**	**192,775**	**27,02**	**21,40**
Personnel						117,219	39,160	38,123	32,52	19,78
Charges financières de la dette						120,423	41,574	40,570	33,69	21,05
Biens et services						153,489	86,077	81,919	**53,37**	**42,49**
Transferts et subventions						203,080	25,405	24,197	11,91	12,55
Dépenses en atténuation des recettes						13,009	1,059	1,059	8,14	0,55
Investissement					191,888	106,123	10,084	6,907	6,51	3,58
TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)	**148**	**337**	**468**	**1 144**	**961,807**	**2 826,976**	**1 121,200**	**900,648**	**31,86**	**100,00**

Source : DGB, septembre 2020.

2.2.2.1. Programme de pilotage

Les programmes de pilotage sont des programmes d'appui visant la coordination des actions des structures et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières mises à leur disposition.

En 2020, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat rectifié pour la mise en œuvre de ces programmes, s'élèvent 722,243 milliards de FCFA, contre 601,130 milliards de FCFA dans le budget initial. Ils permettent de financer 39 programmes d'administration générale et 136 actions.

Au 30 juin, ces crédits ont été liquidés à hauteur de 233,594 milliards de FCFA, correspondant à 25,95% des crédits liquidés et 32,34% des prévisions.

Pour ce type de programme, un peu plus du tiers des crédits liquidés représentent des dépenses de personnel, tandis que le taux d'exécution le plus élevé est enregistré au niveau des transferts et subventions (54,99%).

Comparés à la même période en 2019, leur niveau d'exécution a augmenté de 3,18 points de pourcentage, tandis que leur part dans les liquidations a diminué de 2,44 points de pourcentage.

2.2.2.2. Programmes opérationnels

En 2020, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat rectifié pour la mise en œuvre de ces programmes, s'élèvent 1 217,899 milliards de FCFA, contre 1 274,773 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale. Ils permettent de financer 97 programmes et 183 actions.

A la fin du premier semestre, ces crédits ont été liquidés à hauteur de 404,733 milliards de FCFA, correspondant à 44,94% des crédits liquidés et 33,23% des prévisions.

A l'instar des programmes de pilotage, les dépenses de personnel sont également les plus importantes (43,57% des crédits liquidés). Elles enregistrent également le taux d'exécution le plus élevé (53,46%). Les dépenses d'investissement, quant à elles, représentent le deuxième poste de liquidation (27,56%), malgré leur faible taux d'exécution (19,35% des prévisions).

Comparés à la même période en 2019, leur niveau d'exécution a augmenté de 3,70 points de pourcentage, tandis que leur part dans les liquidations a diminué de 4,73 points de pourcentage.

Les programmes opérationnels regroupent des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des départements ministériels, institutions et assimilées.

2.2.2.3. Programmes des budgets annexes

En 2020, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre du programme des budgets annexes permettent de financer 7 actions. Ils s'élèvent à 9,105 milliards de FCFA dans le budget rectifié, contre 7,810 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Au 30 juin, ils ont été exécutés à hauteur de 2,567 milliards de FCFA, soit moins de 1% des liquidations totales et 28,19% des prévisions. Les 35,25% des crédits liquidés représentent des dépenses de personnel. Malgré leur faible poids (14,43% des crédits liquidés), les transferts des EMASE aux autres entrepôts présentent le taux d'exécution le plus élevé (56,12%).

Comparés à la même période en 2019, leur niveau d'exécution a diminué de 5,17 points de pourcentage, tandis que leur part dans les liquidations demeure pratiquement stable.

2.2.2.4. Programmes des comptes spéciaux du Trésor

En 2020, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre des programmes des comptes spéciaux du trésor permettent de financer 11 programmes et 11 actions. Ils se chiffrent à 164,386 milliards de FCFA dans le budget rectifié, contre 124,410 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Au 30 juin, ils ont été exécutés à hauteur de 66,979 milliards de FCFA, soit 40,75% des prévisions et 7,44% du total des crédits liquidés, dont 97,24% ont servi à payer des dépenses en atténuation des recettes.

Comparés à la même période en 2019, leur niveau d'exécution et leur part dans les liquidations ont augmenté, respectivement de 21,89 et 1,34 point de pourcentage.

2.2.2.5. Dotations

Les crédits budgétaires non répartis en programmes sont ventilés en dotations. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance.

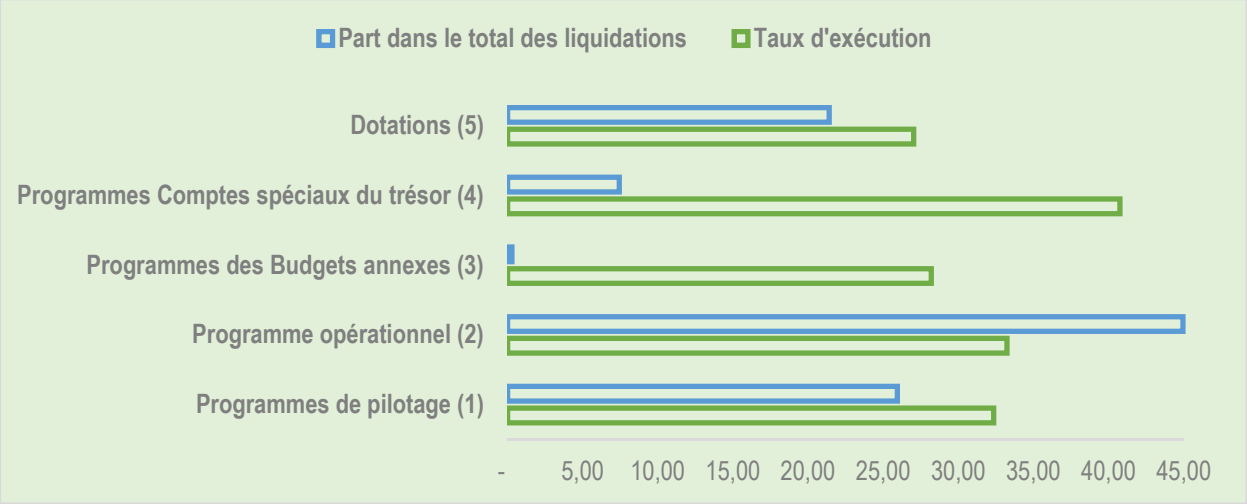
Les crédits de paiement alloués à ces dotations en 2020, se chiffrent à 713,343 milliards de FCFA, contre 596,446 milliards de FCFA dans le budget initial.

A la fin du deuxième trimestre, ils ont été exécutés à hauteur de 192,775 milliards de FCFA, soit 21,40% du total des crédits liquidés et 27,02% des prévisions. Les dépenses d'acquisition de biens et services présentent, à la fois, le taux d'exécution le plus élevé (53,37%) et la part la plus importante des crédits liquidés au compte des dotations (42,49%).

2.2.2.6. Récapitulatif de la situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI.

Le **graphique 5** récapitule la situation d'exécution des dépenses budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation.

Graphique 5. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI.



Source : DGB, septembre 2020.

Il en ressort que les dépenses effectuées par les programmes opérationnels représentent la part la plus importante des crédits liquidés au 30 juin (44,94%), tandis que le taux d'exécution le plus élevé par rapport aux prévisions est enregistré par les programmes des comptes spéciaux du trésor (40,75%).

2.2.3. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction

La classification fonctionnelle permet de classer les charges de l'Etat en fonction de leurs objectifs socio-économiques. Ainsi, les dépenses budgétaires sont réparties entre dix (10) grandes divisions de fonction.

Le **tableau 16** présente la situation d'exécution des dépenses classées par fonction.

Tableau 16. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.

Montants en milliards de FCFA

Fonction	Prévisions rectifiées 2020		Réalisations au 30 juin 2020			
	CP	Poids %	Crédits engagés	Crédits liquidés	Taux %	Poids %
Services généraux des administrations publiques	674,308	23,85	330,647	297,300	**44,09**	**33,01**
Défense	341,790	12,09	222,977	133,605	39,09	14,83
Ordre et sécurité publics	168,071	5,95	80,484	55,739	33,16	6,19
Affaires économiques	614,794	21,75	163,107	136,253	22,16	15,13
dont Agriculture	*368,089*	*13,02*	*46,971*	*35,135*	*9,55*	*3,90*
Protection de l'environnement	45,340	1,60	6,909	4,311	9,51	0,48
Logement et équipements collectifs	78,455	2,78	25,893	23,497	29,95	2,61
Santé	192,482	6,81	59,605	48,985	25,45	5,44
Loisirs, culture et culte	21,051	0,74	9,368	7,351	34,92	0,82
Enseignement	441,902	15,63	171,013	145,774	32,99	16,19
Protection sociale	248,781	8,80	51,198	47,834	19,23	5,31
Total	**2 826,976**	**100,00**	**1 121,200**	**900,648**	**31,86**	**100,00**

Source : DGB, septembre 2020.

2.2.3.1. Services généraux des administrations publiques

Pour 2020, le poids des services généraux des administrations publiques dans les dépenses budgétaires est passé de 26,10% dans la loi de finances initiale à 23,85% dans le budget d'Etat rectifié.

Le taux d'exécution des crédits de paiements inscrits au budget au titre de ces services s'élève à 44,09% à la date du 30 juin. Ce niveau d'exécution est sous-tendu par les dépenses liées au fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, les affaires financières et fiscales, ainsi que les affaires étrangères pour 42,15%, les opérations concernant la dette publique pour 26,08%, les dépenses des services généraux des administrations publiques non classées ailleurs pour 17,78%, et, dans de moindres mesures, les transferts de caractère général entre les administrations publiques, les services généraux, la recherche fondamentale et la recherche-développement.

En termes de poids dans le total des crédits liquidés, ils représentent la fonction la plus importante avec 33,01% des dépenses totales.

Comparés à la même période en 2019, leur niveau d'exécution et leur poids sont en hausse, respectivement, de 11,55 et 3,36 points de pourcentage.

2.2.3.2. Défense

Pour 2020, le poids des dépenses liées à la défense est passé de 11,20% dans la loi de finances initiale, à 12,09% dans le budget rectifié.

Leur taux d'exécution, au 30 juin, s'élève à 39,09%, tandis que leur poids dans les dépenses totales représente 14,83%.

Cette situation d'exécution révèle un taux (+7,44 points de pourcentage) et une part (+1,30 point de pourcentage) plus élevés que ceux observés à la même période en 2019.

2.2.3.3. Ordre et sécurité publics

La part des crédits de paiement inscrits au budget d'Etat rectifié au titre de l'ordre et de la sécurité publics s'élève à 5,95%, contre 6,16% dans la loi de finances initiale.

Avec un taux d'exécution de 33,16% à la fin du premier semestre, ils représentent 6,19% des dépenses totales et financent principalement les services de police (39,60% des crédits liquidés), les dépenses des tribunaux (14,60%) et les autres fonctions d'ordre et de sécurité publics non classés ailleurs (31,51%). Ils représentent 6,58% des crédits liquidés au 30 juin 2019.

Comparés à la même période en 2019, leur niveau d'exécution est en hausse de 1,64 point de pourcentage, tandis que leur poids diminue de 0,84 point de pourcentage.

2.2.3.4. Affaires économiques

Le poids des affaires économiques (21,75%) a diminué de 3,92 points de pourcentage dans le budget d'Etat rectifié de 2020.

Les crédits de paiement y afférents, ont été exécutés à hauteur 22,16%, afin de financer, principalement, l'agriculture, la sylviculture, la pêche et la chasse (25,19% des liquidations), les combustibles et l'énergie (15,30%) et les affaires économiques non classées ailleurs (25,20%).

Cette situation révèle, globalement, une augmentation du taux d'exécution et de la part des affaires économiques, respectivement de 7,31 et 1,52 points de pourcentage par rapport à la même période de l'exercice antérieur, tandis que le taux d'exécution et la part de l'agriculture diminuent respectivement de 2,25 et 0,72 points de pourcentage.

2.2.3.5. Protection de l'environnement, logement et équipements collectifs, loisirs, culture et culte

Le poids des dépenses liées à la protection de l'environnement, au logement et aux équipements collectifs ainsi qu'aux loisirs, à la culture et au culte a légèrement diminué, de 0,81 point de pourcentage, dans le budget d'Etat rectifié, pour s'établir à 5,12 %.

En termes de liquidation au 30 juin, leurs poids demeurent les plus faibles (respectivement 0,48%, 2,61% et 0,82% du total des crédits liquidés). Quant à leurs taux d'exécution par rapport aux prévisions, ils s'élèvent respectivement à 9,51%, 29,95% et 34,92%.

Comparés à la même période en 2019, une diminution des taux d'exécution et des parts est observée pour la protection de l'environnement, les loisirs, culture et culte (respectivement -6,31 et -0,99 points de pourcentage). Cette diminution est absorbée par l'amélioration des indicateurs de la fonction ''*logement et équipements collectifs*", dont le taux d'exécution et la part ont augmenté, respectivement, de 16,93 et 0,99 points de pourcentage.

2.2.3.6. Santé

Le poids de la fonction ''*santé*'' est passé de 5,20% dans la loi de finances initiale à 6,81% dans le budget d'Etat rectifié.

A la fin du deuxième trimestre, elle a représenté 5,44% du total des crédits liquidés. Elle enregistre un taux d'exécution de ses dépenses de 25,45%, sur lesquelles 42,51% sont destinés aux services de santé publique, 34,11% aux dépenses de santé non classées ailleurs et 19,76% aux services hospitaliers.

Ce niveau d'exécution est en légère amélioration par rapport à 2019, de 1,82 point de pourcentage en termes de taux d'exécution et de 0,95 point de pourcentage en termes de part dans les dépenses totales.

2.2.3.7. Enseignement

Le poids de la fonction ''e*nseignement*'' est passé de 15,28% dans la loi de finances initiale, à 15,63% dans le budget rectifié de 2020.

Au 30 juin, les crédits alloués à cette fonction ont été exécutés à hauteur de 32,99%. Elle représente le deuxième poste de dépenses, après les services généraux des administrations publiques, avec 16,19% des crédits liquidés. Les groupes de dépenses les plus importants sont l'enseignement préélémentaire et primaire (58,74%), l'enseignement secondaire (21,27%) et l'enseignement supérieur (13,26%).

Comparés à la même période en 2019, le taux d'exécution et le poids des dépenses de cette fonction ont diminué, respectivement, de 4,52 et 5,45 points de pourcentage.

2.2.3.8. Protection sociale

Le poids de la protection sociale a quasiment doublé dans le budget rectifié de 2020 par rapport à la loi de finances initiale pour s'établir à 8,80%.

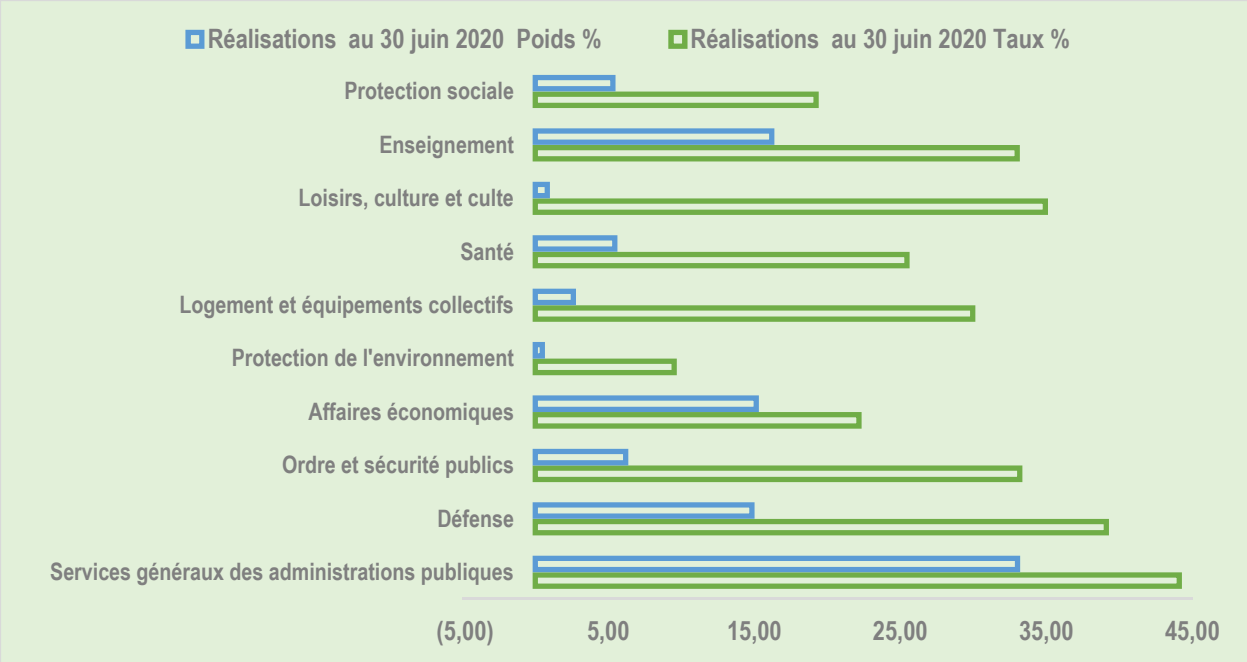
Avec un taux d'exécution de 19,23% des prévisions à la fin du premier semestre, les crédits de paiement exécutés au titre de cette fonction ne représentent que 5,31% du total des crédits liquidés. Ils concernent principalement la prise en charge de la vieillesse (47,92%) et les dépenses de protection sociale non classées ailleurs (48,49%).

Par rapport à la même période en 2019, cette situation révèle une nette dégradation du taux d'exécution des dépenses de la fonction (-12,36 points de pourcentage) et une relative stabilité de leur poids dans les dépenses totales (-0,83 point de pourcentage).

2.2.3.9. Récapitulatif de la situation d'exécution des dépenses budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.

Le **graphique 6**, ci-dessous, fournit une représentation schématique de l'exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.

Graphique 6. Exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.



Source : DGB, septembre 2020.

Il en ressort que la division ''*services généraux des administrations publiques''* est la plus importante, avec un taux d'exécution de 44,9% et un poids de 33,01%. Les deux autres postes de dépenses sont l'*enseignement* (16,19%) et les *affaires économiques* (15,13%).

Par ailleurs, malgré leurs poids relativement faibles dans les prévisions, les divisions ''*Défense*'' et ''*Loisirs, culture et culte*'' présentent des taux d'exécution parmi les plus élevés.

III. SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES ET DES CHARGES DE TRESORERIE

Les ressources et les charges de trésorerie résultent d'opérations liées à la gestion de la dette. Elles concourent à la réalisation de l'équilibre du budget d'Etat.

Le **tableau 17**, ci-dessous, présente la situation d'exécution de ces ressources et charges.

Tableau 17. Situation d'exécution des ressources et des charges de trésorerie.

Montants en milliards de FCFA

Rubrique	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Réalisations	Taux %	Part %
Besoins de financement	**819,548**	**1 100,527**	**368,733**	**33,51**	**100,00**
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	381,016	365,386	189,066	51,74	51,27
dont principal dette intérieure	*251,540*	*251,540*	*139,144*	*55,32*	73,60
dont principal dette extérieure	*129,476*	*113,846*	*49,922*	*43,85*	26,40
Déficit budgétaire à financer	422,740	719,349	178,250	24,78	48,34
Prêts et avances	-	-	-		-
Retraits sur les comptes des correspondants	15,792	15,792	1,417	8,97	0,38
Ressources de financement	**819,548**	**1 100,527**	**738,093**	**67,07**	**100,00**
Tirages sur des emprunts projets	194,400	112,200	63,621	56,70	8,62
Emission de dette à court, moyen et long termes	556,319	691,249	500,636	72,42	67,83
Tirages sur des emprunts programmes	28,692	253,941	167,746	66,06	22,73
Produits provenant de la cession des actifs	18,385	21,385	2,295	10,73	0,31
Remboursement des prêts et avances	5,960	5,960	2,325	39,01	0,32
Dépôts sur les comptes des correspondants	15,792	15,792	1,471	9,31	0,20

Source : Services d'assiettes et de recouvrement, septembre 2020.

A la lecture du **tableau 17**, il apparait que, à la fin du premier semestre, les ressources de financement, mobilisées à 67,07%, couvrent les besoins de financement, exécutés à 33,51%.

3.1.RESSOURCES DE TRESORERIE

Les ressources de trésorerie sont constituées (i) des produits de cessions d'actifs, (ii) des remboursements des prêts et avances, (iii) des produits des dettes à court, moyen et long terme et (iv) des dépôts sur les comptes des correspondants. Ces ressources sont réalisées par la Direction Nationale des Domaines (DND), la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE), la Direction Générale de la Dette publique (DGDP), et par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP).

Dans le projet de collectif budgétaire, leurs prévisions ont enregistré une augmentation de 55,48% par rapport aux prévisions initiales, passant de 263,229 milliards de FCFA à 409,278 milliards de FCFA[10].

Le **tableau 18** présente la situation d'exécution des ressources de trésorerie au 30 juin 2020 par rapport aux objectifs annuels.

[10] Hors titres de marché (bons et obligations du Trésor).

Tableau 18. Situation d'exécution des ressources de trésorerie.

Montants en milliards de FCFA

	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Réalisations au 30 juin 2020	Taux %	Part %
Produits provenant de la cession des actifs	18,385	21,385	2,295	10,73	**0,97**
Aliénations du domaine mobilier	*0,385*	*0,385*	*0,229*	*59,50*	*9,98*
Aliénations du domaine immobilier	*18,000*	*18,000*	*2,066*	*11,48*	*90,02*
Recettes de privatisation	*-*	*3,000*	*-*	*0,00*	*-*
Produits des emprunts (projets BSI & ABG)	223,092	366,141	231,367	**63,19**	**97,44**
Produits des emprunts projets	*194,400*	*112,200*	*63,621*	*56,70*	*27,50*
Produits des emprunts programmes	*28,692*	*253,941*	*167,746*	*66,06*	*72,50*
Dépôts sur les comptes des correspondants	15,792	15,792	1,471	9,31	**0,62**
Remboursement de prêts et avances	5,960	5,960	2,325	39,01	**0,98**
Total, hors titres	**263,229**	**409,278**	**237,458**	**58,02**	**32,17**
Emission de titres de marché	556,319	691,249	500,636	72,42	**67,83**
Total des ressources de financement	**819,548**	**1 100,527**	**738,093**	**67,07**	**100,00**

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, septembre 2020.

Il ressort de la lecture du **tableau 18** que, à la fin du deuxième trimestre, un montant de 237,458 milliards de FCFA a été mobilisé au titre des ressources de trésorerie[11], soit un taux de réalisation de 58,02%.

Comparé à la même période en 2019, ce taux d'exécution est en hausse de 35,59 points de pourcentage.

Lorsque les émissions de bons et obligations du Trésor sont prises en compte, le niveau de réalisation des ressources de financement, au 30 juin, atteint 738,093 milliards de FCFA, sur une prévision rectifiée de 1 100,527 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 67,07%. Ces émissions représentent 67,83% des ressources mobilisées.

3.1.1. Produits des cessions d'actifs

Les prévisions de produits de cessions d'actifs ont augmenté de 16,32% en 2020 pour s'établir à 21,385 milliards de FCFA dans le budget rectifié.

A la fin du deuxième trimestre, ces produits ont été mobilisés à hauteur de 2,295 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 10,73%. Ils proviennent des aliénations d'immeubles et de titres fonciers réalisées par la DND (90,02%) ainsi que celles issues des réformes de matières et matériels effectuées par la DGABE et versées aux guichets de la DND (9,98%).

[11] Hors titres de marché (bons et obligations du Trésor).

3.1.1.1. Aliénations de meubles, d'immeubles et TF.

La prévision annuelle des produits d'aliénations de meubles et d'immeubles se chiffre à 18,385 milliards de FCFA, dont 8 milliards de FCFA attendus de l'ACI pour la cession de bâtiments administratifs.

Le **tableau 19** retrace la situation d'exécution comparative de ces produits pour les premiers semestres 2019 et 2020.

Tableau 19. Situation de réalisation des ressources de trésorerie par la DND.

Montants en milliards de FCFA

Nature	Prévisions au 30 juin 2019	Réalisations au 30 juin 2019	Taux %	Prévisions au 30 juin 2020	Réalisations au 30 juin 2020	Taux %
Aliénations d'immeubles et TF	6,952	2,472	35,56	8,318	2,066	24,83
Aliénations de meubles	0,191	0,219	114,75	0,179	0,229	127,62
Total	**7,143**	**2,691**	**37,68**	**8,497**	**2,295**	**27,00**

Source : DND, septembre 2020.

Il ressort du **tableau 19** que le taux de réalisation des produits de cessions d'actifs par la DND est inférieur de 10,68 points de pourcentage à celui observé à la même période en 2019. Cette diminution s'explique par celle des aliénations d'immeubles et titres fonciers (TF), dont la part est la plus importante (90,02%) et dont le taux de réalisation est inférieur de 10,73 points de pourcentage à celui de 2019.

Pour améliorer le niveau des recouvrements, il est envisagé de demander à l'ACI, de procéder au paiement du reliquat du prix de cession des bâtiments administratifs vendus et les autres droits connexes.

3.1.1.2. Recettes de privation.

Dans le budget d'Etat rectifié, 3,000 milliards de FCFA ont été inscrits au titre des recettes de privation. Sur ce montant, aucune réalisation n'a été enregistrée à la fin du premier semestre.

3.1.2. Produits des emprunts à court, moyen et long terme

Les produits des emprunts à court, moyen et long terme représentent 99,17% des ressources de financement mobilisées. Elles sont constituées des produits : (i) des emprunts projets inscrits au BSI (8,69%), (ii) des emprunts programmes ou prêts d'ABG (22,92%) et (iii) des émissions de bons et obligations du Trésor (68,39%).

3.1.2.1. Produits des emprunts projets inscrits au BSI.

Le détail des réalisations, au titre des produits des emprunts projets, se présente comme suit :

Tableau 20. Répartition des produits des emprunts projets par ministère.

	Montants en milliards de FCFA		*En %*	
Structures	**Prévisions rectifiées 2020**	**Réalisations au 30 juin 2020**	**Taux de décaissement**	**Part de chaque ministère**
Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	0,518	0,413	**79,73**	0,65
Ministère de l'équipement, des infrastructures	9,095	25,316	**278,35**	**39,79**
Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle	4,664	1,872	40,14	2,94
Ministère de l'agriculture	45,711	14,437	31,58	**22,69**
Ministère de l'élevage te de la pèche	18,708	2,740	14,65	4,31
Ministère de l'énergie et de l'eau	24,465	16,648	**68,05**	**26,17**
Ministère de l'aménagement du territoire et de la population	1,039	2,195	**211,26**	3,45
Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille	0,200	-	0,00	0,00
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	7,800	-	0,00	0,00
Total	**112,200**	**63,621**	**56,70**	**100,00**

Source : DNPD, septembre 2020.

Il apparait dans le **tableau 20** que les décaissements les plus importants réalisés au titre des prêts projets ont été enregistrés :

- en termes de parts dans le total des décaissements, au niveau des départements (i) de l'équipement et des infrastructures (39,79%), (ii) de l'énergie et de l'eau (26,17%) et (iii) de l'agriculture (22,69%);
- en termes de taux d'exécution, au niveau des départements (i) de l'équipement et des infrastructures (278,35%), (ii) de l'aménagement du territoire et de la population (211,26%), (iii) de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable (79,73%) et (iv) de l'énergie et de l'eau (68,05%).

Les taux d'exécution exceptionnellement élevés au niveau du ministère de l'équipement et des infrastructures ainsi que du ministère de l'aménagement du territoire et de la population, s'explique essentiellement par la réduction considérable de leurs prévisions dans le projet de budget rectifié (-82,42% pour les deux ministères), tandis que les niveaux de décaissement ont été moins pessimistes que prévus.

Le taux global de décaissement (56,70%) est supérieur de 10,21 points de pourcentage à celui observé à la même période en 2019.

Durant le troisième trimestre, il est prévu de mobiliser 78,621 milliards de FCFA d'emprunts projets.

3.1.2.2. Produits des emprunts programmes.

Pour 2020, il est prévu de contracter 253,941 milliards de FCFA de prêt d'ABG, soit 225,249 milliards de FCFA de plus que le montant inscrit dans la loi de finances initiale.

Sur ce montant, 167,746 milliards de FCFA ont été décaissés à la fin du premier semestre. Ce montant a été mobilisé auprès de la Banque africaine de développement (6,03%), du FMI (81,33%) et de la BOAD (12,64%).

A la même période en 2019, aucun décaissement n'avait été enregistré.

3.1.2.3. Produits des émissions de bons et obligations du Trésor.

Les émissions de titres de marché ont été évaluées à 691,249 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié, contre 556,319 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur ce montant, des titres d'une valeur de 500,636 milliards de FCFA ont été émis, dont 63,15% d'obligations et 36,85% de bons. Le taux de couverture global s'élève à 217,60%.

3.1.3. Dépôts sur les comptes des correspondants

Sur une prévision de 15,792 milliards de FCFA, les dépôts sur les comptes des correspondants se sont chiffrés à 1,471 milliard de FCFA à la fin du premier semestre, soit un taux de réalisation de 9,31%.

Ce taux est inférieur de 26,75 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

3.1.4. Remboursements de prêts et avances

L'objectif de recouvrement des prêts rétrocédés assigné à la Direction Générale de Dette Publique (DGDP) pour l'année 2020 s'élève à 5,960 milliards de FCFA. Sur ce montant, il était prévu de recouvrer 1,153 milliard de FCFA durant le deuxième trimestre.

La situation d'exécution à la date du 30 juin, fait ressortir un montant de 2,325 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 39,01%.

Ce taux est supérieur de 13,49 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

Le **tableau 21** présente la situation détaillée des remboursements de prêts rétrocédés par organisme.

Tableau 21. Situation de recouvrement des prêts rétrocédés par la DGDP.

Montants en millions de FCFA

		BNDA	EDM-SA	SOGEM	BDM-SA	SOTELMA-SA	BMS-SA	Total	Cumul	Taux %
Janvier	Prévisions			207,000				**207,000**		**53,14**
	Réalisations		110,000					**110,000**	**110,000**	
Février	Prévisions		134,000	1 069,000				**1 203,000**		**107,07**
	Réalisations			1 288,000				**1 288,000**	**1 398,000**	
Mars	Prévisions	8,000	153,000					**161,000**		**183,23**
	Réalisations	8,000	287,000					**295,000**	**1 693,000**	
Avril	Prévisions			889,000	71,000	6,000	143,000	**1 109,000**		**19,66**
	Réalisations				71,000		147,000	**218,000**	**1 911,000**	
Mai	Prévisions	402,000						**402,000**		**100,00**
	Réalisations	402,000						**402,000**	**2 313,000**	
Juin	Prévisions	12,000						**12,000**		**100,00**
	Réalisations	12,000						**12,000**	**2 325,000**	
Juillet	Prévisions			207,000				**207,000**		
	Réalisations							**-**	**-**	
Août	Prévisions		159,000	1 052,000				**1 211,000**		
	Réalisations							**-**	**-**	
Septembre	Prévisions	8,000	159,000					**167,000**		
	Réalisations							**-**	**-**	
Octobre	Prévisions			659,000	69,000		141,000	**869,000**		
	Réalisations							**-**	**-**	
Novembre	Prévisions	401,000						**401,000**		
	Réalisations							**-**	**-**	
Décembre	Prévisions	11,000						**11,000**		
	Réalisations							**-**	**-**	
Total	**Prévisions**	**842,000**	**605,000**	**4 083,000**	**140,000**	**6,000**	**284,000**	**5 960,000**		**39,01**
	Réalisations	**422,000**	**397,000**	**1 288,000**	**71,000**	**-**	**147,000**	**2 325,000**		
	Taux %	**50,12**	**65,62**	**31,55**	**50,71**	**-**	**51,76**			

Source : DGDP, septembre 2020.

Il ressort de la lecture du **tableau 21** que les taux de recouvrement des prêts rétrocédés auprès des organismes bénéficiaires sont globalement au-dessus de 50%, à l'exception de celui de la SOGEM.

3.2.CHARGES DE TRESORERIE

Les charges de trésorerie comprennent : (i) le remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long terme, (ii) les retraits sur les comptes des correspondants, (iii) les prêts et avances.

Dans le budget rectifié de 2020, ces charges sont évaluées à 381,178 milliards de FCFA, contre 396,808 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

La situation d'exécution des charges de trésorerie au 30 juin 2020 est présentée dans le **tableau 22**.

Tableau 22. Situation d'exécution des charges de trésorerie.

	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Réalisations au 30 juin 2020	Taux %	Part %
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	381,016	365,386	189,066	51,74	**99,26**
Principal dette intérieure	*251,540*	*251,540*	*139,144*	*55,32*	*73,60*
Principal dette extérieure	*129,476*	*113,846*	*49,922*	*43,85*	*26,40*
Retraits sur les comptes des correspondants	15,792	15,792	1,417	8,97	**0,74**
Prêts et avances	-	-	-	0,00	**0,00**
Total hors solde global	**396,808**	**381,178**	**190,483**	**49,97**	**51,66**
Solde à financer	422,740	719,349	178,250	24,78	**48,34**
Total besoins de financement	**819,548**	**1 100,527**	**368,733**	**33,51**	**100,00**

Source : DNTCP, septembre 2020.

Il ressort de la lecture du **tableau 22** que, à la fin du deuxième trimestre, un montant de 190,483 milliards de FCFA a été exécuté au titre des charges de trésorerie[12], soit un taux de réalisation de 49,97%.

Comparé à la même période en 2019, ce taux d'exécution est en légère hausse de 1,77 point de pourcentage.

Lorsque le solde budgétaire de la période est pris en compte, le niveau d'exécution des besoins de financement, au 30 juin, atteint 368,733 milliards de FCFA, sur une prévision rectifiée de 1 100,527 milliards de FCFA, soit un taux de 33,51%. Ce solde représente 48,34% des besoins de financement couverts.

3.2.1. Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long terme

Les prévisions de remboursement des produits des emprunts ont diminué de 4,10% en 2020 pour s'établir à 381,178 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2020.

A la fin du deuxième trimestre, 189,066 milliards de FCFA ont été remboursés, soit un taux d'exécution de 51,74%. Plus de la moitié du montant remboursé (73,60%) constitue l'amortissement du principal de la dette intérieure. Ainsi, la part de la dette intérieure dans l'amortissement des emprunts est supérieure de 3,16 points de pourcentage à celui de la même période en 2019.

Ce poste représente 99,26% des charges de trésorerie exécutées au premier semestre.

3.2.2. Retraits sur les comptes des correspondants

Un montant de 15,792 milliards de FCFA est inscrit au budget d'Etat de 2020 au titre des retraits sur les comptes des correspondants.

A la fin du premier semestre, ces retraits se sont chiffrés à 1,417 milliard de FCFA, soit 8,97% des prévisions annuelles. Ils sont composés, essentiellement, des dépenses effectuées par l'Agence malienne de métrologie, l'Office malien de l'habitat, l'Agence pour la promotion touristique au Mali, le Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage, la Chambre de commerce et d'industrie du Mali, l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako, l'Université des lettres et des sciences humaines de Bamako, l'Université des sciences juridiques et politiques de Bamako, l'Université des sciences, techniques et technologies de Bamako, l'Institut national de formation des travailleurs sociaux, l'Institut Zayed des sciences économiques et juridiques de Bamako et autres correspondants.

IV. CONCLUSION

L'exécution des prévisions budgétaires rectifiées de 2020, au premier semestre, s'est effectuée dans un contexte difficile, marquée principalement par une récession de l'activité économique à l'échelle mondiale, à la suite de la rapide propagation de la Covid-19.

Cette évolution du contexte justifie la modification des prévisions de la loi de finances initiale et le creusement du déficit budgétaire.

La situation d'exécution provisoire, fait ressortir un solde global déficitaire de 178,250 milliards de FCFA. Les recettes ont été réalisées à 38,50% et les dépenses, exécutées à 35,01%. Ces indicateurs affichent, comparativement à la même période de l'exercice antérieur, un recul du niveau de réalisation des recettes (-3,81 points de pourcentage) et une augmentation du taux d'exécution des dépenses (+4,95 points de pourcentage).

En ce qui concerne les recettes budgétaires, celles du budget général représentent 99,11%[12] des sommes encaissées, celles des budgets annexes, 0,41% et celles des comptes spéciaux du trésor 0,49%[13]. L'effort des services d'assiettes et de recouvrement représente 91,41% des recettes totales. En termes de taux d'exécution, une baisse de performance générale apparait par rapport à 2019. La réduction la plus significative est enregistrée au niveau des recettes recouvrées par la DNTCP. Cependant, une exception est constatée pour les dons d'appui budgétaire sectoriel, annulations de dettes et les recettes des CST. La part des dons et annulations de dette a augmenté de 2,43 points de pourcentage par rapport à 2019.

S'agissant des dépenses, classées par nature économique, les dépenses de personnel représentent 30,02% des liquidations, suivies des dépenses en capital (26,00%). Les liquidations ont été effectuées à 18,76% dans les régions et à 6,13%, pour le compte des établissements publics. L'analyse de la situation d'exécution par type de programme et dotation budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, révèle que 44,94% des dépenses liquidées l'ont été au compte des programmes opérationnels, tandis que les programmes de CST présentent le taux d'exécution le plus élevé (40,75% des prévisions). Suivant la classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI, les dépenses des services généraux des administrations publiques représentent 33,01% des crédits liquidés, la défense, l'ordre et la sécurité publics 21,02%, l'enseignement 16,19% et les affaires économiques 15,13%. Cet ordre de priorité est le même qu'en 2019, bien que le poids de l'enseignement ait enregistré une diminution.

[12] En valeur brute, y compris les crédits de TVA.
[13] Hors Fonds de remboursement des crédits TVA.

Au niveau de la trésorerie, les ressources ont été mobilisées à 58,02% et les charges, exécutées à 49,97%. Ces niveaux de réalisations sont en hausse par rapport à 2019, respectivement de 35,59 et 1,77 point de pourcentage. Comparés au premier semestre de 2019 : (i) le taux de mobilisation des prêts d'appui budgétaire a considérablement augmenté, à l'instar des dons ; (ii) le poids du remboursement des produits d'emprunts a augmenté au niveau des charges de trésorerie, malgré les moratoires et annulations de dette obtenus dans le cadre de la riposte à la Covid-19. De manière générale, il apparait que les ressources de financement ont largement couvert les besoins de financement pour la période sous revue.

ANNEXE 1 :

SITUATION DE REALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES ET DES RESSOURCES DE TRESORERIE PAR LES SERVICES D'ASSIETTES ET DE RECOUVREMENT.

Ministère de l'Economie et des Finances
****
Direction Générale du Budget
****

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi
****

SITUATION DE REALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES ET DES RESSOURCES DE TRESORERIE PAR SERVICE

(Montants en milliards de FCFA)

Services	Recettes budgétaires				Ressources de trésorerie				Total des ressources			
	Prévisions rectifiées	Réalisations au 30 juin 2020	Taux %	Part %	Prévisions rectifiées	Réalisations au 30 juin 2020	Taux %	Part %	Prévisions rectifiées	Réalisations au 30 juin 2020	Taux %	Part %
Direction Générale des Douanes	567,000	282,973	49,91	38,15					567,000	282,973	49,91	37,84
Direction Générale des Impôts	891,325	414,502	46,50	55,88					891,325	414,502	46,50	55,43
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	20,853	8,076	38,73	1,09	15,792	1,471	9,31	24,15	36,645	9,547	26,05	1,28
Direction Nationale des Domaines	114,791	36,156	31,50	4,87	18,385	2,295	12,48	37,67	133,176	38,450	28,87	5,14
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat					3,000	0,000	0,00	0,00	3,000	0,000	0,00	0,00
Direction Générale de la Dette Publique					5,960	2,325	39,01	38,17	5,960	2,325	39,01	0,31
Total	**1 593,969**	**741,707**	**46,53**	**100,00**	**43,137**	**6,091**	**14,12**	**100,00**	**1 637,106**	**747,797**	**45,68**	**100,00**

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, septembre 2020.

ANNEXE 2 :

SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES DE RIPOSTE A LA COVID-19

AU 30 JUIN 2020.

Ministère de l'Economie et des Finances
****
Direction Générale du Budget
****

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi
****

SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES POUR LA RIPOSTE A LA COVID-19

(Montants en FCFA)

Mesure de riposte / Structure / Désignation	Prévisions	Crédits notifiés	Solde
1.Mesures sanitaires	**40 000 000 000**	**30 908 754 414**	**9 091 245 586**
Ministère de la Santé et des Affaires Sociales et ses structures		12 277 267 220	
Ministère de l'Industrie et du Commerce		11 039 614 000	
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile		535 742 774	
Ministère de la Communication		500 000 000	
Ministère des Réformes Institutionnelles		300 000 000	
Ministère des Maliens de l'Extérieur		6 000 000 000	
Primature		256 130 420	
2.Mesures sociales en faveur des populations	**122 000 000 000**	**15 000 000 000**	**107 000 000 000**
Projet *Jigisemejiri*			
Fonds spécial pour les familles les plus vulnérables (en cours)	100 000 000 000	0	100 000 000 000
Commissariat à la Sécurité Alimentaire			
Distribution gratuite des céréales et les aliments bétails aux populations vulnérables	15 000 000 000	15 000 000 000	0
EDM/SOMAGEP			
Gratuité des tranches sociales sur les factures d'eau et d'électricité durant 2 mois (en cours)	7 000 000 000	0	7 000 000 000
3.Mesures de soutien à l'économie et aux entreprises	**52 000 000 000**	**32 000 000 000**	**20 000 000 000**
FGSP			
Dotation du fonds de garantie du secteur privé destinée à garantir les besoins de financement des PME/PMI et des SFD (en cours) des industries et de certaines grandes entreprises affectées	20 000 000 000	0	20 000 000 000
Ministère de l'Energie et de l'Eau			
Appui au secteur de l'Electricité	17 000 000 000	17 000 000 000	0
Appui au secteur de l'Eau	15 000 000 000	15 000 000 000	0
Total	**214 000 000 000**	**77 908 754 414**	**136 091 245 586**

Source : DGB, 2020.

ANNEXE 3 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES PAR TYPE DE PROGRAMME ET PAR NATURE ECONOMIQUE AU 30 JUIN 2020.

Sans le financement extérieur du BSI[1]

[1] Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutées suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits budgétaires par type programme et titre au 30/06/2020

17/09/2020 10:48:27 (en milliers de francs CFA)

Type programme / Titre	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
0 Dotation					
2 Personnel	0	104 550 652	39 179 425	39 159 853	38 123 029
3 Biens et services	0	277 638 997	134 965 824	127 781 239	122 619 859
4 Transferts et subventions	0	201 562 944	76 161 824	25 404 972	24 196 696
5 Investissement	180 005 268	103 970 582	16 478 890	11 011 971	7 835 257
TOTAL	**180 005 268**	**687 723 175**	**266 785 963**	**203 358 035**	**192 774 841**
1 Programme de pilotage					
2 Personnel	0	235 338 738	137 778 950	114 562 571	81 710 347
3 Biens et services	0	152 143 513	96 530 657	74 860 795	51 167 954
4 Transferts et subventions	0	95 641 500	63 082 567	58 798 766	53 186 983
5 Investissement	169 930 132	240 338 845	111 984 592	91 953 985	47 528 811
TOTAL	**169 930 132**	**723 462 596**	**409 376 766**	**340 176 117**	**233 594 094**
2 Programme opérationnel					
2 Personnel	0	347 048 687	294 997 237	220 584 945	176 334 661
3 Biens et services	0	127 048 382	76 582 524	47 526 038	39 846 238
4 Transferts et subventions	0	186 549 067	121 098 585	94 850 598	76 994 433
5 Investissement	536 279 999	581 631 606	216 696 460	143 275 615	111 557 323
TOTAL	**536 279 999**	**1 242 277 742**	**709 374 806**	**506 237 197**	**404 732 655**
3 Programme des comptes speciaux du tresor					
2 Personnel	0	290 000	196 000	22 525	22 525
3 Biens et services	0	89 233 336	77 563 690	65 519 917	65 278 788
4 Transferts et subventions	0	690 000	345 000	30 429	0
5 Investissement	72 944 117	74 194 117	4 838 118	2 800 232	1 677 829
TOTAL	**72 944 117**	**164 407 453**	**82 942 807**	**68 373 104**	**66 979 141**
4 Programme des budgets annexes					
2 Personnel	0	2 214 500	1 681 450	968 807	904 836
3 Biens et services	0	3 492 561	1 354 987	699 540	651 640
4 Transferts et subventions	0	750 000	420 000	370 368	370 368
5 Investissement	2 647 889	2 647 889	1 632 212	1 016 690	640 299
TOTAL	**2 647 889**	**9 104 950**	**5 088 648**	**3 055 406**	**2 567 143**
TOTAL DU BUDGET GENERAL	**961 807 405**	**2 826 975 916**	**1 473 568 990**	**1 121 199 859**	**900 647 875**

ANNEXE 4 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES PAR BUDGET ET PAR PROGRAMME OU DOTATION AU 30 JUIN 2020.

Sans le financement extérieur du BSI[1]

[1] Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutées suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2020

17/09/2020 10:54:02 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
110	**ASSEMBLEE NATIONALE**					
0.001	Assemblée Nationale	1 507 529	14 477 015	9 507 520	9 507 519	8 473 447
TOTAL		**1 507 529**	**14 477 015**	**9 507 520**	**9 507 519**	**8 473 447**
120	**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**					
1.001	Formulation et coordination de l'action présidentielle	650 000	6 819 226	4 047 744	3 503 470	2 912 757
1.002	Administration générale	0	8 257 772	6 343 135	5 757 821	4 050 201
2.001	Sécurité et défense	5 127	2 118 750	1 130 209	818 715	768 016
TOTAL		**655 127**	**17 195 748**	**11 521 088**	**10 080 006**	**7 730 975**
130	**PRIMATURE**					
1.003	Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	0	6 287 988	4 780 362	3 704 191	2 182 039
1.004	Administration générale et contrôle	846 875	6 358 856	4 511 479	3 007 455	1 629 429
2.002	Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	100 000	494 570	362 619	216 804	126 581
TOTAL		**1 675 287**	**13 141 414**	**9 654 459**	**6 928 451**	**3 938 048**
131	**DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS**					
2.003	Participation à la gestion des élections	14 363	511 672	420 865	252 721	204 123
TOTAL		**14 363**	**511 672**	**420 865**	**252 721**	**204 123**
140	**COUR CONSTITUTIONNELLE**					
2.004	Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	30 000	1 101 661	803 216	648 379	475 488
TOTAL		**77 541**	**1 101 661**	**803 216**	**648 379**	**475 488**
150	**COUR SUPREME**					
2.005	Cour Suprême	19 500	2 640 166	1 954 619	1 766 896	1 290 268
TOTAL		**19 500**	**2 640 166**	**1 954 619**	**1 766 896**	**1 290 268**
155	**HAUTE COUR DE JUSTICE**					
2.056	Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	0	826 611	542 147	337 239	218 690
TOTAL		**0**	**826 611**	**542 147**	**337 239**	**218 690**
160	**CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL**					
2.006	Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	155 763	1 096 262	667 100	462 822	298 429
TOTAL		**155 763**	**1 096 262**	**667 100**	**462 822**	**298 429**
170	**HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**					
2.007	Représentation et Promotion des Collectivités	77 899	1 521 749	1 165 030	755 446	628 430
TOTAL		**77 899**	**1 521 749**	**1 165 030**	**755 446**	**628 430**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2020

17/09/2020 10:54:02 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
180	**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**					
1.006	Administration Générale	10 852 300	46 748 415	37 156 409	27 065 475	27 250 338
2.008	Politique Exterieure et Coopération Internationale	0	621 287	470 036	448 489	187 162
2.009	Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	130 140	93 352	72 323	57 193
TOTAL		**15 073 340**	**47 499 842**	**37 719 797**	**27 586 286**	**27 494 694**
185	**MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR**					
1.007	Administration Générale	50 000	984 436	638 518	522 218	336 303
2.011	Gestion des Maliens de l'Extérieur	370 000	847 230	341 182	283 431	203 725
TOTAL		**420 000**	**1 831 666**	**979 699**	**805 649**	**540 027**
186	**MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE**					
1.045	Administration Générale	40 000	286 089	169 765	161 119	122 565
2.010	Intégration Africaine	0	332 724	184 966	161 831	133 907
TOTAL		**40 000**	**618 813**	**354 731**	**322 950**	**256 472**
190	**BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL**					
2.012	Bureau du Vérificateur Général	170 000	3 728 696	2 746 972	2 689 972	2 689 972
TOTAL		**122 500**	**3 728 696**	**2 746 972**	**2 689 972**	**2 689 972**
192	**MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE**					
2.013	Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	28 500	974 589	619 472	613 714	542 094
TOTAL		**28 500**	**974 589**	**619 472**	**613 714**	**542 094**
195	**COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT**					
2.014	Egal accès aux medias d'Etat	15 000	130 034	77 718	38 759	29 440
TOTAL		**15 000**	**130 034**	**77 718**	**38 759**	**29 440**
210	**MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS**					
1.008	Administration Générale	56 647 743	304 385 686	225 236 956	200 070 941	118 051 438
2.015	Gestion des Opérations Militaires	25 072 332	42 487 648	28 728 801	23 794 852	15 583 098
2.016	Inspection des Armées	21 000	324 407	148 704	142 051	133 103
2.017	Formation	45 350	770 677	374 752	353 712	320 973
2.018	Gestion des Transmissions	80 402	366 276	168 977	164 727	104 377
TOTAL		**93 752 763**	**348 334 694**	**254 658 190**	**224 526 284**	**134 192 989**
220	**MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME**					
1.009	Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 159 540	6 714 034	3 222 664	2 478 747	1 119 207
2.019	Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	4 544 481	16 248 372	10 326 876	8 997 639	5 454 853
2.020	Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	330 476	7 933 113	5 156 892	4 742 999	3 165 877
TOTAL		**8 631 183**	**30 895 519**	**18 706 432**	**16 219 385**	**9 739 937**
223	**OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE**					
2.094	Lutte contre l'Enrichissement Illicite	200 000	1 778 609	1 200 344	1 200 344	1 200 344
TOTAL		**200 000**	**1 778 609**	**1 200 344**	**1 200 344**	**1 200 344**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2020

17/09/2020 10:54:02 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
226	**COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME**					
2.097	Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	659 288	438 546	438 546	438 546
TOTAL		**47 500**	**659 288**	**438 546**	**438 546**	**438 546**
230	**MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE**					
1.010	Administration Générale	6 332 592	20 378 268	11 623 079	8 917 906	7 454 672
2.021	Ordre et Sécurité	8 327 296	66 826 364	42 958 806	34 289 347	24 167 642
2.022	Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 770 877	19 247 651	10 445 069	9 435 933	4 802 137
TOTAL		**22 960 744**	**106 452 283**	**65 026 954**	**52 643 186**	**36 424 451**
235	**SECURITE D'ETAT**					
0.002	Securite d'Etat	0	10 685 612	8 089 948	5 953 870	5 953 870
TOTAL		**0**	**10 685 612**	**8 089 948**	**5 953 870**	**5 953 870**
310	**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**					
1.011	Administration Générale	21 461 500	45 882 249	12 123 508	8 980 617	5 299 086
2.023	Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	4 678 054	12 133 139	8 762 707	5 457 479	2 408 180
2.024	Recouvrement des Recettes Fiscales	3 479 115	18 317 853	12 659 937	9 917 307	5 632 221
2.025	Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	795 725	7 655 084	5 541 914	4 406 042	2 576 225
2.026	Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	687 842	7 517 537	5 369 924	3 464 626	2 447 774
2.027	Gestion de la Dette Publique	435 000	907 832	418 269	304 169	161 763
2.028	Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	4 656 899	4 099 269	2 229 418	1 396 195	955 235
2.029	Gestion des Biens de l'Etat	4 120 000	4 082 024	2 078 872	1 091 388	200 524
TOTAL		**48 438 506**	**100 594 987**	**49 184 549**	**35 017 823**	**19 681 007**
311	**CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES**					
2.044	Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	100 000	1 132 347	740 993	516 383	416 683
TOTAL		**100 000**	**1 132 347**	**740 993**	**516 383**	**416 683**
312	**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)**					
2.068	Régulation de la commande publique	0	324 854	188 191	188 191	0
TOTAL		**0**	**324 854**	**188 191**	**188 191**	**0**
320	**MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**					
1.012	Administration Générale	1 061 334	2 313 097	1 424 665	748 662	564 702
2.030	Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	186 200	819 356	536 669	453 419	364 284
2.031	Amélioration du Cadre législatif du Travail	26 307	952 032	802 742	704 561	457 365
TOTAL		**1 188 003**	**4 084 485**	**2 764 077**	**1 906 641**	**1 386 351**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2020

17/09/2020 10:54:02 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
323	**MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**					
1.013	Administration Générale	1 021 881	2 852 009	1 846 648	984 933	746 653
2.033	Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	436 199	14 360 109	5 026 276	4 845 199	4 739 645
2.034	Formation Professionnelle	957 575	8 515 456	5 375 985	4 584 562	4 361 789
TOTAL		**2 410 101**	**25 727 574**	**12 248 908**	**10 414 695**	**9 848 087**
328	**MINISTERE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES & DES RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE**					
1.044	Administration Générale et Contrôle	7 000	560 102	346 794	239 420	232 133
2.032	Reformes Administratives et Institutionnelles	285 000	535 961	328 526	199 723	88 254
TOTAL		**292 000**	**1 096 063**	**675 320**	**439 143**	**320 387**
330	**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION**					
1.014	Administration Générale et Contrôle	75 000	3 912 845	2 761 338	1 929 655	1 464 787
2.036	Administration du Territoire	23 776 631	46 030 670	37 547 770	17 192 969	12 313 020
2.037	Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	300 000	497 185	177 671	48 122	46 187
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	18 691 284	30 761 796	22 148 157	21 300 535	21 241 780
2.064	Développement Régional et Local	191 000	1 657 860	1 110 385	739 215	698 358
TOTAL		**43 004 804**	**82 860 356**	**63 745 321**	**41 210 495**	**35 764 131**
334	**AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**					
2.095	Protection des Données à Caractère personnel	252 505	903 101	469 975	411 815	401 339
TOTAL		**252 505**	**903 101**	**469 975**	**411 815**	**401 339**
340	**MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE**					
1.015	Administration Générale	48 108	942 224	617 437	490 707	267 137
2.039	Religion et Culte	47 500	143 421	88 262	68 894	30 699
TOTAL		**89 714**	**1 085 645**	**705 699**	**559 601**	**297 836**
341	**MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE**					
1.016	Administration Générale	0	938 592	646 884	431 570	359 221
2.040	Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	0	1 920 554	1 072 934	1 040 609	710 580
TOTAL		**0**	**2 859 146**	**1 719 818**	**1 472 180**	**1 069 801**
380	**MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE**					
1.032	Administration Générale	178 000	1 489 023	992 492	834 903	488 622
2.083	Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	1 846 024	5 775 517	2 850 928	1 696 151	1 307 522
2.084	Développement du secteur industriel	938 301	2 697 345	1 780 311	940 311	560 319
TOTAL		**2 953 022**	**9 961 885**	**5 623 731**	**3 471 365**	**2 356 463**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2020

17/09/2020 10:54:02 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
410	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**					
1.017	Administration Générale	1 173 575	80 412 310	13 187 959	5 356 297	3 123 012
2.041	Développement de l'Education de Base	3 801 966	190 827 177	159 906 441	109 561 851	95 796 086
2.042	Développement de l'Enseignement Secondaire Général	10 960 806	24 276 227	14 016 678	8 981 064	8 465 844
2.043	Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	24 245 668	59 519 006	36 201 791	13 942 505	13 013 325
TOTAL		**40 762 681**	**355 034 720**	**223 312 869**	**137 841 717**	**120 398 267**
412	**MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**					
1.018	Administration Générale	30 000	7 503 658	3 456 207	2 003 344	2 205 284
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur	2 835 752	65 987 120	35 593 404	26 150 559	19 043 266
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	190 000	743 102	454 652	259 635	257 250
TOTAL		**3 604 218**	**74 233 880**	**39 504 262**	**28 413 538**	**21 505 800**
510	**MINISTERE DE LA CULTURE**					
1.019	Administration Générale	84 500	2 507 450	1 457 049	1 069 569	878 630
2.047	Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	315 200	2 854 637	2 412 756	615 528	313 020
2.048	Promotion de l'Industrie Cinématographique	50 000	608 041	400 352	117 101	106 447
2.049	Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 468 812	3 725 785	1 941 759	1 404 998	1 051 999
TOTAL		**3 581 978**	**9 695 913**	**6 211 916**	**3 207 197**	**2 350 095**
520	**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**					
1.020	Administration Générale	9 987	3 789 360	2 337 400	1 606 517	1 467 923
2.035	Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	43 287	1 884 336	961 613	786 041	464 678
2.052	Développement et Promotion des activités physiques et sportives	912 583	3 567 427	2 183 976	1 894 168	1 529 601
2.053	Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	12 307	1 084 867	682 020	421 515	263 283
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	116 000	8 676 611	5 004 566	4 952 921	4 886 838
TOTAL		**2 326 261**	**19 002 601**	**11 169 575**	**9 661 161**	**8 612 323**
610	**MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES**					
1.021	Administration, Coordination et Décentralisation	5 042 829	34 563 469	7 064 832	2 608 025	2 352 149
2.054	Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	4 453 081	42 734 070	30 718 429	21 037 127	17 153 162
2.055	Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommableset Accessibilité financière aux soins de santé	6 412	7 843 605	4 440 088	3 664 990	3 278 797
2.057	Soins Hospitaliers et Recherche	20 089 088	47 694 319	21 710 140	16 818 443	11 336 593
2.061	Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	76 000	2 397 726	1 524 037	879 729	859 005
2.062	Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	308 773	13 001 153	7 412 475	6 330 216	5 880 613
TOTAL		**46 923 126**	**148 234 342**	**72 870 002**	**51 338 529**	**40 860 319**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2020

17/09/2020 10:54:02 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
614	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**					
2.058	Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 116 046	1 216 866	1 096 464	979 611
TOTAL		**0**	**2 116 046**	**1 216 866**	**1 096 464**	**979 611**
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE**					
1.022	Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	49 282	2 056 332	1 323 113	870 434	671 736
2.059	Promotion de la Femme	1 323 714	2 416 885	1 388 126	869 532	448 376
2.060	Promotion de l'Enfant et de la Famille	528 358	1 236 131	804 755	427 650	288 109
TOTAL		**1 893 720**	**5 709 348**	**3 515 994**	**2 167 615**	**1 408 221**
660	**MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE**					
1.023	Administration Générale	84 368	3 995 788	2 095 169	1 219 737	509 166
2.063	Lutte Contre la Pauvreté	562 750	4 359 237	864 319	583 472	493 892
TOTAL		**647 118**	**8 355 025**	**2 959 488**	**1 803 209**	**1 003 058**
700	**MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT**					
1.024	Administration Générale	670 500	2 203 183	1 223 361	828 049	536 570
2.065	Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	226 049 046	97 591 875	41 053 911	26 492 408	19 084 045
TOTAL		**226 726 207**	**99 795 058**	**42 277 272**	**27 320 457**	**19 620 616**
714	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**					
1.025	Administration Générale	270 000	1 691 635	1 182 781	535 342	442 814
2.069	Amélioration du Cadre de Vie des Populations	4 382 587	4 116 602	2 314 489	1 730 458	1 333 640
2.070	Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	2 700 000	3 869 999	1 432 019	808 993	301 912
2.071	Protection et Conservation de la Nature	2 240 632	12 614 607	3 611 555	2 287 330	1 747 428
2.072	Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	810 000	1 124 459	389 005	277 727	253 789
TOTAL		**10 590 316**	**23 417 302**	**8 929 849**	**5 639 851**	**4 079 584**
720	**MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**					
1.026	Administration Générale	250 000	31 387 283	30 723 872	30 487 930	30 378 068
2.073	Développement des Ressources Energétiques	26 822 023	60 012 860	23 364 957	20 642 900	20 356 562
2.074	Développement des Ressources en Eau	4 398 580	67 066 018	18 835 393	16 501 295	16 032 857
TOTAL		**63 461 547**	**158 466 161**	**72 924 222**	**67 632 125**	**66 767 488**
726	**MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE**					
1.027	Administration Générale	88 000	1 590 626	966 866	587 605	461 963
2.075	Développement des ressources minérales	2 402 700	4 040 839	1 648 862	446 409	343 878
TOTAL		**2 490 700**	**5 631 465**	**2 615 729**	**1 034 014**	**805 840**
730	**MINISTERE DE LA COMMUNICATION**					
1.028	Administration Générale	7 500	924 402	631 992	440 171	332 474
2.076	Medias et Communication Publics	2 683 500	7 269 893	4 452 487	2 709 531	2 107 014
TOTAL		**2 721 001**	**8 194 295**	**5 084 479**	**3 149 702**	**2 439 488**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2020

17/09/2020 10:54:02 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
731	**MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**					
1.046	Administration Générale	40 000	289 482	174 604	166 835	123 648
2.077	Poste et Nouvelles Technologies	230 000	2 576 959	1 889 168	1 438 699	867 983
TOTAL		**270 000**	**2 866 441**	**2 063 772**	**1 605 534**	**991 631**
732	**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**					
2.096	Régulation de la Communication	250 000	1 447 551	949 226	911 199	609 538
TOTAL		**250 000**	**1 447 551**	**949 226**	**911 199**	**609 538**
740	**MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES**					
1.029	Administration Générale	2 527 300	4 339 799	2 786 889	1 700 710	640 102
2.078	Gestion Cadastrale et Foncière	1 026 000	3 867 641	1 775 824	982 782	825 172
TOTAL		**3 730 831**	**8 207 440**	**4 562 714**	**2 683 491**	**1 465 274**
745	**MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL**					
1.030	Administration Générale	40 000	433 904	237 557	141 111	97 468
2.079	Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	5 642 939	7 794 156	7 057 271	6 377 813	6 443 360
TOTAL		**6 678 107**	**8 228 060**	**7 294 828**	**6 518 924**	**6 540 827**
750	**MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**					
1.031	Administration Générale et Contrôle	80 000	3 771 016	460 624	351 890	194 164
2.080	Population	325 000	1 619 926	322 572	125 786	100 476
2.081	Aménagement du Territoire	420 000	581 283	290 037	231 324	110 621
2.082	Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	2 765 071	3 553 140	1 070 336	917 319	811 958
TOTAL		**3 554 830**	**9 525 365**	**2 143 568**	**1 626 319**	**1 217 219**
770	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE**					
1.042	Administration Générale	0	519 392	293 918	199 554	120 728
2.066	Développement et sécurisation des transports	2 338 616	4 940 937	2 765 865	1 668 252	1 395 804
TOTAL		**2 831 568**	**5 460 329**	**3 059 783**	**1 867 806**	**1 516 532**
812	**MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL**					
1.033	Administration Générale	0	855 955	533 260	368 623	233 652
2.085	Appui au développement du secteur privé	450 000	874 261	479 393	224 940	170 245
2.086	Promotion et Développement de la Micro-finance	52 500	163 738	86 195	50 190	25 483
TOTAL		**502 500**	**1 893 954**	**1 098 849**	**643 753**	**429 380**
820	**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**					
1.034	Administration Générale	6 243 742	47 121 271	19 358 289	18 821 114	13 600 103
2.087	Appui au Monde Rural	7 433 716	32 805 542	6 367 999	5 092 184	3 713 385
2.088	Aménagement et Equipement Rural	14 143 394	53 906 420	12 651 140	6 764 021	5 608 074
2.089	Recherche et Formation	743 500	11 524 954	3 482 937	2 390 053	1 742 204
TOTAL		**29 308 639**	**145 358 187**	**41 860 365**	**33 067 372**	**24 663 766**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2020

17/09/2020 10:54:02 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
822	**MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**					
1.037	Administration Générale	750 000	26 633 098	924 459	608 954	413 175
2.090	Développement des Productions et Industries Animales	4 463 075	6 394 840	2 711 051	1 765 089	673 481
2.091	Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	1 387 749	3 365 126	1 280 779	1 014 126	531 304
2.092	Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	797 929	2 987 350	2 252 203	1 835 774	1 116 288
TOTAL		**7 379 826**	**39 380 414**	**7 168 491**	**5 223 943**	**2 734 248**
850	**COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE**					
2.093	Sécurité Alimentaire	1 600 011	10 385 003	6 708 411	6 646 808	6 491 060
TOTAL		**1 600 011**	**10 385 003**	**6 708 411**	**6 646 808**	**6 491 060**
860	**MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME**					
1.040	Administration Générale	50 000	762 272	466 685	374 496	279 973
2.050	Promotion du Secteur de l'Artisanat	1 622 146	2 331 857	1 176 586	796 732	512 559
2.051	Promotion du Secteur du Tourisme	15 736	437 550	281 806	215 990	168 533
TOTAL		**1 679 281**	**3 531 679**	**1 925 077**	**1 387 217**	**961 065**
990	**CHARGES COMMUNES**					
0.003	Provisions pour imprévus	212 632 395	542 137 548	207 614 898	146 323 049	137 777 528
0.004	Dette	0	120 423 000	41 573 598	41 573 598	40 569 996
TOTAL		**178 497 739**	**662 560 548**	**249 188 496**	**187 896 646**	**178 347 524**
TOTAL DU BUDGET GENERAL		**886 215 399**	**2 653 463 513**	**1 385 537 535**	**1 049 771 349**	**831 101 590**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits des budgets annexes par dotation et par programme au 30/06/2020

17/09/2020 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme / Chapitre	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports					
40-2-2013-0021-001-002686 ENTREPOTS MALIEN AU SENEGAL (E. MA. SE.)					
Personnel	0	560 000	415 000	257 972	243 606
Biens et services	0	1 659 022	510 500	330 356	287 866
Transferts et subventions	0	645 000	367 500	367 168	367 168
Investissement	1 556 241	1 556 241	942 483	725 672	462 921
Total	**1 556 241**	**4 420 263**	**2 235 483**	**1 681 168**	**1 361 561**
40-2-2013-0021-002-002384 ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)					
Personnel	0	427 000	327 500	202 603	201 403
Biens et services	0	664 566	287 000	199 719	199 719
Transferts et subventions	0	105 000	52 500	3 200	3 200
Investissement	682 810	682 810	460 310	283 262	169 622
Total	**682 810**	**1 879 376**	**1 127 310**	**688 783**	**573 943**
40-2-2013-0021-003-002288 ENTREPOTS MALIENS AU GHANA (EMAGHA)					
Personnel	0	284 000	212 200	113 051	113 051
Biens et services	0	272 500	136 250	42 023	42 023
Investissement	87 000	87 000	43 500	0	0
Total	**87 000**	**643 500**	**391 950**	**155 073**	**155 073**
40-2-2013-0021-004-002768 ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)					
Personnel	0	315 500	244 750	172 469	172 469
Biens et services	0	256 500	128 250	32 848	32 848
Investissement	70 838	70 838	35 419	1 560	1 560
Total	**70 838**	**642 838**	**408 419**	**206 876**	**206 876**
40-2-2013-0021-005-002324 ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE (EMAGUI)					
Personnel	0	265 000	207 500	128 599	128 599
Biens et services	0	260 150	103 075	64 892	64 892
Investissement	85 000	85 000	42 500	6 197	6 197
Total	**85 000**	**610 150**	**353 075**	**199 687**	**199 687**
40-2-2013-0021-006-002478 ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE (EMAMAU)					
Personnel	0	238 000	179 000	94 114	45 708
Biens et services	0	257 323	128 662	29 704	24 293
Investissement	105 000	105 000	77 500	0	0
Total	**105 000**	**600 323**	**385 162**	**123 818**	**70 002**
40-2-2013-0021-008-002204 ENTREPOTS MALIENS AU BENIN (E.MA.BE)					
Personnel	0	125 000	95 500	0	0
Biens et services	0	122 500	61 250	0	0
Investissement	61 000	61 000	30 500	0	0
Total	**61 000**	**308 500**	**187 250**	**0**	**0**
Total	**2 647 889**	**9 104 950**	**5 088 648**	**3 055 406**	**2 567 143**
Total	**2 647 889**	**9 104 950**	**5 088 648**	**3 055 406**	**2 567 143**
TOTAL GENERAL	**2 647 889**	**9 104 950**	**5 088 648**	**3 055 406**	**2 567 143**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits des comptes spéciaux du trésor par dotation et par programme au 30/06/2020

17/09/2020 10:57:54 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
310	**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**					
3.001	Remboursement des Crédits TVA	0	87 900 000	77 092 690	65 128 727	65 128 727
3.009	Fonds pour le Développement Durable	40 000 000	61 976 517	0	0	0
TOTAL		**61 976 517**	**149 876 517**	**77 092 690**	**65 128 727**	**65 128 727**
412	**MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**					
3.002	Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 363 200	2 363 200	1 181 600	1 181 600	1 181 600
TOTAL		**2 363 200**	**2 363 200**	**1 181 600**	**1 181 600**	**1 181 600**
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE**					
3.003	Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	600 000	300 000	0	0
TOTAL		**0**	**600 000**	**300 000**	**0**	**0**
714	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**					
3.004	Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	475 000	500 000	275 000	168 129	59 997
3.005	Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	1 260 000	1 800 000	945 000	930 426	37 198
TOTAL		**1 735 000**	**2 300 000**	**1 220 000**	**1 098 554**	**97 195**
726	**MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE**					
3.007	Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	350 000	90 000	61 868	52 973
3.010	Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	5 000	251 336	136 000	0	0
3.011	Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)	133 000	685 000	223 500	116 849	72 415
TOTAL		**138 000**	**1 286 336**	**449 500**	**178 717**	**125 388**
750	**MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**					
3.008	Appui au développement de la statistique	2 981 400	2 981 400	0	0	0
TOTAL		**2 981 400**	**2 981 400**	**0**	**0**	**0**
820	**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**					
3.006	Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	2 699 018	785 506	446 232
TOTAL		**3 750 000**	**5 000 000**	**2 699 018**	**785 506**	**446 232**
TOTAL DU BUDGET GENERAL		**72 944 117**	**164 407 453**	**82 942 807**	**68 373 104**	**66 979 141**

ANNEXE 5 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES PAR CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE AU 30 JUIN 2020.

Sans le financement extérieur du BSI[1]

[1] Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutées suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2020

17/09/2020 10:59:04 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
Personnel	0	2 448 000	1 958 400	1 958 400	924 328
Biens et services	0	8 959 419	5 256 887	5 256 887	5 256 887
Transferts et subventions	0	1 775 940	1 620 995	1 620 995	1 620 995
Investissement	1 507 529	1 293 656	671 238	671 238	671 238
Total	**1 507 529**	**14 477 015**	**9 507 520**	**9 507 519**	**8 473 447**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	1 894 760	1 589 944	1 574 977	941 157
Biens et services	0	12 621 760	8 094 395	7 509 543	6 108 378
Transferts et subventions	0	2 056 857	1 319 682	888 057	681 440
Investissement	655 127	622 371	517 067	107 430	0
Total	**655 127**	**17 195 748**	**11 521 088**	**10 080 006**	**7 730 975**
130 PRIMATURE					
Personnel	0	2 069 934	1 722 198	1 722 198	1 036 417
Biens et services	0	6 620 872	5 062 199	2 996 492	1 885 342
Transferts et subventions	0	3 022 664	1 857 131	1 434 769	1 016 290
Investissement	946 875	1 427 944	1 012 931	774 992	0
Total	**1 675 287**	**13 141 414**	**9 654 459**	**6 928 451**	**3 938 048**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
Personnel	0	80 816	64 653	64 653	36 088
Biens et services	0	417 211	349 390	181 307	161 274
Investissement	14 363	13 645	6 822	6 761	6 761
Total	**14 363**	**511 672**	**420 865**	**252 721**	**204 123**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
Personnel	0	383 793	337 763	337 763	191 749
Biens et services	0	602 789	380 263	256 673	240 805
Transferts et subventions	0	42 049	23 490	23 481	14 549
Investissement	30 000	73 030	61 700	30 461	28 386
Total	**77 541**	**1 101 661**	**803 216**	**648 379**	**475 488**
150 COUR SUPREME					
Personnel	0	1 331 786	1 065 429	984 350	574 522
Biens et services	0	1 191 598	779 816	731 317	667 233
Transferts et subventions	0	100 000	100 000	44 396	44 396
Investissement	19 500	16 782	9 375	6 833	4 117
Total	**19 500**	**2 640 166**	**1 954 619**	**1 766 896**	**1 290 268**
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
Personnel	0	242 497	193 998	114 340	102 151
Biens et services	0	113 470	84 800	24 556	15 556
Transferts et subventions	0	470 644	263 350	198 343	100 983
Total	**0**	**826 611**	**542 147**	**337 239**	**218 690**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2020

17/09/2020 10:59:04 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
Personnel	0	311 383	249 106	249 106	127 977
Biens et services	0	614 133	328 735	191 879	170 037
Transferts et subventions	0	27 039	15 105	8 386	415
Investissement	155 763	143 707	74 153	13 451	0
Total	**155 763**	**1 096 262**	**667 100**	**462 822**	**298 429**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
Personnel	0	757 101	605 681	377 306	375 253
Biens et services	0	625 223	419 924	274 059	220 991
Transferts et subventions	0	66 557	66 557	60 796	32 186
Investissement	77 899	72 868	72 868	43 285	0
Total	**77 899**	**1 521 749**	**1 165 030**	**755 446**	**628 430**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
Personnel	0	15 354 320	12 816 352	7 123 949	7 550 822
Biens et services	0	15 442 110	11 845 413	9 716 556	9 159 416
Transferts et subventions	0	4 777 687	3 150 258	1 814 568	2 128 331
Investissement	10 852 300	11 925 725	9 907 775	8 931 213	8 656 126
Total	**15 073 340**	**47 499 842**	**37 719 797**	**27 586 286**	**27 494 694**
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR					
Personnel	0	405 867	352 491	310 491	177 687
Biens et services	0	874 477	487 295	386 432	266 768
Transferts et subventions	0	109 304	61 063	44 126	30 972
Investissement	420 000	442 018	78 850	64 600	64 600
Total	**420 000**	**1 831 666**	**979 699**	**805 649**	**540 027**
186 MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
Personnel	0	121 007	96 806	76 882	36 812
Biens et services	0	329 124	170 399	169 501	146 140
Transferts et subventions	0	136 268	76 127	69 917	66 870
Investissement	40 000	32 414	11 400	6 650	6 650
Total	**40 000**	**618 813**	**354 731**	**322 950**	**256 472**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
Personnel	0	2 611 288	2 089 030	2 089 030	2 089 030
Biens et services	0	953 408	550 942	550 941	550 941
Transferts et subventions	0	50 000	50 000	50 000	50 000
Investissement	170 000	114 000	57 000	0	0
Total	**122 500**	**3 728 696**	**2 746 972**	**2 689 972**	**2 689 972**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	415 558	281 927	276 169	204 549
Biens et services	0	104 576	83 661	83 661	83 661
Transferts et subventions	0	430 222	240 347	240 347	240 347
Investissement	28 500	24 233	13 538	13 538	13 538
Total	**28 500**	**974 589**	**619 472**	**613 714**	**542 094**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2020

17/09/2020 10:59:04 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
Personnel	0	14 280	11 684	7 121	7 085
Biens et services	0	101 504	58 909	31 638	22 355
Investissement	15 000	14 250	7 125	0	0
Total	**15 000**	**130 034**	**77 718**	**38 759**	**29 440**
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
Personnel	0	124 508 006	99 153 048	94 129 465	63 718 570
Biens et services	0	74 806 352	47 718 338	39 888 541	24 576 856
Transferts et subventions	0	886 982	443 491	443 006	443 006
Investissement	81 866 827	148 133 354	107 343 313	90 065 271	45 454 556
Total	**93 752 763**	**348 334 694**	**254 658 190**	**224 526 284**	**134 192 989**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	13 931 641	10 688 017	9 852 309	5 650 064
Biens et services	0	7 952 394	4 246 217	3 068 096	2 021 177
Transferts et subventions	0	1 032 322	498 353	391 625	335 187
Investissement	6 034 497	7 979 162	3 273 846	2 907 355	1 733 508
Total	**8 631 183**	**30 895 519**	**18 706 432**	**16 219 385**	**9 739 937**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
Personnel	0	1 064 300	851 440	851 440	851 440
Biens et services	0	552 239	291 904	291 904	291 904
Investissement	200 000	162 070	57 000	57 000	57 000
Total	**200 000**	**1 778 609**	**1 200 344**	**1 200 344**	**1 200 344**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	250 000	200 000	200 000	200 000
Biens et services	0	368 901	215 984	215 984	215 984
Investissement	47 500	40 387	22 563	22 563	22 563
Total	**47 500**	**659 288**	**438 546**	**438 546**	**438 546**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
Personnel	0	54 232 289	42 058 623	37 462 935	24 982 152
Biens et services	0	14 559 491	6 831 218	3 362 027	3 225 608
Transferts et subventions	0	1 507 759	753 880	694 600	694 600
Investissement	20 430 765	36 152 744	15 383 234	11 123 623	7 522 090
Total	**22 960 744**	**106 452 283**	**65 026 954**	**52 643 186**	**36 424 451**
235 SECURITE D'ETAT					
Biens et services	0	8 185 612	8 089 948	5 953 870	5 953 870
Investissement	0	2 500 000	0	0	0
Total	**0**	**10 685 612**	**8 089 948**	**5 953 870**	**5 953 870**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2020

17/09/2020 10:59:04 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Personnel	0	21 685 482	18 335 490	16 311 335	10 387 490
Biens et services	0	12 498 803	8 128 735	4 997 921	3 715 129
Transferts et subventions	0	9 225 490	6 401 409	3 570 486	2 412 380
Investissement	40 314 135	57 185 212	16 318 915	10 138 081	3 166 008
Total	**48 438 506**	**100 594 987**	**49 184 549**	**35 017 823**	**19 681 007**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
Personnel	0	400 000	320 000	147 534	88 830
Biens et services	0	9 282	4 248	0	0
Transferts et subventions	0	642 029	388 245	368 849	327 853
Investissement	100 000	81 036	28 500	0	0
Total	**100 000**	**1 132 347**	**740 993**	**516 383**	**416 683**
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
Biens et services	0	20 976	9 600	9 600	0
Transferts et subventions	0	303 878	178 591	178 591	0
Total	**0**	**324 854**	**188 191**	**188 191**	**0**
320 MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
Personnel	0	1 404 778	1 356 199	1 115 535	701 861
Biens et services	0	1 528 227	875 453	613 674	573 507
Transferts et subventions	0	71 391	55 330	52 532	51 411
Investissement	1 273 841	1 080 089	477 095	124 899	59 571
Total	**1 188 003**	**4 084 485**	**2 764 077**	**1 906 641**	**1 386 351**
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
Personnel	0	1 079 781	936 370	578 162	559 948
Biens et services	0	1 609 699	941 283	430 080	269 961
Transferts et subventions	0	11 439 699	9 276 503	8 954 849	8 798 069
Investissement	2 415 655	11 598 395	1 094 752	451 604	220 109
Total	**2 410 101**	**25 727 574**	**12 248 908**	**10 414 695**	**9 848 087**
328 MINISTERE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES & DES RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE					
Personnel	0	272 812	232 764	136 406	128 941
Biens et services	0	495 501	255 456	205 752	179 738
Transferts et subventions	0	50 000	50 000	0	0
Investissement	292 000	277 750	137 100	96 985	11 709
Total	**292 000**	**1 096 063**	**675 320**	**439 143**	**320 387**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
Personnel	0	6 905 616	5 916 647	4 574 434	3 395 915
Biens et services	0	24 118 519	16 091 602	8 463 955	7 093 958
Transferts et subventions	0	12 018 613	10 329 302	9 387 757	9 057 812
Investissement	43 033 915	39 817 608	31 407 771	18 784 350	16 216 445
Total	**43 004 804**	**82 860 356**	**63 745 321**	**41 210 495**	**35 764 131**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2020

17/09/2020 10:59:04 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
Personnel	0	193 342	92 533	85 189	74 713
Biens et services	0	415 819	227 121	226 304	226 304
Transferts et subventions	0	69 556	38 858	38 858	38 858
Investissement	252 505	224 384	111 464	61 464	61 464
Total	**252 505**	**903 101**	**469 975**	**411 815**	**401 339**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
Personnel	0	168 956	144 291	96 690	77 292
Biens et services	0	459 252	286 775	222 945	102 675
Transferts et subventions	0	379 136	239 279	214 306	117 869
Investissement	95 608	78 301	35 354	25 660	0
Total	**89 714**	**1 085 645**	**705 699**	**559 601**	**297 836**
341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
Personnel	0	117 351	93 881	46 940	59 543
Biens et services	0	687 491	478 283	310 046	233 321
Transferts et subventions	0	2 054 304	1 147 655	1 115 193	776 937
Total	**0**	**2 859 146**	**1 719 818**	**1 472 180**	**1 069 801**
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE					
Personnel	0	1 962 705	1 619 837	1 561 571	738 869
Biens et services	0	1 307 255	745 436	548 978	376 173
Transferts et subventions	0	1 490 925	987 846	616 177	545 818
Investissement	2 962 325	5 201 000	2 270 612	744 638	695 603
Total	**2 953 022**	**9 961 885**	**5 623 731**	**3 471 365**	**2 356 463**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
Personnel	0	253 672 485	171 829 958	113 320 271	100 618 386
Biens et services	0	48 594 094	28 213 930	14 589 391	10 859 100
Transferts et subventions	0	11 657 917	6 035 932	4 244 607	4 012 311
Investissement	40 182 015	41 110 224	17 233 049	5 687 449	4 908 469
Total	**40 762 681**	**355 034 720**	**223 312 869**	**137 841 717**	**120 398 267**
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Personnel	0	6 756 340	1 015 890	289 306	749 462
Biens et services	0	2 307 301	1 101 238	529 428	341 235
Transferts et subventions	0	61 100 051	36 514 668	27 200 205	20 266 885
Investissement	3 055 752	4 070 188	872 466	394 599	148 217
Total	**3 604 218**	**74 233 880**	**39 504 262**	**28 413 538**	**21 505 800**
510 MINISTERE DE LA CULTURE					
Personnel	0	1 339 765	1 108 244	901 250	657 260
Biens et services	0	1 847 401	928 582	632 587	543 213
Transferts et subventions	0	3 029 937	2 132 286	1 528 027	1 024 299
Investissement	1 918 512	3 478 810	2 042 804	145 333	125 323
Total	**3 581 978**	**9 695 913**	**6 211 916**	**3 207 197**	**2 350 095**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2020

17/09/2020 10:59:04 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
Personnel	0	2 171 983	1 732 016	1 350 668	1 124 564
Biens et services	0	4 394 338	2 517 136	2 043 048	1 829 613
Transferts et subventions	0	8 456 423	4 733 326	4 641 321	4 475 971
Investissement	1 094 164	3 979 857	2 187 096	1 626 125	1 182 176
Total	**2 326 261**	**19 002 601**	**11 169 575**	**9 661 161**	**8 612 323**
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES					
Personnel	0	37 464 409	31 060 099	19 996 074	16 905 054
Biens et services	0	16 321 214	8 567 881	6 218 522	5 004 176
Transferts et subventions	0	44 181 743	27 732 798	21 509 099	15 814 831
Investissement	29 976 183	50 266 976	5 509 225	3 614 834	3 136 258
Total	**46 923 126**	**148 234 342**	**72 870 002**	**51 338 529**	**40 860 319**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
Personnel	0	133 148	113 803	98 164	66 931
Biens et services	0	78 145	38 964	0	0
Transferts et subventions	0	1 904 753	1 064 099	998 299	912 680
Total	**0**	**2 116 046**	**1 216 866**	**1 096 464**	**979 611**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
Personnel	0	1 505 402	1 351 722	864 315	720 652
Biens et services	0	1 239 002	654 983	479 020	222 639
Transferts et subventions	0	968 685	584 610	488 175	413 200
Investissement	1 901 354	1 996 259	924 678	336 105	51 729
Total	**1 893 720**	**5 709 348**	**3 515 994**	**2 167 615**	**1 408 221**
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE					
Personnel	0	1 068 556	854 845	361 566	202 890
Biens et services	0	1 131 268	700 484	460 219	150 695
Transferts et subventions	0	2 578 390	1 145 830	819 883	532 495
Investissement	647 118	3 576 811	258 329	161 541	116 978
Total	**647 118**	**8 355 025**	**2 959 488**	**1 803 209**	**1 003 058**
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT					
Personnel	0	1 371 590	1 163 311	829 887	667 396
Biens et services	0	1 054 773	650 777	403 606	258 272
Transferts et subventions	0	727 451	553 785	457 082	293 753
Investissement	226 719 546	96 641 244	39 909 401	25 629 882	18 401 194
Total	**226 726 207**	**99 795 058**	**42 277 272**	**27 320 457**	**19 620 616**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Personnel	0	4 118 609	3 595 454	2 471 965	1 992 533
Biens et services	0	1 571 055	851 720	557 170	341 699
Transferts et subventions	0	1 095 616	771 487	559 283	488 255
Investissement	10 403 219	16 632 022	3 711 188	2 051 432	1 257 098
Total	**10 590 316**	**23 417 302**	**8 929 849**	**5 639 851**	**4 079 584**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2020

17/09/2020 10:59:04 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
Personnel	0	1 419 174	1 097 167	933 363	751 485
Biens et services	0	1 430 502	737 481	489 611	335 691
Transferts et subventions	0	36 750 530	33 725 906	33 413 374	33 080 872
Investissement	31 470 603	118 865 955	37 363 669	32 795 778	32 599 441
Total	**63 461 547**	**158 466 161**	**72 924 222**	**67 632 125**	**66 767 488**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
Personnel	0	945 875	784 447	471 559	469 899
Biens et services	0	917 811	508 543	307 088	191 910
Transferts et subventions	0	416 124	232 470	166 777	141 476
Investissement	2 490 700	3 351 655	1 090 269	88 590	2 556
Total	**2 490 700**	**5 631 465**	**2 615 729**	**1 034 014**	**805 840**
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION					
Personnel	0	207 785	167 849	167 849	94 557
Biens et services	0	593 680	375 240	186 779	152 373
Transferts et subventions	0	5 315 259	3 776 435	2 213 122	1 813 801
Investissement	2 691 000	2 077 571	764 956	581 953	378 757
Total	**2 721 001**	**8 194 295**	**5 084 479**	**3 149 702**	**2 439 488**
731 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE					
Personnel	0	118 307	106 307	106 307	58 165
Biens et services	0	247 888	120 997	111 221	98 051
Transferts et subventions	0	2 253 521	1 741 796	1 304 951	792 861
Investissement	270 000	246 725	94 672	83 055	42 553
Total	**270 000**	**2 866 441**	**2 063 772**	**1 605 534**	**991 631**
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
Personnel	0	694 710	555 768	555 124	308 750
Biens et services	0	20 976	9 600	7 080	7 080
Transferts et subventions	0	529 277	312 608	278 536	223 249
Investissement	250 000	202 588	71 250	70 459	70 459
Total	**250 000**	**1 447 551**	**949 226**	**911 199**	**609 538**
740 MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES					
Personnel	0	2 117 528	1 777 027	753 178	1 171 945
Biens et services	0	1 347 666	824 033	497 709	229 198
Transferts et subventions	0	431 760	408 254	129 090	16 902
Investissement	3 553 300	4 310 486	1 553 400	1 303 513	47 229
Total	**3 730 831**	**8 207 440**	**4 562 714**	**2 683 491**	**1 465 274**
745 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL					
Personnel	0	1 157 845	990 789	527 481	636 631
Biens et services	0	493 725	258 084	148 992	87 810
Transferts et subventions	0	172 016	96 097	72 817	60 069
Investissement	5 682 939	6 404 474	5 949 858	5 769 634	5 756 317
Total	**6 678 107**	**8 228 060**	**7 294 828**	**6 518 924**	**6 540 827**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2020

17/09/2020 10:59:04 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
Personnel	0	469 614	380 091	300 623	218 304
Biens et services	0	597 445	303 066	209 255	123 760
Transferts et subventions	0	3 749 304	546 412	401 466	285 036
Investissement	3 590 071	4 709 002	913 999	714 975	590 120
Total	**3 554 830**	**9 525 365**	**2 143 568**	**1 626 319**	**1 217 219**
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
Personnel	0	962 346	815 841	699 330	458 626
Biens et services	0	606 085	296 495	209 158	145 487
Transferts et subventions	0	1 215 268	922 526	799 515	753 952
Investissement	2 338 616	2 676 630	1 024 921	159 803	158 467
Total	**2 831 568**	**5 460 329**	**3 059 783**	**1 867 806**	**1 516 532**
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL					
Personnel	0	278 377	254 123	224 123	98 810
Biens et services	0	978 441	555 917	283 451	235 384
Transferts et subventions	0	167 092	93 347	88 150	86 897
Investissement	502 500	470 044	195 463	48 029	8 288
Total	**502 500**	**1 893 954**	**1 098 849**	**643 753**	**429 380**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
Personnel	0	6 069 790	5 053 306	4 636 740	3 056 789
Biens et services	0	2 958 365	1 927 401	1 507 741	852 013
Transferts et subventions	0	37 562 684	21 472 729	19 996 832	15 505 067
Investissement	28 564 352	98 767 348	13 406 929	6 926 059	5 249 897
Total	**29 308 639**	**145 358 187**	**41 860 365**	**33 067 372**	**24 663 766**
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
Personnel	0	3 341 615	2 762 209	2 203 216	1 583 850
Biens et services	0	1 493 886	865 209	619 960	383 732
Transferts et subventions	0	4 295 767	868 315	795 871	601 737
Investissement	7 398 753	30 249 146	2 672 758	1 604 895	164 929
Total	**7 379 826**	**39 380 414**	**7 168 491**	**5 223 943**	**2 734 248**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
Personnel	0	221 798	221 798	221 798	111 377
Biens et services	0	6 170 200	5 657 376	5 598 692	5 553 365
Transferts et subventions	0	630 503	352 234	351 309	351 309
Investissement	1 600 011	3 362 502	477 003	475 009	475 009
Total	**1 600 011**	**10 385 003**	**6 708 411**	**6 646 808**	**6 491 060**
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
Personnel	0	608 925	507 921	405 077	253 764
Biens et services	0	794 178	404 254	336 741	266 503
Transferts et subventions	0	539 121	351 354	287 557	226 929
Investissement	1 687 882	1 589 455	661 548	357 841	213 870
Total	**1 679 281**	**3 531 679**	**1 925 077**	**1 387 217**	**961 065**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2020

17/09/2020 10:59:04 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
990 CHARGES COMMUNES					
Personnel	0	102 102 652	37 221 025	37 201 453	37 198 702
Biens et services	0	260 493 966	121 618 989	116 570 482	111 409 102
Transferts et subventions	0	199 787 004	74 540 829	23 783 977	22 575 701
Investissement	212 632 395	100 176 926	15 807 653	10 340 734	7 164 019
Total	**178 497 739**	**662 560 548**	**249 188 496**	**187 896 646**	**178 347 524**
TOTAL	886 215 399	2 653 463 513	1 385 537 535	1 049 771 349	831 101 590

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2020

17/09/2020 10:59:04 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
2 BUDGETS ANNEXES					
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
Personnel	0	2 214 500	1 681 450	968 807	904 836
Biens et services	0	3 492 561	1 354 987	699 540	651 640
Transferts et subventions	0	750 000	420 000	370 368	370 368
Investissement	2 081 355	2 647 889	1 632 212	1 016 690	640 299
Total	**2 647 889**	**9 104 950**	**5 088 648**	**3 055 406**	**2 567 143**
TOTAL	2 647 889	9 104 950	5 088 648	3 055 406	2 567 143

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2020

17/09/2020 10:59:04 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Biens et services	0	87 900 000	77 092 690	65 128 727	65 128 727
Investissement	40 000 000	61 976 517	0	0	0
Total	**61 976 517**	**149 876 517**	**77 092 690**	**65 128 727**	**65 128 727**
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Investissement	2 363 200	2 363 200	1 181 600	1 181 600	1 181 600
Total	**2 363 200**	**2 363 200**	**1 181 600**	**1 181 600**	**1 181 600**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
Transferts et subventions	0	600 000	300 000	0	0
Total	**0**	**600 000**	**300 000**	**0**	**0**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Biens et services	0	475 000	237 500	234 999	47 198
Transferts et subventions	0	90 000	45 000	30 429	0
Investissement	1 735 000	1 735 000	937 500	833 126	49 997
Total	**1 735 000**	**2 300 000**	**1 220 000**	**1 098 554**	**97 195**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
Personnel	0	290 000	196 000	22 525	22 525
Biens et services	0	858 336	233 500	156 192	102 863
Investissement	138 000	138 000	20 000	0	0
Total	**138 000**	**1 286 336**	**449 500**	**178 717**	**125 388**
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
Investissement	2 981 400	2 981 400	0	0	0
Total	**2 981 400**	**2 981 400**	**0**	**0**	**0**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
Investissement	5 000 000	5 000 000	2 699 018	785 506	446 232
Total	**3 750 000**	**5 000 000**	**2 699 018**	**785 506**	**446 232**
TOTAL	72 944 117	164 407 453	82 942 807	68 373 104	66 979 141
TOTAL GENERAL	961 807 405	2 826 975 916	1 473 568 990	1 121 199 859	900 647 875

ANNEXE 6 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES

PAR CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

AU 30 JUIN 2020.

Sans le financement extérieur du BSI[1]

[1] Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutées suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

17/09/2020 11:03:00

Situation d'exécution des crédits budgeaires par groupes de fonctions au 30/06/2020

(en milliers de francs CFA)

Division / Groupe de fonction	Crédits budgetaires AE	Crédits budgetaires CP	Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
01 Services généraux des administrations publiques					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangèr	53 896 220	237 290 697	178 617 465	143 399 539	125 309 053
01.3 Services généraux	24 662 869	52 303 874	25 335 207	22 754 975	20 584 090
01.4 Recherche fondamentale	160 000	501 196	306 319	168 832	171 275
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	2 223 032	2 482 340	1 524 673	629 206	419 771
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 848 501	186 658 073	132 211 885	64 119 135	52 865 758
01.7 Opérations concernant la dette publique	300 000	170 988 091	79 430 000	79 161 767	77 536 868
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	13 300 784	20 784 093	20 413 493	20 413 493	20 413 493
TOTAL Services généraux des administrations publiques	**142 391 406**	**671 008 364**	**437 839 042**	**330 646 946**	**297 300 308**
02 Défense					
02.1 Défense militaire	45 936 984	81 661 157	47 164 540	37 197 199	18 098 150
02.2 Défense civile		38 000	19 000	19 000	19 000
02.4 Recherche-développement concernant la défense	42 845	129 235	72 014	68 226	56 521
02.5 Défense n.c.a.	45 418 547	266 832 193	205 944 005	185 692 297	115 431 306
TOTAL Défense	**91 398 376**	**348 660 585**	**253 199 559**	**222 976 721**	**133 604 977**
03 Ordre et sécurité publics					
03.1 Services de police	3 093 753	56 253 506	39 322 413	32 146 385	22 073 994
03.2 Services de protection civile	12 191 785	27 770 684	10 884 857	9 435 933	4 802 137
03.3 Tribunaux	5 210 852	23 308 002	14 649 003	12 683 561	8 140 014
03.4 Administration pénitentiaire	2 975 831	7 739 124	5 079 342	4 734 733	3 161 661
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	15 984 030	46 864 155	28 209 002	21 483 346	17 561 404
TOTAL Ordre et sécurité publics	**39 456 251**	**161 935 471**	**98 144 616**	**80 483 959**	**55 739 210**
04 Affaires économiques					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	4 720 082	44 664 708	23 391 890	19 132 280	16 808 730
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	135 169 823	320 567 496	61 996 059	46 970 544	35 135 163
04.3 Combustibles et énergie	44 849 387	43 698 986	24 334 724	21 245 250	20 848 152
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	2 670 727	22 713 448	4 534 681	2 088 116	1 854 325
04.5 Transports	295 814 096	100 770 315	42 021 354	27 343 658	19 809 956
04.6 Communications	3 478 506	11 944 794	7 397 381	5 058 505	3 894 326
04.7 Autres branches d'activité	3 701 697	10 457 794	5 573 034	3 351 338	2 779 412
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	577 500	2 817 391	1 827 553	1 334 741	789 845
04.9 Affaires économiques n.c.a.	20 716 000	55 147 078	38 172 165	36 582 185	34 332 655
TOTAL Affaires économiques	**511 697 818**	**612 782 010**	**209 248 840**	**163 106 615**	**136 252 564**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

17/09/2020 11:03:00

Situation d'exécution des crédits budgeaires par groupes de fonctions au 30/06/2020

(en milliers de francs CFA)

Division / Groupe de fonction	Crédits budgetaires AE	Crédits budgetaires CP	Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
05 Protection de l'environnement					
05.1 Gestion des déchets	5 250 000	5 212 500	490 000	490 000	490 000
05.2 Gestion des eaux usées	1 300 000	1 561 432	571 396	311 680	117 464
05.3 Lutte contre la pollution	205 700	235 811	111 519	45 902	45 900
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	11 528 310	30 067 289	8 763 520	4 917 907	2 810 338
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	2 441 306	9 711 838	2 000 421	1 143 284	846 979
TOTAL Protection de l'environnement	**20 725 316**	**46 788 870**	**11 936 856**	**6 908 774**	**4 310 681**
06 Logement et équipements collectifs					
06.1 Logement	6 000 000	5 889 526	5 827 705	5 803 839	5 797 003
06.2 Équipements collectifs	4 948 741	7 082 752	1 920 285	1 458 707	197 291
06.3 Alimentation en eau	18 445 078	53 141 813	16 492 686	15 899 588	15 700 377
06.5 Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs		34 010	19 000	18 978	13 066
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	7 306 669	11 970 257	7 750 359	2 711 619	1 788 879
TOTAL Logement et équipements collectifs	**36 700 488**	**78 118 358**	**32 010 035**	**25 892 731**	**23 496 616**
07 Santé					
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux		1 091 959	1 058 234	496 158	496 158
07.2 Services ambulatoires	89 000	165 970	131 805		
07.3 Services hospitaliers	18 630 456	40 137 267	17 198 503	14 382 065	9 680 186
07.4 Services de santé publique	5 856 387	62 123 257	30 131 405	21 752 776	20 824 231
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 230 750	5 136 524	3 204 343	1 715 548	1 274 741
07.6 Santé n.c.a.	20 790 857	86 382 010	33 254 148	21 258 447	16 709 494
TOTAL Santé	**46 597 450**	**195 036 987**	**84 978 436**	**59 604 993**	**48 984 810**
08 Loisirs, culture et culte					
08.1 Services récréatifs et sportifs	2 164 983	7 492 089	4 582 298	3 518 649	3 015 487
08.2 Services culturels	3 331 028	7 104 211	5 027 424	2 407 159	1 681 245
08.4 Culte et autres services communautaires		193 272	107 972	105 168	63 399
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	897 575	7 202 518	4 377 209	3 337 254	2 590 844
TOTAL Loisirs, culture et culte	**6 393 586**	**21 992 090**	**14 094 903**	**9 368 229**	**7 350 974**
09 Enseignement					
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	2 074 328	163 009 340	138 450 422	92 131 929	85 628 345
09.2 Enseignement secondaire	35 490 348	105 489 311	68 272 780	39 674 314	31 005 017
09.4 Enseignement supérieur	4 259 853	67 208 771	36 420 122	26 399 844	19 329 079

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

17/09/2020 11:03:00

Situation d'exécution des crédits budgeaires par groupes de fonctions au 30/06/2020

(en milliers de francs CFA)

Division / Groupe de fonction	Crédits budgetaires AE	Crédits budgetaires CP	Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
09 Enseignement					
09.5 Enseignement non défini par niveau	518 661	1 383 290	631 960	345 387	156 212
09.6 Services annexes à l'enseignement	918 631	4 252 041	2 256 971	152 272	148 381
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	4 179 386	6 048 612	2 152 744	1 764 162	1 571 671
09.8 Enseignement n.c.a.	3 312 202	94 183 989	21 163 000	10 544 779	7 935 026
TOTAL Enseignement	**50 753 409**	**441 575 354**	**269 347 999**	**171 012 687**	**145 773 731**
10 Protection sociale					
10.1 Maladie et invalidité		1 983 400	605 700	590 693	582 595
10.2 Vieillesse		55 360 872	22 892 358	22 892 358	22 892 358
10.4 Famille et enfants	1 556 971	5 668 130	2 831 682	1 438 308	835 734
10.7 Exclusion sociale n.c.a.		206 011	102 622	63 663	62 159
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	519 063	906 711	519 281	345 770	264 963
10.9 Protection sociale n.c.a.	13 617 271	184 952 703	35 817 062	25 867 412	23 196 195
TOTAL Protection sociale	**15 693 305**	**249 077 827**	**62 768 705**	**51 198 203**	**47 834 004**
TOTAL GENERAL	**961 807 405**	**2 826 975 916**	**1 473 568 990**	**1 121 199 859**	**900 647 875**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	1 507 529	14 477 015	9 507 520	9 507 519	8 473 447
Total	**1 507 529**	**14 477 015**	**9 507 520**	**9 507 519**	**8 473 447**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	650 000	7 402 590	4 571 153	4 083 560	3 088 464
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	7 395 141	5 677 753	5 119 790	3 830 558
02.5 Défense n.c.a.	5 127	1 878 618	1 010 143	710 315	659 616
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	240 132	120 066	108 400	108 400
04.6 Communications	0	197 267	100 974	16 941	2 937
07.4 Services de santé publique	0	775	387	387	387
08.2 Services culturels	0	81 225	40 613	40 613	40 613
Total	**655 127**	**17 195 748**	**11 521 088**	**10 080 006**	**7 730 975**
130 PRIMATURE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	5 051 971	4 082 251	3 058 270	1 715 179
01.3 Services généraux	300 000	292 223	164 057	161 008	108 481
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	1 013 412	5 383 650	3 984 196	2 687 449	1 484 477
03.3 Tribunaux	0	18 050	12 200	12 200	1 805
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	424 297	318 007	250 071	170 243
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	261 875	1 146 841	501 079	378 819	144 081
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	100 000	95 000	82 380	0	0
04.6 Communications	0	17 677	8 838	8 425	8 425
07.4 Services de santé publique	0	895	447	0	0
09.4 Enseignement supérieur	0	710 810	501 002	372 208	305 358
Total	**1 675 287**	**13 141 414**	**9 654 459**	**6 928 451**	**3 938 048**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	14 363	511 672	420 865	252 721	204 123
Total	**14 363**	**511 672**	**420 865**	**252 721**	**204 123**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	77 541	1 101 661	803 216	648 379	475 488
Total	**77 541**	**1 101 661**	**803 216**	**648 379**	**475 488**
150 COUR SUPREME					
03.3 Tribunaux	19 500	2 640 166	1 954 619	1 766 896	1 290 268
Total	**19 500**	**2 640 166**	**1 954 619**	**1 766 896**	**1 290 268**
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
03.3 Tribunaux	0	826 611	542 147	337 239	218 690
Total	**0**	**826 611**	**542 147**	**337 239**	**218 690**
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	155 763	1 096 262	667 100	462 822	298 429
Total	**155 763**	**1 096 262**	**667 100**	**462 822**	**298 429**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	77 899	1 521 749	1 165 030	755 446	628 430
Total	**77 899**	**1 521 749**	**1 165 030**	**755 446**	**628 430**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	13 731 640	45 174 777	35 475 245	26 236 919	26 170 753
01.3 Services généraux	120 000	127 754	52 076	50 099	24 673
04.6 Communications	0	12 187	7 352	3 246	3 246
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	1 024 509	1 024 509	487 295	487 295
09.8 Enseignement n.c.a.	1 221 700	1 160 615	1 160 615	808 727	808 727
Total	**15 073 340**	**47 499 842**	**37 719 797**	**27 586 286**	**27 494 694**
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	474 851	295 547	225 041	144 191
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	50 000	954 854	619 342	516 008	331 236
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	200 000	190 000	0	0	0
07.4 Services de santé publique	0	461	211	0	0
09.4 Enseignement supérieur	170 000	211 500	64 600	64 600	64 600
Total	**420 000**	**1 831 666**	**979 699**	**805 649**	**540 027**
186 MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	40 000	618 813	354 731	322 950	256 472
Total	**40 000**	**618 813**	**354 731**	**322 950**	**256 472**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	122 500	3 728 696	2 746 972	2 689 972	2 689 972
Total	**122 500**	**3 728 696**	**2 746 972**	**2 689 972**	**2 689 972**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE					
03.3 Tribunaux	28 500	974 589	619 472	613 714	542 094
Total	**28 500**	**974 589**	**619 472**	**613 714**	**542 094**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
04.6 Communications	15 000	130 034	77 718	38 759	29 440
Total	**15 000**	**130 034**	**77 718**	**38 759**	**29 440**
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
02.1 Défense militaire	45 936 984	81 653 157	47 161 340	37 195 919	18 096 871
02.4 Recherche-développement concernant la défense	42 845	129 235	72 014	68 226	56 521
02.5 Défense n.c.a.	45 413 420	262 453 575	204 933 862	184 981 982	114 771 690
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	2 304 000	2 304 000	1 690 712	1 690 712	691 200
07.3 Services hospitaliers	0	641 794	317 850	317 843	313 815
07.4 Services de santé publique	0	11 860	7 744	4 744	4 744
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	10 250	3 075	3 075	3 075
07.6 Santé n.c.a.	0	683 191	280 145	72 840	68 662
09.2 Enseignement secondaire	12 562	238 765	98 057	98 036	93 505
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	10 250	10 250	3 075	3 075	3 075
10.9 Protection sociale n.c.a.	22 452	198 617	90 317	89 831	89 831
Total	**93 752 763**	**348 334 694**	**254 658 190**	**224 526 284**	**134 192 989**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	150 000	60 000	24 212	24 212
02.2 Défense civile	0	38 000	19 000	19 000	19 000
03.3 Tribunaux	5 162 852	16 928 032	10 447 630	8 912 903	5 376 577
03.4 Administration pénitentiaire	2 975 831	7 739 124	5 079 342	4 734 733	3 161 661
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	492 500	5 279 271	2 737 871	2 240 405	912 376
07.4 Services de santé publique	0	10 991	5 346	5 346	5 346
09.4 Enseignement supérieur	0	550 101	257 242	221 731	179 710
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	200 000	100 000	61 055	61 055
Total	**8 631 183**	**30 895 519**	**18 706 432**	**16 219 385**	**9 739 937**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	200 000	1 778 609	1 200 344	1 200 344	1 200 344
Total	**200 000**	**1 778 609**	**1 200 344**	**1 200 344**	**1 200 344**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	659 288	438 546	438 546	438 546
Total	**47 500**	**659 288**	**438 546**	**438 546**	**438 546**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
02.1 Défense militaire	0	8 000	3 200	1 279	1 279
03.1 Services de police	3 093 753	56 253 506	39 322 413	32 146 385	22 073 994
03.2 Services de protection civile	6 679 461	20 157 698	10 718 083	9 435 933	4 802 137
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	13 187 530	29 987 301	14 962 528	11 046 188	9 533 640
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	45 778	20 731	13 401	13 401
Total	**22 960 744**	**106 452 283**	**65 026 954**	**52 643 186**	**36 424 451**
235 SECURITE D'ETAT					
02.5 Défense n.c.a.	0	2 500 000	0	0	0
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	8 185 612	8 089 948	5 953 870	5 953 870
Total	**0**	**10 685 612**	**8 089 948**	**5 953 870**	**5 953 870**
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	36 294 388	66 427 981	41 617 274	30 566 878	16 964 740
01.3 Services généraux	4 506 950	4 547 804	2 688 009	1 445 760	882 590
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	1 367 250	1 437 808	902 798	436 132	336 835
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	200 000	420 282	185 497	157 407	37 005
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	150 000	12 142 500	57 000	0	0
04.3 Combustibles et énergie	449 918	1 149 586	784 324	521 104	438 303
06.2 Équipements collectifs	620 000	591 500	522 537	168 188	0
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	2 850 000	2 393 498	1 212 250	679 859	130 626
07.4 Services de santé publique	0	496	226	0	0
09.5 Enseignement non défini par niveau	200 000	773 532	375 889	203 750	52 163
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 800 000	10 710 000	838 745	838 745	838 745
Total	**48 438 506**	**100 594 987**	**49 184 549**	**35 017 823**	**19 681 007**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	100 000	1 132 347	740 993	516 383	416 683
Total	**100 000**	**1 132 347**	**740 993**	**516 383**	**416 683**
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	324 854	188 191	188 191	0
Total	**0**	**324 854**	**188 191**	**188 191**	**0**
320 MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	570 782	525 196	300 000	0	0
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	270 800	255 800	0	0	0
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	341 671	3 245 486	2 434 526	1 880 019	1 360 849
07.4 Services de santé publique	0	283	129	0	0
10.9 Protection sociale n.c.a.	4 750	57 720	29 421	26 622	25 501
Total	**1 188 003**	**4 084 485**	**2 764 077**	**1 906 641**	**1 386 351**
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	2 395 851	25 429 269	12 055 710	10 299 934	9 760 323
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	375	187	0	0
07.4 Services de santé publique	0	592	237	237	237
09.2 Enseignement secondaire	0	95 860	45 930	20 003	20 003
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	187 940	133 306	94 522	67 525
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	14 250	13 538	13 538	0	0
Total	**2 410 101**	**25 727 574**	**12 248 908**	**10 414 695**	**9 848 087**
328 MINISTERE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES & DES RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	108 705	55 575	52 370	45 776
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	285 000	519 336	321 876	193 073	82 936
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	7 000	7 000	0	0	0
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	443 542	289 869	193 699	191 675
09.8 Enseignement n.c.a.	0	17 480	8 000	0	0
Total	**292 000**	**1 096 063**	**675 320**	**439 143**	**320 387**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	41 420	16 568	14 515	14 515
01.3 Services généraux	1 216 000	2 631 610	1 816 536	1 433 966	726 858
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	23 500 520	54 144 151	36 485 025	19 162 827	14 513 999
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publique	13 300 784	20 784 093	20 413 493	20 413 493	20 413 493
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	173 913	81 225	14 024	14 024
04.6 Communications	0	36 236	20 243	13 440	13 440
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	950 000	902 500	902 500	36 467	0
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	2 660 000	2 527 000	2 527 000	9 201	9 201
07.4 Services de santé publique	0	459	210	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	47 500	349 463	216 400	109 953	57 495
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	6 011	2 622	2 608	1 104
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 330 000	1 263 500	1 263 500	0	0
Total	**43 004 804**	**82 860 356**	**63 745 321**	**41 210 495**	**35 764 131**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
04.6 Communications	252 505	903 101	469 975	411 815	401 339
Total	**252 505**	**903 101**	**469 975**	**411 815**	**401 339**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	125 319	78 150	58 794	20 599
08.4 Culte et autres services communautaires	0	193 272	107 972	105 168	63 399
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	42 214	767 054	519 577	395 640	213 838
Total	**89 714**	**1 085 645**	**705 699**	**559 601**	**297 836**
341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	937 695	646 473	431 570	359 221
03.3 Tribunaux	0	1 920 554	1 072 934	1 040 609	710 580
07.4 Services de santé publique	0	897	410	0	0
Total	**0**	**2 859 146**	**1 719 818**	**1 472 180**	**1 069 801**
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	84 946	55 008	46 999	45 140
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	870 275	5 265 783	3 259 593	1 869 713	1 061 281
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 300 000	2 124 485	655 330	610 821	591 232
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	181 920	793 888	465 780	344 157	219 060
04.7 Autres branches d'activité	30 827	160 606	112 099	74 186	53 606
04.9 Affaires économiques n.c.a.	140 000	551 894	352 797	317 857	195 611
07.4 Services de santé publique	0	294	134	0	0
09.4 Enseignement supérieur	430 000	979 989	722 991	207 633	190 534
Total	**2 953 022**	**9 961 885**	**5 623 731**	**3 471 365**	**2 356 463**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	406 000	406 000	279 250	199 548	195 250
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	38 532	19 789	12 155	10 655
07.4 Services de santé publique	0	51 193	25 597	5 743	5 743
07.6 Santé n.c.a.	0	61 842	30 921	9 293	0
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	2 074 328	163 009 340	138 450 422	92 131 929	85 628 345
09.2 Enseignement secondaire	35 265 479	103 981 475	67 479 333	39 167 548	30 655 437
09.5 Enseignement non défini par niveau	150 000	185 887	74 935	16 024	11 047
09.6 Services annexes à l'enseignement	918 631	4 252 041	2 256 971	152 272	148 381
09.8 Enseignement n.c.a.	1 948 243	83 048 410	14 695 652	6 147 208	3 743 410
Total	**40 762 681**	**355 034 720**	**223 312 869**	**137 841 717**	**120 398 267**
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
01.4 Recherche fondamentale	160 000	501 196	306 319	168 832	171 275
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	77 124	23 445	17 978	15 500
09.2 Enseignement secondaire	200 000	190 000	0	0	0
09.4 Enseignement supérieur	1 422 532	61 235 324	33 599 753	24 522 848	17 938 619
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	1 791 686	3 061 624	654 531	279 487	86 996
09.8 Enseignement n.c.a.	30 000	9 168 612	4 920 214	3 424 394	3 293 410
Total	**3 604 218**	**74 233 880**	**39 504 262**	**28 413 538**	**21 505 800**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
510	**MINISTERE DE LA CULTURE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	13 500	9 681	4 867	4 820
01.3	Services généraux	0	12 402	5 837	4 051	4 051
07.4	Services de santé publique	0	1 569	717	717	717
08.2	Services culturels	2 574 728	5 565 301	3 927 264	1 586 597	1 144 855
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	514 500	2 634 859	1 588 565	1 016 339	841 201
09.2	Enseignement secondaire	0	450 330	286 058	275 102	166 579
09.4	Enseignement supérieur	492 750	1 017 952	393 795	319 524	187 872
Total		**3 581 978**	**9 695 913**	**6 211 916**	**3 207 197**	**2 350 095**
520	**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**					
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	245 110	7 809 674	4 313 049	4 211 951	4 119 450
07.2	Services ambulatoires	13 000	89 970	55 805	0	0
07.4	Services de santé publique	0	397	181	0	0
08.1	Services récréatifs et sportifs	1 914 983	7 254 589	4 460 898	3 496 298	2 993 136
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	140 861	2 763 104	1 657 622	1 531 398	1 236 453
09.2	Enseignement secondaire	12 307	532 881	363 403	113 626	69 494
09.4	Enseignement supérieur	0	534 086	308 617	301 894	190 262
09.8	Enseignement n.c.a.	0	17 900	10 000	5 994	3 528
Total		**2 326 261**	**19 002 601**	**11 169 575**	**9 661 161**	**8 612 323**
610	**MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES**					
07.2	Services ambulatoires	76 000	76 000	76 000	0	0
07.3	Services hospitaliers	18 630 456	39 495 473	16 880 653	14 064 222	9 366 371
07.4	Services de santé publique	5 853 537	22 010 656	12 302 332	8 470 518	7 950 502
07.5	Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 220 500	5 126 274	3 201 268	1 712 473	1 271 666
07.6	Santé n.c.a.	20 787 532	66 455 987	31 692 189	20 059 488	15 643 753
10.1	Maladie et invalidité	0	1 193 400	605 700	590 693	582 595
10.2	Vieillesse	0	7 761 422	3 892 358	3 892 358	3 892 358
10.8	Recherche-développement dans le domaine de la protection so	49 400	336 662	225 519	179 393	131 887
10.9	Protection sociale n.c.a.	305 701	5 778 468	3 993 984	2 369 384	2 021 186
Total		**46 923 126**	**148 234 342**	**72 870 002**	**51 338 529**	**40 860 319**
614	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**					
07.6	Santé n.c.a.	0	2 116 046	1 216 866	1 096 464	979 611
Total		**0**	**2 116 046**	**1 216 866**	**1 096 464**	**979 611**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	35 800	20 000	19 000	19 000
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	150 000	142 500	68 400	66 468	0
07.4 Services de santé publique	2 850	26 255	12 437	11 057	6 374
07.6 Santé n.c.a.	3 325	53 862	34 026	20 362	17 468
08.1 Services récréatifs et sportifs	250 000	237 500	121 400	22 351	22 351
09.5 Enseignement non défini par niveau	18 661	47 653	27 100	17 690	12 076
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	0	600 000	300 000	300 000	300 000
10.4 Famille et enfants	1 461 971	3 938 880	2 531 682	1 438 308	835 734
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	6 913	75 437	58 701	34 863	32 003
10.9 Protection sociale n.c.a.	0	551 461	342 248	237 517	163 214
Total	**1 893 720**	**5 709 348**	**3 515 994**	**2 167 615**	**1 408 221**
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE					
07.4 Services de santé publique	0	2 407	1 101	1 100	1 100
09.4 Enseignement supérieur	30 000	681 779	372 091	244 389	155 581
10.1 Maladie et invalidité	0	790 000	0	0	0
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	462 750	494 612	235 061	131 513	101 073
10.9 Protection sociale n.c.a.	154 368	6 386 227	2 351 235	1 426 206	745 304
Total	**647 118**	**8 355 025**	**2 959 488**	**1 803 209**	**1 003 058**
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	950 000	902 500	725 000	184 611	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	400 000	15 635 955	613 381	438 390	431 131
04.5 Transports	224 211 807	80 046 923	39 221 786	25 463 755	18 368 508
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	247 500	360 416	111 344	88 894	53 646
04.9 Affaires économiques n.c.a.	501 000	1 924 353	1 142 738	768 694	503 676
06.2 Équipements collectifs	46 400	46 122	45 072	45 072	45 072
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	200 000	627 987	350 573	284 896	187 977
07.4 Services de santé publique	0	993	454	450	450
09.4 Enseignement supérieur	19 500	107 309	66 923	45 695	30 155
09.5 Enseignement non défini par niveau	150 000	142 500	0	0	0
Total	**226 726 207**	**99 795 058**	**42 277 272**	**27 320 457**	**19 620 616**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
05.1 Gestion des déchets	750 000	712 500	490 000	490 000	490 000
05.2 Gestion des eaux usées	1 300 000	1 561 432	571 396	311 680	117 464
05.3 Lutte contre la pollution	205 700	235 811	111 519	45 902	45 900
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	6 143 310	17 933 221	5 756 513	3 648 984	2 579 241
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	2 191 306	2 974 338	2 000 421	1 143 284	846 979
Total	**10 590 316**	**23 417 302**	**8 929 849**	**5 639 851**	**4 079 584**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	18 678 617	2 034 255	372 861	197 971
04.3 Combustibles et énergie	43 816 469	41 436 900	23 326 899	20 607 297	20 337 434
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	3 800	1 520	608	608
04.5 Transports	150 000	142 500	94 337	94 337	0
04.7 Autres branches d'activité	0	84 510	42 561	39 725	23 249
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	250 000	237 500	0	0	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	31 138 718	30 718 363	30 483 808	30 373 947
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	800 000	7 101 568	213 507	133 901	133 901
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	0	6 500 000	0	0	0
06.3 Alimentation en eau	18 445 078	53 141 813	16 492 686	15 899 588	15 700 377
07.4 Services de santé publique	0	235	94	0	0
Total	**63 461 547**	**158 466 161**	**72 924 222**	**67 632 125**	**66 767 488**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
04.3 Combustibles et énergie	450 000	427 500	0	0	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	1 915 700	3 905 123	1 797 624	540 823	408 707
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	50 000	47 500	25 000	0	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	75 000	1 251 342	793 105	493 191	397 133
Total	**2 490 700**	**5 631 465**	**2 615 729**	**1 034 014**	**805 840**
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION					
04.6 Communications	2 721 001	8 193 770	5 084 240	3 149 702	2 439 488
07.4 Services de santé publique	0	525	240	0	0
Total	**2 721 001**	**8 194 295**	**5 084 479**	**3 149 702**	**2 439 488**
731 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE					
04.6 Communications	240 000	694 466	372 563	359 687	255 432
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	30 000	2 171 975	1 691 208	1 245 847	736 199
Total	**270 000**	**2 866 441**	**2 063 772**	**1 605 534**	**991 631**
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
04.6 Communications	250 000	1 447 551	949 226	911 199	609 538
Total	**250 000**	**1 447 551**	**949 226**	**911 199**	**609 538**
740 MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES					
06.2 Équipements collectifs	2 174 162	2 064 162	1 051 238	1 014 122	41 597
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	1 556 669	6 143 278	3 511 475	1 669 369	1 423 677
Total	**3 730 831**	**8 207 440**	**4 562 714**	**2 683 491**	**1 465 274**
745 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	320 000	320 000	160 000	0	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	18 107	1 421 030	1 127 663	627 813	693 360
06.1 Logement	6 000 000	5 889 526	5 827 705	5 803 839	5 797 003
06.2 Équipements collectifs	300 000	285 000	11 400	0	0
06.5 Recherche-développement dans le domaine du logement et de	0	34 010	19 000	18 978	13 066
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	40 000	278 494	149 060	68 294	37 399
Total	**6 678 107**	**8 228 060**	**7 294 828**	**6 518 924**	**6 540 827**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
01.3 Services généraux	1 280 000	6 452 162	1 614 454	1 261 511	1 006 096
06.2 Équipements collectifs	420 000	581 283	290 037	231 324	110 621
07.4 Services de santé publique	0	771	352	0	0
09.4 Enseignement supérieur	1 695 071	1 179 921	133 107	99 323	86 389
09.8 Enseignement n.c.a.	64 759	181 978	105 619	34 161	14 114
10.4 Famille et enfants	95 000	1 129 250	0	0	0
Total	**3 554 830**	**9 525 365**	**2 143 568**	**1 626 319**	**1 217 219**
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	5 300	157 331	96 776	69 019	61 863
04.5 Transports	376 268	2 949 653	2 110 181	1 785 566	1 441 448
04.7 Autres branches d'activité	300 000	250 000	165 000	0	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	35 845	16 826	13 221	13 221
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	1 900 000	1 830 000	671 000	0	0
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	250 000	237 500	0	0	0
Total	**2 831 568**	**5 460 329**	**3 059 783**	**1 867 806**	**1 516 532**
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	52 500	163 738	86 195	50 190	25 483
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	400 000	1 246 411	649 933	408 801	286 859
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	50 000	257 316	220 333	74 457	48 487
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	226 236	142 273	110 306	68 551
07.4 Services de santé publique	0	253	116	0	0
Total	**502 500**	**1 893 954**	**1 098 849**	**643 753**	**429 380**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	29 308 639	145 358 187	41 860 365	33 067 372	24 663 766
Total	**29 308 639**	**145 358 187**	**41 860 365**	**33 067 372**	**24 663 766**
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	7 379 826	39 380 414	7 168 491	5 223 943	2 734 248
Total	**7 379 826**	**39 380 414**	**7 168 491**	**5 223 943**	**2 734 248**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 600 011	10 385 003	6 708 411	6 646 808	6 491 060
Total	**1 600 011**	**10 385 003**	**6 708 411**	**6 646 808**	**6 491 060**
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
04.7 Autres branches d'activité	722 981	1 018 178	244 951	205 226	158 618
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	18 315	9 133	8 165	7 320
08.2 Services culturels	756 300	1 457 685	1 059 548	779 949	495 777
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	200 000	1 037 501	611 445	393 877	299 351
Total	**1 679 281**	**3 531 679**	**1 925 077**	**1 387 217**	**961 065**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
990 CHARGES COMMUNES					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	1 008 960	2 244 908	573 156	304 957	187 759
01.3 Services généraux	14 258 519	35 258 519	18 994 237	18 398 580	17 831 343
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	21 848 906	111 295 601	80 446 370	32 367 524	28 726 272
01.7 Opérations concernant la dette publique	300 000	170 988 091	79 430 000	79 161 767	77 536 868
02.2 Défense civile	0	0	0	0	0
03.2 Services de protection civile	5 512 324	7 612 986	166 773	0	0
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	28 604 830	24 438 241	0	0	0
04.5 Transports	71 076 021	17 631 239	595 050	0	0
04.6 Communications	0	312 505	306 253	145 290	131 041
04.9 Affaires économiques n.c.a.	20 000 000	20 000 000	4 996 743	4 386 944	2 773 197
05.1 Gestion des déchets	4 500 000	4 500 000	0	0	0
06.2 Équipements collectifs	1 388 179	3 514 685	0	0	0
07.4 Services de santé publique	0	40 000 000	17 772 303	13 252 477	12 848 630
07.6 Santé n.c.a.	0	17 011 082	0	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	0	146 531	0	0	0
10.2 Vieillesse	0	47 599 450	19 000 000	19 000 000	19 000 000
10.9 Protection sociale n.c.a.	10 000 000	160 006 710	26 907 612	20 879 107	19 312 413
Total	**178 497 739**	**662 560 548**	**249 188 496**	**187 896 646**	**178 347 524**
TOTAL	**886 215 399**	**2 653 463 513**	**1 385 537 535**	**1 049 771 349**	**831 101 590**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
2 BUDGETS ANNEXES					
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
04.7 Autres branches d'activité	2 647 889	8 944 500	5 008 423	3 032 201	2 543 938
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	67 450	33 725	8 863	8 863
09.8 Enseignement n.c.a.	0	93 000	46 500	14 342	14 342
Total	**2 647 889**	**9 104 950**	**5 088 648**	**3 055 406**	**2 567 143**
TOTAL	**2 647 889**	**9 104 950**	**5 088 648**	**3 055 406**	**2 567 143**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2020

17/09/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	87 900 000	77 092 690	65 128 727	65 128 727
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	61 976 517	61 976 517	0	0	0
Total	**61 976 517**	**149 876 517**	**77 092 690**	**65 128 727**	**65 128 727**
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	2 363 200	2 363 200	1 181 600	1 181 600	1 181 600
Total	**2 363 200**	**2 363 200**	**1 181 600**	**1 181 600**	**1 181 600**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
10.4 Famille et enfants	0	600 000	300 000	0	0
Total	**0**	**600 000**	**300 000**	**0**	**0**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	1 735 000	2 300 000	1 220 000	1 098 554	97 195
Total	**1 735 000**	**2 300 000**	**1 220 000**	**1 098 554**	**97 195**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
04.3 Combustibles et énergie	133 000	685 000	223 500	116 849	72 415
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	5 000	601 336	226 000	61 868	52 973
Total	**138 000**	**1 286 336**	**449 500**	**178 717**	**125 388**
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
01.3 Services généraux	2 981 400	2 981 400	0	0	0
Total	**2 981 400**	**2 981 400**	**0**	**0**	**0**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	3 750 000	5 000 000	2 699 018	785 506	446 232
Total	**3 750 000**	**5 000 000**	**2 699 018**	**785 506**	**446 232**
TOTAL	**72 944 117**	**164 407 453**	**82 942 807**	**68 373 104**	**66 979 141**
TOTAL GENERAL	**961 807 405**	**2 826 975 916**	**1 473 568 990**	**1 121 199 859**	**900 647 875**

ANNEXE 7 :

SITUATION D'EXECUTION DU FINANCEMENT EXTERIEUR DU BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT (BSI) PAR MINISTERE AU 30 JUIN 2020.

Ministère de l'Economie et des Finances
****
Direction Nationale de la Planification du Développement

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi
****

RECAPITULATIF DU SUIVI DU FINANCEMENT EXTERIEUR DU BSI PAR MINISTERE AU 30 JUIN 2020

(Montant en milliards de FCFA)

N°	Ministères / Institutions	Prévisions rectifiées 2020			Etat d'éxécution au deuxième trimestre 2020				
		Prêt	Subvention	Total	Prêt	Subvention	Total	Taux %	Part %
1	Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	0,518	11,321	11,839	0,413	1,512	1,925	16,26	2,16
2	Ministère de l'équipement, des infrastructures	9,095	17,580	26,675	25,316	-	25,316	94,91	28,43
3	Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle	4,664	8,237	12,901	1,872	2,749	4,621	35,82	5,19
4	Ministère de l'agriculture	45,711	33,723	79,434	14,437	7,966	22,403	28,20	25,16
5	Ministère de l'élevage te de la pèche	18,708	6,251	24,959	2,740	1,124	3,864	15,48	4,34
6	Commissariat à la sécurité alimentaire	-	1,213	1,213	-	0,187	0,187	15,42	0,21
7	Ministère de l'énergie et de l'eau	24,465	47,359	71,824	16,648	9,705	26,353	36,69	29,59
8	Ministère de l'aménagement du territoire et de la population	1,039	-	1,039	2,195	-	2,195	211,26	2,46
9	Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation	-	3,427	3,427	-	1,311	1,311	38,26	1,47
10	Ministère de l'économie et des finances	-	24,639	24,639	-	0,874	0,874	3,55	0,98
11	Ministère des mines et du pétrole	-	1,000	1,000	-	-	-	-	-
12	Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille	0,200	-	0,200	-	-	-	-	-
13	Ministère de la santé et de l'hygiène publique	7,800	7,800	15,600	-	-	-	-	-
14	Ministère de l'industrie et du commerce	-	0,800	0,800	-	-	-	-	-
15	Ministère des maliens de l'extérieur	-	0,050	0,050	-	-	-	-	-
	Total	**112,200**	**163,400**	**275,600**	**63,621**	**25,428**	**89,049**	**32,31**	**100,00**

Source : DNPD, septembre 2020.